REVUE

DES

DEUX MONDES

XC^e^ ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME SOIXANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1920

054
R3274
1920 [v. 6]
164430
B. P.
DARTMOUTH
COLLEGE
LIBRARY

GAMBETTA

J'AI vu Gambetta de près pendant les dernières années de sa vie : sa belle et généreuse nature, sa carrière prompte, toute d'énergie et de lumière, sa bonté haute et familière fascinaient ceux qui l'approchaient. Je suis de ceux qui ont conservé l'*empreinte*.

Il me semble, pourtant, que la liberté de mon jugement reste entière et que, — quarante ans révolus, — je puis parler de lui comme il faut parler des morts qui furent pour nous des vivants, avec respect, mais avec impartialité.

En 1878, j'avais achevé mes études de droit ; je m'étais mis aux recherches historiques par goût, pour mon plaisir, sans projet de carrière ni d'ambition : probablement, j'avais cela dans le sang, étant né d'un pays frontière, la Picardie, et d'une famille dont le personnage notoire était Henri Martin. Je ne me sentais nullement porté vers la politique ; je ne lisais même pas les journaux. C'était pourtant une époque où les passions étaient vives ; mais les faits du passé m'intéressaient plus que ceux du présent, — j'ai compris depuis que ce qui me passionne dans l'histoire, c'est l'énigme. — Après une courte excursion vers le haut moyen âge, notre XVIIe siècle m'attira. J'aimais sa raison, sa splendeur, ses créations puissantes et bien ordonnées. Ayant vu la guerre de 1870, je souffrais de la diminution de la patrie et je cherchais d'instinct les lois de sa grandeur. Du siècle de Louis XIV remontant à ses origines, mes études se fixèrent sur l'époque de Henri IV et de Richelieu.

Richelieu me conduisit au ministère des Affaires étrangères où les dossiers de son administration sont conservés. J'obtins,

par l'intervention d'Henri Martin, l'autorisation de pénétrer dans ces archives, alors fermées au public. Je m'assis à une table où venait s'asseoir chaque jour un travailleur d'une assiduité incomparable. C'était Albert Sorel. Nous fîmes connaissance, et, dans une concurrence d'application, silencieux pendant de longues heures, je me plongeai près de lui dans les études nécessaires à la connaissance du sujet que j'avais adopté, la vie du cardinal de Richelieu.

Je commençai à me débrouiller dans le vaste amas de documents et je m'étais arrêté sur certains épisodes; j'essayais de rédiger, lorsque de bienveillantes interventions m'ouvrirent un accès vers le journal de Gambetta, *la République Française*. Colani y remplissait les fonctions de rédacteur en chef; il connaissait ma famille et accueillit mes premières et timides esquisses. Je publiai quelques articles sous la forme de *Variétés historiques*; et j'indiquai, à propos de Henri IV, un programme de politique nationale : « l'Édit de Nantes des Partis, » à propos de Richelieu, un programme de politique extérieure : « l'Équilibre européen. » Ces études juvéniles attirèrent l'attention de Gambetta. Elles n'étaient pas signées. On lui dit mon nom. Il voulut me voir et je me rendis sur convocation au Palais-Bourbon à l'issue d'une des séances de la Chambre dont il était le président.

Gambetta était alors à l'apogée de sa carrière. Après de longues luttes, il avait conquis l'autorité, le prestige, une action unique sur l'opinion. Tout lui réussissait. Il lui restait, du gouvernement de la Défense nationale, une auréole. Il avait fondé la République avec M. Thiers: il avait renversé Mac Mahon et déjoué la tentative du 16 mai; il venait de porter Jules Grévy à la présidence. S'il l'eût voulu, il eût été élu lui-même : se refusant à cet honneur périlleux, il était resté au milieu du Parlement, près de cette tribune où résidait sa force. Président de la Chambre, il n'avait que quelques marches à descendre pour se retrouver sur son piédestal naturel. Au point d'intersection entre les deux pouvoirs, il tentait de gouverner du haut du fauteuil; mais le régime est ainsi conçu et combiné qu'il ne laisse guère de place à une action personnelle prépondérante.

Gambetta m'accueillit avec une simplicité et une bonté parfaites. Assis devant un bureau chargé de livres et de dossiers, bien installé dans un large fauteuil qu'il emplissait de sa corpu-

lence, les cheveux et la barbe encore noirs, le teint fleuri, l'œil unique d'où jaillissaient des étincelles, la voix sonore quoique parfois voilée, une conversation abondante en traits frappants, en tours sinueux, en retours imprévus, tout cela plein de charme, avec un roulement de gasconnade à la Henri IV, avec une belle humeur fine et légère à la française et, dominant le tout, une autorité naturelle qui laissait percer, cependant, les origines méridionales et la veine populaire, cet ensemble avait de quoi surprendre, séduire et conquérir le jeune Picard, bien embarrassé de sa personne, qui comparaissait devant « le Président. »

Gambetta voulut bien parler de mes articles sur Richelieu et sur Henri IV; il dit aussi quelque chose de Mirabeau et de Talleyrand, auxquels son ami M. G. Pallain venait de consacrer de belles études. Il me pressait, me questionnait, voulait arracher à ma jeune érudition des aperçus ou des préceptes qu'elle était bien incapable de lui livrer. Et puis, il fit un crochet, mit sur le tapis la politique du jour, me questionna sur la jeunesse d'alors, sur ses travaux, ses tendances et, finalement, il insista sur le devoir politique de la génération qui arrivait à l'existence en même temps que la République : il me dit qu'il ne fallait pas me confiner dans les études abstraites, loin de l'action; il me convia à ne pas m'écarter de la vie publique et à suivre la carrière des Affaires étrangères : « Il nous faut des jeunes hommes, » disait-il. Il ajouta qu'il en parlerait de lui-même au ministre des Affaires étrangères qui venait de remplacer le duc Decazes, M. Waddington. Il m'invita à revenir le voir souvent, à le tenir au courant de mes études, à collaborer assidûment à *la République Française*. Sa porte m'était ouverte. Je trouvai, désormais, auprès de lui le même accueil, avec une nuance croissante de bienveillance et d'affection. Quand il devint Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, il m'appela à son cabinet.

Ce fut alors la période vraiment humaine et mélancolique de cette prestigieuse carrière; et cette période si courte, mais si dramatique, je la vécus près de lui. J'ai vu l'ascension attendue et la chute soudaine; j'observai la jalousie du destin, la cruauté des partis, la misère des choses humaines, la facilité du mal et la difficulté du bien. Gambetta, dans cette crise haletante où il jouait son honneur et sa vie, m'apparut plein d'ardeur et de foi, mais déjà comme appesanti par le fardeau du devoir; ses

fortes épaules s'inclinaient, sa physionomie devenait plus tendue et parfois douloureuse. Il se trouvait enserré par la mécanique gouvernementale dans la complexité des décisions à prendre, dans le réseau de l'intrigue, dans le fourré des polémiques atroces mordant sa chair jusqu'au sang. Il me parut ému par cette nouvelle face de la fortune et attendri par je ne sais quel affaiblissement soudain de sa nature puissante, mais d'un organisme délicat.

Je le vois encore, appuyé au marbre de la cheminée de son cabinet de ministre, la figure tirée, le teint pâli, l'œil inquiet et s'étonnant ce jour-là, — sur je ne sais quelle injustice imprévue, — qu'on ne lui laissât pas une heure de répit : « Que me veulent-ils? Pourquoi ces haines? Que leur ai-je fait? Qu'ils me laissent agir! Je ne veux que le bien! »

J'assistai à la séance du 26 janvier 1882 où, après un ministère de deux mois, la Chambre le renversa. J'entends sa voix un peu lasse laissant tomber sa pensée suprême avec le pouvoir qui lui échappait : « Je ne puis mettre en face de vos appréhensions que ma loyauté, que la sincérité de mes paroles, que les projets que nous avons préparés, enfin que mon passé. Je fais appel à vos consciences... Oui, je pense que cette légion républicaine avec laquelle j'ai passé à travers les luttes et les épreuves, ne nous fera pas plus défaut au jour du succès qu'elle ne nous a fait défaut au jour de la bataille. Dans tous les cas, ce sera sans amertume, surtout sans l'ombre d'un sentiment personnel blessé que je m'inclinerai sous votre verdict. Car, quoi qu'on en ait dit, il y a quelque chose que je place au-dessus de toutes les ambitions, fussent-elles légitimes, c'est la confiance des républicains, sans laquelle je ne puis accomplir ce qui est, — j'ai bien le droit de le dire, — ma tâche dans ce pays : le relèvement de la patrie. »

J'ai vu la petite maison de Ville-d'Avray assaillie par l'angoisse des fidèles quand le bruit se répandit que la blessure à la main pouvait, par ses suites, devenir mortelle. J'ai veillé le corps au Palais-Bourbon, quand Paris, par un flot discontinu, vint saluer la dépouille. La couronne de Thann fut déposée sur le cercueil et le cortège se développa à travers la longue ville pour se rendre au Père-Lachaise. Au nom de l'histoire de France, Henri Martin, penchant sa tête blanche et son corps voûté sur la tombe, plaignit « cette destinée épuisant en quatorze rapides

années, trois phases dont chacune eût suffi à créer une gloire. » Il répéta le mot qu'un illustre royaliste avait dit d'un illustre républicain : « Il était magnanime... »

Les ans ont passé. Les luttes ont pris fin. Le recul de l'histoire met à son plan la figure de l'homme illustre, qui fut, personne ne le conteste maintenant, un des grands serviteurs du pays. A Ville-d'Avray, à Nice, le culte du souvenir se maintient pieusement. Demain, le cœur de Gambetta sera porté au Panthéon.

Essayons de définir les services qu'a rendus à son temps et à son pays, l'orateur, l'homme d'État fauché dans sa fleur, et, pour tout dire en un mot, plein de latinité et d'accent, le *tribun*.

I

En Gambetta, on distingue, dès l'abord, trois traits essentiels : le méridional, le maitre des « couches nouvelles, » le patriote.

La France du Midi a reçu les premières semences de la civilisation : elle est phénicienne par Nice, grecque par Marseille, romaine par Aix et Toulouse. Les plus vieilles traditions humaines ont longé les rivages méditerranéens et pénétré par les terres jusqu'à l'Océan, la Manche et le Rhin. Au sud de la Loire, naquit de bonne heure une Gaule précoce qui porta en son sein la future Europe. La région qui s'appela excellemment « la Province, » reçut la première empreinte de l'*urbanité*. César s'appuya sur cette Gaule méditerranéenne pour conquérir l'autre et pour fonder l'Empire.

De cette formation antique et privilégiée, il est resté à la Gaule du Midi un héritage très spécialement romain, je veux dire le sens de l'organisation, de la politique, de l'architecture des sociétés, avec un tour de main, une aptitude à conduire les hommes. Militaires, orateurs, légistes, ces méridionaux sont des chefs et des fondateurs.

Nous nous plaignons, nous, gens du Nord, de la part que les gens du Midi s'attribuent dans le gouvernement de la France. Nous luttons contre leur éloquence, — en la subissant. Nous voudrions échapper à leur emprise : c'est en vain. A peine le joug secoué, ils nous l'imposent de nouveau.

Il y a des raisons à cela. S'ils nous séduisent, c'est qu'ils nous persuadent; si nous obéissons, c'est qu'ils savent commander. Au temps des grands périls, la France entière se retourne vers

eux. Que Thiers et Gambetta aient apparu en 1870-1871, que Joffre et Foch aient été nos chefs en 1914 et 1918, cela n'est pas uniquement le fait du hasard. Peut-être, en creusant ce problème de notre histoire, trouverait-on dans notre histoire même sa solution.

Reconnaissons, d'abord, que sans les pays d'outre-Loire, il n'y aurait pas de France. Une France uniquement septentrionale ne se conçoit pas. A diverses reprises elle s'est essayée, si je puis dire ; mais, elle devenait tout de suite, une Normandie, une Angleterre, une Belgique, une Bourgogne, que sais-je? mais plus la France. Ce qui nous distingue en Europe, c'est notre côté *midi*, face à l'Orient, à l'aurore.

Dans les périodes de grand péril extérieur, le Nord et l'Est soutiennent, il est vrai, les grandes luttes et supportent les grandes misères. Notre frontière continentale est le champ de bataille : ces populations héroïques souffrent et endurent. Mais, exposées à l'assaut immédiat des masses extérieures, offrant leurs territoires largement ouverts aux Azincourt et aux Sedan, elles subissent trop souvent le prompt écrasement de l'invasion et de la conquête : le « lion d'Arras, » le beffroi de Saint-Quentin sont bloqués dans l'étroite enceinte de leurs murailles : leurs tocsins appellent la France à l'aide. Ils réclament du corps entier un secours, un point d'appui organisé, persévérant et capable de durer. La langue d'oïl crie à la langue d'oc.

Remontons jusqu'à la guerre de Cent ans : le parti de Charles VII est *Armagnac ;* ses adversaires sont *Bourguignons*. Cela veut dire que les terres frontières, toujours calamiteuses, sont surprises, subordonnées, ligotées avant d'avoir pu se ressaisir. Seulement, il reste *la France*, tant qu'il reste ces pays d'outre-Loire dont les Capétiens ont saisi la porte en occupant Orléans. Quand la proximité de la frontière accable Paris, le roi de France devient « le roi de Poitiers » ou « le roi de Bourges ; » et c'est parce que les régions centrales et méridionales présentent à l'ennemi une résistance suprême que l'invasion est chassée finalement et le territoire libéré. Précisément à l'époque de la Guerre de Cent ans, les États-Généraux d'Auvergne, les États-Généraux de Languedoc ont énergiquement soutenu la cause de Charles VII : ce trait est un des plus frappants de nos annales.

Même dans une unité achevée et parfaite, nous ne pouvons oublier ni ces origines, ni ces services.

Et, que se passe-t-il quand, le péril passé, le pays se développe dans la paix et s'applique à son perpétuel travail de perfectionnement sur lui-même ? Quelle part revient à ce lointain Midi, au Midi de la politique, de l'organisation et de la clientèle ?

Eh bien ! tandis que Paris et les villes laborieuses du Nord s'ingénient à se fortifier pour parer aux futures crises, à développer les ressources nationales pour encaisser les épargnes nécessaires aux nouvelles luttes, tandis que, par le rayonnement du travail, de l'art et de la pensée, elles répandent au loin la gloire et le prestige de la France, le Midi, qui collabore nonchalamment à la tâche commune, s'attache surtout à ce qu'il considère comme sa mission : gouverner Paris. *Tu regere imperio populos, Romane, memento.*

Et cela ne date pas d'hier : l'éloquence méridionale n'a pas fasciné seulement le parterre des assemblées. De tous temps et bien longtemps avant que l'autorité fût à la parole publique, ces hommes d'État-nés s'insinuaient dans les conseils et leur subtile astuce se glissait à l'oreille du Roi. Dès le haut moyen âge, l'École de Toulouse était la maîtresse de la politique ; la forte volonté unitaire de la nation, c'est la sienne ; ils veulent la France *une*, puisqu'ils la veulent à eux. Fomentant les ambitions absolutistes du pouvoir royal, leurs légistes mettaient en langue française la formule du Code : « Si veut le Roi, si veut la loi. » Ils luttent contre l'impérialisme allemand, contre le pontificalisme romain. Autour des Valois et des Bourbons, — branches d'outre-Loire qui finalement ont hérité des Capétiens de Paris, — ils groupent leurs chefs, les Tournon, les Duprat, les d'Ossat, les Richelieu, les Talleyrand-Périgord, politiciens raffinés dont le génie de Fénelon, un peu exsangue, est la quintessence épuisée. Ils sont les organisateurs et les fondateurs jusqu'au moment où la France, achevée, cherche dans le génie plus grave des provinces septentrionales la réalité des profits économiques et la fermeté des revendications jacobines. Nos méridionaux ont gouverné en souplesse dans les temps de crise et d'enfantement ; nos septentrionaux gouvernent en force et en labeur dans les temps d'expansion et d'épanouissement.

La carrière de Gambetta, c'est donc, d'abord, un retour du Midi.

« Gênois, Gascon et Cadurcien, » dit Paul Deschanel dans sa brillante biographie de Gambetta (1). Et, en effet, autour de son enfance et pour la formation de son adolescence, ce sont des perspectives où se dessinent les grands horizons méditerranéens : A dix-huit ans, premier voyage ; lettres enthousiastes à sa mère : « Montpellier, Lunel, Aigues-Mortes ! A Aigues-Mortes, j'ai vu la mer pour la première fois... Marseille à nos pieds, la Corse dans le lointain ; — tableau enchanteur et enivrant qui fait entrevoir les merveilles de l'Italie ! »

Le jeune homme est formé et c'est à son père qu'il révèle, un peu plus tard, ces ambitions politiques qui, d'homme à homme et du fils au père, s'entendent et s'excitent mutuellement : « La grand'route est ouverte devant nous. Il faut la prendre résolument, la tête haute et lutter. Je suis tout prêt. Oh! qu'il me tarde de plaider! La langue me brûle. Quand viendra ce beau jour? Je lis, je relis les maîtres de la parole. Pourquoi te le cacher, mon bon père, l'ambition me dévore... »

La parole, l'ambition, le *forum*. Peut-on être plus Romain?...

C'est ce jeune homme ainsi né et formé, — et nous n'oublierons pas, auprès de lui, la ferme influence d'une mère aux traits antiques, — qui arrive à Paris au moment où un trouble immense agite la politique française, où une fermentation ardente fait bouillir la cuve des temps nouveaux, où l'Empire et la démocratie enlacés luttent aveuglément sans craindre de livrer la France au perpétuel guet-apens de l'*invidia germanica*. Époque de crise, époque de péril, époque de douleur et, bientôt, époque de réparation et de création.

C'est l'heure de nos méridionaux. Thiers a renversé l'Empire. Gambetta fonde le gouvernement du 4 septembre. En plein tumulte, ce jour-là, il adresse au peuple qui a envahi l'Assemblée, des paroles exprimant sa préoccupation dominante : « La première condition de l'émancipation populaire, *c'est la règle* ; » et, dès le 5 septembre, il annonce à l'Europe qu'il existe un gouvernement : « Il faut que l'Europe sache, par d'irrécusables témoignages, que le pays tout entier est avec nous : il s'agit d'un peuple entier debout, *organisé*, *représenté*, d'une Assemblée enfin qui puisse porter en tous lieux et en dépit de tous les désastres, l'âme vivante de la patrie. »

(1) *Gambetta*, par M. Paul Deschanel. Hachette, in-8°, 1919.

De Tours, de Bordeaux, il organise la lutte suprême, il fait sortir de terre les armées de la Défense Nationale et jette 200 000 hommes sur les pas de l'envahisseur. Il veut combattre; il veut vaincre ; il se refuse à capituler. Il tiendra jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière motte de terre. Il supplie Jules Favre de ne pas joindre la négociation de la Paix à celle de la capitulation de Paris : « C'est Paris qui est réduit, ce n'est pas la France. Toute autre immixtion sur un autre terrain vous amènerait à consentir à l'ennemi des avantages qu'il est loin d'avoir conquis. » Et il ajoute fortement : « Tout ce que vous accompliriez en dehors des intérêts propres de Paris, sans notre consentement ou notre ratification, serait nul et de nul effet. »

Est-ce assez le méridional ?.. Certes, il voit de plus loin et de plus haut, les yeux sur les horizons de la France éternelle.

Quand il s'agit de signer la paix au prix de l'Alsace-Lorraine, Gambetta est parmi les protestataires : le Midi veut la France « ronde, » comme jadis la couronne des rois : il tient aux grandes solidarités nationales. La Commune, qui a pour système de disloquer l'unité, le surprend, l'abat, le décourage. Au premier appel de la France une, il renaît. Il rentre à l'Assemblée Nationale qui a pour mission de refaire la France.

Le voilà, de nouveau, dans son rôle, *il construit*...

Je ne vais pas exposer l'œuvre de Gambetta à l'Assemblée nationale, cette œuvre constitutionnelle à laquelle il se donne passionnément. Au fond, ce qui est de lui se résume en un mot : transaction.

La Constitution de 1875 finit par confier le pouvoir à une sorte d'assemblée aux deux chambres, se prolongeant jusque dans le ministère et jusqu'à la Présidence, et où les divers intérêts français sont, proportionnellement, représentés. Aucune force ne prédomine, elles se font équilibre les unes aux autres. Le suffrage, les communes, l'opinion, les services rendus, l'ambition, l'autorité, la valeur ont leur place et combinent leur action dans un organisme savamment articulé. L'époque ayant la haine et la méfiance du pouvoir personnel qui venait de perdre la France, les décisions suprêmes appartiendront désormais non à un seul, mais à plusieurs. La Constitution fondait

un gouvernement collectif à la fois sur le suffrage et sur la délibération : ce fut la *République parlementaire* (1).

Gambetta ne crée pas l'opportunisme, puisque c'est le génie même des affaires : mais il le nomme. Chose déjà assez extraordinaire que ce baptême ait attendu cet homme. C'est encore le génie du Midi, instruit par Machiavel et par Montesquieu, qui dicte cette manière nouvelle d'agir et de parler, de chercher, avec bon vouloir, tous ensemble, sans absolutisme d'idées, sans violence de langage ou de faits, ce ce qui est la sagesse et la raison. Voilà exactement ce qui appartient à Gambetta. On attribue à Mirabeau ce propos : « Je suis indigné à l'idée que je n'aurai contribué qu'à une vaste démolition. » Gambetta bâtit. Il jette les fondements d'un édifice qui dure depuis cinquante ans, et à l'abri duquel la France a refait ses forces et reconquis sa grandeur.

Mais Gambetta n'a été que le maître de l'œuvre : il appelait au travail ces « nouvelles couches » dont il annonçait l'avènement.

II

« N'a-t-on pas vu apparaître depuis la chute de l'Empire, une génération neuve, ardente, quoique contenue, intelligente, propre aux affaires, amoureuse de la justice, soucieuse des intérêts généraux?... N'a-t-on pas vu les travailleurs des villes et des campagnes, ce monde du travail à qui appartient l'avenir, faire son entrée dans les affaires politiques?... Oui, je pressens, je sens, j'annonce la venue et la présence dans la politique d'une couche sociale nouvelle, qui est loin à coup sûr d'être inférieure à ses devancières... On a senti que la démocratie actuelle était sortie du sentimentalisme un peu vague qui avait été le caractère dominant de nos devanciers ; on a senti qu'il y avait là quelque chose de plus positif, de plus pratique, et permettez-moi l'expression qui seule peut rendre ma pensée, de plus scientifique. »

« Scientifique » ou non, l'avènement des nouvelles couches sociales est un fait dont Gambetta est le prophète. Il annonce le mouvement et il le crée en le définissant. Cinquante ans d'histoire française ont vécu là-dessus, et la vertu de ce verbe n'est pas épuisée.

(1) V. la théorie de la Constitution de 1875, dans mon *Histoire de la France contemporaine*, t. III, ch. V.

Jusqu'à la Révolution, la *machine* politique, c'est-à-dire, en somme, le gouvernement, était aux mains des privilégiés. Le Roi menait les affaires publiques avec le concours de la noblesse, du clergé et des parlementaires : les classes faisaient naturellement la politique des classes. Le Tiers-État resta longtemps parlementaire; puis, avec les encyclopédistes, il réclama le gouvernement de l'opinion. Écrivains, journalistes, publicistes, orateurs, établirent la prépondérance des *assemblées* sur les *conseils*. Mais le nombre de ces « élus, » qui, la plupart du temps, se choisissent eux-mêmes, est encore restreint; la masse n'est pas l'opinion, tant s'en faut : si elle vote, son vote même est capté, canalisé, dévié; elle est menée.

Pendant la Révolution, la « machine » se compose des sociétés, des comités, des clubs, des « communes : » un très petit nombre d'hommes, qui n'ont d'autres titres que leur violence même, exercent une dictature d'autant plus tyrannique qu'elle est moins nombreuse. Ses excès et ses violences la renversent; le système consulaire met fin à la Révolution en retirant la « machine » aux Comités et aux Assemblées et en la confiant aux compétences. C'est l'ère des « Jacobins arrivés, » commissaires devenus préfets, administrateurs, jurisconsultes, militaires. Ceux-ci notamment représentent un grand élément d'ordre et de discipline. Mais ils ont pour fonction la guerre; la paix de l'Empire est la paix des soldats : contradiction. Dès que l'Empire est battu, le système s'écroule. La « machine » finalement reste aux mains des administrateurs et des hommes de loi. Une nouvelle catégorie se joint à eux, celle qui représente essentiellement la paix : les *Industriels*. Les personnages de Balzac gouvernent la France. La transition est très frappante, de Molé à Guizot et de Guizot à Thiers. L'argent règne. Ces derniers « privilégiés, » les censitaires, préparent, par leurs querelles, la Révolution nouvelle. 1848 institue le suffrage universel et Napoléon III est élevé sur le pavois de la démocratie. En fait, il gouverne encore avec les derniers grands bourgeois.

En effet, les hommes qui sont nés sous le régime du suffrage universel n'auront vingt-et-un ans, — l'âge du vote — qu'en 1870; les premiers arrivés de ces « nouvelles couches » ne seront aptes à voter consciemment qu'après cette date; même, elles ne se présenteront en masses profondes devant l'urne que dix ou quinze ans après. Cela n'a pas été historiquement observé : c'est

un fait, pourtant, qui explique bien des choses. Le premier citoyen français qui ait reçu, dès sa naissance, l'éducation ambiante du suffrage universel, qui n'ait pas connu un autre régime et qui ait eu pleine conscience de son vote, n'atteindra la maturité qu'aux alentours de l'année 1880. Et c'est pourquoi Gambetta en était encore à dire, en septembre 1872, quand il prononçait son discours de Grenoble : « Je pressens, je sens, j'annonce la venue, etc... »

Ces votants « de plein exercice, » si j'ose dire, vont-ils donc s'emparer de la « machine? » Par le suffrage et pendant le temps du vote, oui; mais, comme l'a parfaitement expliqué Jean-Jacques, à peine le vote est-il rendu, que l'autorité leur échappe. Il reste toutes les survivances des « machines » antérieures : parlementaires, administrateurs, hommes de lois, publicistes, écrivains, industriels, membres des comités, des loges, des groupes, tous puissamment munis et secondés pour s'interposer entre le suffrage et le pouvoir, pour se servir de celui-là et s'emparer de celui-ci.

Et c'est précisément une nouvelle organisation de la « machine » par l'avènement des masses que prévoit Gambetta. Ce politique, ce spécialiste de l'architecture sociale introduit ces hommes qu'il qualifie expressément « un nouveau personnel du suffrage universel, » et dont il fait un éloge parfaitement réfléchi, quand il dit que ce personnel représente non plus « un sentimentalisme vague, » mais quelque chose de « positif » et de « pratique ; » il n'hésite pas même à leur appliquer le qualificatif, cher à son temps, de « scientifique. »

En fait, Gambetta est à la fois l'introducteur et l'ambassadeur de ce personnel qui n'est ni le corps des « privilégiés, » ni le grand bourgeois, ni même exclusivement le bourgeois; c'est, si l'on veut, le bourgeois des petites villes, des bourgades, des villages, tout ce qui sort immédiatement de la classe populaire, et qui n'est séparé du peuple proprement dit que par une ou deux générations, — personnel auquel le fils de l'épicier de Cahors appartient, — personnel plein de jeunesse, d'ardeur et d'élan, et qui, pourtant, à l'heure où il s'avance pour mettre la main au timon, est en droit de se retourner vers le peuple et de lui dire : « Je suis vôtre. »

Car ces « nouvelles couches » ne sont, en somme, que le peuple tendant à s'élever lui-même. Elles reposent tout au fond

sur nos assises rurales et sont séparées à peine de notre *paysan-petit-propriétaire*, déjà à demi bourgeois par son goût du travail, de l'économie, par son conservatisme fondamental, avec son âpreté au gain et à l'épargne, où apparaît, qu'on le veuille ou non, bien plus que dans le luxe du riche, le véritable capitalisme. Si cette observation est exacte, Gambetta, fils du Midi, fils de la province, aurait tout simplement découvert l'avenir dans la forte ossature traditionnelle de ce pays si foncièrement latin et rural et où le mot capital veut dire troupeau. Son fameux discours sur les « nouvelles couches » aurait mis à nu les bases de la Société française.

Quoi qu'il en soit, ce sont ces « nouvelles couches » appelées au pouvoir par la voix de Gambetta qui ont fondé et défendu la République, qui ont mené les campagnes de l'enseignement et de l'anticléricalisme, qui ont préféré régler une à une « les questions sociales » plutôt que d'aborder d'un bloc la question sociale, qui ont géré les intérêts du pays, depuis 1870, en apportant, dans nos affaires financières, l'esprit d'ordre et d'épargne, dans nos affaires diplomatiques, l'esprit de fidélité et de loyauté, dans nos affaires coloniales, l'esprit de prévoyance et de persévérance, qui ont fait de la « riche » France la maîtresse des capitaux mondiaux, qui se sont assuré, par la netteté et la loyauté de leur conduite, l'estime universelle et une sorte d'autorité exemplaire, jusqu'au jour où, l'ennemi héréditaire tombant sur elle, la France de la République a combattu héroïquement et, avec le concours de ses Alliés, a vaincu. Les « nouvelles couches » de Gambetta ont été, à tous les points de vue, capables de la grande guerre. Elles ont rendu l'Alsace-Lorraine à la France. En leur confiant *la machine* politique, le tribun ne s'était pas trompé.

III

Il est autant de manières d'aimer sa patrie qu'il est de patries diverses. Regulus a une autre inspiration que Jeanne d'Arc. Guillaume Tell est autrement patriote que le chevalier d'Assas. Gambetta vint en un temps où la France devait être aimée d'une manière nouvelle, en raison de tout ce qu'elle avait souffert.

C'était la France de 1871, la France malheureuse, très

malheureuse. Elle était tombée soudainement du haut de l'empyrée et la blessure qui lui était faite était la plus cruelle de toutes parce que l'âme même était atteinte. De 1815 à 1870, la France, héritière de l'épopée révolutionnaire et napoléonienne, avait oublié, dans la prospérité matérielle, la défaite d'un jour. Elle jouissait de la plénitude de ses forces reconquises et d'une sorte d'hégémonie européenne. Elle avait pris l'habitude de délivrer les peuples, d'aider les faibles, de réparer les injustices et et de modifier les frontières. La Grèce, l'Italie, la Pologne, la Syrie, d'autres encore s'étaient appuyées sur elle. Les malheurs des autres pays l'attendrissaient. Pas une plainte ou une aspiration auxquelles elle ne prêtât son oreille et son cœur. Toute à ce rôle de bonne tourière de l'Europe, elle en était à s'oublier elle-même. Cependant ses rivales séculaires s'emparaient du domaine de la mer et du domaine de la terre. En plus, elles l'entraînaient adroitement dans leurs desseins ambitieux. Au nom de la cause libérale, on l'avait prise dans un piège qui la séparait de ses alliés naturels : on la lançait contre la catholique Autriche et contre la Russie absolutiste ; on lui laissait le soin de délivrer les peuples en la brouillant avec les gouvernements. Bismarck paraît. Il s'empare de tous ces fils encore dispersés. Il s'appuie sur le grand Empire de l'Est que la savante polémique prussienne avait donné jusque-là comme « l'ennemi de l'Europe ; » il immobilise l'Autriche et se dresse soudain contre la France. Elle se réveille sous le pied de l'ennemi.

Jamais désillusion plus profonde et plus cruelle. Tous les rêves faits en commun par l'opposition et par le pouvoir, — car Napoléon III avait au fond la même politique extérieure que Jules Favre, — tous ces rêves sont dissipés d'un seul coup. La grande douleur, pour un peuple vif et sensible, c'est ce contraste entre les espérances et les résultats. Et on se trouve en présence d'une Europe hostile, réactionnaire, à genoux devant Bismarck. Pauvre France qui se croyait « l'amie du genre humain ! »

Cette patrie démembrée, meurtrie, abandonnée, comment fallait-il l'aimer, la servir ?

Il y avait la manière classique, celle dont M. Thiers avait recueilli la tradition, qui remontait à Lyonne et à Richelieu, par Talleyrand : la sage et lente trituration des grandes affaires européennes, le travail de l'équilibre avec l'art des gradations

et des nuances, les longues préparations et dissimulations de manière à gagner le but, selon le précepte du cardinal de Richelieu, « comme les rameurs en lui tournant le dos. »

Mais, comment régler les élans et les bonds de la démocratie sur les pas mesurés de la diplomatie? Comment atteler le suffrage universel à un organisme si délicat? Et puis, ce sentiment refoulé de la défaite n'explosera-t-il pas un jour et ne fera-t-il pas voler en éclats les savantes combinaisons de « l'intrigue du cabinet? » Aujourd'hui que nous lisons la correspondance de M. Thiers avec ses ambassadeurs, nous nous rendons compte des difficultés au milieu desquelles il pilotait sa barque fragile. L'adroit navigateur provençal avait vingt ans de trop pour voir aboutir ce travail de longue patience et de finesse subtile où Bismarck, d'ailleurs, était passé maître plus que lui.

Il y avait, par ailleurs, le prompt déchaînement de la revanche, le risque d'une crise violente et désespérée, où la France jouerait son va-tout, en sautant à la gorge de son vainqueur. Un élan furieux de la vieille France militaire l'abattrait peut-être avant qu'il eût organisé sa force et assis son hégémonie.

Gambetta, qui s'était élevé jusqu'à la fureur contre la « capitulation » de Jules Favre, paraissait, au premier chef, l'homme de la revanche. Ayant établi fortement ses liens ou du moins ses contacts avec les vigueurs nationales et jacobines, il se gardait bien de les affaiblir. Bien en vue, au sommet lumineux de la protestation, dans le plein jour de « la justice immanente, » il ne rejeta pas comme un manteau troué le patriotisme ardent et sentimental, aux revendications immédiates.

Et, cependant, il aima autrement et plus savamment la France. Le méridional, fils de l'Italie et disciple de M. Thiers, se fit, sous l'enveloppe aux plis flottants du tribun, un esprit d'homme d'État et s'imposa une conduite de grand Européen. Il voulut tout savoir, tout apprendre, essayer de tout, combiner tout, accueillant dans son jeu tous les calculs, surtout celui du temps, toutes les combinaisons, même celles qui feraient monter les enchères de la Russie par celles de l'Autriche et aussi, toutes les dignités, même celle d'une passe d'armes diplomatique très serrée avec l'Angleterre.

La France reprendrait son rang et essaierait sa force par cette escrime au fer moucheté! Ayant vu la guerre, commandé les armées, n'ignorant pas l'incertitude de ces coups de fortune

que sont les batailles, il ne voulait jouer la partie qu'à coup sûr, s'il devait la jouer un jour; mais il entendait cependant ne renoncer à rien. La France trouverait son compte dans sa persévérance et dans sa loyauté : sa cause et sa réclamation seraient sans cesse exposées devant le monde qui finirait bien par les comprendre et les admettre. Ce qui distinguerait cette nouvelle diplomatie, c'est qu'elle serait celle du juste et qu'elle se ferait au grand jour.

Gambetta comprit aussi que jamais on ne formerait un faisceau de forces trop puissant et trop lié contre le terrible adversaire. Pour l'heure, — quand elle sonnerait, — il fallait s'assurer d'avance tous les concours, toutes les confiances, tous les crédits errants dans l'univers. Et, pour les obtenir, il fallait affermir et préparer l'âme de la France.

C'est donc ainsi qu'il l'aima pour la faire aimer, en lui imposant les plus lourds sacrifices et le plus lourd de tous, la modération, l'abnégation, la patience.

Des phrases célèbres reviennent à la mémoire, et la plus célèbre de toutes : « N'en parler jamais, y penser toujours. » Des lumières aveuglantes jaillissent de la correspondance inédite, citée par Paul Deschanel. Au moment de l'alerte de 1875, Gambetta écrit : « Le falsificateur de la dépêche d'Ems va tenter une autre trahison ; mais notre sang-froid, nôtre possession de nous-mêmes nous éviteront de tomber dans le même piège qu'en 1870. Bismarck a su transformer l'Allemagne divisée et impuissante en un grand Empire discipliné et fort. Il a été, pour nous et pour lui-même, moins bien inspiré en exigeant l'annexion de l'Alsace-Lorraine, *germe de mort pour son œuvre*. A une époque de civilisation raffinée comme la nôtre, on ne conquiert pas les peuples malgré eux. La conquête morale n'a jamais suivi la conquête matérielle... Les Allemands ont meurtri le cœur de l'Europe... »

Avec une finesse extraordinaire, il comprend le rôle que jouera, dans la reconstitution de la future Europe, le principe des nationalités, mais il ne se laisse pas séduire à la vieille romance : « Il nous faut retarder de vingt ans, croyez-le, l'avènement du principe des nationalités avec toutes les suites qu'il comporte,... du principe des nationalités destructeur de tous les équilibres et germe nouveau de complications dans les relations entre les États. C'est l'équilibre européen, tel que les diplo-

mates l'ont conçu à la fin du XVIII[e] siècle, à la veille de la Révolution que je préfère... »

Il avait saisi toute l'importance de la question danubienne, si l'Autriche se refusait à détacher son sort de celui de la Prusse. Il devinait l'avenir des peuples yougo-slaves « pour le jour où il faudra étreindre le monstre germanique entre les Latins et les Slaves. » « C'est en mettant notre main dans la main des Slaves du Sud et du Bas-Danube que nous préparerons la victoire contre le Babel germanique. Ils se préparent, ces vigoureux Serbes, ajoutait-il dans cette belle lettre à M[me] Adam, à jouer le rôle de Piémontais d'Orient. Quand ils auront fait la Slavie du Sud, les Prussiens auront vécu comme dictateurs de l'Europe. »

Il savait aussi que cela ne suffirait pas. Il préparait de loin ses amis radicaux à l'idée d'une alliance avec l'autocratie moscovite. Il écrit à Ranc, le 10 février 1877 : « Une note de la chancellerie prussienne dont je vous ferai tenir le texte dès que possible, veut rejeter dans les pays slaves la dynastie du Habsbourg pour la dresser contre la Russie. *Voilà notre rôle tout tracé* ; suivre les destinées de la Russie, nous associer à ses horizons, *les modifier au besoin*. D'un autre côté, l'Allemagne gardera la suprématie dans l'alliance avec l'Autriche jusqu'au jour où le poids de sa brutalité provoquera, je l'espère, une réaction. Indiquer aux Habsbourg que les Hohenzollern se servent d'eux pour affermir la constitution de l'unité allemande, quel homme en France pourrait faire cela?... Je voudrais tant réaliser mon ambition pour la grandeur de notre pays, *conclure un accord franco-russe*, dissoudre l'alliance Habsbourg-Hohenzollern, rapprocher l'Italie de la France... Tout, en Roumanie, hait le Hongrois et le Magyar. Malgré cette haine, la Roumanie oscillera entre les puissances germaniques et la Russie et indirectement avec la France. *Serons-nous seulement témoins du drame qui se prépare?...* »

Ce drame, il n'entend pas le précipiter : il laisse à l'histoire le temps de mesurer ses pas.

Sa première pensée est pour l'armée. Avant tout, protéger la frontière et assurer l'avenir. Quand il obtient une première sécurité, il respire. Il s'écrie, le 13 janvier 1875 : « Quelle belle et immense victoire nous avons remportée aujourd'hui! L'armée française est sauvée; l'avenir est assuré; la patrie se refera. Nous vivrons juste assez pour saluer les revanches du

droit et de l'honneur national. » (A Léonie Léon, janvier 1875.)

Ceci dit, il ne provoquera rien : « Pour nous, la paix reste notre règle. *Un jour viendra où nous trouverons la bonne occasion.* Nous ne rentrerons dans l'action extérieure que pour rétablir l'ordre et le droit en Europe. Jusque-là il nous suffira de maintenir l'union entre les races-sœurs et de développer nos forces. »

« L'ordre et le droit européens, » il entendait, même au besoin, les chercher à Rome. On a publié un plan de concordat rajeuni, si j'ose dire, dont il avait fait entamer la négociation auprès du Pape Léon XIII. Si on l'eût suivi, que de maux et que de difficultés eussent été évités!

L'homme d'État qui s'élevait ainsi de crête en crête jusqu'aux sommets lumineux se transformait. La dignité, la gravité, l'autorité régnaient sur son visage et sur toute sa personne. Il marchait plus lentement, car il savait où il allait. Il était devenu consulaire. Aux réceptions des ambassadeurs, sa mâle et chaleureuse intelligence, qui savait intéresser, éclairer et convaincre, savait aussi recevoir et écouter. Il était de plain pied avec n'importe quel personnage européen. Il avait fréquenté le prince de Galles, le futur Édouard VII, et avait découvert en lui « l'étoffe d'un grand politique. » Il ne se refusait pas à l'idée de se rencontrer avec Bismarck. De plus près, il eût plus exactement mesuré « le monstre. »

Finalement, il s'abstint. Mais il ne négligea pourtant aucune occasion de convaincre l'Europe, et même, si c'était possible, de pousser cette propagande et cette conquête jusque dans le camp ennemi. Il savait ce que serait l'affreuse calamité; il ne voulait pas que la France en assumât la responsabilité : « Dans tous les cas, notre rôle est d'être comme le Sosie de Molière « ami de tout le monde, » libre de tout engagement et, tout au fond, de reculer la dernière collision le plus longtemps possible. » (A Léonie Léon, juin 1875.)

Son patriotisme allait jusque-là. Et c'est ce patriotisme fait de sagesse, de patience et encore une fois, de sacrifices qu'il enseigna à ceux qui l'écoutaient.

Oui, il y a plusieurs façons d'aimer la patrie : l'aimer avec *opportunité*, c'est l'aimer parfois sans éclat et sans espoir de récompense.

Mais, d'autre part, aborder le grand risque sans avoir toutes

les chances, c'eût été une si affreuse erreur que la claire intelligence et le cœur loyal de Gambetta se refusaient à se livrer à un tel jeu.

D'abord, relever le pays, puis lui assurer la force militaire, la stabilité politique, l'union, puis, au dehors, le secours des alliances et de l'estime universelle, confirmer en elle la conscience du Droit pour l'heure où la provocation inévitable jaillirait de l'injustice elle-même, — tel était le programme de cet homme d'ardente foi, mais de bon jugement, qui osait à peine se demander s'il verrait « l'heure du drame. »

C'est ce patriotisme nouveau, ce feu sous la cendre, cet enthousiasme dompté, attendant son heure, que la parole de Gambetta sut nourrir en lui-même et répandre autour de lui...

Il mourut.

Il était mort depuis trente ans quand cet amas des vieilles vertus nationales flamba et illumina le Destin aux journées d'août 1914. Qui dirait que la vie et la mort de Gambetta n'aient pas entretenu le foyer?

Tels sont les services rares et j'oserais dire exquis que le méridional, le démocrate et le patriote ont rendus au pays. Son empreinte est marquée sur un demi-siècle de notre histoire.

Gambetta a senti que la France se transformait, se mûrissait, se repliait plus gravement et s'appuyait plus solidement sur sa force. Elle renonçait au « sentimentalisme vague, » elle rompait avec le romantisme verbal dont les derniers accents retentissaient encore, pourtant, dans l'éloquence fougueuse qui avait voilé les sages, adroits et vigoureux desseins. Reprenons le mot de Gambetta sur lui-même : « Sous les formes de la violence, préparer le triomphe de la raison et de la justice. » C'est l'homme tout entier.

La France a trouvé, dans tous les temps, les serviteurs qui la représentent, l'orientent et la sauvent, selon les nécessités diverses et les alternatives de sa longue histoire.

GABRIEL HANOTAUX.

THIERS[1]

Thiers, même sans tenir compte de son rôle historique, Thiers considéré dans ses idées et ses écrits, est très intéressant à étudier. Ce ne fut pas un grand penseur, ni même un grand théoricien politique; mais ce fut un observateur sagace des faits sociaux à une certaine date. Il eut une pensée générale qui n'alla pas plus loin qu'à un siècle, mais qui, dans cette limite, fut très nette et arrêtée. Il n'eut pas un système, mais il eut un programme. Et ce programme fut lucide et fixe, très fortement appuyé sur la connaissance précise des faits historiques qui se sont produits depuis le milieu du XVIIIe siècle jusqu'en 1830. Thiers représente l'esprit moyen de la bourgeoisie française au XIXe siècle, et la manière dont la bourgeoisie française au XIXe siècle a compris la Révolution française de 1789 et ses conséquences, sans être tombé du reste dans les préjugés que cette Révolution a fondés pour un temps dans l'esprit de la plupart des Français. Un bourgeois de France, très instruit, bon historien, peu chimérique, partisan de 89, admirateur inquiet du premier Empire, cherchant comme, après ces deux grandes

(1) LES ÉCRITS INÉDITS D'ÉMILE FAGUET. — Avec l'autorisation de Mlle Andron, à qui Émile Faguet a légué ses manuscrits, et pour obéir aux intentions de l'écrivain, nous publions son œuvre posthume. Nous avons cru servir plus spécialement sa mémoire en offrant à la *Revue des Deux Mondes*, deux des études inédites qu'à laissées Emile Faguet. La première entièrement achevée est consacrée à Thiers. La seconde est intitulée : *Mme Guyon et l'Amour pur*. C'est la dernière à laquelle Émile Faguet travailla et que la mort ne lui laissa pas le temps de terminer. Il est malaisé de dire pourquoi l'auteur n'a pas publié *Thiers* de son vivant. Ces pages, si l'on en juge par la calligraphie piquante, serrée, régulière, ont été écrites au temps des *Politiques et Moralistes*. On y retrouve toutes les fortes et subtiles qualités qui ont fait la réputation de l'analyse et son art incomparable à exposer et discuter les idées.

Elles viennent à leur heure, à la veille des fêtes du Cinquantenaire de la République que Thiers plus qu'aucun autre contribua à fonder. — JOSEPH AGEORGES

secousses, et selon ce qu'elles ont laissé derrière elle, il convient d'organiser la France et de la conduire, voilà ce qu'il y a à étudier dans Adolphe Thiers.

I

Ce sage, car il le fut, était de race turbulente et agitée. Provençal, Marseillais, fils d'un homme très désordonné dans sa vie, il avait, dans son adolescence et sa jeunesse, une vivacité, un emportement même et d'impétueuses saillies, dont il lui est toujours resté quelque chose, et qui faisait dire à un vieux fonctionnaire du premier Empire : « Il me rappelle la manière, le geste et la parole de l'Empereur, les jours où il n'était pas très raisonnable. » Et de même Talleyrand, l'examinant de son regard aigu et froid : « Ce jeune homme a bien de l'esprit... Il sera ministre... Il perdra la France. »

On voyait en lui, quand on l'écoutait causer, la petite taille et l'accent quasi-italien aidant, comme un diminutif du grand audacieux, pétillant d'intelligence, brûlant d'activité, terrible de décision, et capable de ces grandes choses qui deviennent de grandes folies.

Ce n'était qu'extérieur, ou plutôt, ce n'était qu'une partie de lui. Il était impétueux, mais très prudent en même temps, et très avisé, et très soucieux d'explorer, de connaître et d'observer les bornes exactes du réel et du possible. Il ne conciliait pas ses contrastes, et l'on verra qu'une de ses deux natures l'emporta assez souvent loin de l'autre ; mais les parties solides de sa complexion savaient, le plus souvent, maîtriser les autres, et, le temps aidant, son habileté sut même, fréquemment, mettre sa fougue au service d'un dessein froidement conçu et en user comme d'une adresse.

Quant au fond, il était fait d'un bon sens très vigoureux et très tenace. Mais bon sens est un mot très général, et c'est le bon sens particulier de Thiers qu'il s'agit de définir. Le bon sens de Thiers était surtout l'amour des faits. Thiers aimait les faits avec passion. Il était né historien, et historien d'histoire contemporaine. Il n'était à l'aise et joyeux que là où le document abondait et surabondait, s'empilait dans des montagnes de liasses d'archives, se déversait de mille mémoires ou rapports, accourait à lui par la parole des témoins oculaires. Point de « résur-

rection, » c'est-à-dire d'évocation où l'imagination a toujours une grande part; mais intimité avec les faits assez vivants encore pour n'avoir besoin que d'être connus et vérifiés pour être compris, avec ceux-ci intimité patiente et continue, *convictus*, pénétration réciproque, vivre avec eux, en eux, les faire vivre en soi, en être imprégné, imbibé et débordant.

C'est une forme de l'amour du vrai, et Thiers a aimé la vérité très vivement; c'est une forme de l'amour du clair, et Thiers a eu la passion de la clarté. Comme son héros, il détestait les « idéologies. » Dès les premières pages qu'il ait écrites, rencontrant la *Déclaration des droits de l'homme*, il en parle très dédaigneusement : « On parla de la nécessité et du danger d'une pareille déclaration... Il n'y avait ni utilité ni danger à faire une déclaration composée de formules auxquelles le peuple ne comprenait rien. » C'était plus encore; c'était une sorte de nécessité que Thiers sentait de « satisfaire son intelligence. » — « Tous les esprits élevés, disait-il, me comprendront; le plus grand des plaisirs humains, c'est de satisfaire sa propre intelligence; c'est de dire ce qu'on croit vrai; et s'il y a quelque difficulté et quelque péril, le plaisir est encore plus grand. » Or, son intelligence à lui ne se satisfaisait et ne se reposait que dans la connaissance la plus étendue et la plus minutieuse possible des faits exacts.

Cet amour du fait est devenu en lui, tout naturellement, la *soumission intelligente aux faits*, la soumission intelligente à la force des choses. Qui eût pressé Thiers en lui demandant le but que l'homme a à poursuivre, il me semble qu'il eût répondu : « L'homme est né pour faire des statistiques, pour les comprendre et pour se régler sur ce qu'elles indiquent. Celui qui a dit qu'il n'y a rien de bête comme un fait n'est qu'un homme spirituel, peut-être. Il n'y a rien de plus intelligent que les faits, parce que c'est eux qui savent le secret, et comment les choses vont et comment elles vont continuer d'aller pendant quelque temps, pendant peu de temps il est vrai, mais pendant tout le temps au delà duquel il est inutile de porter nos regards parce que nous n'y verrions rien du tout. Sachons donc les faits pour nous y soumettre. L'homme intelligent n'est pas celui qui crée lui-même, qui invente lui-même quelque chose; c'est celui qui fait ce que les faits eux-mêmes auraient fait tout seuls, et qui, seulement, mais c'est beaucoup, hâte un peu l'accomplis-

sement. Ce n'est pas que l'homme ne puisse lui-même créer, inventer de très grandes choses que les faits n'auraient pas produites. Seulement, celles qu'il fait ainsi sont éphémères, et la force des choses reprend ensuite sa revanche, et l'effort individuel en contradiction avec les faits, si prodigieux qu'il ait été, reste inutile. La force des choses est donc la règle, à laquelle nous devons appliquer notre intelligence pour l'aider, pour lui faire le chemin uni et droit, grâce à quoi elle n'a ni violences trop cruelles, ni ces sursauts et soubresauts qui semblent quelquefois des caprices. Voilà tout l'art possible de l'homme en général, et en particulier de l'historien, qui est un guide, et de l'homme d'État, qui a l'air d'être un chef. Et cet art, avec son air modeste, est extrêmement difficile. »

Un positiviste très froid, très pénétré aussi de son devoir de positiviste qui est de connaître tous les faits possibles et de les comprendre, dans un tempérament de Méridional impétueux, ardent, irascible, agressif, audacieux et quelquefois même brouillon, voilà à peu près l'homme qui nous occupe.

II

Mais avant même l'étude des faits, et quelque précoce souci qu'on ait de les interroger, il est une vue générale sur l'humanité qu'on apporte presque avec soi-même, qui est l'effet, sinon du tempérament même, du moins en très grande partie du tempérament, en petite partie des premières impressions que ce qui nous entoure fait sur notre complexion.

Cette vue générale chez Thiers était peu favorable à l'humanité. C'était un misanthrope, sans qu'il y parût, parce que sa misanthropie n'avait pas les caractères extérieurs de la misanthropie, et que ce sont les caractères extérieurs des sentiments intimes qui seuls frappent à l'ordinaire les hommes. C'était un misanthrope très sombre, très peu renfermé, très gai même et expansif; mais c'était un misanthrope. Cet homme, né au XVIIIe siècle, n'avait absolument rien de l'optimisme du XVIIIe siècle et de la confiance en l'homme et de la « foi en l'homme » qui est la vraie religion de ce temps-là. Élève de Voltaire, à tous les égards, lui ressemblant du reste beaucoup, sans aucune idéologie et sans aucun idéalisme, il n'est l'élève en aucune façon de Diderot, de Rousseau, ni même de Montesquieu,

ni, à plus forte raison, de Condorcet. Il a, comme Voltaire, l'horreur du peuple, l'horreur des mouvements spontanés des foules, le mépris du gouvernement démocratique, et le respect de « la force, » parce que « la force » est une forme de la force des choses.

Quand il donna, vers vingt-cinq ans, son *Histoire de la Révolution française*, certains trouvèrent qu'il était bien favorable ou bien indulgent aux révolutionnaires, et cette opinion pouvait se soutenir. Mais on ne remarqua pas assez les traits de scepticisme dont le livre est plein, qui sont quelquefois très durs, toujours très significatifs, et qui pouvaient très bien faire prévoir l'homme de plus tard. A propos du « baiser Lamourette » : « Il n'y a plus de côté droit ni de côté gauche, et tous les députés sont indistinctement assis les uns près des autres... et l'on décide qu'on informera les provinces, l'armée et le roi de cet heureux événement. » — A propos d'une ovation des Jacobins à Robespierre et à Collot d'Herbois : « Quand le pouvoir a su s'assurer une soumission générale, il n'a qu'à laisser faire les âmes basses, elles viennent achever d'elles-mêmes l'œuvre de sa domination et y ajouter un culte et des honneurs divins. » — A propos de la religion de la Raison, de l'Être Suprême et de Robespierre lui-même : « C'est au moment de l'abolition des cultes que les sectes abondent parce que le besoin impérieux de croire cherche à se repaître d'autres illusions à défaut de celles qui sont détruites. » — A propos de l'adoration dont Robespierre était l'objet de la part d'un groupe de femmes : « L'empressement des femmes est toujours le symptôme le plus sûr de l'engouement du public. C'est elles qui, par leurs soins actifs, leurs discours, leurs sollicitudes, se chargent d'y ajouter le ridicule. » A propos de la mort de Louis XVI : « Des furieux se répandent dans Paris et vont jusqu'aux portes du Temple, montrer la brutale et fausse joie que la multitude manifeste à la naissance, à l'avènement, à la chute de tous les princes. »

Ce sont là des traits à la Voltaire, âpres et méprisants, qui, chez un autre, seraient des signes de découragement, chez ces esprits vifs et dans ces tempéraments actifs, n'altèrent aucunement le goût d'agir, mais marquent peu de confiance dans l'aptitude de l'homme au progrès indéfini. Et en effet Thiers ne croit pas au progrès. Vers la fin de sa vie, il aimait à dire, en présence des projets vastes de réformes profondes : « Notre siècle

croit avoir tout inventé. Il n'a rien inventé du tout, que la planète Le Verrier. » Très jeune, il disait devant les députés : « Je n'ai pas l'esprit réformateur. » Il ne croit pas que l'humanité change beaucoup, et il croit que, si elle ne change guère en son fond, elle ne peut pas réaliser des progrès sociaux bien considérables. Il ne croit pas au progrès; il croit à des changements, nécessaires du reste, que les hommes prennent pour des progrès. Chaque époque amène avec elle la nécessité d'un remaniement. Ce remaniement remédie à des abus anciens et apporte avec lui des imperfections compensatoires des anciennes; mais les hommes, se sentant débarrassés des anciennes, et ne sentant pas encore distinctement les nouvelles, se trouvent soulagés, et c'est l'œuvre de chaque siècle de remplacer les erreurs passées par d'autres qui, étant moins connues, ont cela pour elles de paraître moins lourdes.

Tout au fond, c'est là la philosophie morale de Thiers, et cela s'accommode avec son respect pour la force des choses, et l'explique. Comme état d'esprit ordinaire, cela fait de lui un sceptique sans amertume; un homme qui s'interdit les longs et grands desseins pour toujours, et les solutions définitives; un homme qui n'a, en matière de formes de gouvernement, que des préférences; mais cependant qui reste toujours aussi aristocrate que le temps, le moment, les faits bien étudiés et la force des choses le permettent, parce que depuis que l'histoire existe les sociétés humaines ont toujours été organisées aristocratiquement; et, tout compte fait et surtout, l'homme le moins systématique et le plus *circonstanciel*, qui ait passé par le gouvernement des empires.

III

Aussi, comme je l'ai dit, ce n'est pas un système qu'il a apporté avec lui, c'est un programme. Mais un programme conçu par un homme très intelligent et très instruit peut avoir une très grande compréhension. Il ne vise qu'à un moment; mais pour un esprit vigoureux et une intelligence d'historien, c'est un siècle qui est un moment. Il est une œuvre de circonstances, mais pour un homme comme Thiers, les circonstances, c'est le siècle tout entier qui suit la période de la Révolution et de l'Empire. Jamais Thiers n'a fait ni de politique dogmatique

ni de philosophie d'histoire. Il s'est seulement demandé de très bonne heure comment la France, après la Révolution et l'Empire, devait s'organiser, ou plutôt comment elle devait démêler et reconnaître l'organisation qu'après la Révolution et l'Empire, la force des choses lui imposait.

De là ce programme politique que Thiers a, presque dès ses commencements, exposé tout entier et dont il ne s'est pas départi, à travers toutes sortes de vicissitudes, et le flux et le reflux des événements. Car il n'y a pas que les systématiques qui soient entêtés. Ce sont aussi les hommes, qui, sans le moindre système universel, savent prévoir à peu près l'état de la santé d'un peuple pendant une soixantaine d'années, le régime qu'en conséquence il s'agit de lui faire suivre et où il sera toujours ramené comme nécessairement, et qui ont assez bien prévu pour ne pas recevoir des événements de graves démentis. C'est ainsi que ce sceptique a été parfaitement obstiné, et que, sans conviction absolue, sans dogme, il a toujours dit sensiblement la même chose, ce qui est à l'ordinaire le privilège des dogmatiques. De dogme point; mais le programme était là, qui, en ses traits généraux, compte tenu et contrôle fait des circonstances, lui paraissait toujours applicable et seul applicable utilement.

Ce programme peut être ramassé en deux mots : système parlementaire et centralisation. Thiers tenait autant à l'un qu'à l'autre. Pour lui la centralisation était la force dont la France avait besoin dans la situation en Europe que lui avaient faite la Révolution et l'Empire; le système parlementaire était la liberté dont la France avait le goût invincible depuis 1789. La force, c'est la centralisation, et il n'y en a pas d'autre; la liberté, c'est le système parlementaire, et il n'y en a pas d'autre, et tout autre n'est qu'un sophisme : voilà les deux points cardinaux de Thiers, voilà tout son fond politique depuis 1830 jusqu'en 1877. Ses premiers discours sous le gouvernement de Juillet sont ardemment centralisateurs, et le système parlementaire, avec la liste des « libertés nécessaires » qu'il comporte, on le trouvera dans le grand discours de Thiers au Corps législatif, le 11 janvier 1864; mais il est déjà au premier volume de l'*Histoire de la Révolution française*, c'est-à-dire en 1825 : « Il y avait eu en France des États-Généraux... Il y avait eu une autorité royale tour à tour nulle ou absolue.

Il y avait eu des tribunaux qui joignaient au pouvoir judiciaire le pouvoir législatif. Mais il n'y avait aucune loi qui assurât *la responsabilité des agents du pouvoir, la liberté de la presse, la liberté individuelle.* » Ce que la Révolution a établi en France ou rendu nécessaire, ce sont ces deux choses : centralisation, système parlementaire. En d'autres termes, elle a déplacé la souveraineté, et déplacé la liberté.

Elle a déplacé la souveraineté. La souveraineté était dans le Roi, elle l'a mise dans la nation. On en conclut qu'elle a décentralisé, dispersé le pouvoir. C'est le contraire. Le pouvoir placé dans la nation ne peut se maintenir qu'à la condition de se resserrer, de se ramasser davantage. Placé dans le Roi, il peut se déléguer, se confier partiellement à un gouverneur de province, à une sorte de vassal, même à un maire élu de grande ville. Le Roi est si puissant qu'il communique le pouvoir et le retire à son gré. Placé dans la nation, le pouvoir ne peut s'exercer que par la nation tout entière, réunie par représentation quelque part. S'il l'était par une fraction de la nation sur cette fraction, par la Normandie sur la Normandie, par l'Anjou sur l'Anjou, il y aurait sécession, État dans l'État, puisqu'au-dessus de cette Normandie et de cet Anjou il n'y aurait rien, pas de roi de France pour représenter, pour constituer et pour maintenir l'unité. Le pouvoir mis dans la nation ne peut donc être exercé que par la nation tout entière sur la nation tout entière, avec égalité absolue et uniformité absolue de traitement à l'égard de tous. Il est exercé par la nation réunie par représentation en sa capitale, décidant tout pour tous, et nommant, directement ou indirectement, les fonctionnaires qui exécuteront tout selon sa loi unique.

Ce système est une nécessité. Le pouvoir se centralise quand il s'universalise, parce que, quand il s'universalise, s'il ne se centralisait pas, il s'annulerait. Il deviendrait, tout au plus, fédératif. Si les Girondins ont été, vaguement, fédératifs, c'est que, très intelligents, à peine la Révolution faite, ils ont vu que ce n'était qu'un système d'autorité plus resserré qui s'établissait nécessairement, et que, songeant à la liberté, ils ont voulu la sauver par un procédé de moindre cohésion. Mais ce procédé est infiniment dangereux à cause des voisins. L'unité est le premier besoin d'un peuple qui, depuis deux siècles, et pour longtemps encore, n'a guère que des ennemis.

Devant la Macédoine, ce n'est pas la Grèce divisée; devant les Romains, ce n'est pas la Ligue achéenne qu'il faut être. Il faut être la royauté absolue ou la nationalité absolue. A la royauté absolue on ne peut revenir, à la nationalité absolue il faut rester. Et tant pis s'il n'y a rien qui se ressemble comme ces deux choses-là: rien précisément ne prouve mieux que, dans l'Europe moderne, il faut l'une ou l'autre.

Cette idée est fondamentale chez Thiers. La décentralisation même très prudente, très timorée, lui paraît un danger extrême. Il a toujours soutenu l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, établissant l'irresponsabilité des fonctionnaires. Il a toujours souhaité que les maires, des grandes villes au moins, fussent nommés par le gouvernement. Il a toujours été partisan de ce qu'on a appelé « les communes en tutelle, » c'est-à-dire des communes ne pouvant pas disposer à leur gré de leurs ressources pour leurs dépenses. Pourquoi? Non pas tant parce qu'elles sont insuffisamment intelligentes, mais parce qu'elles sont insuffisamment prévoyantes des intérêts généraux. Leurs ressources, pour Thiers, c'est le trésor de guerre, c'est le trésor à réserver pour les grands événements qu'elles ne sauraient prévoir. Il ne faut pas qu'en l'employant pour elles, elles l'épuisent. Il faut qu'il dorme un peu là, pour que, au jour des grands besoins, la France entière vienne l'y chercher et trouve quelque chose. Toute indépendance communale, départementale, provinciale, est pour Thiers une sécession.

Et ce n'est pas assez de dire que ce système sévèrement centralisateur lui paraît nécessaire; il lui paraît beau; il l'aime; il a une passion pour lui. La seule page lyrique de Thiers, à bien peu près, n'est pas en honneur de Napoléon Ier; elle est en honneur de la centralisation :

« Peut-on rien voir de plus *admirable* que l'action d'un gouvernement qui, à l'aide du télégraphe, est obéi en quelques instants jusqu'aux extrémités les plus éloignées du royaume? Tous les jours il part de Paris des courriers qui se répandent avec rapidité dans toutes les directions. Tandis qu'ils portent les ordres du gouvernement, ils portent le récit de ce qui se fait; ils portent l'opinion elle-même, qui se communique avec une rapidité *admirable*. Vous êtes arrivés par le moyen de cette communication à un degré d'homogénéité sans exemple dans l'histoire. Vous savez quelles ont été les conquêtes des

Romains et l'étendue de leur domination; mais il n'y avait aucun lien qui les rattachât à la ville de Rome. Chez vous l'action du centre aux extrémités et des extrémités au centre se fait sentir sans cesse; vous vivez trente-deux millions d'hommes tous ensemble, comme s'ils étaient dans la place publique. Et ne croyez pas que les communes se renferment dans leur individualité; elles portent, au contraire, continuellement leurs regards vers la capitale. Ce qui intéresse le plus dans les provinces, c'est Paris; elles ne voient que Paris; elles y vivent, nous entendent nous-mêmes à cette tribune, nous jugent, nous condamnent et nous approuvent aussi bien que Paris même. Grâce à cet état singulier et nouveau, la France tout entière vit, pense, se meut par une même impulsion. Les provinces ont leur part comme Paris à cette vie... Et c'est ce beau phénomène qu'on voudrait détruire! Non, messieurs, vous n'y consentirez jamais. Pour moi, j'y résisterai toujours de toutes les forces de mon âme! »

Voilà, au moins, un centralisateur! Pour lui, la centralisation n'a pas seulement l'ascendant d'une nécessité; elle a le charme d'un poème.

Et que dit la liberté à tout cela? Elle dit qu'on ne songe pas à elle. Il ne faut pas qu'elle le dise. On veut qu'elle subsiste, et elle subsiste. Elle subsiste sous une autre forme. La Révolution a déplacé la souveraineté; elle a déplacé aussi, mais seulement déplacé la liberté. Autrefois, c'est vrai, il y avait des libertés locales, des libertés provinciales, des libertés de corporations, des libertés de groupes, mal protégées, du reste, mais enfin il y avait, et beaucoup, de ces libertés-là. C'étaient proprement une foule de petites chartes, accordées ou conquises, qui assuraient les droits d'un certain nombre de collectivités. La Révolution a opéré un déplacement; elle a « *remplacé les libertés par la liberté*; » elle a remplacé les chartes par la Charte; elle a, ici encore, universalisé et centralisé; elle a universalisé la liberté et en a centralisé l'exercice. Le groupe n'est pas libre, la ville n'est pas libre, la province n'est pas libre; mais toute la France l'est. Elle l'est parce qu'elle nomme des représentants qui fixent l'impôt, et devant qui les ministres sont responsables. Eux seuls le sont, mais il suffit, du moment qu'on peut les renverser, ce qui revient à dire qu'on les nomme. La France n'est libre que là, à sa Chambre des députés, mais il

suffit, puisque là sa liberté totale s'assure, puisqu'il n'y aura jamais ni un franc dépensé qu'elle n'ait voté, ni un gouvernant qu'elle n'ait choisi par ce seul fait qu'elle ne l'a pas renversé, pouvant le faire.

Cette liberté, c'est la vraie. L'autre, c'est celle de l'ancien régime, c'est celle des « carlistes; » elle est illusoire, et elle est incohérente : « Ceux qui demandent le rétablissement des anciennes franchises sont tout simplement ceux que nous appelons carlistes, ce sont ceux qui aiment mieux les libertés que la liberté. La liberté veut l'unité. Cette unité, qui l'a faite? Ce n'est pas la Restauration, c'est l'Assemblée constituante, c'est la Convention, c'est Napoléon, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus révolutionnaire au monde, et quand vous voulez retourner aux anciennes franchises, c'est vous qui êtes rétrogrades, ce n'est pas nous. » — « Avant 89, il n'y avait pas la liberté, il y avait les libertés. Il n'y avait pas de justice uniforme, il y avait des parlements, et, en passant d'un pays dans un autre, la législation changeait comme les coutumes; il y avait des pays d'État qui avaient d'anciennes capitulations remontant jusqu'à la conquête; il y avait des communes indépendantes... 89 a voulu qu'il n'y eût qu'une seule loi, une seule justice, un seul système d'administration. Depuis que 89 a fait cela, il en est résulté que la liberté est où elle doit être; elle est dans la Chambre, elle est dans les corps qui doivent résister; elle n'a pas besoin d'être ni dans les parlements, ni dans les assemblées d'État, ni dans les communes; la liberté est ici dans son véritable siège, dans les assemblées législatives. » — « En général nous commettons une grave erreur, lorsque nous comparons l'état actuel au passé. Si nous ne pouvons pas jouir des libertés d'autrefois, c'est qu'elles ont été régularisées; elles ont été conservées là où elles pouvaient être utiles, et déplacées de là où elle ne pouvaient plus l'être. »

Voilà la liberté pour Thiers. Elle n'a rien de personnel, et rien non plus de corporatif; elle est nationale. Elle n'est, ni pour un homme, ni pour un groupe, le droit de se protéger et de défendre son développement; elle est dans le fait d'être représentée dans une Chambre qui gouverne. « La vraie liberté, savez-vous où elle est? Elle n'est pas dans cette faculté anarchique donnée aux uns de fonder des congrégations, aux autres d'établir des clubs. La vraie liberté est ici. J'apporte une

opinion, mes adversaires viennent me combattre, les Chambres prononceront. Voilà la vraie liberté. » En d'autres termes, la liberté, c'est le système parlementaire, et ce n'est que lui.

A la vérité, cette liberté-là en suppose d'autres, mais celles seulement sans lesquelles elle-même ne serait pas, ou serait illusoire. Ainsi le système parlementaire suppose la liberté électorale, car si les élections ne sont pas libres, cette Chambre où se réfugie et où réside toute la liberté n'est qu'un instrument de règne ou un pur rien, et la liberté n'est nulle part. — Et la liberté électorale suppose la liberté de la presse, car la presse est l'intermédiaire nécessaire et le courrier permanent nécessaire entre l'électeur et l'élu, et, sans elle, nullement renseigné ou renseigné faussement sur l'élu, l'électeur n'aurait aucunement l'unique liberté qu'il a, à savoir d'être représenté exactement comme il entend l'être. — Et la liberté électorale et la liberté de la presse conjointement supposent la liberté individuelle, car elles n'existeraient pas, si l'éligible ou l'électeur n'avait pas le droit d'aller et de venir et pouvait être arrêté par mesure administrative.

Et voilà les « libertés nécessaires » du discours de 1864. Elles sont nécessaires, en ce sens qu'elles sont nécessaires au système parlementaire ; mais elles ne sont nécessaires qu'à cause de cela et à ce titre. Et au delà, il n'y en a pas ou qui soient nécessaires ou qui soient utiles ou qui soient souhaitables. Thiers n'en désire pas d'autres, ni libertés municipales, ni libertés corporatives, ni liberté d'association, ni liberté d'enseignement. La liberté, c'est la Chambre libre et ce qui est nécessaire à la Chambre libre ; rien de moins, mais rien de plus. Les « libertés nécessaires » de 1864 furent considérées alors comme un *minimum* demandé en attendant plus dans un temps de despotisme. Ce n'était pas un *minimum*, c'était tout le libéralisme de Thiers ; c'était toute la liberté selon Thiers. C'était le *programme*, le programme de 1864 comme de 1830. Thiers n'en a eu qu'un, et c'est celui-là.

Il faut faire remarquer cependant qu'il y avait dans ce programme un article latent, mais nécessaire aussi et inévitable, dont Thiers ne parlait pas plus en 1864 qu'en 1830, et pour cause, mais qui y était bien, et dont, tout en n'en parlant point, Thiers montrait très bien et déduisait les conséquences. Le système parlementaire, c'est la liberté ; il suppose la Chambre libre,

l'élection libre, la presse libre, la liberté individuelle. Fort bien; mais il suppose aussi et nécessite la République, ou, pour mieux dire, il l'est. Toutes les libertés se centralisent dans la liberté, toutes les libertés se concentrent dans la Chambre libre; mais, dès lors, il faut, pour qu'il y ait un atome de liberté dans le pays, non seulement que, par en bas, la liberté électorale, liberté de la presse et liberté individuelle assurent la liberté de la Chambre, mais que par en haut la liberté de la Chambre ne rencontre rien devant elle. Il faut qu'elle soit seule en face des ministres qu'elle nomme, ou qu'elle maintient et crée tous les jours en ne les renversant pas; et il faut que ces ministres, seuls fonctionnaires responsables, dépendent absolument d'elle et ne dépendent que d'elle seule. Donc il ne faut pas de roi, ou il faut que le roi ne soit rien, ce qui est la même chose.

Thiers ne cherchait pas à échapper à cette conséquence et la République, réelle et déclarée, ou dissimulée et réelle, était dans le programme. Le Roi, s'il existait, devait régner, non gouverner; il devait être respecté, non obéi; en d'autres termes la République devait être, avec un président s'appelant président ou Roi.

Et en effet, dans ce système où toute la liberté possible se ramène à ce que les ministres obéissent aux représentants du pays, que quelqu'un, en dehors de la Chambre, puisse commander ou seulement suggérer quelque chose aux ministres, chefs de cinq cent mille agents irresponsables, et toute liberté périt à l'instant. Thiers l'a très bien vu, et a toujours été très ferme sur ce point. Il avait dit en 1830 : « Ce qu'il faut, c'est enfermer la Royauté dans la Charte, fermer les portes et la forcer de sauter par la fenêtre. » Son système était tel que son mot de 1830 s'appliquait à toute royauté. Son programme enfermait toute royauté dans le système parlementaire, l'y emprisonnait, l'y garrottait, et la forçait à rester immobile et inerte ou à sauter par la fenêtre. L'homme n'était pas républicain, le programme l'était. Il l'était à tel point qu'il s'écroulait tout entier, s'il n'aboutissait pas à la République déclarée ou désignée d'un autre nom.

Thiers le vit bien, — il l'avait toujours vu, — mais il le vit plus nettement sous le second Empire. Alors son programme tout entier était suffisamment appliqué, sauf la responsabilité ministérielle, et c'était comme s'il n'eût pas été. La liberté indi-

viduelle existait ; une liberté de la presse très limitée, mais suffisante pour cette communication entre l'électeur et l'élu qui était la chose essentielle, existait ; une liberté électorale très gênée, mais non pas plus qu'elle le sera toujours tant qu'il y aura des préfets, et plus difficile qu'autrefois à corrompre, étant exercée par dix millions d'électeurs, existait ; et la France était à peu près aussi peu libre qu'il est possible, seulement parce les ministres n'étaient pas responsables des Chambres, seulement parce que l'Empereur gouvernait. Aussi, dans le discours pour les « libertés nécessaires, » Thiers disait fortement qu'il fallait liberté individuelle, liberté électorale, liberté de la presse en leur plénitude, mais que, ce résultat acquis, il n'y aurait rien de fait, si la responsabilité ministérielle n'était pas conquise, en d'autres termes, si la République, sous un nom ou sous un autre, n'était pas établie. La République est au fond même du programme de Thiers. Elle en est même le centre.

Une République centralisatrice et parlementaire avec tous les organes d'une parfaite centralisation, et d'un Parlement libre dans son origine, dans son organisation, dans son influence et dans son action : tel est le programme politique de Thiers, et il ne veut de rien en deçà et il n'imagine rien au delà.

On aura très beau jeu à dire que ce système de gouvernement libéral n'est pas du tout libéral, et que, ou il organise un quasi-despotisme, ou il permet l'établissement très facile d'un despotisme pur. Il organise un quasi-despotisme, par lui-même, et s'il réussit. La liberté centralisée dans une Chambre n'est pas la liberté ; c'est l'oppression de la minorité même très forte, par la majorité même très faible. C'est une plaisanterie de dire par exemple à deux millions de protestants : « Vous êtes parfaitement libres, puisque, conjointement à huit millions de catholiques, vous nommez librement des députés dont la majorité fera la loi, et, par les ministres, fera agir les fonctionnaires. De quoi pouvez-vous vous plaindre ? » C'est une plaisanterie de dire aux citoyens : « Vous n'avez pas besoin de libertés particulières, puisque vous avez la liberté générale qui consiste en ce que la moitié plus un des Français gouverne l'autre ; vous n'avez pas besoin de libertés particulières, puisque vous avez la liberté générale qui consiste en ce que les plus forts sont les plus forts. » Il y a là une organisation du pouvoir, et grossière, il n'y a pas là la moindre organisation de la liberté.

Encore y faudrait-il que la représentation des minorités fût établie, et le serait-elle, que ce ne serait qu'un palliatif. Il est très vrai, quoi qu'en dise Thiers, que la liberté, c'est les libertés, et que la liberté générale n'est qu'un mot bien trouvé.

Je dis de plus que ce système, s'il est, quand il réussit, un quasi-despotisme, permet très facilement, quand il ne réussit pas bien, le despotisme tout cru. La liberté ainsi centralisée est très facile à escamoter. Un peuple qui n'est libre que dans l'enceinte d'une assemblée, à un point imperceptible de son territoire, se réveille très facilement un matin sans cette liberté générale de nom, extrêmement locale de fait. L'appareil centralisateur du despotisme est tout prêt. Que le despotisme proprement dit, c'est-à-dire un homme fort, s'en empare, et supprime l'unique point vital de la liberté, c'est-à-dire la Chambre, la transformation est faite instantanément du quasi-despotisme en despotisme pur et simple. Il n'y faut pas plusieurs campagnes, et une journée y peut suffire.

D'autant plus, remarquez-le, que cette transformation, le pays la sent à peine. Ce sont les libertés locales, ce sont les libertés particulières dont il a conscience. La liberté générale lui arrivant sous la forme de lois et règlements parfaitement durs, édictés par une force qui émane peut-être généralement de lui, mais qu'il ne connaît pas du tout, — que cette force soit un homme, ou soit la représentation nationale, il ne s'en apercevra pas beaucoup, et ne fera pas très distinctement la différence. Les choses sont arrangées dans votre système de telle sorte que le passage de la liberté telle que vous l'entendez au despotisme soit insensible, chose grave, ce qui vient peut-être de ce que la différence est faible, chose effrayante.

Il n'est que trop vrai, et c'est une erreur de croire que le système parlementaire seul, même avec les « libertés nécessaires » qu'on suppose qu'il comporte, constitue la liberté. On pourrait même s'étonner de cette enceinte fortifiée de libertés que Thiers place autour du système parlementaire, comme en faisant partie intégrante, et lui dire qu'elles ne s'y rattachent pas logiquement et ne dérivent point du principe. La Chambre libre suppose la liberté électorale, soit. Mais pourquoi la liberté de la presse? la liberté individuelle? La liberté de la presse sert, à l'ordinaire, à surveiller et dénoncer les actes du pouvoir et des députés. Qu'en ai-je besoin dans votre système, puisque

je suis libre dès que je suis représenté librement ? Le pouvoir n'a besoin que d'être surveillé par les députés, et les députés en qui réside toute la liberté de la France n'ont besoin d'être surveillés par personne. A quoi bon la liberté individuelle, sauf en temps d'élection ? Pendant tout le temps que je suis représenté, je suis libre en la personne de mon représentant, ou plutôt en la personne de la majorité des représentants de la majorité des Français. Qu'est-il besoin d'autre chose, et pourquoi une liberté particulière, quand la liberté générale existe, qui suffit, et qui est tout ? C'est un lien un peu factice, et de votre grâce, que vous établissez entre le système parlementaire et une quelconque des libertés que vous maintenez, sauf la liberté électorale en temps d'élection.

Sans aller jusqu'à ces arguments de logique outrée, et par conséquent de mauvaise foi, mais qui prouvent un peu cependant que la liberté, selon Thiers, repose sur une base excessivement restreinte et fragile, on peut et on doit dire qu'il n'y a qu'une liberté tellement générale qu'elle n'est pas réelle, qu'il n'y a qu'une liberté presque nominale et titulaire là où il y a système de centralisation.

Il n'est pas, on peut le croire, sans s'en être parfaitement aperçu. Il a très bien vu, et sous Louis-Philippe et sous le Second Empire, qu'avec la centralisation, non seulement il n'existe que cette « liberté générale, » que cette liberté au centre, que cette liberté de la Chambre législative, mais qu'encore cette liberté même est sans cesse en danger et peut très facilement être comme neutralisée et annihilée. Ce qui a remplacé en France les corps privilégiés, les corps libres, les corps autonomes d'autrefois, c'est le fonctionnaire. Les fonctionnaires sont comme les « cadres » d'une immense armée qu'on appelle la France ; la France est comme encadrée solidement dans l'armature du fonctionnarisme. Or le fonctionnaire dépend du pouvoir exécutif. Donc, quand le pouvoir exécutif demande des députés à la France, il les demande à une armée dont les cadres sont dans sa main. C'est presque comme s'il les demandait à ses agents, c'est presque comme s'il se les demandait à lui-même. La candidature officielle, avouée ou non, est le fond même et ne peut pas n'être pas le fond de toute opération électorale en France. Il n'y a en dehors d'elle que trois choses, importantes, mais infiniment moins fortes que l'organisation

gouvernementale : le monde ouvrier, qui est autonome, et qui, par parenthèse, demande dans la plupart des systèmes socialistes à ne plus l'être et à devenir fonctionnaire ou semi-fonctionnaire ; le monde des professions libérales non fonctionnaires, qui se réduit aux avocats et médecins ; et enfin l'argent, qui peut contrebalancer sur certains points l'influence gouvernementale. Il n'en est pas moins vrai que l'action du pouvoir exécutif sur une nation où les corps constitués sont des agents du pouvoir exécutif est énorme. Elle altère toujours la sincérité de la réponse électorale ; elle fait que le pays répond toujours au gouvernement à peu près ce qu'il veut qu'il réponde.

C'est un danger assez grand, non pas que le pouvoir exécutif soit nécessairement mauvais, non pas que le despotisme lui-même soit nécessairement stupide ; mais il a besoin d'être éclairé sur les vrais besoins du pays, et même sur ses vrais désirs, et de cette façon il ne l'est pas, bien pis encore, il ne l'est pas, croyant l'être, disant qu'il l'est, et se couvrant des résultats d'une consultation qui est illusoire, et c'est là l'état le plus dangereux pour un gouvernement.

Thiers a signalé ce péril plusieurs fois, en 1864 surtout, dans le discours des « Libertés nécessaires, » mais déjà en 1844, vingt ans presque jour pour jour (16 janvier, 14 janvier) avant son magnifique avertissement à l'Empire. C'est en 1844 qu'il disait : « Vous avez un grand problème à résoudre ; *c'est de faire coïncider, marcher ensemble, le gouvernement représentatif et la centralisation*. Cela est très difficile, et si l'on prétend y avoir réussi le premier jour de manière qu'il n'y ait plus rien à faire à cet égard, je dis qu'on avance une grande témérité. Cependant il faut que le gouvernement représentatif et la centralisation marchent ensemble ; car le gouvernement représentatif, c'est la Charte (à cette époque, *c'est la Charte* signifie : c'est la liberté) et la centralisation, c'est la force même du pays. Or, prenez garde ; quand un gouvernement a le droit, le devoir, comme vous voudrez l'appeler, le malheur quelquefois d'avoir à distribuer tous les emplois de l'État et qu'il faut qu'il fasse cela à côté d'un système électif à presque tous ses degrés, il ne peut manquer d'y avoir de redoutables tentations auxquelles il doit être urgent de mettre un frein. »

Voilà l'antinomie très nettement, et même admirablement, mise en lumière. Résolue, non certes, puisque comme solution,

Thiers n'apporte qu'un appel à la bonne volonté du gouvernement, puisqu'il se borne à lui dire : « Tâchez de vous désarmer; parce que vous êtes trop fort. » On peut dire, ce qui du reste est faire l'éloge de son intelligence, que jamais Thiers n'a même parlé contre son propre système, n'en a jamais mieux vu le défaut, et qu'il l'a signalé mieux que personne.

S'il n'y apporte aucun remède, que le remède anodin d'un avertissement au pouvoir, c'est que l'antinomie est insoluble et qu'il le sait bien; c'est que la centralisation non seulement détruit les libertés particulières, — c'est précisément en quoi elle consiste — mais fausse la liberté générale et, sans précisément la détruire, lui donne une forme inexacte et un jeu irrégulier. Elle donne à un gouvernement une majorité considérable à la veille du jour où le gouvernement adverse en aura une tout aussi forte, parce que d'un jour à l'autre les « cadres » se sont portés d'un parti à l'autre, ce qui prouve assez probablement que ni la majorité d'hier ni celle d'aujourd'hui ne sont des représentations fidèles de l'état du pays, et ce qui met dans l'évolution politique des variations brusques, des heurts et des bonds, des sautes de vent peu conformes sans doute aux lois de la nature.

Le système de Thiers se compose donc de deux termes à très peu près inconciliables. Il a voulu être centralisateur libéral, et par la force des choses, la conciliation étant difficile, il n'a pu être que centralisateur avec la bonne volonté d'être libéral. D'abord, par goût de la centralisation, il a réduit la liberté à n'être que le système parlementaire, ce qui est la réduire; ensuite il a éprouvé que le système parlementaire est comme un corps étranger dans un système de centralisation, y est gêné et presque illusoire.

Ces choses sont vraies; mais il y en a une qui est bien plus vraie encore, c'est qu'en concevant ce système Thiers n'a pas fait autre chose qu'être très intelligent, qu'avoir l'intelligence qui était la sienne, à savoir celle des faits, que voir très juste quelles étaient les conditions où la Révolution française avait placé pour longtemps la France et où la France était pour longtemps forcée de vivre. La Révolution française a centralisé et renforcé le pouvoir; elle n'a pas fait autre chose; et elle a laissé à la postérité, si les circonstances le lui permettent, le soin d'y faire entrer *la* liberté, ou d'établir autour ou en dehors de lui *des* libertés. La Révolution française a ramassé le pouvoir au

centre, et l'y a fortement assuré, énergiquement fortifié, d'une part en détruisant ou réduisant les pouvoirs locaux répandus sur la surface du territoire, d'autre part en transformant les classes privilégiées, c'est-à-dire autonomes, en hiérarchies de fonctionnaires. Par ces deux moyens, elle a constitué une autorité formidable, qui tend sans cesse à devenir le despotisme, qui le devient de temps en temps, et qui, dans l'intervalle, n'est que tempérée par un pouvoir de contrôle mal constitué, facilement mis dans la main du pouvoir, soit par la pression sur les élections, soit par les intrigues parlementaires. Cela forme le système de gouvernement certainement le plus autoritaire que la France ait eu. Mais c'est une conséquence forcée de la révolution commencée par l'ancienne monarchie et achevée par 89. Il n'y a pas à résister à ce qui est devenu la constitution sociale même du pays. Le mérite de Thiers est de l'avoir bien vu, de s'y être accommodé d'abord par suite de son tempérament, ensuite à cause de son respect pour « la force des choses » et d'avoir mieux que personne décrit et défini cette situation. A tout ce que nous avons cité de lui sur cette question, ajoutons encore ceci qui est comme son dernier mot de l'histoire de la Révolution, du Consulat et de l'Empire : « Le passé nous avait montré des États provinciaux s'administrant eux-mêmes, et jouissant, pour ce qui concernait les intérêts locaux, d'une étendue de pouvoirs presque complète. Pourvu qu'en fait de subsides la part de l'État fût assurée, la Royauté laissait les provinces faire ce qu'elles voulaient... La Royauté s'adjugeait ainsi tout pouvoir quant aux affaires générales et abandonnait au pays le règlement des affaires locales. Ce contrat tacite devait tomber devant le grand phénomène de la Révolution française. Il n'était ni juste que la Royauté fût tout sur les destinées du pays, ni juste que les provinces fussent tout sur les affaires locales; car les destinées du pays devaient être ramenées à la volonté du pays lui-même, comme les intérêts de province à son inspection... Le grand phénomène de l'Unité moderne devait consister en ceci que la Royauté renonçant à tout faire seule quant aux affaires générales, les provinces renonceraient de leur côté à tout faire seules quant aux affaires particulières, qu'elles se pénétreraient, en quelque sorte, mutuellement, et se confondraient dans une puissante unité dirigée par l'intelligence commune de la nation. »

Voilà l'œuvre véritable de la Révolution, commencée du reste par l'ancien Régime que la Révolution n'a que continué, dont elle n'a que hâté l'œuvre, en telle sorte que les plus révolutionnaires des hommes sont ceux qui, en s'insurgeant contre cet état de choses, veulent remonter non seulement la cataracte révolutionnaire, mais le courant de l'histoire monarchique.

Songez de plus que nous ne sommes pas seuls, et Thiers est l'homme qui l'oublie le moins, et qui a le plus attentivement toujours raisonné sur l'histoire de son pays, en songeant à celle des autres. La Révolution a fait la centralisation française, comme nous venons de le voir, mais de plus elle l'a rendue nécessaire pour très longtemps, elle d'abord, l'Empire ensuite, en jetant toute l'Europe contre nous et en nous imposant la nécessité d'une cohésion extrême, laquelle n'est possible que par la centralisation des volontés assurant la concentration des résistances. Après la Révolution et l'Empire, la France est un camp au milieu de l'Europe, et un camp est forcé d'être centralisé, et l'on n'a jamais vu un camp libéral. C'est donc pour la France une fatalité extérieure autant et plus qu'une nécessité intime que l'extrême centralisation. La France ancienne était analogue, analogue seulement, mais sensiblement analogue à l'ancienne Allemagne. Et l'on sait si l'ancienne Allemagne, divisée, particulariste, était lourde et difficile à mettre en mouvement pour l'attaque et même pour la résistance. Ayant à combattre toute l'Europe, nous avons dû centraliser pour disposer de nos forces, comme plus tard, pour se garantir de nous, l'Allemagne a fait de même. C'est l'Europe qui nous a centralisés, c'est nous qui avons centralisé nos voisins, et, entre Européens, nous nous sommes imposé les uns aux autres à tour de rôle le bienfait de la centralisation.

Il n'y a rien à dire à cela, si ce n'est que tels sont les faits, lesquels nous pouvons regretter, non supprimer. Il y a de grandes apparences que ce n'est pas vers la liberté, ni vers les libertés, ni vers quoi que ce soit de libéral que l'Europe contemporaine se dirige. Qu'y faire? Le savoir, et se conduire d'après cette constatation. Thiers, l'homme des faits interrogés tranquillement et examinés avec lucidité, le savait, et rédigeait son programme selon ces données, sans plus d'ambition.

IV

Ses principes de politique extérieure ont le même caractère de prudence, de docilité aux faits et de *réalisme*. Je dis ses principes; car il lui est arrivé, rarement du reste, de les oublier dans la pratique. Mais ses idées générales et l'ensemble de sa conduite partent bien d'une vue juste de l'état que la Révolution et l'Empire ont fait à l'Europe pour un siècle. Il y a pour lui deux périodes très tranchées dans l'histoire de notre politique extérieure depuis 1815, c'est à savoir : avant 1830, après 1830. Non pas qu'en durant, la monarchie légitime, rétablie en 1814, n'eût passé naturellement de la première période à la seconde ; mais elle y eût passé par degrés, et 1830 constitue un brusque changement de front et nous fait subitement une nouvelle situation devant l'Europe. De 1815 à 1830, la France est une puissance de second ordre, et presque une puissance neutralisée. Elle a devant elle une coalition attentive qui lui a, sinon imposé, du moins instamment proposé son gouvernement, et à laquelle il n'y a, sinon qu'à obéir, du moins qu'à condescendre avec le plus de dignité possible. L'amour-propre en souffre, mais les plus grandes nations ont passé par ces épreuves; on en revient, et ce sont des périodes de recueillement, de convalescence, d'aménagements et de réformes intérieures qui ne sont pas sans utilité ni sans profit dans la vie des peuples.

1830 est une insurrection contre la monarchie légitime, et en même temps, à un certain degré, une insurrection contre l'Europe. Cela change tout. C'est un affranchissement. C'est l'acte par lequel la France, de quasi neutralisée, se refait puissance autonome, et de puissance de second ordre se remet en chemin de redevenir puissance de premier ordre. Ce ne sont pas des satisfactions et des allégresses bruyantes que ce changement doit apporter avec lui, ce sont d'immenses devoirs nouveaux.

Devoirs de prudence d'abord, devoirs d'énergie ensuite. Devoirs de prudence : nous ne sommes qu'à quinze ans de 1815. L'Europe doit se demander et se demande si c'est la France de 1792 ou la France de 1810 qui prétend renaître. Il faut lui prouver que c'est la France des Cent-Jours avec le

tempérament de Napoléon Ier en moins. La politique des Cent-Jours, c'est-à-dire répudiation de l'esprit de conquêtes, gouvernement parlementaire, autonomie nationale, frontières maintenues où elles sont, rien de moins, rien de plus, le tout sans la crainte que le caractère préjugé indomptable et sujet à des retours de Napoléon Ier devait faire naître. Voilà la politique extérieure que doit avoir la France en 1830. Elle est digne d'elle, elle est fière, elle satisfait, elle doit satisfaire suffisamment l'amour-propre national, elle est conforme à la dernière pensée du héros que la France adore encore, dernière pensée qu'on n'a pas le droit de supposer n'avoir pas été sincère, et enfin elle est nécessaire.

Devoirs d'énergie. Ils sont considérables. La France va coûter davantage aux Français. Il ne faut pas s'imaginer qu'on ait conquis l'âge d'or. Il faut payer la gloire très légitime et très précieuse de remonter d'un rang dans la hiérarchie des nations. Il faut désormais une armée très forte. La France redevient un camp au milieu de l'Europe. Comme l'a dit Thiers dans une formule exagérée, mais qui n'est pas fausse, la Restauration avait pour armée la Sainte-Alliance, la France de juillet n'a pas la Sainte-Alliance contre elle, mais elle ne l'a pas pour elle non plus, et elle doit avoir une armée puissante. Politique de paix très armée, telle doit être la pensée dirigeante.

Cette politique est extrêmement ingrate, parce qu'elle consiste à faire appel à la confiance en suscitant des défiances continuellement. Elle est tout à fait antinomique, elle aussi. Mais elle est nécessaire, tant que la Sainte-Alliance existera, et il n'y a aucune chance que la Sainte-Alliance disparaisse à quinze ans, ou à vingt ans, ou à trente ans de 1815. On croit trop que, quand un état de guerre a cessé, il a disparu. Ces disparitions absolues n'existent pas dans la nature. L'état de guerre, après avoir cessé, reste à l'état latent. L'Europe est en guerre permanente depuis le XVIe siècle, elle l'est surtout depuis la Révolution et l'Empire. La Sainte-Alliance, c'est la ligue de défense contre la France conquérante. Elle existera longtemps après que la France aura affirmé et même prouvé qu'elle ne songe plus aux conquêtes. Tant qu'elle existera, la France doit être à la fois pacifique et redoutable.

D'ici à ce que les défiances de l'Europe aient cessé, outre

l'armée très forte, deux choses à faire : chercher une alliance, chercher une clientèle. Une grande alliance est très difficile à trouver. Dans le sein de la Sainte-Alliance pour longtemps on ne la trouvera pas. Trop de choses s'y opposent, les souvenirs de la Révolution et de l'Empire, les idées ou préjugés des trois Puissances contre l'esprit de propagande libérale de la France, le partage de la Pologne, qui unit les spoliateurs, et qui fait, la France ayant un intérêt trop évident à ce que la Pologne existe, qu'on la soupçonnera toujours de vouloir la refaire, même quand elle déclarera le plus fortement n'y pas prétendre, et qu'on sera toujours uni contre elle dans cette crainte. En dehors de la Sainte-Alliance, il y a l'Angleterre, à laquelle il faut toujours songer. L'Angleterre n'est ni forcément l'ennemie de la France, ni forcément l'alliée de la Sainte-Alliance. Elle peut même ne pas aimer qu'une Puissance allemande s'avance vers l'Escaut, ni que la Russie s'avance vers Constantinople. Comme Puissance à territoire inextensible en Europe, et comme Puissance maritime, elle est l'ennemie naturelle du peuple européen qui est conquérant, — c'est pour cela qu'elle l'était de Napoléon, — et elle est le partisan naturel de l'équilibre européen. A ces deux titres, elle est plutôt avec nous, maintenant que nous ne voulons plus être conquérants, et que nous voulons être partisans du *statu quo* en Europe. Il y a tout lieu de montrer des dispositions très amicales à l'égard de l'Angleterre. Seulement, il faut y avoir très peu de confiance, parce que, au fond, ce à quoi tend naturellement l'Angleterre, c'est à être une Puissance sans alliés. Elle peut, donc elle s'en avisera; car c'est très commode. Elle s'acheminera vers une politique égoïste, comme tous ceux qui, à la rigueur, n'ont besoin de personne. Elle se désintéressera de l'Europe et reportera toute son attention sur son empire, c'est-à-dire sur la mer. Ménager l'Angleterre, sans du reste compter sur elle, rechercher sa bienveillance, sans se flatter de l'avoir jamais pour alliée vraie, et puisque c'est, d'ici longtemps, la seule possible, ne s'attendre à aucune grande alliance en Europe, voilà la situation d'esprit où il faut virilement se tenir.

A défaut d'une grande alliance, la France peut se créer une clientèle. Elle peut être la protectrice naturelle des petits peuples. L'évolution de l'Europe depuis deux siècles consiste dans l'écrasement des faibles et dans l'établissement de grandes

agglomérations. Le remaniement de l'Europe en 1815 a accusé le mouvement dans le même sens. Au point de vue humain, en attendant que ce soit excellent, comme certains l'annoncent, c'est détestable. Les petits peuples sont les vraies frontières entre les grands. Ils les séparent, les isolent, les éloignent les uns des autres et les empêchent de se heurter de plein contact. Il faut maintenir les petits peuples. Au point de vue français, nous n'avons rien à gagner aux grandes agglomérations qui, accroissant les autres et nous laissant ce que nous sommes, nous feraient descendre dans la hiérarchie des nations d'un ou deux degrés. Il faut maintenir les petits peuples. Et comme ils sont nécessaires à l'équilibre européen, cette politique à la fois maintient la pondération des forces, nous donne un beau rôle et nous donne une clientèle, et encore maintient nos bons rapports avec la Grande-Bretagne qui, ici, a les mêmes intérêts que nous. C'est la vraie politique de la France pour un siècle.

Telles étaient les principales idées de politique extérieure de Thiers sous le gouvernement de Juillet et qu'il a conservées jusqu'à sa mort. Nous verrons ailleurs et comment, le plus souvent, il les a soutenues, et comment quelquefois il s'en est départi. Elles étaient les plus sages, les plus avisées et les plus pratiques qui pussent être.

ÉMILE FAGUET.

(A suivre.)

LA FILLE D'ÉLÉAZAR

DEUXIÈME PARTIE (1)

VIII

Trois mois ont passé. Pleurons sur les cœurs de qui ils ont passé... Jacob s'est mis vaillamment au travail. Malgré la physionomie étrangère du séminaire Rothschild et de ses nouveaux maîtres, malgré le chagrin qui par moments étrangle son souffle, il peine avec assiduité, avec entrain même. N'ayant point de nouvelles de Debourah, il nourrit de plus en plus l'espoir de revenir à temps pour en faire sa femme. Il a déjà conquis l'estime de tous ces rabbins de France. Parfois, il les a entendus qui chuchotaient entre eux, en le désignant du regard : « Voilà un garçon intelligent, qui réussira. » Aussi bien, durant ces trois mois de Paris, sous un hiver rigoureux, Jacob avait pris part à toutes les séances du Medrach, de même qu'il n'avait point manqué une prière à la synagogue.

Il avait trouvé ce monde juif parisien un peu factice. Partout l'esprit d'imitation, de contrefaçon des mœurs, françaises et catholiques, qui sévissait déjà dans Alger !

La synagogue aussi l'avait bien un peu choqué. Il s'y était rendu la première fois un samedi. L'office ne commençait pas encore. Aussitôt qu'il avait franchi la petite grille ouvrant sur la rue de la Victoire, il avait eu l'impression qu'il pénétrait dans une cathédrale. Cette salle immense, au plafond en voûte,

Copyright by Elissa Rhaïs, 1920.

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

ces vitraux, ces boiseries sombres, ces hauts piliers, ces tapis somptueux, et là-bas, dans le clair-obscur, la *tiba* fardée de draperies, qu'entouraient des rabbins vêtus comme des prélats, avaient fait battre, battre son cœur. Il s'était senti éloigné de sa prière, et de tout ce monde... Un instant, il avait voulu fuir... Mais le gardien s'était avancé sur la pointe des pieds, pour lui désigner une place. Oh! ce gardien, sous son habit noir, à longues rangées de boutons, au drap reluisant, à la ligne impeccable, le chapeau de feutre coquettement incliné sur les cheveux! Jacob songea à l'humble chemmach qui montait, pieds nus, accrocher la veilleuse au mur décrépi de leur chambre d'étude... L'heure avançait. Les derniers habitués que l'on attendait arrivèrent. On les devinait de grands personnages, au murmure respectueux qui les accueillait en passant. Le gardien lui soufflait des noms. Et puis, le ministre officiant, sous la voûte, élevait sa voix puissante, entonnant les Drach, et il parut à Jacob qu'elle imitait le chant des églises. Et il trouva cela étrange, hérétique, au pied de l'autel de Jéhovah...

C'est aux approches de la Pâque que la nostalgie de son pays commença surtout à le prendre. Condamné à l'oisiveté par la religion, il venait s'asseoir près de la fenêtre de sa chambrette, suspendue au-dessus des toits, et s'attardait à contempler le ciel noir, où passait un vent d'ouragan qui menaçait de ramener l'hiver. Et il se souvenait de la Pâque qu'il passait là-bas, dans un printemps merveilleux, parmi les orangers, chez Rabbi Eléazar. Et la figure de Debourah, sous sa robe « couleur du Talmud avec les fleurs du Zo'har, » était douce et compatissante, venait se pencher sur sa solitude...

Le premier soir de Pâque arriva. Jacob devait prendre ses repas durant les huit jours chez une famille algéroise qui habitait une petite rue des environs de Montmartre. Vers six heures, dans un crépuscule où tournoyait une bruine glaciale, il quitta le séminaire, ayant revêtu un habit de circonstance. La distance n'était pas longue : il préféra remonter à pied le boulevard des Italiens, plutôt que d'avoir recours à ce métro, où la cohue, l'odeur de ferraille, les vibrations fantastiques ébranlant les voûtes, bouleversaient son cerveau et son cœur accoutumés au grand calme parfumé.

Ce quartier de Montmartre est le quartier préféré des Orientaux. Dans la foule qui déferlait à cette heure le long des

cafés et des théâtres, il lui arriva de croiser la silhouette d'un caïd sud-africain en burnous d'apparat, un missionnaire de Jérusalem avec sa barbe hirsute et sa houppelande, voire toute une famille de petits mozabites, le visage à demi voilé, qui s'emmitouflaient frileusement dans leurs *gechchabiate* (1) de grosse laine. A travers les vitres d'un bar, il reconnut quelques types de Juifs d'Alger. Il s'arrêta un moment, pour les observer qui parlaient sa langue, faisaient les gestes de son pays... Mais ces Juifs-là, hélas! étaient bien exubérants. Ils trinquaient avec les autres consommateurs, de l'air le plus jovial et le plus familier. Ils s'étaient assimilés, eux aussi, à cette vie de Paris, et ne semblaient nullement dépaysés comme Jacob...

Il s'achemina vers la rue de Maubeuge, — bien orientale, de même, mais plus particulièrement juive. En passant, à la lueur des becs de gaz, il distingua des enseignes de tavernes russes ou polonaises, algériennes aussi; il remarqua le boucher israélite qui taillait sa viande kacher avec un sourire moqueur; la charcutière d'Alsace immobilisée derrière ses rôtis tout pareils à des jambonneaux; des étalages de pâtisseries, garnis de babas, d'éclairs et de duchesses, ne rappelant en rien qu'ils fussent confectionnés avec du pain azyme, sinon l'inscription sur la vitrine des trois lettres hébraïques : כשר ; une imprimerie enfin, où l'on travaillait encore dans ce soir de fête, et au fond de laquelle, autour d'une minerve, s'agitaient des formes de vierges bouffies et pâles, aux grands yeux noirs d'une profondeur troublante...

Le crépuscule de bruine suintait toujours, rôdait s'épaississant dans le dédale des rues plus étroites, puis, bientôt, se fondit en une averse. Jacob hâta le pas.

La famille S... logeait au sixième étage d'une maison neuve. Un appartement étriqué, propret, donnant sur l'énorme toiture noire d'une halle aux poissons. Dans la salle à manger, la table était dressée sous la suspension électrique. Les sièges, à dossiers hauts, pseudo-Henri IV, alignés bien symétriquement, se trouvaient garnis d'une réunion de petits bourgeois. Le père, la mère, les trois filles, dont l'aînée avait auprès d'elle son mari, un négociant d'origine algéroise, lui aussi, homme de taille moyenne, excessivement brun, affublé de lèvres épaisses

(1) Sorte de vêtement très ample, avec de simples trous à l'endroit des manches et une encolure soutachée de guiban, — vêtement ordinaire des mozabites.

et de sourcils broussailleux, l'air sournois; et le fils, adolescent blême, au nez en trompe, de chaque côté duquel louchait un petit œil bleu...

Les deux demoiselles s'empressèrent au-devant de Jacob, le débarrassèrent, aidées de l'unique servante, de son pardessus et de son parapluie mouillé. Elles étaient minces et blondes, étiquetées de noms prétentieux, chacune en un costume tailleur qui moulait leur silhouette bien parisienne. L'aînée, mieux formée, un peu fière d'être « madame, » avait un tic amusant : elle tordait son joli nez de droite à gauche, une fois ou deux avant de prononcer une phrase.

Jacob s'assit parmi eux, en remarquant toutefois qu'une place demeurait vide.

— Commencez ! Commencez ! dit le chef de famille au talmudiste qui hésitait, notre retardataire n'arrivera que dans une heure. C'est un étudiant en médecine, et nous ne tenons point à ce qu'il assiste à notre prière de ce soir, qui est un peu longue...

Jacob commença, mais il remarqua qu'aucun des assistants n'avait de livre et ne l'accompagnait dans sa prière.

A plusieurs reprises, entre les cantiques écoutés d'une oreille nonchalante, la conversation s'établit. Le père et la mère étaient restés tant soit peu attachés aux choses du bon pays natal. Mais les enfants semblaient bien dédaigner la religion, de même qu'Alger et ses habitants. Jacob fit sa prière entièrement, sans rien omettre, traduisit des passages de l'Agada comme il avait coutume de le faire, éleva le plateau au-dessus des convives, qui mangèrent les herbes amères et le *Messout* du bout des lèvres, et enfin, chanta :

— Cette année ici, et l'année prochaine à Jérusalem !

— A Paris ! A Paris, toujours ! s'écrièrent les enfants.

— Chut ! Il ne faut pas dire cela ! gronda le père.

La prière terminée, Jacob demanda à se laver les mains. Ce fut Marguerite, la petite bonne, qui apporta, l'air ahuri, la cuvette et le pot à eau du cabinet de toilette. Jacob demeura choqué de ce qu'aucune des femmes ne se fût dérangée pour cette belle corvée, qui aurait attiré sur elle la bénédiction de ce soir, qu'on laissât des mains étrangères approcher de la table sainte... Oh ! la table de là-bas, dans sa simplicité champêtre !...

Soudain, le timbre de la sonnette carillonna au fond du couloir. Vite, la maman jeta sa serviette et courut à la cuisine.

— Marguerite! Marguerite!... Allez dérouler le tapis de l'antichambre avant d'ouvrir! Et vous le laisserez ainsi pour ce soir...

— Ah! oui... Je sais, madame... C'est monsieur le cousin?...

— Oui, oui, dépêchez-vous! Et ajustez bien vos manchettes!...

Marguerite alla dérouler le tapis pelé, râpé, mais tellement brossé qu'il reluisait encore sous la lumière électrique, secoua ses manchettes, et alla ouvrir.

M. M... était un joli garçon, élancé, brun, aux yeux très vifs, serré dans une redingote noire, les gants de cuir émergeant de la pochette, un melon et une canne à la main. Il salua poliment la petite Marguerite qui le délesta de sa canne et de son chapeau, et la suivit vers la salle à manger, où tout le monde s'était levé pour le recevoir. Les jeunes filles s'étaient mirées rapidement dans la vieille glace de la cheminée, égalisant leur fard d'un doigt, tapotant leur coiffure... A la vue de l'étudiant, elles se mirent en verve... Les présentations eurent lieu... On prit place et le repas commença.

Jacob mangea avec peu d'appétit ces galettes parisiennes, fines comme du papier, sans goût et mal cuites. Il regrettait aussi certain plat exquis que l'on faisait là-bas pour la Pâque. Et surtout, la causerie de ce soir avec son maître sur le martyre des ancêtres, la sortie de Mizraïm, pour laquelle toutes les poitrines se fendaient ensemble. Et cette belle Debourah, qui s'intéressait à l'histoire de sa race comme un homme, de même qu'à l'intérieur paternel à tenir et à orner la table des fêtes! Dieu, pensa-t-il, arriverai-je à temps?

A mesure que le dîner avançait, la conversation s'animait entre les jeunes gens sur le théâtre, le cinéma, les salons de danse. On jugeait le dernier roman qu'on n'avait pas lu et la nouvelle actrice en vogue... Et à mesure, l'atmosphère de la fête se relâchait, s'éloignait, s'évanouissait...

On touchait au dessert, lorsque le gendre, qui n'avait pas encore prononcé un mot, s'adressa au nouveau venu :

— Eh bien! toi?...

Le jeune étudiant s'était tourné vers le négociant algérois.

— Quoi?... Moi?... hasarda-t-il un peu surpris, mais très correct.

— Eh bien! toi... parle... Qu'est-ce que tu attends? Combien on t'invite à dîner!.. Tu n'as pas compris?...

— Combien... on... m'invite... à dîner! balbutia le jeune homme, étourdi cette fois.

— Eh bien! allez, parle! trancha le gendre en évitant de regarder sa belle-mère qui lui faisait de gros yeux et tapait sur son assiette pour attirer son attention. On t'invite pour que tu te déclares. Qui choisis-tu? Colette, ou Blanche?

Il désigna les jeunes filles.

— Moi, tu sais, je suis franc : je ne vais pas par trente-six chemins... Elles sont prêtes toutes les deux : trousseau, argent de main, tout... Comme ma femme... Partage égal...

Le frère, dont le nez s'allongea davantage, ne savait plus quelle attitude prendre... Des jeunes filles, l'une pinçait les lèvres, l'autre feignait de porter son verre à sa bouche... Le père se moucha très fort, et la sœur ainée, sans paraître s'émouvoir, sonnait, sonnait la domestique pour desservir.

Le jeune homme, pris au dépourvu, abasourdi, stupéfait, rougissait et blémissait tour à tour. Il recouvra lentement son sang-froid. Il ramena peut-être alors, dans son esprit, à leur juste sens, les assiduités du frère qui venait le prendre tous les soirs à l'hôpital pour l'apéritif, l'insistance du vieux commissionnaire en perles à ce qu'il vînt dîner chaque samedi à la maison, la sollicitude maternelle de Mme S... et la gentillesse des jeunes filles et l'empressement qu'elles mettaient à le recevoir. Après un effort, il articula :

— Mais... mais... mon cher... Je n'ai nullement l'intention de me marier... Je n'ai aucune situation... Mes études ne sont pas achevées... Et j'ai trois sœurs avant moi, et un frère aîné... Il faut que j'attende mon tour... Pour le moment, ma foi, je ne puis penser à me marier...

Il commençait à reprendre contenance.

— Mes chères cousines sont des jeunes filles charmantes, qui rendraient heureux, certes, l'homme qui partagerait sa vie avec l'une d'elles, mais...

— Assurément! Assurément! interrompit la mère en approuvant de la tête.

Et apostrophant son gendre, qui haussait les épaules :

— Mon ami, tu penses bien que sa mère ne lui permettra jamais de se marier avant ses sœurs et frères plus âgés que lui... Ils suivent les traditions encore là-bas! ajouta-t-elle avec une petite moue.

Jacob, lui aussi, était visiblement embarrassé. Il demanda de nouveau à se laver les mains. Marguerite reparut avec le pot à eau et la cuvette, en songeant combien de fois il avait l'habitude de se laver les mains, ce monsieur-là? Heureusement qu'il n'était pas son patron!...

Il remercia la domestique, sans même l'avoir regardée. Puis il invita tout le monde à se taire pour la courte prière qui devait suivre le repas.

Une gêne pénible s'était établie. A mesure que le nom de Jéhovah était prononcé par le talmudiste, tous répondaient faiblement : Amen! On entendait au dehors, dans le noir, le bruit de l'averse qui tombait drue, crépitante, contre la toiture de la halle aux poissons...

Dès que la prière fut achevée, les hommes se touchèrent le bout des doigts qu'ils portèrent ensuite à leurs lèvres. M. M.... cousin, étudiant en médecine, se leva, prit respectueusement congé. Et sans doute, de même que Jacob, ne le revit-on plus jamais à la maison...

IX

C'était par une superbe nuit. Le repas du deuxième soir de la Pâque venait de s'achever. Debourah et son père, suivis d'Esther et de Rachelle et de Rabbi Chloumou, abandonnèrent leur intime foyer, et sortirent, comme les Juifs chassés d'Égypte, à l'aventure dans les rues d'Alger.

On allait, ainsi que l'exigeait la coutume, traînant sa promenade forcée, morne, de quartier en quartier, songeant aux souffrances des aïeux... De loin en loin, on faisait la rencontre de quelque famille juive... Nonchalante de même, la smala rasait les murs, les fronts méditatifs inclinés sur les gandourahs ou les plastrons d'or...

— *Barokh Abba!* murmuraient les hommes.

Et quelques-uns se courbaient pour baiser le manteau du maître...

On rencontra des familles tunisiennes, avec des grappes

d'enfants à moitié endormis sur les amples poitrines maternelles, des familles marocaines, taisant leurs voix viriles et traînant aux pieds leurs larges savates jaunes... Les algéroises passaient, plus timides, plus réservées... Et dans la paix de la nuit, tout ce monde dévalait vers la mer.

On arriva sur la place du Gouvernement. Un clair de lune immense blémissait le quadrilatère bordé de ficus, la statue du Duc d'Orléans, la mosquée de Djamaa-El-Kebir, émergeant de la pêcherie silencieuse, et plus loin, par delà le parapet des boulevards, la mer qui étincelait, sillonnée de voiles blanches et d'oiseaux-pêcheurs...

La place était calme, à peu près déserte. Mamma Esther, fatiguée sur ses petits sabots, demanda qu'on fît halte. On avisa un banc où un seul homme était assis. A la vue de Rabbi Éléazar, celui-ci se leva vivement, ôta le cigare qu'il pinçait des dents, et salua en portant une main à la poitrine. Cet homme était un sexagénaire environ, de taille moyenne, replet, à l'air bonasse et doux. On avait aussitôt reconnu en lui un riche négociant de la rue de la Lyre, M. Saffar.

La famille s'installa, Rabbi Chloumou croisa les jambes sur les dalles, et M. Saffar à son tour, accepta la place que Rabbi Éléazar lui offrit à ses côtés. Les femmes songeaient, drapées de leurs châles... Le Marocain, le nez en l'air, dans la voûte infinie, regardait danser les étoiles... La conversation s'engagea bientôt entre le maître et le négociant :

— Les temps sont loin, Rabbi, hasarda ce dernier, où nos ancêtres couraient à travers la campagne de Mizraïm, affamés, leurs hardes sur l'épaule...

— Oui, soupira Éléazar, et ils étaient encore plus heureux que nous, qui mangeons notre pain azyme accoudés à des matelas!

— Plus heureux?... Oh! non... maître... Permets à un impie... Nous ne changerions point aujourd'hui pour ces temps...

— Ignorant! interrompit sévèrement Rabbi, tu ne connais que ta table et ton tiroir... Mais ceux qui aiment la Thoura et ne vivent que pour elle, dont l'âme ne tient que par elle, ceux-là me comprendraient... Nous sommes ici, dans cette ville, plus seuls, plus dispersés, plus misérables que ne l'étaient nos ancêtres au désert! Eux étaient unis par le cœur. Petits et

grands pratiquaient avec ferveur, comme un seul homme. Et l'entr'aide tuait le lion...

— Oui, oui... Assurément... balbutia M. Saffar confus. Mais les temps sont changés, maître... La vie a d'autres exigences qu'il y a cinq mille ans...

— Les exigences, nous seuls les créons! dit Rabbi. Depuis que le monde est monde, qu'y a-t-il de plus beau que la vie simple, l'union dans la famille, la croyance en Dieu?... Toi-même, avec ta fortune, es-tu heureux? Tu t'en vas seul, dans une nuit comme celle-ci... Où est ta femme? Où sont tes enfants? Séparés de toi et de ton âme, comme le ciel l'est de la terre... Le bonheur n'existe que dans l'union, le malheur n'est soulagé que dans l'union...

Le négociant ne répondit pas. Il baissa la tête. La réplique était dure, mais elle était juste. Sa femme et ses deux filles, à cette heure, étaient au théâtre, ses deux fils au casino. Ils avaient à peine dîné, mis tous leurs soins à leur toilette, et puis s'en étaient allés en claquant les portes... Lui était resté avec la vieille servante constantinoise, à faire la prière sur le pain azyme, à manger les bons mets sains prescrits par la religion... « Le bonheur n'existe que dans l'union, le malheur n'est soulagé que dans l'union... » Tout en fumant son havane, le riche négociant porta un regard d'envie sur cet homme, heureux au milieu des siens, unis pour entourer cette belle jeune fille, qui s'élevait comme un cyprès parmi des fleurs... Il admira le corps de la vierge, aussi majestueux que celui d'une reine biblique, ses yeux purs, son front tranquille, comme la surface d'une eau profonde... Le contraste s'établit avec ses deux filles à lui, pâles, desséchées par les veillées, par le surmenage des visites à rendre et à recevoir, par les régimes, par leurs efforts constants pour imiter celle-ci ou celle-là...

— Quel âge a ta fille? demanda-t-il à Rabbi, d'un ton soumis qui appelait la réconciliation.

— L'âge béni pour être femme.

Debourah rougit, détourna pudiquement la tête.

— Et tu songes à la marier bientôt, maître? Dieu lui a envoyé sa destinée?

— Non, pas encore. Nous attendons... J'avais fait un rêve, murmura Éléazar, et Dieu n'a pas voulu qu'il s'accomplît...

M. Saffar poursuivit :

— Mais, que Dieu bénisse ! lorsque tu voudras la marier, tu n'auras qu'à ouvrir la bouche, maître... Car elle est aussi belle qu'elle a l'air sage...

— Merci. Que Dieu répande ces bénédictions sur les tiens !

Dix heures sonnèrent au cadran lumineux de la mosquée. Rabbi Éléazar releva ses burnous sur l'épaule.

— Dix heures, dit-il. C'est le moment du deuxième *Koussout*. Reste en paix.

La famille s'éloigna, réglant son pas sur celui du maître.

M. Saffar les suivit des yeux, jusqu'à ce qu'ils se fussent engagés sous les arcades de la rue Bab-Azoun. Puis il ralluma son cigare, et, face à la mer qui étincelait sous la lune, il demeura pensif.

X

Ce soir, chez M. Saffar, le riche négociant de la rue de la Lyre, une longue discussion se poursuit. L'aîné des enfants vient d'entrer dans sa vingt-cinquième année, et on cherche pour lui une belle héritière.

Toute la famille est réunie dans le grand salon dernier cri sur le boulevard de la République. Les stores de soie sont relevés. Les fenêtres ouvertes encadrent un infini de mer bleue, où s'envolent des goëlands et des voiles de balancelles. Le soleil se couche. Un vent frais pénètre, chargé de parfums salins.

Mme Saffar, encore agréable sous un pyjama émeraude, va et vient, les mains derrière le dos, effleurant les bergères Louis XV et les vitrines encombrées de bibelots précieux. Le tapis d'Orient amortit le claquement fiévreux des mules mauves... Ses deux filles, pareillement habillées de bleu, se divertissent au piano, l'une assise au clavier, l'autre penchée sur la partition, fredonnant ensemble une mélodie de Schubert... M. Edmond, le fils aîné, se tient accoudé à la cheminée, très élégant dans un costume gris perle, pincé à la taille, et des souliers vernis. Le profil droit, biblique, de grands yeux, des cheveux noirs partagés, découvrant un front intelligent et curieux. Près d'une table en bois de rose, garnie de théières d'argent et de tasses de Chine, le jeune frère Henri, au nœud de cravate impeccable, achève son thé, debout, en croquant des petits fours... Et M. Isaac, installé dans un solide fauteuil, en gandourah blanche

et pantoufles marocaines, fume placidement son cigare havane...

Mme Parienté, l'entremetteuse, énorme femme armée d'un éventail arabe à manche de bois, le châle de crêpe marron autour des épaules, le foulard incliné sur son front reluisant de colle forte, énumère pour la dixième fois, en s'éventant, toutes les jeunes filles qu'elle a à marier :

— La fille Stora ! dit-elle, en appuyant sur l'r pour bien faire résonner le nom.

Et elle ramasse sa bouche en pomme cuite pour ajouter :

— C'est un fondant ! C'est une drazée !... Z'ai encore la fille Yafil : cinquante mille francs dans un sac pour celui qui la prendra ! ... La fille Trigano, que les parents ils habitent Saint-Euzène, ils en ont un campagne grande comme un marçé arabe !... Z'ai la fille Azoubib. Quelle familiate ! Quelle familiate ! susurre-t-elle en se dandinant.

Et elle continue, doucereuse, emphatique, zézayant, mêlant le français, l'arabe, le sabir en un jargon de choix.

Elle se lève enfin, vient au jeune homme, et lui applique sur l'épaule une de ses grosses mains chargées de bagues de filigrane.

— Maintenant, lui dit-elle, Moussieur Edmoun, c'est toi qui ssoisis... Au zardin Marengo, zeudi proçaine, dix heures... Y en aura cinq ou six familiates... Toi, té passes tranquillement, la canne à la main... Té zettes coup d'œil... Et celle-là qui te plaît, ze cours lui demander la mariaze... *Ou ma ikoun ghir khatrek!* Et il n'y a que ton cœur qu'on satisfera !

Ramassant son châle, elle se tourne vers le chef de famille et lui tend la main.

— Bonzor, Maître Saffar ! Dieu vous laisse content !... Bonzor, Moussieur Henri, z'espère venir pour vous aussi !

Elle gagne le fond du salon en s'éventant de plus belle.

— Bonzor, Mademoselle Aurélie, Bonzor, Mademoselle Anaïs ! Z'espère venir pour vous tout suite !

Et enfin, à Madame Saffar qui, pendant ce temps, s'est rapprochée de son fils et chuchote en sa compagnie :

— Bonzor ! Madame Saffar ! Que Dieu accomplisse ta zoie !

— Merci, merci, madame Parienté.

— Alors, zeudi proçaine, dix heures, au zardin Marengo ? Sans faute...

— Sans faute.

— Ze vais prévenir les familiates!

Elle ramasse de nouveau son châle, s'évente deux ou trois coups très fort avant d'ouvrir la porte, et disparaît, sans que personne l'accompagne.

... Madame Saffar, s'adressant à son fils qui venait de prononcer :

— Si on essayait?...

— Mais non! Mais non! Je suis sûre d'un refus... Je connais les Azoubib et leur fierté... D'abord, cette famille n'y sera pas, jeudi, au jardin Marengo, pour t'exposer leur fille. C'est une race pleine d'elle-même, qui ne voudra jamais s'allier à une famille enrichie dans les tissus... Pour ma part, je ne ferai pas un pas pour tenter cette demande... Et je suis bien certaine que la mère Parienté n'a jamais franchi le seuil de leur porte.

— Crois-tu?

— Assurément. Ils se sont illustrés par toutes sortes de charités prodigieuses... Leur nom est gravé en lettres d'or dans les couloirs de l'Université. Et les jeunes filles n'en trouvent pas d'autre qui le vaille. Depuis des siècles, on se marie chez eux entre cousins. Mon père qui, Dieu merci, les connaît, qui a fait du commerce avec eux, me dit toujours : Ce sont des Mozabites. Leur farine est dans leur semoule... Comprends-tu?

— Pas très...

— C'est-à-dire que la dot, le nom ne sortent jamais de la famille... Et puis, elles ne te plairaient pas comme type : elles sont petites, maigres, noires... Elles ressemblent à des vendeuses d'huile... Je te connais ; tu ne serais pas heureux d'une femme simplement riche et d'excellente famille.

Edmond fit un mouvement évasif. Il suggéra :

— Si on demandait la fille Zéraffa? Nos voisins du troisième... Elle est belle, cette demoiselle... Je la rencontre souvent dans l'escalier, qui revient de la Ligue, le cartable sous le bras.

— Je n'aime guère cette famille... Trop de manières... La mère, qui est fille d'un ancien coupeur de tabac, et qui se mêle de mettre la petite corbeille au bas de la rampe, avec le petit carton : *Madame ne reçoit pas aujourd'hui!* Et elle n'a pas une si grosse dot que tu le désires...

— Que je le désire... Que tu le désires! rectifia le jeune homme.

— Soit. Nous ou toi, peu importe. L'argent, personne ne

crache dessus. Si nous pouvons avoir la fille telle que nous la souhaitons et une belle dot, ça n'est pas défendu...

M. Isaac, qui avait assisté à toute la discussion, depuis la visite de Mme Parienté, sans avoir placé un mot, retira lentement son gros cigare de la bouche et dit :

— Si vous vouliez m'entendre... nous laisserions de côté tout ce monde... Et nous demanderions la fille de Rabbi Eléazar, tout simplement!

Mme Saffar examina son mari d'un œil oblique, d'autant plus interdite qu'elle était accoutumée à voir M. Isaac, en vrai philosophe, ne donner jamais son avis et ne se mêler jamais de rien...

— Qu'est-ce qui te prend de nous tirer la fille de Rabbi Eléazar, tout d'un coup?

— Il me prend! Il me prend!... Quand il s'agit du bonheur de mon enfant, il faut que je donne un conseil...

Mme Saffar haussa légèrement les épaules :

— Mais d'où la connais-tu, toi, la fille de Rabbi Éléazar?

— Je la connais... comme je te connais, tiens! Et j'entends et je sais ce que l'on dit! On la cite pour modèle dans les plus grandes familles, quand on veut parler de jeunes filles sages, pieuses et accomplies!

Mme Saffar eut un moment de réflexion...

— Sans doute... Mais elle est bien pauvre...

— Précisément parce qu'elle est pauvre. C'est du mérite d'avoir été élevée comme elle. Elle rendra la vie de ton enfant douce comme le miel qui coule de sa bouche quand elle parle. Et si vous voulez une beauté, c'est une beauté, sur quoi repose la parole...

— Ah! pour être belle... elle est très belle! dit Mme Saffar en se tournant vers son fils. Nous l'avons rencontrée au Bain maure, tes sœurs et moi, la veille de Pâque : c'est une reine! Tiens... Aurélie! Anaïs!

— Maman... Que veux-tu?

— Écoutez...

Les jeunes filles abandonnèrent le piano, et accoururent, comme des papillons bleus sous leurs robes légères. Très minces, le visage fardé, tourmenté, les jeunes filles avaient l'air vieux...

— N'est-ce pas que la fille de Rabbi Éléazar est belle? leur demanda la mère.

Les deux sœurs, encore sous la griserie du morceau de musique, ne se souvinrent pas tout d'abord...

— Mais si! cette belle Debourah que nous avons vue au Bain... la fois dernière, et qui s'en allait le long des bassins, avec sa chevelure sur les bras, pour ne pas la laisser traîner à terre...

— Ah! oui, oui! dit vivement Anaïs. Elle est superbe! Je me souviens très bien...

— J'y suis, j'y suis, dit à son tour, Aurélie. Elle est magnifique!... Un type éblouissant!... C'est pour Edmond?

— Oui, expliqua M. Isaac, nous lui cherchons une belle et sage mariée.

— Mais elle est pauvre! souffla le jeune frère, la bouche pleine, avec une grimace naïve.

— Ah!... ah!... balbutièrent les jeunes filles en hochant la tête et se consultant du regard, nous n'avions pas songé à cela...

— Qu'est-ce que cela fait? intervint le père, nous sommes assez riches, et son futur mari aussi... Je connais votre mère: elle ne souffrira jamais ces filles à dot, orgueilleuses et volontaires... A moins que vous renonciez à vivre avec Edmond sous le même toit...

— Ah! non! non! s'écrièrent les enfants ensemble, plutôt le laisser vieux garçon!

— Et qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, moi?... Choisissez... conclut M. Isaac.

M. Edmond était demeuré dans la même attitude, contre la cheminée. Il écoutait, le sourire aux lèvres. Mme Saffar s'adressa à lui :

— Qu'est-ce que tu en dis, mon fils? Veux-tu que je fixe un rendez-vous avec Rabbi Eléazar? Car les femmes ne se mêlent de rien chez lui... Je crois qu'il commande sa maison aussi bien que son école...

— Brr! s'exclama le jeune homme, ce que Rabbi est sévère! J'ai encore son regard qui me glace. Nous tremblions devant lui, au Medrach, sans qu'il eût jamais ouvert la bouche pour nous gronder...

— Quand tu étais petit, c'était tout naturel que tu craignisses ton maître. Aujourd'hui, tu n'auras pour lui que du respect...

— Tout de même, je ne sais si j'oserai jamais l'approcher de nouveau, et pour lui demander sa fille... et si je lèverai seulement les yeux vers celle-ci pour lui faire ma cour!...

— C'est la jeune fille qu'il te faut, insista le père, je te le dis, Edmond!

— Soit, acquiesça M. Edmond, demandez une entrevue... Et après, nous verrons... Il faut que je la voie et qu'elle me plaise d'abord!

— Oh! non, mon fils! Ce n'est pas ainsi qu'on s'y prend pour demander une pareille jeune fille à son père! Tu crois que c'est une enfant de Saint-Eugène ou de la rue Randon, qui se rend elle-même à l'exposition du Jardin Marengo? Non, on n'agit pas de la sorte avec Rabbi Éléazar...

— Bref, trancha M. Edmond, que faut-il faire?

— Il faut, dit M. Isaac, il faut que ta mère et moi demandions un rendez-vous à Rabbi Éléazar chez lui, que nous lui exposions notre désir, et s'il consent à nous accorder sa fille, alors, le samedi suivant, Rabbi t'invitera à un déjeuner, au cours duquel Mlle Debourah te sera présentée. Tu auras le loisir de la voir, de l'étudier, de l'entendre causer peut-être... Peut-être... Je ne te le promets pas. Je ne sais si elle osera, pour cette première entrevue...

— Quel cérémonial!... Et il faut que je me rende seul chez eux? Je n'aurai jamais ce courage...

— Non, non. Tu emmèneras ton jeune frère...

— Merci! s'écria Henri. Je n'ai pas envie de me faire tirer les oreilles par Rabbi Éléazar! Ne compte pas sur moi!

— Et si elle ne me plaisait pas? interrogea Edmond. Voilà une affaire bien délicate...

— Oh! elle ne peut pas ne pas te plaire! assura Mme Saffar. C'est une reine. C'est vraiment la plus belle fille d'Alger!...

Edmond quitta sa place contre la cheminée, — pensif, visiblement troublé. Il fit quelques pas vers la fenêtre. Un instant, ses doigts s'arrêtèrent sur les touches d'ivoire du piano. Un air d'opéra lui remonta aux lèvres, qu'il fredonna d'une voix juste. Alors, des visions de femmes qu'il avait aimées jadis ou simplement possédées défilèrent sous son front. Artistes ou midinettes, minois blonds aux lèvres vermeilles, aux yeux allongés, passèrent tour à tour, alanguis ou rieurs, pâles ou roses... aucun n'avait retenu particulièrement son souvenir...

Henri était sorti sur le balcon contempler l'animation des cafés dans le crépuscule. La mère et les deux sœurs suivaient des yeux le cher garçon embarrassé... Mille bruits plus sonores

montaient du boulevard : roulements de voitures, vrombissements d'automobiles, heurt de vaisselle aux terrasses des tavernes. Et là-bas, sur la mer, dans la magnificence d'un dernier rayon rouge, un grand vapeur sifflait son adieu et gagnait le large...

XI

Le mardi qui suivit, — un beau soir d'août, — le soleil dorant encore la cime fleurie des orangers, M. et Mme Saffar se firent annoncer chez Rabbi Éléazar. Le maître les accueillit dans sa rustique salle à manger, fier sous sa gandourah, les pieds chaussés de sandales.

— Soyez les bienvenus, leur dit-il en s'asseyant le premier.

Il les invita à prendre place à leur tour et leur demanda l'objet de leur visite.

— C'est pour la fille des gens dont l'alliance honore, dit M. Saffar.

Rabbi se rappela l'épineuse conversation, le soir de Mizraïm-Mizraïm, sur le banc de la place du Gouvernement.

— Et pour qui me demandez-vous ma fille?

— Pour notre fils aîné, Edmond Saffar.

Rabbi Éléazar battit des paupières. Son front rougit.

— Donnez-moi son nom de baptême, et de qui il le porte. Ce nom français ne me dit rien.

— Il s'appelle Abraham, maître, répondit vivement Mme Saffar. Il porte le nom de mon père, Abraham Fassina, de Saint-Eugène...

Rabbi connaissait de longue date le vieux Fassina, réputé pour son avarice, mais qui ne manquait aucune prière à la synagogue.

— Ah! bien! bien! je vois maintenant... Je crois avoir eu votre fils comme élève, quelques mois, au Medrach. Sans doute n'est-il pas très savant en hébreu... Et quand pensez-vous jouir de votre fils?

— Tout de suite, s'il est possible, répondit M. Isaac. Chez nous, tout est prêt. Les meubles du salon et de la salle à manger sont en commun, ainsi que d'usage. La chambre à coucher et le cabinet de toilette seront vite installés. Je ferai communiquer un appartement du même palier avec le nôtre. Ainsi nous pourrions vivre en famille sans nous gêner mutuellement.

— C'est ainsi que je désire marier ma fille, dit Rabbi... Maintenant, vous savez que sa dot n'est pas très grosse... Voici exactement ce qu'elle a : cinq mille : trousseau, cinq mille : argent de main, et cinq mille : bijoux.

— Que Dieu bénisse! C'est la jeune fille de famille que nous désirons, ce n'est pas une dot.

— Si je vous donne ma fille, ce sera à une condition.

— Laquelle, Rabbi? demanda M. Saffar. Tes désirs seront pour nous des bénédictions...

— Je voudrais que vous ne l'obligiez ni à aller à un endroit où elle ne voudra pas, ni à manger ce qu'elle ne doit pas. Car vous savez qu'elle suit la religion scrupuleusement.

— Que Dieu garde, Rabbi! La femme du fils cher est doublement chère. M[lle] Debourah sera libre et maitresse de ses actes!

Mamma Esther, en petits sabots de bois, manches retroussées, apporta le café.

— Que Dieu bénisse! Ç'a été vite fait! dit-elle, lorsque Rabbi Éléazar lui annonça la nouvelle.

Et elle éleva un you-you retentissant, auquel répondit bientôt un autre you-you derrière la porte. Et Rachelle pénétra, suivie de Rabbi Chloumou et de Fathouma. M. et M[me] Saffar allèrent au-devant d'elle.

— Que Dieu accomplisse notre joie, et puisse cette alliance porter bonheur!

— *Amen!*

— *Amen!*

On n'aurait pu mieux souhaiter. Parmi les familles de l'heure présente, la famille Saffar était encore une des mieux considérées, des plus honnêtes, des plus fortunées. Et les vieux parents craignaient Jéhovah. Et puis, la « chance » de Debourah était venue. On ne pouvait s'y opposer...

Pendant ce temps, Debourah, dans sa chambre, toute tremblante derrière les rideaux de sa petite fenêtre, laissait couler ses larmes. . Depuis que le you-you qui avait fait tressauter sa poitrine l'avait avertie que son père venait d'accorder sa main, elle sentait se faire en elle un désespoir immense, s'évanouir à jamais tout son bonheur de rêve... Oui, tant qu'aucune autre main ne s'était posée sur elle, elle avait nourri la secrète espérance que, quand même... dans un temps plus éloigné..., qui eût dit non? par quelque miracle de la divine volonté, elle

serait l'épouse de Jacob... Maintenant, c'était bien fini... Elle ne devait plus songer à d'autre qu'à l'époux qui venait à elle. Et la coutume était implacable. Elle le savait : elle n'était séparée du mariage que de quelques jours... Malgré elle, malgré sa pure conscience, la pensée de la vierge s'envolait par delà la mer, vers celui qui avait emporté son cœur...

On raccompagna M. Isaac et sa femme jusqu'à la grille du jardin. Ils s'en allèrent, ayant reçu la promesse jurée que Debourah était fiancée et que le repas de la première entrevue aurait lieu le samedi suivant...

Tout rentra dans l'ordre, la maison frémit de silence. Rabbi Éléazar fit demander Debourah et rouvrit le Zo'har.

Debourah sécha ses yeux ; elle descendit à la salle à manger, les pieds nus dans des mules dorées.

Rabbi abandonna son livre pour lui tendre les bras.

— Viens, ma fille, que je te bénisse et bénisse ce jour heureux. Un fils d'Israël, d'honorable famille, vient de te demander en mariage...

Debourah étouffa sa peine, avança vers son père, humblement courba le front pour recevoir sa bénédiction. Puis elle le remercia en lui baisant la main et lui jura de faire tout pour qu'il eût à se réjouir d'elle, qu'il la vît digne de l'époux qu'il lui offrait...

XV

Les portes des petites maisons juives s'entre-bâillent successivement... La tête de Rabbi Chloumou apparaît dans le cadre bleu des patios...

— Écoutez, pour que Dieu ne vous fasse entendre dans votre vie que du bonheur! Vous êtes priés par la señora Esther et la señora Rachelle de vous rendre à la maison de Rabbi Éléazar, le samedi de la semaine prochaine, dans l'après-midi! Vous tous qui êtes ici, petits et grands! Celui qui n'a pas d'œil, qu'il le mette de verre! Celui qui n'a pas de jambe, qu'il la fasse de bois!... Vous avez entendu?...

— Oui! oui! vocifère-t-on de toutes les lucarnes, — et cela fait soudain un tel concert que Rabbi Chloumou doit boucher ses oreilles. — Dis-leur : Que Dieu accompagne ce mariage! Que Dieu bénisse, et que...

Rabbi Chloumou se sauve. Il n'en écoute pas davantage.

Car il a beaucoup à faire. Que de petites maisons dont il a à entre-bâiller les portes pour lancer son appel, des plus éloignées, des plus reculées, des plus insoupçonnées! « Ha! lui ont dit mamma Esther et Rachelle en l'accompagnant jusqu'au seuil du jardin, Rabbi Chloumou, n'oublie personne! Ne nous attire aucune malédiction! Que les pauvres ne croient pas à notre mépris! Ne supprime qui que ce soit de cette invitation! »

Rabbi Chloumou court, et toute une volée de gamins court après lui.

— Rabbi Chloumou! Rabbi Chloumou! Regarde les yeux de lui!!!

— Regarde lis yeux di toi! s'écrie le Marocain en se retournant tout à coup et en les menaçant de deux doigts raidis vers les prunelles.

Et il ramasse sa gandourah, et prend les jambes à son cou, à travers le dédale des ruelles, qui sommeillent encore dans le matin...

Victorine, Clarisse et Clémentine sont tout heureuses de cette invitation. Ça va porter bonheur de se rendre à de pareilles fiançailles! Les mamans se consultent sur le moyen de leur rafraîchir une chemisette, de donner à teindre leurs bas en bleu ou en rose, de faire redorer leurs vieux escarpins...

— Moi, dit l'albinos après quelques instants de réflexion, j'ai un ancien bracelet de pied, que je pourrais engager, et nous descendrions demain au bazar de Bou Rennann... Il vend, paraît il, des coupons de satinette pour un franc! La rue Randon entière est à sa porte... Tout est pour rien!

— Ah! tant mieux! dit M[me] Ismaël, c'est pour notre chance... Dieu s'est penché sur nous et aura eu pitié de notre résignation. Nous allons nous ôter un peu d'ennui de dessus le cœur, pauvres vieilles qui ne voyons qu'un carré de ciel tout le jour à travers la lucarne de notre œil!...

Le lendemain, qui était jeudi, l'albinos, ayant roulé dans un mouchoir onze francs empruntés au Mont-de-Piété, M[me] Ismaël et les trois jeunes filles se rendirent au passage Sarlande, chez Bou-Rennann. Bien qu'il ne fût encore qu'une heure de l'après-midi, comme on s'y attendait, la foule se bousculait déjà autour de la porte, sous la voûte où passait un courant de sirocco. Des agents de police s'efforçaient de contenir les ache-

teurs dont l'affluence était accrue par la nouvelle de la fête chez Rabbi Éléazar... Et Paillasse, le grand Paillasse, le crieur célèbre que se disputaient tous les bazars, sous un costume flamboyant, casquette neuve sur l'oreille, sa face rouge toute ruisselante, Paillasse tonitruait :

— Entrée libre ! Venez, mes frères ! mes sœurs ! mes parents ! mes amis ! Venez vous habiller pour rien ! Tout est pour rien chez le Roi des Soldeurs !

Dès qu'il aperçut Mme Ismaël et la petite famille de la rue du Lézard :

— Entrez, mes mères ! Entrez, mes sœurs ! Celui qui n'achète pas se distrait... Tu verras un châle de crêpe et un mouchoir pour ton front, mère Ismaël, qui tiendra tout seul, sans besoin de colle forte !... Pour trente sous !... Et pour ces belles demoiselles, il y a des fichus à la Marie-Antoinette, des chemises de nuit pour le soir des noces, avec des rubans roses... à deux francs !

Puis, il s'adressa à une bande d'Espagnoles :

— Hé ! les belles Andalouses ! Hollé ! Hollé ! Entrez ! Il y a des jupons à cent cinquante volants, tout jaunes et rouges, comme le drapeau de votre pays !

— Comme le drapeau de ta mère ! grognèrent quelques matrones sous la mantille.

Mais voici qu'il distinguait quelques dames françaises, en claires toilettes... Alors, il ôtait sa casquette, arrondissait le bras, et, avec une révérence d'huissier de cour :

— Mesdames-.. Mesdemoiselles... Entrez... Il y a les soldes de Paquin et les modèles de Fémina !... Derniers cris !... Derniers silences !...

Et puis, Paillasse, le grand Paillasse se redressait. D'un geste emphatique, il dominait la cohue entière qui pénétrait maintenant par les deux porches de la voûte, avec le souffle du désert, et il avait retrouvé sa gueule nasillarde :

— Entrée libre ! Entrez, mesdames ! Entrez, mesdemoiselles ! Entrez vous habiller pour rien ! Tout est pour rien, chez le Roi des Soldeurs !...

Le Roi des Soldeurs, lui, était un gaillard, de deux mètres de haut, maigre, figure osseuse et huileuse de contrebandier catalan. Il portait une redingote de drap vert et une casquette rehaussée de l'inscription en lettres d'or : Roi des Soldeurs.

C'était ce même Bou-Rennann, misérable bohème, encore inconnu hier, qui, accoudé à un édifice de jaconats, surveillait d'un œil hautain et froid le va-et-vient de son innombrable clientèle. Il était l'homme du jour à Alger. Amateur de la roulette, la chance l'avait favorisé un soir à Monte-Carlo. Il était passé à Paris, avait acheté quelques laissés-pour-compte de dépôts, toute la collection des rossignols du faubourg Montmartre, et il était revenu ouvrir ce bazar dans le passage le plus commerçant de la ville blanche. Les pauvres habitants, chez qui ces genres de soldes ne sont pas fréquents, gâtés seulement par quelques maigres déballages de colporteurs de banlieue, accouraient sans répit. Avec la réclame immense, les couleurs vives que le malin avait su choisir, les prix dérisoires, la chaleur, avec Paillasse, les gens devenaient fous. On ne rentrait plus chez soi. Hommes et femmes attendaient leur tour devant la porte, en mangeant un beignet arabe... Les agents de police suaient sang et eau sous leur casque blanc et leur uniforme à boutons d'argent pour tasser tout ce monde, étouffer les disputes qui ne tardaient pas à s'élever entre Mouquères et Espagnoles... Mais Bou-Rennann savait encourager les « hommes de la loi. » De temps à autre, il venait leur passer une main de velours dans le dos et les invitait à boire un verre d'anisette coupée d'eau glacée sur le comptoir du café voisin. Ce qui les remettait aussitôt de bonne humeur...

Et Bou-Rennann avait une manière toute différente, bien originale, de faire encore de la réclame. Dans une calèche découverte, capitonnée de blanc, traînée par deux coursiers arabes, il se promenait, aux heures de brise fraîche, avec sa dernière femme, superbe et nonchalante sous une toilette très décolletée, alourdie de bijoux, un grand chapeau à plumes lui retombant sur l'épaule. Et lui, toujours sous son habit vert, une main à la poche, tirait, tirait des poignées de sous qu'il lançait à toute volée sur son passage. Petits cireurs kabyles, petits Juifs, marmots européens se ruaient sur la proie, puis couraient après la voiture en criant : « Vive, vive le Roi des Soldeurs ! » Et l'attelage, suivi de cette escorte tapageuse, faisait le tour de la capitale...

Huit jours plus tard, cette femme, qui s'était crue reine, se voyait dépouillée de sa toilette, de ses bijoux, voire de son grand chapeau à plumes. Et le gaillard avait fui, plantant la belle

désenchantée sur le trottoir... Il avait déjà visé une autre victime, parmi les affriolantes cigarières, avides de clinquant, qui peinaient tout le jour à la fabrique Mélia, pour trente sous, juste de quoi nourrir leur houppe de poudre de riz et renouveler leurs larges peignes d'écaille... Le Roi des soldeurs s'en allait trouver un vieux juif marocain et moyennant trois pièces de cent sous, il recevait clandestinement avec sa nouvelle élue, de ce rabbin bénévole, la bénédiction du mariage...

Et chaque jour, devant le bazar, aux cris de Paillasse, venaient s'ajouter les cris et les pleurs de ces pauvres filles abandonnées, que suivaient les vieux parents, les petits frères... Le Roi des Soldeurs les regardait impassible, puis, d'un geste, les faisait balayer par les agents toujours dévoués à son service... Tandis que Paillasse vociférait de plus belle, pour couvrir le tumulte des protestations et des injures :

— Entrée libre ! Entrez, Mesdames ! Entrez, Mesdemoiselles ! Entrez vous habiller pour rien ! Tout est pour rien chez le Roi des Soldeurs !...

XVI

Un violent coup de sonnette fit sursauter M. Edmond, encore couché dans son lit clair, au ciel vert pomme, songeant à l'entrevue avec « la plus belle fille d'Alger » qui devait avoir lieu le lendemain. Et soudain, il entendit la voix de M[me] Parienté... L'entremetteuse demandait M[me] Saffar en frappant sur ses genoux ! Des pas dans le couloir... En quelques mots étouffés, M[me] Saffar faisait la leçon à la vieille Miriem.

— Dites que nous sommes sortis... absents pour quelques jours...

Lorsque la servante revint accomplir la commission, ponctuellement, avec son sang-froid habituel : « Mes patrons sont sortis, M[me] Parienté, absents pour quelques jours... » l'entremetteuse laissa éclater sa colère. Elle daigna adresser la parole à la domestique. Les deux poings sur son gros estomac :

— C'est du zoli ! Ah ! c'est du zoli, quoi y m'ont fait tes patrons hier !... Comment ! Tote le zardin Marengo plein des familiates, blances comme des têtes de céleri, qui attendaient tote le matin !...

Elle se prit à les énumérer :

— Écoute, ma fille ! Y en avait Mademoselle Trigano, belle, zolie, *man ia zine* (1) !... Y en avait mademoselle Gali-Papa !...

A ce nom, M. Edmond éprouva un frisson d'horreur. Il revit certain dragon de jeune fille, moustachue, qui exhalait quelque chose comme un parfum de sueur nègre...

— Y en avait Mlle Khnafou, une figure larze comme un pain de semoule, et vingt mille francs dans un sac, ma fille !... Et totes les familiates voulaient me manzer, à moi ! « Té ti f... de nous ? y me dit son père et sa mère. Où il est, ce monsieur Edmounn de mon soulier ? Il a tombé dans un puits, il a passé sur les arbres comme un zoizeau, il a pris l'tomobile ? — Attends ! Tot à l'heure y vient, à présent y vient ! Tot à l'heure y vient, à présent y vient ! — Personne y l'a venu ! Pas un mouche y l'a volé !...

Et Mme Parienté fit claquer l'ongle de son pouce à ses canines... Elle tourna les talons, d'autant plus exaspérée qu'elle ne trouvait pas d'écho en la vieille Miriem, qui l'avait écoutée avec une attention très vague, hochant la tête... Elle s'éventa furieusement, puis rouvrit la porte elle-même et jura qu'elle ne remettrait plus les pieds dans cette maison, même si on venait la « prier à zenoux, pour cette familiate des Saffar ! »

XVII

Ce samedi se leva radieux. La rangée des luxueuses maisons du boulevard de la République s'étalait dans la lumière. Une prodigieuse activité grouillait le long du port... Sur la mer, d'un bleu plus intense, les grands navires appareillaient pour la côte marseillaise...

Chez Rabbi Eléazar, cependant, on dressait déjà la table des fiançailles. Au milieu du jardin, à l'ombre d'un citronnier des quatre saisons, rutilait la nappe aux broderies massives avec l'argenterie damasquinée d'or. Le pâté de cervelle garni de tranches de citron, les feuilletés-losanges grésillaient tout doucement dans le four à charbon de bois, répandant un fumet délicieux... Fathouma, en pantalons neufs et foulard rose, — cadeau que lui avait toujours promis Rachelle pour le jour qu'elle fiancerait sa fille, aidait avec gaîté. Esther et Rachelle avaient revêtu

(1) Oh ! quelle beauté !

leurs robes de brocart à plastron d'or et se disposaient à recevoir les hommes qui reviendraient ensemble de la synagogue. Un bel air de fête animait la maison.

Car à mesure que la nouvelle se répandait dans la ville, la famille d'Éléazar et Eléazar lui-même n'entendaient dire que du bien de M. Edmond Saffar, — garçon poli, distingué, à qui on ne connaissait aucun vice, jouissant d'une très belle fortune... Il était seulement un jeune homme du siècle, éloigné un peu de la loi de Moïse. Mais on ne pouvait tout exiger...

Debourah, en déshabillé du matin, assise sur ses petits matelas, dans sa chambrette déjà ordonnée, lisait et relisait attentivement un menu livre qu'elle avait trouvé à son réveil contre le bord de sa malle, mis en évidence sans aucun doute par la main de son père...

Tu embrasseras la main de tes beaux-parents, tous les soirs et tous les matins...

Tu n'iras point te coucher sans leur ordre...

Tu n'exciteras pas ton mari contre les siens...

Ton bain sera pris ponctuellement,

Tous les quinze jours avec la tebila,

Pour que tes enfants soient saints et dans la protection de l'Éternel...

Aucun autre homme tu ne regarderas,

Sortant de la tebila, fais qu'à la porte du bain soit un petit garçon d'Israël,

Pour que tes yeux ne rencontrent que pureté et innocence,

Voile ta face jusqu'à ta maison afin qu'aucun homme ne te désire étincelante...

... Tout à coup, la grille du jardin s'ouvrit. Rabbi Eléazar, habillé d'une toge blanche, parut, suivi de M. Edmond et son frère. Les jeunes hommes portaient chacun une magnifique gerbe de roses, de narcisses et de mimosas.

A leur vue, les femmes et Fathouma poussèrent des you-you. Eux s'arrêtèrent un instant... quelque peu surpris... puis très émus, vinrent au-devant d'Esther et de Rachelle, qu'ils embrassèrent avec effusion.

— Que Dieu vous protège, mes enfants, et protège ce jour de bonheur!

Et on les conduisit sous le citronnier, près de la table.

— Asseyez-vous, mes fils, pria mamma Esther.

On leur demanda des nouvelles de leurs parents. Ils répondirent, en remerciant...

Rabbi Chloumou, aussitôt, étalait les « bouquets du marié » en des vases de cuivre qu'il avait disposés sur la grande nappe.

M. Edmond et son frère demeuraient encore tout saisis de cette émotion qui les avait enveloppés dès le seuil, en présence de la vieille demeure, blanche et mystérieuse, que l'âme du maître abritait comme une aile. Ils admiraient les deux femmes de Rabbi Eléazar, qui étaient venues s'asseoir à leur tour. On les eût dites deux sœurs, tant leur costume, leur parler, leurs manières, se ressemblaient, encore que leur physique apparût bien différent!... Et cette table qui brillait sous l'ombrage disait l'intimité des réunions familiales, simple à la fois, rustique et riche, avec ses vases anciens, sa vaisselle à gros filet d'or, ses bocaux aux couleurs vives, et les fleurs que Chloumou le simple étalait en leur abondance, sans artifice aucun... Ils se sentaient gagnés bientôt par cette harmonie qui embellissait les êtres et les choses, sans qu'ils eussent pu tout d'abord la définir exactement...

En attendant le repas, Éléazar invita ses jeunes hôtes à venir faire le tour du jardin, à prendre connaissance de la villa.

Debourah, au bruit des you-you, s'était redressée. Son cœur se prit à battre, à battre, d'une appréhension dont elle n'avait jamais connu la violence. Le petit livre s'échappa de ses mains. Pâle, elle chercha un appui sur ses oreillers.

— Mon Dieu! supplia-t-elle, donne-moi l'émotion pure et sainte du mariage!

Le tour du jardin s'était fait sans que les trois hommes eussent échangé une parole. M. Edmond et M. Henri feignaient d'admirer les fleurs et le ciel... Par intervalles, chacun risquait un œil dans la direction de la maison, épiant en réalité si la belle Debourah n'arrivait pas pour se joindre à eux... Edmond, le cœur tourmenté du délicieux imprévu, espérait à toutes les minutes voir sa future femme apparaître au détour d'une allée... Mais on se mit à table, et personne de plus ne s'annonça. Rabbi pria les deux jeunes gens de s'asseoir à ses côtés, mamma Esther et Rachelle s'assirent en regard, comme à leur habitude. Et point de couvert pour un autre convive...

Rabbi emplit son verre pour le Kidouch et se leva. Les deux

frères suivirent son exemple, — recommandation que le père avait pris soin de leur répéter, comme ils quittaient la maison. Tout de même, ils demeuraient fort étonnés que Mlle Debourah ne fût point encore là...

« En retard à sa toilette, probablement, » pensa le fiancé. Il espérait voir la jeune fille après la prière...

Rabbi éleva sa voix puissante sous le citronnier. Une note de bonheur éclata en lui. Pour la première fois, depuis bien longtemps, il chanta.

Et de l'entendre, de là-haut, l'âme de Debourah se fondit d'ivresse. C'était comme aux heureux soirs d'autrefois, en compagnie du talmudiste... Les nuances de la voix paraissaient les mêmes, et les variations du cantique...

— Mon père est heureux, se dit-elle. O mon Dieu, c'est tout ce que je puis te demander !

On servit les plats exquis, accommodés avec tout l'art algérois. On parlait peu. On apercevait, là-bas, Rabbi Chloumou et Fathouma qui se taquinaient devant la porte de la cuisine... De temps à autre, mamma Esther se levait de table, pour emporter une part des mets qu'elle venait de découper : une aile de poulet, une tranche de pâté de cervelle, des pâtes safranées garnies de boulettes et de poichiches... Et voici qu'à mesure, l'angoisse de M. Edmond grossissait. Les délicieuses bouchées s'arrêtaient à sa gorge... Il était sûr maintenant que mamma Esther emportait la part de Debourah, pour la servir chez elle.

« Qu'avait-elle, mon Dieu ?... Malade ?... »

La question brûlait ses lèvres. Sur ces visages tranquilles et fermés, il essayait, en vain, de lire le mot du mystère... Et la vieille mamma reparaissait, avec le plat intact, qu'elle déposait auprès d'elle, sans rien dire... Elle jetait un regard imperceptible à Rachelle, qui hochait légèrement la tête. C'était tout. De la jeune fille, il ne fut point question. Son nom même ne fut pas prononcé. M. Edmond désespérait de la connaître aujourd'hui...

A la fin du repas, mamma Esther avait disparu pour la troisième fois. Rachelle passa les amandes vertes et les grenades au sucre. M. Edmond remercia à peine...

Mais soudain, son visage s'empourpra... Son regard se tendit, plus lumineux... Il demeura figé de surprise...

Là-bas, de l'extrémité du jardin, une apparition venait à eux : Debourah, moulée en une robe de satin blanc, brodé d'or, aux longues manches de mousseline, sa chevelure noire en torsade autour de la tête, des mules bleues à ses pieds... Elle avançait à pas mesurés, ainsi que l'exigeait la coutume, au bras de mamma Esther... Les regards inclinés, l'émotion, la pudeur rosissant son visage...

Pour fond, l'apparition avait la mer, et le soleil se jouait sur elle à travers les feuilles...

Tout ce qu'on avait dit à M. Edmond de sa fiancée lui parut alors bien pâle, bien terne encore... Non, il n'avait point imaginé pareille splendeur... Et ce n'était plus de Rabbi Eléazar qu'il s'intimidait maintenant, mais bien de cette reine qui venait à lui, se demandant s'il oserait lever le regard vers elle, lui dire jamais son amour...

XVIII

Le hammam du Sultan a été loué trois jours à l'avance. Toute la ville attend cet après-midi du bain nuptial, pour venir admirer la splendeur de la fille d'Éléazar et l'apparat d'une vraie noce juive, comme il s'en fait de plus en plus rarement. Les places sont retenues à prix d'or, et le gros propriétaire mozabite rit par les yeux.

« Allah fasse que dix Juives comme celle-là se marient dans l'année, et en route pour le M'zab avec mon outre pleine ! »

Voici que le hammam est comble. Les familles pénètrent sans discontinuer. Autour de la grande vasque centrale, dans le demi-jour que tamise un dôme de verre, les arcades présentent un rare spectacle. Debourah est assise au milieu, en un costume de satin rouge broché d'or, sa chevelure dénouée, sa gorge ceinte d'un collier de topazes. Et de part et d'autre, la longue rangée de ses compagnes s'étale pareillement habillées. A leurs cheveux scintillent des diadèmes, les bras nus sont chargés de bracelets aux incrustations de rubis, les chevilles ornées de khelkhal.

Une servante distribue des guirlandes de jasmin. L'air s'échauffe. Sous ces voûtes, il y a une sonorité, un prolongement des bruits qui tient du rêve... L'orchestre de la savante

Yamina soupire, dans l'ombre de quelque galerie de mosaïques... La mariée se dispose à passer dans la salle chaude.

Mlle Azoubib et Mlle Lebhar vont offrir leur bras à Debourah, quand Clarisse et Clémentine se précipitent et recueillent la misva si longtemps convoitée d'accompagner la mariée jusqu'à son bain. Elles sont si fières, les pauvres petites, et se croient des droits sur la mariée, parce qu'elles sont les sœurs d'un talmudiste et que ce talmudiste fut l'élève préféré de Rabbi Éléazar.

Dans la chambre chaude, les grands murs ruissellent. La vase grimpe autour des piliers. Un glou-glou résonne dans les bassins de granit. Et un jour plus pâle, une vapeur environne tous ces beaux corps à demi nus. La mariée est délestée de son lourd costume. On la drape d'une simple fouta lamée d'or. Elle reçoit à la main un cierge allumé. Et tandis que l'orchestre, là-bas, susurre une manière de litanie, fronts baissés, souffles contenus, le cortège se dirige vers la piscine sacrée.

Debourah descend les petites marches de marbre glissantes en tremblant un peu. Mais le mecvé ne lui fait point peur. Elle a assisté, chaque mois, à l'ablution prise par sa mère ici-même, régulièrement et rigoureusement, ainsi que l'ordonne la Thoura. Maintenant Debourah, comme une fée des eaux, diminue dans le bain purificateur... Alors, le chant des vierges s'élève, doux comme un chant de synagogue, disant les grâces :

— *O Debourah! Toi la plus belle et la plus douce... Tu resteras pour nous l'exemple des mariées vertueuses... Nous jurons de te suivre dans le chemin du devoir... Sois bénie! Sois bénie! Sois bénie!...*

XIX

Minuit. Une symphonie de violons et de guitares se propage à travers l'Allée des Mûriers. Et déjà les cris retentissent :

— Ouvrez-nous les portes! Nous venons prendre la mariée! Donnez-nous notre fille!

Et le refrain monte par intervalles, dans la sonorité des campagnes endormies :

Nous arrivons, ô Lumière de nos yeux!
Nous arrivons...
Que Dieu fasse ta joie éternelle
Et ton triomphe...

A toutes les villas du voisinage, les fenêtres s'éclairent. Des têtes se meuvent enveloppées de fichus. Et des chants saluent la foule joyeuse qui passe, illuminée de torches et de cierges dorés...

Rabbi Chloumou s'est précipité pour ouvrir, toute grande, la porte du jardin. La cour est aussitôt envahie. La clarté des torches inonde les mosaïques de flots rougeâtres. Les musiciens s'appuient au mur d'une épaule, et, selon le rythme immémorial, chantent à nouveau la beauté de Debourah et sa sagesse. La cohue s'affale n'importe où, brisée par le trajet, par les cris incessants. Et des cris réclament la mariée.

— La mariée ! Allez ! Donnez-nous-la vite !

Mamma Esther, jointe par Rika la vieille camériste, s'empresse à la toilette de la mariée. Elle lui partage les cheveux en mille tresses terminées de rubans roses, la chausse d'escarpins ivoire, lui passe sa robe blanche enguirlandée de fleurs d'oranger. Elle lui étoile de paillettes d'or le front, les joues, le menton. Voici pénétrer Rachelle, les larmes déjà aux yeux. Elle vient mettre une main à la parure de sa fille. C'est elle qui sur ses épaules déploie le manteau de pourpre brodée d'or, sur ses cheveux un voile de tulle rose...

Et la camériste, s'étant penchée à la galerie de la cour, crie :

— La mariée est prête ! Venez la prendre !

Alors les you-you se lancent par fusées. Deux hommes d'entre les Habirim, à barbe grise, viennent recevoir Debourah des bras de son père. Ils lui abaissent le voile sur le visage et lentement l'aident à descendre l'escalier. Ils la mènent à un fauteuil qui vient d'être dressé parmi les cierges. Les you-you crépitent.

Tout à coup, le brouhaha cesse.

Avance vers la mariée, en se dandinant, les mains derrière le dos, Zakitou, le bouffon des mariages, un petit bossu, à mâchoire édentée, turban sur l'oreille, — emplâtré dans de larges pantalons juifs. Il dirige un index vers Debourah et se met à bredouiller en pleurnichant :

— Ma petite amie, un petit sourire pour me laisser gagner le pari de te faire rire ce soir ! Rien qu'une petite rose sur ta bouche ! Et je pourrai dégager la petite marmite de cuivre et le gilet de ma femme qui sont au Mont-de-Piété ! Ils vont se vendre demain... Et moi, avec quoi je resterai ? Ma petite amie, un petit sourire, pour que Dieu te laisse joyeuse !

Debourah, les mains croisées sur les genoux, le manteau de

pourpre ramené sur les épaules, est lointaine. Elle n'entend ni les plaisanteries du bouffon, ni les rires bruyants de l'assistance.

— Je crois qu'elle est sourde, continue Zakitou en montrant son oreille. —Un instant, son doigt contre le front, il paraît méditer. — Mais attendez. Ma femme, je connais le moyen de la faire entendre ! Je jette deux sous par terre... et ça y est : elle me répond ! Je vais essayer...

Il jette une pièce, et puis la cueille.

— Ah ouat ! Elle est plus sourde que ma femme !... Je vais l'appeler. Peut-être répondra-t-elle...

Il s'approche de l'oreille de Debourah. Une main en porte-voix contre la joue, il lui crie :

— Y a Mademoselle !

— Non, rectifie l'assistance, y a Madame !

— Pardonne, ô mariée, pardonne ! Ya Madame ! Ya Madame !

Il se retourne vers les spectateurs.

— Qui c'est qui bouge?... Le mur ?... Une statue en marbre?... Ya Madame ! Ya Madame !...

Quelques protestations commencent à s'élever.

— Assez ! Assez ! Elle est sage !

— Elle est sage ! Elle est sage ! Elle est sage ! vocifère tout le monde, battant des mains, frappant des pieds. Tu as perdu, Zakitou, tu as perdu !

Et maintenant, on honore la dignité de Debourah ! Chacun loue la belle attitude qu'elle a su garder devant les pitreries de Zakitou, qui n'ont été qu'une épreuve...

Zakitou s'éloigne boudeur.

Les torches se rallument. Le cortège s'organise à nouveau. La musique et les chants reprennent. Un formidable concert de you-you. Précédée de l'orchestre, la foule repasse la grille du jardin. On emmène Debourah qui pleure à chaudes larmes...

Longtemps la musique, les voix, les cris joyeux se propagent, puis diminuent entre les mûriers. Dans la maison soudain silencieuse, Rachelle, Esther, Rabbi Éléazar demeurent penchés à la balustrade de la cour, pleurant doucement leur fleur déjà partie...

XX

Dans le grand salon du boulevard est réunie une société des plus brillantes. Au piano, Mademoiselle la Lauréate du Conservatoire, le grand premier rôle de l'Opéra, sous de riches robes claires, se concertent pour une mélodie des *Huguenots*. Les jeunes hommes et les jeunes filles s'entretiennent avec Mlles Saffar et M. Henri de la soirée dansante qui va être donnée, de l'orchestre municipal que l'on attend, des amis, des personnalités marquantes qui ne manqueront point de répondre aux invitations. Des femmes, aux grands traits hébraïques, ou au mince profil de Françaises, prodiguent la nudité de leurs épaules et l'éclat de leurs bijoux. Des enfants court-vêtus, robes ciel ou rose, les cheveux taillés à la Ninon ou bouclés d'une main artiste, se poursuivent avec des rires à travers les pièces, et jusque sur le balcon, dans la lumière de quatre heures. Mme Saffar, en toilette empire de soie mauve, un éventail de plumes à la main, évolue d'un groupe à l'autre avec son plus gracieux sourire. Quant à M. Isaac, ayant abandonné son solide fauteuil aux élégantes, on le voit appuyé, debout, au cadre de l'une des portes. Les jambes croisées, il fume son éternel cigare, et il contemple, avec des yeux noyés de bonheur, la belle Debourah et son fils aîné.

Ils sont assis côte à côte, tout au fond du salon, sur de hauts sièges dorés. M. Edmond serré dans un habit noir, à la coupe parfaite, extrêmement ému ; Debourah, vêtue encore de sa robe à fleurs d'oranger, immobile, pâle, angoissée. Un voile aux reflets d'or unit leurs têtes ; ils attendent l'heure de la bénédiction finale...

— Voilà les rabbins ! annonce tout à coup la vieille servante Miriem.

M. Isaac, troublé, disparaît aussitôt vers le corridor. On entend un bruit de pas réguliers. Puis un échange de saluts... Des voix mâles... Accompagné de ses élèves les talmudistes, Rabbi Éléazar, pour la première fois, pénètre dans le salon des Saffar.

Il voit cette agitation luxueuse, profane, alors que les réjouissances devraient être terminées, et que cette cérémonie de la bénédiction n'est plus qu'une formalité simple, intime, presque

austère. Ses yeux courroucés rencontrent toutes ces femmes à demi nues... Il détourne franchement la tête. Les talmudistes ont ébauché une timide révérence ; le regard bas, ils suivent leur maître qui se dirige vers les époux.

Mamma Esther et Rachelle sont également venues pour assister à la bénédiction. La maîtresse de maison les reçoit de manière très affable... Néanmoins, elles se sentent immédiatement étrangères à cette société. Gênées aussi de leur costume traditionnel au plastron d'or, du châle de crêpe et du foulard qu'elles se trouvent seules à porter. Elles comprennent qu'elles font tache dans ce salon européanisé... Puis elles aperçoivent Debourah là-bas, déjà lointaine sous la possession de ce nouveau maître... Le contraste les saisit. Elles voient, clairement, la distance qui les sépare de M. Edmond dans son cadre et son entourage... Alors, elles n'osent plus avancer vers leur fille chérie pour l'embrasser... Elles s'asseoient sur les premiers sièges venus, près de la porte, se serrent mutuellement, prenant le moins de place possible... Tristes soudain, le cœur empli d'angoisse pour l'avenir.

Mme Saffar et ses filles ne sont point fâchées de la discrétion d'Esther et de Rachelle. Effectivement, elles rougissent de ce costume national, que ne portent plus que les gens de province, les vieillards, les familles « arriérées. » Aussi ont-elles pris leurs précautions. Elles ont décidé de recevoir parents et quiconque se présenterait sous ce costume dans le petit salon rose des jeunes filles. Elles les feront servir là. Ces Juifs seraient ridicules dans une assistance où l'on coudoiera l'adjoint au maire, peut-être le maire, l'administrateur de Miliana, le directeur du Crédit Foncier...

La vieille Miriem monte la garde. Dès que, par la porte de sa cuisine entre-bâillée, elle voit pénétrer un visiteur vert-bouteille ou café-au-lait, elle accourt le tirer d'un pan de son burnous. Et tout bas :

— Par ici ! Par ici ! lui souffle-t-elle en désignant le petit salon rose...

Dans le salon, un mouvement s'est produit. Debourah et son mari se sont levés, leurs fronts toujours unis sous le voile...

— Chut ! ordonne Rabbi Eléazar en élevant un doigt impérieux vers le piano.

Les artistes, surpris, interrogent :

— Qu'y a-t-il?

M. Henri leur murmure :

— On va bénir les mariés.

Les invités, pour la plupart ignorants des coutumes juives, se groupent curieusement autour des époux.

Rabbi et ses disciples ont revêtu leurs écharpes de soie blanches. Et soudain, en chœur, ils entonnent les *Proverbes* de David. Les voix montent, chaudes, puissantes, dans le silence qu'interrompt seulement la rumeur du port...

M. Edmond a pris doucement la main de sa femme. A l'index droit, il lui passe l'alliance de famille, une émeraude et un saphir croisés, symbole de l'union des cœurs. Rabbi Éléazar fait circuler de bouche en bouche un verre du vin sacré. Mamma Esther, Rachelle et la vieille Miriem poussent quelques you-you craintifs. Tandis que les Juifs, dans le salon des jeunes filles, s'exaspèrent...

XXI

Tout à coup, au fond de la salle, une grande porte vitrée, dissimulée sous des tentures, roule ainsi que d'elle-même, et une nouvelle salle, immense, s'unit à la première en une déconcertante féerie. Les lustres électriques mêlent leurs feux. A travers un voile de gaze, sur des crédences de verre dépoli, s'étalent un repas froid, des confiseries, des carafons colorés, parmi des gerbes de nénuphars et de roses. Des valets circulent. Et d'un groupe de plantes vertes, comme du milieu d'une oasis, un orchestre exhale une valse lente qui rapidement enveloppe les gens et les choses. Mademoiselle la Lauréate saute à son piano. Les hôtes de marque, que l'on attendait, sont exacts. Un beau et jeune domestique les annonce cérémonieusement, en appuyant sur les titres et les particules.

Et voici qu'il est question, entre Mme Saffar, ses filles et quelques amis, que la mariée doit ouvrir le bal. M. l'Administrateur de Miliana ferait un somptueux cavalier, en son habit bleu tout rehaussé de palmes d'argent. M. le fils du Commissaire général est d'une exquise élégance... Avant tout, il faudrait délester la mariée de son lourd manteau, lui raccourcir la traine, lui dégager tant soit peu les épaules...

Mme Saffar avance pour confier ces quelques indications à

Debourah, assise auprès de son époux, le front recouvert du voile, les yeux toujours baissés. Mais aux premiers mots qu'elle prononce, Rabbi Éléazar, qui debout au milieu de ses talmudistes, abasourdi, examine ce changement de décor, ce dîner froid dont les éléments semblent bien rappeler des cervelas, des galantines d'une viande interdite, se tourne brusquement vers elle. Le regard enflammé, une main sur la poitrine :

— Comment, madame, lui dit-il, avez-vous osé croire que moi, vivant, j'allais permettre que l'on supprimât des épaules de ma fille le manteau sacré, et qu'un homme quelconque l'effleurât, avant que son mari n'ait posé la main sur elle?

Il s'interrompt, haletant... Il parcourt des yeux l'assistance déjà lancée dans la folle ivresse du bal. Sa face blémit. Des frémissements secouent sa barbe blanche.

Mme Saffar reste coite. De même, son mari appuyé au dossier d'un divan. Mlles Aurélie et Anaïs, sans plus attendre, fuient la salle pour ne point mourir de honte aux yeux de leurs invités. Leur jeune frère suit bientôt leur exemple. Heureusement, Rabbi Éléazar s'est exprimé en langue arabe! Debourah et son époux pâlissent, immobiles.

A ce moment, des couples approchent en valsant. Une jeune femme, de son bras nu, frôle le burnous de Rabbi Éléazar.

— Si cette soirée continue, déclare-t-il soudain, je reprends ma fille, je le jure!

Sa parole a été brutale, son accent profond.

La famille perd la tête. Mme Saffar parvient à articuler :

— Mais... monsieur... Mais... qu'y a-t-il de mal?

M. Isaac, grelottant, cramoisi, regarde tour à tour son fils, dont le bonheur est menacé, l'assistance parmi laquelle il redoute le scandale, Rabbi Éléazar, qu'il vient implorer :

— Voyons... Rabbi... Voyons... Pardonne-nous...

Mais, le jeune époux, à ces mots : « Je reprends ma fille, » a frissonné. Il sait la fermeté de Rabbi Éléazar, et que s'il en arrivait au serment dont il menace, rien ne l'arrêterait plus. L'union civile, déjà consacrée, ne lui serait qu'un bien faible obstacle... Seule doit compter à ses yeux la cérémonie de la Happa. Que faire? Doit-il hésiter entre le jugement du monde et la perte de la femme aimée? Le maître demeure inflexible. Une prompte résolution doit parer au malheur... M. Edmond se lève. Il traverse les groupes. Il se dirige d'un pas rapide vers

l'orchestre. Avec une supplication dans la voix, il lui donne congé. Un groupe d'amis aussitôt s'est fait autour de lui Il prononce des excuses. « Une cérémonie purement religieuse... Le bal vient d'être interdit... Des exigences imprévues... » Il débite cela d'un ton qui presse, le regard fuyant, le souffle bientôt plus court, qui va s'étrangler...

La musique s'est tue. A leur piano, les artistes également s'interrompent. La stupeur est générale. Et quelques instants après, c'est le tumulte, la dislocation.

Mme Saffar, morfondue à claquer des dents, raccompagne ses hôtes à mesure en leur bredouillant la promesse que, la cérémonie religieuse passée, elle leur remplacera cette soirée...

XXII

Aussitôt, les lampes électriques sont éteintes. Les valets font rouler à rebours la grande porte vitrée. La salle rapetissée devient intime.

La vieille Miriem, précédée de Rabbi Chloumou, arrive, les bras chargés de vaisselle et de nappes, se préparant à dresser la table pour un dîner chaud.

Et bientôt, vers le groupe qui entoure les époux, on voit s'avancer maître Abraham Fassina. Grand, sec, le père de Mme Saffar, le turban droit, des lunettes relevées au delà des sourcils en touffes. Une théorie de vieillards l'escorte, habillés de pantalons bouffants. Un à un, ils émergent du salon des jeunes filles, s'appuyant sur des matraques. Et à mesure, ils prennent place sur les fauteuils encore chauds des belles Roumiates, se contemplent d'un air guilleret, poussent des soupirs de soulagement.

— Ah!... comme ça, c'est tranquille!... Cette danse nous tournait la tête, avec le tam-tam de la musique des zouaves... Et nous pouvons voir devant nos yeux la mariée à la face de bonheur!

Abraham Fassina félicite Rabbi du beau courage qu'il a montré pour faire triompher ce soir le parti des traditions. Les époux se lèvent lui baiser respectueusement la main. Maître Abraham admire un instant Debourah. Puis se tournant vers ses amis :

— Hé! les vieux... Qu'est-ce que vous dites de cette mariée?...

Voilà une femme, sur qui le regard se fortifie et la parole peut se poser!

— Oui... oui... maître! répondent toutes les voix chevrotantes, soumises. Une vraie fille d'Israël...

Et voici maintenant le défilé des femmes juives, qui sont arrivées de Médéah, de Miliana, d'Orléansville. Elles avancent, dans leurs robes traînantes, aux couleurs crues, mollement nouées à la taille d'un foulard d'or. Plus craintives, toutefois... Elles vont se rassembler à l'écart. Une table leur est dressée, à gauche de celle des hommes.

A la table des hommes, les époux ont la place d'honneur. M. Saffar et M. Fassina s'installent aux côtés de Rabbi Éléazar Le reste se dispose à son gré. On déploie les serviettes. Et Rabbi Éléazar ordonne tour à tour à chacun de ses élèves, de dire un passage du Zo'har ou une anecdote des temps sacrés de Rochalaïm.

...Le repas touche à sa fin. La vieille Miriem apporte au milieu de la table un lourd plateau d'argent garni de serpentins au miel. Elle s'approche de Debourah. Tout bas, très près, dans l'oreille :

— Debourah, lui souffle-t-elle, venez. On vous demande...

Debourah, qui est demeurée silencieuse, attentive à tous les beaux récits qui tombent de la bouche des talmudistes, lève sur Miriem des regards pleins d'étonnement :

— On me demande?...

Puis elle cherche des yeux son père, afin d'avoir de lui la permission d'obéir. Mais Rabbi Éléazar a disparu. Alors, saisie d'une subite appréhension, la vierge lentement quitte la table, pour suivre la servante, qui murmure :

— O Dieu! Protège et propage cette sainte innocence!

— *Amen! Amen!* répondent les femmes!

ELISSA RHAÏS.

(La troisième partie au prochain numéro.)

M. ALEXANDRE MILLERAND

Presque arrivé au terme normal d'un voyage effectué pour la propagande de la pensée française en Argentine et en Uruguay, au milieu de l'Océan, comme j'échangeais les rigueurs attiédies de l'hiver américain avec les effluves de l'Afrique désertique, j'ai appris la démission de M. Paul Deschanel. Je n'en fus pas surpris. J'avais quitté la France à la fin de juin à un moment où était prévisible le dénouement qui est venu affliger ceux qui n'attendent pas d'en être atteints pour déplorer les disgrâces de la destinée. Je pensai qu'il était tout de même attristant de voir un long désir, qui a suivi toute une vie le même sillon, toucher au sommet en même temps qu'au déclin et s'éteindre le lendemain du jour où il a resplendi.

Mais, en même temps, j'apprenais l'élection de M. Millerand. J'avais connu son désir ardent de ne pas être candidat. Mais tout de même, je ne fus pas étonné de son triomphe. Ce n'était pas que je pusse accuser de caprice le moins versatile des esprits. Mais je savais que l'homme public ne s'appartenait pas, que l'heure commande, que le service du pays exige. Moins qu'un autre, M. Millerand pouvait, au moment où, pour des raisons différentes et autant que pendant la guerre, la France a besoin d'union, laisser se soulever les candidatures multiples dont les querelles quelquefois meurtrières entament par avance l'autorité de l'élu. Il est allé à son devoir. Je suis sûr qu'il a passé le seuil de la Maison de la France avec la même sérénité qu'il eût observée si un autre à sa place l'eût franchi. Il ne s'y était pas préparé. Mais il était prêt tout de même. C'est, en effet, le lot des hommes publics supérieurs de ne pas se donner seulement à une hypothèse de destin, de s'assouplir à toutes, en un mot d'être prêts quand vient l'occasion et de ne pas défaillir lorsqu'elle

passe. Je le connais assez pour savoir que son élection à ses yeux n'est pas une élévation. Non qu'il y ait lieu pour lui ou pour un autre de mépriser la plus haute magistrature. Mais l'ambition pour les nobles idées mieux que l'ambition pour les choses habitue l'homme politique à ne tenir aux choses que dans la mesure où elles peuvent servir à réaliser les idées. C'est son cas. Il est fier de ce qu'il pourra faire plus que de ce qu'il est.

A un tout autre point de vue que le point de vue politique, cette élection est réconfortante. Elle a la valeur d'une manifestation morale et d'un exemple. Toute une vie de labeur appliqué, la difficulté chaque jour affrontée, l'acharnement au devoir même quand il prend la forme d'une corvée, le chemin parcouru sans élan, mais sans arrêt, l'adaptation constante de la volonté et de l'esprit à une œuvre, c'est tout cela qui a reçu récemment de l'estime publique, dont le Parlement fut l'interprète, sa récompense. Il n'est donc pas vrai que la démocratie soit toujours ingrate et on ne peut toujours accuser l'injustice de ses verdicts. Il n'est donc pas vrai que ses disgrâces, — et M. Millerand en a connu et peut-être trop bravé l'éclat, — soient pour l'homme qui sait attendre sans fébrilité des disgrâces définitives. Surtout il n'est pas vrai que la courtisanerie, la flatterie, le sacrifice de la dignité comptent pour le premier titre. Si c'eût été le premier titre, jamais M. Millerand n'aurait été élu. Il a, toute sa vie, traversé les couloirs de la politique comme un boulet de canon qui n'a pas de temps à perdre, la tête baissée, ne parlant jamais, allant toujours vers un but. Il fut souvent à cause de cela taxé de dédain pour ses contemporains. Nul n'est moins dédaigneux pour les autres. Seulement ajoutez à la myopie la timidité incoercible qui accompagne ses pas. Le public a peine à y croire. Comment un homme politique, habitué aux orages de toutes les tribunes et que des milliers d'auditeurs n'effraient pas, peut-il être glacé devant un seul? Je réponds à cela : comment le causeur le plus étincelant peut-il être amené à bégayer quand il se présente devant une foule? J'ai observé chez quelques hommes politiques, rompus avec les combats de la parole, même timidité, en apparence inexplicable.

Le culte de M. Millerand, et qui fut par lui quotidiennement célébré, fut le culte de la volonté. Il en est le fils robuste. Je ne jurerais pas que sa tendresse pour elle ne l'ait pas amené

quelquefois à des résistances d'esprit qu'entamait difficilement le conseil. Mais il ne faudrait pas toujours juger sur l'apparence. L'homme qui dès le début de la vie sait qu'il doit résister aux assauts, lever le front toujours plus haut devant le péril, témoigner par la sérénité de son visage de la sérénité de son âme, s'arme de rudesse pour l'extérieur. Mais, derrière cette armature, et quand elle tombe, passé le seuil de l'intimité, on trouve souvent en lui toutes les fleurs délicates dont un jardin secret peut recéler le parfum. Il est peu d'êtres plus affables que M. Millerand, et, pour les amis proches de son cœur, d'un plus tendre attachement. Pas un seul n'a jamais pu douter de sa fidélité, et abattu, vaincu, malade, n'a attendu longtemps dans l'ombre de sa mélancolie le secours puissant et doux de ce professeur de volonté. Au milieu de la vie la plus âpre, dont, seule, une forte emprise sur lui-même lui a permis de concentrer les éléments, il eut toujours le temps d'apporter aux autres le conseil, la consolation, ce serrement de main silencieux et frémissant qui traduit toute l'émotion du cœur. J'ai sous les yeux une lettre de Jaurès, datée du 24 mars 1895, où il me parle de lui. Il faut dire que j'avais écrit à notre commun ami pour lui faire savoir combien j'étais reconnaissant à M. Millerand, de m'avoir, par une mer déchaînée, conduit, malade, en mon lointain pays d'Algérie. « J'ai traduit, me disait-il, à Millerand ce que vous m'avez écrit. Son impénétrable figure a laissé apparaître une grande joie. C'est l'homme complet : il a toutes les délicatesses et toutes les forces. »



Comment cet homme s'est-il destiné à la vie politique? Pourquoi a-t-elle exercé sur lui dès sa jeunesse un si puissant attrait? Quelles qualités l'y prédisposaient? Pouvait-il prévoir, pouvait-on prévoir pour lui, à l'heure où tant d'illusions accompagnent la vie, la plénitude de son succès? Et je ne parle pas seulement de sa récente élection. Elle n'est qu'un aboutissant sans avoir été jamais un but. Je parle de cette méthodique et longue ascension qui rappelle, selon l'image connue, la marche robuste et allègre, où il se ménage tout de même, du montagnard vers l'air pur du sommet. Eh bien! pour ceux encore qui jugent sur l'apparence, je ne crois pas que beaucoup, dès ses débuts, aient pu deviner son avenir. Je l'ai connu quand sa notoriété

était complète, exactement le 31 décembre 1891, date à laquelle je devins, au point de vue politique, son collaborateur. Je ne sus pas s'il avait eu des illusions, mais je sais qu'il n'eut jamais besoin des encouragements factices de cette délicieuse chimère qui enchante le présent au détriment de l'avenir. Il aurait pu paraître peu préparé à l'éloquence, si ceux-là avaient raison qui la symbolisent dans le rassemblement rapide des mots, qui croient qu'elle naît seulement du don, qui ne savent pas qu'elle vient aussi du labeur, qu'elle n'est rien si elle n'est pas une collaboration permanente de la sensibilité qui entraîne et de l'esprit qui la réfrène. On peut le dire, c'est du labeur que sortit sa force grandissante. C'est parce qu'il le voulait que, vers la vingt-deuxième année, il triomphait à la Conférence des Avocats, dont il fut secrétaire, — derrière M. Poincaré qui emporta la première place, — à cette Conférence redoutable (et je le dis encore après trente années écoulées, avec le frissonnement de l'émotion) qui est le plus difficile des auditoires. Il paraissait en même temps à la Conférence Molé. C'était solide et fort. Mais combien de jeunes hommes semblaient, sur la voie de la tribune, le devoir devancer! Et c'est bien là, par son propre exemple, que nous pouvons nous renseigner sur la vertu de la parole publique, sur ce qu'elle est, sur ce qu'elle peut faire, sur ce qu'elle devient.

On est généralement appelé à admirer, à l'heure de la jeunesse inconsciente, la facilité de l'élocution, son charme, sa flexible et naturelle élégance. Il n'est pas, en réalité, de présent plus funeste. En effet, d'une part, la facilité de l'élocution n'est qu'une aide passagère au début, d'autre part, celui qui en est doté est souvent incité à se croire investi de tous les dons et ne fortifie pas sa culture encore naissante; enfin, le génie de la parole, s'il est dans l'expression, est surtout dans l'ordonnance, c'est-à-dire, même quand la parole est lyrique et emportée, dans une œuvre de composition et de logique. On devient orateur. C'est un maître immortel qui l'a dit. Le génie de la parole consiste, du sein des méditations solitaires, en enchaînant les considérations et les arguments, en nouant ensemble les anneaux de la pensée sous l'action suprême d'une émotion sainte, à entrevoir l'âme de l'assistance devant laquelle l'homme seul va se lever. Le même phénomène doit se produire dans l'improvisation (à laquelle, à ses débuts, l'orateur est impropre, et pour cause), par l'habitude de la prompte concentration de la pensée

sur des sujets. Villemain a prononcé le mot définitif : « Nul n'est mieux préparé qu'un improvisateur. » L'improvisateur, en effet, parle sur les idées qu'il a longtemps portées en lui. Quant à la forme, qu'on réfléchisse qu'il suffit à un orateur d'avoir à sa disposition quinze cents à deux mille mots, qu'il lui appartient par une revision sévère de son langage d'en faire une sélection telle que le mot soit toujours propre, l'image exacte, la métaphore adéquate au fait, et qu'alors une sorte de mémoire inconsciente, quand on a coutume souvent d'y faire appel, place les mots naturellement sur les lèvres. Les mots appartiennent à tous, mais ce qui n'appartient qu'à quelques-uns, c'est la divination de ce que sera l'auditoire et la force ou la souplesse dont il faudra, vis-à-vis de lui, faire emploi.

Dans cet art de la parole, éloigné dès la jeunesse de cette facilité étourdissante qui tombe si souvent au verbiage, M. Millerand est un « debater. » Il ne parle pas, il agit. Il ne cherche pas à impressionner, mais à convaincre, ne répand pas autour de lui les grâces souvent fanées de la rhétorique, ne cherche pas à plaire, s'inquiète peu de savoir si on lui donne raison, pourvu qu'au tribunal forcément arbitraire de sa conscience, il sente qu'il ait raison. Je ne garantis pas que les événements, et encore moins les hommes, se soient toujours accordés avec son jugement. Faillible moi-même, comme tout être, je ne me charge pas de délivrer ici un certificat d'infaillibilité. Mais il y a tout de même quelque chose d'étonnant et même de grand à voir cet homme, isolé dans sa force, sur le champ du combat civique, en apparence étranger à ses émotions. Quant à sa forme, elle est mesurée et grave. Il ne revêt pas sa pensée de l'armure qui étincelle aux jours de bataille, et qui a souvent, pour l'adversaire adroit au jeu de l'escrime, plus d'un défaut. Il l'enveloppe d'un vêtement souple et fort, serré autour d'elle suffisamment pour en laisser apparaître la musculature puissante.

Et surtout, qu'on n'aille pas supposer que cette qualité de « debater, » que cet art de nouer les arguments en faisceau et d'en frapper les adversaires à la tête lui soit une habitude conquise au Barreau. C'est une erreur très répandue que celle au nom de laquelle on proclame que le Barreau prépare à la Tribune. La tribune n'a pas de pire ennemi. Qu'on daigne réfléchir en effet, qu'à la barre l'avocat doit tout dire, tout lire, pour ainsi parler, épeler toutes les lettres de son dossier, qu'il

risque de compromettre sa cause s'il tait quelque chose qui lui paraît même secondaire, qu'en un mot, il doit s'employer à une œuvre d'analyse. Qu'on daigne réfléchir qu'à la tribune l'orateur est perdu s'il abandonne la synthèse et que les dons les plus divers et l'étude la plus patiente ne l'empêchent pas de lasser l'auditoire, s'il dilue, au lieu de concentrer. La différence entre les deux formations est telle qu'il y a une règle inflexible à laquelle je n'ai vu personne échapper. Tous les hommes publics en même temps avocats qui ont emporté la faveur de la tribune, y sont montés jeunes encore à l'heure où l'empreinte professionnelle n'avait pas déjà marqué leur front. Qu'on autorise un souvenir : en 1883, le Sénat assista avec émotion au duel oratoire qui mettait aux prises, sur la question de l'expulsion des Princes, Challemel-Lacour et Allou. Ce dernier, grand avocat, maître de la parole judiciaire, avait été le chef glorieux de notre ordre. L'avocat fut brisé, comme l'arbre par l'orage, au souffle implacable du philosophe politique. L'avocat avait soixante-trois ans, et il débutait !

***

On est toujours tenté, devant une haute personnalité, de rechercher le lien intellectuel par lequel on la peut rattacher à des hommes du passé. Et quand il s'agit d'un homme de tribune, on se demande de quelle école il procède et où les éléments de son art furent puisés par lui aux heures de la jeunesse. Trois grandes éloquences parallèles, et qui, naturellement, ne se confondent jamais, descendent à travers notre histoire politique. L'une a éclaté, proche le Sinaï révolutionnaire, en paroles de flamme et parmi les éclairs, sur les lèvres de Mirabeau, de Danton, de Gambetta. L'autre, magnifique et ordonnée, torrent impétueux et qui cependant respecte ses digues, nous vient de Vergniaud, par le général Foy, Lamartine, Jules Favre, De Mun, Jaurès. Thiers a créé la souple éloquence moderne : il a fait, si on accepte cette image risquée mais exacte, il a fait de la parole le fleuret de la pensée, et des maîtres se sont formés après lui et qui sont Émile Ollivier, Jules Simon, De Broglie, Buffet, Waldeck-Rousseau. M. Millerand est d'une autre famille. Il descend d'un homme qui n'eut pas d'ancêtre et serait sans lui demeuré sans héritier. Il nous vient de Dufaure. M. Millerand remonte à Dufaure, l'avocat qui résumait le plus complexe débat en un

quart d'heure, l'orateur sans grâce et sans splendeurs inutiles qui renversait devant lui tout sur son passage. Comme le vieux maître inébranlable, M. Millerand discute, sépare, coupe, brise. Même méthode, même marche lente et sûre. Très peu d'élans, une indignation qui se commande, une force intime qui colore le front, une voix grave et profonde, même concentration redoutable autour du noyau auquel tout se ramène, même réplique formidable. Si on écoute en fermant les yeux, pour éviter la distraction, on entend craquer la thèse adverse. Je serais désolé qu'on puisse penser d'après ces lignes que l'orateur est froid. Il porte en lui la passion généreuse sans laquelle ne s'accomplissent pas les grandes tâches, et qui, pour remplir son œuvre, selon le tempérament de l'homme, se répand en élans, ou, contenue, se mue en une ténacité agissante.

Quelle misère tout de même que la parole! Quels tourments elle communique, surtout quand elle s'est éteinte et quand la lave est tarie! On ne sait pas, bien entendu, on ne sait jamais ce qu'a coûté à l'orateur le succès, même secondaire, qui fait de lui le favori d'une heure. On sait encore moins ce que lui coûte l'action et les regrets qui l'assaillent, quand enfin le silence lui est restitué, loin de la foule. A-t-on réfléchi que si l'éloquence, comme on l'a dit, est l'art le plus beau, elle est en même temps le plus précaire? Qu'on le compare aux autres! Dans les symboles de marbre où l'homme qui passe essaie d'éterniser son rêve, parmi ces peintures immortelles où la couleur et la vie, par le génie d'un seul, défient le temps, l'humanité depuis des siècles trouve les sources pures d'une admiration continue. Du cœur du grand musicien, aujourd'hui endormi loin des rythmes sonores, à travers les siècles, a jailli la sensibilité que rejoint celle de l'auditeur. Et que ne peut-on pas dire du poète? L'orateur porte en lui son œuvre. Mais qu'est-ce qu'un discours qui n'est pas prononcé? Or, quand l'orateur commence de parler, il dépend de la foule, et il doit s'imposer à elle par la lutte qui s'établit tout de suite entre son âme et l'âme collective de l'auditoire, ou bien il est perdu. Son art est donc un combat, et qu'en reste-t-il? Qui peut, après bien des années, se rendre compte de la plus magnifique harangue, et de son prestige? Il faut, en effet, pour comprendre un discours et l'admirer, se replacer par la pensée au milieu des événements qui l'ont engendré, et cette enquête rétrospective, quel esprit

peut la tenter ? Tous les discours du monde depuis Démosthène, soumis à une sélection sévère, privés de leurs scories, réduits à leurs seuls trésors, inclus dans les événements graves où ils ont surgi, tiendraient en un volume ! Et cependant, l'homme qui a parlé a donné aux autres ce qu'il a de meilleur et comme le surplus de son être !

Cependant, l'homme public a une compensation : la parole est son instrument et le résultat est son œuvre. Sous la forme périssable où elle se transmet, l'idée demeure ; et si le geste du semeur s'évanouit même avant que l'homme ne tombe, le grain n'en est pas moins entré au sillon immortel. L'homme public, par conséquent, s'il peut être désabusé par l'excès de sa sensibilité sur le lendemain de la parole, quand il a agi et qu'il a réussi, a donc la joie des résultats. Aussi bien, la parole n'est rien sans l'acte, et même elle reste vide, si elle ne sert pas à préparer ou à expliquer l'action. Elle n'est rien sans la pensée. Aussi un portrait serait vraiment une caricature, il serait pour le moins tronqué, si l'on ne recherchait pas dans l'homme public les origines de ses opinions et ce qu'elles furent. Au seuil d'un tel examen psychologique, il est bien difficile d'écarter les influences qui ont pénétré un esprit et de négliger l'apport dont elles l'ont doté. Serait-ce diminuer une personnalité que de retrouver les liens qui la rattachent à des êtres d'élite ? Au contraire, car un homme digne de ce nom ne se contente pas de recevoir, il donne, il enrichit et agrandit le champ sacré, il ajoute, il adapte, il modifie, il conquiert, il fait à son tour une œuvre originale, héritier qui répudie la passivité du successeur.

Les deux hommes qui paraissent avoir eu sur l'esprit de M. Millerand la plus grande part d'influence, — autant que cette volonté souvent raidie ne s'est pas repliée sur elle-même à l'approche des effluves, — furent M. Clemenceau et Waldeck-Rousseau. Il faut rendre à M. Clemenceau une justice, cette justice qu'il ne tint pas toujours égale pour ses contemporains dans ses balances souvent arbitraires. Il n'a jamais redouté la rivalité de l'intelligence et du talent ; jeune lui-même, et loin d'être à l'apogée de sa célébrité, il a appelé auprès de lui les jeunes hommes, qui, alliés à ses idées, lui paraissaient capables d'action. Cet homme qui jugeait si vite, s'est, dans cette sélection, rarement trompé. De cette sélection, vers 1882, fit partie

M. Millerand, encore jeune avocat; mais il ne devait pas tarder, vers 1889, tout en restant l'ami de l'homme, à se libérer de ses serres redoutables. J'imagine volontiers que cet esprit réalisateur, en quête des résultats, dédaigneux des discussions irritantes, et cela dès sa jeunesse, ne dut pas se complaire longtemps au contact de cet esprit vif, virulent, vigoureux, impétueux, et avant la grande épreuve qui illumina le soir de sa vie, un peu négatif. M. Millerand fut peut-être fatigué de voir pratiquer tous les trois mois par un opérateur cependant supérieur, et contrairement aux prescriptions du Code Pénal, l'autopsie des ministres vivants. Dès 1889, avant d'avoir trente ans, M. Millerand se présentait sous sa physionomie propre. Mais le long contact avec l'homme complexe et surprenant lui avait permis de fortifier en lui une qualité : la décision du chef sur le champ de bataille parlementaire. Dans l'opposition, M. Millerand fut un merveilleux stratège. Nul n'a plus vite aperçu à travers le lorgnon du myope les faiblesses d'un ministère ou d'un parti et plus promptement profité d'une faute. Nul n'était plus apte, au soir d'une séance mouvementée, et où quelquefois ses amis par de généreuses ardeurs avaient engagé trop imprudemment la lutte, à apaiser, à préciser, à ramener le débat aux principes, à conclure. Son œuvre parlementaire ne fut pas d'ailleurs tout entière dans des interventions de tribune, car elle serait vraiment trop mesquine. Je dirai tout à l'heure quelle fut dès l'origine l'orientation invariable de son esprit.

M. Millerand se rencontra en 1899 avec l'homme remarquable que fut Waldeck-Rousseau. Celui-là eut sur son esprit une influence presque décisive, sans que ce qu'il y avait d'original dans l'homme ait disparu. Cependant, si deux hommes semblaient créés pour ne pas se comprendre, même ne jamais converser ensemble, c'était bien ces deux parlementaires également timides. Et je crois qu'ils auraient bien pu faire le tour du monde de conserve sans jamais daigner ouvrir la bouche. Waldeck-Rousseau était sûr de lui, maître de lui, de sa parole, de son âme, portant un masque de froideur qui voilait mal, pour celui qui sait regarder à travers les yeux, l'émotion contenue. Il savait ce qu'il voulait, où il allait, et, ayant arrêté son plan, il s'y tenait. Quelle merveilleuse lucidité! Quel art supérieur qui effaçait la difficulté! M. Millerand fit près de lui, en des temps troublés, l'apprentissage du gouvernement. Waldeck-

Rousseau avait deux formules, — si on veut, deux principes, — qui exprimaient bien, non pas sa politique, mais la politique : « Il suffit d'avoir raison, l'heure vient toujours où on le reconnait; » et puis : « Ce que le peuple ne pardonne pas, ce sont les fautes qu'on lui a laissé commettre. » Au contact de ce souple et viril esprit, dont les fines nuances dans la pensée et dans la parole n'empêchaient pas que la chaîne en fût tissée de pur acier, M. Millerand, à la quarantième année, a appris, sans copier le modèle, en s'en inspirant pour saisir le profit de l'expérience avec ses qualités propres, l'art de gouverner les hommes.

Il aime, par-dessus tout, la clarté dans les situations, et à ses risques, souvent en se portant dommage, il définit sa pensée avec quelque rudesse. Il ne recherche pas cette popularité secondaire qui n'est qu'une monnaie grossière, et si sa main avait jamais été tendue, ce n'eût pas été vers un autre salaire que celui que paie le devoir accompli. Il dit ce qu'il veut dire. Est-ce un bien? Est-ce un mal? Notre âme latine n'aime-t-elle pas mieux le charme? La souplesse qui enveloppe, et qui, par des circuits, finit par arriver au but, vaut-elle politiquement, et si elle vaut à ce point de vue, vaut-elle moralement plus que la force qui va devant elle? La marche ainsi comprise ne conduit-elle pas à heurter les âmes, même les plus propices, et ne méprise-t-elle pas trop les impondérables? Mais la souplesse excessive ne conduit-elle pas quelquefois au chemin des concessions irrémédiables? On en dissertera longtemps. La perfection voudrait l'emploi, par la même main, selon les cas, des deux méthodes. Et les sceptiques, à qui rien n'est sacré, déclareront qu'après tout, un système succédant à l'autre crée l'équilibre dans le temps. Sans y croire, ils acceptent ainsi l'hypothèse de l'Éternité.

M. Millerand a toujours aimé la politique, la politique réaliste. Dès 1889, il s'adonnait aux débats financiers et économiques, et recherchait la discussion souvent aride où sa parole, marquant chaque argument d'une empreinte, ne s'égarait jamais. Il fut un des premiers, le premier peut-être au Parlement, à se pencher sur les revendications des travailleurs, à les dépouiller, s'il était nécessaire, de leur outrance, à les réduire au juste, et à les traduire non seulement par des discours d'une portée généreuse, mais par des actes. Il est certes un fils de la Révolution, mais il se tient assez près de la Révolution de 1848 dont, bien entendu, aidées par l'expérience, ses mains ont rejeté les sublimes naïve-

tés. Presque toutes les lois sociales ont gardé son empreinte. La loi des retraites ouvrières que, comme ministre en 1900 il prépara, que comme Président de la Commission il fit voter en 1906 à la Chambre, qui est celle que j'ai recueillie de ses mains, et fait voter modifiée en 1910 au Sénat, fut son grand acte. D'autres lois vinrent de lui, et surtout ce projet d'arbitrage, qui le jour où la conscience ouvrière l'acceptera, pourra en garantissant les droits de chacun, épargner à la paix publique de pénibles ruptures. Je ne l'engage pas en disant qu'aucune idée ne l'effraie; mais l'ordre, la méthode, la légalité, ce qu'il appelle les paliers successifs, doivent être, avant toutes choses, garantis.

C'est ainsi que sans courtisanerie vis à vis de la foule, il a pu remplir pendant trente-cinq années ininterrompues, à la mesure de ses forces, son œuvre. Le peuple vaut mieux que ce qu'on en dit, ou que ce qu'il montre quelquefois lui-même. Après de provisoires disgrâces, il revient à qui lui a dit la vérité, si la clémence de la vie permet à celui-là d'être encore debout. Aux moments où, par le jeu de la politique, M. Millerand paraissait affaibli, j'ai souvent entendu de vieux ouvriers dire : « Tout de même, c'est un réalisateur. » A l'heure présente où des difficultés sociales peuvent s'entasser sur notre route, quoique nous ayons la joie de constater le calme de la France, un homme qui a exploré tous les problèmes sociaux et qui connaît la psychologie du travail sera, et d'autres raisons l'indiquent aussi, un guide pénétrant.

Cette élection récente ramène l'attention sur l'élection présidentielle en général, et peut-être, sans se hausser présomptueusement au rôle de l'historien, peut-on, après des expériences multiples, envisager l'emploi que la démocratie a fait depuis cinquante ans de l'arme redoutable de sa souveraineté. Je trouve qu'il est admirable qu'un Président disparu, un autre soit élu dans le silence général, dans la paix publique, et que, si des rumeurs ou des polémiques ont accompagné le candidat au seuil du pouvoir suprême, tout s'apaise dès qu'il est élu. Le cri de l'ancienne France poussé au chevet du Roi mort : « Le Roi est mort, Vive le Roi! » cette sorte de saisine politique et historique se continue à travers les progrès des Révolutions, et s'applique à nos chefs élus. D'autre part, interprète de la volonté populaire, le Parlement, la plupart du temps, a su s'appuyer à l'âme du pays et élire l'homme nécessaire. Il en est aujourd'hui

ainsi. Aux heures douloureuses de la liquidation de la guerre, pour veiller au relèvement de la France, alors que l'horizon du monde est encore coupé par les éclairs, le Parlement a choisi M. Millerand.

Le Parlement a donc eu le souci de porter son choix sur un homme qui avait déjà pris des responsabilités sans nombre, et qui, comme c'est l'honneur de la vie publique, avait suscité autour de lui, par son indépendance de pensée, le cortège des critiques quelquefois nécessaires. Est-ce simple coïncidence? Ce choix, au contraire, montrerait-il en lui la trace du génie propre de notre race, si prompte à saisir, à comprendre, à discerner? Le Président de la République ne porte pas de responsabilité constitutionnelle, ce n'est là qu'une absolution négative. Pour son honneur il porte en lui le tourment des responsabilités morales, et ce n'est pas la lecture austère de la Constitution qui suffira à lui donner le calme au jardin Élyséen. Au contraire des responsabilités politiques qui sont évoquées devant un Parlement auquel on parle, auprès duquel on peut faire appel, les responsabilités morales sont appréciées par l'Histoire, — qui s'écrit sur les tombeaux. Pour supporter ces responsabilités, l'intime connaissance des autres mêlées elles aussi aux tourments de la conscience n'est pas inutile. Le Parlement l'a pensé. De concert avec ce Parlement qui a, lui aussi, ses responsabilités politiques et historiques, qui a prouvé au temps de la guerre qu'il était capable de les porter, dans l'accord des volontés et des consciences, M. Millerand saura mettre à la disposition de la Patrie en des heures graves sa force d'âme et d'esprit — et aussi la force de son cœur.

René Viviani.

UNE ANNÉE EN RHÉNANIE

1er septembre 1919.

J'ai pu gagner Mayence sans vraiment m'apercevoir que je traversais une frontière et pénétrais en terre ennemie. A Wissembourg, il y a bien des petits chasseurs qui passent dans le train pour examiner les sauf-conduits, mais ils font cela si galamment que nul n'y prête attention. A Winden, un gros douanier bavarois est entré dans mon compartiment, mais il a souri lorsque je me suis soulevé pour lui montrer ma valise, et, d'un geste, m'a fait comprendre que mon effort était inutile. A Mayence, c'est un Rhénan, qui, en excellent français, m'a indiqué mon chemin pour gagner l'office des renseignements. Là, en quelques instants, un commandant complaisant m'assure appartement et pension. Dans les rues, une foule joyeuse circule. Au cercle militaire, civils, femmes, enfants, s'attablent auprès des officiers. En la brasserie où l'on me mène, un Mayençais s'empresse de me faire place.

En quelle ville française, en ce temps-ci, un Français serait-il donc mieux accueilli?

6 septembre 1919.

A la fin du dîner, une grande rumeur qui s'élève dans la rue nous pousse aux fenêtres. Des cuivres retentissent, ponctués par la grosse caisse ; là-bas, vers la Grosse Bleiche, des flammes vacillent. La retraite ! Nous courons dans la Schillerstrasse, cependant qu'aux fenêtres des têtes de toute part se penchent.

Dans la rue emplie d'ombre, voici toute la marmaille de Mayence, précédant les cavaliers porteurs de torches. En arrière, un grand tambour-major, auquel il ne manque que le plumet

gigantesque pour évoquer quelque majestueux Raffet, jette et reprend avec aisance sa lourde canne à l'ébahissement du populaire. Puis, la nouba, dont les musiciens Sénégalais jouent *la Marche lorraine* sur leur flûte exotique. Une autre clique encore de fantassins lançant aux échos cette vieille marche de Turenne au son de laquelle autrefois la division de fer rentrait à Nancy. Une fanfare de cuirassiers saluant la ville de ses trompettes. Deux escouades de porteurs de torches. En vérité, on fait belle mesure aux Mayençais. Les plus belles retraites qui défilaient à Paris aux jours fiévreux de 1914 n'étaient pas si riches.

Puis une foule pressée, hommes, femmes, enfants se donnant le bras, où dominent les Français, mais où se reconnaissent bien des gars et surtout des filles du cru, tout cela marchant d'un pas allègre, au rythme de la musique.

Tout de même, ces cuivres jetant nos airs militaires de France dans les rues de Mayence, ces torches illuminant de leurs reflets nos poilus, cette foule excitée et joyeuse fredonnant *la Madelon* ou *la Marseillaise*, quelle vision directe de la Victoire !

A mes côtés, un ami, que j'ai retrouvé ici, ne peut se contenir. Tout joyeux, il me jette :

— Croyez-vous qu'on les a eus !

30 septembre.

Cette ville est charmante, — j'entends au moins la vieille ville, que ne déshonore pas la moderne architecture berlinoise.

M. André Hallays, que j'ai la bonne fortune d'y rencontrer, est tout heureux. Le voici dans une cité qu'il aime. Il va, découvrant les jolies choses, signalant les erreurs, maudissant les vandalismes, avec cette sûreté de goût que lui ont donnée trente années de flânerie intelligente et artiste. Sur la foi d'un tel guide, comment ne pas se laisser aller à son plaisir?

Il y a des coins délicieux : cette place du Marché, que domine le vieux Dôme rose et or, — cette mystérieuse rue du Saint-Sépulcre, — l'Évêché et ses somptueux platanes, — ces maisons moyen-âgeuses de la rue des Augustins, — ce pignon de l'ancien gymnasium.

Et que d'œuvres qui semblent de « chez nous ! » Car c'est le goût français qui, depuis le moyen âge, a inspiré les artistes du cru. Telle statue, tel détail d'ornementation, rappelle brusque-

ment un morceau d'une de nos cathédrales, d'un de nos châteaux. Ce masque pathétique du cloître de Saint-Étienne, n'est-ce pas celui du Salomon de Reims? Cette vierge gracieuse de l'Évêché, est-elle de Paris ou d'Amiens? La Mise au Tombeau, dont le Dôme s'enorgueillit, n'est-ce pas une réplique de celle de Solesmes? En voyant cette statuaire, comment ne pas se souvenir qu'une critique récente donne à notre grand Claus Sluter des origines mayençaises?

Certes, il est, surtout dans l'ornementation, bien des fautes de goût. Ce palais ducal, comme la décoration en est gauche et la sculpture soufflée! Cette église Saint-Pierre, son rococo prête plus à rire qu'il n'invite à prier. Cette délicate église Saint-Étienne, d'abominables peinturlureurs l'ont honteusement souillée. Mais ces erreurs, ce sont encore des modèles français qu'elles accusent. Après tout, en ce vieux palais ducal, ce sont nos maîtres de la Renaissance qui furent maladroitement copiés; en l'église Saint-Pierre, ce fut le style de Meissonier.

Il est d'ailleurs des détails pittoresques, des fantaisies plaisantes qui sont nettement du cru. Tels le fronton aux torsades ingénieuses de l'ancien gymnasium, — la fontaine du Marché, — et tous ces beaux balcons forgés si richement ouvragés. Ce sont morceaux un peu lourds, mais n'allant jamais jusqu'à l'extravagance qu'on rencontre dans les Allemagnes de la rive droite. On sent une race riche, aimant le décor, détestant la sécheresse et la raideur, cherchant l'élégance...

En vérité, ici tout n'est pas « boche. » Et dans ces rues irrégulières et riantes, un Français ne se sent pas dépaysé.

5 octobre.

Je loge, en attendant mes meubles, chez un de ces gros négociants en vin qui constituent le patriciat de Mayence. Israélite, et fort riche, il a un intérieur plus cossu qu'élégant, mais où tout est disposé pour le confort. Comme, par courtoisie, je demande à présenter mes hommages à la maîtresse de maison, je suis prié à prendre le thé. L'accueil est d'une amabilité presque excessive. Sans doute pour me faire honneur, tout le monde parle français, et la jeune fille de la maison me frappe même par la pureté de son accent.

Tout de suite, le père m'entreprend, et non sans vivacité, sur la guerre.

— Ce n'est pas nous qui avons voulu la guerre. A Mayence, nous ne demandions qu'à vivre en paix. Ce sont les junkers de Berlin qui sont les seuls responsables de ce crime inepte. Me voici ruiné par lui. J'étais dans une belle situation en 1914 : je ne sais plus où j'en suis. Je ne sais même plus si je pourrai rester en ce logis : on prétend que je suis trop grandement logé, et l'on me retire le droit à certaines pièces de mon appartement.

Il m'apprend qu'il a séjourné plusieurs fois longuement à Paris. Quant à sa fille, elle a suivi toute une année les cours de la Sorbonne et du Collège de France. Avec fierté, elle me cite ses lectures. Ce sont des noms un peu mélangés, où Bergson voisine avec les Mémoires de Sarah Bernhardt.

— Je ne suis pas la seule, dit-elle en souriant devant ma surprise. Mes amies Selma X... et Bertha W... ont été vivre toute une année, l'une à Nancy, l'autre à Bordeaux. Toute jeune fille bien élevée tenait ici à acquérir une bonne culture française.

Mais elle a un gros soupir.

— Ah! Paris! Jamais nous ne pourrons y retourner. On ne voudrait plus nous y accepter!

Je l'assure que le Français sait distinguer le Rhénan du Prussien.

Mais le père, à son tour, hoche la tête, et prononce :

— Non, pour vous, nous sommes tous des Boches.

Certes, il n'a pas tout à fait raison, ce riche Mayençais, car nos soldats ne traitent guère les gens d'ici en ennemis. Pourtant, combien de Français connaissent le mot du général Mangin à ses officiers le jour de son arrivée à Mayence : « Messieurs, à partir d'aujourd'hui, il n'y a plus de Boches ici? » Travaillons à réaliser ce mot.

15 octobre.

Nos deux lycées viennent d'ouvrir. Ils ouvrent un peu timidement, sans cérémonie, sans éclat, — sauf ce matin une messe du Saint-Esprit, où l'évêque de Mayence a tenu à se faire représenter par son vicaire-général.

Nous sommes installés, tout près du Rhin, en un vaste bâtiment, spacieux et clair. Ce n'était qu'une *Real Schule :* mais les Allemands ne regardaient pas à la dépeuse pour leurs locaux scolaires.

Nous nous retrouvons là une majorité d'anciens combattants, qui avons gardé de la guerre le goût de l'action et des réalisations rapides. Surtout, nous nous sentons plus fortement unis qu'en France, tant par le sentiment de notre demi-exil que par la volonté de l'œuvre à accomplir. Pour cette tâche française, qui nous appelle ici, l'Université, par une initiative intelligente et hardie, a tenu à accepter la collaboration de l'enseignement libre, et trois prêtres sont parmi nos collègues. Tout cela fait un lycée curieux, neuf, ardent, et très français.

Les débuts sont modestes. Les seuls élèves sont d'abord les fils ou les filles des Français de Mayence ou de Wiesbaden. Peu à peu, des nouveaux arrivent de villes rhénanes plus lointaines ou même de France. D'autres viendront, à coup sûr, quand ce lycée sera mieux connu : tant de familles comprennent maintenant le prix pour des jeunes gens d'un contact avec l'étranger!

Et pourquoi n'aurions-nous pas d'élèves rhénans? En ce pays, où l'influence française s'est si longtemps fait sentir, et sous toutes ses formes, où toute personne cultivée parle couramment le français, où des jeunes filles lisent Bergson, et rêvent de Paris, comment se pourrait-il que des parents intelligents ne cherchassent pas à initier leurs enfants à notre langue et à notre méthode? Après tout, nous ne faisons que continuer une tradition. A qui s'adressaient les rois et principautés des Allemagnes pour former l'esprit de leurs enfants, sinon à des professeurs français? Ce que faisaient des princes même prussiens, pourquoi des bourgeois mayençais s'y refuseraient-ils? Tout être cultivé sait bien que notre langue est maîtresse de politesse et de raison.

Jean Bon Saint-André le comprit, qui créa en 1805 le premier Lycée français de Mayence ; et les Mayençais répondirent à son appel. Les paroles qu'il prononça devant les autorités de la ville le jour de l'inauguration le 29 novembre 1805, semblent d'aujourd'hui, et nous pouvons les redire aux Rhénans : « Vous marchez sur des ruines, et l'éclat de votre prospérité passée n'est pas rétabli, mais compteriez-vous pour rien l'avantage d'être unis à une nation puissante et généreuse?... Les sciences étaient cultivées par vous, elles le seront encore, et ces noms fameux, dont s'enorgueillit l'Allemagne, trouveront ici ce point intermédiaire qui leur manquait, pour former une chaîne continue entre le Nord et le Midi de l'Europe, et lier entre eux par une

communication facile tous les membres de la République des Lettres. »

Ce Lycée tout neuf, qui s'entr'ouvre timidement, il se développera, parce qu'il porte en lui le germe de la pensée française.

11 novembre.

En ce jour, anniversaire de l'armistice, nous allons, avec quelques jeunes Français, au cimetière de Mayence. C'est un doux cimetière, tout herbu et feuillu, peuplé de souvenirs français : croix de bois des nôtres morts depuis l'occupation, pauvres fosses des combattants de la grande guerre décédés en captivité, cénotaphe des prisonniers de 1870, tombeau de Jean Bon Saint-André, — et surtout peut-être ce monument élevé par la ville de Mayence aux enfants du pays qui servirent dans la Grande Armée.

La tombe de Jean Bon Saint-André est près de l'entrée : c'est une pierre toute simple, mais non sans grandeur. Pieusement entretenue, elle a gardé toute fraîche l'inscription qui commémore la volonté du Préfet français d'être inhumé en terre mayençaise. Aux pieds est déposée une large palme sur laquelle on lit : « La Ville de Mayence à Jean Bon Saint-André. »

Au sommet du cimetière, se dresse le monument élevé par la Cité aux soldats mayençais de la Grande Armée. Quoique un peu lourd, et comme écrasé par l'énorme casque qui le domine, il est de pur style Empire, et l'ensemble est grandiose. Au bas s'étalent de grosses gerbes toutes fraiches, dont l'une apportée par le général commandant l'Armée du Rhin, une autre encore par le Bourgmestre et son Conseil. Sur les quatre faces du mausolée, se lisent les noms des braves gens qui ont servi fidèlement la France dans l'épopée et dans la défaite napoléonienne. J'en compte 202. Beaucoup sont devenus officiers, ou reçurent la Légion d'honneur. L'un d'eux n'est mort qu'en 1883. Voici Gottsleben, qui fut capitaine au 16e d'infanterie, Wurtz, un autre capitaine, Zuhlehnen, un sous-lieutenant décoré, Korn, brigadier au 2e régiment des Gardes d'honneur, Moyat, chasseur de 2e classe au 1er Régiment de la vieille garde, également décoré. Et ces listes, où je ne relève que quelques noms, et ce monument, on le retrouve à Coblentz, à Kreuznach, à Trèves, à Worms.

Comme on comprend devant ces pierres et ces noms obscurs

qu'en tant de cœurs rhénans, malgré l'effort prussien, malgré l'orgueilleuse grandeur de l'Empire des Hohenzollern, — malgré le temps, — se soit maintenu le souvenir de Napoléon et de la gloire française !

Les jeunes gens qui m'accompagnent sont émus. Tant de Français en cette terre allemande ! Tant de fidélité dans le souvenir ! En ce champ sacré, ils perçoivent comme le présent que nous venons construire se noue indissolublement au passé.

15 novembre.

Les Comédiens Français jouent maintenant en Rhénanie presque en permanence. Voici Mlle Géniat et Brunot qui donnent *Ruy Blas* en toutes les villes occupées; l'autre jour c'était de Max avec *Britannicus*, et Silvain avec *Tartuffe;* on annonce prochainement Duflos et de Féraudy. Tour à tour, paraît-il, nos meilleurs acteurs viendront sur le Rhin représenter les chefs-d'œuvre du répertoire. L'Opéra enverra aussi, pour de grands concerts, ses plus fameux chanteurs qu'accompagneront les musiciens les plus consacrés.

Nulle méthode de pénétration ne peut être meilleure. L'autre soir, à *Britannicus*, j'avais à mes côtés une jeune Mayençaise, en blanche toilette : la passion avec laquelle elle suivait le débit et les jeux de scène, la frénésie avec laquelle, aux fins d'acte, elle applaudissait, quel merveilleux témoignage du sens universel qu'ont gardé nos classiques ! Si les pièces sont bien choisies, dans quelques mois, ce ne sera pas, comme à présent, une petite élite, mais toute la ville qui viendra à Racine.

Pour les concerts, comment douter qu'ils n'attirent cette race musicienne? Déjà leurs théâtres, quand ils veulent les grandes recettes, affichent *Carmen*, *Mignon* ou *Faust*. Et leurs amateurs regrettent de ne point entendre Rameau, Berlioz ou nos modernes, et ils se plaignent que nos grands artistes ne viennent plus ici.

23 novembre.

Tout Mayence, aussi bien Français que Rhénans, s'est rendu hier à la séance de danse que donne, sous la direction du chef d'orchestre mayençais Albert Jerter, une artiste rhénane, Mlle Adrienne Hacker. La musique, comme toujours, est fort bonne, et le Kappelmeister sait mener son orchestre.

La danseuse a du goût et de l'esprit. Elle a su prendre de son maître Jacques Dalcroze l'art des gestes et le sens des rythmes. Mais c'est bien son génie propre qui lui donne cette grâce et cette poésie. Elle mime la *Danse des Ombres* de Finck, puis la *Danse des Elfes* de Grieg, d'autres danses encore. Cela est éclatant, riant et jeune. Toute lourdeur germanique a disparu. En vérité, cette jeune fille si alerte n'a-t-elle pas du sang latin ?

Et quelle est, pour terminer, cette singulière pantomime, à laquelle elle se livre comme par jeu, les yeux rieurs et les lèvres malignes, sur le thème illustre de la *Marche Militaire* de Schubert ? Seigneur ! c'est le « pas de l'oie » des Prussiens, la sacro-sainte *Paradmarsch* qu'elle parodie en bouffonnant. L'ardeur et la gaieté qu'elle y met enlèvent le succès. Des Rhénans lui jettent des fleurs. Elle doit recommencer.

Ce peuple est-il donc si loin de nous, qui saisit ces deux traits de notre race, la grâce et l'ironie ?

1er décembre.

Voici enfin que le commerce français s'installe à Mayence. Mais comme il est venu tardivement ! Comme sa part est encore médiocre ! Je m'en étonne auprès d'un industriel du Nord, actif et ingénieux, qui, en attendant de pouvoir reprendre son entreprise en pays dévasté, est venu chercher fortune ici.

— Oui, me dit-il, nous avons perdu un temps précieux, parce que, jusqu'en ces dernières semaines, le commerce avec tout pays allemand était interdit, cependant que, depuis l'armistice, Anglais et Américains concluaient des marchés considérables. Mais rien n'est compromis. Depuis cet été, grâce aux autorités françaises des pays occupés, et sur la demande même des Rhénans, on nous laisse librement trafiquer avec la Rhénanie. Déjà, ont été négociés de gros achats de machines-outils, verreries, meubles, produits chimiques, et des ventes importantes de graisses, huiles, savons, vins, alcools. Cinq cents maisons françaises sont dès à présent fixées à Mayence ou Wiesbaden. N'en doutez pas : elles réussiront. Des deux côtés, les besoins sont trop intenses, les bonnes volontés trop concordantes.

Cet optimisme me réconforte. Mais il va falloir un vigoureux effort pour reconquérir le marché rhénan. Tout Français débarquant est navré de ne rencontrer en ces villes occupées par nos troupes aucun produit français, — sauf ceux que vend l'Inten-

dance. Et il est encore plus surpris et déconcerté de ne rien trouver à acheter chez les fabricants rhénans. Partout, il se heurte à la même réponse : « Il fallait venir il y a huit mois. Les Anglais et les Américains sont passés. » De fait, ces conserves, ces tissus sont anglais. Ces couteaux de Solingen appartiennent désormais à une firme britannique. Ce grand fabricant de meubles n'a plus rien parce qu'il a vendu tous ses stocks à une maison de Londres. Cet autre, qui construit en séries chambres à coucher, salles à manger, a engagé sa fabrication pour deux ans à une autre maison anglaise. Il n'est pas jusqu'aux antiquaires du cru qui ne déclarent avoir vendu toutes leurs belles pièces à des Anglo-Saxons.

Mais c'est dans le livre qu'il m'a été le plus pénible de constater la carence de la France. Il y a en Rhénanie des livres anglais ; il y a des livres allemands ; mais il n'y a pas, ou si peu, de livres français, à moins que ce ne soient des livres édités par des Allemands.

C'est vainement que nous cherchons à doter tant notre lycée que notre colonie française d'une bibliothèque française. Les messageries Hachette n'ont aucun des volumes que nous réclamons. Les éditeurs parisiens à qui nous écrivons répondent que ce sont volumes épuisés ou en réimpression. Pendant ce temps, la librairie Wilckens, de Mayence, met en montre des éditions, — ma foi, fort convenables, — de nos auteurs classiques et modernes. Tout cela vient de Leipzig, malgré la crise des transports. Pour 9 marks, on peut ainsi se procurer des livres français imprimés en Allemagne, alors que nos éditeurs cherchent à vendre 20 marks ceux qu'ils publient, — quand encore ils les publient. — Il y a même certaines œuvres, *Manon Lescaut*, *les Fleurs du Mal*, *Madame Bovary*, qui sont éditées presque luxueusement pour 18 marks. Ce choix n'indiquerait-il pas d'ailleurs qu'on cherche à Leipzig à perpétuer la légende de la France frivole et névrosée ?

Serons-nous donc réduits, nous qui venons essayer de propager ici la culture française, à nous servir des Tauchnitz edition ? Si nos éditeurs, effrayés par le prix du papier et la hausse des salaires, veulent abandonner la lutte, n'y aura-t-il donc personne pour mener le combat ? L'Institut, le Gouvernement ne pourraient-ils entreprendre la défense du Livre français ? C'est une question d'argent. Mais la guerre l'a prouvé : on ne gagne

pas la victoire en lésinant. Et, surtout en Rhénanie, le livre français doit être victorieux.

12 janvier 1920.

Les cloches ont sonné ce soir à toute volée dans les églises de Rhénanie pour saluer la première heure de l'état de paix. Enfin était proclamée cette ratification du traité de Versailles que le gouvernement allemand retardait toujours. Un nouveau régime commence dans les territoires occupés. Les autorités militaires sont dessaisies ; elles n'ont plus qu'à assurer le service d'occupation. Le seul pouvoir de contrôle que maintienne l'Entente est celui de la Haute Commission interalliée; notre représentant, M. Tirard, n'aura plus, en principe, qu'à régler, de concert avec les Hauts commissaires anglais, américain et belge, les questions concernant la sécurité des troupes d'occupation : il est à prévoir, pour peu qu'il veuille préserver l'influence française, que son rôle ne sera pas toujours facile; d'autant que la Haute Commission admet auprès d'elle, pour défendre les intérêts des Rhénans, un pur Prussien, von Stark, ancien préfet de police de Potsdam, et que la convention annexée au traité de paix maintient à leur poste en pays occupé tous les fonctionnaires prussiens ou prussianisés de 1914. Ce ne sont certes point gens à aider à l'œuvre d'entente franco-rhénane.

De grandes affiches blanches placardées dans toute la ville font connaitre aux Rhénans le nouveau régime. Une série d'ordonnances suivent la proclamation : elles témoignent toutes d'un sentiment de bienveillance et d'équité bien rares chez des vainqueurs. Je me souviens des proclamations de ces administrateurs prussiens que nos Champenois et nos Lorrains durent subir après 1871, et que, quelques semaines avant la guerre, je relisais avec émotion aux Archives. Ah! ceux-là parlaient un autre langage où l'amende, la prison, voire la mort, étaient à chaque ligne invoquées.

Les Mayençais se groupent devant les affiches. Ils les lisent lentement, méticuleusement, puis s'en vont sans dire un mot, chacun de leur côté. Au fond, pour la plupart, la question politique ne les intéresse pas beaucoup. Ce qui les préoccupe, c'est le ravitaillement. Dès ce soir, mon propriétaire est venu me demander s'il pourra continuer à acheter par mon entremise du pain, de la viande et du vin à la coopérative militaire.

Mais, précisément, cette tolérance qu'avait recommandée le général Mangin et qui avait tant contribué à nous gagner des sympathies, ne va plus pouvoir être continuée. L'Intendance, jusqu'ici richement ravitaillée, ne reçoit plus que des envois médiocres. On a dû interdire rigoureusement toute cession de vivres aux Rhénans, et il est même question de retirer les cartes de ravitaillement à tous les civils des pays occupés.

15 janvier.

Comme pour inaugurer le régime de paix, quelques professeurs du lycée de Mayence, dont je suis, commencent une série de conférences au cercle Jeanne d'Arc sur « les Forces spirituelles de la France au XIXe siècle. » Notre dessein est de mieux faire connaître la France contemporaine à ces Rhénans qui l'ont aimée autrefois, et l'ignorent tant aujourd'hui. Déjà, un vaillant orateur, M. Burguet, est venu de Paris donner à des auditoires populaires, non sans succès, des causeries sur la race et la civilisation françaises. Pour nous, sur les conseils qui nous ont été donnés, nous cherchons à atteindre le public catholique, tant parce qu'il a été l'un des plus travaillés par la propagande gallophophe que parce qu'il est un de ceux dont l'influence est la plus indéniable en cette vieille rue des Prêtres.

Mes collègues Bleu, Constant, Houssay, Mouillet, tous agrégés de l'Université, doivent traiter du mouvement littéraire, philosophique, artistique, dans ses relations avec le sentiment religieux en France au XIXe siècle ; il m'appartient de définir quels ont été exactement les rapports de l'Église et de l'État français au siècle passé. Au total, nous voulons nous efforcer de montrer la force qu'a conservée le christianisme en France en une époque si profondément troublée par les conflits d'idées.

Certes, nous ne nous faisons d'illusion, ni sur la difficulté, ni sur la portée de notre œuvre. Il est évident que peu de Mayençais accepteront de venir auprès d'un public français, en une salle française, entendre un conférencier français, — encore que quelques semaines de séjour m'aient révélé le goût des gens d'ici pour notre langue et notre société. Mais ce sera déjà un beau succès de réunir côte à côte, en un effort commun de compréhension, des Français et des Rhénans, si peu soient-ils ; et c'est à nous qu'il appartient de renouer en pays rhénan la tradition classique qui faisait de notre langue le véhicule de toutes les

idées. Au surplus, qu'importent difficultés et objections! Répétons-nous la forte parole du Taciturne : « Il ne suffit pas d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. » L'essentiel est d'agir. Notre exemple en décidera d'autres. Et si l'on veut vraiment essayer d'arriver à une entente avec ce peuple, il faut bien aller à lui et lui parler, chacun avec sa langue, et son cœur.

Pour cette première conférence, nous n'avons pas à nous plaindre. Les Français sont venus en nombre, et on me montre une trentaine de Mayençais. « C'est une victoire, » nous dit un des Français les mieux au courant du monde rhénan. Acceptons-en l'augure. De fait, dès la fin de ma conférence, quelques-uns des Rhénans présents tiennent à venir nous remercier de notre effort, et à nous assurer de leur concours. En revanche, lorsque nous portons notre compte rendu aux journaux allemands du cru, ils refusent tous de l'insérer, sous des prétextes divers, avec beaucoup de politesse, mais d'une façon péremptoire. C'est que, depuis la guerre, toute cette presse prend ses directions à la Wilhemstrasse. N'importe : nos conférences seront traduites et publiées, et elles porteront un peu de vérité à ces âmes réveillées d'un long mensonge.

28 janvier.

J'ai fait connaissance avec une Lorraine établie en Rhénanie depuis nombre d'années! Quoique Allemande officiellement par sa naissance et son mariage, Mme S... n'a jamais caché ses sentiments français, ce qui lui a valu pendant la guerre d'innombrables ennuis. Toutefois, la légitime considération dont elle jouit en la vieille cité qu'elle habite lui a évité la déportation. C'est une femme encore jeune, avec une certaine douceur triste. Est-il besoin d'ajouter qu'elle parle le français avec la pureté de Colette Baudoche, dont elle a même ce joli petit accent chantant que l'on entend auprès de la Moselle harmonieuse?

— Monsieur, me dit-elle avec fierté, nous n'avons jamais cessé de parler français à la maison. Et le mieux est que nous avions prié les amis, tous Rhénans, que nous recevions, de ne parler que français à la maison.

Celle-là, comme on dit, n'y va pas par quatre chemins. Elle ne s'embarrasse pas des stipulations du traité de paix où des difficultés de la Haute Commission.

— Comment vous montrer si timides en Rhénanie, s'écrie-t-elle ? Comment avoir accepté le Prussien von Stark pour représenter des Palatins, des Hessois, des Nassoviens et des Rhénans ? Comment permettre à des ministres prussiens de venir, au nez de vos autorités, prêcher la résistance aux fonctionnaires apeurés ?

Je ne sais bien entendu que répondre : timidement, j'objecte l'existence du Reich, notre situation d'occupants. Elle hausse les épaules.

— Le Reich n'est qu'un nom. J'étais ici aux heures sombres de la Révolution et de l'armistice : je vous affirme que nul alors n'y pensait et qu'il ne venait à personne l'idée que ces pays pussent retomber sous la botte du Prussien. On ne savait pas au juste comment l'Entente procéderait. Mais on croyait qu'à tout le moins, elle ferait de cette terre rhénane un pays indépendant, comme il le fut si longtemps aux siècles des Électeurs et des républiques bourgeoises. On parlait déjà de la formation d'une nouvelle Belgique, et je vous assure qu'il était des hommes d'affaires pour escompter l'essor économique de cette Rhénanie ressuscitée. Mais rien ne fut fait, et rien ne se fait. Et les plus riches d'espoir se découragent.

Je parle à Mme S. du Dr Dorten, qu'elle connaît. Elle m'en fait un grand éloge, mais me dit que, dans l'isolement où on l'a laissé, il est à craindre qu'il ne finisse par succomber.

— Les pangermanistes n'hésiteront pas à le tuer, comme ils l'ont tenté l'autre jour, comme ils l'ont fait pour Liebknecht, comme ils le feront pour tous ceux qu'ils craignent.

Dans le petit salon est entré un ami, — fine tête de Latin aux yeux vifs derrière le binocle, — Mme S... me le présente, et le nouveau venu, le professeur V..., Rhénan de vieille souche, sourit :

— Je suis également professeur, dit-il doucement, et de littérature française.

Et il m'apprend qu'il a vécu deux ans à Nancy, un an à Paris. La plupart de ses vacances, il les passait en France, qu'il connaît toute. Que de Rhénans décidément ont séjourné en France !

Celui-là n'est pas aussi catégorique que Mme S. Il parle d'ailleurs douloureusement de « la misère de la pauvre Allemagne, » et il paraît croire que la guerre est due à l'agression des Fran-

çais et des Belges. Quel que soit son goût de la culture française, il n'aime guère notre occupation : « Vous nous avez accablés de soldats, » dit-il. Je vois bien que les attaques des journaux prussiens ont porté sur lui : il est convaincu que nos troupes accaparent en ce pays logements et vivres. Et puis, il a un de ses neveux encore prisonnier en France : et cela, il ne peut nous le pardonner.

— La guerre est finie : les Anglais ont libéré depuis dix mois leurs prisonneirs. Vous gardez les vôtres. C'est inhumain.

Je puis au moins lui faire connaître qu'à la suite de la ratification du traité, son neveu, comme Rhénan, va lui être rendu incessamment. Sa figure en rougit de joie.

Au reste, si le professeur V... a quelque amertume contre ce qu'il croit la politique française, il déteste franchement Berlin, ses junkers et ses socialistes, et il préfère notre occupation à un retour des militaires prussiens ou à une irruption des spartakistes. C'est par lui que j'apprends l'existence de cette Union populaire rhénane fondée à Boppard, qui réclame l'autonomie des pays rhénans dans une Allemagne fédérale.

Au fond, cet homme-là souffre. Il souffre de sa situation amoindrie, de sa nourriture insuffisante, de ses incertitudes sur l'avenir. Mais ce n'est pas un ennemi.

Mme S. est fort amusante. Elle secoue vigoureusement son ami, qui ne sait pas se défendre. Elle lui reproche d'être un naïf, de croire sans discuter les fables de journaux pangermanistes, de n'avoir pas le courage de suivre les chefs énergiques comme Dorten, d'hésiter sans cesse et de gémir toujours. Le professeur V.. finit par rire de bon cœur.

Qui ne devine l'action que des Français loyaux finiront par avoir sur de tels esprits?

22 février.

Depuis que la ratification du traité de paix leur a rendu l'autorité en Rhénanie, les Prussiens petits et grands ne cessent de montrer leur mauvais vouloir à notre égard. Les premiers, au signal de quelque chef d'orchestre invisible, les journaux de Berlin, de Francfort, et même de Cologne ont repris le ton gallophobe insolent et agressif; ils inventent chaque jour, d'ailleurs sans art, quelque nouvelle atrocité commise par nos soldats; à les en croire, on trouverait presque quotidiennement dans les

casernes des pays occupés, un, deux ou trois cadavres de femmes enfouies dans le fumier : pauvretés dont on rirait, si leur poison n'agissait peu à peu sur des esprits naïfs.

De leur côté, les fonctionnaires, sur quelque ordre occulte, multiplient tracasseries et avanies. Voici les postiers qui raturent rageusement les indications françaises sur les lettres que nous recevons, et inscrivent cet avis impérieux : « Écrivez en allemand. » Voici l'administration des chemins de fer qui change brusquement ses horaires, sans préavis, de façon à entraver les correspondances à Strasbourg et Metz entre les trains de Rhénanie et ceux de Paris. — Ce sont sans doute petites choses, mais qui gênent et irritent.

Enfin, le gouvernement du Reich lui-même vient d'ordonner que les droits de douanes, fortement relevés, seront payables en marks or; il prétend même récupérer la différence entre le mark or et le mark papier sur tous les produits importés depuis l'armistice. En outre, il commence à élever toute une série de difficultés contre le transit entre la France et la Rhénanie. Il cherche à briser l'essor magnifique qu'en quelques semaines, ainsi que le prévoyait cet industriel du Nord, notre commerce a su prendre.

Toutes ces mesures ne relèvent d'ailleurs pas le crédit allemand. Voici le mark à 0 fr. 13 : l'an dernier, à pareille époque, il était à 0 fr. 50; en octobre, nous l'achetions à 0 fr. 33. Devant cette chute constante, il règne parmi les Rhénans une véritable panique : ils veulent se défaire à tout prix de leurs devises, même de leurs valeurs allemandes, pour les convertir en bijoux, en tapis, en objets d'art; l'autre jour, chez Jang, le grand marchand de tapis d'Orient et de meubles précieux, nous voyions un couple qui achetait au hasard tout ce qu'il voyait. On parle de faillite prochaine du Reich.

Pour beaucoup la vie devient impossible. Un œuf se vend 2 marks 50. Un complet veston ordinaire 4 000 marks; une paire de chaussures de fatigue 1 000 marks. Si les salaires ouvriers s'ajustent tant bien que mal à cette hausse de prix, atteignant pour certains 80 marks par jour, les traitements fixes, les pensions, les rentes, ne permettent plus à la bourgeoisie moyenne de subsister.

Certains hommes d'affaires des pays occupés ont demandé sans succès la fixation d'un taux spécial et invariable pour le mark en Rhénanie, d'autres, l'établissement de comptoirs

d'échange, où le trafic pourrait se faire par troc. Leur échec les décourage, et ils s'imaginent que la France se désintéresse du sort des Rhénans. Non sans amertume, un gros négociant de Wiesbaden me disait : « C'est la France qui nous rive à la Prusse : elle veut nous faire périr avec elle. » Et l'arrogance des journaux et des fonctionnaires allemands fait croire à beaucoup que nous ne voulons ou ne pouvons rester sur le Rhin. N'annonçait-on pas l'autre jour au marché le départ des troupes françaises?

16 mars.

Les Mayençais ont appris en même temps le coup d'État de Kapp à Berlin et l'arrivée dans leur ville du maréchal Foch. Ces deux nouvelles donnent à tous de la fébrilité; certains parlent déjà d'une nouvelle mobilisation, et, comme je rentrais, mon propriétaire m'arrêta pour gémir : « Il paraît que la guerre va recommencer; n'étions-nous pas assez malheureux comme cela? » La guerre ! C'est le grand effroi. Revoir les levées en masse, les tueries gigantesques, ces Rhénans pacifiques s'y refusent. On me citait le mot d'une jeune vendeuse de chez Tietz à un de nos soldats : « Nous ne nous battrons plus contre vous. » Et, pour la première fois peut-être, ce peuple sent que la présence de nos troupes est une garantie de paix pour lui; à l'arrivée du Maréchal, je vois nombre d'Allemands se découvrir.

Le soir, comme nous étions invités à un thé chez le professeur V..., il nous accueille tout ému : « L'Allemagne, s'écrie-t-il, la pauvre Allemagne est ruinée. C'est pire que la guerre de Trente Ans. » Et les larmes venaient aux yeux du vieil homme. Pour une fois, sa modération s'évanouit. « On ne peut rien faire avec les hobereaux ni avec la Prusse. » Et sa femme, qui s'intitule cependant une patriote allemande, ajoute ce mot étonnant : « Heureusement qu'à Mayence nous avons les troupes françaises. »

Le lendemain, une manifestation impressionnante s'est déroulée à travers les rues de la ville pour protester contre le coup d'État de Berlin. Plus de quinze mille hommes et femmes ont défilé, en un ordre parfait, syndicat par syndicat, société par société. Des bannières et des écriteaux portaient des inscriptions suggestives : « Pendez Kapp! A bas les hobereaux! A bas

la réaction! » Sur une, j'ai même noté : « A bas le militarisme prussien! » Tout ce monde marchait en silence et au pas. De temps en temps seulement, en passant devant la maison de quelque enrichi de guerre, — et Dieu sait si l'Allemagne en possède! — quelques imprécations s'élevaient : « *Schieber!* » Les figures étaient graves, résolues. On sentait vraiment que cette manifestation n'était pas une mascarade : une force s'affirmait, ainsi qu'une volonté.

D'autres cortèges semblables, me dit-on, se sont déroulés à Cologne, Trèves, Worms, Ludwigshafen.

Pour la première fois peut-être depuis que je suis ici, tous les Rhénans ont senti en la Prusse l'ennemie, en notre France la protectrice naturelle et nécessaire.

8 avril.

La Haute Commission vient de ratifier toute une série de décrets édictés à Berlin par le Reich, de décembre à mars, qui interdisent en fait tout trafic entre la France et la Rhénanie. Désormais, pour importer en territoire occupé ou pour exporter du Rhin vers la France, il faudra demander l'autorisation à Berlin. On devine l'accueil que les bureaux des ministères prussiens réserveront à nos négociants. Ce n'est pas tout. Ordre, également ratifié par la Haute Commission, est donné à tout commerçant de Rhénanie, Français ou non, de liquider avant le 30 juin tous les stocks français qu'il possède en magasin, faute de quoi ceux-ci seront vendus d'office au profit du Trésor allemand. En lisant ces décrets rendus par un vaincu contre un vainqueur en pays occupé, on reste stupéfait!

C'est l'effondrement du commerce français en Rhénanie. Aussi l'émotion est-elle extrême dans tous les milieux d'affaires. Mon ami D..., cet industriel flamand qui était arrivé ici plein de vaillance et de foi, vient, indigné, m'annoncer son départ.

— C'est la ruine pour moi, et pour tous ceux qui, sur la foi des traités, sur l'appel des autorités françaises, étaient venus s'établir en ce pays. En quelques mois, malgré les difficultés que, dès la ratification du traité de paix, la Prusse s'ingéniait à dresser contre nous, malgré cet abusif paiement des droits de douane en or, nous étions arrivés à des résultats inespérés. Je crois bien que, depuis l'automne 1919, nous avons vendu pour

plus de deux milliards, et acheté pour plus d'un milliard. Les Rhénans étaient ravis : leur pays retrouvait sa prospérité et devenait le grand comptoir d'échange entre France et Allemagne. Et voilà tout cela brisé, pour la seule joie des Prussiens.

D... va à Paris essayer d'obtenir des interventions puissantes et énergiques. Souhaitons qu'il réussisse, car, si les Français sont indignés, les Rhénans ne sont pas moins mécontents. Voici leurs industries privées de matières premières, leur commerce arrêté. Ils en gémissent tous, mais un siècle de joug prussien les a tellement bien pliés à la discipline passive qu'ils n'osent protester ni agir.

— Berlin veut notre ruine, reconnaît ce gros négociant en vins dont je fus l'hôte en automne. Je ne puis plus rien vendre désormais : j'avais des commandes en quantité pour des bordeaux; il me faut les annuler. Et tous mes collègues sont comme moi.

Mais quand je lui demande ce qu'il va faire pour se défendre, il lève les bras au ciel.

— Et que puis-je, mon pauvre monsieur? Nous devons obéir, nous autres.

Tout de même, un tel régime ne saurait durer. Il lèse trop d'intérêts. La Haute Commission, si elle a dû l'accepter, cherche dès maintenant à l'amender. Peut-être, au fond, est-ce d'ailleurs la plus grosse maladresse que les Prussiens aient encore commise en ce pays depuis la ratification. En menaçant dans leur négoce aussi bien Rhénans que Français, ils créent entre eux une nouvelle solidarité de défense antiprussienne. Et, en gênant le ravitaillement de tout le Reich, ils vont y déterminer une crise de chômage et de faim qui en accentuera la ruine. Ces décrets, fruits de la haine et de l'ignorance, n'apporteront en toute l'Allemagne que colère et misère.

20 avril.

En cette pension toute allemande du Taunus où nous sommes installés pendant l'avril, et que tiennent des religieuses de Cologne, nous pouvons suivre les fluctuations de l'état d'esprit rhénan pendant la période critique des événements de la Ruhr et de l'occupation de Francfort.

Nous sommes seuls Français. Tout le personnel, tous nos

voisins sont Rhénans, un prêtre en convalescence, deux vieilles demoiselles luthériennes et dont l'une porte un titre nobiliaire, un jeune industriel de Hochst avec sa femme, une *fraulein* qui professe dans une pension de Wiesbaden. L'accueil est parfait, cordial chez les bonnes sœurs, poli chez tous. Nulle ombre d'hostilité : l'atmosphère des pensions de famille d'avant-guerre. Les religieuses, tout en se lamentant sur les difficultés du ravitaillement pour « les pauvres Allemands, » sont remplies de prévenances. Le curé nous raconte, en un français qu'il s'efforce à rendre correct, qu'en 1900, il a été à Paris et à Londres; et ne cache pas qu'il souhaite d'y retourner.

C'est ce même curé qui m'apprit la décision du gouvernement français d'occuper Francfort : il ne s'en montrait pas ému : « Nous payons la folie de von Kapp, » reconnut-il. Toutefois, une des vieilles demoiselles ne put se tenir de dire à ma femme le soir même : « Vous êtes Française, madame, et je suis bonne Allemande. Il vaut mieux que nous ne nous parlions pas. »

Dès le lendemain, les physionomies changent. La religieuse qui nous sert nous avoue avec des airs épouvantés que les spartakistes tuent et brûlent tout sur la Ruhr, que Cologne est menacée, qu'il n'y aura plus l'hiver prochain charbon ni vivres en Allemagne. Le soir, le jeune industriel, rentrant de Hochst, annonce que la population de Francfort vient de se soulever contre les Français. Il dit cela d'ailleurs tranquillement, sans aucune passion. Je n'ai pas de peine, sur des informations précises, à le démentir, et il s'excuse de bonne grâce de s'être laissé tromper; mais je vois bien que je n'ai convaincu personne. On ne fait plus d'ailleurs devant nous allusion aux événements. Seule, la *fraulein*, en prenant congé, nous dit doucement : « Ce serait bien dommage si vous partiez d'ici. »

En fin de compte, à partir du jour où les journaux allemands, non sans des manchettes sensationnelles, publient la note anglaise, et annoncent que Lloyd George évite de traverser la France pour gagner San Remo, personne ne nous parle plus, à l'exception des religieuses et du curé. Ce dernier, à mon départ, m'avoue que c'est l'attitude de la *Gazette populaire de Cologne*, « un très respectable journal, » qui l'impressionne.

— Il est bien malheureux que la vraie paix ne règne pas encore parmi nous, soupire-t-il. Il n'est pas un de mes compatriotes

qui ne le souhaite. Mais vos militaires ne le veulent pas. Ils envoient parmi nous des nègres ; ils font tirer sur les paisibles Francfortois Il serait si facile cependant de s'entendre !

Ce peuple apparaît décidément d'une docilité extraordinaire. Il suffit de quelques articles fort mal faits de gazettes suspectes, sans compter l'action sournoise d'agents prussiens, pour le détourner de nous. L'évidence des mensonges de ces cinq ans de guerre, la leçon des avions de Nuremberg, ne leur ont rien appris. A ceux qui accusaient les Français d'être accessibles au « bourrage de crâne, » il n'est que de venir voir comme une courte campagne de presse agit sur l'opinion rhénane pour connaître des cerveaux crédules.

Il n'y a pas à se le dissimuler : l'œuvre d'éducation que tout Français a à entreprendre ici à l'égard du Rhénan est plus difficile qu'il n'apparaissait tout d'abord. Il y faudra bien du temps et de la patience.

10 mai.

Nous venons d'avoir, entre universitaires français et allemands, une discussion sur les origines de la guerre, qui, pour n'être pas un événement diplomatique, ne me paraît pas moins offrir quelque intérêt.

Il y a quelques jours, j'avais entrepris le professeur V..., (qui semble décidément de plus en plus hostile au prussianisme) sur les responsabilités de la guerre. Gêné par mes arguments, il me demanda de convier quelques-uns de ses collègues de Wiesbaden et de Francfort, mieux à même, grâce à leur documentation, de me répondre. Je m'empressai d'accepter, et obtins d'en amener autant de mon côté. Et c'est ainsi que nous nous sommes trouvés hier réunis pour la première controverse sur la guerre qui se soit sans doute encore déroulée entre professeurs des deux nations. Il y avait là, outre le professeur V . et une dame rhénane qui enseigne la littérature germanique, deux professeurs prussiens, un historien et un philosophe ; de mon côté, j'étais accompagné de mes collègues MM. Bleu et Houssay, agrégés des Lettres, heureux de s'affronter avec des représentants de la science germanique.

Nous nous heurtâmes auprès des deux professeurs prussiens aux plus étonnantes ignorances, à moins que ce ne fût à la plus entière des mauvaises fois. Comme je rappelais qu'en tout état de

cause, la guerre avait été déclarée par Guillaume, ils sursautèrent tous deux avec une belle indignation : « C'est une erreur, s'écria l'historien. C'est Poincaré et Sazonoff qui ont déclaré la guerre! » Et comme nous nous acharnions à rappeler textes et dates, il ajouta rageusement : « La preuve, elle est dans l'inique traité de Versailles. » Les témoignages allemands de Kautsky, Liebknecht, Forster, Lichnowsky, etc., ils les récusèrent âprement : « Un juif! Un clérical! Un traître! » Il n'y a d'Allemands pour eux que « les vrais Prussiens. »

Cette mauvaise foi faisait impression sur les deux Rhénans : le professeur V... reconnaissait l'autorité d'un Lichnowsky, d'un Forster; sa collègue, tout au moins, refusait de les considérer comme des traîtres à l'Empire. Peu à peu, sous la pression de nos objections, devant la précision de nos citations, ils nous concédèrent tous deux des points de plus en plus nombreux, reconnurent notamment que la violation de la Belgique avait été « une sottise criminelle, » cependant que, gênés, les Prussiens se taisaient. Finalement, l'historien se dressa et, la voix coupante, affirma :

— Toutes ces discussions sont vaines. Si nous vous avons déclaré la guerre, c'est qu'il le fallait. Depuis Édouard VII, vous nous encercliez, et en 1915 ou 1916, l'armée russe eût atteint une puissance à laquelle nous n'eussions pu résister. Nous avons fait une guerre défensive préventive.

Et le philosophe conclut avec fermeté :

— L'Allemagne, pour assurer son existence, devait attaquer. Elle a bien fait. Pour gagner la guerre, elle devait la mener énergiquement. Elle a bien fait. Elle a eu le malheur d'être trahie par les ennemis de l'intérieur et de manquer d'hommes d'État. Mais elle n'a rien à regretter, et elle n'a pas été vaincue.

Mais les deux Rhénans, par leur silence, marquèrent leur improbation de ces paroles. Dans le vestibule, au départ, nous entendîmes que les deux Prussiens les reprenaient vertement de leur mollesse patriotique.

De pareilles discussions gagneraient, je crois, à être multipliées, et dans tous les milieux. Je sais bien qu'on va répétant qu'elles sont vaines, que, sur ces questions, les Allemands sont irréductibles, et qu'au surplus, c'est du passé. Je ne suis pas de cet avis. Ces mensonges, si nous ne les extirpons pas de l'âme

germanique, finiraient par prendre consistance: à tout jamais, ils empoisonneraient l'Allemagne, et nos rapports avec elle. Au reste, qui donc soutiendrait que la vérité ne finit pas toujours par triompher? En cette courte entrevue, ne s'est-elle pas imposée à ces esprits prévenus? Certainement, nous avons en grande partie convaincu les Rhénans, et nous ne sommes pas sans avoir ébranlé les Prussiens. Ne nous lassons pas de dénoncer la mauvaise foi de Berlin, même passée.

16 mai.

L'église Saint-Pierre est pleine, où s'accumulent les Français qui ont tenu, le dimanche de la canonisation de Jeanne d'Arc, à rendre hommage à la sainte de leur patrie. Aucun ne manque, et, dans les stalles et le chœur, figurent toutes les autorités françaises de la ville. J'aperçois même dans la nef des familles mayençaises.

La messe se déroule, un peu théâtrale, comme le commande peut-être le décor d'opéra de Saint-Pierre. Sous les voûtes de l'église retentissent les ouvertures de *Messidor* et de *Patrie* qu'à coup sûr Bruneau et Bizet ne s'attendaient pas à voir figurer en une cérémonie de canonisation. Mais personne ne s'étonne : ce dimanche est à la France, et pour la rappeler, toutes ses musiques sont belles...

L'après-midi, sur la demande du général Degoutte, le grand honneur m'est réservé de rendre à Jeanne l'hommage des laïcs. En cette ville germanique, où tous les Français sentent le prix d'une consécration qui attire à notre pays les prières des catholiques allemands, qu'il m'est facile de faire vibrer des cœurs déjà tout enthousiastes! Nous ne savons encore si le gouvernement proclamera officiellement la fête nationale de Jeanne d'Arc : mais pour nous Français de Mayence, je vous assure qu'en ce beau dimanche, c'est bien une fête nationale que nous avons célébrée. Puissent, l'an prochain, les Rhénans être associés à cette commémoration!

25 mai.

Ces journaux prussiens, — ou prussianisés, — sont magnifiques! Leur mauvaise foi finit par être touchante, tant elle est obstinée. Tout le monde avait été frappé de l'impression profonde produite par la belle proclamation du général Degoutte sur l'évacuation de Francfort : « Les Français tiennent leur

parole! » Cela sonnait haut et clair. Le Boche, — il faut bien l'appeler par son nom, — est intervenu. Il a d'abord insinué, piano, piano, que les Français avaient dû quitter la ville devant la menace d'un soulèvement : ce fut l'affaire de ces *Leipziger Neueste Nachrichten* qu'on trouve toujours au chemin du mensonge. Puis, personne ne démentant, la grosse artillerie a donné; et ce furent d'horrifiques histoires sur les méfaits des nègres : ici, le chœur fut conduit par le *Berliner Tagblatt*. Enfin, voici le grand assaut : la *Frankfurter Zeitung*, qui n'a plus rien du grand journal européen d'avant guerre, invente un ultimatum des Anglais, qui exigeraient non pas seulement l'évacuation de Francfort, mais encore celle de toutes les têtes de pont du Rhin.

Tout cela est bête à en pleurer; — et sent l'approche des élections. Mais, sur ces cerveaux mal habiles, l'effet de pareils mensonges est indéniable. Notre domestique hessoise ne nous a-t-elle pas dit que des nègres avaient coupé les mains de petits enfants à Francfort? Et le professeur V... ne m'a-t-il pas demandé s'il était exact que notre Lycée dût être prochainement évacué?

D'ailleurs, la presse n'est pas seule à agir. Toute une propagande se fait à l'heure actuelle contre nous. Ce sont les éditeurs de Leipzig et de Berlin qui remplissent les librairies de toutes les villes occupées de brochures pangermanistes et de récits sur les exploits des armes allemandes. Ce sont les Mémoires de Hindenburg qu'on annonce avec fracas. C'est le gouvernement qui donne lui-même : voici le Ministre berlinois du Reich David qui vient, en grand apparat, à Mayence affirmer que l'Empire connaît la misère des pays rhénans depuis l'armistice, mais compte bien que l'occupation ne durera pas quinze ans.

Aussi la population n'est-elle plus tout à fait la même à notre égard. Ce n'est pas la bonasserie aimable du début : chez beaucoup, c'est de la réserve, chez certains, de la défiance; trop de fonctionnaires sont même insolents. On sent que tout ce monde est inquiet du lendemain, et craint de se compromettre avec les Français. Non qu'ils nous détestent : rien n'est changé à leur désir d'entente. Mais presse, fonctionnaires et ministres sont arrivés à leur faire croire que la France ne pourra pas rester sur le Rhin, et devra le céder au Prussien.

Peut-être aussi sommes-nous trop silencieux. Le mépris ne

suffit pas pour se défendre contre le mensonge. Un seul journal, le petit *Écho du Rhin*, lutte vaillamment contre ce concert de calomnies et de sottises. Que peut-il, contre la coalition de feuilles et de gouvernements encore puissants et riches ? Il y a cependant en ce pays des bonnes volontés qu'on pourrait grouper pour constituer un organe allemand de défense rhénane. Les milliards d'Hugo Stinnes sont impressionnants : tout de même, il y en a d'autres.

30 mai.

Les Français reprennent l'offensive contre les Prussiens! Depuis janvier, en vérité, ceux-ci, dans leurs lois comme dans leur presse, jouaient vraiment trop aux maîtres. Notre patience les trompait, et ils oubliaient qu'il y a quelque chose de changé aussi bien sur le Rhin que dans le monde depuis le 11 novembre 1918. C'est partout maintenant une reprise vigoureuse et joyeuse de l'effort français : administrateurs, commerçants, professeurs, artistes, tout le monde donne : il semble que, devant les provocations des feuilles pangermanistes, tous aient compris la nécessité d'une action énergique pour préserver l'influence de leur pays en Rhénanie.

Voici que, dans toutes les villes occupées, commerçants français et belges se sont groupés en unions de défense. Ils viennent de faire placarder sur les murs une belle affiche blanche, dont le texte énergique réclame l'annulation de toutes les mesures arbitraires prises depuis janvier par le Reich contre le commerce franco-belge. Justement et ingénieusement, ils soulignent combien les Rhénans se trouvent lésés par elles; et, pour conclure, ils réclament, au cas d'un refus de Berlin, l'application de l'article 270 du traité de paix qui permet d'accorder à la Rhénanie un régime douanier spécial. Je n'entends qu'éloges de ce ferme langage, et j'ai vu nombre de négociants rhénans placer l'affiche à la porte de leur maison.

Mais voici qui est encore mieux. De grands négociants français ont récemment organisé, avec le concours de puissantes firmes rhénanes une Union des intérêts franco-rhénans. Ce sont tous hommes, entreprenants et sans faiblesse, dont la volonté est de rétablir entre le Rhin et la France ce grand courant d'affaires que le passé a connu et que les routes commandent.

Enfin, à Mayence, le Cercle français, constitué fort petite-

ment cet hiver, devient une grande maison accueillante, installée en un hôtel luxueux, dont les soirées élégantes attirent déjà des Mayençais. En outre, ses dirigeants ont créé une coopérative qui va alimenter toute notre colonie : ils se flattent de résoudre ainsi la difficile question du ravitaillement des Français n'appartenant pas à l'armée d'occupation.

De leur côté, le Haut Commissaire et l'Université s'emploient à développer l'influence de l'esprit français. Le 13 mai, M. Tirard, en présence du général Degoutte, du député Fribourg et des professeurs de la Faculté de droit de Strasbourg, a inauguré solennellement une École de Droit et une École supérieure de Commerce. D'autres Écoles supérieures sont en projet, qui feront ainsi de Mayence un centre d'études françaises de premier ordre. Les jeunes gens que leur service militaire conduira en pays d'occupation pourront y achever leurs études, et, par leur commerce avec la population, faire connaître et aimer nos méthodes et notre esprit. Peut-être, plus tard, comme en notre lycée, les jeunes Rhénans voudront-ils suivre des cours qui les feront pénétrer au cœur de la culture française. Il était bon en tout cas qu'en cette vieille cité latine, le droit romain et le génie français reprissent leur place.

Notre théâtre et notre musique l'ont déjà prise, nos tournées d'artistes parisiens, malgré la contre-attaque de Berlin qui envoie ses vedettes les plus retentissantes dans toutes les villes occupées, attirent des Rhénans de plus en plus nombreux. Pour entendre de Féraudy dans *l'Avare*, ils étaient bien plusieurs centaines, tant à Mayence qu'à Wiesbaden. Mais c'est surtout Chevillard qui les a conquis : sa direction nerveuse, si elle les étonna d'abord, les enthousiasma finalement. Les musiciens de Wiesbaden, m'a-t-on dit, lui demandèrent de revenir diriger la *Tétralogie*, et chez ces mélomanes, ce n'est pas un mince éloge.

Oserai-je, après tout cela, parler de nos conférences au cercle Jeanne d'Arc? Leur action s'ajoute à d'autres, et, si j'en crois de bons échos, elle ne fut pas si infime. N'est-ce pas un bon témoignage que ce compliment de clôture d'une personnalité catholique d'ici : « Vous nous avez appris beaucoup de choses, ne serait-ce que la liberté d'esprit de votre Université »? Nous avons donné notre effort, et aucun effort n'est perdu.

8 juin.

Elles ont eu lieu, ces élections tant attendues au premier Reichstag de la République allemande. A Mayence, elles se sont déroulées dans le plus grand calme : je suis même étonné de l'indifférence de beaucoup de Mayençais; parmi ceux que je connais, j'en sais qui se sont absentés, et l'on me dit que la plupart des femmes n'ont pas voté. Serait-ce que rien de Berlin ne peut les toucher? Ou plutôt que la politique ne les intéresse pas?

On connaît les premiers résultats. Socialistes majoritaires et démocrates subissent ici comme ailleurs un échec écrasant, la Droite et les Indépendants gagnent des milliers de voix. Mais au fond, les étiquettes ne signifient pas grand'chose.

La presse d'Hugo Stinnes crie victoire des succès du *Christliche Volkspartei*. Mais cette aile droite des Centristes ne s'est détachée du vieux Centre que pour fuir les directions trop prussiennes d'Erzberger, et même de Trimborn, que Berlin a reconquis. La plupart de ses élus sont résolument fédéralistes, et leur vrai chef paraît ce docteur Heim qui mène en Bavière avec un succès croissant la lutte contre le prussianisme. Le Centre lui-même, malgré sa timidité, compte, parmi ses députés rhénans, nombre de membres de l'Union de Boppard, dont la charte essentielle est l'autonomie de la Rhénanie. Il n'est pas jusqu'aux socialistes indépendants qui ne professent le « Los von Berlin. » Un de leurs chefs rhénans, Smeets, a fondé un groupe nettement séparatiste, le *Rheinische republikanische Volkspartei*, qui compterait 70000 adhérents. A la veille des élections, ce Smeets faisait paraître l'article le plus violent qui ait encore été publié en terre allemande contre la Prusse : « Peuple allemand, tu as toujours été la vache à lait de la soldatesque prussienne. » Quant aux socialistes majoritaires et aux démocrates, leur défaite est si complète qu'ils ne sauraient plus guère avoir d'action en ce pays. Même parmi eux, d'ailleurs, combien acceptent ou réclament l'autonomie! N'est-ce pas un des leurs, le Dr Ulrich, président du conseil de la Hesse, qui avait lancé l'an dernier la grande idée d'une République du Rhin moyen? En vérité, il semble bien que tous les partis rhénans soient d'accord sur cette grave question de l'autonomie de toutes les terres rhénanes. Et cela est si vrai que leurs élus, me

dit-on, vont réclamer, dès les premières séances du Reichstag, l'abolition du *Sperrfrist* qu'en juillet 1919, l'Assemblée de Weimar vota pour interdire toute discussion sur l'unité du Reich pendant cinq ans.

Ce Reichstag sans majorité, confus et chaotique, il sera curieux à suivre dans sa politique rhénane. Puisse-t-il enfin, inspiré par les leçons du passé, arracher et cette terre et toutes les Allemagnes à la Prusse despotique de Treitschke et de Bismarck!

27 juin.

Par ce beau dimanche d'été, toute une foule se presse sur le grand bateau blanc et or qui descend le Rhin. Sur les bancs de l'avant s'entasse une école de garçons et de fillettes avec leurs maîtres et leurs maîtresses. A la poupe, éclate en lettres gigantesques un nom, le *Bismarck*, et claque au vent un immense pavillon rouge, blanc, noir. Sur les bateaux voisins flamboie même le pavillon de la marine « impériale et royale » avec l'aigle méchant. Notre occupation débonnaire ne s'offense ni de ces noms ni de ces couleurs. Et quelle singulière République que celle-là qui cache son drapeau et ne connaît que les insignes d'un passé proscrit!

Puissant et rapide, le bateau descend. A chaque instant, sur le fleuve, nous croisons des trains de chalands, toujours parés du pavillon rouge, blanc, noir, et dotés de noms guerriers, ou bien encore de celui de Hugo Stinnes. Sur les deux voies qui bordent la rivière, des rames de wagons se suivent à faibles intervalles. Certes, le charbon ne manque pas en pays allemand, non plus que le trafic. Et quelle richesse alentour! Vignobles déjà lourds de jeunes grappes, champs couverts d'avoines, de blés, ou de seigles, hôtels à 200 marks par jour, et restaurants à 60 marks le repas, tous bondés de clients... Francfort est-il donc si loin du Rhin que les rédacteurs de la *Frankfurter Zeitung* puissent encore parler de la misère des territoires d'occupation?

Soudain, auprès de moi, un des instituteurs profère un commandement bref. Les enfants s'arrêtent de manger, et se dressent d'un seul mouvement. Leurs maîtres se découvrent. L'un d'eux pousse un *Hoch!* qui ne trouve d'ailleurs point d'écho; un autre fredonne le *Deutschland über alles!* Emergeant au-dessus des vignes, écrasant tout le paysage de sa

laideur massive, le monument de la Germania est apparu. Sur le pont du bateau, le reste des Rhénans regarde, mais ne dit mot : le geste du maître prussien n'a pas d'imitateur.

1er juillet.

Wiesbaden était avant la guerre la plus prussienne des villes rhénanes. Cette vieille cité du Nassau, conquise en 1866, se trouvait devenue la ville de luxe des Germains de l'Est. Encore aujourd'hui, il n'est pas de lieu où les fonctionnaires prussiens soient restés plus fortement imbus de l'esprit et des pratiques des Hohenzollern. Il n'est pas de lieu non plus où les immigrés de l'Est, riches rentiers, officiers ou fonctionnaires en retraite, soient venus en plus grand nombre s'établir auprès des Nassoviens. Depuis la Révolution, beaucoup sont encore accourus pour trouver confort en ces villas somptueuses et tranquillité sous la protection des soldats français : tel le général von Gallwitz qui demanda et obtint du Gouvernement français l'autorisation de s'établir à Wiesbaden, et tels bien d'autres hauts et puissants seigneurs de l'Armée et de la Finance.

Mais ce sont les Français qui donnent maintenant le ton à la riche cité. Aux troupes d'occupation se sont ajoutés des flots sans cesse renouvelés de voyageurs, d'hommes d'affaires, d'artistes. Les services de la Récupération attiraient des industriels, la Section économique des hommes d'affaires, les théâtres et les concerts des amateurs : dès l'été dernier, le général Mangin organisa une grande « saison » des œuvres de Wagner, et depuis on peut dire qu'elle n'a pas cessé. Et les Français ont apporté leur politesse et leur élégance : si bien que la cité nassovienne perd sa rude écorce prussienne, que peu à peu elle se parisianise.

En l'Hôtel de Nassau, *palace* parfaitement international, on n'entend, aux thés et aux dîners, parler que français. De jolies filles passent, vêtues de robes fraîches : ce sont, me dit-on, des mannequins parisiens qu'une maison envoie lancer ses créations. Des dames allemandes regardent et admirent. Aussi le grand couturier de Wiesbaden, Baccharach, qui fait la loi en Rhénanie, abandonne-t-il désormais les modèles viennois ou berlinois pour ceux de Paris.

Au grand théâtre, malgré le décor germanique, comme la salle a pris l'aspect parisien ! Certains soirs, en cet immense

vaisseau peuplé de femmes élégantes et d'habits noirs (les uniformes sont ici moins nombreux qu'à Mayence,) parmi le bruissement des conversations françaises, on se serait cru à l'Opéra. J'emporte d'une représentation de la *Tétralogie* un souvenir particulièrement vif. Dans la loge impériale, un général français présidait; à l'avant-scène se tenait notre haut commissaire; à nos côtés, un jeune couple nous contait être venu spécialement de Paris pour entendre *l'Anneau des Niebelungen*. Des Français allaient féliciter chanteurs et musiciens, dont aucun ne cache la joyeuse fierté que leur laissent nos applaudissements.

Certes, il ne faut rien exagérer. Il reste, malgré ces élégances, bien des traits de germanisme, ne serait-ce que ces mangeailles de « delikatessen » qui se font aussi bien en la salle pendant le spectacle qu'au buffet durant l'entr'acte. Il demeure, chez beaucoup, malgré la politesse ambiante, une hostilité que les regards accusent. La plupart des jeunes hommes arborent ici la croix de fer, qui est à peu près dédaignée dans les autres villes rhénanes, et un orateur, le pasteur Philippi, a pu lancer fièrement devant un auditoire wiesbadenois cette apostrophe : « Nous sommes la garde à l'Ouest du peuple allemand, èt nous le défendrons. » Comment s'en étonner, quand on sait le nombre d'anciens officiers de l'armée impériale qui vit ici ?

Mais qui ne voit la détente que crée cette atmosphère mondaine et souriante? Déjà, me dit-on, il est des dames de Wiesbaden qui souhaitent d'être reçues dans les soirées françaises; déjà, en un prochain concours hippique que les autorités françaises organisent, des courses rhénanes sont annoncées auprès du steeple français. Petites choses sans doute, mais qui ont leur prix, puisqu'elles inquiètent et irritent les Prussiens. Voici leurs gazettes qui annonçent que Wiesbaden, souillée par la honte noire, est terrorisée par les nègres de notre armée. Les maladroits! Ils ne réussissent qu'à écarter de la cité de Nassau les Germains de l'Est, cependant que, cet été, des milliers de Français s'annoncent pour la grande saison thermale de Wiesbaden.

Viennent encore quelques années, quelques campagnes prussiennes, et la jolie ville du Taunus sera une de nos « villes d'eaux les plus parisiennes. » Le gouvernement du Reich s'imaginait, par ses interdictions d'importation, toujours en vigueur, chasser d'ici la France et ses produits. Mais il n'y a pas de frontière pour l'élégance et la politesse françaises.

8 juillet.

Grosse émotion cette semaine en toutes les villes rhénanes. Les ouvriers, en troupes compactes, sont venus piller les éventaires des marchés, et certaines boutiques de mercantis connus. En outre, une grève de protestation est annoncée contre l'impôt d'Empire sur les salaires.

Ce n'est là en somme qu'une de ces crises si fréquentes que la politique économique et fiscale du gouvernement berlinois détermine dans toute l'Allemagne. En particulier, les décrets de janvier et de mars, en interdisant les importations de France, ont tari le ravitaillement, et la demande dépassant l'offre, les prix ne peuvent cesser de monter, cependant que l'augmentation insensée des billets de la Reichsbank fait continuellement baisser la puissance d'achat du mark. Les vivres atteignent des prix fantastiques, et les masses populaires ne mangent plus à leur faim.

Mais ce serait bien mal connaître les Prussiens que de supposer qu'ils puissent reconnaître leurs erreurs. Tout au contraire, les journaux de Hugo Stinnes imputent le renchérissement de la vie à la présence de l'armée d'occupation. Ils prétendent même que l'impôt sur les salaires est nécessité par les frais d'entretien de ces troupes. Ils reprennent en même temps avec violence la campagne contre nos soldats nègres, bien que nos braves Sénégalais aient déjà quitté le Rhin. Bref, ils cherchent à détourner dans un sens nationaliste et pangermaniste toute l'agitation ouvrière.

Ils est évident qu'une nouvelle offensive prussienne se dessine contre nous. Comme pour l'affirmer, on annonce encore une visite des ministres du Reich aux pays occupés. On veut à Berlin provoquer des mouvements populaires dans les villes rhénanes, sans doute pour agir sur la conférence de Spa. Peut-être même, si j'en crois ce qu'on dit à Mayence dans des milieux bien informés, assiste-t-on au commencement de l'exécution d'un vaste plan pour déclencher contre la France, d'accord avec les bolchévistes, quelque immense mouvement d'apparence ouvrière. Déjà des agents prussiens de l'*Heimatdienst* ont été saisis à Ludwigshafen par les Français comme ils provoquaient une grève, à Cologne par les Anglais comme ils organisaient un attentat contre un député rhénan autonomiste.

Cet *Heimatdienst*, dont l'action occulte se trouve ainsi démasquée, n'est autre que le succédané du fameux office de presse de guerre (*Kriegspressamt*), dont l'activité fut si intense jusqu'à l'armistice. Son but officiel est de maintenir la fidélité au gouvernement du Reich. Son but véritable est de détruire l'œuvre de Versailles et de soulever les masses ouvrières, sous des prétextes économiques, contre la France. Sur l'un des agents arrêtés, notre sûreté aux armées a découvert d'ailleurs ces instructions suggestives :

« Il est particulièrement nécessaire d'exploiter dans un sens politique les grèves qui sont provoquées par l'irritation contre les autorités françaises, par le manque de charbon, par la famine... Il est nécessaire qu'une certaine tension soit maintenue entre la population et les autorités françaises, afin que ces dernières reculent devant les moyens extrêmes, qu'elles aient le sentiment net que la population n'entre pas dans leurs vues. Il est à recommander que la propagande soit dirigée sans dureté contre l'Angleterre ni contre l'Amérique. »

Ces troubles, s'ils se produisent, ramèneront la vague spartakiste à Berlin. Mais pour sauver le butin de la grasse Rheinland, le Prussien mettrait le feu au monde. Il n'épargnera mensonges, dépenses, ni violences afin d'éviter que les Rhénans ne disposent d'eux-mêmes et ne traitent les Français en amis. Pour déloyale qu'elle soit, cette action n'est pas maladroite. Les ouvriers, s'ils ont faim, écouteront tous les propos de colère. L'hiver leur sera sans doute dur : des usines, faute de matières premières, annoncent qu'elles chômeront, la récolte ne peut suffire à cette population dense, la fièvre aphteuse désole le bétail rhénan... Les prix hausseront encore.

Puissions-nous assurer à ces Rhénans les vivres que Berlin leur refuse! Quand nous leur offririons toutes les richesses de notre commerce, tous les charmes de notre esprit, comment les arracherions-nous aux mauvais bergers de l'Est, s'ils n'ont pas de quoi manger ? Pour les Français des pays occupés autant que pour la population, un ravitaillement abondant, voilà bien, je crois, la première nécessité.

12 juillet.

Après bientôt un an de séjour, voici le retour en France. Cette fois, c'est une vraie frontière qui m'en sépare : il faut

subir visites lentes et minutieuses à Neunkirchen, à Sarrebruck, à Forbach. Mais cette frontière que les prohibitions prussiennes ont dressée, si elle a pu gêner l'œuvre française en Rhénanie, ne l'a pas arrêtée. Nos écoles, maintenant installées, vont se multiplier en octobre; notre commerce, un moment hésitant sous les coups de Berlin, reprend vigoureusement, nos artistes triomphent à Wiesbaden. Certes, ce ne sont encore là que faibles pousses, et le Prussien guette, qui compte les arracher Mais les racines sont profondes et vivaces, et, malgré les tempêtes d'Est, l'arbre français tiendra et s'étendra.

Et de ce peuple, qu'adviendra-t-il? Réveillée par notre esprit, enrichie par notre négoce, la Rhénanie va-t-elle revivre? Reverrons-nous les temps prospères et pacifiques des Électeurs et des Républiques bourgeoises?

Fermement, je le crois.

Ce peuple, ce qui le maintient encore comme en torpeur, c'est l'emprise du fonctionnaire du Reich, c'est l'incertitude de son sort, c'est sa finance délabrée, c'est la faim. Qu'il puisse enfin retrouver le droit à disposer de lui-même, qu'il réussisse à abroger ces détestables édits d'interdiction d'importation et d'exportation, qu'il impose comme seuls fonctionnaires en son territoire des Rhénans, — et les forces qui le travaillent et auxquelles il n'ose encore céder l'emporteront. Il reprendra sa destinée historique le long du Rhin, et, comme autrefois, les grands courants de la civilisation et du commerce l'inclineront vers l'Occident.

Ce peuple placide et bonasse, il ne nous hait pas et nous ne le haïssons pas, quoique germanique; il n'aime pas le Prussien, et nous non plus. Il se défiait de nous, — et s'en défie encore quelque peu, parce qu'on l'a nourri contre nous de préventions hostiles. Mais déjà, de nous voir si sociables, le voici qui, comme hésitant et encore tremblant aux voix de Berlin, nous tend la main. Les vieux souvenirs se réveillent, et il se rappelle les alliances nourricières d'autrefois.

Ces Rhénans, le gigantesque appareil de l'Armée et de l'État prussiens les écrasait. Maintenant que, malgré tous efforts, il gît à terre, la Rhénanie, comme toutes les anciennes Allemagnes, ressuscitera.

ALBERT MALAURIE.

LE
MYSTICISME DÉMOCRATIQUE
DANS L'ŒUVRE DE GEORGE SAND

Il y a quelques années, certain compositeur de musique était sur le point de faire représenter à Paris un opéra de sa façon. Il fut copieusement interviewé, selon l'usage, pendant les jours qui précédèrent la première représentation de son œuvre; et, dans son enthousiasme de créateur, dans la certitude anticipée de la victoire, il crut pouvoir affirmer à ses visiteurs professionnels que le collaborateur de tout artiste digne de ce nom n'était autre que Dieu lui-même! Ce fut une hilarité générale sur le boulevard : les revues de fin d'année s'emparèrent de l'incident et l'on y montra le musicien donnant à ses amis quelques précisions sur son céleste compagnon de travail. C'est que le mysticisme romantique, qui continue d'être autour de nous la religion dominante, a quelque peu modifié son vocabulaire depuis le milieu du siècle dernier. Des prétentions sacerdotales et des gestes hiératiques qu'il conserve, il ne donne plus aussi franchement l'explication que naguère. Pendant la jeunesse de Hugo, de Vigny ou de George Sand, la phrase qui provoqua l'éclat de rire des bureaux de rédaction aurait été regardée comme un lieu commun, un *truisme*, une vérité incontestable et incontestée. Mais nous avons à peu près tout gardé du romantisme de 1830, sauf la conscience claire de notre mysticisme foncier : nous n'assimilons plus guère au Dieu biblique et chrétien l'Allié métaphysique dont l'appui nous paraît acquis à notre originelle volonté de puissance; cet Allié que Rousseau et ses

continuateurs immédiats nommaient la Nature, on l'appelle plus volontiers la Vie autour de nous depuis quelque temps; mais les conséquences de nos prétentions orgueilleuses sont bien les mêmes au total.

Le mysticisme démocratique ou social est celui qui proclame, — ou qui suppose sans le proclamer trop haut, — que la raison et même la bonté sont naturelles à l'homme, quel que soit le degré de culture et d'expérience de cet homme, en vertu d'une libéralité gratuite du Tout-puissant. Il se traduit trop souvent par des actes dans la politique et dans la législation contemporaines : il culmine dans les doctrines du socialisme actuellement en faveur auprès des masses, le socialisme romantique, auquel les leçons de l'expérience substitueront lentement un socialisme rationnel. Il y a une quinzaine d'années déjà (1) que nous nous efforçons de le mettre en lumière et il nous paraît que les faits travaillent de leur côté à le manifester au grand jour. L'héroïque et regretté Auguste Cochin l'avait entrevu au cours de ses études sur la Révolution française, qui promettaient de si beaux fruits. M. Paul Bourget, avec son incomparable autorité de penseur et de psychologue, en donnait récemment un bien pénétrant aperçu. Il fait parler de lui dans la presse quotidienne, à la tribune parlementaire : le moment nous paraît venu d'en préciser le sens et la portée. Nous l'avons étudié récemment dans les écrits d'Edgar Quinet (2) et de Jules Michelet (3), deux de ses évangélistes les plus écoutés. Aujourd'hui c'est dans l'œuvre de George Sand que nous voudrions en signaler quelques expressions particulièrement instructives. Aussi bien cette œuvre, si ample et si forte, offre-t-elle au psychologue une synthèse presque sans lacune des croyances dominantes au cours du siècle romantique.

I

Depuis longtemps, dit un des personnages du roman d'*Horace* (1842), les républiques oublient de donner à leurs théories la

(1) Voir en particulier nos récents ouvrages sur *Mme Guyon et Fénelon précurseurs de Rousseau* (Alcan ; *le Péril mystique dans l'inspiration des démocraties contemporaines; les Étapes du mysticisme passionnel; les Origines romanesques de la morale et de la politique romantique* (ces trois derniers à la Renaissance du livre).
(2) *Edgar Quinet*, in-8°, 1919 (Librairie de la *Réforme Sociale*).
(3) Voir *La Réforme sociale* de novembre 1919 à février 1920.

sanction divine que ces théories réclament? ce serait pourtant une grande chose que de voir un révolutionnaire proclamer le droit humain *pris à son point de vue religieux*. Telle est la tâche à laquelle George Sand se consacra vers 1840 et qu'elle poursuivit pendant une dizaine d'années jusqu'à l'échec définitif du mouvement de 1848. — Déjà son récit vénitien de *la Dernière Aldini*, elle disait déjà la *sainteté* de ces natures plébéiennes que rangent si bas nos préjugés odieux et notre stupide dédain! Mais c'est dans *le Compagnon du tour de France* qu'elle a le plus nettement auréolé le travailleur manuel du nimbe messianique. Le héros de ce livre, le menuisier Pierre Huguenin, manifeste en effet une noblesse de nature plus exquise et plus accomplie mille fois que toutes les illustrations *acquises* et consacrées par l'opinion des hommes. A toute heure, il est contraint d'étouffer en son sein les élans d'une organisation *quasi-princière* qui s'accorde fort mal avec la modestie de sa condition dans la société présente. Lorsque cet homme s'assied, dans une noble attitude, sur les coussins d'un sopha de velours (au château de Villepreux où il travaille de son métier), pour contempler avec sensibilité un admirable paysage, il se sent comme *le roi du monde*. Mais, lorsqu'après un instant de rêverie sublime, il retrouve sur son front pensif, sur ses mains sèches et meurtries, les éternels stigmates de l'esclavage, des larmes brûlantes s'échappent par torrents de ses yeux; il tombe à genoux, il tend les bras vers le ciel, implorant la patience pour lui, la justice pour ses frères, condamnés à l'abrutissement de la misère! Aussi bien porte-t-il dès à présent dans son esprit la *révélation* d'un temps et d'une société meilleurs. Sand n'hésiste point à l'assimiler au Christ nazaréen, à l'ouvrier charpentier de la bourgade galiléenne parce qu'il est *de la même étoffe divine* que le fils de Marie.

En général, poursuit l'enthousiaste écrivain, le peuple est aujourd'hui le grand foyer *d'inspiration* créatrice. Le métaphysicien et le géomètre ont leurs révélations soudaines et merveilleuses de même que l'extatique religieux, le poète ou l'amant. Comment donc l'homme de charité et d'abnégation, celui dont le cœur et le cerveau travaillent de concert à découvrir la vérité sociale dans l'intérêt de ses frères, ne serait-il pas porté, lui aussi, par *l'esprit du Seigneur* qui plane au-dessus de nos têtes. Le peuple se délivrera lui-même, posera sa règle en personne, tirera ses conseillers de son propre sein, puisant ses inspirations

dans l'esprit de Dieu qui descendra sur lui au moment propice. Et ses dons de prophétie sont dès à présent contagieux. Il suffit que la belle Yseult de Villepreux se décide à mettre sa main dans la main d'Huguenin pour qu'elle participe de son céleste privilège. Désormais, lorsqu'elle s'accoudera sur sa gothique terrasse, elle recevra, elle aussi, de grandes révélations sur la perfectibilité humaine; et les rejetons qui vont naître de ce couple élu verront sans doute plus clair encore dans les secrets du Très-Haut.

C'est Pierre Leroux qui, par sa rousseauiste philosophie de l'histoire, avait conquis George Sand à ce « communisme » dont elle se fit l'apôtre au cours des années qui précédèrent la révolution de 1848. Pendant cette période de crise, les communistes passeront pour les plus inquiétants des démagogues. Et pourtant, chose curieuse, l'évolution qui, vers 1840, avait conduit Sand du socialisme de Lamennais vers le communisme de Leroux, s'était accompagnée au contraire d'un adoucissement des dispositions violentes qui marquent ses premiers écrits de propagande républicaine. A mesure que l'utopie pousse de plus profondes racines en cette âme féminine, — assurément généreuse et dévouée quand l'entraînement passionnel ou l'orgueil ne lui dictent pas sa conduite, — cette utopie se fait plus indulgente et plus souriante : elle oublie ou néglige les obstacles à écarter de son chemin dans le ravissement des résultats entrevus. N'est-il pas significatif, en effet, que ses récits délibérément communistes aient été publiés en feuilleton par des feuilles conservatrices, comme *le Constitutionnel* ou *l'Époque*, tandis que les journaux réformistes se fermaient devant ces rêveries qui leur semblaient défavorables à l'action immédiate? L'appel à la violence en a disparu : un souffle d'idylle, une haleine de printemps circulent entre leurs pages, annonçant les délicieux romans champêtres qui vont les suivre de près ou même les continuer par une transition insensible. Le rousseauisme sandien semble ici rétrograder vers sa source *astréenne*, qu'il rejoindra tout à fait dans *les Beaux messieurs de Bois-Doré*. L'association volontaire est désormais proposée comme le ressort essentiel de la réforme sociale prochaine.

Dans le premier des deux grands romans communistes de Sand, *le Meunier d'Angibault*, on voit une belle Parisienne, Marcelle de Blanchemont, demeurée veuve avec un très jeune

fils, se retirer à la campagne dans la région de Nohant. Les terres de sa famille ont été lourdement hypothéquées par un mari dissipateur : elle vient en disputer les débris aux créanciers de ce peu regrettable époux, afin de sauvegarder tant bien que mal les intérêts de son enfant, et elle y fait presque aussitôt la connaissance du meunier d'Angibault, le grand Louis, qui s'offre à l'aider dans sa tâche ardue. — Mme de Blanchemont a aimé naguère un socialiste du nom de Lémor qui lui a prêché les doctrines de Pierre Leroux : elle se félicite donc de sa ruine, car elle a longtemps déploré pour son enfant, ce nouvel Émile, le malheur d'être né riche : « A présent, Louis, je serai *du peuple*, dit-elle avec élan à son nouveau protecteur, et les hommes comme vous ne médiront plus de moi ! — Vous ne serez pas du peuple, lui répond le beau meunier avec un parfait bon sens. Votre fils a des parents riches qui ne le laisseront pas élever comme un pauvre. Tout cela, *c'est des romans que vous vous faites !* » Et Sand a toujours montré de ces clairvoyances intermittentes à travers ses tenaces illusions mystiques.

S'il voit souvent juste en matière psychologique et sociale, le grand Louis n'en est pas moins bon « communiste, » en ce sens qu'il voudrait assurer le sort des faibles, des bornés et même des paresseux ! Mais il conçoit que des étapes sont nécessaires pour aboutir à ce résultat, et Marcelle corrigera donc jusqu'à un certain point, sous son influence, l'excès de générosité que nous venons de constater en elle : elle raisonnera désormais sur l'éducation et sur l'avenir de sa progéniture à peu près comme la châtelaine de Nohant en personne, c'est-à-dire comme tous les représentants de la classe bourgeoise à cette date. Elle s'arrêtera, dans la pratique, à des solutions moyennes et provisoires, à celles-là même que Sand acceptait alors pour règles de son existence, car elle ne voit, dit-elle, aucun des systèmes politiques nouveaux où l'*ambition de dominer* ne montre par quelque endroit le bout de l'oreille (oh combien !) et où la liberté morale lui semble suffisamment respectée. Saint-simonisme et fouriérisme sont à ses yeux des philosophies *avortées* où l'*esprit du mal* semble se cacher sous les dehors de la philosophie. — Et ceci est sans doute une allusion à la très suspecte « réhabilitation de la chair. » — En un mot, elle se sent repoussée loin de ces doctrines comme par le pressentiment d'un *nouveau piège tendu à la simplicité des hommes !*

Voilà des constatations fort sages, et lorsque Lémor, le premier inspirateur politique et moral de Marcelle, ainsi que nous l'avons dit, s'avisera de s'abandonner devant elle à des transports d'enthousiasme, en s'écriant : « O peuple, tu prophétises! C'est pour toi que Dieu fera des miracles. C'est sur toi que souffle l'Esprit Saint. Tu sens ta force, ton amour! Tu comptes sur l'inspiration d'En-Haut, et voilà pourquoi j'ai brûlé mes livres pour chercher la loi parmi les simples de cœur! » le grand Louis reprendra sur le même ton que précédemment : « Romans, romans que tout cela! Mme de Blanchemont ne sait pas ce que son fils pensera dans quinze ans d'ici sur l'argent et sur l'amour. N'allez pas faire la folie de le dépouiller de son bien! » — Toutefois, Sand sera moins sage en définitive que cet interprète plébéien de ses velléités de sagesse. Par sa volonté, les événements viendront mettre à néant ces conseils du bon sens. Les grands-parents de l'enfant se ruinent à leur tour : il ne lui reste plus aucun héritage à prétendre et le problème de son avenir se trouve résolu de ce fait. Marcelle, voyant son fils sans ressources, proclame avec joie qu'enfin il est un *homme* à ses yeux (toujours suivant la suggestion de Jean-Jacques, aux premières pages de son *Émile*) : « Puisses-tu comprendre un jour, dit-elle solennellement au petit garçon, que te voilà jeté dans le troupeau de brebis qui est *à la droite du Christ* et séparé des boucs qui sont à sa gauche! » Formule empruntée de la Bible pour affirmer une fois de plus l'alliance céleste au profit de l'impérialisme démocratique. Après quoi, elle obéit à une inspiration plus rationnelle, aussitôt compensée par un retour de conviction mystique : « Mon Dieu, donnez-moi, dit-elle, la force et la sagesse nécessaire pour *faire* de cet enfant un homme. Pour en faire un patricien, *je n'avais qu'à me croiser les bras!* » Naïve philosophie du patriciat que n'aurait consignée ni Plutarque, admirateur des aristocraties spartiates, mécédoniennes ou romaines et meilleur appréciateur des conditions morales de leur puissance, ni même peut-être Jean-Jacques, membre-né de ce patriciat civique qui gouvernait en son temps la république genevoise et dont il réclama longtemps le privilège après s'être rendu indigne de l'exercer par ses folies de jeunesse.

Aussi bien la tâche éducatrice de Mme de Blanchemont sera-t-elle facilitée par cette circonstance que le jeune Edmond est déjà, dans sa cinquième année, un être tout évangélique, un

enfant *béni* que Dieu a marqué en naissant pour en faire un *noble pauvre!* Et nous ne nous chargerons pas de décider où est le substantif, où l'adjectif dans cette combinaison de deux épithètes également laudatives.

II

Le *Péché de Monsieur Antoine* est un récit d'allure plus optimiste encore, exprimant une entière confiance dans les réalisations sociales d'un *très prochain* avenir. Le charmant début du livre est de couleur à peu près purement poétique : il nous fait souvenir que l'ère des romans paysans, l'ère des chefs-d'œuvre sans conteste, est désormais commencée pour l'auteur (avec son livre intitulé *Jeanne*). Nous assistons à un orage nocturne dans le pittoresque pays de la Creuse, sur les bords de la Gargilesse, où la dame de Nohant venait alors séjourner de temps à autre. Le fils d'un grand industriel qui est en train de « prolétariser » méchamment ce pays champêtre, le jeune Émile Cardonnet, surpris par la bourrasque, se réfugie dans les ruines d'une forteresse féodale, nommée Chateaubrun. Ces ruines abritent encore le dernier des comtes de Chateaubrun, M. Antoine, un exquis gentilhomme-paysan, en compagnie de sa fille la délicieuse Gilberte, et de son unique servante, l'originale et dévouée Janille. Le comte, ruiné par la Révolution, a dû se faire charpentier sous la direction de son frère de lait, l'artisan Jean Jappeloup, qui ne lui a pas ménagé les semonces, ni même les injures au cours de son apprentissage. Après quoi, il a exercé dans le pays cet honorable métier que la tradition évangélique attribue au père nourricier de Jésus. — Ne le prenons pas trop au sérieux comme ouvrier cependant, car George Sand nous apprendra par la suite qu'il fut un travailleur « pour rire » et qu'il « avait l'air » de faire de l'ouvrage plutôt qu'il n'en abattait véritablement. De la façon dont il nous fut présenté, il gardera toutefois l'auréole du travailleur manuel, et, par là, le droit à l'alliance divine privilégiée, selon le canon de Jean-Jacques.

A M. Antoine, le gentilhomme descendu vers la vie du peuple, s'oppose, comme une vivante antithèse, le manufacturier Cardonnet, son voisin, *self made man* qui est en train de révolutionner le pays de la Gargilesse où il a introduit la grande industrie moderne. Cette industrie nous est décrite

comme un fléau contre lequel Sand élève d'abord les plus âpres critiques, et dont elle fait débattre le procès sous nos yeux entre Cardonnet lui-même et son fils Émile, un jeune « communiste » de la plus grande espérance, qui mérite amplement de porter le prénom illustré par l'œuvre de Jean-Jacques, ainsi que nous allons le voir. Voici, en substance, le plaidoyer du premier, si l'on en élimine quelques observations criantes et quelques brutalités voulues par Sand pour discréditer l'orateur. « C'est, dit-il, la mode des jeunes gens d'aujourd'hui que de se poser en législateurs, d'inventer des religions, des sociétés, une morale nouvelle. Leur imagination se complaît dans ces chimères. Mais, avant de détruire la société, il faudrait la connaître et la pratiquer, car on s'apercevrait bientôt qu'elle vaut encore mieux que nous. Avec tes utopies socialistes, tu ne feras pousser ni froment sur le sol aride, ni hommes *capables* de vivre en frères sur la terre devenue commune. A quarante ans, épuisé de fantaisies, à bout de génie et de confiance, dégoûté de l'imbécilité ou de la perversité de tes disciples, fou peut-être, car c'est ainsi que finissent les âmes *sensibles et romanesques*, lorsqu'elles veulent appliquer leur rêve, tu me reviendras accablé de ton impuissance, irrité contre l'humanité et trop vieux désormais pour reprendre le bon chemin. » N'est-ce pas à peu près exactement l'histoire de Rousseau, celle aussi de Pierre Leroux que Sand traitera de « fou » après 1848?

Les ouvriers de manufactures, expose encore M. Cardonnet à son rejeton, se trouvent en situation d'acquérir dans leurs ateliers l'esprit d'ordre, la prévoyance, la sobriété et bien d'autres vertus qui font trop souvent défaut au cultivateur arriéré de nos campagnes. Ces vertus procéderont pour eux de l'exercice régulier de leurs forces. Devenus vieux, ils n'auront plus besoin de secours : ils auront songé eux-mêmes à l'avenir et seront désormais des hommes libres! — Magnifique formule de socialisme rationnel, n'est-il pas vrai? Il est frappant que Sand soit amenée à placer cette formule sur les lèvres de son bourgeois typique, avec la plus amère ironie, comme un blasphème doublé d'une absurdité, comme le comble de la mauvaise foi hypocrite! « Il n'y a pas d'autre moyen de *sauver* le peuple (puisqu'il lui faut des sauveurs), conclut ce calme théoricien du *self help*. Je suis seulement fâché de te dire que ce sera plus long à réaliser que ton utopie. Pour moi, je veux que tout le

monde travaille selon ses facultés, et mon *idéal*, puisque ce mot te plaît, ne serait pas éloigné de celui des saint-simoniens (devenus industriels, les Michel Chevalier ou les Pereire). A chacun selon ses *capacités*! Que la société assure la puissance des hommes capables, car la capacité est un bienfait public. Mon utopie à moi est une source de force et un stimulant précieux pour cette société de rêveurs qui nous entoure. Soyons cent dès aujourd'hui à nous inspirer de ces principes, et je réponds que, dans cent ans, nous ne serons plus des exceptions, car l'activité est contagieuse, entraînante, prestigieuse! » — Encore une fois, tout ce développement est entrecoupé d'outrances ou de crudités voulues par l'auteur et que nous en écartons, car elles sont comme des saillies difformes éparses sur un mur de solide construction rationnelle : saillies auxquelles le jeune Émile va pouvoir accrocher son échelle d'assaut, trop semblable par malheur à cette échelle *mystique* que Jacob contempla seulement dans son rêve.

Tout d'abord, le pauvre enfant demeure *accablé* sous l'étroitesse et la *froideur* de tant de *lieux communs*, lui qui espérait dans la bouche paternelle les manifestations d'un *saint enthousiasme :* mais enfin la parole lui revient pour plaider sa cause, ce qu'il fait à son tour en ces termes : « Vous exigez que je m'astreigne comme vous à pressurer le travail des hommes à mon profit. Quel *sacrifice* utile à l'humanité aurai-je accompli par cette occupation? Fonder une colonie d'hommes libres, vivant en frères et m'aimant comme un frère, c'est là toute mon ambition. Que devient en effet le *paresseux* dans votre système? » Il est étonnant de constater quelle sollicitude Sand a cru devoir témoigner aux paresseux pendant la période communiste de sa pensée théorique! « Certes, poursuit Émile, dans une société *parfaite*, il pourrait être juste d'abandonner cet homme à la loi de répression, après avoir *essayé de le corriger*, parce que, là, le paresseux deviendrait une monstrueuse exception! Mais, actuellement, combien de paresseux seraient chassés et abandonnés à leur sort? » Et l'on ne voit pas pourquoi le petit nombre des paresseux qui subsisteront dans le paradis rousseauiste rendrait leur châtiment juste, s'il ne l'est pas aujourd'hui?

Le jeune Cardonnet expose encore que l'*amour* du travail sans relâche et sans autre compensation qu'*un peu* de sécurité

pour la vieillesse est *si contraire à la nature* qu'on ne l'inspirera jamais à la masse. Quelques tempéraments exceptionnels, *dévorés* d'ambitions ou d'*activité*, feront le *sacrifice de leur jeunesse!* — Eh! mais le voilà, le « sacrifice » que réclamait précédemment Émile! C'est le plus salutaire au corps social qui se puisse accomplir! — En revanche, reprend-il, celui qui se sentira *simple, aimant, porté à la rêverie*, à d'innocents et légitimes *plaisirs*, soumis enfin à ces besoins d'affection et de calme qui sont le bien-être *légitime* de l'espèce humaine, (toujours l'appel au droit avant la concession au devoir), celui-là fuira cette geôle de travail excessif où l'on prétendrait l'enfermer : « Si, insiste le jeune homme, après votre formule : à chacun selon ses capacités, vous n'ajoutez pas *aussitôt :* à chacun selon se *besoins*, c'est l'*injustice* (!) qui règne, c'est le droit du plus fort par l'intelligence ou par la volonté! C'est l'*aristocratie* ou le *privilège* sous d'autres formes! » Que tout cela est bien femme en vérité et nous ouvre des jours précieux sur la psychologie féminisée du rousseauisme, car les commentateurs masculins de cette doctrine hasardent moins de non-sens ingénus et se taisent sur ces corollaires, trop compromettants, de leur prédication mystique!

« Cette *paresse*, cette apathie à laquelle vous vous heurtez dans le peuple, achève cependant Émile avec intrépidité, sont les résultats d'une *lutte* où quelques-uns triomphent seuls! *Supprimez la lutte économique!* Alors, vous trouverez autour de vous tant *de zèle et tant d'amour* que vous ne serez plus obligés de vous épuiser seuls. Vous pouvez décupler, *centupler* le *zèle!* Vous pouvez faire éclore, comme *par miracle*, le feu du dévouement, l'intelligence du cœur dans ces âmes affaissées, engourdies et vous ne le voudriez pas! Supprimez le bénéfice personnel! Moi, j'y renonce *avec transport!* Et cette fortune que vous rêvez à présent pour vous seul dépassera, pour l'ensemble, vos prévisions les plus optimistes! » — Ce qui nous ramène en plein fouriérisme rousseauiste, ainsi qu'il le voit (1).

Désespérant de convertir par le raisonnement ce jeune extatique, l'odieux Cardonnet père imagine un autre moyen de courber son enfant sous sa volonté tyrannique. Il refusera d'autoriser son mariage avec l'aimable Gilberte de Chateaubrun, la

(1) Voir notre étude sur Fourier dans notre ouvrage intitulé : *Le Mal romantique*. Plon, 1908.

fille de M. Antoine, si le jeune homme n'abjure pas sa foi communiste pour proclamer à son exemple l'ignorance, l'erreur, l'injustice et la folie dans l'homme et par conséquent pour *haïr Dieu dans l'humanité*, son image! Mais comment obtiendrait-il une abjuration de cette sorte si les convictions de son fils sont *naturelles* et imposées aux hommes par *l'instinct que Dieu leur a donné*; bien que certains d'entre eux, par une étrange anomalie, n'en puissent souffrir la déduction *logique* et les conséquences *rigoureuses* (nous avons pu juger de cette rigueur logique!) — De quelle façon le charmant couple parviendra-t-il donc à la réalisation de ses vœux?

Ce sera l'œuvre du marquis de Boisguilbaut, un très riche propriétaire foncier de la région, qui est une sorte d'hégélien marxiste avant la prédication de Marx : car George Sand savait un peu de philosophie romantique allemande par Ballanche, Barchou de Penhoen (1) et Pierre Leroux. La seule différence entre le vieux gentilhomme et le communiste en herbe, c'est que l'un professe avec calme les doctrines que l'autre soutient avec exaltation. Quand les *faits* donnent un démenti *apparent* au noble argumentateur, celui-ci ne tombe nullement dans le doute. *Il ne peut pas même douter*, quoiqu'il voie de ses yeux, parce qu'il croit *à l'ordre moral des choses éternelles*. Plus il se trouve *illogique* selon son propre jugement, plus *il sent la logique de Dieu planer sur sa faible tête*. — Et tel est le représentant du sang-froid en matière de réformes sociales dans cette partie de l'œuvre sandienne.

Le marquis fera d'Émile l'héritier de son immense fortune pour obtenir de M. Cardonnet père son consentement au bonheur de Gilberte : son intention est que cette fortune soit employée par le jeune ménage à la fondation d'une « commune » modèle. Mais il entend qu'ils choisissent leur heure; et, s'ils ne jugent pas les circonstances propices à cette fondation, si la *phase d'humanité* qu'ils traverseront ne permet pas d'en prévoir le succès, ils sont autorisés à léguer cette fortune à d'autres, sous la même condition. Disposition fort sage (car Sand le redevenait dès qu'elle touchait le terrain solide des institutions bourgeoises) et que sans doute approuva M. Cardonnet père en se frottant les mains! Après quoi Boisguilbaut

(1) C'est dans cette *Revue* que ce publiciste étudia la philosophie germanique.

expire, non sans avoir salué l'aurore du communisme comme prochain. « N'ôtez pas, dit-il, au vieux planteur cette illusion, si c'en est une ! » On voit que le dernier mot du roman marque beaucoup moins d'assurance messianique que certains de ses chapitres ! Et ce discret scepticisme final à l'égard de la psychologie rousseauiste a son prix !

III

Les événements de février 1848 trouvèrent George Sand profondément ébranlée dans son équilibre moral et même dans sa santé physique par une des plus terribles crises intimes de son existence, qui en avait pourtant connu de bien graves (en 1821 et en 1835, par exemple). Ces événements publics la surprirent en effet au lendemain du mariage de sa fille Solange Dudevant avec le sculpteur Clésinger, union qui avait été précédée et suivie des plus pénibles incidents domestiques. Nous ne nous arrêterons pas sur ces faits, encore insuffisamment éclaircis. Ils intéressent d'ailleurs l'évolution de son mysticisme social en ceci seulement qu'ils lui conseillèrent de se jeter à corps perdu dans le mouvement politique pour distraire à tout prix sa pensée de ses préoccupations personnelles. Aussi bien se crut-elle à ce moment devant l'aurore de cette société de rêve qu'elle appelait depuis quinze années de ses vœux et dont elle avait préparé de son mieux l'avènement par ses écrits. Le succès « miraculeux » de la campagne des banquets réformistes éveilla d'abord sur ses lèvres un hymne d'allégresse, presque un *nunc dimittis*, quoique cette interprète en titre des intentions du Ciel n'eût aucun désir réel d'abandonner l'existence à l'heure même où elle allait devenir si douce à couler pour les hommes, à l'heure où s'incarnait le Dieu dont elle avait eu mission d'annoncer la venue, à l'heure où le peuple, enfin dûment *inspiré*, se préparait à proférer les paroles qui sauvent et à prodiguer les gestes qui guérissent.

« Bon et grand Peuple, prononce-t-elle dès le 7 mars dans la première de ses *Lettres au peuple*, aujourd'hui que la fatigue de ta noble victoire commence à se dissiper, agenouille-toi devant Dieu ! O peuple, que tu es fort, puisque tu es si bon !... Tu vas régner ! Tu vas, en échange de la science sociale que tes maîtres avaient vainement cherchée sans toi, leur donner la

lumière de ton âme qui est *toute d'instinct* et dont la *pureté* n'a été ternie par aucun *sophisme!* — Les gamins de Paris, à la fois peuple et enfants, c'est-à-dire doublement chers à la sociologie mystique du rousseauisme, lui apparaissent comme *les enfants du miracle*, et aussi comme des artistes décorateurs visiblement doués de génie, ce qui est un troisième titre à la sympathie du mysticisme moderne. Partout, dans cette révolution inespérée, elle se sent d'ailleurs frappée *du spiritualisme vague, mais exalté de l'enfant-artiste :* et cette prépondérance sociale du premier âge lui semble dans l'ordre, puisque c'est aux enfants et aux femmes qu'il convient de demander des directions politiques dans les heures de crise. Toujours *désintéressés* (*!*), ces êtres naïfs sont en rapports plus directs que les hommes mûrs avec l'*Esprit* qui souffle d'en-haut sur les agitations de ce monde.

Elle écrit à Lamartine dans les premiers jours d'avril qu'il s'exagère le défaut de maturité du peuple souverain, qu'il doute bien à tort des *rapides et divins* progrès dont ses *convulsions* seront pour lui le signal. « Pourquoi doutez-vous, insiste-t-elle, vous qui pouvez juger des miracles que la Toute-puissance divine tient en réserve pour l'intelligence des faibles et des opprimés d'après les *révélations sublimes* qui sont tombées dans votre âme de poète et d'artiste ! » Assimilation du mysticisme démocratique au mysticisme esthétique, de l'inspiration du plébéien à celle du poète génial qui risquait d'indisposer Lamartine, peu enclin sans doute, en dépit de ses gestes oratoires, à partager de la sorte avec le vulgaire le privilège de la délégation d'en-haut et les satisfactions préparées à l'humaine volonté de puissance par le messianisme romantique : « Vous croyez, lui signifie cependant sa correspondante, que Dieu attendra des siècles pour réaliser le tableau magique qu'il vous a permis d'entrevoir ? Vous vous trompez d'heure, ô grand poète, en *retardant l'avènement de l'idéal!* Pourquoi êtes-vous avec ceux que Dieu ne veut pas éclairer ?... Si la peur seule peut les ébranler et les vaincre, mettez-vous donc avec les prolétaires pour *menacer*, sauf à *vous placer en travers le lendemain* pour les empêcher d'exécuter leur menace ! » On sait ce que valent ces tardives, ces impuissantes « mises en travers » et où conduit ce jeu dangereux avec les plus brutales passions de la masse, que Sand va trouver opportun de jouer pendant tout ce décisif mois d'avril 1848.

Certes Sand condamne la guerre civile, et son geste hiératique prétend à calmer de la main ceux qu'elle excite de la voix : « Jamais dans l'avenir tu ne recommenceras le passé (terroriste), dit-elle au peuple ameuté par ses cris de menace. Dans le passé, tu as été l'homme du passé, tantôt *sublime* et tantôt criminel. Reconnais la faute de tes pères et *pourtant*, *vénère et bénis le nom et la mémoire de tes pères*, qui furent à la fois *grands et coupables !* Ceux qui les haïssent et les condamnent d'une manière absolue *font le procès à Dieu même* ! » Toujours le recours mystique en dernier ressort ! Mais le groupe social conquérant qu'elle désigne sous le nom de peuple répondrait fort congrûment à ces singuliers avis de modération (et lui répondra bientôt en effet par ses actes) : « Coupables, criminels même, nous le serons donc à notre tour et sans grand scrupule en vérité, puisqu'au regard des mystiques de l'avenir nous avons chance d'être pareillement grands, vénérés, bénis, sublimes et patronés de Dieu en personne sous prétexte que notre conscience n'avait pas encore reçue du ciel les lumières suffisantes à nous détourner du geste qui tue ! »

Au début d'avril, invitée par ses amis du Gouvernement provisoire à leur rendre ce bon office, Sand rédigera de sa main le XVIe Bulletin officiel de la république récente, proclamation qui hâtera le mouvement de réaction par son illuminisme violent : « Pour un bulletin *un peu raide* que j'ai fait, sera-t-elle contrainte d'écrire au lendemain de cette équipée, il y a un déchaînement incroyable contre moi dans toute la classe bourgeoise ! » Et, peu après, elle se verra réduite à plaider sur ce point les circonstances atténuantes : « Je crois, écrira-t-elle à Girerd (un avancé cependant) que tu dois blâmer la *brutalité* du XVIe Bulletin. Pardonne-moi ce péché que je ne puis appeler un péché de jeunesse... Il n'y avait qu'une *femme assez folle pour oser l'écrire*. Aucun homme n'eût été assez bête et assez mauvaise tête pour faire tomber de si haut une vérité si banale ! » Les derniers mots sont une tentative d'excuse ou même d'apologie : les avant-derniers expriment une profonde vérité psychologique que nous avons déjà formulée plus haut et qui rappelle les origines féminines du mysticisme qui gouverne présentement nos âmes. Elle écrit encore en ce temps qu'il semble fort équitable au premier coup d'œil de *tout reprendre à celui qui a tout pris :* « Les riches, ajoute-t-elle, voient bien que

nous ne les laisserons pas jouir en paix d'un luxe qui nous affame... Ils doivent s'attendre à payer les frais de la guerre, etc... » Ce qui caractérisera suffisamment l'accent trop fréquent de sa polémique à cette date.

Ensuite viendront, il est vrai, les reculs et les restrictions, à la Jean-Jacques, mais trop tard pour les menacés comme pour les menaçants. Ayons quelque pitié des pauvres riches, prononcera-t-elle alors sur un ton qui n'est guère moins agressif au fond que le précédent ; tolérons-les parmi nous jusqu'à ce que nous puissions les élever à la dignité d'*hommes du peuple*, c'est-à-dire de révélateurs et d'*initiateurs* authentiques, puisqu'ils participeront dès lors du privilège de l'alliance divine telle que la délimite à son profit le mysticisme démagogique ! Et, en attendant de leur accorder cette promotion dans la hiérarchie des êtres créés, regardons passer *avec un sourire* leur faste insolent et leur vanité creuse ! — Mais quelle sera l'expression de ce sourire sur les lèvres du lecteur prolétaire de ces lignes? Sans doute ressemblera-t-il à ce rictus de bête fauve près de s'élancer sur sa proie, dans lequel certains transformistes outranciers voient l'origine des hilarités humaines !

Après les riches, Sand menace la représentation nationale qui, dans son ensemble, incarnait à cette heure le bon sens des masses françaises plutôt que l'utopisme mystique issue de Rousseau. C'est « en souriant » une fois de plus que le peuple devra laisser ses élus seuls en face des énergumènes qui les assiègent : après quoi, il leur portera la Constitution votée par lui sur « le Champ de Mars ! » En réalité, d'accord avec ses amis Leroux et Barbès, elle rêvait de « fructidoriser » cette assemblée rebelle à l'inspiration d'en-haut, ce qui était conforme à la tradition révolutionnaire qu'il est permis de résumer en ces termes : incliner la France devant les faubourgs de Paris, et l'immense majorité du vrai peuple devant l'infime minorité des clubs qui pérorent dans quelques grandes villes, après avoir sélectionné dans leur sein les éléments les plus suspects du corps social. Enfin, comme les Girondins de 1792, elle appelait de ses vœux la guerre extérieure, très propre à déséquilibrer les esprits et à déchaîner enfin les *instincts* par les agitations de la peur et de la haine. Une telle péripétie faisait à ses yeux partie intégrante du scenario révolutionnaire : mais l'on sait de quelle qualité sont les « instincts » mis en liberté de la sorte !

Il lui faut bien constater pourtant, sans délai, l'effet produit sur l'opinion moyenne par le spectre du Communisme, avec lequel on l'a vu jouer de si bonne foi naguère. Elle avouera bientôt qu'*un petit nombre d'exaltés* a donné prétexte à la panique générale en agitant çà et là le drapeau du Communisme *immédiat*, qui serait, dit-elle, la *négation* même du Communisme *organique* de demain : elle oublie qu'elle a jadis réduit elle-même à trois ans le délai nécessaire pour la pleine réalisation de ses plans utopiques. — Au surplus, pendant qu'elle poursuit ses considérations théoriques, elle se voit rejointe et singulièrement distancée dans la pratique. Par la manifestation du 16 avril 1848, le peuple a tenté de passer des menaces salutaires aux violences qui le sont moins, et la réaction s'accentue d'autant. « Mon pauvre Bouli, écrit-elle à son fils avec une tardive clairvoyance, j'ai bien l'idée que la République a été tuée dans son principe et dans son avenir, du moins dans son prochain avenir ! » Le cri, partout proféré désormais, de « Mort aux Communistes ! » l'inquiète grandement pour sa sûreté personnelle et pour celle de ses proches. C'est à son tour de passer par les émotions de la peur, selon la parole évangélique : « Quiconque usera de l'épée périra par l'épée ! »

En mai, elle publie quelques articles plus abstraits sur la religion qui convient désormais à la France : cette religion est, naturellement, le *vrai* christianisme, c'est-à-dire l'hérésie érotico-romanesque de Jean-Jacques, de Lamennais ou de Leroux, qui inscrira parmi ses bienheureux tous les confesseurs anciens de la *sainte hérésie*. Mais elle concède à présent qu'avant de devenir *initiateur* en titre, le peuple a besoin d'être *initié* à bien des choses encore ; initié toutefois comme on initie *un enfant de grande espérance*, objet d'une sollicitude fort justifiée par les destins glorieux qui l'attendent ! Il s'agit d'une éducation *ad usum delphini*, ainsi qu'on le voit. — N'importe, la métaphore mystique de l'enfance a grandement évoluée sous sa plume en quelques semaines, puisque l'enfant-peuple n'est plus le *vates* illuminé d'en-haut, mais l'écolier de la bourgeoisie qui lui doit une initiation rationnelle condescendante plutôt que respectueuse.

Sa raison et sa conscience se tourmentent et la tourmentent davantage encore après l'émeute du 15 mai : car elle reconnaît, un peu tard, qu'il ne faut pas *jouer avec l'action*, que le peuple n'est

pas prêt encore et qu'en le stimulant on le *retarde*. Nous voilà loin de la lettre à Lamartine! Le chef des insurgés, Barbès, reste et restera toujours un véritable *saint* à ses yeux, mais il a voulu imposer par l'audace une idée que le peuple n'a pas encore acceptée dans son intégralité, à savoir la loi de la *fraternité totale* : et les procédés qu'il a mis au service de sa tentative sont *moins de Jésus que de Mahomet*! Au lieu d'une *religion*, il n'aurait fondé qu'un *fanatisme*, s'il avait réussi dans son assaut! — Que la ligne de démarcation est donc étroite entre ces vocables successivement hiératiques ou dénigrants qui s'appliquent, selon l'allure des événements, aux mêmes procédés ou aspirations mystiques! — Le succès de Barbès, insiste Sand, aurait été une *usurpation philosophique* : après trois mois de son régime dictatorial, on se serait réveillé *non pas républicain, mais cosaque*. Nous savons à quel point les récents événements du pays des Cosaques ont justifié ces pronostics. « Je n'accepte pas le 15 mai, écrira-t-elle plus nettement par la suite. Ce fut une sorte d'*orgie* improvisée où les *clubs* ont marché, mais non pas le peuple! » Encore une fois, que la distinction est difficile à faire entre ces abstractions diverses qui sont évoquées tour à tour selon le plus ou moins de succès des actes qu'il s'agit de qualifier!

Elle se retire alors à Nohant d'où elle écrit à ses amis des lettres fort désabusées, car les événements de juin se préparent. Elle ne désire point, dit-elle, les solutions du *désespoir*, la haine *impie* entre concitoyens. Certes, le peuple, terrible à tous, de 1793 fut la *gloire tragique* de son temps : il serait la *honte sanglante* du nôtre! Toujours de ces distinctions purement oratoires et verbales qui ne sauraient arrêter les intérêts ou les passions qu'elles persistent d'ailleurs à surexciter dans la phrase même où elles affichent la prétention de les contenir! — Décidément, le peuple est bien un *enfant* comme les vrais enfants, un enfant *faible et ignorant*, quoiqu'il porte en lui le *germe* d'un avenir *idéal*. Et c'est ici la conception expérimentale et rationnelle de l'enfance enfin substituée à sa trop mystique représentation! — Décidément aussi on a *trop effrayé* la bourgeoisie qui fournit les cadres et les avances nécessaires à la production nationale! La propriété *commune* doit avoir des *bornes* et ne pas réduire à néant la propriété *individuelle* : la vérité a été *outrepassée* par les écoles socialistes à ce point de vue. — Et voilà donc une pro-

visoire négation des théories d'Émile Cardonnet qui pourra décidément jouir, en sûreté de conscience, des rentes à lui léguées par son généreux coreligionnaire.

Puis encore, c'est la psychologie rousseauiste en général qui sera reniée par la plume de Sand à la lumière de la grande expérience mystique du XIX[e] siècle qui vient de se dérouler sous ses yeux. Tout irait bien, écrit-elle en effet, pour résumer ses constatations de ce temps, si les hommes qui représentent les idées de l'avenir étaient *bons*. Par malheur, ils sont faux, ambitieux, vaniteux, égoïstes, et le meilleur, d'entre eux *ne vaut pas le diable!* C'est un spectacle qui est profondément triste à voir de près. « J'ai, dira-t-elle plus tard dans l'*Histoire de ma vie*, j'ai beaucoup appris, beaucoup vécu, beaucoup vieilli durant ce court intervalle (du printemps 1848), *par cette tardive et rapide expérience de la vie générale*... Je n'avais étudié l'humanité que sur des individus, souvent exceptionnels, et toujours examinés par moi à loisir (?). Depuis, j'ai fait, de l'œil, *une campagne dans le monde des faits*, et je n'en suis pas revenue telle que j'y étais entrée! » Pas tout à fait, devrait-elle dire, car elle allait encore marquer, par la suite, bien des retours vers ses convictions mystiques de jeunesse.

Dès le lendemain des journées de juin, elle avait écrit, en termes beaucoup plus énergiques, qu'il était temps d'ouvrir les yeux pour voir telle qu'elle est la majorité du peuple : aveugle, crédule, ignorante, ingrate, méchante et bête; *bourgeoise* pour tout dire en un mot, qui dit tout pour les mystiques du rousseauisme en effet. Au mois de décembre de la même année, dans une préface écrite pour un livre de Borie, elle conviendra qu'il faut prendre l'homme tel que nous pouvons *raisonnablement* (rationnellement, enfin !) le concevoir, sans nous refuser toutefois un peu de cet optimisme qui est la tendance des âmes aimantes, mais sans que cette tendance vienne à dégénérer en *folie!* Imposer le communisme par la violence serait recommencer la tentative de l'Inquisition!

IV

Pendant les derniers mois de l'année 1848, un homme avait surgi dont l'apparition était venue modifier grandement les données immédiates du problème politique posé par les événements

de février. Nous avons nommé Louis Bonaparte. Rappelons que Sand avait été avec lui en relations épistolaires, tandis qu'il était captif au fort de Ham, à la suite de ses tentatives insurrectionnelles; ils se communiquaient leurs rêveries humanitaires et communiaient dans un analogue mysticisme social. Par là s'était créé entre eux un lien que la grande femme de lettres ne jugea nullement opportun de rompre lorsque le prétendant se vit porter par les événements au pouvoir; elle devait obtenir beaucoup de lui, après le coup d'État de décembre, en faveur des démagogues menacés dans leur liberté ou même dans leur vie.

Elle parut donc accepter tout d'abord sans trop de répugnance cette solution imprévue de la crise sociale, qui fut la dictature non pas du prolétariat, comme elle l'avait annoncé, mais d'un fils et d'un neveu de souverains. Elle s'efforça seulement d'interpréter une telle péripétie dans le sens de sa foi démocratique. La grande prêtresse du mysticisme social fit mine de s'avancer avec solennité, comme jadis le métropolitain de Reims, pour oindre au front le nouveau chef d'État du saint-chrême de la religion rousseauiste : « Je vous ai toujours regardé, lui écrira-t-elle le 20 janvier 1852, comme un *génie socialiste*. Dieu vous impose à la France. Pénétrée d'une confiance religieuse, je croirais faire un crime en jetant, dans cette vaste acclamation, un cri de reproche contre le Ciel, contre la nation, contre l'homme que Dieu suscite et que le peuple accepte! » Napoléon sourit sans doute, dans sa moustache cirée, à ce vocabulaire qui rappelle celui du pape Léon se portant au-devant d'Attila; mais il s'inclina dans une attitude de discrète courtoisie, et, lorsque Sand réclama de lui clémence ou amnistie au nom du Dieu dont elle se disait l'interprète, elle fut plus d'une fois écoutée et se montra quelque temps reconnaissante.

Devant cette capitulation, plus ou moins voilée de componction dévote, les coreligionnaires de la transfuge ne se firent pas faute de crier à la trahison, ce qui eut pour effet de l'exaspérer : « Cela m'inspire, écrit-elle à Hetzel, un profond mépris et un profond dégoût pour l'esprit de parti, et je donne de bien grand cœur, non pas au Président qui ne me l'a pas demandée, mais à Dieu *que je connais mieux que bien d'autres*, ma démission politique! » Et les récriminations se font, sous sa plume,

beaucoup plus amères encore que les précédentes années : « Savez-vous, expose-t-elle par exemple à Mazzini, la seule chose dont je serais capable? Ce serait une *malédiction ardente* sur cette race humaine, si *égoïste*, si lâche et si perverse! Je voudrais pouvoir dire au peuple des nations : « C'est toi qui es le grand criminel! C'est toi, imbécile, vantard et poltron, qui te laisses avilir et fouler aux pieds. Je t'ai cru grand, généreux et brave : tu l'as été, en effet, sous la pression de certains événements, lorsque Dieu fit en toi des *miracles*... Mais tu vends ta conscience pour un peu de plaisir, etc... » Elle acceptera, peu après, le rétablissement de l'Empire sans aucune protestation, parce que le peuple lui apparait à cette heure comme un *enfant assez ingrat, fort égoïste* et, à tout prendre, innocent de ses propres fautes, parce que son éducation a été *tardive* et ses *instincts trop peu combattus!* Ces instincts n'étaient donc pas divins? Et voilà l'aboutissement de la métaphore enfantine que nous avons rencontrée sous sa plume à toutes les étapes de la crise mystique dont fut marqué le milieu du siècle romantique. Il faut laisser, conclut-elle, cet enfant présomptueux aux leçons de sa propre *expérience*, — ce qui est, en effet, fort salutaire à tous les enfants des hommes. — Mais Mazzini la boudera pendant quelque temps pour ces vérités trop crûment énoncées.

Quelques années encore, et, dans le roman qui s'intitule *Monsieur Sylvestre*, le jeune bourgeois Pierre Sorrède, personnage fort sympathique à l'auteur, proclamera que les doctrines du socialisme humanitaire sont très *pernicieuses*, en ceci qu'elles promettent à l'individu le bonheur *sans une collaboration soutenue de sa part*. Il faut haïr les révolutions qui n'aboutissent pas à l'*amélioration des individus* et se garder surtout de *croire aux sociétés meilleures que ceux qui les font!* — Quelle admirable formule de socialisme rationnel, encore une fois, que cette simple constatation du bon sens! — Oui, poursuit Sorrède avec une conviction communicative, si les masses étaient imbues de ce principe que la société leur *doit* le bonheur, quelque ignorantes et corrompues qu'elles soient d'ailleurs et qu'elles entendent rester, elles deviendraient bientôt ivres de fureur et de tyrannie. Car personne n'étant encore capable du bonheur qui repose avant tout sur l'ordre, le travail, le dévouement et la modestie, mais tout le monde s'imaginant néanmoins être *digne* de ce bonheur, on verrait une lutte effroyable s'établir entre la

foule follement exigeante et le dictateur éphémère ou le Parlement divisé, qui seraient sommés par elle de la contenter sans réserves et sans délai! La civilisation ne pourrait manquer de périr ou de rétrograder grandement dans une pareille tourmente! — Anticipation frappante, à laquelle M. Sylvestre répond, comme jadis son maître Jean-Jacques, qu'il faut préférer la *liberté* à une *vaine* civilisation! Mais c'est là une riposte si faible et si puérile aux solides propositions de Sorrède que Sand était assurément d'accord à cette heure avec l'homme d'expérience dont elle formulait les arguments en termes si persuasifs et si énergiques.

Pour terminer par une sorte de parabole, — fort instructive puisqu'elle est aussi une histoire vraie, — nos considérations sur le mysticisme social, nous emprunterons à un distingué publiciste (1) le récit qu'il donnait récemment dans un grand journal parisien d'un événement qui n'a guère qu'un demi-siècle de date. — Sur les confins de la colonie du Cap et du Natal vivait la riche et guerrière nation des Kosas, soumise pour ses deux tiers environ par les armes britanniques, après huit guerres meurtrières. Un matin de mai 1856, une jeune fille kosa, allant puiser de l'eau dans le ruisseau qui coulait près de sa case, vit sur la berge un groupe de personnages d'aspect étrange; elle courut chercher son oncle, un certain Umhlakaza, qui reconnut dans l'un des survenants son frère, mort plusieurs années auparavant. Il se rendit compte de la sorte qu'il avait affaire à des esprits. Ceux-ci lui expliquèrent qu'ils venaient de très loin pour apporter la prospérité aux Kosas et la confusion à leurs ennemis, à la condition d'être fidèlement obéis dans leurs prescriptions salutaires. Ils avaient *choisi* Umhlakaza pour *faire connaître leur volonté* à ses compatriotes.

Ils prescrivirent d'abord de leur offrir un bœuf en sacrifice. L'homme leur donna satisfaction, et bientôt, la nouvelle de sa mission se répandit dans le pays. Les pèlerins se pressèrent pour le consulter comme un *oracle*. Les esprits n'apparaissaient plus à ce moment, mais ils tenaient des conciliabules souterrains dont la nièce d'Umhlakaza, debout dans le lit du ruisseau, pouvait seule percevoir les échos que son oncle interprétait ensuite

(1) M. Réginald Kann, dans *le Temps* du 23 mars 1920.

à la foule dévote. On pressent qu'Umhlakaza devait être un exalté intelligent et ambitieux, sans doute demi-sincère et demi-charlatan dans son mystique effort vers le pouvoir. — D'abord les délégués de l'au-delà ne demandèrent que l'holocauste de quelques animaux : mais à mesure qu'on obtempérait à leurs ordres, ils devenaient plus exigeants, sans doute parce que la surenchère est indispensable en pareille matière pour retenir l'attention et l'adhésion de la masse. Ils finirent par réclamer la mise à mort de tout le bétail et la destruction complète des provisions de grains, qui représentent le capital, la prévision de l'avenir dans ces sociétés primitives. C'était condamner le peuple à la famine future, mais le dispenser du travail présent. Et ils avaient de bien séduisantes promesses pour écarter le souci de l'avenir! Aussitôt que le dernier bœuf serait égorgé et le dernier épi brûlé, la face du monde changerait : le jour fixé pour le commencement des temps nouveaux verrait paraître deux soleils à l'horizon oriental : d'innombrables troupeaux descendraient alors des montagnes voisines dans le pays des Kosas et la terre se couvrirait spontanément de moissons abondantes. Quant aux *autres peuples*, aux rivaux dans la lutte vitale, *Cafres, Hottentots* (les frères de race tout d'abord) et colons *blancs*, le ciel les écraserait! Aucun des leurs ne survivrait et les Kosas, élus privilégiés des puissances métaphysiques, resteraient seuls à jouir des délices d'un véritable paradis terrestre.

Les prophéties d'Umhlakaza se répandirent et triomphèrent de toutes les résistances. Le roi des Kosas, les principaux chefs furent conquis et donnèrent l'exemple de la soumission. Une frénésie destructive s'empara de la nation entière : toute la contrée devint un vaste abattoir à la lueur de l'incendie des récoltes. On massacra plus de deux cent mille têtes de bétail : la viande pourrissait sur le sol. En vain les administrateurs anglais des indigènes soumis par les armes britanniques s'efforcèrent-ils de calmer cette fureur de dévastation : les arrêts du gouverneur, les sermons des missionnaires ne purent arrêter les ravages d'un fanatisme irrésistible. — (Les Doukhobors russes, chers à Tolstoï, ont donné des spectacles de ce genre aux Anglo-Saxons du Nouveau-Monde quand on les y eut établis à grands frais sur des terres fertiles).

Le grand jour approcha enfin (on sait que chez nous c'est le grand *soir*). La nuit qui le précéda fut remplie par des chants

ou danses extatiques, malgré les souffrances déjà subies jusqu'à ce moment. Enfin le ciel commença de blanchir au Levant : le peuple attendait, haletant! Quand un seul soleil se montra, personne ne voulut admettre la terrible déconvenue. Umhlakaza s'était trompé d'heure, disait-on. A midi, le second astre paraîtrait avec les troupeaux et les moissons; et l'on recommença de danser tant bien que mal. Il fallut pourtant reporter encore l'échéance au coucher du soleil. Mais à la nuit le désespoir saisit cette masse d'êtres fatigués par le jeûne. La plupart d'entre eux n'essayèrent pas de réagir contre le Destin et se laissèrent mourir sur place. Les plus énergiques, se nourrissant de racines et de chenilles, s'enfuirent vers les territoires voisins. Ceux qui tombèrent aux mains des tribus cafres furent tués ou réduits en esclavage. Les autres trouvèrent asile chez les colons blancs où des dépôts de vivres avaient été formés en prévision de la catastrophe imminente. Le pays fut presque entièrement dépeuplé. Dans la partie soumise aux Anglais, soixante-sept mille habitants sur un total de cent cinq mille périrent ou se dispersèrent : quant aux Kosas indépendants, ils disparurent presque jusqu'au dernier. Sir George Grey, gouverneur du Cap, dut songer à utiliser au mieux des intérêts de la Colonie les terres devenues vacantes : il les répartit entre les soldats de la légion germanique qui avait été recrutée pour la guerre de Crimée et qui était sur le point d'être licenciée. En sorte que des Allemands héritèrent dès lors de ces mystiques sociaux trop conséquents avec leur croyance. — Et nous aurions ici en raccourci l'histoire du socialisme romantique depuis les rêveries astréennes de Jean-Jacques dans la forêt de Montmorency jusqu'aux dévastations du régime soviétique et jusque plus avant encore dans la voie de la régression culturale, si, dans nos races de plus vaste expérience sociale, la raison, synthèse de cette expérience, ne conservait ses droits malgré tout et ne devait vraisemblablement se réserver le dernier mot.

Ernest Seillière.

LES FÊTES DE DESCARTES

A AMSTERDAM

Descartes était âgé de trente-deux ans. Il y en avait quinze qu'il courait les aventures. A peine sorti du collège, il s'était fait soldat, non du tout qu'il y fût poussé par aucune vocation militaire, mais « pour étudier les mœurs différentes des hommes plus au naturel. » Bientôt lassé de servir, mais non de voyager, il avait parcouru l'Allemagne et les Pays-Bas, la Suisse et l'Italie, Venise, où il assistait au mariage du Doge avec l'Adriatique, Lorette, où il s'acquittait d'un vœu, et avait poussé jusqu'à Rome. Dans la Ville éternelle, il n'avait pas perdu son temps à visiter les monuments et ne s'était pas attardé aux statues, tableaux et autres vanités de l'art; mais, sa bonne fortune l'ayant fait arriver au moment du Jubilé, il avait mis à profit le « concours prodigieux des peuples qui y abordaient de tous les endroits de l'Europe catholique, » pour satisfaire « la passion qu'il avait toujours eue de connaître le genre humain par lui-même. » C'est ce qu'il appelait : lire dans le Grand Livre du monde. Il avait non moins passionnément voyagé parmi les idées, celles des autres et surtout les siennes, depuis cette nuit fameuse où, comme dit son biographe, l'honnête Baillet, « le feu lui prit au cerveau. » Maintenant, il aspirait à se fixer. Faits et idées, tout ce que nous recevons du dehors n'est qu'abondance stérile, si la méditation n'intervient pour le féconder L'heure avait sonné de l'élaboration intérieure et de la création.

Bien décidé à ignorer désormais tout ce qui n'est pas son grand dessein, Descartes songe à se placer dans des conditions telles que rien ne puisse plus l'en détourner. Pour mieux fuir les compagnies et dépister plus aisément la curiosité, il forme

le projet de s'expatrier. Le pays qu'il choisit, pour la liberté qu'il en attend, et aussi parce qu'il en apprécie le climat, est la Hollande. Il devait y rester vingt ans. Il y a conçu, exécuté, publié toute son œuvre. Ainsi la Hollande a sa part dans la gloire de notre Descartes. Elle a abrité la méditation du philosophe et servi à l'éclosion de son génie.

C'est ce souvenir que viennent de commémorer les fêtes célébrées à Amsterdam, le 16 octobre dernier, avec un grand éclat. L'idée est partie d'un groupe d'admirateurs hollandais de Descartes. Un Comité se forma, sous la présidence du docteur van der Schalk, assisté de M. de Vries Feyens, et se mit en rapport avec l'Alliance française. On sait quel admirable instrument de propagande est cette association, qui a pour président M. Poincaré, et à laquelle M. Paul Labbé, en qualité de secrétaire général, consacre le plus beau dévouement. Il fut décidé qu'une plaque serait apposée sur la maison qu'habita Descartes à Amsterdam dans l'été de 1634. L'Université d'Amsterdam, en prêtant son cadre à ces fêtes, le gouvernement hollandais en s'y associant officiellement, en ont marqué la signification véritable et leur ont donné une portée qui dépasse singulièrement celle d'une simple cérémonie locale. J'ai eu l'honneur d'y représenter l'Académie française.

La principale manifestation s'est déroulée dans l'Aula de l'Université. De la « chambre du sénat, » le cortège des professeurs en robe s'est dirigé vers la salle des séances publiques. C'est une longue salle carrée, à galerie et à colonnade. On y voit un portrait de Descartes peu connu et des plus curieux. Le public est venu en foule. Le gouverneur de la province, le jonckeer Roël, le bourgmestre, M. Tellegen, la municipalité, les membres de l'Université, auxquels se sont joints le ministre de France, M. Charles Benoist, et toute la légation, entourent la chaire. Tout à fait typique, au fond de la salle, cette chaire haut juchée, à laquelle on accède par un escalier, position élevée d'où les divers orateurs, qui vont s'y succéder, répandront sur l'auditoire la manne de leur éloquence.

Ab Jove principium. Le recteur de l'Université ouvre la séance. Il dit ce que Descartes représente pour ses compatriotes; et c'est pour nous un plaisir singulièrement instructif d'apercevoir, à travers son ferme langage et ses formules concises, un Descartes vu du côté hollandais. Rien n'est curieux comme de

savoir ce qu'on pense, hors de chez nous, de nos grands hommes. Comment douter de la révolution accomplie dans le monde de la pensée par Descartes, quand c'est un Allemand, Hegel, qui le qualifie de héros et proclame qu'on ne saurait exagérer l'action d'un tel homme sur le monde nouveau? De même, M. Mendès Da Costa fait dater de Descartes l'affranchissement de la pensée moderne. Il l'envisage par le côté universel de son œuvre.

Après ce lucide exposé et ce bel hommage, il ne me restait plus qu'à montrer combien cette pensée, d'un si magnifique rayonnement, est purement française. Français, Descartes l'est d'abord par ce besoin de la méditation. Lui aussi, comme Montaigne, ce qu'il demande à l'observation intérieure, c'est de le renseigner, non sur les particularités du Moi, mais sur « la forme de l'humaine condition. » Le résultat de cette enquête menée sur lui-même est qu'il peut douter de tout, excepté qu'il doute. Il doute, donc il pense; et puisqu'il pense, il existe. Ainsi une seule réalité s'impose à lui : celle de l'idée. Cette idée lui est apparue dans la clarté de l'évidence : c'est une idée « claire et distincte. » Elle lui suffira pour reconstruire tout l'édifice. Elle sera l'âme de cette méthode universelle qui vaudra pour toutes les sciences, comme pour tous les pays et pour tous les temps.

Eh bien! faire de l'idée la réalité souveraine; n'admettre que les idées claires, de cette clarté des eaux limpides qui laisse voir jusqu'au fond; se guider par la raison, une raison née de l'expérience, faite d'ordre et de bon sens, que réchauffe l'enthousiasme et que transportent les belles ivresses; promener une curiosité toujours en éveil à travers le vaste domaine de la connaissance, au lieu de s'emprisonner dans le cadre étroit du spécialiste; travailler au grand jour, dans un langage accessible à tous, à des fins qui sont celles de l'humanité tout entière; tout cela est éminemment français. L'influence cartésienne s'est-elle exercée surtout sur le XVIIe siècle, comme le voulait Nisard? Ou bien, comme l'a soutenu Brunetière ici même, n'a-t-elle trouvé qu'au siècle suivant ses véritables adeptes? La vérité est que, si Descartes s'apparente par son goût de l'analyse à Corneille et à Pascal, il annonce les philosophes du XVIIIe siècle par sa foi au progrès. Ainsi il emplit l'un et l'autre siècle et préside à l'évolution tout entière de notre pensée.

Puis nous entendîmes, sur le séjour de Descartes en Hollande, une brillante causerie, faite par un professeur de chez nous, populaire à Amsterdam, et pour cause. Songez que M. Gustave Cohen professait la littérature française à l'Université d'Amsterdam lorsque la guerre fut déclarée. Quelques mois plus tard, son auditoire voyait revenir, sur deux béquilles, le jeune professeur grièvement blessé à Vauquois. Aujourd'hui, le soldat de Vauquois monte à la chaire presque lestement, en s'appuyant seulement sur une canne : grand progrès dont tous se réjouissent. M. Cohen nous montre, en quelques traits pittoresques, Descartes merveilleusement caché à Amsterdam dans ce vaste désert d'hommes. « Au milieu d'une foule bariolée où les Arméniens, les Arabes et les nègres arrêtent à peine les regards, comment le gentilhomme français à la grande cape noire, à col et rabat blanc, ne passerait-il pas inaperçu? » Et il nous conte comment fut découverte, tout récemment et sur son initiative, la maison où habita le philosophe. Dans une lettre datée d'Amsterdam « ce 15 may 1634, » Descartes mande au Père Mersenne qu'il est « logé chez M. Thomas Sergeant, in den Westerkerck Straet où vous adresserés, s'il vous plaist, vos lettres. » Muni de cette indication, M. Cohen interrogea le savant archiviste, M. Breen, secrétaire de l'Amstelaedamum, qui, par le cadastre d'alors, ne tarda pas à établir que le « maître d'école française, » Thomas Sergeant, libraire à l'enseigne de Saint-Jacques, habitait dans la maison qui porte aujourd'hui le numéro 6 de Westermarkt. Une charmante cérémonie s'y déroulera tout à l'heure.

Mais d'abord, il faut que le ministre de France exprime au gouvernement de la Reine les remerciements de la République. M. Charles Benoist le fait en termes d'une gravité émue. Puis, il s'amuse à évoquer le souvenir d'un ministre de France qui le fut au temps où Descartes vivait en Hollande, et dont la mission ne fut pas toujours aussi agréable que celle du ministre d'à présent. Ce lointain prédécesseur de M. Ch. Benoist, un M. de la Thuillerie, dut intervenir en faveur de Descartes pour qu'il lui fût fait raison. « Vous le lui devez, écrivait-il à Messieurs de Groningue; vous le lui devez puisqu'il l'a tout entière, et que le public a intérêt de tenir son esprit libre, afin qu'avec moins d'inquiétude il puisse travailler pour lui. » Je n'étonnerai aucun des lecteurs de la *Revue* en leur disant que

par sa spirituelle bonne grâce et son activité, jointes à sa longue connaissance de la politique européenne et à son habileté diplomatique, M. Charles Benoist a déjà fait beaucoup là-bas pour développer les sympathies qui vont à notre pays. Je le regarde; et à voir son visage éclairé par le contentement plus encore que par tout l'or de son costume, je conclus que la journée est bonne pour nous.

Maintenant à la maison de Descartes. Nous côtoyons d'innombrables canaux où glisse lentement la file ininterrompue des lourds chalands. En passant, nous saluons le dernier asile où s'abrita la vieillesse de Rembrandt. Et nous voici au quartier lointain dont l'isolement tenta jadis l'inquiétude du philosophe. On me dit que l'endroit n'a pas dû beaucoup changer. C'est une petite place fermée d'un côté par une vieille église de briques noircies par le temps, — la Westerkerck, que contempla Descartes, — et plantée d'arbres dont les feuilles jaunies jonchent le sol. De l'autre côté s'alignent des maisonnettes également en briques. L'une des plus étroites, — une porte basse, deux longues fenêtres à hautes impostes, le tout surmonté d'un pignon à escalier, — offre aux regards une plaque encore voilée, au-dessus de laquelle les deux drapeaux français et hollandais mêlent leurs plis. A la minute où se découvre l'inscription attestant que René Descartes a vécu là, les applaudissements éclatent dans la foule et montent vers nos trois couleurs... La cérémonie a été favorisée par le temps. Il fait une de ces douces journées d'automne où flotte à peine un peu de brume, très convenable à l'évocation des choses d'autrefois...

Désormais la modeste habitation est classée parmi ces demeures où habite le passé. Il y sera respecté. Je n'en veux pour gage que cette touchante adresse remise par le propriétaire actuel, M. W. G. Schijffelen, au représentant de la France et que je me fais un devoir de transcrire.

Monsieur le Ministre, permettez-moi de vous exprimer mon émoi et mon plaisir à vous recevoir dans la maison où résida jadis le grand Descartes. La pierre commémorative que vous inaugurez aujourd'hui sur ces murs me rend bien heureux, car elle rappellera à ceux qui oublient qu'un grand penseur a passé par ici. Aussi, je vous promets que cette pierre sera pour moi un objet de respect. Je l'entretiendrai convenablement, afin qu'elle reste longtemps un souvenir pour les générations futures.

Qui ne goûterait la savoureuse simplicité de ces quelques mots ? La bonhomie déférente, avec laquelle ils furent prononcés, valait bien de plus solennels engagements.

Au banquet qui, le soir, réunit, sous la présidence de M. Den Tex Bondt, la plus élégante société d'Amsterdam, ce fut un grand regret que M. Poincaré eût, pour une fois, fait mentir la réputation qu'il a d'une ubiquité devenue proverbiale. Du moins M. Paul Labbé nous a-t-il lu une très belle et très éloquente lettre où celui qui, hier encore, personnifiait la France, fait à l'union des deux nations un chaleureux appel, aussitôt salué par d'enthousiastes acclamations.

Que cette magnifique œuvre française, écrit en terminant M. Poincaré, ait été, en grande partie, conçue et méditée en Hollande, rien n'est assurément mieux fait pour unir nos deux pays. Ensemble ils ont été les témoins d'une des grandes révolutions qui se sont accomplies dans l'ordre de l'esprit. Puissent-ils trouver dans ce noble souvenir des motifs supplémentaires de servir en commun la civilisation et le progrès !

Telle est bien la conclusion qui se dégageait de tous les spectacles auxquels nous venions d'assister et tel le vœu qui était dans tous les cœurs. Un éminent professeur hollandais, M. Saalverda de Grave, s'est levé pour dire que si les derniers événements ont exalté en Hollande la sympathie pour la France, ils n'ont pas eu à créer cette sympathie. Il ajoutait, répondant par avance à une objection, que notre influence ne saurait être un danger pour l'indépendance intellectuelle de la Hollande, et qu'elle en est au contraire une condition, attendu qu'elle fait contrepoids à d'autres influences souvent moins discrètes. Sachons entendre de telles paroles ! Alors que le rôle civilisateur de la France recommence d'apparaître dans tout son éclat aux yeux du monde, on ne peut douter que le moment soit merveilleusement choisi pour resserrer entre France et Hollande les liens de l'amitié intellectuelle. Nous avons le ferme espoir que cette manifestation spontanée en l'honneur du plus illustre des penseurs français en sera l'heureux signal.

RENÉ DOUMIC.

NOS ENQUÊTES [1]

L'EPREUVE DE LA POLOGNE

III. — QUESTIONS SOCIALES. — LA QUESTION JUIVE

QUESTIONS SOCIALES

M. Stanislas Grabski m'avait donné rendez-vous au palais de la Diète. Frère du ministre des Finances actuel, alors président du Conseil, M. S. Grabski avait présidé lui-même quelque temps la Commission des Affaires extérieures. Il donna sa démission, le jour où les partis s'avisèrent de vouloir être tous représentés dans le ministère des Affaires étrangères. M. Dombski, député populiste, partagea alors avec M. Dombrowski, de l'Union nationale populaire, les fonctions de sous-secrétaire d'État. Cette singulière combinaison ne devait d'ailleurs pas durer longtemps.

Long, sec, les yeux très vifs abrités derrière un lorgnon cerclé d'or, M. Stanislas Grabski offre plutôt l'apparence d'un universitaire que celle d'un homme d'État. De fait, il est professeur, historien et économiste. Dans la conversation, il expose plus qu'il ne discute; sa parole est nette et précise; ses propos s'enchaînent avec une logique si rigoureuse, qu'il est aussi aisé de les retenir que difficile de les interrompre. « Allons au jardin, me dit-il, nous y serons mieux pour causer; » et il me guida vers les magnifiques ombrages qui entourent l'Institut Marie. Une heure durant, nous arpentâmes les allées désertes; tout en marchant, M. Grabski m'expliquait la structure sociale de son pays :

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre.

— Nous souffrons et nous souffrirons longtemps encore, me disait-il, du fait que pendant un siècle et demi la Pologne s'est développée dans une prison L'évolution sociale de la France s'est faite au grand jour, tout l'univers en était témoin : aussi était-il possible à ceux qui avaient étudié l'histoire de votre pays de démêler, à travers la violence confuse des grandes crises, la permanence de certaines directions. Même aux plus mauvais jours de la guerre, ceux qui connaissaient la France n'ont point douté de sa victoire. Mais la Pologne? Personne, à l'étranger, ne l'a vue vivre et se transformer; nul ne se doute de ce qu'était hier, de ce qu'est aujourd'hui le peuple polonais. Ainsi s'expliquent la surprise qu'a produite dans certains milieux européens l'événement de notre résurrection, et la défiance qu'on y éprouve à l'égard de notre durée. Et pourtant, chez nous aussi, le présent est une conséquence logique, inévitable du passé : ce qui s'est produit ne pouvait pas ne point se produire.

« Rappelez-vous d'abord nos origines. Alors que d'autres nations, en Europe, comme l'Angleterre, comme la Bohême, comme la France elle-même, se sont formées par une coopération avec les Germains, la Pologne s'est constituée par une résistance à l'élément germanique. La Poméranie et la Silésie sont les seules de nos contrées où la race germanique fut alors mêlée à la nôtre. Partagé entre la double nécessité de pourvoir à son existence et de la défendre, notre peuple fut tout ensemble agriculteur et guerrier. Seulement, dans l'État polonais, les rôles n'étaient pas divisés : c'étaient les mêmes hommes qui, tour à tour, labouraient la terre et prenaient les armes pour courir sus à l'ennemi. Qu'était-ce que la noblesse polonaise, qui formait à peu près un dixième de la population totale du pays? C'étaient les paysans, anoblis après une expédition victorieuse, en récompense du service militaire qu'ils avaient prêté. La paix rétablie pour quelque temps, ces paysans devenus nobles restaient paysans et ne cessaient point de cultiver la terre.

« Nos paysans d'aujourd'hui sont les successeurs immédiats de l'ancienne noblesse polonaise. Ils constituent la classe dominante de l'État moderne, comme la noblesse formait celle de l'État d'autrefois. On retrouve en eux, comme on trouvait en elle, ce mélange déconcertant d'égoïsme et d'héroïsme : tant que la menace est lointaine, ou ne les vise pas directement, ils affectent de la méconnaître, ne regardent que l'intérêt particu-

lier de leur classe et lui sacrifient impitoyablement tout le reste; le danger devient-il pressant, immédiat? Ces mêmes paysans ne pensent plus ni à leurs biens, ni à leur vie; fidèles à l'antique tradition, ils laissent tout pour courir à la frontière et défendre le pays. Avec quelle bravoure folle ils se battent, ces gens qui, l'instant d'avant, semblaient indifférents à la cause nationale et uniquement préoccupés de leurs petites affaires, vous l'avez pu constater vous-même.

« Or ces paysans, en Pologne, forment 80 pour 100 de la population; et ils sont aujourd'hui, pour la plupart, pauvres et ignorants. Ils sont pauvres, parce qu'ils sont trop nombreux et que si, comme le demandent quelques politiciens, la terre cultivable était également divisée entre eux, chacun disposerait d'un peu moins de deux hectares, alors qu'il faut chez nous dix hectares de terre pour nourrir une famille. Croyez-moi : lorsque nous revendiquons certains territoires de l'Ukraine et de la Russie Blanche, ce n'est pas un fol esprit de conquête qui nous pousse, mais seulement la nécessité. Avec notre population actuelle, nous ne pouvons pas vivre, si nous n'obtenons ce que vous appelez à Paris « la frontière Dmowski. »

« Nos paysans sont ignorants, surtout ceux de l'ancien royaume. Le gouvernement russe les a volontairement tenus à l'écart de tout progrès. Il y avait peu d'écoles et l'instruction n'était pas obligatoire. Pas de chemins de fer, pas de routes : le paysan vivait loin de tout, dans une demi-barbarie. Vous avez pu voir dans nos villages la même cabane, sans fenêtres et sans cheminée, abriter pêle-mêle parents, enfants et animaux. Vous imaginez comment des idées politiques et sociales ont pu se développer dans un pareil milieu. Et cependant, cette classe matériellement et moralement indigente constitue à elle seule les quatre cinquièmes du peuple polonais. Le système électoral, la forme du gouvernement lui ont donné la prépondérance politique, ont mis, pour ainsi dire, le pouvoir en ses mains. Que faire? Nous ne voulons rien changer au régime que nous avons choisi et qui est conforme à nos traditions et à notre esprit national; la Pologne ne peut être qu'un État démocratique. Alors il faut changer la mentalité du paysan.

« Condition préalable : décongestionner les campagnes, rétablir en Pologne une sorte d'équilibre démographique. Nous avons deux moyens d'y parvenir; transporter une partie des

paysans de la Galicie et du Royaume dans les territoires de l'Est, qui sont relativement peu peuplés et mal cultivés; attirer vers les villes une partie de la population des campagnes. Ces deux moyens, nous ne pouvons les mettre en œuvre sans le secours des Alliés. Il faut qu'on nous autorise à enfermer dans nos frontières les régions d'Ukraine et de Blanche-Russie où domine l'élément catholique et polonais; et il faut qu'on nous mette en mesure de créer la grande industrie qui, tout en transformant nos richesses naturelles selon les besoins de la consommation nationale et de l'exportation, retiendra dans les villes une certaine proportion de nos paysans et leur assurera, avec un plus grand bien-être matériel, les moyens de s'instruire et de se développer. Alors seulement la population restée dans les campagnes pourra respirer, s'étendre, sortir de son ignorance et de sa misère, pour entrer en même temps dans la vie civilisée et dans la vie nationale.

« Vous voyez que le problème est complexe, et qu'il est urgent : il ne s'agit pas seulement pour nous, en développant rapidement l'industrie, de produire, de couvrir nos besoins, et de nous assurer les valeurs d'échange indispensables à notre vie économique; mais encore et surtout d'échapper à la révolution, à la ruine. Établir, par une meilleure répartition démographique, l'équilibre nécessaire entre les campagnes et les villes, voilà le problème essentiel, le but primordial. Donner aux classes qui, de par leur nombre et leur importance, détiennent le pouvoir, les moyens de l'exercer utilement, c'est-à-dire au mieux des intérêts de toute la nation, telle est la tâche difficile qui nous incombe et qu'il nous faut accomplir sans retard, si nous voulons vivre, progresser, et non pas sombrer dans le désordre et dans l'anarchie. »

LE RÉGIME FONCIER, LA DIVISION DU SOL

M. Stanislas Grabski me révélait, sous une forme peut-être un peu théorique et abstraite, la cause profonde du malaise dont, au cours de mon voyage, j'avais vaguement aperçu les effets. Partout on m'avait dit : « la première question à résoudre, c'est la question agraire. » Même dans les milieux les plus conservateurs de la Galicie, j'avais entendu déclarer qu'une réforme agraire était indispensable. Mais quelle réforme? Là-dessus,

j'entendais émettre les opinions les plus contradictoires. Quand je voulus connaître les éléments statistiques du problème, le premier contact avec les chiffres me déconcerta, au lieu de m'éclairer. C'est en Galicie que la crise m'avait paru être le plus aiguë. Or c'est là que le sol est le plus divisé. Qu'avais-je rencontré dans la Galicie occidentale? quelques très grands domaines : ceux de l'archiduc Charles-Étienne, ceux du comte Potocki, quelques autres, qui ne formaient ensemble que 9 p. 100 du territoire; 80 p. 100 des propriétés foncières avaient moins de deux hectares, le classique lopin de terre, cultivé par le paysan qui le possède. En Posnanie, je trouvais des conditions très différentes : 50 p. 100 des domaines ayant une contenance de plus de 100 hectares, une propriété paysanne relativement rare, et... pas de crise.

Le professeur M... qui est galicien d'origine, et qui dirige à Poznan un important département de l'administration provinciale, voulut bien m'aider à interpréter les chiffres et à découvrir, sous leur apparente uniformité, la réalité vivante et très diverse qu'ils expriment.

Lorsque vous étudiez la répartition du sol dans un pays, — me dit-il, vous avez toujours dans l'esprit un certain type, qui est celui de votre pays. En France, une grande division du sol, et la prépondérance de la propriété paysanne sont des indices et des causes réelles de richesse. Oubliez pour un instant les conditions particulières à la France : vous reconnaîtrez qu'il y a une limite au delà de laquelle, plus le sol est divisé et moins il produit, et que cette limite varie en fonction de quelques facteurs comme la fertilité naturelle de la terre, la densité de la population, l'éducation technique des cultivateurs. En Galicie, cette limite est évidemment dépassée : le sol, morcelé à l'excès, ne suffit pas à nourrir une population trop dense. En Posnanie, cette limite est à peu près atteinte : le sol est réparti de manière à donner le maximum de production; l'ouvrier agricole vit beaucoup mieux et plus aisément, en cultivant une terre qui ne lui appartient pas, que le paysan galicien en s'épuisant sur la parcelle trop étroite dont il est propriétaire. Voilà pourquoi, en Pologne, la crise agraire est plus violente dans les régions où le sol est plus divisé ; et voilà pourquoi il sera difficile de la résoudre par des mesures uniformément appliquées à tout le territoire polonais.

« Les grands propriétaires de Galicie vous auront exposé leurs griefs contre le projet de réforme agraire ; ils vous auront dit que le morcellement du sol aurait pour conséquence de ruiner les industries dérivées de l'agriculture et l'agriculture elle-même. Ils n'ont raison qu'à moitié. Si l'on voulait procéder avec méthode en Galicie, il faudrait du même coup diviser la très grande propriété et reconstituer la propriété moyenne; supprimer en même temps le domaine de plusieurs milliers d'hectares et le lopin d'un hectare et demi. Si l'on décrète une répartition mathématique du sol entre tous les habitants des campagnes, c'en est fait de certaines cultures qui ne peuvent être entreprises qu'en grand, de certaines industries comme celles du sucre, de l'alcool, de la fécule et de l'amidon ; et c'est aussi la fin d'une des traditions les plus précieuses de notre pays, celle qui retenait dans les campagnes une classe aisée, instruite, entreprenante : la classe des moyens propriétaires, qui constitue jusqu'à présent notre seule bourgeoisie. Dans toutes les familles polonaises, il y avait un agriculteur; souvent deux des fils se partageaient l'administration du domaine, l'un dirigeant l'exploitation agricole, l'autre surveillant les fabriques. La disparition de cet usage serait un malheur pour la Pologne, au point de vue économique et au point de vue social.

« La grande difficulté du problème provient de notre situation géographique. Il n'y a pas une structure foncière en Pologne, il y en a au moins deux. En Galicie et dans l'ancien royaume domine le type oriental du grand domaine, maladroitement corrigé par l'attribution aux paysans de parcelles insuffisantes et médiocrement productives. Le type occidental est prépondérant en Posnanie, où se rencontre très fréquemment le « grand domaine paysan » d'une contenance de 20 à 50 hectares.

« A cette diversité de structure correspondent nécessairement des différences, soit dans la densité de la population, soit dans la stabilité. En 1910, on comptait en Galicie 102 habitants par kilomètre carré; il y en avait 98 dans le royaume, 72 en Posnanie, et seulement 67 en Prusse royale. Pour le paysan galicien, l'émigration était une nécessité; mais l'émigration était le plus souvent temporaire. Les paysans ruthènes partis pour l'Amérique n'en revenaient plus; les paysans polonais rentraient chez eux au bout de quelques années et avec

leurs économies achetaient de la terre. D'autres travaillaient chaque année quelques mois en Allemagne, et le reste du temps dans leur pays. Il en résultait de continuels changements dans la répartition du sol et dans son exploitation. En Posnanie, au cours des cinquante dernières années, le mouvement de la population s'est stabilisé. L'augmentation, qui avait été de 73 pour 100 entre 1816 et 1858, n'est plus que de 48 pour 100 entre 1858 et 1910. Peu à peu, on voit diminuer la grande émigration dirigée vers l'Allemagne occidentale et industrielle. Mais, tout en diminuant, cette émigration reste définitive : d'où sa stabilité de la division du sol.

« Les auteurs de la réforme agraire devront prévoir des règles et des modalités différentes, suivant les régions. Et, même en prenant cette précaution, ils n'atteindront pas le but qu'ils se proposent, si à une nouvelle répartition du sol ne correspondent pas un développement considérable de l'industrie et un mouvement continu d'émigration de la campagne vers les villes. »

M. WITOS ET LA RÉFORME AGRAIRE

Dès le 10 juillet 1919, la Diète polonaise, où les paysans forment le parti le plus nombreux, avait approuvé le principe d'une vaste réforme agraire : expropriation et morcellement des grands domaines publics, ecclésiastiques et privés, attribution de la terre à ceux qui la cultivent, etc. Cette décision avait été prise à une voix de majorité; pour devenir exécutoire, elle devait être complétée par une loi réglant dans le détail la procédure et l'application de la réforme. Les efforts des conservateurs retardèrent quelque temps la discussion de cette loi; au cours de l'été 1920, les événements politiques et militaires la rendirent inévitable : telle fut du moins l'opinion du gouvernement.

Le 15 juillet, comme je dînais à l'hôtel Bristol, à Varsovie, avec un ami polonais, un groupe de paysans, aux vestes de bure et aux longues bottes, traversa bruyamment la salle à manger.

—Le comité directeur du Parti populiste vient fêter ici sa victoire, m'expliqua mon ami. Vous savez que la Diète a approuvé ce soir, à l'unanimité, le projet de loi sur la réforme agraire, dont Witos est le principal auteur.

— Et lequel est Witos?

— Celui qui n'a pas de cravate. Une seule fois, Witos a consenti à nouer une cravate autour de son col : c'était pendant la guerre, pour aller en Suisse. Si l'on voulait éviter des ennuis à la frontière, il fallait avoir l'air d'un bourgeois : Witos se résigna à ce déguisement.

L'homme sans cravate était de taille moyenne; il avait les yeux noirs et vifs, la chevelure drue, les traits énergiques et un peu vulgaires : on ne lui eût pas donné beaucoup plus de quarante ans. Quinze jours plus tard, il était devenu le chef du gouvernement polonais.

M. Vincent Witos est un paysan de Galicie; il possède et fait valoir lui-même un petit domaine d'une douzaine d'hectares. De bonne heure, il entra dans la vie politique, se fit élire député à la Diète de Galicie, puis au Reichsrath autrichien. A la Diète galicienne, le parti qu'il représentait, — Parti du peuple, — était fortement organisé depuis 1895. En 1907, il se divisa en deux fractions : les moyens propriétaires et les paysans riches formèrent le groupe Piast; les petits paysans et les ouvriers agricoles, l'aile gauche du parti, se constituèrent en groupe indépendant. Les derniers choisirent pour chef M. Stapinski, tandis que les premiers confiaient à M. Witos la direction de leur parti. Au lendemain de l'indépendance, lorsque les ouvriers et les paysans de Lublin proclamèrent la république communiste, ils en offrirent la présidence à Witos, qui refusa. Le chef du Parti populaire est démocrate; il est même radical en certaines matières; mais il a le communisme en horreur. A l'Assemblée Constituante de Pologne, le groupe qu'il dirige compte quatre-vingt-quatre députés; celui de Stapinski n'en a que onze.

Amis et adversaires reconnaissent à M. Witos une intelligence remarquable, une faculté d'assimilation rapide et une aptitude rare à la manœuvre parlementaire. Le chef du parti populaire a conscience de ses dons, mais il connaît aussi ses limites. N'ayant fréquenté que l'école primaire, il s'est formé lui-même une expérience, qui ne remplace pas en tous points l'instruction qui lui manque. Il ne parle que le polonais, et un peu l'allemand. L'histoire des autres nations lui est peu familière; celle de son pays, il la connaît depuis qu'il y est mêlé. Aussi préférait-il son rôle de chef de groupe aux responsabi-

lités du pouvoir. « Si jamais j'accepte de devenir ministre, avait-il dit à un de ses amis, je vous autorise à déclarer que je ne suis qu'un imbécile. »

M. Witos n'est pas le premier parlementaire dont les circonstances aient, en cette matière, modifié les opinions. Mais on doit reconnaître qu'il fut difficile à convertir. Deux fois déjà, le chef de l'État lui avait demandé de former avec M. Daczynski un gouvernement de gauche, dont la majorité eût compris les socialistes et les paysans : deux fois M. Witos refusa. Lorsqu'il accepta enfin de prendre le pouvoir, les conditions étaient fort différentes : il s'agissait de constituer, non pas un cabinet de gauche, mais un cabinet de coalition qui, à l'heure critique que traversait la Pologne, la représentât tout entière. A côté des paysans et des socialistes, on trouve dans le ministère que préside M. Witos les leaders des deux grands partis de droite : MM. Skulski et Ladislas Grabski. En un moment où les succès des bolchevistes risquaient d'encourager les éléments malsains et subversifs, et tandis que le gouvernement de Moscou proclamait à grands fracas qu'il ne traiterait qu'avec les représentants du prolétariat polonais, la constitution à Varsovie d'un ministère vraiment national, associant tous les partis au pouvoir et à la responsabilité, a été une garantie précieuse pour la Pologne et pour ses alliés. On doit savoir gré à M. Witos d'avoir rendu ce service à son pays et à l'Europe ; et il est capable d'en rendre d'autres.

Convient-il de ranger au nombre de ses mérites le vote unanime du 15 juillet 1920, qui a définitivement sanctionné la réforme agraire en Pologne ? L'accord de tous les partis sur une matière aussi grave n'a pu être obtenu que par des efforts persévérants et habiles au point de vue parlementaire, par le triomphe de M. Witos, apôtre de la réforme, telle que le projet l'établit ; le sentiment du pays ne m'a point paru être aussi unanime que celui de l'Assemblée. J'ai recueilli sur ce sujet les avis les plus différents. Étant étranger, j'aurais mauvaise grâce à donner le mien : je me bornerai donc à marquer ici les grandes lignes de la réforme agraire polonaise.

Les biens fonciers sont divisés en un certain nombre de catégories et suivant cette division, seront mis successivement à la disposition des services publics chargés d'appliquer la réforme.

1re Catégorie : les domaines de l'État, biens du Fisc, majorats, biens provenant de la succession des anciens États copartageants.

2e Les biens appartenant aux membres des anciennes familles régnantes de ces mêmes États.

3e Les biens de l'ancienne *Banque russe des Paysans* et de l'ancienne *Commission prussienne de Colonisation*.

4e Les biens de mainmorte, terres appartenant aux évêchés, aux chapitres, aux cures et aux couvents.

5e Les biens ressortissant à des institutions publiques ou à diverses fondations.

6e Les domaines privés exploités irrégulièrement ou imparfaitement.

7e Les domaines privés qui auraient été divisés en parcelles sans l'autorisation des services publics compétents.

8e Les biens acquis au cours de la guerre (du 1er août 1914 au 14 septembre 1919) par des personnes dont l'agriculture n'est pas la profession habituelle.

9e Les biens acquis au cours de la guerre par des personnes qui n'ont pu payer leur prix que sur les bénéfices réalisés par la spéculation.

10e Les biens qui, dans les cinq dernières années, ont changé de maître plus de deux fois, sauf le cas d'héritage.

11e Tous autres biens privés, et, en première ligne, ceux qui ont été dévastés au cours de la guerre et dont le propriétaire n'aura pas entrepris la remise en état d'exploitation.

Les terrains compris dans les cinq premières catégories sont expropriés, sous réserve d'une entente préalable avec le Saint-Siège pour les biens ecclésiastiques, et à charge par l'État de respecter l'intention des fondateurs pour les biens de fondation. Ceux qui sont classés dans les catégories suivantes feront successivement, et au fur et à mesure des besoins, l'objet d'un rachat forcé. Il ne sera laissé à un même propriétaire que : 60 hectares dans les zones industrielles et suburbaines ; 180 hectares partout ailleurs, sauf dans certaines régions de la Posnanie et dans quelques territoires de la partie orientale de la République (Ukraine et Blanche-Russie ?), où le maximum est élevé à 400 hectares.

Le propriétaire du ou des domaines soumis au rachat forcé ne pourra garder qu'une maison de ferme, organisée en vue

de l'exploitation directe. Cependant une exception est faite en faveur des grandes entreprises agricoles « du type industriel supérieur; » il sera permis à leurs propriétaires, en vue d'assurer la production des semences, l'élevage, etc..., de conserver soit la totalité du domaine, soit la partie reconnue indispensable à cet effet. Avant de procéder au rachat forcé, on accordera au propriétaire un délai de trente jours, durant lesquels il pourra proposer à l'État une vente amiable. En cas de rachat forcé, il sera attribué au propriétaire une indemnité représentant la moitié du prix moyen d'achat dans la région où le bien est situé. Enfin le cheptel n'est pas soumis au rachat forcé, et les améliorations apportées et mises de fonds affectées à l'exploitation agricole peuvent donner lieu à compensation.

La division en catégories atténue, dans une certaine mesure, le caractère radical de la réforme: car l'État ne procédera à l'expropriation ou au rachat forcé des biens d'une catégorie, qu'après avoir épuisé ceux de toutes les catégories précédentes. Il est permis de supposer qu'il n'ira point jusqu'au bout des ressources que la loi met à sa disposition, ou tout au moins qu'il y emploiera quelque temps. Ces délais constituent pour la production une sauvegarde précieuse : seront-ils une sauvegarde suffisante? l'avenir nous l'apprendra. On peut dire de cette loi, comme de beaucoup d'autres, qu'elle sera plus ou moins utile ou nuisible selon la manière dont on l'appliquera.

LA POLITIQUE SOCIALE DU GOUVERNEMENT

Nous avons encore quelque peine à comprendre les difficultés que les États nouvellement créés ou ressuscités éprouvent, à résoudre d'un seul coup et dans un minimum de temps des problèmes qui, en France, en Angleterre, en Allemagne, furent étudiés longuement et progressivement résolus. La Tchéco-Slovaquie et la Pologne, pour ne prendre que ces deux exemples, n'ont pas le temps de s'arrêter à des essais, à des expériences préparatoires : il leur faut prendre les questions au point où les a conduites, en Occident, une lente et prudente évolution; parfois même, leurs hommes d'État, pour répondre aux exigences d'une minorité éprise de progrès et un peu aventureuse, se voient contraints de prendre les devants sur l'évolution occidentale. Plutôt que d'imiter, on veut faire mieux, pour arriver

plus vite ; et cela est assez naturel. Il convient d'avoir présent cet état d'esprit, pour apprécier équitablement certaines réformes, qui peuvent sembler radicales et prématurées, et qui étaient peut-être inévitables.

J'ai déjà indiqué, en expliquant le régime économique de la Pologne, quelques-unes des mesures établies par le gouvernement de Varsovie en vue d'améliorer la condition matérielle des ouvriers : réglementation du travail des femmes et des enfants, journée de huit heures, obligation pour les entreprises de fournir aux ouvriers des habitations gratuites ou à bon marché, des vivres et des vêtements à prix réduits, etc... Nulle part je n'ai entendu contester le bien-fondé de ces mesures : on ne reproche au gouvernement que de les avoir appliquées trop vite. La journée de huit heures, introduite dans les industries sans la préparation qu'elle exige, a entraîné une diminution considérable de la production. J'ai sous les yeux des tableaux graphiques représentant les quantités de charbon extraites jour par jour dans une mine de Galicie : la colonne du samedi (journée de 6 heures) n'arrive pas au tiers de la hauteur de celle du vendredi ; celle du lundi n'en dépasse pas la moitié ; dans les semaines qui comptent deux jours de fête, — les fêtes religieuses chômées sont très nombreuses en Pologne, — l'extraction est extrêmement inférieure à la moyenne. J'ai assisté deux fois, dans une mine de charbon et dans une exploitation de pétrole, à la relève d'une équipe par l'autre : le travail était complètement arrêté pendant plus d'une heure.

Si la production souffre, provisoirement, de la brusque introduction des mesures de prévoyance sociale imposées par le gouvernement, la classe ouvrière en profite très largement, et le pays tout entier y trouve une garantie de la paix intérieure. Les grèves sont assez fréquentes, en Pologne, comme ailleurs; j'ai été témoin de quelques-unes : grèves de sympathie ou de solidarité. Elles n'avaient aucun caractère de violence ; pas de dégâts, nul acte de sabotage. L'ouvrier polonais, comme le paysan, est naturellement doux et pacifique. Un directeur de mine m'a raconté qu'au lendemain de l'indépendance, lorsque les ouvriers allemands et autrichiens furent expulsés, l'opération s'était effectuée dans le plus grand calme, sans un seul coup donné ou reçu et sans intervention de la police.

J'ai été frappé, en visitant les mines de charbon de Jaworzno,

de la courtoisie presque affectueuse dont semblaient empreintes les relations entre ouvriers d'une part, directeurs et inspecteurs de l'autre. Dans les galeries, ou hors de l'exploitation, jamais ils ne se rencontraient sans ôter leur chapeau et échanger le salut particulier aux mineurs : « Dieu vous donne un bon travail ! » Dès que l'ouvrier est « remonté, » qu'il a passé à la salle de douche et échangé ses vêtements de travail contre des effets propres et secs, suivant qu'il est marié ou célibataire, il regagne sa petite maison dans la « colonie, » ou bien l'espèce de « boarding house » où il est inscrit. La colonie de Jaworzno, construite sur le modèle des colonies Krupp à Essen, se compose de 260 petites villas fort propres et nullement uniformes : chacune abrite une ou deux familles. Le loyer mensuel d'une famille est de six marks. L'entreprise fournit aux jeunes mariés la literie et les meubles indispensables : l'ouvrier en rembourse le prix par versements échelonnés ; jamais aucune retenue n'est faite sur le salaire. Les maisons de célibataires sont aménagées pour 120 ouvriers : elles comprennent des cuisines, des dortoirs et des réfectoires. L'homme paye 4 marks par mois pour son logement et 2 marks 60 par jour pour les frais de cuisine. Au centre du village s'élèvent deux bâtisses toutes neuves : l'une est la *maison de Réunion* des ouvriers, l'autre la *maison de Consommation*, qui comprend des magasins, des caves et des boutiques : là sont distribuées chaque jour, contre des cartes et des jetons, les denrées nécessaires à la nourriture et à l'entretien des ouvriers et de leurs familles : environ 16 000 personnes. Le paiement se fait chaque semaine. A la caisse de l'alimentation, on me montre la cédule d'une famille de quatre personnes : sa nourriture de la semaine représente une dépense de 24 marks.

On comprend que le gouvernement polonais ait été amené, par réaction contre la politique suivie par l'Autriche en Galicie, par la Russie dans le Royaume, à témoigner à l'ouvrier industriel ou agricole une sollicitude particulière. Ce que l'Autriche avait surtout développé dans ses provinces polonaises, ce n'était point la prévoyance sociale, mais le socialisme dans sa forme la plus agressive ; les efforts du gouvernement de Vienne n'allaient qu'à diviser les classes et à entretenir entre elles des germes d'hostilité. La Russie poursuivait le même but, mais par d'autres moyens : elle encourageait les abus de pouvoir du capital et refusait impitoyablement au travail le droit de s'organiser.

Aujourd'hui des syndicats professionnels groupent les ouvriers des villes et des campagnes dans toute la Pologne. Ces syndicats sont de deux sortes : syndicats socialistes et syndicats chrétiens. Les deux organisations sont parallèles et ne se combattent point l'une l'autre : en général, les jeunes ouvriers entrent plutôt dans les syndicats du P. P. S. (parti socialiste polonais), tandis que les ouvriers d'un certain âge se font plus volontiers inscrire à ceux du parti Chrétien-Social. Les ouvriers agricoles m'ont semblé plus turbulents, moins raisonnables que ceux des industries. Cependant, au moment du péril bolchéviste, ils ont spontanément fait trêve à leurs agitations et pris l'engagement de ne point abandonner le travail, tant que le salut de la patrie ne serait pas assuré. Enfin l'élément le plus subversif est représenté par les organisations juives, dont l'esprit et le programme offrent un mélange bizarre d'idéalisme russe et de communisme allemand. On sait que les agitateurs juifs préconisaient une révolution simultanée en Pologne et en Russie, et il ne faut pas oublier que Rosa Luxembourg et Radek sont sortis tous les deux du ghetto de Varsovie.

A côté des syndicats, on trouve en Pologne, et surtout en Posnanie, des associations ouvrières confessionnelles et des coopératives. J'ai marqué plus haut le rôle économique de ces organisations, leur action sociale n'est pas moins importante. Il y a trois séries d'associations dites « culturelles, » qui groupent respectivement les hommes, les femmes et les jeunes garçons; des associations de jeunes filles sont en train de se former. Comme les hommes, les femmes ont accès tout à la fois aux syndicats professionnels et aux organisations culturelles. Ces dernières réunissent en Posnanie 20 000 femmes, ouvrières, demoiselles de magasin, paysannes, qui ont leurs assemblées et leurs journaux. Il faut noter que les syndicats, socialistes ou chrétiens, rassemblent les hommes et les femmes d'un même métier, tandis que les associations culturelles les séparent.

Action du gouvernement, initiative des individus; étatisme et coopération : deux facteurs et deux méthodes qui tendent au même but, le progrès social. Des deux côtés on s'efforce. L'État fait la réforme agraire et multiplie, en faveur du travail, les mesures de protection et de prévoyance; les chefs des grandes organisations posnaniennes entreprennent d'étendre à toute la Pologne le système de coopératives, de banques et d'œuvres

sociales qui a produit dans l'ancienne province prussienne de si heureux résultats. Laquelle des deux méthodes sera la plus féconde? les laissera-t-on toutes deux développer simultanément leurs effets? Quoi qu'il en soit, l'expérience tentée par la Pologne est intéressante et mérite d'être observée avec attention.

LA QUESTION JUIVE EN POLOGNE

LES ORIGINES

« Le mot *chrétien*, me disait un grand industriel polonais, est ici, bien entendu, synonyme de catholique; mais il est surtout *le contraire de juif*. Nous ne sommes nullement enclins aux luttes confessionnelles, aux guerres de religions. Les *antisémites* sont chez nous en petit nombre; mais tous nous sentons la nécessité de nous défendre contre les Juifs. »

Étrange histoire que celle des Juifs en Pologne. Dès le XIIIe siècle, on trouve dans les principales villes de ce pays de nombreuses communautés israélites : leur existence légale est fondée sur des privilèges, que leur accordent les princes polonais. Les israélistes jouissent en Pologne d'une certaine indépendance; mais en même temps, ils sont considérés comme les serfs du trésor royal : *servi camerae regiae*. A la même époque, et à peu près dans les mêmes conditions, les princes ruthènes les accueillent à Lemberg (Lwow), où ils s'installaient pêle-mêle avec d'autres Orientaux. Peu à peu l'indépendance des Juifs se développe et devient une sorte d'autonomie : au XVIe siècle, les communautés israélites de Pologne forment une fédération qui possède ses organes administratifs et même une sorte de Parlement : le *Conseil des Quatre Pays (Vaad d'arbah ho'arozoth)*.

Population et gouvernement en Pologne étaient également tolérants : les Juifs persécutés y accoururent; il en vint d'Allemagne, d'Espagne et de Bohême. L'élément allemand, le plus nombreux, imposa sa langue, et les Juifs polonais parlèrent depuis lors ce *Mittel-hochdeutsch*, qui est un dialecte allemand déformé. Le premier effort tenté en Pologne pour abattre les murailles des ghettos et assimiler la population juive remonte à la Diète de quatre ans (1788-1791). Peu de temps après, lors de l'insurrection de Kosciuszko en 1794, le célèbre Borek Josielewicz forma un régiment israélite, qui prit part à toutes les

batailles livrées contre les Russes. Après 1795, les conditions politiques de la Pologne devinrent peu favorables au développement de relations normales entre Juifs et Polonais. Cependant, au cours des insurrections nationales, les Polonais éclairés s'efforcèrent toujours d'intéresser les Juifs à la cause de la libération et le plus souvent y réussirent. Des israélites importants prirent part aux insurrections de 1831 et de 1863. En 1861, le chef de l'administration civile du royaume de Pologne accorda aux Juifs l'émancipation complète et établit l'égalité de droits, sans aucune restriction entre eux et les Polonais chrétiens. Le gouvernement russe jugea ce rapprochement incommode et s'empressa de faire renaître la discorde. Après avoir détruit l'autonomie de l'ancien Royaume, il remit en vigueur toutes les lois d'exception appliquées jadis aux israélites. Le résultat poursuivi fut bientôt atteint; la masse juive se détacha complètement de la nation polonaise.

Cependant, en Pologne, l'opinion publique restait indulgente aux Juifs, et elle demeura telle jusqu'aux environs de 1895. Alors le gouvernement de Pétersbourg s'avisa d'un autre moyen : il expulsa les Juifs de Russie et en inonda le territoire polonais. Les nouveaux arrivants (*litwacy*) étaient tout à fait étrangers à la Pologne; ils devaient désormais rendre vain tout effort d'assimilation et faire prévaloir les tendances séparatistes du nationalisme israélite. Un journaliste juif d'Odessa, Zabotinsky, employa le premier le mot : « *Judéo-Polonia,* » qui éveilla les inquiétudes et la haine des Polonais. Ceux-ci, pour se se défendre contre la russification, n'avaient d'autre moyen que leur langue : les nationalistes juifs s'efforcèrent d'en arrêter la diffusion, et de la supplanter par le jargon, dont leurs écoles et leurs journaux répandirent l'usage. Les Polonais commencèrent à détester les Juifs, à les traiter en ennemis et en traitres. De ce sentiment les « démocrates-nationaux » se firent une arme politique. Les élections pour la quatrième Douma, en 1912, furent le prétexte et le point de départ d'une vigoureuse action antisémite. Les Juifs, ayant obtenu la majorité à Varsovie, n'osèrent pas envoyer à la Douma un homme de leur race et élurent, comme député de la capitale polonaise, un socialiste international. Les Polonais répondirent à cette provocation en proclamant le « boycottage économique » des Juifs, et de ce jour date la campagne entreprise pour « nationaliser » le commerce en

Pologne, c'est-à-dire pour l'affranchir de la domination juive, considérée comme étrangère et ennemie.

Des ennemis, les Juifs de Pologne le furent effectivement pendant la guerre. Leur hostilité ne se manifesta pas trop, tant que dura l'occupation russe, parce qu'ils voyaient toujours dans les Russes les adversaires et les persécuteurs de leur race; elle ne se dissimula plus, devint redoutable et odieuse le jour où les Allemands entrèrent à Varsovie : l'autorité allemande trouva dans le Juif un allié précieux, un complice enclin à accepter les plus infâmes besognes, pratiquant la délation et l'espionnage avec délices. En Galicie, les Juifs, après avoir servi les Autrichiens, servirent les Ruthènes. A Lwow, aux jours de novembre 1918, on vit des femmes juives vider de leurs fenêtres des pots d'eau bouillante sur les volontaires polonais.

Pourquoi les Juifs préfèrent-ils les Ruthènes aux Polonais? la raison donnée par l'un d'eux, avec une simplicité cynique, est que les paysans ruthènes étant plus lourds, moins intelligents que les Polonais, seraient plus faciles à « rouler. » Mais laissons-là les anecdotes et les légendes : combien en ai-je recueilli de la bouche des Polonais, et comme elles étaient chargées de haine et de mépris! La vérité, facile à reconnaître, est que la masse juive constitue dans les villes de Pologne un élément étranger, souvent hostile et malaisément assimilable.

Je n'avais connu avant la guerre que les ghettos de Galicie, qui m'avaient semblé caractéristiques. Mais c'est à Lublin qu'il faut aller pour observer, dans toute la perfection de son type, le Juif polonais : je dis pour observer, et non pour comprendre, car je ne pense pas qu'un chrétien, du moins un chrétien d'Occident, puisse jamais rien comprendre aux juifs d'Orient. Les israélites, qui constituent à Lublin 51 p. 100 de la population, occupent exclusivement la vieille ville. On sort des quartiers neufs, groupés autour d'un long boulevard sans caractère, on passe sous la Porte de la Trinité, et l'on entre dans un autre pays, dans une autre époque. Des rues tortueuses, descendant à pic dans le ravin qui sépare la ville du château; des maisons sordides, dont les portes en bois massif sont plaquées de bandes de métal bizarrement découpées; des places étroites, tout encombrées de détritus et d'ordures : et, grouillant là-dedans, une foule mobile, affairée, inquiétante. Les hommes portent les bottes, la longue lévite noire et la casquette sans visière : beau-

coup de blonds et de roux, le poil très fin de la barbe et des papillotes naturellement frisé; les plus petits garçons sont vêtus comme les hommes et semblent marcher sur les pans de la redingote qui les enveloppe comme une robe. Des femmes grasses, à la chevelure abondante et sale, s'étalent au seuil des boutiques; des fillettes en haillons multicolores montent du ravin, rapportant de l'eau dans des bidons à pétrole. L'ont-elles puisée au Cédron? remontent-elles vers Jérusalem? mais on lève le nez, et l'on aperçoit, dressées dans le ciel, les haches de justice qui surmontent les quatres tourelles du château : car du vieux château de Lublin, le gouvernement russe a fait une prison.

Ce qui frappe dans toutes ces physionomies, qu'on imaginait volontiers humbles et sournoises, c'est un air d'assurance et comme de défi. « Désormais nous sommes les plus forts, et demain nous serons les maîtres, » voilà ce qu'on croit lire au fond de ces yeux ardents et durs.

Leurs enfants ont déjà leur audace hautaine,

j'ai retrouvé ce vers d'Athalie en regardant les petits Juifs groupés devant la porte du couvent des Dominicains, et daignant à peine s'écarter pour livrer passage à un religieux qui rentrait chez lui. La porte refermée, ils jouèrent à l'enfoncer, poussant le battant de toute la vigueur de leurs poings et de leurs épaules...

Le mépris et la haine du chrétien en général, du Polonais en particulier, tel m'a paru être le sentiment qui anime et domine la masse des Juifs de Pologne. Les Polonais le leur rendent bien. Plusieurs fois, au moment de traverser en automobile le faubourg juif d'une petite ville, j'ai vu le chauffeur polonais mettre en souriant sa voiture à la quatrième vitesse, dans l'espoir de « bousculer un peu cette vermine; » et nous passions à toute allure au milieu des poings menaçants et des bouches vociférantes. La politique russe, puis la guerre, ont fait des Juifs les ennemis de la Pologne : mais, sans les Russes et sans la guerre, ils seraient restés en Pologne des étrangers.

Quelle leçon d'histoire qu'une visite au vieux cimetière juif de Lemberg! C'est, au Nord-Ouest de la ville, un jardin perdu; les plus anciennes tombes datent du XIVe siècle. La partie orientale du cimetière est occupée par les Karaïtes; au centre, les rabbins, les grands prêtres et les « prophètes » (rabbins

miraculeux); puis viennent, serrées les unes contre les autres, les stèles des simples fidèles. Il en est de peintes et de sculptées; tous les styles se mêlent, depuis le haut gothique jusqu'à l'Empire. L'ornement le plus fréquent, et peut-être le plus beau, est l'inscription gravée en caractères hébraïques d'une extraordinaire pureté. Les tombes des rabbins et des prêtres sont surmontées de la tiare rituelle ou du chapeau sacerdotal; celles des femmes se reconnaissent au candélabre et aux deux mains ouvertes pour bénir; celles des jeunes filles figurent un vase de fleurs ou un arbre brisé. Aux pierres les plus vénérées sont accrochés par un cordon de feuilles, des touffes d'herbe et de morceaux de papier; parfois l'étroite corniche est chargée de cailloux ou de petits morceaux de tuile : ce sont les cartes de visite des croyants, qui, selon l'usage ancien, sont venus en même temps prier pour leurs morts et les implorer en faveur d'une affaire qui les intéresse.

Les synagogues des villes polonaises présentent presque toutes, vues de l'intérieur, le même aspect misérable et délabré. La façade est nue et semble trop basse pour sa largeur; quelquefois apparaît sur l'un des côtés l'escalier couvert qui permet aux femmes d'accéder à leur tribune sans souiller de leurs pieds le parvis du temple. On entre, et la surprise est merveilleuse : aux proportions grandioses, à la hauteur de la nef, on s'aperçoit que l'édifice est profondément enfoncé dans le sol. Un petit vestibule précède le temple. Quatre piliers de pierre, courts et épais, supportent la tribune des femmes. Celle des chanteurs, la *Béma*, se dresse comme un baldaquin au milieu de l'espace réservé aux hommes. Au mur oriental s'appuie l'autel des *Thoras*, surélevé de plusieurs marches et généralement très orné. De grands lustres de cuivre descendent des voûtes; aux piliers et aux murailles sont accrochés de larges réflecteurs en métal doré, surchargés d'ornements rituels. Partout des lions, des oiseaux, des cerfs, des corbeilles fleuries et des cornes d'abondance, des paysages de Jérusalem idéalisés. Tel intérieur de synagogue, comme celui de la « Rose d'Or » à Lemberg, donne une extraordinaire impression de somptuosité orientale et de mystérieuse richesse. Dès qu'on a franchi le seuil pour sortir, on retrouve l'humble muraille nue et la ruelle étroite qui tourne entre les maisons malodorantes...

LES JUIFS POLONAIS DANS LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Il est très difficile à un étranger d'obtenir des informations exactes sur la vie, l'organisation, l'activité des Juifs en Pologne : tout ce qui est juif semble, dans ce pays, environné de mystère et de ténèbre. Les renseignements que j'avais recueillis de mon mieux en Galicie me semblent, à un examen plus attentif, invraisemblables et contradictoires. En Posnanie, il n'y aura tantôt plus de question juive; les coopératives catholiques sont en train de la résoudre pacifiquement, en supprimant peu à peu tous les intermédiaires commerciaux; les Allemands partis, les Juifs, privés de leurs protecteurs, ont compris qu'il ne leur restait plus qu'à quitter le pays. Reste l'ancien Royaume. Pour cette région, je dois à l'obligeance de M. le docteur Dickstein, professeur à l'Université de Varsovie, et de quelques-uns de ses amis une documentation statistique complète et toute une série d'observations très intéressantes. Plutôt que de me perdre dans des généralisations douteuses ou inexactes, je bornerai donc mon examen à l'ancienne Pologne russe.

En 1912, sur 12 776 000 habitants que comptait le royaume de Pologne, il y avait 1 722 000 juifs. La progression est remarquable; les Juifs forment 9,3 pour 100 de la population en 1827, 10,1 pour 100 en 1834, 12,8 pour 100 en 1862, 13,9 pour 100 en 1890 et 14,5 pour 100 en 1905. A partir de 1893, l'élément israélite diminue un peu dans les villes, tandis qu'il augmente dans les villages, où il introduit le petit commerce. Néanmoins, dans les grandes villes, la proportion de l'élément juif à la population totale reste considérable; elle est de 40 pour 100 à Varsovie (337 000 Juifs), de 19 pour 100 à Sosnowiec, de 23 pour 100 à Lodz, de 29 pour 100 à Czenstochowa, de 30 pour 100 environ à Kalisz, à Lomza et à Kielce, de 32 pour 100 à Piotrkow, de 40 pour 100 à Radom, de 43 pour 100 à Plock, de 51 pour 100 à Lublin, de 52 pour 100 à Suwalki, de 55 pour 100 à Siedlce. L'accroissement naturel de la population, qui, en 1908, était encore en faveur des chrétiens, est aujourd'hui en faveur des Juifs; en 1914, leur nombre a augmenté de 17,6 pour 100, tandis que celui des chrétiens n'augmentait que de 14 1/2.

La grande majorité des Juifs se livre au commerce ou à

certaines industries spéciales, comme la confection des vêtements et des chaussures, la fabrication des cigarettes et des eaux minérales; les professions libérales en occupent un certain nombre. Sont Juifs 83,9 pour 100 des commerçants de toutes branches, 94 pour 100 des marchands de blé, 93 pour 100 des marchands de cuir, 91 pour 100 des colporteurs. En revanche, l'élément juif ne figure que pour 6 pour 100 dans l'industrie céramique, pour 2,1 pour 100 dans les chemins de fer, pour 0,7 pour 100 dans les mines; on ne le trouve pas dans l'agriculture. En résumé, les Juifs se tiennent à l'écart des métiers pénibles et encombrent les professions les plus douces et les plus lucratives. Dans les classes sociales plus élevées, ils représentent 24 pour 100 des médecins, 14,6 pour 100 des écrivains et publicistes, 5 pour 100 des administrateurs municipaux. Enfin l'élément israélite figure pour 30 pour 100 dans la mendicité et pour 27 pour 100 dans la prostitution.

Parmi les juifs orthodoxes, il n'y a pour ainsi dire pas un enfant qui ne sache lire et écrire. Les écoliers apprennent en même temps l'hébreu et le jargon et se servent pour les deux langues de l'alphabet hébraïque. La plupart des journaux juifs en Pologne sont écrits en jargon, mais imprimés en caractères hébreux. Les écoles juives sont complètement distinctes des écoles polonaises; le nombre des unes et des autres est à peu près égal, bien que les Juifs ne forment que 15 pour 100 environ de la population totale du royaume. En 1904, pour mille habitants, les Juifs avaient vingt-sept écoles, les Polonais un peu moins de cinq.

La plupart des écoles juives sont des écoles religieuses. Dans le *cheder* (école primaire), l'enfant, sous la direction d'un *melamed* souvent assez ignorant, apprend à lire, sans les comprendre, bien entendu, la Bible et le Talmud. Les *cheders* sont entretenus par la communauté; parfois les enfants payent un « écolage. » Dans les institutions d'enseignement secondaire, ou *jeshibots*, l'enseignement est un peu plus développé. Enfin les jeunes gens qui se destinent à l'exégèse, à la prédication ou au sacerdoce, complètent leur instruction dans les *Talmud-Thora*, où on leur enseigne l'histoire sacrée et la théologie.

Très peu d'enfants juifs fréquentent les écoles primaires polonaises : sur 460 000 écoliers, en 1917, on n'y trouvait pas tout à fait 9 000 Juifs. La proportion est un peu plus élevée dans

les collèges secondaires, surtout depuis qu'on a ouvert, à l'usage particulier des Juifs, des établissements où l'instruction est donnée en langue polonaise. Enfin l'enseignement supérieur exerce, en Pologne comme partout ailleurs, un attrait singulier sur les israélites : en 1917-1918, il y avait à l'Université de Varsovie plus de 45 pour 100 d'étudiants juifs; cette même année, les Juifs formaient 64 pour 100 des inscrits à la Faculté de médecine, 33 pour 100 à l'École de droit, environ 30 pour 100 à la Faculté de philosophie.

Les jeunes gens de race et de religion israélite qui suivent les cours des Universités sont, dans une certaine mesure, des assimilés; le Polonais est, — ou est devenu, — leur langue naturelle. Mais quelle infime minorité forment-ils, au regard de la grande masse de leurs coreligionnaires, qui ne pensent, ne parlent, ne lisent qu'en hébreu ou en jargon! L'école juive est le plus puissant instrument du séparatisme et du nationalisme israélistes. Un savant polonais d'origine juive, qui est en même temps un exégète du premier mérite et un historien fort original, — il a passé sa vie à étudier le Talmud, d'abord dans son texte, puis dans son influence à travers les siècles et à travers le monde, — me faisait observer à ce propos :

— L'enseignement donné dans les *cheders* est, dit-on, exclusivement religieux. Mais qu'est-ce que cela veut dire? Tout, pour les Juifs, n'est-il pas religieux? Dans la Bible, dans le Talmud, ils ne trouvent pas seulement un dogme et une doctrine théologique, mais une morale et une politique, une méthode de pensée et une règle de vie. Écoutez ce que dit le Talmud :

Si jamais tu dois aller à la guerre,
Tâche de partir le dernier
Et de revenir le premier.

Et il dit encore :

Un Juif qui fait que l'argent d'un Juif
Passe dans la main d'un Goïn (chrétien)
Mérite d'être puni de mort.

« L'argent, pour le Juif, est une chose sacrée, religieuse. La loi, pour lui, c'est la loi juive : les lois chrétiennes ne sauraient l'obliger. Or le Talmud n'interdit au Juif ni le vol, ni la délation, ni la trahison, s'il les exerce aux dépens d'un chré-

tien. Et voilà la morale qu'on enseigne à toute une partie de notre jeunesse, à des enfants qui seront citoyens polonais, soldats dans notre armée, fonctionnaires dans nos administrations publiques. Imbus de cette morale, ils deviennent tout à fait incapables d'en comprendre une autre. Tant que les Juifs auront en Pologne leurs propres écoles, et surtout leurs écoles primaires, aucune assimilation ne sera possible. Dans les classes supérieures de la société, beaucoup de Juifs se considèrent comme Polonais et sont en effet d'excellents citoyens. Mais ils perdent de ce fait toute autorité sur leurs coreligionnaires; ils deviennent suspects, ils craignent. Les Juifs civilisés ont peur de la masse juive.

« On peut discuter sur le point de savoir si les Juifs constituent un groupe confessionnel ou une race. Mon avis est qu'ils forment, plutôt encore qu'une race, une *caste* séparée, caste internationale, ordinairement hostile aux nationalités parmi lesquelles elle vit, gardant jalousement ses usages, sa langue, sa croyance et sa loi. La caste juive a sa politique, qui n'est point favorable à l'émancipation des nations chrétiennes. Lisez le livre que Siegmund Meyer a publié en 1917 : *les Juifs de Vienne* (*die Wiener Juden*) : vous y lirez, page 483, « que l'indépendance de la Pologne est le plus grand danger qui puisse menacer la Communauté israélite de Vienne »; page 473, vous y trouverez énumérées les raisons pour lesquelles les Juifs autrichiens ont toujours été les alliés des Allemands contre les Tchèques, etc. Enfin la caste juive a sa « conception particulière du monde » *Weltanschauung;* la philosophie des chrétiens est écrite au ciel; celle des Juifs est écrite sur la terre; leur royaume est de ce monde : c'est peut-être ce qui fait leur force, et notre malheur. »

LA POLITIQUE DES JUIFS EN POLOGNE : LES PARTIS

Jusqu'au début de ce siècle, il n'y eut pas à proprement parler de « parti politique juif » en Pologne. Les Juifs de l' « Intelligence » et de la bourgeoisie éclairée se sentaient Polonais; leur principal organe, l'*Israélite* (*Izraelita*), militait en faveur de l'assimilation. La presse polonaise, les savants, les littérateurs travaillaient dans le même sens. Le groupe des « Polonais de confession mosaïque, » comme on les appelait

alors, était considéré par les chrétiens. et suffisamment respecté par les Juifs, qui n'avaient pas d'autres représentants, d'autres défenseurs auprès des pouvoirs publics. Les « orthodoxes », c'est-à-dire les Juifs religieux de moyenne ou de basse condition, constituaient une masse nombreuse, mais ignorante et inerte.

L'immigration des Juifs de Russie et de Lithuanie modifia profondément cette situation. Les « assimilateurs » perdirent beaucoup de leur influence; la masse des « orthodoxes, » habilement travaillée par les agents nationalistes, s'organisa, repoussa l'ancien idéal de l'égalité des droits et adopta avec ferveur l'idéal nouveau de la séparation. L'action juive ne s'exerce pas dans les cadres de la politique officielle; à l'Assemblée nationale, on ne trouve que dix députés de confession mosaïque : trois sont inscrits au Club constitutionnel du travail (droite conservatrice), un au parti national-démocrate, trois au parti socialiste. Quant à « l'Union des Polonais de confession mosaïque de tous les pays de la Pologne, » qui s'est récemment constituée, ce n'est pas un parti politique, mais une société, dont les membres, appartenant aux groupes politiques les plus divers, sont unis par la communauté d'origine et de confession, et par l'opinion qu'ils professent à l'égard de la question juive en Pologne. « L'Union » défend de son mieux la thèse de l'assimilation; seulement elle a désormais affaire, non plus à une masse inerte, mais à des partis fortement organisés. J'énumèrerai les principaux, en définissant leur programme et leurs tendances.

L'organisation des *Orthodoxes* date des années de l'occupation allemande (1915-1918). Le mot servait jusqu'alors à désigner tous les Juifs attachés à la religion et à la tradition israélites, c'est-à-dire la grande masse des Juifs de Pologne. Toutes les classes de la société y étaient représentées; mais la grande majorité était formée par les petits bourgeois, commissionnaires, intermédiaires et marchands détaillants. A l'égard de la nation polonaise, ils étaient indifférents, mais loyaux. Leur conception politique était d'ailleurs très vague : dans le judaïsme, ils voyaient beaucoup moins une tradition nationale qu'une religion, dont ils respectaient scrupuleusement les formes et les préceptes. Dans la vie courante, ils se servaient du jargon allemand; mais l'hébreu restait la langue de la prière et de l'enseignement.

C'est sur cette masse que s'exerça l'effort des orthodoxes allemands, dirigé par deux rabbins militaires, les docteurs Kohn et Karlebach. Une organisation fut créée sous le nom de *Szlomeh Emuneh Israël;* elle ne compte dans ses rangs qu'un petit nombre d'intellectuels; les chefs sont presque tous des rabbins, ou, plus exactement, des *Zadies* (prédicateurs). La population orthodoxe qui est restée en dehors de cette organisation demeure, comme par le passé, indifférente aux questions politiques. Le programme du parti peut se résumer ainsi : tolérance religieuse et économique (c'est-à-dire suppression du boycottage); les communautés juives doivent rester séparées de la population chrétienne et conserver leurs institutions particulières: enseignement religieux, *cheders*, etc... L'organe officiel du parti est le journal *der Jud* (*le Juif*). Aux élections générales et administratives, les orthodoxes organisés ont recueilli de 20 à 40 pour 100 des suffrages israélites.

Les *Sionistes orthodoxes*, qu'on appelle aussi *Mizrachie* (orientaux), ont pour principe directeur la solidarité internationale des Juifs. Dans les questions politiques, ils sont entièrement soumis à la grande organisation *Mizrachie*, dont la diffusion et l'influence sont considérables en Hollande, en Allemagne et aux États-Unis. Ils se recrutent surtout parmi la bourgeoisie et le petit commerce. Aux élections, ils ont obtenu 8 pour 100 des voix juives.

L'*Organisation Sioniste de Pologne* est beaucoup plus importante; elle réunit des Juifs de toute catégorie : grande et petite bourgeoisie, intellectuels et fonctionnaires, et son état-major garde soigneusement le contact avec la masse populaire. Les deux articles essentiels du programme sont :

1° formation de l'État juif en Palestine;

2° autonomie nationale personnelle des Juifs en Pologne.

C'est de cette seconde revendication que procèdent les plus graves malentendus entre Juifs et Polonais; ceux-ci s'opposent de toutes leurs forces aux restrictions apportées à la souveraineté de l'État par le fameux « traité de Minorité, » dont les sionistes furent les auteurs principaux. L'organisation sioniste de Pologne est très vigoureusement soutenue par le sionisme international et reçoit des Juifs d'Angleterre et des États-Unis d'importants secours matériels. Le parti a réuni de 35 à 45 pour 100 des suffrages et envoyé quatre députés à la Diète.

Il défend exclusivement les intérêts juifs; ainsi s'expliquent la popularité dont il jouit dans la masse juive et la répugnance qu'il inspire aux Polonais. Cependant il fait profession de loyalisme à l'égard de l'État, et, au moment de l'offensive bolchéviste, a voté les mesures de défense nationale. Les membres de l'organisation ont choisi l'hébreu comme langue officielle : en pratique, beaucoup l'ignorent et se servent du jargon.

Le *Parti populiste Juif* (*Volkisten*) tient le programme de Palestine pour utopique et irréalisable. En Pologne, les Juifs sont des aborigènes ni plus ni moins que les Polonais : il faut donc qu'ils y restent. Mais ils doivent obtenir une autonomie nationale complète, faire reconnaître à leur jargon la qualité de langue officielle, exiger la création de tribunaux juifs, dont ils seront exclusivement justiciables, et le maintien des écoles juives, avec enseignement en hébreu ou en jargon à tous les degrés. Le parti se recrute chez les artisans et chez les marchands et représente les intérêts de la petite bourgeoisie. Il a deux députés à la Diète. Dans ces derniers temps, il a perdu beaucoup de son influence, au profit de l'organisation sioniste.

L'*Union Universelle des Ouvriers Juifs*, également connue sous le nom de *Bund*, est un parti socialiste, qui a simplement ajouté au programme ordinaire des socialistes la revendication de l'« autonomie de culture » pour le prolétariat juif. Les employés de commerce et les ouvriers des usines y sont généralement inscrits. Dans les conseils municipaux de l'ancien royaume, les partisans du *Bund* représentent 3 pour 100 de l'ensemble des membres israélites. Lors des élections générales, ils se sont abstenus. Le *Bund* s'est rallié récemment à l'idéal communiste et a donné son adhésion à la troisième Internationale, celle de Moscou.

Les *Travailleurs de Sion* (*Poale Sion*) constituent un « parti socialiste juif. » Eux aussi appartiennent désormais à l'Internationale de Moscou et professent un communisme intransigeant. Mais en même temps, ils préconisent la fondation d'une république juive en Palestine.

Les *Vereinigte* sont des socialistes Sionistes. Mais ils se distinguent des travailleurs de Sion par leur « territorialisme ; » partisans d'une république socialiste israélite, ils n'exigent point qu'elle soit constituée en Palestine et la verraient volontiers, par exemple, en Angola ou en Ouganda Les *Vereinigte* sont

communistes jusqu'à l'extrême limite; mais leur influence est à peu près nulle.

Enfin un groupe restreint d'intellectuels et de bourgeois cultivés a formé une organisation de *Juifs indépendants*. Leur programme est modéré; ils demandent l'égalité de droit et de fait entre tous les citoyens polonais, sans distinction de nationalité, ni de confession.

L'ANTISÉMITISME

Un fait résume toute la situation : il y a actuellement en Pologne quelques millions de citoyens qui vivent séparés du reste de la nation, qui s'en distinguent par la religion, par la langue, souvent par les usages et le costume, et qui prétendent transformer cette autonomie de fait en indépendance juridique et constituer un État dans l'État. Non contents de posséder leurs églises et leurs écoles, leurs organisations et leurs journaux, ils voudraient avoir leurs tribunaux, leurs finances, et jusqu'à leur Parlement. Des rapports officiels, sans parler des liens occultes, les unissent étroitement à des organisations étrangères riches et influentes. La majorité des Juifs de Pologne est hostile au maintien d'un État polonais indépendant et favorable à une domination étrangère, celle des Allemands. En de telles circonstances, j'avoue que ce qui m'a surpris davantage, ce n'est pas l'antisémitisme, mais la tolérance des Polonais. Je laisse de côté l'antisémitisme politique des Démocrates-Nationaux; ce n'est ni une doctrine, ni même un principe d'action; c'est une tactique provisoire, un épisode; à l'analyse, on y trouve moins de conviction que d'opportunisme.

L'antisémitisme économique est plus sérieux. Les Polonais, voyant presque tout leur commerce et une partie de leur industrie aux mains d'étrangers indifférents et souvent hostiles à leur cause nationale, ont eu conscience du danger qui les menaçait et ont essayé de le conjurer : ils ont boycotté les produits juifs et se sont interdit toute tractation avec les fabricants et les commerçants israélites. Cette mesure, dont l'application devait être bientôt interrompue par la guerre, n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. J'ai indiqué plus haut la place qu'occupent encore aujourd'hui les Juifs de l'ancien royaume de Pologne dans les principales branches du commerce et de

l'industrie : il faut ajouter que le commerce extérieur et les transports sont en grande partie entre leurs mains : rien de ce qui présente un caractère international n'échappe à leur contrôle. J'ai été frappé, au cours de mon voyage en Galicie, de constater que non seulement chaque bourg, chaque village a ses juifs, petits artisans, boutiquiers, usuriers; mais que, dans les maisons polonaises les plus aristocratiques, à la ville ou aux champs, il n'est pas rare de trouver les fonctions d'intendant, de maitre d'hôtel ou de factotum remplies par un juif; on méprise les Juifs, mais on ne laisse pas d'utiliser leur savoir-faire. Enfin, certaines traditions subsistent, même en Posnanie, qui sont tout à l'avantage des israélites. Par exemple, il ne viendrait pas à l'idée d'un Polonais que les œufs pussent être vendus, en gros ou en détail, par d'autres que par les Juifs. Tous les moulins de Posnanie sont demeurés aux mains des israélites; on dirait que la minoterie, industrie lucrative, n'est point à l'usage des chrétiens.

Les experts les plus compétents reconnaissent que le boycottage n'a pas amélioré beaucoup la situation économique, tandis qu'il a grandement contribué à exaspérer les jalousies et les haines entre chrétiens et israélites. Aussi recommandent-ils d'abandonner ce moyen et de recourir à celui qui a donné de si bons résultats en Roumanie : la coopération. Le jour où les producteurs, grands et petits, méthodiquement groupés, pourront entrer en relations directes avec les consommateurs, également organisés, et avec la grande exportation, les intermédiaires auront la vie très dure en Pologne. Comme la politique du gouvernement, pour des raisons toutes différentes, tend soit à établir des rapports directs entre la production et la consommation, soit à réserver la fonction d'intermédiaire à l'État, on peut espérer que cette nouvelle tactique produira quelques bons effets. Le mouvement coopératif m'a paru être très actif dans l'ancien Royaume; il est soutenu par plusieurs périodiques bien faits, dont le plus important est le *Solidarisme*.

Si l'inconvénient économique pouvait être écarté, resterait encore le danger politique, qui est assurément le plus grave. Les Polonais ne s'en étaient pas inquiétés, tant qu'ils n'avaient eu affaire qu'aux Juifs de Pologne : dans les classes éclairées, l'assimilation allait son train, et la masse ignorante ne semblait pas redoutable. Mais au cours des trente dernières années, trois

nouveaux facteurs sont intervenus : l'invasion des Juifs de Russie, l'organisation des orthodoxes par les Allemands, la pénétration des idées communistes et bolchévistes dans la masse juive. Et si je ne me trompe, c'est sur le terrain politique que la lutte s'engagera en Pologne entre chrétiens et israélites, et l'issue de cette lutte ne nous est pas indifférente.

Un professeur de l'Université de Lwow, qui n'est rien moins qu'un fanatique, me disait à ce sujet : « Le sentiment qui nous anime contre les Juifs n'est inspiré ni par la différence de race, ni par la différence de religion. Notre ville a commencé d'être une tour de Babel au milieu du XIII[e] siècle; elle a accueilli les réfugiés de toutes races et de toutes confessions : marchands allemands et Juifs hérétiques (Karaïtes), Tatares, Sarrasins et Arméniens. La tolérance ethnographique et religieuse est chez nous une vieille tradition. Mais ce que nous ne devons pas supporter, c'est que des gens à qui nous avons donné asile travaillent chez nous pour nos ennemis. Les Juifs ont soutenu la cause des Allemands de Vienne, ils soutiennent aujourd'hui celle des Ukrainiens. Durant les dernières semaines, lorsque les troupes bolchévistes se sont avancées en Ukraine, qu'avons-nous vu? dans chaque ville, dans chaque village, les gens de Moscou déléguaient leurs pouvoirs à des Juifs galiciens. On vient d'arrêter à Lublin et aux environs toute une bande d'agents bolchévistes : encore des Juifs. Nous ne nous faisons pas d'illusion : les Juifs se considèrent désormais comme supérieurs à nous, ils se sentent plus forts que nous et aspirent à nous gouverner Nous ne ferons pas de pogroms, nous ne nous abandonnerons pas, — comme disent quelques journaux anglais, — aux fureurs de l'antisémitisme. Mais nous nous défendrons. »

J'ai trouvé à Cracovie un état d'esprit analogue. « Nous avons vécu longtemps, — me disait un architecte de cette ville, — dans la persuasion que les Juifs, ou bien en se développant deviendraient Polonais, ou bien en s'immobilisant dans leur ignorance et dans leur misère, resteraient inoffensifs. Ce dilemme était faux; les Juifs se sont civilisés et enrichis, mais ils ne se sont pas assimilés. Quand je me suis établi à Cracovie, aux environs de 1865, la population israélite était presque tout entière enfermée dans le ghetto. En trente ans, j'ai vu s'élever et changer de classe plus de mille familles juives, dont les chefs actuels sont avocats, médecins, banquiers, grands com-

merçants, entrepreneurs. Tout un quartier neuf, que j'ai vu construire, témoigne de ce progrès. Mon métier m'a fait entrer en contact avec plusieurs de ces Juifs parvenus : je les ai trouvés généralement honnêtes, ponctuels, plus expéditifs et plus hardis en affaires que leurs collègues chrétiens. Ils se sentent appuyés, portés par une force qui s'exerce exclusivement en leur faveur et dont l'action dépasse de beaucoup les limites de notre pays. Dans une certaine mesure, nous profitons de cette activité et de ce développement. Mais pourrons-nous longtemps les canaliser à notre bénéfice? une grande partie de l'effort juif n'échappe-t-elle pas dès à présent à notre contrôle? »

LES JUIFS POLONAIS ET L'EUROPE

Enfin voici un dernier aspect de la question juive: l'aspect européen. J'ai montré, au cours de cette étude, que de la position prise par la Pologne vis-à-vis de ses deux voisines, l'Allemagne et la Russie, dépend non seulement l'avenir du nouvel État polonais, mais aussi le salut de l'Europe. Il faut que la Pologne puisse, un jour ou l'autre, se rapprocher de la Russie réorganisée, conclure avec elle un accord durable, et consacrer toutes ses forces à la protection de sa frontière occidentale, que l'Allemagne ne cessera point de menacer. Or, les Juifs de Pologne haïssent violemment la Russie, — qui les a persécutés, et sont forcément attachés à l'Allemagne, — qui les protège. Toute l'influence dont ils disposent, ils en useront pour favoriser les desseins allemands et pour rendre impossible un rapprochement entre Russes et Polonais. A la Pologne, si elle veut vivre, à l'Europe occidentale, si elle a le souci d'empêcher que l'Allemagne et la Russie ne dirigent bientôt contre elles leurs forces unies, de veiller à ce que l'élément israélite, par les moyens directs ou détournés, ne prenne point la haute main sur la politique polonaise.

Ce n'est pas sans dessein, soyons-en bien convaincus, que, durant les années d'occupation, les rabbins militaires allemands ont pris soin d'organiser la masse juive de Varsovie et de transformer les orthodoxes en nationalistes. Et ce n'est pas pour rien que les agents du gouvernement de Moscou, qui ont si souvent partie liée avec ceux du gouvernement de Berlin, ont répandu parmi les juifs de Pologne les idées communistes et bolchévistes

au point d'amener certains groupes, comme le *Bund* et le *Poal Sion*, à en faire la base de leur programme. Les grands journaux d'Occident, y compris ceux de Londres, devraient donc y regarder à deux fois avant de reprendre à leur compte les informations dont nous inondent quelques agences suspectes, dans l'intention de soulever l'opinion publique contre les prétendus excès de l'antisémitisme polonais et en faveur des Juifs soi-disant opprimés. Qu'ils se défient, qu'ils aillent y voir; leurs envoyés ne tarderont pas à se rendre compte que le danger le plus imminent n'est pas celui d'une persécution juive en Pologne.

Quant aux Polonais eux-mêmes, ils ne me semblent pas encore près de pouvoir résoudre la question juive, je ne dis pas à leur avantage, mais de manière à sauvegarder leur indépendance politique et économique, leur souveraineté et leurs intérêts. S'il leur était possible de rendre à la Russie le dangereux cadeau qu'elle leur a fait depuis vingt-cinq ans, et de repousser vers l'Est et vers le Nord, tous les Juifs russes et lithuaniens qui peuplent aujourd'hui les villes et les villages de la Pologne, le problème serait très simplifié; mais on ne voit pas bien comment cette « restitution » pourrait s'effectuer. Faute de pouvoir faire mieux et davantage, les hommes d'État polonais devront se garder de revendiquer pour leur pays, au Nord et à l'Est, des territoires peuplés en grande majorité d'Israélites, ils veilleront à développer l'instruction primaire dans les villes et dans les campagnes, de manière à corriger le dangereux déséquilibre qu'on observe actuellement en Pologne, entre une population chrétienne qui compte à peu près 50 pour 100 d'analphabètes, et une population juive où l'enfant le plus pauvre sait lire et écrire... en jargon allemand. Enfin les Polonais se garderont de tout antisémitisme, même politique, — le bon droit est de leur côté: qu'ils s'y tiennent, — et ne renoncent point aux efforts si généreusement entrepris par leurs hommes d'État les plus éminents, si ardemment secondés par toute une élite de professeurs, de savants et de publicistes israélites, en vue d' « assimiler » la masse juive et de l'amener progressivement à ne plus chercher ailleurs, que ce soit en Palestine, en Amérique ou en Allemagne, une patrie qu'elle doit s'estimer heureuse d'avoir, depuis des siècles, trouvée en Pologne.

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

UN ROMAN DE GUERRE

DE

CLARA VIEBIG

CLARA VIEBIG : *TOECHTER DER HEKUBA.* — *DAS ROTE MEER* (1).

Depuis plus de vingt ans, le nom de Mme Clara Viebig est populaire en Allemagne. Il est même du petit nombre dont la réputation ait franchi la frontière et se soit fait connaître en France. Le fait est que les deux romans de cet auteur qui ont été traduits chez nous voilà une quinzaine d'années sont des œuvres très remarquables (2). *Le Pain quotidien* est un très bon roman naturaliste. *La Garde au Rhin* est toutefois un livre bien supérieur, un des plus forts qu'on puisse lire sur le grand drame moral et politique de l'unité allemande. Pour qui a suivi ici même les belles études de M. Julien Rovère sur le passionnant problème de la Rhénanie, nul document ne saurait être plus instructif. L'histoire du malheureux sergent-major Rinke, le sous-officier prussien en garnison à Düsseldorff, qui épouse une « fille du Rhin » et ne la comprend pas plus qu'elle ne le comprend; le destin de ce pauvre diable d'automate, incapable de donner et de sentir le bonheur, glaçant d'effroi tout ce qu'il aime, faisant faire l'exercice à sa fille avec un bâton, et qui se tue le jour où il a reconnu son fils sur une

(1) 2 vol. in-16, Berlin, Egon Fleischel et Cie, 1917-1920.

(2) *Le Pain quotidien*, 1 vol. in-16, Paris, Taillandier, édit., 1905; *La Garde au Rhin*, 1 vol. in-18, Paris, Juven, édit., 1904.

barricade, parmi les insurgés de 1848; le drame de cette victime de l'honneur militaire, instrument borné et fanatique d'une œuvre de conquête et d'unification qui ne sera consommée que vingt ans après sa mort sur le champ de bataille de Spickeren, par le sacrifice sanglant de son petit-fils, — ce tableau des générations qui se sont succédé de 1830 au lendemain de 1871, est un des plus beaux témoignages que nous ayons sur le prix que l'Allemagne a payé la grandeur de son unité nationale. Nulle part le contraste entre le génie rhénan et celui de la Prusse n'a été exprimé de façon plus saisissante. Ce livre, qui devrait être aujourd'hui dans toutes les mains françaises, place son auteur au premier rang des romanciers contemporains.

Aussi un roman sur la guerre par l'auteur de *la Garde au Rhin* ne pouvait-il manquer d'exciter le plus vif intérêt. On savait à l'avance que ce serait une œuvre de haute tenue littéraire et d'une tout autre espèce que les productions courantes de la littérature chauvine en Allemagne. Par malheur, il se trouve qu'aucun ouvrage de Mme Viebig ne s'éloigne davantage de nos habitudes françaises et de nos procédés de composition. Aucun ne diffère plus de notre art que les deux volumes de ce « roman contemporain » où l'auteur a noté, comme dans un journal, les phases successives de l'agonie de son pays. C'est le type achevé de ces livres qui se passent de centre et même de héros, où l'action est nulle, où les histoires s'enchevêtrent et se succèdent l'une à l'autre sans plan déterminé d'avance, en un mot de ces « chroniques » où l'intrigue ne compte pas, où les personnages restent passifs et se bornent à subir les caprices d'une destinée dont ils ne sont pas les auteurs. Non qu'il n'y ait un certain « art » dans la manière dont l'auteur entrelace ses sujets et groupe ses différents « motifs, » et qu'on ne puisse signaler des effets de symétrie et de parallélisme, d'opposition et de contraste, qui impriment au récit un rythme spécial. Mais, pour définir la nature de cette « chronique » et ce qui la distingue d'une œuvre construite à la française, il suffira de dire que le premier volume a été publié en 1917, alors qu'il était impossible à l'auteur de savoir ce que l'avenir réservait à ses personnages et quel serait le dénouement. C'est l'art de la tapisserie, — songez si vous voulez à la tapisserie de Bayeux, — comparé à l'ordonnance d'un tableau. Peut-être à cette absence d'intrigue et d'artifice reconnaîtra-t-on le programme de l'école

naturaliste, qui était dans tout l'éclat de sa vogue européenne au moment où Clara Viebig commençait à écrire. Mais je crois que l'auteur s'est inspiré beaucoup plutôt des modèles de son pays, de ce type de roman classique en Allemagne depuis *Wilhelm Meister*, comme si cette élève de Maupassant et de Zola, pour raconter les épreuves de sa patrie, était revenue naturellement à la tradition nationale. Et il faut convenir que pour l'objet qui était le sien, ce genre de la « chronique » était précisément le meilleur : c'était le plus propre à représenter dans une suite de scènes quasi photographiées, comme dans un album d'images, presque sans choix apparent ni intervention de l'auteur, les aspects variés de cette guerre de quatre ans et de l'inexorable catastrophe de l'Allemagne.

Je n'entreprendrai pas de résumer ces deux volumes d'une histoire qui ne commence pas plus qu'elle ne finit, et dont rien ne nous assure que la seconde partie ne sera pas encore suivie de plusieurs autres. La première (*Les filles d'Hécube*) comprend les deux premières années de la guerre, tandis que la seconde embrasse les deux suivantes et se termine avec la Révolution (*La Mer Rouge*); mais il n'y a pas de raison pour que Mme Viebig arrête sa « chronique » au 9 novembre 1918 et ne la poursuive pas jusqu'au Jugement dernier. — Contentez-vous de savoir que dans la banlieue de Berlin il y a un village mi-paysan, mi-bourgeois, où vivent, dans deux villas voisines, séparées seulement par une clôture de jardin, la famille Bertholdi, composée du père, de la mère et de deux fils, et la famille du vieux général von Voigt, qui comprend la *Frau Generalin* et sa fille Lili, veuve d'un officier italien, le lieutenant Rossi, lequel vient d'être tué aux premières attaques du Carso. Vous avez déjà là presque tous les personnages principaux du roman. Ajoutez à ce premier groupe quelques personnes du voisinage, la vieille Mme Krüger, qui est la logeuse de Lili, Gertrude, la « petite amie » de Gustave Krüger, la jolie Minna Dombrowski et diverses figures de comparses qu'on voit reparaître çà et là comme des figures de connaissance : un vieux ménage de fonctionnaires, la chlorotique Gretchen Dietrich, et Émilie, la « bonne » de Mme Bertholdi. Voilà le petit monde où va se passer tout le roman. L'analyse de cette goutte d'eau donnera l'image de la tempête. Les événements servent de cadre et de fond de décor à d'humbles

drames domestiques. L'auteur s'est interdit toute scène à grand spectacle, toute peinture directe du combat, tout ce qu'elle n'a pas vu et observé elle-même. C'est la guerre sentie et soufferte à l'arrière, non plus sur le devant du théâtre, mais dans les profondeurs et les entrailles du pays : la guerre sans histoire, sans gloire, sans spectateurs, la guerre sans les beautés et l'ivresse de la guerre, faite du terre-à-terre quotidien de la vie.

Dans ces conditions, le milieu où l'auteur a placé son récit est très habilement choisi. On a vue à la fois sur la ville et les champs, sur le peuple et la bourgeoisie. Les allées et venues en chemin de fer entre le village et Berlin fournissent, quand il en est besoin, l'opinion populaire et comme les voix du chœur. Enfin, pour donner quelque mouvement à ce monde un peu étroit, l'auteur a imaginé d'y introduire un nouvel élément. Mme Bertholdi, se sentant un peu seule, fera venir chez elle une petite cousine, Annemarie de Lossberg pour lui tenir compagnie ; et cette jeune fille va devenir un des ressorts essentiels du roman. Avec son frère, le beau Jochen, elle mettra dans toute cette bourgeoisie berlinoise un peu de sa gaîté et de son entrain rhénans, son rire et sa joie de vivre de blonde de la Lahn. Elle épousera ce gamin de Rudolf Bertholdi, qui s'éprend d'elle en coup de foudre à sa première permission et se marie tambour battant, tandis que Lili Rossi, redevenue une bonne patriote allemande, se fiance à l'autre fils Bertholdi, le célèbre aviateur. Et ce double mariage de guerre, — précédé ou suivi de veuvages symétriques (on se rappelle que Lili est veuve quand le livre commence, et Annemarie le devient au début du second volume), — forme le canevas « romanesque » de l'ouvrage.

Mais ce n'en est là que le squelette, la part d'invention qui sert de prétexte au récit; je doute que l'auteur attache à cette fable une extrême importance. L'essentiel est ailleurs. On l'a vu : tous les personnages du roman sont des femmes ; les hommes sont « là-bas, » au front; ils ne reviennent à la maison qu'un instant entre deux batailles ; ils apparaissent et disparaissent, et ce n'est pas la moindre originalité de Mme Viebig que ce tableau de la guerre où l'on ne voit en scène presque tout le temps que des femmes. Dans un de ses livres les plus célèbres, *Village de femmes*, l'auteur avait déjà décrit cette chasse à l'homme, cette course éternelle au bonheur par

l'amour. Elle reprend ce thème dans son nouveau roman, et il faut convenir que cette vision d'un monde de femmes, ce grand bouquet de tendresses qui se flétrissent et se fanent sans avoir été respirées, forme une des images les plus pathétiques de la guerre, infiniment plus émouvante que tant de descriptions d'une attaque à la baïonnette ou d'un duel d'artillerie. Quelle figure évoque la guerre dans son antiquité sauvage mieux que le chœur des *Troyennes* ou que la triste Andromaque ?

En plaçant ainsi son sujet dans le cœur des femmes, en prenant pour miroir de la guerre l'âme féminine, Mme Viebig fait assez voir ce qu'elle pense de la guerre exécrable aux mères. C'est une justice à lui rendre que son livre est écrit sans haine; on n'y trouve rien d'injurieux à l'adresse de l'ennemi Lorsque le roman s'ouvre, la guerre dure déjà depuis un an ; les jours de l'enthousiasme et du délire patriotique sont passés depuis longtemps; les victoires n'éveillent plus qu'une déception lassée. L'esprit qui domine le livre n'est pas la gloire, mais la pitié. Non que Mme Viebig soit un écrivain pacifiste. Elle a trop le don de l'artiste et du grand romancier, le don de sympathie pour tout ce qui est de la vie. Elle dessine avec bonheur de mâles types d'officiers. Lorsqu'elle peint le beau Lossberg, l'amant de la juive Kathinka, elle ne peut s'empêcher de voir et de faire admirer en lui un superbe exemplaire d'homme. Le récit de sa mort à Villers-Bretonneux, fait par sa maîtresse à la mère, la veuve du colonel, dans la petite maison de l'ancien officier en retraite, devant la vieille femme obstinée qui se révolte à l'idée de parler à une Juive et qui ne veut pas comprendre que son fils a été écrasé sous le nombre et qui répète : « Lâches! lâches! » est un des beaux morceaux du livre.

Mais, excepté ce vieil oiseau d'une espèce disparue, avec ses vieux bijoux de fer de la guerre sainte de 1813, les Allemandes de Mme Viebig ne sont nullement des Walkyries : elles n'ont rien des Amazones qui excitent les hommes au combat, ni de la femme de Nietzsche, plaisir et délassement faciles du guerrier. « Filles d'Hécube, » le lot de ces victimes est de souffrir toutes les formes de l'antique souffrance.

Femmes, filles, sœurs, fiancées, veuves d'un mari ou d'un amant, et les plus désolées de toutes, mères que la grande « mangeuse d'hommes » a dépouillées de leur espérance, leur

cortège emplit le livre de toutes les nuances de la douleur. Attendre, attendre, se crucifier d'attente; attendre quoi? une lettre, des nouvelles, espérer l'écriture chérie qui prouve que ce qu'on aime vit, pour se dire aussitôt : « Il est peut-être mort à l'heure qu'il est; » se consumer d'angoisse et d'ennui dans l'absence, compter les jours qui séparent d'une permission, pour retrouver ensuite ces tortures de l'imagination, se tuant à deviner, à forcer les distances, les barrages, les défenses, se déchirant aux fils de fer, aux ronces barbelées... Puis, un jour, la dépêche froidement officielle, et alors les cris tragiques de la mère blessée : « Mort! Mort!... Qu'est-ce qu'il a fait? Qu'est-ce que j'ai fait? Pourquoi, pourquoi?... Est-ce qu'il n'y en a pas d'autres qui en reviennent?... Dieu! Ah! ne me parlez pas de Dieu! Il dort, votre bon Dieu. Ou plutôt, il n'existe pas! S'il y en avait un, est-ce qu'il aurait permis cette guerre?... Malheur à ceux qui l'ont voulue, maudits, maudits!... La patrie? Qu'est-ce que cela me fait, la patrie?... Mon petit, mon chéri, mon fils, rendez-moi mon fils... »

Et tout le livre est plein de ces désespoirs de femmes, de ces détresses sans nom, qui ne sont d'ailleurs pas plus d'un pays que d'un autre. Ce sont les deux petites veuves de guerre, Lili et Annemarie; c'est la pauvre Gretchen Dietrich, qui devient folle parce que son fiancé l'oublie; c'est l'histoire navrante de la vieille Krüger, qui attend obstinément le retour d'un fils « disparu. » Et il y a çà et là de ces deuils inoubliables, de ces visages dont l'expression vous poursuit plus qu'une plainte bruyante, comme le spectre de la douleur infinie : ainsi, la femme du *Rechnungsrat* que nous apercevons un jour en chemin de fer, l'œil fixe, les traits absorbés, agitant faiblement les lèvres et remuant les doigts d'un mouvement mécanique, comme si elle recommençait perpétuellement le même compte : « Un, deux, trois... Un, deux, trois... » Elle avait perdu ses trois fils.

Encore s'il n'y avait que les grands malheurs! Mais il y a les douleurs vulgaires, les préoccupations, le souci du ménage, et c'est cela qui, bon gré mal gré, tient le plus de place dans la vie. L'auteur du *Pain quotidien* ne pouvait manquer d'insister sur ce côté misérable et avilissant des choses, sur les difficultés croissantes de l'existence matérielle. Peut-être trouvera-t-on qu'elle donne trop d'importance à cette question du pot-au-feu. Les choux, les pommes de terre, les raves, — ah! les

raves! — reviennent un peu trop souvent pour notre goût. Mais au souvenir des vieux Parisiens du siège, ces questions de victuailles étaient bien une autre affaire que l'impression du bombardement; les obus ne sont que les obus, tandis que c'était tous les jours un problème de dîner. Il n'est pas étonnant que l'Allemagne ait surtout gardé de la guerre l'idée que c'était le temps où on se serrait le ventre. Du reste, à son ordinaire, Mme Clara Viebig ne manque pas d'illustrer ce chapitre de la table par des traits amusants, par toutes sortes d'anecdotes dessinées à l'eau-forte et qui forment autant de vignettes des « misères de la guerre. »

Dans ce temps de vaches maigres, il y a un personnage qui croît en importance : et voici la silhouette pittoresque du *Schieber*, le « profiteur, » celui qui s'engraisse de la famine des autres, personnage international, hélas ! comme la vie chère, et auquel les Italiens ont donné le nom expressif de *Pescidanni*. Du reste, qui est-ce qui ne tripote et ne vole pas un peu? D'où vient l'argent que les gens du peuple jettent par les fenêtres? « Telle qui n'avait pas une chemise à elle, se promène le dimanche avec des jupons de soie, corsage de dentelles et plumes au chapeau. » Les ouvriers gagnent gros comme eux, et ils se la coulent douce, « comme des Messieurs, donc !... » Ainsi Mme Viebig observe les premiers signes du déclassement des fortunes et du détraquement de la machine sociale. « Comme tout avait changé ! Un magistrat était moins riche qu'un prolétaire : culture, ignorance, avantages, préjugés, opinions, états, la guerre bouleversait tout, mettait tout sens dessus dessous. Et elle changeait avec le reste la notion du bien et du mal. L'année nouvelle s'annonçait décidément comme un chaos. »

Avec ce changement total des valeurs et des classes, survenait une crise étrange de la moralité. C'était une paresse générale : aucun train n'arrivait à l'heure; les rues de Berlin devenaient sales; tous les services se négligeaient. Les domestiques vous faisaient une grâce de vous servir. Et c'était du haut en bas comme une vague de plaisir, un besoin de jouissance qui s'emparait des nerfs surmenés d'émotions, excédés de contraintes, — une fureur, née de la guerre, de saisir la minute qui passe, unique certitude au milieu du vacillement de tout. Rien ne frappe plus Mme Viebig que cette démoralisation du peuple d'Allemagne. Pendant que les hommes sont au front, les femmes

en prennent à leur aise. La petite Dombrowski trompe le sien à tour de bras. Et les jupes devenaient toujours plus courtes et plus légères, et les jambes, de moins en moins cachées, frétillaient davantage d'une démangeaison de danse. Berlin devenait un casino.

Tous les théâtres jouaient, et partout des concerts; cafés et cinémas ruisselaient de lumières et refusaient du monde. Si on n'avait pas su que c'était la guerre, on ne s'en serait jamais douté à voir, à la tombée de la nuit, cette foule avide de spectacles qui se pressait dans les rues. Élégances en robes de soie, montées sur de hauts talons. Encore pas mal d'hommes qui n'étaient pas en *feldgrau* Aux vitrines des magasins, des étalages d'étoffes coûteuses, les chapeaux des formes les plus nouvelles. Au *five o'clock* des grands hôtels, des orchestres entraînants : partout une vie presque fébrile. La physionomie de la capitale ne montrait nulle trace de cette fatigue et de ces rides qu'aurait dû y graver le terrible sérieux de cette troisième année de guerre. Et pourtant, à y regarder de près, comme on les découvrait! Toute cette agitation n'était pas la franche et joyeuse activité d'une grande ville. C'était un vain essai pour retenir le passé, *la fièvre de gens qui ont tout perdu et se donnent l'illusion d'avoir arrêté le temps.*

Et plus le dénouement approche, plus le besoin de s'étourdir et d'oublier fait rage : plus l'Allemagne est emportée par un vertige de plaisir. La place me manque malheureusement pour résumer l'épisode de la ville d'eaux, pendant le dernier été de guerre. L'histoire de Mme Siebenrath, la femme sur le retour, qui se coiffe d'un bel officier et perd la tête de jalousie, tandis que sa fillette, plus pratique, fait le siège d'un vieux monsieur, peint le désordre de l'Allemagne : « Monde renversé! monde renversé! » se répète la malheureuse avec honte et terreur. Et, voulant s'endormir, elle s'empoisonne avec une dose de véronal. Il y a bien aussi l'histoire des prisonniers français et du ménage qu'ils font avec les femmes du village, et le tour que leur joue le vilain bossu jaloux, et la revanche des commères qui le bernent, le soûlent et le déshabillent pour le badigeonner en vert : un vrai fabliau rustique, une farce de Maupassant voisinant avec le drame...

Mais j'ai hâte d'en venir aux dernières scènes du livre et à ce qui en forme l'épilogue. « A l'enthousiasme des débuts a succédé le découragement de la deuxième année; puis est venue

la résignation de la suivante, qui se change, au cours de la dernière, en révolte et en colère. » Depuis longtemps, une sourde inquiétude règne dans les esprits; on ne croit plus aux « blagues » des journaux. On ne croit plus aux victoires que les cloches sonnent à toute volée, et qui n'apportent jamais la paix : seuls, les écoliers s'en réjouissent, parce que chacune d'elles vaut un jour de vacances.

Au commencement, tout allait bien, et la générale von Voigt se rappelle avec attendrissement le mot du cocher de fiacre qui, se retournant sur son siège, et désignant de son fouet le palais impérial, lui déclarait : « Guillaume, nous l'avions mal jugé! » Mais dès 1915, elle ne peut contenir ses appréhensions : comment cela va-t-il finir? Et puis est venue l'année de Verdun, — Verdun, le cauchemar de l'Allemagne, dont l'épouvante plane sur les femmes allemandes « *comme l'ombre d'un émouchet agite un poulailler.* » Le soir de décembre où Mme von Voigt entend les camelots de Berlin hurler les « propositions de paix de l'Allemagne, » un frisson la saisit. Quoi! l'Allemagne en est là? Si nous doutions encore de l'état de dépression où se trouvait l'Empire après cette effroyable année, le livre des *Filles d'Hécube*, écrit en 1917, serait là pour le prouver. Pas une page où ne souffle le vent de la défaite.

Enfin, après quelques nouvelles victoires éphémères qui remontent le moral, arrive le mois de juillet de la dernière année. C'est pendant le séjour aux eaux, au cours d'un *flirt* dans la montagne avec le beau lieutenant de Bittlinger, qu'Annemarie rencontre une de ses connaissances, un gros industriel et fournisseur de guerre (qu'elle finira d'ailleurs par se décider à épouser : il a une si belle auto!). M. Thiessen arrive du front, où il a constaté l'effet d'un nouvel explosif.

— Croyez-vous, demande la jeune veuve, que ce soit très dangereux, cette contre-offensive de Foch?

— Rassurez-vous, madame, repartit l'industriel. Cela ne va pas mal, pas mal du tout. Dites-vous que ce sont les chances de la guerre. Rien de plus capricieux; c'est comme la veine aux cartes. Après tout, qu'y a-t-il d'étonnant avec une telle masse de troupes et de tanks? Notre changement de front s'imposait.

— Changement de front? Nous avons avancé?

— Reculé, chère madame.

— Tonnerre! s'écria l'officier.

— Ah ! mon Dieu ! je ne savais pas, balbutia la jeune femme, je ne me doutais pas que cela allait si mal.

Un peu plus tard, on entendit dans le lointain un coup de tonnerre sourd. C'était un coup très éloigné, mais très distinct. Puis, suivit comme un roulement interrompu.

— Un orage? demanda Annemarie.

— Le canon, répliqua négligemment Thiessen. Se peut-il que vous ne l'ayez jamais entendu par vent d'ouest?

Les yeux d'Annemarie s'ouvrirent d'un air anxieux. « Non, jamais, » répondit-elle. Avec un soupir, elle ajouta : « Quoi! *La guerre est si près?* »

Elle avait perdu sa gaîté. Elle rentra nerveuse à l'hôtel.

Si près ! Qu'eût-elle dit, si elle avait eu l'ennemi pendant quatre ans à Noyon ?

Et la guerre, en effet, se « rapproche » tous les jours : déjà les gares rhénanes s'encombrent de fugitifs. Les revers succèdent aux revers. Les pangermanistes, qui prétendent que la défaite est venue de l' « arrière » et que l'Allemagne n'a pas été militairement battue, feront bien de lire M[me] Viebig :

Les bulletins de l'armée continuaient d'être rassurants. Groupe d'armées du kronprinz impérial, groupe d'armées du kronprinz Ruprecht, groupe d'armées du duc Albert, groupe d'armées Boehn, groupe d'armées Gallwitz, tout cela existait encore — sur le papier. Et toujours les mêmes noms, sur la Lys, sur la Vesle, entre l'Ancre et l'Yser, sur la Somme, entre l'Oise et l'Aisne, partout des combats acharnés et des assauts d'infanterie. Toujours repoussés, ces assauts, repoussés victorieusement avec de lourdes pertes. Mais ensuite se glissaient sournoisement deux petites lignes : « Au cours de la nuit, nous avons abandonné tel village sans combat, » — ou bien : « Nous avons retiré nos troupes sans être inquiétés par l'ennemi, » — ou encore : « Évacué volontairement une bande de terrain. » Et cela suffisait pour détruire tout l'effet du reste. Ah ! on n'y croyait plus, à l'éternel « échec des tentatives ennemies ! » Et qui était assez naïf pour se figurer que les pertes n'étaient lourdes que pour l'adversaire?... Pourquoi ne pas dire la vérité? C'était bien pis de se taire, cela ne faisait qu'irriter l'angoisse ; les nerfs se tendaient à se rompre... Et comme aux premiers mois de la guerre, aux temps heureux de la victoire, les femmes recommençaient de s'assembler à la gare devant le tableau noir où l'on affichait le communiqué. On avait ainsi les nouvelles plus tôt que par les journaux. Mais on n'entendait plus la voix d'un gosse glapir, en la tirant par le tablier, pendant la lecture de la mère : « Maman, c'est vrai qu'on a flanqué une pile aux Français? »

Parmi toutes ces images du désarroi allemand, qui occupent les dernières pages du roman, une des plus belles est la scène que l'écrivain artiste a trouvée pour rendre sensible le crépuscule des Hohenzollern. Aux premiers jours d'octobre, la générale von Voigt, patricienne et royaliste, cherche à retremper sa foi chancelante : elle parcourt les allées du parc de Sans-Souci, où le souffle languissant de l'automne joue avec les premières feuilles tombées. Le parc était désert. Tout paraissait à l'abandon. Les arbres, les gazons étaient encore verts, mais *tout ce qui avait fleuri, avait passé*. Les grands sphinx, les amours, les dieux et les déesses, les faunes et les nymphes qui se détachaient en clair sur le fond des bosquets, grelottaient dans leurs marbres. Sans-Souci était sombre.

Le fastueux château que n'avait pas vieilli un siècle, quatre ans de guerre avaient suffi pour le déshonorer. Partout le grès se délabrait. Effrités, souillés par les ordures d'oiseaux, les riants visages des Atlantes, qui soutenaient la corniche, n'offraient plus aujourd'hui que des grimaces dégradées. Les hautes fenêtres étaient fermées.

Un souffle de vent s'éleva. Hermine frissonnait. Où étaient les parterres, les fleurs, le décor des terrasses ? Il était remplacé par de vulgaires légumes : cette roture dans cette noblesse, quelle pitié, — et quel présage !.. Hermine faisait ainsi le tour du palais, comme on fait une visite de deuil. Son cœur était lourd de regrets. Enfin, elle aperçut un volet entr'ouvert.

Une main blanche, osseuse, pendait près d'un maigre genou ; la main reposait sur la tête d'une levrette caressante. Hermine aperçut ce fantôme et s'enfuit. L'image du roi agonisant ! (1).

Et un soupir s'éleva, parcourut le palais comme une plainte d'âme en peine, comme un gémissement funèbre : le grand roi pleurait Sans-Souci, il pleurait la fin de son royaume.

Hélas! Ce n'était plus un palais, c'était un mausolée. Comme chassée par sa douleur, la promeneuse errait dans les allées du parc. Des formes pâles lui jetaient des regards tristes. Leur nudité lui paraissait aujourd'hui plus nue et plus hostile. Qu'est-ce que venaient faire ces statues, cette joie sous ce ciel ? Le ciel s'était couvert. Il était lourd, grisâtre. Une douleur indicible serrait le cœur de la générale. Oh ! cette nostalgie des jours qui ne sont plus ! Elle était venue ici pour se remonter le courage, pour dissiper ses doutes, recouvrer la force d'espérer dans les destins de la patrie. Mais elle

(1) La statue de *Frédéric mourant* par le sculpteur Rauch, qu'on voit à Sans-Souci dans la chambre mortuaire.

n'avait plus trouvé que du passé. Le grand roi était là derrière, mort, — et le vivant, où était-il?...

Elle redescendit à Potsdam. A la grille dorée du Palais Neuf se balançait un écriteau. Elle s'approcha. Elle lut en grosses lettres : « Bonsoir, Guillaume ! »

Le roman se termine par une peinture de la révolution. L'aviateur Heinz Bertholdi est entouré par des matelots qui lui arrachent ses épaulettes, lorsqu'ils s'apercoivent qu'il est aveugle, et s'éloignent.

Telle est la magistrale « chronique » que Mme Viebig a donnée de la guerre. Il est fort malaisé de résumer en quelques pages un tableau si complexe ; il l'est plus encore de prononcer un jugement. Mme Clara Viebig est un peintre puissant : elle se préoccupe peu de formuler des idées. Ses personnages vivent et pensent en dehors d'elle ; on serait fort embarrassé de dire quel est celui d'entre eux qu'elle charge de parler pour elle. Personne n'a peint comme l'auteur de cette fresque saisissante, la débâcle de l'Allemagne. Mais Mme Viebig se borne à faire œuvre d'artiste, sans chercher à présenter une thèse politique ou morale.

Tant d'impersonnalité étonne. Sans doute, on n'exige pas d'un écrivain allemand qu'il pense comme nous, ou même comme un neutre : il est singulier toutefois que Mme Viebig ne se demande pas une fois où était l'agresseur, si l'Allemagne n'a pas fait au monde plus de mal qu'elle n'en a subi, et que, de cette vaste épopée de la défaite, l'idée de la faute et de l'expiation, si naturelle aux malheureux, soit complètement absente. Nulle idée religieuse n'attendrit cet esprit de femme. Les strophes immortelles de *Wilhelm Meister* : « Celui qui n'a pas mangé son pain dans les larmes, celui qui, durant les tristes nuits, n'est pas resté assis en pleurant sur sa couche, celui-là ne vous connait pas, ô Puissances célestes! » ces vers que la reine Louise répétait après Iéna, paraissent n'avoir plus de sens pour cette âme stoïque : elle admet la douleur d'un œil sec, comme un fait, sans y attacher désormais nulle idée purifiante.

Ne lui reprochons pas de contempler avec tristesse l'écroulement de son pays. Fille de l'Allemagne, contemporaine de sa grandeur, ne nous étonnons pas qu'il lui en coûte de dire : *Finis Germaniæ!* Chose curieuse! Cette fin de sa patrie, le romancier national semblait l'avoir prévue. Dans la puissance

de l'Empire, dont elle admirait avec passion l'ordre sévère et magnifique, Mme Clara Viebig avait, — peut-être à son insu, — fait pressentir le vice rongeur. Dans ses deux plus beaux livres, ceux qu'elle a consacrés à la Prusse en Pologne et en Rhénanie, — dans ce puissant diptyque de *l'Armée qui dort* et de *la Garde au Rhin*, — le héros, celui qui incarne la mission de la Prusse, finit par le suicide. Le *Junker* Hanns de Dolesthal se fait sauter la cervelle comme le sergent-major Rinke. La Prusse se fait craindre, mais meurt d'être détestée; elle est le génie de l'État, mais il lui manque le don de l'amour. L'auteur de ces grands romans a écrit la tragédie de la Prusse.

A cette heure, l'écrivain paraît désabusé. Il ne croit même plus à cette vertu du sacrifice, à cet idéal héroïque qui, dans *la Garde au Rhin*, avait « élevé un moment la pauvre Catherine Rinke au-dessus d'elle-même. » Après 1870 est venu 1914 : ce que la guerre avait créé a été détruit par la guerre. S'il y avait un sens dans *les Filles d'Hécube*, c'était l'absurdité des haines et des violences; c'était la douceur de s'unir, de se comprendre entre frères; c'était la volonté commune de s'entr'aider et de se servir. L'excès de douleurs semblait créer dans toute l'Allemagne un besoin de sympathie. Plus de classes ni de castes; plus de barrières entre des sœurs qui avaient souffert ensemble : il ne restait entre les femmes que l'égalité navrée devant le deuil et la mort. « Là-bas, au front, le monde craquait et volait en éclats. Il se disloquait à l'arrière. *Il fallait tout refaire à neuf.* » Hélas ! la Révolution a trahi cet espoir : elle n'a été qu'une farouche explosion de haines, et *la Mer Rouge* ne respire qu'une désillusion amère. La seule vérité de la vie, dans ce néant de tout, paraît être aujourd'hui pour Mme Viebig la tendresse de deux cœurs, de deux pauvres cœurs blessés qui se blottissent l'un contre l'autre, — l'amour de la petite veuve Lili pour l'officier aveugle, — « l'île de l'amour, le refuge intime du foyer, suprême bonheur qui demeure sur cette terre aux enfants des hommes. » Lugubre image d'un monde en ruines où errent des misérables, désert que n'éclaire aucune lumière et sur la nuit duquel ne brille pas d'étoile.

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

QUI ÉTAIT L'ASTRÉE DE RONSARD? (1)

Charmante nouvelle et, toujours bienvenue, l'occasion de relire un peu Ronsard : on vient de retrouver Astrée, la vraie Astrée, la jeune femme que Ronsard aima et qu'il a célébrée sous un tel nom céleste.

C'est, pour la première fois, dans l'édition de 1578 que parut le groupe des « Sonnets et madrigals pour Astrée, » où il y a l'adorable sonnet de l'épiphanie de Vénus :

Au mois d'avril, quand l'an se renouvelle,
L'aube ne sort si belle de la mer,
Ni hors des flots la déesse d'aimer
Ne vient à Cypre en sa conque si belle,
Comme je vis la beauté que j'appelle
Mon astre saint au matin s'éveiller,
Rire le ciel, la terre s'émailler,
Et les amours voler à l'entour d'elle...

Ces vers sont dans toutes les mémoires et y font un remuement de lumière pareil au scintillement des petites vagues sous la brise.

Le premier jour que Ronsard vit son Astrée, elle lui donna « mainte dragée et mainte confiture. » Ces friandises étaient à la mode ; et la mode ne s'en perdit pas vite : au siècle suivant, Mademoiselle trouvait « assez bonne femme » l'insupportable princesse de Carignan, qui avait sans faute ses poches pleines de confitures ; « et la reine me faisait la guerre que je ne l'aimais que pour qu'elle m'en

(1) *Un amour de Ronsard, Astrée,* par Gustave Charlier, — extrait de la *Revue du seizième siècle,* — (librairie Champion). Cf. *Une Famille, Les d'Alègre* par Pierre de Vaissière (Émile-Paul) ; — *Pierre de Ronsard,* par Henri Longnon (Champion) ; — *Le dernier amour de Ronsard,* par Pierre de Nolhac (Dorbon).

portât, sans avoir la peine d'en charger mes poches. » Ces confitures étaient, en forme de bonbons, des fruits confits. Ronsard se souvint du prélude agréablement sucré de ses amours, lorsqu'elles tournèrent à l'amertume et à l'aigreur.

Astrée qui s'appelait Françoise, il la compare à la douce framboise, fruit savoureux. De préférence, il la compare aux astres du ciel; et, pour avoir voulu se hausser jusqu'à elle, n'est-il pas Icare dont la chute sera éternellement glorieuse? N'est-il point aussi la nef, mal accoutrée de mât, de voile, et qui, égarée au milieu de la mer, ne doit espérer le salut que des astres, seuls maîtres de luire, sauver et conduire? Il se joue, en ses poèmes, parmi de si plaisantes analogies.

Astrée était belle sans fard ni artifice et par l'unique volonté des dieux. Ronsard eût aimé qu'elle n'ajoutât même pas de bijoux à tant de charmes naturels et consentît au « simple habit » sans vaine parure et clinquant d'or ambitieux. Elle avait les plus beaux cheveux d'or frisé, plus beaux « que ceux que Bérénice loin de son chef envoya dans les cieux. » Un matin que la « demoiselle » d'Astrée peignait la chevelure admirable, Ronsard vit qu'au peigne restait une bribe de cet or souple; et il rêva d'être larron, de prendre sa part de butin : la demoiselle lui ôta la bribe des doigts. Il maudit cette méchanceté.

Ronsard avait, dit-il, fait peindre à la paume de ses gants l'image d'Astrée. Il la regardait comme on examine au ciel sa destinée. Il escomptait une bonne aventure, ayant toujours son astre entre les mains. Mais l'aventure, hélas! fut imparfaite. Astrée ne savait pas de même flamme brûler; son cœur n'était semblable à ses paroles. Elle oubliait les jolis soins, les égards, ne baisait pas le portrait de son amant et, pour tout dire, n'aimait « qu'en idées. » Une fois, elle passa auprès de Ronsard, muette, comme indifférente, et ne s'aperçut pas qu'il était triste. Une autre fois, en habit de déesse, elle passa; et son bel œil attirait les galants : son vrai amant n'eut rien de plus qu'un autre. Puis, après une absence de Ronsard, quand il revint, elle le reçut « d'un baiser tout glacé, » baiser tel que Diane en donne à son frère, ou tel qu'en donne une fille à sa grand'mère, « ni savoureux, ni moiteux, ni pressé. » Alors, il se fâche : « Eh quoi! ma lèvre est-elle si amère? » Les amours de Ronsard et d'Astrée ne durèrent qu'une saison. Quand elle ne montra plus de zèle, Ronsard passa les nuits à pleurer, sangloter et gémir; il se sentait devenir « un sauvage animal. » Et puis, il dit à la frivole :

Comme je vins je m'en revais, maîtresse;
Et toutefois je ne te puis haïr!...

Les Sonnets et Madrigals pour Astrée sont de 1570. Ronsard avait quarante-cinq ans. Grison depuis quelques années, il n'était pas moins paillard que naguère; mais il allait à plus de tendresse. Il commençait d'aimer Mlle de Surgères, qu'il vit d'abord en 1568, et il venait de la belle Sinope, de la blonde Genèvre et de cette Isabeau de Limeuil, si attrayante, mais trop futile. Genèvre était cabaretière au faubourg Saint-Marcel; et Sinope, une très noble dame de la cour. Il n'oubliait pas, mais il avait l'air d'oublier la « fleur angevine de quinze ans, » Marie, le meilleur émoi de sa jeunesse.

Quelle fut donc l'Astrée qui, tout un été, interrompt le prélude si doux de l'amour d'Hélène? C'est le problème que vient de résoudre un érudit très attentif et bien récompensé, M. Gustave Charlier.

Dans le commentaire de Marcassus, on apprend que, sous le nom d'Astrée, pris à la fable antique, Ronsard dissimula « une des plus grandes dames de la cour. » Ce n'est rien apprendre; et l'on savait cela, de Ronsard lui-même. On savait aussi, de Ronsard, le prénom d'Astrée, qui était Françoise, et le prénom de la sœur d'Astrée, Isabeau, après avoir lu la divine *Élégie du Printemps*.

Claude Binet, dans sa *Vie de Ronsard*, nous propose une devinette : Astrée, dit-il, était « une fort belle dame de la cour, dont le nom est assez embelli par le seul déguisement d'une voyelle changée en la prochaine première. » Y êtes-vous? Cette voyelle première est un A, et la prochaine est donc un E. C'est un E changé en A : c'est Estrée changé en Astrée. Lisons Colletet : « Une belle dame de cette ancienne et illustre famille d'Estrées, dont il voulut déguiser le nom par le changement d'une seule voyelle en une autre. » Nous y sommes! Et il ne s'agit plus que de trouver une Françoise d'Estrées, sœur d'une Isabeau.

Un critique récent la désigne ainsi : « la belle Françoise d'Estrées, » sœur d' « Isabeau d'Estrées. » Par malheur, on ne connaît, au XVIe siècle, nulle Isabeau d'Estrées. Il fallait en chercher une et, faute d'en trouver aucune, renoncer à l'inventer. L'un des éditeurs de Ronsard se demande si Astrée ne serait pas « une des quatre aînées de la charmante Gabrielle. » Or, parmi les quatre aînées de la charmante Gabrielle, il n'y a point une Françoise. Il y a une Françoise d'Estrées, sœur, mais sœur cadette de Gabrielle, et qui épousa le comte de Sanzay. Seulement, M. Charlier note qu'elle naquit environ six ans après que Ronsard avait publié les Sonnets et Madrigals. Tant pis pour elle!

On vient à ne plus savoir si les Binet et Colletet ne se sont pas

moqués du monde. Pas du tout!... Mais vous ne lisez donc jamais les *Esbats poétiques* de Jacques de Fonteny, poète boiteux, l'un des derniers Confrères de la Passion, qui, en outre, fit des émaux à la manière et à l'imitation de Bernard Palissy? L'un des sonnets de Fonteny est adressé à Mme de Sourdis :

Bien que Ronsard, le premier de la France,
Ait émaillé des fleurs de ta vertu
Son beau Printemps qui en est revêtu...

Rappelez-vous l'*Élégie du Printemps*, à la sœur d'Astrée...

Taisant ton nom ou tout ce qui est beau,
Disant le nom d'une unique Isabeau...

La sœur d'Astrée, dont le Printemps est jaloux, s'appelle Isabeau. Et elle est donc Mme de Sourdis. Conséquemment, l'Astrée de Ronsard est sœur d'une Mme de Sourdis. Fonteny ajoute :

C'est de ce tout dire le plus beau tout
Lorsqu'on louange une rare Babout
Où tout le ciel ses déités assemble.

Voilà le galimatias de Fonteny, et votre excuse de ne pas lire assidument ce poète. Son galimatias pourtant est précieux. La sœur d'Astrée ne s'appelait point Isabeau d'Estrées, mais bien Isabeau Babou de la Bourdaisière; elle épousa François d'Escoubleau de Sourdis, marquis d'Alluye. Et elle avait une sœur, Françoise Babou de la Bourdaisière, qui épousa Antoine d'Estrées, marquis de Cœuvres. Voilà certainement l'Astrée de Ronsard. Elle n'était pas de la famille d'Estrées par sa naissance, mais par son mariage. Et elle n'était point une sœur aînée ou cadette de la charmante Gabrielle, mais bien sa mère.

Les Babou de la Bourdaisière, Tourangeaux, avaient débuté par être riches, soit qu'un Babou, et qui n'était encore que Babou, eût épousé une veuve rendue opulente par la trouvaille d'un trésor ou qu'il eût été commis de Jacques Cœur. Puis un Babou épousa une belle Marie Gaudin, dame de la Bourdaisière, qui fut complaisante à François Ier. Désormais, les Babou de la Bourdaisière donneront à la France des personnages éminents, un grand maître de l'artillerie, un prélat qui sut réunir la diplomatie et la piété. Jean Babou épousa Françoise Robertet. Il en eut quatre fils et sept filles parmi lesquelles Françoise et Isabeau furent Mmes d'Estrées et de Sourdis. Les sept demoiselles Babou de la Bourdaisière, Saint-Simon dit qu'on les appe-

lait, en leur temps, les sept péchés capitaux. Une pourtant amadouait la sévérité des censeurs ; M. Charlier cite de petits vers où un méchant poète dit que la Gabrielle du roi Henri est

> Comme fut sa mère jadis,
> Et les cousines et les tantes,
> Hormis Madame de Sourdis.

Un autre poète vante la chaste loyauté, le maintien débonnaire et le pudique regard de cette Isabeau, sœur d'Astrée. Ronsard ne vante que sa beauté ; il la compare au Printemps, qui n'est point une saison chaste. Plus tard, le vieux chancelier Hurault de Cheverny s'éprit de la belle Isabeau, devenue pareille à l'automne. Et l'on raconte que M. de Sourdis, les ayant surpris dans l'intimité, « les réprimanda de ce qu'ils n'avaient pas fermé la porte. » On raconte aussi que Mme Isabeau guidait sa nièce Gabrielle et, par ses complaisances, fit la fortune de son ménage : son mari obtint le gouvernement de Chartres, et son fils le chapeau de cardinal. Mais, auprès d'Astrée, Isabeau est une sainte.

Il était dit que le masque allait tomber du visage d'Astrée. La découverte de M. Charlier n'est que d'hier. Mais, en 1914 déjà, Françoise Babou de la Bourdaisière, dame d'Estrées, après des siècles de silence et d'oubli, se manifeste dans un livre de M. Pierre de Vaissière consacré à la famille d'Alègre. M. Pierre de Vaissière ne soupçonnait pas que cette Françoise fût Astrée ; mais il l'avait rencontrée auprès du marquis d'Alègre et maîtresse de ce marquis.

Elle avait épousé en 1559 Antoine d'Estrées, bientôt grand maître de l'artillerie. Elle eut, pour l'un de ses premiers amants, un jeune Randan, qu'elle mit « très bas ; » et puis le très attrayant Louis Béranger, seigneur du Gua. M. du Gua était ami de Brantôme et de Ronsard et favori du duc d'Anjou autrefois, maintenant favori du roi. Or, Marguerite de Valois, détestant Mme d'Estrées, la désignait ainsi : « Voici la bien-aimée du capitaine! » Elle ne disait pas : la bien-aimée; elle avait un rude langage. Mme d'Estrées, jouant sur les mots, répondait : « Il vaut mieux l'être du capitaine, en somme, que du général ! » Mais, le 31 octobre 1575, environ cinq ans après que Ronsard écrivait les Sonnets et madrigals pour Astrée, M. du Gua fut tué par M. de Vitteaux, comme il était au lit et qu'un valet, dit le maréchal de Bassompierre, lui « faisait les ongles des pieds. » Le Roi commanda, pour son favori, des funérailles magnifiques et bientôt l'oublia. M. de Vitteaux était un assassin fieffé. Huit ans plus

tard, en 1583, Yves d'Alègre, fils de l'une des victimes de cet assassin, l'appela en duel et promptement le tua. Mme d'Estrées fut bien contente. Le vengeur de M. du Gua s'était retiré au faubourg Saint-Germain. Mme d'Estrées sut l'y trouver. Elle arriva, le soir, « vaine de joie » et la rancune satisfaite. M. d'Alègre était jeune de vingt ans à peine passés. Mme d'Estrées lui apportait, en remerciement, une bague de prix, et mille écus dans une bourse, et lui offrait, pourvu qu'il ne fût pas un dédaigneux, le galant cadeau de sa beauté. M. d'Alègre ne voulut ni de la bague, ni de la bourse, ni des mille écus; mais l'autre cadeau, il l'accepta, et dans l'heure même.

Astrée tombe du ciel où Ronsard l'avait placée ; elle tombe dans les bras de M. d'Alègre et y demeure.

Elle a quitté son mari une fois pour toutes. Or, elle est venue à M. d'Alègre par amitié persévérante qu'elle accordait au souvenir de M. du Gua : c'est une espèce de fidélité qui tourne mal et qui l'a conduite à être infidèle. Mais il arriva que M. d'Alègre lui plut, premièrement comme vengeur de M. du Gua, et bientôt pour lui-même. Le vengeur se substitua au vengé ; l'idée de la vengeance disparut et fut remplacée par le seul et nouvel amour. Cette aventure sentimentale, qui semble compliquée, est atrocement simple; et, quand on essaye d'analyser de tels émois, il ne faut pas oublier que le cœur a du primesaut.

M. d'Alègre ne resta pas fort longtemps à Paris et gagna l'Auvergne, où il avait des propriétés et où Astrée l'accompagna. C'était à l'époque des troubles. Il choisit de prendre le parti du roi. La ville d'Issoire passait pour « la plus belle ville de guerre de toute l'Auvergne, » à cause de l'« assiette, » Issoire étant sise « en une grande plaine très fertile et abondante, » et à cause de l'« artifice » qui est « d'un large fossé plein d'eau et d'un grand terrain dedans la ville. » M. d'Alègre, avec une troupe résolue, s'empara d'Issoire, perdit cette place importante et la prit derechef, au nom du roi qui, en 1590, l'en nomma gouverneur. Astrée sera reine à Issoire.

Il était difficile, en ce temps-là, de rien gouverner; et les Issoriens ne s'accordaient pas entre eux plus que les autres Français. M. d'Alègre aussi manqua de souveraine habileté. On l'accusa de « trop se familiariser avec les gens du commun et de rejeter l'amitié et la confiance des gens de bien. » La plèbe l'avait accueilli ; et il s'appuyait sur la plèbe. L'un des consuls, nommé Espagnon, ne l'avait point accueilli : et il le fit exécuter sans jugement. Les exécuteurs préparaient le supplice; et lui, par la fenêtre ouverte, il regardait. La femme du

consul accourut, en chemise, et cria : « Miséricorde, monseigneur, miséricorde ! » Il ferma la fenêtre ; et voilà tout. La plèbe lui eût pardonné ses rigueurs. Mais il fut impitoyable dans sa façon de lever les tailles et multiplia les contributions extraordinaires, disant à qui le trouvait imprudent que « son revenu et les appointements que le Roi lui passait » ne suffisaient pas à un gouverneur. Il comptait bien : la plèbe l'accusa de compter fort. Il réunit contre sa personne une population qui n'avait d'unanimité qu'en haine de lui.

L'on savait que tout cet argent qu'il réclamait donnait grand luxe à lui sans doute et à sa belle Astrée. Celle-ci coûtait plus cher, ayant auprès d'elle ses deux filles Diane et Julienne. Et l'on disait que M. d'Alègre se prodiguait pour les deux filles et leur mère.

Astrée manqua de souveraine habileté. Elle fut insolente. Sa hauteur lui valut de fâcheux ennemis. Elle obtint de son amant qu'il promulguât des édits somptuaires et fit revivre une ordonnance très surannée qui interdisait aux bourgeoises les robes de soie. Cependant elle se parait d'étoffes rares, de joyaux précieux : voire, ses Heures « portaient cinq diamants aux couvertures. » Cette folle avait oublié les conseils que lui donnait Ronsard autrefois, de se tenir au « simple habit, » de n'être belle que de ses charmes et attraits de nature :

De quoi te sert mainte agate gravée,
Maint beau rubis, maint riche diamant ?
Ta beauté seule est ton seul ornement,
Beauté qu'Amour en son sein a couvée.

Cache ta perle en l'Orient trouvée.
Tes grâces soient tes bagues seulement ;
De tes joyaux en toi parfaitement
Est la splendeur et la force éprouvée...

Elle avait oublié Ronsard ou bien se disait qu'au bout de vingt ans il convient de renchérir sur la naturelle beauté.

M. d'Alègre sentit l'inconvénient d'être impopulaire ; il tâcha de se tirer d'ennui par de « belles entreprises : » et la gloire vaut l'amitié. Mais « tous ses desseins lui tournèrent à contrepoil. » Ses tentatives pour s'emparer de Riom, de Sauxillanges, de Saint-Germain-Lombron n'aboutirent qu'à lui coûter du monde. Il risquait bien sa vie et bravement ; il perdait beaucoup de soldats, qui étaient enfants d'Issoire et dont les parents grossirent le nombre des mécontents. Il devint un despote malheureux. Les embarras d'argent lui rendirent l'existence incommode et le caractère

farouche. Il voulait tuer son homme d'affaires, les jours de pénurie. Une fois, les bouchers et divers marchands qui n'avaient pas été payés se réunirent et vinrent demander leur dû à Mme d'Estrées : elle les fit « maltraiter et battre. » Ils allèrent se plaindre aux messieurs d'Aulterroche, naguère amis et partisans de M. d'Alègre et désormais acharnés contre lui, depuis que M. d'Alègre, étant de méchante humeur, avait jeté son épée vers l'un d'eux.

Bref, un soir du mois de juin 1592, les frères d'Aulterroche, l'un d'eux consul de la ville d'Issoire, un boucher dit le Grand Besant, un chapelier du nom de Christophe de Crest et quelques autres gaillards en colère firent une assemblée dans la cave de Gilbert Liron, parent des messieurs d'Aulterroche. L'on but et l'on résolut de sauver les bons citoyens de la ville d'Issoire. Comment faire? Gilbert Liron prit la parole et dit que le seul moyen qu'il aperçût n'était que tuer M. d'Alègre. D'ailleurs, il avait « préparé un pétard; » voulait-on le suivre? on le suivit incontinent.

Les conjurés trouvèrent ouverte une porte qui leur permit d'aller à la maison du gouverneur. Ils grimpèrent à une échelle et furent dans une galerie sur laquelle donnait la porte de la chambre principale. Gilbert Liron allumait son pétard, pour enfoncer la porte. Alors, Astrée se réveilla et dit : « J'entends du bruit; c'est quelque troupe mal décidée. » M. d'Alègre répondit : « Madame, ce n'est rien! » Cependant, il se leva. Il entassa devant la porte escabelles, tables, coffres et tous objets qu'il eut sous la main. Nonobstant ces précautions, le pétard fit son brutal effet; la porte s'abattit. M. d'Alègre fut blessé au bras. Il ne perdit point courage. Il commanda vivement qu'Astrée se retirât dans la chambre des filles et, tirant de sous le traversin de son lit une pertuisane, il commença de faire bonne défense. Les assaillants se précipitèrent : M. d'Alègre fut « couché à terre d'un coup de dague ». Les créanciers, pour rentrer dans leur dû, pillèrent bagues, joyaux et vaisselle d'argent.

Astrée aux cheveux d'or frisé, l'Astre divin, s'était réfugiée « au bouge des servantes » et cachée dans une ruelle. Le Grand Besant l'y découvrit, à peine vêtue. Elle le supplia : « Hélas! monsieur, dit-elle d'une tremblante voix, voulez-vous tuer les dames aussi? » Le Grand Besant, qui n'était pas en train de galanterie, répondit impoliment : « Oui, nous voulons tuer le chien et la chienne! » Il lui donna « un coup de couteau dans la mamelle. » Les forcenés jetèrent par les fenêtres les deux cadavres, celui de M. d'Alègre et celui d'Astrée; ensuite, ils les jetèrent dans un puits. Et ils s'en allèrent, précédés

de valets qui portaient des lanternes. Le bruit du pétard avait été entendu. Les gens survinrent, demandant ce qu'il y avait. On leur dit : « Ce n'est rien, mes bons amis, retirez-vous et vous couchez; le chien et la chienne sont morts. » Soit que ces braves gens fussent épouvantés ou qu'ils fussent contents, ils firent comme on leur disait de faire et ne bougèrent pas.

A quelque temps de là, Gilbert Liron se pavanait, une épée dorée au côté. Quelqu'un lui demanda : « Liron, d'où te vient si belle épée? — Monsieur, l'homme et l'épée sont à votre service. » Et, gracieux, Liron tire l'épée du fourreau, la présente au curieux, lequel reprend : « L'avais-tu pas chez M. d'Alègre ? C'est l'épée d'un traître! » Et il en perce Liron, sans plus de procès. Les autres conjurés furent pareillement tués ou pendus.

Quand mourut Astrée d'une si tragique manière, il y avait sept ans que Ronsard était mort. Son triste sort n'a pas été plaint comme avait été sa beauté chantée. La princesse de Conti, à qui l'on attribue l'*Histoire des amours d'Henri IV*, enterre ainsi la dame d'Estrées : « Comme elle avait assez mal vécu, il était juste qu'elle reçût quelque punition de ses crimes. » C'est transformer en justiciers, un peu plus vite qu'il ne faudrait, des meurtriers.

Et les siècles passèrent; on ne songea plus à la dame d'Estrées, on ne sut pas qu'elle avait été Astrée durant une saison de sa jeunesse. M. Charlier lui a rendu ses titres à la compassion des lettrés et à leur souvenir un peu mêlé d'inquiétude, un peu mêlé d'horreur et d'amitié. M. Pierre de Vaissière a publié le portrait de la dame d'Estrées qu'il ne savait pas qui avait été Astrée. C'est un crayon, gardé à la Bibliothèque nationale et du genre de ceux que l'on range parmi l'école de Clouet. Le visage est beau, sans doute. Les cheveux d'or frisé ne se voient guère, à cause de la coiffe rigide, et laissent un front large et haut, très dénudé selon la mode. Les yeux ont beaucoup de vivacité, moins de douceur. Le nez est droit et long; la bouche a quelque chose de terrible, une extrême minceur de la lèvre d'en haut et une finesse de dessin qui est dure : il n'y a pas du tout d'ombre aux commissures et l'on n'imagine pas que cette bouche ait pu sourire. Astrée était, semble-t-il, plus belle que charmante.

M. Charlier se demande si Ronsard l'a vraiment aimée. Claude Binet compte les Sonnets et madrigals pour Astrée au nombre des poèmes que forgeait Ronsard « sur le commandement des Grands. » Voilà ce que M. Charlier n'admet pas, non plus que M. Laumonier, savant éditeur de Binet. S'il en était ainsi, remarquent ces deux éru-

dits, il faudrait qu'au moment de publier les Sonnets et madrigals, en 1578, Ronsard eût pris pour lui les soupirs et déclarations qu'il avait mis primitivement dans la bouche d'un autre » et qu'il eût alors « substitué son nom à celui de l'amant qu'il faisait parler d'abord. » Cela n'est pas probable, je l'avoue; et même on peut écarter cette hypothèse tout de go. Mais, à mon avis, la question de savoir si Ronsard a vraiment aimé Astrée ne doit pas être posée, ou transposée, de cette façon rigoureuse. M. Laumonier dit que Ronsard écrivit les Sonnets et madrigals « pour son propre compte; » et j'y consens, pourvu qu'on entende par là que, dès 1570, Ronsard écrivait cette épitaphe destinée à son sépulcre :

Ronsard, voulant aux astres s'élever,
Fut foudroyé par une belle Astrée.

Le « Ronsard » du premier vers ne remplace pas un « du Gua, » je l'accorde. Ronsard, dit M. Charlier, n'exprime pas les sentiments d'autrui, mais au juste les siens. Conclurons-nous qu'il a vraiment aimé Astrée? Si l'on chicane sur le sens que je prête à ce mot d'aimer, c'est à savoir s'il a aimé Astrée comme on sent bien qu'il a aimé Marie ou Hélène. Et je ne crois pas qu'on réponde oui sans nulle hésitation.

Ce qu'ont pu dire à ce propos un Claude Binet, un Marcassus ou un Colletet n'importe guère. Mais lisez les Sonnets pour Marie ou Hélène; et dites si vous y sentez le vrai amour : assurément, vous le sentez. Après cela, lisez les Sonnets et madrigals pour Astrée : « les vers de Ronsard, dit M. Charlier, ont un accent personnel qui ne peut guère tromper. » Voilà ce dont je n'ai pas l'impression.

Les Sonnets et madrigals sont beaux, sont divertissants et, pour la plupart, me font l'effet d'un jeu subtil. Le plus amoureux est un que j'ai cité, le sonnet du baiser « tout glacé » qu'il a reçu de sa maîtresse à son retour, baiser de Diane à son frère ou de fillette à sa grand'mère. Mais ce sonnet, si chaleureux pour accuser tant de froideur, appartient à un groupe de cinq poèmes que Ronsard a publiés, en même temps que les Sonnets et madrigals, dans l'édition de 1578, et alors sous le titre d' « Amours diverses. » Premièrement donc, ces cinq poèmes et, parmi eux, le Sonnet du baiser, n'appartiennent pas à la série des Sonnets et madrigals pour Astrée. Il est vrai que, dans l'édition de 1584, les cinq poèmes, d'abord intitulés « Amours diverses, » figurent sous la rubrique de « Supplément aux Sonnets et madrigals pour Astrée; » mais il me semble que ce n'est

là qu'un procédé de classement. Si je le crois, c'est que nul des cinq poèmes ne contient un seul vers où l'on remarque un seul trait qui, ailleurs et dans les poèmes certainement composés pour Astrée, caractérise cette dame, ni la comparaison d'elle et des astres, ni les métaphores tirées du ciel réel ou fabuleux, empruntées à la mer et aux voyages que les constellations guident, ni le nom de Françoise et l'analogie de la framboise. Ou je me trompe, ou ces poèmes n'étaient pas pour Astrée d'abord.

Je ne crois même pas que tous les poèmes rangés dès 1578 sous le titre de Sonnets et Madrigals pour Astrée aient été d'abord, — tous, — destinés à elle. Ainsi, le premier Madrigal ne convient pas à la même personne qui, le premier jour qu'on l'a rencontrée, vous a donné dragées et confitures, qu'on loue de ne se point farder, qu'on engage à ne se point parer de joyaux inutiles :

J'aime et jamais je ne vis ce que j'aime,..
L'œil peut faillir, l'oreille fait de même;
Mais nul des sens mon amour n'a fait naître.
Je n'ai ni vu, ni ouï, ni touché :
Ce qui m'offense à mes yeux est caché...

Le poète se demande si nos esprits ne se connaissent point aux cieux avant de revêtir les corps d'ici-bas et ne gardent pas, dans les corps, le même sentiment qu'au ciel ils avaient eu; ou bien il se demande s'il n'est point fol et se console à se dire qu' « aimer en l'air une chose inconnue » vaut mieux pourtant que n'aimer rien, comme Ixion « qui pour Junon embrassait une nue .» Ce Madrigal convient-il à une personne que M. Charlier définit en ces termes : « Sa réputation et celle de sa famille autorisaient déjà l'audace du poète; sa grâce provocante a dû faire le reste? » En vérité, je ne le crois pas Mais, en 1578, Mme d'Estrées ne se rappelait pas que Ronsard lui eût adressé tels Sonnets et tels Madrigaux : Ronsard a fait son édition de manière jolie plus que fidèle exactement.

Si l'on réduit aux poèmes que Ronsard a très évidemment écrits pour Astrée le témoignage de son amour, il est difficile d'y apercevoir cet « accent personnel » que signale M. Charlier, cette passion qu'il devine et qui fait qu'il place la dame d'Estrées entre Marie de Bourgueil et Mlle de Surgères.

En 1570, la dame d'Estrées appartenait à M. du Gua et, en définitive, l'aimait assez bien pour que, huit ans plus tard, elle eût gardé rancune vive de sa mort. Et Ronsard, à cette époque, était déjà très

occupé de Mlle de Surgères. Catherine de Médicis l'avait engagé, dit M. de Nolhac dans la jolie étude qu'il a consacrée au Dernier amour de Ronsard, — et les conseils de la reine étaient un commandement, — à choisir pour maîtresse et pur objet de ses poétiques ferveurs « la plus sage et en même temps la plus spirituelle de ses filles d'honneur, » Hélène, que Brantôme appelle la docte de la cour. Et Ronsard a chanté Mlle de Surgères ; il l'a célébrée, avant de l'aimer. Il l'a aimée ensuite. Avant qu'il ne l'aimât tout de bon, la renommée de cette jeune fille florit par les tendres poèmes de Ronsard.

Il est possible que Ronsard ait célébré la dame d'Estrées comme d'abord Hélène de Surgères. Et ce que dit Claude Binet, que Ronsard a chanté plus d'une belle en ses poèmes « sur le commandement des Grands, » peut-être faut-il l'interpréter selon ce que nous savons qu'il a fait, pour Hélène de Surgères, sur le conseil de la reine. Les dames étaient jalouses de la gloire que cette jeune fille devait aux poèmes de Ronsard. Il est possible que M. du Gua, si amoureux de la dame d'Estrées, si désireux de lui complaire, ait prié le poète de la chanter comme il chantait Mlle de Surgères. Mais il ne le priait pas pour cela de feindre que ce fût M. du Gua l'auteur de ces poèmes et M. du Gua non plus qui, dans ces poèmes, prît la parole. Voilà comment la dame d'Estrées, l'amante de M. du Gua, serait devenue l'Astrée de Ronsard.

L'escadron volant des filles d'honneur de la reine et les dames de la cour enseignaient aux rudes cavaliers de ce temps la politesse, la courtoisie, l'art de l'honnête amour, l'art de réduire à quelque discipline ou à quelque douceur le dangereux amour. Catherine de Médicis le savait à merveille et le voulait.

Semblablement, si l'on remarque le contraste qu'il y a, et qui est vif, entre la poésie exquise des Sonnets et Madrigals et la sauvagerie que révèle, dans les mœurs d'alors, l'histoire de Françoise Babou de la Bourdaisière dame d'Estrées, l'on devine que la poésie de Ronsard, comme toute notre littérature au cours de notre histoire, accomplissait une belle besogne, et difficile : elle donnait à rechercher un idéal de vie moins farouche et tâchait de civiliser les terribles cœurs des hommes et des femmes.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Que diraient nos amis d'Italie si un ancien président du Conseil français entamait une campagne pour ébranler le traité de Saint-Germain et en obtenir la revision au profit de l'Autriche? Ils se plaindraient, sans doute, amèrement d'une aussi étrange attitude et ils n'auraient pas tout à fait tort. Ils ne sauraient donc s'étonner que nous trouvions aujourd'hui fort regrettables les tentatives que fait M. Nitti pour déchirer au profit de l'Allemagne le traité de Versailles. Que des journaux germanophiles comme le *Mattino* calomnient la France, nous accusent de rechercher l'hégémonie en Europe et prétendent que c'est une politique impérialiste qui a été « consignée sur les tables de la loi à Versailles, » il n'y a pas là de quoi nous surprendre. Mais qu'un homme politique qui a eu récemment, dans son pays, la responsabilité du pouvoir, écrive que l'Allemagne subit tous les jours des humiliations, qu'il se fasse publiquement l'avocat de nos ennemis d'hier et en appelle, — bien vainement, d'ailleurs, — aux États-Unis pour mettre à la raison la France qui a le grand tort de croire à la valeur des traités et de vouloir l'exécution des engagements pris, c'est vraiment là un symptôme qui ne laisse pas d'être inquiétant. J'ai eu l'occasion de connaître M. Nitti, lorsqu'il était, soit ministre, soit président du Conseil. Il tenait alors un tout autre langage qu'aujourd'hui. Il a commencé à évoluer dans les derniers mois de son cabinet et notamment à San Remo. Ce n'est pas à nous de juger les raisons de politique intérieure auxquelles il peut obéir. Mais nous avons le droit d'espérer que, dans les affaires extérieures, l'Italie n'écoutera pas les mauvais conseillers et restera fidèle, comme nous-mêmes, aux signatures données.

Il y a malheureusement au delà des monts un certain nombre

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

de personnages pro-allemands qui essayent constamment de semer la discorde entre les deux grandes nations latines et de les détourner de leurs destinées naturelles. Ils affectent de dire que l'avenir de l'Italie serait beaucoup mieux sauvegardé, s'il ne restait, dans l'Europe centrale, aucune République autrichienne et si Vienne était décidément rattachée à l'Allemagne. Ils insinuent qu'aussi longtemps que subsistera l'Autriche, durera la menace d'un rapprochement entre les États héritiers de la monarchie dualiste ; et ils dénoncent la possibilité de cette reconstitution comme un danger permanent pour l'unité italienne. Comment ne pas voir, au contraire, qu'en inspirant à l'Italie la crainte d'un péril chimérique, ces fâcheux donneurs d'avis risquent de la précipiter dans des réalités redoutables ? Si la France est intéressée à ce que l'Allemagne, dont les Alliés ont cru devoir ne pas diviser les forces disparates, ne s'agrandisse pas, du moins, de nouveaux territoires, l'Italie elle-même trouve un avantage à l'interdiction qui a été stipulée dans les traités de Versailles et de Saint-Germain. Une Autriche réduite, comme elle l'est aujourd'hui, à sa plus simple expression, est pour elle une voisine bien inoffensive. Une Autriche fondue dans le Reich ne se contenterait certainement pas d'apporter à l'Allemagne sa faiblesse et sa pauvreté; elle lui apporterait ses regrets et ses revendications; et, avant qu'il se fût écoulé un grand nombre d'années, l'Allemagne tout entière ferait siens les griefs de l'Autriche contre l'Italie. Elle ne tarderait pas à convoiter Trente et Trieste et à soutenir que les frontières déterminées par l'article 27 du traité de Saint-Germain englobent dans le royaume d'Italie des populations de nationalités diverses et, en particulier, des Allemands. Elle rouvrirait peu à peu le conflit séculaire entre les habitants de la péninsule et ces « Tedeschi des Alpes, » dont Gabriel d'Annunzio disait, le 5 mai 1915, à Gênes : « Ils n'arrêteront pas le rythme fatal de l'achèvement national; ils n'arrêteront pas le beau rythme romain! » L'Italie a donc, comme la France, les meilleures raisons de ne pas accroître la puissance de l'Allemagne et de rester à nos côtés après la victoire comme elle s'est mise à nos côtés dans la guerre. Ce serait un grand malheur pour nos deux peuples s'ils se laissaient égarer, l'un ou l'autre, par d'imprudentes combinaisons diplomatiques et s'ils ne veillaient pas, avec un soin jaloux, au maintien de leur amitié.

Ce qui est vrai de l'Alliance franco-italienne ne l'est pas moins de l'Alliance franco-britannique. Il n'y a pas de divergences momentanées qui puissent rompre ou relâcher les liens qu'ont noués entre nos trois nations tant d'années de souffrances communes, de batailles li-

vrées pour la même cause et de noble émulation dans l'héroïsme. Il faudrait désespérer de l'humanité si les idées de justice et de liberté n'avaient de prise sur elle qu'aux heures des grandes secousses et des rencontres sanglantes, et si elles perdaient tout crédit dans le train ordinaire de la vie publique. A l'appel du droit, l'Angleterre, l'Italie et la France se sont levées pour combattre; elles ont voulu créer ensemble une Europe meilleure; elles ont eu toutes trois, et leurs alliés avec elles, la généreuse ambition d'établir dans le monde une paix durable; vont-elles se séparer au moment où leur œuvre est à peine esquissée et réclame plus que jamais l'unité et la persévérance de leurs efforts? Une politique à si courte vue nous conduirait tous au bord de l'abîme; les hommes d'État de nos trois pays ne peuvent fermer les yeux à l'évidence; ils savent que nous continuerons, dans le futur comme dans le passé, à avoir besoin les uns des autres; qu'il y a entre nous une solidarité d'intérêts plus forte que les désaccords d'un matin, les fantaisies individuelles et les piques d'amour-propre; et que chacun de nous commettrait, à son propre foyer national, un crime de lèse-patrie s'il perdait jamais de vue les raisons supérieures qui nous commandent de rester unis.

Puisque nous sommes tous également pénétrés de cette conviction, tâchons, avant tout, de nous mieux comprendre, de ne pas juger nos alliés d'après nous-mêmes, d'avoir l'imagination assez libre et assez objective pour savoir nous placer, un instant, à leur point de vue, et de commencer par nous rendre compte de leur état d'esprit chaque fois que nous avons à discuter avec eux. La plupart des malentendus qui se sont produits, depuis quelques mois, entre nous, proviennent de ce que nous nous sommes mépris sur les mobiles auxquels obéissaient nos interlocuteurs. Ajoutez à cela un trop grand nombre de petites rivalités personnelles qui n'ont pas été sans envenimer les dissentiments. On a opposé tel premier ministre à tel autre; on a parlé de la victoire de ceux-ci et de la défaite de ceux-là; on a successivement exalté ou dénigré les chefs des gouvernements; et dans chaque pays allié, la presse s'est crue autorisée parfois à juger les représentants de l'État voisin avec la même liberté de langage que s'ils étaient des compatriotes. Quelques déceptions que nous laissent nos derniers entretiens avec Londres, pensez-vous qu'il soit convenable et habile de nous complaire à malmener M. Lloyd George? Ce n'est point à nous de nous associer à ses adversaires d'Outre-Manche ni d'accroître, ne fût-ce que par des paroles imprudentes, les difficultés croissantes qu'il rencontre un peu partout, aux Indes, en Asie-Mineure, en

Égypte, en Irlande, et chez les ouvriers d'Angleterre. Tant qu'il est au pouvoir, il est pour nous l'interprète de l'Empire britannique et ce serait, à la fois, maladresse et inconvenance que de mêler à la légitime défense des réclamations françaises des appréciations irritées et des personnalités désobligeantes. Bridons nos nerfs et restons de sang-froid.

Nous n'aurons pas trop de toute notre « self-possession » pour retrouver, nous et nos Alliés, les grandes routes dont les divers traités de paix avaient, tant bien que mal, établi les chaussées et dont nous nous sommes si imprudemment écartés. Empressons-nous, du moins, les uns et les autres, de saisir les occasions de réparer nos fautes. Les élections autrichiennes nous en fournissent une qui peut être assez favorable à l'exécution du traité de Saint-Germain. Le scrutin du 18 octobre ne constitue pas seulement, dans l'ensemble, une victoire des éléments modérés sur les extrémistes. Il est, en même temps, pour le pangermanisme, un échec très significatif. L'Allemagne s'était, à la veille des élections, livrée à une ardente propagande dans toute l'Autriche. Elle avait eu recours aux moyens les plus variés pour faire nommer en masse des partisans du rattachement et le vote qu'avait émis l'Assemblée sortante avait naturellement été très exploité dans la campagne électorale. Les pangermanistes allaient répétant qu'aussitôt incorporée à l'Allemagne, l'Autriche échapperait à la misère présente ; ils montraient du pain aux affamés et cherchaient à les attirer. Il est remarquable que l'Autriche ait su résister à ces manœuvres et à ces tentations. Si elle est maintenant assez raisonnable pour ne pas persévérer dans la voie où s'était témérairement engagée l'Assemblée précédente et pour réaliser les économies qui s'imposent dans le budget de l'État, les Alliés devront se mettre d'accord pour essayer de la tirer d'embarras. Elle demande à vivre. Comme je l'ai indiqué l'autre jour, elle a, dans son territoire restreint, des richesses qui la peuvent rassurer sur son avenir. Mais, pour le moment, elle est malheureuse et naturellement disposée à se tourner vers ceux qui l'aideront. Prenons donc le traité de Saint-Germain tel qu'il est ; efforçons-nous de le mettre en vigueur. La section d'Autriche de la Commission des réparations n'est pas restée inactive. Elle a dressé tout un plan destiné à préparer la renaissance industrielle et financière de l'Autriche. Ce programme répond aux vœux qui avaient été exprimés dans les deux Chambres françaises par les rapporteurs du traité, M. Margaine et le regretté M. Imbart de la Tour. C'est aux gouvernements alliés qu'il appartient maintenant de prendre les mesures né-

cessaires pour que ce travail aboutisse à des résultats positifs. Il n'y a pas une minute à perdre. « Dans les grandes affaires, dit La Rochefoucauld, on doit moins s'appliquer à faire naître des occasions qu'à profiter de celles qui se présentent. »

Le traité de Versailles, plus encore, s'il est possible, que le traité de Saint-Germain, exige et suppose la permanence de l'intimité des Alliés. « Il est plus lourd de promesses que de réalités, » a déclaré M. Millerand, lorsqu'il était encore Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Observation très juste, si juste même qu'elle peut s'appliquer à tous les traités. Il n'y en a pas un seul qui ne soit une plante délicate, exposée à se flétrir avant de porter des fruits, si elle n'est pas soigneusement cultivée par ceux qui l'ont semée. Sans songer à me donner pour prophète, j'avais moi-même annoncé, l'an dernier, que la paix serait « une création continue. » Je n'ai jamais passé pour un admirateur aveugle du traité de Versailles; j'en ai plus que personne regretté les insuffisances. Mais, s'il n'a pas rempli les espérances de tous les Français, il nous a, du moins, garanti un minimum de satisfactions dont nous avions le droit incontestable de ne rien céder. Le traité est signé depuis le 28 juin 1919; il est ratifié; il est théoriquement mis en vigueur depuis le 10 janvier 1920; les clauses essentielles en demeurent cependant inappliquées; et l'Allemagne crie de plus en plus haut qu'elle ne les appliquera pas.

« Dans les demandes de l'Entente, écrit la *Deutsche Tageszeitung*, il ne s'agit nullement de réparations, mais de chantage pur et simple. Tout ce que l'Entente a pris à l'Allemagne : colonies, Alsace et Lorraine, bassin de la Sarre, flotte de guerre et de commerce, tout cela compense amplement les dommages qu'elle a subis, parce que les Poincaré ont voulu la guerre. » Voilà une perle qu'on me permettra d'enchâsser. Lorsque Guillaume II a fait, en 1917, une dernière et mélancolique visite au Haut Kœnigsbourg, il a eu l'idée singulière et maladive d'y laisser un devant de feu portant, en grands caractères métalliques, la phrase que ses remords lui ont si souvent arrachée : « Je n'ai pas voulu cela. » N'en déplaise à la *Deutsche Tageszeitung*, aucun Français n'a besoin de déclarer devant le monde qu' « il n'a pas voulu cela; » tous attendent le front haut et la conscience tranquille le jugement de l'histoire. Mais que dire des Allemands qui ont reconnu à Versailles, en termes solennels, la responsabilité de leur pays dans la guerre et qui, au lendemain du jour où cet aveu a été consigné dans un acte diplomatique, s'empressent de le rétracter? Et

que penser de la sincérité de leur repentir, lorsqu'ils nous imputent leurs crimes et lorsqu'ils nous accusent de leur avoir « pris » l'Alsace-Lorraine? Le *Times* a montré, dans plusieurs de ses derniers numéros, la persistance de cette propagande effrontée, qui tend à falsifier la vérité, tantôt aux dépens de la France, tantôt aux dépens de l'Angleterre, et qui prend les formes les plus variées pour arriver à semer la méfiance entre les Alliés. Il a notamment cité un tract qui circule en Allemagne et aux États-Unis et dont l'auteur prétendu serait un Américain d'origine germanique, appelé Hansen, et revenu aujourd'hui dans le pays de ses pères. Ce Hansen raisonne, bien entendu, comme la *Deutsche Tageszeitung* : il s'en prend à l'Angleterre, au roi Édouard VII, et à la France, dont la vanité, dit-il, est si enfantine que si, avant la guerre, l'Allemagne lui avait gracieusement offert sur un plat d'argent l'Alsace-Lorraine et les cinq milliards de l'indemnité de 1871, elle aurait dédaigneusement rejeté ce cadeau. Voilà de quelles sottises on nourrit encore l'esprit des populations allemandes.

Pour que les choses en soient arrivées à ce point, il faut que, depuis le commencement de l'année, les Alliés se soient étrangement trompés sur la psychologie de nos anciens ennemis; et si nous jetons en effet un coup d'œil en arrière, nous serons effrayés de ne voir, sur le chemin que nous avons parcouru, que des débris du traité. Quelques publicistes français, le jugeant médiocre, auraient désiré qu'on se hâtât de le reviser. C'était, à mon avis, méconnaître les difficultés à peu près insurmontables d'une reprise des négociations. L'Amérique, absorbée tout entière par la prochaine élection présidentielle, avait, pour quelques mois, pris congé de l'Europe; l'Angleterre, qui avait obtenu, à Versailles, la destruction de la puissance maritime et coloniale de l'Allemagne, n'avait plus aucune raison de nous faire des concessions supplémentaires. Dans ces conditions, il était fort à craindre que toute revision n'eût lieu contre nous. Plutôt que de courir les hasards de conventions nouvelles, nous devions donc tirer le meilleur parti du traité et nous entendre avec nos alliés pour contraindre l'Allemagne à remplir ses obligations. Est-ce bien ainsi que nous avons procédé? Sous prétexte que le traité posait des principes dénués de sanctions, nous avons abandonné les principes et nous n'avons pas les sanctions. Nous les avons sur le papier pour le charbon et pour le désarmement. Mais, pour les réparations, nous n'avons rien de positif et quant au papier, le traité de Versailles nous le donnait déjà.

Il nous permettait, d'une part, de prolonger indéfiniment l'occupation de la rive gauche et des têtes de ponts, si l'Allemagne ne s'exécutait pas (article 430) ; il nous autorisait, d'autre part, à exercer contre l'Allemagne toutes représailles économiques et financières et à prendre, en général, toutes mesures que nous pouvions juger nécessaires, c'est-à-dire à occuper, au besoin, de nouveaux territoires (Partie VIII, paragraphe 18 de l'annexe II). Mais, d'après le traité, pour qu'il fût possible de recourir à ces sanctions exceptionnelles, il fallait, d'abord, que la Commission des réparations eût officiellement constaté que l'Allemagne avait manqué à l'une ou à l'autre de ses obligations. Les gouvernements devaient donc prier leurs délégués à la Commission de procéder rapidement à ces constatations, comme on a fini par se décider à le faire pour les livraisons de charbon ; et aussitôt qu'en vertu du paragraphe 17 de l'annexe II, la Commission des réparations aurait eu signalé aux gouvernements l'inexécution du traité par l'Allemagne, chaque Puissance intéressée aurait été libre de s'assurer des gages, avec ou sans le consentement des Alliés. Si, par exemple, nous n'avions occupé Francfort qu'après avoir provoqué une déclaration de cette sorte, l'Angleterre n'aurait pu se plaindre de notre initiative ; et si, après que la Commission a eu fait connaître aux gouvernements les déficits dans les envois de charbon et conclu à des sanctions, nous avions agi immédiatement, plutôt que de rédiger de nouveaux protocoles, nous aurions simplement usé de nos droits au lieu de les laisser bafouer. Il n'est pas surprenant que nous payions aujourd'hui chèrement, dans l'éternelle question des réparations, les trop nombreuses infidélités que nous avons faites nous-mêmes au traité de Versailles, tout en jurant de ne le pas trahir.

Vainement, certains journaux allemands essayent-ils aujourd'hui de dénaturer le sens des articles 231 et suivants. Ces textes sont d'une limpidité parfaite. Pour respecter la lettre et l'esprit du traité, nous n'avions qu'à mettre le plus promptement possible la Commission des réparations en mesure de déterminer la créance, c'est-à-dire à hâter les travaux des Commissions cantonales, à tirer des affaires jugées des inductions raisonnables, à constituer dans les administrations compétentes des dossiers d'évaluation, à communiquer tous ces documents à l'honorable M. Dubois et à le prier de s'entendre avec les autres délégués afin d'accélérer la solution du problème qui leur était soumis. Loin de s'en tenir à cette procédure régulière, les Alliés n'ont su qu'imaginer pour s'en éloigner. Dès le mois de mars, la publication de leur memorandum écono-

mique et les pourparlers de Londres ont donné à l'Allemagne l'espoir que le traité serait revisé. A la fin d'avril, a lieu la conférence de San Remo; et, bien que M. Millerand obtienne que le Gouvernement du Reich n'y soit pas convoqué, la presse allemande exulte à la lecture du protocole final. La *Francfurter Zeitung* se déclare satisfaite et le *Vorwärts* triomphe. Les Alliés ont, en effet, constaté que « l'Allemagne n'a rempli ses engagements ni pour la destruction du matériel de guerre, ni pour la réduction des effectifs, ni pour la fourniture du charbon, ni pour les réparations, ni pour les frais des armées d'occupation. » Mais la seule pénalité que nous jugions à propos d'infliger aux auteurs de ces infractions réitérées, c'est de les inviter à une réunion prochaine, qui se tiendra à Spa, et nous leur promettons que, s'ils y apportent des explications satisfaisantes et des propositions précises, nous serons prêts à « discuter avec eux toutes questions affectant l'ordre intérieur et le bien-être économique de l'Allemagne. » En même temps se poursuivait, sous l'inspiration de M. Keynes et de quelques financiers internationaux, qui avaient accès dans les milieux les plus divers, une vigoureuse propagande en faveur de ce qu'on appelait, d'un nom très équivoque, le forfait. Qui dit forfait dit, en général, fixation d'un prix irrévocable, en bloc et sans estimation préalable. Mais en France on mettait sous ce mot des idées contradictoires, tandis qu'en Allemagne on y mettait simplement celle d'un rabais. Les prétentions du Reich sont, d'ailleurs, à cet égard, devenues de plus en plus audacieuses et peu à peu s'est fait jour cette thèse que la dette allemande ne devait plus aucunement dépendre du montant de nos dommages, mais seulement de l'état économique de l'Allemagne, présenté, bien entendu, sous les couleurs les plus sombres. Tel est, entre San Remo et Spa, le *leitmotiv* de toute la presse d'Outre-Rhin.

Au commencement de mai, réunion à Hythe des premiers ministres, en dehors de la Commission des réparations. Déclaration commune extrêmement fâcheuse. On y proclame, contrairement aux stipulations du traité, qu'il y a urgence à mettre l'Allemagne à même de recouvrer son autonomie financière; on y ajoute qu'il convient de fixer, pour le règlement de la dette allemande, une somme forfaitaire, compatible avec la capacité de paiement de l'Allemagne, c'est-à-dire qu'on ne songe plus à évaluer les dommages et qu'on veut décider, dès aujourd'hui, ce que l'Allemagne sera en mesure de payer dans dix ou vingt ans. Comme le remarque très justement, dès le lendemain, dans le

Journal des Débats, M. Auguste Gauvain, on dessaisit la Commission des réparations et « on tombe en pleine fantaisie ». Cette décision est accueillie avec enthousiasme par tous les journaux allemands et considérée, tout à la fois, comme un démenti au traité de Versailles, comme un désaveu de la Commission des réparations et de son Président d'alors, voire comme une défaite de la France.

Les 15 et 16 mai, nouvelle réunion à Lympne. On y reconnaît la nécessité de liquider parallèlement et au plus tôt les dettes interalliées et la dette allemande. Rien de mieux, pourvu qu'on demeure dans la ligne dessinée par le traité et qu'on ne sacrifie rien des intérêts de la France. Mais, à Lympne, des chiffres ont été prononcés par des experts qui ne sont pas ceux de la Commission des réparations et ces chiffres, colportés dans la presse, provoquent une grande émotion dans le Parlement. Le 28 mai, à la Chambre des députés, MM. Paul Aubriot, Baudry d'Asson, Loucheur, Louis Barthou, Tardieu, d'autres encore, se font les interprètes de l'inquiétude générale. Le Président du conseil rassure la Chambre, en déclarant qu'aucun engagement n'a été pris à Lympne et qu'on n'ira à Spa que pour faire exécuter le traité.

Le 20 juin, les premiers ministres se retrouvent à Hythe, puis, le 21 et le 22, à Boulogne. Le communiqué officiel annonce que la question de l'indemnité allemande et de la répartition de la créance entre les Alliés a été examinée de nouveau. « Il a été décidé que les experts anglais, italiens, belges et serbes se réuniraient à Paris pour y faire des propositions communes sur des bases déterminées. » Pour ne pas renseigner les Allemands, on ne précise pas quelles sont ces bases; mais les agences, moins discrètes, indiquent, avec des chiffres, un système d'annuités extensibles. De la Commission des réparations, pas un mot. Les experts choisis paraissent devoir être ceux qui, à la suite de M. Keynes, se sont le plus remués pour la dessaisir. Il est, du reste, entendu et annoncé que « les Alliés se retrouveront le 2 juillet à Bruxelles pour fixer définitivement leur accord avant la réunion de Spa ». « Définitivement, » cet adverbe, gros d'espérance, revient, avec l'accent de la certitude, dans chaque déclaration commune.

La conférence de Bruxelles a lieu à la date prévue. Elle règle les proportions dans lesquelles l'indemnité allemande devra être répartie entre les Alliés, mais elle ne fixe pas l'indemnité. Du 5 au 16 juillet, les Alliés causent à Spa et y entendent les Allemands. Les conditions relatives au désarmement sont arrêtées le 9 et l'on passe à la ques-

tion du charbon, qui est résolue, le 16, par une promesse d'avances à l'Allemagne. On se sépare sans avoir eu le temps de parler des réparations; mais les Allemands ont remis aux Alliés trois notes où ils n'offrent aucun chiffre et où ils posent en principe que, contrairement au traité, le montant de leur dette devra être déterminé d'après leurs capacités économiques et financières d'aujourd'hui. La conférence se termine par un discours de M. Delacroix, que les *Hamburger Nachrichten* ont récemment résumé en ces termes : « M. Delacroix, président de la Conférence, a, dans son discours de clôture, proposé au nom de l'Entente pillarde (Raubverband) la réunion à Genève d'une commission interalliée qui procéderait à un échange d'observations avec les représentants allemands. La France n'a pas protesté; par conséquent, elle a accepté. » De retour à Londres, M. Lloyd George lui-même s'expliquait devant la Chambre des Communes, rendait à la bonne volonté allemande un hommage indulgent, et ajoutait: « Il a été décidé de nommer une petite Commission spéciale d'experts (a small special committee of experts) pour discuter le document avec les Allemands, en élucider les propositions, en examiner les détails et en préciser la portée réelle. Cela sera fait dans le cours des deux ou trois semaines prochaines. » Ainsi, avant le 15 août, dans la pensée du Premier ministre anglais, la Commission des réparations devait être dessaisie et, toujours contrairement au traité, la discussion devait s'engager avec les Allemands.

Lorsque M. Lloyd George annonçait cette nouvelle aux Communes, il était certainement de bonne foi et considérait évidemment que l'entente s'était établie sur tous ces points entre les Alliés. Le communiqué officiel du 16 n'allait pas, il est vrai, tout à fait aussi loin. Il portait seulement : « M. Delacroix a terminé en proposant que l'on renvoyât l'examen des mémoires allemands sur les réparations à une Commission de deux délégués de chaque Puissance, qui se réunirait à Genève dans quelques semaines. » Il n'était pas formellement dit que cette proposition de M. Delacroix eût été adoptée et, lorsque la discussion s'est engagée dans les Chambres françaises sur les accords de Spa, elles ont pu croire et elles ont cru que la conférence de Genève était un simple projet et que le gouvernement ne se trouvait pas lié. Les réponses faites par les ministres aux divers orateurs, et notamment à M. Barthou et à M. Ribot, n'ont pu que confirmer sénateurs et députés dans cette croyance et, comme, d'ailleurs, les « quelques semaines » du communiqué, et les « two or three weeks » de M. Lloyd George s'étaient écoulées sans que fût nommé le Comité d'experts, nous commencions tous à nous bercer

de l'espoir que nous n'irions pas à Genève pour « discuter » avec les Allemands sur les droits que nous accorde le traité et que la Commission des réparations est chargée de mettre en pratique.

Nous étions malheureusement dans une impasse. Les journaux allemands, affirmant qu'à Spa nous nous étions engagés envers le Reich, nous reprochaient amèrement notre manque de parole. Le gouvernement anglais nous rappelait ce qu'il regardait comme une décision commune ; mais la France qui avait été entraînée sur les marges du traité et qui commençait, un peu tardivement, à comprendre le danger de ces détours, essayait de se reprendre et de revenir au réduit qu'elle n'aurait jamais dû quitter. C'est alors que M. Delacroix s'est obligeamment entremis pour chercher une conciliation. Il a pensé qu'on pourrait demander à la Commission des réparations de désigner elle-même les experts du « small special Committee » et il a proposé que la réunion n'eût pas lieu d'abord à Genève, mais à Bruxelles. Mais, de quelque façon qu'il fût composé, le « small special Committee » discuterait-il avec les Allemands ou se contenterait-il de les entendre ? Déciderait-il en dehors d'eux ou y auraient-ils voix délibérative ? Évaluerait-il les dommages ou s'arrogerait-il le don de prophétie, en appréciant, dès aujourd'hui, la future capacité de paiement de l'Allemagne ? C'étaient là les graves questions sur lesquelles portait réellement le débat et, si le dessaisissement de la Commission des réparations constituait un danger pour la France, c'est qu'il permettait précisément de trancher toutes ces questions contre le traité, contre les droits de la France, dans le sens des prétentions allemandes. M. Georges Leygues a fait les plus louables efforts pour sortir du cul-de-sac où, bien malgré lui, il s'est trouvé. Mais de quel côté eût-il pu découvrir une issue favorable ? Il était trop tard pour revenir en arrière. Renverser les murs ou creuser des galeries souterraines, c'était nous exposer aux reproches des Alliés. Nous n'avions guère d'autre ressource que de nous accommoder de la position, en l'aménageant le moins mal possible. Parce que nous avions abandonné le traité, nous nous étions désarmés nous-mêmes ; car, à des gens qui nous disent : « Tenez votre promesse du 16 juillet 1920, » comment répondre : « Nous ne voulons pas la tenir, mais nous voulons que vous teniez, vous, votre promesse du 28 juin 1919 ? » Nous ne pouvons donc nous en prendre qu'à nous-mêmes si tout finit par une cote mal taillée. Tâchons du moins de ne pas glisser plus bas encore sur la redoutable pente où, depuis si longtemps, je nous ai vus descendre.

M. Leygues et M. François-Marsal ont, tous deux, protesté très haut de leur intention d'exécuter intégralement le traité de Versailles et de faire payer l'Allemagne. C'est ce que veulent tous les Français qui apportent, en ce moment, leurs économies à l'État pour assurer le succès de l'Emprunt. Ils ont confiance dans le crédit de la France, parce qu'ils ont confiance dans son énergie. Aucun d'eux n'accepterait qu'elle renonçât aux fruits de la victoire. Aucun d'eux n'accepterait que, par notre faiblesse, l'Allemagne s'enrichît à nos dépens. Consultez la balance commerciale du Reich en 1919 et en 1920; lisez les intéressants commentaires qu'en a donnés M. Charles Brouilhet, professeur d'économie politique à l'Université de Strasbourg. Vous verrez comment l'Allemagne, après avoir importé les produits alimentaires et les matières premières dont elle avait besoin pour se relever, et après s'être d'abord théoriquement endettée d'une moyenne de trois milliards par mois, a peu à peu accru ses exportations, fait disparaître, aux approches du printemps, le déficit mensuel et obtenu, dès le mois d'avril et de mai, des excédents considérables. En même temps, le *Worwärts* nous annonce que cent mille vaches laitières, offertes par la générosité américaine, sont en route à destination de la Saxe, tandis que l'Allemagne nous menace de suspendre la restitution du cheptel dans les régions dévastées. Toutes les vaches grasses pour les agresseurs vaincus; quelques vaches maigres pour le peuple de la Marne et de Verdun, est-ce une justice dont se puisse satisfaire l'humanité ?

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

A

U

vill
Opé
cap
enc
que
Les
pas
réu
par
les
fois

tidi
glis
les
des
Ve
hor

AU TEMPS DE L'INNOCENCE

PREMIÈRE PARTIE

I

Un soir de janvier 187..., Christine Nilsson chantait la Marguerite de *Faust* à l'Académie de Musique de New-York.

Il était déjà question de construire, — bien au loin dans la ville, plus haut même que la Quarantième rue, — un nouvel Opéra, rival en richesses et en splendeur de ceux des grandes capitales européennes. Cependant, le monde élégant se plaisait encore à se rassembler, chaque hiver, dans les loges rouges et or quelque peu défraîchies de l'accueillante et vieille Académie. Les sentimentaux y restaient attachés à cause des souvenirs du passé, les musiciens à cause de son excellente acoustique, — une réussite toujours hasardeuse, — et les traditionnalistes y tenaient parce que, petite et incommode, elle éloignait, de ce fait même, les nouveaux riches dont New-York commençait à sentir à la fois l'attraction et le danger.

La rentrée de Mme Nilsson avait réuni ce que la presse quotidienne désignait déjà comme un brillant auditoire. Par les rues glissantes de verglas, les uns gagnaient l'Opéra dans leur coupé, les autres dans le spacieux landau familial, d'autres enfin dans des coupés « Brown, » plus modestes, mais plus commodes. Venir à l'Opéra dans un coupé « Brown » était presque aussi honorable que d'y arriver dans sa voiture privée ; et au départ

Copyright by Edith Wharton, 1920.

on y gagnait de pouvoir grimper dans le premier « Brown » de la file, — avec une plaisante allusion à ses principes démocratiques, — sans attendre de voir luire sous le portique le nez rougi de froid de son cocher. Ç'avait été le coup de génie de Brown, le fameux loueur de voitures, d'avoir compris que les Américains sont encore plus pressés de quitter leurs divertissements que de s'y rendre.

Quand Newland Archer ouvrit la porte de la loge réservée à son cercle, le rideau venait de se lever sur la scène du jardin. Le jeune homme aurait pu arriver plus tôt, car il avait dîné à sept heures, seul avec sa mère et sa sœur, et avait lentement fumé son cigare dans la bibliothèque aux meubles gothiques, la seule pièce où Mrs Archer permettait qu'on fumât. Il s'était attardé, d'abord, parce que New-York n'était pas une de ces villes de second rang où l'on arrive à l'heure à l'Opéra, — et ce « qui se fait » ou « ne se fait pas » jouait un rôle aussi important dans la vie de Newland Archer que les terreurs superstitieuses dans les destinées de ses aïeux, des milliers d'années auparavant.

Le second motif de son retard était tout personnel. Il avait flâné en fumant parce qu'étant au fond un dilettante, savourer d'avance un plaisir lui donnait souvent une satisfaction plus subtile que le plaisir même. Cela était vrai surtout quand il s'agissait d'un plaisir délicat, — comme l'étaient du reste la plupart des siens, — et, dans cette occasion, le moment qu'il escomptait était d'une qualité si rare et si exquise que, s'il avait pu fixer avec le régisseur la minute précise de son arrivée, il n'aurait pu choisir un moment plus propice que celui où la primadonna chantait : « Il m'aime, — il ne m'aime pas, — il m'aime, » en laissant tomber avec les pétales d'une marguerite des notes limpides comme des gouttes de rosée.

Naturellement, elle chantait « M'ama, » et non « il m'aime, » puisque une loi immuable et incontestée du monde musical voulait que le texte allemand d'un opéra français, chanté par des artistes suédois, fût traduit en italien, afin d'être plus facilement compris d'un public de langue anglaise. Ceci semblait aussi naturel à Newland Archer que toutes les autres conventions sur lesquelles sa vie était fondée : telles que le devoir de se servir de deux brosses à dos d'argent, chiffrées d'émail bleu, pour faire sa raie, et de ne jamais paraître dans le monde sans une fleur à la boutonnière, de préférence un gardénia.

« M'ama, — non m'ama, » chantait la prima-donna, et « *M'ama!* » dans une explosion finale d'amour triomphant. Pressant sur ses lèvres la marguerite effeuillée, elle levait ses grands yeux sur le visage astucieux du petit ténor, Faust-Capoul, qui, sanglé dans un pourpoint de velours violet, coiffé d'une toque emplumée, essayait vainement de paraître aussi sincère que sa candide victime.

Newland Archer détourna les yeux de la scène pour les plonger dans la loge d'en face. C'était celle de la vieille Mrs Manson Mingott, qu'une monstrueuse obésité empêchait depuis longtemps de se rendre à l'opéra, mais qui s'y faisait toujours représenter, les jours de première, par quelques personnes de sa famille. Ce soir-là, le devant de la loge était occupé par sa belle-fille, Mrs Lovell Mingott, et par sa nièce, Mrs Welland; et un peu en arrière des matrones embrocardées était assise une jeune fille en toilette blanche, dont les yeux extasiés ne quittaient pas les amants sur la scène.

Comme le « m'ama » de Mme Nilsson vibrait dans la salle silencieuse, — les loges se taisaient toujours pendant l'air de la marguerite, — un incarnat plus vif monta aux joues de la jeune fille, embrasant son front jusqu'aux racines de ses tresses cendrées et envahissant le contour de sa jeune poitrine, où une modeste guimpe de tulle était attachée par un seul gardénia. Elle abaissa les yeux sur l'énorme bouquet de muguets posé sur ses genoux, et Newland Archer la vit caresser doucement les fleurs du bout de ses doigts gantés de blanc. Il poussa un soupir satisfait, et se retourna vers la scène.

Aucune dépense n'avait été épargnée pour les décors, dont la beauté satisfaisait même les familiers des opéras de Paris et de Vienne. Le devant de la scène, jusqu'à la rampe, était recouvert d'un drap vert émeraude. Au second plan, dans des parterres symétriques, en laine verte moussue, et bordés d'arceaux de croquet, étaient plantés des arbustes en forme d'orangers, mais fleuris de roses variées. Sous ces rosiers, dans la mousse, poussaient des pensées gigantesques, toutes pareilles à ces essuie-plumes que les vieilles filles brodent pour leurs pasteurs. Çà et là une marguerite s'épanouissait sur une branche de rosier, présageant déjà les futurs prodiges du célèbre horticulteur Luther Burbank.

Au centre de ce jardin enchanté, Mme Nilsson écoutait les

déclarations passionnées de M. Capoul. Elle était vêtue d'une robe de cachemire blanc, ornée de crevés de satin bleu de ciel. Une aumônière pendait de sa ceinture bleue, et ses épaisses nattes jaunes étaient soigneusement disposées de chaque côté de sa chemisette de mousseline. Elle affectait une ignorance ingénue lorsque, de la parole et du regard, l'amoureux lui indiquait la fenêtre du rez-de-chaussée du pimpant châlet de briques qui sortait de biais de la coulisse droite.

« L'adorable enfant, » pensa Newland Archer, son regard revenant vers la jeune fille aux muguets, « elle ne se doute même pas de ce que cela veut dire. » Et il contempla le joli visage pensif avec un frémissement où l'orgueil de son initiation masculine se mêlait à un tendre respect pour la pureté profonde de la jeune fille. « Nous lirons *Faust* ensemble au bord des lacs italiens, » se dit-il, les scènes de sa future lune de miel se confondant vaguement dans sa pensée avec les chefs-d'œuvre de la littérature que son privilège d'époux lui réservait de révéler à sa jeune femme. C'était seulement dans ce même après-midi que May Welland lui avait permis de deviner ses sentiments, et déjà les rêves du jeune homme, allant plus loin que la bague de fiançailles, le premier baiser et la *Marche Nuptiale de Lohengrin*, la lui représentaient à ses côtés dans quelque paysage magique de la vieille Europe.

Loin de vouloir que la future Mrs Newland Archer fît preuve de naïveté et d'ignorance, il désirait qu'elle acquît à la lumière de sa propre influence un tact mondain et une vivacité d'esprit la mettant à même de rivaliser avec les plus admirées des jeunes femmes de son entourage : car dans ce milieu c'était un usage consacré d'attirer les hommages masculins, tout en les décourageant. Si Archer avait pu sonder le fond même de sa propre vanité, — ce qui lui arrivait parfois, — il y aurait trouvé le souci que sa femme fût aussi avertie, aussi désireuse de plaire que cette autre femme dont les charmes avaient retenu son caprice pendant deux années. Cependant, chez la compagne de sa vie, il n'admettrait, naturellement, aucune faiblesse semblable à celle qui avait failli gâcher l'avenir de cette malheureuse, et qui avait dérangé ses projets à lui pendant tout un hiver.

Comment créer un tel miracle de feu et de glace, et comment le maintenir en équilibre, Newland Archer ne s'en

inquiétait guère. Il se contentait de ce point de vue sans l'analyser, le sachant partagé par tous ces messieurs, giletés de blanc, aux boutonnières fleuries, qui se succédaient dans la loge du cercle, échangeant avec lui de légers propos, et lorgnant en amateur les femmes qui étaient les produits de ce système. Par sa culture intellectuelle et artistique, le jeune homme se sentait nettement supérieur à ces spécimens choisis dans le gratin du vieux New-York. Il avait plus lu, plus pensé, et plus voyagé que la plupart des hommes de son clan. Isolément, ceux-ci trahissaient leur médiocrité intellectuelle ; mais en bloc ils représentaient « New-York, » et, par une habitude de solidarité masculine, Newland Archer acceptait leur code en fait de morale. Il sentait instinctivement que sur ce terrain il serait à la fois incommode et de mauvais goût de faire cavalier seul.

— Bon Dieu ! s'exclama tout à coup Lawrence Lefferts, détournant sa lorgnette de la scène. Lawrence Lefferts était, somme toute, le premier arbitre de New-York en matière de « bon ton. » Non seulement avait-il probablement consacré plus de temps qu'aucun autre à cette étude compliquée et captivante, mais il y avait un sens inné et particulier du « bon goût » chez cet homme qui savait porter avec tant d'aisance des vêtements impeccables et tirer parti de sa grande taille avec tant de grâce nonchalante. Pour en être convaincu, on n'avait qu'à voir le modelage fuyant de son front chauve, le pli de sa magnifique moustache blonde, les longs escarpins vernis qui terminaient sa mince et élégante personne. Un de ses jeunes admirateurs avait dit : « Si quelqu'un peut décider quand on peut mettre ou non la cravate noire avec l'habit, c'est Larry Lefferts. » De même, sur l'alternative des escarpins ou des souliers « Oxford, » son autorité n'était jamais discutée.

— Bon Dieu ! répéta-t-il, et silencieusement il tendit sa lorgnette au vieux Sillerton Jackson.

Newland Archer suivit le regard de Lefferts et vit, avec surprise, que son exclamation avait été occasionnée par l'entrée d'une jeune femme dans la loge de Mrs Mingott. Cette jeune femme était svelte, un peu moins grande que May Welland, et ses cheveux bruns, coiffés en boucles serrées contre ses tempes, étaient encerclés d'une étroite bande de diamants. Le style de cette coiffure, lui donnant ce qu'on appelait alors une « allure Joséphine, » était souligné par la coupe un peu théâtrale de sa

robe de velours bleu corbeau, serrée sous la poitrine par une ceinture que retenait une grande agrafe ancienne. La jeune femme, qui semblait inconsciente de l'attention qu'attirait sa toilette originale, s'arrêta un moment, refusant du geste la place que Mrs Welland voulait lui céder à droite de la loge; puis, avec un léger sourire, elle se soumit et s'y installa à côté de Mrs Lovell Mingott.

Mr Sillerton Jackson avait rendu la jumelle à Lawrence Lefferts. Tous les messieurs de la loge se retournèrent pour écouter ce qu'allait dire Mr Jackson, car son autorité sur le chapitre « famille » était aussi incontestée que celle de Lawrence Lefferts sur le chapitre « bon ton. » Il connaissait toutes les ramifications des cousinages de New-York, et pouvait non seulement élucider les parentés compliquées des Mingott (par les Thorley) avec les Dallas de la Caroline du Sud, et celles des Thorley de Philadelphie, — branche aînée, — avec les Chivers d'Albany (dans aucun cas ne confondre avec les Chivers de University Place), mais il pouvait aussi énumérer les caractéristiques de chaque famille : comme, par exemple, la fabuleuse avarice de la branche cadette des Lefferts, — ceux de Long Island, — ou encore, la propension des Rushworth à faire des mariages insensés, ou encore la folie périodique de chaque seconde génération chez les Chivers d'Albany, avec lesquels leurs cousins de New-York avaient toujours refusé de s'entre-allier, à la désastreuse exception de la pauvre Medora Manson, — mais aussi, sa mère était une Rushworth !

Outre cette forêt d'arbres généologiques, Mr Sillerton Jackson portait, entre ses tempes étroites et creuses, et sous le chaume de ses cheveux argentés, un registre de la plupart des scandales et mystères qui avaient couvé sous la surface paisible de New-York depuis un demi-siècle. Ses informations s'étendaient, en effet, si loin, et sa mémoire était si fidèle qu'on le croyait seul à pouvoir dire qui était réellement Julius Beaufort, le banquier, et quel avait été le sort de l'élégant Bob Spicer, le père de la vieille Mrs Mingott. Celui-ci, quelques mois après son mariage, avait disparu mystérieusement, emportant une grosse somme d'argent qui lui avait été confiée, justement le même jour où une séduisante danseuse espagnole, qui faisait les délices de New-York, s'était embarquée pour Cuba. Mais ces secrets, et beaucoup d'autres. étaient soigneusement gardés sous clef dans le

for intérieur de Mr Jackson. Non seulement son sévère sentiment de l'honneur lui imposait de ne pas répéter ce qui lui avait été confié, mais il se rendait compte que sa réputation de discrétion augmenterait encore les occasions d'apprendre ce qu'il voulait savoir.

Ces messieurs attendaient donc avec un visible intérêt l'oracle qu'allait rendre Mr Sillerton Jackson. De ses yeux bleus troubles, ombragés de vieilles paupières sillonnées de veines, il scruta en silence la loge de Mrs Mingott; puis, relevant sa moustache d'un air songeur, il dit simplement : — Je n'aurais jamais cru que les Mingott oseraient cela.

II

Newland Archer, pendant ce bref incident, s'était senti dans un étrange embarras.

Il lui était désagréable que la loge où sa fiancée se trouvait assise entre sa mère et sa tante devînt le point de mire de toute la curiosité masculine de New-York. Il ne put d'abord identifier la dame en robe Empire, ni comprendre pourquoi sa présence suscitait un tel émoi parmi les initiés. Puis, subitement, il comprit; et il eut un sursaut d'indignation. Non, vraiment, personne n'aurait pu supposer que les Mingott oseraient cela. Ils l'avaient osé cependant : ce n'était que trop évident. Les propos échangés, à voix basse, dans la loge derrière lui, ne laissaient subsister aucun doute : la jeune femme était la cousine de May, cette cousine dont on parlait toujours dans la famille comme de la « pauvre Ellen Olenska. » Archer savait qu'elle venait d'arriver inopinément d'Europe : même, Miss Welland lui avait dit (et il ne l'en avait pas blâmée) qu'elle était allée voir « la pauvre Ellen, » qui était descendue chez la vieille Mrs Mingott. Archer approuvait entièrement la solidarité de famille, et admirait, chez les Mingott, le courage qu'ils montraient à défendre les quelques brebis galeuses que leur souche irréprochable avait produites. Dans le cœur du jeune homme il n'y avait place pour aucun sentiment mesquin ou malveillant, et il lui plaisait que sa future compagne ne fût pas empêchée par une fausse pruderie de témoigner de la sympathie, dans l'intimité, à sa cousine malheureuse. Mais recevoir la comtesse Olenska en famille était bien autre chose que de la produire

en public, et surtout à l'Opéra, à côté de la jeune fille qu'il devait épouser, comme tout New-York l'apprendrait le lendemain. — Non, il partageait l'avis du vieux Sillerton Jackson : il n'aurait pas cru que les Mingott oseraient cela.

Archer n'ignorait pourtant pas que Mrs Manson Mingott, la matriarche de la famille, avait l'habitude de pousser son audace jusqu'aux dernières limites. Il avait toujours admiré cette vieille dame hautaine et autoritaire, « qui avait su s'allier au chef de la riche lignée des Mingott, marier ses filles à des étrangers, » — un marquis italien et un banquier anglais, — et, pour comble de témérité, avait fait construire, dans le quartier lointain du Central Park, une grande maison en pierres de taille blanches, alors que la pierre brune n'était pas moins de rigueur que la redingote l'après-midi. Et cependant, elle n'était que Catherine Spicer, sans fortune, ni position sociale suffisante pour faire oublier que son père s'était publiquement déshonoré.

Ses filles mariées à l'étranger avaient passé dans la légende. Elles ne revenaient jamais voir leur mère, et celle-ci, devenue, comme beaucoup de personnes d'esprit actif et de volonté impérieuse, corpulente et sédentaire, restait philosophiquement chez elle. Mais la maison en pierres blanches qui prétendait imiter les hôtels de l'aristocratie parisienne était là, signe visible de son courage. Elle y trônait, entourée de meubles du XVIIIe siècle, et de souvenirs de Louis-Napoléon, — car elle avait brillé aux Tuileries dans son été, — elle y trônait avec une placidité complète, comme s'il n'y avait rien d'extraordinaire à vivre au delà de la Trente-quatrième rue et dans une maison où les fenêtres n'étaient pas à guillotine, mais ouvraient comme des portes à la française.

Tout le monde, y compris Mr Sillerton Jackson, était d'accord pour reconnaître que la vieille Catherine n'avait jamais eu de beauté : un don qui, aux yeux de New-York, justifiait tous les succès, et excusait un certain nombre de faiblesses. Des esprits malveillants disaient que, comme son impérial homonyme, elle avait réussi par la force de sa volonté, sa dureté de cœur, et une sorte de hauteur audacieuse qui semblait se justifier par la décence et la dignité parfaite de sa vie. Le vieux Manson Mingott, mort au moment où elle atteignait ses vingt-huit ans, avait lié sa veuve par des dispositions testamentaires dictées par sa défiance à l'égard des Spicers; mais l'audacieuse Catherine pour-

suivit son chemin sans crainte, se mêla à la société étrangère, maria ses filles dans Dieu sait quels milieux mondains et corrompus, fréquenta des ducs et des ambassadeurs, fraya familièrement avec des catholiques ultramontains, reçut des artistes de l'Opéra, fut l'intime amie de Mme Jenny Lind, — sans que jamais (comme Mr Sillerton Jackson était le premier à le proclamer) aucun souffle eût terni sa réputation, — le seul point, ajoutait-il, sur lequel elle se distinguât de l'autre Catherine.

Mrs Manson Mingott avait réussi, depuis longtemps, à libérer la fortune de son mari, et elle vivait dans l'abondance depuis un demi-siècle. Mais le souvenir de ses embarras financiers l'avait rendue parcimonieuse, et, bien qu'elle montrât un goût luxueux quand elle achetait un vêtement ou un meuble, elle ne pouvait se résoudre à dépenser pour les plaisirs passagers de la table. Sa famille considérait que cette mesquinerie discréditait le nom de Mingott, toujours associé à la conception d'une vie large ; mais on continuait à venir chez la vieille dame, en dépit des plats de chez le restaurateur et du champagne de pacotille. Elle répondait en riant aux observations de son fils, qui essayait de remonter le crédit de la famille en ayant le meilleur cuisinier de New-York : — A quoi bon deux chefs dans la famille, maintenant que j'ai marié mes filles et que le beurre me fait mal au foie?

Newland Archer, tout en rêvassant sur ces choses, avait de nouveau porté le regard vers la loge des Mingott. Il vit que Mrs Welland et sa belle-sœur faisaient face aux critiques de la salle avec l'aplomb que la vieille Catherine avait inculqué à toute sa tribu. May Welland, seule, — peut-être parce qu'elle se sentait regardée par son fiancé, — semblait se rendre compte de la gravité de l'incident. Quant à la cause de toute cette émotion, elle restait gracieusement assise dans son coin de loge, les yeux fixés sur la scène. Se penchant en avant, elle révélait un peu plus de poitrine et d'épaule que New-York n'avait accoutumé d'en voir, au moins chez les personnes qui avaient des raisons pour vouloir passer inaperçues.

Peu de choses semblaient à Newland Archer plus pénibles qu'une offense au « bon goût, » cette lointaine divinité dont le « bon ton » était comme la représentation visible. Le visage pâle et sérieux de la comtesse Olenska lui semblait convenir à la fois à la circonstance et à son malheur. Par là, elle lui plaisait ;

mais la manière dont le velours libre du corsage glissait de ses fines épaules le choquait et le troublait. La pensée de May Welland exposée à l'influence d'une jeune femme si insouciante des principes du bon goût lui était insupportable.

— Après tout, entendit-il dire à un tout jeune homme derrière lui (il était entendu que les loges pouvaient causer pendant la scène de Méphistophélès et de Marthe), après tout, qu'est-il arrivé au juste?

— Mais elle l'a planté là tout simplement. Personne ne le nie.

— C'est une affreuse brute, n'est-ce pas? continua le jeune homme, qui, évidemment, se préparait à prendre la défense de la dame.

— La pire des brutes. Je l'ai connu à Nice, dit Lawrence Lefferts avec autorité. Un individu à moitié paralysé, couleur de cire, cynique, méchant. Une tête plutôt distinguée, du reste. Tenez, quand il n'était pas avec les femmes, il collectionnait des porcelaines; voilà le type, et, dans les deux cas, il payait le prix fort.

Il y eut un éclat de rire, et le jeune champion insista :

— Et après?

— Eh bien! elle a décampé avec le secrétaire de son mari.

— Ah!

La figure du champion s'assombrit.

— Ça n'a pas duré longtemps. J'ai entendu dire que, quelques mois plus tard, elle vivait seule à Venise, où j'imagine que Lovell Mingott est allé la chercher. La famille prétend qu'elle était horriblement malheureuse. C'est possible, mais tout de même je ne vois pas la nécessité de la faire parader à l'Opéra.

— Peut-être, hasarda le tout jeune homme, est-elle trop malheureuse pour qu'on la laisse seule à la maison?

Il y eut un nouveau rire, et le jeune homme rougit violemment et fit semblant d'avoir voulu risquer une insinuation malveillante.

— Eh bien! c'est trouvé d'avoir amené Miss Welland le même soir, dit quelqu'un à demi-voix, en jetant un regard de côté sur Newland Archer.

— Oh! cela fait partie du plan de campagne; les ordres de la grand'mère, sûrement, répondit Lafferts en riant. Quand la

vieille dame a un but à atteindre, elle n'y va pas par quatre chemins.

L'acte finissait, et il y eut un remue-ménage général dans la loge. Tout à coup, Newland Archer se sentit amené à une action décisive. Son désir d'être le premier à entrer dans la loge de Mrs Welland, de proclamer publiquement ses fiançailles avec May, et de la soutenir au milieu des difficultés, quelles qu'elles fussent, où la situation compromise de sa cousine pouvait la jeter, mit fin d'un seul coup à ses scrupules et à ses hésitations. Il se leva, et par le corridor circulaire gagna l'autre côté de la salle.

En entrant dans la loge de Mrs Mingott, il rencontra le regard de Miss Welland, et vit qu'elle avait immédiatement deviné pourquoi il était venu. La réserve que tous deux considéraient comme une si haute vertu ne permit pas à la jeune fille de formuler sa pensée; mais le fait même qu'ils se comprenaient sans mot dire, elle et Archer, les rapprocha plus qu'aucune explication n'aurait pu le faire. Le jeune homme lisait dans ses yeux clairs : « Vous voyez pourquoi maman m'a amenée ce soir, » et elle devinait dans les siens la réponse : « Pour rien au monde, je n'aurais voulu que vous ne fussiez pas venue. »

— Je crois que vous connaissez ma nièce, la comtesse Olenska, dit Mrs Welland, en serrant la main de son futur gendre.

Archer salua; Ellen Olenska inclina légèrement la tête, sans lui tendre la main gantée de clair, dans laquelle elle tenait son éventail de plumes d'aigle.

Ayant adressé ses hommages à Mrs Lovell Mingott, une dame épanouie harnachée de satin craquant, Archer s'assit près de May, et lui dit à voix basse :

— J'espère que vous avez dit à Mme Olenska que nous sommes fiancés. Je veux que tout le monde le sache. Voulez-vous m'autoriser à l'annoncer au bal ce soir?

Miss Welland rougit de plaisir, et lui jeta un coup d'œil radieux.

— Sans doute, si maman consent; mais pourquoi changerions-nous ce qui est déjà arrangé?

Il ne répondit que des yeux, et elle ajouta, souriante, à voix basse :

— Annoncez-le vous-même à ma cousine, je vous le permets. Elle m'a dit que vous étiez des camarades d'enfance.

Miss Welland repoussa un peu sa chaise, pour permettre au jeune homme de s'approcher de sa cousine; et immédiatement, et avec un peu d'ostentation, dans l'espoir que toute la salle verrait ce qu'il faisait, Archer s'assit auprès de la comtesse Olenska.

— Nous avons joué ensemble, n'est-ce pas? demanda-t-elle, en tournant vers lui ses yeux graves. Vous étiez un mauvais sujet et m'avez embrassée une fois derrière la porte; mais c'était de votre cousin, Reggie Newland, qui ne s'occupait jamais de moi, que j'étais amoureuse.

Elle promena son regard sur la courbe étincelante des loges.

— Ah! comme tout ici me rend le passé! Je revois tous les hommes en costumes de gosses, et les femmes en petits pantalons brodés, dépassant leurs jupes courtes, dit-elle de son accent étrange, légèrement traînant, et ses yeux cherchèrent de nouveau ceux du jeune homme. Si agréable que fût leur expression, Archer fut choqué qu'ils reflétassent, de l'auguste tribunal qui à l'heure même la mettait en jugement, une image si peu respectueuse. Rien n'était de plus mauvais goût qu'une impertinence mal placée, et il répondit avec une certaine raideur :

— En effet, vous avez été absente très longtemps.

— Oh! des siècles et des siècles! Si longtemps, dit-elle, que je m'imagine déjà être morte et enterrée, et que cette chère vieille Académie me semble être le Paradis.

Ce qui, pour des raisons qu'il ne put définir, parut à Newland Archer une manière encore plus irrespectueuse de décrire la société de New-York.

III

Cela se passait invariablement de la même manière : jamais Mrs Julius Beaufort ne manquait de se montrer à l'Opéra le soir de son bal annuel. Pour donner ce bal, elle choisissait avec intention un jour de représentation, marquant ainsi qu'elle dominait de haut les soucis d'une maîtresse de maison, et se reposait sur un état-major de serviteurs stylés pour l'organisation de chaque détail de la réception.

La maison des Beaufort était une des rares habitations de New-York qui possédassent une salle de bal. A une époque où il

devenait « province » d'étendre une toile à danser sur le tapis du salon, et de transporter le mobilier à l'étage supérieur, une salle de bal, réservée à ce seul usage, fermée pendant trois cent soixante-quatre jours de l'année, avec ses chaises dorées rangées contre les murs et son lustre emprisonné dans une housse de tarlatane, constituait une incontestable supériorité et rachetait ce que le passé des Beaufort pouvait avoir eu de regrettable.

Mrs Archer, qui aimait à mettre en axiomes sa philosophie sociale, disait : « Nous avons tous quelques chéris dans la racaille. » Encore qu'elle fût osée, la phrase était juste, et plus d'un membre de cette société exclusive en avouait secrètement la vérité. Mrs Beaufort appartenait, il est vrai, à une des plus honorables familles américaines : elle avait été la ravissante Régina Dallas, de la branche de la Caroline du Sud, une beauté sans fortune, lancée dans la société de New-York par sa cousine la folle Medora Manson, qui faisait toujours par bonne intention ce qui n'était pas à faire. Être apparenté aux Manson ou aux Rushworth, c'était avoir « droit de cité » (comme disait Mr Sillerton Jackson) dans la société de New-York; mais ne le perdait-on pas en épousant un Julius Beaufort? En effet, qui était Beaufort? Il passait pour Anglais, il était agréable, bel homme, colère, hospitalier et spirituel. Arrivé en Amérique muni de lettres de recommandation du gendre de Mrs Manson Mingott, le banquier anglais, il s'était créé rapidement une importante situation dans le monde des affaires. Il avait des habitudes de dissipation, une langue mordante, des ascendants inconnus, et lorsque Medora Manson annonça que sa jeune cousine lui était fiancée, on estima que la pauvre Medora ne faisait qu'ajouter une nouvelle folie à la longue liste de ses imprudences.

Néanmoins, deux ans après le mariage de la jeune Mrs Beaufort, sa maison était devenue la plus recherchée de New-York. Personne ne savait exactement comment le miracle s'était accompli. Mrs Beaufort était indolente, passive, les malveillants la disaient même ennuyeuse; mais, parée comme une châsse, couverte de perles, devenant plus jeune, plus blonde, et plus belle d'année en année, elle vivait en souveraine dans son opulent palais et y attirait la société entière, sans même lever son petit doigt chargé de pierreries. Les gens bien informés prétendaient que c'était Beaufort lui-même qui dressait les domestiques, apprenait au chef de nouveaux plats, indiquait aux

jardiniers les plantes de serre à cultiver pour les salons, et pour la table, faisait les listes d'invités, préparait le punch de l'après-dîner. En tout cas, son activité domestique s'exerçait dans l'ombre, et on ne le connaissait que sous l'aspect d'un maître de maison hospitalier et nonchalant, qui errait dans ses salons avec le détachement d'un invité, en disant : « N'est-ce pas que les gloxinias de ma femme sont des merveilles? Je crois qu'elle les fait venir de Kew. »

Le succès de Beaufort (tout le monde en convenait) tenait à une certaine manière de s'imposer. Le bruit courait bien qu'il avait dû quitter l'Angleterre, avec la connivence secrète de la banque dont il faisait partie; mais cette rumeur passait avec le reste, quoique l'honneur de New-York fût aussi chatouilleux sur les affaires d'argent que sur les questions de mœurs. Tout pliait devant Beaufort : tout New-York défilait dans ses salons. Il y avait vingt ans qu'on disait : « Je vais chez les Beaufort, » sur le même ton de sécurité qu'on aurait eu pour dire : « Je vais chez Mrs Manson Mingott; » et on avait de plus l'agréable perspective d'y être traité avec des plats et des vins de choix au lieu d'un insipide champagne de l'année, et de croquettes réchauffées.

Mrs Beaufort avait donc, selon l'usage, fait son apparition dans sa loge juste avant « l'Air des Bijoux; » selon l'usage, elle s'était levée à la fin du troisième acte ; et, ramenant sa sortie de bal sur ses nonchalantes épaules, elle avait disparu. Ceci voulait dire qu'une demi-heure plus tard le bal commencerait.

La maison des Beaufort était de celles que les New-Yorkais montraient avec fierté aux étrangers, surtout un soir de bal. Les Beaufort avaient été des premiers qui, au lieu de louer le matériel du bal, avaient à eux un tapis rouge dont leurs domestiques couvraient les marches du perron les jours de réception, et une tente pour abriter les invités à leur descente de voiture. C'étaient eux aussi qui avaient inauguré la coutume d'installer le vestiaire des dames dans le hall au lieu de les faire monter dans la chambre à coucher de la maîtresse de la maison, où elles refrisaient leurs cheveux à l'aide d'un bec de gaz. Beaufort passait pour avoir dit, de son air méprisant, que toutes les amies de sa femme avaient certainement des caméristes capables de veiller à ce qu'elles fussent correctement coiffées avant de sortir.

De plus, la salle de bal formait partie de la maison. Au lieu d'y accéder en s'écrasant dans un étroit couloir, — comme chez les Chivers, — on y arrivait par une pompeuse enfilade de salons, le « vert d'eau, » le « cramoisi » et le « bouton d'or, » d'où l'on voyait déjà scintiller sur le parquet les nombreuses bougies de la salle de bal, et tout au fond, dans les profondeurs verdoyantes d'un jardin d'hiver, des camélias et des fougères arborescentes entremêlant leur feuillage au-dessus des sièges de bambou doré.

Newland Archer, comme il convenait à un jeune homme de son monde, arriva assez tard. Après avoir laissé sa pelisse entre les mains des valets de pied en bas de soie, — les bas de soie étaient une des rares fatuités de Beaufort, — il avait flâné quelques instants dans la bibliothèque tendue de cuir de Cordoue, meublée de Boule et ornée de bibelots en malachite, où quelques messieurs causaient en se gantant : puis il avait rejoint la file des invités que Mrs Beaufort recevait à la porte du salon « cramoisi. »

Archer était décidément nerveux. Il n'était pas allé à son cercle après l'Opéra, — selon la coutume des jeunes élégants, — mais, la nuit étant belle, il avait remonté une partie de la Cinquième avenue avant de prendre la direction de la maison des Beaufort. Il appréhendait nettement que les Mingott n'allassent trop loin, et que, par ordre de la grand'mère, ils n'amenassent au bal la comtesse Olenska.

Le ton des propos échangés dans la loge du cercle lui avait fait comprendre qu'une telle erreur serait grave. Bien qu'il fût plus que jamais décidé à ne pas abandonner la position, son ardeur chevaleresque s'était légèrement refroidie depuis le bref entretien qu'il avait eu avec la comtesse Olenska.

Se dirigeant vers le salon « bouton d'or, » où Beaufort avait eu l'audace d'accrocher *l'Amour victorieux* (le nu si discuté de Bouguereau), Archer trouva Mrs Welland et sa fille près de la porte de la salle de bal. Quelques couples glissaient déjà sur le parquet luisant, et la lumière des bougies éclairait de tournoyantes jupes de tulle, des têtes virginales enguirlandées de modestes fleurs, les aigrettes audacieuses, les ornements étincelants des jeunes femmes, les plastrons raides et les gants glacés des danseurs.

Prête à se joindre à eux, Miss Welland, ses muguets à la

main (elle ne portait pas d'autre bouquet), se tenait à l'entrée de la salle de bal, le visage un peu pâle, les yeux brûlant d'une profonde animation. Un groupe de jeunes gens et de jeunes filles l'entourait. Ils échangeaient, avec force poignées de mains, des rires et des plaisanteries, auxquels Mrs Welland, qui se tenait d'un pas en arrière, accordait un regard d'approbation tempérée. Il était clair que Miss Welland annonçait ses fiançailles, tandis que sa mère adoptait l'air de condescendance et de regret qui convenait en la circonstance.

Archer s'arrêta un moment. C'était sur son désir formel que la nouvelle était annoncée, et cependant ce n'était pas ainsi qu'il eût voulu faire connaître son bonheur. Le proclamer dans la cohue d'une salle de bal, c'était lui ravir le charme de l'intimité qui convient aux sentiments profonds. La joie du jeune homme était si sincère que cette superficielle profanation en laissait l'essence intacte, mais il aurait voulu que la surface même demeurât sans ombre. Ce lui fut une satisfaction de s'apercevoir que sa fiancée sentait comme lui. Elle lui jeta un regard suppliant qui disait : « Souvenez-vous que nous faisons cela parce que c'est bien. » Aucun appel n'aurait pu trouver dans son cœur un écho plus immédiat, mais il eût désiré que la nécessité d'annoncer si vite leurs fiançailles fût venue d'un motif autre que la défense de la pauvre Ellen Olenska.

Dans le groupe qui entourait Miss Welland, on accueillit le jeune homme avec des sourires bienveillants, puis, ayant pris sa part des félicitations, il entraîna sa fiancée au milieu de la salle.

— Maintenant, nous n'avons plus besoin de parler, dit-il en souriant de tout près aux yeux candides de la jeune fille, tandis qu'il s'élançait avec elle sur les flots rythmiques du *Danube bleu*.

Elle ne répondit pas : un sourire tremblait sur ses lèvres, mais ses yeux restèrent lointains et sérieux, comme fixés sur quelque douce vision.

— Ma chérie, murmura Archer en la pressant dans ses bras.

Pour lui, les premières heures des fiançailles, même passées dans une salle de bal, avaient quelque chose de grave et de sacramentel. Quelle vie nouvelle il envisageait, avec cette blancheur, ce rayonnement, cette bonté, à ses côtés !

La danse terminée, tous deux ils se dirigèrent, comme il

convenait à des fiancés, vers le jardin d'hiver, et s'assirent derrière un grand écran d'arbustes exotiques. Newland porta à ses lèvres la main gantée de la jeune fille.

— Vous voyez, j'ai fait ce que vous m'avez demandé, dit-elle.

— Oui, je ne pouvais pas attendre, répondit-il en souriant. Puis, après un moment, il ajouta :

— Seulement, j'aurais désiré que ce ne fût pas dans tout ce bruit.

— Oui, je sais. — Ils échangèrent un regard de compréhension mutuelle. — Mais, après tout, même ici, nous sommes seuls ensemble, n'est-ce pas? continua-t-elle.

— Oh! bien-aimée, oui, toujours! s'écria Archer.

Évidemment, elle comprendrait toujours : elle dirait toujours ce qu'il faudrait. Cette découverte fit déborder la coupe de sa félicité, et le jeune homme continua gaiement :

— Mais je voudrais vous embrasser et je n'ose pas!

Tout en parlant, il jeta un regard rapide autour de la serre, s'assura d'une solitude momentanée, et, attirant la jeune fille, il posa un léger baiser sur ses lèvres. Pour atténuer l'effet de cette audace, il la mena vers un endroit moins retiré du jardin d'hiver et, s'asseyant auprès d'elle, il prit une fleur de son bouquet. Ils restèrent silencieux, et l'avenir s'étendit à leurs pieds comme une vallée ensoleillée.

— Avez-vous annoncé nos fiançailles à Ellen? demanda-t-elle un moment après, parlant d'une voix de rêve.

Se ressaisissant, Archer se rappela qu'il ne l'avait pas fait. Une invincible répugnance à parler d'un tel sujet avec l'étrangère avait arrêté les mots sur ses lèvres.

— Non, après tout, je n'en ai pas eu l'occasion, dit-il, improvisant une excuse.

May parut déçue, mais doucement résolue à obtenir gain de cause.

— Hâtez-vous, alors, dit-elle, car je ne l'ai pas avertie.

— Bien sûr. Mais n'est-ce pas plutôt à vous de lui parler?

Elle réfléchit :

— Oui, si je l'avais fait au bon moment. Mais maintenant, je crois que vous devriez lui expliquer que je vous avais prié de lui annoncer la nouvelle avant que nous ne la disions à tout le monde. Elle pourrait croire que je l'ai oubliée. Vous comprenez,

elle est de la famille, et comme elle a été si longtemps absente, il est naturel qu'elle soit un peu susceptible.

Archer regarda la jeune fille avec enthousiasme.

— Oui, cher ange, je le lui dirai sûrement. — Il jeta un regard du côté de la salle de bal. — Mais je ne l'ai pas encore vue ; est-ce qu'elle est là ?

Miss Welland secoua la tête.

— Non. Au dernier moment elle a renoncé à venir.

— Au dernier moment ? releva-t-il, trahissant sa surprise que la comtesse Olenska eût envisagé un instant de paraître au bal.

— Oui, elle adore danser, dit simplement la jeune fille, mais tout à coup, elle s'est avisée que sa robe n'était pas assez habillée, bien que nous la trouvions ravissante, — et ma tante a dû la remmener.

— Tant pis ! dit Archer, avec une insouciance joyeuse.

Rien ne lui était plus agréable chez sa fiancée que la volonté de porter à la dernière limite ce principe fondamendal de leur éducation à tous deux : l'obligation rituelle d'ignorer ce qui est déplaisant. « Elle sait aussi bien que moi, pensa-t-il, la vraie raison de l'absence de sa cousine ; mais je ne lui laisserai jamais deviner que je sache qu'il y ait l'ombre d'une ombre sur la réputation de la pauvre Ellen. »

IV

Le jour suivant fut consacré au cérémonial des fiançailles. Le rite était précis et inflexible : Newland Archer, accompagné de sa mère et de sa sœur, fit visite à Mrs Welland ; puis, avec sa fiancée et sa future belle-mère, il se rendit chez Mrs Manson Mingott pour recevoir la bénédiction de l'aïeule.

Pour le jeune homme, c'était toujours un incident amusant, qu'une visite chez Mrs Manson Mingott. L'habitation, en elle-même, était déjà un document historique, quoiqu'elle n'eût pas l'ancienneté de certaines vieilles maisons de famille de University Place ou du bas de la Cinquième Avenue. Celles-ci étaient du plus pur 1820, avec un mobilier d'une harmonie sévère : tapis aux guirlandes de grosses roses, meubles de palissandre, cheminées cintrées en marbre noir, grandes bibliothèques vitrées. Au contraire, la vieille Mrs Manson Mingott, dans sa maison de

construction plus récente, avait hardiment rejeté le lourd mobilier de sa jeunesse, mariant aux anciens meubles du XVIIIe siècle qui lui venaient des Mingott la frivole décoration du second Empire. Elle se tenait habituellement dans son petit salon du rez-de-chaussée, installée près de la fenêtre, comme pour attendre tranquillement que le flot de la vie mondaine, gagnant son quartier, déferlât jusqu'à ses portes. Sa patience égalait la certitude où elle était que bientôt les terrains à bâtir, les carrières, les bistros, les misérables potagers avec leurs serres délabrées, et les rochers d'où quelques chèvres mélancoliques considéraient ce triste tableau, disparaîtraient dans le surgissement de résidences aussi somptueuses que la sienne, et que les gros pavés sur lesquels les omnibus cahotaient avec fracas seraient remplacés par un asphalte uni comme celui dont se revêtaient, disait-on, les rues de Paris. En attendant, elle ne souffrait pas de son isolement. Tous ceux qu'elle désirait voir allaient à elle et, sans corser le maigre menu de ses dîners, elle attirait dans ses salons autant de monde que les Beaufort.

L'avalanche de graisse qui l'avait envahie dans son âge mûr, comme un flot de lave submergeant une ville, avait changé la petite femme potelée, au pied fin, à la cheville cambrée, en quelque chose d'aussi vaste et majestueux qu'un phénomène de la nature. Elle avait accepté cette submersion avec philosophie, comme toutes ses autres épreuves, et maintenant, dans l'extrême vieillesse, son miroir lui offrait l'agréable image d'une masse blanche et rose sans rides, d'où émergeaient les traits d'un visage mignon qui semblait attendre d'être dégagé de ce bloc de chair. Une succession lisse de doubles mentons conduisait jusqu'aux profondeurs d'une poitrine encore nacrée, voilée de neigeuses mousselines sur lesquelles reposait la miniature de feu Mr Mingott; tandis qu'autour d'elle, et jusqu'à ses pieds, débordant des bras d'un spacieux fauteuil, s'écroulaient des vagues et des vagues de gros grain noir, sur la crête desquelles deux petites mains blanches se balançaient comme des mouettes.

Depuis longtemps, le fardeau de son embonpoint avait rendu impossible à Mrs Mingott l'usage des escaliers et, avec son esprit d'indépendance, elle avait mis ses appartements de réception à l'étage supérieur et s'était établie, — violant toutes les habitudes de New-York, — au rez-de-chaussée de sa maison. Ainsi, quand

on se trouvait près d'elle, devant la fenêtre de son boudoir, on avait, dans l'ouverture d'une portière de damas jaune, la perspective inattendue d'une chambre à coucher avec un immense lit tapissé comme un divan, et une table de toilette enguirlandée de dentelles. Les visiteurs étaient étonnés et quelque peu scandalisés par cet arrangement. Ne rappelait-il pas à de pudiques Américains certaines scènes de romans français où la galanterie est presque suggérée par le décor? C'était donc ainsi que s'installaient, dans les vieilles sociétés libertines, les femmes du monde qui avaient des amants!

Newland Archer, dont l'imagination situait les scènes d'amour de *Monsieur de Camors*, dans la chambre à coucher de Mrs Mingott, s'amusait du contraste entre un tel souvenir et la vie irréprochable de la vieille dame; mais il se disait, non sans admiration, que, s'il avait plu à cette femme intrépide d'avoir un amant, elle se le serait offert sans l'ombre d'hésitation.

A la satisfaction générale, la comtesse Olenska n'avait pas assisté à la visite des fiancés. Mrs Mingott expliqua qu'elle était sortie : ce qui, par un soleil resplendissant et à l'heure mondaine, sembla un peu osé de la part d'une femme compromise. En tout cas, elle épargnait aux jeunes gens l'embarras de sa présence, et l'ombre légère que son malheureux passé aurait pu projeter sur leur radieux avenir. Comme on pouvait s'y attendre, la visite se passa sans nuage. La vieille Mrs Mingott se montrait enchantée des fiançailles, qui, depuis longtemps prévues par des parents avertis, avaient été discutées en conseil de famille; et la bague de fiançailles, un gros saphir monté sur d'invisibles griffes, eut toute son approbation.

— C'est la nouvelle monture, qui laisse à la pierre toute sa beauté, mais qui paraît un peu nue à des yeux accoutumés à la vieille mode, expliqua Mrs Welland, avec un coup d'œil conciliant du côté de son futur gendre.

— Des yeux accoutumés à la vieille mode?... J'espère que vous n'entendez pas parler des miens, ma chère. J'aime toutes les nouveautés, dit l'aïeule, en levant la pierre vers ses petits yeux brillants qui n'avaient jamais connu de lunettes. — Très distinguée! dit-elle, c'est un beau bijou! De mon temps, on se serait contenté d'un camée entouré de perles. Mais c'est la main qui fait valoir la bague, n'est-ce pas, mon cher Mr Archer? — Elle balança une de ses petites mains aux doigts effilés, dont

des plis de vieille graisse encerclaient les poignets comme des bracelets d'ivoire. — La mienne a été modelée à Rome par le célèbre Ferrigiani. Vous devriez faire faire celle de May. Il n'y manquera pas, ma petite. Elle a la main grande, mais blanche; les sports modernes épaississent les jointures. Et à quand le mariage? s'interrompit-elle, en regardant Archer.

— Oh! murmura Mrs Welland, pendant que le jeune homme, souriant à sa fiancée, répondait : Le plus tôt possible, si vous voulez bien m'appuyer, chère Madame.

— Nous devons leur donner le temps de se connaître un peu mieux, tante Catherine, interposa Mrs Welland, affectant une hésitation de convenance.

L'aïeule répondit vivement :

— Se connaître? Quelle plaisanterie! Tout le monde à New-York a toujours connu tout le monde. Laissez-le faire, ma chère; n'attendez pas que le vin ait perdu sa mousse. Chaque hiver maintenant, je risque une pneumonie, et je veux donner le repas de noces.

Ces déclarations successives furent accueillies avec les sourires et les protestations qui convenaient, et la visite se terminait sur un ton de douce plaisanterie quand la porte s'ouvrit devant la comtesse Olenska. Elle entra en chapeau et en costume de ville, suivie, — à l'étonnement de tout le monde, — par Julius Beaufort.

Les dames s'exprimèrent mutuellement leur plaisir, et Mrs Mingott tendit au banquier la main modelée par Ferrigiani.

— Ah! Beaufort! voilà une rare faveur!

Elle avait l'habitude exotique d'appeler les gens par leur nom de famille.

— Merci. C'est une faveur que je voudrais vous faire plus souvent, dit le banquier de son ton d'arrogance habituelle. Je suis généralement très pris à cette heure-ci; mais j'ai rencontré la comtesse Ellen dans Madison Square, et elle a été assez aimable pour me permettre de l'accompagner.

— J'espère que la maison sera plus gaie, maintenant qu'Ellen est ici, s'écria Mrs Mingott avec une superbe audace. Asseyez-vous, asseyez-vous, Beaufort. Approchez le fauteuil. A présent, je vous tiens, et nous pouvons potiner à notre aise. J'ai su que votre bal était magnifique, et j'ai très bien compris que

vous ayez invité Mrs Lemuel Struthers. Ma foi, je serais curieuse de la connaître.

Elle avait oublié ses parents, qui se dirigeaient vers l'antichambre sous la conduite d'Ellen Olenska. La vieille Mrs Mingott avait toujours professé une grande admiration pour Julius Beaufort; ils se ressemblaient par une certaine similitude dans leurs manières dominatrices et par les raccourcis qu'ils faisaient à travers les grands chemins des conventions. En ce moment, elle désirait vivement savoir ce qui avait décidé les Beaufort à inviter pour la première fois Mrs Lemuel Struthers, la veuve du richissime fabricant de cirage. Celle-ci était revenue l'année précédente d'un long séjour initiateur en Europe, décidée à faire le siège de la petite citadelle fermée qu'était la société de New-York.

— Naturellement, si vous et Regina l'invitez, la question ne se pose plus. C'est vrai, nous avons besoin de sang et d'argent nouveaux; et on dit qu'elle est encore très bien, dit la vieille dame carnivore.

Dans le hall, pendant que Mrs Welland et May s'enveloppaient dans leurs fourrures, Archer s'aperçut que la comtesse Olenska le regardait avec un sourire où se lisait une interrogation discrète.

— Sûrement, vous savez déjà la nouvelle, dit-il, répondant à ce regard en riant d'un air confus. May m'a reproché de ne pas vous l'avoir apprise hier à l'Opéra. Elle m'avait recommandé de vous annoncer nos fiançailles; mais je n'ai pas pu, dans cette foule.

Le sourire de la comtesse Olenska, de ses yeux descendit à ses lèvres. Elle parut plus jeune, plus pareille à cette Ellen Mingott, brune et hardie, sa camarade d'autrefois.

— Naturellement je sais... je vous félicite et je vous excuse. On n'annonce pas ces choses-là dans une foule.

Les dames étaient sur le seuil de la porte et la Comtesse leur tendit la main. — Adieu. Venez me voir un jour, dit-elle en s'adressant brusquement à Archer.

Dans la voiture, en descendant la Cinquième Avenue, ils parlèrent de Mrs Mingott, de son âge, de son esprit, de toutes ses étonnantes originalités, mais personne ne fit allusion à Ellen Olenska. Archer savait cependant que Mrs Welland pensait : « C'est une erreur qu'Ellen commet de se promener, le lendemain

de son arrivée, avec Julius Beaufort dans la Cinquième Avenue à l'heure de la foule élégante. » Et le jeune homme lui-même ajoutait mentalement : « Elle devrait savoir qu'un fiancé ne passe pas son temps chez les dames; mais c'est probablement comme ça que ça se passe dans le monde où elle a vécu, et où on n'a pas autre chose à faire. » Et, en dépit des goûts cosmopolites dont il se piquait, Newland remercia le ciel d'être un citoyen de New-York, et sur le point de s'allier à une jeune fille de son espèce.

V

Le lendemain soir, le vieux Sillerton Jackson vint dîner chez les Archer.

Mrs Archer, personne timide et retirée du monde, aimait néanmoins à être bien informée de ce qui s'y passait. Mr Sillerton Jackson appliquait à l'investigation des affaires d'autrui une passion de collectionneur et une science de naturaliste. Il vivait avec sa sœur, Miss Sophy Jackson, qu'on invitait, à défaut de son frère, quand on ne pouvait pas mettre la main sur lui, et qui lui rapportait ainsi des bribes de menus racontars qui remplissaient quelquefois utilement les vides de ses informations.

Quand Mrs Archer désirait un renseignement, elle demandait à Mr Jackson de venir dîner; et, comme elle honorait peu de personnes de ses invitations, et qu'elle et Janey formaient un excellent auditoire, Mr Jackson acceptait presque toujours, au lieu d'envoyer sa sœur. S'il avait pu dicter ses conditions, il aurait choisi un soir où Newland était sorti... non par manque de sympathie pour le jeune homme, (ils s'entendaient merveilleusement à leur cercle), mais parce que le vieux conteur sentait quelquefois, chez Newland, une tendance à peser ses témoignages que les dames de la famille n'accusaient jamais.

Si la perfection pouvait exister sur la terre, Mr Jackson aurait demandé aussi que la chère fût un peu meilleure chez Mrs Archer. Mais de mémoire d'homme, New-York était divisé en deux grands groupes fondamentaux : celui des Mingott, des Manson, et tout leur clan, qui appréciait l'élégance, la bonne table et le luxe, et la tribu des Archer, Newland, Van der Luyden, qui, eux, s'intéressaient aux voyages, à l'horticulture, à la lecture des romans sérieux, et affectaient de mépriser les jouissances matérielles.

On ne pouvait pas tout avoir. Quand on dînait chez les Lovell Mingott, on dégustait du canard sauvage apprêté à la Maryland, du terrapin et des vins de crû : chez Adeline Archer on parlait de voyages en Suisse et des romans de Hawthorne. Aussi, quand un amical appel venait de Mrs Archer, Mr Jackson disait-il à sa sœur : « J'ai ressenti un peu de goutte depuis mon dernier dîner chez les Lovell Mingott, il sera bon pour moi de me mettre à la diète chez Adeline. » Heureusement, du reste, le vin de Madère des Archer avait « fait le tour du Cap. »

Mrs Archer, veuve depuis longtemps, habitait avec son fils et sa fille dans la Vingt-huitième rue. Le deuxième étage de sa maison était consacré à Newland, et les deux femmes s'étaient resserrées dans les pièces du premier. En parfaite harmonie de goûts et d'intérêts, elles cultivaient dans des petites serres sur le rebord de leurs fenêtres des fougères rapportées de leurs voyages, faisaient « du macramé » et de la tapisserie, collectionnaient la faïence lustrée « coloniale, » et lisaient les romans de Ouida, dont elles goûtaient l'atmosphère italienne et la description des paysans, quoiqu'en général elles préférassent les romans mondains où il s'agissait de « gens comme il faut. » Elles parlaient sévèrement de Dickens, qui n'avait jamais su peindre un « gentleman, » et considéraient Thackeray moins à l'aise dans le grand monde que Bulwer, — qui cependant, commençait à se démoder.

Au cours de leurs voyages à l'étranger, Mrs et Miss Archer recherchaient et admiraient surtout les paysages : elles considéraient l'architecture et la peinture comme des sujets réservés aux hommes, aux lettrés qui lisaient Ruskin. Mrs Archer était née Newland, et la mère et la fille, qui se ressemblaient comme deux sœurs, étaient, disait-on, de vraies Newland, toutes deux pâles, légèrement voûtées, avec de longs nez, d'aimables sourires, et la distinction, la langueur de certains portraits de Reynolds. Leur ressemblance eût été complète, si l'embonpoint de l'âge mûr n'avait tendu le corsage de satin broché noir de Mrs Archer, tandis que les popelines brunes et violettes de Miss Archer pendaient, à mesure que s'écoulaient les années, plus mollement sur ses formes virginales. Newland se rendait bien compte, pourtant, qu'au point de vue de leur mentalité, la ressemblance était moins complète que ne le faisaient croire leurs manières si exactement semblables. L'habitude de vivre ensemble dans

une étroite intimité leur avait donné le même vocabulaire, l'habitude de commencer leurs phrases par : « Maman trouve, » ou : « Janey est d'avis, » selon que l'une ou l'autre désirait émettre une opinion personnelle. Mais, tandis que la sereine quiétude de Mrs Archer se reposait facilement dans ce qui était accepté et familier, Janey était sujette à des envolées inattendues qui montaient de sources romanesques depuis toujours comprimées.

La mère et la fille s'adoraient et vénéraient leur fils et frère Archer les aimait avec tendresse, et l'admiration qu'elles lui prodiguaient, et dont il jouissait, désarmait en lui toute critique. Après tout, se disait-il, c'était une bonne chose pour un homme que d'exercer chez lui une autorité incontestée, même si, dans son for intérieur, il lui arrivait de la discuter lui-même.

Dans cette occasion, le jeune homme savait parfaitement que Mr Jackson aurait préféré le voir dîner dehors ; mais il avait ses raisons personnelles pour rester.

Mr Jackson voulait sans doute parler d'Ellen Olenska, et naturellement, Mrs Archer et Janey brûlaient de savoir ce qu'il avait à en dire. Tous les trois seraient gênés par la présence de Newland, maintenant que ses projets d'alliance avec le clan Mingott étaient connus, et de voir comment ils se tireraient de la difficulté intriguait et amusait le jeune homme.

D'abord, ils tournèrent autour de la question, en parlant de Mrs Lemuel Struthers.

— Il est regrettable que les Beaufort l'aient invitée, commença doucement Mrs Archer, mais Regina subit toujours l'influence de son mari, et Beaufort...

— Certaines nuances échappent à Beaufort, dit Mr Jackson, en inspectant l'alose et se demandant pour la millième fois pourquoi la cuisinière de Mrs Archer calcinait toujours ses grillades.

Newland, qui se faisait depuis longtemps la même question, connaissait bien chez son vieil ami cette expression mélancolique.

— Oh ! bien entendu, Beaufort est un homme vulgaire, reprit Mrs Archer ; mon grand-père Newland disait souvent à ma mère : « Quoi que vous fassiez, ne permettez jamais que ce Beaufort soit présenté à vos filles. » Mais, en tout cas, il a le mérite d'être lié avec des gens du monde, en Angleterre aussi, dit-on. Tout cela est incompréhensible.

Elle s'arrêta, jetant un coup d'œil à Janey. Elle et Janey connaissaient tous les détails du mystère Beaufort, mais en public Mrs Archer persistait à prétendre que le sujet n'était pas convenable pour les jeunes filles.

— Mais cette Mrs Struthers, qui dites-vous qu'elle est, Sillerton?

— Elle sort d'une mine, ou plutôt d'une buvette de mineurs. Puis, elle a fait une tournée de « tableaux vivants » en Nouvelle-Angleterre, et lorsque la police s'en est mêlée, elle s'est mise avec...

Mr Jackson, à son tour, regarda Janey, dont les larges paupières commencèrent à battre. Tout cela était nouveau pour elle.

— Et puis, poursuivait Mr Jackson (pourquoi permettait-on au maître d'hôtel de couper les concombres avec un couteau d'acier?), et puis, vint Lemuel Struthers. Il paraît que son agent de publicité s'est servi de la tête de la jeune femme pour ses affiches de cirage. Vous savez qu'elle a des cheveux très noirs, genre égyptien. En tout cas, Struthers a fini par l'épouser.

La manière dont Mr Jackson faisait valoir chaque syllabe de cette phrase contenait un monde d'insinuations.

— Oh! au point où nous en sommes aujourd'hui, cela n'a pas d'importance! dit Mrs Archer avec indifférence.

En ce moment, pour les dames, l'intérêt n'était pas là : le sujet d'Ellen Olenska était trop nouveau, trop passionnant pour ne pas les absorber toutes. En réalité, le nom de Mrs Struthers avait été lancé dans la conversation uniquement pour permettre à Mrs Archer d'ajouter : — Et la nouvelle cousine de Newland était au bal?

Il y avait une petite pointe d'ironie dans l'allusion à son fils. Archer le comprenait et s'y attendait. Mrs Archer, qui donnait rarement une entière approbation aux événements de ce bas monde, trouvait les fiançailles de son fils parfaitement satisfaisantes. Elle en était particulièrement heureuse « à cause de cette affaire absurde avec Mrs Rushworth, » avait-elle confié à Janey, faisant allusion à ce qui semblait encore à Newland une affreuse tragédie, dont son âme garderait toujours le souvenir et la blessure. Il n'y avait à aucun point de vue de meilleur parti à New-York que May Welland. Bien entendu, un tel mariage n'apportait à Newland que ce qu'il était en droit d'espé-

rer; mais les jeunes gens sont si sots et si déconcertants, et certaines femmes tellement séduisantes et dénuées de scrupules, que c'était un miracle de voir son fils doubler victorieusement le Cap des Sirènes pour entrer dans le port d'un mariage irréprochable.

Tout cela, Mrs Archer le sentait, et son fils savait qu'elle le sentait, mais il comprenait aussi qu'elle avait été troublée par l'annonce prématurée des fiançailles, ou plutôt par la raison qui l'avait dictée; c'est pourquoi, étant après tout un maître tendre et indulgent, il était resté à la maison ce soir-là.

— Ce n'est pas que je critique l'esprit de corps des Mingott; mais je ne vois pas pourquoi les fiançailles de Newland seraient mêlées aux faits et gestes de « cette Olenska, » se plaignait Mrs Archer à Janey, seul témoin des légers écarts qui se produisaient dans la parfaite urbanité de sa mère.

Chez Mrs Welland, son attitude avait été parfaite (en fait de belle tenue, personne ne la surpassait), mais Newland savait, — et sa fiancée l'avait sûrement deviné, — que tout le temps de la visite la mère et la fille étaient sur le « qui-vive, » dans l'attente d'une intrusion possible de Mme Olenska, et quand ils eurent pris congé, Mrs Archer s'était permis de dire à son fils : J'ai été contente qu'Augusta fût seule à nous recevoir.

Ces manifestations de trouble intérieur trouvaient Newland d'autant plus sensible qu'il était lui-même d'avis que les Mingott étaient allés un peu loin. Cependant, comme les règles de leur code s'opposaient à ce que la mère et le fils fissent allusion au sujet qui les préoccupait, Archer avait simplement répondu : « Il faut passer par la période des réunions de famille quand on va se marier. Le mieux est de s'en débarrasser le plus vite possible. » Et sa mère s'était contentée de serrer un peu les lèvres sous le voile en dentelle qui tombait de sa capote en velours gris, garnie de raisins givrés.

Sa revanche, Archer le savait, sa revanche légitime, serait, ce soir-là, de faire jaser Mr Jackson sur la comtesse Olenska, et lui, Archer, ayant fait son devoir en public comme futur parent des Mingott, ne voyait aucun inconvénient à entendre discuter sur la dame dans l'intimité, encore que le sujet commençât de l'ennuyer.

Mr Jackson avait pris une tranche de filet tiède que le maître-d'hôtel lui avait servi d'un air morose et sceptique, et

avait refusé la sauce aux champignons après l'avoir flairée imperceptiblement. Il paraissait découragé, affamé, et Archer fit la réflexion que, probablement, il finirait son repas sur Ellen Olenska. Mr Jackson se renversa sur sa chaise et regarda les portraits des Archer, Newland et Van der Luyden, dans leurs cadres sombres sur les murs sombres.

— Comme votre grand-père Archer prenait plaisir à un bon dîner, mon cher Newland! dit-il, les yeux sur le portrait d'un jeune homme dodu, à poitrine bombée, cravate haute et habit bleu, qui se détachait entre les colonnes blanches d'une maison de campagne. Eh bien! Eh bien! continua-t-il, je voudrais savoir ce qu'il aurait dit de tous ces mariages étrangers.

Mrs Archer ne releva pas cette allusion à la cuisine ancestrale, et Mr Jackson ajouta délibérément : « Non, elle n'était pas au bal. »

— Ah! murmura Mrs Archer d'un ton qui voulait dire : « Elle a eu cette décence. »

— Peut-être les Beaufort ne la connaissent-ils pas, suggéra Janey avec une malice naïve.

Mr Jackson fit claquer sa langue, comme s'il goûtait un invisible madère.

— Mrs Beaufort, peut-être; mais Beaufort la connait certainement, car tout New-York a pu la voir cet après-midi, remontant avec lui la Cinquième Avenue.

— Miséricorde! murmura Mrs Archer, s'apercevant évidemment qu'il était vain d'expliquer par de la délicatesse les faits et gestes des étrangers.

— Porte-t-elle un chapeau rond ou une capote dans l'après-midi? hasarda Janey. Je sais qu'à l'Opéra elle avait une robe de velours foncé sans garnitures, et tout à fait plate, comme une chemise de nuit.

— Janey! dit sa mère, et Miss Archer rougit en essayant de prendre un air assuré.

— En tout cas, c'était de meilleur goût de ne pas aller au bal, continua Mrs Archer.

Un esprit pervers poussa son fils à expliquer :

— Je ne crois pas que ce soit pour elle une question de tact; May m'avait dit qu'elle devait y aller, mais que la robe en question n'était pas assez brillante pour le bal.

Mrs Archer sourit, voyant sa pensée confirmée.

— Pauvre Ellen! fit-elle, ajoutant avec compassion : — Il faut tenir compte de l'éducation excentrique que lui a donnée Medora Manson. Qu'attendre d'une jeune fille à qui on a permis de porter une robe de satin noir le soir de son premier bal?

— Ah! je me la rappelle bien dans cette robe! dit Mr Jackson, et il ajouta : — Pauvre fille! du ton d'un homme qui, tout en se plaisant au souvenir de cette vision, comprenait ce qu'il en fallait augurer.

— C'est étrange, remarqua Janey, qu'elle ait gardé un vilain nom comme Ellen. Je l'aurais changé pour Élaine.

Elle promena son regard autour de la table pour juger l'effet de ses paroles

Son frère se mit à rire :

— Pourquoi Élaine?

— Je ne sais pas : c'est plus polonais, plus frappant...

— Plus frappant? Ce ne doit pas être précisément ce qu'elle désire! dit Mrs Archer d'un ton un peu hautain.

— Pourquoi pas? demanda son fils, soudain discuteur. Pourquoi ne se ferait-elle pas remarquer si c'est son bon plaisir? Pourquoi se dissimulerait-elle comme une femme déshonorée? Elle est « la pauvre Ellen, » parce qu'elle a eu la mauvaise chance de faire un détestable mariage; mais je ne vois pas que ce soit une raison pour se couvrir la tête de cendres, comme si c'était elle qui fût coupable.

— Je suppose, dit posément Mr Jackson, que c'est le point de vue qu'adoptent les Mingott.

Le jeune homme rougit.

— Mon avis ne dépend pas du leur, si c'est cela que vous voulez dire, monsieur. Mme Olenska a mené une existence malheureuse, cela ne la met pas hors la loi.

— Il y a certaines histoires, commença Mr Jackson, jetant un coup d'œil du côté de Janey.

— Oh! je sais, le secrétaire! releva le jeune homme. (Ne soyez pas absurde, mère, Janey n'est pas une enfant.) On dit, n'est-ce pas? continua-t-il, que le secrétaire l'a aidée à quitter son butor de mari, qui la tenait, pour ainsi dire, prisonnière? Eh bien! après? J'espère qu'il n'y a pas un homme parmi nous qui n'en ferait autant.

Mr Jackson jeta par-dessus son épaule un coup d'œil au morose maître d'hôtel, pour demander :

— Peut-être, cette sauce, après tout..., seulement un petit peu.

Puis, s'étant servi, il remarqua :

— On m'a dit qu'elle cherchait une maison. Elle a l'intention de s'établir ici.

— Il paraît qu'elle a demandé le divorce, dit Janey, audacieuse.

— J'espère qu'elle l'obtiendra! fit Archer.

Le mot était tombé comme une bombe dans la paisible salle à manger. Mrs Archer arqua ses sourcils délicats, d'une manière qui signifiait : « Le maître-d'hôtel! » et le jeune homme, comprenant, se mit à raconter sa visite à la vieille Mrs Mingott.

Après le dîner, selon la coutume de la maison, Mrs Archer et Janey montèrent, en traînant derrière elles leurs longues draperies de soie, jusqu'au salon d'en haut, tandis que les messieurs restaient en bas pour fumer. Sous la lampe coiffée d'un globe gravé, se faisant face, de part et d'autre d'une table à ouvrage en bois de rose, elles se mirent à travailler chacune à un bout d'une bande de tapisserie destinée au futur salon de la jeune Mrs Newland Archer.

Pendant que ce rite s'accomplissait, Newland installait Mr Jackson dans un fauteuil près du feu, dans la bibliothèque gothique, et lui tendait un cigare. Mr Jackson s'enfonça dans le fauteuil avec satisfaction. Il alluma le cigare sans défiance; c'était Newland qui les pourvoyait de cigares. Étendant devant le feu ses maigres chevilles, il dit :

— Vous prétendez que le secrétaire l'a simplement aidée à s'enfuir? Mon cher, c'est entendu; mais il l'y aidait encore un an plus tard, car quelqu'un les a rencontrés vivant ensemble à Lausanne.

— Vivant ensemble? Eh bien! pourquoi pas? Qui a le droit de refaire sa vie, si ce n'est elle? Je suis écœuré de l'hypocrisie qui veut enterrer vivante une jeune femme parce que son mari lui préfère des cocottes.

Il se retourna avec colère, allumant son cigare.

— Les femmes devraient être libres, aussi libres que nous le sommes, déclara-t-il, faisant une découverte dont il ne pouvait, dans son irritation, mesurer les redoutables conséquences.

Mr Sillerton Jackson se rapprocha encore du feu et fit entendre un sifflotement sardonique.

— Mon Dieu! dit-il après une pause, Olenski partage évidemment votre manière de voir, car je n'ai jamais entendu dire qu'il ait fait le moindre effort pour ravoir sa femme.

VI

Après que Mr Jackson eut pris congé, et que les dames furent montées se coucher, Newland Archer regagna son cabinet au deuxième étage. Une main vigilante avait, comme de coutume, entretenu le feu, préparé la lampe. La chambre, avec ses rangées de livres, ses murs où pendaient des reproductions de tableaux célèbres, sa cheminée drapée de velours rouge et garnie de statuettes d'escrimeurs, était accueillante et intime.

Comme il se laissait choir dans son fauteuil près du feu, son regard tomba sur une grande photographie de May Welland, que la jeune fille lui avait donnée aux premiers jours de leur idylle, et qui remplaçait maintenant sur son bureau tous les autres portraits féminins dont il avait jadis été orné. Avec une sorte de terreur respectueuse il contempla le front pur, les yeux sérieux, la bouche innocente et gaie de la jeune créature qui allait lui confier son âme. Ce produit redoutable du système social dont il faisait partie, et auquel il croyait, la jeune fille qui, ignorant tout, espérait tout, lui apparaissait maintenant comme une étrangère. Encore une fois, il se rendit compte que le mariage n'était pas le séjour dans un port tranquille, mais un voyage hasardeux sur de grandes mers.

Le cas de la comtesse Olenska avait troublé en lui de vieilles convictions traditionnelles. Son exclamation : « Les femmes doivent être libres, aussi libres que nous, » avait touché à la racine d'un problème considéré dans son monde comme inexistant. Il savait que les femmes « bien élevées, » si lésées qu'elles fussent dans tous leurs droits, ne revendiqueraient jamais le genre de liberté auquel il faisait allusion; et les hommes se trouvaient, dans la chaleur de l'argumentation, d'autant plus disposés à la leur accorder. De telles générosités verbales n'étaient qu'un plaisant déguisement des inexorables conventions qui réglementaient le milieu où il vivait. Néanmoins, il serait tenu à défendre, chez la cousine de sa fiancée, une liberté que jamais il n'accorderait à sa femme, si un jour elle venait à la revendiquer. Le dilemme ne se présenterait évi-

demment jamais, puisqu'il n'était pas un grand seigneur débauché, ni May une sotte comme la pauvre Gertrude Lefferts. Mais Newland Archer se représentait aisément que le lien entre lui et May pourrait se relâcher pour des raisons plus subtiles, mais non moins profondes. Que savaient-ils vraiment l'un de l'autre, puisqu'il était de son devoir, à lui, en galant homme, de cacher son passé à sa fiancée, et à celle-ci de n'en pas avoir? Qu'arriverait-il si un jour, pour des causes imprévues, ils en venaient à ne plus se comprendre, à se lasser, à s'irriter mutuellement? Passant en revue, parmi les ménages de ses amis, ceux qu'on disait heureux, il n'en trouva pas un qui réalisât même de loin la camaraderie tendre et passionnée qu'il imaginait dans une intimité permanente avec May Welland. Il comprit que cet idéal de bonheur supposerait de sa part, à elle, une expérience, une adaptabilité d'esprit, une liberté de jugement, que son éducation lui avait soigneusement refusées; et il frissonna en songeant qu'un jour leur union, comme tant d'autres, pourrait se réduire à une morne association d'intérêts matériels, soutenue par l'ignorance d'un côté et l'hypocrisie de l'autre. Lawrence Lefferts se présentait à son esprit comme étant le mari qui avait le mieux réussi à tirer de ce genre d'association tous les bénéfices qu'il comportait. Devenu le grand-prêtre du bon ton, il avait si bien façonné sa femme à sa convenance que, malgré ses liaisons affichées, elle se plaignait en souriant du « puritanisme de Lawrence, » et baissait pudiquement les yeux quand on faisait allusion devant elle aux deux ménages de Julius Beaufort.

Archer se dit qu'il n'était pas un grand imbécile comme Larry Lefferts, ni May une oie blanche comme la pauvre Gertrude; mais s'ils étaient plus intelligents, ils avaient pourtant les mêmes principes. En réalité, ils vivaient tous dans un monde fictif, où personne n'osait envisager la réalité, ni même y penser. Ainsi, Mrs Welland, qui savait parfaitement pourquoi Archer la pressait d'annoncer ses fiançailles chez les Beaufort, et qui n'attendait rien moins du jeune homme, avait fait semblant de s'y opposer, et de n'agir que contrainte et forcée.

La jeune fille, centre de ce système de mystification soigneusement élaboré, se trouvait être, par sa franchise et sa hardiesse même, une énigme encore plus indéchiffrable. Elle était franche, la pauvre chérie, parce qu'elle n'avait rien à cacher: confiante,

parce qu'elle n'imaginait pas avoir à se garder; et sans autre préparation, elle devait être plongée, en une nuit, dans ce qu'on appelait « les réalités de la vie. »

Newland était sincèrement, mais paisiblement, épris. Il se délectait dans la beauté radieuse de sa fiancée, sa santé exubérante, son adresse au tennis et à cheval. Sous sa direction, elle s'était même essayée à la lecture, et déjà elle était assez avancée pour se moquer avec lui de la fade sentimentalité des *Idylles* de Tennyson, mais non pour goûter la beauté d'*Ulysse* et des *Lotophages*. Elle était droite, fidèle et vaillante, et Archer s'imaginait même qu'elle possédait le sens de l'ironie, puisqu'elle ne manquait jamais de rire à ses plaisanteries. Enfin, il croyait deviner, dans cette nature innocente et fraîche, une ardeur qu'il aurait la joie d'éveiller.

Néanmoins, ayant fait pour la centième fois le tour de cette âme succincte, il revint découragé à la pensée que cette pureté factice, si adroitement fabriquée par la conspiration des mères, des tantes, des grand'mères, jusqu'aux lointaines aïeules puritaines, n'existât que pour satisfaire ses goûts personnels, pour qu'il pût exercer sur elle son droit de seigneur, et la briser comme une image de neige. Cette idée lui oppressait le cœur.

De telles réflexions étaient sans doute habituelles aux jeunes gens à l'approche de leur mariage; mais Newland Archer ne ressentait ni la componction ni l'humilité dont elles s'accompagnent souvent. Il n'arrivait pas à déplorer, — comme si souvent les héros de Thackeray (et cela l'exaspérait), — de n'avoir pas un passé sans tache à offrir à sa fiancée. S'il avait eu la même éducation qu'elle, ils n'eussent pas été plus préparés à affronter les épreuves et les vicissitudes de la vie que deux nouveaux-nés. En réalité, hors son plaisir et la satisfaction de sa vanité, il ne pouvait trouver aucune raison valable pour refuser à sa fiancée une liberté d'expérience égale à la sienne.

De telles pensées, à un tel moment, devaient nécessairement lui traverser l'esprit; mais il se rendait compte que leur persistance et leur précision étaient dues à l'arrivée inopportune de la comtesse Olenska. Au moment de ses fiançailles, au moment des pensées pures et des espérances sans nuages, il était pris dans les répercussions d'un scandale, et ce scandale soulevait des problèmes sociaux qu'il aurait préféré laisser dormir. « Au

diable cette Ellen Olenska ! » grogna-t-il, recouvrant son feu et se préparant à se coucher. Pourquoi sa destinée serait-elle mêlée à celle de la pauvre Ellen? Mais il sentait vaguement qu'il ocmmençait seulement à mesurer les risques du championnage que ses fiançailles lui imposaient.

Peu de jours après, l'orage éclata.

Les Lovell Mingott devaient donner un dîner de cérémonie pour la nouvelle arrivée : ce qui impliquait régulièrement trois domestiques d'extra, deux plats pour chaque service, et un sorbet avant le rôti. Les invitations portaient en tête : « Pour rencontrer la comtesse Olenska, » selon la coutume américaine qui traite les étrangers comme des princes, ou tout au moins comme leurs ambassadeurs.

Les convives avaient été triés avec un discernement où les initiés pouvaient reconnaître la main résolue de Catherine la Grande. Avec les Selfridge Merry, qui étaient de toutes les fêtes, les Beaufort, avec lesquels il y avait un lien de cousinage, Mr Jackson et sa sœur Sophy, — qui se rendait toujours là où son frère le désirait, — Mrs Lovell avait invité quelques jeunes ménages des plus élégants et des plus corrects, tels que les Lawrence Lefferts, Mrs Rushworth Lefferts, — la jolie veuve, — les Harry Thorley, les Reggie Chivers et le jeune Morris Dagonet et sa femme, née van der Luyden. Les invités étaient parfaitement assortis : tous faisant partie de la même bande qui, pendant la longue saison d'hiver, dînait et dansait ensemble inlassablement.

Quarante-huit heures après que les invitations furent lancées, on sut que tout le monde avait refusé. Seuls, les Beaufort, le vieux Sillerton Jackson et sa sœur acceptaient. L'affront s'aggravait du fait que les Reggie Chivers, eux-mêmes apparentés aux Mingott, y participaient; et aussi, de la forme identique des réponses, qui exprimaient les regrets des invités sans alléguer d'engagement antérieur.

La société de New-York était alors trop restreinte pour que tout le monde, — y compris les cochers, les maîtres-d'hôtel et les cuisiniers, — ne sût pas exactement quels soirs chacun était libre. Les invités de Mrs Mingott pouvaient donc rendre cruellement nette leur volonté de ne pas rencontrer la comtesse Olenska.

Le coup était inattendu; mais les Mingott, selon leur habi-

tude, le reçurent sans broncher. Mrs Lovell Mingott en dit un mot à Mrs Welland, qui en parla à Newland Archer, lequel, furieux, s'adressa immédiatement à sa mère. Celle-ci, après un mouvement de résistance secrète, céda, comme toujours, aux instances de son fils, — et embrassant aussitôt sa cause avec d'autant plus d'énergie qu'elle avait d'abord hésité, mit son chapeau à brides de velours gris, et déclara :

— Je vais aller voir Louisa van der Luyden.

Dans la jeunesse de Newland Archer, la société de New-York pouvait être comparée à une petite pyramide solide et glissante où aucune fissure apparente ne s'était encore produite.

La base, formée par ce que Mrs Archer appelait « des gens modestes, » se composait d'une majorité de familles honorables, telles que les Spicer, les Lefferts, les Jackson, qui s'étaient élevées au-dessus de leur milieu par des alliances avec les clans dirigeants. Mrs Archer l'affirmait souvent : on n'était plus aussi difficile qu'autrefois et, avec la vieille Catherine tenant un bout de la Cinquième Avenue, et Julius Beaufort l'autre, on avait perdu le respect des anciennes traditions.

Sur ces fondements solides, mais sans éclat, la pyramide s'élevait en diminuant vers le sommet, composée d'un bloc compact et brillant représenté par le groupe des Newland, Mingott, Chivers et Manson. Beaucoup de gens croyaient que ces familles atteignaient le sommet de la pyramide, mais elles-mêmes, au moins les personnes de la génération de Mrs Archer, savaient qu'aux yeux d'un généalogiste sévère, un petit nombre de privilégiés pouvaient seuls prétendre à cette éminence.

— Ne me parlez pas, disait Mrs Archer à ses enfants, de ce que disent les journalistes sur l'aristocratie de New-York. S'il en est une, ni les Manson, ni les Mingott n'en sont, pas plus que les Newland et les Chivers. Nos grands-pères et nos arrière-grands-pères n'étaient que de respectables commerçants anglais et hollandais, venus aux colonies pour faire fortune, et qui réussirent au delà de leurs espérances. Il est vrai qu'un de vos arrière-grands-pères a signé la Déclaration de l'Indépendance et qu'un autre, général dans l'état-major de Washington, a reçu l'épée du général Burgoyne après la bataille de Saratoga. Ce sont là des distinctions dont on peut être fier, mais qui n'ont rien à voir avec le rang et la classe. New-York a toujours été une communauté commerciale, où trois familles à peine peuvent se

réclamer d'une origine aristocratique dans le sens réel du mot.

Tout le monde savait quels étaient ces privilégiés : les Dagonet de Washington Square, qui descendaient d'une vieille famille anglaise alliée aux Fox; les Lanning, qui s'étaient entre-alliés avec les descendants du comte de Grasse, et les van der Luyden, descendants directs du premier gouverneur hollandais de New-York, et apparentés depuis plusieurs générations aux aristocraties française et anglaise.

Les Lanning n'étaient plus représentés que par deux vieilles demoiselles : heureuses parmi leurs souvenirs du passé, elles vivaient entourées de portraits de famille et de solides meubles en acajou du XVIIIe siècle. Les Dagonet formaient un clan considérable, allié aux familles les plus honorables de Baltimore et de Philadelphie; mais les van der Luyden, qui étaient au-dessus d'eux tous, disparaissaient dans une sorte de pénombre ultra-terrestre, d'où seules émergeaient les deux figures de Mr et de Mrs Henry van der Luyden.

Mrs Henry van der Luyden était née Louisa Dagonet. Sa mère avait été la petite-fille du colonel du Lac, d'une ancienne famille de l'île de Jersey. Après s'être battu sous Cornwallis, il s'était fixé, la guerre finie, dans le Maryland, avec sa jeune femme, lady Angelica Trevenna, cinquième fille du Earl de Saint-Austrey. Les liens de famille entre les Dagonet et les du Lac, et leurs aristocratiques parents gallois, étaient toujours restés étroits et cordiaux. Mr et Mrs van der Luyden avaient séjourné plus d'une fois chez le duc de Saint-Austrey, chef de la famille, dans sa propriété du pays de Galles, et le duc avait souvent manifesté l'intention de leur rendre leur visite, — sans la duchesse, qui redoutait la traversée.

Mr et Mrs van der Luyden partageaient leur temps entre Trevenna, leur terre dans le Maryland, et Skuytercliff, leur grand domaine sur l'Hudson. Ce domaine avait été accordé par le gouvernement hollandais au premier Gouverneur de la colonie, en récompense de ses services, et Mr van der Luyden portait encore le titre de « Patroon, » titre comprenant des droits seigneuriaux et qui avait été conféré par la compagnie de colonisation néerlandaise, vers le milieu du XVIIe siècle, aux premiers propriétaires sur l'Hudson. Le pompeux hôtel des van der Luyden dans Madison Avenue n'était que rarement habité, et ne s'ouvrait qu'aux intimes pendant leurs brèves apparitions à New-York.

— Je voudrais que tu m'accompagnes, Newland, lui dit tout à coup sa mère, au moment de monter dans le coupé « Brown. » Louisa a beaucoup d'affection pour toi : et puis, c'est à cause de May que je fais cette démarche. Si nous ne nous tenons pas entre nous, c'est l'effondrement de la société.

VII

Mrs Henry van der Luyden écouta en silence le récit de sa cousine.

Mrs van der Luyden était toujours silencieuse : mais on savait que, peu confiante par nature et par éducation, elle était néanmoins très bonne pour ceux auxquels elle était vraiment attachée. On avait beau être de ceux-là, on n'en sentait pas moins un froid descendre des hauts lambris blancs du salon de Madison Avenue, où les fauteuils de brocart n'étaient débarrassés de leurs housses que pour le passage des maîtres, tandis que le trumeau doré de la cheminée, et le magnifique cadre du portrait de Lady Angelica du Lac, par Gainsborough, restaient toujours voilés de gaze.

Le portrait de Mrs van der Luyden, en robe de velours noir garnie de point de Venise, faisait face à celui de la belle aïeule. Ce tableau, peint par Huntington, le peintre attitré de l'aristocratie new-yorkaise, passait pour « aussi beau qu'un Cabanel, » et, malgré vingt ans écoulés, il était toujours d'une ressemblance parfaite. Assise sous sa propre effigie, Mrs van der Luyden aurait pu passer pour la sœur jumelle de la jeune femme blonde légèrement appuyée sur un fauteuil doré devant un rideau de reps vert. Mrs van der Luyden continuait à porter du velours noir, garni de point de Venise, quand elle allait dans le monde, ou plutôt, — car elle ne dînait jamais en ville, — quand elle ouvrait ses salons. Ses cheveux blonds, qui formaient sur son front étroit une série de pointes lisses à moitié superposées, s'étaient décolorés sans grisonner, et le nez droit séparant ses pâles yeux trop rapprochés était seulement un peu plus pincé qu'au temps du portrait. Elle rappelait toujours à Newland Archer un de ces corps pris dans les glaciers, qui gardent miraculeusement les couleurs de la vie.

Comme toute sa famille, le jeune homme estimait beaucoup Mrs van der Luyden, mais il était plus intimidé par sa douceur

glaciale que par la mine renfrognée de certaines vieilles tantes de sa mère, vieilles filles acariâtres qui disaient toujours « non » par principe, avant de savoir de quoi il s'agissait.

L'attitude de Mrs van der Luyden ne révélait jamais rien sur sa manière de penser ; elle écoutait toujours avec bienveillance ; puis, ses lèvres minces esquissant un vague sourire, elle laissait tomber la phrase pour ainsi dire invariable : « Il faut que j'en parle avec mon mari. »

Le mari et la femme étaient si parfaitement semblables qu'Archer se demandait comment, après quarante ans d'intimité conjugale, ces deux êtres pouvaient se dissocier suffisamment pour être jamais d'un avis différent. Mais comme aucun d'eux ne prenait une décision sans la faire précéder de ce mystérieux conclave, Mrs Archer et son fils, ayant soumis leur cas, attendaient avec résignation l'énoncé de la phrase habituelle.

Cependant, contrairement à toutes les règles établies, Mrs van der Luyden les surprit en étendant sa longue main vers le cordon de sonnette.

— Je voudrais qu'Henry fût mis au courant de ce que vous venez de me dire, dit-elle. Puis elle ajouta gravement, s'adressant au valet de pied : — Si Mr van der Luyden a fini de lire son journal, priez-le de bien vouloir venir.

Elle prononça la phrase « lire son journal » sur le ton qu'aurait pris la femme d'un ministre pour dire que son mari présidait le Conseil. Ce n'était pas par arrogance qu'elle parlait ainsi, mais parce que dans son entourage on avait toujours attribué une importance rituelle au moindre geste de Mr van der Luyden.

Il était évident qu'elle considérait l'incident comme aussi grave que Mrs Archer. Cependant, craignant de s'être trop avancée, elle ajouta en souriant : — Henry est toujours heureux de vous voir, ma chère Adeline ; et il tiendra à féliciter Newland.

Les portes à deux vantaux se rouvrirent pour laisser paraître Mr van der Luyden. Grand, maigre, cinglé dans sa redingote gris fer, il avait le même nez droit que sa femme, les mêmes cheveux décolorés, la même expression d'amabilité glacée : seuls les yeux étaient gris pâles, au lieu d'être d'un bleu effacé.

Mr van der Luyden salua sa cousine avec affabilité, et félicita Newland dans des termes calqués sur ceux dont sa femme s'était servie. Puis, il s'installa dans un des fauteuils de brocart avec la simplicité d'un souverain régnant.

— Je venais de finir le *Times*, dit-il, en joignant ensemble l'extrémité de ses longs doigts. Lorsque je suis à New-York, mes matinées sont si chargées que je trouve plus commode de lire le journal après le déjeuner.

— C'est certainement une bonne habitude, approuva Mrs Archer. Mon oncle Egmont disait même qu'il trouvait moins excitant de ne lire les journaux du matin qu'après le dîner.

— Oui, mon cher père avait horreur de se presser. Mais nous vivons maintenant dans un mouvement vertigineux, dit Mr van der Luyden sur un ton mesuré, parcourant d'un regard satisfait le salon enlinceullé qui paraissait à Newland Archer une si parfaite image de l'existence de ses propriétaires.

—J'espère que vous aviez fini la lecture du journal, Henry? demanda sa femme avec une tendre sollicitude.

— Oui, oui, assura-t-il en souriant.

— Alors, je voudrais qu'Adeline vous dise...

— Oh! c'est une affaire qui concerne surtout Newland, dit Mrs Archer. Et elle recommença le récit de l'affront infligé à Mrs Mingott.

— Aussi, termina-t-elle, Augusta Mingott et Mary Welland ont jugé nécessaire, à cause surtout des fiançailles de Newland, que vous et Henry soyez informés.

— Ah! dit Mr van der Luyden.

Il y eut un long silence, pendant lequel le tic-tac de la pendule monumentale en bronze doré, placée sur la cheminée, résonna comme des coups de canon. Archer contemplait, avec le sentiment de leur majesté, ces deux silhouettes effacées, assises côte à côte dans une sorte de dignité royale, reste d'une autorité héréditaire. Le sort les obligeait à rester les arbitres sociaux de leur petit monde, la dernière cour d'appel du protocole mondain, alors qu'ils eussent préféré vivre dans la simplicité et la réclusion, entretenant leurs beaux jardins de Skuytercliff et faisant le soir des patiences.

Ce fut Mr van der Luyden qui rompit le silence.

— Vous croyez vraiment que toute cette histoire vient d'une intervention de Lawrence Lefferts? demanda-t-il, en s'adressant à Archer.

— J'en suis certain. Larry Lefferts s'est compromis encore un peu plus que d'habitude dernièrement... ma cousine Louisa

permettra que je m'explique. Il a eu une intrigue assez raide avec la femme du facteur de son village, et vous savez que chaque fois que la pauvre Gertrude commence à avoir des soupçons, et qu'il a peur d'un scandale, il suscite une histoire comme celle de la comtesse Olenska, pour affirmer qu'il a des principes. Il crie sur les toits que c'est une impertinence d'inviter sa femme à rencontrer une personne compromise : il se sert de la comtesse comme d'un paratonnerre. Je vous assure que ce n'est pas la première fois.

— Mon Dieu, les Lefferts! dit Mr van der Luyden avec un doux mépris.

— Les Lefferts! répéta, en écho, Mrs Archer. Que dirait mon oncle Egmont, s'il pouvait savoir que Lawrence Lefferts se permet de formuler une opinion sur la situation sociale de quelqu'un? Ça nous montre où nous allons!

— Espérons que nous n'y sommes pas encore! dit Mr van der Luyden d'une voix ferme.

— Ah! si seulement vous alliez plus souvent dans le monde, Louisa et vous! soupira Mrs Archer.

Instantanément elle eut conscience de sa bévue. Les van der Luyden étaient très sensibles à toute critique au sujet de leur existence retirée. Par nature timides et réservés, ayant peu de goût pour le rôle d'arbitres suprêmes du bon ton que la destinée leur avait dévolu, ils ne demandaient qu'à se cacher dans la sylvestre solitude de Skuytercliff, et c'était seulement par acquit de conscience qu'ils venaient parfois à New-York.

Newland Archer vint au secours de sa mère :

— Tout le monde sait ce que vous représentez, vous et ma cousine Louisa. C'est pourquoi Mrs Mingott a jugé qu'elle ne devait pas permettre qu'un tel affront fût infligé à la comtesse Olenska sans que vous en soyez avisés.

Mr et Mrs van der Luyden se concertèrent du regard.

— C'est le principe que je n'admets pas, dit Mr van der Luyden. Tant qu'une famille de notre milieu soutient un de ses membres, on doit considérer la question comme résolue.

— C'est mon avis, dit sa femme, comme si elle apportait une idée nouvelle.

— Je n'aurais jamais cru, continua Mr van der Luyden, que les choses en seraient arrivées là. — Il s'arrêta, regardant de nouveau sa femme. — Il me revient que la comtesse Olenska est

presque des nôtres, par le premier mariage de Medora Manson ; en tout cas, elle le deviendra par le mariage de Newland. — Il se retourna vers le jeune homme : — Avez-vous lu le *Times* de ce matin, Newland?

— Mais oui, mon cousin, répondit Newland, qui parcourait tous les matins une demi-douzaine de journaux en prenant son café.

Le mari et la femme se regardèrent encore. Leurs yeux pâles s'interrogèrent dans une consultation prolongée ; puis le visage de Mrs van der Luyden s'éclaira d'un léger sourire. Elle avait compris, et elle approuvait.

Mr van der Luyden se retourna vers Mrs Archer.

— Voulez-vous, chère Adeline, avoir la bonté de dire à Mrs Mingott que si la santé de Louisa lui permettait de dîner en ville, nous eussions été heureux de remplacer les Lefferts à son dîner? — Il s'arrêta pour laisser à cette ironie toute sa portée : — Comme vous le savez, cela est impossible. (Mrs Archer fit entendre un assentiment sympathique.) Mais Newland me dit qu'il a lu le *Times* de ce matin ; il sait donc, probablement, que le parent de Louisa, le duc de Saint-Austrey, arrive la semaine prochaine à New-York. Il vient pour engager son *sloop* dans les courses pour la Coupe Internationale l'été prochain, et aussi pour prendre part à une petite chasse aux canards à Trevenna. — Mr van der Luyden s'arrêta encore, puis continua avec une bienveillance croissante : — Avant de l'emmener à Trevenna, nous invitons quelques amis pour le rencontrer : un petit dîner suivi d'une réception. Je suis sûr que Louisa sera aussi heureuse que moi, si la comtesse Olenska veut bien venir dîner ce soir-là.

Il se leva, s'inclina devant sa cousine avec une affabilité cérémonieuse, et ajouta :

— Je crois que Louisa m'autorise à dire qu'elle ira porter elle-même l'invitation en sortant tout à l'heure, — avec nos cartes, bien entendu, avec nos cartes.

A ces mots, Mrs Archer sut comprendre que les grands chevaux bai-bruns qui ne devaient jamais attendre étaient déjà à la porte. Elle se leva, murmurant de hâtifs remerciements. Le regard de Mrs van der Luyden était celui d'Esther triomphante aux pieds d'Assuérus. Mais son mari leva la main avec un sourire.

— Vous n'avez pas de remerciements à m'adresser, chère Adeline. De pareilles choses ne doivent pas se passer à New-York, et ne se passeront pas tant que je pourrai les empêcher, prononça-t-il avec une mansuétude souveraine, en dirigeant ses cousins vers la porte.

Deux heures après, tout le monde savait que la grande barouche à huit ressorts dans laquelle Mrs van der Luyden prenait l'air en toutes saisons avait été vue à la porte de la vieille Mrs Mingott, chez laquelle des cartes et une lettre avaient été déposées. Et ce même soir, à l'Opéra, Mr Sillerton Jackson put certifier que la lettre contenait une invitation pour la comtesse Olenska au dîner que donnaient les van der Luyden, la semaine suivante, en l'honneur du duc de Saint-Austrey.

Dans la loge du cercle, quelques jeunes gens échangèrent un sourire à cette nouvelle, et jetèrent un coup d'œil malicieux du côté de Lawrence Lefferts, qui, nonchalamment assis sur le devant de la loge, tirait sa longue moustache blonde et dit avec autorité, quand la diva s'arrêta :

— Aucune autre que la Patti ne devrait se risquer dans *la Sonnambula*.

EDITH WHARTON.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

QUELQUES SCÈNES

DU

DRAME HELLÉNIQUE[1]

(Juin-Décembre 1916)

I. - LES JOURNÉES DE JUIN

I

L'étude qu'on va lire, relative aux événements qui se sont déroulés en Grèce pendant la Grande Guerre, n'a trait qu'à ceux de l'année 1916. Elle est même circonscrite entre le mois de juin où les Puissances alliées, lasses d'être bernées par le Gouvernement royal, commencent à montrer les dents, et le mois de décembre où, faute d'avoir énergiquement adopté en temps utile une politique ferme et persévérante, elles ont la douleur de voir nos marins tomber victimes d'un guet-apens odieux.

On peut suivre, durant cette période, la marche ascendante de l'hostilité du Roi des Hellènes contre les Puissances de l'Entente, les vœux qu'il forme en faveur de l'Allemagne, ses mensonges pour les dissimuler, sa tendance à l'absolutisme, sa volonté de se transformer en monarque de droit divin, sa haine contre M. Vénizélos qui lui a rappelé qu'il n'était qu'un Roi constitutionnel, haine entretenue par ses frères, par sa femme la reine Sophie, sœur de Guillaume II, par les

(1) *D'après des documents inédits, provenant de diverses sources.*

Copyright by Ernest Daudet, 1920.

dignitaires de sa cour, par son État-major et par les Ministres qu'il a hissés au pouvoir en violant scandaleusement les lois fondamentales du royaume et en portant atteinte à la liberté de ses sujets.

Dans la même période, nous pouvons saisir sur le vif les suites funestes de la crédulité des Puissances alliées, de leurs tergiversations, du décousu de leur politique en Grèce et des illusions qu'elles se sont faites, lorsqu'en dépit des avertissements de leurs représentants à Athènes, elles ont espéré qu'en usant de mansuétude, et se prêtant complaisamment à d'innombrables palabres avec les ministres grecs, elles rallieraient le Roi à leur cause. Elles oubliaient qu'il avait fait son éducation militaire chez les Allemands; elles oubliaient les circonstances de son mariage en octobre 1889 et l'adieu qu'en quittant Berlin au lendemain de ses noces, il adressait à la municipalité de cette ville : « Je me souviendrai toujours des jours heureux passés dans la capitale de l'Allemagne, lorsqu'il me fut permis de prendre part aux exercices de l'armée allemande. C'est alors que Dieu m'a accordé de pouvoir jeter les bases de ma future félicité domestique. La princesse et moi ne cesserons jamais de partager les joies comme les souffrances de la population berlinoise. » Elles oubliaient les incidents, bien significatifs cependant, qui avaient marqué ses visites à Berlin et à Paris après son avènement et le geste du Kaiser qui l'avait fait maréchal dans l'armée allemande.

Qu'à la lumière de tels souvenirs, elles aient pu croire à sa franchise, ce serait inexplicable, si leur longanimité et leur patience n'attestaient son habileté à manier le mensonge, son esprit de ruse, sa duplicité et surtout les influences plus ou moins mystérieuses qu'elles subissaient et qu'exerçaient sur elles les complices de Constantin et les ennemis de Vénizélos. Elles ont été ses dupes et il a pu se flatter « de les avoir roulées. » Mais il ne prévoyait pas alors qu'il paierait sa passagère victoire de la perte de son trône.

On ne saurait contester qu'à certaines heures sa politique ne fut pas ouvertement hostile à celle de l'Entente, comme par exemple lorsqu'elle s'inspirait du désir de ne pas compromettre les avantages qu'il devait à ses succès militaires sur les Bulgares en 1913 et au traité de Bucarest, qui en avait été le prix lucratif et glorieux. Tandis que Vénizélos, au contraire,

considérait qu'unique et providentielle était l'occasion qui s'offrait à la Grèce de réaliser ses aspirations nationales, qu'en conséquence, le Gouvernement royal devait renoncer à sa neutralité, se ranger aux côtés de l'Entente, déclarer la guerre à la Bulgarie, Constantin n'envisageait que les dangers de cette politique. « L'Asie-Mineure, objectait-il, c'est un capital en réserve. Laissons le soin de le réaliser à la génération qui nous suit et pour le conquérir hâtivement, ne nous exposons pas à des périls contre lesquels la neutralité nous protège. Conservons ce que nous avons et restons neutres. » Cette politique, les Puissances alliées l'avaient approuvée. Elles ne demandaient pas au Gouvernement royal de sortir de la neutralité; seulement, elles l'exigeaient sincère et loyale, ne voulaient pas qu'en favorisant les desseins de l'Allemagne, elle compromît la sécurité de notre armée d'Orient que Guillaume II se flattait d'écraser et de jeter à la mer. « Prends patience, écrivait-il plus tard à son beau-frère, et jusque-là conserve ton trône. »

Lorsque les Puissances commencent enfin à soupçonner que la politique de Constantin n'est qu'une politique d'attente qui cache les pires desseins, et regrettent peut-être d'avoir, — sous prétexte de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du royaume, — laissé le Roi méconnaître par deux fois la volonté des électeurs, lorsqu'elles constatent le développement imprimé en Grèce, avec la complicité de la Cour, à la propagande germanophile et à l'espionnage effréné des Allemands résidant à Athènes, elles comprennent la nécessité de mettre un terme à cette situation. Elles s'étaient résignées à ne pas exiger du Gouvernement royal l'exécution de ses engagements envers la Serbie. Renonçant à le contraindre à porter secours aux Serbes, attaqués par les Bulgares, elles s'étaient substituées à lui pour fournir ce secours, en envoyant en Orient un corps expéditionnaire. Mais lorsqu'au mois de mai, elles apprennent qu'il a livré à ces mêmes Bulgares le fort de Rupel, commandant le défilé de Démir Hassar, les munitions et les armes qui s'y trouvaient, trahison envers la patrie, qui se renouvellera au mois d'août sur le port de Cavalla, elles s'inquiètent enfin du double jeu que joue Constantin. La France, l'Angleterre et la Russie se décident alors à lui donner, sans plus tarder, un avertissement salutaire. Il se traduira, le 21 juin, sous la forme d'une note collective, qui aura le caractère d'un ultimatum.

Elles entendaient obtenir de lui par la menace ce qu'elles n'avaient pu obtenir par la persuasion. Elles espéraient que leur alliée, l'Italie, fidèle à ses engagements, se solidariserait avec elles. L'Italie, n'étant pas puissance garante, ne devait pas signer l'ultimatum qu'elles se proposaient d'adresser à la Grèce; elle n'interviendrait, — cet ultimatum une fois signifié, — qu'en qualité d'alliée s'associant à elles pour exiger la réparation des griefs qui leur étaient communs.

Avant de lever le rideau sur les événements dont nous avons entrepris le récit, nous devons présenter à qui nous lit les acteurs qui y tinrent un rôle et, dans la mesure du possible, donner une idée de leur personnalité, en commençant par le groupe ennemi. En histoire, il n'est pas de meilleure méthode ni qui éclaire mieux le théâtre et les scènes qui vont s'y succéder. Le ministère hellène était alors présidé par M. Skouloudis, successeur de M. Vénizélos après un court ministère Zaïmis, alors que Vénizélos, au lieu de tenir tête aux prétentions de Constantin, avait donné sa démission pour ne pas ébranler le prestige de la dynastie. Les deux têtes du cabinet Skouloudis sont le général Dousmanis, chef de l'État-major, et le ministre de l'Intérieur Gounaris, petit avocat de province, devenu tout-puissant et millionnaire, germanophile ardent, ennemi juré de Vénizélos. Celui-ci ne compte que des adversaires parmi ces artisans de trahison, à l'exception du ministre de la Marine, l'amiral Coundouriotis, resté fidèle à l'illustre homme d'État auquel il devait donner ultérieurement des preuves de sa fidélité. La faction Skouloudis se divise en deux groupes : l'un, occulte, qui décide de tout; l'autre, qui n'est qu'une façade et qu'en lui imposant les décisions du premier, on laisse dans l'ignorance des raisons et des causes qui les ont suggérées.

M. Skouloudis, maintenant octogénaire, avait quitté son pays étant encore jeune pour aller chercher la fortune à l'étranger. C'est en Angleterre et dans le commerce qu'il l'avait trouvée. L'ayant réalisée, il était rentré dans sa patrie pour y mener l'existence dorée que lui assurait sa richesse. Grâce à elle, il était devenu le familier de la Cour. Il avait dû à cette circonstance d'être ministre une première fois en 1897, et c'est ainsi qu'après la disgrâce de M. Vénizélos, le roi Constantin avait fait appel à ses services. Il a la réputation d'un grand comédien, particulièrement habile à entraîner ses contradic-

teurs dans des pièges, à force de mensonges, d'échappatoires, et de ruses. Malgré ses quatre-vingts ans, il jouit d'une santé robuste; mais lorsque dans une discussion, il est réduit, par son interlocuteur, à l'impossibilité de le rallier à son opinion, il feint une défaillance subite. Il se renverse dans son fauteuil en portant la main à son cœur et en murmurant : « Cette maladie de cœur me tuera avant qu'il soit longtemps; je suis à bout de forces. » Ceux qui le connaissent savent que sa mémoire est implacable; il s'en est souvent flatté : il n'en gémira pas moins de n'avoir plus de mémoire. Mais cette comédie ne le mettra pas à l'abri du coup que lui portera l'attitude plus exigeante de l'Entente; elle l'acculera à la démission.

Son futur successeur, M. Zaïmis, gouverneur de la Banque nationale, qui a été déjà ministre, rôde dès ce moment autour du cabinet menacé, non qu'il ambitionne de nouveau le pouvoir, mais parce qu'il n'ignore pas qu'en cas de crise ministérielle, c'est lui que le Roi appellera, ainsi qu'il l'a déjà fait à plusieurs reprises; il l'enverra chercher à la Banque, pour lui confier la direction des affaires pendant les heures difficiles. M. Zaïmis est le terre-neuve du gouvernement grec. Un danger se montre-t-il sur l'horizon, on le convoque; le danger passé, on le renvoie. Ce n'est pas un méchant homme; il laisse l'impression qu'il est inconscient, mais de bonne foi. C'est ainsi que le jugera M. Jonnart, envoyé en 1917 à Athènes comme haut-commissaire de la République, pour exiger l'abdication de Constantin. Il l'emploiera à porter au Roi cette exigence, et M. Zaïmis s'acquittera résolument de cette mission délicate, quoique la mort dans le cœur.

A côté de ces personnages, il en est d'autres, des Grecs, qui ont été au pouvoir et brûlent d'y revenir pour servir l'Allemagne et détruire à jamais l'influence du « paria » Vénizélos; ils sont légion. Il y a aussi des étrangers comme le baron Schenk, agent des usines Krupp, comme Hoffmann, organisateur de l'espionnage allemand, qui évoluent ainsi que des ombres plus ou moins dissimulées sur le théâtre suggestif qu'est la cour d'Athènes. Ils sont trop pour être tous désignés ici.

Mais il en est un duquel on peut dire qu'en lui se résument les autres : c'est le diplomate Streit, homme sans conscience, bon à tout, prêt à tout. Il a détenu le portefeuille des Affaires étrangères sous le monarque défunt et sous Constantin. Ayant

dû résigner ses fonctions, il est resté dans la coulisse comme l'agent le plus actif du Roi, son conseiller le plus pernicieux, comme son âme damnée. Sa haine contre M. Vénizélos se traduit par les propos calomnieux et mensongers qu'elle lui inspire quand il parle de lui. Pour convaincre ses visiteurs du bien fondé de ses accusations, il leur présente des documents falsifiés, il invente des histoires et, comme le constate l'un d'eux, il leur donne neuf dixièmes de la vérité avec une si légère addition de fausseté qu'elle peut facilement passer avec le reste (1). Cette attitude a fait de lui le confident de la Reine, dont les sentiments sont conformes aux siens.

Nous aurions voulu ne pas prononcer le nom de cette princesse, mais elle a été fatale à la Grèce, pour qui elle n'avait que mépris, et quand une femme assume dans l'Histoire un rôle égal au sien, l'Histoire ne peut ne pas parler d'elle. Elle s'est condamnée elle-même à figurer en marge des événements auxquels elle a participé.

Etant Allemande et appartenant à la maison de Hohenzollern, il serait injuste de lui reprocher d'avoir souhaité la victoire de sa patrie de naissance et la défaite des Gouvernements de l'Entente, quoique, en se mariant, elle eût cessé d'être princesse allemande et qu'il eût été de son devoir de n'être plus que reine de Grèce. La reine Élisabeth, duchesse en Bavière, lui donnait un admirable exemple en brisant, dès le début de la guerre, les liens qui l'attachaient à l'Allemagne et en déclarant qu'elle n'était plus que reine des Belges. Dans la bouche de Sophie une telle déclaration n'eût pas été sincère; mais on pouvait attendre d'elle qu'elle ne traitât pas en ennemie cette France qui, de temps immémorial, avait soutenu et défendu la Grèce, l'avait aidée à conquérir son indépendance, à réparer ses malheurs, et créé en sa faveur par toute l'Europe une atmosphère de sympathie.

Dans les événements dont nous évoquons le souvenir, la femme de Constantin se distingue par une haine farouche contre M. Vénizélos et par conséquent contre ceux qui le soutiennent. Peut-être pourrait-on le lui pardonner, si cette haine n'eût atteint que lui. Mais la Reine qui n'aima jamais la France, n'avait pas attendu la guerre pour le laisser voir. En 1913, au cours des luttes balkaniques, organisant à Athènes une ambu-

(1) Voir le livre : *Les Intrigues germaniques en Grèce*, par Mrs Kennett Brown, traduit de l'anglais, page 57. Paris, Plon-Nourrit et Cie.

lance, elle refusait les infirmières françaises dont les services lui étaient offerts, en disant : « Rien de bon ne peut venir de ce pays-là. » Mêmes sentiments pour les officiers de la mission du général Eydoux.

Entre d'innombrables faits révélateurs de ses dispositions malveillantes pour la France, nous n'en trouvons qu'un qui fasse exception. Il se produisit après les tragiques journées de décembre. Le corps diplomatique allié et nos nationaux avaient quitté Athènes et s'étaient retirés sur les bâtiments de la flotte. Dans une ambulance de la capitale, était resté un soldat français, trop grièvement blessé pour être évacué avec ses compatriotes. Tant qu'il fut retenu à l'ambulance, la Reine affecta d'aller le voir tous les jours, l'entourant de soins. Sa sollicitude était-elle sincère ou n'était-ce qu'une comédie?... C'est le secret de sa conscience. Quant à nous, en nous rappelant que dans toute accusation où existent des doutes, ils doivent profiter à l'accusé, nous ne voulons pas croire qu'en cette circonstance, elle ne cherchait qu'un argument de défense pour le cas où elle aurait à répondre de son attitude antérieure envers les soldats alliés; nous admettrons volontiers qu'elle a obéi malgré tout à un entrainement généreux qui ne saurait étonner dans une âme féminine.

A la juger d'après l'éducation qu'elle avait reçue et d'après les enseignements de sa mère, née princesse d'Angleterre, on aurait pu croire qu'elle était plus Anglaise qu'Allemande; mais après que son mari fut devenu Roi, elle se révéla plus Allemande qu'Anglaise. Les dépêches qu'elle envoya à son frère Guillame II en 1916 et qui ont été publiées depuis, ont démontré qu'elle n'écoutait que la voix du sang des Hohenzollern. Exerçant sur son mari une influence décisive, elle a été son mauvais génie et c'est elle qui a précipité sa chute.

Après avoir parlé de la Reine, il nous faut parler du Roi; mais nous le ferons brièvement, l'ayant déjà suffisamment montré, au début de cette étude, pour le faire connaitre, et la suite des événements devant ajouter à cette ébauche les traits définitifs qu'exige un portrait pour être ressemblant. Un éminent diplomate français disait de lui qu'il était « borné, vaniteux, entêté et populaire. » Rien de plus vrai. On y peut ajouter qu'admirateur de la force brutale, son rêve était de voir reconstituer une Europe allemande à l'image de l'Empire romain,

avec des monarchies locales surveillées par des proconsuls. Il voulait être roi absolu, sous les ordres du ministre d'Allemagne, représentant du kaiser transformé en empereur d'Europe à la façon des Césars.

Ennemi de tout ce qui pouvait limiter son pouvoir personnel, on le voit à certaines heures ne s'intéresser qu'à ce qui le touche de près et abandonner à ses conseillers ordinaires, Streit, Stratos, Dousmanis et autres, le soin de s'occuper des détails. Il se cramponne désespérément au germanisme, qui flatte ses sentiments autoritaires, sans être assez intelligent, pour comprendre que toutes les promesses faites par son beau-frère ne sont que chiffons de papier. Ses victoires de 1913 avaient été visiblement le résultat de l'instruction technique donnée à ses armées par des officiers français, mais son orgueil démesuré lui faisait croire qu'il ne les devait qu'à son génie militaire. Il se tenait pour le premier stratège de l'Europe et volontiers il se comparait à Napoléon, en se mettant toutefois bien au-dessus. C'est à croire que son bâton de maréchal prussien lui avait totalement tourné la tête.

Son entourage allemand l'entretenait soigneusement dans ces idées, ce qui était le plus sûr moyen de se faire bien venir de lui. Un soir, au théâtre du Phalère, on joua une pièce dans laquelle tous les plus illustres capitaines de l'Histoire, y compris Napoléon, s'effaçaient devant le génie de Constantin. Le grand Empereur avouait lui-même la supériorité de celui-ci. Comme un Français, présent à cette représentation, faisait remarquer à une dame d'honneur de la Reine tout ce qu'il y avait de ridicule dans le rôle prêté à Napoléon, celle-ci lui répondit froidement : « Chacun a le sien. »

II

En opposition à ce groupe de complices de l'Allemagne, il nous faut maintenant introduire sur la scène le haut personnel diplomatique représentant, à Athènes, les gouvernements alliés. Pendant les journées de juin, il a toujours marché la main dans la main, chacun de ses membres se considérant comme solidaire des autres. Si, parfois, il existe entre eux des divergences dues aux ordres de leur gouvernement ou à leur conviction personnelle, elles sont cordialement aplanies en commun avec le souci de n'en rien laisser paraître au dehors.

Voici d'abord le doyen du corps diplomatique, le ministre d'Angleterre, sir Francis Elliot. Ses cheveux blancs révéleraient qu'il sera bientôt un vieillard, si sa figure et ses allures résolues n'attestaient qu'il a encore échappé aux atteintes de l'âge. Il réside depuis quinze ans à Athènes. Le gouvernement du Roi défunt lui est redevable de nombreux services. Personnellement, il est partisan des solutions pacifiques. Lorsqu'il s'associe à des mesures coercitives dont il comprend la nécessité, il s'efforce de les modérer. La vivacité de ses mouvements et son énergie sont proverbiales. On le verra, pendant les journées de décembre, lorsque sa légation est menacée par une poignée de réservistes, s'élancer au-devant d'eux, sans autre arme que son parapluie, le brandir comme une épée et, par la violence hautaine et dédaigneuse de sa parole et de ses gestes, obliger ces bandits à s'éloigner.

Le ministre de France, M. Jean Guillemin, occupe dans le corps diplomatique la place la plus en vue. C'est même le seul qui sache exactement ce qu'il veut, le seul qui le dise, et le répète avec une persistance énergique. Au cours d'une longue carrière, ayant rempli dans les bureaux du Quai d'Orsay les fonctions les plus délicates, ayant été successivement secrétaire, puis conseiller d'ambassade à Constantinople, à Saint-Pétersbourg et à Vienne, il doit à son passé le poste qu'il occupe. On ne saurait lui contester ni l'expérience, ni l'esprit de résolution et d'initiative; ils caractérisent ses actes. Il y joint la prudence avec la constante préoccupation de ne rien faire qu'après s'être assuré de l'approbation de son gouvernement. Il gémira souvent des refus ou des silences qu'on oppose à ses propositions; il soupçonne avec raison, — et maintes fois il en a la preuve, — que des relations sont engagées en dehors de lui avec des personnalités sans caractère diplomatique. Mais de ce qu'il pense il ne laisse rien paraître, si ce n'est pour protester à l'occasion contre les mesures qu'il désapprouve et pour lesquelles il n'a pas été consulté. Malgré les entraves qu'il rencontre fréquemment sur son chemin, il n'exerce pas moins sur ses collègues un ascendant qui permet de dire de lui qu'il a été souvent l'inspirateur de leurs décisions communes.

Le prince Demidoff représente la Russie. Possesseur d'une immense fortune, lettré délicat, poussant jusqu'au raffinement les habitudes de luxe et d'élégance, il entretient avec la famille

royale les rapports les plus confiants. Princes, princesses, le Roi lui-même, sont les habitués de sa légation. Il les y reçoit, les y fête, et c'est sur le pied de la plus cordiale intimité qu'il est reçu dans leurs palais, grâce aux liens de parenté qui existent entre la famille royale de Grèce et la famille impériale de Russie. Cette intimité n'est pas secrète, nul ne l'ignore, et elle a eu pour conséquence, à diverses reprises, de faire douter de la fidélité du prince Demidoff à l'Entente. Mais jamais il n'a cessé d'être solidaire de ses collègues. Il a pu regretter parfois leurs décisions, nous ne le voyons jamais refuser de s'y associer.

A côté de ces personnages, et quoiqu'il ne vienne pas au premier rang, — l'Italie n'étant pas puissance garante, — il faut mentionner le comte Bosdari, représentant le gouvernement de Rome. C'est un diplomate de carrière et un érudit dont on peut rappeler les conférences sur Dante. Quoique avant la guerre son gouvernement ait figuré dans la Triple Alliance et qu'on se plaise à dire qu'il a nourri, au temps de Crispi, des sentiments hostiles à la France, on le trouvera le plus souvent, dans les circonstances graves; à côté de ses collègues.

Nous n'aurions plus rien à signaler dans le groupe diplomatique ententiste, s'il ne convenait d'y réserver une place aux attachés militaires de la Légation de France et à son attaché naval. Les attachés militaires ont été, tour à tour, le colonel Braquet, qui était à Athènes au début de la guerre, et plus tard le général Bousquier. A cette époque, il n'y avait pas encore d'attaché naval français dans cette capitale, C'était une lacune qui fut comblée au mois de décembre 1915, à la demande de M. Guillemin. Le Ministre de la Marine désigna pour ce poste le commandant de Roquefeuil, capitaine de frégate, qui fut, au cours de sa mission, nommé capitaine de vaisseau. Autrefois, il avait fait partie avec les futurs amiraux Lacaze et Daveluy, de l'état-major de l'amiral Germinet quand celui-ci commandait les forces navales de la Méditerranée. Cet officier général le tenait en haute estime. Nommé attaché naval à la légation de France à Athènes, un jeune officier, l'enseigne de Béarn, lui fut adjoint. Le Ministre de France déplorait, à cette époque, qu'il n'existât pas à Athènes un service de renseignements analogue à celui qu'avait créé la Légation britannique, après en avoir prévenu la police grecque dont parfois il demandait le concours. Des entretiens du nouvel attaché naval avec le Ministre de France résulta la

preuve qu'il était de toute nécessité que la Légation Française possédât, elle aussi, un service de renseignements, qui serait secret et placé directement sous l'autorité du Ministre de la Marine. Les choses s'organisèrent ainsi, d'accord avec le service anglais. L'attaché naval s'était installé personnellement à l'École Française d'Athènes, mais il installa le service des renseignements dans les locaux où résidait déjà le service anglais. Dès ce jour, les deux services fonctionnèrent en restant indépendants l'un de l'autre, mais en échangeant quotidiennement leurs communications et leurs informations. Notre Gouvernement avait approuvé, bien entendu, cette organisation et nous eûmes ainsi une entreprise ignorée de contre-espionnage.

Un peu plus tard, par la force des choses, le service français étendra son action, d'abord dans toutes les villes de la Grèce où il trouvera comme correspondants nos consuls et des officiers détachés de l'armée du général Sarrail, lequel a saisi dès le premier moment les avantages de la création nouvelle, notamment en ce qui touche la recherche des sous-marins ennemis, la destination des pétroles qui entrent en Grèce en contrebande, la surveillance des suspects comme celle des télégrammes dont il est utile de constater l'envoi, même lorsqu'ils sont chiffrés, et de connaître le destinataire. Rectifions, à propos du général Sarrail, une rumeur qui a couru pendant la guerre et de laquelle il résulterait qu'à diverses reprises des malentendus s'étaient élevés entre lui et le Ministre de France. Elle était calomnieuse et il est juste de le constater; des deux côtés les rapports n'ont jamais cessé d'être courtois et confiants. Nous pouvons même citer ce propos du Commandant en Chef de l'Armée d'Orient et qui lui fait honneur : « Entre le Ministre de France et moi, disait-il, il n'y a jamais eu de malentendu ; il n'y en aura jamais et il ne peut y en avoir puisque nous servons la même cause. »

A peine est-il besoin de rappeler que, d'après un usage immémorial et d'après les règlements en vigueur dans toutes les ambassades et légations, l'attaché militaire correspond directement avec le Ministre de la Guerre, de qui il dépend, et l'attaché naval avec le Ministre de la Marine, à la seule condition de faire passer leurs rapports par les mains du chef de l'ambassade ou de la légation auprès duquel ils résident. Ces rapports sont envoyés par celui-ci au Ministre des Affaires étran-

gères qui, après en avoir pris connaissance, les transmet à qui de droit. C'est par erreur qu'il a été dit que des dérogations à ces usages avaient été commises. Comme attaché naval le commandant de Roquefeuil a toujours communiqué au Ministre de France les télégrammes et les lettres qu'il envoyait au Ministre de la Marine.

Ce qu'a été la tâche de notre attaché naval et du service des renseignements dont les chefs relevaient de lui et lui rendaient compte quotidiennement de leurs opérations, on ne peut l'apprécier qu'en en montrant les résultats et qu'en lisant les minutes de la volumineuse correspondance de l'un et les milliers de dossiers que l'autre avait constitués contre les espions. On est alors obligé de reconnaître l'efficacité de son concours et, qu'en somme, ses prédictions et avertissements se sont ultérieurement réalisés, aussi bien au début que lorsque plus tard le service devint interallié. Mais il a fallu les péripéties des affaires de Grèce pour démontrer le caractère prophétique de quelques-uns des avis qui émanaient de cette source.

Pour en fournir un exemple, il me suffira de détacher l'extrait suivant d'un rapport écrit à la veille du jour où les Puissances garantes allaient se décider à signifier leurs exigences au Gouvernement royal, sous la forme d'une note collective. On verra par ce tableau de la situation de la Grèce à ce moment, telle que l'avaient faite leur crédulité et leur patience, combien la démarche qu'elles projetaient était urgente et justifiée.

La situation actuelle peut se définir ainsi : un Roi complètement acquis à nos ennemis, trop peu intelligent et trop obstiné pour comprendre ses intérêts véritables et ceux de son pays ; une minorité d'officiers et de politiciens attachés à son char, soit par la faveur, soit par les libéralités germaniques, payant son maintien au pouvoir par des procédés renouvelés du passé et en usant contre nous par tous les moyens, surtout les plus sournois ; une opposition décapitée ; un peuple encore en très grande majorité francophile et anti-gouvernemental ; il l'a prouvé par deux fois aux élections de 1915, mais craintif, inerte, incapable de passer du sentiment à l'action ; au-dessus de tout et dominant tout, la peur. Le Roi a peur de sa femme, de son beau-frère Guillaume ; il a peur de la guerre, de Vénizélos, des complots et de la révolution. La faction gouvernementale a peur de déplaire au Roi et aux Allemands qui la font vivre ; elle a peur de Vénizélos, des réfugiés d'Asie-Mineure, des complots, de la révolu-

tion, de l'armée, des électeurs. L'opposition a peur du gouvernement et de la police; elle se défie d'elle-même et a peur de violer la constitution dont ses adversaires ont cependant laissé bien peu de chose debout. Le peuple a peur de tout : du Roi, de l'État-major, de la police, des Allemands, de la guerre, de Vénizélos, de la révolution, de la famine, de la misère. Il manque ici un contrepoids : la peur des Alliés. Il ne serait pas très difficile de le faire intervenir souverainement pour rallier tout le reste.

La situation financière et économique est très mauvaise, les finances sont ruinées par la mobilisation et le gaspillage; il n'est plus question d'emprunts extérieurs et on ne parle plus de l'emprunt intérieur qui devait être émis sur le papier pour consolider une partie de la dette flottante. Les armateurs, les gros contrebandiers, les hôteliers d'Athènes ont fait fortune; mais les provinces sont dans la misère. Le prix de la vie augmente d'autant plus vite que les personnages au pouvoir spéculent sur la rareté des denrées pour réaliser des bénéfices scandaleux. Les pays qu'occupent les Alliés jouissent d'une prospérité relative, grâce aux sommes considérables dépensées par l'armée d'Orient. Ces pays excitent la jalousie des autres, qui déplorent de ne pas avoir la même occasion de bénéfices et se plaignent qu'il n'a pas été fait de débarquement chez eux.

Quant à la situation militaire, elle ne peut se comparer qu'à celle qui a précédé la campagne désastreuse de 1897. L'armée a oublié les enseignements de la mission française qui l'a menée à la victoire; elle est entièrement livrée aux fantaisies de l'État-major, politiciens et antimilitaires, prenant toutes ses inspirations à la légation d'Allemagne. Les réservistes, mal nourris, mal payés, habillés de guenilles, mécontents d'une mobilisation inutile de huit mois, quittent leurs corps par milliers. Pour ne pas les qualifier de déserteurs, le ministre de la Guerre leur accorde ensuite des congés. L'armée n'a plus d'approvisionnements, peu de fusils et de munitions, peu de matériel; les attelages réquisitionnés ont subi une mortalité effroyable, le mécontentement et l'indiscipline sont partout.

Seuls sont satisfaits ceux qui approchent le soleil d'assez près pour espérer en tirer honneurs et profits, et ceux que la faveur gouvernementale a embusqués aux sinécures plus politiques que militaires de l'Allemagne.

Par quels moyens remédier à cette situation?... C'est d'autant plus simple que la Grèce se trouve économiquement à la merci des Puissances, et qu'il n'y a pas besoin d'un grand déploiement de forces militaires et navales. Il faut donc avant tout faire sentir une volonté ferme, refuser toutes discussions et mettre le pays dans une situation telle qu'il ne puisse s'en tirer qu'en implorant notre clémence.

On peut classer comme suit les mesures à prendre à distance, et sans immobiliser pour en assumer l'exécution nos forces militaires et navales : les mesures militaires, blocus étroit des ports, débarquement, ne sont pas nécessaires ; il suffirait de faire sentir que nous serons prêts à les prendre ; traiter le gouvernement en quantité négligeable, ne lui fournir aucune explication et attendre ; se refuser à toutes les compromissions qu'on tenterait pour arriver à une demi-solution qui permettrait de nous tromper encore. Quand la situation serait sans issue et que notre volonté serait bien établie de nous débarrasser des éléments hostiles, il serait temps de poser nos conditions. Elles devraient être nettes, précises et n'admettre aucun tempérament ; laisser entendre que les mesures de rigueur continueront tant que nous n'aurons pas reçu satisfaction. Ces conditions devraient être : la déposition du gouvernement, la dissolution de la Chambre et convocation immédiate des électeurs, ou, ce qui vaudrait mieux, convocation de la Chambre illégalement dissoute, démission de l'État-major, renvoi de certains fonctionnaires, leur remplacement par des hommes qui aient notre agrément, à commencer par les chefs de la police ; enfin, contrôle de cette police et expulsion de certains agents ennemis. Si la question prend une allure dynastique, témoigner la plus parfaite indifférence et rappeler au besoin la formule : se soumettre ou se démettre. Et il est certain qu'on se soumettra.

III

Le 7 juin, les ministres alliés délibéraient sur les mesures à prendre, afin de mettre un terme aux intrigues helléniques. Les trois représentants des Puissances garantes étaient déjà d'accord, mais ils devaient consulter leurs gouvernements. Aucune opposition sérieuse n'était à prévoir de la part de l'Italie qui n'aurait pu d'ailleurs entraver dans cette circonstance l'action commune des trois Puissances garantes. M. Vénizélos, consulté officieusement, admettait l'emploi éventuel de la force, mais il insistait pour qu'on évitât d'attaquer la personne royale et que seul fût mis en cause le cabinet Skouloudis. Il déclarait en outre qu'une fois l'opération commencée, il fallait aller jusqu'au bout et que si dès maintenant on n'y était pas décidé, mieux valait ne rien entreprendre.

A Paris, les décisions du Président du Conseil, M. Briand, étaient prises et contrastaient heureusement avec ses hésitations antérieures. Il avait approuvé les propositions de notre représentant à Athènes. De son côté, le prince Demidoff demandait

les ordres du gouvernement impérial, mais il ne doutait pas de son adhésion aux mesures qui seraient adoptées; il avait même suggéré l'idée d'exiger de la Grèce l'expulsion des ennemis de l'Entente; mais M. Vénizélos avait conseillé d'attendre avant d'en arriver là et le projet avait été ajourné.

La seule difficulté qui restât à résoudre à la date du 7 juin provenait de l'attitude de Sir Edward Grey. Le ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement britannique hésitait à approuver les propositions de Sir Francis Elliott dont l'accord avec ses collègues de France et de Russie était absolu. Dans l'espoir de vaincre sa résistance, M. Briand avait invité notre ambassadeur en Angleterre, M. Paul Cambon, à presser sir Edward Grey de donner son consentement. Du reste, lui-même allait partir le lendemain pour Londres où devait se tenir une conférence interalliée et il se proposait d'agir dans le même sens auprès de son collègue anglais. Bientôt il rentrait à Paris avec la certitude que son intervention et les démarches de M. Paul Cambon auraient raison de la résistance de sir Edward Grey. Ses pressentiments ne le trompaient pas. Le 15 juin, tout était réglé entre les trois Puissances garantes. A Paris, le conseil des ministres avait délibéré et approuvé à l'unanimité les mesures sur lesquelles les représentants de l'Entente à Athènes s'étaient accordés. Ils restaient libres de formuler la note à remettre au gouvernement grec.

Tandis qu'ils se préparaient à mettre le gouvernement royal en demeure de secouer le joug du parti germanophile, celui-ci, — laissé dans l'ignorance de leurs projets, — profitait de leur inaction pour se laisser aller contre elles à toutes les insultes, à toutes les violences, à tous les outrages, avec la complicité des réservistes dont l'audace ne connaissait plus de bornes. Elle se manifesta en des conditions révoltantes dans les journées des 11 et 12 juin. Voici, d'après le récit d'un témoin, le spectacle que présenta la capitale grecque.

Le 11 était un dimanche et les Athéniens, en grand nombre, avaient passé au Phalère, sur le bord de la mer, cette journée fériée. A leur retour, c'est-à-dire au déclin du jour, ils eurent la désagréable surprise de se voir barrer le chemin par des agents de la sûreté qu'appuyaient des détachements de soldats à qui ordre avait été donné de tirer sur les automobiles qui tenteraient de forcer le barrage. Revolver au poing, ils fouillaient

toutes les voitures indistinctement et interrogeaient les occupants. Des membres de la Légation de France furent soumis à ce traitement sans respect pour leur immunité diplomatique.

Le lendemain, lundi, les journaux germanophiles annonçaient qu'on avait découvert les auteurs d'un attentat commis précédemment contre la Légation de Bulgarie. Il s'agissait d'une bombe inoffensive trouvée devant cette Légation et qui avait été vraisemblablement déposée soit par la police grecque, soit par le ministre Bulgare lui-même. Les journaux ayant insinué qu'un employé inférieur de la Légation britannique était gravement compromis dans cette affaire, Sir Francis Elliott qui n'était pas homme à tolérer une telle accusation contre un de ses subordonnés envoya sur-le-champ au Président du Conseil une lettre officielle ; il l'avertissait qu'à la première tentative pour impliquer dans ce prétendu complot un membre de sa Légation, il télégraphierait à l'amiral anglais d'envoyer des bâtiments de guerre au Phalère. Son employé ne fut pas inquiété.

Dans la soirée du même jour, grande réunion « du peuple d'Athènes et du Pirée » dans la plus vaste salle de la Faculté de Droit, pour protester contre les actes des Puissances alliées. Le doyen de la Faculté avait très sagement refusé d'accorder l'hospitalité à cette manifestation, mais sur l'ordre formel du ministre de l'Instruction publique, il dut revenir sur son refus et ouvrir la salle à une cinquantaine de personnages louches appartenant pour la plupart à la police. Au nom du peuple d'Athènes et du Pirée, ils dénoncèrent les actes commis contre l'État hellénique, « à tous les peuples libéraux de la terre, à leurs Parlements, aux gouvernements des États neutres, à la presse universelle, à l'opinion publique du monde entier ainsi qu'au Président de la République des États-Unis. »

Dans la même journée avait lieu à l'amphithéâtre du Stade une fête patriotique et militaire dont le Roi était le héros. Un chœur de six cents soldats chanta des hymnes enflammés : « A la frontière, à la frontière, qu'élargira l'invincible épée de Constantin. » Cette solennité avait été d'abord fixée au dimanche précédent, mais on venait d'apprendre l'occupation du fort de Rupel par les Bulgares et on avait jugé qu'une manifestation patriotique serait inopportune au lendemain de cet événement, d'où remise à huitaine.

La famille royale était présente et la foule, dans laquelle

étaient disséminés les mouchards de la police germanophile et les manifestants à ses gages, acclamait frénétiquement le souverain. Après son départ, ce fut au tour des ministres d'être applaudis. Dans ce tumulte, un cri de protestation se fit entendre : « Ils sont tous payés par Schenk. » C'était un étudiant qui avait poussé ce cri. Houspillé par les braillards, il fut entraîné dehors par la police et frappé de coups de plat de sabre par un officier.

A l'issue du spectacle, les manifestants, ouvertement protégés par les gendarmes, allèrent briser les vitres et les lampes électriques des bureaux de la presse vénizéliste, poussant des cris de mort et tirant des coups de revolver contre les rédacteurs, barricadés en hâte dans leurs bureaux. La maison de M. Vénizélos fut l'objet des mêmes actes d'hostilité. Pour finir, ils allèrent défiler devant la Légation d'Angleterre et la Légation de France en criant : « A bas l'Entente, vive Gounaris! »

A la même heure, on donnait, sur un théâtre populaire, la première représentation d'une revue subventionnée par le baron Schenk où officiers et soldats français, en uniforme, paraissaient sur la scène pour y jouer le rôle de voleurs et de lâches. Une femme représentant Verdun tremblait de peur devant un gros canon allemand. Pour mettre un terme à ce scandale, le ministre de France fit savoir au gouvernement grec que, si ce spectacle n'était pas immédiatement supprimé et si l'uniforme français paraissait encore sur un théâtre, il exigerait une réparation exemplaire. A la fin de cette journée d'outrages, on pouvait lire dans la presse libérale : « Les libéraux, amis de l'Entente, sont à la fois contents et consternés; contents parce qu'ils attendent du dehors la protection nécessaire, consternés parce que cette protection tarde à venir et que l'insolence des énergumènes augmente chaque jour. »

Ces incidents constituaient une preuve nouvelle de la perfidie du gouvernement grec, de ses dispositions haineuses contre l'Entente, du caractère déloyal de sa prétendue neutralité et ne pouvaient qu'encourager les Puissances alliées à exécuter sans retard le plan définitif dont elles achevaient l'étude.

Il importait maintenant de mettre le gouvernement grec hors d'état de se dérober de nouveau et ce résultat ne pouvait être obtenu qu'autant que les Alliés se montreraient résolus à user de la force, s'ils y étaient contraints. Il fut donc convenu,

après de laborieuses négociations, que le jour et à l'heure où la note devrait être remise au gouvernement royal, une force navale alliée apparaîtrait dans les eaux d'Athènes, escortant des transports chargés de troupes prêtes à débarquer. La remise de la note et l'apparition de l'escadre au Phalère et au Pirée devraient être simultanées. Telles étaient les décisions finalement arrêtées et c'est d'après ce programme que les ministres alliés résidant à Athènes réglaient leur marche et leur conduite.

Le commandement de l'escadre alliée avait été, d'un commun accord, attribué au vice-amiral Moreau, commandant la division navale française de Salonique. On avait mis sous ses ordres les amiraux français Charlier et Habert, et l'amiral anglais Freemantle. Ils avaient reçu ses instructions, commençaient à les exécuter. Plus de vingt bâtiments étaient déjà en route. Dans l'intervalle, l'amiral Dartige du Fournet, commandant en chef les flottes alliées de la Méditerranée, se trouvant à Milo en tournée d'inspection, s'était rendu de là à Modros, où il avait conféré avec l'amiral de Robeck, commandant les forces navales anglaises, puis à Salonique. En y arrivant, il faisait savoir qu'en sa qualité de chef suprême, il prendrait lui-même la direction des opérations et resterait à Salonique sur le *Jurien de la Gravière* jusqu'à la fin de la crise.

A Athènes, toutes les informations recueillies depuis cinq jours par le service des renseignements dans les milieux militaires et politiques, s'accordaient à dire que le débarquement serait une entrée triomphale. Avertis par les préparatifs commencés au Pirée et au Phalère, les agents et les nationaux ennemis, affolés, s'enfuyaient à Athènes ou à Tatoï (1). La population du Pirée se préparait à fêter nos soldats. Sous la conduite de sa municipalité entièrement vénizéliste, elle organisait une solennelle manifestation en leur honneur. Des fleurs devaient être offertes aux premiers détachements débarqués. On spéculait déjà sur l'étamine aux couleurs françaises destinée à confectionner des drapeaux et les commerçants escomptaient de gros bénéfices.

Outre la préparation matérielle du débarquement (postes d'amarrage, réquisition de chalands et remorqueurs, fourni-

(1) Le Versailles d'Athènes, résidence d'été de la cour.

ture d'eau pour les chevaux, etc...), des reconnaissances avaient été faites par l'attaché militaire de France pour déterminer les emplacements des troupes débarquées; les cartes nécessaires avaient été achetées; on dressait un plan d'Athènes avec indications coloriées des maisons amies, neutres ou ennemies; des hommes sûrs, parlant le grec et connaissant les routes, avaient été désignés pour servir de guides aux troupes débarquées.

A Athènes, les dispositions avaient été prises pour assurer les communications directement et par signaux à bras entre l'École française, l'escadre et les troupes de débarquement; les agents du Service des renseignements avaient été répartis en différents points de la ville pour tenir les chefs constamment au courant des mouvements populaires ou des déplacements de troupes. Au Pirée, la liste des maisons et personnes suspectes avait été dressée et les dispositions prises pour cerner immédiatement les centres allemands, consulats, police, etc... Les agents de la sûreté française se tenaient au consulat pour faciliter les arrestations. Sur la porte des commerçants hostiles devait être placardée une affiche spéciale portant en grec et en français les simples mots : « Consigné à la troupe, » de façon à ne faire gagner d'argent qu'aux commerçants ententistes, et c'est ce qui aurait le plus touché les autres. Les transports amenant les troupes que le général Sarrail avait promises avec empressement devaient arriver au Pirée, les musiques militaires jouant *la Marseillaise* et l'Hymne grec. La population applaudissait à ces préparatifs, narguait la police et se faisait une fête de pouvoir manifester ses sentiments sans danger.

L'arrivée de l'escadre et des transports restait fixée au jeudi 22 à 11 heures du matin, et d'après l'accord établi entre le Ministre de France, le général Sarrail et l'amiral Dartige, la note devait être remise à ce moment précis. Les gouvernements alliés avaient approuvé ces mesures; la simultanéité de l'apparition de l'escadre et des transports de troupes avec la remise de la note était considérée comme indispensable.

Subitement, dans la soirée, le Ministre de France recevait l'ordre de remettre la note dès le lendemain 21, l'escadre et les troupes ne devant cependant venir que le 22, de manière à laisser au Gouvernement grec « le temps de la réflexion. » La note collective perdait ainsi le caractère d'un ultimatum qu'on

avait d'abord voulu lui donner. L'ultimatum ne viendrait que, si, au bout de 48 heures, le gouvernement royal ne cédait pas aux exigences dont il allait être l'objet. Déçus par ce changement dans l'opération projetée et pour en atténuer l'effet, les Ministres alliés à Athènes ne pouvant montrer les forces navales et militaires décidaient de les annoncer le lendemain dès le matin, au Roi, au Gouvernement et au peuple par la voie de la presse, afin d'utiliser cette menace à défaut de la présence réelle.

Rédigée à Athènes, approuvée à Paris, à Londres et à Pétrograd, la note collective était prête. Dès le début, les Puissances alliées déclaraient, à titre de rappel, qu'elles ne demandaient pas à la Grèce de sortir de sa neutralité. Elles en donnaient une preuve éclatante en mettant au premier rang de leurs demandes la démobilisation totale de l'armée grecque, pour assurer au peuple hellénique la tranquillité et la paix; mais elles alléguaient les motifs nombreux et légitimes de suspicion que leur suggérait l'attitude du Gouvernement grec, laquelle n'était pas conforme à ses engagements réitérés, ni même aux principes d'une neutralité loyale. On lui reprochait d'avoir trop souvent favorisé les agissements de certains étrangers qui avaient travaillé ouvertement à égarer l'opinion du peuple grec, à fausser sa conscience nationale et à créer sur le territoire hellénique des organisations hostiles contraires à la neutralité du pays, et tendant à compromettre la sécurité des forces militaires et navales des Alliés. Il n'était pas jusqu'à l'entrée en Grèce des forces bulgares, l'occupation du fort de Rupel et d'autres points stratégiques avec la connivence du Cabinet hellénique, qui ne constituassent pour les troupes alliées une menace qui obligeait les trois Puissances à réclamer des garanties et des mesures immédiates.

D'autres griefs étaient évoqués : la constitution grecque avait été méconnue, le libre exercice du suffrage universel empêché, la Chambre avait été dissoute pour la seconde fois en moins d'un an contre la volonté nettement exprimée des électeurs, ceux-ci convoqués en pleine mobilisation et bien que la Chambre actuelle ne représentât qu'une faible partie du collège électoral; le pays tout entier était soumis à un régime d'oppression et de tyrannie policière. Cette attitude hostile du Gouvernement hellénique envers les Puissances qui avaient affranchi la Grèce du joug étranger et assuré son indépendance, la

complicité du Ministère actuel avec les ennemis, les obligeaient à agir avec fermeté en s'appuyant sur les droits qu'elles tenaient des traités. Elles se voyaient donc dans la nécessité d'exiger la démobilisation réelle et totale de l'armée grecque, qui devrait être mise à bref délai sur le pied de paix; le remplacement immédiat du Ministère actuel par un cabinet d'affaires sans nuance politique et offrant toutes les garanties nécessaires pour l'application loyale d'une neutralité bienveillante; la dissolution immédiate de la Chambre des Députés, suivie de nouvelles élections et après que la démobilisation générale aurait replacé le corps électoral dans des conditions normales, et enfin le remplacement de certains fonctionnaires de la police qui avaient facilité les attentats commis contre de paisibles citoyens, ainsi que les insultes faites aux légations alliées et à leurs ressortissants.

Les dernières lignes de ladite note étaient ainsi conçues, et c'est ce qui lui donnait le caractère d'un ultimatum : « Toujours animées envers la Grèce de l'esprit le plus bienveillant et le plus amical, les Puissances garantes sont décidées en même temps à obtenir, sans discussion ni délai, l'application de ces mesures indispensables et elles ne peuvent que laisser au gouvernement hellénique l'entière responsabilité des événements qui se produiraient si leurs justes demandes n'étaient pas immédiatement acceptées. »

IV

La journée du 21 juin 1916 a été une journée historique par la succession rapide des incidents qu'elle vit se dérouler. Ce jour-là, dans Athènes, régnait une chaleur tropicale : 43 degrés à l'ombre et 60 à 65 degrés au soleil. Cette température était officiellement constatée à l'Observatoire de la capitale. C'était la plus élevée qu'on y eût enregistrée depuis soixante ans que le service météorologique était établi. Ceux de mes lecteurs qui ont vécu pendant l'été dans les villes méridionales peuvent se figurer le spectacle que présentait l'antique cité. Dans toutes les maisons, portes et fenêtres étaient hermétiquement closes et les habitants claquemurés chez eux, attendant le soir pour sortir. Les vieux monuments témoins des temps épiques, qui sont la parure d'Athènes et lui impriment une beauté particulière, les maisons toutes blanches, le pavé des rues couvert d'une pous-

sière grisâtre, les poivriers au feuillage roussi, tout flambait dans une lumière aveuglante. C'est ce jour-là que, conformément aux instructions de leurs gouvernements, les ministres de France, d'Angleterre et de Russie devaient remettre au gouvernement grec la note collective dont nous venons de présenter le résumé. Les trois ministres l'avaient signée et avaient décidé que deux d'entre eux, sir Francis Elliott et M. Jean Guillemin, iraient en porter l'original au ministère des Affaires étrangères, tandis que le prince Demidoff, qui entretenait avec le palais des relations amicales, justifiées par les rapports de parenté de la famille royale avec les Romanoff, se rendrait à Tatoï pour en communiquer la copie au roi Constantin, procédé de courtoisie auquel ses deux collègues avaient donné leur approbation. A onze heures, sans se laisser arrêter par la chaleur, ces deux derniers donnaient suite à leur décision et le prince Demidoff, sans prendre la peine de quitter son costume de tennis, s'éloignait pour remplir sa mission.

Les rares passants qui circulaient dans les rues eurent la surprise d'y voir passer l'auto de la légation de France, que leur faisait reconnaître le cavas, un Algérien, assis sur le siège à côté du chauffeur. Elle s'engagea dans la rue des Philhellènes et vint s'arrêter devant le ministère des Affaires étrangères, vaste maison à la façade toute blanche, que rien ne distingue des monumentales maisons voisines. M. Skouloudis étant absent, les deux visiteurs furent reçus par le secrétaire général du ministère, M. Politis. Indépendamment du pli cacheté adressé au président du Conseil, ils avaient préparé pour son subordonné une copie de la note collective. Il en prit connaissance devant eux et tout aussitôt se récria en alléguant l'impossibilité pour le gouvernement grec de remplir quelques-unes des conditions qu'elle stipulait, notamment de s'engager à dissoudre la Chambre et à procéder à des élections nouvelles. Les ministres de l'Entente se refusèrent à toute discussion, n'ayant rien à ajouter au contenu de la note. Mais comme pour atténuer la dureté de leurs ordres, ils prirent sur eux de déclarer à M. Politis que la démonstration des forces militaires et navales destinée à appuyer leur démarche et à faciliter au Roi une réponse favorable, ne prendrait une forme plus active que si l'ordre était troublé à Athènes ou si l'Entente n'obtenait pas satisfaction du Gouvernement royal.

Au moment où ils remettaient leur déclaration au ministère des Affaires étrangères, le texte en avait été communiqué en français à l'Agence Radio et en grec à l'Agence d'Athènes, pour être inséré dans des éditions spéciales de journaux. Quoique les Athéniens fussent en grand nombre retenus chez eux par une température exceptionnelle, le document fut assez vite connu et accueilli avec stupeur.

Dans la matinée du même jour, M. Zaïmis avait été appelé à Tatoï. Il y avait appris que M. Skouloudis était démissionnaire et le Roi avait voulu le charger de former un nouveau cabinet. S'étant réservé deux ou trois jours pour réfléchir, il envoyait dès son retour un émissaire au ministre de France pour lui faire savoir qu'il était disposé à prendre la direction des affaires si les représentants de l'Entente lui garantissaient qu'il n'y aurait aucune aggravation dans les mesures de pression ni de démonstration navale, et s'ils voulaient s'en rapporter à lui pour gouverner le pays avec la Chambre actuelle, tout en observant une neutralité bienveillante. Cette demande, antérieure à la remise de la note, prouvait que les intentions des gouvernements alliés étaient déjà connues. Mais la réponse ne pouvait être que négative. Sans doute, M. Zaïmis leur inspirait plus de confiance que M. Skouloudis et probablement l'entente avec lui serait facile. Toutefois, ses propositions venaient trop tard ; il n'était plus possible de modifier le plan d'action adopté par les trois gouvernements alliés. Le ministre de France invitait en conséquence M. Zaïmis à user de toute son influence pour faire comprendre au Roi la situation et à témoigner lui-même de son patriotisme en acceptant le pouvoir. Sa présence à la tête des affaires améliorerait rapidement la situation, dès que la demande de l'Entente aurait été acceptée.

La note remise, les Ministres alliés se retrouvèrent, dans l'après-midi, à la Légation de France. Le prince Demidoff rendit compte de son entrevue avec le Roi. Il n'était pas mécontent de sa visite, mais il avait trouvé Constantin déjà instruit de tous les projets de l'Entente et convaincu que la démonstration navale annoncée pour le lendemain comprenait des forces imposantes. Il imputait au général Sarrail et aux ministres de France et d'Angleterre l'initiative et l'organisation de ces mesures coercitives ; aussi avait-il parlé d'eux avec une indignation véhémente, tout en reconnaissant qu'il ne pouvait résister

à cette mise en demeure, sans exposer la Grèce à la famine et à la destruction. En tout cas, il se réservait de consulter ses ministres. Néanmoins, le prince Demidoff avait eu l'impression qu'il céderait.

C'est à ce moment qu'arrivait de Salonique à la Légation de France un télégramme du général Sarrail portant que, sur un ordre venu de Paris, l'envoi de l'escadre et des troupes était différé et que les transports déjà en route pour le Pirée avaient été rappelés par l'amiral Dartige du Fournet. Ainsi faisait subitement défaut l'un des éléments essentiels du succès. Heureusement le gouvernement grec ignorait encore ce contre-ordre; le secrétaire général, Politis, venait de renvoyer aux ministres alliés la note qu'ils avaient déposée entre ses mains et que M. Skouloudis, étant démissionnaire, n'avait pas voulu recevoir. Ils n'hésitèrent pas à la retourner en prévenant qu'ils la tenaient pour reçue par le gouvernement hellénique.

Il convient de mentionner ici qu'immédiatement après la démarche des représentants des Puissances garantes, le comte Bosdari, ministre d'Italie, s'était rendu chez M. Politis pour affirmer sa solidarité avec ses collègues. Il s'associait à leur demande en ce qui touchait la démobilisation de l'armée grecque et ajoutait « que l'Italie n'avait pas de titres pour s'immiscer dans les questions constitutionnelles soulevées par les autres exigences des Puissances. » Sous cette réserve justifiée par la situation spéciale de l'Italie, l'accord était donc complet. Il faisait surtout honneur aux représentants de la France, de l'Angleterre et de la Russie accrédités à Athènes et les récompensait de ne s'être pas désunis et de s'être particulièrement inspirés dans de si graves circonstances de l'esprit des traités et de la notion des devoirs et des droits qui appartenaient aux Puissances garantes.

Enfin, au début de la soirée, M. Zaïmis se présenta à la Légation de France pour annoncer qu'il était nommé Président du Conseil et que toutes les demandes des Alliés étaient acceptées par le Roi. On s'attendait à cette réponse. Ce n'en fut pas moins un coup de théâtre qui mettait fin à toutes les perplexités. Il y eut alors échange de félicitations; les ministres envoyèrent des dépêches satisfaites à leurs gouvernements. Vénizélos déclarait joyeusement que c'était la première victoire diplomatique de l'Entente.

Le surlendemain, M. Zaïmis confirmait ses engagements verbaux de l'avant-veille par une lettre officielle qu'il est nécessaire de reproduire, car elle prouve le caractère formel des promesses faites par le gouvernement grec et ne rend que plus odieux son manquement à sa parole tel que nous aurons à le constater dans la suite de ce récit.

« M. Zaïmis, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, a pris connaissance de la note collective que les ministres de France, de Grande-Bretagne et de Russie ont, d'ordre de leurs gouvernements, adressée, en date du 8-21 de ce mois, à son prédécesseur, M. Skouloudis, et par laquelle ils déclarent se trouver dans la nécessité d'exiger l'application immédiate des mesures suivantes :

« 1° Démobilisation réelle et totale de l'armée grecque, qui devra être mise, dans le plus bref délai, sur le pied de paix;

« 2° Remplacement immédiat du ministère actuel par un Cabinet d'affaires, sans nuance politique et offrant toutes les garanties nécessaires pour l'application loyale de la neutralité bienveillante que la Grèce s'est engagée à observer à l'égard des Puissances alliées, ainsi que pour la sincérité d'une nouvelle consultation nationale ;

« 3° Dissolution immédiate de la Chambre des Députés suivie de nouvelles élections, dès l'expiration des délais prévus par la Constitution, et après que la démobilisation générale aura replacé le corps électoral dans des conditions normales;

« 4° Remplacement, d'accord avec les Puissances, de certains fonctionnaires de la police, dont l'attitude, inspirée par des directions étrangères, a facilité les attentats commis contre de paisibles citoyens, ainsi que les insultes faites aux Légations alliées et à leurs ressortissants.

« M. Zaïmis prend acte de la note précitée et a l'honneur d'informer L.L. Exc. les ministres de France, de Grande-Bretagne et de Russie que le gouvernement royal hellénique, tenant compte de leur déclaration finale, à savoir que « toujours animées envers la Grèce de l'esprit le plus bienveillant et le plus amical, mais décidées en même temps à obtenir sans discussion ni délai l'application des mesures qu'Elles considèrent indispensables, les Puissances garantes ne peuvent que laisser au gouvernement hellénique l'entière responsabilité des événements qui se produiraient, si leurs justes demandes

n'étaient pas réalisées, » s'engage à exécuter intégralement les demandes précitées. — Athènes, le 10-23 juin 1916. *Signé :* ALEXANDRE ZAÏMIS. »

Cette lettre était la consécration de la victoire pacifique des Puissances. Elles avaient vaincu sans coup férir et des compliments chaleureux leur arrivaient de toutes parts. M. Vénizélos écrivait au ministre de France une lettre de gratitude : « Les Puissances, disait-il, nous ont épargné une révolution ; elles ont acquis de nouveaux titres à la reconnaissance du peuple grec. Je sais d'ailleurs quelle part revient à la France et à vous personnellement dans ce succès. »

Il semble cependant que, tout en s'associant aux témoignages de la satisfaction générale, les représentants de l'Entente à Athènes pressentaient déjà que le gouvernement grec ne tiendrait pas ses promesses et qu'il faudrait pour les lui rappeler recourir à des mesures coercitives, à cette démonstration militaire et navale devant laquelle on avait malheureusement reculé. Ils pensaient que le résultat obtenu sur le papier eût été plus éclatant, si leur démarche avait été appuyée par l'apparition de la force considérée par eux comme essentielle pour inspirer aux Grecs une crainte salutaire et une impression durable, ainsi que pour assurer l'exécution de leurs engagements. Ils prévoyaient qu'une vigilance redoublée et un effort continu seraient nécessaires pour suppléer à l'impression de crainte qui n'avait pas été produite.

Néanmoins, au lendemain du succès diplomatique remporté par l'Entente et que rappelle la date du 23 juin, on constatait à Athènes un apaisement général que cherchaient à favoriser les ministres alliés et le cabinet Zaïmis lui-même. Le Roi, semble-t-il, n'y restait pas étranger, espérant sans doute que son gouvernement, en dépit des engagements pris, se déroberait aux exigences de la note collective : « Cet épisode passera, disait-il, comme les précédents et comme bien d'autres d'ici à la fin de la guerre. » D'un autre côté, M. Vénizélos s'était abouché avec M. Zaïmis et ils étaient tombés d'accord pour fixer les élections au 4 septembre. Il demandait aux ministres alliés de ne pas se relâcher dans leur surveillance, mais d'avoir confiance dans M. Zaïmis. Il était d'avis qu'on lui facilitât sa tâche en ne lui rendant pas la vie trop dure. M. Zaïmis s'efforçait lui-même de prouver son bon vouloir. Il pourra dire un peu plus tard aux ministres

alliés qu'il a révoqué ou remplacé environ quinze préfets, que ce n'est pas de sa faute si le conseil qu'il a fait donner au chef de l'espionnage allemand, le baron Schenk, de quitter Athènes n'a pas été suivi et si le personnage a fait la sourde oreille. Les gouvernements alliés répondaient à cet effort en accordant à M. Zaïmis certaines satisfactions : les armateurs grecs s'étaient plaints que leurs bateaux étaient retenus un peu partout par les Alliés; ordre fut envoyé dans tous les ports de les relâcher.

Cet échange de bons procédés ne dissipait pas les défiances des témoins de ce qui venait de se passer. On a vu ce qu'en pensaient les représentants des Alliés résidant à Athènes. Dans une lettre au Ministre de la Marine, l'attaché naval de la Légation de France s'unissait à eux. « Notre succès diplomatique aurait été beaucoup plus complet, s'il avait été appuyé par une exhibition de la force. Si la flotte était à Salamine, l'application du nouveau régime aurait été beaucoup plus franche. Sous une forme extérieure plus correcte, l'organisation ennemie continuera à s'exercer en dessous parce que le pays n'a pas eu le spectacle de la force qui en impose. Il faut s'attendre à des embûches perpétuelles. La facilité avec laquelle le Roi a cédé prouve que nous n'avons pas exigé assez. Dans quelque temps, on sera obligé de demander le contrôle de la police, des douanes et des postes, comme je l'ai toujours dit, ainsi que la suppression de l'État-major. La seule façon d'atténuer cette déception sera de faire, dans quelque temps, une démonstration navale amicale au Pirée et aux ports principaux. Il suffira de choisir un prétexte au cours des élections nouvelles, et ce sera d'ailleurs une façon d'en assurer le succès. Il est absolument nécessaire que la Grèce *voie* notre puissance. Nous avons voulu éviter une humiliation aux Grecs en leur épargnant cette exhibition : cette idée est contraire à la mentalité grecque. Nos partisans, c'est-à-dire tout le pays, désirent au contraire voir cette force pour se donner à eux-mêmes du cœur au ventre et se vanter de la Puissance sur laquelle ils s'appuient. La venue de notre escadre n'aurait humilié que le Roi, et c'était précisément le but à atteindre pour l'isoler davantage de son peuple, puisqu'il veut le pousser dans une voie contraire à nos intérêts.

« Par ailleurs, tout s'est très bien passé. Hier soir, tout le monde était devenu vénizéliste. Les cochers me saluent en criant : « Vive la France ! » et mon cuisinier a été ce matin au

marché l'objet de manifestations francophiles. Ainsi toutes les prévisions se sont réalisées, mais ce n'est qu'une première étape et il faudra la recommencer prochainement. »

C'était aussi l'opinion des membres les plus éminents de la diplomatie de l'Entente. De Londres, M. Paul Cambon écrivait : « Le roi Constantin est, à n'en pas douter, notre ennemi. Toute tentative de résistance de sa part doit être le commencement de sa déchéance. » M. Barrère, notre ambassadeur au Quirinal, ne pensait pas autrement. Il s'appuyait sur le langage que lui avait tenu M. Sonnino, président du Conseil italien. « Il ne faut pas se laisser leurrer par des succès diplomatiques et oublier que le véritable danger pour l'Entente en Grèce est le roi Constantin. Il faut, si ses engagements ne sont pas immédiatement exécutés, que la flotte alliée se rende au Phalère et les troupes au Pirée. » Il importait, en effet, de ne pas oublier que le contre-ordre donné à la démonstration navale avait compromis le mouvement, après avoir failli le faire échouer.

Toutefois, répétons-le, l'effet sur le moment était considérable. On croyait entrer dans une phase nouvelle où s'affirmerait de la part du gouvernement grec une neutralité loyale. C'était compter sans la mauvaise foi du roi Constantin et de ses complices, personnages sinistres qu'on voyait depuis trop longtemps associés à lui pour servir les intérêts de l'Allemagne.

ERNEST DAUDET.

(A suivre.)

THIERS

II[1]

V

Les idées économiques de Thiers, dans le détail de quoi je n'entrerai point, peuvent se ramener à deux points : défense de la production nationale, défense de la propriété individuelle. Il avait horreur du libre échange d'une part et du socialisme de l'autre.

Pour ce qui est du libre échange, il le combattait d'abord parce qu'il s'était présenté, à ses débuts, comme un principe, et Thiers se défiait infiniment de ces principes idéologiques dont il savait la redoutable autorité sur les esprits français. Il se disait : Si le libre échange passe aux yeux des Français pour un principe de 89, ils lui sacrifieront la France avec la conviction de faire un acte qui les honore. Les Français, depuis un siècle, sont fiers surtout d'être des penseurs et ils immolent leurs intérêts les plus chers à la moindre formule qui a l'air d'une pensée. Il jugeait donc qu'il fallait combattre énergiquement une idée dangereuse qui affectait d'être un principe de droit, et où le mot de liberté, tout particulièrement fascinateur, était inclus.

Il pensait de plus que, quand le libre échange cesserait d'être un principe, mot qui dispense de donner des raisons, quand il ne serait plus qu'une tendance, et dans la pratique une série de tractations diplomatiques, il serait dangereux encore comme

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

amorce à la générosité naturelle des Français. Quand les Français feront des traités de commerce, il est, croyait-il, parfaitement à craindre qu'ils les fassent toujours dans l'intérêt de leurs voisins. Le Français est mauvais commerçant. Il est étourdi, et il se pique de délicatesse. Il ne voit pas son intérêt avec une suffisante lucidité, et il n'ose pas le voir avec âpreté. Il a gardé quelque chose de chevaleresque. Il est facile quand il fait des affaires, autant parce qu'il est superficiel que parce qu'il est généreux. Le protectionnisme n'est pas plus un principe que le libre échange ; mais aux uns, c'est une certaine complaisance au libre échange qu'il faut recommander, aux autres c'est une certaine sévérité relativement à la protection d'eux-mêmes qu'il faut inculquer, s'il est possible. Aux Français, c'est cette dernière. Il faut apprendre aux Français à être égoïstes, égoïstes non pas à leur manière, dans la folle infatuation de se considérer comme le peuple chef, et dans la folle ambition de ranger le monde à leurs lois, mais égoïstes dans la défense patiente de leurs intérêts de tous les jours. Il faut leur apprendre surtout à être Français. « Soyons Français » est un des mots célèbres de Thiers. Les Français ne savent pas l'être constamment, à tous les moments de leur existence, comme les Anglais sont Anglais. Ils songent à l'humanité. Ils font des lois pour elle. Ils feront des traités de commerce pour elle. Ils feront du commerce pour l'humanité. Rien de plus noble ; mais c'est excessif. Il faut commencer par soi-même, dans l'intérêt même, si l'on veut, de l'humanité. Les Français n'ont pas assez l'horreur d'être dupes. Il faut les prémunir contre ce beau défaut.

Pour ces raisons, Thiers a combattu les tendances libre-échangistes dans le temps où il fallait les combattre, dans le temps où elles avaient pour les Français des séductions dangereuses, dans le temps où l'habitude n'était pas prise de ne se placer, pour un traité de commerce, que sur le terrain des faits et des intérêts respectifs, dans un temps surtout où, chose épouvantable, un gouvernement pouvait être tenté de faire un traité de commerce désavantageux en échange de l'espoir seulement d'une alliance politique hypothétique. On ne saurait trop le louer de sa clairvoyance et de son opiniâtreté courageuse.

Son horreur du socialisme et son culte pour la propriété individuelle n'étaient pas moindres. Ce qui semble l'avoir frappé

surtout dans la question sociale, c'est combien cette question qui occupait tous les esprits et qui paraissait l'unique affaire nationale était une question *particulière*. Quoi donc? Pour deux ou trois millions, au plus, d'ouvriers, ceux de la grande industrie, qui gagnent leur vie, mais qui ont des chômages, c'est tout le système économique, politique, social et moral de trente-cinq millions d'hommes qu'il faut changer! Car ce n'est pas moins que demandent les réformateurs socialistes. Il existe une classe, intéressante sans doute, mais au même titre que toutes les autres, à laquelle, tout comme à la noblesse, tout comme au clergé, tout comme à la magistrature, la Révolution française n'a pas profité. Elle a profité un peu à la bourgeoisie, beaucoup aux paysans qui, après tout, sont la France; sensiblement au petit commerce, à l'employé, à l'ouvrier de petite industrie. Elle a nui à la noblesse, au clergé, à la magistrature, elle n'a pas nui (puisque leurs salaires augmentent dans une progression plus rapide que l'enchérissement des denrées), mais elle a peu servi, il est vrai, aux ouvriers de grande industrie. Et c'est pour cette seule classe qu'il faudrait abolir la propriété, ou essayer d'autres systèmes susceptibles de troubler aussi profondément un système social qui, existant de toute éternité, sauf en Orient, a bien l'air d'être fondé sur la nature même des choses! C'est une entreprise disproportionnée. C'est trop pour trop peu. La nature n'agit pas ainsi, la société ne doit pas agir ainsi.

Le mal, le mal profond de l'ouvrier de la grande industrie, c'est que sa vie est aléatoire parce que son travail est irrégulier, et son travail est irrégulier parce que l'objet en est flottant. Le paysan travaille la terre qui a de bonnes et de mauvaises années, mais qui pourtant ne manque jamais. L'ouvrier de grande industrie produit des choses qui ordinairement sont vendues, mais qui peuvent ne pas l'être. Les besoins de la consommation ne peuvent être que soupçonnés, non prévus exactement. Tantôt il y a, relativement à ces besoins, production insuffisante, tantôt surproduction. Dans le premier cas, travail excessif, bonnes payes et tentations de dépenses excessives aussi : mauvais moment. Dans le second cas, arrêt, chômage : moment plus mauvais encore. La condition de l'ouvrier de grande industrie est donc anormale. Mais n'est-il pas clair que c'est là une loi naturelle devant laquelle se heurte toute tentative de remède, puisque c'est exactement la même que celle

qui régit le travail agricole, et tout travail humain? La différence, qui n'est que de degré, c'est que le travail agricole ne s'arrête pas pour une surproduction, ne triple pas pour une production insuffisante. Il reste sensiblement le même ; seul le bien-être de l'ouvrier agricole en est plus ou moins grand. Mais, comme loi générale, c'est exactement la même chose. Le métier d'ouvrier de la grande industrie est seulement un métier plus dangereux. Celui de mécanicien aussi, celui de marin de même. Parce qu'une classe de la nation a un métier plus dangereux que les autres, on ne peut pas changer les conditions économiques, c'est-à-dire la nature même des choses. Le spectacle du monde nous apprend seulement que, dans les métiers plus dangereux, il faut plus de prévoyance. C'est à l'ouvrier de l'avoir, d'abord; c'est ensuite aux chefs d'industrie de l'avoir de leur côté, en surveillant avec un soin extrême les signes avant-coureurs de la production insuffisante et de la surproduction pour introduire en conséquence une régularité relative dans un travail nécessairement irrégulier.

On dit :

— Si c'était l'État lui-même qui fût unique chef d'industrie, il ne ferait travailler qu'autant qu'il faut pour les besoins de la consommation; il n'y aurait pas de surproduction, donc point d'arrêt, donc point de chômage, paye seulement plus ou moins forte, ou même, par l'établissement de moyennes, paye égale continue; le problème de l'irrégularité du travail et de l'irrégularité du salaire serait résolu.

— Mais point du tout! L'État n'aurait pas plus que les patrons d'yeux pour voir à l'avance les besoins futurs, ou même prochains, de la consommation. Personne n'a d'yeux pour voir cela, du moins d'une façon exacte. Il en aurait même moins; car ce qui est le signe du ralentissement ou de l'accroissement de la consommation, c'est le prix débattu, qui baisse ou hausse selon l'offre et la demande. Or, de prix débattu, y en aurait-il avec l'État? Si oui, il serait aussi bien renseigné que les patrons actuels, mais ni plus ni moins, un peu moins vivement même, si l'on peut dire ainsi, parce que, risquant moins, ayant moins peur d'être ruiné, il serait moins sensible à l'avertissement. Si non, s'il vendait à prix moyen et fixe, tout comme il paierait ses ouvriers à prix moyen et fixe, il ne serait renseigné par rien du tout, et la surproduction, toujours

relativement légère dans les conditions actuelles, serait quelquefois colossale, et la production insuffisante serait quelquefois extrême, et l'irrégularité actuelle dont on se plaint serait dix fois plus grande, et les maux qu'elle entraîne dix fois pires.

De plus, ce qui fait cette irrégularité funeste, c'est sans doute l'incertitude sur la production suffisante, insuffisante ou excessive; mais c'est beaucoup plus, sait-on quoi? Les inventions. On produit telle chose à vendre à un franc le mètre. Quelqu'un invente un moyen, machine ou procédé, qui lui permet de l'offrir à cinquante centimes. Son moyen l'enrichira, ruinera tous ses concurrents, et jettera au chômage pour un temps assez long tous les ouvriers de ses concurrents. Voilà la principale cause des chômages. Eh bien! l'État, seul chef industriel, n'inventerait pas. Ne sentant le besoin de ruiner aucun concurrent pour s'enrichir, il resterait toujours sur ses anciens procédés, et ne sentirait aucun besoin d'innovation. Le progrès s'arrêterait net.

— Que nous importe?

— D'abord il importe peut-être à l'humanité; mais laissons-la, et ne nous occupons que de nous, que de vous. Sommes-nous seuls? Cette invention que l'État, parce qu'il n'aura aucun intérêt à la faire, ne fera pas, elle sera faite ailleurs, là où le système de la concurrence industrielle subsistera. Dès qu'elle sera faite ailleurs, elle nous envahira, quoi que nous fassions. Il n'y a pas d'armée de douaniers qui puisse arrêter à nos frontières une chose à vendre, qui coûte un franc chez nous et cinquante centimes ailleurs. Certes, je suis protecteur; mais la protection ne peut s'appliquer que quand la chose à vendre, produite par nous, coûte seulement un peu plus cher que la chose à vendre similaire, produite par d'autres. Dans les conditions que nous venons de supposer, c'est un protectionnisme à outrance, et la moitié de la nation occupée à empêcher l'autre d'acheter à bon marché, qu'il nous faudrait. C'est impossible. Ce qui serait nécessaire, une fois établi l'État unique industriel, et par conséquent non inventeur, ce serait que le même système, la même armée, s'établît partout, et solidement, irrévocablement, pour toujours.

Et nous voilà au point. C'est ici que tout système socialiste nous amène. Le socialisme a besoin de l'abolition des patries. Il ne peut pas s'établir sur un point. Il ne peut s'établir que nulle

part ou partout à la fois et en même temps. L'humanité peut être socialiste, une nation ne le peut pas. L'humanité unie, toutes frontières détruites, pourra être socialiste ; l'humanité divisée, ne s'entendant pas, ne peut pas l'être. Tout socialisme suppose comme prologue une réconciliation et une concorde du genre humain. Cette réconciliation et cette concorde étant très loin dans l'avenir, celui qui ne s'applique qu'à comprendre et à prévoir pour un siècle tient le socialisme pour chimérique.

Aussi Thiers reste-t-il fortement attaché à l'idée et à l'institution de la propriété individuelle. Il l'a défendue avec opiniâtreté dans un grand nombre de discours et dans son livre sur *la Propriété*. Ce livre est assez mal fait. Cela vient de ce que c'est le seul *livre* de Thiers. Il a fait des discours, il a fait des rapports, il a fait des histoires, il n'a fait qu'un livre proprement dit, c'est-à-dire qu'une seule exposition dogmatique d'une idée générale. Aussi n'y a-t-il pas son aisance habituelle. Il croit, lui, devoir construire son livre comme Cousin construisait les siens, remonter aux premiers principes, aux axiomes initiaux, aux définitions théoriques et aller ensuite de déduction en déduction. Il veut faire œuvre de philosophe. Lui si dédaigneux de l'idéologie, il tient à faire de la propriété un principe, et à la montrer comme étant un droit.

A supposer qu'il y ait des droits de l'homme, ce qui est douteux, la propriété ne peut guère être représentée comme un droit primordial et imprescriptible. On conçoit, encore que ce soit à discuter, qu'un homme dise : J'ai droit à la vie, j'ai droit à la sûreté, j'ai droit à la liberté d'aller et de venir sans gêner mes semblables, parce que ces choses sont tellement nécessaires à l'homme que c'est probablement pour les garantir que la société s'est organisée, parce que si elle ne les garantit pas on ne voit pas trop pourquoi elle existe, et parce qu'on peut appeler droit sans grand abus de mot ce minimum de protection demandé à la société par l'individu qui lui obéit et qui la sert. Mais la propriété, elle, commence à être un privilège, un privilège parfaitement utile et nécessaire même, je le crois, à la société, absolument respectable à ce titre, mais qu'il ne faut pas représenter comme un droit; car elle n'a rien d'analogue à la vie, à la sûreté, à la liberté. La preuve, c'est qu'on l'a toujours considérée comme pouvant être violée non pour une *nécessité* sociale, mais pour une simple *utilité* sociale,

ce qui fait une grande différence. On ne tue un homme, soit par la guerre soit par l'échafaud, que quand il y a véritable danger public ; on n'emprisonne un homme, ou on ne l'astreint à la résidence que quand il y a danger public ; on exproprie un domaine pour faire passer une route ou embellir une ville, ce qui n'est que d'utilité ou de coquetterie générale. Voilà la différence. On trouve criminels les exécutions et massacres de la Révolution parce que la nécessité de défense sociale qu'on a invoquée pour les faire n'est pas suffisamment démontrée ; on trouve contestables seulement au point de vue politique et gauchement brutales les confiscations de la Révolution, on ne les trouve pas criminelles, parce qu'il paraît juste que l'État pour sa défense prenne l'argent où il se trouve, juste même qu'il ne permette pas un système de propriété immobilisant et rendant improductives de trop grosses fortunes ; et il est singulier que l'historien de la Révolution française, fort indulgent à l'égard des confiscations révolutionnaires, nous présente la propriété comme un droit sacré. Encore qu'elle soit inscrite dans la *Déclaration des droits de l'homme*, ce n'est pas une raison suffisante.

Il y a aussi, à donner la propriété pour un droit, ce péril que ceux qui ne l'ont pas vont en demander, sur votre principe, le partage égal, un droit devant être le même pour tous, ou, tout au moins, que ceux qui en sont totalement privés, vont en demander une petite part et un *minimum*, un droit devant être, sinon égal pour tous, tout au moins tel que tous y participent. Ce fondement du livre de *la Propriété* est donc parfaitement erroné et ruineux.

L'ouvrage est du reste encombré, non seulement de déclamations boursouflées, mais de ces raisons faibles, raisons d'avocat qui plaide, ou de pamphlétaire faisant flèche de tout bois, qui sont indignes de Thiers et qui sont des demi-sophismes ou des sophismes tout entiers. Établir une connexité nécessaire et inévitable entre la communauté des biens et la communauté des femmes est abuser d'une logique, du reste faible, et qui n'a même pas le mérite d'être piquante et brillamment paradoxale, comme chez de Maistre. Insister, pour défendre l'hérédité, sur cet argument que l'homme *ne* travaille *que* pour ses enfants est passer la mesure. Il n'est pas faux, cet argument ; mais il a une valeur trop mince. On sait bien que l'homme

travaille surtout pour lui, qu'il crée la propriété individuelle surtout pour lui, et que si l'héritage n'existait pas, il y aurait un peu moins de travail, je le crois, mais non pas beaucoup moins, non pas une inertie générale capable d'amener la stagnation sociale que Thiers affecte de craindre.

Là où Thiers a raison, touche au fond même de la question, c'est quand, bravement, il représente la propriété individuelle comme une forme de l'aristocratie et dit que c'est pour cela qu'elle est bonne. La propriété est une sélection. Le désir de devenir propriétaire et de laisser sa propriété à ses enfants est le désir de créer une race. Un certain nombre de ces races forment dans une nation une aristocratie, la dernière que nous connaissions, celle qui survivra à toutes les autres, celle qui disparaitra la dernière dans l'humanité, si elle doit disparaitre. Cette aristocratie est mobile, très ouverte, continuellement débarrassée de ses anciens éléments usés, et rajeunie d'éléments nouveaux, forcée du reste pour se maintenir d'être intelligente et laborieuse, parce que, et de plus en plus, à cause de l'abaissement progressif du taux de l'intérêt, une fortune fond en trois générations, si elle n'est soutenue par l'intelligence, la sévérité des mœurs, et le travail. C'est une bonne aristocratie. Elle est utile comme stimulant. C'est elle qui dit aux classes inférieures le mot de Guizot : « Enrichissez-vous, » mot qui n'est odieux que si on ne le comprend pas. Dit à un homme isolé, le mot n'est pas noble, en effet. Conseil donné à des générations successives, il est excellent. Il signifie : Élevez-vous progressivement de père en fils. Ayez, vous, pauvre, non pas le désir de devenir riche vous-même, mais que votre fils soit dans l'aisance laborieuse, et votre petit-fils dans l'aisance généreuse et utile à l'État. Visez à des lignées ascendantes. Entretenez ainsi dans la nation une émulation perpétuelle qui est de quoi vit un peuple. Songez tous à renouveler sans cesse cette aristocratie qui existera toujours au-dessus de vos têtes, et qui est utile si elle se renouvelle, stérile et funeste si elle ne se renouvelle point. C'est là le but à atteindre, que la plupart n'atteindront pas, nous le savons; mais ce n'est pas que tous y atteignent qui importe, c'est que tous y tendent, pour que la nation ne s'endorme pas, et pour que chacun donne, dans le pays, le maximum d'effort et d'intelligence et d'ingéniosité dont il est capable.

Doctrine très probablement juste, puisque c'est ainsi qu'ont toujours été constituées, au fond, et nonobstant des différences plus ou moins grandes, les nations fortes dont l'histoire a conservé le souvenir. Doctrine à peu près nécessaire en tout cas, tant que le nationalisme, que nous rencontrons ici encore, existera. Car la rivalité entre les nations existant, chacune n'est forte assez pour se garantir des autres qu'à la condition de cette rivalité ou émulation intérieure entre les citoyens, leur faisant donner le maximum d'effort et les fouettant. L'État seul propriétaire, c'est tout comme l'État seul industriel ; c'est parfaitement possible, mais ce n'est possible que si c'est réalisé à la même époque dans le monde entier. La nation qui réaliserait la première l'une ou l'autre de ces réformes s'affaiblirait au milieu des autres d'une façon si sensible qu'il est probable qu'elle disparaitrait. Ce serait pour elle le plus grave, le plus général et le plus profond des désarmements. Pour l'abolition de la propriété comme pour l'industrie aux mains de l'État, il faudrait donc commencer par s'entendre entre habitants de la planète. La nationalisation du sol comme la nationalisation du travail sera universelle ou elle ne sera pas. Ces considérations n'arrêtent point le théoricien qui raisonne dans l'absolu, elles arrêtent l'historien qui tient compte de ce fait important qu'il existe des nations, et qui raisonne *pour un siècle*, et non pour un siècle quelconque, mais pour celui où il est.

C'est à cause de ces considérations que Thiers a repoussé énergiquement toute espèce de socialisme. Il avait coutume de ramener à trois types les différents systèmes socialistes qui se recommandaient de son temps à l'opinion publique. Il y a, disait-il, trois socialismes. Le premier, c'est le communisme, le second, c'est le prêt au travail, le troisième « n'est rien. »

Par le premier, il entendait l'exploitation en commun de la terre, ce qui, prenant plus de précision, est devenu dans les écoles modernes la nationalisation du sol ; et nous venons de voir ce qu'il en pensait.

Par le second, il entendait le capital venant au devant du travail, se mettant entre ses mains sous forme de prêt à longue échéance et sans intérêt, en un mot une subvention de l'État à la classe ouvrière. Il y voyait, de quelque façon que les théoriciens socialistes présentassent cette opération, un pur don de l'État, favorisant une classe aux dépens des autres, privilégiant

cette classe de façon à l'augmenter à bref délai démesurément, apportant ainsi un trouble profond dans le pays, se traduisant par un redoublement de misère partout, et du reste dépassant les ressources de l'État d'une manière absolument incalculable à l'avance.

Enfin le troisième socialisme, pour Thiers, « n'est rien » et « n'a rien. » Il consiste à croire « qu'il y a quelque chose à faire » et à proposer de faire quelque chose, mais on ne sait pas et il ne sait pas quoi. Il est une manière de philanthropie vague, très dangereuse, parce que sans avoir rien à proposer, elle fait bonne figure à ceux qui proposent des choses désastreuses. Il est généreux, mais un attendrissement n'est pas un système économique.

Thiers ne tarit pas sur ce troisième socialisme « innocent, » qui, hors des conseils de l'État, « promet beaucoup, » à la Chambre « annonce qu'il ne ferait presque rien » et ne saurait jamais être que « l'instrument des autres. » Il le poursuit avec plus d'âpreté que quelque doctrine que ce soit, précisément parce qu'il n'est pas une doctrine : « Ce troisième socialisme, le seul que vous avouiez (il parle à l'Assemblée législative, 24 mai 1850), il n'a rien. Je l'ai mis bien des fois au défi d'apporter quelque chose. J'ai vécu avec lui ; dans les commissions, nous avons tous vécu avec lui ; je l'ai beaucoup questionné ; ou il est contraint d'avouer les doctrines dont je viens de parler... ou il est réduit, à quoi ? à rien... Il est cela [ce qu'il refuse d'être] ou il n'est rien. »

On peut en effet, à la rigueur, ramener les différents socialismes aux trois genres essentiels que Thiers énumère et définit ainsi, et l'on peut, comme lui, trouver les deux premiers ou impraticables ou tellement difficiles même à essayer que la nation qui entrerait dans cette voie, en l'état actuel du monde, y risquerait son existence ; mais il n'est pas juste, ni même politique de dire que le troisième n'est rien. Il n'est pas un socialisme, voilà tout. Il faut très nettement lui refuser cette appellation, crainte de confusion ou d'entraînement. Mais il n'est pas nécessaire d'être un socialisme pour être quelque chose, ni forcé, parce qu'on n'est pas un socialisme, qu'on ne soit rien. Ce rien, ce n'est pas autre chose que la charité sociale, laquelle est de bon sens, est nécessaire et a toujours existé.

La charité privée est une véritable sottise, la charité asso-

ciationnelle est bonne, et la charité sociale est la meilleure. La charité privée s'exerce dans une telle ignorance, dans une telle absence de toute enquête, dans un tel aveuglement, qu'elle est, on peut dire toujours, une duperie, et n'a aucun bon effet social, plutôt au contraire. Il faut la pratiquer seulement pour cultiver et développer en soi l'instinct altruiste toujours très prompt à s'affaiblir, pour ne pas s'endurcir, pour ne pas s'incliner à la barbarie; *la charité privée est un devoir envers soi-même*; mais elle n'a que ce seul mérite.

La charité associationnelle est assez bonne. Elle suppose enquête, organisation, proportion entre les ressources et le bien à faire, adaptation des moyens au but, yeux ouverts; elle est une chose qui a le sens commun. Mais elle est trop souvent, elle est presque fatalement, œuvre de parti. A ce titre elle ne vaut guère mieux que la charité privée. Si, comme œuvre organisée, elle est au-dessus de la charité privée, comme œuvre de parti elle tombe au-dessous; car l'homme isolé fait assez volontiers du bien à un homme qui n'est pas de son parti, l'homme associé jamais. La charité associationnelle, tout compte fait, est donc très certainement supérieure à la charité privée; mais elle est encore très défectueuse.

Il n'y a de vraiment bon que la charité sociale, éclairée autant qu'il est possible de l'être, renseignée de toutes parts, organisée de toutes pièces et pouvant porter ses yeux et ses mains partout. Il est bien vrai que l'État aussi est un parti, et que sa charité aura un peu le défaut de la charité associationnelle. Nous le savons, et cette objection que l'État est un parti, nous la rencontrons toujours, malheureusement, et indéniable, toutes les fois qu'il s'agit de l'État. Nous y répondons toujours que l'État, au moins, est un peu moins un parti que les autres partis ne le sont. La charité de l'État est nécessaire. Les misères d'un certain caractère, les misères obscures, les misères dignes, surtout les misères permanentes échappent à peu près aux yeux des autres charités, et c'est à l'État de les voir. Du reste, ce n'est pas l'office propre du citoyen, isolé ou associé, d'exercer la charité; c'est son divertissement pieux et généreux, si vous voulez, ce n'est pas son office. Son office est de travailler et de produire de toutes ses forces pour augmenter le domaine commun, pour augmenter la partie disponible de richesses sur laquelle on viendra prendre pour aider les infortunés. C'est sa vraie manière

d'exercer la charité que de faire qu'elle puisse être, c'est sa vraie manière d'exercer la charité que de créer du superflu. Là où il aura été créé, l'État saura bien le trouver, et c'est son office à lui de le prendre, avec mesure. C'est donc l'État qui est le vrai aumônier du couvent, le vrai dispensateur d'une charité bien entendue.

Il l'a toujours été du reste. Ses souscriptions, ses subventions aux bonnes œuvres, même locales, ne sont pas autre chose que des charités sociales. Jamais on n'a trouvé étrange qu'il donnât ainsi notre argent. Certes nous le lui donnons pour nous, pour nous protéger, pour assurer nos vies, nos libertés, l'intégrité du territoire où nous vivons, et Thiers, précisément, a raison d'appeler quelque part l'État une société d'assurances. Mais nous le lui donnons pour nous protéger d'une façon non stricte et étroite, mais d'une façon un peu générale, non seulement pour donner la sécurité et la liberté individuelle au citoyen valide, mais un peu plus que la sécurité et la liberté au citoyen faible et débile. A celui-là il faut aussi donner un peu d'aide, ne fût-ce que pour qu'il ne nous devienne pas beaucoup plus dangereux ou beaucoup plus à charge, dans les deux cas beaucoup plus onéreux.

Or, le « troisième socialisme » de M. Thiers, le socialisme « qui n'est rien, » c'est la charité sociale, et rien autre. Il raisonne ainsi : Quand il y a un désastre quelque part, incendie, tremblement de terre ou inondation, vous, État, vous envoyez des secours. La Révolution française, qui tient un peu de l'incendie, du tremblement de terre et de l'inondation, a créé pour les ouvriers de la grande industrie une situation, non pas désastreuse, mais difficile. A cela se sont ajoutés le développement du machinisme et la facilité des communications qui ont favorisé, excité la surproduction. De tout cela est résulté une irrégularité dans le travail qui fait de cet ouvrier un être moins heureux, surtout moins stable, plus inquiet et plus anxieux que le paysan, l'employé, le fonctionnaire. Il y a là une classe relativement déclassée, sans qu'il y ait de sa faute. C'est à elle de s'aider d'abord, évidemment. C'est à elle de s'organiser pour la prévoyance de l'avenir, et pour l'aide mutuelle, comme tout groupe qui a des intérêts communs. Mais c'est à vous aussi de l'aider, parce que vous avez un intérêt énorme à ce qu'une classe de la société ne souffre pas trop. C'est à vous de lui créer, à la condi-

tion qu'elle y participe, des caisses de secours, des asiles de vieillesse, des subsides de retraite. C'est à vous de l'aider à la condition qu'elle s'aide, ce qui est le seul moyen d'aider efficacement et sans se tromper. Mais cela rentre parfaitement dans votre office, comme cela est de votre intérêt; et ce n'est pas rien.

Il est un peu étrange que Thiers, centralisateur presque à outrance en toutes choses, soit individualiste à outrance dans les questions sociales, et qu'il ait voulu de toutes les centralisations, excepté de la centralisation de la charité. C'est peut-être la meilleure; car l'effort n'est énergique que s'il est individuel et le secours n'est efficace que s'il est collectif. Cela vient de ce que Thiers n'est pas très tendre. L'habitude de l'histoire a quelquefois cet effet-là. L'histoire apprend qu'il n'y a dans le monde que des forces qui luttent les unes contre les autres, et que les faibles n'ont qu'à servir, ou qu'à mourir. Il est vrai; mais, dans l'intérieur d'un État, le jeu terrible des forces peut être atténué par quelque douceur, quelque charité, quelque fraternité, choses qui ne sont du reste que de l'intérêt bien entendu, et c'est un peu pour cela que les États semblent avoir été faits. Incontestablement l'attendrissement n'est pas un système économique, mais il met sur le chemin d'adoucir d'une façon très pratique, et sans désorganisation sociale, les rigueurs des fatalités économiques.

VI

Telles sont les idées générales qui ont dirigé pendant sa longue vie d'écrivain et d'orateur la parole et la plume de Thiers. Il s'appliqua de bonne heure à l'histoire, en même temps qu'à l'étude de toutes les questions administratives. Ce qu'il voulait, dès l'âge de vingt-cinq ans, c'était *savoir la France*, pour la diriger un jour. Il était historien d'une façon pratique comme il était tout ce qu'il fut. L'histoire ne l'intéressait pas en elle-même, la résurrection du passé, si enivrante pour certains, ne le tentait pas. Savoir la France de son siècle, la savoir aussi pleinement et aussi minutieusement que possible, pour cela savoir l'Europe depuis Frédéric II jusqu'à Martignac, savoir la fin de l'Ancien Régime, la Révolution, l'Empire, la Sainte-Alliance, la Restauration, rien de plus, à bien peu près, mais

bien à fond, tel fut son dessein, dont il ne sortit pas, mais qu'il remplit. Sa vie, assez agitée, n'en est pas moins d'une belle unité qui fait qu'on l'envie. Toujours étudiant la France du XIXe siècle, de temps en temps la dirigeant, ce qui lui servait à la connaître, d'autres fois la pratiquant dans l'opposition, ce qui s'accommodait au même dessein avec un changement de point de vue, dans les intervalles de l'action, ou dans les loisirs forcés de la retraite, écrivant cette histoire avec l'expérience toujours augmentée de l'administrateur et de l'homme d'état, Thiers n'a pas cessé d'avoir les yeux fixés sur son pays vivant et la pensée occupée des conditions dans lesquelles son pays pouvait et devait vivre. Son autorité, pour ces raisons, est très grande. Il est le *contemporain* par excellence, l'homme de son temps de toutes les manières à la fois. Ni simple politicien, ni historien de cabinet, les deux ensemble constamment, ne séparant jamais l'un de l'autre, faisant son cours d'histoire contemporaine à la tribune, et écrivant son histoire avec des souvenirs d'administrateur, et ces preuves de fait, ces explications d'homme pratique que seul l'administrateur rompu aux affaires peut donner.

Il n'était pas tout à fait cela quand il donna son *Histoire de la Révolution;* mais il l'était déjà. Très dépassée depuis comme connaissance minutieuse des faits, reprise d'autre part par des hommes d'une imagination beaucoup plus puissante et prestigieuse, cette *Histoire* a été assez méprisée. Elle vaut beaucoup mieux, en somme, que la plupart de celles qui l'ont suivie. Elle reste la plus claire, la plus limpide, la plus rapide et la moins passionnée. Car à l'époque où elle a été écrite, ni la religion de la Révolution française, phénomène très curieux du XIXe siècle français, n'était née encore, ni, par réaction, l'horreur fébrile de la Révolution française tout entière n'était passée à l'état endémique. On détestait les excès de la Révolution sans croire qu'ils fussent des choses inouïes dans l'histoire, et on acceptait les changements apportés par la Révolution sans croire qu'ils fussent une palingénésie et un bienfait du ciel à la terre. C'était bien là l'état général des esprits. Le culte et l'exécration commençaient, devaient se développer aux environs de 1830 et après, mais n'étaient ni vifs comme ils l'avaient été en 1815, ni ardents comme ils devaient le devenir en 1830 et ensuite presque jusqu'à nos jours. C'était bien l'époque pour écrire une histoire de la Révolution française.

Thiers l'a écrite avec un grand soin de s'entourer de tous les documents, assez peu nombreux alors, qui existaient, et des souvenirs, nombreux au contraire, des contemporains, avec sa plume déjà alerte, avec son grand respect, qu'il avait déjà, pour la *force des choses*, et avec des qualités, déjà fort marquées, d'homme d'État. Son respect pour la force des choses s'est montré là par une sorte de fatalisme historique qu'on lui a beaucoup reproché, et dont on ne peut pas le justifier tout à fait. Dans un opéra-comique représenté à Feydeau en 1796, un personnage, nommé Blaise, résume ainsi son opinion sur la Révolution : « Enfin, apparemment, il fallait ça, puisque ça y est. » L'opinion de M. Blaise est un peu celle de Thiers. Jamais le mot *devoir* et la formule « cela devait être » n'ont été plus employés que dans cet ouvrage. Les Feuillants devaient succomber sous les Girondins, les Girondins devaient succomber sous les Jacobins, les Jacobins devaient succomber sous les Thermidoriens et tous sous le despotisme. Cela est probable, puisque cela a été, et le contradicteur est ici en mauvaise posture, puisqu'il oppose des hypothèses rétroactives à des faits qui ont toujours pour eux la réalité. Il est plus facile de dire de choses qui se sont faites qu'elles ont dû l'être que de dire de choses qui ont été ainsi qu'elles auraient pu être autrement, et l'*uchronie* a naturellement toujours un air d'utopie. Rien cependant ne choque et n'agace plus un homme, encore que ce soit assez raisonnable, que de lui dire que sa vie a été exactement ce qu'il était nécessaire qu'elle fût, et qu'elle n'aurait jamais pu prendre à droite, quand elle a pris à gauche. La même impression, nous l'éprouvons quand nous lisons un livre où la nécessité des faits historiques est présentée avec une pareille intrépidité d'affirmation. Nous croyons sentir que la part des circonstances, c'est-à-dire des légers événements évidemment non nécessaires, est grande encore sur la suite des choses et que, par conséquent, il n'en faudrait pas tant pour que cette suite des choses n'eût pas été précisément la même qu'elle a été. Nous sommes toujours tentés d'opposer à l'histoire le nez de Cléopâtre ou le grain de sable de Cromwell, et nous devenons voltairiens et convaincus de l'influence des petites causes sur les grands effets par opposition à un homme qui a trop beau jeu à nous affirmer les choses comme étant nécessaires parce qu'elles sont, en nous défiant de les présenter autres sans entrer dans la supposition.

Il faut avouer que l'affirmation de Thiers est elle aussi une supposition, un choix fait entre les possibles, avec le soin seulement de choisir celui qui s'est réalisé, ce qui, pour être commode et placer dans une situation avantageuse, ne prouve pas plus. Il faut avouer que cette affirmation, il ne la prouve pas avec une grande force de logique. Voici le passage où cette philosophie réaliste de l'histoire prend le plus la peine de s'exposer et de ne se point borner à nous accabler du poids du fait même : « Je n'ai ici qu'un mot à dire sur le projet d'établir en France à cette époque le gouvernement anglais... (Il est gêné parce que ce gouvernement est précisément celui qui s'est établi et a duré, et que par conséquent il semblerait plutôt dans la fatalité historique qu'il se fût établi tout de suite que non pas qu'il ait mis vingt-six ans à ne pas s'établir.) Cette forme de gouvernement est une transaction entre les trois intérêts qui divisent les États modernes, royauté, aristocratie, monarchie. Or, cette transaction n'est possible qu'après l'épuisement des forces, c'est-à-dire après le combat, c'est-à-dire encore après la Révolution. En Angleterre, elle ne s'est opérée qu'après une longue lutte entre la démocratie et l'usurpation. Vouloir opérer la transaction avant le combat, c'est vouloir faire la paix avant la guerre. Cette vérité est triste, mais elle est incontestable; les hommes ne traitent que quand ils ont épuisé leurs forces. La constitution anglaise n'était donc possible en France qu'après la Révolution. On faisait bien, sans doute, de la prêcher; mais on s'y prit mal, et s'y serait-on mieux pris, on n'aurait pas plus réussi. J'ajouterai, pour diminuer les regrets, que quand même on eût écrit sur notre table de la loi la Constitution anglaise tout entière, ce traité n'eût pas apaisé les passions, qu'on en serait venu aux mains tout de même, et que la bataille eût été donnée malgré ce traité préliminaire. Je le répète donc, il fallait la guerre, c'est-à-dire la Révolution. Dieu n'a donné la justice aux hommes qu'au prix des combats. »

Il y a certes beaucoup d'esprit dans cette page, mais ce n'est pas dans une histoire détaillée de la Révolution française qu'il la fallait placer. Ce n'est pas quand on nous montre, tout à côté, quelle quasi-unanimité régnait en France en 1789 sur le fond des réformes à faire et l'énorme majorité qui s'y prononçait pour la royauté d'une part, et, d'autre part, pour une constitution, et c'est-à-dire pour la royauté constitutionnelle, quand on

nous montre tout à côté quels incidents, minces souvent, évitables par une très petite bonne volonté, qui existait du reste et qui n'était pas petite, ont précipité les événements, qu'on peut nous dire que ces événements étaient absolument nécessaires et qu'il fallait absolument se battre. C'était probable; tant s'en faut que ce fût certain, avant d'avoir été. Eh! qui ne s'est dit, avec un certain bon sens, il me semble, qu'un peu moins de famine en 1789, la Révolution se fût faite pacifiquement, incomplètement peut-être, quitte à se compléter plus tard, mais foncièrement et sans autres désordres que ce qu'on appelle des troubles. Or, la famine est un événement contingent. Il y a certainement de l'hypothétique à raisonner comme moi, mais trop de certitude facile à raisonner comme Thiers.

Cela est si vrai que ce fatalisme, il s'en écarte sans y songer, quand il parle en homme d'État, c'est-à-dire quand, en présence des événements et des situations historiques, il se demande : « Qu'est-ce que, là, j'aurais fait? » Alors le fatalisme s'éloigne devant ce qui l'écarte toujours, le sentiment de la liberté personnelle. On admet assez facilement que les autres soient dominés par des fatalités inéluctables, mais non pas soi-même. Thiers, examinant la composition de l'Assemblée constituante et la répartition des forces, ne peut pas s'empêcher de se dire : Comme c'était facile! Si j'avais été là! « Bouillé... La Fayette... Mirabeau... Il fallait unir ces trois hommes en détruisant leurs motifs particuliers d'éloignement. Mais il n'y avait qu'un moyen d'union, la monarchie libre. Il fallait donc s'y résigner franchement et y tendre de toutes ses forces. Mais la Cour accueillait froidement La Fayette, payait Mirabeau qui la gourmandait par intervalles, entretenait l'humeur de Bouillé contre la Révolution, regardait l'Autriche avec espérance... Ainsi fait la faiblesse; elle cherche à se donner des espérances plutôt qu'à s'assurer des succès... » Il suffisait donc qu'il y eût alors un Roi intelligent et ferme, ce qui se rencontre, pour que les choses tournassent autrement. Que devient la théorie de la guerre précédant nécessairement la paix et de la transaction ne pouvant venir qu'après l'épuisement? Voilà Thiers qui raisonne comme un diplomate et non plus comme un fataliste. C'est qu'un instant il s'est vu lui-même, en 1790, à la tête des affaires de la France.

Et le grand mérite de cette *Histoire*, c'est qu'elle n'est écrite

ni par un fataliste très entêté, ni par un pamphlétaire, ni par un mystique, mais par un homme d'État. Cela se voit assez à ce que jamais le regard de l'écrivain n'y est fixé sur la France seule, mais toujours sur la France et l'Europe en même temps. Tous les événements importants de la Révolution intérieure y sont montrés, presque avec une certaine monotonie, comme les contre-coups des événements extérieurs. 22 juin, 10 août, journées de septembre, mort de Louis XVI, tribunal révolutionnaire, chacun de ces grands faits n'est que le retentissement à Paris d'un fait de frontières, et il n'y a pas jusqu'au 9 thermidor qui ne soit aussi, en sens inverse, l'effet d'un retour de fortune : c'est Fleurus qui a tué Robespierre. Cette vue si juste, si nécessaire, qui ôte à l'histoire de la Révolution française le caractère romanesque qu'elle peut si facilement prendre, qui l'éclaire, qui fait comprendre, sans les faire excuser, les terribles convulsions, crimes sans elle inexplicables, qui en ont marqué le cours, est le point central de l'*Histoire de la Révolution*. Elle révèle chez Thiers, dès sa jeunesse, le *sens politique*, si indispensable à l'historien, cette « intelligence » qu'il a plus tard magnifiquement louée comme étant la qualité maîtresse de l'homme d'histoire. Elle est si heureusement trouvée, qu'après l'avoir assez longtemps mise en oubli, les historiens de la Révolution y reviennent maintenant avec des documents nouveaux et en tirent le plus grand profit. Quand il n'y aurait que cette indication dans le premier grand ouvrage de Thiers, elle vaudrait qu'on le lût avec attention, et comme avec respect.

On peut reprocher à ce beau livre d'avoir tenu un faible compte de la vie des provinces pendant la période révolutionnaire. Sauf l'insurrection vendéenne, dont il a bien fallu qu'il s'occupât, Thiers porte rarement ses regards loin de Paris. Le reproche subsiste, et d'autres historiens ont bien fait de tâcher de l'éviter. Il faut songer cependant que l'histoire, à cette époque, se fait bien, quoi qu'on puisse dire, à Paris seulement. La France, au point de vue politique, reste passive. Elle n'a la parole qu'aux élections. L'histoire se fait par *journées* révolutionnaires, sur lesquelles la France n'a aucune action. Cela tient, ce qu'on ne se figure pas très exactement de nos jours, à la rapidité des événements de Paris et à la lenteur des communications entre Paris et la province. Quand une nouvelle

met plusieurs jours à parvenir de Paris à Bordeaux, à l'heure où un événement comme le 10 août est connu en province, il est acquis, avec toutes ses conséquences; il n'y a plus à y revenir; il est historique; il ne peut plus être qu'un sujet de conversations. L'action réciproque de Paris sur la province et de la province sur Paris n'existe qu'à la condition d'une rapidité extrême et comme instantanée de rapports. L'importance et l'omnipotence politique de Paris en temps troublés a beaucoup diminué depuis les chemins de fer et le télégraphe. La France peut maintenant se ressaisir et s'entendre et faire connaître son sentiment avant que les événements de Paris soient devenus définitifs, et, d'autre part, Paris ne se sent plus aussi libre de ses actions et maître par son isolement même. Il y a cohésion plus grande et rapports plus intimes de vie commune. La centralisation télégraphique diminue, au lieu de l'accroître, la centralisation politique. Mais à cette époque où la circulation des correspondances est très lente, où le télégraphe aérien, quoique à peu près aussi rapide que l'électrique, est à peine installé et ne sert qu'aux communications de quelques armées avec le gouvernement, l'histoire arrive toute faite et déjà refroidie de Paris aux départements, d'où il résulte que c'est Paris seul qui la fait. Il n'y a donc que peu de reproches à adresser à l'historien qui concentre à Paris toute son attention.

Il y aurait une autre observation à faire sur certain défaut de l'*Histoire de la Révolution;* mais elle viendra plus en son lieu à propos de l'*Histoire de l'Empire*. Telle qu'elle est, l'*Histoire de la Révolution* est d'un homme qui s'annonçait comme un des plus « intelligents » qui dussent être dans le siècle.

L'*Histoire de l'Empire* a un autre caractère. Elle est d'un homme qui a passé par le maniement des affaires et qui y a pris un intérêt passionné. Colbert, je crois, disait : « Je suis un bon commis. » Thiers est le grand commis par excellence. Il aime l'administration de tout son cœur. Le détail l'enchante. Son peu de goût pour les idées générales et son grand goût pour l'idée d'ensemble, appuyée sur une statistique solide, se retrouvent ici. Thiers fait de l'administration comme le médecin fait de l'anatomie, avec un transport et comme un enivrement d'exactitude. Compter les articulations et les fibres d'un peuple ou d'une armée sont pour lui le plus grand et le

plus vif des plaisirs. Il a trouvé dans l'*Histoire de l'Empire* de quoi se satisfaire. Il est impossible d'aller plus loin dans la chasse ardente du détail, dans la minutieuse enquête de toutes les ressources. Le scrupule est ici un besoin, une sollicitude acharnée qui se communique au lecteur.

Quand il n'aurait pas eu cette passion par lui-même, en homme d'État qui s'était promis d'imposer le respect par une connaissance des faits qui troublait et accablait ses adversaires, Thiers aurait senti que le seul moyen d'intéresser le lecteur à la statistique, c'est de la lui donner complète, de le faire descendre avec lui dans les lacis du souterrain. Alors l'intérêt se réveille, l'immensité, non pas tant de l'œuvre, l'immensité des choses, l'infini de la réalité, pour ainsi parler, se révèle, et nous sommes véritablement émus de ce spectacle de l'extrême multiplicité et complexité des ressorts de l'humanité organisée. C'est la civilisation qui est là, non pas dans sa fleur, arts, littérature, rêveries philosophiques, mais dans la structure que les siècles et l'invention organisatrice des hommes lui ont peu à peu donnée; c'est ce qu'est devenu, soldat, contribuable, producteur de richesse et de combien de richesse, agent de force et de combien de force, accommodé et souple à la discipline, et dans quelle mesure, fibre du muscle lui-même engagé dans un grand corps, l'homme d'Europe, l'aryen, l'être du monde le plus capable de socialité, le plus capable de former avec ses semblables ces machines liées, compliquées, savantes, puissantes pour l'attaque et la résistance qu'on appelle les grandes nations.

Et que ce spectacle soit épouvantablement triste quand on songe que ces associations si délicates et si fortes, ces chefs-d'œuvre à la fois d'instinct et d'industrie associationnistes, ces corps si savamment organisés, ne savent que jeter les uns sur les autres, ou savent surtout jeter les uns sur les autres le poids de leurs masses, et la redoutable force de leur science organisatrice centuplant le poids de leurs masses, qu'on se dise alors que cette civilisation n'est qu'une forme déplorablement raffinée et habile de la barbarie, cela n'empêche point le spectacle d'être beau, cela ne rend que l'émotion plus profonde; et l'œuvre où, par l'exactitude, par la précision des cent mille détails, et par la lucidité suprême avec laquelle ils sont exposés, cette vaste et pénétrante vue du monde moderne nous est

donnée, reste, sans compter même l'énorme labeur, glorieux pour l'esprit humain, dont elle fait preuve, une des plus fortes, une des plus profitables, une des plus émouvantes leçons de choses.

La leçon morale est moindre. Je ne veux pas dire que Thiers ne tire jamais des faits qu'il raconte la moralité qu'il lui semble qu'ils contiennent. On me citerait de très belles pages et très justes tant de l'*Histoire de la Révolution* que de l'*Histoire de l'Empire*. Je ne dis point non plus qu'il ne soit pas un moraliste. Il l'est, et assez pénétrant. Il connait les hommes en général; il sait le jeu ordinaire de leurs passions, ce que leur font faire la cupidité, l'envie, la faiblesse, l'exaltation, le fanatisme, le délire des foules, et surtout la peur. Ses *Histoires* sont pleines de remarques fines et même profondes, rapidement jetées en passant, sur ces choses. Il est bon moraliste; mais il est très faible psychologue. Étudier un homme, et le bien voir, saisir et ce qu'il a de commun avec les autres et ce qui l'en distingue, surprendre le point central et vital de son caractère, ou, au contraire, et c'est aussi important, le point malade, la tare secrète, le défaut intime et persistant par où sera détruit ou altéré l'équilibre d'une forte et belle complexion : cela ne fut pas refusé absolument à Thiers, mais fut loin d'être sa faculté éminente. Dieu me garde de lui reprocher de n'avoir jamais fait de *portrait*, et songeant à quel point c'était un mérite que de se soustraire à cette mode du temps, on n'imagine point de quel cœur je l'en félicite. Mais, portrait à part, il faut bien dire que ces personnages si multiples et si divers de la Révolution, ne se distinguent point fortement les uns des autres dans son histoire. Ils semblent tous sur le même plan. A quel point Mirabeau fut un autre homme, dans tous les sens du mot, que Robespierre, et ce qui fait que Danton est extrêmement différent de La Fayette, on le voit très peu. Ces hommes pour Thiers sont des chefs de partis et les représentent; ils sont des forces qui luttent les unes contre les autres et que les circonstances viennent tour à tour aider ou desservir, et par suite porter au trône, à l'échafaud ou à l'exil. Mais ce qu'ils sont eux-mêmes et en eux-mêmes, et leur tempérament et leur éducation et le tour naturel de leurs idées et de leurs passions, cela n'est pas suffisamment mis en relief. Le peu d'intérêt que certains lecteurs, qui du reste ont tort,

prennent à l'*Histoire de la Révolution* vient certainement de là. Dumas père disait à Lamartine après *les Girondins* : « Vous avez élevé l'histoire à la dignité du roman. » Il ne faut jamais mériter cet éloge; mais Thiers, aussi, est trop à l'abri de la sanglante critique involontaire que contient cette louange.

De même ceux qui ne s'intéressent point assez à leur gré à l'*Histoire de l'Empire*, c'est qu'ils y cherchent le genre de charme que renferment les *Mémoires*, et il faut confesser qu'ils le chercheront en vain. Thiers n'est ni pittoresque, ni circonstancié, ni, dans la peinture des individualités, menu, aigu et vivant. Ce que fait cet administrateur en écrivant l'histoire, ce sont des *rapports*, des rapports complets, ordonnés et lumineux. A mon avis, c'est la véritable histoire moderne, aussi éloignée des prestiges du poème épique que des généralités de la philosophie de l'histoire; mais quelque chose des qualités de l'histoire telle qu'on la faisait autrefois ne serait pas, après tout, de trop.

C'est ainsi que là encore, les hommes, tous ces hommes si divers qui entourent le Premier consul et l'Empereur ne vivent point d'une vie individuelle nettement rendue sensible. Passe encore pour eux; on peut les dire offusqués et rendus indistincts par l'ombre du colosse. Mais le colosse lui-même, si bien connu dans tout ce qu'il a fait, semble l'être mal dans ce qu'il était. Quel fut, en définitive, quel fut au fond ce caractère et cet esprit, je le vois mal après les vingt volumes de Thiers, après même le résumé, très beau du reste, des dernières pages. Thiers n'aime pas à se tromper; et c'est pour cela qu'il s'aventure peu ; mais j'aimerais mieux qu'il m'eût donné de l'âme de l'Empereur une idée erronée, que je pourrais discuter et corriger, mais qui resterait fortement imprimée dans mon esprit, que non pas qu'il se borne à une appréciation molle, en quelque sorte, sinueuse et hésitante. Un puissant esprit, dévoré d'ambition et fataliste comme un joueur, cela n'est pas faux, sans doute; cela paraît mince et étroit pour un homme de cette grandeur. Je tremble que ce ne soit la vérité; mais cependant je me dis que les hommes de la même « famille, » les César, les Pierre le Grand, les Richelieu, n'ont pas eu qu'ambition et besoin d'action; qu'ils ont eu un dessein, égal à la grandeur de leur intelligence et digne d'elle. En prêter un à Napoléon ne serait peut-être que lui rendre justice.

J'imagine souvent que Bonaparte a vu l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui et telle qu'elle va être, divisée en quelques États si peu nombreux, si considérables et se touchant tellement de plein contact que la guerre latente entre eux est perpétuelle, que les armements les épuisent et qu'une misère lourde, de jour en jour croissante, est la situation universelle. « On étouffera là-dedans, a-t-il dû se dire; ce sont les frontières qui doivent tomber.. Elles tomberont un jour. Ce petit coin du monde sera un jour absorbé par le grand État militaire qui aura su le conquérir et l'unifier. Devançons les temps, si nous pouvons. Après tout, ils ne sont pas marqués, et ils sont peut-être venus. Aboutissons tout de suite. La paix et le libre développement humain en Europe ne seront assurés un jour que par un grand peuple conquérant mené par un grand homme. J'ai l'un, je suis l'autre. Essayons. Si je réussis, c'est un ou deux siècles de contrainte, d'angoisse, de misère, de civilisation rendue difficile et retardée que j'épargne à l'Europe. » Dessein insensé, ce qu'il est toujours facile de dire après l'événement, dessein prématuré, ce qu'il est toujours facile de dire quand l'histoire a donné son démenti, mais beau dessein, qu'il a pu avoir, qu'on reviendra à lui prêter quand un autre l'aura réalisé et qu'alors on jugera grand et philanthropique. Il est bien probable que, comme tout homme, si l'on en croit Pascal, Napoléon tendait au repos par l'agitation, tout en prenant, souvent, comme il est naturel, son agitation pour un désir de repos. Il est bien probable que de très grands projets et d'une haute raison, quoique trop précipités, étaient au fond de ces ambitions et de ces témérités, et que Napoléon n'est que la première ébauche du Charlemagne de l'avenir, qu'on louera, et qui sera peut-être moins grand. Thiers aime mieux l'équilibre européen, et il est évident qu'il a raison ; mais il pourrait essayer de démêler chez son héros la politique contraire et en sentir au moins la grandeur.

Ce n'est pas, du reste, de ne point trouver chez Thiers le rêve que je viens de faire, que je me plains; mais d'une façon générale, de ne point voir s'accuser chez lui en lignes vigoureuses, au risque même d'un peu d'hypothèse, aucune grande figure et non pas même celle de l'homme qu'il a le mieux connu, le plus pratiqué, le plus constamment suivi, et, tout compte fait, le plus aimé.

Et, quoi qu'il en soit, l'*Histoire de la Révolution* et l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* sont non seulement des œuvres qui font honneur au XIXe siècle, mais des modèles qu'on fera bien, en évitant la prolixité, d'imiter au XXe.

Thiers orateur était prolixe aussi, et pourra aussi néanmoins servir de modèle. Aucun homme en son temps n'a été si persuasif. Il s'était fait une éloquence propre, très personnelle, nullement à part pourtant, et dont on peut imiter la méthode, qui consistait dans une apparente causerie, très méditée pourtant, très surveillée et qui savait parfaitement où elle allait. Jamais il ne « le prenait de haut, » comme on dit; plus convaincu que personne de sa supériorité sur son auditoire, il savait l'art non seulement de ne pas l'affirmer par la majesté du ton, non seulement de ne pas la faire sentir, mais même de ne pas faire sentir qu'il la dissimulait. Sans bonhomie proprement dite, qui est un défaut aussi, et grave, il avait la simplicité parfaite de l'homme qui ne semble songer uniquement qu'à se faire comprendre. Et cette causerie, d'une incroyable souplesse, d'une allure doucement enveloppante, côtoyant, tentant et comme circonvenant le sujet, finissant par le serrer avec une pleine vigueur, variée du reste, tantôt, et le plus souvent, marchant pas à pas, mais du petit pas alerte de M. Thiers, tantôt précipitant son allure et franchissant les espaces, reposant l'auditeur ici par une anecdote, là par un trait spirituel, par un souvenir personnel (ce dont, les dernières années, il abusa), toujours vivante, toujours caressante, toujours amusante et hostile au sommeil, était une telle séduction pour les hommes qu'il a eu cet honneur unique que ses adversaires, alors qu'il gouvernait, firent un article constitutionnel qui lui interdisait de prendre quand il voudrait la parole, considérant la parole chez M. Thiers comme un procédé abusif de gouvernement.

Le plus souvent cette méthode oratoire consistait à raconter. Il savait que les hommes, et surtout les Français, aiment peu l'exposition dogmatique, qui a l'air d'un cours de philosophie, et se défient, quoique plus accessibles à cette seconde manière, de la rigueur des déductions logiques, qui leur paraît une surprise et une violence faites à leur esprit; il prouvait donc en racontant et en feignant de ne faire que raconter. « Ce sont les faits qui louent... » Pour Thiers, ce sont les faits qui prou-

vent et la manière de les exposer. Il voulait que l'auditeur le crût encore seulement à l'exposition préliminaire des faits de la cause et déjà fût convaincu, avec l'illusion précieuse qu'il s'était convaincu lui-même.

Il réussissait merveilleusement à ce jeu, et plus encore à celui qui consiste à manier les assemblées pour les mettre dans la situation d'esprit où l'on veut qu'elles soient. Très agressif et irritable, au commencement de sa carrière oratoire, jusqu'à se mettre dans d'assez mauvais cas, il avait fini, comme les hommes supérieurs, par faire une qualité du défaut qu'il ne pouvait pas corriger, en sachant en tirer parti. Il savait que dans une assemblée nombreuse le mot malheureux qui est comme latent dans les esprits d'une partie de la compagnie, sera toujours dit, si on sait le provoquer sans avoir l'air de le prévoir. A deux cents on ne retient pas une sottise bien sollicitée. Par une suite d'agressions qui semblaient échapper à son humeur méridionale, la sottise qu'il voulait qu'on dit, il la faisait toujours jaillir à un moment, et au moment propice. « C'est à croire qu'il y a un compère, » s'écria Montalembert un jour où le jeu était plus apparent. Il n'y avait pas de compère, mais dans un autre sens du mot, il y avait un rusé compère.

Dans ses discours moins que dans ses autres ouvrages, mais dans ses discours aussi, Thiers avait deux styles, qui devaient être un peu étonnés de se rencontrer. L'un était celui dont il usait quand il ne songeait pas à être écrivain ; il était excellent. C'est celui qu'il a très bien défini dans une page célèbre de l'*Histoire de l'Empire*, c'est le style qui semble ne pas exister, le style tellement sobre, tellement dépouillé qu'il n'est qu'une « glace sans tain » entre la pensée de l'auteur et celui qui le lit.

Ce style merveilleux, le seul que l'historien, l'orateur politique, le diplomate, l'homme d'État doivent se permettre d'avoir, c'est assez souveut, c'est presque le plus souvent, celui de Thiers. Mais il n'avait pas le courage ou le goût de le garder toujours. Il ne résistait pas à la tentation de faire admirer ou d'admirer lui-même un de ses développements ou une de ses phrases. Il visait à la grande éloquence, qu'on n'atteint que quand on ne la cherche pas, ou plutôt, car il ne suffit pas de ne la chercher point pour l'atteindre, qu'on n'atteint jamais quand on la cherche. Alors il était pompeux, solennel et

suranné. Il employait des périphrases consacrées et des métaphores qu'il n'inventait pas. Il disait « ce mortel, » pour dire « cet homme, » ce qui suffit, si grand que soit l'homme dont on parle. « Quand Thiers veut s'élever, il devient commun, » disait Molé. Cruel, mais très souvent juste. Comme écrivain,.. « comme écrivain, me dit un de ses contemporains, vous savez bien qu'il fallait l'entendre parler ! » Rien de plus vrai. Il fallait entendre le mot précis, piquant, imprévu et juste, partir et comme bondir, dardé par les lèvres minces. Il fallait, après un discours du trône où les théories de M. Thiers étaient traitées dédaigneusement « d'ingénieuses, » l'entendre dire, sur une interruption de Rouher : « Prenez garde, ne m'irritez point. Je vous dirai des choses désagréables. Je vous dirai que vos interruptions sont ingénieuses. » Il fallait, quand Rouher encore parlait des « doctrines surannées » entendre cette voix moqueuse, un peu amère qui s'élevait là-bas : « C'est le despotisme qui est suranné. » Il fallait, quand on causait de deux frères dont l'un siégeait à gauche et l'autre à droite, savourer l'accent de bonhomie ineffable avec lequel il disait : « Cela s'entend. L'un est légitimiste, l'autre républicain, et tous les deux sont orléanistes. » Il est très vrai que, comme écrivain, il fallait l'entendre. Et c'est pour cela que ce qu'il y a de mieux écrit dans les œuvres de Thiers, c'est le recueil des discours de Thiers.

VII

Je résumerai très brièvement son rôle politique. Il fut très souvent ministre de 1830 à 1840, et chef de l'opposition constitutionnelle de 1840 à 1848. De 1830 à 1840, à distance, au regard de l'historien, rien ne le distingue essentiellement de Guizot.

Comme Guizot il sentit le besoin de consolider les résultats d'une révolution très légitime et extrêmement embarrassante ; car ce qu'elle avait réveillé surtout dans les esprits, c'étaient les souvenirs de l'Empire. Nous sourions quand nous rencontrons dans les écrivains les plus grands souvent, du temps de Louis-Philippe, l'Empire considéré comme la suite naturelle de la Révolution, comme faisant corps avec elle, et comme le messager formidable de la Révolution à travers l'Eu-

rope. C'était l'idée de tout le monde à cette époque, et par parenthèse, on la trouve même au dixième volume de l'*Histoire de la Révolution* de Thiers. Il y a tant de choses différentes dans la Révolution qu'il n'y a rien de si étonnant à ce que de l'une de ces choses Napoléon ait été considéré comme le continuateur. Toujours est-il que Révolution et Empire, à cette époque, se confondaient dans les esprits. 1830 fut donc considéré par tous ceux qui l'avaient fait, excepté ceux qui en profitèrent, comme la revanche de 1815. Le drapeau tricolore, c'était le drapeau d'Austerlitz. De là à l'idée de recommencer l'Empire sans l'Empereur, de se précipiter sur l'Europe, d'appeler tous les peuples « à la liberté, » il n'y avait qu'un pas que toute l'opinion « libérale » de ce temps a franchi. Si, en 1830, le suffrage eût été plus étendu, si la petite bourgeoisie eût voté, la guerre européenne eût éclaté. Personne ne doutait dans les classes moyennes de France, que la France ne pût facilement tenir tête à l'Europe.

C'est contre ces rêves que Guizot et Thiers ont lutté également de 1830 à 1840, et c'est aussi pourquoi tous les deux, je l'ai montré ailleurs à propos de Guizot, se sont si peu souciés de l'extension du suffrage.

En 1840, Thiers eut une véritable défaillance, un véritable oubli, et qui pouvait être funeste, de sa propre politique. Il eut comme un accès de politique napoléonienne. Il venait de ramener les cendres de Napoléon à Paris, ce qui était tellement irréprochable au point de vue patriotique, que les plus opposés à ce projet, comme Lamartine, n'avaient pu s'empêcher de le voter, mais ce qui était aussi peu opportun et aussi dangereux que possible au point de vue politique. Au milieu même de la recrudescence d'esprit napoléonien que ce retour triomphal avait excitée, les affaires d'Orient vinrent échauffer les esprits de tous les Français et même celui de M. Thiers. Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte, menaçait encore une fois Constantinople, et il n'y avait nul doute que ce très grand homme, si on ne l'entravait pas, ne rangeât tout l'Empire des Turcs sous sa loi. L'intérêt de la France n'était pas différent de l'intérêt de l'Europe dans cette question. L'intérêt de l'Europe est qu'aucune Puissance européenne ne soit maîtresse de Constantinople, point qui commande le passage d'Occident en Orient d'une part, de la Mer Noire dans la Méditerranée d'autre part. C'est pour cela

que, depuis plus d'un siècle, l'Empire Turc a toujours été maintenu à Constantinople par l'accord plus ou moins intime, plus ou moins sincère, mais qui se retrouve toujours, des grandes Puissances européennes. On aime mieux à Constantinople une Puissance qui n'est pas européenne et qui est faible, que d'y voir ou l'Autriche ou la Russie. Or de deux choses l'une : ou, Méhémet-Ali conquérait Constantinople, et alors il n'y avait rien de changé, et c'était toujours une Puissance non européenne qui régnait sur le Bosphore, avec cette différence pourtant que, du moins pendant la vie de Méhémet, cette Puissance serait moins faible que n'était la Turquie et pourrait susciter des embarras ; — ou un partage d'Empire se faisait entre la Turquie et Méhémet, et il y avait vers le Bosphore deux Turquies, toujours en guerre déclarée ou latente, dont tantôt l'une, tantôt l'autre, chercherait toujours à appeler à son secours, soit l'Autriche, soit la Russie. Le *statu quo* dans les deux cas ou valait autant ou valait mieux.

L'Europe entière, avec la Russie elle-même, le comprit, et s'entendit pour décourager, entraver, et refouler Méhémet. La France seule, c'est-à-dire Thiers, protégea Méhémet, l'encouragea sous main, s'isola ainsi du reste de l'Europe. C'était véritablement contraire à toute la politique que Thiers avait exposée maintes fois. Il avait dit bien souvent, il avait toujours dit depuis 1830 qu'il fallait agir dans l'intérêt français près de la France, en Belgique, en Suisse, en Italie, non pas loin de la France, non pas en Pologne par exemple ; il avait toujours dit qu'il ne fallait nulle part agir sans alliance. On ne voit pas quel grand intérêt français le faisait ainsi changer de manière de voir et adopter une politique d'isolement aventureux.

Il faut dire que l'opinion publique, sans qu'on sache, ni sans qu'elle ait su bien pourquoi, était en France extrêmement favorable à Méhémet. On peut croire que Thiers se laissa entraîner. Le certain, c'est qu'indisposée des sentiments et même des menées de la France, l'Europe se passa d'elle pour régler les affaires d'Orient et signa une convention à ce sujet sans sa participation et à son insu. Cette surprise était une injure assez grave. La Sainte-Alliance semblait reformée, on pouvait se croire en 1815. L'irritation fut grande en France. On voulut la guerre. Thiers la voulut aussi, ou il s'en fallut de peu. Il arma. Il proposa d'autres armements formidables. La folie de la guerre

européenne, tant de fois dénoncée par lui, ne l'effrayait plus. On fut à la veille d'une catastrophe. Ce fut le Roi qui arrêta tout. Il refusa les armements, en d'autres termes il renvoya Thiers. Il est très probable que Louis-Philippe a reculé 1870 de trente ans. Il a rendu là un grand service à la France et aussi à Thiers.

De 1840 à 1848, Thiers fut le chef peu ardent, satirique, vigilant, éloquent, souvent amer, mais peu ardent de l'opposition constitutionnelle. Au fond, sur la question principale, il était du même avis que Guizot. Il ne souhaitait pas l'extension du suffrage, ou il n'en souhaitait qu'une minime qui n'eût satisfait personne. Il était bien revenu du reste de sa politique de 1840, et il disait en 1846, avec cette faculté d'oubli qui est peut-être nécessaire aux hommes d'État : « Je puis prouver par des discours de tribune que je n'ai pas partagé cette espérance de trouver en Orient un dédommagement de ce qui nous était arrivé en Occident. Je ne suis pas de ceux qui ont contribué à l'entraînement des esprits. Je n'accuse personne, je me borne à dire que je ne suis pas de ceux qui ont contribué à propager cette espérance qu'on trouverait en Orient un dédommagement de nos échecs d'Occident. »

Il était donc alors pour la politique pacifique à l'extérieur, et conservatrice libérale au dedans. Le seul point où il fût en désaccord profond avec le gouvernement était celui de la réforme, non *électorale*, mais *parlementaire*. Elle consistait à écarter de la Chambre élective les fonctionnaires qui y étaient au nombre d'un tiers et en nombre toujours croissant, véritable scandale et véritable instrument de règne, auquel c'est la plus grande faute de Guizot d'avoir tenu.

1848 arriva, et le suffrage universel fut établi. Ce fut évidemment un grand malheur puisqu'il nous a valu l'Empire et ce qui s'en est suivi. Mais en attendant ce fut déjà un malheur en ce qu'il désorienta les esprits les plus fermes à l'ordinaire.

La nouveauté de la situation jeta Thiers et quelques autres dans une opposition stérile, maladroite et un peu incohérente. Rien n'empêchait Thiers d'être républicain conservateur dès le lendemain, le surlendemain, si l'on veut, du 24 février. Son « programme » était républicain, en vérité, comme je l'ai montré. Il n'avait pas besoin de la royauté, puisque, quand il

la rencontrait devant lui, il l'annihilait. Donc se placer sur le nouveau terrain constitutionnel, accepter et pratiquer la république parlementaire, repousser, comme contraire au « programme, » le président nommé par la nation, et former au sein de l'assemblée un parti de républicains conservateurs, destiné, la Législative l'a montré, à s'accroître très rapidement, c'était là ce qu'on pouvait attendre de Thiers, et il y avait là de grands services à rendre. Au lieu de cela, par horreur des radicaux, il fut de l'opposition extrême, qui voulait détruire. Il fut favorable à la candidature du prince Louis, il fut favorable à la réduction du suffrage universel, qui mettait une arme aux mains du président-prétendant, en ce que celui-ci pouvait, quand il le voudrait, se donner comme le restaurateur du suffrage populaire et des droits du peuple. Thiers n'a pas dû se féliciter plus tard de son rôle sous la seconde République.

L'Empire se fit, qu'il avait prévu et prédit trop tard. La politique du Second Empire fut pour Thiers un sujet de stupéfaction. A l'intérieur, toutes les « libertés nécessaires » restreintes ou suspendues, le système parlementaire annulé, la responsabilité ministérielle supprimée, c'est-à-dire tout ce que les peuples modernes peuvent supporter de despotisme installé fortement, avec la complicité du suffrage universel, du reste impuissant, étant donnée l'irresponsabilité des ministres, à exercer autre chose qu'une pression morale. A l'extérieur, le libre échange et la « politique des nationalités. »

Cette politique des nationalités dont, à cette époque, le gouvernement et aussi l'opinion publique en France se sont absolument entêtés, était la chose la plus confuse du monde. Le principe, — car cela aussi était un principe, — le principe des nationalités pouvait être pris de bien des façons. Il pouvait être question de petites nationalités ou de grandes. S'il s'agissait de petites, c'était, dans chaque nation constituée de l'Europe, l'esprit particulariste à réveiller ; Pologne, Bohême, Croatie, Hongrie, Irlande à provoquer à l'autonomie. C'était toute l'Europe qu'on mettait encore une fois contre nous. S'il s'agissait de grandes nationalités, cela devenait l'idée « des grandes agglomérations. » Panslavisme, pangermanisme, panitalisme. Dans ce cas, c'était souhaiter un remaniement de la carte de l'Europe où la France, déjà amoindrie, tomberait, par l'agrandissement

des autres, à un rang encore inférieur. Comme c'était sous cette forme que le « principe » était encore le plus défavorable à la France, c'est sous cette forme qu'il y fut adopté généralement.

Thiers ne comprit pas du tout cette générosité. Il chercha en quoi les grandes agglomérations pouvaient être utiles à notre pays et ne trouva point. Il sortit du silence en 1859 (1) pour jeter le cri d'alarme. Il lui semblait que c'était une position assez bonne encore dans notre abaissement relatif que de n'avoir sur nos frontières que des peuples faibles, Belgique, Confédération germanique, Italie divisée, et que la nécessité n'était pas démontrée de créer à nos portes une Italie une et forte, et d'encourager ainsi la formation d'une Allemagne une et formidable.

Cette politique égoïste fut repoussée avec mépris, la France s'engagea avec enthousiasme dans l'expédition d'Italie, et la suite de tous nos malheurs, sans cesse prédits par Thiers, de 1860 à 1870, commença. Il ne s'épargna pas à les prévoir et à nous prémunir contre eux. Il put même voir, en 1866, qu'il jouait un peu moins le rôle de Cassandre, et que, sinon lui, du moins les événements commençaient à dessiller les yeux à ses contemporains. La France, pendant la guerre de 1866, fut favorable, sans doute, à la Prusse, à cause du « principe, » mais avec plus d'hésitation qu'elle ne l'avait été à l'Italie. Il était trop tard du reste et l'arrêt de déchéance de la France était prononcé. Il n'avait plus qu'à s'exécuter.

Personnellement, dans les dernières années du second Empire, Thiers avait repris en France une importance très considérable. Comme politique extérieure, il s'était montré clairvoyant, et, écartant les chimères, s'était placé sur le terrain de la défense nationale très longtemps avant tout le monde; comme politique intérieure, il avait trouvé sa vraie et définitive assiette. Dans ses discours, dans ses conversations, dans le livre de Prévost-Paradol *la France nouvelle* qu'on savait bien qu'il avait inspiré, il avait marqué sa parfaite neutralité entre l'Empire, la Royauté et la République, à la condition que l'Empire, la Royauté ou la République fût strictement et franchement parlementaire. En d'autres termes, il était arrivé à la

(1) Voir son discours du 13 avril 1865 où il rappelle cette intervention.

précision définitive de son programme, et disait : Quel que soit le régime, la liberté seule importe, et la liberté, c'est le système parlementaire.

Aussi après 1870, tous les yeux se portèrent sur lui. On lui savait gré d'avoir conjuré, les larmes aux yeux, la Chambre impériale de ne pas voter précipitamment la guerre; on lui savait gré de son voyage diplomatique à travers l'Europe pendant la guerre, voyage qu'il avait entrepris dans le vague espoir de nous conquérir un allié, et dans le dessein plus précis, parfaitement honorable et utile encore, de préparer l'Europe à voir Thiers chef de la France; on lui savait gré de la modération bien connue de toutes ses idées; et enfin il était le seul qui, depuis vingt ans, se fût montré homme d'État. Il fut désigné par les élections de février 1871 comme seul chef désiré et même possible du gouvernement.

Il accepta. Son dessein premier fut de faire la paix et de travailler à la libération du territoire. Quel fut son dessein politique? Il est très probable que, dès la première heure, il songea à conserver la République; mais il ne le dit pas, et n'avait pas à le dire. Il réserva la question. Elle ne pouvait être posée que plus tard, avec la paix à faire vite, et une Assemblée composée pour un tiers de républicains, pour un tiers de légitimistes et pour un tiers d'orléanistes. Il fallait, avant de songer même à une constitution définitive, que la fusion entre légitimistes et orléanistes ou fût faite, ou fût reconnue impossible. Tout le monde le comprit et la République comme gouvernement de fait fut acceptée.

Après la paix faite et l'insurrection de Paris vaincue, les élections complémentaires de juillet 1871 changèrent la situation. Ce sont ces élections qui firent la République actuelle. Elles envoyèrent à la Chambre une centaine de républicains. C'était assez pour partager l'Assemblée en deux parties à peu près égales, l'une composée de républicains de toutes les nuances, mais réunis autour de Thiers par le besoin pressant du danger, l'autre composée de légitimistes et d'orléanistes qui ne s'entendaient pas. De plus, comme indication politique, ces élections signifiaient que la France voulait la République. Elles avaient été faites au scrutin de liste dans presque tous les départements. Elles avaient la valeur d'une consultation nationale.

Elles avaient été républicaines si nettement que des départements réactionnaires jusqu'alors, et redevenus depuis réactionnaires, avaient nommé des républicains. Jamais la France ne fut plus républicaine qu'en juillet 1871. Dès lors, il n'y avait qu'à s'incliner devant « la force des choses, » représentée par la volonté nationale, très indiscutable, d'un côté, de l'autre, et encore plus, par l'impossibilité où étaient trop visiblement ceux qui n'étaient pas républicains de s'entendre sur le choix d'un roi. Thiers fut formellement républicain à partir de ce moment-là. Il suffisait de se rendre compte de la situation pour l'être.

Il se fit donner par la *Loi Rivet* le titre de Président de la République, avec cette clause un peu singulière et unique dans l'histoire de nos constitutions que les pouvoirs du Président ne cesseraient, sauf démission de sa part, qu'avec ceux de l'Assemblée. C'était partie gagnée. Il n'avait plus qu'à laisser agir le temps. Chaque élection partielle lui amenait un contingent républicain ; les monarchistes dussent-ils réussir à s'entendre, ils ne pouvaient le renverser qu'en dissolvant l'Assemblée, c'est-à-dire en se renversant eux-mêmes sans retour, les élections générales devant être assurément républicaines. A partir de la *Loi Rivet*, Thiers n'avait qu'à administrer et attendre. Il n'en fit rien. Il voulut passer du fait au droit et proposer à l'Assemblée une Constitution définitivement républicaine. Ce fut une faute considérable. Thiers a eu de l'impatience dans le caractère jusqu'à la fin de sa vie. Il faut dire aussi qu'il avait sans doute une idée à laquelle il tenait fort. Il voulait très probablement que ce fût l'Assemblée de 1871 qui fît la Constitution, précisément parce que cette Assemblée n'était pas très républicaine. Aller avec l'Assemblée jusqu'à ce que celle-ci mît fin à ses pouvoirs, et revenir avec une nouvelle Chambre, c'était peut-être risquer de se trouver en face d'une Constituante qui eût établi, par exemple, le gouvernement d'une Chambre unique. Tâcher de faire voter la Constitution républicaine par l'Assemblée de 1871, c'était avoir des chances d'établir une Constitution à peu près telle qu'il la voulait. Ce qui le prouve assez, c'est que ce fut précisément cette Assemblée, après la retraite de Thiers, et après l'échec définitif des espérances monarchiques, qui fit la Constitution ; et elle la fit très analogue à celle que Thiers eût probablement désirée. Mais ceci même

prouve qu'il aurait dû attendre, laisser se nouer et se dénouer sous sa Présidence les négociations monarchiques, en répétant, ce qu'il avait dit plusieurs fois : « Si vous pouvez faire la monarchie, elle est faite ; » et, ces tentatives décidément abandonnées, arriver devant l'Assemblée avec sa Constitution dans la main. Il est certain qu'en 1873 vouloir imposer à l'Assemblée de 1871 la fondation de la République définitive c'était trop de hâte.

Il échoua, au 24 mai 1873, et se retira. Avant de mourir, il vit la Constitution de 1875, le partage du pouvoir législatif entre une Chambre des députés et un Sénat, la responsabilité ministérielle, les libertés nécessaires, la France enfin placée sous le régime qu'il avait préconisé depuis si longtemps. Il aimait à avoir raison ; il aimait à ce que ses bons amis les faits lui donnassent raison. Le dernier spectacle que lui présenta son pays lui fut agréable. Il eut même cette dernière fortune, que par suite d'un court retour au pouvoir des anti-républicains, quoique triomphant au fond, il mourait dans l'opposition, c'est-à-dire populaire. Il était né sous une bonne étoile.

VIII

C'était l'esprit le plus conservateur, le plus *misonéiste* qui ait peut-être jamais existé. En littérature, en art, en procédés de gouvernement, en politique, soit intérieure soit extérieure, en philosophie, il était pour le passé, pour les manières d'agir éprouvées et contrôlées par le temps, et avait une invincible tendance à croire que ce qu'on inventait ne valait pas grand'chose, ou plutôt qu'on n'inventait rien. Le mot de progrès avait peu de sens pour lui : « On a eu à toutes les époques la prétention d'être le plus nouveau de tous les siècles. Toujours on s'est imaginé que rien de pareil à ce qu'on voyait n'avait existé auparavant. Au XVIe siècle, lorsque Luther eut proclamé la liberté de conscience, lorsque Bacon eut renouvelé la face des sciences, on crut qu'il allait se former un monde tout nouveau. Que resta-t-il à la fin ?... On discutait sa croyance religieuse; dans la science on observait un peu plus exactement la nature; mais le monde allait comme auparavant. Il y avait eu des modifications; il n'y avait pas eu le changement complet qu'on avait

annoncé. Le monde se modifie; il ne change pas; il est toujours le monde; les Lois de la nature sont éternelles. »

Avec ces dispositions d'esprit il était dans notre XIXe siècle, l'homme le plus propre à retenir et contenir notre esprit mobile sur toutes les pentes où il s'engageait impétueusement. Il repoussait à peu près toutes les « grandes idées, » de ses contemporains. « Votre Thiers, me disait un de ses ennemis, à force de ne rien comprendre, aura toujours raison. » Cela voulait dire que les choses allant moins vite que les idées, à repousser les vastes desseins réformateurs qui ont des chances de ne se réaliser que dans quelques siècles, Thiers se trouvait presque toujours d'accord avec les faits d'aujourd'hui et de demain, et s'appuyant sur aujourd'hui, trouvait presque toujours demain pour lui donner raison.

C'est ainsi qu'il a été essentiellement négatif pour être efficacement modérateur.

De toutes les nouveautés du siècle, il n'a accepté que la République, parce qu'avec sa sagacité d'historien bien renseigné, il s'était aperçu que la République n'était pas une nouveauté; qu'elle existait depuis le jour où l'on n'avait plus voulu que de la Royauté constitutionnelle, c'est-à-dire d'une présidence de la République; et que, d'autre part, trois familles, et trois partis derrière elle, se disputant cette présidence héréditaire de la République, l'accord consistait à les exclure toutes les trois. Mais toutes les autres idées nouvelles lui ont paru prématurées. Il nous a rendu les plus grands services, souvent insuffisants, mais ce ne fut pas de sa faute, en les combattant. Il nous a prémunis contre les générosités de notre esprit. Il a repoussé le libre échange, le désarmement, la décentralisation, le principe des nationalités, le socialisme. C'est un programme complet de réactionnaire; disons que c'est un programme complet d'homme prudent, très timoré, convaincu que l'avenir nous tire à lui toujours assez vite et que c'est très dangereux que de le vouloir devancer; disons aussi que c'est un programme de patriote qui était stupéfait et irrité que la France inventât presque toujours les idées qui lui étaient le plus nuisibles.

Quand on a ce tour d'esprit on est sans influence sur ses contemporains si l'on n'est pas très savant et très pratique. Car l'idée qui doit se réaliser après demain a toujours pour les hommes des séductions irrésistibles qu'on ne peut combattre

que par une connaissance minutieuse et déconcertante des faits actuels.

Cette connaissance Thiers se l'était donnée par un labeur à la fois acharné et allègre qui lui fournissait ses armes et qui était aussi la joie de son esprit éternellement curieux. C'est avec cette information infaillible, irréfutable et implacable aussi, qu'il faisait réfléchir ses adversaires, ou les réduisait à ce silence qui a les airs de la réflexion.

Ces précieuses ressources eussent encore été inutiles si Thiers n'avait pas eu infiniment d'esprit. On pardonne tout au talent, en France, même l'esprit réactionnaire, même la prudence, même la résistance aux idées nouvelles. En France, il faut être chimérique ou avoir de l'esprit : Thiers avait pris ce dernier parti. Il eut de l'esprit sous toutes les formes, éloquence captieuse adroite et séduisante, trait rapide admirable pour la réplique, raillerie gaie plutôt qu'amère, très légère et attique, épigramme parfois plus qu'humoristique où l'esprit bouffe du méridional, rarement du reste, mais à point, reparaissait, charme infini à « parer » l'anecdote et à bien placer le souvenir. Il était bien français. Ce qui désarme et conquiert le mieux les Français c'est d'être français.

C'est grâce à ces qualités secondaires que Thiers a fait passer ses qualités essentielles, le bon sens, la lucidité, la solidité, le sens du réel. C'est grâce à elles qu'il a pu être un ouvrier utile et glorieux des mauvaises heures, ce qui est le rôle le plus beau qu'un patriote puisse souhaiter. Ces ouvriers qui connaissent si parfaitement la machine, et qui, pour la si bien connaître, l'aiment passionnément, n'en inventent jamais une autre; mais ils sont admirables, quand elle a subi un accident, pour la remonter.

ÉMILE FAGUET.

LE CUBISME ET LA CRITIQUE

A PROPOS DU *SALON D'AUTOMNE*

I

Il arrive à la critique d'art une singulière aventure. J'entends la critique « moderniste » ou qui, du moins, hier encore, croyait l'être, en tout cas impressionniste et subjectiviste. Elle vient buter contre un phénomène essentiellement moderne : le phénomène du Cubisme, conjugué avec celui du Futurisme et de l'Art nègre, et devant ces pierres d'achoppement elle s'arrête, déconfite et désemparée, contrainte par ses principes à admirer, répugnant cependant à l'admiration, obligée de se renier et de revenir, par un détour, à des idées qu'elle a toujours combattues. A la vérité, ses principes n'étaient pas d'une clarté ni d'une vigueur saisissantes. Aucun écrivain ni philosophe ne les avait formulés d'un tour vif et précis qui permît de très bien les comprendre, ni de les contredire. Mais une atmosphère d'opinions, de tendances et de préjugés s'était formée peu à peu dans la Presse artistique et chez un public d'amateurs, laquelle imprégnait leurs jugements sur les œuvres et sur les hommes. On la respirait sans trop la définir, et elle intoxiquait le goût naturel d'une foule de bons esprits. Devant les œuvres d'art les plus déplaisantes et les plus bornées, où nul aspect de la nature n'était fortement rendu, ni aucun caractère humain pénétré, on se croyait obligé d'admirer, pour peu que l'artiste se targuât d'une « vision » nouvelle. Et, si l'œuvre venait à heurter violemment le goût public, l'admiration allait à l'enthousiasme. Toute indigence était tenue pour dédain de la virtuosité facile, toute obscurité pour profondeur. Moins

il y avait de choses dans un tableau, plus il était honorable d'en découvrir. Le beau mérite d'éprouver de vives jouissances de couleur chez Rubens ou de pénétration psychologique chez Holbein! Ce qui est rare et partant précieux, ce qui classe un amateur, c'est de les ressentir devant quelques hachures grosses de sous-entendus, quelques nébuleuses génératrices de mondes. La nature n'étant nullement un modèle, ni une inspiratrice, mais seulement un prétexte, un profane seul pouvait encore songer à confronter avec elle l'œuvre d'art. Pour en juger et de son degré de réalisation, c'est à la conception ou à l'intention de l'artiste qu'il la fallait associer.

Ainsi, pouvait-on parvenir à tout comprendre et à étendre indéfiniment le domaine de sa sensibilité. Quoi que se proposât l'artiste, on devait s'efforcer de s'y adapter, pourvu, toutefois, que ce fût quelque chose de nouveau et d'assez abscons pour ne pas se révéler d'abord à tous. Voilà le thème de l'art et de la critique essentiellement subjectivistes. Le critérium n'est placé ni dans l'aspect sensible des choses, ni dans l'observation des lois physiologiques de l'Art, ni même dans le sentiment moyen du public, — ce qui lui conserverait un certain degré d'objectivisme. Bien au contraire, ce consentement unanime est tenu pour une contre-indication. « L'unique grandeur de la foule, écrivait il y a longtemps, déjà, un des organisateurs du *Salon d'Automne*, c'est de ne jamais se tromper, de sorte que ses goûts forment un critérium infaillible : si elle traîne dans la boue un homme, c'est que cet homme est grand; si elle vilipende une œuvre, c'est que cette œuvre est un chef-d'œuvre, et les pommes cuites qu'elle lance forment la plus glorieuse couronne qu'il soit possible de désirer. » Il suit, de là, non seulement que tout mouvement d'art nouveau doit être encouragé, mais que l'incompréhension du public est un sûr garant de sa valeur. On voit que, si subjective qu'elle fût au début, nuageuse et changeante, la critique d'art moderniste aboutissait, pourtant, à quelques axiomes fort impératifs. Ils se peuvent résumer ainsi : l'art ne représente pas la nature, mais la conception de l'artiste; cette conception doit toujours être acceptée quand elle est nouvelle : si elle heurte la vision commune, c'est signe qu'elle constitue un progrès et l'art de l'avenir.

Or voici que, depuis dix ans, aux *Indépendants*, puis dans les *Salons d'Automne*, sont apparues des œuvres qui présentent

exactement et au paroxysme ces caractères. Ce sont celles des artistes dits les *Fauves* pour leur ardeur et leur férocité à démolir ce qui peut rester des principes de l'École; les *Cubistes*, ainsi appelés parce qu'ils transposent toutes les formes en « volumes » d'aspect solide et géométrique; les *Futuristes*, qui tirent leur nom d'un manifeste de M. Umberto Boccioni, dédié à la sculpture, et construisent des statues, en toutes sortes de matières mélangées, où l'on cherche à donner une idée de mille phénomènes, mais où la forme humaine ne se retrouve plus. Je ne parle pas des *totalistes*, des *primitivistes futuristes*, des *dynamistes*, des *transcendantalistes*, des *synchromistes* et d'une foule d'autres, où les initiés seuls se retrouvent, à moins toutefois qu'ils ne s'y retrouvent pas, ni enfin, des *Dadaïstes*, dont les facéties pour être plus énormes que les autres, ne différaient guère en nature et comme aspect des synthèses de l'art « transcendantal. »

En même temps, quelques amateurs étant entrés dans les musées d'ethnographie et d'anthropologie, découvraient l'Art nègre et proposaient à notre admiration des fétiches des Papous ou des idoles du Bobo-Dioulasso. L'influence de ces maîtres méconnus s'est fait sentir aussi dans la sculpture « avancée. » Aujourd'hui, le mouvement « cubiste » est plutôt en décroissance, mais le *Salon d'Automne* montre encore et les amateurs sont encore invités à considérer comme des tableaux, des *puzzles* colorés contenus dans des cadres et comme de la sculpture, des magmas de plâtre qui n'offrent aucun sens perceptible à l'imagination.

Là-dessus, la Critique, dans son ensemble, s'indigne. Elle se demande si les Futuristes ne se moquent point et si l'on ne se trouve pas en présence d'une gigantesque mystification. Elle rappelle l'histoire du douanier Rousseau, cet ancien employé de l'Octroi, qui sur le tard se mit à faire le portrait de ses voisins à la manière d'un colorieur de photographies et qu'un pince-sans-rire sacra grand homme, de la famille des Primitifs. Elle renvoie les jeunes artistes dans les musées, leur conseille d'étudier les maîtres, comme on le conseille à l'École des Beaux-Arts. On recommence à prononcer les mots de « tradition, » de « beau, » et même, — en croyons-nous nos oreilles? — de « sujet » dans l'Art. Pour tout dire, et à l'exception de quelques jeunes amis des cubistes, les impressionnistes d'autrefois traitent le Cubisme, comme l'ancienne critique traitait l'impressionnisme des Claude Monet, et auparavant, le réalisme de Courbet.

Où en prennent-ils le droit? C'est ce qu'il serait difficile de dire, quand le seul subjectivisme est invoqué pour légitimer l'enthousiasme ou l'exécration. Et c'est ce que je voudrais examiner, bien plus que les manifestations du *Salon des Jeunes*, et du *Salon d'Automne*. Celles-ci sont sous les yeux du public. Son sentiment est unanime et il s'exprime sans ménagement. Tantôt, c'est de la gaieté la plus franche, tantôt, c'est de la colère : ce n'est jamais une adhésion ou un émerveillement. Il n'est donc nullement utile de montrer les tares des écoles nouvelles. Elles éclatent à tous les yeux. La critique d'une œuvre d'art est nécessaire et légitime, lorsque l'auteur, satisfaisant certains goûts du public, et point les meilleurs, l'entraine à admirer quelque chose qui en est indigne. Alors, le critique peut demander à ce public de réfléchir sur son impression, de la confronter avec de plus profondes et de plus durables, d'éprouver si c'est bien à ses plus fortes et plus fines facultés d'enthousiasme qu'une œuvre fait appel, ou si c'est à des tendances purement intellectuelles ou vulgairement somptuaires, qui peuvent se satisfaire sans le moindre secours de l'art. Il peut aussi et il doit, si l'œuvre représente ou interprète un coin de nature, la confronter avec la nature même, sinon pour en exiger l'imitation, du moins pour en démêler quelque caractère. Mais dans une œuvre « cubiste, » il n'y a rien de semblable. L'auteur ne cherche nullement à tromper le public sur la qualité de son plaisir : il ne lui donne pas de plaisir. Il ne vise pas à exploiter son goût pour un aspect quelconque de la nature : il ne reproduit pas des aspects de la nature. L'objet mis sous les yeux du spectateur est tellement éloigné de toutes les apparences sensibles offertes à la vue par la vie que le public, non averti, n'y reconnaîtrait même pas, le plus souvent, un tableau ou une œuvre d'art. C'est donc seulement les raisons initiales du phénomène et son retentissement dans les esprits qui peuvent être discutés

Or, ces écoles nouvelles ou groupes divers qui se disputent, un instant, l'attention des jeunes gens et qui s'excommunient mutuellement procèdent tous d'un même désir initial : échapper aux redites de la virtuosité de l'École et découvrir dans la peinture des mondes ou tout au moins des modes nouveaux. Ils sont toujours dominés par une même répulsion ou phobie : celle des termes exacts introduits par la science dans

la reproduction des images visuelles. Le premier désir, logiquement, d'étape ou étape, devait les entraîner jusqu'à la gaucherie, s'il le faut, pour rendre, sans aucune adresse apprise et banale, leurs sensations d'art. Et, à mesure que les moyens mécaniques de révéler les aspects de la Nature s'étendent aux plus rares et aux plus fugitifs, l'horreur des réalisations faciles les entraîne vers une interprétation de plus en plus arbitraire des phénomènes naturels. Après cela, peu importe que les uns cherchent surtout à exprimer la masse, la densité des choses, ou les autres leur construction interne, ou d'autres encore leurs apparences successives dans un rapide coup d'œil. Ce qui les détermine, au fond, à toutes ces recherches, ce n'est pas un enthousiasme nouveau pour un aspect de la nature : c'est une négation et une protestation contre des effets trop faciles obtenus par des recettes trop anciennes et ne donnant que des impressions trop ressenties.

Les révolutions esthétiques d'hier n'avaient pas d'autre cause. Aussi est-il bien malaisé de nier la légitimité de ces dernières, quand on approuva celles qui les ont précédées. Il est vrai que les résultats, ou les œuvres, peuvent être dissemblables. Mais d'après quoi en jugera-t-on, en l'absence de toute loi et de tout terme formel de comparaison ? Si l'on proteste contre un découpage des cubistes, « Je vois comme cela ! » peuvent-ils dire, et si on le conteste, « Qu'en savez-vous ? » peuvent-ils répondre triomphalement. Et surtout, quand ils disent : « Je *conçois* comme cela, » qui peut s'inscrire en faux ? Vous avez peine à vous assimiler leur conception ? tant mieux, c'est qu'elle est très personnelle ! Vous n'y parvenez pas du tout ? Excellent, c'est le comble de la personnalité. Et comme, d'après les principes de toute esthétique moderne, l'artiste doit recréer à son usage la nature, et lui imposer une vision personnelle, il s'ensuit que moins nous la partagerons, plus nous devrons l'admirer.

Qu'objecter contre la redistribution arbitraire des traits d'une figure, le nez placé au-dessus des yeux, les oreilles sous la bouche, si tant est qu'on en aperçoive encore, au milieu des losanges et des tourbillons ? N'est-il pas entendu, depuis longtemps, que le dessin est une « convention ? » Vous voulez des yeux à leur place habituelle, et la bouche au-dessus du menton ? Allez faire faire votre photographie ! Vous ne méritez que cela...

Le public s'exaspère-t-il de semblables libertés prises avec la figure humaine? A merveille! C'est l'aventure arrivée au *Balzac*. « Ce sont des cris indécents, écrivait Mirbeau, des colères folles, des rires insultants. Jamais statue ne vit autour de son piédestal de plus laides figures tordues par de plus hideuses grimaces. Chacun va jeter un peu de sa bave, un peu de sa boue sur ce monument le plus impeccable peut-être que Rodin ait créé... » Voilà qui venge de tous les sarcasmes populaires les œuvres de M. Picabia, de M. Picasso ou de M. Archipenko.

Craindrez-vous, au surplus, que le cubisme soit la négation de tous les maîtres anciens des grandes époques de l'Art, que si les *Fauves* ont raison, Raphaël et Léonard de Vinci, Vélasquez et Titien n'y n'aient jamais rien compris... Détrompez-vous! Nul n'est plus respectueux des dieux anciens que ces anarchistes. Ils les revendiquent parmi leurs ancêtres, ils se vantent d'être leurs fils légitimes. Tel, d'ailleurs, Degas, admirateur d'Ingres, entendait bien tenir de lui son dessin. Oh! l'on a fait du chemin depuis Courbet et la tactique auprès du bourgeois est autrement habile! On dit très bien aujourd'hui à l'amateur stupéfait: Poussin, Raphaël, Chardin, Ingres, Cézanne, Seurat et le douanier Rousseau! procédé renouvelé du scrutin de liste. On met en tête des noms qui emportent l'adhésion de tout le monde et à leur suite des noms qui, présentés tout seuls, n'emporteraient celle de personne. Dans les élections, il est vrai, on ne peut disposer du nom d'un grand homme sans son assentiment. Les morts sont plus accommodants et l'on frémit en pensant à la façon dont M. Ingres accueillerait, s'il revenait en ce monde pour en faire la connaissance, sa surprenante postérité!

Enfin, que veut-on de plus pour reconnaitre dans le mouvement cubiste les vertus de ceux qui l'ont précédé? On nous a démontré la beauté des plus insignifiants Cézanne et des plus hurlants Renoir, comment? En nous montrant les prix qu'ils obtiennent dans les ventes et l'importance des collections où ils sont entrés. Mais la même sorte d'argument peut être invoquée par les cubistes. Leurs œuvres, d'abord contestées, se vendent. Il y a des collections où l'on n'en voudrait pas d'autres. Des publications luxueuses les reproduisent avec un soin jaloux et grande dépense de gravure. Plus d'un faiseur de « synthèses dynamiques » peut dire : « On m'achète, — donc je suis. » Il n'est ainsi aucune des raisons alléguées en faveur des écoles modernes que les Cubistes ne

puissent invoquer. Il faut donc avouer que le Cubisme, le Futurisme et même le Dadaïsme sont l'art de l'avenir ou que ces raisons ne valaient rien.

II

C'est qu'en effet elles ne valaient rien. Et pour peu qu'on les soumette à la méthode expérimentale, leur vanité paraît. La première, par exemple, car c'est celle qui intimide le plus l'opinion, est cet axiome : Tout mouvement nouveau en art est un progrès. Les écoles les plus assurées de l'avenir sont donc les plus avancées. D'où, la terreur où vit le « bourgeois » de ne point paraître assez avancé. « Mais qu'est-ce qu'être avancé, » sur cette piste circulaire des évolutions esthétiques, où l'on tourne depuis environ cent cinquante ans, de telle sorte que les éclaireurs d'avant-garde se trouvent tout d'un coup marcher sur les talons des pires traînards et par conséquent les suivre au lieu de les précéder? Les opinions qu'on trouvait rétrogrades, il y a cent ans, sont précisément celles qu'on professe aujourd'hui, et il n'y a rien de plus vieillot ni de plus démodé que les théories révolutionnaires d'alors, des Guérin ou des Girodet-Trioson. Être avancé, sous le Consulat, c'était mettre Chardin au galetas, mettre en devants de cheminée les Watteau que nous admirons et porter aux nues les pastiches gréco-romains qui nous ennuient, c'était dénoncer au public les *scènes galantes* qui sont pour nous, qui étaient pour Rodin, de délicieuses expressions de vie et de mouvement, et c'était promettre l'immortalité aux Fabre et aux Girodet... Être avancé, chez les Fauves de ce temps-là qu'on appelait les *Barbus*, c'était, taxer de *rococo* Euripide, — oui, Euripide ! — et donner comme le prototype de l'art sincère et « primitif » Ossian, — oui Ossian! Veut-on un exemple topique? En 1802, Mme Vigée le Brun est à Londres; elle entend parler d'une diatribe d'un peintre anglais contre l'École française, se la fait traduire et y répond de sa meilleure encre. Mépriser l'École française? Comment expliquer cela? Ah! sans doute c'est qu'on pense aux artistes démodés et « rococo » d'il y a trente ans : les Chardin, les La Tour, les Perronneau, les Boucher, les Greuze, les Fragonard! Ceux-là, il est vrai qu'ils ne sont guère défendables : c'est la risée des ateliers. « Mais depuis cette époque, dit-elle, la

peinture française a fait d'immenses progrès dans un genre tout contraire à celui qui l'avait fait dégénérer. » Et elle cite avec enthousiasme : Vien, David, le jeune Louis Drouais « mort à vingt-cinq ans, à Rome, alors qu'il allait peut-être sembler l'ombre de Raphaël, » Gérard, Gros, Girodet, Guérin « et tant d'autres ! » Cette opinion ne lui était point particulière. Toute la jeunesse la professait. Peu à peu, les amateurs furent gagnés à l'art nouveau. Ils laissaient un tableau de Fragonard s'adjuger 7 francs en vente publique. On trouvait des Watteau chez les chaudronniers pour 10 francs. Seuls, sous la Restauration, quelques retardataires à ailes de pigeon s'obtinaient à trouver quelque mérite au faire léger et vif de Frago, aux pastels de La Tour. On s'en moquait copieusement.

Tout juste si le respect dû à la personne royale empêchait les courtisans de Louis XVIII de protester, quand ce débris du XVIII[e] siècle en célébrait les maîtres. « Quelque injustes que nous parussent parfois ses opinions sur la peinture, — dit le rédacteur de *Mémoires* fameux parus à la fin de la Restauration, — nous n'avions garde de le contrarier. Nous le laissions vanter les Doyen, les Chardin, comme les talons hauts et les paniers... » On sent, ici, la commisération de ces esprits émancipés pour le vieillard capable de méconnaître l'esthétique de Winckelmann, de proférer ce blasphème que « la peinture moderne était sèche, » que le dessin de David était « dur, » enfin de ne pas voir que l'avenir n'était plus aux scènes de famille ou aux intérieurs bourgeois, mais à la figuration des « héros, » ces héros « dont on n'a que faire, » disait-il... Trente ans plus tard, la jeune critique d'avant-garde, la critique réaliste reprenait à son compte l'opinion de Louis XVIII sur les héros de l'art académique et quelque trente ans encore après, son goût pour le « faire » de Chardin était partagé par tous.

De nos jours le même phénomène s'est reproduit à propos de M. Ingres. Les vieillards se rappellent que, dans leur jeunesse, M. Ingres était la tête de turc de toutes les cabales curieuses d'essayer leurs forces : les romantiques en pleine vigueur, les réalistes en pleine ascension, les impressionnistes au berceau. Il personnifiait l'Institut, l'École, l'Académisme étroit et rageur. « Un Chinois égaré dans les ruines d'Athènes ! » disait Préault, le chef des *fauves* de ce temps-là ; et Castagnary, leur critique préféré : « Un bonhomme qui n'a jamais eu ni inven-

tion ni style, qui a dû sa célébrité à de mauvaises toiles et l'a conservée par de mauvais plafonds, qui s'est fourvoyé toute sa vie et qui aujourd'hui, à bout de moyens, fait de la peinture enfantine. » Enfin, il n'y a guère plus de trente ans, M.-F^{ts}. Raffaelli écrivait encore : « Ingres, qui ne fut qu'un esprit malade des traditions dont il s'était bourré en provincial et qui ne laisse pas un morceau d'art qui soit vraiment français, inquiet et aigre de la poussée qu'il sentait gronder autour de lui, ne laisse de ses hésitations et de ses colères entêtées que le souvenir d'un homme qui aima passionnément son art et fit des portraits à la mine de plomb. » Devant cette unanimité de la jeune critique, les vieux admirateurs de *la Source* ou de *M. Bertin* étaient aussi penauds que, de nos jours, seraient ceux — s'il en reste, — qui s'aviseraient de trouver du mérite à un portrait de Cabanel ou de Bouguereau. Lorsque, tout d'un coup voici dix ans, une autre génération ayant surgi et un courant nouveau d'idées ayant soufflé, M. Ingres a ressuscité au Petit Palais sous les espèces et apparences d'un des plus grands maîtres de l'art français. Et ses arriérés partisans, copieusement conspués pendant quarante ans pour leur goût déplorablement académique, se sont trouvés au milieu d'une foule d'admirateurs au moins aussi enthousiastes. Et non pas seulement ses portraits, que les Castagnary ou les Raffaelli ont toujours plus ou moins tolérés, mais encore ses plus froides et plus emphatiques compositions ont été déclarées admirables par une jeunesse désormais hostile au romantisme. Bien mieux, parmi les fauves du Salon d'Automne, il en est qui affichent leur admiration pour cet ancêtre et s'honorent de suivre ses enseignements. De ce jour, il fut évident qu'en art les termes « avancé, » « rétrograde, » « peinture de l'avenir, » « peinture du passé, » sont dépourvus de toute signification.

Les critiques peuvent-ils donc s'y tromper et ignorer assez l'histoire de l'Art pour attribuer à ces vocables une vertu si singulière? C'est peu probable, mais la routine les entraîne à s'en servir, de même qu'ils s'obstinent à voir un élément de progrès dans toute apparence de désordre. En face de pauvretés ou d'extravagances impossibles à défendre, ils se retranchent dans la confiance en l'avenir. La jeunesse a toujours été excessive, disent-ils; les révolutions fécondes ne se font pas sans des excès. On ne crée qu'en commençant par nier et par détruire. Tout vaut mieux que la stagnation et la routine de l'École. Peu

importe qu'il y ait des tentatives absurdes, concluent-ils, « l'Art a besoin du ferment de l'absurde. »

C'est exactement le contraire qui est vrai. A toutes les grandes époques de l'Art, les génies les plus personnels et les plus novateurs ont commencé par être fort sages et tout à fait respectueux. Leurs premières œuvres sont souvent si timides qu'on les prend parfois pour celles de leurs maîtres eux-mêmes. Toute l'histoire de la Renaissance le prouve; celle de Watteau, de Chardin le confirme. Même dans les temps modernes, les plus hardies découvertes dans le domaine de la nature ou du sentiment ne sont nullement sorties d'excentricités, d'exagérations, ni de négations. Elles en ont été plutôt suivies. C'est à la fin de sa carrière et non à ses débuts que Turner fut excessif et, si l'on veut, absurde. Corot a été fort classique pendant toute la formation de son talent, Degas aussi. Rodin n'est devenu un peu déconcertant que passé le midi de sa vie. Bien loin que les négations violentes et les partis pris d'originalité soient nécessaires à l'élaboration d'un art nouveau, l'expérience nous montre toujours les génies destinés à renouveler le monde commençant par être des élèves appliqués. Ce sont proprement les tempéraments faibles qui se soustraient à la discipline au lieu de s'en fortifier. Si l'erreur contraire a pu se répandre, c'est par un effet de perspective qui nous cache les plus grands faits et les plus grands maîtres pendant des siècles et qui fait tenir toute l'histoire de l'Art entre *l'Enterrement à Ornans* et *l'Olympia*. Ce n'est vraiment qu'un instant dans la suite des révolutions esthétiques, et si cet instant obture aujourd'hui la vision des critiques, demain rétablira l'optique vraie, celle où l'on voit clair.

Or, quand on voit clair, qu'est-ce qu'on voit? Ceci, avec une continuité telle et une telle universalité qu'on y trouve presque la rigueur d'une loi naturelle.

Tout l'effort des maîtres anciens a été d'ajouter, s'il se pouvait, aux progrès de leurs devanciers, mais sans rien en renier ni en laisser perdre. Pendant toute la période vivante et ascendante de l'Art, on a cherché à faire mieux qu'avant et non à faire autrement. On n'a cherché à faire autrement que le jour où l'on a désespéré de faire mieux. Et c'est seulement le jour où l'on n'a plus pensé pouvoir faire autrement en faisant bien qu'on s'est avisé de faire autrement en faisant mal, c'est-à-dire

en mettant dans ce qu'on faisait moins de réalité, moins de beauté, moins de force. Car il est plus facile de se distinguer par le retranchement et la pénurie que par la générosité et l'abondance. Voilà toute l'histoire des évolutions de l'Art à partir du moment où, ne suivant plus une ligne ascensionnelle, il s'est mis à tournoyer sur lui-même, à repasser par des états intermédiaires où on l'avait déjà vu et finalement à déchoir. Toutes les théories, les gloses à prétention philosophique, ne servent qu'à masquer cette désobligeante évidence, sinon aux yeux des esprits simples, au moins à quelques raffinés, en leur faisant accroire qu'ils sortent du « commun, » lorsque c'est du « sens commun » qu'ils s'évadent, ou plus précisément du « bon sens. » Ce qui manque, d'ailleurs, à ces raffinés autant que la simplicité, c'est justement la pénétration analytique. Ils croient à des trouvailles de l'Art moderne, parce qu'ils ne voient point que ces prétendues nouveautés sont contenues dans les œuvres des anciens maîtres. Mais ceux-ci, infiniment plus riches de techniques et de puissance émotive que les modernes, ne montaient pas le moindre procédé en épingle et ne le présentaient pas, isolé de toute beauté, comme une foudroyante révélation. Ils renouvelaient l'Art par l'accumulation des richesses. Aujourd'hui, on ne le renouvelle que par le vide. Les critiques empêtrés dans leurs formules de synthèse et de suggestion hésitent à le proclamer. Mais la foule est plus simpliste et moins dupe. Quand il n'y a rien, elle voit qu'il n'y a rien, et elle le dit.

Aussi pour parer à ce coup droit, la critique moderne enseigne-t-elle cet axiome que toujours, en face d'une forme d'art nouvelle, la foule se trompe. Mais c'est à voir et la démonstration ne serait pas si facile. Quand le sâr Péladan exhibait, au *Salon* de la Rose-Croix, il y a quelque trente ans, les œuvres de ses disciples qu'il appelait « magnifiques, artistes monumentaux, dignes de fresquer la maison carrée à Nîmes et de se tenir devant Titien, » la foule hilare ne cachait pas son scepticisme à l'égard de cette renaissance de l'Art idéaliste. Et, à la vérité, elle ne se trompait pas : nulle renaissance n'en est sortie.

Lorsque, plus récemment, il y a une vingtaine d'années. les expositions regorgèrent des entreprises du *modern style*, et que les critiques d'art voulurent imposer au bourgeois récalcitrant des tables myriapodes, des fauteuils incompatibles, des crédences

tentaculaires, où le « grand vermicelle belge » tourbillonnait en d'inquiétantes figures de cauchemar, la foule poussa un cri d'horreur. Elle sentit tout de suite et dénonça la conspiration des modernistes contre ses aises les plus légitimes et son goût de mesure et de beauté. Elle vit encore très juste ce jour-là. Enfin, si l'on consulte l'histoire de l'Art, depuis la *Madone* de Cimabue portée en triomphe dans les rues de Florence et la *Vierge* de Mantegna dans les rues de Mantoue, jusqu'au succès du *Sacre* de David, la liste serait longue des chefs-d'œuvre que la foule n'a pas hésité à acclamer dès leur apparition. Si elle a aussi parfois acclamé autre chose, il s'ensuit que le verdict du suffrage universel en art n'est pas un critère, mais non pas qu'il soit une contre-indication.

On a donc mauvaise grâce à récuser ce verdict, quand on donne à la critique d'art une base purement subjective. Pourtant, on le récuse, car on sent trop que le suffrage universel, consulté sur les tentatives futuristes, donnerait tout de suite raison à l'Institut. Mais alors, sur quoi se fonde la prétention qu'ont leurs auteurs de nous les imposer? Ce n'est pas sur le sentiment, puisque devant elles on n'éprouve ni plaisir ni émotion. Ce n'est pas sur la raison, puisque les arguments invoqués, tirés des analogies avec les autres écoles, ne valent rien. Ne cherchons pas plus longtemps : c'est sur le principe d'autorité.

L'autorité de qui? De quelques augures. Qui la tirent de quoi? De la crédulité des collectionneurs. Ceux-ci, désorientés par les sautes de vent et les caprices de la mode, ballottés entre les écueils des goûts contraires, tremblants à l'idée de méconnaître le Dieu du lendemain, prennent le parti de toujours suivre le dernier venu. Arrivé à ce degré d'inhibition, on n'aime pas, on ne comprend pas, on croit; et l'on croit d'autant plus qu'on se sent moins sur le terrain de l'intelligible. C'est le *Credo quia absurdum*. Le dogmatisme expulsé des domaines de la philosophie et de la science prend sa revanche dans celui de l'Art. Un jour, l'amateur illuminé accomplit l'acte de foi : il achète. Dès lors, et si restreint que soit le nombre des acheteurs d'un peintre, en comparaison des lecteurs d'un livre ou des spectateurs d'une œuvre dramatique, le succès se fonde sur quelque chose de sûr. Il suffit d'une douzaine de gens fortunés pour l'établir. L'autorité de l'augure confirmée par le chèque du riche : voilà le critère moderne substitué aux incertitudes pas-

sées. Peu importe après cela le sentiment des milliers de naïfs, de rêveurs, ces visiteurs du dimanche, qui demandent à l'Art une vision qui les dépayse ou les réconforte, mais qui ne peuvent appuyer d'un chèque leur admiration. Cela ne « chiffre » pas. C'est le « silence à la foule! » et le « silence aux pauvres! » de la plus réjouissante ironie dans un temps qui se targue de démocratisme et de libre-pensée.

Et pourtant, ce critère, lui-même, ne signifie pas grand'chose. Si le prix d'un tableau était établi, comme celui d'un sac de blé ou d'une machine à coudre, par le besoin qu'en ont des millions de gens, il serait, jusqu'à un certain point, déclaratif d'une adhésion publique. Mais il n'en est rien. Il suffit que deux amateurs se disputent un objet, dont nul autre ne se soucie, pour que son prix puisse monter très haut. Quand cela se voit, cela prouve qu'un riche naïf s'est laissé persuader de sa beauté ou de son avenir : cela ne prouve pas qu'elle en ait. Les collections sont remplies de choses acquises fort cher du temps où Albert Wolff tenait le sceptre de la critique, — lequel faisait souvent un bruit de marteau de commissaire-priseur, — et ces choses ne valent plus aujourd'hui ce qu'elles ont coûté. Même les succès obtenus après de lentes réhabilitations ne durent pas toujours. *L'Angelus* de Millet, acheté à la vente Secrétan plus de 600 000 francs par M. Chauchard, ne trouverait peut-être pas aujourd'hui l'équivalent de cette somme, l'opinion s'étant beaucoup refroidie, non sur Millet, mais du moins sur *l'Angelus*. Et nul ne peut dire si les *Danseuses* de Degas, atteindraient encore dans cinquante ans, les 450 000 francs qu'on a donnés une fois pour elles.

Quant à l'autorité des élites intellectuelles, nous n'avons aucune raison, non plus, de la croire infaillible. L'exemple de leurs erreurs passées est là pour nous mettre en garde. On ne rencontrera pas d'ici longtemps, sans doute, pour cautionner une œuvre d'art nouvelle, un trio pareil à celui que formaient, il y a cent ans, Musset, Lamartine et Henri Heine. Or, si nous lisons ce qu'ils ont écrit tous les trois d'un certain tableau qui est au Louvre, sans l'aller voir nous-mêmes, nous devons penser que c'est une des créations humaines les plus assurées de l'enthousiasme des générations à venir. « L'incomparable tableau des *Moissonneurs* de Léopold Robert, ce Virgile du pinceau qui a égalé le Virgile des *Géorgiques*, s'écriait Lamartine, quelle plume pourrait donner l'impression d'un tel pin-

ceau?... Tout est inspiration dans la conception, tout est réflexion dans l'exécution... On ne peut trouver qu'un mot pour exprimer l'impression des *Moissonneurs :* Raphaël a fait la transfiguration d'un Dieu, les *Moissonneurs* sont la transfiguration de la Terre... » Et Henri Heine : « Léopold Robert a recueilli d'abord en soi les figures que lui offrait la nature, et de même que les âmes ne perdent pas dans le feu du purgatoire leur individualité, mais seulement les souillures de la terre, avant de s'élever au séjour des heureux, ainsi ces figures ont été purifiées par les flammes brûlantes du génie de l'artiste, pour entrer radieuses dans le ciel de l'Art où règnent encore la vie éternelle et l'éternelle beauté... » Enfin Musset, sur leur pendant : les *Pêcheurs de l'Adriatique :* « Ah! Dieu! la main qui a fait cela, et qui a peint dans six personnages tout un peuple et tout un pays! cette main puissante, sage, patiente, sublime, la seule capable de renouveler les arts et de ramener la vérité... cette main qui peignait le peuple et à qui le seul instinct du génie faisait chercher la route de l'avenir là où elle est dans l'humanité... » Près de cent ans se sont écoulés, plusieurs générations ont passé devant l'œuvre de Léopold Robert. L'opinion unanime, maintes fois répétée, est que voilà une des plus plates et plus vulgaires enluminures qui déshonorent les murs du musée.

Maintenant, que dira-t-on? Que les poètes d'autrefois se pouvaient tromper, mais que les contemporains sont infaillibles? Que l'expérience des élites d'il y a cent ans ne vaut rien pour juger des élites dans le temps où nous sommes? Qu'un jour, tout ce qui était possible est devenu impossible et que le don de prophétie dénié jusque là aux plus grands écrivains du XIXe siècle est descendu soudainement illuminer les nôtres? C'est vraiment abuser de la crédulité la plus complaisante. Après des exemples si précis et si concordants d'erreurs commises par les plus grands poètes, il nous est permis de nous en fier à notre impression personnelle, sans nous inquiéter de ce qu'on excommunie ou de ce qu'on canonise dans les petits cénacles de la littérature. Quand le génie de Lamartine et de Musset et la pénétration de Henri Heine n'ont pu les garder d'une admiration intempestive pour une œuvre médiocre, il n'y a aucune raison d'attribuer cette vertu au talent de M. Guillaume Apollinaire ou d'Octave Mirbeau.

Au fond, il n'y a ni ne saurait y avoir d'autorité, qui sera

toujours subjective, mais il y a pour juger d'une œuvre d'art, un critère supérieur, complexe, mais sûr : la Nature. L'art et la critique ont été désorbitées du jour où ils ont abandonné cette vérité si simple : les arts plastiques sont des arts d'imitation. Ils sont autre chose que cela, mais ils sont cela, d'abord. Il y a, pour suggérer des idées, les écritures, les hiéroglyphes, les signes conventionnels. L'Art ne suggère pas : il imite et ses procédés sont, quoi qu'on en dise, si peu conventionnels, que les peuples les plus divers n'ont nullement besoin de parler la même langue, ni d'être initiés aux mêmes signes pour reconnaitre, tracés sur un mur, les formes d'un homme ou d'un animal. Une convention, qui est à ce degré universelle et que l'enfant s'assimile en ouvrant les yeux, n'est plus une convention : c'est une adaptation à un besoin physiologique. Seuls, les esthéticiens, rencognés dans leurs systèmes loin de toute expérimentation directe, peuvent l'avoir oublié.

Les maîtres, eux, n'y ont pas mis tant de malice. Infiniment plus subtils que les philosophes dans leurs perceptions, ils ont eu des conceptions toutes simples. Ils ont prétendu non pas du tout s'exprimer, comme les pédants veulent nous le faire croire, mais exprimer la nature. Leur œuvre a toujours été, dans leur pensée, non pas une interprétation, mais une représentation. Tous leurs témoignages, toutes leurs disputes, toutes les anecdotes, depuis les oiseaux de Zeuxis et de Parrhasios, jusqu'à la rondache de Léonard, le prouvent. Attraper la ressemblance, donner l'illusion de la réalité, « contrefaire la nature, » tel a été, aux époques vivantes et ascendantes de l'Art, le seul but. Et, lorsqu'il s'est agi de sentiments, de passions, ils n'ont jamais prétendu exprimer les leurs, mais bien en reproduire les apparences matérialisées sur les figures qu'ils voyaient, c'est-à-dire quelque chose encore de nettement objectif.

Qu'ils y aient mis aussi du leur, qu'ils n'aient pas pu s'abstraire de leur œuvre, jusqu'à en faire une projection directe de la réalité sur leur panneau, ou leur mur, que leur tempérament soit intervenu pour leur faire sentir dans la nature plutôt tel caractère que tel autre, et par conséquent varier à l'infini ses prestiges, c'est vrai et très évident. Mais tout ceci s'est passé hors de leur volonté et presque à leur insu. Leur méthode et leur but ont été tout autres. Représenter les choses telles qu'on les voit — c'est-à-dire telles que *tout le monde* les

voit, afin que tout le monde les puisse reconnaître — voilà la règle d'or qu'ils ont suivie.

Aussi bien, quand ils ont cru devoir abandonner quelqu'une des pratiques de leurs maîtres, est-ce toujours la raison qu'ils ont invoquée. Le seul principe au nom duquel ils se soient jamais permis de contester un enseignement de l'École, c'est la confrontation avec la réalité. On ne trouve jamais chez eux cette idée de savants ou de sociologues qu'il faut adopter telle « vision » ou ressusciter telle manière, parce qu'elles sont plus conformes au génie de leur « race » ou aux aspirations du moment. Ils suivent les grands modèles du Passé, quels qu'ils soient, et la Nature, où qu'ils la trouvent. Cette Nature est fort méprisée par les esthéticiens modernes, parce qu'ils ne savent pas y démêler ce que les artistes y ont pris, et qu'ils croient bonnement ceux-ci des inventeurs, quand ils ne sont que des copistes. Mais les maîtres ont toujours été plus humbles vis à vis d'elle et leur témoignage nombreux, concordant, formel, manifeste assez qu'ils y sont toujours retournés comme à la seule source où puiser.

Je sais en Provence, au bord d'un chemin qui suit le contour de la côte méditerranéenne, un vieux cadran solaire encore consulté par les passants, malgré les moyens qu'on a de connaître mieux l'heure aujourd'hui. Quand arrive le printemps, le doigt d'ombre tournant lentement sur le disque lumineux continue à toucher les heures anciennes, au même instant que jadis, sans souci des prescriptions de M. Honnorat. Les passants tirent leurs montres, s'étonnent : « Ce cadran retarde ! » disent-ils. Maintenant, qui a raison du ressort spiral qui avance, ou du gnomon qui retarde? Nul ne le sait. Il y a de la convention dans les deux. Mais le soleil, lui, montant et s'abaissant sur la montagne et sur la mer, continue à dire aux yeux exercés du berger et du pêcheur l'âge du jour. C'est à lui qu'il faut recourir pour savoir l'essentiel : — ce qu'il reste de lumière pour la pâture, pour la route et pour le travail. L'Art classique n'est pas arriéré, non plus que ce cadran solaire. L'Art futuriste n'est pas assuré de l'avenir, non plus que la montre du passant. La Nature seule pour l'artiste est un guide sûr.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

DEUX ANNÉES

DE

L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA RÉVOLUTION

1796-1797

II [1]

QUATRE MOIS DE RÉPUBLIQUE LIBÉRALE

I

On a vu les catholiques, pendant l'année 1796, travaillant, pièce à pièce, à leur affranchissement. En cette lutte, un grand espoir les soutenait. Aux termes de la Constitution, le Corps législatif, c'est-à-dire *le Conseil des Cinq Cents* et *le Conseil des Anciens*, devait, au printemps de 1797, se renouveler par tiers. Que ce nouveau tiers fût choisi parmi les modérés ; et du même coup, la majorité se déplaçant, la liberté des cultes, depuis si longtemps souhaitée et poursuivie, pourrait devenir réalité.

L'ardeur du combat se proportionna à l'importance de l'enjeu. Contre le Directoire on aurait pu formuler bien des accusations : les finances en désordre, les routes peu sûres, les services de bienfaisance ou d'instruction désorganisés. Entre toutes les revendications, une se dégage, émergeant au-dessus de toutes les autres, celle de la liberté religieuse. « Nous voulons, disent les paysans, nos églises, nos presbytères, nos prêtres. » Jamais mandat impératif ne fut plus nettement tracé.

Vers l'époque de la Pâque qui se célébrait cette année-là le

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

16 avril, on connut les premiers résultats des élections; ils étaient favorables, et la grande solennité chrétienne fut fêtée dans l'allégresse. Puis les nouvelles, d'abord vagues, se précisèrent; on sut les noms des élus; les plus experts ébauchèrent des pointages. Décidément, on tenait la victoire. Alors les espérances s'exaltèrent, et à tel point que, dans le Morbihan, on organisa une quête pour fréter un navire qui irait chercher en Espagne les prêtres déportés.

II

Le 1er prairial (20 mai 1797), les nouveaux députés prirent séance, les uns au *Manège* où siégeaient les *Cinq Cents*, les autres aux Tuileries où étaient installés les *Anciens*. Ils se comptèrent. Jadis, par une cynique violence, les Conventionnels avaient tenté de se perpétuer. Contre l'usurpation, le pays avait protesté une première fois, et, puisque les choix n'étaient libres que pour un tiers, avait voulu du moins que ce tiers fût pris parmi les modérés. Voici qu'au premier tiers, un second tiers s'ajoutait, composé, lui aussi, d'hommes de bon vouloir, avides d'ordre, de justice, de liberté. Désormais, le Directoire, sévèrement contenu, serait contraint de se transformer ou d'abdiquer, à moins qu'il ne se sauvât par un coup de force pire que la violence même qui avait, dix-huit mois auparavant, prorogé le mandat des Conventionnels.

Dans l'une et l'autre enceinte, le spectacle ne laissait pas que d'être suggestif. Les survivants de la Convention, naguère insolemment étalés, se resserrent, se pelotonnent, tout étonnés que la puissance du nombre leur échappe et, avec elle, la faculté d'être injustes impunément. Ils observent les nouveaux arrivants. Quelques-uns surprennent, tant ils semblent venus de loin : tels Fleurieu, ministre de la Marine sous Louis XVI ; le chevalier de Murinais, maréchal de camp dans les armées de la monarchie ; Tronson-Ducoudray, naguère l'avocat de Marie-Antoinette ; Quatremère de Quincy, l'un des membres de la droite à l'Assemblée législative. Du milieu de ces groupes, deux jeunes hommes se détachent, peu connus encore et qui bientôt seront l'honneur du parti libéral : Camille Jordan, Royer-Collard. Cependant, parmi les élus, deux surtout attirent les regards : Pichegru, le vainqueur de la Hollande ; Jourdan, le vainqueur de Fleurus, l'un et

l'autre rivaux jusqu'à la haine, rivaux de gloire, rivaux d'ambition, rivaux d'opinion aussi : car, par horreur de se rencontrer, autant que par antagonisme de vues, c'est aux extrémités opposées qu'ils cherchent d'abord leur place ; et plus le premier déviera vers la réaction, plus le second se classera parmi les jacobins.

Avec une hâte impétueuse, ceux qui se sentaient majorité s'appliquèrent à marquer leur affranchissement. Ils avaient à nommer un président : aux *Cinq-Cents*, Pichegru fut élu ; et, aux *Anciens*, un autre opposant au Directoire, Barbé-Marbois. Le même esprit guida le choix des secrétaires. A ces votes, un vote plus important s'ajouta. Aux termes de la Constitution, l'un des directeurs devait être remplacé. Pour sortir de charge, le sort avait désigné Letourneur. Quand il fallut lui donner un successeur, les Conseils avaient déjà usé leur première ardeur. Ils élurent Barthélemy, le négociateur de la paix de Bâle, plus versé dans la diplomatie que familiarisé avec la politique intérieure, plus instruit que résolu, plus pacifique qu'entreprenant, mais d'une droiture au-dessus de tout soupçon, et incapable de pactiser avec aucune iniquité.

Tandis que les urnes circulaient, les entretiens privés, les allées et venues, les premiers essais de groupement complétaient la signification des votes. Dans l'une et l'autre assemblée, le Directoire, appuyé par les survivants de la majorité thermidorienne et par les anciens jacobins, pouvait revendiquer un peu plus du tiers des suffrages. Le reste appartenait à l'opposition. Cette opposition elle-même se composait d'éléments divers. On y voyait quelques anciens conventionnels, comme Lanjuinais ou Henri Larivière, demeurés purs au milieu des excès. On y distinguait les députés élus aux élections de l'an III : aux *Anciens*, Portalis, Dupont de Nemours, le général Mathieu-Dumas, Barbé-Marbois ; aux *Cinq-Cents*, Siméon, Dumolard, Dubruel, Pastoret. On y discernait enfin les représentants récemment élus, les députés *du Second Tiers* comme on les appelait. A cette majorité, quel nom donner? En elle, à cette heure, nul dessein factieux, nul vœu extra-légal. Députés du premier et du second tiers, tous se pouvaient désigner sous un nom générique : ils formaient le parti modéré, le *parti constitutionnel*. Y avait-il des royalistes ? Tout au plus, on eût pu en découvrir cinq ou six : tel Imbert-Colommès ; tel le général Willot. Quant à Pichegru, il était, à cette heure, plus suspect

que compromis. Et pour tout dire, le royalisme ne pouvait compter que sur un allié, le Directoire lui-même, si jamais celui-ci, par l'accumulation de ses violences ou de ses fautes, rejetait les modérés vers la monarchie.

A défaut de la monarchie qu'on n'aspirait point à refaire, et qui apparaissait tout au plus en un arrière-plan lointain, il y avait la France à réorganiser. Depuis cinq années, la guerre sévissait : un pressant souci serait de rétablir la paix ; les finances étaient en désarroi : il fallait y remettre l'ordre ; de fâcheuses habitudes de malversations s'étaient introduites parmi les traitants : il y avait urgence à remettre en honneur la probité. Cependant, entre toutes les tâches, la première serait d'assurer l'émancipation religieuse. Dès le 4 prairial, une commission fut nommée pour reviser les lois sur le culte, c'est-à-dire pour « les mettre en harmonie avec la Constitution. » Elle se composa de cinq membres : Philippe Delleville, Dubruel, Camille Jordan, Pailhier, Rouchon, tous favorables à la liberté.

Cette liberté que les Conseils semblent promettre, le pays s'enhardit de plus en plus à la saisir. On est à cette époque du printemps qui ramène pour les catholiques plusieurs de leurs grandes fêtes. Dans les campagnes, à l'aube des Rogations, beaucoup de prêtres forment, comme au temps passé, leur cortège, et, parcourant les champs, bénissent les moissons grandissantes. A l'Ascension, beaucoup de monde dans les églises et bien plus encore à la Pentecôte. Ce jour-là, on compte aux *Minimes*, dans la nef comble, plus de deux mille assistants ; ce jour-là aussi, les catholiques romains reprennent possession de Saint-Roch qui, pendant plusieurs années, sera pour eux comme leur cathédrale, puisque les *constitutionnels* ont Notre-Dame. Le samedi suivant, veille de la Trinité, M. de Maillé, évêque de Saint-Papoul, procède à une ordination en l'église des Blancs-Manteaux. Les policiers aux aguets notent la cérémonie qui d'ailleurs déroute tout à fait leur science liturgique. « On a remarqué, disent-ils en termes d'une vague ignorance, les cérémonies ou les préparatifs de quelque rite catholique. » Encore cinq jours, et ce sera la Fête-Dieu ; plusieurs prêtres imaginent de fixer quelques guirlandes de feuillage ou quelques tentures extérieures ; à défaut de procession dans les rues, ils voudraient exposer l'ostensoir sous le portail de l'église, et, de là, bénir les assistants. Cette fois, c'est trop ; ce qui subsiste d'hostilité se

réveille, bouillonne, remonte à la surface. Et beaucoup de passants de dire : « Qu'ils chantent, s'ils le veulent, dans leurs églises; mais qu'ils n'en sortent pas et qu'ils prennent garde d'encombrer la voie publique. »

Dans leur bureau, les commissaires nommés par les *Cinq-Cents* élaboraient les mesures qui substitueraient à une précaire tolérance la liberté. Pendant ce temps, les incidents journaliers des séances marquaient l'intensité des préoccupations religieuses. « Il serait indigne de nous, disait le représentant Parisot, de maintenir une législation qui proscrit en masse toute une classe de citoyens; » et il ajoutait : « Presque tous nos troubles ont pour origine nos dissentiments en matière de culte. » Le 5 prairial, le représentant Madier gravit la tribune et dénonça la pratique inhumaine qui, dans plusieurs départements, maintenait en réclusion les prêtres vieux et infirmes. A ce langage, l'assemblée des *Cinq-Cents* s'émut et décida que, par voie de message, des explications seraient demandées au Directoire. A quelques jours de là, le représentant Gibert-Desmolières, à propos d'une discussion financière, proclamait qu'il n'est point de véritable morale sans religion et déplorait que des écoles publiques toute notion chrétienne fût bannie. Si l'attention avait pu se lasser, elle eût été réveillée par l'afflux des pétitions venues des départements. Au Message sur les *prêtres reclus*, le Directoire n'avait point répondu. Le 25 prairial, un nouveau message fut rédigé qui signalait derechef le scandaleux abus et en sollicitait la prompte réformation.

III

Avec impatience, on attendait que la Commission publiât ses vues. Le 29 prairial (17 juin 1797), le rapport fut prêt.

Je note cette date du 29 prairial. Elle mérite d'être retenue par tous ceux qu'intéresse l'histoire de l'Église de France.

Deux fois depuis la Terreur, la cause de la liberté religieuse avait été solennellement plaidée. Elle l'avait été par l'évêque Grégoire à la Convention, le 1er nivôse an III. Elle l'avait été par Portalis à l'assemblée des Anciens, le 9 fructidor an IV. De ces deux manifestes, le premier avait ému le pays plus que les députés. Le second avait enrayé l'une des entreprises de la persécution sans abattre la persécution elle-même. En cette année

1797, tout était changé, et, pour la première fois depuis la Révolution, une voix capable de prononcer de vraies paroles d'affranchissement allait retentir en une assemblée capable de les comprendre.

Le rapporteur choisi par la Commission était Camille Jordan. C'était un député de Lyon, tout jeune encore, environ vingt-sept ans. Il était de dehors modestes. Ceux qui le connaissaient le disaient précoce par la sagesse, clairvoyant par l'intelligence, intrépide par le courage, noble par le cœur. Comme beaucoup de ses compatriotes, il portait en lui, sous une apparence un peu froide, une âme à la fois réfléchie et ardente, sensible jusqu'à l'exaltation, et tout naturellement attirée vers les sommets. Il avait à peine dix-sept ans quand, se trouvant à Vizille, pendant l'été de 1788, chez son oncle M. Claude Périer, il avait assisté à cette assemblée fameuse où des âmes sincères, éprises du bien public, rêvèrent de réformer sans détruire. Ainsi s'était allumé en lui l'amour de la liberté, belle flamme vivace et pure qu'aucun souffle de désenchantement ne réussirait à éteindre. Là-bas aussi, il avait, malgré son jeune âge, conquis une précieuse amitié, celle de Mounier, destiné à jouer, au début de la Révolution comme lui-même au déclin de la grande crise, le noble et périlleux rôle de modéré. Cependant, on vit poindre les désordres politiques et surtout les vexations religieuses. A Lyon, en 1792, des misérables envahirent les chapelles, en chassèrent les femmes qui priaient et, au milieu de toutes les insultes, en l'absence d'une police volontairement inerte, osèrent les flageller. Camille Jordan était homme de généreuse vaillance. Sous l'outrage, il éclata. En une brochure qui parut sous ce titre : *la Loi et la religion vengées*, il flétrit les malfaiteurs, honora les victimes et rendit courage aux honnêtes gens apeurés. La Terreur s'établit. Lyon s'insurgea. Le hasard d'une mission qui lui fut confiée par ses compatriotes éloigna Jordan de sa ville natale; et, par là sans doute, il échappa à la fusillade ou à l'échafaud. En 1797, au renouvellement du second tiers, le grand souci était le culte à restaurer. On se souvint de l'homme intrépide qui, dans les jours mauvais, avait combattu l'oppression. Et c'est ainsi qu'il était venu s'asseoir parmi les *Cinq-Cents*.

Dans la Commission sur les cultes, tous ces souvenirs, opportunément rappelés, avaient bien vite mis en relief Camille Jordan. On avait été frappé par la maturité de son esprit, son

art à bien dire, l'ardeur réfléchie de ses convictions. Cependant, la refonte de toutes les lois religieuses représenterait un immense travail. Il fut convenu que l'un des commissaires, le député Dubruel, se chargerait, en un rapport spécial, de demander le rappel des lois sur la déportation. Pour la tâche principale, Camille Jordan, malgré sa jeunesse et peut-être à cause de sa jeunesse, fut choisi. C'est à lui qu'il appartiendrait de prendre le premier la parole et de développer les principes généraux sur la liberté religieuse, le serment, la police des cultes.

Et, maintenant, en cette séance du 29 prairial, le voici à la tribune. Dès qu'il y monte, amis et adversaires font pareillement silence, les uns par sympathie et impatiente attente d'applaudir, les autres dans l'espoir que quelque parole intempérante, échappant à l'inexpérience de la jeunesse, permettra de dénoncer le fanatisme renaissant.

Avec une habileté modeste, Camille Jordan invoque d'abord l'autorité de la Commission dont il n'est que l'organe. Avocat de la liberté, il a soin de marquer qu'il la revendique pour toutes les manifestations légitimes de la pensée humaine : « Le temps de tous les fanatismes est, dit-il, passé. » Et il ajoute dans le style de l'époque : « Une douce et tolérante philosophie a fixé son sanctuaire dans le temple des lois. » De sa jeunesse, il s'excuse, juste assez pour écarter de lui tout reproche de témérité. Un unique souci d'ailleurs le domine, celui de sa cause : « Si, contre le vœu de mon cœur, il m'échappait, dit-il, quelque parole imprudente, elle n'appartient qu'à moi et ne doit nuire qu'à moi. »

Ayant parlé de la sorte, Camille Jordan trace le tableau de la législation passée. L'Assemblée constituante, en décrétant la constitution civile, a tenté de créer une Église d'État. La Terreur, en accumulant les châtiments, a proscrit toutes les religions. Après le 9 thermidor, un commencement de justice a inspiré des mesures sagement libérales, mais timides, incomplètes, toutes traversées par les retours de la haine ou de l'arbitraire. Maintenant, la loi suprême est la Constitution avec laquelle toutes les lois doivent s'harmoniser. Et Camille Jordan lit l'article 354 du pacte fondamental de l'an III : « Nul ne peut être empêché, en se conformant aux lois, de professer le culte qu'il a choisi. »

Ce principe de liberté, ajoute le rapporteur, n'est pas seulement inscrit dans la Constitution, mais gravé bien plus fortement encore dans le cœur de la nation. Et il rappelle les assemblées primaires, les assemblées électorales, le vœu si pressant, si unanime des populations rurales, des populations urbaines elles-mêmes. Il continue : « C'est humanité d'obtempérer aux supplications de tant d'âmes simples et droites qui puisent dans la religion leur meilleure espérance. C'est sagesse aussi ; car l'expérience enseigne que la religion est la meilleure gardienne des bonnes mœurs et de la vertu. C'est pareillement politique clairvoyante : qu'a produit en effet la persécution? la guerre civile, la Vendée. »

Camille Jordan se garde de toute revendication exclusive. Moitié par générosité naturelle, moitié par habile ménagement pour les amis douteux ou tièdes, il prend soin d'élargir si bien son programme que tous, sauf les plus intraitables des sectaires, y pourront souscrire. Consolidons, dit-il, la paix civile en établissant la paix religieuse : catholiques, protestants, assermentés, insermentés, que tous se reposent dans la liberté. Sur cette idée, il insiste avec une sagesse avisée : nul salaire, nulle privauté, nul privilège, mais pour tous le droit commun. Cependant, sa belle âme chrétienne s'attristerait, s'indignerait même que la tolérance fût le résultat de l'indifférence et du mépris. Il comprendrait mal qu'on soutînt la religion d'une main dédaigneuse, qu'on la laissât vivre à la manière d'un débris qu'il faut laisser se décomposer et s'anéantir de lui-même. La vision dont ses yeux sont remplis est une vision, non de décadence, mais de résurrection. Et pour le bien de la société religieuse, pour le bien de la société civile, il veut la seule liberté qui soit digne de l'une et de l'autre, celle qui est fondée sur l'équité.

Ainsi parle-t-il, à la fois prudent et hardi, guidant et retenant sa pensée. L'assemblée écoutait, attentive, un peu étonnée, tant de sincérité déconcertant les murmures. Et je ne m'excuse pas d'analyser longuement ce rapport, tant il est suggestif! Je ne crois pas que, dans le passé, on eût entendu pareil langage. Dans les temps qui suivront, il me semble percevoir une voix qui ressemble à celle-là ; tel se montrera, en ses premiers discours, Montalembert, de même jeunesse, de même désintéressement, de même pureté dans les intentions et dans les désirs, éloquent lui aussi, beaucoup plus éloquent même, lui aussi

rêvant du Christ et du monde réconciliés, lui aussi soulevé bien au-dessus de la terre par l'élan d'une pensée qui tout naturellement monte en haut.

Camille Jordan avait développé son programme d'apaisement. Il fallait préciser quelles libertés pratiques ce programme comportait. La liberté du culte impliquait la liberté des opinions religieuses : donc plus de serment. Parlant de la *promesse* prescrite par les lois du 11 prairial et du 7 vendémiaire, le rapporteur approuvait, loin de les blâmer, ceux qui s'y étaient soumis ; car il était un modéré, non un intransigeant. Mais il ajoutait aussitôt : Cette *promesse*, on ne peut l'exiger : le prêtre n'est plus reconnu par l'État, n'est pas salarié par lui, ne jouit d'aucun privilège ; dès lors, comment lui imposer un engagement dont sont exempts les autres citoyens ? — Camille Jordan continuait : Il est de la nature des religions d'avoir leurs ministres, leurs assemblées, leurs instructions, leurs cérémonies, leurs observances, leurs fêtes : de là, pour les fidèles de chaque communion, la faculté de choisir leurs prêtres, de louer et d'acheter des temples, de s'y réunir, de pratiquer leur culte dans les hôpitaux militaires, les hospices civils, les maisons de détention, d'entretenir, sauf certains règlements de police, des oratoires domestiques, de choisir à leur gré le jour de leurs cérémonies et de marquer ce jour-là par la suspension de tout travail. — Venant au culte des morts, le rapporteur ne demandait point qu'on restaurât l'antique coutume des cortèges funèbres. Mais il souhaitait que, dans les cimetières, les fidèles pussent accomplir en paix leurs rites. — Quel serait le mode de convocation pour les cérémonies religieuses? Quiconque se piquait de philosophie mettait à proscrire les cloches autant de zèle que les paysans à les revendiquer; et l'entêtement déployé des deux parts avait envenimé jusqu'à la passion ce débat un peu mesquin. Soucieux tout ensemble de contenter les paysans et de ne pas compromettre son projet, Camille Jordan avait déployé en cette partie de sa tâche toutes les ressources de sa jeune dextérité. Il convenait que la commission avait longuement hésité. Puis, doucement, il plaidait la cause des cloches qui étaient un moyen commode de convocation bien plus qu'elles ne marquaient un privilège ou une prépondérance. Sans doute elles avaient sonné jadis, notamment en Vendée, pour appeler à l'émeute. Mais était-il opportun de s'obstiner en ces souve-

nirs quand tant de signes heureux annonçaient la paix civile?

Le rapport était une œuvre, non de combat, mais de transaction; et l'on put doublement s'en convaincre par l'importance des revendications que Camille Jordan omettait de formuler, par l'abondance des armes qu'il offrait au pouvoir pour sa défense.

En brisant beaucoup d'entraves, on laissait subsister de notables servitudes, comme si on eût eu la crainte d'échouer en voulant trop réussir. Le droit d'acheter ou de louer des temples était accordé aux particuliers; mais les communes ou sections de communes demeuraient privées de cette faculté. L'interdiction du costume ecclésiastique subsistait tout entière. Toute dotation perpétuelle en faveur du culte était défendue, en sorte que, toute subvention officielle étant abolie, les seules ressources seraient celles des dons manuels et des quêtes. Toutes les manifestations extérieures, processions ou cortèges, demeuraient prohibées; et Camille Jordan notait, non sans regret, ce sacrifice que les exigences de l'ordre public avaient paru réclamer, mais qui serait douloureusement ressenti par les populations des campagnes. Enfin, rien n'était stipulé pour les ordres religieux, soit que vraiment on les eût oubliés, soit qu'on redoutât, en rappelant leur nom, de réveiller des préjugés mal éteints.

Le même souci d'impartiale modération avait réservé au pouvoir civil toute garantie contre les usurpations. Toutes les églises étaient considérées comme lieux publics, et les représentants de l'autorité y pourraient toujours entrer, soit pour y pratiquer leur surveillance, soit pour y réprimer les désordres. En dehors des temples, nulle manifestation extérieure n'était autorisée. Enfin, des pénalités, graduées suivant l'importance des délits, frapperaient quiconque, prêtre ou fidèle, critiquerait l'autorité civile ou provoquerait à la désobéissance.

Tel était le pacte de réconciliation, tel était l'édit d'équité et de bonne foi que la nouvelle majorité offrait au Directoire et au pays. Tant de modération unie à tant de franchise, une si noble éloquence, une si pénétrante et si honnête chaleur de conviction avaient soulevé de joie ceux qui étaient déjà conquis, avaient ébranlé ceux qui étaient indécis. Même sur les bancs adverses, les résistances parurent s'amollir. Le rapport du représentant Dubruel sur le rappel des lois de déportation n'était pas prêt. Il fut

décidé qu'on l'attendrait, qu'alors seulement s'ouvrirait la discussion; et ce fut sous une impression de faveur visible que la séance fut levée.

Le lendemain, dans les cafés, dans les promenades, au théâtre, un nom se retrouva sur toutes les lèvres, celui de ce jeune homme qui avait osé associer deux mots jugés jusque-là inconciliables : celui de religion, celui de liberté. Il fallait, s'il se pouvait, interrompre au plus vite le courant naissant de sympathie. C'est à quoi s'appliquèrent, sans perdre une heure, les philosophes, les officieux, les jacobins. Tout l'art fut d'omettre ou de défigurer les hautes maximes que Camille Jordan avait proclamées et de transformer le beau manifeste d'émancipation chrétienne en une puérile revendication de sacristie. On affecta de trouver tout à fait singulier ce jeune député, tout nouveau venu de sa province, qui avait osé remettre en honneur des formules abolies. On fouilla à travers le rapport, avec l'espoir d'en extraire quelques phrases que la raillerie pût exploiter. Camille Jordan avait parlé longuement, trop longuement peut-être, des sonneries de cloches et du prix qu'y attachaient les paysans. La presse sectaire ne voulut pas retenir autre chose : « *Jordan carillon*, dit-on, *Jordan les cloches.* » La caricature souligna et compléta le travestissement. Le plus étrange fut que cet effort peu loyal réussit à tromper ou à égarer le plus grand nombre des historiens. Du manifeste qui, dès 1797, s'efforça d'établir la liberté religieuse, beaucoup n'ont parlé qu'avec un bref dédain, témoin ce jugement sommaire de Mignet : « Camille Jordan, dit-il, était un jeune homme plein de courage et d'éloquence, mais professant des opinions *intempestives.* »

IV

C'était en vain que la presse directoriale s'armait de railleries ou affichait le mépris. L'impulsion était donnée. De tous côtés, les pétitions affluent au Conseil des *Cinq-Cents*. Il en vient, le 3 messidor, du Bourbonnais, de la Normandie, de la Touraine; le 6 et le 8, de la Bourgogne et de la Bretagne; le 9, du Cotentin; le 10, de la Lorraine et de la région parisienne; le 11, de l'un des arrondissements de Paris; le 12, de la Vendée. Dans le même temps, la Belgique en envoie, et de très pressantes; car, là-bas, on est bien près de la guerre civile. Les jours suivants,

les procès-verbaux négligent de mentionner les noms des départements; ils se bornent à indiquer le chiffre global des communes qui ont expédié des pétitions; un jour, il en arrive de 62 communes; une autre fois, de 82; un troisième jour, de 99. Et toutes ont pour objet le rappel des déportés, la restitution des presbytères, l'abolition du serment, le rétablissement du culte. Cependant le député Dubruel vient de déposer son rapport. Il se résume en la disposition suivante : les décrets sur la déportation sont abrogés, pareillement ceux sur la réclusion; prêtres reclus, prêtres déportés recouvreront leurs droits de citoyens.

Le 20 messidor (8 juillet 1797), la discussion s'ouvrit. Pendant sept jours, elle se prolongea; et nul argument ne fut omis, soit pour colorer l'ancienne servitude, soit pour affirmer l'émancipation.

L'intolérance eut de nombreux avocats : le général Jourdan, Eschassériaux, Lamarque. Entre tous les discours, un surtout mérite d'être retenu, celui de Boulay de la Meurthe.

C'est une très heureuse fortune pour une cause violente que de trouver, pour la défendre, un modéré. Avocat au Parlement de Lorraine, puis juge à Nancy, Boulay de la Meurthe était devenu suspect pour avoir réprouvé l'exécution de Louis XVI, et, pendant la Terreur, il avait dû se cacher. Qui n'eût cru que, sous l'influence de tels souvenirs, il siégerait dans le parti constitutionnel? Bien vite il trahit cet espoir. Il se persuada, parvint à se persuader que la nouvelle majorité ne se couvrait de la République que pour la mieux trahir, que bientôt la royauté serait rétablie et peut-être même l'ancien régime, que les prêtres, si on les laissait libres, seraient les plus actifs instruments de la restauration monarchique. Ainsi prit-il sa place dans le parti du Directoire. Mais un certain renom d'impartialité s'attachait encore à lui, en sorte qu'il serait d'autant plus dangereux qu'on le croirait moins passionné. Tout ce qu'on pouvait dire contre la liberté religieuse, il le dit, et en proscripteur grave qui proscrit sans colère et comme par conviction. — Il commença par l'éloge de la *Constitution civile*, cette création archaïque que déjà tant d'autres avaient abandonnée. — Il nia que la privation de tout patrimoine corporatif, que l'abolition de tout salaire replaçât le prêtre dans le droit commun : c'est précisément parce que le clergé a été privé de ses biens et de ses honneurs, qu'il est l'ennemi irréconciliable de la Révolution. Si

on permet aux *déportés* le retour, de quel crédit ne jouiront-ils pas ! Le peuple ignorant les regardera comme des martyrs, et leur influence croîtra de tout ce qu'ils auront souffert. — Entre la faction royale et la faction sacerdotale, tout est commun, les intérêts, les vues, les directions, en sorte qu'on ne peut tolérer l'une sans assurer le succès de l'autre. Sur cette solidarité de la religion et de la monarchie, Boulay de la Meurthe insista longuement, soit que vraiment il y crût, soit qu'il comprît que la plus grande habileté serait de joindre les deux causes. — Cependant, par un ressaut imprévu de modération, l'orateur laissait entendre qu'il pourrait se prêter à ce que les prêtres déportés ou reclus rentrassent dans la société. Ce n'était que concession trompeuse; car, se ressaisissant aussitôt, il s'élevait contre le faux libéralisme qui prétendait ramener les ministres du culte sous l'empire du droit commun. Sans doute, le budget ne paie plus les prêtres; mais qui oserait dire qu'ils sont des citoyens comme les autres? Comment traiter en simples citoyens ceux qui prétendent parler au nom de la divinité? Les prêtres insermentés sont nos ennemis, et ils l'ont prouvé. Aussi la prudence exige qu'ils soient contenus par un engagement très strict. En finissant, Boulay de la Meurthe demandait qu'on rejetât le projet et qu'on y substituât un nouveau plan.

Nombreux furent les défenseurs de la liberté. La grandeur de la cause était une tentation pour qui se plaisait à la pompe. Plusieurs, parmi les députés, se figurèrent que le principal écueil à fuir, c'était la simplicité. Naguère, comme ils allaient quitter leur province, des pétitions, des adresses leur avaient été remises, signées de laboureurs, d'artisans, de petits bourgeois, de membres de confréries, de femmes pieuses. Tous suppliaient, en un langage apprêté qui n'était certainement pas d'eux, qu'on leur rendît la *Religion de leurs pères*. Il ne manqua pas d'orateurs qui crurent se hausser, en ajoutant encore à la solennité de ces paroles. De là, quelques harangues singulières qui exprimaient en termes fastueux des regrets rustiques, exaltaient le sentiment religieux, mais sous une forme si vaguement pompeuse, que tout se perdait dans la cadence des sons et dans l'harmonieux bercement des souvenirs. L'hommage se développait longuement, mais tout en descriptions, tout en réminiscences, et l'on s'appliquait d'autant plus à déclarer la religion bienfaisante et vénérable qu'on eût jugé osé de la proclamer

vraie. Ainsi s'exprima surtout, en un langage qui paraît aujourd'hui aussi suranné que magnifique, un représentant qu'on appelait Lemérer : « Si toutes les religions, dit-il, ne sont pas écrites dans le ciel, toutes ont du moins le cœur de l'homme pour sanctuaire. » Il invoqua l'exemple des ancêtres, le respect du passé. Il rappela le droit des gens rendu plus doux, les lois devenues plus humaines, les hommes conviés à plus de charité, la mort elle-même adoucie et consolée. De la religion, les plus grands comme les plus humbles étaient les tributaires; et « elle avait enchaîné l'imagination tendre et flexible de Racine comme elle avait subjugué la haute intelligence de Newton. » Pour compléter le tableau, on ne manquait pas d'évoquer l'église du village, les croix du cimetière, puis les cloches que l'on appelait naturellement l'*airain sacré*. Tel fut le discours, très éloquent par endroits, malgré ses boursouflures. Et aujourd'hui encore, on ne le lira point sans curiosité. On eût dit que déjà flottaient dans l'air quelques-uns de ces effluves poétiques que Chateaubriand fixera, en y mettant sa marque, dans le *Génie du christianisme*.

Le projet eut d'autres avocats plus soucieux des réalités : tel Boissy d'Anglas qui, fort assagi, se fit, non sans exciter quelque surprise, le défenseur des prêtres déportés; tel Pastoret, qui railla les pieux prosélytes de l'intolérance. Sur ces entrefaites, un homme se leva, qui, par la maîtrise de sa parole, résuma, en le renouvelant, le débat presque épuisé.

On l'appelait Royer-Collard. On ignorait tout de lui, même son nom que les journalistes écrivaient tantôt *Royer-Colaud*, tantôt *Royer-Colas*. Comme Camille Jordan avec qui il devait se lier de la plus étroite amitié, il était jeune; comme lui, il avait traversé les mauvais jours sans faiblir; comme lui, il avait, dans le spectacle de l'iniquité, puisé l'ardent désir d'une intégrale justice; comme lui, il était d'âme désintéressée, de conscience droite, d'esprit méditatif attiré naturellement vers les sommets. Et vraiment ce fut pour la liberté religieuse une fortune digne d'elle que de trouver, en son premier effort de renaissance, Camille Jordan pour la proclamer et Royer-Collard pour la défendre.

Le discours commença par un hommage à la religion catholique : « L'éducation domestique, la persuasion, l'habitude, en ont gravé l'ineffaçable empreinte. Un moment, elle a semblé

ébranlée; mais loin qu'elle le fût, elle a puisé dans la persécution de nouvelles et profondes racines. »

Découvrant ses pensées maîtresses, Royer-Collard continua : Cette obstination des consciences dicte aux pouvoirs publics leur conduite. Il faut que le gouvernement contracte avec la religion une alliance fondée sur l'intérêt d'un appui réciproque, — ou qu'il la détruise, — ou qu'il soit détruit par elle.

Qu'avez-vous à craindre? poursuivait Royer-Collard. « Elle n'est plus cette antique corporation qui, sous le nom de clergé de France, propriétaire d'une partie des revenus de l'État, seule dépositaire de l'enseignement public, tantôt amie, tantôt rivale de la puissance séculière, formait un des ordres de la constitution monarchique. Elle a perdu, dans la Révolution, la vie politique et civile; ses membres dissous ont essuyé une guerre d'extermination. Parmi ceux qui survivent, les uns languissent dans l'exil, les autres sont dispersés dans les cachots ou épars sur le territoire, disputant la pitié publique aux indigents qu'ils ont nourris, exposés aux outrages ou aux menaces des agents exécutifs à qui des instructions spéciales enjoignent « de désoler leur patience. » Certes, ce serait la plus étrange des inconséquences comme la plus atroce des dérisions que de les accuser de ce qu'ils furent dans ce qu'ils sont, et de soulever contre eux le souvenir d'une puissance si complètement évanouie. »

Précisant l'objet du débat, Royer-Collard le réduisait à deux points : Abrogerez-vous les lois de déportation? Exigerez-vous des prêtres une promesse ou un serment?

Pour les lois de déportation, ne semble-t-il pas que le vœu général soit de les abolir? Une seule objection se formule, celle que les prêtres rentrés soulèveront des troubles. « Mais comptez-vous pour rien la surveillance des lois, la force du gouvernement? »

Sur le serment, Royer-Collard s'exprimait en ces termes : « Dans un ordre légal qui n'admet pas de magistrature religieuse, le gouvernement a-t-il quelque intérêt à tirer les ministres du culte de la foule des citoyens, pour exiger d'eux seuls une promesse d'obéissance? Le gouvernement, si je comprends bien, se défie des prêtres parce qu'ils le haïssent. — Soit, ils le haïssent, le gouvernement républicain; mais lequel? Est-ce le gouvernement révolutionnaire? Oh! oui, je le crois; c'est celui

qui les a guillotinés, noyés, mitraillés. Mais le gouvernement qui leur rendra leur culte et leur patrie, qui réparera tout ce qui est réparable, pourquoi le haïraient-ils? »

Le discours s'achevait par le plus magnifique appel à la paix: « Puisqu'il s'agit de gagner des affections, ne vous résoudrez-vous pas à essayer une fois de la générosité, de la confiance? Au cri féroce de la démagogie qui a invoqué l'audace, puis l'audace, et encore l'audace, vous répondrez, Représentants du peuple, par ce cri consolateur et vengeur qui retentira dans la France entière : la justice, la justice, et puis encore la justice. »

Cette justice que si noblement invoquait Royer-Collard, on semblait bien près d'y atteindre. Le 27 messidor (15 juillet 1797), les débats furent clos. En dehors des points subsidiaires, deux questions principales furent posées : Abolirait-on les lois de déportation? Exigerait-on des ministres des cultes une déclaration? Sur la première question la sympathie des uns, le remords des autres, la pitié de presque tous, amenèrent une sorte d'accord; et à une immense majorité les décrets de proscription furent abolis. Sur la seconde question, les avis demeuraient divisés et, dans l'assemblée un peu houleuse, les interpellations qui s'échangeaient de banc à banc attestaient l'obstination des divergences. Un premier vote parut douteux. A une seconde épreuve, la majorité sembla décidément acquise au projet de la commission, et le président qui était Henri Larivière proclama que toute promesse était abolie. Le lendemain, le résultat fut contesté. On procéda à l'appel nominal, et il se rencontra alors une faible majorité de six voix pour maintenir le principe de la déclaration.

C'était un échec, et qui jetait une ombre sur la victoire de la veille. Cependant l'assemblée, en statuant sur le principe, avait remis à la Commission le soin de lui présenter le texte à adopter; et comme celle-ci était notoirement acquise à la liberté religieuse, on ne pouvait douter que la rédaction qu'elle proposerait ne fût de nature à ménager tous les scrupules. Quant à la ratification par les *Anciens*, elle paraissait assurée. Donc, en dépit de quelques mécomptes, il semblait qu'on touchât enfin à l'émancipation religieuse. Mais déjà se préparait le coup de force qui rejetterait vers le jacobinisme la France assoiffée de paix.

V

Avec un dépit non dissimulé, le Directoire avait accueilli le résultat des élections. Sa mauvaise humeur s'était accrue quand il avait vu la nouvelle majorité affirmer ses tendances par le choix de son bureau, le dépôt de ses projets, la formation de ses commissions. Le rappel des lois antireligieuses avait surtout exaspéré ; car, aux yeux de Barras, de La Révellière, de Reubell, l'ennemi irréductible, c'était, par-dessus tout, le *fanatisme*.

Au Directoire, il importait, en prévision d'un conflit, de s'assurer des alliés. On en chercha en bas. On en chercha pareillement en haut.

En bas, il y avait les survivants des jacobins. On les avait pourchassés : on se mit à les caresser. Les plus farouches se dérobèrent. Sous l'appât des promesses, d'autres s'humanisèrent ; et dans les rues de Paris, on vit reparaître, osés jusqu'à la provocation, quelques-uns des plus compromis parmi les terroristes.

Tel fut le travail pratiqué en bas. En haut, le même souci de se consolider inspira des menées tout inverses. Les députés opposés à la politique directoriale avaient pris l'habitude de se réunir rue de Clichy pour y concerter leurs desseins. Le Directoire entreprit de grouper, lui aussi, ses amis. A Paris s'était fixé, depuis deux années, un jeune Suisse très dépourvu des dons extérieurs, mais de maturité précoce, riche d'observations et d'études, étincelant de malice, et d'un prodigieux agrément de conversation. Par ses ancêtres, il se rattachait à la France, et on l'appelait Benjamin Constant de Rebecque. L'amitié de Mme de Staël, protestante comme lui, originaire de Genève comme il l'était de Lausanne, passionnée comme lui pour toutes les jouissances de l'esprit, lui avait épargné les longueurs du stage et l'avait introduit de plain pied dans la société parisienne. Soit qu'il crût habile de s'attacher en ambitieux à la fortune du Directoire, soit que vraiment les tendances de la nouvelle majorité lui parussent menaçantes pour le progrès, il avait pris parti contre les *Conseils*. Il s'était particulièrement attaché à Barras. Celui-ci, fort insensible au charme de l'esprit, le goûtait peu : « Benjamin Constant, disait-il, a toute la niaiserie des jeunes penseurs. » Cependant, ce *niais* parut bon à utiliser. Sous ses

auspices et grâce à ses actives démarches, un club, ou plutôt une sorte de cercle, fut formé qui prit le nom de l'hôtel où il s'établit et qu'on appela le *club de Salm*. Au milieu de l'été, il comptait six cents adhérents : c'étaient des amis du Directoire, des jacobins assagis, puis quelques libéraux de 1789 qui, après une longue période d'obscurité silencieuse, avaient reparu, et que les *Conseils* avaient eu le tort de négliger. L'objet principal serait de dénoncer par brochures et pamphlets la réaction grandissante, puis de créer en divers lieux des associations similaires. De ce cercle, Talleyrand fut la décoration, tandis que Mme de Staël, très fourvoyée en cette aventure, s'efforça d'en être l'Égérie. Pour la besogne matérielle, le Directoire aurait les terroristes ressuscités et bien plus encore, — comme on le dira bientôt, — les soldats. Puis des doctrinaires viendraient, de très beau langage, d'apparence fort douce, d'autant plus dangereusement trompeurs qu'ils auraient été trompés eux-mêmes ; et tous ensemble, ils expliqueraient, en forme élégante, qu'on ne violait la Constitution que pour la mieux garder, qu'on ne séquestrait la liberté que pour la restituer plus sûrement.

J'ai parlé du Directoire. Mais, en ces apprêts de lutte, était-il unanime? Comme les Conseils eux-mêmes, il avait sa majorité, sa minorité : d'un côté Barras, La Révellière, Reubell ; de l'autre Barthélemy et Carnot. De là pour lui-même une faiblesse, pour ses ennemis une espérance.

Carnot surtout attire les regards. Ce qu'il porte en lui d'audace, on l'ignore encore. Ce que l'on sait bien, c'est que, parmi les hôtes du Luxembourg, il est, après Barthélemy, le plus modéré. « Le peuple, a-t-il coutume de dire, a voulu la Révolution, mais ne veut pas la révolution perpétuelle. » Il est soldat de carrière, mais plus encore citoyen, et souhaite ardemment la paix. La Terreur, — il le sait mieux que personne, — a accumulé les victimes : à toute nouvelle rigueur, il est hostile et juge même que si les émigrés rentrés sont paisibles, il est opportun de ne pas trop les rechercher. Que si on lui parle de somptueuses solennités qui remplaceront les fêtes catholiques, il écoute avec une ironie silencieuse, et froidement suppute ce que ces magnificences coûteront. Il a l'horreur des niaiseries grandiloquentes. Chez lui, nulle croyance et même un dédaigneux mépris pour les rites religieux. Mais il loue Bonaparte de n'être point entré dans Rome ; il raille sans pitié les débiles fureurs de La Réveil-

lière ; il croit qu'entre toutes les religions, la plus ancienne est la moins dommageable, et juge que les prêtres ne font tant de mal que parce qu'on les persécute. Tant de dissentiments dans les pensées ne laissent pas que d'amener des discussions pleines d'orages. « C'est un pourri, » dit Carnot de Barras. « Ses mains dégouttent de sang, » dit Barras de Carnot.

Entre ces hommes si divers, ne serait-il pas possible de s'insinuer ? Parmi les membres des Conseils, les plus avisés se flattèrent de réussir en ce dessein.

Entre les triumvirs, Barras était le plus méprisable ; c'était aussi le plus accessible ; car il était homme à tout entendre, ne croyant à rien. Autant qu'on peut fixer les dates, l'amiral Villaret-Joyeuse fut le premier qui alla à lui. Il lui représenta l'urgence d'un arrangement qui rétablirait l'harmonie entre le gouvernement et le Corps législatif. Ayant parlé de la sorte, il exposa que ses amis et lui réclameraient des garanties. Ce gage de paix, ce serait le renvoi des ministres les plus compromis par leurs agissements irréguliers ou leurs attaches politiques. On exigerait surtout la destitution du ministre de la Justice, Merlin de Douai, qui incarnait, disait-on, la politique persécutrice. En revanche, on avait à cœur le maintien de Bénézech, ministre de l'Intérieur, de Petiet, ministre de la Guerre, de Cochon, ministre de la Police, tous acquis à la politique modérée. A ces suggestions, Barras, si nous l'en croyons, répondit très sérieusement « qu'il suivrait l'impulsion de sa conscience. » D'autres vinrent les jours suivants, notamment Portalis et le général Mathieu Dumas. Quel fut le résultat de ces conciliabules ? Barras a prétendu, dans ses *Mémoires*, qu'il avait décliné toute transaction. Mais, d'après des témoignages dignes de foi, il laissa au contraire entendre qu'il souscrirait au renvoi des ministres suspects, et particulièrement de Merlin : il ne subordonnait son consentement qu'à une condition, c'était que, dans la séance du Directoire, la proposition fût faite non par lui, mais par Carnot.

De Carnot, tout paraissait donc dépendre. Il souhaitait l'ordre, mais pas trop, juste à la mesure de sa conscience de régicide. Il eût voulu la formation d'un parti moyen dont Thibaudeau, l'un des plus importants parmi les Cinq-Cents, eût été le chef. Ainsi demeurait-il indécis, tantôt porté par sagesse vers les modérés, tantôt retenu par le poids de ses souvenirs. Pres-

senti par Portalis, par Tronson du Coudray, qui protestèrent l'un et l'autre de leur dévouement à la Constitution, il les écouta avec une froideur un peu défiante. Cependant il finit par adhérer à leurs vues.

Il semblait qu'on touchât à un arrangement. A la séance du Directoire, Carnot proposa le remplacement des ministres suspects, Truguet, Delacroix, Ramel, et particulièrement le renvoi de Merlin. C'était le 27 messidor (15 juillet 1797). Pour les hommes d'ordre, l'espoir de réussir se confondit avec la colère d'être dupés. Barras trahit-il ses engagemens, ou n'avait-on négocié si longtemps que pour ne pas se comprendre? Loin de soutenir Carnot, il se rangea du côté de ses deux collègues Reubell, La Révellière. On renvoya Truguet, trop compromis en des affaires louches, et on congédia Delacroix pour faire place à Talleyrand, ce protégé de Mme de Staël. Hoche fut nommé à la guerre; mais Petiet, Bénézech, Cochon, tous ces ministres agréables à la majorité, furent sacrifiés. Par-dessus tout, l'odieux Merlin fut conservé; et au lendemain de la loi de tolérance religieuse votée par les Cinq-Cents, ce fut le signe provocateur de la politique sectaire continuée.

VI

La majorité n'était pas au bout de ses mécomptes. Deux jours plus tard, un incident plus grave lui révéla, non seulement son discrédit, mais ses périls.

A l'armée de Sambre-et-Meuse, avait été préposé le général Hoche. A son nom, une double gloire s'attachait, celle de la Vendée pacifiée, celle de victorieuses opérations sur le Rhin. Les préliminaires de Léoben l'avaient arrêté dans ses succès. Bien que, sous la Terreur, il eût été incarcéré, il ne voyait de salut que dans la République et, d'instinct, abhorrait les royalistes. Des Conseils, il faisait peu de cas, en militaire qui dédaigne le bavardage. Cependant, un nom l'obsédait, celui de Bonaparte, jeune comme lui, glorieux comme lui, et qu'à tout prix il fallait distancer. Dans Hoche, un trait dominait : une brûlante immodération de désirs, moins semblable à celle d'un ambitieux qu'à celle d'un malade. « Donnez-moi, avait-il coutume de dire, un remède contre la fatigue, pourvu que ce remède ne soit pas le repos. »

Pour qui préparerait un coup de main, un tel homme serait précieux. Le seul péril, ce serait qu'il travaillât pour lui. En ce temps-là, Hoche, réduit à l'inaction, méditait un projet caressé par lui depuis longtemps, celui d'atteindre, par un débarquement en Irlande, l'Angleterre demeurée notre ennemie. Sous prétexte de forces à diriger vers la côte, ne serait-il pas possible de détacher de l'armée de Sambre-et-Meuse deux divisions environ, de tracer la ligne d'étapes de telle façon que cette ligne se rapprochât de la capitale? Paris serait l'objectif réel et, à l'heure voulue, les troupes s'y porteraient par une brusque conversion. Ainsi pensa Barras.

Hoche, semble-t-il, se prêta à tout. Les corps quittèrent leurs cantonnements. La destination apparente serait Brest. Un examen, même médiocrement attentif, eût inspiré quelques remarques suggestives. La petite armée comptait quatre régiments de cavalerie, ce qui était fort à propos pour balayer des factieux, mais très encombrant pour un embarquement. A la tête d'une des divisions était le général Lemoine, fameux depuis Quiberon. En route, on distribuait les journaux les plus hostiles au Corps législatif, *la Sentinelle*, *l'Ami des lois;* et les soldats excités se vantaient de « marcher » contre les Conseils. Cependant, les municipalités devaient aménager les logements, les commissaires des guerres assurer les vivres. De là des préparatifs qui peut-être compromettraient le secret. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver.

Le 1er thermidor (19 juillet 1797), vers la fin de l'après-midi, les *inspecteurs de la salle*, — ainsi nommait-on ceux qu'on appela plus tard les questeurs, — furent informés qu'un passage fort important de troupes était annoncé à la Ferté-Alais. Que des régiments fussent de la sorte rapprochés de Paris, il y avait de quoi surexciter les alarmes. L'inquiétude fut d'autant plus vive que le récent remaniement ministériel semblait défi à la majorité. La Constitution défendait tout rassemblement de troupes à moins de six myriamètres de la capitale. Non sans trouble, on mesura les distances. La Ferté-Alais était à cinq myriamètres seulement de Paris. Les *inspecteurs* coururent au ministère de la Guerre. Le ministre Petiet, déjà remplacé, mais encore en fonctions, n'avait donné aucun ordre. On se rendit au Luxembourg. Carnot était alors président du Directoire. Il répondit qu'il ne savait rien. Il ajouta qu'il donnerait des ins-

tructions pour que la limite constitutionnelle fût respectée.

La nuit venait. Le lendemain, 2 thermidor, l'un des inspecteurs des Cinq-Cents, le représentant Aubry, confirma ce que la rumeur publique avait déjà ébruité, c'est-à-dire la marche des troupes; puis il dénonça la Constitution violée. Aussitôt un message fut voté qui demandait au Directoire des éclaircissements. Vers la fin de la séance, la réponse arriva. Le gouvernement attribuait l'erreur de direction à la méprise d'un commissaire des guerres. Une incrédulité dédaigneuse accueillit ces paroles. Une commission fut nommée qui aurait pour mandat de percer le mystère. Derechef, on réclama des explications. Les voix montaient. Un représentant proposa qu'aux inspecteurs de la salle fussent adjoints les généraux Pichegru et Willot. « Qu'on y adjoigne pareillement le général Jourdan, » répliqua un représentant de la gauche. Le 4 thermidor, arriva du Luxembourg un nouveau message, qui rééditait les mêmes justifications. Pichegru se chargea de clôturer le misérable débat : « Il est entendu, dit-il avec une ironie hautaine, que le ministère de la Guerre ne sait rien, que le Directoire ne sait rien non plus. Mais alors, quel est ce pouvoir occulte qui fait mouvoir à son gré les armées? »

Pendant ce temps, que se passait-il au Luxembourg? Hoche, qui était arrivé à Paris, fut appelé. Carnot était encore président du Directoire. Il se sentait dupé aussi bien que les Conseils, et en péril aussi bien qu'eux. Avec une dureté menaçante, il interrogea le général. Celui-ci consultait du regard l'homme qui, ayant donné des ordres, pouvait d'un mot le justifier. Barras étala sa lâcheté. L'entreprise ayant échoué, il se tut et laissa se débattre à ses risques le chef militaire qu'il avait compromis. Maltraité par Carnot, abandonné par Barras, médiocrement consolé par quelques paroles émollientes de La Réveillière, Hoche exaspéré quitta Paris, déclina le ministère, regagna son armée, et ainsi finit en mystification le premier essai de coup d'État.

VII

Au lieu de frapper ses ennemis, le Directoire n'avait réussi qu'à les avertir. Il fallait, ou se résigner à vivre avec les Conseils, ou reprendre de toutes pièces l'entreprise. Barras, suivi de

loin par ses deux complices, se refusa à plier sous l'échec et, à peine sorti de conspiration, recommença de conspirer.

Pour combattre les Conseils, deux éléments s'offraient : l'élément jacobin, l'élément militaire.

Les jacobins, ennemis hier, alliés aujourd'hui, pouvaient demain redevenir ennemis; car on ne renonçait pas, le coup de force accompli, à établir un ordre, tout de surface, qui permît de jouir en paix. Il convenait donc de les employer, mais pas trop, et en retenant les rênes qu'on laisserait flotter.

L'armée, à la condition que les chefs fussent solidement acquis, présentait de bien autres avantages. La perfection serait atteinte si des militaires se rencontraient, à la fois pénétrés de discipline comme il convenait à des soldats, et saturés de maximes révolutionnaires à la manière des jacobins.

Or, dans les armées de la République, sauf dans l'armée du Rhin, ce *jacobinisme militaire* s'était implanté. Cet état d'esprit mérite d'être décrit, d'autant plus que, sous un autre régime, il deviendra l'un des grands obstacles à la paix religieuse.

La tendance était ancienne. Une longue accumulation de paroles violentes et de spectacles corrupteurs l'avait créée et affermie. Quand jadis, encore mal débarrassés des influences familiales, les soldats de la République étaient partis pour la frontière, des proclamations emphatiques leur avaient fixé leur mission qui était d'« affranchir les peuples esclaves, » « d'abattre l'hydre à deux têtes de la royauté et du sacerdoce. » Ils avaient écouté, d'abord sans bien comprendre ou même avec une vague révolte de leur bon sens natif. Tant de fois, les mêmes invectives s'étaient répétées qu'ils avaient fini par s'en imbiber. Maintenant ils comprennent, et même ils comprennent trop. On leur a dit qu'il fallait fonder un monde nouveau. Quoi de plus patriotique que d'anéantir d'abord l'ancien? Et voici que de leur cerveau tout embroussaillé, une idée se dégage, à savoir que plus ils briseront, plus ils seront rénovateurs. Donc, en Belgique, en Italie, partout, ils brisent, par goût de grands enfants qui aiment à démolir, et aussi pour montrer qu'ils sont gens de progrès. Les chefs, soldats de la veille, — tant la guerre a précipité les promotions! — encouragent plutôt qu'ils ne contiennent. Il y a des dévastations de choix, celle des églises, des couvents, des monastères : les soldats écaillent les fresques

du bout de leurs baïonnettes, éventrent les toiles des tableaux; ils soupèsent les vierges en argent; ils manient d'une main novice les reliquaires tout dorés et en dispersent, au milieu des rires, les poussières d'ossements. Puis le soir, dans les cantonnements, on troque, on vend, on s'approprie, on jette, on gaspille, on brûle, au milieu d'imprécations contre ces coquins de moines qui sont si riches, tandis qu'eux, les soldats, sont si pauvres. C'est qu'en effet ils sont pauvres. Leurs vêtements sont déguenillés, leurs souliers troués, leur solde en retard; de là des regards de convoitise sur l'abondance des autres; et c'est en quoi ils achèvent de devenir jacobins; car tout jacobin est à base d'envie. Malgré tout, sous leurs haillons, ils sont fiers, et justement; car ils savent bien que, par leurs victoires, ils sont la parure de la patrie. A certains jours, arrivent au bivouac des ballots d'hymnes patriotiques, et sur les routes on les chante, mêlés de couplets orduriers, tandis que beaucoup portent au-dessus de leur sac les dépouilles qu'ils ont prises chez les misérables fanatiques. Ainsi apparaissent-ils, empanachés et déguenillés, faméliques et ardents, d'esprit confus autant que de bravoure héroïque, tout exaltés de souffrances et de périls, saturés de préjugés aussi bien que de gloire, prenant pour accroissement de lumière tout brisement de tradition, l'oreille toute remplie de formules sonores et obscures et les rendant plus obscures encore en les répétant, arrogants avec cela tant ils se sentent indispensables, et prêts à sauver la révolution, quitte à la confisquer! En cette année 1797, ils apprennent les élections de germinal : on leur dit que les élus sont des royalistes, des fanatiques; et en simplistes, ils croient tout. Le corps législatif se réunit : on leur annonce que les prêtres vont être rappelés et, à cette nouvelle, leur colère s'accroît. « Que ne nous laisse-t-on, disent-ils, revenir, ne fût-ce que pour un mois, afin de châtier tous ces brigands! » Puis voici qu'une calomnie savante leur insinue que, s'ils sont dans le dénuement, la faute est aux Conseils qui refusent les crédits; et alors ils s'insurgent contre les avocats qui bavardent, tandis qu'eux-mêmes peinent, souffrent, meurent, pour le progrès, pour la liberté. Cependant les *Cinq-Cents* ont flétri les fournisseurs infidèles qui, aux armées, dilapident : ceux-ci, se sentant visés, multiplient les attaques contre la représentation nationale. Ces attaques, les soldats les recueillent, les grossissent, s'en imprègnent, et ainsi,

dans leur ignorance, lient partie avec ceux qui, depuis plusieurs années, s'enrichissent de leur misère.

Oui, pour un coup d'État, là est bien la force à capter. Les *Cinq-Cents* auraient dû ménager cette puissance qu'était l'armée. Un jour, le représentant Dumolard, à travers ses critiques contre le Directoire, a eu le malheur d'atteindre Bonaparte. Celui-ci a senti l'injure. Voici qu'à l'approche du 14 juillet, en une proclamation à ses troupes, il dénonce les dangers qui menacent la patrie : « Des montagnes, ajoute-t-il, nous séparent de la France ; vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la Constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains... Les royalistes, dès qu'ils se montreront, auront vécu. » A la suite du général en chef, chaque division veut rédiger son adresse. On lit dans l'une : « La route de Paris offre-t-elle plus d'obstacles que celle de Vienne? » Dans l'autre : « La horde impure des prêtres organise la guerre civile. » Dans une troisième : « Nous savons que chaque jour est marqué par l'assassinat des républicains les plus purs. Nous savons que les auteurs de ces assassinats sont les émigrés et les prêtres réfractaires rentrés. »

A qui pensait de la sorte, le gouvernement pouvait avec sécurité se confier. Cependant Bonaparte méprisait Barras et ses complices : si jamais il tentait un coup de force, ce serait à son profit, et le coup d'État qui se préparait n'aurait à ses yeux d'autre mérite que de légitimer par avance le sien. Donc il ne serait pas l'instrument des prochaines violences. Mais à sa prévoyance une précaution s'imposait : il fallait éviter qu'un rival, en s'offrant au Directoire, ne le supplantât lui-même. Cette jalouse circonspection dicta sa conduite. Non, il ne serait pas l'homme d'exécution, mais il le choisirait et, en le choisissant, le prendrait parmi ceux qui ne sont pas faits pour être grands. Parmi les généraux de l'armée d'Italie, l'un d'eux, Augereau, lui parut tout à fait à son gré. C'était un homme brave et de belle stature, capable de sang-froid et de coup d'œil dans l'action ; du reste, jacobin forcené, d'air osé jusqu'à l'impudence, brutal et plat, roué et familier tout ensemble, ignorant et vaniteux, saturé de préjugés, presque aussi incapable de discerner que de respecter le droit. Six mois auparavant, il était venu une première fois à Paris pour y présenter les drapeaux pris aux Autrichiens. « Quel fier brigand ! » avait dit La Révellière. De

nouveau, il revint, appelé en France, disait Bonaparte, par ses affaires personnelles. A peine arrivé à Paris, il se livra aux plus extravagantes fanfaronnades, ne parlant que de tuer les royalistes. La Révellière s'effaroucha et pareillement Reubell; en revanche, Barras fut charmé. Le 21 thermidor (8 août 1797), Augereau fut appeler à commander la division militaire de Paris. Pour la basse et laide besogne, l'homme était trouvé, ni au-dessus, ni au-dessous.

VIII

Visiblement, les catholiques, bien plus encore que les royalistes, se trouvaient menacés. Cependant, prêtres et fidèles, réconfortés par les votes des Conseils, espéraient encore échapper au péril, et jamais ils ne furent plus agissants qu'à la veille d'être replongés dans la persécution.

Dans Paris, ils ont multiplié les lieux de prière. Les églises les plus importantes appartiennent au culte constitutionnel : telles Notre-Dame, Saint-Germain-l'Auxerrois, Saint-Merry, Saint-Étienne-du-Mont, Saint-Sulpice. Mais tout autour, ils ont organisé des chapelles, et ils enserrent de toutes parts les temples qui ne leur appartiennent plus. Au centre de la ville, ils célèbrent les offices, rue de Cléry, rue Montorgueil, dans la maison des Filles-Dieu. Au faubourg Saint-Antoine, les mêmes cérémonies pieuses s'accomplissent rue de Reuilly et rue de Picpus. Dans la Cité, quatre oratoires sont comme accolés aux hautes murailles de Notre-Dame. Au faubourg Saint-Germain, l'église Saint-Thomas d'Aquin vient de faire retour aux catholiques. Non loin de là, rue du Bac, la chapelle des Missions étrangères se remplit chaque dimanche de fidèles qui se pressent dans l'enceinte, débordent dans les escaliers, se répandent dans la cour. Ce n'est pas tout. On voit reparaître, en ces jours de l'été, les solennités des premières communions. Dans quelques sanctuaires, des affiches sont posées qui semblent réminiscences de temps très lointains; tel un avis de M. de Dampierre que certains rapports de police qualifient de *sous-évêque de Paris* et qui prescrit des prières pour les besoins de la terre et la cessation de la pluie. Dans le même temps, un nouvel évêque reparaît, M. de Roquelaure, évêque de Senlis, qui a réussi à traverser la Terreur sans émigrer : le voici qui, sortant de sa

cachette, administre le sacrement de confirmation aux environs de Paris, et les pompes qui accompagnent ces fêtes marquent le rétablissement presque complet des rites traditionnels. Cependant entre tous les lieux de culte, quatre surtout méritent d'être notés : c'est d'abord la grande église Saint-Eustache qui, par la rétractation à peu près complète du clergé paroissial, vient de faire retour à l'orthodoxie ; c'est, rue du Pot-de-Fer, la chapelle, — malheureusement trop exiguë, — de l'Instruction chrétienne où vient de reparaître M. de Pancemont, l'ancien curé de Saint-Sulpice : c'est, place Royale, dans le quartier alors très élégant du Marais, l'*église des Minimes* où le curé, M. Dubois, prêtre lazariste, célèbre, le 19 juillet, avec un éclat extraordinaire, la fête de saint Vincent de Paul ; c'est enfin l'église Saint-Roch qui, le 16 août, se pare pour sa fête paroissiale.

A Paris, la joie se mêle d'inquiétude. Dans les provinces, surtout dans les provinces éloignées, on ne fait que soupçonner, mais sans en pénétrer l'acuité, le conflit des pouvoirs publics. Aussi rien ne trouble là-bas le retour aux pratiques chrétiennes. Bien que le projet de Camille Jordan n'autorise pas les manifestations extérieures, je note des processions dans la Sarthe, et, dans le Tarn, des pèlerinages. Dans la Lozère, les sacrements sont portés aux malades avec tout l'appareil de l'antique cérémonial. De tous côtés, de vieilles confréries renaissent et, dans le Midi, les pénitents rouvrent leurs chapelles. L'on est si persuadé de la bonne volonté des Conseils, qu'en de vastes contrées le culte reprend, entièrement libre, à la face des autorités indifférentes ou complices : ainsi en est-il dans l'Ouest, dans la région cévenole, dans une partie de la Lorraine, de l'Alsace, de la Franche-Comté.

Peu à peu, par des reprises à la fois timides et audacieuses, l'Église ressaisit le ministère de l'enseignement, celui de l'assistance, celui de la prière. Presque partout, d'anciennes religieuses, ursulines, visitandines, ouvrent obscurément de petites écoles. De divers côtés, des associations se reforment pour la visite et le soulagement des prisonniers. Dans la Haute-Loire, le Morbihan, ailleurs encore, de saintes femmes reparaissent, organisées en une sorte de *tiers-ordre*, qui visitent les pauvres, soignent les malades, ensevelissent les morts. Dans un certain nombre d'hôpitaux, les sœurs sont rentrées. Je note leur retour à Orléans, à Mâcon, à Chalon-sur-Saône, en diverses villes

d'Artois et de Lorraine : si nous en croyons un document digne de foi, les filles de Saint-Vincent de Paul ont eu cet été de 1797 deux cents maisons rouvertes. La prière expiatrice n'a jamais cessé ; mais ce sont le plus souvent des voix isolées qui l'ont fait monter vers le ciel. Voici qu'elle reprend en de petites communautés très pauvres où se pratiquent tous les exercices de la plus austère pénitence. En ce temps-là même, une Carmélite, Mme de Soyécourt, négocie pour le rachat d'une portion du couvent des Carmes. Outre la piété, un touchant souvenir filial l'inspire : c'est en ces lieux que son père a été emprisonné; c'est de là que, le 5 thermidor an II, il est parti pour l'échafaud. Le contrat d'achat sera signé le 18 fructidor.

Pour la reprise du culte, le plus grand embarras a été jusqu'ici le petit nombre de prêtres. Maintenant diverses causes concourent pour diminuer cette pénurie.

D'abord le clergé fidèle s'accroît par les rétractations des ecclésiastiques assermentés. Ces rétractations sont très nombreuses en certains départements, notamment dans l'Yonne et surtout dans l'Hérault. En quelques villes, à Chartres par exemple et à Nancy, un bureau, dit *bureau de réconciliation*, est créé pour recevoir en secret les rétractations. Il en est de même en Maine-et-Loire, et, dans un rapport de police du 28 juillet 1797, nous lisons ces lignes : « Les ministres du culte vont à Angers devant un soi-disant grand vicaire pour *y expier* leur premier serment. »

L'entière libération des reclus rend en outre disponibles des ecclésiastiques qui, malgré leur âge, peuvent fournir un concours utile pour le service des autels. Mais la grande ressource pour le culte, c'est l'afflux des prêtres bannis qui, à leurs risques et périls, franchissent la frontière. A la première nouvelle des élections, plusieurs d'entre eux sont revenus. Le rapport de Camille Jordan, les débats des *Cinq-Cents* ont surexcité les espérances. Ne possédant que des notions incomplètes, les pauvres exilés se persuadent qu'il n'y a plus rien à craindre. Il leur reste un petit pécule. La saison d'été est favorable : ils voyageront en charrette et, s'il le faut, à pied. Et maintenant ils débouchent d'Italie, de Suisse, d'Allemagne, reparaissent en Provence, en Franche-Comté, en Alsace, en Lorraine. D'autres, déportés en Espagne, s'embarquent au port de Santander pour aborder sur une des plages de Vendée. « Les déportés rentrent

en foule. » Telle est la phrase que répètent tous les rapports de police. Et, en effet, un jour, dans la seule petite ville de Grasse, il arrive que vingt prêtres se trouvent réunis.

De tous les évêques partis jadis pour l'exil, aucun n'était rentré. Le retour leur était plus difficile ; car l'élévation de leur rang les eût trahis, et les autorités publiques, même très débonnaires, n'auraient pu alléguer l'ignorance. Puis la plupart avaient quitté la France pendant les premières années de la Révolution, en sorte qu'ils tombaient sous les lois implacables, rendues contre les émigrés. L'un d'eux cependant osa, dans ce temps-là, revenir en France : c'était M. d'Aviau, archevêque de Vienne.

Il n'avait quitté son diocèse qu'assez tard, avec le regret, le remords peut-être, de ses ouailles abandonnées. Il s'était éloigné par étapes successives, allant de Saint-Chamond à Lyon, de Lyon à Annecy et à Chambéry, puis enfin à Novare. Il avait séjourné à Saint-Maurice-en-Valais, et de là s'était rendu à Rome où Pie VI l'avait autorisé à se fixer. C'était un homme doux, très charitable, si simple de goûts que les privations de l'exil lui coûtaient peu, avec cela d'esprit délié, de corps vigoureux et de cœur intrépide. Les défaillances de quelques-uns de ses prêtres restés en France l'avaient consterné. « Il faut, avait-il coutume de dire, que le pasteur soit au milieu de son troupeau; » et avec toutes les inquiétudes d'une conscience un peu troublée, il épiait la première accalmie, — si légère fût-elle, — pour regagner sa patrie. Au printemps de 1797, son dessein s'affermit. Son premier confident fut Pie VI. Celui-ci lui représenta le danger, puis, le voyant inébranlable, l'embrassa et le bénit. Le jour de son départ, il pria longuement à Saint-Pierre et aussi, en mémoire des martyrs, au Colisée. C'était aux premiers jours de mai. Il traversa l'Italie, presque toujours à pied, en robuste marcheur qu'il était. Ses vêtements étaient poudreux et souillés, à tel point qu'ayant voulu un jour se mêler à une procession qui passait sur la route, le bedeau l'écarta rudement : « Éloignez-vous, lui dit-il, ce n'est pas ici votre place. » Après six semaines de route, il franchit la frontière avec un passeport sous le nom de Lacroix. Il traversa le Dauphiné et un soir poussa sa route jusque près de sa ville épiscopale de Vienne. Il ne s'y arrêta pas, de peur d'être reconnu et se contenta de contempler de loin au bord du Rhône sa vieille cathédrale. Au mois

de juillet, il s'établit de l'autre côté du fleuve, c'est-à-dire dans l'Ardèche, non loin de la Louvesc. Là, il entreprit de nouer quelques intelligences avec le clergé, avec les fidèles, mais en homme prudent qui ne veut pas braver le danger et se contente de ne pas le craindre. Ainsi guettait-il le moment où, avec profit et sans trop de péril, il pourrait se découvrir tout à fait. En attendant, son travestissement était complet. Son teint hâlé, sa redingote grise, la forme de sa coiffure, sa tournure svelte et robuste le faisaient prendre pour un garde forestier. Cependant plus d'une fois on le surprit en une ferveur de prière qui déconcerta. Alors les suppositions changèrent : « C'est sans doute, dirent les gens du pays, un prêtre qui a eu le malheur de prêter le serment, et qui maintenant expie sa faute dans les austérités de la pénitence. »

IX

Il faut revenir au Directoire, aux Conseils. Aussi bien l'histoire religieuse ne peut se séparer ici de l'histoire politique; car, dans les violences qui se préparent, ce sont les catholiques qui sont visés.

Ce noble effort pour fonder la République libérale attriste presque autant qu'il attire. La tâche se poursuit à travers de telles embûches qu'on sent qu'elle n'aboutira pas; et, dans l'esprit, une mélancolique impression se grave, celle que la France ne fera que traverser la liberté et ne s'y fixera point.

Ce n'est pas qu'en leur précaire fortune, les membres des Conseils se soient découragés. Le 2 thermidor (20 juillet 1797), ils avaient, en dénonçant l'avance des troupes, démasqué les menées de Barras. Ils sentaient que le péril n'était qu'ajourné. Dans cette prévoyance, ils s'appliquèrent, par diverses mesures, à défendre leurs prérogatives et, avec elles, la légalité.

Ils décidèrent d'abord, avec une solennité qui nous semble aujourd'hui un peu puérile, que des poteaux marqueraient sur chaque route la limite de six myriamètres qu'aucune force publique ne devrait franchir. Sur ce poteau serait inscrit l'article 69 de la Constitution de l'an III, qui édictait cette défense. En outre, et sauf le cas d'invasion, aucun chef d'armée ne devrait ordonner de mouvements de troupes hors de son commandement sans autorisation du Directoire, qui, de la sorte, ne

pourrait dans l'avenir invoquer son ignorance ou se dérober. Les *cercles constitutionnels*, créés à l'imitation du club de Salm, étaient des foyers d'opposition contre les Conseils ; il fut décidé que provisoirement « toute société particulière s'occupant de questions politiques serait interdite. » Une loi fut rendue qui réorganisa la garde nationale en y fortifiant les éléments d'ordre. Enfin, les *inspecteurs de la salle* entreprirent de refondre et d'épurer la garde des Conseils.

En dépit de ces mesures, il fut bientôt visible que la force ne se fixerait point là où résidait le droit.

Je doute qu'en aucune assemblée française on ait rencontré un plus grand amour du bien public que dans le Corps législatif de 1797. Peu d'esprits tout à fait supérieurs ; en revanche, un rare ensemble de savoir et de sagesse, de patriotisme et de probité. Vis à vis d'adversaires sans scrupules, ces qualités mêmes pourraient devenir faiblesse. Pour ces hommes de droiture, l'honneur avait son code, la loi son prestige, l'humanité ses règles. Ainsi couraient-ils le risque d'être distancés par ceux dont les vices étaient sans alliage et qui, dans leur course au succès, n'étaient alourdis par aucun bagage de vertu.

Une autre infériorité naissait de la composition même des Conseils. La majorité, quoique réelle, se formait d'éléments très divers, depuis Thibaudeau et ses amis qui n'avaient point perdu contact avec le Directoire, jusqu'aux hommes d'extrême droite, — en très petit nombre d'ailleurs, — qui, comme le général Willot, regardaient déjà vers la royauté. Dans les deux assemblées elles-mêmes, l'état d'esprit n'était pas tout à fait pareil, les *Anciens* se piquant d'opposer leur calme à l'ardeur qui emportait parfois les *Cinq-Cents*. De là, à l'heure des résolutions, une funeste abondance d'avis contradictoires. Le pire était que, pour satisfaire tout le monde, on s'arrêtait en général à des déclarations équivoques, à la fois comminatoires et débonnaires. Il arriverait donc que les Conseils déploieraient assez d'audace pour qu'on les dît provocateurs et point assez de force agissante pour intimider leurs ennemis.

Un surcroît d'embarras résidait dans la Constitution elle-même. Au lieu de ménager les moyens pour apaiser les conflits, elle n'offrait que des textes d'une décourageante rigidité. Quand elle avait créé d'une part le Directoire, d'autre part le Corps législatif, elle avait cru faire acte de sagesse en les isolant l'un

de l'autre. Comme les ministres n'avaient point entrée dans les assemblées délibérantes, on n'avait pas la ressource de ces interpellations, de ces débats contradictoires qui, se résolvant en un changement de cabinet, permettent de modifier le gouvernement sans le renverser. En cas de désaccord, nul dénouement, hormis le combat à outrance. Que si les Conseils voulaient s'aboucher avec le pouvoir exécutif, la Constitution n'autorisait d'autres communications que les messages; et à ces messages, le Directoire ne répondait qu'à son gré, c'est-à-dire tardivement, évasivement ou insolemment.

Déjà, au Luxembourg, Barras et ses deux complices dédaignent de dissimuler. Bonaparte a, le 14 juillet, adressé à son armée une proclamation menaçante contre le Corps législatif ; cette proclamation, le Directoire l'insère en première page dans sa gazette officieuse, *le Rédacteur*. Les divers corps de l'armée d'Italie ont rédigé dans le même temps des protestations violentes contre les Conseils : ces protestations sont envoyées aux autorités dans les départements. Cependant Augereau est arrivé d'Italie, il vient de prendre le commandement de la division militaire. Il faut donner le change. Bien vite, les officieux dénoncent les complots parlementaires; et les cafés, les lieux publics se remplissent d'agents provocateurs qui flétrissent les bavards, les fauteurs d'intrigues, les protecteurs des prêtres.

Aux Conseils, tout échappe; car ils n'ont ni l'armée qui est décidément hostile, ni la garde nationale qu'on n'aura pas le loisir d'organiser. La garde spéciale que la Constitution a créée pour la protection du Corps législatif est elle-même peu sûre, car elle est composée d'anciens *gardes-françaises*, d'anciens *grenadiers de la Convention;* et les *inspecteurs de la salle* n'ont pas eu le temps de l'épurer. A défaut de force matérielle, le Corps législatif peut-il compter sur l'opinion? Sûrement, la majorité de la nation est hostile au Directoire. Mais huit années de révolution ont tout lassé; beaucoup de clairvoyance, quand il s'agit de discerner le mal, et de mortelles langueurs, quand il s'agit de le combattre. La malveillance se traduit par des dédains, des silences méprisants, ou bien encore par des bons mots qui crépitent comme une flamme courte et vive à travers le bois mort. On fronde tout et on se soumet à tout. Puis la Révolution, bien qu'on ait souffert par elle, tient à cœur, et parmi ceux qui la combattent, nul ne voudrait la détruire tout

à fait. Certaines alliances d'ailleurs déconcertent. Quelle n'est pas, pour les hommes d'ordre, la perplexité quand ils voient, parmi les amis du Directoire, Talleyrand, Benjamin Constant, Mme de Staël? Contre la lassitude de penser, l'indifférence est le remède. Il y a les théâtres, les bals publics, Tivoli, Bagatelle; il y a les restaurants au fumet tentateur; il y a les filles publiques tout allumées de convoitise, et l'on se rue dans le plaisir, ne pouvant se fixer dans la paix.

Ni la virulence des attaques, ni la perspective d'une dispersion prochaine ne détournait les *Conseils* de leur œuvre législative. La liberté religieuse avait été l'un de leurs premiers soucis. Ce fut aussi l'un des derniers objets dont ils s'occupèrent avant que la proscription ne les mutilât.

La *Résolution* des *Cinq-Cents*, relative aux prêtres déportés, avait été transmise aux *Anciens* pour qu'ils la convertissent en loi. Le 7 fructidor (24 août 1797), elle vint à l'ordre du jour. Le rapporteur était Muraire, jadis l'un des patrons, — mais combien désabusé aujourd'hui, — de la Constitution civile du clergé. En quelques brèves paroles, il s'éleva contre la législation en matière de culte : elle avait été sévère d'abord, puis inhumaine, et avait fini par être atroce. Faisant allusion au discours de Portalis et au vote qui avait suivi, il rappela à ses collègues que, déjà l'année précédente, ils avaient protesté contre ces rigueurs. Il fallait aujourd'hui qu'une abrogation expresse effaçât les dernières traces de décrets barbares. « Que les prêtres, dit Muraire en terminant, soient punis s'ils sont coupables. Mais que la persécution ne soit pas confondue avec la justice. » Quand le rapporteur eut fini, quelques voix demandèrent l'ajournement, mais timidement, sans trouver écho; et incontinent, la *Résolution* fut approuvée. — Une question restait, celle de la promesse. Aux *Cinq-Cents*, la Commission chargée des affaires religieuses en délibérait. Le 10 fructidor, Dubruel, au nom de cette commission, proposa l'engagement suivant : « Je déclare que je suis soumis aux lois de la République. » Tout prêtre qui voudrait exercer publiquement le culte devrait adhérer à cette formule. Un article du projet stipulait que cette déclaration était purement civile et ne touchait en rien au dogme ou à la discipline. Nul ne pouvait douter que ce projet ne fût adopté par les *Cinq-Cents*, ratifié par les *Anciens*. Ainsi se trouvait virtuellement rétablie,

dans la République, la liberté religieuse. Elle durerait huit jours.

X

On touchait en effet à la crise. Un seul espoir, bien fragile, restait, celui de diviser le Directoire et, en le divisant, d'assurer le salut.

Reubell et La Révellière s'effrayaient des incartades d'Augereau, se défiaient des ambitions de Barras. En dépit de ces peurs et de ces soupçons, on ne pouvait guère se flatter d'une scission entre les triumvirs. En revanche, devait-on désespérer de Carnot?

Les efforts tentés pour le gagner avaient jusqu'ici échoué. Cependant on savait qu'entre lui et Barras les altercations étaient de plus en plus fréquentes. On n'ignorait pas qu'il avait blâmé hautement les adresses factieuses de l'armée d'Italie. En outre, le même péril qui menaçait les Conseils, le menaçait aussi.

L'un des inspecteurs de la salle, le chevalier de la Rue, a raconté qu'en ces jours critiques un député alla trouver Carnot et, s'autorisant d'anciennes relations, essaya, en un entretien poussé à fond, de le rallier à la majorité. Il lui expliqua en grand détail tout ce qu'on savait sur les projets de Barras et de ses deux complices. Puis il conclut : « C'est entre vos mains qu'est le sort de l'État. » Carnot avait écouté sans interrompre. Il ne nia pas les menées criminelles de ses collègues, et néanmoins ne parut pas convaincu. « Derrière la toile, dit-il, je vois les royalistes : jamais je ne me rallierai à leur bannière. » La réplique vint aussitôt : « Comment nous jugez-vous? Celui qui penserait en ce moment à rétablir la royauté mériterait les *petites maisons*. — Non, non, votre République doit se fondre dans la monarchie, et la monarchie ramènera les Bourbons, c'est ce que je dois empêcher de toutes mes forces. » L'extrême véhémence du langage ne pouvait s'expliquer que par crainte personnelle ou implacable inimitié. Régicide, Carnot l'était, et, tout obsédé de ce souvenir, il haïssait, n'espérant point le pardon. Le négociateur osa percer tous les voiles : « Nous sommes bien loin de la monarchie ; mais si, par impossible, elle devait revenir, quel meilleur moyen auriez-vous d'effacer la

trace de votre vote politique? — Vous ne me convaincrez pas, reprit Carnot; j'aurais dans ma poche une grâce bien cimentée de la parole royale, que je n'y aurais pas confiance; le lendemain de son élévation au trône, le roi serait peut-être obligé de la révoquer. » Avec une remarquable clairvoyance de l'avenir, l'interlocuteur insista : « Allons au fond des choses : nous sommes poussés vers l'une ou l'autre des deux formes les plus redoutables de la tyrannie, à savoir l'anarchie ou le despotisme militaire. Encore une fois, je vous en prie, venez à nous, unissez-vous à Barthélemy. » Derechef, Carnot se déroba. Peut-être gardait-il l'illusion d'un gouvernement de juste milieu dont il serait le chef : « Je ne peux, dit-il, me faire l'accusateur de mes collègues. » Avec un optimisme feint ou réel, il ajouta : « Vous vous exagérez le danger. » Et sur ce mot, l'entretien se termina.

Il ne restait qu'à attendre passivement le coup, ou à le prévenir à tous risques en attaquant soi-même. Aux *Inspecteurs de la salle*, des nouvelles arrivaient, marquant toutes l'imminence du péril. Souvent elles étaient transmises par les propres amis du Directoire, les uns agissant par humanité et pour que les victimes pourvussent à leur salut, les autres voulant, en cas d'échec, se ménager par avance un titre à l'impunité. Plusieurs offres de concours parvinrent aux Conseils. La plus audacieuse fut celle d'un ancien colonel de la garde nationale. Il proposa à l'un des inspecteurs, le général Mathieu-Dumas, de réunir quelques centaines d'hommes résolus, d'envahir avec eux le Luxembourg, d'en prendre possession, de tuer Barras et Reubell. La seule condition était que Mathieu-Dumas s'engageât par avance à couvrir l'entreprise de son assentiment. « Mais c'est un assassinat, » répliqua le général tout effaré. Plus tard, il racontera à Napoléon l'aventure. « Vous fûtes un imbécile, » lui répliquera l'Empereur. Cependant, vers le milieu de fructidor, les indices s'accumulèrent, si nombreux, si précis, que le droit de légitime défense autorisait à tout oser. Soit arrière-scrupule, soit hésitation, on décida de tarder encore, et l'on s'appliqua à enrichir de nouvelles révélations le dossier déjà prêt. Enfin, le 17 fructidor, les plus résolus décidèrent que le lendemain Vaublanc, l'un des inspecteurs de la salle, entamerait l'attaque à fond d'où pourrait sortir la mise en accusation du Directoire. Mais déjà il était trop tard, et ce jour du 17 fructidor devait être le dernier de la république libérale.

XI

On sait ce qui suivit : Augereau prenant possession du Corps législatif; le Directoire mutilé par l'ostracisme de deux de ses membres, Carnot qui s'échappe et Barthélemy qui est arrêté; les députés fidèles à la loi traqués d'asile en asile; un simulacre de Représentation nationale réduit à enregistrer sous la peur les volontés de Barras et de ses complices; le mensonge d'un complot royaliste servant à colorer les violences; puis un vaisseau partant de Rochefort et déposant au rivage de Cayenne ceux des proscrits qu'on peut saisir.

Pour le Directoire, l'Église était la grande ennemie. Elle fut aussi la grande victime.

De par le décret rendu au lendemain du coup d'État, toutes les lois forgées contre les catholiques en 1792 et 1793 furent remises en vigueur.

Une seconde fois, la faction jacobine avait conquis la France. Mais il n'était pas sans intérêt de rappeler la tentative par laquelle le pays, bien avant Bonaparte, essaya, par l'intermédiaire de représentants honnêtes, de rétablir la paix religieuse, et de la rétablir sous la seule forme digne à la fois de l'État et de l'Église, celle de la liberté dans l'équité.

PIERRE DE LA GORCE.

AU PAYS BRETON

IV [1]

TÊTE-A-TÊTE EN MER

Mi-septembre. — Du bleu, du bleu languide, automnal déjà: bleu du ciel et de la mer, sans un nuage, sans une fumée, tout le jour et tous les jours. Sur l'étendue lisse et pénétrée de lumière, sur les plages claires et les promontoires, tout se tait, tout se suspend comme en extase. Les heures, pareilles, ne semblent plus passer. On dirait que cet enchantement de la mer et de la vieille terre bretonne est à présent pour toujours.

Au frais matin, nous « sortons, » sous prétexte de pêche, en réalité pour mieux posséder cette lumière, plus divine à sa naissance, pour nous éloigner de tout ce qui fait ombre sur la terre et sur l'esprit, pour nous perdre au sein de l'immensité radieuse.

Bonne sensation de retrouver l'étroit bateau où l'on va passer la journée avec un homme simple qui ne sait que les vents et les courants, les choses de la pêche et du petit port. On est sûr que jusqu'à l'heure où le disque du soleil s'abaissera, pur comme la veille, derrière les pâles champs liquides, jusqu'au crépuscule rose, jusqu'à la nuit, rien n'arrivera; que l'on va sentir peu à peu le vide se faire en soi : vide bienfaisant, tout de lumière et de silence, comme celui de l'espace et de la mer.

On part au soleil levant. L'aviron plonge dans l'eau lourde;

(1) Voyez la *Revue* des 1er juillet, 1er et 15 août.

elle est si calme qu'il faut cette splendide déchirure pour en révéler la surface; ou bien, çà et là, de petites bulles d'écume, des herbes imperceptiblement ondulantes. Saint-Gilles débordé, le vent « tombe : » une petite brise d'Est. Alors hisse la grand'-voile! Une rumeur d'eau se fait autour de nous; le bateau se met à vivre et prend sa vitesse. Passent, passent les innombrables crêtes tremblantes...

Une telle journée est si simple que, si l'on essaye d'en noter quelque chose, on revient presque au style des journaux de bord :

Sept heures et demie : Nous passons le Taro : une de ces tourelles rouges, plus ou moins haute suivant le moment de la marée, qui prennent pour les yeux une telle valeur dans le mouvant désert. Il y a toujours sur le voyant une noire famille de cormorans éployés dans une immobilité mystérieuse. Le vent fraîchit.

Neuf heures : Concarneau sort des sables pâles de Beg-Meil. La jumelle montre un vague, ondulant ruban de claires façades qui tremblent, étrangement agrandies : cité fantastique dans le mirage que produit, en été, le vent d'Est.

Dix heures : Nous passons à toucher la bouée de la Voleuse : long fuseau, oblique sous la poussée du jusant, et qui monte, plonge avec la houle, la longue houle d'Atlantique. Elle commence par ici, où les abris lointains du pays de Penmarc'h reculent dans le Nord.

Dix heures et demie : Deux sardiniers de Douarnenez, tout près, par tribord. Ils font route à couper la nôtre. Le premier vient passer à vingt mètres devant nous; il court au plus près, ses deux voiles bordées plat, l'enveloppant de l'avant à l'arrière, masquant l'équipage. L'autre va croiser notre sillage, mais ne présente d'abord que son avant. Étrange impression de le voir arriver obliquement, et passer derrière nous, qui courons au Sud-Est. On retrouve le sentiment simple des directions rectilignes que suit la volonté humaine tendue vers un but invisible sur le plan partout pareil. Comme il est seul! Comme il bondit, petite chose noire sur les bondissantes vagues! Quels ressauts dans l'embrun qui le coiffe! Mais quelle précision de sa marche en ligne droite! Avec quelle patience il serre le vent, s'y glisse de biais, taillant comme un couteau sa route!

Et que c'est beau, complet, naturellement adapté à sa fin, ce sombre bateau mené par de graves ouvriers de la mer! Non pas, on le sent bien, une invention sortie, comme nos mécaniques, du cerveau de quelques hommes qui combinent, mais un très vieil outil de l'humanité, presque un organe de l'espèce, l'organe peu à peu développé de sa vie maritime, produit anonyme d'efforts, tâtonnements, poursuivis pendant des millénaires. Oui, cela tient de l'être vivant, de l'oiseau de mer dont l'homme est ici le frère, en chasse, lui aussi, sur cet élément qui est devenu le sien, y cherchant sa proie, dangereux à la faune qui peuple la profondeur, sous la surface lumineuse que nos yeux ne pénètrent pas.

Onze heures : Toute la flottille de Concarneau nous entoure : une centaine de chaloupes. La plupart ont amené leurs voiles. Çà et là un homme, à l'arrière, tandis que les autres nagent, laisse tomber, allonge, brasse à brasse, le bleu filet où va se mailler la sardine. Ou bien, à larges coups, il jette la rogue : exactement le geste du semeur. La sardine monte. On voit l'eau qui grésille.

Onze heures et demie : L'Ile, dont on ne percevait, au départ, que le point pâle du phare à sept milles de distance, se lève devant nous sur son socle de récifs. Ils grandissent, se détachent, commencent à nous entourer, toutes leurs pointes blanchies de fientes d'oiseaux. Quelle solitude! — et vieille comme le globe. Ce petit monde, pénétré par la mer, séjour des bernaches et des cormorans, à trois lieues de la côte de France, c'est un paysage de l'époque secondaire. L'eau éternelle, les granits, et, seuls vivants visibles, sur une roche, ces noirs, fatidiques oiseaux qui ne bougent pas, leurs grandes ailes ouvertes en croix, qui semblent voir ce que ne voient pas nos yeux. Alentour, de radieux morceaux d'infini s'inscrivent dans le chaos de pierres et de goémons, — quelques-uns, dans le Sud, fourmillant de soleil entre les écrans déchiquetés. Segments du grand cercle bleu dont on retrouve de tous côtés la présence, plus vaste, semble-t-il, et solitaire dans le Sud-Ouest, où commence à s'élargir un des océans du globe.

Une demi-heure à terre, où nous faisons cuire notre poisson dans le sable. C'est près d'une plage de corail blanc que l'on voit très bien descendre et, graduellement, se teinter dans les transparences d'émeraude et de saphir. Au-dessus monte le dos

de l'île, jaune d'un chardon que le vent de mer a brûlé. Dans cette nudité, deux choses attirent le regard : au bout de l'île, le petit phare, géométrique et blanc; et, au sommet du fauve monticule, une haute pierre debout, un menhir, comme un doigt levé vers le ciel. Deux témoins, dans cette solitude, de toutes les durées de l'homme, depuis le premier rêve de l'au-delà, jusqu'à la présente raison claire, jusqu'à la Science, dont le rayon, aussi, reste bref au bord des ténébreux infinis.

***

Ces longues courses en mer, c'est, chaque fois, un tête-à-tête de toute la journée avec un marin du pays. On finit par bien connaître quelques-uns de ces hommes dont le monde se limite à ce petit morceau de l'étendue liquide, et qui en savent chaque basse et chaque « caillou. »

Cette année, mon compagnon, c'est Miniou, le pilote, avec qui je suis sorti bien souvent les autres années.

Un rude marin, qui ne sait ni lire ni écrire, mais fier, et qu'on traite, au pays, de forte tête, car il a ses idées à lui, et a dit *non* à la religion. Malheureusement, buveur.

Cinquante-trois ans, mais leste et droit comme un jeune homme. Il est là, assis à la barre, dans sa posture habituelle qui fait penser à un oiseau de mer surveillant d'un rocher le large, la tête haute et tournant avec lenteur, pour porter au loin, à droite, à gauche, chaque regard, — ou bien immobile, rejetée en arrière, superbement posée sur le cou musculeux de bronze dont on voit saillir fortement la glotte. Tête noble, sous les blonds cheveux ondulants et la vieille casquette de pilote, et dont les traits coupés droits, le menton saillant disent l'énergie.

Du fond de l'orbite, sous une rude touffe de sourcils, ses prunelles bleu de mer, et dont la mer est le domaine, errent sur l'horizon. Et quand je lui parle, c'est très beau, le geste de ce clair regard planté subitement dans le mien. Seulement, l'an dernier, en sortant du débit, il s'est laissé choir du talus de la rive sur un rocher, et s'est abîmé un œil dont la paupière inférieure pend, découvrant comme chez les vieux lions le dessous sanglant de l'orbite. Du lion, il a l'air de force simple, de courage, qui n'a jamais connu l'hésitation. Mais si l'on fait attention, une certaine délicatesse apparaît dans cette force, visible surtout au creux finement évidé de la mâchoire : un trait qui

revient souvent chez les hommes de sa race, traduisant peut-être la sensibilité celtique. Il est capable de sentiment profond. Jadis il a recueilli une nièce, dont la mère était restée blessée de ses couches, et il n'a jamais pu se décider à rendre l'enfant. Il en parle quelquefois avec des mots brefs, mais dont l'accent est tendre. Il la désigne toujours de ce nom : *ma fille*.

Mais la volonté domine, et vient encore de s'affirmer avec élan. Il s'agissait d'un parent lointain, un patron de l'Ile Tudy, perdu, l'an dernier, avec quatre hommes de son équipage :

« Y avait gros temps; ils étaient près de la côte; y avait qu'à gagner le large. Les hommes ont perdu la tête. Ils l'ont forcé à faire demi-tour pour rentrer. On a su qu'il leur a dit : — Nous ne pourrons pas; nous serons dressés sur les roches, mais puisque vous me poussez... — *Vous me poussez*! c'est pas à moi qu'on ferait ça! » — Et avec un sursaut : « Quand je suis patron, moi, personne ne parle à mon bord. Je suis le maître! »

Le trait breton chez lui, c'est que cette énergie s'allie au respect des hiérarchies et consignes. Il est fier, indépendant, mais, avant tout, marin, ne rêvant pas d'une autre condition, toujours prêt aux plus dures besognes du métier, simplement loyal à ce métier qui l'a formé dès l'enfance. La semaine dernière, nous avons remonté jusqu'à la ville. Il m'avait dit le matin que ça calmirait : je ne l'avais pas cru. Au moment de rentrer, le vent a manqué, et nous avions encore une heure de flot contre nous. Pas un geste d'humeur. Au bout du quai, il a sauté à terre, s'est attelé à la haussière, et courbé sous l'effort, d'un pas obstiné, il a remorqué le lourd bateau le long des deux kilomètres du chemin de halage : après quoi, deux heures durant, sans permettre que je le relaye, sans parler, il a nagé, de son rythme patient, égal, infatigable.

Voilà la vieille vertu bretonne : ne pas compter sa peine, se donner cordialement à sa tâche, oublier qu'elle n'est qu'une condition d'un marché dont on pourrait s'acquitter tout juste. Sans doute, c'est aussi qu'il ne s'agit pas d'un travail de la récente espèce, mécanique, impersonnel, mais d'une besogne à laquelle l'homme est adapté de père en fils, et qui le laisse dans la nature, comme celle du paysan, qui, lui non plus, ne marchande pas sa peine. Et puis, dans ces vieux métiers, le plus souvent, le chef ou le patron est tout proche, intelligible, presque pareil; on vit en société avec lui. Un lien de fidélité,

d'amitié même, se crée par l'habitude. Telle a été longtemps, telle est souvent encore la relation du fermier breton à l'*aotrou*, au maître du manoir, des marins de l'État à leur officier, leur « cap'taine, » — et Loti l'a rendue admirablement dans *Mon frère Yves*... Elle tient moins du respect que de la déférence, l'amitié mettant son égalité entre deux hommes de rang distinct dans une hiérarchie qu'ils reconnaissent.



Nous courions vers le pays bigouden. A quatre milles de terre, il s'est levé tout droit, et reniflant l'air, cherchant du nez, avec le geste avide d'un limier en quête, il a crié : « Ça sent l'huile! Sûr, il y a des marsouins ici à manger de la sardine! »

Presque aussitôt, à trente mètres, surgissent trois dos noirs. Ils affleurent et disparaisssent en tournant comme une roue Étrange mouvement de ces monstres qui semblent avancer en décrivant, l'un derrière l'autre, de verticales spires : une sorte de danse sous-marine, mystérieuse et très lente.

— Souvent, que je les ai vus quand l'eau était claire, à faire leur manœuvre!... Oui, la sardine se tient là, en paquet, comme une boule, dans la mer. Alors, y en a toujours deux de ceux-là, à monter la garde sur les côtés, pour l'empêcher de s'échapper, et un autre, par-dessous, en train de bien se gorger dedans. Quand il a fini, il vient prendre son quart, de retour, et un des collègues va se mettre à table.

J'écoute ces histoires de pêcheurs qui savent la mer comme l'Indien la prairie, parce qu'elle est leur champ de chasse, où, chaque jour, avec leurs outils de tous les temps, — un bateau, un filet, des hameçons, — ils cherchent leur subsistance. Comme ils ont appris à la voir, à l'entendre, à en scruter les imperceptibles détails! C'est le pâle bouillonnement, au loin, d'un banc de poisson; c'est la traînée d'écume qui marque le sens d'un courant; c'est la tache vert clair qui trahit une dangereuse roche; c'est le lointain frisson de la surface annonçant la risée, ou bien, sur des bateaux si reculés que nos yeux n'y voient que des points, le changement d'amure qui leur dit que, là-bas, un autre vent vient de s'établir.

Le vent, ils savent toujours ce qu'il devient, comme nous suivons sans y penser la marche de l'heure. Attention instinctive, qui persiste tandis qu'ils causent, qu'ils pêchent, qu'ils

manœuvrent. Dès leur réveil, dans leurs masures, les volets encore clos, le bruit de la mer les renseigne. Clair clapotis si la brise est de l'Est; longs soupirs espacés sur la plage, si c'est l'haleine humide du Suroît; imperceptible chuchotement, quand le beau temps règne avec le souffle du Nord. Par brume épaisse, près de la côte, ils se dirigent en écoutant, sur les sables ou les roches, briser la mer. Dans le ciel aussi, tout leur est signe : le couchant clair ou rouge, les nuages « en enclume, » en « barbe de chat » ou « queue de cheval, » la petite vapeur aux tons d'arc-en-ciel que l'on voit quelquefois à côté du soleil ou de la lune, et qui en paraît une émanation : on l'appelle en breton *map heol* ou *map loar* — fils du soleil ou de la lune : un nom bien proche encore des vieilles mythologies. Et puis les vols des oiseaux. Les courlis gagnent le large : c'est la mi-marée montante; les hérons s'envolent des arbres à longs battements d'ailes : c'est la mer qui baisse; ils descendent sur les vases. Il y a d'anciennes histoires d'oiseaux, de poissons, que les vieux transmettent aux jeunes; elles servent à dater le passé. Ils disent : « C'était l'hiver (un hiver très froid, vers 1890), où on a vu des cygnes qui venaient du Nord... » « C'est dans le temps où des baleines se sont échouées sur les roches de Loctudy; on les entendait de loin pleurer et se démener... » « C'était l'année où mon défunt père a ramené une lune qui a failli chavirer son bateau... »

Sur les mœurs des oiseaux de mer, qui sont des pêcheurs comme eux, ils vous apprennent des choses qui ne sont pas dans les livres. Il faut les interroger : ils répondent alors avec élan, en imitant sans y penser le geste, l'allure de l'animal : on a touché un point de leur expérience quotidienne et vivante. Tout à l'heure, avec quel feu celui-ci parlait du calculot! « Le *carculot!* personne sait d'où il vient : c'est en juin qu'il paraît dans les îles. Il a une drôle de figure : un croc pour son bec! Perroquet d'Ouessant, qu'on l'appelle dans l'Iroise. Et un drôle de cri, aussi! On dirait un homme : *hou-hou... hou-hou...* Ça fait peur, dans la nuit... » — Et comme nous revenions passer près de la balise où siégeait toujours un solennel cormoran :

— Celui-là, y en a qui disent qu'il ne parle pas. Mais j'ai été tout près, et j'ai entendu... — Et d'un ton de confidence : — *Vrac! vrac!* qu'il dit; mais très vite..., tout bas, tout

bas. C'est pas un cri : une parole plutôt. Ceux qu'entendent ça dans la brume, ils disent que c'est le Lutin...

***

Nous allons finir la journée dans les eaux presque closes de Pont-l'Abbé, et, de biais, nous gagnons la côte, l'admirable plage qui développe sa concavité, un pur arc de cercle, long d'une lieue et demie, des roches de Combrit jusqu'aux belles lagunes. Pas un objet visible, pas une tache, pas une ombre. Les sables, dont la pente finit par nous cacher le bleu lointain des bois, ne sont qu'un ruban d'or, au long de la nappe splendide.

Mais, suspendue à ce ruban, une petite ville a surgi : Tudy, qu'on appelle aussi l'Ile, tant elle semble, à l'entrée des estuaires, s'isoler dans la mer. Je ne l'avais pas vue venir. En tournant la tête, je l'aperçois, miraculeusement apparue à fleur d'eau, claire et mince sous la grêle aiguille de son clocher, comme un blanc navire à l'ancre, dressant un mât unique.

Un amas de cent maisons derrière un muret, sur la roche qui doit affleurer tout juste à l'heure du flot. Un petit monde à part, et purement marin. Rien qui soit de la campagne, rien qui rappelle un bourg. Point d'arbre : je ne vois même ni route ni ruelle. Seulement de pâles pignons serrés, de petits toits d'ardoise cimentés : une vraie cité de la mer directement posée sur la frissonnante plaine, comme une ville d'Is qui viendrait de remonter des eaux.

Autant de maisons, autant de bateaux de pêche. Ils sont là sous les fenêtres (d'où l'on pourrait jeter des lignes) : gaie flottille qui saute au clapotis des vagues. Il faudrait les frais lavis de l'aquarelle pour rendre cette image qui tient un peu de l'apparition, tant elle s'est posée soudain sur l'étendue partout pareille : rouge balise, dont le reflet mêle du sang aux moires tourbillonnantes du chenal; longue strie d'écume, à la limite d'un courant; hérissement clair des petits logis entre deux profondeurs d'azur; danse de bateaux à l'ancre, voiles claquantes, filets bleus qui sèchent aux mâtures, flottent et presque s'envolent, comme de pendantes toiles d'araignée aux bouffées du vent; ailes de blanches mouettes soudain précipitées en piaulant tumulte sur les vagues... Et comme fond à tout ce vif paysage, derrière les bouquets de pins des îles, les longs bois vaporeux fermant au loin la claire lagune...

⁂

De l'autre côté de la passe, en face de l' « Ile, » c'est Loctudy, où j'aime à débarquer pour une heure. Grand plaisir, toujours, quand on arrive par le désert de la mer, de surprendre tout d'un coup la vie à part d'un petit pays breton, de retrouver tantôt la douceur de Pont-Aven, ses moulins, ses ombrages, ses filles en belles guimpes, tantôt les fastes de Concarneau, sous les poternes et parapets de la Cité-Close, ses femmes couronnées de bleu, la rumeur des quais à l'heure du poisson, les grands thonniers multicolores, — on dirait un vol de papillons tombés pèle-mèle dans les bassins : longues antennes, ailes pendantes, dont l'ocre, le rouge, le safran jettent la bariolure de leurs reflets.

Ici, c'est l'étrangeté du peuple bigouden, au tournant de la riche lagune et de la triste côte où traînent les fumées de la soude; c'est le peuple d'aspect mongol dont l'épais costume compose de si fortes et graves harmonies. Sur la cale, voici déjà les puissantes commères à tournures de marsouins; elles s'affairent, à grande clameur, parmi filets, casiers, corbeilles, qui sentent le goémon. A coups d'enchères, elles se disputent le poisson que les hommes, sans mot dire, jettent sur les dalles ruisselantes. *Daou gwennek... daou, pevar, eis real*, la pièce ou la douzaine, la palpitante marée! — les énormes congres, noirs comme le profond de l'eau marine, et qui semblent sa fluidité devenue vivante; les beaux maquereaux striés de feu rose et bleu, les « vieilles, » dont s'éteignent, se ravivent les intenses couleurs, — rubis, opales, émeraudes; — les dorades, de bronze, aux lunettes d'or (qu'on appelle en breton *gros yeux : lagadeged);* et les épineuses, monstrueuses araignées de mer, et les « dormeurs, » les grands tourteaux léthargiques derrière leurs formidables pinces.

Au long du quai, toujours quelque goélette anglaise, gardée par un ou deux marins silencieux, qui fument leur pipe à l'arrière. De haut, ils regardent ce petit tumulte, ou bien les pesants gars, en gilets étranges, qui chargent à bord les pommes de terre et plient sous les sacs.

On erre un peu dans la rue pour tout revoir et dire bonjour à tous : aux vieilles qui raccommodent des filets à l'entrée des logis, en petite mitre jaune de veuve, si maigres, aux yeux si

tristes, décolorés par l'âge; — aux petits, toujours les mêmes, les poupées en robes d'infantes, qui jouent dans la poussière de la route; — à Anna, la servante d'auberge, que voici à sa porte, et qui fait semblant de baisser les yeux : massive beauté, de coquetterie sournoise, toujours en plastron et coeffe d'or neuf, sous la splendide coulée du ruban coquelicot, et dont les vingt ans, les joues bigouden, le placide et magnifique sang, font un si grand accord avec le faste primitif de ses atours. Et bonjour à toutes les autres, presque aussi mirifiques, qui devisent sur le talus de la route, et besognent du crochet! Celles-là ne jouent pas la timidité : de leurs yeux d'enfants, elles parlent à l'étranger, lui rient de leurs lèvres sensuelles, et puis se remettent à jaser. Grandes coquettes, dit-on, promptes au plaisir, ardentes à la danse, peu farouches aux galants, et dont la présence égaie d'une quotidienne parure de fête tout ce pays de Pont-l'Abbé. On s'étonne de les retrouver dans la campagne sauvage, à l'orée des bois, non moins flambantes, aux portes des petites fermes solitaires.

On va jusqu'à l'église, l'une des plus antiques de la Bretagne. Que de tombes d'enfants dans le cimetière, sous le clocher à épines! A l'intérieur, les fenêtres en meurtrières, les rudes piliers romans, le chœur, où tout est de pierre massive, nous parlent des premiers temps féodaux. Ce soir, il n'y a, dans l'église obscure, qu'un rang de vieilles femmes qui n'ont plus à penser qu'à la mort, et récitent ensemble des prières, des prières latines, que d'autres femmes, sans doute, ont récitées là, au XIe siècle...



Six heures passées, quand nous remettons à la voile pour courir, de balise en balise, sur le lac marin que forme, à son embouchure, la rivière de Pont-l'Abbé. Nulle part, en Bretagne, les dernières couleurs du jour ne sont si passionnées. Réfléchies par les miroirs d'où s'exhale une vapeur perpétuelle, elles se diffusent, atteignent presque, certains soirs d'été, à des magnificences d'Asie. Quel contraste de cette région et des ordinaires campagnes bretonnes, de l'âpre contrée que modèlent, sous une tenture de lande, les longues levées du granit! Un paysage paludéen, des terres d'alluvion, des eaux plates, un semis d'iles basses, peuplées de pins admirables, dont les bouquets

tusent, s'épanouissent, ce soir, dans une vapeur d'or. Sur les eaux qui s'enflamment, dans cette moiteur où fondent les rayons et les reflets, certaines gerbes prennent presque figure de cocotiers.

Un pays de fièvres, dirait-on. Il paraît qu'elle règne vraiment dans l'espèce de désert qui sépare, dans l'Est, ces grands étangs marins de la vraie campagne. Par là, derrière des talus de digues, la plaine sablonneuse se creuse plus bas que la mer, et s'emplit d'eaux mortes entre des traînées de joncs et d'herbes grises. Si loin qu'on regarde, pas un arbre de ce côté, pas un toit sur ces nappes çà et là miroitantes, mélancolique domaine du courlis et du héron.

Entre les îles, nous montons en tirant des bords. Le marin n'a pas repris la barre : une certaine ardeur trouble est dans ses yeux, et il parle, ce soir, avec une véhémence insolite. Il a retrouvé un « collègue » sur la cale de Loctudy, un ancien de l'*Aphrodite*, avec qui, jadis, il a fait campagne dans l'Atlantique. Alors, bien sûr, pour fêter la rencontre, on est allé prendre une goutte chez Anna.

Il n'est pas ivre, seulement excité, et mélancoliquement plutôt : effet assez ordinaire de la boisson chez les hommes de sa race. Il pense à tous les malheurs de sa vie, à des morts, à la mort. Toute sorte de souvenirs tristes, endormis dans sa dure tête de Breton se lèvent précipitamment.

— Cloarek ! Je l'avais pas vu depuis l'*Aphrodite*. De la misère, que nous avons eue ensemble ! Dans les Antilles... Un coup de vent qui nous tombe dessus ! Pas d'aucun quartier du compas, mais du ciel, oui, du ciel, tout droit, comme un coup de poing sur la tête !... Le bateau assommé, couché à plat, du coup, et toute la voilure dehors jusqu'aux perroquets... Il est resté comme ça plus d'une heure. On a cru qu'il se relèverait jamais. Et puis, sitôt qu'il est venu à soulager, nous autres à monter dans les haubans pour serrer la toile. C'était comme la nuit : on voyait pas clair : on pouvait pas crocher dedans, on avait les doigts en sang. Le vent vous arrachait la toile des mains, comme ça — vlan ! à vous faire sauter les ongles... Et puis dans la figure ! à vous culbuter de là-haut... Le hunier de misaine enlevé comme un mouchoir de poche, cent vingt mètres carrés de toile !

« C'est là qu'il est péri, mon frère. Gabier avec moi qu'il était. Tout le monde, là-haut, à plat ventre sur la vergue. On

entendait plus les sifflets de commandement, on savait plus ce qu'on faisait; on sentait plus ses doigts, on pouvait plus respirer; c'était plus de l'air, c'était comme un mur qui vous arrivait dessus, qui vous étouffait. Vingt-quatre, nous étions, à travailler là, la tête en bas. Quand on voyait le pont, tout en bas, le bateau qui avait l'air soûl, ça faisait tourner la tête, et toute la mâture à virer dans le ciel, les vergues, à chaque coup, presque à toucher la mer...

« Il était près de moi, Jean mon frère. Je sais pas ce qu'il a eu : il a quitté le marchepied, — vous savez, le filin qui court sous la vergue. Tout d'un coup, je l'ai vu à genoux sur le hunier. J'ai voulu le saisir : j'avais pas tendu la main qu'il était parti. La tête la première, qu'il est tombé! Écrasé sur le pont. Les os avaient percé le ciré. Il avait plus de figure. Il a laissé beaucoup d'enfants. Sur l'*Aphrodite* était arrivé ça... »

Ces derniers mots sont dits avec lenteur. Il se tait, la ferme bouche desserrée, les yeux bleus perdus dans un rêve...

Autour de nous, les suprêmes magies du soir. En haut, en bas, les profondeurs ardentes, la mer n'étant plus que le ciel renversé. Entre ces deux néants flottent les calmes îles, dont les grands pins frangent mystérieusement de noir l'effluve crépusculaire.

L'homme reprend, ne voyant rien du dehors :

— Comme la vie du marin est triste, aussi! Quatre frères noyés : je suis le seul sur sept enfants, — le dernier du nom! Le plus jeune cuit aux chaufferies, à vingt-cinq ans. Il a été réformé; et puis décédé à l'hôpital maritime, à Quimper. Je suis été le voir : si maigre qu'il était devenu, une figure comme un mort, et toussant, toussant; les sangs brûlés, je vous dis, à la chambre de chauffe. Il a voulu me parler. Il a pas pu. Il me regardait, me regardait... A vingt-cinq ans. Lui, Nédélec, une si belle personne... un homme plus fort que moi!

Comme emporté par l'idée de cette force, il saute d'un bond sur l'arrière du bateau, et là, avec un geste passionné, toute sa fière stature superbement profilée sur le ciel :

— Oui, plus fort que moi! Un Hercule, je vous dis! Le premier batailleur du pays. Et qui savait causer aussi sur la politique, sur les prêtres! On m'appelle mauvaise tête parce qu'y en a pas un qui pense comme moi, au pays, sur la religion. C'est de lui que j'ai pris mes idées. Il avait beaucoup de

l'instruction. Il était pas gêné pour causer. Lui, qui savait bien lire sur les journaux.

«... Moi, j'ai pas appris. A neuf ans, à la friture, — aux sardines. Un an après, embarqué. Dix ans; c'est trop tôt. Mon père, mort du choléra dans son bateau. Il a senti le mal en partant de Concarneau. Ils avaient tout juste doublé Mousterlin quand il a passé en deux heures, et par gros temps, dans un bateau de vingt pieds. Son collègue (ils étaient à part égale) a mené le mousse au débit en arrivant à l'Ile pour boire un tafia et tuer ce poison-là. Bah! ça a servi à rien. Le lendemain il était trépassé, lui aussi. C'est toujours, pour nous autres, les malheurs comme ça! Nous savons pas rien. Nous pouvons pas nous défendre... »

Maintenant le ciel commence à s'éteindre, mais sur les eaux traine encore une pourpre froide, plus intense de minute en minute, qui ne semble pas un reflet, mais une émanation de la profondeur. On dirait que c'est de la mer, à présent, que s'épanche la clarté éparse dans l'espace.

Nous passons le menhir, solitaire et millénaire habitant d'une lande, au-dessus des vases. Les hommes qui l'ont dressé ont vu ces iles, cette lagune, que nos yeux aujourd'hui reflètent...

Déjà le talus du chemin de halage, à l'entrée de la tortueuse rivière! Pont-l'Abbé n'est pas à un quart de lieue. Et même, au bout du premier repli (à chaque instant il faut virer de bord), par-dessus un bois de prussiers, voici paraître les clochetons de sa paysanne église, — tout ronds, enfilés l'un par-dessus l'autre. On dirait les robes superposées d'une riche bigouden.

C'est tout ce que nous en verrons ce soir, car il est tard, et il y a de la route à faire pour rentrer chez nous. Il faut regagner la passe. Il faut prendre les avirons, s'en aller chercher le bord des sables pour s'aider du contre-courant. L'homme a fini de dévider ses souvenirs, l'effort de la nage coupant l'afflux du rêve. Il revoit le monde autour de lui : — « Tiens, nous sommes allés loin! On a changé le chenal, celui du Nord. C'est bien balisé par ici, maintenant : y a plus besoin de pilote pour monter à Pont-l'Abbé! »

Nous glissons vite, en longeant la bande claire que l'invisible mer assiège à grande rumeur au dehors. L'eau déserte, où tremble encore une pourpre obscure, les sables, sur le bleu déjà nocturne de l'Orient, quelle grandeur et simplicité! Un vol gris de courlis file bas sur la grève...

Passe la petite cité blanche, le vieux nid de pêcheurs entre les deux espaces du ciel et de la mer. Passe le semis de bateaux endormis au pied des pauvres maisons, quelques-uns, l'aile ouverte encore. Passe la cale, passe la pointe, et soudain se démasque la ligne du large, toute la mer confuse sous la nuit montante. Quelle danse dans le chenal ! quel clapotis du jusant contre le vent sous la tourelle rouge ! Alors il n'y a qu'à bien border l'écoute, et rentrer en tirant un long bord. Obliquement s'éloigne l'isthme dont nous suivions tout à l'heure le revers, et puis la pâle plage, l'arc immense qui se perd aux lointains bleutés de l'Est, du côté de notre rivière.

*
* *

A l'avant du bateau, le marin qui n'a rien à faire s'est mis à monologuer. Il est assis sous le mât, le coude aux genoux, le menton au poing, la lueur qui vient du couchant éclaire tout son volontaire profil, son front droit, son sourcil froncé qui médite, la mèche blonde volant sous la visière bosselée de sa casquette. Il parle avec un feu sombre ; et j'écoute, car, peu à peu, c'est le fond de l'homme qui apparaît, la simple philosophie qu'il s'est faite, et qui lui vaut sa réputation de mécréant.

— De la misère : y en a sur cette côte-ci ! Des bateaux, des hommes perdus tous les hivers. Souvent que j'en ai ramassé des pauvres noyés : ça flotte par le milieu du corps, les pieds sous l'eau, la tête en bas. Faut l'habitude pour reconnaître ça. Je les amarre avec un bout de filin, et je les ramène à la traîne : c'est défendu de les prendre à bord. L'hiver dernier, j'en ai pêché deux près d'un radeau qu'ils avaient fait avec le plancher du bateau. Les bras dans les bras : le père et le fils, des gens de l'Ile, perdus du côté des Glénans... Mais la mort de mer, il est pas dure : on souffre pas de la mort de mer. Ils ont perdu leur raison, ils sentent plus rien.

Et soudain dressé, debout contre le mât, puis penché vers moi, avec un accent intense :

— Les morts, qu'est-ce que vous croyez ? Les autres disent qu'il y a l'âme, — *an ene*, — et que ça revient, les morts. On dit qu'on les voit quelquefois dans le soir. Même, y en a, dans les fermes, à la Toussaint, qui laissent des choses à manger pour eux sur la table ! Des bêtises ! L'âme, c'est le dernier respire. Ceux qui perdent leur vie dans la mer, c'est ça qui remonte et

vient crever sur l'eau. Et c'est fondu dans le ciel, tout de suite. Alors, il y a plus rien...

Et fortement, dans un sursaut de conviction :

— Les hommes, je vous dis, c'est fini après la mort. Comme les poissons. *Mortuus est... Pax vobiscum!* C'est pas vrai qu'ils reviennent! *Maro ha maro mad!* (1) Un mystère, qu'ils disent? C'est comme la naissance : y a pas d'homme si on plante pas la graine...

Il se tait, et puis lentement, d'un ton de méditation :

— La naissance!... qu'est-ce qu'on était avant qu'on soit né?... La mort, ça doit être la même chose, — comme si on reviendrait de retour en arrière. Après la vie, je croirais bien que c'est comme avant... C'est pas plus long ni plus noir. Nous y avons tous été. Pourquoi donc qu'ils ont si peur?

Un autre silence, et brusquement, avec un haussement d'épaules :

— C'est de l'enfer qu'ils ont peur. *An Ifern...* ils sont tous à en parler. Ils parlent que de ça chez nous, en hiver, le soir. Et pourtant, on dit que Dieu, c'est notre père, *hon Tad*. Supposez que vous êtes père de famille : est-ce que vous allez jeter votre enfant dans le feu parce qu'il est pas obéissant? Et vous croyez que le bon Dieu va punir si durement des pauvres hommes comme nous qui ne font rien que rouler sur cette grande mer et nous aider les uns les autres? Ils parlent aussi du Purgatoire. L'Enfer, c'était pour toujours. Mais le Purgatoire, les prêtres disent qu'ils ont des paroles pour en faire sortir les défunts. Alors tout le pauvre monde à genoux autour d'eux : « Monsieur Recteur, *Aotrou Person!* écoutez! une messe pour mon père, une messe pour ma femme, une messe pour mon fils!

Et, serrant le poing, baissant la voix :

— J'ai beaucoup réfléchi sur les choses catholiques... Oui, j'ai bien vu, jusqu'au bout, — et alors je suis été de mon côté. De l'orgueil, qu'ils disent! Y en a d'autres, à l'Ile, au Guilvinec, qui pensent comme moi. C'est vrai que chez nous je suis tout seul.

La nuit s'élargissait, versant ses influences de paix. Son menton est retombé sur son poing, et il s'est enfoncé dans un

(1) « Il est mort et bien mort. »

rêve dont il n'est plus sorti que pour dire, au bout d'un quart d'heure, ce mot inattendu :

— Y en a qui croient que Dieu, c'est Jésus-Christ, ou bien le Saint-Esprit ; d'autres disent Mahomet. Moi, j'ai idée que c'est plutôt le soleil. Sûr ! c'est lui qui fait tout vivre. Peut-être bien que c'est là, tout de même, que l'âme remonte après la mort...

Ainsi songeait le pêcheur breton qui ne sait pas lire ; ainsi se traduisait en lui l'instinct d'une race qui s'est tant préoccupée de la mort et de l'au-delà. S'étant posé à sa façon, dans ses longues journées de solitude en mer, les éternels problèmes, il revenait de lui-même au rêve des plus lointains ancêtres, aux idées du vieux naturalisme païen.

Le bleu sourd de la nuit a gagné tout l'espace. Je regardais poindre, une à une, imperceptiblement, de blanches étoiles, quand j'ai vu qu'il y en avait d'autres, très pareilles, par en bas, sur l'étendue : les phares, allumés sans doute depuis quelque temps déjà. Scintillations familières, non moins certaines, prévues, que celles des astres invariables, et qui semblent faire partie du même ordre général, puisqu'elles naissent, et s'effacent chaque jour avec elles. Dans l'Ouest, une brève, intermittente lumière : Eckmühl, à cinq lieues derrière nous, à la dernière pointe de cette terre dans l'Atlantique. Tout à l'heure, elle va grandir, se muer en comète tournoyante, au bas du ciel, au bord de notre monde. Au Sud-Est, une étincelle qui frissonne, annonce l'Ile aux Moutons, et, tout près d'elle, dirait-on, jaillissant par sursauts de l'horizon, l'éclat de Penfret : sanglant regard qui s'élance, retombe, et ne cesse pas de revenir.

La veillée des phares qui commence... Invisibles ou insignifiants pendant le jour, les voici qui se mettent à vivre. Ils ont pris possession de la mer et de la nuit. Sur l'obscure immensité, il n'y a plus qu'eux, qui semblent se jeter le *garde à vous!* des sentinelles. Toute la nuit, jusqu'à l'heure secrète où, le soleil approchant, par dessous, de notre horizon, les eaux recommenceront de s'éclairer, plus seules et mystérieusement vierges sous le blême de l'aube, ces actives, vigilantes présences vont s'appeler, se répondre dans leur silencieux langage.

Et, peu à peu, se multiplient les autres feux, ceux du ciel, qui maintenant dessinent les immuables figures des constellations. Comme on retrouve en mer cette éternelle horlogerie des

astres! En silence, l'univers se révèle, et l'on perçoit directement le tout terrifiant dont on fait partie. Les yeux plongent dans l'abîme. Véga est une goutte de feu bleu qui tremble et va se détacher. A côté, au zénith, le Cygne ouvre sa large croix, dont le plus haut diamant a la palpitation de la vie. Le vertige vient, sous cette voûte d'étoiles. On croit se sentir tourner insensiblement dans l'espace avec un de ces mondes, et quand le regard redescend aux ténébreux miroirs, on peut s'imaginer tombant dans la nuit, du fond de cet infini, et rencontrant ici la surface liquide d'une planète.

Une heure ainsi, sans bouger ni parler. Je m'oubliais à suivre, par dessous la misaine, la fuite obscure des vagues sous l'étincelant quadrilatère de la Grande Ourse, et, plus bas que tous les autres scintillements, toujours aux mêmes points de l'espace, les danses mystérieuses, silencieuses, chacune sur son rythme propre, des trois feux allumés par les hommes.

Une rumeur lointaine naissait, grandissait peu à peu, un roulement sourd, continu, que l'on ne perçoit point pendant le jour. C'était, par-dessus tout le pays bigouden, le galop du libre Océan sur la côte qui, face à l'Ouest, forme une des grandes pointes de la Bretagne.

L'éclat périodique d'Eckmühl signalait par là le bord de cette côte sauvage...

Vers neuf heures, les feux de chez nous qui se démasquent. Des ombres de terre commencent à nous entourer. Dans cette obscurité, l'alignement de ces feux nous donne le chenal : la rouge flamme du Coq saignant sur la blanche traînée qui tombe du grand phare : deux splendides reflets, un peu tordus, comme d'une glace imperceptiblement ondulante.

Plus de vent dans ce petit golfe : il faut amener la misaine et souquer. On est debout, face à l'avant, on pèse lentement, de tout son corps, sur l'épaisse poignée de l'aviron. Nous nageons tous les deux d'une cadence si pareille que l'on n'entend, toujours aux mêmes intervalles, qu'un seul choc sur les tolets, faisant sonner la nuit. Patient labeur, où l'esprit s'endort et se nettoie. Cela est bon : on revient aux modes les plus anciens du travail humain, quand le cerveau était à peine sorti encore de la paix animale. On songe vaguement à la soupe chaude, à la lampe dans la chambre close, et puis que l'on va dormir,

pénétré de spacieuses, purifiantes visions, les mêlant par le sommeil plus profondément à soi-même.

Plein jusant, encore, et nous sommes en vives eaux. Il faut accélérer la nage en longeant les roches, qui ne passent qu'une à une, avec une désespérante lenteur, comme halées à bout de bras. Il y a une certaine pointe où tout le courant vient tomber, où l'eau, dans sa vitesse et sa pression, devient phosphorescente : on la voit qui l'enserre de ses lignes baissantes de fuite. On reste là plusieurs minutes, se maintenant tout juste devant la même obscure saillie de la pierre. Alors on se raidit, on précipite le rythme, et l'on dirait enfin qu'elle se décolle, et, centimètre à centimètre, commence à reculer.

Et tout d'un coup, c'est fini. Le remous nous porte presque. Je respire la nuit, la senteur forte et pure du goémon sur une grève. Peu à peu se reforme le paysage familier, mais réduit à d'obscurs écrans sur les grands vides bleuâtres et constellés. Je ne sais quelles significations nouvelles, et qui ne se laissent pas traduire, se dégagent de ces mystérieuses silhouettes. Heure étrange, à part, et comme détachée du temps. Plus d'humains : la terre est seule, et l'âme du monde semble flotter dans la nuit. Des deux côtés du liquide couloir, par-dessus les deux bords, la Voie Lactée développe dans l'espace tout son floconnement sidéral qu'interrompent des gouffres. En bas, du phosphore s'irrite, charrié par l'eau que l'aviron retourne comme une bêche : glèbe poudroyante et lumineuse, qui retombe en feu vivant parmi des reflets d'astres.

L'homme nageait toujours, mais le front levé, regardant lui aussi ces choses. Se souvenait-il de ses heures de quart, de la nuit des tropiques, sur la passerelle, à côté de l'officier? Le sentiment de l'abîme possédait-il cet incrédule, cet ignorant? Tout d'un coup il s'arrêta, et levant le bras vers l'un des grains lumineux du ciel au-dessous de la Grande Ourse, dans la direction de la rivière, et sortant de son silence, il me dit avec lenteur :

— Cette étoile-là, elle change pas sa place. Elle a toujours été là... Peut-être bien qu'elle est plus vieille que tout... Vous savez : c'est le Pôle du Monde, — à dix-sept degrés du Nord du compas...

André Chevrillon.

LA FILLE D'ÉLÉAZAR

TROISIÈME PARTIE (1)

XXIII

Là-bas, dans le grand Paris, Jacob continuait sa vie solitaire et studieuse. La confiance bientôt s'était faite en lui. Son assiduité à l'ouvrage, l'aisance de sa traduction, son intelligence de la pensée antique, l'acheminaient à grands pas vers le titre auquel il aspirait et lui avaient valu de ses maîtres de captivantes promesses. Déjà, sans avoir sollicité cette faveur, il avait chanté plusieurs fois la Paracha le samedi à la synagogue, invité par le Rabbin lui-même, que sa lecture douce, aux notes justes, avait charmé. Et voici qu'un matin, on lui confiait les offices des jours courants dans ce temple de la rue de la Victoire. D'un regard sûr désormais, il envisageait l'avenir.

Les semaines et les mois se succédaient avec une rapidité apaisante. Les petites lettres qui lui arrivaient du pays, à de très longs intervalles, ne lui apprenaient rien de nouveau « sur le quartier et sur la ville. » Il imaginait donc toujours Debourah dans la maison paternelle, Debourah de qui l'image lui était devenue si chère, si précieuse à travers l'éloignement! Et avec plus d'ardeur, il espérait. Son titre, il le posséderait avant six mois. Il s'efforcerait bien vite de donner ses sœurs aux bons jeunes hommes qui leur étaient promis, à Joseph et David qui sans doute ne seraient pas trop exigeants, vu leur caractère

Copyright by Elissa Rhaïs, 1920.

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 1er novembre.

aimable, l'amitié qui les unissait, ce voisinage de dix années qui de deux familles n'en avait fait qu'une. Clarisse et Clémentine mariées, les vieux parents avaient manifesté le désir d'aller vivre avec elles, tous heureux, dans le beau domaine de la Reghaïa. Et lui, ayant fait son devoir, serait libre, et Dieu accomplirait ses vœux.

Toujours méditant son rêve, Jacob quittait le séminaire, par un soir de septembre, doux comme un soir de mai. Les mains derrière le dos, il traversait d'un pas léger places et boulevards de la capitale, dans cette prodigieuse animation qu'y répand la fin du jour. Il se permettait par instants de flâner un peu. Son cœur, qu'emplissait l'espérance, lui faisait aujourd'hui découvrir plus d'un charme au long de ce Paris qui, de prime abord, lui était apparu si noir. L'habitude aidant, à mesure qu'il assistait à l'évolution des saisons, la France se révélait à lui, avec ses paysages mesurés, tout en nuances, et la finesse de sa lumière. Des coins de Paris l'attiraient souvent; les allées de marronniers du Trocadéro, la cour du Louvre, quand s'y étalait le soleil couchant, le jardin du Luxembourg, peuplé de statues et d'oiseaux... Il y sentait planer une beauté fière, une noble élégance... Et même cette banlieue, que d'aucuns disaient banale et où des amis l'emmenaient aux jours de congé, ne lui avait point déplu. Il en garderait de délicates impressions; à mi-flanc d'une colline, sous un ciel pommelé de légers nuages, une silhouette de château, parmi de grands tilleuls dépouillés; un parc orné de bustes de pierre; une vérandah sur le bord de l'eau, d'où l'on découvrait un panorama rappelant celui des palais arabes sur la Méditerranée.

Cependant, la lumière tombait. Parmi la foule agitée, le fracas des véhicules, Jacob atteignit la rue de Maubeuge Il revenait assez fréquemment dans ce quartier, entre deux séances au séminaire. Non point pour faire visite à la famille S... Mais dans certaine vieille maison de la rue, au fond d'une cour, il y avait une taverne coquette, badigeonnée de chaux, où Louna l'Algéroise faisait une savoureuse cuisine sur de petits fourneaux de terre cuite. Jacob y demanda une collation, vit des voyageurs d'Afrique, échangea quelques phrases sur Alger avec la bonne dame de céans qui portait encore le foulard à franges et la robe au plastron d'or. Puis, l'ombre étant complètement venue, il rentra aussitôt pour se remettre au travail.

Comme il passait devant la loge du concierge, celui-ci l'interpella :

— Monsieur Bacri !... Une lettre pour vous...

Jacob reconnut, sur l'enveloppe jaune, l'écriture en pattes de mouches de ses petites sœurs. Le cœur battant de plaisir, il grimpa prestement les trois étages. Il alluma une bougie à demi consumée sur un chandelier d'étain. Il ôta son chapeau, son veston, qu'il étala soigneusement sur l'unique chaise de sa chambre, et assis en travers de son lit, il déchira l'enveloppe. Deux lettres s'en échappèrent : l'une calligraphiée en lettres hébraïques et signée de son père, l'autre griffonnée par la main de Clarisse.

Jacob, surpris, se demanda : « Pourquoi mon père s'est-il décidé à m'écrire lui-même ? Il a donc quelque chose de bien sérieux à me dire ?... Pour lui, soulever une plume est pis que soulever un bahut sur sa vieille échine ! Voyons... »

Et il lut :

Mon bien cher fils,

Nous t'avons choisi, pour ton bonheur, ce jeudi même, ta mère et moi, une épouse. Une jeune fille honnête et travailleuse. C'est Victorine, notre voisine, la fille d'Ismaël Azoulay. Tu la connais comme nous. Je n'ai pas besoin de t'en dire davantage. Nous sommes, depuis ce jour, dans la plus grande joie, ta bonne tante et moi. Car Ismaël nous a fait cette proposition : prendre tes sœurs pour ses fils, les prendre telles qu'elles sont, toutes nues, un morceau de viande dans un couffin. Elles sont devenues *leppates* depuis que tu les a quittées. Si tu les voyais, tu ne les reconnaîtrais plus. Jusqu'à quand allions-nous les laisser vieillir chez nous ? On ne sait jamais. La vie et la mort sont entre les mains de Dieu. Qu'il fasse qu'à notre dernière heure, nous ayons fermé les yeux sur une bonne action. Et toi, tu acceptes Victorine. Et Victorine, mon fils, n'est pas sans dot. Elle a deux mille francs trousseau, deux mille francs bijoux, et comme argent de main, elle t'apportera la petite maison où nous habitons, que son oncle maternel lui laisse en héritage. Tu auras comme beau-père l'homme qui a peur de Dieu, comme beaux-frères les meilleurs garçons d'Alger, ni buveurs ni joueurs; bon caractère, jamais ne se fâchent. Le domaine de la Reghaïa est tout vert sous leur pioche. O mon

fils, que Dieu te donne longue vie pour que tu viennes le visiter un jour! Qu'est-ce que ces rigoles d'eau fraîche, ces norias, ces puits qui datent du temps des Romains, et ces carrés tout couverts de vignes, de melons, de pastèques! Allez! De vrais cultivateurs! Qu'est-ce que nous demanderions de plus? Grâce à Dieu, nous sommes depuis jeudi les gens les plus heureux du monde. Car j'ai répondu à Ismaël Azoulay à ta place, comme si tu étais là. La maison est pleine des you-you des femmes, de la terrasse à la chambre du puits. Pour attacher le henné à Victorine à ton nom et à tes sœurs au nom de Joseph et David, nous n'attendons que ta signature. Ta tante, ta fiancée, ta belle-mère, ton beau-père, tes beaux-frères, tes sœurs, chacun par son nom et moi, nous t'embrassons de tout notre cœur. Et que Dieu te fasse revenir comme ton cœur le désire. Ton père pour la vie,

« Mardochée Bacri. »

Jacob avait pâli à mesure. La lettre lui échappa des mains.

— Mon Dieu! mon Dieu! prononça-t-il. Oh! quel châtiment!... Non... Jamais, jamais, tu ne permettras que je doive changer la colombe pour un oiseau de nuit!...

Il demeurait stupide sous le coup du dépit et de la douleur.

— Victorine... répétait-il, Victorine... Comment, comment cette pensée leur est-elle venue? Moi, épouser Victorine! Que Dieu éloigne cette destinée de ma tête! Mais mon père et ma mère étaient fous lorsqu'ils ont promis cela! Non, non! Je vais leur répondre qu'ils ne comptent pas sur moi, que mon intention n'est pas de me marier si tôt... Avec cette gentille dot, Victorine trouvera fort bien un époux... Quant à mes sœurs, je suis prêt à leur gagner ce qu'il faudra, quitte à demander leur trousseau à crédit chez Bélaïche, comme le font la plupart des garçons pauvres chargés de famille... Et je veux rester libre, et Dieu me prêtant sa grâce, j'accomplirai mon rêve!

Jacob étouffa sa colère, prit vivement la lettre de ses petites sœurs. Le visage qui frémissait encore, l'œil mouillé, il parcourut la mince feuille où chevauchaient les pattes de mouches :

Notre bien cher frère chéri,

Cette fois, nous avons beaucoup de bonnes nouvelles à t'apprendre sur la maison et la ville. Chez nous d'abord, depuis jeudi, on n'entend que des chansons joyeuses. Chacun s'occupe

de préparatifs de noces. Car nous aussi, notre bien-aimé frère, nous attendons notre part de bonheur. Papa te le dira et pardonne-nous de te confier cela nous-mêmes, nous sommes si contentes! D'un autre côté, nous avons failli recevoir le Messie. Car cette semaine, dans la maison de tes anciens élèves, la grande maison des Lebhar, il y a eu dans la même journée (que Dieu les préserve du mauvais œil) une circoncision, une communion, un mariage. Il ne manquait plus, vois-tu, que la mort et le Messie serait venu. Mais pour nous, il est arrivé le mois passé. Parce que nous rentrons d'une noce, mais quelle noce, mon cher frère! Dieu veuille que l'on fasse autant pour la tienne! d'une noce qui a duré toute une semaine, d'une vraie noce juive de l'ancien temps! Et devine de qui?... Oh! non, tu ne le devineras jamais! Eh bien, nous revenons de la noce de Debourah avec... »

Jacob sursauta, contint un cri, se dressa, cherchant soudain sa respiration, et puis s'affala, le cœur brisé. Debourah mariée! Debourah mariée! Avait-il bien lu?... Il approcha de la lumière la petite lettre qui tremblait entre ses mains devenues glacées. Il relut lentement, à demi-voix, les syllabes meurtrières : « Nous revenons de la noce de Debourah... » Un moment, il ferma les yeux... Et il répéta : « ... La noce de Debourah... Déjà mariée! Déjà!... » Les mots se bousculaient dans sa tête, pénétraient son cœur en lames brûlantes... Mariée! Et avec qui? Qui était le chanceux époux de cette reine? Et le talmudiste recueillit toute sa volonté pour s'efforcer de continuer sa lecture :

« ... avec M. Edmond Saffar, le jeune homme le plus élégant d'Alger. Ça fera un beau couple... »

Jacob rougit et blêmit tour à tour. Edmond Saffar! Il le connaissait, ce jeune homme à la réputation de chic et de délicatesse qui lui volait son bonheur... Il le connaissait pour l'avoir jadis au Medrach sauvé plus d'une fois de la salaga du maître qui ne pouvait souffrir les enfants riches, les plus paresseux et les plus vaniteux. Rabbi Éléazar les appelait les renégats. Edmond toutefois, malgré sa mise recherchée, son petit col empesé et sa lavallière à pois qui seyait à son teint, prenait volontiers sa place à terre, lorsque l'unique banc de la classe était complet. Mais comme il lisait sa prière mollement, sans foi, et comme il avait l'air de se moquer de leur pauvre matériel vétuste et délabré, et comme, sans regret aucun, il quitta,

le lendemain même de sa communion, le Médrach et le grand maître! Aussi n'avait-il laissé dans leur cœur à tous aucun vide, aucun souvenir tendre... On resserra les rangs et tout fut dit.

— Comment, se demandait Jacob, comment Rabbi, si sévère, a-t-il pu donner sa fille à une famille éloignée de la Loi de Moïse, qui jamais ne comprendra la valeur de Debourah?

Et meurtri, désespéré, haletant, Jacob poursuivait la lettre:

« Qu'elle était belle, la fille de ton ancien maître! Si tu l'avais vue, ô mon frère ! »

Mais à chaque phrase, Jacob sentait se griller son foie. Et cependant, il goûtait une âcre jouissance à se les redire en lui-même, ces phrases, qui exaspéraient sa douleur.

— Qu'elle devait être belle! Oh! je m'en doute bien! Que j'aurais voulu la bénir, moi, habillé de la toge, la regarder un instant, ses grands yeux baissés, et puis... C'en est fait de mon rêve, murmura-t-il.

Et des larmes embuèrent ses yeux. Il les essuya vivement du revers de sa main. Et puis, malgré tout, il voulut lire, lire toujours, jusqu'au bout, cette lettre qui lui parlait d'elle:

« Mais tu ne sais pas, mon cher frère, l'honneur que nous a fait cette fille des grandes races! Malgré sa beauté et son riche mariage, elle n'a pas été indifférente envers nous. Dans la salle du bain, il y a eu les jeunes filles les plus fortunées et les mieux éduquées de la ville qui sont venues lui offrir leur bras pour la conduire au mecti. Elle les a repoussées doucement pour accepter le nôtre. Elle nous a fait aussi coucher, Clémentine et moi, chacune à son côté sur son petit matelas de jeune fille pour sa dernière nuit dans la maison de son père. Et nous n'avons fait que lui parler de toi durant ces quelques heures avant que le soleil se lève, de ta situation, de tes progrès chez tes nouveaux maîtres. Ç'avait l'air de lui faire beaucoup de plaisir. Mais tu sais que les mariées ne parlent pas. Elle nous écoutait sans répondre. Seulement, il nous a semblé, comme elle était dans l'ombre, qu'elle pleurait... »

Jacob suffoqua. Il prit son visage dans ses deux mains.

— Oh! Debourah! s'écria-t-il, Debourah!... C'est trop!... L'épreuve est trop pénible pour de pauvres créatures humaines!...

Et tumultueux, terribles, jaillirent les sanglots.

Lorsqu'il eut cessé de pleurer, Jacob aperçut, gisant à ses

pieds, la lettre de son père. Il rougit comme un coupable. Il la ramassa, la déposa sur la table auprès de celle de Clarisse qu'il avait achevé de lire. Enfin, sans essuyer les dernières larmes à ses joues en feu, il se prit à réfléchir.

Il n'avait pu éprouver qu'un mouvement d'horreur à cette proposition de Victorine pour compagne. Et pourtant, s'il refusait, qu'adviendrait-il? Dans la petite maison où la gaieté était venue s'asseoir, quelle désunion, quel désastre même! Le père Ismaël refuserait d'accepter les deux sœurs pour ses fils, quelle que fût leur dot! Car nettement, maintenant, se découvrait le calcul du vieux marchand. Et la douleur ferait beaucoup de mal à sa pauvre tante, courberait davantage l'échine de son père, et les malheureuses petites sœurs mourraient vieilles filles de résignation et de chagrin...

— Et enfin, se dit Jacob, l'irréparable est accompli. Debourah n'est plus pour moi que la Debourah du Talmud! Tôt ou tard, il faudra que je me marie, pour obéir à ta loi, ô mon Dieu! et pour ne pas avoir de remords quand il ne sera plus temps... Que ta volonté soit faite! Je ne puis effacer de ma destinée ce que tu as écrit sur mon front...

Jacob ferma ses paupières. Un élan de stoïcisme monta en lui.

— Debourah, soupira-t-il, sois pour moi l'exemple d'une sainte. Que ton acte de sagesse et de sublime abnégation soit toujours devant mes yeux! Tu as courbé la tête pour obéir à ton père, je courberai la mienne pour obéir à Dieu!

Et, courageusement, Jacob se rassit à sa table. La face toute crispée, il écrivit : « Soyez heureux, et que la femme que vous me destinez soit préparée par Dieu pour que votre joie s'accomplisse jusqu'au bout. Je vous embrasse. — Votre fils. »

Mais lorsque ses doigts lâchèrent la plume, Jacob s'enfuit de la petite table où il venait de tracer son arrêt de mort. Subitement, grelottant, le front en sueur, il vint chercher refuge contre la vitre glacée de sa fenêtre. Il était livide. En bas, dans l'obscurité, parmi le peuple des édifices, grondait Paris; Paris nocturne, traversé de rumeurs, soudain mordu par la bise; Paris changeant, capricieux, un instant charmant et tout à coup lugubre. Alors, plus atroces que jamais, Jacob sentit son éloignement, son abandon dans ce pays étranger..., la nostalgie de la maison familiale, le mal du retour... Une lassitude s'empara de tout son être. Il se laissa choir sur la chaise où son

veston était soigneusement étalé, les bras ballants, la tête penchée... Toute sa volonté, toute son ardeur, tout son courage venaient de mourir...

XXIV

Depuis l'entrée de Debourah dans la famille Saffar, le mode d'existence y avait bien changé. Tout d'abord, ç'avait été à chacun une impression de gêne, de confusion craintive qui faisait qu'on élevait à peine la voix pour parler à la fille de Rabbi Éléazar. Le jeune Henri s'était plié immanquablement à rentrer aux heures des repas, les jours de fête, avec le coucher du soleil. Il avait cessé de rapporter à table les prouesses des étoiles du Casino; ce spectacle fut banni de leurs distractions. Les jeunes filles restreignirent leurs visites, négligèrent les thés dansants. Si quelquefois leurs places étaient retenues à l'Opéra, elles interrogeaient du regard le grand frère qui, à son tour, demandait très humblement l'assentiment de Debourah... Debourah rougissait, leur disait avec douceur quelle était sa pensée, ce qu'elle voyait d'inconvénients à ces sorties fréquentes qui diminuaient le goût des réunions familiales, faisaient éloigner les demandes en mariage, car les médisances naissaient des rues et le sage parmi les hommes dans son regard avait sa balance... Mme Saffar elle-même trouvait dans les paroles de sa bru quelque chose de juste. Elle n'acceptait plus ni thé ni dîner en ville, n'osant abandonner Debourah et sûre qu'elle ne consentirait jamais à prendre un repas quelconque chez des personnes étrangères.

Debourah avait apporté de même dans sa nouvelle famille l'amour des ouvrages d'art. Elle entreprit d'enseigner à Aurélie et Anaïs, qu'elle appelait ses sœurs, à confectionner pour leur trousseau une couverture pareille à la sienne. Cela ne fut pas sans peine et sans volonté. Un moment enthousiasmées, les linottes manifestaient bientôt leur fatigue de l'effort, de l'application à un même objet, leur besoin de respirer l'air du boulevard. Mais Debourah ne se rebutait point, et le soir, en rentrant, Père Saffar se réjouissait du beau tableau de famille : chacune penchée sur son ouvrage, sous le regard attentif de la jeune maîtresse... Ou bien, on s'était interrompu pour l'écouter dire quelque passionnante histoire, comme elle

en tenait de son père, brodées sur le Lo'har ou la Bible, et qui coulait de sa bouche en fleurs de grâce et de délicatesse... Père Saffar, tremblant d'émotion, venait alors déposer sur les genoux de sa nouvelle fille une guirlande de jasmin ou un sachet de friandises. Il était au comble du bonheur.

Cependant, oh! que les vendredis soir étaient pénibles à Debourah! Sa belle fermeté l'abandonnait. Devant la table brillante, les mets délicats, les fleurs les plus rares, un chagrin, un vide infinis se faisaient en son cœur. Personne ne se levait pour bénir le repas. Des prières, des causeries d'autrefois, pas une trace. Elle aurait voulu étouffer ce regret que lui interdisait sa conscience, donner toute son âme à cette famille nouvelle qui seule désormais devait être la sienne. Malgré elle, l'image de Jacob se présentait à son souvenir. Sa voix douce et grave, mêlée à celle de son père, résonnait dans le plein air du jardin, ou dans cette vieille salle à manger de fêtes, célébrant la vigne, les moissons, l'héroïsme des ancêtres, la puissance d'Iahvé dans la vitalité de la race et l'éternel renouveau de la nature...

XXV

Le Seigneur a béni l'union de Debourah. Un enfant est né, un beau garçon, qui a reçu le nom d'Éléazar, le nom de son grand-père. Par un frais matin de juin, devant la synagogue de la rue des Numides, une limousine vient à s'arrêter. Elle est flamboyante et capitonnée de rose. Le chauffeur, un vieillard, montre une digne tenue sous sa livrée à boutons d'or. Deux femmes se trouvent assises à l'intérieur, dont une vieille au bandeau sévère, habillée d'une robe bleu foncé, qui tient sur les genoux un enfant perdu parmi des voiles.

La portière s'ouvre. Une élégante silhouette apparaît : Debourah, dans la pleine douceur de sa beauté, les traits affinés encore par l'amour maternel. Elle porte une toilette de soie grise, rehaussée de perles d'argent; un manteau de velours, légèrement entr'ouvert, abrite les lignes pures de ses épaules.

Elle se retourna vers la domestique.

— Attendez-moi, Miriem. Je vais d'abord me rendre compte si mon père est là.

Elle examine l'enfant endormi qu'elle baise furtivement sur les menottes.

— Auprès de toi le Dieu se penche...

Elle referme la portière avec précautions, et s'engouffre sous le porche de la vieille synagogue. Elle traverse le couloir décrépi et plein d'ombre. La maison entière paraissait déserte à cette heure du jour. Elle avait relevé sa voilette, et sur son fier visage se devinait une ardente émotion.

Elle rencontra enfin le chemmach, qui la salua avec respect. Ce brave vieillard essuyait consciencieusement la rampe de l'escalier de bois. Elle s'arrêta pour lui demander si Rabbi Éléazar était là-haut.

— Non, pas encore, segnora Debourah, les talmudistes mêmes ne sont pas arrivés. Mais Rabbi ne tardera pas. Car c'est souvent le grand sage qui attend les jeunes maîtres...

Debourah le remercia, et gravit lentement le petit étage, dont les marches craquèrent sous ses pas. A mesure, son émotion grandissait. Elle retrouvait intacte cette mystique demeure qu'elle avait fréquentée aux heures les plus fraîches de son enfance... Elle se trouva bientôt dans la salle d'étude. Toujours la même. Rien n'y avait changé, ni l'unique banc relégué dans un coin pendant l'absence des petits élèves, ni la table longue sur le paillasson jauni, où quelques livres étaient restés ouverts, retenus par une plume de roseau, ni cette odeur de parchemin, de poussière et d'encre de Chine qui flottait au long des murs incolores, suintant l'humidité. Et sur tout cela un grand calme, une majesté dépourvue d'apprêt qui reportait l'âme aux temps bibliques...

Debourah éprouva un frisson en franchissant le seuil. Elle avisa une escabelle, non loin de la table, sous la lucarne qu'on n'ouvrait jamais, et s'y assit pour attendre son père.

Rêveuse bientôt, un bras replié sur le genou, ses grands yeux attachés aux livres ouverts, elle s'abîmait dans le passé, se remémorant des physionomies familières, de menus incidents, les premières pages de la Thoura apprises ici parmi les bambins du Médrach. Elle se voyait toute petite, assise à ce même banc, devant une ardoise, mêlant sa chanson à celle de garçonnets de son âge, qu'elle reprenait aussitôt dès qu'elle avait cru entendre une parole sainte écorchée par eux... A la droite du sévère Rabbi, un petit étudiant plus âgé venait couramment prendre place. Sérieux, le front penché, le regard lointain, cherchant déjà à pénétrer le mystère du grand Livre... Il devint plus tard

le savant talmudiste; l'élève préféré de Rabbi Éléazar, l'homme à qui doucement, par degrés, s'était attaché son cœur... Elle l'avait cru à elle, ce penseur, cet adolescent grave, ce profond disciple du Talmud! Comme elle l'avait accueilli fervemment dans sa destinée et combien elle avait couvé alors cet amour dans son cœur de vierge!... Qu'était-il devenu? De lui elle ne savait plus aucune nouvelle. Où en était-il de sa carrière? Rabbi Éléazar n'y faisait jamais la moindre allusion et pour tout au monde elle n'eût osé questionner son père...

Debourah sursauta. Elle se leva, terrifiée d'être allée si loin dans ses souvenirs, d'avoir aidé à revivre en elle un sentiment qu'elle devait étouffer pour jamais... La parole du Talmud résonna dans son cœur comme un glas : Les péchés des parents retombent sur les enfants!... Oh! ce qu'elle faisait là était un crime! S'intéresser encore à un autre homme que son mari... Oublier à la fois son devoir de mère et son devoir d'épouse pour un ancien amour... Jacob n'était plus qu'un étranger. N'avait-elle pas fait serment, la veille de son mariage, de le bannir de sa mémoire? Que devait lui importer la vie de cet homme qui n'était ni son père, ni son époux, ni son frère? Et demeurer là seule, en tête-à-tête avec son image, dans cette salle ombreuse où tout parlait de lui, eût pu paraître un adultère... Les péchés des parents retombent sur les enfants... Elle voulut fuir ce lieu au fond duquel elle croyait entendre le ricanement de Satan satisfait...

Mais soudain Debourah écouta, livide, curieuse... Elle venait de distinguer dans le corrider des pas... puis une voix... des pas et une voix qu'elle pensa reconnaitre.... Elle inclina la tête, prêta l'oreille. A mesure que les pas se rapprochaient, son soupçon devenait plus précis, plus affolant... Et avant qu'elle n'ait eu le temps de reprendre possession d'elle-même, elle vit surgir de l'escalier Jacob, qui avançait sans hâte vers la salle d'étude!

Elle crut à une machination de son idée fixe. Mais non! elle ne se trompait point. Elle recula, éblouie, car c'était bien Jacob, Jacob le talmudiste, son cher ami d'enfance, celui qui avait le pouvoir de faire battre son cœur!...

Lui demeura surpris, interdit devant le seuil, en voyant ici une femme et fixant Debourah qu'il ne reconnut pas tout d'abord, car le passage de la pleine lumière du dehors à la pénombre rendait

la salle plus obscure à ses yeux troublés... Mais comme il avait changé ! Amaigri, blême, le regard qui brillait, démesurément agrandi... Un collier de barbe noire semblait avoir diminué sa face émaciée et rendu son teint plus diaphane...

Debourah se dessinait peu à peu, splendide sous sa toilette de femme... L'ayant reconnue, Jacob articula un cri et s'élança vers elle, une main à la poitrine.

Mais Debourah détourna la tête et recula à mesure...

Alors le talmudiste trembla. Il s'arrêta, chancelant, pour s'appuyer d'une main à la table d'étude. Il venait de comprendre son devoir, que la fille de Rabbi Éléazar lui rappelait et qu'il avait oublié un moment dans l'élan de son cœur. Debourah ne voulait plus lui adresser la parole et cherchait à l'éviter. Et ses yeux se voilèrent d'une infinie tristesse...

Tandis qu'elle, à la vue du compagnon d'autrefois, si défait, l'air si abattu, si misérable sous un costume que montrait rapé le demi-jour de la lucarne, sentit se relâcher toute sa résistance, ses vibrantes entrailles se fondre de pitié.

— Jacob, put-elle prononcer enfin, d'une voix étouffée, Jacob ! Vous ici ?... Mon père ne m'avait pas dit... Et ce voyage à Paris ? Ce titre auquel vous aspiriez et dont vos petites sœurs...

La phrase s'étrangla dans sa gorge. Elle avait parlé vite, vite sous le halètement de l'émotion.

Jacob, à cette caresse de la voix de Debourah, ferma les yeux. Il crut doucement renaître, et qu'un instant il avait retrouvé la précieuse amie qui gardait tout son bonheur.

— Debourah, répondit-il, infiniment tendre, ma douce sœur, que te dirai-je sur ma vie manquée? Il me faudrait tout un livre...

Il examina Debourah qui l'écoutait, le regard de plus en plus compatissant, une main pressée contre l'autre.

— Ce titre, hélas ! auquel j'aspirais, reprit-il, pour lequel j'usai mon cerveau et mes paupières... ce titre pour lequel j'abandonnai mon pays et mes amis les plus chers... au moment où j'allais l'atteindre, où j'étais sûr... où je le tenais... j'ai dû y renoncer, car...

— Car... souffla Debourah.

— Car un grand malheur s'est abattu sur mes épaules, alors que je ne m'y attendais plus. Il me brisa et je roulai à terre, ainsi qu'un oiseau à qui on avait cassé les ailes...

— Ton père?... Ta mère?... Tes petites sœurs?... questionna Debourah en des paroles à peine perceptibles.

— Non, Debourah. Mon père et ma mère se portent assez bien. Mes petites sœurs sont heureuses, car elles vont se marier bientôt. Mais ce malheur, Debourah, fut... la nouvelle de ton mariage!

— Dieu! s'écria-t-elle, Jacob! Épargne-moi!

Elle se redressa, épouvantée, et se tordit les mains.

Mais le talmudiste était fou. Il avait comprimé intérieurement si longtemps sa douleur qu'elle éclatait malgré lui.

— Debourah! supplia-t-il à son tour, Debourah! Laisse-moi soulager un peu mon mal en te le disant pour la première et la dernière fois!...

Debourah s'arc-bouta à l'autre extrémité de la table, grelottante, les yeux mi-clos... prête à défaillir... ne l'écoutant plus...

Jacob, que sa plaie rouverte à vif rendait aveugle, ne mesurait plus son crime.

— Je m'en allai depuis ce jour, poursuivit-il, tel un dément à travers les rues de Paris, frissonnant de fièvre. Ni le devoir, ni la foi en Dieu, ni les prières ne rallumèrent en moi une parcelle de volonté. Je m'alitai un soir, toussant à rendre l'âme... Et après une longue convalescence, le médecin du séminaire, plein d'autorité, m'obligea à rentrer dans ma famille. Oh! le misérable retour! l'affliction de tous!...

Jacob s'interrompit, et sans doute une scène se jouait à nouveau sous son front, qui le torturait.

— Là, un coup plus terrible encore que le premier m'attendait. Ismaël Azoulay notre voisin avait son idée. Il ne voulait céder ses deux fils, deux braves garçons capables de rendre mes petites sœurs heureuses, qu'à la condition que j'épouserais sa fille...

Jacob ouvrit des yeux hagards.

— Tu me comprends, Debourah? Il m'oblige à épouser Victorine!... quand moi... je n'aime que toi!

Et il s'affala sur une escabelle et laissa aller sa tête entre ses mains... Debourah poussa un cri, voulut fuir...

Mais des pas avaient résonné dans le corridor. C'était son père! Debourah frémit du crime qui venait de s'accomplir et peut-être autant des dures réprimandes que pourrait lui adresser Rabbi Éléazar en la surprenant seule au regard de Jacob. « Une

femme mariée ne restera jamais en tête-à-tête avec un homme, fût-il son frère... Les péchés des parents retombent sur les enfants... A moins qu'ils n'aient le ciel pour témoin... »

Debourah courut à la lucarne que, pour son malheur, elle avait oubliée, et l'ébranla d'une main qu'ornait le saphir de son alliance. Elle eut juste le temps de l'ouvrir. Un rayon de soleil pénétra dans la salle, alla droit se jouer sur les vieux livres; un pan d'azur donna sa garantie...

Rabbi Éléazar demeura fort étonné du tête-à-tête avec Jacob où il surprit Debourah. Son front se rembrunit. Son œil sévère scruta tour à tour l'attitude accablée que gardait le talmudiste assis là-bas contre la table, et Debourah toute pâle, les yeux noyés de peur. Il s'apprêtait à faire les plus hautains reproches, quand il s'aperçut que la lucarne était large ouverte et que sa fille n'avait rien oublié des saints préceptes.

Jacob, à la vue de son maître, se leva. Il passa devant lui, le salua faiblement, et désespéré, le front bas, s'éloigna de la chambre d'étude.

— Que venais-tu faire ici? gronda Rabbi mécontent.

— Père, dit Debourah tremblante et confuse, je venais faire bénir Éléazar à l'heure de la Milha...

XXVI

Huit années avaient passé. Assise par un après-midi dans le salon, sous un peignoir à rayures de soie rose, les traits plus mûrs, royalement belle, Debourah se tenait penchée sur une collerette d'enfant qu'elle brodait avec amour. Elle était seule au milieu de ce vaste appartement, désormais tout à fait le sien. Depuis que Mme Saffar avait marié ses deux filles à deux riches négociants d'Oran, elle s'absentait des années entières, tantôt chez Aurélie qui allait être mère, tantôt chez Anaïs qui allait sevrer un enfant... Elle voyageait sans le moindre souci, l'esprit libre comme une jeune fille, abandonnant son intérieur à sa chère et vertueuse Debourah. Et ni M. Saffar, ni Henri ne ressentaient le vide de son absence, tant ils s'étaient attachés à Debourah, confiants en elle ainsi qu'en une sœur aînée, ne s'adressant qu'à elle pour le moindre détail, et Debourah ne manquait point de les satisfaire ou les conseillait toujours sagement, avec mesure et modestie.

La porte du salon s'ouvrit tout à coup, et un radieux garçonnet parut, longues boucles noires, jambes nues, une petite planche sous l'aisselle.

— Bonjour, maman chérie!

Debourah piqua son aiguille et lui tendit les bras.

— Tu as été sage? Tu as bien lu, mon amour? questionna-t-elle en lui baisant passionnément les cheveux. Et grand-père va bien? Il n'est pas monté avec toi?

— Non. C'est Rabbi Chloumou qui m'a accompagné. Ce soir, grand-papa n'avait pas le temps..

— Ah!... Et il ne t'a rien dit pour moi?

— Non... Oui... Je crois..., étaient alors toutes les réponses du petit Éléazar. Et câlin, distrait, il enfouissait sa tête près du sein de sa mère, comme lorsqu'il était tout bébé... Il demeura ainsi quelque temps, paraissant réfléchir, souriant, l'esprit ailleurs.

Bientôt, il leva vers elle les yeux, la contempla, et après une minute de réflexion, lui dit, sur un ton de confidence :

— Dis, maman... Tu le connais, toi, le talmid Jacob? Celui qui sait le mieux lire la Thoura de tous?

— Oui..., dit Debourah, troublée et toute surprise de cette question dans la bouche de son enfant. Pourquoi me demandes-tu cela?

— Parce que c'est lui qui me fait lire, maintenant que je commence la traduction... Et depuis ce jour il me regarde bien dans les yeux, et il m'embrasse sur les deux joues et me dit doucement : « Que Dieu te bénisse et te laisse à ta mère! »

— Amen! souffla Debourah pensive.

— Qu'est-ce que ça veut dire : « Qu'il te laisse à ta mère? »

— Ça veut dire : Que Dieu te prête longue vie! que tu deviennes bien vieux!

— Comme grand-père, hein, maman?

— Oui. . Oh! plus vieux encore!

L'enfant se tut, continua de réfléchir contre la gorge de sa mère... Debourah l'entoura de ses deux bras, le pressa de tout l'élan de son amour

Et puis, de nouveau :

— Dis, maman... Où tu l'as vu, toi, le talmid Jacob?

Debourah, instinctivement, écarta son enfant, courba la tête et puis reprit son ouvrage, pour cacher son émotion.

— Je l'ai connu... là-bas... quand il était jeune, répondit-elle évasive.

Mais Éléazar n'était pas satisfait.

— Où, là-bas? Au Medrach?... hein, maman?

— Oui... un peu au Medrach... et chez mamma Rachelle... Quand il était petit comme toi, il venait prendre des leçons de grand-papa...

— Et pourquoi il ne vient pas, alors, ici?

— Ici? Qu'est-ce qu'il viendrait faire?

— Te voir...

Debourah rougit violemment et ne sut que répondre...

Entre temps, la tête de la vieille Miriem s'était avancée dans l'entrebâillement de la porte.

— Allons, allons, Éléazar! Le chocolat est servi!

L'enfant se sauva, alléché par la bonne odeur du lait dont il était friand.

Debourah déposa son ouvrage sur ses genoux et demeura le regard perdu dans quelque vision douloureuse...

XXVII

Jacob était marié à Victorine. Il vivait la vie régulière, monotone du condamné qui n'a plus rien à espérer de l'avenir. Son voyage à Paris, son séjour au séminaire n'étaient plus aujourd'hui que cuisants regrets. Chaque fois qu'il pensait à ce retour déplorable, à ses illusions toutes évanouies, un frisson de douleur poignante et de fièvre le secouait. Oh! les visages d'étonnement de tous, le silence qui avait accueilli ses paroles : « Je ne pourrai être de mon existence qu'un pauvre talmudiste! » Il avait cru éloigner, peut-être éviter ainsi le dessein du père Ismaël. Mais le fatalisme de l'Israélite était inépuisable. « Marie-toi, Jacob,avait-il dit simplement. Associe ta chance à celle de ma fille. Et si votre union est pure, Dieu vous donnera le bonheur. » Les petites sœurs avaient épousé Joseph et David. Les vieux parents et les parents de Victorine s'en étaient allés vivre avec elles, là-bas, dans le grand domaine de la Reghaïa, où il y avait de l'ouvrage pour tout un monde. Et lui s'était remis à donner des leçons à l'Alliance, au Medrach, à enseigner l'alphabet aux nouveau-nés de la maison Lebhar, à suivre régulièrement les cours de Rabbi Éléazar, dans la salle

poussiéreuse de la rue des Numides, parmi ses anciens camarades...

Le soir, il revenait prendre place à sa table de travail, devant le Talmud, sans ardeur, sans courage. Le glou-glou en bas de la fontaine pleureuse, dans la sonorité de la ruelle, n'accompagnait plus que son désespoir, et la torture de sa conscience, qui ne lui laissait ni repos ni trêve sur le crime qu'il avait commis.

« Quel crime, quel crime tu as commis, Jacob! Toi, le talmudiste, l'homme que l'on dit pur, et qui explique aux autres les commandements de la Thoura! Est-ce toi qui osas regarder en face Debourah mariée, la fille unique de ton maître? Comment cela s'est-il pu? Comment? Quel Satan te possédait ce jour-là tout entier pour que tu fisses à la chaste Debourah, à la sainte Debourah, une déclaration d'amour? Souviens-toi, Jacob, que les péchés des parents retombent sur les enfants!.. »

Jacob frémissait à ce rappel.

Il souffrait de même des soins, de la tendresse, de l'amour qu'avait pour lui sa femme et qu'il ne pouvait lui rendre. Car Victorine faisait son devoir, en vraie fille d'Israël. On eût pu la citer pour exemple dans la ville. Elle veillait de longues nuits à tisser son linge; sa maison était luisante de propreté; l'économie, l'ordre entretenaient une manière d'aisance dans le pauvre ménage, qui vivait du produit des leçons, de quelques prières de morts, du mince salaire de maître attitré au Medrach. La patience de Victorine n'avait point de fin. Son caractère toujours égal, la sollicitude dont elle entourait son mari, les paroles douces et affectueuses qu'elle employait pour lui répondre lorsque, par hasard, il la questionnait, révélaient à Jacob une nature qu'il n'avait pu soupçonner chez la jeune fille d'autrefois, renfermée, d'allure simplette. Aujourd'hui, elle eût rappelé l'épouse de Job... Il sentait cette adoration, cette vénération, vénération passionnée et muette, et il souffrait, — oh! oui, horriblement! — de ne lui rendre une seule de ses attentions. Il la respectait, ne lui commandait jamais. C'est tout ce que son cœur pouvait faire pour elle.

Jamais Victorine n'avait goûté le bonheur d'un tête-à-tête, le soir, avec son mari. Jamais une causerie intime... Elle comprenait que son mari ne l'aimait pas, qu'il cherchait à fuir sa

société, que sa présence même lui faisait mal. Et elle croyait que son abandon, et cette peine dont il ne se plaignait jamais venaient de ce que Dieu ne s'était point souvenu d'elle. La femme stérile, dit la Thoura, est un arbre mort dans un jardin!

Non, Jacob n'eût rien su reprocher à Victorine. Elle était l'épouse accomplie, celle qu'il aurait choisie après Debourah, si son être n'était resté accroché à l'arbre du fruit défendu. Et souvent, lorsque sa femme levait vers lui ses grands yeux qui lui parlaient de l'ennui de son cœur, de ses longues veillées solitaires et tristes, Jacob retenait un cri de douleur. Il eût voulu s'imposer à lui-même un bon mouvement. Et puis malgré son désir, malgré son chagrin immense, il détournait cruellement le regard d'elle, et la mort dans l'âme, se retirait dans sa chambre de travail!

D'ailleurs, Jacob avait une autre affection, qui, celle-là, grandissait chaque jour, s'affermissait, et devenait pour lui dangereuse. Car un geste, un regard pouvaient le trahir aux yeux de Rabbi Éléazar. C'était l'affection qu'il portait à l'enfant de Debourah. Qu'il aimait à le voir assis à terre, devant son grand-père, les jambes croisées, une petite planche sur les genoux, déjà sérieux! Et ces yeux doux et intelligents, quand ils se posaient sur les siens, lui rappelaient ceux de la femme adorée. Il se prenait de passion à l'instruire, à le suivre dans ses progrès, comme s'il eût été son propre enfant. Et quand Éléazar partageait sa petite corbeille de friandises, bourrée à dessein, entre ses camarades pauvres, ou quand, ayant vu un enfant pleurer, il s'empressait auprès de lui, avec cet élan de sa mère! tirait sa pochette brodée et parfumée comme un œillet pour moucher le bambin malheureux et puis, pour le consoler, posait ses lèvres roses sur son front, fût-il le plus sale et le plus mal peigné du monde, oh! alors, Jacob ne se contenait plus. Il prenait à son tour Éléazar dans ses bras, et, tout en épiant le grand-père, il l'embrassait avec tendresse et lui souhaitait :

— Que Dieu te laisse à ta mère!

XXVIII

Un matin, contrairement à son habitude, Debourah reposait encore, alors que le soleil était déjà haut. Elle était allée, la veille, rendre visite avec Edmond à son amie Clémentine, pour

la féliciter du cinquième petit garçon qu'elle venait de mettre au monde... Ses lourdes nattes noires roulées en turban sur son front, ses bras nus émergeant d'une liseuse de dentelle, fatiguée de la course en automobile, elle revoyait dans un demi-sommeil le beau tableau champêtre qui s'était offert à leurs yeux, dès qu'ils avaient franchi le portail de la Reghaïa.

A l'ombre d'une treille, une noria qu'un petit âne arabe, les yeux bandés, tournait lentement, avec un bruit de cascade dans les godets... Un enfant de quatre ans à peine, pieds nus, touchait d'une baguine le paresseux animal qui menaçait de s'arrêter... Le père Ismaël, déjà bien vieux, se trouvait assis auprès de son ami Mardochée, devant un tas de poireaux et de carottes que l'on ficelait en bottes, que l'autre plongeait à mesure dans le bassin débordant d'eau fraiche... On sentait qu'une félicité intime, une même foi avaient lié ces deux hommes jusqu'à la mort... Plus loin, Joseph et David, qu'ils rencontraient, s'en allant à grands pas vers un sentier muletier, leurs manches de chemise relevées jusqu'au coude, la pioche sur l'épaule. Ils les avaient salués sans s'arrêter, d'un geste timide de leurs mains calleuses... Une troupe de petits garçons les accompagnait, pantalons retroussés aux cuisses, les jambes brûlées de soleil. Eux s'étaient arrêtés un instant curieux pour contempler, les yeux ronds, la bouche ouverte, la belle madame et le beau monsieur qui venaient voir leur maman et le nouveau petit frère... Plus loin, une fillette de six ans, alerte et robuste, suivie d'un tout jeune bébé, revenait des champs, son tablier bourré d'herbe pour les lapins... Et enfin, oh! le joli ménage de paysans juifs, lorsque Debourah atteignit avec son mari la maisonnette construite en briques, au centre de la plaine! Devant le seuil, sous les platanes, Clarisse, serrée dans un tablier bleu, lavait les langes du nouveau-né. L'albinos et la mère Aboulay, assises, roulaient de la main des pâtes au safran qu'elles étalaient à mesure sur des draps. Cependant que Clémentine dormait, dans sa chambre aux grands rideaux blancs, aux murs fraîchement badigeonnés de chaux bleue, sous la surveillance de sa nièce, la fille aînée de Clarisse. Une bonne odeur s'échappait de la cuisine rustique, au toit de chaume, l'odeur de la menthe et de la soupe au poulet pour la femme en couches... Debourah s'était arrêtée, tout émue. Un souhait de bénédiction était monté à ses lèvres à l'adresse de ceux qui eurent la charité

d'initier à nouveau leur race au culte de la terre, à revivre la vie patriarcale.

Et comme on les avait reçus avec élan ! Le beau fromage à la crème et les savoureuses confitures qu'on leur avait servis ! Et comme tout le monde regretta sincèrement que le petit Eléazar n'ait pu les accompagner, en raison de ses études ! Comme on demanda de ses nouvelles avec insistance !

— Vous êtes heureux ici, grâce à Dieu ! leur dit Debourah.

— Oui, grâce à Dieu... Il ne peut y avoir de complet que lui seul !

Et les deux vieilles avaient poussé un soupir.

— Notre peine, ô Debourah, est de voir que Dieu a oublié Victorine parmi toutes les femmes... Elle est bien triste et regarde les enfants de ses frères avec envie, chaque fois qu'elle vient nous voir. Mais cela lui arrive rarement. Nous sommes chagrinées de la savoir toujours là-bas, dans cette maison sans bruit, devenue trop grande pour eux deux. Et nous essayons, devinant sa peine, de la faire espérer, nous lui donnons des exemples de toute sorte. Elle ne reste point parmi nous le temps de tiédir sa place. Nous la prions pour qu'elle vienne desserrer son cœur ici une semaine ou deux, qu'elle se réchauffe dans la famille. Elle nous répond : Non, non, je ne peux pas laisser seul mon grand maître...

Debourah s'était sentie rougir tout à coup, gênée de répondre, comme coupable de ces deux vies désolées...

— Oui, poursuivit la jeune femme, il ne nous manque rien. Nous sommes heureux. Comme te l'ont dit nos bonnes mamans, notre seule peine est de voir Jacob sans enfants. Du moins nous aurions tant de joie à le garder parmi nous, ne serait-ce que les samedis, lui qui recommande tant de respecter ce jour ! Comme le repos du chabbat se sent bien ici ! Toute la semaine chacun peine comme un esclave, parce qu'il y a beaucoup, beaucoup d'ouvrage ! Mais le vendredi, dès quatre heures, tout cesse...

Bien simplement, comme elle savait, elle décrivit à Debourah la paix du domaine en ce jour, le moulin silencieux, de même que la noria, l'âne, débarrassé de son bandeau, qui dormait au soleil, les bœufs appesantis contre la charrue, et la réunion des enfants et d'elles-mêmes autour de leurs vieux parents qui se réjouissaient les yeux et le cœur de les voir au complet.

— Si seulement Jacob était parmi nous! Il s'entête dans sa retraite. Nous n'avons jamais pu comprendre...

— Il faut espérer, s'efforça de dire Debourah, que Dieu se souviendra de lui un jour et qu'il lui arrachera cette tristesse de son cœur!

— *Amen! Amen!* De ta bouche à Dieu! Et qu'il te fasse vivre Eléazar!...

...Comme elle sommeillait encore, Debourah entendit trois coups discrets, malicieux, à leur porte capitonnée. La tenture se souleva doucement. Eléazar parut, déjà débarbouillé, coiffé habillé pour recevoir son professeur.

Il s'avança à pas de loup, et sauta tout à coup sur les épaules, de son père. Il lui tendit sa joue fraîche, puis se pencha vers sa mère qui la baisa à son tour.

— Hem! Comme tu sens bon! comme une pêche qu'on vient de cueillir!

L'enfant sourit... Il s'installa à califourchon, et revint à son jeu favori, qui consistait à défaire les bouts frisés des belles moustaches paternelles. Il revenait ensuite vers sa mère, dont il aimait à dénouer et à renouer les nattes... Et Debourah fermait les yeux sous la caresse de ses petits doigts potelés.

— Ah! vous savez, reprit-il, que grand-père sidi (il appelait de ce nom Rabbi Éléazar) m'a dit que je ferai bientôt ma communion, et qu'il savait ce qu'il fallait me donner pour me faire bien plaisir! Dis-le moi, toi, maman! Qu'est-ce que c'est qu'il doit me donner, grand-père? Tu dois le savoir?...

— Non, mon chéri! Je ne le sais pas...

Edmond écoutait avec ivresse son doux babillage... Il pressait tour à tour sur son cœur l'enfant de l'amour et la mère qui, confiante, avait reposé sa tête sur son bras droit...

XXIX

Septembre approchait, et avec ce mois la période des fêtes. Avant les grandes pluies, Rabbi Chloumou curait de fond en comble la citerne du jardin. Il l'avait vidée, transvasant en des baquets cette eau qui servirait à nettoyer la maison, à faire les grosses lessives; et il se disposait à la blanchir avec soin. De même l'habitation entière devait subir toilette, car la communion du petit Éléazar se célébrerait dans le courant du mois et

il fallait se préparer à recevoir les familles qui avaient annoncé leur arrivée d'Oran, de Constantine, de la Reghaïa, de tous les coins du pays. On avait décidé cela depuis longtemps déjà, que la communion aurait lieu chez Rabbi Éléazar, sa grande demeure pourrait seule contenir tant de monde...

Ce matin-là, le petit Éléazar arriva mystérieusement le bras chargé d'un paquet.

— Rabbi Chloumou! appelait-il d'une voix discrète. Rabbi Chloumou! Où es-tu?

— Me voilà, ma vie! Que me veux-tu? J'emporte ton mal! Me voilà...

Et Rabbi Chloumou surgit du trou noir de la citerne, la gandourah retroussée aux genoux, les bras nus, la taille ceinte d'une corde.

A sa vue, l'enfant partit d'un éclat de rire.

— Que tu es drôle comme ça, Rabbi!

Le Marocain ramena derrière le dos ses mains qui étaient mouchetées de chaux et avança les lèvres.

— Tiens, Rabbi, dit l'enfant après avoir reçu le baiser coutumier sur les doigts, voilà un petit paquet pour toi. Ouvre-le et tu verras ce qu'il y a dedans...

Rabbi Chloumou frotta ses mains à un pan de sa gandourah... Puis, avec mille précautions, il déploya l'enveloppe de papier rose.

Oh! surprise! Oh! joie délirante! Elle contenait une chéchia de drap noir, allongée en pain de sucre, une chéchia de Fès, grand Dieu! une paire de savates marocaines, en cuir citron et des chaussettes de laine blanche!...

Rabbi Chloumou se jeta aux pieds de l'enfant, qui jouissait de son bonheur.

— Tout cela tu m'as acheté, toi! Tout cela est pour moi!

— Oui, Rabbi. Car pour le jour de ma communion, je veux que tu sois beau. Je ne veux plus que tu aies froid, aussi. L'hiver arrive, et c'est mauvais d'aller comme ça, les pieds nus. Et tu sais, la gandourah verte aux pompons bleus sera prête demain. Nous sommes allés la faire faire chez une Juive marocaine qui seule sait les coudre à Alger. Ça sera une surprise pour tous, tu sais, Rabbi! car personne ne pense que tu seras beau toi aussi ce jour-là!...

Rabbi Chloumou pressa ses tempes de ses deux mains et éclata en sanglots.

— Que tu es bon ! Que Dieu te laisse, te bénisse, te rende vainqueur ! Qu'il élève ton étoile au-dessus de toutes les autres !

— Bon, bon ! Assez prier et pleurer ! Dieu fait ce qu'il veut... Maintenant, où est grand-papa ? demanda Éléazar en lui relevant la tête et lui essuyant les larmes de ses petites mains fraiches. Car tu sais, Rabbi ! il faut que je mange de la soupe encore avant que je sache lire la Paracha avec la traduction ! Talmid Jacob m'a dit hier que je devais beaucoup repasser !...

— Va, mon œil ! Va, courage ! Que Dieu te donne la force et la patience ! Ton grand-père est là-haut...

Et l'enfant courut à la lourde porte de la maison, tout en recommandant bien à Rabbi Chloumou de ne plus pleurer. Alors, le simple s'agenouilla pieusement, pour baiser, cette fois, la terre que les petits pieds d'Éléazar avait effleurée...

XXX

La baraque de fête, aux grands roseaux empanachés, se dressait de nouveau dans le jardin éclatant de fleurs et de lumière. Debourah, aidée de son fils, se hâtait d'y mettre les derniers ornements. Le petit Éléazar choisissait lui-même, de la grosse gerbe étalée sur la table à tréteaux, les lys blancs et les marguerites jaunes.

— Tiens, maman ! Là, il y a encore une place pour ce lys !... Tiens, maman ! Là, mets une églantine !...

Et Debourah obéissait, prenait docilement la fleur, en baisant au vol chaque fois les petites mains qui se tendaient à elle...

Lorsqu'on eut déroulé sur le fond et fixé la draperie de pourpre à broderies d'or, Éléazar battit des mains.

— Ça y est, elle est finie ! Venez, venez voir comme nous l'avons faite belle ! s'écria-t-il en courant à ses vieilles grand-mères, qu'il tira par un pan de leur robe, puis à Rabbi Éléazar, qui se promenait heureux dans le jardin avec Père Saffar et M. Henri, puis à Rabbi Chloumou qui, perché sur une échelle, était occupé à serrer soigneusement en des enveloppes de tulle, les plus volumineuses grappes de la treille de vigne, afin de conserver pur, jusqu'à la vendange, le beau grain doré dont le maître faisait le vin du Kidouch...

— Allez ! Venez voir !

La joie du petit Éléazar était immense. C'était la première

année qu'il aidait à monter la baraque. Et tous ces invités qui allaient se réunir pour manger et boire là-dessous !... Et ses tantes Aurélie et Anaïs et grand'maman Saffar qui arrivaient à la fin de la semaine par le train d'Oran avec cinq petits neveux et petites nièces qu'il ne connaissait pas encore ! Mon Dieu, qu'il lui tardait d'être à ce jour pour aller les chercher, en automobile ! Il y avait du monde et des paquets jusque sur les épaules du vieux Baptiste, le chauffeur ! Et de partout on ne se dérangeait que pour lui, pour fêter sa communion en même temps que la Souka ! Car en respect de l'usage, il avait fallu que la cérémonie coïncidât avec quelque autre fête religieuse... Aussi, comme il allait bien les récompenser, en s'appliquant de tout son cœur à lire sur la tiba la Gémara avec la traduction ! Sans faute !... Oh ! il en était sûr maintenant ! Il la savait presque de mémoire, et le talmid Jacob l'avait félicité l'avant-veille en l'embrassant encore fervemment et en lui répétant tout bas : que Dieu te laisse à ta mère ! Il avait compris qu'il lui avait fait un grand plaisir... Et l'enfant courait, gambadait, délirant de bonheur, humant l'air empli des parfums de la fleur d'oranger, du citron et de la pâte d'amandes qui s'échappaient des cuisines ouvertes, en même temps que les voix d'Esther et de Rachelle, qui s'étaient mises à chanter à tour de rôle la grâce et l'intelligence de leur petit-fils chéri...

Là-haut, les pièces les plus longues étaient semées de matelas, comme pour une nuit de noce. On avait aménagé des couchettes un peu partout, jusque dans la chambrette de Debourah, qui, depuis son mariage, servait de refuge aux provisions d'hiver et aux confiseries préparées avec les fruits de toutes les saisons, par les patientes grand'mères, pour ce jour de la communion d'Éléazar... Partout, c'était l'air de grande fête, c'était le sourire sur tous les visages et le bonheur dans tous les cœurs !

ELISSA RHAÏS.

(La dernière partie au prochain numéro.)

UN NOUVEAU LIVRE

SUR

MADAME DE MAINTENON

Madame Georges Saint-René Taillandier publiera prochainement une nouvelle biographie de Madame de Maintenon dans la collection des « Figures du passé, » à la librairie Hachette. Nous sommes heureux de donner ici les pages que M. Paul Bourget a adressées à l'auteur pour servir de préface à sa belle étude.

MADAME ET AMIE,

Combien je vous remercie de m'avoir communiqué les épreuves de ce remarquable livre sur Mme de Maintenon ! Je viens d'en achever la lecture et je songe à la joie que votre oncle Taine eût éprouvée devant cette étude psychologique d'une justesse à la fois et d'une finesse achevées, lui qui a tant aimé et pratiqué avec une telle supériorité ce bel art, si difficile, du portrait historique ou littéraire. Mais l'un peut-il se distinguer de l'autre ? Dégager dans un talent d'écrivain ce que l'auteur de *l'Intelligence* appelait les « génératrices, » n'est-ce pas aller jusqu'au plus intime et au plus vivant de l'être humain qui s'est manifesté par des œuvres d'art ? Et n'est-ce pas ce plus vivant, ce plus intime que démêle un grand historien dans les actions de l'homme d'État ou de l'homme de guerre ? La méthode doit être pareille, qu'il s'agisse de peindre un Balzac ou un Napoléon, un Swift ou un Danton, un Byron ou un Robespierre. Ces noms me viennent sous la plume, vous comprenez pourquoi. Ils vous rappellent comme à moi quelques-unes des meilleures pages des *Essais de Critique et d'Histoire*, de la *Littérature Anglaise* et des *Origines*, toutes animées de la même idée : qu'il faut, pour bien reproduire la vie, la penser par les

causes, et que cette recherche des causes a pour condition l'établissement et la mise en cadre de petits faits vrais, exactement relevés et classés. Ah ! « les petits faits vrais, » que j'ai entendu souvent ces mots prononcés par votre oncle, avec cette ferveur intellectuelle que nous lui avons connue jusqu'au dernier jour ! C'est une formule très modeste, mais à la méditer, comme elle va loin !

C'est cette méthode de l'analyse psychologique à coups de petits faits que vous avez appliquée bien heureusement à l'une des personnalités les plus célèbres et demeurée la plus énigmatique peut-être de notre XVII[e] siècle, et cela d'une façon si naturelle, si simple, que nulle part, — et c'est votre originalité, — l'appareil didactique n'est visible. La petite-fille du tragique Agrippa d'Aubigné, déchirée entre des parents de l'une et de l'autre religion, l'épouse avouée du difforme Scarron, l'épouse cachée du fastueux Louis XIV s'évoque devant nous, dans ses avatars successifs, avec la physionomie morale que lui ont faite ses hérédités, mais nuancée par les milieux où la placèrent tour à tour les prodigieux contrastes de sa destinée. Ces milieux, vous les constituez d'après la méthode tainienne, que je définissais tout à l'heure, mais avec une telle entente de la valeur significative de chaque détail que votre collection de « petits faits vrais » se trouve ainsi avoir une double portée. Ils expliquent la figure centrale et ils révèlent un morceau du siècle. Certains peintres de la Renaissance ont procédé de la sorte, en mettant comme fond à leurs portraits l'horizon familier où le personnage qui leur sert de modèle a vécu, où il s'est formé. Je songe à la salle célèbre de Brescia, sur les murs de laquelle Moretto a représenté les dames de la Maison Martinengo. Ces figures peintes se tiennent à distance l'une de l'autre, assises sur une balustrade de pierre, revêtue, là où elles sont, d'un tapis d'Orient. Les pieds et les jambes pendent du côté que l'on ne voit pas, en sorte que ces femmes ne montrent que leur visage et leur buste, disposition savante qui a permis au peintre de les individualiser davantage en faisant porter la lumière sur leurs traits et leurs gestes coutumiers. L'une tient un animal favori, un petit chien, l'autre joue avec un éventail de plumes, celle-ci manie un œillet rouge, celle-là est en vieux rose avec des crevés blancs, sa voisine en jaune brodé de vert. Par derrière chacune se développe le jardin de son château, et le château lui-même, avec son architecture, son paysage de plaine ou de montagne, d'eaux vives ou de forêt. Quelle force de réalité donne au portrait cette juxtaposition du visage et de son atmosphère, de la créature humaine et de sa demeure ! J'ai

ressenti une impression toute semblable à regarder avec vous la future fondatrice de Saint-Cyr, — tout enfant dans ce sombre donjon Huguenot de Mursay, flanqué de ses huit tours imprenables, — puis, grandelette, dans le couvent des Ursulines du faubourg Sainte-Anne, disputant sur sa foi première et cédant ; — ensuite dans le salon littéraire du pauvre Scarron où l'infirme tenait bureau d'esprit « entre Ninon qui faisait le philosophe et des Académiciens qui faisaient les coquettes, » — veuve après cela, et installée dans une grande et belle maison de la rue de Vaugirard où elle élève secrètement les enfants deux fois adultérins de Mme de Montespan, — à Versailles recevant le Roi dans sa ruelle, — à Saint-Cyr enfin, le suprême asile où elle devait être exposée, morte et vêtue de sa robe noire, dans sa chambre au meuble bleu. Et c'est toujours, dans ce décor si divers, les mêmes yeux aux prunelles observatrices, la même bouche réfléchie et volontaire, et chez cette femme jetée dans des circonstances si bien faites pour désorbiter les puissances intimes d'une âme, le même effort de rester celle que Louis XIV appelait « sa solidité. »

Sa naissance seule semblait l'avoir prédestinée à la contradiction et au déséquilibre. Elle était la fille d'un père et d'une mère que séparaient vingt-cinq ans d'âge, lui Huguenot et de quelle race, — elle passionnément catholique. A cette époque, des divergences de cette sorte ne demeuraient pas limitées au domaine du dogme. Elles impliquaient la guerre et des luttes à mort. Vous nous illustrez cette frénésie des conflits religieux d'alors par une anecdote bien saisissante, quand vous nous montrez Jehan d'Aubigné, le père d'Agrippa, et par conséquent le bisaïeul de Françoise, passant par Amboise. Il montre à son fils les cadavres de ses amis balancés à la porte et, mettant la main sur la tête du jeune garçon qui avait huit ans, il lui dit : « Mon enfant, il ne faut pas que ta tête soit épargnée après la mienne. Si tu l'y épargnes, tu auras ma malédiction. » Voilà une des traditions que Françoise d'Aubigné trouve dans son berceau, si l'on peut dire. A peine a-t-elle le temps de s'en imprégner et déjà ses parents catholiques s'emploient de toute leur énergie à la pénétrer d'une foi contraire. Très justement, à mon sens, vous discernez dans ce dualisme le trait le plus intime de cette nature, qui ramassait, qui résumait en elle le conflit dont souffrait la France depuis le milieu du XVIe siècle. On demeure frappé, en lisant vos remarques sur l'éducation de Mme de Maintenon, puis sur la révocation de l'Édit de Nantes, de l'analogie surprenante qui s'est rencontrée entre le malaise subi par cette conscience de femme et le malaise que traversait à la même époque

la conscience nationale. De ce XVIe siècle, déchiré par la guerre religieuse et civile, le XVIIe siècle, cet âge de l'ordre, avait gardé dans son arrière-fond des germes d'anarchie. Tout son travail, instinctif et réfléchi, fut de les réduire, et dans le domaine politique et dans le domaine religieux. C'est cet appétit d'unité totale dans l'État qui explique la Révocation. Il est bien remarquable qu'elle ait coïncidé avec le plus complet effort du gallicanisme. Elle est de 1685, et la déclaration du clergé de France, que les Papes Innocent XI et Alexandre VIII condamnèrent si durement, de 1682. Faut-il croire que l'une de ces deux manifestations était destinée à faire passer l'autre? Parmi les motifs qui décidèrent Louis XIV à défaire l'acte réconciliateur de Henri IV, doit-on mettre le désir de donner à l'Église catholique un gage d'orthodoxie, au moment même où ses évêques affirmaient avec le plus de force leur indépendance vis-à-vis de Rome? C'est possible. Comme aussi, — Michelet a soutenu cette thèse, — l'idée de racheter le scandale de ses adultères. Un des mérites de votre livre est d'avoir dégagé, par-dessous ces causes secondaires, la cause profonde, ce besoin, obscur et irrésistible, comme un appel de la nature, de relier dans une synergie sans désaccord, toutes les vitalités du pays, cette volonté de faire une France complètement, imbrisablement une. Cette vue si exacte vous a permis de situer dans sa vraie place la Protestante convertie qui fut la confidente du Roi à cette époque de crise. Vous nous la montrez silencieuse, ne conseillant rien, ayant comme grand désir, comme but suprême de sa vie, le retour des réformés, leur absorption dans la communion catholique, mais toute tremblante, toute épouvantée, devant la perspective de ces conversions en masse. N'écrivait-elle pas : « Pour ceux qui se convertissent par peur, c'est un état effrayant que le leur? » Quelles pages saisissantes que celles où vous nous la peignez à la Chapelle de Versailles, dans sa petite lanterne dorée, priant pour ces Huguenots qu'elle appelait de toute sa ferveur à l'Église, souhaitant qu'ils fussent, comme elle, ramenés de l'hérésie à la vérité, perplexe pourtant sur le moyen employé, n'osant pas se mettre en travers. Elle sait par expérience la sincérité de la foi protestante. Elle se demande si les mesures de force dont elle approuve le résultat, auront sûrement ce résultat. Elle l'ignore. Elle se souvient d'avoir tout enfant écrit à sa tante, la châtelaine de Mursay, du couvent où son autre tante l'avait emprisonnée : « Ah! Madame et Tante, vous n'imaginez l'enfer que m'est cette maison, soi-disant de Dieu, et les rudoiements, duretés de celles qu'on a faites *gendarmes de mon corps et de mon âme non,* pour

qu'elles n'y peuvent joindre. » C'est un mot à la Jeanne d'Arc, dites-vous, et vous vous demandez ensuite quelle part peut avoir celle qui l'avait prononcé dans la campagne des dragonnades. Vous répondez nettement : « Aucune, » et l'on continue à croire que vous avez raison.

On y incline d'autant plus que le projet de la création de Saint-Cyr semble bien dater de cette époque et qu'il dénote, chez la fondatrice de cette célèbre maison, la disposition d'esprit la plus contraire au *compelle intrare*, conseillé par Bâville et pratiqué par Louvois. Mme de Maintenon avait cinquante ans lorsqu'elle commença, suivant votre judicieuse formule, « de se vouer à une autre œuvre de réforme, à *propager*, pour un petit peuple à elle, ses cent quatre-vingts filles de Noisy, les *clartés conquises au cours de tant de vicissitudes et d'expériences*. Et pour ce petit peuple, on bâtissaitSaint-Cyr. » Le meilleur et le plus intime de cette femme exceptionnelle tient dans les mots que j'ai soulignés. Ce que la vie lui a douloureusement et triomphalement appris, c'est à se replier sur elle-même et à s'adapter. La petite huguenote a dû renfermer sa conviction d'abord, puis *s'adapter* au couvent catholique. La demoiselle pauvre a dû comprimer ses aspirations sentimentales et *s'adapter* au monde un peu équivoque, recruté par le génial bouffon qui l'a sauvée de la misère. La belle jeune veuve, aux moyens toujours médiocres, a dû se restreindre et *s'adapter* aux exigences des sociétés qui voulaient bien la recevoir. Elle a dû *s'adapter* aux coulisses de la Cour, quand elle est entrée à Versailles, avec la charge d'élever les bâtards royaux. Pour aller plus loin et parvenir au plus inespéré des mariages, quelle surveillance de soi n'a pas été nécessaire et quelle entente des caractères! Cette discipline quotidienne de tant d'années a développé chez elle un goût singulier, celui de la direction. Elle veut enseigner à des jeunes filles de noble naissance comme elle, dénuées comme elle et incertaines de leur avenir, l'art qui fut le sien, de se dominer, et de se développer en harmonie avec les nécessités françaises de l'époque. Elle les façonnera d'après son propre type, et, une fois façonnées ainsi, les établira. Vous nous montrez avec ce don de la vie qui anime tout votre livre, ce que cette direction fut pour elle : son vrai roman. Je ne vous dirai pas que vous nous la faites aimer. Mais nous ne pouvons pas, votre livre fermé, ne pas la considérer comme un être d'une très rare et très noble qualité morale.

Cette noblesse innée ne fut-elle pas gâtée en elle par ce qu'il faut bien appeler d'un vilain mot si souvent employé à son propos, l'esprit d'intrigue? Ses ennemis, — et elle en eut d'implacables, — l'ont

prétendu. Quand on vous a lue, on sait ce que vaut dans l'espèce le témoignage de Saint-Simon. D'ailleurs les *Mémoires* du terrible duc, si prodigieux de verve, méritent-ils sur un point quelconque la moindre créance? Ce sont de magnifiques exemples de style, et voilà tout. J'irai plus loin. Quels sont les mémoires qui révèlent avec certitude autre chose que la sensibilité du Mémorialiste? De même que, pour bien comprendre le caractère d'un poète ou d'un romancier, c'est la ligne générale de son œuvre qu'il faut dégager, de même pour juger avec vérité un personnage historique, il faut passer par-dessus tel ou tel témoignage, tel ou tel incident, et regarder à la ligne générale de son action. Ce pouvoir de s'adapter qui fut la faculté maîtresse de Mme de Maintenon suppose une exacte et minutieuse analyse de toutes les opportunités. Cela ne va pas sans beaucoup de diplomatie, et, par suite, sans un peu de ruse. Quand elle a, par exemple, accepté d'être la gouvernante des enfants du Roi, elle ne s'est certainement pas dit : « Je l'épouserai. » Mais, chaque fois que cette charge l'a mise en rapports avec lui, elle a certainement pensé à se procurer quelque avantage, à rendre sa position plus assurée. Elle a pratiqué cette science de l'approche dont Virgile a merveilleusement défini la complexe manœuvre quand il fait dire à sa Didon, implorant sa sœur pour qu'elle parle à Énée :

Sola viri molles aditus et tempora noras.

Cette connaissance des « abords faciles d'un homme et de ses moments, » quand cet homme est Louis XIV, c'est bien de l'intrigue, ou presque, mais moins calculée qu'improvisée. Voulez-vous m'accorder que Mme de Maintenon fut une ambitieuse par étapes et je vous accorderai qu'elle fut probe dans cette ambition, austère, fidèle et vraie. Tels sont les termes par lesquels vous résumez votre impression de cette vie tourmentée si longtemps qu'elle ne paraît pas avoir jamais connu la sérénité. Sa dépouille même dont vous nous racontez qu'elle fut tirée du cercueil et sinistrement enfouie n'a trouvé le repos que bien tard dans le chœur de cette chapelle de Saint-Cyr où elle avait tant prié. Vous lui avez donné, dans ce livre, le monument que cette femme si éprise de tenue et de discipline, eût peut-être le plus aimé, une biographie qui forcera les plus hostiles à la respecter.

PAUL BOURGET.

REVUE DRAMATIQUE

Théâtre Marigny : *La Traversée*, comédie en trois actes de M. Alfred Capus. — Athénée : *Le Retour*, comédie en trois actes et un prologue de MM. Robert de Flers et Francis de Croisset. — Vaudeville : *Les Ailes brisées*, comédie en trois actes de M. Pierre Wolff. — Comédie-Française : *Le Soupçon*, un acte de M. Paul Bourget. — L'Œuvre : *Les Créanciers*, *Hélectra*.

Je ne crois pas que le moment soit venu de faire des pièces sur la guerre. Mais il est de toute évidence que, si l'on veut peindre la société d'aujourd'hui et en montrer les aspects nouveaux, le seul moyen est d'y suivre les répercussions de la guerre. L'auteur de la *Traversée* et ceux du *Retour* ne s'y sont pas trompés. Les deux comédies qu'ils viennent de nous donner, très différentes d'allure et de ton, se ressemblent par ce même souci de nous renseigner sur le monde où nous entrons : il est bien impossible qu'une si énorme convulsion n'y ait pas amené quelques changements.

Le titre même de la pièce de M. Capus en indique le sujet. C'est la terrible « traversée » qui a duré plus de quatre années, et tant de fois nous a menacés du naufrage. La fortune de la France n'y a pas sombré, mais beaucoup de constructions artificielles ont été emportées par la tempête. On disait naguère qu'il fallait avoir vécu aux années qui ont précédé 1789 pour connaître la douceur de vivre. Nous serions tentés d'en dire autant des années qui ont précédé la guerre. En ce temps-là on pouvait vivre de son travail et les rentiers eux-mêmes ne mouraient pas de faim, et on se plaignait ! On était heureux, et on ne connaissait pas son bonheur ! Vie facile, morale facile. Une société qui met par-dessus tout le souci de son bien-être est résignée à beaucoup de complaisances. Son atmosphère est celle qu'il faut à un Noël Bargas pour s'y épanouir. Ce brasseur d'affaires est en voie de parvenir. Il ne lui manque que le suprême coup

d'épaule, l'appui d'un des modernes rois de la finance. C'est pourquoi il a invité chez lui le puissant manieur d'argent, Lahonce, auquel il expose un hardi projet d'association que celui-ci semble écouter d'une oreille favorable. Bargas a le vent en poupe.

M. Capus excelle à pénétrer la psychologie très particulière de ces aventuriers, qui ne sont pas tout à fait des coquins, qui ont même des côtés de braves gens, mélange savoureux d'audace et de timidité, de rudesse et de bonhomie, de ruse et de candeur. Habile en affaires, Bargas s'est laissé duper comme un collégien dans une affaire qui était d'importance : celle de son mariage. Il a épousé, pour son honnêteté, une jeune fille pauvre mais déshonnête. Marianne a eu le passé le plus mouvementé. Un de ses amants, M. Duplay, un homme marié, qu'elle a affreusement trompé, est mort de chagrin. Avec l'autre, le joueur décavé d'Andolle, elle a continué les relations, même après son mariage. Le ménage Bargas, à l'heure où il nous est présenté, a les apparences d'un excellent ménage. Seulement il est clair que la base en est fragile et à la merci d'un incident.

L'incident se produira et ce sera toute la pièce. Pendant que Marianne a emmené le couple Lahonce au jardin, on annonce une solliciteuse. Bargas la reçoit. C'est celle même dont Marianne a dévasté le foyer. Veuve et sans ressources, Alice Duplay est en quête d'un gagne-pain. Bargas, qui ignore combien l'infortune de cette malheureuse le touche de près, lui trouvera un emploi dans les bureaux de Lahonce. Elle remercie et s'apprête à sortir, quand elle aperçoit Marianne qui rentre au salon. Les deux femmes se reconnaissent, se dévisagent et se toisent. La guerre est déclarée, guerre sourde, petite guerre, intime et sans merci, dans le cadre de la Grande Guerre qui, elle aussi, vient d'éclater.

Marianne, comme il est naturel, va s'efforcer d'éliminer Alice : elle y sera aidée par la complicité d'une baronne à tout faire. Ces dames sont instruites de bien des choses que beaucoup d'honnêtes gens ne savent pas; mais elles en ignorent d'autres que tout le monde sait, et, par exemple, qu'il ne faut pas remuer l'eau trouble. Ce sont leurs habiletés qui mettent Noël Bargas sur la voie. Alors éclate entre le mari et la femme une très belle scène, la scène à faire et qu'on ne pouvait faire ni plus émouvante, ni surtout plus vraie. Car c'est une remarque qui vaut pour toute la pièce, mais qui nulle part n'est plus frappante que dans cette maîtresse scène : chacun des personnages y parle suivant sa nature, sans un mot qui sente la convention, sans une phrase qui soit pour

l'effet. Marianne avoue tout son passé; Bargas ne pardonne ni n'accepte, il subit. C'est la vie.

Marianne restera-t-elle aux côtés de Bargas? Ce serait son intérêt. Mais elle a un cœur et nous sommes en temps de guerre. D'Andolle a été blessé, pas très grièvement; il traîne un peu la jambe : c'est un héros au meilleur marché. Marianne part avec lui. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, Lahonce refuse à Bargas l'appui qu'il lui avait presque promis. C'est l'effondrement. Bargas a perdu sur les deux tableaux. Oui, mais il y a une petite personne dont nous avons vu, d'acte en acte, se dégager le caractère et grandir le rôle : c'est Alice Duplay. Comme tant d'autres pendant la guerre, elle s'est révélée femme de tête, laborieuse et énergique. On devine qu'avec elle Noël Bargas pourra refaire sa vie. Ce personnage d'Alice Duplay est celui vers qui vont toutes nos sympathies; il est, d'ailleurs, le mieux dessiné de la pièce et ressemble à beaucoup de nos contemporaines : hommage discret au courage de la femme française qui nous a rendu tant de services pendant la guerre, — et qui continue.

A travers les incidents que je viens de conter et qui forment la charpente de la pièce, court une étude de mœurs qui fait l'intérêt supérieur de ces trois actes et leur rare qualité littéraire. Étude qu'on pourrait qualifier d' « historique », car tant de choses se sont passées depuis ces premiers mois de la guerre! A distance, nous avons peine à reconnaître notre propre portrait. Mais nous pouvons nous fier à M. Capus, qui fut, pendant toute la guerre, l'observateur le plus attentif et le plus pénétrant de la conscience française ; nous en avons pour preuve ses admirables « éditoriaux », qui resteront parmi les plus précieux et les plus nobles spécimens de la littérature de guerre. Le dialogue de la *Traversée* vaut par la justesse et par le naturel, autant que par la finesse du trait. Jamais rien d'appuyé; aucun de ces mots fabriqués, préparés du plus loin qui soit, qu'on voit venir avec résignation et qui nous arrivent impitoyablement, chargés de banalité et de déjà entendu ; un esprit souple, délié, et tout en nuances.

Le théâtre Marigny a fait tous ses efforts, et il faut savoir gré à Mlle Maille d'avoir choisi, pour inaugurer sa direction, une telle comédie, qui est une pièce pour les connaisseurs. Il reste que les interprètes de *la Traversée* n'ont pas su la mettre en valeur, à l'exception de Mlle Renée Ludger, charmante dans le rôle d'Alice, et de Mme Juliette Darcourt, une baronne très amusante. *La Traversée* n'a été ni jouée, ni mise en scène; elle a été récitée, et souvent mal récitée, dans un cadre qui d'aucune manière ne lui convenait.

La pièce de M. Capus nous reportait à la veille de la guerre; celle de MM. de Flers et de Croisset ne nous ramène qu'au lendemain de l'armistice. *Le Retour* est le « retour du guerrier, » sujet classique de l'imagerie, à toutes les époques. Une jeune femme, Colette, attend son mari, démobilisé, qui revient de Salonique. Elle l'attend, avec quelle impatience et dans quelle fièvre! Jacques s'est admirablement conduit : pourtant, rien ne faisait prévoir cette transformation chez le bourgeois médiocre que la guerre avait trouvé à son bureau, compulsant des textes d'archives et des statistiques. C'est un mari prosaïque et tatillon qui était parti : c'est un héros qui revient... On annonce le héros. Mais est-ce bien lui? Il a ôté son casque et déposé son auréole. Au lieu du glorieux uniforme, le vulgaire complet veston. Au lieu des récits de guerre, la triviale exclamation sur laquelle le rideau baisse et les rires éclatent : « Mes pantoufles et un bain! »

Ce que MM. de Flers et de Croisset ont voulu nous montrer, sous une forme plaisante, c'est la mésaventure de certains ménages d'après guerre, où le désaccord est né du désenchantement. A distance, et dans l'inquiétude, on s'était imaginé un mari tout changé. Mais la guerre, fertile en miracles, ne fait pas celui-là. L'insupportable mari d'antan revient plus difficile à supporter, parce qu'on s'est déshabitué de ses manies, de sa tyrannie et de tout cet ennui que dégageait toute sa personne. Tant et si bien que Colette veut divorcer. Jacques y consent, à une condition : c'est qu'il choisira lui-même à sa femme un nouvel époux. Telle est l'amusante situation dont MM. de Flers et de Croisset vont tirer les effets les plus comiques.

Dans sa maison transformée en agence matrimoniale, Jacques a beau ne réunir que des invités d'âge canonique, en y comprenant Balthazar, un vieux soupirant de Colette, il s'y glisse quand même un jeune officier de marine, Marcel, pour qui Colette a les yeux de Chimène. Ici une scène imprévue et émouvante, d'ailleurs remarquablement jouée et qui est la trouvaille de la pièce. Jacques va provoquer Marcel, lorsque, au cours de l'explication qu'ont ensemble les deux hommes, ils découvrent qu'ils se sont trouvés, à la même époque de la guerre, dans le même secteur. Alors, tandis qu'ils évoquent leurs communs souvenirs, renaît entre eux cette belle et noble chose : la camaraderie de guerre, la fraternité d'armes. Auprès de ces grands souvenirs, les histoires de femmes semblent un peu minces. Ainsi se trouve illustré ce curieux phénomène du « changement des valeurs, » opéré par la guerre, et que nous avons tant d'occasions de constater! Est-il besoin de dire que Jacques et

Colette se réconcilient, et que le ménage, après avoir doublé ce cap des tempêtes, n'a plus rien à redouter.

Un brillant succès a accueilli cette pièce légère et gaie, très bien jouée par Mmes Marthe Régnier et Jeanne Cheirel, et par MM. Victor Boucher, André Lefaur et Pierre Stéphen.

Je ne crois pas que M. Pierre Wolff, qui est un vieux routier du théâtre, ait jamais montré plus de dextérité et une plus heureuse entente de la scène que dans sa nouvelle pièce : *les Ailes brisées*. Le sujet offrait toute sorte de dangers. Car ce n'est rien de très palpitant que les mélancolies d'un vieux viveur, à l'instant où la nécessité lui apparaît de faire la retraite. Et d'autre part la situation d'un père rival de son fils ne laisse pas d'être scabreuse. Mais M. Pierre Wolff est passé maître dans cet art de jouer la difficulté et de s'arrêter à l'exacte limite. Don Juan vieilli s'appelle ici M. Fabrège. Il a invité à dîner une Mme Rémon qui se moque gentiment de lui. Au dessert, le fils de l'amphitryon, Georges Fabrège, arrive tout exprès de Londres, pour troubler la fête galante. Le père ne tardera pas à s'apercevoir qu'il a pour rival, et pour rival heureux, son propre fils. Alors il lui sautera à la gorge. Et nous serons très émus, mais tout de même tranquilles. Nous avons confiance en M. Pierre Wolff. Il ne permettra pas au père de serrer très fort et soufflera au fils un ingénieux mensonge. Pour finir, le vieux viveur se décide à céder la place à son fils et lui donne sa bénédiction, non sans essuyer un pleur.

Le rôle le meilleur est celui du raisonneur, Pascal, d'ailleurs excellemment tenu par M. Joffre. Mme Jane Provost est une Mme Rémon tout à fait séduisante et brillante. M. Paul Bernard a obtenu le plus beau succès pour la chaleur et la jeunesse avec lesquelles il a joué le rôle du jeune Georges Fabrège.

La Comédie-Française a eu l'excellente idée d'emprunter à la *Revue* l'acte de M. Paul Bourget, *le Soupçon*, pour le faire voir aux chandelles. Il serait superflu de louer une œuvre dont tous nos lecteurs ont pu apprécier les hautes qualités et le puissant raccourci. Toute la question était de savoir comment se comporterait à la scène cet ouvrage qui n'a pas été écrit pour elle. L'effet a été grand, incontestable. La raison n'en est pas seulement à la qualité de ce dialogue nerveux, serré, où tout fait balle. Elle est plus profonde. Ce qui importe surtout, au théâtre, c'est le mouvement. A la façon dont se déroule l'action dans

la pièce de M. Paul Bourget, nous en suivons les péripéties avec une curiosité qui va grandissant, jusqu'au dénouement empreint d'une profonde humanité. Au début nous avons pu croire qu'il s'agissait seulement d'une de ces pénibles situations qui résultent d'un sot mariage. Notre sympathie s'est partagée entre la mère qui ne veut pas avoir à rougir devant ses enfants et la grand'mère qui s'obstine à une légitime résistance. Puis nous avons soupçonné que cette union absurde pouvait bien être de la part du fils un acte de révolte et qu'il n'était pas seul à en porter la responsabilité. Et l'idée même de la pièce nous est apparue dans les phrases si graves, si douloureuses, où celle qui n'a pas failli condamne jusqu'à ces liaisons innocentes, ces pures intimités d'âme, dont elle a cru pouvoir goûter la douceur et qui sont, en réalité, un vol fait à la famille.

Le rôle de la grand'mère, Mme Lavergne, a trouvé une interprète de premier ordre en Mlle Dux qui y est parfaite de dignité et d'émotion. Mlle Guintini s'est montrée touchante dans celui de la jeune femme. Les rôles d'hommes sont bien tenus par MM. Desjardins et Alexandre.

Le vaillant théâtre de l'Œuvre a rouvert ses portes, en reprenant des pièces de son répertoire, et retrouvé son fidèle public d'amateurs. Ce qui fait la vogue de cette petite scène, ce n'est pas seulement le goût de l'exotisme qui chez nous survit à la guerre ; c'est l'attrait d'une interprétation vraiment originale et savoureuse. Dans la pièce de Strindberg, les *Créanciers*, violente, torturante, faite pour agir sur les nerfs, M. Lugné Poë tient avec maîtrise un rôle méphistophélique de « créancier, » de premier mari qui se venge. Il a trouvé un partenaire tout à fait remarquable dans le jeune M. Jean Sarment qui joue avec un réalisme poignant le rôle du second mari, malade, neurasthénique, lamentable, un pauvre être. Quant à Mme France Ellys, elle est la nature même, la vérité et la vie. Le spectacle se terminait par *Hélectra* de Hugo de Hoffmansthal, fâcheux travestissement d'un chef-d'œuvre antique, où Mme Suzanne Desprès se fait vigoureusement applaudir pour la belle ardeur et la dramatique intensité de son jeu.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il est bon que, de temps en temps, un grand peuple puisse s'arrêter une minute sur son chemin pour se recueillir et mesurer du regard les distances parcourues. Le 11 novembre, la France a célébré, tout à la fois, le deuxième anniversaire de l'armistice et le cinquantenaire de la République. Dans la belle cérémonie du Panthéon, M. Millerand a précisé, avec une grave éloquence, la haute signification de ces fêtes commémoratives. Elles n'ont pas eu seulement pour objet de glorifier nos soldats et de marquer le sens de notre victoire ; elles nous ont permis de méditer sur l'œuvre accomplie, en un demi-siècle, par notre pays et de tirer du passé quelques leçons pour l'avenir. Si les pouvoirs publics ont voulu associer intimement à cette solennité le souvenir de Gambetta, c'est pour personnifier en un citoyen qui, aux jours sombres de la défaite, n'a point désespéré de la patrie, l'âme d'une nation qui défend sa liberté et n'entend point subir le joug de l'étranger.

La guerre de 1870 avait laissé la France épuisée, mutilée et dangereusement isolée en Europe. La République, acceptée, à sa naissance, plutôt comme le gouvernement qui nous divisait le moins que comme la forme constitutionnelle réclamée par l'opinion, avait tout à faire pour gagner les esprits et pour établir définitivement son autorité. Ceux des Français qui aujourd'hui, au lendemain d'événements qui compteront parmi les plus grands de notre histoire, hésitent devant l'énormité de la tâche qui sollicite encore leur activité, ne se représentent, sans doute, que fort imparfaitement l'effroyable désarroi dans lequel se sont trouvées, après le traité de Francfort, les consciences de leurs aînés. Les partis se disputaient, avec une passion mal contenue, la direction du pays déchiré ; la suite presque ininterrompue de nos revers, le désastre de Sedan, la livraison de Metz, la capitulation de Paris, apparaissaient comme les signes

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

funestes d'une invincible fatalité ; la perte de deux de nos plus belles provinces altérait profondément la physionomie de la France, appauvrissait le génie de notre race et détruisait notre équilibre national. Jamais plus dure besogne de relèvement et de reconstruction ne s'était imposée à un peuple aussi dénué de ressources et aussi démuni de concours. Peu à peu cependant le travail a commencé. Autour de la République de plus en plus incontestée, se sont groupés des hommes venus de toutes les classes sociales et de tous les points de l'horizon politique. Une constitution, péniblement édifiée comme demeure provisoire, est devenue, pour de longues années, un abri ouvert à tous les Français qui voulaient se consacrer à la restauration du pays. Sous l'égide d'institutions libres, les luttes d'idées, condition nécessaire de la vie publique, ont pris un caractère plus paisible et un rythme plus régulier. La souveraineté populaire s'est exprimée dans des assemblées qui n'en ont peut-être pas été toujours les interprètes très fidèles, mais qu'à intervalles périodiques, le suffrage universel a été maître de désavouer et de remplacer. Si éloigné de la perfection que pût être ce mécanisme, il a donné ou, tout au moins, laissé à la France les moyens de réparer ses brèches et de reprendre sa place au premier rang des nations.

A l'intérieur, elle a, en cinquante ans, réalisé de plus importantes réformes qu'elle n'en avait souvent réclamé en un siècle ou deux. Elle a renouvelé sa législation, accru sa puissance économique, fortifié sa renommée artistique et littéraire, et réussi à maintenir, dans son évolution politique, l'accord permanent de l'ordre et du progrès. Elle a commencé par panser les plaies d'une guerre malheureuse, par reconstituer son outillage industriel, par développer son réseau de chemins de fer et de canaux, par reviser son régime douanier, par apurer sa situation financière. Puis, elle s'est résolument attaquée au grand problème de l'enseignement public ; elle a, tout en respectant la liberté des parents pour le choix des écoles et la pratique des cultes, décrété l'instruction primaire obligatoire et proclamé la gratuité de celle que donnait l'État ; elle a multiplié les bourses dans l'enseignement secondaire pour le rendre plus accessible aux enfants des familles pauvres ; elle a stimulé l'enseignement supérieur par la création d'instituts scientifiques, par l'augmentation, parfois un peu trop lente, des dotations et par la fondation d'universités qui, en mettant fin à la dispersion des Facultés, sont devenues de grands foyers de lumière et d'activité intellectuelle. Dans l'ordre social, elle a cherché à résoudre, dans un esprit de justice et de philanthropie, les questions qui touchent à

l'hygiène publique, à l'organisation du travail, aux assurances contre les accidents et la maladie, aux mutualités, aux retraites de la vieillesse; elle a donné aux ouvriers la liberté de se syndiquer pour la défense de leurs intérêts corporatifs; elle a multiplié les établissements d'instruction technique, les écoles d'apprentissage, les écoles d'agriculture; elle s'est efforcée d'accroître les énergies du pays, d'augmenter la production, de procurer à la population la plus grande somme possible de bien-être, de donner à tous les Français la sécurité du jour et du lendemain. Je ne dis point certes que, dans une entreprise aussi vaste et aussi complexe, des fautes n'aient pas été commises. Quelques-unes ont pu être inspirées par cet esprit de parti qui, dans l'apparente tranquillité de l'Europe, a eu parfois en France des réveils un peu turbulents. D'autres sont venues d'expériences maladroites ou de timidités excessives. Ce n'est ni le moment ni le lieu de dresser le bilan de ces erreurs. Il suffit que, dans l'ensemble, et déduction faite d'un passif dû surtout à la faiblesse humaine, il reste, après cinquante ans, à l'actif de la France, un total d'améliorations intérieures dont, à l'étranger, nos plus violents détracteurs n'osent plus nier l'importance.

En même temps que se poursuivait cette réorganisation nationale, la République, dont, il convient de le proclamer, la politique extérieure a été constamment aidée par le patriotisme de tous les partis, jugea qu'après les cruelles épreuves de l'invasion et du démembrement, notre pays avait un impérieux besoin de calme, de réserve et de recueillement. Elle veilla, dès le début, à le garder de toute aventure, à lui interdire toute imprudence, à convaincre le monde entier de la sincérité de nos intentions pacifiques. Mais elle comprit, en même temps, que pour maintenir la paix, il ne lui suffisait pas de la vouloir. Dès 1875, l'Allemagne, que sa victoire avait exaltée, mais non assouvie, nous avait brusquement provoqués. Stupéfaite et irritée de la fidélité que l'Alsace et la Lorraine gardaient à la France, elle ne se bornait pas à molester les habitants des provinces annexées; elle nous accusait de préparer une revanche et de ne pas accepter avec assez de résignation le fait accompli. Elle imaginait prétextes sur prétextes pour nous chercher querelle et affectait même de prendre ombrage des précautions militaires que nous imposait son attitude toujours menaçante. Dans la seule pensée de protéger notre indépendance, nous avions reconstitué notre armée et notre flotte. Bien que nos forces maritimes et terrestres fussent toujours sensiblement inférieures à celles de l'Allemagne, nous ne pouvions jamais les accroître sans que

l'Empire criât au scandale et dénonçât nos desseins belliqueux. C'eût été cependant, pour la France, un péril mortel que de rester désarmée en face d'un Empire dont croissaient, tous les jours, l'orgueil et l'ambition. Au risque de se voir bientôt à la merci de ses voisins, elle était bien forcée de prendre elle-même, malgré l'infériorité du chiffre de sa population, quelques mesures militaires. Il n'est aujourd'hui que trop démontré qu'elle n'est point allée, dans cet ordre d'idées, au delà du nécessaire. Peut-être même est-il permis de penser qu'elle est restée en deçà. Mais, quelle que fût la succession des incidents provoqués par l'Allemagne, de l'affaire Schnæbelé aux échauffourées de Nancy, la France, au fond d'elle-même, ne croyait pas à la guerre. Elle faisait instinctivement confiance à la raison des hommes; étant de bonne foi, elle comptait sur la bonne foi d'autrui.

Peu à peu, la surabondance d'activité que lui laissait sa résurrection économique et qu'elle ne voulait pas utiliser dans une guerre de revanche, se trouva, en grande partie, sans emploi. C'était l'époque où, en Asie et en Afrique, d'immenses régions, jusqu'alors inexplorées, s'ouvraient aux entreprises européennes. De l'ancien Empire colonial de la France, il ne subsistait que des débris, auxquels ne s'étaient guère ajoutés, en dehors de l'Algérie, que des morceaux épars de terres nouvelles. Mais notre grande possession africaine, devenue de plus en plus florissante, nous avait naturellement créé, dans le continent noir, des intérêts multiples et nous devions la garantir, à l'Est, au Sud et à l'Ouest, contre les attaques des indigènes et les convoitises des Européens. C'est ainsi que nous fûmes amenés successivement à occuper la Tunisie, à étendre vers le Soudan notre petite colonie du Sénégal, à remonter de la côte du Dahomey vers le Niger, à pénétrer dans le bassin du Congo et de l'Oubanghi et enfin à établir notre autorité sur le Maroc. En même temps, pour épargner à la Réunion un voisinage étranger, nous nous installions à Madagascar et, pour protéger l'arrière-pays de Saïgon, nous nous emparions de l'Annam et du Tonkin. L'annexion de ces vastes territoires n'alla pas toujours sans efforts militaires et sans pénibles sacrifices. Mais la prudence avec laquelle furent conduites les expéditions réduisit, en général, les pertes à des chiffres très faibles et les officiers qui commandèrent les colonnes et qui assurèrent ensuite la première administration des pays conquis firent ainsi, dans leur jeunesse, un apprentissage de la guerre qui ne leur fut pas inutile, plus tard, au jour des grands devoirs. Les Joffre, les Galliéni, les Lyautey, les Mangin, les Gouraud, les Franchet d'Esperey, et tant d'autres, se sont formés à cette école;

et en outre, ils ont commencé à former eux-mêmes des troupes indigènes qui sont venues, sur les champs de bataille d'Europe, suppléer à l'insuffisance de nos contingents.

Les autres grandes Puissances européennes avaient naturellement été entraînées, comme la France, dans ce mouvement d'expansion. Bien que l'Angleterre eût hérité de la plus grande partie de notre vieil Empire, et qu'elle l'eût accru de possessions magnifiques, bien que les Indes, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, lui eussent déjà composé un incomparable domaine colonial, elle avait projeté de se réserver une portion de l'Afrique, de relier le Cap à la vallée du Nil et l'Est africain à l'Ouest. Il était inévitable que ces tentatives de pénétration simultanées et contradictoires eussent, à certaines heures, pour conséquences des rivalités et des dissentiments entre la Grande-Bretagne et nous; et, en effet, à Madagascar, en Égypte, à Fachoda, et jusque sur le French Shore de Terre-Neuve, les prétentions des deux pays se heurtèrent parfois assez douloureusement. Mais l'esprit de conciliation et la loyauté des deux gouvernements dissipèrent vite ces malentendus et un jour vint où un règlement général de toutes les difficultés anciennes prépara les voies à l'entente et à l'amitié.

De son côté, l'Italie s'était, d'abord, inquiétée de nous voir en Tunisie. Elle trouvait que Rome avait plus de droits que la Gaule sur Carthage et que Bizerte était bien près de la Sicile. Elle nous fit assez longtemps sentir son mécontentement et se laissa entraîner dans l'orbite des Puissances centrales. Mais elle trouva, elle aussi, sa part en Erythrée et en Lybie et finit par signer avec nous, en 1912,un accord africain qui effaçait les dernières traces des divergences antérieures.

La Russie, dont les regards étaient attirés vers la Chine, la Perse et la Turquie, se désintéressait du partage de l'Afrique. L'Autriche-Hongrie, tournée vers les Balkans, n'avait pas d'ambitions coloniales. Mais l'Allemagne, dont la population croissante se trouvait à l'étroit dans l'Empire, et qui cherchait partout des débouchés pour son commerce, était bien résolue à s'en ménager dans le continent neuf où s'établissaient d'autres nations. Lorsqu'elle nous devança au Cameroun et au Togo, nous prîmes de bonne grâce notre parti de son voisinage, encore qu'il ne fût pas toujours sans désagrément; mais elle laissa bientôt percer des desseins plus agressifs et, quoiqu'elle n'eût aucune ouverture sur la Méditerranée, elle éleva la prétention de devenir, à son tour, une Puissance méditerranéenne. Guillaume II

en personne brandit son épée devant Tanger et, sur toutes les routes du Maroc, il se trouva, comme par hasard, un Mannesmann ou un Ficke pour nous barrer le passage. Nous étions exposés à voir l'Allemagne s'étendre, tout de son long, aux portes de l'Algérie et nous empêcher à jamais de les ouvrir sur l'Atlantique. La France s'arma cependant de patience; elle se laissa mener à Algésiras; elle accepta un statut international de l'Empire chérifien et demeura, comme toujours, fidèle à la signature donnée. MM. Clemenceau et Pichon allèrent même, en 1909, jusqu'à poser le principe d'une coopération économique, au Maroc, entre la France et l'Allemagne. Rien n'y fit. Le *Panther* vint, devant Agadir, renouveler le geste de Guillaume à Tanger. Le traité du 4 novembre 1911 mit fin à cette longue série d'incidents. Sauf quelques hypothèques encore assez lourdes, nous obtenions le champ libre au Maroc; mais nous étions obligés de céder une partie du Congo et nous avions pu sentir, dans les procédés d'une diplomatie alternativement brutale et tortueuse, la sourde hostilité que l'Allemagne nourrissait contre nous.

Par bonheur, nous n'étions plus seuls. Si nous fussions restés dans l'abandon où nous nous étions trouvés en 1870, l'Allemagne ne se serait vraisemblablement pas contentée de nous prodiguer les défis et les insolences. Elle eût précipité les choses; elle eût inventé des prétextes pour se jeter sur nous, pour nous réduire définitivement à l'impuissance et pour asseoir sa domination sur l'Europe continentale. Mais la rapidité avec laquelle la France s'était relevée, la sagesse qu'elle avait montrée, les preuves renouvelées qu'elle avait données de ses intentions pacifiques, la réputation qu'elle s'était partout acquise d'une grande démocratie laborieuse et tranquille, tout avait disposé en sa faveur les nations sans parti pris et, de plus en plus, venaient à elle les témoignages de sympathie.

Ce fut un grand événement, et qui eut dans le monde entier une profonde répercussion, que la marque de confiance et d'estime que la jeune République reçut alors du Tsar et, lorsque les premiers marins russes débarquèrent à Toulon, la France eut enfin l'impression de recouvrer en Europe le rang auquel elle avait droit. Peu de temps après, l'alliance russe était conclue. Préparée par MM. Ribot et de Freycinet, sanctionnée par le président Carnot, elle était définitivement scellée par MM. Félix Faure et Hanotaux. De caractère strictement défensif, elle donnait à chacun des deux pays l'assurance qu'il serait secouru par l'autre, s'il était attaqué par l'Allemagne. Rien de plus. C'était désormais pour nous une sécurité relative. Nous avions,

en outre, l'espoir de n'être plus livrés à nos seules forces dans l'action quotidienne de notre diplomatie. Mais le sentiment que la Russie était dorénavant à nos côtés ne changea rien aux résolutions pacifiques de la France. Il y eut seulement, en Europe, un contrepoids à l'hégémonie allemande.

Après les froissements passagers qu'avait provoqués, entre l'Angleterre et nous, la rencontre de nos entreprises coloniales, nous avions liquidé, en 1904, toutes nos affaires contentieuses et nous nous étions cordialement rapprochés. Le Roi Édouard VII et le gouvernement de la couronne, M. Loubet et M. Delcassé avaient mis au point ce pacte de réconciliation qui a été, pour notre politique extérieure, le point de départ d'une ère nouvelle. Dorénavant, le quai d'Orsay et le Foreign Office se concertèrent chaque fois qu'un incident quelconque risquait de menacer la paix et la France, alliée de la Russie et alliée de l'Angleterre, servit tout naturellement de trait d'union entre ces deux Puissances. Il n'y eut point, entre la Grande-Bretagne et la République, une convention de garantie défensive, analogue à l'alliance franco-russe. Le Foreign Office ne crut jamais pouvoir souscrire à aucun engagement d'assistance mutuelle. Mais les États-majors des armées de terre et de mer eurent des entrevues périodiques et dressèrent des plans communs pour parer aux attaques éventuelles. En 1912, je priai M. Paul Cambon d'engager, avec sir Edward Grey, des pourparlers afin d'obtenir du gouvernement anglais lui-même qu'il donnât une sanction officielle aux programmes des États-majors ; et des lettres furent échangées qui, sans lier aucun des deux pays vis à vis de l'autre, stipulèrent, du moins, qu'en présence d'une menace de guerre, les deux gouvernements entreraient immédiatement en rapports et, s'ils étaient amenés à envisager une action commune, mettraient en vigueur les accords naval et militaire.

La France avait fait enfin tout ce qui dépendait d'elle pour renouer avec l'Italie des liens que les traditions et la parenté lui rendaient doublement chers. Elle savait que sa voisine s'était unie à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, mais elle ne mettait pas en doute qu'en adhérant à la Triple Alliance, l'Italie n'eût pas songé à favoriser une guerre entre nations latines. En 1902, M. Barrère eut, à cet endroit, de confiantes conversations avec le gouvernement royal. Elles se terminèrent par un échange de lettres. L'Italie promettait de ne jamais s'associer à une guerre qui nous serait déclarée sans provocation de notre part. Elle a tenu sa parole au mois d'août 1914.

La situation diplomatique se trouvait donc singulièrement modi-

fiée au profit de la France, lorsque l'Autriche envoya son ultimatum à la Serbie. Encore devrais-je ajouter qu'à cette date la République avait soigneusement resserré ses relations avec les autres Puissances. Des visites réciproques entre les chefs d'État et de fréquents rapports entre les gouvernements nous avaient gagné l'amitié de la Belgique, de la Serbie, de la Hollande, du Danemark, de la Norvège, de la Suède. Le roi d'Espagne et son gouvernement avaient déclaré à la France que, si jamais elle était attaquée, elle pourrait, sans aucune appréhension, dégarnir la frontière des Pyrénées. La Suisse était sincèrement attachée à sa neutralité. Malgré les liens de famille qui entravaient alors la liberté de leurs deux rois, la Roumanie et la Grèce se sentaient certainement portées vers la France plutôt que vers l'Allemagne. Il n'était pas jusqu'à la Turquie et à la Bulgarie, dont les peuples, s'ils n'eussent été égarés par leurs gouvernants, eussent été animés envers nous de sentiments amicaux. Enfin, par delà l'Océan, les États-Unis conservaient à la France libératrice une reconnaissance inaltérable, qu'ils trouvaient toujours plaisir à manifester, et l'Amérique du Sud, justement fière de sa civilisation latine, gardait au génie français toute son admiration.

Si haut cependant que se fût élevé le prestige de la France, si patiente et si bien inspirée qu'eût été sa diplomatie, si bien exercées même que fussent ses armées, l'agression dont elle a été brusquement victime en 1914 n'aurait pas été, pour tant de peuples, une raison suffisante de se jeter à nos côtés dans la lutte. Pour les déterminer, il a fallu que notre cause ne leur parût pas être seulement la nôtre, ni, en même temps que la nôtre, celle d'un petit peuple injustement attaqué, la Serbie, ni, en même temps que celle de la Serbie, celle d'une nation odieusement trahie par un de ses garants, la Belgique; il a fallu que l'univers comprît qu'en défendant nos droits, nous défendions les droits de l'humanité et qu'en prenant les armes pour sauver notre indépendance, nous écartions un péril dont allaient être menacées, après nous, beaucoup d'autres nations. C'est cette conviction générale qui nous a valu tant de concours et qui a donné à nos victoires une si grande portée. Il était juste qu'en célébrant, le 11 novembre, le souvenir de quarante-quatre ans d'efforts pacifiques, la France fêtât l'issue d'une longue guerre qu'elle n'a point recherchée, qui lui a coûté bien des larmes, mais qui s'est poursuivie à son honneur et terminée à sa gloire.

Sans doute, après tant d'épreuves et tant de succès, quelques Français se sont imaginé qu'ils n'avaient plus qu'à se coucher sur un

lit de roses et je me rappelle qu'au moment de l'armistice, un de nos hommes d'État les plus illustres m'écrivait : « Maintenant que tout péril est passé... » Tout péril n'était pas passé; et, en tout cas, mille sortes de difficultés allaient commencer : difficultés économiques, financières, sociales, inévitables au lendemain de secousses aussi terribles, de pertes aussi lourdes et de sacrifices aussi douloureux. Il s'agissait, en outre, de faire la paix et, la paix une fois faite, de la maintenir. Sous la pression du danger, les Alliés étaient restés unis devant l'ennemi et avaient même, quoique tardivement, confié à un général français le commandement en chef de leurs armées. Dans une conférence de diplomates, et surtout dans une conférence d'hommes politiques, l'unité de conduite était moins facile à établir. Tous venaient là, fatalement, avec leurs passions débridées et, dans le silence du canon, les intérêts, les ambitions, les vanités, allaient être plus libres de mener leur train. Chacune des nations, oubliant un peu que la victoire était fille de leur union, avait tendance à s'exagérer le rôle qu'elle avait joué. Plusieurs d'entre elles étaient, en outre, tentées de réclamer la plus large part du profit. Seule, l'Amérique ne demandait rien. Mais son chef avait des conceptions spéciales, parfois un peu théoriques, sur l'avenir de l'Europe et elle-même entendait bien que sa rentrée dans le vieux monde ouvrirait ultérieurement, des deux côtés de la barricade, quelques marchés à ses commerçants et à ses financiers. De tout cela est sortie, comme on pouvait s'y attendre, une paix qui a laissé des déceptions chez les vainqueurs et de l'aigreur chez les vaincus.

Ce n'est cependant pas être trop Français que de dire que, parmi les premiers, d'autres ont été mieux traités que les Français ; et nous avions le droit d'espérer, non seulement que nos amis ne nous chicaneraient pas après coup sur ce qui nous était accordé, mais qu'ils nous aideraient à l'obtenir. Après avoir perdu quatorze cent mille hommes, dépensé des centaines de milliards, vu détruire nos villes et nos villages, quelles compensations positives avons-nous reçues des divers traités de paix? L'Alsace et la Lorraine nous ont été rendues, et c'est pour nous un bonheur indicible ; mais l'Alsace et la Lorraine nous appartenaient, et une restitution n'est pas une réparation. Nous sommes devenus propriétaires des mines de la Sarre, mais nous pouvons être forcés de les rétrocéder à l'Allemagne dans quinze ans, si les Sarrois ne votent pas le rattachement de leur pays à la France. La partie des colonies allemandes qui nous est attribuée au Cameroun et au Togo n'est rien en comparaison des territoires que

reçoit l'Angleterre. Nous obtenons un mandat en Syrie, mais la Syrie, où les populations nous appelaient de longue date et où l'Angleterre avait publiquement reconnu notre influence dès 1912, n'est plus qu'une enclave entre la Mésopotamie et la Palestine, qui appartiennent désormais à l'Angleterre. La seule indemnité véritable qui nous soit promise, c'est donc, en réalité, le paiement de nos dommages. Qui peut s'étonner que là-dessus nous ne voulions rien rabattre de nos exigences? Nous savons très bien que l'Allemagne n'est pas en mesure de nous payer en un jour le montant de ce qu'elle nous doit. Mais nous n'admettons pas qu'elle cherche, dans une banqueroute frauduleuse, la libération de ses engagements.

Tandis qu'à Hambourg un de nos attachés de consulat est malmené, en pleine rue, par d'anciens officiers allemands, tandis que, dans tout l'Empire, continue ouvertement la campagne du parti national en faveur de la revision du traité, le chancelier Fehrenbach tient, devant le Reichstag, un langage hautain et audacieusement hostile à la France. Il ose parler du militarisme français, de l'impérialisme français; il se plaint de notre occupation du Rhin, comme si elle n'avait pas été acceptée par l'Allemagne et comme si elle n'était pas beaucoup plus supportable aux populations de la rive gauche que l'invasion allemande ne l'a été à nos provinces du Nord et de l'Est; et il prend son air le plus sérieux et le plus grave pour prétendre que, faute de combustible, l'Allemagne ferme ses usines et éteint ses hauts fourneaux, pendant que la France regorge de charbon. Le ministre Simons, qui a plus de manières, prend la parole à son tour et commence par dire que l'Allemagne est bien obligée d'exécuter le traité; mais il accompagne cette déclaration de tant de mais et de tant de si qu'à la fin du discours, elle est rongée de restrictions. En réalité, MM. Fehrenbach et Simons chantent, l'un en dièze, l'autre en bémol, deux chansons qui se ressemblent beaucoup et qui se terminent par le même refrain. Retenons notamment que M. Simons soutient que l'aveu des responsabilités allemandes ayant été « arraché » au vaincu ne saurait avoir de valeur légale; et quand il ajoute, après cela, que les obligations signées par le Reich doivent être exécutées « dans la mesure du possible, » il est aisé de prévoir les manquements que cette réticence est destinée à faciliter. Si nous avions déclaré, en 1871, que nous exécuterions le traité de Francfort « dans la mesure du possible, » M. de Bismarck se serait borné à répondre : « Le possible, c'est ce que vous avez promis. » M. Simons, qui a des métaphores pastorales, nous reproche de vouloir tuer la

vache, au lieu de la traire. Bonne vache allemande, qui n'a jamais fait de mal à personne! Aujourd'hui comme hier, nous n'avons qu'un désir, c'est de l'empêcher de paître sur notre pré.

Dans ce même discours, M. Simons a répété : « On nous a formellement promis à Spa que nous nous reverrions à Genève pour négocier avec *égalité de droits* sur la clause des négociations. » Je ne veux ni ne puis croire que cet engagement ait été pris à Spa au nom de la France. Comme je l'ai rappelé dans ma dernière chronique, il eût été en contradiction flagrante avec le traité et avec la volonté des Chambres. Mais il suffit malheureusement qu'on invoque en Allemagne cette prétendue promesse et qu'en Angleterre on la considère comme ayant réellement été faite, pour que la question ne soit plus entière et pour qu'une partie de nos armes nous soient arrachées des mains. C'est un point sur lequel je n'aurai que trop l'occasion de revenir. Les articles du traité qu'on a lacérés, on ne les recoudra, j'en ai grand peur, que d'un fil apparent et fragile.

A en croire une déclaration prêtée par un journal belge à M. Delacroix, nous aurions été menacés, tout récemment, d'un malentendu encore plus grave. Ce n'est pas seulement pour négocier sur le pied d'égalité avec les Allemands que M. Lloyd George aurait voulu nous entraîner à Genève. Il aurait désiré y assister, avec le Président du Conseil français et le premier ministre belge, à la prochaine assemblée générale de la Société des Nations. D'autres chefs de gouvernements, alliés ou neutres, y seraient également venus et à la barre de cette Haute Cour, auraient été appelées toutes les grandes affaires qui sont aujourd'hui en suspens. Il est aisé de comprendre que le traité de Versailles n'aurait pas tardé à y comparaître comme accusé. Probablement même, l'Allemagne aurait trouvé le moyen d'avoir dans la place quelques amis pour lui entr'ouvrir les portes et lui faire signe d'entrer. Le gouvernement français a sagement agi en ne laissant à personne l'illusion qu'il pût se prêter à une telle combinaison. C'est par des explications franches, données immédiatement, qu'on arrête une velléité avant qu'elle se soit transformée en volonté et qu'on empêche une simple différence d'opinion de dégénérer en dissentiment.

Certes, la Société des nations perdrait sa principale raison d'être et sa meilleure chance de durée si elle ne comprenait pas un jour toutes les Puissances européennes. Mais de toutes les nations vaincues, Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie, Turquie, l'Allemagne est certainement celle dont la conduite pendant la guerre et

depuis la paix justifierait le moins une admission prochaine. Il serait incontestablement plus naturel de laisser, d'abord, entrer l'Autriche, si elle désavoue la politique de rattachement, la Bulgarie et la Turquie, si elles ont vis à vis de la Grèce, de la Serbie et de la Roumanie une attitude loyale et courtoise. Le tour de l'Allemagne viendra, mais lorsqu'elle aura donné des gages de sincérité et commencé à exécuter le traité sans ces faux fuyants, cet ergotage, et ces continuelles restrictions mentales qui alternent avec les impertinences et les brutalités.

Si, ce mois-ci, à Genève, la question était prématurément posée, MM. Bourgeois, Viviani et Hanotaux, qui représentent, avec éclat, notre pays à la Ligue des nations, sauraient y faire prévaloir la thèse française.

Que va, d'ailleurs, devenir demain cette Société, qui était, sous sa forme actuelle, l'œuvre du président Wilson ? M. Harding, dont les élections américaines assurent la victoire et qui sera, dans quelques semaines, le nouveau Président des États-Unis, subordonnera, sans doute, à des modifications profondes du statut, l'entrée de son pays dans la Ligue. A quelles conditions, d'autre part, conclura-t-il la paix avec l'Allemagne? C'est encore le secret de demain. Mais nous sommes, dès maintenant, assurés que le triomphe des républicains et l'élévation de M. Harding à la Présidence n'altéreront point les amicales relations des États-Unis et de la France. Tout récemment, lorsque M. Herrick annonçait si catégoriquement aux Parisiens le succès de M. Harding, il répétait : « Après cela, vous pouvez être sûrs que tout s'arrangera. » Souhaitons, pour la paix du monde, que M. Herrick ait raison. Des hommes comme lui, qui ont donné à la France des témoignages inoubliables de sympathie, peuvent beaucoup maintenant pour que « tout s'arrange. »

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC

V(

LES
c
v
et pub
conter
à celu
Il s'y é
lectur
sa *Vie*
route
Weim
12 juil
de gue
par ur
guerre
l'Aller
Impar
au cou
pas qu
scienc
écrits
de co

S
je ne

VOYAGE EN ALLEMAGNE

(1870)

Les notes qu'on va lire ont été écrites par M. Taine durant un court voyage qu'il fit en Allemagne, en juin-juillet 1870, à la veille de la guerre franco-allemande. Ayant depuis peu terminé et publié *l'Intelligence*, il avait conçu le projet de faire sur l'Allemagne contemporaine un travail d'enquête psychologique et littéraire analogue à celui d'où était sortie naguère *l'Histoire de la Littérature anglaise.* Il s'y était préparé, au cours de l'hiver précédent, par de nombreuses lectures et conversations dont quelques extraits ont été publiés dans sa *Vie et Correspondance* (Tome III, p. 357 et s.). Il s'était mis en route le 28 juin, et avait visité successivement Francfort, Eisenach, Weimar, Leipzig et Dresde ; il allait se rendre à Berlin lorsque, le 12 juillet, il fut brusquement rappelé en France, non par les bruits de guerre qui ne paraissaient encore rien présenter d'irréparable, mais par un deuil de famille, la mort de sa belle-mère Mme Denuelle. La guerre déclarée, il renonça tout de suite à son projet de travail sur l'Allemagne : « Nous ne pouvons plus être impartiaux », disait-il. Impartial, il s'était certes montré tel dans ses notes et observations, au cours de son voyage ; mais cette impartialité même n'empêche pas qu'on ne trouve, à l'égard de l'Allemagne, des Allemands, de la science allemande, une sévère clairvoyance dans ces jugements écrits avant notre défaite de 1870 : c'est ce qu'il ne nous déplaît pas de constater aujourd'hui, après notre victoire de 1918.

F. Paul-Dubois Taine.

29 juin 1870.

Soleil levant près de Pont-à-Mousson. Il y a longtemps que je ne l'ai vu ainsi en rase campagne. D'abord, à droite, dans un

pli de colline, sur le gris-pâle universel, un petit éclat de nacre enflammée, comme un long et fin morceau de coquille rose brisée. Puis deux et trois superposés, lumineux, ardents, tranchés à vif sur des arêtes et des brisures d'une netteté extraordinaire. Tout à l'entour, une aube brillante et claire qui va grandissant comme une gloire; la flamme du soleil encore invisible atteint et change en or, banc par banc, tous les petits nuages calmes du bas du ciel. Il sort lui-même comme un bloc de fer rouge, et au-devant de lui la rivière, les canaux, toute la vallée fume: les oseraies et les verdures émergent de la brume mouvante qui les noie de sa blancheur.

Vers Forbach, jusqu'au delà de Kreuznach, joli petit pays de montagnes point grandes ni sauvages; cela semble une continuation du grès rouge des Vosges. Quelques débris de vieux châteaux sur des cimes, des ruisseaux nombreux, de minces rivières étalées sur un lit de cailloux blancs et d'herbes vertes. Ce sont elles qui me font le plus de plaisir; l'eau épandue sous une cuirasse de délicates écailles, luisante, tournoyante, me calme toujours. La contrée est une Suisse en miniature, pleine d'accidents, de creux, de tournants imprévus, bien cultivée, boisée et fraîche. De même certaines parties de la Bavière : mêmes maisons à toits rouges ou ardoisés, et clochers d'églises en forme d'oignon et en plomb.

De Bingen à Mayence, on suit les bords du Rhin, puis jusqu'à Francfort grande plaine fertile entrecoupée de chênes et de pins. Dans la voiture, quatre dames qui, à trois reprises, voyant une personne de leur connaissance, puis disant adieu à une amie, se sont livrées à une pétulance de gestes, de baisers, de mouvements, d'intonations extraordinaires. Il y a sept ou huit embrassades, vingt baisers jetés du bout des doigts, et mouchoirs agités à la portière. Ce sont des femmes du monde; d'ailleurs, c'est un signe de richesse ou d'aristocratie que d'être en première dans un chemin de fer allemand. Toilettes de bon goût. Une d'elles, montée à Mayence, est probablement violoniste (violon dans une boîte à filets d'or et deux superbes bouquets) : très belle, grande, svelte, comme Mme Colonna il y a six ans, mais plus noble, cheveux blonds sous un long voile léger, yeux bleu-pâle, et un air de gaîté, d'innocence, d'expansion continue tout à fait charmante. Rarement j'ai vu s'abandonner davantage à la nature et plus heureusement.

Francfort. — Belle ville bien propre et soignée, ce Francfort. Elle a été cité libre, presque république, jusqu'en 1866; et on prend soin de sa patrie. Mais jusque dans ses plus larges rues, dans le *Zeil*, il y a des traces de moyen âge, façades à pignons, couvertes de petites fenêtres sans volets ni persiennes, d'aspect gai et original; çà et là un vaste bâtiment de gothique neuf en grès rouge.

Trois grands sujets de bronze. — Gutenberg et les deux inventeurs de l'imprimerie. Bien plats et emphatiques; on dirait les trois anabaptistes du *Prophète!* — Schiller, debout en habit XVIIIe siècle, culotte à mollets, et grand manteau pour ennoblir, les yeux au ciel, un crayon dans une main, un livre dans l'autre, mélodramatique et déplaisant; de l'antique, de l'idéal classique greffé sur du moderne. — Gœthe, aussi debout sur la place avec des arbres, la tête énergique et taillée à grands traits, mais le reste d'une lourdeur abominable. Dans les bas-reliefs de bronze autour du socle, Mignon et Dorothée sont bien; le reste poncif et visant au sublime. Marchand de tableau en face. Ce sont des enluminures voyantes et grossières. Je trouve toujours dans l'Allemand un fond de maladresse, de lourdeur, de niaiserie, avec capacité d'enthousiasme et aspirations à l'absolu.

Revu la *Judengasse*. On en a démoli une partie, mais il en reste. L'intéressant, c'est la structure des maisons, on la voit mieux par les démolitions. Les murs n'ont pas six pouces d'épaisseur; ce sont des cabanes à lapins. Revêtements d'ardoises, fenêtres qui se touchent et occupent toute la façade, étages en saillie les uns sur les autres, et le pêle-mêle le plus étrange de pièces et d'escaliers. Par un contraste curieux et qui montre que la vie la plus rabougrie et la plus encaissée se fait une poésie de son réduit, il y a des ornements fantastiques et charmants, des ferrures ouvragées et délicates représentant des arabesques, des fleurs, des animaux; çà et là une statue de bois sculpté au premier montant d'un noir escalier intérieur. — Quelques têtes étranges, juives, je crois, de belles filles aux immenses cheveux crêpelés et d'un roux intense, au regard hardi, de vieux brocanteurs comme ceux des légendes. Mais la plupart sont allemandes, éteintes, résignées, blafardes. Est-ce l'effet du climat, ou est-il entré beaucoup de sang chrétien dans leurs veines?

Ce qui est le plus saillant pour moi dans les têtes allemandes, c'est cette espèce d'affaissement, d'usure, de résignation muette

et morne. Je ne l'ai jamais vue chez des Français. — Vu beaucoup de soldats prussiens. Leurs casques ridicules, solides, donnent l'idée de leur type ; le courtaud bien portant, grognon, assez carré, assez bête, mais exact et ferme, est ce que je vois le plus souvent chez eux. L'officier est mieux, mais sans avoir le sentiment de sa supériorité morale si visible chez l'officier-gentleman anglais.

Café d'assez bonne apparence extérieure, à l'intérieur terne, bourgeois comme à Munich. C'est plus *heimlich*. Une mère et sa fille, de la petite bourgeoisie honnête, y sont entrées et y ont bu une bouteille de bière. — Deux journaux à dessins, le *Kladderadatsch* et les *Fliegende Blätter*. Le premier, exécrable ; tous les dessins semblent d'un commençant, et j'ai vu huit ou dix numéros; très lourde plaisanterie. Les dessins du second sont meilleurs, il y a quelque talent, mais rien qui vaille les nôtres ou qui ait la verdeur du *Punch*.

J'oubliais de dire que j'ai vu la maison de Gœthe. On en a fait une chapelle à reliques, autographes, bustes, peintures, vieilles casquettes et autres défroques du grand homme, portraits de tous ses amis, éditions de ses œuvres, ouvrages sur lui, portraits et bustes de tous ses parents; cela ressemble au culte du moyen âge pour saint Antoine ou saint Nicolas. La galerie de ses amis est curieuse; l'un, Christ mélancolique, l'autre, sorte de Byron poitrinaire ; un troisième, gros, gras à lard; un dernier, professeur pédant. Le portrait de Charlotte est charmant, très noble et vraiment « dame, » avec une nuance d'élégance XVIIIe siècle. — Vieille maison bourgeoise très simple, belles ferrures d'escalier minces et aérées, vieux bois noircis, quelques arabesques XVIIIe siècle dans les plafonds, beaucoup d'air et de lumière : il en fallait, car la rue est étroite et la cour de derrière large de six pieds. — Il écrivait assis sur une chaise de bois, et dictait toujours quand c'était en prose. C'est pour cela que sa prose est lourde, solennelle. Il faut écrire pour les yeux qui lisent, et non pour les oreilles.

30 juin.

Gare aux généralités. Quatre Allemands et Allemandes avec moi en wagon, qui ont bavardé comme des pies, avec intonations et gestes, sur les voyages, Bismarck, Sadowa, Benedetti; surtout l'un d'eux, homme de quarante ans, sanguin et gai. Et

moi, Français, je n'ai pas ouvert la bouche pendant quatre heures, et seulement pour quelques mots à la fin. Après trois phrases, l'Allemand est arrivé à la grosse question : « L'Empereur est très malade, n'est-ce pas ? » Puis un mot peu aimable : « Vous n'avez pas profité de votre Révolution de 1848. »

A la Wartburg.

Vu des paysages splendides, tout à fait semblables à celui de Sainte-Odile, et selon mon cœur : du vert à profusion, à l'infini, une houle de montagnes boisées, pins et chênes, sous une coupole immobile de nuages, puis sous des éclairs de soleil, les sapins noirs et les jeunes taillis de chênes chacun avec sa couleur ; c'est un incessant pêle-mêle d'ombres et de taches claires, et le bleu du soir qui approche commence à envelopper les lointains. Mais ce vert universel ranime, et les grandes formes des montagnes font une superbe assemblée pleine de vie.

Le château est bien, l'architecture bien restaurée, dans le vrai goût du moyen âge, petites fenêtres carrées de plomb à châssis, l'embrasure soutenue par des cintres qui portent des couples de colonnettes à chapiteaux barbares. Bien entendu pour l'éclairage et l'air, mal pour la pluie ; il fallait et il faut encore des gouttières à l'intérieur. Autre détail excellent : les portes en chêne avec ferrures, d'un bon caractère. — Tout le reste, peintures, fresques, décorations, est mauvais. Dans cette belle longue salle de banquet au second étage, qui donne de tous côtés sur le plus vaste et le plus magnifique paysage, et dont la voûte s'adapte admirablement à la forme du toit qui la couvre, tout est peint d'une façon criarde et barbare : ors, blancs, verts faux, ternes et durs, ors sur rouges et blancs, et formes d'ornements grossières. C'est de la décoration de rustres, qui veulent du voyant et du singulier, et on se demande si les casques et les armures pesant de 60 à 100 livres n'avaient pas déprimé les crânes des grands seigneurs.

Figures de grands-ducs sur chaque panneau de la salle de festin, avec ces terribles pieds byzantins du moyen âge. Faire de dessein délibéré des pastiches laids et difformes, est-ce raisonnable ? — C'est le même mauvais goût voyant qu'au château de Salzbourg.

Série de peintures modernes, la vie de sainte Élisabeth, le

combat des maîtres-chanteurs, et divers traits de la vie des grands-ducs, par des peintres de Munich. Toujours l'Allemand qui veut idéaliser à la grecque ou à l'italienne, et échoue entre les deux tendances contraires. Ils n'ont rien trouvé pour la tête de sainte Élisabeth, ni type ni expression. La moins mauvaise fresque est celle qui la représente morte sur une natte de paille. Dans le portement de son cercueil, l'empereur pieds nus est un Jésus-Christ Apollon ; de même le jeune grand-duc arrêtant un lion. Tout cela est neutre parce que les efforts se contredisent.

Ce qu'il y a de plus intéressant, c'est la chambre de Luther, avec son portrait, une peinture édifiante de l'homme dominé par la chute et sauvé par le Christ. Divers meubles de Luther, armoires à livres, bahut, deux coffrets, poêle, sièges, etc. Il y a des figures sculptées partout, des ornements de bois travaillé souvent grossiers, mais à profusion. Là était le débouché de l'imagination. Le poêle, baroque, très laid, couvert de figures dignes d'un almanach ; mais il y avait de l'invention, et dans ces intérieurs si étriqués, dans cette vie sédentaire, on s'entourait de formes vivantes.

Beaucoup de jeunes filles et de femmes à la *Restauration*, qui est tout à côté. Pas une jolie ou belle, mais plusieurs instructives. Les jeunes filles ne savent pas s'habiller, mais restent enfants, simples, innocentes, gaies, bonnes filles primitives. Trois ou quatre ont un fond d'enthousiastes nerveuses (Thécla dans *Wallenstein*). Trois vieilles dames ont une expression de calme, de sérénité et de candeur étonnante ; le visage est très fatigué, rougi, mais on ne peut imaginer une pareille et si complète acceptation de la vie : je ne l'ai vue que chez des religieuses.

Eisenach.

Eisenach est propre, mais bien pauvre. Cela sent le moyen âge ; les maisons sont des boîtes à charpente de bois, les interstices bouchés avec de la glaise ou des briques ; très petites fenêtres à guillotine. Les figures sont à l'avenant. Tout cela fait contraste avec deux ou trois belles maisons de plaisance bâties sur la roue de la Wartburg, encore plus avec la Wartburg elle-même. On sent la pauvre vie exiguë, écrasée, du petit bourgeois, de l'artisan, de la ménagère allemande, après

les dévastations de la guerre de Trente ans (les deux tiers des habitants avaient péri, et toute la richesse). Et ensuite, exploitation par leurs princes qui imitent Louis XIV. Cet écrasement, accompagné de résignation et de vulgarité, leur a été propre. Ils en portent encore la marque au cou, comme un chien maigre et battu garde l'empreinte de son collier.

Retour à la Wartburg, par l'Annathal et le Marienthal.

C'est le pays du vert ; mes yeux en sont rafraîchis depuis ce matin. Quelques lieues après Francfort a commencé le pays montagneux, verdoyant, arrosé, et le voici dans toute sa beauté. De petites allées soigneusement entretenues conduisent sur toute la montagne, à travers des sapins élancés, drus, minces, qui font une moisson, dans des clairières de pins rougeâtres et puissants. Tout le sol est tapissé de myrtilles ; plus bas s'étagent des prairies vertes, çà et là un bouquet de grands bouleaux penchés, un chêne déraciné, des roses sauvages, toute sorte de fleurs, un arome universel de plantes montagnardes. Tout en bas, l'Annathal, une étroite vallée encaissée pendant deux cents pas dans d'énormes roches moussues des pieds à la cime, toutes suintantes d'une humidité éternelle ; leur draperie de mousse est parsemée de petits trèfles d'eau, de géraniums penchés, frêles, gorgés de la vapeur et des exhalaisons qui montent. Le fond est un petit ruisseau bruissant, qu'on a dallé d'un pont continu. — On le suit, la vallée s'élargit, recueille en des viviers l'eau des ruisseaux qui l'arrosent ; des files de vieux arbres, des bouquets de verdure bien placés, en font un beau parc, et toujours on entend à côté de soi le bruissement de l'eau courante ; de grands pans de rochers nus, des éventrements rougeâtres de la montagne se dressent au milieu de cette fraîcheur et de cette abondance de la vie végétale, et sur la gauche on aperçoit la vieille Wartburg, une reine gothique et féodale, maintenant pacifique, et qui ne sert plus qu'à orner un lieu de plaisir.

Revu, au retour, toute la ville. On distingue bien l'âge ancien, misérable, qui finit, et le nouveau qui commence. Beaucoup de vieilles maisons très basses d'étages, le rez-de-chaussée plus bas que la chaussée, des fenêtres de poupées, des châssis qu'un coup de poing enfoncerait, parfois un étage qui a tassé et rend la façade bancale. Sur toute la route depuis

Francfort, j'ai vu des maisons en bois, en pisé ou briques intermédiaires, petites, étroites, et qui sentent l'ancienne vie humble et étriquée. Mais ici, la plupart sont blanchies à neuf, d'autres sont nouvelles, plus hautes d'étages, à fenêtres plus larges; on change en bonne chaussée l'affreux petit pavage pointu de l'entrée. Mon hôtel, qui est neuf, est propre, même élégant. Bel arrangement des routes et des terrains avoisinants. Il est clair que, par l'aisance et la richesse, le petit bourgeois resserré, opprimé d'autrefois, va se développer. Autrefois il vivait résigné dans sa bicoque vieille et triste, et ne se sauvait que par le rêve et la musique. Arriver au confortable, au luxe, par suite à la poésie pratique, voilà un nouveau chemin pour l'art allemand.

1er juillet.

D'Eisenach à Weimar, le pays s'aplatit. A la verdeur des prairies, on se croirait en Angleterre; c'est la même abondance de fleurs délicates, richement épanouies, imprégnées d'eau jusqu'à perdre leur parfum. Mes yeux et mes nerfs ont besoin d'humidité, de vapeur flottante, et se reposent.

Vu des ouvriers-paysans qui sont à une réparation de la voie (Erfurt). J'ai pu les regarder dix minutes. Le type est frappant : longs, blafards, l'œil terne; laids, l'air ahuri, la mâchoire pendante, en guenilles couvertes de boue, inertes ou fumant leur pipe ornementée. Absolument l'expression des vieux chevaux fatigués (Paul Potter), des bêtes de somme résignées, au relai. Rien de semblable en France. Aucun pays n'a plus besoin de culture intellectuelle et de richesse. Le Français, l'Italien, même pauvres et ignorants, sont des hommes encore complets.

Les types commencent à se détacher pour moi. Ce qui domine chez l'homme, c'est le blond blanchâtre, à chair flasque, oscillant entre la bête inerte de boucherie et le sauvage primitif. Pour la femme, c'est la romanesque, mince, longue, sentimentale, capable de *grüblerei* (1), ou la ménagère ; c'est tantôt le bon petit cœur bien *heimlich* (2) et gentil, tantôt la boulotte purement domestique et tricotante, perdue dans les confitures.

(1) Rêvasserie.
(2) Familier, domestique.

Weimar.

Chez M. K..., bibliothécaire : quarante ans, non marié, vit avec deux sœurs non mariées et sa mère; érudit spécial (chansons et contes populaires, études sur la littérature du XVIIIe siècle en Allemagne); n'a point lu Macaulay, ne lit pas de romans; pur savant cantonné dans son petit cercle. Fond triste et modeste; sent les inconvénients de son état. (Les contes et chansons ne servent pas beaucoup pour connaître le génie des peuples; là où ils semblent originaux, ils sont peut-être empruntés, et, faute de la marque littéraire individuelle, ils sont médiocrement significatifs.) Il habite d'esprit avec ses collègues spéciaux français, anglais, etc., qu'il ne connaît pas de vue, tel collectionneur de ballades ou de légendes siciliennes ou slaves. Tous ses travaux sont sur des points de détail. De plus, en ce moment, il collabore à une grande édition critique de Schiller, revoit les variantes de ses traités d'esthétique qu'il trouve clairs. « Je ne me suis pas occupé de philosophie, je n'ai pas lu Hegel, je ne suis pas compétent; il me faut de l'attention pour suivre les raisonnements de Schiller, mais je les suis, donc il est clair. » Du reste, se prêtant à la discussion, et pas du tout pédant. — Sa bibliothèque est très belle; c'est un haut bâtiment faisant voûte libre au centre, avec deux ou trois étages latéraux, d'un aspect calme et noble. Quantité de portraits et bustes de grands hommes, surtout de Gœthe : son masque après sa mort (bien moins idéal que les bustes, presque une tête ordinaire); une miniature tout à fait supérieure de Gœthe (on voit l'homme sévère, énergique, pas sympathique, tout à fait *selbständig*); un exécrable dessin fait par Gœthe où il se représente demi-couché, méditant sur des ruines italiennes; diverses curiosités ennuyeuses, par exemple une série de pots de porcelaine qui, choqués, font la gamme; des défroques de Gœthe et de l'empereur de Russie. Il y a de la naïveté et de la pédanterie dans ce culte des célébrités.

Renseignements sur les traitements et dépenses de la vie courante. Il y a ici un grand *Gymnasium* (1): environ trois cents élèves et davantage; on sort vers dix-neuf ans, quelquefois plus tôt; le nombre des élèves qui viennent faire leurs premières classes et restent jusqu'à seize ans seulement s'accroît beaucoup,

(1) Lycée.

parce que le brevet d'études permet de ne rester qu'un an dans l'armée en service actif au lieu de trois ans. Un professeur a de 600 à 1 400 thalers; l'un d'eux, qui sort d'ici, a 800 thalers; avec cela on vit gêné, il faut que la femme ait une dot. Très solides études des professeurs; ils sont philologues; chaque année, dans l'imprimé qui résume les études de l'année, l'un d'eux publie une dissertation spéciale, sur la doctrine de Théétète, sur Hesychius, sur tel point spécial de littérature savante. Cela ne ressemble guère à nos discours et parades oratoires de la distribution des prix. De cette façon un professeur savant se fait connaître; c'est le collège qui paie les frais d'impression. « Les professeurs de collège font d'aussi bons livres que les professeurs d'université. » — A Iéna, quatre cents étudiants. Les cours de médecine, de théologie, sont fort suivis; un professeur peut, avec ses cours particuliers, se faire en tout 2 000 thalers. — Vie restreinte; ils travaillent et se voient entre eux; le recteur est invité à la cour. M. K... n'a pas lu la *Verlorene Handschrift* de Freytag; mais il dit que ce roman passe pour être pris sur le vif, qu'on en nomme les types.

Le soir, nous sommes allés boire de la bière à un café sur le haut du parc. Concert très bon de vrais musiciens; ils viennent en quinze jours de jouer quatre grands opéras de Wagner, après une seule répétition; affluence d'étrangers et grand succès. Cette bonne musique, sous les derniers rayons du soir et les rougeurs enflammées du couchant dans les magnifiques feuillages mouillés, me donne une sensation de bonheur intime.

Autre visite, chez M. G..., député aux États de Saxe-Weimar et au Reichstag, *grossherzoglich Staatsanwalt* (procureur général). Appartement au second sur le parc, vue magnifique, mobilier très simple, bonnes gravures aux murailles, le parquet en bois non ciré, lui-même en longue robe de chambre assez usée, rien pour la montre; calme, sensé, et parlant bien, en homme qui a l'habitude de la vie publique. Voici le résumé de sa conversation. « Nous ne souhaitons pas l'État unitaire, mais la confédération telle que nous l'avons sous l'hégémonie de la Prusse, et cela pour deux raisons. 1° Parce que les petits États sont des centres de vie intellectuelle et sociale, et qu'une trop grande centralisation nuit au développement d'une nation. Voyez Weimar, Dresde, Francfort, Hanovre, qui sont des centres suffisants où un homme peut trouver son développement

complet, et non des villes provinciales éteintes. 2° Parce que c'est le moyen d'attirer peu à peu à nous les États au-dessous du Mein et plus tard les Allemands d'Autriche. Beaucoup d'Allemands autrichiens souhaitent maintenant l'État unitaire; mais il est antipathique à la Bavière, au Wurtemberg : le particularisme est un des goûts de l'Allemand. Si le chassepot français ou russe n'intervient pas, il y a chance pour que la confédération actuelle dure; à moins d'être provoqués, les Allemands ne se précipiteront pas dans l'unité. »

Très poli et sympathique pour la France. « Mais pourquoi cette loi sur les maires, et l'intervention du gouvernement dans leur nomination? » Je lui explique notre manque de *leaders*, et la défiance réciproque de l'habit et de la blouse chez nous, avec détails sur le mécanisme des élections. Il est intéressé, étonné. « Pour nous, une élection ne coûte pas un thaler au candidat, sauf peut-être dans la Prusse orientale quelques banquets offerts par un grand seigneur membre de la Chambre haute. Moi, mon élection m'a coûté une insertion de trois lignes dans le journal pour dire que je me présentais. Pas de méfiance entre les classes, chez nous. J'étais procureur général, j'avais exercé, j'étais connu dans mon district : on m'a nommé spontanément au Conseil municipal, de là à l'*Ausschuss* (1) du district, de là à la Chambre des députés du duché, de là au *Reichstag*. La société est organisée; il y a une série de degrés depuis les *Handarbeiter* (2) jusqu'aux petits fermiers propriétaires, puis aux gros paysans propriétaires, puis aux gens de ma classe et de mon éducation; chaque degré connaît l'inférieur et a influence sur lui; les maires, gros paysans que j'ai connus au Conseil municipal, m'ont fait nommer par leurs communes député à la Chambre de Weimar. Autres intermédiaires très influents : les *Pfarrer* et les *Lehrer* (3). Le *Pfarrer* est invité chez les gros paysans, cause avec eux, est respecté; sa femme connaît leurs femmes. Le maître d'école épouse une fille de petit propriétaire rural, a deux ou trois cents thalers par an et le logis, est secrétaire de la commune. Ces gens-là me connaissaient, m'avaient vu dans mes fonctions. Ils sont plus influents que chez vous, surtout les maires, car dans notre Allemagne centrale ils sont

(1) Assemblée.
(2) Manœuvres.
(3) Pasteurs et instituteurs.

élus par les communes, de même que les secrétaires; le gouvernement n'intervient en rien : partant, le troupeau suit volontiers le chef qu'il s'est choisi. L'action venant d'en bas, la confiance se donne à demeure; et le député est un vrai représentant. »

A mes objections contre l'énorme état militaire de la Prusse actuelle, qui nous force à entretenir une armée permanente égale : « Notre système est purement défensif. Nous aspirons à lui donner encore plus nettement ce caractère; par exemple, sauf pour le génie et les armes spéciales, cavalerie, artillerie, qui exigent une longue préparation, nous souhaitons réduire le service effectif à deux ans et demi, puis à deux ans, puis peut-être à un an et demi; toute la question est de vérifier si, après un si court apprentissage, on peut être bon soldat. Mais pour ce qui est du service obligatoire pour tous, nous y tenons comme à un principe. C'est un institut de concorde et d'égalité; les fils du grand-duc et d'un paysan servent côte à côte, sous le même habit. De plus, c'est une gymnastique qui développe le corps et contrebalance dans les classes lettrées la vie trop cérébrale. Enfin, c'est une école de patriotisme et de discipline. Personne ne réclame, même dans les petits États nouvellement soumis à cette obligation. Auparavant, les sept ou huit soldats que la conscription prenait sur cent, partaient à contre-cœur. Maintenant, plus un murmure, l'institution est populaire. »

« Trois partis socialistes : les idées de 1848 en France ont passé le Rhin et ont fermenté, grâce à la *Grübelei* germanique. Le premier veut l'État commanditaire, trois ou quatre cents millions de thalers pour délivrer les ouvriers de la tyrannie du capital. Le second, démocratique, veut le partage de l'Allemagne en une quantité de petites républiques faisant confédération. Le troisième (celui de M. Schulze-Delitsch), plus pratique, recommande les sociétés de prévoyance, les banques ouvrières, etc. Mais, sur trois cents députés, il n'y a que huit socialistes. Ce mouvement est plutôt inquiétant que dangereux. »

Weimar est une petite ville de 14 000 âmes, calme comme une de nos villes provinciales. Mais c'est une capitale. De là un effet étrange. — Place du Marché, avec des paysans deux fois par semaine, petites maisons bien bourgeoises et même villageoises, peu de boutiques, et çà et là, sur le parc, de belles maisons neuves avec portiques, de grands et nobles bâtiments, un musée,

un *Rathhaus*(1), la résidence ducale, un admirable parc, une grande bibliothèque. Et cinq ou six grands hommes qui l'ont remplie de leur séjour, Wieland, Herder, Gœthe, Schiller, leurs statues en bronze, les rues appelées de leur nom, leur maison avec une inscription. Cela est unique. Quel dommage s'il y avait là un préfet! Reste à savoir si le grand-duc et sa cour coûtent au pays beaucoup plus d'argent qu'un préfet. Mais le parc est si beau, et l'aspect du pays si touchant pour une âme septentrionale! Il a plu, et depuis Francfort le paysage, à part quelques districts monotones, est une suite de vallées vertes, boisées, humides. Hier, de Weimar à Leipzig, sous la lumière du soir, je voyais défiler des bouquets d'arbres, des prairies infinies, des verdures d'une sève incomparable. Les galliums blancs, les oseilles rouges, font des taches fondues à la Rubens dans le vert universel; le paysage est semblable à une jeune femme délicate, tendre, un peu triste, aux joues fleuries et aux yeux aisément mouillés de larmes. A Weimar, du chemin de fer, on embrasse d'un regard tout l'ensemble du pays; deux ou trois plis de collines vertes qui vont s'étageant et s'effaçant les unes derrière les autres, la ville aux toits brunis, avec ses clochers aigus, posée tranquillement au fond de la vallée, la riche et magnifique forêt de grands arbres qui font le parc sur la gauche. Quand j'ai vu pour la première fois ce parc, c'était entre deux visites après une ondée. Les gazons touffus étaient aussi hauts qu'en Angleterre, le soleil s'étalait sur les herbes et sa lumière tombait en cascade de feuillage en feuillage, une fraîcheur, une odeur saine sortait de toutes ces verdures mouillées. Rien de pédant, rien de régulier, ni de petit, de coquet, dans cette architecture végétale. Gœthe et son prince ont été ici de vrais artistes; c'est une ville, un parc et un pays faits pour le travail et le rêve poétique.

Conversation avec M. L..., conseiller supérieur pour l'enseignement: 50 à 55 ans, carré de taille, homme loyal et sérieux, amateur passionné de Schopenhauer dont il me montre le portrait, et capable d'éclats de passion, quand on le met sur son terrain, la question des écoles. — Tout le monde sait lire, écrire, compter. Les parents sont obligés d'envoyer leurs enfants à l'école, six heures par jour, jusqu'à quatorze ans. Sans cette

(1) Hôtel de Ville.

contrainte, rien n'est possible, et encore ne réussit-elle qu'imparfaitement à instruire le paysan, l'ouvrier. Selon M. L..., ils ne sont pas encore capables de voter; leur cercle d'idées est trop étroit, et il y a plus de cinquante ans que l'obligation est en vigueur; rien de plus tenace et de plus lourd que les masses populaires. — Hors de l'école, continuent-ils à lire, ou bien oublient-ils ce qu'ils ont appris? — Ils lisent, mais beaucoup désapprennent à écrire et ne savent plus que signer leur nom. Il y a des *Fortbildungschulen*, écoles de continuation et de perfectionnement, où l'on va deux fois par semaine en hiver après quatorze ans et où on apprend en outre diverses petites choses, la tenue des livres, etc. Mais en Saxe et en Prusse ces écoles ne sont pas obligatoires; elles le sont à Bade, en Wurtemberg, en Bavière. Depuis 1848 on s'est beaucoup occupé de l'enseignement populaire. C'est une question vitale. M. L... me donne un rapport publié par l'association pédagogique de Berlin sur les livres qui conviennent au peuple et à la jeunesse. On en a composé un très grand nombre, la plupart mauvais; rien de plus difficile que de savoir parler aux simples de façon à les intéresser et à les instruire sans les rebuter ni les mettre en défiance; il ne faut pas avoir l'air de leur faire la leçon. Le meilleur de ces auteurs est Karl Stöber, mort récemment; ses *Erzählungen* sont excellentes. De ce genre on a des récits historiques, de petits romans, des vies de grands hommes, la réforme protestante expliquée aux peuples, une histoire universelle avec gravures, de petits traités d'histoire naturelle. Le peuple lit : il y a tel journal à bon marché tiré à 500 000 exemplaires. Mais il faudra encore bien du temps pour élever les esprits et les renseigner suffisamment pour qu'ils puissent prendre part à la politique en connaissance de cause.

Rendez-vous après dîner chez M. L... avec M. G... Là, pendant trois heures et demie, nous causons à fond. Pourquoi les Allemands dans leurs écrits sont-ils si arrogants, si persuadés qu'ils sont la nation élue, etc?... (Naturellement je pose la question en termes polis). Réponse : Après la guerre de Trente ans, nous avons trop admiré les autres peuples, nous nous sommes méprisés, nous avons apporté chez nous les mœurs et les idées françaises; Gœthe et Schiller eux-mêmes étaient cosmopolites, oubliaient d'être Allemands. Le sentiment national a commencé avec les romantiques, Schlegel, Tieck; il est main-

tenant au comble : c'est un moment nécessaire dans la vie d'un peuple. S'il y a de l'excès maintenant, cela passera. — Autre raison : un Allemand, même bon et doux, quand il a la plume à la main, s'infatue de son idée; il a sa *Weltanschauung*(1) propre et particulière, il est intraitable, exclusif, et combat de toutes ses forces les idées contraires. Cela est si vrai qu'il est dur et impoli pour les autres Allemands, pour ses confrères. Nulle part le particularisme n'est aussi fort qu'en Allemagne; il va jusqu'à l'individualisme absolu; chacun est soi, et refuse d'être un autre; il a ses principes et son système à part. Prenez vingt Allemands, dit un proverbe, vous aurez vingt et une opinions. Selon M. G..., nulle part il n'y a de différences de style aussi marquées qu'entre les écrivains allemands, par exemple entre Gœthe et Schelling, entre Jean-Paul et Schiller.

Sur l'administration prussienne. Bismarck est un très grand homme; mais les froissements sont très durs, les Prussiens sont détestés en Hanovre, à Francfort, à Mayence. La volonté d'en haut, transmise par des bureaucrates qui se croient infaillibles, arrive en bas avec une raideur de fer et s'applique sans ménagements. L'employé prussien gouverne en homme de caserne, à la baguette, pédantesquement et d'un ton absolu. Ce qui rend le ton plus dur, c'est que tous les sous-officiers, une fois retraités, ont droit à de petites places dans le service civil, et ils apportent dans leurs rapports avec les populations les façons âpres, dogmatiques, tranchantes, de la discipline militaire.

Sur les lois civiles en Saxe et dans l'Allemagne du centre. — Pas encore de code civil général. On s'en occupe; on a déjà fait un code uniforme pour les peines, le droit commercial et la procédure. Actuellement, rien d'uniforme pour le droit civil; ici, le fond est une coutume qu'on consulte d'abord; au-dessous, l'ancien droit saxon; puis, dans les cas les plus difficiles, le droit romain. — Divorce. Mais pour se remarier, il faut l'assentiment du prince. — Fidéicommis et droit d'aînesse pour quelques grandes familles anciennes. On peut encore en constituer, mais il faut l'assentiment du prince. D'ordinaire, partage égal. Dans un assez grand nombre de terres, par l'effet d'une vieille coutume slave, minorats au lieu de majorats; le fils cadet hérite

(1) Conception du monde.

de toute la terre, le fils aîné n'a qu'une part mobilière comme les filles : ce sont les *geschlossene Güter*. — La liberté testamentaire est limitée. Un père qui laisse un fils et 3000 thalers ne peut le déshériter que de 2000, à moins d'ingratitude prouvée. — D'ordinaire, la terre peut être divisée après la mort du propriétaire, mais la moindre parcelle doit être d'un demi-acre : c'est pour empêcher les trop grandes subdivisions, si nuisibles, dit-on, à notre agriculture.

Leipzig. — 3 juillet.

Nicolaïkirche, principale église; à onze heures et demie, je vais au service et au sermon. Prédicateur en robe noire et collerette-fraise du moyen âge; col court, grosse tête énergique un peu lourde comme dans les portraits du XVI[e] siècle. Il débite bien, avec naturel, bons gestes, voix bien maniée et forte; cela me semble un bon spécimen. Texte et citations sur les vieux simoniaques, Juda, Simon, qui n'aiment pas la piété pour elle-même (*Gottseligkeit*), mais pour les avantages terrestres qu'elle confère : ils sont damnés; *Gottseligkeit ist ein grosser Gewinn*, la piété est un grand bien par elle-même; il faut la souhaiter pour elle-même, car elle donne le contentement, la modération des désirs (*Genugsamkeit*), et de plus elle nous évite les tentations et nous garde le trésor de notre innocence. Voilà les deux points. Développement en bon style ordinaire, avec lieux communs, contre le désir de devenir riche, si fort en notre siècle; phrases protestantes et énergiques contre le vœu de pauvreté catholique du moyen âge, contre les moines. Phrases modernes bien faites, surtout bien dites, pour montrer que la vraie religion n'exclut pas le travail profitable, le soin des enfants, la pensée du gain quotidien, mais il faut y songer parce qu'il y a là un devoir et qu'on fait la volonté de Dieu en pourvoyant aux besoins des siens. Conclusion : ne vous attachez pas aux biens périssables, mais aux trésors qui ne périssent pas. — Dans la vaste église aux bancs numérotés et marqués du nom du locataire, quatre hommes, le sacristain et deux dames! C'était le vide absolu. Quel contraste avec l'Angleterre! — En revanche, pour *la Vie Parisienne* d'Offenbach au théâtre, tout l'orchestre, qui est très grand, est loué d'avance.

Toutes mes visites sont manquées, sauf une; les gens sont dehors. Je ne trouve que M. Ebert, philologue qui enseigne les

langues et les littératures italiennes. Maigre, les yeux battus sous ses larges lunettes, trente-quatre ans, en robe de chambre, dans une chambre de travailleur, pesant, avec une grosse voix non exercée. Tous ceux que je vois entendent le français, mais le parlent à peine; ils l'ont appris par les livres, non pas en voyageant comme les Anglais. — Plus de 1 600 étudiants à Leipzig, Berlin seul en a davantage (1 800). Nombre énorme de professeurs; toutes les parties de la science humaine ont ici, je crois, un représentant spécial. Quelques cours sont pour un très petit nombre; il y a dix élèves au cours de déchiffrement des manuscrits évangéliques de Tischendorff, mais il y en a quarante au cours de sanscrit et près de cent à certains cours de philologie. — Très peu d'étudiants en dehors de ceux qui veulent suivre une carrière spéciale. Ceux qui étudient la philologie, les langues anciennes, le sanscrit, veulent devenir professeurs de gymnase ou d'université. Ainsi la science ne nourrit que la science. Environ quatre-vingts personnes étrangères au corps des étudiants sont admises à suivre des cours; mais on rencontre très peu de jeunes gens riches ou nobles qui étudient simplement pour se cultiver, pour savoir, pour être des hommes plus complets. Cependant, la science ne reste pas enfermée dans un petit cercle d'initiés; les professeurs font des *Vorlesungen*, des lectures publiques qui vulgarisent. — Un étudiant est à son aise avec 350 ou 400 thalers par an. D'abord, il y a cinq mois de vacances; de plus, pour 4 thalers (13 francs) on peut avoir une chambre meublée avec le service, et dîner moyennant 4 thalers par mois; or ce dîner (*Mittagessen*) à une heure est le grand repas. Dans ces 350 thalers sont compris les frais d'université, les cours *privata* et *privatissima*. — Sur les mœurs. Les étudiants ne sont pas précoces et libertins; leurs goûts, ce sont les exercices du corps, l'escrime, et la boisson. D'ailleurs, un jeune *Kauffmann* (1), plus riche et plus déluré, aurait plus de succès qu'eux auprès des femmes. Très mauvaises mœurs à Gotha, bonnes à Weimar, à cause des exemples différents des deux cours.

Leipzig n'est ni beau ni gai : grande ville sombre, à hautes maisons noircies, enfumées, sentant la vieille officine, le commerce et l'encre; partout des boutiques d'imprimerie et de livres. J'ai vu deux ou trois très vilaines églises, plâtras noircis

(1) Commerçant ou employé de commerce.

à l'extérieur, au dedans du plâtre blanchi, sans ornement ni style. Le *Rathhaus*, sur la place du Marché, est une vieille baraque du xvᵉ siècle, sans style ni fantaisie, bâtard lointain des hôtels de ville de Belgique. Sur cette place, beaucoup de vieilles maisons à pignons, à vieille physionomie ; très souvent le premier étage a un balcon vitré qui fait avançage, rejoint celui du second, et ainsi de suite jusqu'au haut, cela est pittoresque. Mais il n'y a ici ni la propreté ni la richesse de Francfort, ni l'imagination et la poésie des cités flamandes. Hors de ce centre, du côté d'Augustusplatz, vues et places larges, aérées, constructions plus modernes et plus belles, c'est une sorte de Hyde Park ; mais le musée est un carré Renaissance bien lourd, et le théâtre un paquet mal agencé de frontons et colonnes grecques.

Le soir, vers huit heures et demie, je vais souper dans la *Restauration* attenant au théâtre : pleine et comble, non pas de drôlesses et de viveurs, mais de familles bourgeoises ; il y a bien cent cigares et pipes allumées. La table à côté de moi est occupée par une famille de dix personnes, dont une jeune fille rieuse, expansive, et deux petits garçons ; la mère tricote, deux hommes jouent aux cartes ; éclats de rire continuels. Tous ont des chopes énormes ; les jeunes filles lampent du gosier aussi vigoureusement que les autres. A ma table viennent s'asseoir un homme de trente ans et sa fiancée, avec la sœur de celle-ci et un autre jeune homme ; regards de tendresse et de confiance de la fiancée. Pas une figure jolie, mais toutes de bonne humeur : cela ressemble à Téniers, à un Van Ostade, sauf que les habits sont meilleurs et plus neufs ; on ne sort pas d'une guerre et d'une misère abominable. L'aisance et le confortable si largement répandus sont un trait du xixᵉ siècle. Mais sous cet extérieur de civilisation, quelle rudesse native ! Brouhaha continu, comme chez nous à la Bourse ou au marché des volailles ; et l'odeur est celle de l'estaminet le plus empesté. Voilà le plaisir du dimanche pour la classe bourgeoise moyenne. Chez nous les nerfs se révolteraient ; et cette promiscuité serait choquante, nous n'oserions pas rire et nous étaler en public de cette façon. Primitifs et grossiers, voilà mon impression ; moins cultivés, moins raffinés, moins dégoûtés, plus abandonnés à la nature et à l'expansion, moins exigeants, plus aisément heureux et à moins de frais. — Je lis en ce moment des brochures, his-

toriettes publiées ou recommandées par le comité pédagogique (l'une de Ferdinand Schmidt) : plat, détestable, moralité banale et sentimentale, mots abstraits et savants, aucune idée de ce qu'est un lecteur simple ; à quelle distance de *François le Champi!* Il leur faudra autant de temps pour apprendre le style qu'à nous pour devenir érudits. — Je vais voir des professeurs, des savants spéciaux ; je crains bien de trouver des ouvriers, des *Handarbeiter* de la science.

4 juillet.

Ma première impression sur Leipzig était trop sévère. Le *Marktplatz* est intéressant ; la façade des maisons terminée en pignons pointus, les sculptures de bois qui bordent tous les avançages, les six ou huit pignons du *Rathhaus* font plaisir à voir ; il y a un goût original, assez analogue au goût flamand, dans ces vieilles bâtisses, et le souvenir s'en retrouve dans les neuves : c'est une architecture du Nord, ornementée de stuc, bien plus naturelle dans ce climat que les lignes trop simples et les fortes masses du style classique.

Dessins à la devanture des boutiques près de l'Université : « les deux méchants garçons » et « le pacificateur. » Les deux méchants garçons vont voler des pommes et du raisin, sont battus par le garde-champêtre et menés en prison pour douze heures. Dans l'autre, paysans et paysannes vont faire ripaille à l'auberge et se battent ; l'aubergiste tape dessus, puis le garde-champêtre ; enfin, à bout, on fait entrer le taureau ; fuite générale, le taureau tout fier reste seul dans la cour. — Grosse plaisanterie de bonne humeur naïve, de plus morale dans le premier cas ; caricature très chargée, mais facile et expressive. Il y a un fond flamand dans l'art populaire allemand ; de même dans les *Münchenerbilderbogen* et dans le *Kladderadatsch*.

Onze heures, à l'Université. Leçon du professeur G. Curtius, sur la langue étrusque, les langues celtiques et germaniques. Pas d'introduction ni de conclusions, il ne cherche pas l'unité, la forme : c'est un résumé, solide, plein de faits. Il cite les principaux auteurs, donne le nombre des volumes, la date de la publication, la bibliographie, puis les caractères principaux de la langue, avec exemples à l'appui, qu'il écrit sur le tableau. Ainsi les Étrusques sont Indo-Germains, ne se laissent rattacher précisément à aucun groupe particulier ; pourtant plus

voisins des Italo-Grecs que des autres. Les Germains sont plus voisins des Slaves-Lithuaniens. Les Celtes se divisent en deux branches, l'Irlandais, comprenant le Gaélique d'Écosse, et l'Armoricain bas-breton, comprenant le Gallois. Rien que des faits, l'exposé de la science ; on peut prendre beaucoup de notes. Cela ressemble à ces leçons sur l'art dans l'antiquité faites à Paris il y a trois ans par un Allemand poète réfugié à Londres, dont les poésies ont eu trente éditions, mais dont j'ai oublié le nom. En six leçons, avec cartes et grandes figures d'architecture, il donnait tout l'essentiel ; je l'ai entendu expliquer toute l'économie d'une maison de Pompéi. Mais on ne va là que pour se munir de science, pour apprendre ; rien de piquant, de grand ou d'éloquent, peu de neuf. — Au moins cent vingt élèves ; tous prennent des notes. Pas d'applaudissement à la fin ni au commencement, ce qui est très bien. Toutes ces figures d'étudiants sont ordinaires, même laides et lourdes, deux seulement assez belles ; en général petits ; beaucoup de lunettes ; rien d'inquiet ni d'âpre, ce sont des gens sérieux et bien portants. — L'Université n'est pas belle. Ce n'est qu'un composé de salles. Bancs et tables étroites, le tout simple et fait pour l'usage : rien qu'un atelier scientifique.

Conversation avec M. Z..., le recteur : homme de parole vive, accentuée ; très aimable et empressé. Il demeure au troisième étage, près du parc, dans une maison où il y a deux autres professeurs ; escalier non ciré, vieux ; ce que j'ai vu de la maison est très simple. — Hegel a été un dieu, mais il est tout à fait démodé. Schopenhauer est en tête, bien au-dessus ; de second ordre sont Fichte, Ulrici, Lotze. — M. Z... me confirme les faits cités par M. E... pour tout ce qui regarde les étudiants : leurs mœurs sont sages ; beaucoup s'imposent le vœu de chasteté et le tiennent. Mariage vers vingt-huit ou trente ans. Ils boivent (de la bière) et se battent. J'en ai rencontré deux aujourd'hui qui avaient des cicatrices d'estafilades au visage. — M. Z... me conduit au grand établissement de gymnastique et à la salle d'armes. Très complet ; mais il n'y a personne à cette heure. Dans une des salles, des petites filles de sept à douze ans font de la gymnastique au son d'un accordéon ; on leur joue des valses, elles dansent, puis tournent en s'accrochant à des cordes qui partent d'un mât : très joli, très sensé. Le prix est modique, et il y a maintenant une gymnastique annexée à toutes les écoles,

même aux plus élémentaires. — Sur les professeurs. Leipzig est l'Université la mieux payée ; mais en général les professeurs sont bien rétribués. Ici, ils reçoivent de l'État de 1 500 à 3 000 thalers par an ; en outre, cours *privata* et *privatissima*, qui peuvent rapporter 500 thalers, ou davantage, cela dépend du nombre des élèves payants. Avec 1 500 thalers, on peut vivre et faire vivre sa famille confortablement, mais sans plaisirs ; il en faut 2 500 pour avoir un abonnement au théâtre, faire des voyages, aller aux bains de mer ou en Suisse.

Visite à M. Brockhaus. Il a l'air d'avoir trente ans au plus ; petit, tête allemande, mais poli et bienveillant. Maison immense, c'est une série de quatre cours avec énormes bâtiments transversaux, en tout sept maisons : Leipzig est la patrie de la librairie. — Un livre savant, solide, comme celui d'Overbeck (*Griechische Plastik*) se tire probablement à 750 ou 1 000. De la plupart de ces ouvrages savants, on vend 400 ou 500, le reste devient de la « maculature. » Parfois (Hettner, *Litteratur des 18ten Jahrhunderts*, ou Curtius, *Griechische Geschichte*), on tire à 1 500 ou 2 000. Mommsen a dû tirer à 3 000. Les romans d'Auerbach, de Freytag, se tirent à 3 ou 5 000. L'auteur a de 20 à 100 francs par feuille ; pour une édition de 3 000 exemplaires, M. Freytag ou M. Mommsen peuvent gagner 3 000 francs par volume, 4 ou 5 000 si le volume est très gros. — La *Kölnische Zeitung* tire à 18 000 ; l'*Allgemeine* et d'autres politiques analogues, à 10 000 ou 12 000 ; le *Centralblatt*, les *Grenzboten*, à 1 200 ou 1 800. Le plus vendu des journaux politiques est la *Neue Freie Presse* de Vienne. Il y a je ne sais plus quel journal populaire qui tire à 250 000. Une revue toute scientifique, l'*Hermes*, ou la *Zeitschrift für Philosophie*, tire à 400 à peu près. — Dans la plupart de ces journaux, on paie les écrivains à raison de 6 à 12 thalers les seize pages. La rétribution est presque nulle ; quelques journaux amusants, pleins de romans, comme le *Neue Blatt* de Paul Lindau, sont les seuls qui puissent faire vivre un écrivain à condition qu'il soit très fécond. — Pourquoi les livres allemands sont-ils si chers, bien plus chers que les livres français ? Ce n'est pas que le papier, l'impression, les auteurs coûtent davantage ; c'est que le public, surtout le public riche, n'achète pas. Tel millionnaire n'a pas cent volumes chez lui. Les riches commerçants, les nobles, ne lisent guère, ou empruntent au cabinet de lecture. M. Auerbach contait le trait

suivant : une famille riche d'Augsbourg l'invite à dîner : ils sont ses admirateurs, dîner magnifique coûtant plus de cent écus ; au dessert, on parle de son dernier roman. « Nous n'avons pu l'avoir encore à la bibliothèque de prêt, il est en mains. — Il serait plus court de l'acheter. — Oh! nous n'achetons pas de livres! » Il n'y a que les savants, les professeurs qui achètent les livres savants, les dissertations; et souvent ils ne paient pas. M. Brockhaus parle avec amertume de cette parcimonie du public allemand à l'égard des livres. — Il est allé deux fois en France, une fois avec sa femme pour son voyage de noces. Il admet que les Allemands lisent surtout les livres français crus ou lestes, *Fanny, Madame Bovary*, et que ce qu'ils aiment le mieux voir, ce sont les pièces françaises des petits théâtres, *la Vie parisienne, la Belle Hélène*. Selon lui, Berlin et Vienne, grandes capitales dissolues, donnent l'exemple...

Ce soir, au théâtre, où l'on joue *Coriolan*, traduit de Shakspeare. Il ne reste que quelques places, très chères ; je prends une des plus chères, au balcon, c'est 3 fr. 75. A l'intérieur, large couloir aéré, bien tenu, les femmes sont en gants frais et toilettes agréables. — Coriolan a le physique de l'emploi, et imite fort bien les attitudes des statues d'Achille ; il a de la passion, mais ne vaut pas Mulready. Menenius n'est pas mauvais ; Volumnia est solennelle, emphatique, et sent l'école de déclamation. Quinze figurants pour le peuple, autant pour l'armée, une douzaine pour le Sénat. Costumes et armures bien médiocres, décors de second ordre. On a coupé presque toutes les scènes du premier acte, les combats de Coriolan contre les Volsques. Du reste, Shakspeare au théâtre me semble impossible aujourd'hui ; la mécanique, les changements de scènes du XVIe siècle sont trop grossiers. Je suis parti après la scène où il va en exil ; je bâillais. Public froid ; il y a eu un sourire seulement au moment où Coriolan appelle les tribuns « gueules de roquets hurlants. » Applaudissements maigres; personne n'était saisi, empoigné, et la salle était pleine. Ils vont peut-être là comme moi aujourd'hui, par conscience.

5 juillet.

Ce matin, leçon de M. Ebert. Cinq élèves; mais il en a ordinairement une vingtaine, et il me l'a dit : peut-être y a-t-il là un petit mouvement d'amour-propre. — La leçon s'appelle

ici une « lecture ; » en effet, le professeur parle sans aucun apprêt, toujours d'après des notes fort développées, étalées devant lui sur un pupitre. M. Ebert dit qu'il n'y a pas d'orateurs ou très peu dans les universités, qu'en général la construction de la phrase allemande, l'inversion continuelle, est très défavorable à l'éloquence ; les préfixes séparables gênent ; à la fin de la phrase, on a oublié le commencement. — Pas d'unité. Son début a été la queue de la précédente leçon, et il a coupé net la fin de sa leçon à cause de l'heure. Sujet : œuvres littéraires en italien de Lorenzo de Medici, L. Pulci, Poliziano. Quelques dates et notes de biographie ; origines françaises de l'épopée italienne : quelques renseignements sur Turpin, les deux portions de sa chronique, les chansons de gestes et les *canzone* provençales, introduction en Italie de ce mètre et de cette matière ; les imitations en français par des Italiens, Nicolas de Padoue à la bibliothèque de l'École des Chartes, *i reali di Francia*. — Tout positif. Bibliographie des auteurs, avec lieu et date de publication, analyse sèche du contenu de chaque poème ou roman, indication de la forme métrique et de ses affinités. Le tout d'un ton froid, terne, aussi froid que Curtius hier : celui-ci, meilleur professeur, parle plus distinctement et d'une façon plus didactique. — La littérature est prise au point de vue purement scientifique. C'est l'inverse de ma manière : je suppose tout le technique connu ; maintenant, voyons les mœurs, les sentiments et les âmes.

Je commence à voir ce que c'est qu'une université, une science allemande : grand magasin de faits, idées et doctrines, à bon marché, fournis consciencieusement en paquets étiquetés, sans aucun ornement ni agrément : en France, il n'y aurait pas de chalands.

Allgemeine Zeitung d'hier. Suicides de soldats, attribués aux mauvais traitements, à l'insolence des officiers prussiens. A plusieurs reprises, un commandant prussien a été entendu dans le Mecklembourg disant : « Têtes de buffle meklembourgeoises, vous avez les joues pleines ; attendez un peu, et je vous les ferai maigrir. »

Beaucoup d'enfants ici, surtout dans les faubourgs. Le costume populaire laisse les bras nus presque jusqu'à l'épaule : vilaine chair flasque et rougie. Presque aucune figure belle. J'ai encore vu beaucoup d'étudiants, et toujours les mêmes lignes tourmentées et rabougries.

Chez le baron Tauchnitz. Il est très complaisant, a beaucoup vécu en Angleterre, est très « anglaisé, » m'offre une place dans sa loge pour ce soir, regrette mon court séjour et l'impossibilité de me présenter dans le monde ; tous les gens riches sont à la campagne. Il est dans son bureau, bureau très simple, fait seulement pour les affaires. — Selon lui, il est très difficile de dire avec sûreté le chiffre des tirages de livres ; il faudrait le demander à l'éditeur spécial, et celui-ci répondrait rarement. Pour les journaux, cela est plus facile, il m'enverra une note à Paris. L'*Illustrierte Zeitung*, que publie Brockhaus, tire à 12 000 ; le plus répandu est le *Gartenlaube*, 250 000. — Les classes populaires sont plus instruites qu'en France et en Angleterre, en raison de l'enseignement obligatoire. Pour l'aristocratie, les classes supérieures, rien n'est comparable à l'Angleterre, nulle part on ne voyage tant, on n'est si sérieusement renseigné. Ici les dames lisent les journaux littéraires (il s'en fonde beaucoup, par exemple le *Neue Blatt* de Paul Lindau), beaucoup de livres faits pour populariser la science, surtout l'histoire naturelle. Un grand nombre sait l'anglais, lit les romans anglais et Macaulay. Mais il n'y a pas de Macaulay en Allemagne, pas de mémoires comme les mémoires français. Elles lisent aussi les romans français. — Rien de semblable ici à la *Revue des Deux Mondes* et aux grands trimestriels anglais. La séparation est bien plus grande qu'en France ou en Angleterre entre le public cultivé et les *gelehrten* (1).

6 juillet.

Visite à M. R., directeur des concerts à Gewandhaus. Tous ces gens sont fort pressés ; j'abrège pour épargner leur temps. Gewandhaus est un institut musical fondé par Mendelssohn, et qui se suffit à peu près : 80 thalers par an par élève et 150 élèves ; on y apprend le chant, les instruments ; en outre, cours littéraires et historiques ; c'est une université complète à l'usage des musiciens. L'institut donne 23 concerts par an en hiver ; ces concerts font leurs frais à peu près. Mais c'est une œuvre de dévouement que d'être professeur, on le fait pour l'art et l'honneur : M. R. est payé à l'institut un thaler par leçon, 2 thalers en ville, et quand il va en Angleterre pour la saison,

(1) Savants.

c'est une guinée par leçon. — Le théâtre aussi fait ses frais. Le directeur qui vient de donner sa démission, M. Laube, écrivain romancier, payait 6000 thalers de location par an à la ville et a gagné plus de 100 000 francs en un an et demi. — C'est une cité d'une grandeur suffisante, ni trop peuplée ni trop peu; rien qu'un théâtre, et tous les gens riches y ont des loges. Point très important pour une société, une agglomération d'hommes, d'être proportionnée en étendue aux facultés humaines; pas trop de division, pas trop de compréhension. Chez nous, la compréhension excessive, la centralisation gâte tout.

Le soir, à huit heures, je vais chez le recteur M. Z., qui est parfaitement prévenant, cordial, aimable, avec une vivacité de paroles et d'empressement tout à fait sympathique. Neuf professeurs, dont Curtius, Ébert, un physiologiste, un canoniste, deux arabisants. Vers neuf heures, collation très abondante, vin de Moselle, de France, Champagne, glaces, viandes froides et chaudes, thé préalable, café final, cigares. Ils entendent tous le français, quelques-uns le parlent bien. Beaucoup de gaîté et de rires expansifs, même bruyants, à table. La bonne humeur est plus franche et plus abandonnée que chez nous. Du reste assez grande largeur de vie : domestique en habit noir et gants blancs; mais pas de lumière dans l'escalier, une servante éclaire en descendant et vient ouvrir la porte, il n'y a pas de portier.

Je tâche de leur exposer l'état des idées générales en France : le spiritualisme officiel, les positivistes, Vacherot, Renouvier, tendance à l'expérimentalisme. Ils disent que c'est la même chose chez eux; Schopenhauer est en ce moment la première étoile, mais la philosophie, la haute spéculation sont fort discréditées. Le professeur de physiologie me dit que dans toutes les sciences naturelles et physiques la tendance est matérialiste : concevoir la nature comme un problème de mécanique. Il méprise les théologiens; il y a 400 étudiants de théologie ici, la plupart pauvres, qui se feront précepteurs pour vivre et seront ensuite pasteurs. « Nous les laissons parler, construire leur chimère, nous ne les combattons pas, nous les ignorons. » Je me tourne alors vers les historiens, les linguistes : M. Curtius et les deux sémitisants me disent aussi qu'ils ne croient qu'à l'expérience. L'idée fondamentale actuelle est celle du développement (*Entwickelung*) non pas *à priori* comme dans Hegel, mais purement

à posteriori. Quant aux spéculations philosophiques sur l'âme, sur l'essence des choses, ils s'en abstiennent ; cela dépasse la raison, c'est affaire de sentiment, d'imagination (*Gemüth*), et tout à fait individuel. L'expérience conduit jusqu'à un certain point, et un peu plus loin tous les siècles ; au delà de ce point, il y a des châteaux en Espagne, des hypothèses toutes personnelles.

Ils riaient de grand cœur et avec éclat quand de temps en temps je résumais mon idée par une image familière à la façon parisienne.

Il est clair pour moi qu'ils sont plus spéciaux, plus étrangers à la culture générale que leurs analogues anglais et français. Ils me questionnent surtout sur leurs collègues spéciaux de Paris, Defrémery, Regnault, etc. A mon objection que pour être orientaliste complet il faut aller en Orient, ils me nomment trois ou quatre professeurs qui y sont allés.

Bien des choses à noter. Je vois maintenant la vie d'un professeur : 7, 8, 10 leçons par semaine, et sur plusieurs sujets distincts. L'essentiel pour lui, c'est d'avoir des cahiers complets, tenus à jour, augmentés et corrigés par des notes prises au fur et à mesure, quand il vient de lire ses journaux spéciaux et les nouveaux livres de fond. Il lui faut une grande mémoire, une grande assiduité, et le don de ne pas s'ennuyer ; moi, je m'ennuierais, si je faisais sur l'histoire de la littérature anglaise ou de la peinture italienne un cours comme ceux que j'ai entendus. Je vois qu'ici mon livre sur l'Angleterre ne serait pas considéré comme une histoire de la littérature ; Hallam le serait davantage ; mon livre serait pour eux une série de biographies et dissertations philosophiques et littéraires à propos des écrivains anglais. A mon sens, l'inconvénient de leur science, c'est qu'elle n'est pas vivante. En revanche, ils trouvent nos études littéraires pas assez *gründlich*. J'ai le tableau de tous les cours de l'an dernier ; un des sémitisants me donnait des nouvelles d'un dictionnaire arabe nouveau. Il est clair que chacun, enfermé dans sa spécialité approfondie, y voit un monde, s'intéresse à chaque détail comme un médecin à une maladie du moyen âge retrouvée. Mais cela, c'est le tour d'esprit du collectionneur qui aime les matériaux pour les matériaux et non pour l'édifice.

Au total, l'ensemble des sciences morales, historiques, psychologiques, littéraires, est organisé chez eux et pas chez nous. Notre École de droit ne sert qu'à former des praticiens, notre Col-

lège de France n'a pas d'influence, ni de vrai public. Nous ne traitons pas encore les sciences de l'homme moral comme elles devraient l'être, avec le détail, la spécialité, l'amour des faits, du technique, qui sont nécessaires ici aussi bien qu'à la Faculté de médecine ou à l'École polytechnique. Mais aurait-on des élèves?

De Leipzig à Dresde.

Grande plaine fertile, vaste et blonde, mais assez ennuyeuse. Aux approches de Dresde, collines à gauche avec vignobles, aux sommets, maisons de campagne; ce sont les habitations d'été de la bourgeoisie de Dresde. Jolies cultures, et, dans les endroits sablonneux, sapins.

Mon voisin est un Anglais établi en Espagne et qui a vécu longtemps en Allemagne, à Dresde et Berlin surtout. Il me donne beaucoup de détails. Le Roi est très instruit, très bon, très aimé, quoique catholique parmi des protestants. Avant Sadowa, peu d'impôts; parfois le gouvernement annonçait qu'il remettait au public les impôts d'un semestre. L'État suffisait aux dépenses publiques, avec le produit des chemins de fer dont il est propriétaire, et des forêts qu'il entretient avec intelligence et soin, achetant même les bois à vendre et reboisant pour entretenir la fertilité du pays. Maintenant, les impôts sont triplés, il faut payer pour l'État particulier et pour la Confédération.

Partout ici, comme dans la Prusse occidentale, les paysans sont propriétaires et aisés. (Il n'en est pas de même dans le Mecklembourg et la Prusse orientale). Les fermes restent stables, ne se divisent pas. Si le père meurt intestat, minorat pour le plus jeune fils.

L'armée ici, et encore plus en Prusse, est une classe à part, uniquement recrutée (sauf pour l'artillerie) dans la noblesse. Les bourgeois ne se présentent pas aux examens, ils savent que l'avancement leur est fermé; les nobles ont des oncles généraux, ils seraient seuls à avancer. Pas d'avancement, sauf en guerre et rare, pour les soldats; ils ne fournissent pas de droit la moitié des officiers comme en France (Saint-Cyr l'autre moitié), ils deviennent sergents, parfois pour une action d'éclat lieutenant, mais ne dépassent jamais le grade de capitaine. Examens presque nuls pour les nobles qui entrent dans la cavalerie. Le titre fait presque tout. Aussi la carrière militaire n'appartient qu'aux

nobles; de là leur orgueil, par sentiment de leur force (le lieutenant Rothsattel et le négociant dans *Soll und Haben*). Les officiers ne fraient pas avec les bourgeois, et la morgue nobiliaire est énorme, surtout dans le Nord-Est. Par suite, rôle humble de la Chambre des Députés; le roi plusieurs fois a méprisé ses votes, gardé l'armée, fait le budget malgré elle, l'a renvoyée. Mais les députés étaient réélus, et protestaient, réclamaient avec la patience germanique. Pour que la Chambre devienne prépondérante, il faut que la bourgeoisie et le peuple fournissent la majorité des officiers.

Très bonne loi récente sur l'indigénat, la *Gewerbe Freiheit*, la liberté d'aller s'établir où on voudra. Il y a quelques années, en Prusse orientale il fallait une permission du seigneur pour bâtir une maison, établir une industrie, en Mecklembourg pour se marier. En Mecklembourg le grand-duc possédait la moitié des terres. Défense d'émigrer. Les Allemands ont pâti plus longtemps qu'aucun peuple.

Mariages ordinairement égaux et dans lesquels les convenances sont consultées au préalable. Les jeunes gens se voient au bal, à la promenade. Les fiançailles sont annoncées publiquement, et garanties par la loi qui donne des dommages et intérêts en cas de renoncement non provoqué. Dès lors, les fiancés sont libres, se voient seuls, et même voyagent seuls ensemble. Si un des jeunes gens rompt par sa faute, c'est une tache, il a peine ensuite à se marier.

Chaleur étouffante sur la terrasse du bord de l'Elbe à l'ombre. Mais la vue est bien belle, semblable à celle de Florence, quoique plus verte, avec les tons rouges des toits du Nord. Petit fleuve bleuâtre écaillé d'azur; dans le lointain, une couronne de collines boisées, et ciel lumineux d'un bleu pâle semé de fins nuages, de duvets éparpillés, délicats.

Dresde. — 7 juillet.

Hier soir, sur la Terrasse de Brühl, le long de la rivière, et au café du Belvédère où il y avait concert. Tout l'après-midi sur la terrasse au-dessous du pont, familles bourgeoises, venant s'asseoir, prendre le frais, boire du café, de la bière, manger des sandwiches, plusieurs dames ayant leur tricot ou leur crochet. Le soir, dans le Belvédère, quantité de tables

garnies de même, et pas seulement de petite bourgeoisie ; jolies toilettes fraîches, quantité de jeunes filles avec leurs mères, familles entières ; on écoute la musique, on cause, on se salue, on est gai. Et quantité de jeunes femmes dans la journée, qui sortent seules, vont s'asseoir à une table de restauration. Tout cela loyalement, innocemment, sans mauvaise pensée. Voilà un avantage énorme ; le manque de respect pour les femmes est un défaut capital de la France. Une jeune fille bien élevée ne va pas seule dans Paris. De plus, chez nous, tyrannie des convenances, manque d'expansion, goût de l'exclusif et du distingué. C'est une jolie fin de la journée que d'aller s'asseoir, causer, écouter de la musique sur cette belle terrasse ; cela marque de la bonhomie. Mais voilà que la polissonnerie commence à se montrer en Allemagne. On dit que Berlin à cet égard est au niveau de ce qu'il y a de pis. Les petits livres aux gares des chemins de fer sont provocants. J'y vois la traduction de *Fanny* (Feydeau) sous ce titre *Geschichte einer schönen Frau* : j'achète et lis hier *Moderne Liebesgeschichten*, histoire de Cora Pearl décrite avec une apparence morale, mais avec intentions sensuelles, et gravure en tête du même goût. Autres petits livres du même genre. Gardez vos vieilles mœurs, elles font les habitudes confiantes et doucement gaies.

Le type me paraît changé. Beaucoup d'hommes grands, et très grands, quelques-uns de six pieds, surtout parmi les officiers ; de même, quoique moins nombreuses, les femmes ; plusieurs sont de la plus belle pousse, bien bâties, fortes et saines. Hier, j'ai regardé longuement une famille où deux sœurs (quinze et dix-sept ans), en blanc, blondes, très blanches de peau, étaient charmantes ; l'aînée m'a fait penser à Ilse de *Verlorene Handschrift*. Bien calmes, bien innocentes, traits d'une grande beauté ; l'aînée un peu moutonne, la seconde digne d'un peintre. Bien plus de beauté ici que dans les villes précédentes.

Brühl est une terrasse plantée d'arbres, à 30 pieds au-dessus de l'Elbe, avec le panorama de la rivière tournante et des collines vertes ou boisées qui se développent sur tout l'horizon. Des bateaux à vapeur reviennent dans la brume pourprée, et leurs musiciens font des fanfares. Le soleil rouge comme une forge s'enfonce dans une grande montagne de nuages sombres, et la rivière luit, réfléchissant la masse charbonneuse qui cerne le

couchant et le flamboiement, les rougeurs ferrugineuses, ardentes de sa cime.

Courses en voiture pour mes visites; tout le monde absent, sauf Mlle Claire von G. C'est un écrivain, surtout une traductrice ; elle traduit l'*Histoire de Napoléon* de Lanfrey, a traduit *les Maîtres Sonneurs*, le *Champi*, l'*Histoire de ma vie* par G. Sand, divers ouvrages anglais d'Eliot, veut traduire *Ladislas Bolski*, connaît les Stahr, Julian Schmidt, Hettner, etc. Appartement simple mais très propre, haut, bien éclairé; livres, gravures, belles photographies, grand buste en plâtre de la Vénus de Milo, petite réduction de cette Vénus sur sa table Cinquante ans, cheveux gris, air simple et naturel, bon sens, parle bien français, un peu lentement, pas jolie, rien de l'inquiétude et de la vanité de nos femmes auteurs. Selon elle, il y a quantité de femmes auteurs maintenant, elles écrivent dans tous les journaux et surtout dans les populaires, le *Gartenlaube ;* là au moins on est bien payé, 50 à 100 thalers les 16 pages. Dans le *Grenzboten* qu'elle a quitté à cause de la couleur politique, c'était 12 thalers; on n'écrivait que pour l'honneur. Elle loue infiniment *Vom Geschlecht zum Geschlecht* de Fanny Lewald (Mme Stahr), et surtout le dernier ouvrage de Julian Schmidt : c'est un recueil d'essais sur les contemporains Anglais, Français, Allemands ; son histoire de la littérature allemande depuis la mort de Lessing jusqu'à 1866 (3 vol.) en est à la 5e édition. Mais, dit-elle, il ne comprend pas G. Sand, il dit que les paysans ne peuvent pas parler comme dans *François le Champi*, il n'est jamais allé en France. Elle a traduit une partie de nos essais, entre autres le mien dans *Paris-Guide* (1), mais la préface de Victor Hugo la mettait dans le plus grand embarras; en allemand, cela faisait un effet grotesque. Elle lit volontiers Balzac, mais le trouve trop triste. (Plusieurs Allemands m'ont dit la même chose.) Il lui faut ensuite lire du Gœthe pour se réconforter. En ce moment, pas de grand écrivain supérieur en Allemagne. « Nous sommes dans une période de transition. » Auerbach et Freytag tiennent la tête.

Ma course de deux heures et demie en voiture m'a fait voir la ville. Comme toujours, le quartier neuf est à l'extérieur des deux

(1) *Paris-Guide, par les principaux écrivains et artistes de la France*, 2 vol. Paris, 1867 (Introduction par Victor Hugo). M. Taine y avait écrit le chapitre intitulé *L'Art en France*.

côtés. Quantité de maisons dans la Bergstrasse viennent d'être bâties à l'anglaise, avec un petit jardin bien vert qui les enclot. Il y a des idées heureuses dans l'architecture. Ordinairement la maison a une loggia pour devanture ; quelquefois la loggia en porte une seconde, ou bien il y a un balcon ornementé et vitré au premier étage et un autre balcon au second étage continuant le premier. La loggia-portique du rez-de-chaussée est parfois en demi-cercle, et en porte au premier une semblable plus petite ; au second, la fenêtre bombée à l'anglaise. Tout cela est propre, neuf, et ne manque ni d'originalité ni de goût.

La ville porte partout les traces de ses Grands-Ducs et de ses Rois, armes, statues, armoiries, grandes architectures. La principale empreinte est celle du rococo XVIII[e] siècle italien, très surchargé, tourmenté, même extravagant ; mais tout se tient, et l'effet du palais où est le grand musée, de la grande église près du vieux pont, est très décoratif. L'inconvénient est que toutes les coupoles, les portiques sont encrassés de suie ; on a beau les gratter, au bout de quinze jours ils sont enfumés. Les vertus mythologiques et les saints déhanchés, tortillés, les nudités galantes des statues bien cambrées et nobiliaires, ont la même croûte sale qu'à Londres.

Tous les enfants et femmes du peuple pieds nus et sales ; mais la race est vigoureuse et n'est pas laide.

Superbe aspect de la rivière encore aujourd'hui, au soleil couchant. La nappe d'eau semble immobile, tant elle est luisante, et les étages de collines bleuâtres dans cette blancheur et cette ampleur du jour sont d'une douceur infinie.

8 juillet.

Beaucoup de *Vereine* en Allemagne ; en outre *Gesellschaften* de toute espèce : en cela, analogue à l'Angleterre. De plus, grandes villes et capitales, autrefois indépendantes, et qui, malgré la Confédération, le sont encore et font des centres. Mot de Cherbuliez : « L'Allemand aime avant tout son *Verein*, » il est particulariste. Et enfin, détails donnés par M. G. sur les franchises communales, la liberté complète de la commune qui élit ses magistrats. J'ajoute encore les *Bürgerschaften* d'étudiants (les Arméniens et les Marcomanniens de *Verlorene Handschrift*). De cette façon, même si le Gouvernement manquait comme chez nous en 48, le pays se trouverait encore organisé. Tandis

que chez nous toute organisation manque en dehors de l'État et de son système de fonctionnaires. Chacun se défie d'autrui, évite les associations parce qu'elles semblent des instruments aux mains d'un intrigant fondateur qui fait de la réclame. Nous n'avons jamais su faire de petits corps, excepté pour dîner ou conspirer. Et Paris aujourd'hui est une grande solitude, chaque individu étant un grain de sable isolé. De même, pour d'autres causes, en province. Je ne vois que quelques associations par intérêt commun, les chambres de commerce, les chambres d'avocats, de notaires; encore le Gouvernement défend-il toute communication publique de chambre à chambre de commerce; il craint les ligues, ne veut pas que les individus se groupent en faisceaux. Partant, l'individu qui se fait sa carrière est en France comme le chasseur dans la forêt, voit dans les voisins des concurrents, se trouve à l'état de guerre, n'a d'alliés et d'affections que quelques parents proches et deux ou trois amis. De là le point de vue de *Graindorge*. Il faut des siècles pour faire l'esprit d'association. Et encore!

9 juillet.

Chez Fraülein Clara von G., pour la seconde fois. Histoire de Fanny Lewald la romancière juive (voir son autobiographie, 59 ans aujourd'hui, large, épaisse, boucles à la Mme de Girardin, belles couleurs, beau teint), et d'Adolph Stahr (1) (critique, voyageur, études sur Lessing). — Stahr était marié, avait cinq enfants; se lie d'amitié avec Fanny Lewald. Sa femme devient jalouse. Fanny lui dit : « Traitez bien votre mari, soyez douce avec lui, ne le tourmentez pas, je vous promets que vous n'aurez aucun sujet de jalousie; je m'en irai, s'il le faut, en Amérique. » Jalousie et tracasserie. Stahr abandonne tout, part avec un petit paquet à la main, va rejoindre Fanny, ne veut plus revenir. Après quelque temps, sa femme consent au divorce, va vivre à Weimar avec ses cinq enfants d'une pension que lui fait Stahr. Celui-ci épouse Fanny. Neuvième ciel. Ils s'adorent. Heilbuth, qui les voyait à Rome, me les dépeignait comme grotesques, Stahr maigre, jaune, nerveux, long, valétudinaire, plus de cinquante ans; Fanny boulotte, quarante ans, se pendant à son bras avec des yeux tendres. L'ancienne et la nouvelle femme sont maintenant très bien ensemble, se voient,

(1) 1802-1876.

se font des cadeaux, l'ancienne prête ses enfants à la nouvelle. Dernièrement, Stahr avec Fanny et deux filles de son premier mariage était au Harz et a dû empêcher sa première femme de venir les retrouver, à cause de l'effet singulier qu'il aurait fait à table d'hôte entre ses deux femmes. Du reste, lune de miel continue. Stahr se met parfois derrière la chaise de Fanny et dit : « Savez-vous que Fanny Lewald est le premier écrivain du monde? » Elle rougit un peu, se défend; mais, pour elle, Stahr est non seulement le premier écrivain, mais le premier homme du monde.

Mme P. me conte une histoire analogue d'un avocat d'ici : les deux femmes vivent très bien ensemble, les enfants de la première viennent passer un jour par semaine chez la seconde, et l'appellent « maman. »

Impossible en France, ce sont là des sentiments à part. Gœthe avait admis d'abord ce dénouement pour sa Stella, et c'est celui du chevalier allemand qui revient avec la fille du Kalife.

Le ridicule n'est pas senti. Dans les annonces je lis : « Fiancés, M. et Mlle tels. » — « Douloureuse nouvelle. J'apprends à mes amis et connaissances que ma chère tante Mlle X. vient d'être rappelée à Dieu ; elle avait été pour moi comme une mère, » etc. — On ne voit pas d'avance le sourire moqueur du lecteur.

Mlle von G. est romancier autant que traducteur ; elle vient de finir une nouvelle qui paraît dans le « Salon; » la scène est aux Pyrénées où elle a passé plusieurs années. Selon elle, les lectures des jeunes filles et femmes sont Gœthe, Schiller, et tous les romans anglais; on les leur donne en masse et de confiance; (au contraire un roman français, quel qu'il soit, inspire toujours de la défiance, il y a un préjugé contre nos idées et nos mœurs); en outre, Shakspeare (ceci pure pédanterie, car Shakspeare est ce qu'il y a de plus abandonné et de plus cru); les journaux, les revues hebdomadaires, qui abondent en romans; certains ouvrages de piété et de théologie, la *Nouvelle Vie de Jésus* de Strauss (celle de Renan a été lue partout). Elles vont plus à l'église et en apparence sont plus orthodoxes que les hommes, lesquels sont libres penseurs; mais, au fond, chacune se fait sa religion, sa vie religieuse intérieure particulière, son cercle d'idées et d'impressions personnelles. C'est une poésie que chacun arrange à sa façon, selon ses besoins.

Mlle von G. insiste sur ce point que des Allemands et Alle-

mandes, même sachant et disant savoir le français, aiment mieux lire le livre français dans la traduction allemande. Elle me cite un lettré politique qui lit ainsi le *Napoléon* de Lanfrey. On a traduit *Madelon* d'About, mais très mal, en supprimant toutes les finesses.

Chez Mme P., fille d'un officier français, veuve d'un médecin allemand, riche, intelligente, cultivée, très jolie fille, fils peintre, ayant vécu en France et m'ayant vu à Barbizon. Voilà des gens du monde. Bel appartement très haut, vastes pièces moins dorées, moins encombrées, plus simples que les nôtres; de très bonnes estampes, visiblement du confortable et du goût. Ils parlent et entendent parfaitement le français, et je crois aussi l'anglais. Très anti-prussiens, et ayant du goût pour la France. — Les impôts étaient presque nuls et sont triplés depuis Sadowa. De plus, service militaire universel au lieu du tirage au sort avec rachat possible : seulement, ceux qui ont un diplôme, une carrière libérale, peuvent être *Freiwillige*, ne servir qu'un an au lieu de cinq, vivre chez eux et non à la caserne, à condition de s'équiper eux-mêmes. — On juge la France d'après les journaux français, et on la voit toujours prête à entrer en révolution, à faire la guerre. De plus Paris fait de loin un effet fantastique et babylonien : les correspondants allemands ne cessent de parler de ses lorettes, des adultères, des chevaliers d'industrie, etc. Défiance universelle contre la frivolité, la débauche, les mauvaises mœurs françaises, et jugement plus que sévère. Au fond, il y a là dedans un peu d'envie.

Ici il n'y a pas de classe bourgeoise riche, intelligente, ayant l'habitude du confortable et du monde. Les avocats, médecins, professeurs, les gens de profession libérale mènent une toute petite vie restreinte (*Kleines Leben*). Leurs femmes, intelligentes, instruites, vives auparavant, s'enferment aussitôt mariées dans le détail du ménage, le blanchissage, la cuisine, les enfants.

Les nobles et tout ce qui est *hoffähig* (1) font bande à part, évitent toute relation, surtout toute relation intime, avec les quelques bourgeois riches et bien élevés. Parfois, les hommes se voient, mais la familiarité d'une femme noble et d'une roturière est impossible, un salon noble est fermé à une femme non noble. Quand des gens riches, des Polonais, des personnes de

(1) Admis à la Cour.

Leipzig, viennent jouir ici de leurs rentes héréditaires ou acquises, ils se procurent un titre, ils deviennent *hoffähig* et se faufilent dans le cercle noble. Rien de l'égalité française.

Liberté des jeunes filles et femmes, mais moindre qu'en Angleterre. Une jeune fille monte à cheval, mais avec un groom et il vaut mieux qu'elle ait un cavalier. Elle peut aller seule au théâtre (fin à neuf heures), mais il faut qu'elle revienne en voiture. Elle peut sortir seule dans la rue, et va seule avec sa mère au café de Brühl.

Promenade en voiture avec ces dames, au parc, qui a des gazons superbes, de riches taillis, de grands arbres. Palais médiocre. Belle vue des alentours de Neuestadt sur la rivière et toute la vallée. C'est un beau pays calme et poétique. Concerts innombrables l'hiver, vie gaie et cordiale, sauf le particularisme des classes et sociétés. Avant d'accepter à dîner chez quelqu'un, on s'informe des convives : on craint de se trouver mêlé à des gens d'une autre société, engagé, demi-compromis. On ne voit et on ne veut voir que les mêmes personnes.

Articles de la *Presse de Vienne*. — Contre les cléricaux et hauts *Tories* de la Bavière. Le ton est âpre. Contre la France et les « rodomontades » de M. de Gramont à la tribune, contre le chauvinisme français et les mamelucks de la droite à propos du Hohenzollern qu'on veut faire roi d'Espagne. Annonces de mort, remerciements pour les visites reçues pendant la maladie et pour l'empressement au service funéraire. Gens qui se donnent des rendez-vous, ou demandent une femme avec quelques cents thalers de dot ; demande de souscription pour un pauvre ouvrier estropié. Ici comme en Belgique et en Angleterre on emploie la presse bien plus que chez nous pour toutes les affaires plus ou moins privées.

Mauvaises mœurs à Vienne, même grossières. M. G... me disait qu'un de ses amis, invité dans une maison, y trouve une dame très aimable qui fait les honneurs. Il croit que c'est la femme de son hôte. Pas du tout, c'est la femme d'un troisième, qui vit maritalement avec l'hôte. Mme P... a été fort gênée à Vienne avec sa fille. Impossible d'aller à table dans une *restauration*, ou dans un wagon, sans que les hommes se retournent et regardent fixement. Le manque d'égards est complet. « En France, dit-elle, quand on vous regarde, on n'a pas l'air de vous regarder. » Ici on se plante nez à nez.

Impossible encore, selon elle, de faire la conversation, la vraie conversation gaie qui effleure et amuse, en allemand. La langue s'y refuse, on ne peut que disserter, raisonner, discuter; la construction est trop rigoureuse, il y a trop de distance entre le verbe et le préfixe, entre le sujet et le verbe, trop d'incidentes, il faut trop d'attention soutenue. Cela empêche l'attitude agile et aisée de l'esprit. Puis les Allemands prennent tout au sérieux, notamment la plaisanterie; de là des méprises : ils sont choqués. Pour moi, d'après Hettner, Stahr et les autres historiens critiques, je les trouve inhabiles à démêler et exprimer les nuances morales. M. Biedermann (1) me disait qu'à propos de son livre on lui avait répété : « Cela se lit comme un roman. » En français, c'est une lourde dissertation. Mme P... admet comme moi que Gœthe (dans *W. Meister*) écrit d'une façon lourde et assommante.

10 juillet.

Chez Mme P..., hier, deux convives outre moi, une dame juive polonaise et un vieux monsieur H..., fils d'un Français. Très bon dîner à cinq heures; ce sont des gentlemen, parfaitement polis, gracieux, même gais.

Un très bel appartement coûte 600 thalers par an; la dame polonaise, a au premier, dans une rue neuve, cinq grandes chambres principales avec balcon, pour 400 thalers (petit jardin à l'anglaise autour). Une famille peut vivre confortablement avec 2000 thalers. Un ouvrier tailleur gagne 1 thaler et demi par jour (aux pièces), un manœuvre dans la campagne de 8 à 12 groschen; avec ce dernier gage on vit à peine. — Un employé commence par 300 thalers, et est content quand il arrive à 600 vers trente-cinq ans. Il a beaucoup d'enfants, mais ses filles cousent, brodent, gagnent ainsi leurs toilettes et leurs petits plaisirs. Lui-même a cinq heures de bureau, et donne des leçons le reste du temps. — 4000 ou 5000 étrangers en permanence ici, Anglais, Américains; il y a un collège spécial pour les langues, chapelle et service divin en anglais. La ville a 170000 habitants et en avait 42000 en 1813.

Quantité d'employés (c'est une capitale avec administration), et très peu payés, très mal à leur aise à cause de l'enchérissement. Ils se cachent pour s'amuser, vont boire leur verre de

(1) Fr. K. Biedermann, né à Leipzig en 1812, philosophe et homme politique, auteur de l'ouvrage *Deutschland im achtzehnten Jahrhundert*, 4 vol., 1854-1880.

vin dans les petites *restaurations* borgnes, dont l'entrée est obscure, se mettent très haut au théâtre. Autrement, quatre ou cinq ans après, lorsqu'ils demanderaient à leur chef une augmentation en lui disant qu'ils ne peuvent faire vivre leur famille, celui-ci répondrait : « Ah! ah! mon gaillard, et où trouvez-vous de l'argent pour aller aux grandes loges, pour boire le verre de vin ? » Tout le monde se connaît; les mœurs sont d'une petite ville, et on se cache ; tel restaurateur qui avait des majors, des ingénieurs, des avocats, et gagnait beaucoup d'argent grâce à son entrée borgne, a fait faillite parce qu'il est allé dans une belle rue et s'est fait une belle entrée.

Le mouvement socialiste est important et inquiétant. Des tailleurs, des ouvriers dont on me dit le nom, sont des chefs rêveurs, enthousiastes, avec des vues philosophiques saugrenues sur la nature (probablement à la Fourier). Dans le livre de l'un d'eux, il y a un chapitre pour montrer que les mouches sont une partie essentielle de la civilisation. *Sie grübeln und schwärmen* (1). Rien de plus fréquent en Allemagne que le don de s'exalter par la méditation silencieuse et de divaguer en systèmes baroques. Plusieurs, dans leurs écrits, déclarent que tout homme qui ne travaille pas de ses mains est un parasite. Beaucoup d'assemblées d'ouvriers, en différentes villes, à la Wartburg, etc. Cela fait des clubs où on s'échauffe; on remarque déjà chez beaucoup de la défiance, un manque de bienveillance, même un fond d'hostilité contre les gens à habits.

Sur les mariages. Pas beaucoup plus de liberté qu'en France pour se voir avant les fiançailles. La plupart des mariages se font pourtant par inclination; peu importe de quel côté est la fortune; la vérité est qu'elle est le plus souvent du côté de la femme. Pour qu'un officier puisse se marier, il faut que sa future justifie d'une dot de 13 000 thalers au moins. Beaucoup d'officiers n'ont rien, et c'est leur femme qui leur apporte de l'argent. Quantité de *spinsters* (2) ici (un professeur de Leipzig me disait que c'est d'ordinaire le sort des filles de professeurs). D'après l'usage, la femme apporte non seulement son trousseau, mais tout le mobilier; le mari ne l'emmène pas dans sa maison à lui, mais entre dans la sienne à elle. Là il est seul maître, gère seul la fortune (sauf exception, on se marie sans contrat de

(1) Ils rêvassent et s'exaltent.
(2) Vieilles filles.

mariage); désormais la fortune est à lui; il donne à la femme une somme fixe pour les dépenses du mois, ne lui parle pas de ses affaires (cependant il la consulte ordinairement pour le choix d'un logement, pour l'établissement d'un enfant). Elle ne s'occupe que du ménage, oublie son éducation, ne lit guère ou plus du tout, est embarrassée et n'a plus rien à dire en société, devient une pure *house-keeper* (1). Appelée par hasard au salon, elle a encore le tablier avec lequel elle vient de faire une tarte. Le plus souvent, si son mari reçoit des étrangers, a une conversation intéressante, il ne la fait pas venir. Très souvent encore, il n'invite pas chez lui un étranger qui lui est recommandé; il le mène à son cercle *l'Harmonie* ou tout autre, et là lui fait connaître des amis. Tous les soirs, ses affaires finies, il y va passer deux heures, fumant, buvant de la bière. La femme reste seule au logis, avec ses enfants, et reçoit parfois ses amies.

Mes hôtes louent beaucoup la politesse française, qui rend coulante et aimable la vie ordinaire, le « vous » du mari et de la femme, des enfants et des parents. « Cela empêche d'être rude dans les moments où on est grognon. » Ici le *du* est universel, entre beau-père, belle-mère, gendre, belles-sœurs, beaux-frères; de même entre amis. En Autriche, tous les officiers du même grade, depuis le fils de prince jusqu'à l'officier de fortune, se tutoient. Au bout de quelques jours de connaissance, à Vienne, on propose à Mme P... de tutoyer hommes et femmes et d'être tutoyée dans la famille où elle va.

Conversation en allemand avec trois jeunes gens de vingt à vingt-quatre ans, en montant à la Bastei. Très complaisants, très polis, très bienveillants. Aux moindres plaisanteries ils rient du meilleur cœur; il paraît qu'ils n'y sont pas habitués; ils ne sont pas difficiles. Je cueille une plante, je demande son nom, c'est *Johannis Wedel* (2), « l'éventail de saint Jean. » « Je crois que le pauvre saint Jean n'avait guère d'éventail. » Et de rire. — Ils me montrent un rocher qu'ils appellent : *der Pastor*. « *Wo ist die Frau Pastorin?* » (3) La gaîté ne finit plus. — Sensés et pas prétentieux, pas vaniteux. Ils me parlent avec bon sens de la guerre possible entre la France et la Prusse. « C'est bien dommage que le Parlement soit en vacances, la

(1) Ménagère. — (2) Reine des prés. — (3) Où est la femme du pasteur?

guerre est toujours une chose terrible, et celle-là ne serait pas dans l'intérêt du peuple, mais de la maison royale. » Instruits, quoique commis-marchands. Ils me parlent de la madone de Saint-Sixte, de celle de Holbein; ils savent le nom de Rubens et de Titien, les richesses de leur musée.

Tous les jours, et encore davantage aujourd'hui dimanche, je vois les bateaux à vapeur chargés, les cafés du parc et de la Terrasse et toutes les jolies *restaurations* le long de la rivière pleines de monde. A la Bastei, le long du chemin, c'était comme un pèlerinage, et en haut toujours de nouveaux arrivants. En général, petits bourgeois, et pas très beaux; mais habits d'été propres et neufs, femmes et jeunes filles en étoffes claires, agréables à l'œil, souvent le buste recouvert d'une simple mousseline. Tout cela va à la campagne, aux cafés, sous les tonnelles, rit, mange et boit avec un vrai plaisir. Liberté d'expansion lorsque du wagon ils aperçoivent quelqu'un de connaissance. Le gendarme appelé « Ridicule » en France et « Selfrespect » en Angleterre, ne paraît pas exister ici.

Parti de Dresde à 7 heures du matin. — Riches plaines d'avoines, d'orges, prairies; lignes de collines sur la gauche; vers Pirna, elles vont se rapprochant, et on chemine le long de l'Elbe dans une vallée étroite, enserrée par deux cordons de montagnes abruptes, grises, semblables à des murs, et excavées çà et là par des carrières.

Descendu à Wehlen, et de là pendant une heure et demie, par la plus charmante route du monde, jusqu'à la Bastei. C'est une longue gorge tournante large de 30 à 40 pas, entre de prodigieux blocs de grès perpendiculaires entassés comme des piliers et des môles. Dans toutes leurs fentes, dans leurs intervalles, à toutes les hauteurs, des sapins, juchés, accrochés; et la variété la plus étonnante de recoins, de fissures, de hautes crêtes et des clochers jetés au hasard, jaunis de *Schwefelmoos* (1), et dentelant le ciel bleu presque à pic au-dessus de nos têtes. Plus on s'avance, plus les tapis de myrtilles deviennent épais, plus l'humidité universelle entretient de plantes vertes, de fleurs frêles et fraîches, plus les énormes parois des blocs sont moussues, plus la vallée se rétrécit en corridor. On remonte enfin, et sous un soleil ardent, à travers des pins rougeâtres jetés çà et là, et des

(1) Variété de mousse.

échappées sur les rocs lointains, au milieu d'une divine senteur aromatique, on arrive à la Bastei.

De la Bastei, on voit d'un côté l'Elbe à pic, ardoisée, immobile comme un long ruban moiré et fauve qui tournoie entre des plaines vertes, semées de hautes collines boisées à flancs perpendiculaires, comme d'énormes massifs carrés. De l'autre côté, des gorges profondes tapissées d'arbres et de verdure, et çà et là des files d'énormes piliers de grès. Quelques-uns ont deux ou trois cents pieds de haut et semblent des fûts lézardés de colonnes. Plusieurs ont un clocheton rouge, abrupt, qui monte dans le bleu du ciel. Les divers lits du grès se débitent en dessous par la morsure des pluies, et l'on compte ainsi les blocs superposés des assises. Çà et là des sapins accrochés; il suffit que la racine ait prise et se cramponne dans une fissure; l'arbre vit d'humidité et d'air pur; ils font ainsi des franges fantastiques, des panaches verts à la pierre nue. C'est l'effet, l'aspect de quelque monstrueux monument, ouvrage de géants, et dont les débris épars, les piliers cannelés, les clochetons déformés, les assises croulantes ne laisseraient pas deviner le plan.

En bateau à vapeur, pendant deux heures et demie, jusqu'à Dresde. — Je commence à pouvoir classer les types moraux exprimés par les visages et les physionomies. Ce qui m'a gêné si longtemps, c'est le trait essentiel, le plus répandu de tous, l'indétermination.

1° L'indéterminé, non pas dans le sens de l'irrésolu, mais du non-tranché, du non-arrêté (1). Il ne semble pas que les passions, instincts, goûts, coulent naturellement et droit dans un lit

(1) Dans un cahier de notes prises par M. Taine au printemps de 1870 après ses lectures d'histoire et de littérature allemande, nous relevons le passage ci-après. « Ce qui distingue l'Allemand, ce n'est pas le manque de volonté, mais le manque de caractère spontané ; il s'en crée un artificiel. Nulle part en Europe on n'a vu un peuple tâtonner si fort et si longtemps avant de savoir ce qu'il est et ce qu'il aime, suivre en tant de façons les modèles étrangers. Ils n'ont pas les vives préférences, les fortes impulsions primitives, les aversions décidées, partant l'initiative vigoureuse qui en Angleterre, en Espagne, en Italie, en France, ont produit les formes sociales et littéraires nationales. Ailleurs, le cœur, les sens dictent, puis la cervelle raisonnante travaille par-dessus; chez eux, dans le vague et la confusion des aspirations, la tête spéculative seule gouverne, modèle, dirige le reste. — Donc, indétermination de l'être passionné, volontaire et sensitif. Partant, flexibilité pour entrer dans un moule quelconque, et autorité de la pensée raisonnante. Partant, aptitude à saisir l'imperceptible, à le systématiser sous des idées générales latentes, génie musical. — Par suite, patience, peu de besoins, esprit d'obéissance, stagnation très longue à l'occasion, et résignation indéfinie. »

unique. — Joint à la jeunesse, sur la plupart des visages féminins, cela donne l'air d'innocence, de candeur ignorante, d'âme enfantine, primitive, capable de prendre tout pli. — Sur beaucoup de figures, notamment d'hommes, cela produit l'air niais, lourdaud, empêtré, maladroit, l'air du ruminant au repos ou de la bête de somme à la charrette. — Presque toutes les figures d'hommes, de jeunes filles et de jeunes femmes étaient dans ce cas sur le bateau. Rien de plus fréquent chez les paysans et les ouvriers.

2° Dans les figures de femmes, la ménagère, la personne contente de sa petite vie, des détails d'intérieur; la bonne poule qui pourvoit aux petits et veille à la mangeoire, bornée, sérieuse, attentive et doucement gaie par occupation continue et proportionnée, par limitation naturelle des désirs.

3° La rêveuse enthousiaste, mélancolique, atteinte de *Schwärmerei* et devenant nerveuse.

4° L'animal administratif, teneur de livres, employé, administrateur mécanique, parfait dans son genre, solide, raide, avec une nuance de grotesque.

5° L'animal d'espèce grossière, sauvage, énergique : le germain antique.

H. Taine.

AU TEMPS DE L'INNOCENCE

DEUXIÈME PARTIE (1)

VIII

On fut généralement d'accord à New-York pour trouver que la comtesse Olenska avait perdu sa beauté.

Newland Archer n'était qu'un collégien quand elle était venue à New-York pour la première fois, petite fille de neuf à dix ans, jolie, primesautière. Ses parents, qui avaient toujours mené une vie errante, étaient morts quand elle était tout enfant. Elle avait alors été recueillie par sa tante Medora Manson, une voyageuse aussi, qui revenait à New-York pour s'y fixer.

La pauvre Medora, après ses déplacements répétés, revenait toujours à New-York pour s'y fixer, chaque fois dans une habitation plus modeste, et amenant toujours avec elle soit un nouvel époux, soit un enfant d'adoption. Puis, après un certain temps, elle se séparait toujours de son mari ou se querellait avec sa pupille ; après quoi, se défaisant à perte de sa maison, elle recommençait à courir le monde. Comme sa mère était une Rushworth, et comme son dernier et malheureux mariage l'avait enchaînée à un des « Chivers fous, » New-York se montrait plutôt indulgent pour elle. Cependant on déplorait de voir confiée à cette extravagante la petite Ellen, dont les parents, en dépit de leur goût pour la vie vagabonde, avaient été très aimés à New-York.

Copyright by Edith Wharton, 1920.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

On se montrait bien disposé en faveur de la petite, quoique son teint éclatant et ses boucles indociles lui donnassent un air de gaieté un peu choquant chez une enfant qui aurait dû porter encore le deuil de ses parents. C'était une des aberrations de Medora que d'en prendre à son aise avec les rites du deuil américain, si strictes à cette époque, et quand elle débarqua du paquebot après la mort des parents d'Ellen, sa famille fut scandalisée de voir que le voile de crêpe qu'elle portait pour le deuil de son frère était de plusieurs centimètres plus court que celui de ses belles-sœurs. Quant à Ellen, sa robe de mérinos rouge et son collier d'ambre lui donnaient l'air d'une petite bohémienne.

Mais New-York s'était résigné depuis si longtemps aux singularités de Medora que quelques vieilles dames seulement hochaient la tête devant les couleurs éclatantes qu'on faisait porter à Ellen. La plupart de ses parents subissaient le charme de ce visage animé, de cette nature vive. C'était une petite créature familière et hardie. Amusante avec ses questions imprévues et ses réflexions précoces, elle déployait quelques menus talents, dansant la danse du châle, et chantant des chansons populaires de Naples. La folle Medora s'appelait, de son vrai nom, Mrs Thorley Chivers; mais, ayant reçu un titre papal, elle avait abandonné le nom de son premier mari pour celui de marquise Manson : ainsi, en Italie, expliquait-elle, elle devenait la Marchesa Manzoni. Sous sa direction, la petite fille reçut une éducation peu banale. Elle dessina (chose inouïe) d'après le modèle, et apprit à tenir la partie de piano dans des quatuors avec des artistes de profession. Tout cela ne menait à rien de bon, et lorsque, quelques années plus tard, le pauvre Chivers finit par mourir dans une maison d'aliénés, sa veuve, affublée d'étranges voiles, replia sa tente et partit avec Ellen, devenue une grande fille maigre avec des yeux éblouissants. Pendant quelque temps, on n'entendit plus parler des deux femmes; puis arriva la nouvelle du mariage d'Ellen avec un noble Polonais, portant un nom historique, puissamment riche, qu'elle avait rencontré à un bal des Tuileries et qu'on disait avoir des établissements princiers à Paris, à Nice et à Florence, un yacht à Cowes et des chasses en Transylvanie. Elle disparut dans une sorte d'apothéose; et lorsque, peu d'années après, la pauvre Medora revint encore à New-York, désemparée, désargentée, en deuil d'un troisième mari, et en quête d'une

installation encore plus modeste, on se demanda pourquoi sa nièce, si riche, n'avait rien pu faire pour elle. On apprit bientôt que le mariage d'Ellen se terminait en désastre et qu'elle-même rentrait dans sa patrie pour chercher parmi les siens le repos et l'oubli.

Archer repassait ces événements dans sa mémoire en voyant la comtesse Olenska faire son entrée dans le salon des van der Luyden, le soir du fameux dîner. L'épreuve était solennelle et il se demandait, avec un peu d'inquiétude, comment elle la soutiendrait. Arrivée assez tard, une main encore dégantée et rattachant un bracelet à son poignet, elle entra sans hâte ni embarras dans ce salon où la compagnie la plus choisie de New-York se trouvait assemblée en aréopage.

Elle s'arrêta au milieu de la pièce et promena ses regards autour d'elle, le sourire des yeux en contraste avec le pli des lèvres. Intérieurement Newland Archer contesta le verdict général porté contre la beauté de la jeune femme. A la vérité, sa radieuse jeunesse s'était évanouie, ses joues animées avaient pâli, sa taille s'était amincie, elle paraissait un peu plus âgée que les trente ans qu'elle devait avoir. Mais il y avait en elle ce je ne sais quoi de dominateur que donne la beauté, le port de tête était assuré, et dans la liberté du regard se lisait la conscience de son pouvoir. Avec cela, la comtesse Olenska avait plus de vraie simplicité que la plupart des femmes présentes; aussi, comme le dit plus tard Janey, on fut déçu de ne pas lui trouver ce dernier cri d'élégance que New-York appréciait par-dessus tout. New-York s'attendait à quelque chose de beaucoup plus sensationnel de la part d'une personne qui avait traversé un drame.

Le dîner fut une cérémonie impressionnante. Ce n'était déjà pas une petite affaire que de dîner chez les van der Luyden; mais y dîner avec un duc qui était leur cousin devenait presqu'une solennité religieuse. Archer aimait à penser que seul un vieux New-Yorkais pouvait apprécier la nuance qu'il y avait pour New-York entre un simple duc et un duc parent des van der Luyden. Excepté dans le monde des Struthers, New-York accueillait avec indifférence, quand ce n'était pas avec une hauteur ombrageuse, les nobles de passage; mais, lorsqu'ils se présentaient sous de tels auspices, ils étaient reçus avec la dernière cordialité : on voyait en eux, non le personnage du

Gotha, mais de nobles parents dont on suivait encore les traditions.

Si Archer chérissait son vieux New-York, c'est qu'il était sensible à toutes ces nuances, même quand il en souriait avec quelque ironie.

Les van der Luyden avaient fait de leur mieux pour entourer la circonstance de solennité. Ils avaient sorti les Sèvres des du Lac, l'argenterie George II des Trevenna, le service de la Compagnie des Indes, et les magnifiques assiettes « Crown Derby. » Mrs van der Luyden ressemblait plus que jamais à un Cabanel, et Mrs Archer avait au cou les émeraudes de sa grand'mère enchâssées dans des marguerites de perles ; elle évoquait ainsi pour son fils les miniatures d'Isabey. Toutes les dames étaient parées de leurs plus beaux bijoux dont les montures, pour la plupart un peu lourdes et démodées, s'harmonisaient à l'atmosphère générale. La vieille Miss Lanning portait les camées de sa mère et un grand châle de blonde espagnole.

La comtesse Olenska était la seule jeune femme. Cependant, en examinant les visages des dames mûres avec leurs colliers de perles et leurs panaches de plumes, Archer fut frappé de les voir si enfantins, comparés à celui d'Ellen Olenska. Il pensait avec un frisson à ce qu'elle avait dû traverser pour en revenir avec ces yeux-là !

Le duc de Saint-Austrey, assis à la droite de la maîtresse de maison, était naturellement le personnage important du dîner. Si d'ailleurs la comtesse Olenska était moins brillante qu'on ne l'avait espéré, le duc, lui, avait l'air totalement insignifiant. Il n'était pas venu comme un précédent visiteur ducal en veste de chasse ; mais son habit était si défraîchi, si déformé, il le portait avec si peu d'élégance, courbé sur sa chaise, sa vaste barbe couvrant le plastron de sa chemise, qu'il n'avait pas l'air en tenue de soirée. Court, hâlé, le dos rond, les yeux petits, le sourire aimable, il parlait peu et d'une voix si basse qu'en dépit des silences attentifs, ce qu'il disait n'était entendu que de ses plus proches voisins.

Quand les hommes rejoignirent les dames après le dîner, le Duc piqua droit sur la comtesse Olenska, s'installa près d'elle, et tous deux se plongèrent dans une conversation amicale. Ni l'un ni l'autre ne sembla se douter que le duc aurait dû, d'abord, présenter ses hommages à Mrs Lovell Mingott et à Mrs Headley

Chivers, et la comtesse entretenir cet aimable hyprocondriaque, M. Urban Dagonet de Washington Square, qui faisait fléchir pour elle sa règle immuable de refuser toute invitation à dîner entre les mois de janvier et d'avril. Le duc et la comtesse bavardèrent pendant près de vingt minutes; puis, la comtesse se leva, et traversant seule la vaste pièce, elle alla s'asseoir près de Newland. L'étiquette à New-York voulait qu'une dame attendît, immobile comme une idole; c'était aux hommes à se succéder à ses côtés. Sans doute elle ignorait cette règle. Elle s'assit, avec une aisance parfaite, dans le coin du canapé près d'Archer et posa sur lui son chaud regard.

— Parlez-moi de May, dit-elle.

Au lieu de lui répondre, il demanda:

— Vous connaissiez déjà le duc?

— Oui, nous le voyions tous les hivers à Nice. Il aime beaucoup le jeu. Il venait souvent à la maison. — Elle dit cela le plus naturellement du monde, comme elle eût dit : « Il aime beaucoup la pêche à la ligne. » Et, non moins naturellement, elle ajouta : C'est, je crois bien, l'homme le plus ennuyeux que j'aie jamais rencontré.

Cette réflexion plut tellement au jeune homme qu'elle dissipa sa légère contrariété : c'était amusant de rencontrer une femme qui trouvait ennuyeux le duc et qui osait le dire! Il aurait voulu questionner la jeune femme, plonger dans sa vie passée, que des paroles prononcées négligemment avaient éclairée de lueurs furtives. Mais il eut peur de toucher à des souvenirs troublants, et déjà elle était revenue à son premier sujet.

— May est adorable! Je n'ai pas vu à New-York une jeune fille aussi jolie et intelligente. Je pense que vous en êtes très amoureux...

Newland rougit et se mit à rire :

— Naturellement.

Elle le regarda, songeuse:

— Croyez-vous, dit-elle, qu'il y ait une limite à l'amour ?

— A l'amour? S'il en est une, je ne l'ai pas trouvée.

Elle rayonna de sympathie :

— Alors, c'est réellement et sincèrement un roman?

— Le plus romanesque des romans.

— Voilà qui est délicieux! Et vous avez trouvé cela vous

deux tout seuls? Ce n'est pas un arrangement qu'on a fait pour vous?

Archer la regarda avec stupeur :

— Avez-vous oublié, dit-il, qu'en Amérique nous arrangeons nos mariages nous-mêmes?

Elle rougit violemment et Newland regretta ses paroles.

— Oui, répondit-elle, j'avais oublié. Il faut m'excuser. Je ne me rappelle pas toujours que les mariages, si affreux là d'où je viens, sont beaux et purs ici.

Ses yeux s'abaissèrent sur son éventail en plumes d'aigle, et Newland vit trembler ses lèvres.

— Pardonnez-moi ! dit-il impétueusement ; mais, ici, vous êtes au milieu d'amis, vous le savez.

— Oui, je le sais, je le sens, partout où je vais. C'est pourquoi je suis revenue. Je veux tout oublier, redevenir une parfaite Américaine, comme les Mingott, les Welland, vous et votre charmante mère... et toutes ces personnes si aimables qui sont ici ce soir. Ah! voilà May qui arrive. Vous devez être pressé d'aller la rejoindre, ajouta-t-elle, mais sans bouger, les yeux de nouveau fixés sur le jeune homme.

Les invités de la soirée commençaient à remplir les salons. Archer suivit le regard de la comtesse Olenska : il vit May qui entrait avec sa mère. Grande, élancée, dans sa robe blanche ceinturée d'argent, avec ses cheveux couronnés de fleurs d'argent, c'était Diane en personne.

— J'ai tant de rivaux, dit Archer. Voyez comme elle est déjà entourée! Voilà le duc qui se fait présenter.

— Restez encore un peu avec moi, dit la comtesse Olenska à voix basse, et de son éventail elle effleura le genou du jeune homme. Ce n'était qu'un léger frôlement, mais qui le fit tressaillir.

— Vous permettez que je reste? répondit-il sur le même ton, sachant à peine ce qu'il disait.

Mais le maître de la maison s'avançait, suivi du vieux Mr Urban Dagonet. La comtesse les accueillit avec un sourire grave, et Archer, sous le regard de M. van der Luyden, se leva.

Mme Olenska lui tendit la main :

— C'est entendu. Demain, après cinq heures. Je vous attendrai, dit-elle ; puis, elle fit place à Mr Dagonet auprès d'elle.

Archer répéta : Demain. Pourtant, ils n'avaient pas pris rendez-vous et, durant leur conversation, la comtesse n'avait pas témoigné qu'elle désirât le revoir.

En s'éloignant, il vit Lawrence Lefferts qui s'approchait pour présenter sa femme. Gertrude Lefferts, très empressée, disait avec son large sourire insipide :

— Je crois me rappeler que nous allions ensemble au cours de danse quand nous étions petites.

Derrière elle, attendant leur tour de se nommer à la comtesse, Archer reconnut nombre de couples récalcitrants qui avaient refusé de la rencontrer chez Mrs Lovell Mingott. Comme le disait Mrs Archer : « Quand les van der Luyden veulent donner une leçon, ils savent s'y prendre. Ce qui est dommage, c'est qu'ils le fassent si rarement. »

Newland sentit une main sur son bras et vit Mrs van der Luyden, qui le regardait du haut de sa splendeur, dans l'éclat de sa robe de velours et de ses diamants de famille.

— Comme vous avez été bon, Newland, de vous occuper ainsi de Mme Olenska! J'ai dit à votre oncle Henry qu'il était temps d'aller vous relever.

Archer répondit par un vague sourire; elle ajouta, aimable :

— Je n'ai jamais vu May plus en beauté. Le duc est d'avis que nous n'avons pas de plus ravissante jeune fille.

IX

« Après cinq heures, » avait dit la comtesse Olenska. A cinq heures et demie, Archer sonnait à la porte d'une maison d'aspect modeste, dont la façade lézardée se dissimulait sous une glycine géante enroulée autour d'un étroit balcon. Mme Olenska avait loué cette maison, tout au bas de la Vingt-troisième rue, à la vagabonde Medora.

C'était choisir un bizarre quartier. Des petites couturières, des empailleurs d'oiseaux exotiques, des « gens qui écrivaient, » étaient les plus proches voisins de la comtesse Olenska. Plus loin, Archer reconnut, au fond d'une allée pavée, une maison délabrée en bois que Winsett, un journaliste qu'il rencontrait quelquefois, lui avait dit habiter. Winsett n'invitait personne chez lui, mais il avait indiqué sa demeure à Archer au cours d'une promenade nocturne, et ce dernier s'était demandé, avec

un petit frisson, si, dans les autres capitales, les hommes de lettres étaient aussi pauvrement logés.

La maison devant laquelle Archer s'était arrêté ne se distinguait des autres que par son badigeon un peu plus frais; et le jeune homme se dit que le comte Olenski avait dû dépouiller sa femme de sa fortune aussi bien que de ses illusions.

Archer avait passé une journée maussade. Après le déjeuner chez les Welland, il avait espéré emmener May faire une promenade dans le Central Parc, l'avoir à lui, lui dire combien elle avait été ravissante la veille, au bal, combien il était fier d'elle, et la presser de faire hâter leur mariage. Mais Mrs Welland lui avait doucement rappelé que la tournée des visites de famille n'était pas à moitié faite; et, quand il manifesta son désir d'écourter les fiançailles, elle fronça les sourcils et soupira :

— Songez donc, mon ami, douze douzaines de tout, — et brodées à la main!

Dans le grand landau de famille, ils roulèrent d'une porte à l'autre. Archer, la tournée accomplie, se sépara de sa fiancée avec le sentiment d'avoir été montré comme un captif dans un « triomphe. » A la pensée que son mariage ne serait célébré qu'à l'automne, et qu'il continuerait d'ici là à mener le même genre de vie, il se sentit de plus en plus déprimé.

— Demain, lui rappela Mrs Welland comme il partait, nous ferons les Chivers et les Dallas.

Évidemment, on rendait visite aux deux familles dans l'ordre alphabétique, et on n'en était encore qu'au premier quart de l'alphabet.

Archer s'était proposé de dire à May que la comtesse Olenska l'avait prié d'aller la voir ce jour-là; mais, dans les courts moments où il se trouva seul avec sa fiancée, il eut des sujets de conversation plus pressants. Et puis, il trouva un peu ridicule de faire allusion à l'invitation de Mme Olenska. Il savait que May désirait qu'il fût aimable pour sa cousine; n'était-ce pas pour déférer à ce désir qu'on avait avancé l'annonce de leurs fiançailles ?

Au moment d'entrer chez Mme Olenska, sa curiosité était vivement éveillée. La façon imprévue dont elle l'avait invité à venir la voir l'intriguait. Il fut reçu par une servante au teint doré, dont la poitrine bombée était recouverte d'un fichu à couleurs vives; une Sicilienne, pensa Archer. Elle l'accueillit

en souriant et ne répondit à ses questions que par un signe de tête ; puis elle le fit entrer dans un salon au plafond bas, où pétillait un feu de bois. La pièce était vide, et Archer se demanda si la servante était allée à la recherche de sa maîtresse, ou si, n'ayant pas compris ce qu'il était venu faire, elle l'avait peut-être pris pour l'horloger : il vit, en effet, que l'unique pendule ne marchait pas. Il savait que les races méridionales communiquent entre elles par gestes, et fut mortifié de n'avoir rien compris aux signes et aux sourires de la femme de chambre. Enfin, elle revint avec une lampe, et Archer, étant parvenu à combiner une phrase tirée de Dante et de Pétrarque, provoqua cette réponse : *La signora è fuori, ma verrà subito.*

Cependant, à la clarté de la lampe, se révélait à lui le charme enveloppant et discret de ce salon, si différent de ceux auxquels il était habitué ! On lui avait dit que la comtesse Olenska avait rapporté avec elle quelques meubles, « débris du naufrage, » disait-elle. C'étaient, sans doute, ces tables légères en marqueterie, ce petit bronze grec sur la cheminée, et les deux bandes de damas rouge clouées sur le papier décoloré du mur, et faisant fond à des tableaux vaguement italiens, dans de vieux cadres dédorés.

Newland Archer se piquait d'être connaisseur en art italien. Son adolescence avait été saturée de Ruskin, et il avait lu les derniers ouvrages de John Addington Symonds, *l'Euphorion* de Vernon Lee, les essais de P.-G. Hamerton, et un nouveau volume dont on parlait beaucoup, *la Renaissance*, de Walter Pater. Il parlait avec aisance de Botticelli, avec une légère condescendance de Fra Angelico ; mais les tableaux de Mme Olenska le déconcertaient, car ils ne ressemblaient à rien de ce qu'il avait accoutumé de voir, et par conséquent, de comprendre, quand il voyageait en Italie. Peut-être ses dons d'observation étaient-ils diminués du fait qu'il se trouvait seul dans cette mystérieuse maison où, apparemment, personne ne l'attendait. Il regrettait de n'avoir pas parlé à May de l'invitation de la comtesse Olenska, et était un peu troublé par la pensée que sa fiancée pouvait arriver inopinément, et le trouver installé seul au coin du feu à cette heure intime du crépuscule d'hiver.

Mais, puisqu'il s'était rendu à l'invitation, il n'avait plus qu'à

attendre, les pieds au feu. L'atmosphère de ce salon était si particulière ! Certes, il avait déjà vu des pièces tendues de damas rouge et de tableaux de l'école italienne : ce qui le frappait, c'était la façon dont Mme Olenska, à l'aide de deux ou trois vieux bibelots, et de quelques mètres de damas rouge, avait su donner un accent personnel à cette pauvre pièce misérablement meublée. Il essaya d'en analyser le mystère. Était-ce le savant agencement des tables et des chaises, ou le fait de n'avoir mis que deux roses rouges dans le vase, — où toute autre main en eût fourré une douzaine? — Était-ce enfin le vague parfum flottant dans l'air, qui donnait à cette pièce une atmosphère si exotique à la fois et si intime? Le parfum surtout l'intriguait, car ce n'était ni du « White Rose, » ni de la « Violette de Parme, » mais une odeur qui faisait rêver à des bazars lointains, à l'ambre gris, au café turc, et aux pétales de roses desséchées.

Il essaya de se figurer ce que serait le salon de May. Très généreux, Mr Welland avait déjà en vue une maison de la Trente-neuvième rue. On jugeait le quartier un peu éloigné, mais la maison, toute neuve, était construite en pierres d'un jaune verdâtre que les jeunes architectes commençaient à employer pour réagir contre les pierres brunes dont le ton uniforme faisait de New-York une vaste glace au chocolat. Et la plomberie était parfaite. Archer aurait préféré remettre à plus tard le choix de l'installation ; mais les Welland, tout en approuvant que la lune de miel se passât en Europe, — et se prolongeât même par un hiver en Égypte, — insistaient sur la nécessité, pour le jeune ménage, de trouver une maison prête au retour. Archer sentait que son sort était fixé. Pour le reste de ses jours, il monterait les marches en pierres jaunes verdâtres, et traverserait le « vestibule pompéien, » pour arriver à l'antichambre lambrissée de bois clair; mais son imagination s'arrêtait là. Il savait que le salon, à l'étage supérieur, avait une grande baie vitrée; mais il ne pouvait se figurer quel parti May en tirerait. Elle supportait sans difficulté les capitonnages violets et jaunes du salon de ses parents, ses tables en imitation de Boule, ses vitrines dorées remplies de Saxe moderne : pourquoi supposer qu'elle désirât chez elle autre chose? Le jeune homme se consola à l'idée d'arranger lui-même son cabinet de travail, qu'il meublerait de ces nouveaux meubles anglais genre « pré-raphaélite, » avec de solides bibliothèques sans portes vitrées.

La servante revint, ferma les rideaux, tisonna le feu, répéta en souriant : *Verrà, verrà*. Quand elle fut partie, Archer se leva et commença à marcher à travers la pièce. Attendrait-il plus longtemps? Sa position devenait assez ridicule. Peut-être avait-il mal compris Mme Olenska; peut-être n'avait-elle pas eu l'intention de l'inviter...

De la rue silencieuse monta le bruit sec des sabots d'un steppeur. Une voiture s'arrêta et Archer entendit une portière qui s'ouvrait. En écartant les rideaux, il vit, à la lueur du réverbère, Julius Beaufort qui aidait Mme Olenska à descendre de son petit coupé anglais.

Beaufort, le chapeau à la main, disait quelque chose à la jeune femme, qui parut répondre négativement. Ils se serrèrent la main; le banquier sauta dans la voiture, et Mme Olenska monta lentement les marches du perron.

Elle entra dans le salon sans paraître surprise d'y trouver Archer. La surprise était un sentiment auquel elle semblait rarement s'abandonner.

— Ma petite cabane vous plaît-elle? demanda-t-elle en souriant. Pour moi, c'est le Paradis!

Tout en parlant, elle dénouait son chapeau à brides et l'envoyait rejoindre sur une chaise son long manteau.

— Vous l'avez arrangé avec un goût exquis, répondit Archer, rougissant de la banalité du propos. Il se sentait comme emprisonné dans le convenu par son désir même de dire quelque chose de frappant.

— C'est bien insignifiant! Ma famille méprise mon petit coin. En tout cas, c'est moins triste que chez les van der Luyden.

Archer fut ébloui de tant d'audace : on aurait trouvé peu d'esprits assez subversifs pour traiter de triste l'imposante demeure des van der Luyden. Les privilégiés qui y pénétraient, avec un léger frisson, étaient d'accord pour louer l'élégance des salons. Archer était ravi que la comtesse Olenska eût traduit l'impression générale.

— Ce que vous avez fait ici est délicieux, répéta-t-il.

— Je l'avoue, j'aime cette petite maison ; mais c'est surtout, je crois, parce qu'elle est dans mon pays, à New-York, et... et que j'y suis seule.

Elle parlait si bas qu'il entendit à peine la fin de la phrase. Embarrassé, il répondit :

— Vous aimez tant que ça être seule?

— Oui, puisque mes amis m'empêchent de sentir ma solitude... — Elle s'assit près du feu et ajouta : Nastasia nous apportera le thé. — Puis, faisant signe à Archer de reprendre sa place : Je vois que vous avez déjà choisi votre coin.

Renversée dans un fauteuil, elle croisa ses bras derrière sa tête, et regarda le feu, les yeux mi-clos.

— C'est l'heure que je préfère, dit-elle; et vous?

Archer crut devoir au sentiment de sa dignité de demander :

— Je craignais que vous n'eussiez oublié l'heure. Beaufort vous a sans doute retardée.

Elle prit un air amusé.

— Que voulez-vous dire? Avez-vous attendu longtemps? Mr Beaufort m'a menée voir un tas de maisons, puisqu'on a décidé que je ne devais pas rester dans celle-ci. — Elle avait l'air de se désintéresser et de Beaufort et de son visiteur, et continua : — Je n'ai jamais vu une ville où l'on ait plus de répugnance à habiter les quartiers excentriques. Quelle importance cela a-t-il? On m'a dit que cette rue est très convenablement habitée.

— Elle n'est pas à la mode.

— A la mode? Attachez-vous tant d'importance à la mode? Pourquoi ne pas se faire sa mode à soi? Peut-être ai-je toujours vécu avec trop d'indépendance. En tout cas, je veux faire ce que vous faites tous : je veux sentir de l'affection et de la sécurité autour de moi.

Il fut ému, comme la veille quand elle lui avait parlé de son désir d'être guidée.

— Voilà justement ce que souhaitent vos amis. Il n'y a rien à craindre à New-York, ajouta-t-il avec une pointe de sarcasme.

— Oui, n'est-ce pas? On en a l'impression, s'écria-t-elle, sans saisir l'ironie. C'est comme d'entrer en vacances, quand on a été une bonne petite fille qui a bien fait tous ses devoirs.

La comparaison ne plut pas à Newland. Il voulait bien parler de New-York sur un ton cavalier, mais il n'aimait pas que d'autres prissent la même liberté. Il se demandait si Ellen ne commençait pas à comprendre que la société de New-York était une redoutable machine qui avait été bien près de la broyer. Le dîner des Lovell Mingott, retapé in extremis, fait de pièces et morceaux pris à différents milieux sociaux, aurait dû lui

apprendre le péril auquel elle avait échappé. Elle n'avait jamais compris le danger, ou elle l'avait perdu de vue dans le triomphe de la soirée des van der Luyden. Archer inclinait à la première supposition, et l'idée que, pour la jeune femme, les distinctions sociales de New-York n'existaient pas encore, l'agaçait vaguement.

— Hier soir, dit-il, tout New-York se pressait pour vous faire honneur. Les van der Luyden ne font pas les choses à moitié.

— Les aimables gens! Leur réunion était si charmante! Tout le monde paraît avoir pour eux tant d'estime!

Les termes semblaient peu appropriés : les mêmes eussent convenu pour un goûter chez la chère vieille miss Lanning.

— Les van der Luyden, dit pompeusement Archer, disposent d'une grande influence sur la société de New-York. Malheureusement, à cause de la santé de Mrs van der Luyden, ils reçoivent très rarement.

Elle dégagea ses mains de dessus sa tête et attacha sur Archer des yeux pensifs.

— N'est-ce pas là, la raison?...

— La raison?...

— De leur grande influence... qu'ils se fassent si rares!

Il rougit un peu, la regarda fixement, puis soudain il comprit la portée de cette remarque. D'un seul coup elle avait frappé les van der Luyden, et ils s'écroulaient! Il rit et les sacrifia.

Nastasia apporta le thé avec des tasses japonaises sans anses, et des assiettes couvertes. Elle plaça le plateau sur une table basse auprès de la comtesse Olenska.

— Vous m'expliquerez tout : vous me direz tout ce que je dois savoir, continua-t-elle, en s'approchant pour lui offrir une tasse de thé.

— C'est vous qui m'expliquez, vous qui ouvrez mes yeux à des choses que je regarde depuis si longtemps que je finis par ne plus les voir!

Elle détacha de son bracelet un petit porte-cigarettes en or, le lui tendit, et prit elle-même une cigarette.

— Alors, nous pouvons nous aider mutuellement. Mais c'est surtout moi qui ai besoin de secours. Dites-moi exactement ce que je dois faire.

Il fut sur le point de lui dire : « Ne vous montrez pas en voiture avec Beaufort ; » mais il était trop pénétré par l'atmosphère de la chambre, qui était son atmosphère à elle, pour risquer cet avis. C'eût été comme de dire à quelqu'un, au moment où il achète des parfums à Samarkande, qu'il est nécessaire de s'approvisionner de vêtements chauds pour passer l'hiver à New-York. New-York semblait beaucoup plus loin que Samarkande, et si vraiment ils devaient s'entr'aider, elle lui rendait le premier de leurs services mutuels en lui faisant voir sa ville natale objectivement. Vu ainsi, comme par le gros bout d'un télescope, New-York semblait singulièrement petit et distant : c'est ainsi qu'on l'aurait vu de Samarkande.

Une flamme jaillit des bûches, et la comtesse Olenska, se penchant en avant, tendit ses mains fines si près du feu qu'une fine auréole entoura l'ovale de ses ongles. La lumière soudaine fit rougir les boucles échappées des nattes sombres de la jeune femme et rendit plus pâle encore la pâleur de son visage.

— Il y a assez de monde pour vous dire ce que vous devez faire, reprit Archer avec une secrète envie.

— Mes tantes? Et ma chère vieille grand'mère?... Elles m'en veulent un peu de m'être émancipée, ma pauvre grand'-mère surtout. Elle aurait voulu me garder avec elle; mais j'avais besoin d'être libre.

Archer fut abasourdi par cette façon légère de s'exprimer sur la formidable Catherine, et ému à la pensée de ce qui avait pu donner à Mme Olenska cette soif d'une liberté qui comportait tant de solitude. Mais l'image de Beaufort l'irritait.

— Je crois comprendre ce que vous éprouvez, dit-il. Votre famille vous conseillera, vous expliquera les différences, vous montrera la voie.

Elle releva ses fins sourcils.

— New-York est-il un tel labyrinthe? Je le croyais tout droit d'un bout à l'autre, comme la Cinquième avenue, et avec toutes ses rues numérotées. — Elle sembla deviner, chez le jeune homme, une légère désapprobation, et ajouta, avec ce sourire qui illuminait tout son visage : — Si vous saviez comme je l'aime, précisément à cause de cela : toutes ces lignes droites, dans tous les sens, avec toutes ces grandes étiquettes honnêtes sur chaque chose!

Il saisit la balle au bond.

— On peut mettre des étiquettes sur les choses, pas sur les personnes.

— Peut-être. Sans doute je simplifie trop : mais vous m'avertirez quand je me tromperai. — Elle se tourna vers lui. — Il n'y a que deux personnes ici qui puissent me renseigner : vous et Mr Beaufort.

Archer fut un peu saisi d'entendre accoler son nom à celui de Beaufort. Mais il songea à l'atmosphère malsaine où Ellen avait vécu : il pensa qu'il devait profiter de la confiance qu'elle lui témoignait pour lui montrer Beaufort et tout ce qu'il représentait sous son jour véritable, et lui en inspirer le dégoût.

Il répondit doucement :

— Je comprends : mais tout d'abord, gardez l'appui de vos vieux amis, des femmes comme votre grand'mère Mingott, Mrs Welland, Mrs van der Luyden. Elles vous aiment, vous admirent, désirent vous aider.

Elle hocha la tête et soupira :

— Oh ! je sais, je sais. Elles veulent m'aider, mais à la condition de ne rien entendre qui leur déplaise. Ma tante Welland me l'a dit en propres termes. On ne désire donc pas savoir la vérité ici? La solitude, c'est de vivre parmi tous ces gens aimables qui ne vous demandent que de dissimuler vos pensées.

Elle cacha sa figure dans ses mains et Archer vit ses minces épaules secouées par un sanglot.

— Madame Olenska ! Je vous en prie... Ellen, supplia-t-il, en se levant et se penchant sur elle.

Il prit une de ses mains, la serra, la caressa comme celle d'un enfant, pendant qu'il murmurait des mots de réconfort. Mais elle se libéra, et leva sur lui des yeux encore pleins de larmes.

— Ici, on ne pleure pas ; au Paradis, il n'y a pas de raison de pleurer, dit-elle, en rajustant ses tresses, et se penchant, déjà souriante, au dessus de la bouilloire.

Archer se disait en tremblant que deux fois il l'avait appelée « Ellen » et qu'elle ne l'avait pas remarqué. Bien loin, comme par le petit bout de la lorgnette, il aperçut la blanche image, estompée, de May Welland, à New-York.

Tout à coup, Nastasia passa la tête, dit quelques mots à voix basse. Mme Olenska, la main encore dans ses cheveux, poussa une exclamation, un vif « *già! già!* » et le duc de St-Austrey

entra, pilotant une grosse dame, coiffée d'une perruque noire surmontée de plumes rouges : d'abondantes fourrures l'emmitoufflaient.

— Ma chère comtesse, je vous ai amené une de mes vieilles amies, Mrs Struthers. On ne l'avait pas invitée à la soirée d'hier, et elle désire vous connaître.

Mme Olenska s'avança, avec des paroles de bienvenue, vers le singulier couple. Elle ne sembla pas trouver insolite la liberté que prenait le duc en lui amenant ainsi une étrangère. Le duc lui-même semblait trouver cela parfaitement naturel.

— J'ai tant désiré faire votre connaissance, ma chère ! s'écria Mrs Struthers, d'une voix sonore qui s'accordait avec ses plumes éclatantes et avec sa perruque aux reflets métalliques. Je veux connaître tous ceux qui sont jeunes, intéressants et charmants. Le duc me dit que vous aimez la musique. N'est-ce pas, mon cher duc? Vous êtes pianiste, vous-même, je crois. Alors voulez-vous venir demain entendre Joachim? Je reçois tous les dimanches. C'est le jour où New-York ne sait que faire; alors je lui dis : « Venez, amusez-vous! » Le duc a pensé que vous seriez attirée par Joachim. Vous retrouverez beaucoup d'amis.

Le visage de Mme Olenska s'illumina de plaisir.

— Comme c'est aimable ! Comme le duc est bon d'avoir pensé à moi ! Je serai trop heureuse de venir.

Elle avança un fauteuil près de la table à thé et Mrs Struthers s'y installa béatement.

— Voilà qui est convenu, ma chère; et amenez ce jeune homme avec vous.

Mrs Struthers tendit à Archer une main cordiale.

— Excusez-moi, je ne peux pas retrouver votre nom; mais je suis sûre de vous avoir déjà rencontré. J'ai rencontré tout le monde, ici, à Paris, ou à Londres. Êtes-vous dans la diplomatie? Tous les diplomates viennent chez moi. Vous aussi, vous aimez la musique? Mon cher duc, ne manquez pas de l'amener.

Archer remercia et prit congé; il se sentait gêné comme un écolier. Au surplus, il ne regrettait pas que sa visite eût été interrompue par cette entrée inopinée : si seulement elle s'était produite un peu plus tôt, elle lui aurait épargné une dépense d'émotion bien inutile.

Dehors, il se rappela qu'il était à New-York et il eut l'im-

pression que May Welland se rapprochait de lui. Il se dirigea vers sa fleuriste habituelle, pour envoyer à la jeune fille la corbeille de muguets qu'à sa grande confusion il avait oublié de commander le matin. Après avoir écrit un mot sur une carte, comme il attendait une enveloppe, il parcourut des yeux la boutique fleurie, et son regard fut attiré par un bouquet de roses jaunes. Il n'en avait jamais vues d'un jaune aussi doré, aussi lumineux. Son premier mouvement fut de les envoyer à May au lieu des muguets. Mais ces fleurs ne seyaient pas à la jeune fille : elles avaient quelque chose de trop riche, de trop fort, dans leur chaud éclat. Presque sans savoir ce qu'il faisait, dans une brusque saute d'humeur, Newland fit signe à la fleuriste de mettre les roses dans un long carton, et glissa une carte dans une seconde enveloppe, sur laquelle il inscrivit le nom de la comtesse Olenska. Puis, au moment de s'en aller, il retira la carte, laissa l'enveloppe vide sur la boîte.

— Portez-les tout de suite, fit-il, en désignant les roses.

X

Le lendemain, après le déjeuner, Archer put obtenir de May qu'elle vînt avec lui faire une promenade au Central Park. C'était un dimanche et, selon la vieille coutume de New-York, elle devait accompagner ses parents à l'église matin et après-midi ; mais Mrs Welland ferma les yeux sur cette infraction aux usages, car, le matin même, elle avait obtenu de sa fille de se plier aux longues fiançailles qui permettraient de constituer un trousseau brodé à la main, et comptant le nombre de douzaines nécessaires.

Le temps était exquis. Le long du Mail, la voûte des branches dépouillées se dessinait sur un fond de lapis, au-dessus d'une couche de neige étincelante. Les couleurs de May s'avivaient dans le froid, comme celles d'un jeune érable à la première gelée. Archer, fier des regards qu'elle attirait, oubliait ses perplexités secrètes dans la joie de la regarder.

— C'est une sensation délicieuse de s'éveiller le matin en respirant l'odeur des muguets! dit-elle en souriant.

— Pardonnez-moi, si, hier, votre bouquet est arrivé en retard; je n'avais pas eu le temps de passer chez la fleuriste le matin, répondit-il.

— C'est la preuve que vous les choisissez vous-même chaque jour. Pour rien au monde je ne voudrais que votre bouquet arrivât toujours à la même heure, comme un professeur de piano, car je saurais alors que vous l'avez commandé d'avance une fois pour toutes. Ainsi avait fait Lawrence Lefferts, lorsqu'il s'est fiancé avec la pauvre Gertrude.

— Ça leur ressemble, dit Archer, enchanté de cette fine remarque.

Et il se sentit assez sûr de lui-même pour ajouter :

— Quand je vous ai envoyé des muguets hier, j'ai vu quelques belles roses jaunes, et je les ai fait porter à la comtesse Olenska. Ai-je bien fait?

— Comme c'est gentil! Cela lui fait tant de plaisir quand on pense à elle! Ce qui m'étonne, c'est qu'elle n'ait pas parlé de vos roses. Elle a déjeuné avec nous ce matin, et nous a dit que Mr Beaufort lui avait envoyé de magnifiques orchidées et que Mr van der Luyden avait fait venir pour elle de Skuytercliff toute une corbeille d'œillets. Il semble que ce soit nouveau pour elle de recevoir des fleurs. N'en envoie-t-on pas en Europe? Elle trouve que c'est une coutume charmante.

— Mes fleurs auront été éclipsées par celles de Beaufort! songea Archer, légèrement piqué. Puis il se souvint qu'il n'avait pas joint sa carte à l'envoi des roses, et regretta d'en avoir parlé. Il était sur le point de dire : « J'ai été voir votre cousine hier, » mais il hésita. Si Mme Olenska avait passé sa visite sous silence, mieux valait faire comme elle. Tout cela prenait un air de mystère qu'Archer n'aimait qu'à moitié. Pour changer de sujet, il se mit à parler de leur mariage, de leur avenir, et de l'obstination de Mrs Welland à prolonger le temps des fiançailles.

— Rappelez-vous qu'Isabelle et Reggie Chivers ont été fiancés deux ans, Grace et Thorley près d'un an et demi! Et puis, est-ce que nous ne sommes pas très bien comme nous sommes?

C'était la réponse classique de toute jeune fiancée. Archer s'en voulait de la trouver un peu puérile dans la bouche de May, qui avait près de vingt-deux ans. Et il se demandait à quel âge les femmes « bien élevées » commençaient à penser par elles-mêmes.

— Nous pourrions faire beaucoup mieux que d'attendre : être ensemble tout à fait, voyager.

La figure de la jeune fille s'illumina : elle avoua qu'elle adorait les voyages. Mais sa mère ne comprendrait pas qu'on pût désirer ne pas faire comme tout le monde.

— Mais ne pas faire comme tout le monde, c'est justement ce que je veux! insista l'amoureux.

— Vous êtes si original! dit-elle, avec un regard d'admiration.

Une sorte de découragement s'empara du jeune homme. Il sentait qu'il prononçait exactement toutes les paroles que l'on attend d'un fiancé, et qu'elle faisait toutes les réponses qu'une sorte d'instinct traditionnel lui dictait, — jusqu'à lui dire qu'il était original.

— Original? Nous sommes tous aussi pareils les uns aux autres que ces poupées découpées dans une feuille de papier plié. Ne pourrions-nous pas être un peu nous-mêmes, May?

Ils s'étaient arrêtés l'un en face de l'autre, excités par la discussion. May le regardait, les yeux brillant d'admiration.

— Mon Dieu! Vous voulez donc m'enlever?

— Je ne demande pas mieux!

— Comme vous m'aimez, Newland! Je suis si heureuse. Nous ne pouvons pourtant pas agir comme des amoureux de roman, dit-elle en riant.

— Pourquoi pas? Pourquoi pas?

Elle parut un peu contrariée de son insistance. Elle sentait très bien que ce qu'il voulait était impossible, mais visiblement elle ne trouvait pas de raison à lui opposer.

— Je ne suis pas assez forte pour discuter avec vous; mais ne serait-ce pas — comment dire? — « mauvais genre? » suggéra-t-elle doucement.

Elle avait conscience d'avoir énoncé l'argument sans réplique.

— Avez-vous si peur de paraître « mauvais genre? »

— Mais oui, j'en serais fâchée. Et vous aussi, ajouta-t-elle, légèrement piquée.

Il restait silencieux, frappant nerveusement le bout de sa bottine avec sa canne. Il sentait qu'après tout elle avait trouvé le vrai moyen de clore l'incident. Elle reprit, rassurée :

— Vous ai-je dit que j'avais montré ma bague à Ellen? Elle assure qu'elle n'a jamais vu une aussi jolie monture. Il n'y a rien de pareil rue de la Paix. Vous êtes tellement artiste, Newland!..

Le jour suivant, pendant qu'Archer, avant le dîner, fumait un cigare dans la bibliothèque, Janey vint le trouver. Archer, comme presque tous les jeunes gens de son monde, avait fait son droit, et avait maintenant un emploi dans l'étude d'un avocat distingué (1). Il était revenu de l'étude ce jour-là d'assez mauvaise humeur, vaguement déprimé, et obsédé par l'idée que jusqu'à la fin de sa vie il ferait vraisemblablement toujours la même chose à la même heure, et dans le même cadre.

« Monotonie !... monotonie !... » soupira-t-il. Ce mot l'obsédait. En rentrant, ce soir-là, il ne s'était pas arrêté au cercle comme d'habitude. A la vue des grandes fenêtres derrière lesquelles les mêmes figures connues, coiffées des mêmes chapeaux haut-de-forme, se montraient toujours à la même heure, le courage lui avait manqué. Il devinait non seulement ce dont on parlait, mais comment chacun en parlait. Le duc de Saint-Austrey était naturellement le thème principal des conversations ; et sans doute on ne manquerait pas d'épiloguer sur l'apparition, dans la Cinquième avenue, d'une demoiselle aux cheveux teints, dans un petit coupé jaune canari attelé de deux cobs noirs — et Beaufort en porterait la responsabilité. En effet, « ces personnes, » comme on les appelait dans le milieu de Mrs Archer, étaient rares à New-York, et aucune d'elles, jusqu'à présent, n'avait osé se montrer dans sa propre voiture. Aussi, la veille, le coupé jaune ayant croisé l'attelage de Mrs Lovell Mingott, celle-ci avait à l'instant même donné l'ordre à son cocher de rentrer. Dire que cela aurait aussi bien pu arriver à Mrs van der Luyden ! se disaient les douairières en frissonnant d'horreur. Archer croyait entendre Lawrence Lefferts prophétisant la débâcle de la société...

Il leva brusquement la tête à l'entrée de sa sœur, puis, sans faire attention à elle, se replongea dans sa lecture. C'était le *Chastelard* de Swinburne, qu'on venait de lui envoyer de Londres.

Janey s'approcha du bureau chargé de livres, ouvrit un volume des *Contes Drôlatiques*, fit la moue sur le vieux français et soupira :

— Quelles choses sérieuses tu lis !

Elle continuait à rôder autour de lui avec une mine mystérieuse ; énervé par son mutisme, il finit par lui demander :

(1) Aux États-Unis, les avocats s'associent, et cumulent les rôles d'avocats et d'avoués.

— Tu as quelque chose à me dire?

— Oui. Maman est très fâchée.

— Fâchée? Contre qui? A propos de quoi?

— Miss Sophie Jackson sort d'ici. Elle a dit que son frère viendrait après le dîner. Elle n'a pas voulu raconter grand'-chose, son frère le lui a défendu; il veut nous donner tous les détails lui-même. Il est maintenant chez notre cousine van der Luyden.

— Pour l'amour du ciel, ma chère, de quoi s'agit-il? Il faudrait être le bon Dieu pour comprendre tes énigmes.

— Allons, Newland, ne plaisante pas; maman a déjà assez de chagrin que tu n'ailles pas à l'église.

Avec un geste agacé il se replongea dans son livre.

— Newland! Écoute donc. Ton amie Mme Olenska était à la soirée de Mrs Lemuel Struthers hier soir; elle y est allée avec le duc et Mr Beaufort.

A ce nom, une colère irraisonnée s'empara du jeune homme. Il affecta de rire :

— Eh bien? Après? Je savais qu'elle comptait y aller.

Les yeux de Janey sortaient de leurs orbites.

— Comment? Tu le savais, et tu n'as pas essayé de l'empêcher, de l'avertir?

— L'empêcher? L'avertir? — Il rit de nouveau. — Et de quel droit? Ce n'est pas avec la comtesse Olenska que je suis fiancé!

Ces paroles lui sonnèrent étrangement aux oreilles.

— Tu te maries dans sa famille.

— Oh! la famille! la famille! railla-t-il.

— Newland! Est-ce que tu ne te soucies pas de la famille?

— Pas pour un liard!

— Ni de ce que pensera notre cousine van der Luyden?

— Pas pour un centime... si elle a des idées saugrenues de vieille fille.

— Mais, maman n'a pas des idées de vieille fille, dit sa sœur d'un air pincé.

Il aurait voulu crier : « Si! elle en a, et aussi les van der Luyden, et nous tous, dès que la réalité nous effleure. » Mais il vit le long et doux visage de Janey s'assombrir et il regretta la peine inutile qu'il venait de lui infliger.

— Tant pis pour la comtesse Olenska! Ne fais pas la sotte, ma petite Janey! Je ne suis pas le tuteur de la belle Ellen!

— Non; mais tu as demandé aux Welland d'avancer l'annonce de tes fiançailles, afin que nous puissions la soutenir; et c'est seulement pour faire plaisir à maman que la cousine Louisa l'a invitée à dîner.

— Eh bien! Quel mal y avait-il à l'inviter? C'était la plus jolie femme du salon; grâce à elle, le dîner a été un peu moins morne que ne le sont en général les banquets van der Luyden.

— Tu sais que cousin Henry l'a invitée pour te faire plaisir, que c'est lui qui a obtenu de notre cousine de la recevoir; et maintenant les voilà si bouleversés en apprenant qu'elle est allée chez Mrs Struthers, qu'ils retournent à Skuytercliff dès demain. Je crois, Newland, que tu feras bien de descendre au salon. Tu sembles ne pas comprendre ce que maman éprouve.

Newland trouva sa mère dans le salon, penchée sur son métier. Elle leva sur lui un regard troublé, et demanda :

— Janey t'a dit?

— Oui. — Il sourit. — Mais je ne trouve pas que ce soit très sérieux.

— Le fait d'avoir froissé nos cousins?

— Le fait qu'ils puissent se sentir froissés parce que la comtesse Olenska a été chez une femme qu'ils trouvent commune!

— Ils ne sont pas seuls de cet avis.

— Eh bien! oui, d'accord, elle est commune; mais on fait chez elle de la bonne musique, et ses réceptions du dimanche apportent une distraction à des gens qui meurent d'ennui.

— De la bonne musique? Tout ce que je sais, c'est qu'il y avait chez elle, dimanche dernier, une créature qui est montée sur la table, et qui a chanté des choses comme celles qu'on chante dans les endroits où tu vas à Paris. On a fumé, et bu du champagne.

— Eh bien, après? Tout cela est arrivé, et le monde continue à tourner.

— Je ne suppose pas, mon enfant, que tu défendes sérieusement la manière française de passer le dimanche?

— Je vous ai souvent entendu, maman, vous plaindre de la tristesse maussade des dimanches à Londres, quand nous y étions!

— New-York n'est ni Paris, ni Londres.

— Ah, fichtre non! soupira Archer.

— Tu veux dire sans doute que notre société est moins amu-

sante que celle des villes d'Europe? Peut-être as-tu raison; mais nous sommes d'ici, et, quand on vient parmi nous, on doit respecter nos habitudes. Ellen Olenska surtout, puisqu'elle est revenue dans son pays pour échapper à la vie dissipée des sociétés plus brillantes.

Newland ne répondant pas, sa mère s'aventura à dire, après un moment de silence :

— Je vais mettre mon chapeau, et te demanderai de m'accompagner chez Louisa. Je veux la voir un instant avant le dîner.

Archer fronça le sourcil, mais elle insista, conciliante :

— J'ai pensé que tu pourrais lui expliquer ce que tu viens de me dire : que la société à l'étranger est différente, qu'on y est moins collet-monté, que la comtesse Olenska n'a peut-être pas cru froisser mes sentiments. Ce serait, tu sais, mon chéri, ajouta-t-elle avec une inconsciente habileté, dans l'intérêt même de Mme Olenska.

— Chère maman, je ne vois vraiment pas en quoi cette affaire nous regarde. Le duc a mené Mme Olenska chez Mrs Struthers? Le fait est qu'il était venu voir Mme Olenska avec Mrs Struthers. J'étais là. Si les van der Luyden veulent se disputer avec quelqu'un, le véritable coupable est sous leur toit.

— Se disputer?... Newland! Quelle expression! Notre cousin, se disputer? Et puis, le duc est un étranger, et leur hôte. Les étrangers ne connaissent pas nos habitudes. Comment les connaîtraient-ils? Tandis que la comtesse Olenska est une New-Yorkaise, et devrait avoir égard aux sentiments de New-York.

— Eh bien, puisqu'il leur faut une victime, je vous permets de leur livrer la comtesse Olenska, s'écria Archer. Je ne me soucie pas du tout de m'offrir en holocauste pour expier les crimes de Mme Olenska.

— Naturellement tu es tout entier du côté Mingott, répondit la mère d'un ton qui trahissait son irritation intérieure.

Le maître d'hôtel ouvrit les portières du salon et annonça : « Monsieur Henry van der Luyden. »

Mrs Archer piqua son aiguille et repoussa sa chaise d'un geste nerveux.

— Une autre lampe, ordonna-t-elle au domestique, pendant que Janey se penchait sur sa mère pour lui rajuster son bonnet de dentelle.

Mr van der Luyden apparut sur le pas de la porte, et Newland Archer s'avança pour le recevoir.

— Nous parlions justement de vous, mon cousin, dit-il.

Mr van der Luyden sembla déconcerté par ces paroles. Il retira son gant pour serrer la main des dames, et lissa son haut-de-forme avec un peu d'embarras, pendant que Janey avançait un fauteuil.

Archer continua en souriant :

— Et de la comtesse Olenska...

Mrs Archer pâlit.

— Une femme charmante ! Je sors de chez elle, dit Mr van der Luyden, rasséréné.

Il s'assit, déposa ses gants et son chapeau à côté de son fauteuil, selon le vieil usage, et continua :

— Elle a un véritable don pour arranger les fleurs. Je lui avais envoyé quelques œillets de Skuytercliff, et j'ai été émerveillé de la façon dont elle les a groupés. Au lieu de les masser en gros bouquets comme notre jardinier-chef, elle les avait dispersés, je ne saurais pas dire comment. Le duc m'avait prévenu ; il m'avait dit : « Allez voir avec quel goût elle a meublé son salon ! » Et c'est vrai. J'aurais bien voulu lui mener Louisa, si le quartier n'était pas si bohême.

A vrai dire, poursuivit Mr van der Luyden, appuyant sur son pantalon gris sa main décolorée, alourdie par la grande bague du Patroon, à vrai dire, j'étais allé la remercier du mot charmant qu'elle m'avait écrit à propos de mes fleurs, et aussi, — mais ceci entre nous, — pour lui donner un avertissement amical sur l'inconvénient de se faire mener dans le monde par le duc. Je ne sais pas si vous en avez entendu parler.

Mrs Archer prit un air naïf :

— Le duc l'a-t-il menée dans le monde ?

— Eh, oui ! Vous savez ce que sont ces grands seigneurs anglais ; tous les mêmes. Louisa et moi aimons beaucoup notre cousin, mais on ne peut s'attendre à ce que des gens habitués à la vie des cours tiennent compte de nos petites distinctions républicaines. Le duc va où il s'amuse.

Mr van der Luyden fit une pause, mais personne ne prit la parole. — Il l'a menée, paraît-il, hier soir chez Mrs Lemuel Struthers. Sillerton Jackson est venu tout à l'heure nous raconter cette sotte histoire, et Louisa en a été un peu troublée. J'ai

pensé que le plus court serait d'aller tout droit chez Mme Olenska et de lui expliquer, très amicalement, ce que nous pensons à New-York. Il m'a semblé que je le pouvais sans indiscrétion, car le soir où elle a dîné chez nous, elle m'avait laissé entendre qu'elle accepterait mes conseils avec quelque gratitude. Et c'est ce qu'elle a fait.

Mr van der Luyden regarda autour de lui. A défaut d'un air de satisfaction que ne pouvait revêtir un visage aussi distingué, il eut un sourire de sereine bienveillance, que le visage de Mrs Archer se fit un devoir de refléter.

— Comme vous êtes bons tous les deux, mon cher Henry! Newland sera particulièrement touché de ce que vous avez fait là pour lui et la chère May.

Elle jeta un regard à son fils, qui dit aussitôt :

— Je vous suis très reconnaissant, mon cousin ; mais j'étais sûr que Mme Olenska vous plairait.

Mr van der Luyden le regarda avec une extrême affabilité.

— Je n'invite jamais chez moi, mon cher Newland, les gens qui ne me plaisent pas. Je viens de le dire à Sillerton Jackson. — Puis, ayant jeté un coup d'œil à la pendule, il se leva et ajouta : — Mais Louisa m'attend. Nous dînons de bonne heure pour mener le duc à l'Opéra.

Quand les portières se furent refermées sur leur cousin, le silence tomba sur la famille Archer.

— Bonté du ciel! Que tout cela est romanesque! finit par s'écrier Janey.

Personne n'avait jamais su ce que voulaient dire ses brusques sorties, et sa famille avait depuis longtemps renoncé à y rien comprendre. Mrs Archer secoua la tête en soupirant.

— Espérons que tout tournera pour le mieux, dit-elle, d'un ton qui signifiait visiblement le contraire. — Newland, il faut que tu restes à la maison pour voir Sillerton Jackson quand il viendra ce soir. Je ne saurais vraiment que lui dire.

— Ma pauvre maman! Mais il ne viendra pas, dit son fils en riant, et en se penchant pour poser un baiser sur le front inquiet de sa mère.

XI

Environ quinze jours plus tard, Archer, assis, inoccupé et distrait, devant son bureau du cabinet « Letterblair,

Lamson et Low, » avocats à la cour, fut demandé par Mr Letterblair.

Le vieux Mr Letterblair, le conseil accrédité de la haute société de New-York depuis trois générations, trônait derrière son bureau d'acajou en proie à une évidente perplexité. Le voyant caresser ses favoris blancs, passer ses doigts dans ses cheveux en broussaille au-dessus de ses gros sourcils froncés, son jeune associé le comparait, peu respectueusement, au médecin de famille auprès d'un malade dont les symptômes se refusent à tout diagnostic.

— Cher monsieur, — Mr Letterblair, très cérémonieux, disait toujours « monsieur » à son jeune associé, — je vous ai fait demander à propos d'une petite affaire, une affaire dont, pour le moment, je préfère ne pas parler à Mr Lamson ni à Mr Low. Il se renversa sur sa chaise, le front ridé. — Pour des raisons de famille, continua-t-il. Archer leva la tête. — La famille Mingott, dit Mr Letterblair, avec un sourire significatif et en s'inclinant. Mrs Manson Mingott m'a fait demander hier. Sa petite-fille, la comtesse Olenska, désire plaider en divorce contre son mari. Certains documents m'ont été remis. — Il s'arrêta et tapota sur son bureau. — En raison de vos projets d'alliance avec la famille, je voudrais vous consulter, étudier le cas avec vous, avant d'aller plus loin.

Archer sentit le sang lui monter au visage. Depuis sa visite à la comtesse Olenska, il ne l'avait vue qu'une fois, à l'Opéra, dans la loge des Mingott. Et, dans cet intervalle, l'image de la jeune femme s'était atténuée dans son esprit, tandis que May Welland y reprenait légitimement le premier plan. Il n'avait pas entendu parler du divorce de Mme Olenska depuis l'allusion faite en passant par Janey, et dont il n'avait tenu aucun compte. Théoriquement, il était presque aussi hostile que sa mère à l'idée du divorce et il en voulait à Mr Letterblair (sans doute poussé par la vieille Catherine Mingott) de se montrer ainsi disposé à le mêler à l'affaire. Les hommes de la famille étaient assez nombreux, et lui-même n'était pas encore un Mingott.

Il attendit que son chef continuât. Mr Letterblair ouvrit un tiroir et en tira une liasse de papiers.

— Si vous voulez parcourir ces documents ?...

Archer s'en défendit :

— Excusez-moi, monsieur, mais précisément à cause de mes

projets d'alliance, je préfère que vous consultiez Mr Low ou Mr Lamson.

Mr Letterblair parut surpris et légèrement froissé. Généralement un jeune associé ne rejetait par de telles ouvertures. Il s'inclina.

— Je respecte votre scrupule, monsieur; mais, dans le cas présent, je crois que la vraie délicatesse vous oblige à faire ce que je vous demande. La proposition, du reste, ne vient pas de moi, mais de Mrs Manson Mingott et de son fils. J'ai vu Lovell Mingott, et aussi Mr Welland ; ils vous ont tous désigné.

Archer eut un mouvement d'irritation. Depuis quinze jours il s'était laissé porter par les événements. La beauté, le charme de May lui avaient fait oublier la pression des chaînes Mingott. Le commandement de la vieille Mrs Mingott lui rappela tout ce que le clan se croyait en droit d'exiger d'un futur gendre: il se rebiffa.

— C'est l'affaire de ses oncles.

— Ses oncles s'en sont occupés : la question a été examinée par la famille. Tous sont opposés au désir de la comtesse, mais elle tient ferme, et insiste pour avoir un avis juridique.

Le jeune homme gardait le silence. Il n'avait pas ouvert le paquet qu'il tenait toujours à la main.

— Est-ce qu'elle veut se remarier?

— On le suppose; mais elle le nie.

— Alors ?

— Vous m'obligerez, Mr Archer, en parcourant d'abord ces papiers. Ensuite, quand nous aurons examiné la question ensemble, je vous dirai mon opinion.

Archer sortit, emportant à contre-cœur les documents. Depuis leur dernière rencontre, les circonstances l'avaient aidé à se libérer de la pensée de Mme Olenska. Les instants passés au coin de la cheminée les avaient amenés à une intimité momentanée, que l'arrivée du duc de Saint-Austrey, pilotant Mrs Lemuel Struthers, et si bien accueilli par la comtesse, avait interrompue assez à propos. Deux jours plus tard, Archer avait assisté à la comédie de la rentrée en grâce de la jeune femme auprès des van der Luyden. Il s'était dit, avec une pointe d'aigreur, qu'une femme, qui, par ses remerciements à propos d'un bouquet de fleurs, avait su toucher le vieux et important personnage qu'était Mr van der Luyden, n'avait nul besoin, ni des consola-

tions, ni de l'appui moral d'un jeune homme d'aussi petite envergure que lui, Newland Archer.

Ces considérations ironiques rendaient quelque lustre aux ternes vertus domestiques. Impossible d'imaginer May Welland étalant ses affaires privées et répandant ses confidences parmi des étrangers! Jamais elle ne lui sembla plus fine et plus charmante que dans la semaine qui suivit. Il s'était même résigné aux longues fiançailles, depuis qu'elle avait trouvé à lui opposer un argument qui l'avait désarmé. « Vous savez que vos parents vous ont toujours cédé depuis votre enfance, » avait-il dit. Elle, avec son clair regard, lui avait répondu : « C'est bien pour cela qu'il me serait dur de leur refuser la dernière chose qu'ils aient à me demander, avant que je ne les quitte. » C'était la note du vieux New-York : c'était celle qu'il aimerait toujours à retrouver chez sa femme.

Les documents dont il prit connaissance ne lui apprirent pas grand'chose, mais le plongèrent dans un courant d'idées pénibles. C'était un échange de lettres entre l'avocat du comte Olenski et l'étude parisienne à laquelle la comtesse avait confié la défense de ses intérêts financiers. Il y avait aussi une courte lettre du comte à sa femme. Après l'avoir lue, Archer se leva, serra les papiers dans leur enveloppe et rentra dans le bureau de Mr Letterblair.

— Voici les lettres, monsieur. C'est entendu, je verrai la comtesse Olenska, dit-il, d'une voix nerveuse.

— Je vous remercie, Mr Archer. Êtes-vous libre ce soir? Venez dîner; nous causerons ensuite, pour le cas où vous voudriez voir notre cliente dès demain.

Newland Archer rentra directement chez lui. C'était une soirée d'une lumineuse transparence : une lune jeune et candide montait au-dessus des toits. Archer voulait imprégner son âme de cette pure splendeur, et ne parler à personne jusqu'au moment de son rendez-vous avec Mr Letterblair. Depuis la lecture des lettres, il avait compris qu'il fallait qu'il vît lui-même Mme Olenska, afin d'éviter que les secrets de la jeune femme ne fussent exposés devant d'autres. Une grande vague de compassion avait eu raison de son indifférence. Ellen Olenska se présentait à lui comme une créature malheureuse et sans défense, qu'il fallait, à tout prix, empêcher d'entreprendre une lutte dont elle ne sortirait que plus meurtrie.

Elle avait dit que Mrs Welland désirait qu'elle passât sous silence tout ce qu'il pouvait y avoir de « pénible » dans son passé. — L'innocence de New-York n'était-elle donc qu'une simple attitude? Sommes-nous des pharisiens? se demanda Archer. Pour la première fois, il fut amené à réfléchir sur les principes qui l'avaient jusque-là dirigé. Il passait pour un jeune homme qui ne craignait pas de se compromettre : son flirt avec cette pauvre petite Mrs Thorley Rushworth lui avait donné quelque prestige romanesque. Mais Mrs Rushworth était de la catégorie des femmes un peu sottes, frivoles, éprises de mystère : le secret et le danger d'une intrigue l'avaient plus intéressée que les mérites de celui qui avait été son amant. Newland avait beaucoup souffert de cette constatation : il y trouvait, maintenant, presque un soulagement. L'aventure, en somme, ressemblait à celles que les jeunes gens de son âge avaient tous traversées, et dont ils étaient sortis la conscience calme, convaincus qu'il y a un abîme entre les femmes qu'on aime d'un amour respectueux et les autres. Ils étaient encouragés dans cette manière de voir par leurs mères, leurs tantes et autres parentes : toutes pensaient comme Mrs Archer que, dans ces affaires-là, les hommes apportent sans doute de la légèreté, mais qu'en somme la vraie faute vient toujours de la femme.

Archer commença à soupçonner que, dans la vie compliquée des vieilles sociétés européennes, riches, oisives, faciles, les problèmes d'amour étaient moins simples, moins nettement catalogués. Il n'était sans doute pas impossible d'imaginer, dans ces milieux indulgents, des cas où une femme sensible et délaissée se laisserait entraîner par la force des circonstances à nouer un de ces liens que la morale réprouve.

Arrivé chez lui, il écrivit un mot à la comtesse Olenska pour lui demander à quelle heure elle pourrait le recevoir le lendemain. Elle répondit que, partant le lendemain matin pour Skuytercliff, jusqu'au dimanche soir, elle ne pourrait l'attendre que le jour même; il la trouverait seule après-dîner. Archer sourit en pensant qu'elle finirait la semaine dans la majestueuse solitude de Skuytercliff, mais aussitôt après, il se dit que, là plus qu'ailleurs, elle souffrirait de se trouver parmi des gens résolument fermés à tout ce qui est « pénible. »

Il arriva à sept heures chez Mr Letterblair, heureux d'avoir un prétexte pour se rendre libre aussitôt après le dîner. Il s'était

fait une opinion personnelle d'après les documents qui lui avaient été confiés, et il ne tenait pas spécialement à la communiquer à son chef. Mr Letterblair était veuf : ils dînèrent seuls dans une pièce sombre, sur les murs de laquelle on voyait des gravures jaunies représentant « La mort de Chatham » et « Le Couronnement de Napoléon. » Sur le buffet, entre de beaux coffrets cannelés du XVIIIe siècle, se trouvait une carafe de Haut-Brion et une autre du vieux porto des Lanning (don d'un client). Le prodigue Tom Lanning avait déconsidéré sa famille en vendant sa cave un an ou deux avant sa mort mystérieuse et suspecte à San Francisco. Ce dernier incident avait été moins humiliant pour les siens que la vente de sa cave.

Après un potage velouté aux huîtres, on servit une alose aux concombres, suivie d'un dindonneau entouré de beignets de maïs, auquel succèda un canard sauvage avec une mayonnaise de céleris et de la gelée de groseille. Mr Letterblair, qui déjeunait de thé et d'une sandwich, dînait copieusement et sans hâte ; il insista pour que son hôte fît de même. La nappe enlevée, les cigares s'allumèrent, et Mr Letterblair, se renversant sur sa chaise, poussa le porto vers Archer. Chauffant son dos au feu, il dit :

— Toute la famille est contre le divorce, et je crois qu'elle a raison.

Archer se sentit immédiatement d'un avis opposé.

— Pourtant, si jamais un cas s'est présenté...

— Qu'y gagnerait-elle ?... *Elle* est ici, *il* est là ; l'Atlantique est entre eux. Elle ne retrouvera pas un dollar de plus que ce qu'il lui a rendu volontairement. Les clauses de cet abominable contrat français y ont mis bon ordre. A tout prendre, Olenski a agi généreusement. Il pouvait la renvoyer sans un sou.

Le jeune homme le savait : il resta silencieux.

— Il paraît, cependant, continua Mr Letterblair qu'elle n'attache pas d'importance à l'argent; alors, comme le dit la famille, pourquoi ne pas laisser les choses comme elles sont?

Quand Archer était arrivé chez Mr Letterblair il était en parfait accord de vues avec lui ; mais, dans la manière dont ce vieillard égoïste, bien nourri, suprêmement indifférent, exposait la question, il croyait entendre la voix pharisaïque de la société, ne songeant qu'à se barricader contre tout ce qui pouvait être « pénible. »

— Il me semble que c'est à la comtesse Olenska de décider, dit-il sèchement.

— Hum!... Avez-vous pensé aux conséquences, si elle se décidait pour le divorce?

— Vous voulez dire la menace de son mari?... De quel poids peut-elle être?... Simple vengeance d'un mauvais drôle.

— S'il se défendait sérieusement, il pourrait sortir des choses pénibles.

— *Pénibles!...* dit Archer avec ironie.

Mr Letterblair le regarda d'un air étonné et le jeune homme, renonçant à faire comprendre sa pensée, acquiesça par un signe de tête, pendant que son chef continuait :

— Un divorce est toujours une chose pénible. Vous en convenez?

— En effet... dit Archer.

— Alors, je compte sur vous, les Mingott comptent sur vous, pour user de votre influence sur Mme Olenska et la détourner de ce projet.

Archer hésita.

— Je ne puis m'engager avant d'avoir vu la comtesse Olenska.

— Mr Archer, je ne vous comprends pas. Voulez-vous vous marier dans une famille qui est sous le coup d'un scandale?

— Je ne vois pas que mon mariage ait rien à faire là-dedans.

Mr Letterblair déposa son verre de porto et regarda son jeune associé d'un air inquiet. Archer comprit que Mr Letterblair allait peut-être lui retirer l'affaire. Mais maintenant que la cause lui avait été confiée, il prétendait la garder; et il s'appliqua à rassurer le méthodique vieillard qui représentait la conscience légale des Mingott.

— Vous pouvez être sûr, monsieur, que je ne m'avancerai pas avant de vous en avoir référé. Je voulais seulement dire que je préférerais réserver mon jugement jusqu'à ce que j'aie entendu Mme Olenska.

Mr Letterblair approuva de la tête une discrétion digne de la meilleure tradition de New-York, et le jeune homme, prétextant un engagement, prit congé.

EDITH WHARTON.

(La troisième partie au prochain numéro.)

QUELQUES SCÈNES
DU DRAME HELLÉNIQUE [1]

(Juin-Décembre 1916)

II. — DE JUIN A OCTOBRE

I

Peu de temps après son arrivée à Athènes, l'attaché naval de France, le capitaine de frégate de Roquefeuil, avait été reçu par le Roi. Dans cette audience, la mentalité du souverain se révèle sous les formes les plus significatives et son ressentiment contre les Alliés se traduit par une suite de protestations tendant à démentir certains faits dont ils l'accusent. Ses mensonges saisis sur le vif par l'attaché naval mettent celui-ci en défiance et, par la suite, le souvenir qu'il en garde nous aide à comprendre son attitude envers le prince à la loyauté duquel il ne veut plus croire. Constantin se défend d'abord de ravitailler les sous-marins allemands dans les eaux de la Grèce. « Vous savez très bien, dit-il, que les sous-marins se ravitaillent en Asie-Mineure. » L'attaché naval ayant objecté que l'avant-veille, un sous-marin a coulé un bâtiment près de Salonique, c'est-à-dire dans les eaux territoriales grecques, le Roi reconnaît que la chose est possible, qu'il se peut que les sous-marins se rapprochent des côtes pour se ravitailler en vivres et qu'ayant rencontré un navire, ils l'aient coulé ; mais on ne trouvera aucune preuve de la complicité de la Grèce.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

Copyright by Ernest Daudet, 1920.

En passant, il se plaint du service de renseignements organisé par les Anglais. « Il est dirigé, dit-il, par une espèce de romancier à la *Scherlock Holmes* qui s'appelle Mackensie ; c'est pour répondre à ce service de sûreté anglais que les Allemands ont créé le leur. » Cette affirmation était fausse, celui des Allemands existait avant celui des Anglais et s'était donné pour but d'abattre le parti vénizéliste, de détruire la liberté d'action des Alliés, autrement dit de violer la neutralité de la Grèce. L'entretien s'engagea ensuite sur la police grecque ; l'attaché naval insinua qu'il s'y trouvait des agents allemands, ou tout au moins des policiers grecs qui parlaient la langue germanique. « C'est possible, répliqua le Roi, de même qu'il y a des Grecs qui portent des noms allemands. J'ai connu un colonel qui s'appelle Hoffmann et qui ne sait pas un mot de cette langue. » L'affirmation n'était pas heureuse ; elle était le contraire de la vérité et M. de Roquefeuil put en fournir la preuve sur-le-champ. — « J'en connais un, moi aussi, dit-il, qui porte le même nom et qui, j'en donne l'assurance à votre Majesté, est arrivé en droite ligne de Berlin, j'ai même son adresse, il habite au Pirée. » Pris en flagrant délit de mensonge, le Roi répondit froidement : « Je ne le connais pas. » Il mentait de nouveau pour couvrir sa retraite.

A mesure que cette conversation se déroulait, il s'excitait de plus en plus. « Les Alliés commencent à m'agacer, s'écria-t-il tout à coup ; ils ont vis-à-vis de moi des procédés que je ne peux admettre, je ne suis pas un enfant à qui l'on donne une tape sur la joue, et qu'on met dans un coin jusqu'à ce qu'il soit sage. Quand on me marche sur le pied, je gueule (*sic*). Vous aviez pour vous les neuf dixièmes de ma population ; aujourd'hui vous n'avez presque plus personne, parce que l'Entente ne sait pas ce qu'elle veut et qu'elle agace le pays par ses piqûres d'épingles. — Mais alors, Sire, que doivent faire les Alliés? Peut-être votre Majesté préférerait-elle qu'ils aient un plan d'ensemble et qu'ils en discutent avec ses ministres les conséquences et les conditions. — Certainement, cela vaudrait mieux. » Il oubliait que les Puissances avaient déjà proposé au Cabinet grec de faire un bloc de toutes les difficultés pour les résoudre toutes à la fois et qu'il avait toujours refusé de se prêter à ce procédé. La mauvaise foi de Constantin éclatait dans son langage ; c'est en vain qu'il s'efforçait de la dissimuler sous des

expressions de colère et de violence. « Je ne suis ni pour les Allemands, ni pour les Français, ni pour les Anglais, bien que je préfère les Anglais et que Paris m'ait laissé le plus charmant souvenir. Je suis pour les Grecs et je veux que vous cessiez d'abuser de mon pays. Si je vous parle ainsi, c'est pour qu'on sache ce que je pense. M. Briand s'est fait de la Grèce une idée absolument fausse ; il a orienté l'opinion publique vers ses conceptions. Tout ce qui est favorable à son opinion trouve en France une large publicité ; tout ce qui y est contraire est arrêté par la censure, et c'est pourquoi je ne puis me défendre contre l'opinion malveillante que le public français a de moi. J'en vois tous les jours des preuves. Ainsi, ces jours derniers, je lisais dans un journal que l'armée d'Orient craignait d'être attaquée par les Grecs. Eh bien! l'armée grecque est ma propriété ; elle obéira à tous les ordres que je lui donnerai et vous vous faites une illusion si vous croyez le contraire. Or, j'ai donné ma parole d'honneur de Roi que l'armée grecque n'attaquerait jamais l'armée d'Orient. Pourquoi continue-t-on à laisser circuler le bruit contraire ? Vous, qui êtes militaire, vous ne pouvez pas ne pas comprendre qu'à cette heure la diplomatie s'époumonne en vain parce qu'elle a la prétention de diriger les événements, alors que ce sont les armes qui doivent le faire. » Il y eut un silence ; puis le Roi reprit sur un ton adouci : « Voyez tous les Rois qui sont aujourd'hui en exil : le roi de Serbie, le roi des Belges, le roi de Monténégro... Moi je ne veux pas aller en exil. »

A prendre au pied de la lettre le langage que venait de tenir Constantin à l'attaché naval de France, on n'y trouve rien qui en apparence excédât son droit d'être maître chez soi. M. de Roquefeuil n'en eût pas douté, si, dès ce moment, il n'eût déjà recueilli les nombreuses preuves de la duplicité du souverain. N'était-il pas visible que sous l'influence de la Reine, de ses frères, du personnel germanophile de sa cour, et tout en se déclarant neutre, il s'était vendu corps et âme aux Allemands et formait incessamment des vœux pour leur victoire et la défaite des Puissances alliées? M. de Roquefeuil emporta de cette audience sensationnelle la conviction que le Roi ne se rangerait jamais du côté de l'Entente et que c'était une utopie d'espérer le faire évoluer dans ce sens. Tandis qu'il évoquait sans cesse les arguments propres à justifier ses défiances et ses colères

contre les gouvernements alliés, il feignait d'ignorer tout ce qui était de nature à lui montrer la mainmise des Allemands sur lui-même et sur son pays. Tout ce qu'ils lui disaient était pour lui paroles d'Évangile, tout ce que lui disaient les Alliés était sujet à caution. C'est ainsi que l'attaché naval voyait dans le langage du Roi se confirmer tout ce qu'il avait appris depuis son arrivée à Athènes sur les dispositions de ce prince et c'est pour cela que, par la suite, les promesses du gouvernement royal le laisseront incrédule.

Quelques semaines après la remise de la note collective, les engagements pris par Zaïmis le 23 juin étaient pour la plupart éludés. Pour une cause ou pour une autre, ils semblaient oubliés. Fixées au 4 septembre, comme on l'a vu, les élections n'étaient décidées qu'en principe ; le décret de dissolution ne devait venir qu'après que les troupes auraient été démobilisées. Donc, si la Chambre gounariste était prorogée, elle n'était pas dissoute. Elle avait encore une existence légale. Les élections d'ailleurs inquiétaient par avance le parti royaliste ; il redoutait que le général Sarrail imposât par la force les candidats vénizélistes et c'est pour conjurer ce danger que le roi Constantin négociait secrètement à Sofia pour appeler les Bulgares en Grèce, ce qui était un moyen facile de ne pas tenir les promesses de ses ministres. Ou bien les élections auraient lieu, et la présence des Bulgares ferait élire une majorité royaliste, ou bien on déclarerait les élections impossibles à cause de la guerre qui désolait le pays. Ainsi l'ancienne Chambre resterait en fonctions, parce qu'il fallait bien en avoir une ; et ce serait du temps perdu pour l'Entente.

De leur côté, les Vénizélistes n'opposaient pas à ces manœuvres l'activité nécessaire ; ils pratiquaient la tactique des bras croisés. Ils attendaient tout de leur chef et de l'intervention de l'Entente. Vénizélos, enfermé dans sa retraite, gémissait sur les mauvais jours que traversait la Grèce. « Si j'étais resté au pouvoir, disait-il, rien de tout cela ne serait arrivé. » Que n'y était-il resté ?... Cette question venait naturellement sur les lèvres de ses auditeurs ; mais il pouvait rappeler que lorsqu'il avait demandé aux Alliés si, dans le cas où il demeurerait au pouvoir, ils soutiendraient son gouvernement, la réponse avait été négative. Cet état ne pouvait se prolonger ; les Puissances alliées ne le permettraient pas. Mais en attendant,

le Roi et ses complices en prenaient à leur aise avec la Constitution et avec les lois.

A travers ces incidents, on arrivait au 10 juillet. A cette date, deux frères du Roi, les princes André et Nicolas, partaient pour Copenhague, d'où Nicolas irait à Pétrograde et André à Paris. A la fin de l'après-midi qui précéda leur départ, ils se rendirent chez l'ancien ministre Streit, accompagnés du germanophile Métaxas. Ils y trouvèrent Gounaris. On sut par le service des renseignements qu'on avait discuté une à une les clauses du traité gréco-serbe, et que leçon avait été faite aux deux princes pour les mettre en état de justifier à Paris, à Londres et à Pétrograde, le gouvernement royal de s'être refusé à exécuter le traité et à porter secours à la Serbie.

A Copenhague, ils se séparèrent. Tandis que Nicolas se dirigeait vers la Russie, André se mettait en route pour sa destination, avec Métaxas pour compagnon de route. Nicolas s'arrêta à Stockholm. Dans les entretiens qu'il eut avec des hommes politiques, il se plaignit amèrement de l'attitude des Puissances de l'Entente, qui méconnaissaient, déclara-t-il, l'amitié du Roi pour la France et son dévouement à l'Angleterre. Mais ce fut surtout Vénizélos qu'il prit à partie. Il l'accusa de vouloir renverser la monarchie. A Pétrograde, il le qualifia de démagogue, et il s'efforça de démontrer que l'intérêt de la dynastie était mis en péril par l'appui que donnait l'Entente à l'ancien chef du gouvernement.

Pendant ce temps, le prince André arrivait à Paris; il apparut alors clairement qu'en envoyant ses frères dans les pays alliés, le roi Constantin poursuivait un double but : d'une part, il voulait opérer un sondage et savoir si les ministres accrédités à sa cour interprétaient exactement les ordres de leurs gouvernements; d'autre part, il espérait obtenir à Paris le rappel du ministre de France. A ce moment, M. Guillemin s'était rendu à Salonique pour voir le général Sarrail et la presse germanophile insinuait que ce voyage était le prologue de son rappel.

Bientôt après, les deux princes rentraient à Athènes. Il ne semblait pas que la mission de Nicolas à Pétrograde eût modifié les sentiments du gouvernement russe et le bruit courait qu'elle était restée sans résultat; mais à en croire le prince André, la sienne avait mieux réussi. De Paris, il avait envoyé à Constantin pusieurs télégrammes qui n'avaient pas tous été communiqués

à Zaïmis, déclarait ce ministre. Nous ignorerions donc ce qu'ils contenaient, si nous ne pouvions le pressentir en nous rappelant les propos par lesquels le prince André rendait compte au Roi, son frère, des incidents de son voyage, propos qui bientôt ne furent plus un secret pour l'entourage royal et y causèrent une joie exubérante. André racontait qu'il avait été reçu par M. Briand à plusieurs reprises et avec la plus grande cordialité; il se disait convaincu qu'il avait définitivement déconsidéré Vénizélos aux yeux des Alliés et que le rappel du ministre de France à Athènes n'était plus qu'une affaire de jours. Les événements allaient prouver que ces propos étaient illusions et mensonges au moins en ce qui touchait le rappel de M. Guillemin.

Entre temps s'était produit un événement dramatique qui fit de nombreuses victimes, et où le roi Constantin avait failli périr. Un formidable incendie s'était déclaré le 13 juillet, sous l'action d'une chaleur tropicale et d'une sécheresse intense, dans la résidence où la famille royale passait l'été, construite plusieurs années avant par le roi Georges Ier à quelques kilomètres d'Athènes, près du hameau de Tatoï. Sur les hauteurs boisées qui dominent le paysage, de vastes espaces étaient à vendre; il s'en rendit possesseur et, sur ses plans, des jardiniers venus de Copenhague transformèrent cette forêt en un parc somptueux où deux constructions s'élevèrent, dites l'une le château d'été, modeste cottage à l'anglaise, l'autre dite palais d'hiver. Un peu plus tard, le roi compléta son œuvre en élevant une église dont les cryptes sont devenues la sépulture royale. C'est au milieu de ce domaine que le feu avait éclaté dans la matinée. Le soir venu, il avait progressé, malgré la multiplicité des secours. Les Athéniens qui prenaient l'air sur les promenades de la capitale suivaient d'un regard consterné, à travers un épais nuage de fumée, les colorations lointaines qui de plus en plus rougissaient le ciel. Dès le lendemain, les bruits les plus contradictoires circulaient; les journaux racontaient qu'il y avait déjà plus de trois cents morts et que l'incendie, loin de s'arrêter, faisait toujours rage. On racontait aussi que la reine Sophie avait pu s'enfuir avec la petite princesse, grâce au baron de Grancy, attaché naval de la légation d'Allemagne, et à von Falkenhausen, attaché militaire.

Pendant ce temps, le Roi essayait vainement de circonscrire

le feu. A en croire les bruits qui circulaient, il avait fait allumer en face du brasier qui s'étendait de minute en minute un autre foyer dans l'espoir d'opposer au premier une barrière de flammes. Cette manœuvre, loin d'atténuer le sinistre, l'avait aggravé en créant autour de Constantin un cercle embrasé qui menaçait de devenir infranchissable quand le château d'été encore préservé serait atteint, ce qui ne pouvait tarder, les communs commençant à brûler. Il fallait déguerpir au plus vite sous peine de périr.

Le Roi s'élança droit devant lui dans la direction où il croyait voir une issue. Mais à une bifurcation d'allées, il fut arrêté par deux fonctionnaires de sa cour, le capitaine Chryssospatris, chef de sa police privée, et le colonel du génie Dellaporta, chargé de la direction du service des automobiles royales. Germanophiles militants, leur remplacement avait été demandé par les Alliés et, certes, ils ne prévoyaient pas qu'ils allaient avoir à regretter que la protection du prince eût empêché qu'on les expulsât. « Sire, Sire, par ici, crièrent-ils en voyant le Roi. — Non, non, pas par là, répondit une autre voix. » C'était celle d'un caporal qui, tandis que Constantin semblait hésiter, le prit à bras le corps et l'entraîna presque malgré lui dans une autre direction, tandis que Chryssospatris et Dellaporta s'engageaient dans celle qu'ils avaient choisie. Mais ils ne purent aller loin. Aveuglés et étouffés par la fumée, ils tombèrent dans les flammes et lorsqu'on retrouva les deux cadavres, ils étaient carbonisés.

L'incendie ne prit fin que le surlendemain ; il s'arrêta devant la sépulture royale où reposent le roi Georges et son petit-fils, le roi Alexandre, ce qui fut interprété comme un témoignage de la protection céleste. Le palais d'hiver avait échappé aux flammes, mais le château d'été n'existait plus : les dommages occasionnés par le sinistre furent évalués à vingt millions. La forêt, le parc, les serres, le parterre qui étaient, paraît-il, incomparables, avaient été entièrement consumés (1).

(1) Il est intéressant de rappeler que l'une des victimes, le capitaine Chryssospatris, fut remplacé dans ses fonctions par le sous-écuyer de la cour, M. Manos, dont la fille a épousé morganatiquement le roi Alexandre.

II

Des quatre conditions posées à la Grèce par les Puissances alliées dans la note collective du 21 juin et dont le ministre Zaïmis avait promis formellement l'exécution immédiate, c'était la quatrième, celle qui exigeait le remaniement de la police grecque, dont les ministres de l'Entente demandaient le plus impérieusement l'exécution. Or, c'était justement à celle-là que le gouvernement royal se dérobait systématiquement, tout en déclarant qu'il faisait ses efforts pour y satisfaire.

Une première satisfaction avait été donnée à l'Entente par la nomination, au poste de préfet de police, du lieutenant-colonel Zimbrakakis. Il avait remplacé un germanophile avéré et semblait tenir à honneur de remplir loyalement la tâche qui lui était confiée. Mais comme militaire, il allait être atteint au bout de quelques mois par la limite d'âge ; s'il n'était pas nommé colonel, il serait obligé d'abandonner ses fonctions ; et ses adversaires se disaient résolus à empêcher sa promotion au grade supérieur, afin, par ce moyen, de se débarrasser de lui. Cette situation était une cause de faiblesse et ne lui permettait pas d'user de toute son autorité pour obtenir une entière obéissance à ses ordres. S'il en était ainsi dans un service dont le chef était favorable aux gouvernements alliés, c'était bien pire dans d'autres services dont les chefs leur étaient hostiles.

La multiplicité des polices existant en Grèce aggravait cet état de choses. Il y avait la police du ministère de l'Intérieur ; il y avait la police de l'État-major ; il y avait la police du palais ; il y en avait plusieurs autres plus ou moins dissimulées, celles de provinces notamment et que leur nombre et le mystère dont elles s'enveloppaient rendaient en quelque sorte impénétrables tant tout y était confus et embrouillé. Les changements et le mutations qui s'opéraient dans ces divers groupes ne paraissaient pas toujours au *Journal officiel*, et, quand ils y paraissaient, cela ne voulait pas dire que le fait était accompli. C'est donc avec raison que les ministres de l'Entente se plaignaient d'un manquement important à la parole donnée et qu'une fois de plus ils étaient conduits à penser qu'ils n'obtiendraient rien du gouvernement royal, si ce n'est en montrant la force, c'est-à-dire en recourant à la démonstration navale à

laquelle on avait si malheureusement renoncé le 21 juin.

A travers ce déchaînement d'intrigues souterraines, par lequel la cour d'Athènes essayait encore de duper les Puissances alliées que leur aveuglement et leur crédulité avait empêché de voir le péril qui les menaçait, il est consolant d'entendre M. Jean Guillemin le leur dénoncer avec une lucidité persuasive et crever le ballon allemand dont Constantin s'est fait l'aéronaute pour asservir son royaume au profit des Hohenzollern.

« Il n'y a que deux hommes en Grèce, le Roi et M. Vénizélos, écrit le ministre de France dans une dépêche à M. Briand. Le premier est le champion des Allemands, le second est le nôtre. Que nous le voulions ou non, dans ce pays devenu un champ de bataille diplomatique, la victoire du parti vénizéliste aux prochaines élections sera notre victoire, sa défaite sera notre défaite. Je ne nie pas qu'en dehors de ce parti, il n'y ait des hommes qui aiment sincèrement la France, tel M. Zaïmis, par exemple; mais ils n'existent pas à l'état de groupement politique, de force utilisable au profit de notre cause.

« Ce n'est pas là seulement ma conviction personnelle, c'est l'avis unanime de tous ceux qui m'entourent. Il me sera peut-être permis d'ajouter que ce n'est pas non plus, comme on l'a dit souvent, un préjugé, une idée préconçue; je n'y suis arrivé qu'après avoir épuisé tous les efforts pour trouver un terrain d'entente avec le Roi, avec les personnes de son entourage, avec des hommes comme M. Streit, le général Dousmanis, M. Stratos, même les Skouloudis, Gounaris et Rallys, chez lesquels je n'ai jamais rencontré, sous une obséquiosité de surface, que le désir ardent de la victoire allemande.

« Après la guerre, il se peut que nous ayons intérêt à changer de politique en Grèce, mais actuellement nous ne devons pas y favoriser nos ennemis. Si nous nous laissions duper par l'apparence de leur repentir tardif, fruit d'une salutaire terreur, nous les retrouverions demain dressés devant nous, l'outrage et la calomnie à la bouche, comme ils l'ont été pendant ces neuf mois, où, en dehors du parti vénizéliste, aucune voix ne s'est jamais élevée en notre faveur dans ce pays trompé, trahi, vendu et livré peu à peu sous nos yeux aux Allemands, aux Bulgares et aux Turcs par la complicité expresse ou tacite de ceux qui nous demandent aujourd'hui de nous fier à leur amitié. »

C'est le 6 août que ce langage si précis, si clair, si lumineux était tenu au gouvernement de la République par son représentant en Grèce. A ce même moment, le roi Constantin allait se rendre coupable d'une trahison envers l'Entente et d'un crime pire encore envers ses sujets.

A la mi-août, le Cabinet hellénique recevait à l'improviste la nouvelle de l'avance des Germano-Bulgares sur Cavalla. C'était le renouvellement de ce qu'on avait vu se produire au mois de mai précédent, lors de l'occupation du fort de Rupel. A cette époque, Skouloudis, — qui était encore président du Conseil, — avait prétendu que l'apparition des Bulgares était tout à fait inattendue et que la Grèce neutre ne pouvait moins faire que de leur livrer le fort. Mais les ordres donnés dès le 9 mars par le ministre de la Guerre aux commandants des 3e et 4e corps d'armée des places de Salonique et de Cavalla, et de la gendarmerie de Macédoine, infligent à cette affirmation le démenti le plus formel.

A cette date, ce ministre écrit :

« En cas d'invasion d'armées ennemies, nous ordonnons aux troupes de couverture d'évacuer les forts et de se replier sur l'emplacement de leur régiment, en emmenant avec elles leur matériel. » Il indique en même temps l'itinéraire que suivra probablement l'invasion, cette invasion à laquelle, dit-il, il ne s'attendait pas. Il ajoute : « A la question relative à l'attitude à observer si les Bulgares ne sont pas accompagnés par les Allemands, je réponds que la chose est impossible; mais si le cas se produit, éviter tout engagement et demander des ordres. »

Le 27 avril/10 mai, l'événement se produit : « Si les Allemands ou les Bulgares insistent pour pénétrer, — pour des raisons d'ordre défensif, — sur notre territoire, retirez-vous. Agissez avec les Bulgares d'une manière amicale. » Le 13/26 mai, ces ordres sont confirmés, et, après que la garnison du fort, dont le patriotisme s'étonne d'être obligé de s'y soumettre, a tiré déjà quelques coups de canon, elle est obligée de cesser toute résistance.

Veut-on une autre preuve des accords antérieurs? La voici, et celle-là est décisive : « Déclarez aux Germano-Bulgares que la gare de Sidaro Kastron n'est pas comprise dans les accords avec les gouvernements allemand et bulgare. Qu'ils attendent donc le résultat des négociations. » Le procès-verbal dressé le 14/27 mai, après la reddition du fort, n'est pas moins signi-

ficatif : « Le commandant du fort, Johannis Mavroudis, a livré le fort à la cavalerie allemande, capitaine Thiel, ainsi que le matériel suivant : 2 canons de 15 centimètres, 2 canons de 7 cinq avec 800 coups, 1 200 000 cartouches de fusils, 500 décimètres de poudre, 350 décimètres de sucre, 150 décimètres de beurre. »

Quelques jours plus tard, la 5e division annonçait au gouvernement royal que les Bulgares maltraitaient les populations, bâtonnaient et chassaient les gendarmes, foulaient aux pieds le drapeau grec. Le chef d'État-major, Dousmanis, répondait : « Les faits en question regardent les gouvernements qui ont pris des mesures et ne sont pas inquiets, et non pas les armées. Évitez tout frottement. »

Le 7/20 août, la situation affectait le même caractère qu'au mois de mai. Lorsque la 6e division de l'armée grecque avait voulu empêcher, en collaboration avec l'armée française, l'occupation de Serrès par les Bulgares, le commandant de ce corps, lieutenant-colonel Hatsopoulos, envoyait de Cavalla l'ordre suivant : « Le gouvernement interdit toute résistance aux Bulgares. J'interdis absolument toute action commune avec les Français. Évacuez Serrès et acheminez-vous sur Eleuthérès. » Et le 25 août : « Laissez aux Bulgares la route circulaire des forts. Les Bulgares doivent être laissés libres de creuser tous ouvrages de défense. » Trois jours plus tard, les Bulgares demandaient l'occupation de Cavalla et l'éloignement de la garnison grecque à l'intérieur, ce qui leur était aussitôt accordé. Il est donc prouvé que le plan qui s'exécutait avait été dressé depuis longtemps, et que le gouvernement royal y avait prêté les mains.

En occupant Florina, les Bulgares rouvraient les voies de communication et de ravitaillement avec la Serbie et l'Allemagne, alors que depuis longtemps les Allemands de Grèce ne pouvaient plus que très difficilement communiquer avec Berlin. Maintenant, leurs communications étaient assurées, les ravitaillements se faisaient plus nombreux, par contrebande, il est vrai ; mais les marchandises se précipitaient vers la Serbie, et, dès le 20 août, les Allemands achetaient à Patras de grandes quantités de fruits secs à destination de Monastir. Le mouvement commercial du Pirée vers cette région augmentait brusquement à partir de la même date.

Il ne faudrait pas croire cependant que toute l'armée

grecque acceptât sans protester la situation qui lui était faite. On trouve une preuve de son ressentiment dans la manifestation qui, à la même date, se produisait à Athènes et au Pirée : cinquante mille soldats, comprenant un grand nombre de réservistes et d'officiers, acclamaient à la fois la France et Vénizélos qu'ils suppliaient de les aider à repousser les Germano-Bulgares. Il est vrai que les partisans de ceux-ci se réjouissaient, parce que c'était « un bon tour joué aux Français. » « L'avance bulgare, disaient-ils, ne nous trouble pas. L'armée grecque, chargée des lauriers balkaniques, est indomptable, et le jour où il le faudra, elle balaiera ses ennemis jusqu'à Constantinople, conduite par le glorieux Constantin devant lequel Napoléon devra s'effacer. »

En dépit de ces vantardises, le Roi ne laissait pas d'être profondément troublé par l'anarchie qu'il constatait partout dans le royaume. En prévision des périls qu'il redoutait, il prenait des mesures qui permettraient à la famille royale de se replier sur le palais de Tatoï, à la faveur de la résistance organisée dans la capitale par des troupes sûres, puis de se rendre à Larissa par chemin de fer. Aux abords du palais, on creusait de petites tranchées, on amenait des canons légers et tout révélait le dessein de couvrir la retraite de la famille royale par une défense énergique.

Contre qui ces précautions étaient-elles prises?... Il est assez difficile de le préciser, mais, en admettant même que ce fût contre tous les dangers prévus et à prévoir, ceux qui pouvaient venir des troupes alliées étaient considérés dans l'entourage royal comme les plus redoutables.

Du reste, l'état-major et le Gouvernement grecs affectaient de se réjouir du mouvement des Bulgares en Macédoine, lequel « allait couper les ailes de l'armée d'Orient en la réduisant à la défensive dans un cercle de plus en plus étroit. » La croyance à ce résultat était assurément fragile, mais, dans l'état des choses, ces incidents avaient pour conséquence d'enlever à Vénizélos et à ses partisans leurs chances électorales, et c'était tout au moins une manière de retarder les élections, car il serait impossible de réunir les électeurs sur un territoire envahi.

Zaïmis avait été averti de cette invasion nouvelle par une démarche collective des ministres d'Allemagne et de Bulgarie à Athènes. Ils lui avaient notifié l'avance des troupes en invo-

quant des nécessités stratégiques, mais en y ajoutant une promesse d'évacuation pour la fin des hostilités, évacuation qui comprendrait toutes les contrées grecques occupées pendant la guerre. Aucune garantie d'ailleurs n'était donnée en ce qui touchait l'exécution de cette promesse.

On apprenait en même temps qu'une effervescence violente se déchaînait dans les contrées envahies : d'un côté les habitants accueillaient les envahisseurs avec enthousiasme et d'un autre côté, dans la Macédoine orientale, la population était tout entière en proie à une terreur folle à l'approche des Bulgares. D'une manière générale, ordre était donné aux autorités civiles et à la gendarmerie de ne pas abandonner leurs postes, mais le gouvernement grec serait-il obéi?... Dans ces circonstances où il eût été nécessaire de savoir ce que pensait le Roi, il se taisait en alléguant que, pour se prononcer, il devait attendre les événements. Ici encore il n'était pas sincère, à en juger par la joie intense qui régnait au Palais. Cette joie, les germanophiles la laissaient voir jusque dans les rues d'Athènes; d'après eux, l'occupation de Florina rouvrait le chemin entre Athènes et Berlin, « bonne leçon pour les Alliés qui allaient se trouver enveloppés par les Bulgares et les Allemands et bientôt obligés de déguerpir. »

L'invasion avait fini par secouer l'apathie des libéraux, mais leur action était encore bien timide, et à ce point qu'on pouvait se demander s'il serait prudent de compter sur eux. Un observateur de ce spectacle faisait observer que la faiblesse du parti vénizéliste provenait de ce qu'en fait il était anti-royaliste et qu'il n'osait ni l'avouer, ni agir en conséquence. « En Orient, disait-il, plus encore qu'ailleurs, il est plus facile de mener la campagne contre quelqu'un que pour quelqu'un. » C'est ce qu'avaient admirablement compris les royalistes et leurs complices allemands; ils faisaient de la politique négative en prenant comme mot de ralliement : « A bas le traître Vénizélos, » cri de guerre auquel les libéraux n'oseraient jamais répondre par le cri : « A bas le traître Constantin, à bas le Roi indigne qui a vendu la patrie aux Bulgares! »

Dans les milieux diplomatiques alliés, on commençait cependant à comprendre que l'entrée en scène des Germano-Bulgares commandait à l'Entente de sacrifier ses préventions contre le parti vénizéliste et de se lier entièrement à lui, malgré les

hésitations qu'on lui reprochait. Lié à la politique française, il nous avait donné d'indiscutables garanties de loyauté. Son retour au pouvoir serait pour la France un triomphe, à la condition qu'il s'effectuât avec une majorité importante.

Il était d'ailleurs impossible que l'occupation de Larissa et de Cavalla par les Germano-Bulgares ne donnât pas lieu aux nouvelles les plus alarmantes. C'était un événement d'une gravité exceptionnelle en ce sens qu'il assurait au gouvernement du roi Constantin un succès électoral dans la Macédoine orientale et menaçait Vénizélos d'un échec.

Dans ce mois d'août, tout concourait à prouver combien les esprits travaillaient et la crédulité avec laquelle ils acceptaient tout ce qui pouvait les effrayer. C'est ainsi que le 22, le bruit se répand que les ennemis envoient des forces importantes à Ekaterini, pour s'emparer du chemin de fer d'une part et des contreforts du Mont Olympe de l'autre. On parle d'artillerie lourde déjà prête à s'installer à la frontière pour battre le golfe de Salonique, de forces importantes qui marcheraient sur Larissa d'où un détachement austro-allemand se porterait sur Athènes, pour arrêter Vénizélos ainsi que les ministres de France et d'Angleterre. Le service des renseignements franco-anglais était parvenu à saisir la correspondance de la Légation allemande. Ces documents ne laissaient aucun doute sur les préférences du Roi ; on y trouvait plusieurs lettres de l'attaché militaire de cette Légation, dans lesquelles il se félicitait de son intimité avec le souverain et avec la Reine. Il se flattait de les voir trois ou quatre fois par semaine, de savoir manier le Roi, de causer seul à seul avec lui pendant des heures entières après ses fréquents dîners au Palais et, en un mot, d'être l'ami et le confident à qui on a recours en toutes circonstances.

Dans une autre lettre signée de Théotokis, maréchal de Cour de la Reine, écrite en grec à son frère, ministre de Grèce à Berlin, la germanophilie du Palais se révélait avec force; tout y était envisagé au point de vue allemand. Il faut y relever la phrase où il est dit que « l'Autriche a subi de rudes défaites et que, malheureusement, les Allemands ne peuvent boucher tous les trous. Si les choses continuent ainsi, il faut s'attendre à une troisième année de guerre. » « Du reste, est-il dit encore dans cette pièce révélatrice, à l'intérieur la situation est satisfaisante; Vénizélos perd du terrain tous les jours. »

Parmi les bruits qui se répandaient, il en est un qui menaçait directement le Prince Demidoff. Il allait partir pour Salonique avec sa femme par voie de terre, lorsque Politis était venu le supplier de renoncer à son voyage. Partir, c'était s'exposer à être arrêté par des uhlans dont la présence était signalée dans les contrées qu'il devait traverser.

D'autre part, un député français, M. Garat, membre de la Commission de la Marine, qui se trouvait alors en Grèce, télégraphiait, à Paris, à l'un de ses collègues :

« A Athènes, depuis un mois, j'ai le devoir de vous signaler une situation grave créée par avance germano-bulgare en Macédoine, actuellement à 60 kilomètres de Larissa qu'elle atteindra dans peu de jours.

« Cette invasion inattendue entraîne, comme conséquences immédiates : encerclement du côté terre de notre armée, mainmise de l'Allemagne sur la Grèce avec complicité manifeste du Roi et de l'État-major, rétablissement de la ligne Berlin-Athènes, accaparement par nos ennemis des récoltes de Thessalie, des denrées, huiles, graisses, vivres de tout le territoire grec expédiés par convois, au point de provoquer une hausse des prix, possibilités d'installations de bases navales qui aideront le ravitaillement des sous-marins et risquent de compromettre nos communications par mer.

« De sources diverses et sûres, j'apprends plan des Germano-Bulgares concerté avec État-major grec d'arriver jusqu'à Athènes pour achever conquête morale et économique de ce pays, ruiner influence des Alliés. Cette éventualité menaçante destinée à avoir contre-coup considérable en Orient comme dans le monde entier, ne rencontrera aucun obstacle, mais au contraire des encouragements de nos adversaires; elle est dénoncée depuis quelques jours par tous nos agents et nos amis en Grèce.

« Je vous supplie d'intervenir avec maximum d'énergie auprès du Gouvernement qui subit trop l'influence de nos alliés défavorables à politique d'action et auprès de Commission des Affaires extérieures pour obtenir : Débarquement au Pirée de forces militaires et maintien de forces navales, seul moyen d'arrêter tentatives trop certaines. »

Cependant, si d'une part les documents saisis par le service des renseignements révélaient les intentions les plus agressives, d'autre part apparaissait tout à coup la preuve que les nouvelles

étaient singulièrement exagérées. L'enseigne de Béarn, placé sous les ordres de l'attaché naval français, envoyé sur les lieux pour se rendre compte de l'état des esprits, n'avait rien trouvé de suspect, ce à quoi aurait peut-être pu être objecté que « les oiseaux s'étaient envolés. »

À Athènes, Zaïmis laissait entendre que l'attitude de la cour l'inquiétait, qu'il préférait voir la Grèce occupée par les Alliés que par des Allemands ou des Bulgares : « Si les Alliés occupaient la Grèce, ce serait certainement désagréable pour elle, mais ils ne rencontreraient pas de résistance, car nous les considérons comme des amis et, au fond, nous n'avons pas peur d'eux. » C'était dire aussi clairement qu'il le pouvait qu'il ne verrait aucun inconvénient à ce que les Alliés devinssent les maîtres. C'est dans ce sens que Vénizélos interprétait ce langage. « Que vous faut-il de plus? s'écriait-il en s'adressant aux ministres de l'Entente. On vous livre la Grèce. »

Le langage de Politis n'était pas fait pour infirmer cette interprétation. Appelé à s'expliquer, le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères déclarait qu'il était de l'intérêt de la Grèce d'affirmer sa neutralité en ne résistant à aucune mesure coercitive, qu'elle vînt des Alliés ou qu'elle vînt des Germano-Bulgares.

Mais en dépit de ces apparences, le désir de voir l'Allemagne triompher de l'Entente, — désir que l'État-major et le personnel de la Cour ne dissimulaient pas, — mettait le roi Constantin en fâcheuse posture, surtout lorsqu'on rapprochait son attitude des révélations qu'avaient faites les documents germaniques saisis par le service des renseignements.

III

Entre temps, l'activité des royalistes sur les électeurs s'exerçait sous toutes les formes. Le mot d'ordre était partout le même : « Voter pour Vénizélos, c'est voter contre le Roi, c'est voter pour la remobilisation et la guerre. » On négligeait d'apprendre aux ignorants que la Constitution interdisait de mêler le Roi à la lutte électorale, parce que, — d'après cette constitution, — le peuple était libre de choisir son orientation politique et le Roi obligé de la suivre, n'ayant aucun pouvoir pour imposer la sienne. L'État-major se prodiguait pour maintenir son

influence parmi les réservistes. Il avait d'abord tenté de retarder la démobilisation et il avait fallu l'intervention des ministres de l'Entente pour la faire avancer d'un mois. Mais les réservistes congédiés étaient longuement sermonnés par les officiers : « Vous devez voter pour le Roi ; si Vénizélos était élu et faisait décréter la remobilisation, il faudrait rester chez vous, refuser de vous rendre à l'ordre d'appel. Si vous revenez à la caserne à la suite d'élections vénizélistes, vous aurez affaire à nous. » C'était le sabotage militaire organisé par les chefs de l'armée.

A toutes les gares, les officiers faisaient crier : « Vive le Roi. » Ils inscrivaient sur les wagons des propos insultants pour l'Entente. Des agents déguisés en soldats faisaient journellement le trajet d'Athènes à Patras, distribuant aux réservistes de l'argent et du tabac, les obligeant à crier : « Vive le Roi, à bas Vénizélos, à bas l'Entente ! » Au Pirée des bandes armées s'étaient constituées, composées de réservistes sans ressources et d'individus sans aveu. Ces bandes circulaient ouvertement, manifestant dans les endroits publics et terrorisant la population. D'autres événements plus graves avaient lieu en province où les démonstrations anti-ententistes se multipliaient. Les meneurs obligeaient les soldats à y prendre part à la veille de leur libération et la gendarmerie était complice. Sur un vapeur faisant le service des Iles ioniennes, un médecin militaire avouait, devant un Français qu'il prenait pour un Grec, qu'il était envoyé en mission par le ministre de la Guerre pour entraver la démobilisation en retenant, comme malades, les vénizélistes. Il déclarait qu'officiellement il faisait une tournée d'inspection et que les Français n'y comprendraient rien. Des incidents analogues se déroulaient à Patras, à Corinthe, à Larissa, à Salonique, et dans d'autres centres importants ; à Athènes et au Pirée, des clubs se constituaient sous le nom d'Associations de Réservistes, mais toujours on y voyait dominer des officiers, des agents allemands, des Gounaristes, c'est-à-dire tout le groupe hostile à l'Entente. L'argent qui payait ces manifestations, promenades dans la rue, banquets tumultueux, ovations enthousiastes au Roi, provenait d'Allemagne ; il était versé par l'agent Hoffmann. Le 5 juillet, les organisateurs de l'une de ces manifestations étaient invités par le Roi à déjeuner à Tatoï. Constantin prononça une allocution se terminant par ces mots : « Je remercie sincèrement tous mes compagnons d'armes du

Pirée pour leurs témoignages de dévouement. » Le soir même, cette phrase était reproduite dans les journaux germanophiles, C'était la reconnaissance officielle de l'association du Roi avec les pires malfaiteurs, sous l'égide de l'État-major. Ainsi, plus on regardait à ces innombrables incidents et plus on arrivait à cette conviction que la haine du parti de la Cour avait pour principale cause la faveur que l'Entente accordait de plus en plus à Vénizélos. Si elle l'abandonnait ou si elle déclarait qu'elle ne s'accorderait pas avec lui, la situation pourrait se modifier.

On peut comprendre dans une certaine mesure que les Alliés se soient demandé à plusieurs reprises s'il était de leur intérêt de se mêler à la guerre civile qui se déroulait en Grèce. Peut-être vaudrait-il mieux laisser cette partie se jouer sans s'y mêler, sans afficher de préférence et ne s'attacher qu'à détruire l'influence allemande. Il était nécessaire d'insister sur ce détail, car il aide à expliquer les tergiversations qui ont caractérisé la politique de l'Entente en Grèce et ont donné lieu à tant de malentendus, de contradictions et de rivalités d'influences.

Dans les derniers jours d'août, les Puissances garantes se ralliaient à l'opinion de leurs représentants à Athènes et donnaient des ordres pour qu'une escadre spéciale se montrât dans les eaux de la Grèce, sous le commandement du vice-amiral Dartige du Fournet, commandant en chef des forces navales alliées dans la Méditerranée. Le 31, il télégraphiait à M. Jean Guillemin : « Escadre alliée arrivera Salamine le 1er septembre à 16 heures; les bâtiments destinés au dragage et aux reconnaissances préalables arriveront quelques heures avant elle. Ministre me prescrit de me mettre en relations avec vous pour la remise au gouvernement grec d'un mémorandum réclamant contrôle postes et télégraphes avec ou sans fils, expulsion de Schenck et de ses agents. La brigade reste à Salonique, mais elle est prête à partir au premier ordre. »

L'avant-veille de ce jour, le Roi, qui se disait trop malade pour recevoir le ministre de France, avait convoqué d'urgence à Tatoï le ministre d'Allemagne et les attachés militaire et naval de la Légation impériale ainsi que Streit, son confident préféré. Ces personnages étaient partis précipitamment à 6 heures du soir pour se rendre à ses ordres. Le bruit courait qu'il envisageait la formation d'un conseil de régence et avait voulu les consulter. D'autre part, la semaine précédente, à Tatoï, plusieurs

anciens ministres et députés gounaristes s'étaient réunis dans la soirée chez l'un d'eux sous la présidence de la Reine et avaient décidé de répandre dans la société d'Athènes des lettres déclarant que la Grèce, en présence du rôle joué contre elle par la France, l'Angleterre et la Russie, ne pouvait plus considérer ces puissances comme ses protectrices. Toute cette agitation était encouragée par les propos menaçants tenus dans les milieux germanophiles. Hoffmann, chef de l'espionnage de Berlin, se flattait d'avoir acheté des quantités d'armes suffisantes pour parer à toute éventualité. En définitive, on vivait dans une atmosphère de bataille qui justifiait la présence de la flotte interalliée, sans compter que la démonstration navale annoncée était autrement imposante que celle qui avait été projetée pour le 21 juin. On n'y comptait pas moins de quarante navires, cuirassés, croiseurs légers, torpilleurs, destroyers et en un mot tous les types de bâtiments nécessaires à des opérations maritimes de large envergure.

Le contingent français présentait plus d'importance que le contingent britannique. Il comprenait notamment cinq cuirassés : *la Provence*, sur laquelle le commandant en chef avait mis son pavillon, *la Vérité, la Patrie, le Waldeck-Rousseau, l'Ernest Renan, le Jurien de la Gravière*, et enfin douze torpilleurs. Sous les ordres du commandant en chef, le vice-amiral Darrieus, les contre-amiraux de Marliave, Biard, Barnouin étaient préposés au commandement des divisions de l'escadre. Le 1er septembre à dix heures du matin, cette escadre réunie à Milo appareillait pour se transporter au Pirée et à Phalère, où elle arrivait dans l'après-midi.

Dans quel dessein venait-elle mouiller à proximité d'Athènes?... Se bornerait-elle à faire acte de présence pour s'éloigner ensuite ou allait-elle demeurer là comme une menace, prête à débarquer des troupes, si les Alliés n'obtenaient pas satisfaction quant aux demandes qu'ils avaient formulées à plusieurs reprises?... Ces questions assurément devaient hanter toutes les cervelles. On lit dans une lettre écrite à cette date : « En fait, tous ces gens se demandent ce qui va leur tomber sur la tête. »

Appuyés maintenant sur une force navale contre laquelle toute résistance paraissait impossible, les Puissances, à la condition de savoir s'en servir, pouvaient tout exiger de la Grèce. Aussi, le ministre de France émettait-il l'avis qu'on demandât

au gouvernement royal la dissolution des ligues de réservistes et qu'on mît ces groupes séditieux hors d'état de violer la neutralité. Ce n'est qu'en arrêtant ou en expulsant les chefs de ces ligues qu'on en finirait avec les éléments hostiles dont les Alliés avaient laissé croître l'audace et se multiplier les méfaits. Plusieurs de ces chefs étaient connus; ils figuraient sur les listes des Grecs à qui le séjour du territoire hellénique devait être interdit. Rien encore n'avait été fait contre eux, mais les circonstances étaient maintenant opportunes pour délivrer la capitale de leur despotisme.

L'amiral Dartige étant arrivé, l'attaché naval s'en félicitait : « La présence de l'amiral, écrivait-il au ministre de la Marine, est très utile pour faire avancer les choses; il introduit dans le concert diplomatique une note d'action indispensable et dans les décisions du gouvernement grec une ombre de menace très salutaire. Grâce à lui, on finira sans doute par aborder la question des sanctions à prendre contre les Grecs affiliés à l'organisation allemande. » Mais, sur ces entrefaites, on apprenait que Zaïmis abandonnait le pouvoir; il avait déposé sa démission entre les mains du Roi. Il succombait sous les défiances du gouvernement occulte sans avoir gagné la confiance des Alliés. La crise ministérielle étant ouverte, les représentants de l'Entente décidaient de surseoir à leurs exigences relatives au contrôle télégraphique et aux mesures contre les Grecs hostiles et d'attendre que la vacance du pouvoir eût pris fin. Les noms que l'on prononçait à propos de la crise faisaient craindre qu'un ministère où ces noms figureraient constituât un véritable défi à l'Entente Toutes les décisions à prendre restaient donc en suspens. Le ministère Zaïmis avait ouvert une enquête sur l'attentat commis le 9 septembre contre la légation de France, mais, suivant l'habitude grecque, elle était déjà tellement embrouillée qu'elle menaçait de n'aboutir qu'à des sanctions contre des innocents ou des comparses. Dans les régions de la Cour, on allait jusqu'à prétendre que les organisateurs de cet attentat appartenaient au parti français. N'avait-on pas déjà dit que l'incendie de Tatoï avait été allumé par des mains françaises?...

A la faveur du désarroi gouvernemental résultant de la crise ministérielle, les ligues soudoyées par les largesses de Berlin continuaient à se réunir, comme si elles eussent été prolongées à dessein pour repousser les demandes de l'Entente et la berner

par des promesses qu'on était résolu à ne pas tenir. Tel était le résultat de la modération des gouvernements alliés, inspirée par le désir de ne pas mécontenter le roi Constantin. Allait-on maintenant persévérer envers lui dans le système de la mansuétude, alors que pour l'amener à la politique de l'Entente, il eût fallu lui donner l'impression de notre force.

La constitution du cabinet éphémère formé par Calogéropoulos qui avait succédé à Zaïmis ne modifia pas cet état de choses. Pour reprendre les négociations, il était essentiel que la situation s'améliorât, mais lorsqu'au mois d'octobre le ministère céda la place à l'ancien professeur Lambros, loin de s'améliorer, elle s'était aggravée en ce sens qu'on ne croyait plus, parmi nos ennemis, à l'efficacité de la politique des Alliés et à la sincérité de leurs menaces. Leur flotte stationnait dans les eaux territoriales grecques, mais on eût dit qu'elle n'y demeurait que pour la parade et à l'y voir vouée à l'immobilité nos partisans étaient réduits à se demander ce qu'elle était venue y faire. Cependant le 2 septembre, les ministres de France et d'Angleterre présentaient au gouvernement grec une note d'allure générale, demandant le contrôle télégraphique, l'expulsion des agents ennemis et les sanctions nécessaires contre les Grecs leurs complices. Le gouvernement grec commença par élever des objections; il ne faisait pas de difficultés pour expulser certains agents qu'on lui désignait, mais il en était pour lesquels il opposait un refus : c'était, d'ailleurs, les plus dangereux, les personnages officiels des Légations et des Consulats. Les Alliés n'en persistaient pas moins dans leur demande, résolus à obtenir satisfaction.

En ce qui concernait les sujets hellènes, le Président du Conseil grec déclarait qu'il lui était impossible de les faire arrêter sur la seule demande des Alliés; il exigeait que les plaintes formulées contre eux fussent motivées avec pièces à l'appui et tout l'appareil juridique imposé par les lois. Mais ce qui arriverait alors était facile à prévoir ; les juges d'instruction prononceraient des non-lieu ou des mises en jugement et les tribunaux rendraient des arrêts dépourvus d'impartialité.

Le service des renseignements faisait observer que si l'on entrait dans cette voie, les mesures exigées par l'Entente seraient inefficaces. Beaucoup d'individus se disant grecs étaient en réalité des Allemands naturalisés grecs sous le couvert de la

fameuse loi Delbruck. L'organisation officielle allemande serait peut-être ébréchée, mais l'organisation occulte n'en prendrait que plus de force. Le coup de balai, si l'on se décidait à le donner, devait être général et si les Alliés avaient fait venir une escadre en Grèce, c'était précisément parce que les procédés des Grecs étaient impuissants à nous donner satisfaction. En conséquence, il était urgent d'agir, en dépit des objections ministérielles. Si l'on voulait frapper les esprits, il fallait que trente ou quarante Grecs, les plus compromis, fussent invités à quitter immédiatement la Grèce avec interdiction de séjour dans les pays alliés. Il y aurait lieu d'opérer de la même manière en province et d'arrêter immédiatement quatre ou cinq subalternes pour servir d'exemple. Les demandes des Alliés formulées sous une forme impérative, n'admettant ni discussion ni délai, signifiaient qu'ils entendaient que le but militaire primât l'emploi des formes diplomatiques si souvent violées dans le pays.

Ce qui frappe dans cette négociation qui semble n'avoir duré officiellement que quelques heures, c'est sa rapidité. Nous la voyons s'engager le 2 septembre par la remise à Zaïmis de la note des Alliés et se terminer le lendemain par la réponse écrite de ce ministre, ce qui laisse supposer que sa résistance avait été de courte durée ou que la conférence finale avait été précédée de conversations officieuses antérieures à la note elle-même. La réponse ministérielle était ainsi conçue :

« Le soussigné, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, a pris connaissance de la Note que Leurs Excellences, les ministres de France et de Grande-Bretagne, lui ont adressée, d'ordre de leurs gouvernements, le 20/2 de ce mois et par laquelle ils portent à la connaissance du gouvernement hellénique que :

« 1° Les deux gouvernements alliés, sachant de source certaine que leurs ennemis sont renseignés de diverses façons et notamment par les télégraphes helléniques, réclament le contrôle des postes et télégraphes avec et sans fil ;

« 2° Les agents ennemis de corruption et d'espionnage devront quitter immédiatement la Grèce et ne plus y rentrer jusqu'à la fin des hostilités ;

« 3° Les sanctions nécessaires seront prises contre les sujets helléniques qui se seraient rendus complices des faits de corruption et d'espionnage visés plus haut.

« M. Zaïmis, prenant acte de la Note précitée, a l'honneur d'informer Leurs Excellences, les ministres de France et de Grande-Bretagne, que le gouvernement royal accepte les trois demandes formulées dans le susdit document.

« Athènes, le 21 août/3 septembre 1916.

Signé : ALEXANDRE ZAÏMIS. »

Au même moment, les Allemands commençaient à se terrer, à faire leurs malles, tout en invoquant et en obtenant la protection du gouvernement qui s'empressait de la leur accorder. Dans la nuit du 2 au 3 septembre, des détachements d'infanterie grecque furent commis à la garde de la demeure d'Hoffmann, chef de l'espionnage allemand. Mackensie, chef du service de renseignements anglais, passant dans le voisinage, fut interpellé et couché en joue par les soldats grecs. Cette protection officielle donnée à nos ennemis était d'autant plus inexcusable qu'elle s'opérait quelques heures après la remise de la note anglo-française. On racontait déjà que Schenck avait été arrêté par nous, mais c'était faux : on le gardait à vue afin de s'assurer de sa personne. Toutes les mesures étaient prises pour qu'il ne pût se dérober et ses complices pas davantage. L'attaché militaire roumain, germanophile notoire, était arrêté au moment où il sortait de chez Hoffmann. Sur la démarche du ministre de Roumanie, le ministre d'Angleterre le faisait relâcher sous certaines conditions. Frendenthal, secrétaire de la Légation d'Autriche, était arrêté par le service des renseignements, alors qu'il se disposait à faire sauter le *Marienbad* (1). On trouva sur lui une lettre d'Hoffmann lui donnant cette mission. Du reste, le but des Allemands était de mettre les navires leur appartenant hors d'état de servir.

Il était donc démontré que les promesses faites après la note du 21 juin n'avaient pas été tenues, que rien n'était changé. L'arrivée de l'escadre alliée le 1er septembre n'avait produit aucune émotion. Ce même jour, l'amiral Barnouin en uniforme dînait tranquillement avec le ministre de France à Phalère, plein de monde. C'était à vrai dire une prise de possession pacifique, mais cette indifférence n'était qu'apparente ; en réalité,

(1) Grand paquebot autrichien saisi et utilisé par la flotte française.

dans le parti germanophile et dans les cercles officiels, tout le monde s'attendait à de nouvelles exigences de notre part, personne ne pouvant croire qu'une escadre de quarante navires fût vénue simplement pour appuyer la note anodine remise le 2 septembre, et ce qui le prouvait, c'est que le Président du Conseil grec, aussitôt qu'il en avait eu connaissance, avait demandé au ministre de France de la rendre publique afin de rasséréner l'opinion par cette preuve de notre modération. Le ministre des États-Unis exprimait la même opinion en disant que nous nous servions d'un pavé pour écraser une mouche. Il n'était pas étonnant que cette modération fût considérée par les Grecs comme de la faiblesse et causât à nos partisans une désillusion qui les empêchait de manifester leurs sentiments par crainte de représailles politiques.

Du reste, on s'attendait à l'expulsion ou à l'arrestation des personnages le plus en vue tels que Streit ou Stratos. Au Palais, l'alarme avait été si vive qu'on prétendait que nous allions demander le renvoi de la Reine; les gens se disant bien informés dans l'entourage du Roi laissaient dire que celui-ci s'exécuterait et serait même heureux d'avoir ainsi la main forcée vis-à-vis de son beau-frère Guillaume II pour orienter sa politique vers l'Entente.

Il semble qu'à ce moment nous pouvions demander tout ce que nous voulions et que plus nous demanderions, plus nous obtiendrions facilement, à la condition d'exiger.

Pour le moment, on s'en tenait à l'expulsion de Grèce des Allemands et à leur départ dans un délai de quatre jours. Ces exigences produisaient déjà leur effet parmi ce personnel qui n'avait cessé de conspirer contre nous. Schenck alla demander aux ministres alliés de ne pas être arrêté par la police anglo-française. Hoffmann avait tellement peur qu'il s'informa si, pour le cas où il irait se constituer prisonnier, il aurait la vie sauve; la réponse naturellement fut affirmative et, le même soir, il venait se constituer prisonnier au service anglais. Il resta emprisonné à la Légation d'Angleterre. De son côté, le Consul allemand, de Syra, brûlait toute sa correspondance.

Dans l'impossibilité où se trouvait le gouvernement grec d'empêcher ces mesures, il avait obtenu qu'aucune arrestation ne serait faite par la police anglo-française avant les délais impartis par les sanctions officielles, et c'est dans ces conditions que peu à peu satisfaction nous était donnée. Mais, faute d'ap-

puyer nos exigences par l'occupation d'Athènes, ces expulsions d'Allemands provoquaient de la part des ligues de réservistes des manifestations auxquelles la police anglaise dut répondre. Le ministre de la Guerre grec se rendit à la Légation de France et tenta de prouver que le service des renseignements était seul responsable ; mais vivement contredit, il dut avouer son impuissance à éloigner d'Athènes les Grecs dangereux, parce que l'État-major était plus fort que le gouvernement. Notre modération semble alors d'autant plus inexplicable que le gouvernement grec violait à tout instant les promesses qu'il avait faites. Au lendemain du jour où il s'était engagé à ne se servir de la télégraphie sans fil que pour des communications en clair, il continuait à s'en servir pour envoyer des télégrammes chiffrés ou pour la transmission de ceux des Allemands. Dans une seule nuit, notre police constatait que neuf télégrammes chiffrés, dont huit allemands, avaient été expédiés du bateau l'*Averoff;* le neuvième était adressé par le gouvernement grec à son ministre à Berlin. Les jours suivants, ces envois, contrairement aux engagements pris, devenaient plus nombreux. Le gouvernement grec s'était officiellement engagé à ne tolérer aucune réunion de ceux qui s'étaient institués, de leur propre autorité, défenseurs de l'ordre; mais presque aussitôt il laissait les réservistes troubler l'ordre sans les désarmer ni les arrêter. Il en résultait que ces ligues tenaient des réunions dans les rues, arrêtaient les passants. Dans la soirée du 5 septembre, deux agents de la police anglaise étaient blessés à coups de couteau. Le 7, des ligueurs tiraient sur un automobile français et ces attentats trouvaient des encouragements d'une part dans la tolérance du gouvernement grec et dans l'attitude du parti vénizéliste qui, sous l'influence de son illustre chef, considérait que les circonstances lui imposaient une inaction totale préférable à tout mouvement révolutionnaire.

On pouvait croire que le départ des Allemands expulsés ramènerait le calme et que le Roi et ses ministres, impressionnés par ce départ, se joindraient à nous pour faire cesser les troubles dont la capitale commençait à être le théâtre. On verra bientôt qu'il n'en fut rien. Les expulsés étaient partis sans incidents dans la soirée du 8 septembre, en remerciant les agents français et anglais qui les avaient accompagnés à bord. Ils paraissaient enchantés d'être obligés de quitter la Grèce et de

rentrer dans leur pays avec l'auréole du martyre. On vit même se produire ce fait assez piquant, que plusieurs de leurs compatriotes se plaignirent de ne pas être sur la liste et partirent spontanément comme s'ils y étaient contraints.

IV

Le 9 septembre dans la soirée, pendant la réunion quotidienne des ministres alliés, une bande de vingt ou trente individus pénétra dans le jardin de la Légation de France et s'avança jusqu'à la porte de la maison en tirant cinq ou six coups de revolver et en criant : « A bas la France, à bas l'Angleterre ! » Elle disparut après cette manifestation sans que le poste du ministère de la Guerre ni celui du Palais-Royal établis de l'autre côté de la rue eussent tenté de venir mettre ces émeutiers à la raison. Le Président du Conseil Zaïmis accourut bientôt après pour présenter au représentant de la France les excuses du gouvernement, et lui promettre que des mesures allaient être prises contre les auteurs de cette manifestation scandaleuse et pour en éviter le retour.

Le ministre de France était d'avis de faire débarquer des marins pour assurer la protection de sa résidence, mais ses collègues alliés ayant objecté qu'il valait peut-être mieux ne pas accorder d'importance à cette affaire, il renonça à passer outre pour ne pas marquer un désaccord. Mais, dans un télégramme envoyé à son gouvernement, il ne cachait pas son opinion personnelle ; il s'agissait d'une insulte faite à la France dont ses collègues n'étaient pas juges et pour la réparation de laquelle ils n'avaient pas à intervenir. En même temps il prévenait l'amiral Dartige du Fournet et lui laissait le soin d'apprécier la situation. L'amiral n'avait pas à se préoccuper de l'opinion des autres ministres alliés et dès le lendemain une escouade de vingt-cinq fusiliers marins détachés du *Bruix* était préposée à la garde de la Légation de France au sommet de laquelle serait arboré en permanence le drapeau tricolore. Rappelons, pour en finir avec cet incident, que dans la soirée du lendemain les quatre ministres alliés rédigèrent pour être remise au gouvernement royal une note réclamant des réparations. Elles furent aussitôt accordées sous la forme d'excuses écrites, mais ne le furent jamais pour la recherche et la condamnation rapide des

auteurs de cette manifestation qui fut peu de temps après une des causes de la chute du ministère Zaïmis.

C'est aussi dans cette première quinzaine de septembre, que des mouvements révolutionnaires éclataient dans les îles et particulièrement en Crète, provoqués par les chefs vénizélistes, résidant dans ces pays. Ces chefs demandaient à être appuyés par la présence de bateaux français devant La Canée. Les Anglais en avaient envoyé déjà ; ils avaient même expulsé tous les indésirables. Le Consul de France à La Canée demandait énergiquement qu'on suivit cet exemple et qu'au moins un navire français figurât à côté des Anglais. Vénizélos, après avoir longtemps hésité, se décidait à prendre la direction de ces mouvements : « Ce serait, disait-il, une Grèce honorable constituée à Salonique, en opposition à la vieille Grèce inféodée aux Allemands d'accord avec son Roi traître à son pays. »

Poussé par les germanophiles, Constantin s'entêtait dans son attitude hostile à Vénizélos et la guerre civile était à prévoir. Le service des renseignements arrêtait des télégrammes chiffrés et constatait, grâce à cette saisie, que le gouvernement grec communiquait par Berne avec Vienne et Berlin. Il demanda qu'on n'autorisât le gouvernement grec à communiquer en langage chiffré avec ses Légations que dans les pays alliés, et que partout ailleurs ce langage lui fût interdit. Mais Paris ne se hâtait pas de donner, sur ces points, des réponses satisfaisantes.

D'autre part, en peu de jours, l'insurrection crétoise s'étendait et devenait menaçante pour le parti constantinien. Par suite du manque d'organisation des vénizélistes, les officiers et soldats de ce parti ne parvenaient à s'embarquer pour Salonique que difficilement et on pouvait craindre l'effondrement de cette tentative. Vénizélos se proposait alors d'aller en prendre la direction. Il avait d'abord voulu partir avec apparat, puis il avait changé d'avis, jugeant plus prudent de s'éloigner secrètement, avec l'aide de la Légation de France. Le gouvernement royal soupçonnant son projet prenait des mesures pour en empêcher l'exécution ; les quais du Pirée étaient gardés, les bateaux en partance visités, les passagers suspects arrêtés. Néanmoins, le service des renseignements parvenait à assurer le départ d'environ vingt-cinq personnages de marque. Par malheur, des indiscrétions étaient commises; un simulacre d'émeute était organisé sur le cuirassé grec l'*Averoff*, par l'ami-

ral royaliste Dousmanis, chef d'État-major et frère du général On en profitait pour changer les commandants et officiers vénizélistes, pour effrayer les timides, et ces préparatifs menaçaient d'aboutir à une dislocation du parti libéral. C'était partout le désordre des esprits, le manque de méthode, de direction, de prévoyance et l'absence d'énergie individuelle ; on eût dit un troupeau de moutons. Les vénizélistes avaient laissé se dresser devant eux le parti constantinien avec son ossature allemande, et ouvert ainsi une source de périls. A cette situation le service de renseignements anglo-français ne voyait qu'un remède : les Alliés devaient prendre le contrôle de toutes les administrations. Il faisait remarquer que plus on tardait, plus augmenteraient les difficultés.

Malgré tout cependant Vénizélos se décidait à se rendre en Crète. M. Guillemin, secondé par son attaché naval, s'occupait activement de ce départ. On avait d'abord étudié un projet d'embarquement comprenant une quarantaine d'officiers ; mais on reconnut parmi ce personnel un tel manque de décision, de discipline et de discrétion, qu'on prépara l'entreprise sans lui apprendre sous quelle forme elle s'effectuerait. On avait décidé qu'on attirerait l'attention sur le Pirée par leur embarquement rapide, pendant que celui de Vénizélos se produirait à Phalère. Tout ce monde devait partir par le vapeur *Espéria*, mouillé dans le fond du port du Pirée. Les officiers devaient y être transportés par la *Résolue*, pendant que Vénizélos s'y rendrait par une vedette canadienne, mouillée à Phalère. Le commandement de la *Résolue* avait été confié à l'enseigne Barbier ; il devait en prendre possession à minuit. Vingt-quatre heures avant, les officiers, au nombre d'une quarantaine, étaient venus chercher asile à l'École Française, où le service des renseignements les garda et les nourrit pendant la journée en attendant de les conduire au quai d'embarquement.

Avant de partir, ils s'affublèrent de déguisements ; l'un partit avec un manteau d'uniforme français, un autre prit une fausse barbe, un troisième s'abrita sous une casquette d'officier de la marine française. Leur embarquement devait coïncider avec celui des canots majors de l'escadre, actuellement à Salonique, afin de profiter du brouhaha qui en résulterait. En conséquence, les embarquements eurent lieu au quai de l'horloge du Pirée, en trois fournées, à 6 heures, à 10 heures et à

11 heures du soir. Grâce aux précautions prises, les fugitifs arrivèrent sans encombre à bord de la *Résolue*. Quelques policiers grecs avaient bien tenté d'intervenir, mais il leur était impossible de distinguer les vrais marins des faux et les officiers grecs des véritables officiers de l'escadre. Ils en furent pour leur peine, car ils ne distinguèrent rien. Ils étaient déjà partis quand, sur l'ordre du Gouvernement royal, la troupe et la gendarmerie grecques vinrent garder les quais pour arrêter tout autre départ ; mais, pendant ce temps, la police grecque avait trouvé moyen de mettre sur la *Résolue* une garde de 20 hommes armés avec mission de s'opposer au départ du bateau. Averti par l'enseigne Barbier, le lieutenant de vaisseau, de Verthamon, se rendit à bord de l'*Espéria* avec 12 marins français armés ; à leur approche, tous les factionnaires grecs disparurent comme une volée de moineaux. Verthamon appareilla l'*Espéria*, le fit stopper devant la *Résolue*, où le transvasement des officiers de Verthamon et leurs bagages se fit à 1 heure du matin, et l'*Esperia* se dirigea vers le Pirée pour y recevoir Vénizélos.

C'était surtout celui-ci qui était surveillé et il fallut recourir à la ruse pour assurer son départ. Le 24 à 7 heures du soir, accompagné d'un Crétois, il partit de chez lui dans sa voiture et se rendit chez un de ses partisans, le capitaine de frégate Théocharis, où il dina. Après le dîner, on acheva de grimer un sosie qui, à 11 heures du soir, repartit ostensiblement dans la voiture de Vénizélos, rentra au domicile de ce dernier et y manifesta sa présence par tous les moyens possibles.

La même opération avait lieu en même temps pour l'amiral Coundouriotis qui, à cet effet, était venu avec un sosie dans la maison de son aide de camp, le lieutenant de vaisseau Voulgaris. Pour prévenir tout empêchement et en présence du déploiement de troupes grecques au Pirée, faisant craindre que l'éveil n'eût été donné et que le gouvernement royal ne s'opposât au départ de Vénizélos, on fit explorer la route de Phalère pour assurer la liberté des communications. Un automobile de la Légation d'Angleterre parcourait continuellement cette route où l'on avait, d'ailleurs, échelonné un certain nombre de gens armés qui, sur un signal de convention, devaient intervenir pour assurer le départ, si c'était nécessaire.

Sur le quai d'embarquement se trouve l'appontement du restaurant Platon, bien connu par les Athéniens comme un

rendez-vous de parties fines. Il est construit sur pilotis au bord de la mer; il est presque toujours fermé à 3 heures du matin, mais, ce jour-là, comme il importait qu'il restât ouvert et qu'il ne s'y trouvât ni étrangers, ni espions, — car le service des renseignements savait que plusieurs individus avaient juré d'assassiner Vénizélos, — la seule manière d'empêcher la fermeture du restaurant Platon était de l'occuper. Vers une heure du matin, une joyeuse compagnie vint s'y installer et personne ne connut le but de cette petite fête, sauf ses organisateurs. Lorsque l'automobile qui transportait le Président signala son approche par deux coups de trompe, les fêtards retinrent comme par hasard avec eux le personnel domestique et musical de l'établissement. A la faveur de cette animation, Vénizélos et Coundouriotis purent traverser, inaperçus, la terrasse du restaurant et gagner rapidement le canot qui les attendait au pied de l'escalier. Deux minutes après, ils montaient sur la vedette canadienne qui les conduisait aussitôt à l'*Espéria*, mouillée au large, ses feux masqués. L'embarquement sur l'*Espéria* eut lieu à 3 h. 15 du matin.

Vénizélos, averti qu'on voulait l'assassiner, avait eu quelque appréhension à voir tant de monde au restaurant Platon; mais il se déclara émerveillé quand il eut connaissance du stratagème qui l'avait ému. Pendant qu'il quittait Athènes, un automobile était allé ostensiblement chercher ses bagages à son domicile et les conduisait au nouveau Phalère, d'où ils étaient transportés sur l'*Esperia*. En prévision d'un obstacle pouvant empêcher l'exécution de ce programme, tout avait été préparé pour en faire aboutir un autre deux heures plus tard, au cap Sunium; mais cette précaution fut aussi inutile que l'emploi des revolvers dont tout le monde était muni.

En arrivant sur l'*Esperia*, Vénizelos remercia chaleureusement les officiers français qui avaient assuré son embarquement, en leur laissant un souvenir personnel, et on se sépara à 4 heures du matin aux cris de « Vive la France, vive la nouvelle Grèce! » La vedette canadienne ramena au Pirée tout le personnel de la mission navale, tandis que l'*Esperia* emportait César et sa fortune, appareillé pour la Crète, escorté par le contre-torpilleur *Magon*.

ERNEST DAUDET.

(A suivre.)

POÉSIES

A la gloire du soldat français de tous les temps, M. Jean Richepin, — poète qui se souvient d'avoir été enfant de troupe, — a composé trente-trois poèmes qu'il dédie « à ceux qui aiment l'héroïsme et la France comme il faut les aimer, à la bonne franquette, le cœur sur la main et à plein cœur. » *Allons, enfants de la patrie!...* paraîtra à la librairie Mame en un album curieusement illustré par Job d'images en couleurs naïvement épiques. Nous en détachons quelques pièces où l'on goûtera une belle saveur d'art populaire.

VALMY

Valmy, c'est la victoire entre toutes fleurie,
Où la guerre féroce abdiqua ses rigueurs,
Où le droit prit sa force au seul élan des cœurs,
Où la gloire n'eut pas pour autel la tuerie.

Goethe, qui sentait là s'effondrer sa patrie,
N'en conçut contre nous ni honte ni rancœurs.
Ce vaincu stupéfait admira ces vainqueurs,
Tels des Grecs d'autrefois chassant la Barbarie.

Dans leur triomphe il vit poindre un monde nouveau
Dont l'horizon futur emplissait son cerveau
De rêves aux splendeurs magnifiques et nettes;

Et c'est ce monde encor que de toi l'on attend,
Victoire des chapeaux au bout des baïonnettes,
Victoire si française et gagnée en chantant!

LE PETIT TAMBOUR DE WATTIGNIES

Ton nom? Stroh. Nul ne le connaît.
La grande histoire en son carnet
Ne l'a pas noté, garçonnet.

Voici ce que tu fis, pourtant!
A Dourles, tout seul et content,
Tu pénétras, tambour battant.

Battant quoi? La charge! Mais oui.
Panique! Et lui n'était qu'un, lui;
Et tous les Autrichiens ont fui.

Mais, commandés par un pandour,
Voici des Hongrois de retour,
Qui cernent le petit tambour.

Haut bonnet en poils de lapin,
Le chef crie au pauvre tapin :
« Assez! Et rends-toi; galopin! »

Mais le gars, qui point ne se rend,
Bat la charge, même en mourant.
Petit tapin deviendra grand!

LES « MARIE-LOUISE »

Pour leur frais minois dont le teint poupin
Fleure encor le lait blanc de la nourrice,
A leur arrivée un vieux turlupin
Leur donna le nom de l'Impératrice.

Vous voici sur eux, Cosaques pareils
Aux diables barbus jaillissant des boîtes!
Ah! pauvres blancs-becs, quels rouges réveils,
Gorge sèche, yeux fous, cheveux droits, mains moites!

Mais non! Il n'est pas plus riche liqueur,
Versant plus de nerf, de force et de flamme,
Que ton lait, maman française au grand cœur;
Et donc nos blancs-becs ont du poil à l'âme.

Les diables barbus, leur charivari,
Ils en avaient peur à l'âge où l'on tette;
Mais, depuis, le plus poltron en a ri;
Et tous, devant eux, tiennent haut la tête.

Viennent, s'il le faut, les derniers moments,
Ils en sucreront la saveur amère
Avec les baisers de leurs deux mamans..,
Oui, deux pour chacun : la France et sa mère!

LE DERNIER CARRÉ

C'est le dernier carré. Rien à dire de plus.
Après tant de récits, tant de poèmes lus,
Ce qu'en a dit l'Histoire et chanté la Légende,
L'image qu'on s'en fait demeure encor plus grande,
Les mots évocateurs y perdent leur pouvoir.
Ce qu'il faut, c'est fermer les yeux, se taire, et voir ;
Voir avec la stupeur immobile d'un rêve
Où tout l'infini tient dans la seconde brève
D'un éclair emplissant soudain le plein du ciel.
Chaque détail surgit, chacun essentiel ;
Si bien que, les ayant tous contemplés, il semble
Que si l'on essayait d'en refaire un ensemble,
C'est de l'éternité que l'on aurait besoin.
Donc, silence ! Et rouvrons les yeux, mais sur un coin,
Un seul, sans plus, de la Défaite des défaites.
Aussi calmes qu'aux jours des gloires et des fêtes,
Ils sont là, trois, au centre, en découverte, trois :
Deux grognards, l'arme au bras, pieds joints, bonnets tout droits,
Et le porte-drapeau, qui tend, selon la règle,
Au salut des boulets la couronne de l'aigle.
Et tout Napoléon est ici concentré.
Rien à dire de plus. C'est le dernier carré.

AU CAMP DE CHÂLONS

Au camp de Châlons (que c'est loin!),
Enfant de troupe brun et rose,
De cette énorme apothéose
Je fus le tout petit témoin.

Trente mille hommes! Nul ne bouge.
C'est ça qui m'étonnait le plus,
Et, sur ces trente mille élus,
D'en être un, en pantalon rouge.

Je n'en suis pas plus fier pour ça!
Las! je me dis avec tristesse :
« Oui, c'était beau; mais quand était-ce? »
Or, depuis que ce jour passa,

Soixante ans m'ont tanné la cosse;
Et quand j'évoque son décor,
C'est surtout pour m'y voir encor
Dans mon uniforme de gosse,

Et revivre, petit témoin
De cette énorme apothéose,
L'enfant de troupe brun et rose
Du camp de Châlons, loin, si loin!

REICHSHOFFEN

Chantons *Magnificat* et non *De profundis*
Pour vous, les cuirassiers, les gars de haute taille
Que n'utilise plus la moderne bataille.
Salut, ô paladins, rois des preux de jadis!

Que sont, au prix de vous, les plus fiers Amadis?
Ventre à terre, au galop, frappant d'estoc, de taille,
Certains qu'avec la mort vous faisiez accordaille,
Vous chargiez les boulets, n'étant qu'un contre dix:

Et vous les souffletiez, géants, à coups de sabre;
Et cette charge-là fut la charge macabre
Dont nul chef désormais ne sera le sonneur;

Et vous restez ainsi, vaincus, mais dans la gloire,
Vous étant fait tuer simplement pour l'honneur,
Les derniers chevaliers qu'aura connus l'Histoire.

LE FUSILIER MARIN

Fusilier marin au rouge pompon
Ne craint pas à terre un coup de tampon
Et se fait parfois cueillir dans un bouge;
Mais il se retrempe, une fois en mer;
Or, c'était pareil à la mer, l'Yser,
N'est-ce pas, mon gars, l'homme au pompon rouge?

Eau jaune, ciel gris, on se croit à bord.
Ici le créneau, kif-kif un sabord!
L'œil au point de mire, et feu sur qui bouge!
Et quand il fallait sortir du créneau,
On mettait là-bas, tuant en pleine eau,
A la baïonnette aussi pompon rouge.

Si bien que, parmi nos plus fiers poilus,
Il l'était, sur terre et sur mer, le plus.
Contre la Bochie à trogne de gouge
La Guerre n'eut pas de meilleur guerrier;
O France, à ton front le divin laurier
Pour cocarde en fleur a son pompon rouge.

LA LETTRE DU PÉPÈRE

Dans la tranchée, à l'abri du gnon,
Pendant que trois font une manille,
Le vieux pépère a mis son lorgnon;
C'est pour écrire à sa famille.

Que dit sa lettre? Eh! bien, qu'il va bien,
Qu'on tient toujours, que ça continue...
Mais cette lettre où ne se dit rien,
Elle sera la bienvenue.

On répondra de même façon :
Que l'on travaille et que l'on espère,
Qu'on est aux champs, labour ou moisson...
Mais cela suffit au pépère.

C'est de ces riens que se fait le tout
De leur histoire et de notre histoire.
Ici, là-bas, même vie! Au bout,
Il en sortira la victoire.

Quand donc, au sein de nos Instituts,
En ces gens-là rendra-t-on, ô France,
Hommage à tes deux grandes vertus,
L'humble courage et l'endurance?

LE BLUET

Colosses de Poméranie
Près d'un petit bluet gaulois,
C'est l'emblème de nos exploits
Qui fleurit dans cette ironie.

Vous êtes cinq, six, dix, un tas,
Géants, peut-être de la Garde;
Et c'est lui qui, fier, vous regarde,
Le petit, et de haut en bas.

Vous avez crié *Kamarade!*
Il vous a faits prisonniers, oui.
A lui la gloire! A vous l'ennui!
Et chacun en prend pour son grade.

Il est mince et vous êtes gros;
N'empêche qu'il est votre maître.
Dame! Pas plus au poids qu'au mètre
Ça ne se jauge, les héros!

Chez nous l'héroïsme est précoce;
Et vos yeux baissés sous les siens
Vous font de tout petits Prussiens
Près de lui, grand Français, ce gosse!

LE TRIOMPHE DU POILU

Il a passé sous l'Arc de Triomphe, en vainqueur,
Mais sans orgueil au front, quoique la joie au cœur.

Tous les siècles passés de toute notre histoire
Ont, d'un *présentez armes*, honoré la victoire ;

Et la France, et l'Europe, et le monde étaient là;
Et le ciel même avait sa robe de gala.

Dans ce Paris, plus grand qu'Athènes et que Rome,
Lui, cependant, à quoi pensait-il, le pauvre homme?

Peut-être à tout cela. Peut-être aussi que non.
C'est le Poilu, sans plus. Il n'a pas d'autre nom.

Son devoir, cette fois, était énorme, immense;
Mais, de toujours le faire il a l'accoutumance.

Et donc, s'étant trouvé pour celui-ci tout prêt,
Il a, sous son barda, le triomphe discret,

Et se contente tout simplement d'y souscrire
Avec son brûle-gueule au coin de son sourire.

LE RETOUR A LA TERRE

T'y voilà de retour, paysan, à la Terre!
Tu reprends ton labeur d'un éternel souci.
Le héros que tu fus là-bas, tu l'es ici.
Porte-le fièrement, ton bonnet militaire.

Le chiffre de tes morts est là, sans commentaire,
Pour prouver que la France et que le Monde aussi
Te doivent leur salut, ô paysan!... Merci!
Moi, j'en reste à jamais ton humble tributaire.

Quand me viendra, bientôt, l'inéluctable jour
Du vrai, définitif et suprême retour
A la Terre, à la glèbe auguste et maternelle,

N'est-ce pas toi, mon gars, travailleur merveilleux,
Qui m'auras assuré de l'avoir, libre, en elle,
Le bon coin du bon lit où dorment les aïeux?

JEAN RICHEPIN.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS

CARNET DE ROUTE D'UN TÉMOIN

New-York, 5 octobre 1920.

Une élection présidentielle aux États-Unis est une bataille politique qui ne ressemble à rien de ce que nous connaissons dans notre vieille Europe. Nous ignorons cette fièvre qui ici a bientôt fait de gagner la foule des électeurs, et qui, encore augmentée par les polémiques d'une presse avide de nouvelles à sensation, se traduit, pendant trois mois, par des millions de tracts, des meetings innombrables et des processions colossales.

Les partis sont en Amérique organisés comme de grandes maisons de commerce. Leur budget énorme leur permet de faire une véritable débauche de publicité : enseignes lumineuses, drapeaux gigantesques, affiches en couleur. Aussi ne faut-il pas s'étonner de trouver sur les murs des gratte-ciel, entre un chameau colossal qui symbolise une marque bien connue de cigarettes et un ours qui mord dans un pneumatique pour en montrer la solidité, une tête énorme du sénateur Harding, avec cette légende : « Confiez les intérêts de la nation à un homme d'affaires éprouvé. Votez pour Harding! »

Le quartier général du parti démocratique, installé au onzième étage du Central Palace, donne l'impression d'une entreprise industrielle menée par des habitués de Wall Street bien plutôt que d'un comité politique. Dans des bureaux spacieux, des femmes tapent sans arrêt sur des machines à écrire et des hommes ne cessent de téléphoner. Il y a là un directeur de la publicité, un « expert en chemins de fer » qui organise les tournées électorales, des agents chargés de surveiller la distri-

bution des tracts de la Société des Nations. Tout ce monde va, vient, s'agite sous la haute direction de George White, le président du parti, un *self-made man*, qui, il y a trente ans, s'en fut chercher des puits de pétrole dans l'Ouest, et maintenant « vaut » vingt millions de dollars.

La campagne personnelle des candidats ne suffisant pas, il faut encore une petite armée d'orateurs bénévoles, qui iront du New-Jersey au Texas et du Wyoming à l'Alabama. Un de mes amis, M. Edmond Russell, le peintre bien connu, porte la parole pour le sénateur Harding. Des femmes de la société new-yorkaise offrent aussi leur concours à la cause qui leur est chère, et, suivant les cas, louent avec enthousiasme ou critiquent avec acharnement la Société des Nations.

Cinq partis se disputeront jusqu'au 2 novembre la magistrature suprême des États-Unis : les démocrates, dont le candidat est le gouverneur de l'État d'Ohio, James M. Cox ; les républicains, qui sont représentés par M. Warren Harding, sénateur du même État ; les socialistes, dont le candidat, Eugène Debs, purge actuellement sa peine dans la prison d'Atlanta ; le parti des fermiers et des travailleurs, avec Christensen ; et enfin les prohibitionnistes, les ennemis jurés de l'alcool, commandés par M. Watkins, le Messie de l'Amérique sèche.

En fait, les deux seuls adversaires qui comptent sont le gouverneur Cox et le sénateur Harding. Choisis par les membres des conventions de Chicago et de San Francisco, dans les conditions que la *Revue* a décrites (1), ils représentent les deux grands partis, et c'est entre eux que la bataille sera chaude.

Essayons d'abord d'esquisser un portrait des deux favoris de cette course à la Maison Blanche. M. Cox a cinquante ans, mais il paraît de dix ans plus jeune. Plein d'activité, orateur infatigable, il se dépense depuis deux mois et voyage sans cesse à travers les États de l'Union. M. Harding est plus âgé et aussi plus calme dans ses manifestations. Il préfère haranguer la foule du haut de son balcon, faire des *front porch speeches*, comme on dit ici, plutôt que d'aller prêcher les *cowboys* du Colorado ou les mineurs de Californie. M. Cox est progressiste et radical. M. Harding aime mieux ne rien changer à l'ordre des choses, ce qui lui vaut de certains adversaires l'épithète de réactionnaire.

(1) Voir, dans la *Revue* du 1er septembre, *Les « Conventions » américaines* (juin-juillet 1920, par M. Georges Lechartier.

Cox a plus de chaleur, plus d'action sur la foule. M. Harding, plus froid, agit moins sur elle. On aime ou on déteste Cox; les sentiments qu'inspire Harding sont plus éloignés de ces extrêmes. M. Cox, homme d'affaires accompli, plaît aux commerçants, aux citadins, aux gens qui connaissent la valeur du temps, aiment les formules brèves et les décisions rapides. M. Harding est un homme calme, courtois, pondéré. On dit ici que Cox est une dynamo en marche et Harding un roc inébranlable : c'est pourquoi ce dernier a pour lui les ruraux, les agriculteurs, les gens paisibles des petites villes.

Tels sont les deux adversaires en présence. Une occasion, que je saisis au vol, me permet de monter dans le train spécial du gouverneur Cox et de suivre dans ses moindres détails cette tournée présidentielle.

Louisville (Kentucky), 8 octobre.

Le train spécial du candidat démocratique se compose de quatre wagons : un wagon-salon pour le gouverneur Cox, deux wagons-lits pour la presse, et un wagon-restaurant. La plate-forme arrière du dernier wagon est pavoisée. C'est de cette tribune que M. Cox harangue les foules. A noter qu'il prépare lui-même ses discours. Sous pression du matin au soir, et prenant à peine, entre deux harangues, le temps de manger, il fait songer à ces auteurs-acteurs-directeurs qui mettent eux-mêmes en scène et jouent leurs propres pièces.

L'organisation pratique de la tournée est parfaite. Le chef de la publicité à bord du train reçoit la veille le texte sténographié des discours que M. Cox prononcera le lendemain. Au moyen d'un duplicateur, des centaines d'exemplaires sont tirés en cours de route et mis sous enveloppe à l'adresse de quatre cents petits journaux disséminés dans les États-Unis. Car les agences et les grands journaux ont un correspondant spécial dans le train qui, lui, à toutes les stations importantes, remet ses télégrammes aux employés de la Compagnie télégraphique Western Union, laquelle transmet nuit et jour, par fil spécial et sans délai, à New-York, à Washington, à Chicago ou à San Francisco, les discours de M. Cox un quart d'heure après qu'il les a prononcés.

A bord sont les principaux collaborateurs de M. Cox : M. Charles Morris, son secrétaire, et M. Goldsmidt, « expert

en la Société des Nations, » comme on l'appelle dans la presse américaine. Une simplicité démocratique est ici de rigueur. M. Cox est baptisé familièrement « Jimmie ; » M. Morris « Charlie. » Comme il fait une chaleur excessive, — nous sommes en plein été indien (*indian summer*), — les règles du protocole fléchissent sous la température, et l'on peut très bien converser avec Jimmie en manches de chemise. Signalons encore la présence d'un colosse coiffé du chapeau melon de rigueur. C'est l'agent de la police secrète chargé de veiller sur la sécurité de M. Cox.

Nous arrivons à New Albany, un village de quelque trois ou quatre mille habitants. Le passage du train présidentiel est un événement. Tous les fermiers des alentours sont venus dans leurs petits automobiles Ford, de sorte que la gare de cette modeste bourgade est entourée de plusieurs centaines de véhicules. Dans un pays où les voitures coûtent 400 dollars et où l'essence vaut 30 centimes le litre, il faut être un miséreux abandonné des dieux de Wall Street pour ne point rouler carrosse. Le classique chemineau lui-même rougirait ici de pérégriner à pied.

Des enfants sont juchés sur les poteaux télégraphiques. Un bambin se tient en équilibre au sommet du sémaphore. D'enthousiastes démocrates sont installés sur des piles de traverses. Le train s'arrête. Le Gouverneur Cox paraît derrière la rampe de la plateforme. On l'acclame. Il prononce une harangue improvisée, très simple... Une mère qui tient son enfant dans ses bras s'approche. M. Cox tapote affectueusement la petite main du bébé et déclare que rien ne le touche plus que de se trouver en contact avec les jeunes représentants de la future Amérique. On l'applaudit. On siffle. Car les sifflets sont ici un signe d'approbation.

Il y a cinq minutes que parle M. Cox. « Tout le monde à bord ! » crie le *manager* du train, sans s'inquiéter de la péroraison du candidat. Le train s'ébranle lentement. M. Cox parle encore, serre des mains qui se tendent et rentre dans son wagon. Jusqu'à ce soir six heures, le train s'arrêtera ainsi dans chaque bourgade importante de l'Ohio. Ici, M. Cox parlera pendant dix minutes. Là, il fera un discours plus long. A Bloomington, le comité local a construit une estrade sur la place du Capitole. La foule s'écrase devant l'estrade. Le gouverneur Cox

est acclamé par d'enthousiastes démocrates qui, en guise de bienvenue, exécutent un concert de klaxons et de trompes d'automobiles.

M. Cox a entrepris une croisade en faveur de la Société des Nations. Dans tous ses discours il souligne le point capital de son programme : l'entrée des États-Unis dans la Société des Nations selon la formule de M. Wilson, mais avec certaines réserves destinées à apaiser les appréhensions du peuple américain. Car les adversaires de M. Cox brandissent le fameux article 10 du pacte comme un épouvantail qui menace la souveraineté des États-Unis. « Prenez garde, s'écrient-ils! Si vous faites partie de la Société des Nations, vous serez obligés d'envoyer vos fils en Europe pour défendre l'intégrité territoriale de quelque Tchéco-Slovaquie dont les destinées vous sont indifférentes. Alors, ce ne sera plus votre congrès qui sera maître de vos actes, mais un Conseil international de diplomates étrangers. »

M. Cox, pour réagir contre cette interprétation, ne manque pas au cours de ses harangues de se livrer à la petite démonstration suivante. Il demande :

— Y a-t-il dans l'assistance un instituteur?

Généralement un brave citoyen lève la main et s'écrie :

— Moi... Gouverneur!

— Bien, continue M. Cox... Dites-moi, mon cher compatriote, qui, d'après notre Constitution, a le droit de décider que les États-Unis participeront à une guerre quelconque?

— Le Congrès, Gouverneur...

— Parfait... Ce qui revient à dire que le Président des États-Unis ne peut pas plus vous envoyer en guerre que le garde champêtre de cette localité... Donc on vous trompe quand on vous dit que l'article 10 est une menace pour votre liberté d'action.

Les auditeurs du candidat aisément convaincus applaudissent. En fait, la démonstration de M. Cox n'est pas aussi concluante qu'elle le paraît, car les pouvoirs du Président américain sont tellement étendus qu'il peut acculer le Congrès à une impasse et virtuellement lui dicter ses décisions. Mais l'âme simpliste de la foule ne s'attache pas aux détails...

Terre Haute (Indiana), 9 novembre.

Nous pénétrons dans l'État d'Indiana. De chaque côté de la voie ferrée, les champs de maïs se succèdent sans interruption.

Nous avons changé de réseau; un nouvel inspecteur nous accompagne. Les chemins de fer des États-Unis sont la propriété de plusieurs centaines de Compagnies rivales; en sorte que, pendant notre tournée, nous voyagerons tous les deux jours sur les rails de Compagnies différentes.

Aujourd'hui M. Cox a prononcé une dizaine de discours. Quel métier! Le soir après son dernier meeting, il lui faut travailler jusqu'à une heure avancée de la nuit. Parfois, vaincu par la fatigue, il s'endort entre deux stations; M. Morris le réveille dix minutes plus tard et lui dit : « Gouverneur, nous sommes arrivés à X... *Ils* vous attendent sur le quai... » Alors M. Cox se lève, paraît sur la plateforme, sourit, agite familièrement ses bras en guise de bienvenue et recommence son apostolat en faveur de la Société des Nations.

Hier un incident typique s'est déroulé dans la petite gare de Salem. En approchant de la station, le mécanicien s'aperçoit que le disque est fermé. Il arrête le train et demande à l'aiguilleur pour quelle raison il a donné le signal d'arrêt obligatoire.

— Il n'y a rien de cassé, répond tranquillement l'employé : les camarades voulaient simplement voir Jimmie...

Jimmie dut se lever et paraître en pyjama devant les électeurs satisfaits.

Springfield (Illinois), 10 octobre.

Nous avons franchi pendant la nuit la frontière de l'Illinois, et nous voici en vue de Springfield, ville de 60 000 habitants, où l'on vous montre avec orgueil la maison rustique et modeste qu'habita Abraham Lincoln et le monument sous lequel le grand président est enterré.

Aujourd'hui dimanche sera un jour de repos relatif pour le candidat démocratique. En arrivant à la gare, il déclare à la foule qui l'entoure :

« Mes compatriotes, il serait malséant de parler politique ce matin. Voici le jour du Seigneur, et nous sommes, nous autres Américains, respectueux des principes de notre religion. Allez à l'office divin. Moi, je rendrai hommage aux cendres d'un grand homme qui honora jadis le parti républicain, au temps où ce parti avait encore des principes justes et humains, dans la plus vaste acception du terme. Mes compatriotes, je vous remercie de votre accueil et vous souhaite le bonjour. »

En fait, la journée du gouverneur consistera à conférer avec

les membres du Comité local et à dîner en famille, car Mme Cox est venue rejoindre son mari. Ce sera sa première récréation, si l'on peut dire, depuis qu'il a entrepris cette longue tournée électorale.

Au cours de la soirée, M. Cox me reçoit dans sa chambre et m'expose ses idées sur les relations franco-américaines :

— Mes sentiments envers la France, dit-il, sont ceux d'un fils envers sa mère. Nous savons qu'elle est la grande blessée de la guerre et qu'elle a souffert plus qu'aucune autre nation. Mais il n'y aura pour elle de possibilité de résurrection, je parle surtout au point de vue matériel, que lorsque la situation en Europe se sera stabilisée. Et, pour cela, il faut que la politique des États-Unis soit déterminée dans un sens ou dans l'autre. Adopterons-nous la devise : « l'Amérique d'abord, » ou entrerons-nous dans une Société dont quarante nations font déjà partie ? Jamais les électeurs américains n'ont été appelés à résoudre problème plus grave et d'une plus haute importance morale.

— Gouverneur, que pensez-vous de l'aide que l'Angleterre et les États-Unis ont promise à la France, dans le cas où l'Allemagne l'attaquerait subitement ? Seriez-vous prêt, si vous étiez élu Président, à souscrire à l'engagement signé par M. Wilson ?

— Oui, nous serions prêts à remplir toutes nos obligations.

— Êtes-vous partisan de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations ?

— Oui, je voudrais que toutes les nations fissent partie de la Société, si du moins elles s'engagent à en observer les statuts. Je voudrais que l'Allemagne, elle aussi, y fût admise, dès qu'elle aura donné les preuves de sa bonne foi et de sa bonne volonté dans l'exécution des clauses du Traité de Versailles. »

Saint-Louis (Missouri), 11 octobre.

Le Comité démocratique de Saint-Louis a organisé ce lundi soir un meeting monstre dans l'énorme salle du *Coliseum*.

Notre train s'approche de la grande ville qui étend ses faubourgs industriels au long des rives du Mississipi. C'est le crépuscule. Le soleil, à l'horizon, apparait comme une grosse orange dans un halo grisâtre de poussières et de fumées. Ce ne sont qu'usines et que halls vitrés, dans un réseau de voies ferrées qui s'entrecroisent à l'infini. Ses hautes cheminées se

dressent, maculées de suie, vers le ciel où déjà quelques étoiles scintillent. Là-bas le Mississipi, large de deux kilomètres, coule entre deux guirlandes lumineuses de lampes électriques qui se reflètent dans la moire obscure du grand fleuve. L'immense gare de Saint-Louis est pleine de monde. Il est huit heures. Cox est salué par une orchestration savante de sifflets de locomotive et franchit la salle des Pas perdus entre deux haies de curieux qui l'acclament. Il aura juste le temps de se rendre aux bureaux du Comité démocratique, de serrer les mains des politiciens locaux et de se hâter vers le *Coliseum*.

Imaginez une salle rectangulaire trois fois plus grande que l'Hippodrome de Paris et décorée à profusion, du parterre aux troisièmes galeries, avec des bannières étoilées. Au centre, une estrade est dressée, sur laquelle s'installent les invités du Comité. Tout autour de cet îlot d'auditeurs privilégiés, c'est un océan de têtes. Les travées entre les sièges sont remplies d'électeurs debout qui, patiemment, pendant deux heures, écouteront le discours du candidat. Il y a plus de quinze mille personnes dans cette halle que les lampes à arc inondent de lumière blafarde. Les femmes, aussi nombreuses que les hommes, manifestent autant d'intérêt que les électeurs mâles. Comme elles voteront cette année pour Cox ou pour Harding, elles veulent très consciencieusement se faire une opinion personnelle et comparer les mérites des deux candidats.

M. Cox paraît : les bravos crépitent, et les hourras entremêlent leurs diapasons variés. Il a l'air d'un pygmée sur l'estrade de cette salle géante. C'est un pygmée qui, deux heures durant, de toute la force de ses poumons, va s'efforcer de convaincre ses quinze mille auditeurs attentifs.

Peoria (Illinois), 12 octobre.

Son discours à peine fini, M. Cox monte dans l'automobile fleuri qui l'attend et qui le conduit à la gare. Le train repart dans dix minutes. Notre candidat, en passant, serre les mains des employés, des chauffeurs, des aiguilleurs, des hommes d'équipe, et rentre dans son wagon. Le train roule toute la nuit et passe sur le territoire de l'État d'Illinois. Dès huit heures du matin, M. Cox, levé, recommence ses harangues. Entre son petit déjeuner et son repas de midi, il aura prononcé cinq discours de plus. Après l'effort qu'il a fourni hier soir, je m'étonne de le

retrouver aussi inaccessible à la fatigue. Comme le Président du Comité national démocratique, M. White, me l'a dit : « Jimmie est un coq de combat... Il est plein de poivre (*full of pep*). » Et cette expression d'argot chère aux Yankees le dépeint exactement.

A dix heures et demie, nous arrivons à Peoria, cité industrielle célèbre pour ses distilleries. Avant la prohibition, on y fabriquait le whisky en abondance. Depuis que la loi Volstead a interdit la consommation des boissons qui contiennent plus d'un degré et demi pour 100 d'alcool, les distilleries de Peoria sont dans le marasme. Elles ne produisent plus que des alcools pharmaceutiques, du moins officiellement. Car il y a des accommodements avec la Prohibition : la contrebande des liqueurs et des spiritueux est devenue un métier lucratif. Les scandales ne se comptent plus. A Chicago, le grand jury est en train d'éclaircir une affaire de corruption de fonctionnaires. Il ne s'agit de rien de moins que trois millions de dollars, soit quarante-cinq millions de francs au cours du jour. A New-York, la police a découvert une association de *bootleggers* (c'est ainsi qu'on appelle ceux qui se livrent au trafic illicite des liqueurs), association puissamment organisée, avec ses succursales, ses tarifs secrets et ses moyens de transport mystérieux. Un *bootlegger* ingénieux, arrêté récemment, n'avait rien trouvé de mieux pour livrer ses caisses de gin à la barbe des autorités fédérales, que de dissimuler ses bouteilles dans un corbillard. Chaque voyage de ce corbillard rapportait quelques milliers de dollars à ce croque-mort trop habile, dont l'aventure vécue semble un conte d'Edgar Poë corrigé par Mark Twain.

C'est donc dans la Cité de l'alcool que parle ce matin M. Cox. Le meeting a lieu dans une salle de danse qui porte le nom gracieux de *Pays des Fées*. Malgré le décor profane de cette salle où les lampions alternent avec les accessoires de cotillon, le Président invite le clergyman présent à dire une prière. Le révérend Smith se lève, loue le Seigneur, et mêle sans transition plausible le nom du Créateur à la Société des Nations, aux vertus de M. Wilson et aux mérites de M. Cox. Les auditeurs murmurent *Amen*, et M. Cox parle.

Il est onze heures et demie. Nous avons encore vingt minutes avant le départ de notre train : c'est plus de temps qu'il n'en faut pour faire un discours. Justement les membres du Club des Optimistes ont organisé un déjeuner dans le restaurant d'un

grand magasin de nouveautés. M. Cox va leur parler. Nous nous précipitons à travers le rayon de bonneterie dans l'ascenseur qui nous dépose au neuvième étage. Trois cents Optimistes sont là qui acclament le Gouverneur et écoutent ses commentaires sur la situation politique. Mais les minutes sont comptées. M. Cox tire sa montre, conclut, et distribue cent poignées de mains. Nous nous hâtons vers un autre ascenseur qui nous dépose au rez-de-chaussée. Nous courons à travers un dédale d'articles de ménage et de confiseries variées, tandis que les vendeuses applaudissent, et nous sautons dans les automobiles qui nous ramènent à la gare. Au moment précis où M. Cox paraît sur le quai, un coq, dans un panier posé sur un chariot, lance un cocorico retentissant. Les rires éclatent et les spectateurs amusés commentent l'esprit d'à propos de ce volatile qui, justement, est l'emblème du parti démocratique.

Indianapolis (Indiana), 15 octobre.

J'ai remercié le candidat démocratique pour la cordialité de son accueil et j'ai quitté son train pour me rendre à Indianapolis, où son adversaire, le sénateur Harding, parlera ce soir.

Le programme républicain, après quelques oscillations, qui d'ailleurs ont été exploitées par les Démocrates, est à présent fixé. Il se résume ainsi :

« Contrôle absolu des États-Unis par les États-Unis. Pas d'influences étrangères dans les affaires de la nation.

« Les Américains peuvent gouverner leur pays sans l'aide de l'Europe.

« A l'avenir, comme par le passé, on ne verra qu'un seul drapeau, le 4 juillet. Un seul drapeau suffit.

« Ce pays restera américain. Son prochain Président restera en Amérique. Les affaires américaines seront discutées par les serviteurs du pays, à Washington, et non point dans une capitale étrangère.

« Depuis longtemps, nous avons manifesté notre répugnance pour toute ingérence étrangère dans notre gouvernement. Si quatre millions d'Américains ont pu se gouverner eux-mêmes et régler leurs propres affaires, il y a cent quarante ans, cent millions d'Américains, — c'est-à-dire vingt-cinq fois plus, — peuvent en faire autant aujourd'hui.

« Harding et Coolidge en donneront la preuve à l'Europe

tout entière, à l'Asie et à l'Afrique, quand vous les aurez envoyés à Washington. »

Telle est la déclaration de principes définitive du parti républicain. Elle se résume en ces deux mots que le sénateur Harding a souvent prononcés au cours de ses discours : *America first* (l'Amérique d'abord). Elle est nettement dirigée contre la Société des Nations de M. Wilson. Les discours des orateurs républicains ne nous laissent aucune illusion à ce sujet. En voici deux qui sont particulièrement typiques.

Le 7 octobre, à Newport (Kentucky), au cours d'un meeting fort nombreux, j'ai entendu le colonel Roosevelt Junior, le propre fils de l'illustre Président, déclarer que la Société des Nations actuelle contient plus de germes de guerre qu'aucun autre document, et que le Conseil des Neuf, qui doit siéger prochainement à Genève, comprendra les représentants de cinq Rois et d'un Empereur (l'Empereur du Japon), de sorte que, sur neuf membres, six seront les porte-parole de têtes couronnées. »

Et le colonel Roosevelt ajouta :

— La Grande-Bretagne et ses colonies ont six voix, tandis que les États-Unis n'en ont qu'une, car je ne sache pas que nos colonies, telles que l'Alaska ou Puerto Rico, seront représentées... L'Équateur, avec sa population qui représente le tiers de celle de Chicago, a autant de voix que les États-Unis, et pourtant 90 pour 100 de la population de l'Équateur ne savent ni lire ni écrire... Nous n'avons que faire des théories impraticables des professeurs... Nous voulons revenir au sens commun du peuple. Nous repousserons cette Société des Nations, si peu américaine. Nous voulons bien combattre pour une grande cause, mais c'est nous qui définirons cette cause, et non pas un concert de diplomates européens. »

Après ces paroles significatives du colonel Roosevelt, M. E. P. Morrow, président du meeting, exposa, à son tour, le point de vue républicain et fut non moins catégorique :

— Beaucoup de gens, dit-il, ont ces temps derniers parlé avec abondance des nations européennes, et très peu de notre propre pays... Depuis cent ans, nous avons assez bien réussi en réglant nos affaires nous-mêmes. Or, à présent, on nous demande de nous lancer sur la route inconnue de l'internationalisme ; on nous demande de former une alliance offen-

sive avec quarante autres nations... Mais où les querelles naissent-elles ? Là-bas (C'est-à-dire en Europe). Où fait-on la guerre ? Là-bas... Où sont toutes les frontières qu'il faut sauvegarder ? Là-bas... Où sont tous les faillis ? Là-bas... En revanche, où la paix règne-t-elle ? Ici... Où l'argent se trouve-t-il ? Ici... Où sont les Nations qui ont signé ce pacte merveilleux ? Là-bas... Qu'est-ce que vous pensez de ma proposition : Laissons donc ceux qui l'ont signé se tirer d'affaire là-bas, pendant que nous, nous resterons tranquillement ici ? »

Les paroles de ces deux orateurs républicains illuminent toute la campagne présidentielle : voter pour le sénateur Harding, c'est voter contre la Société des Nations.



Ce vendredi soir, 15 octobre, M. Harding parlera au *Tomlinson Hall* d'Indianapolis. Dès six heures, la foule s'écrase devant les portes de cette vaste salle, et les femmes ne sont pas les moins ardentes à vouloir forcer la consigne. Les milliers d'auditeurs qui n'entendront pas le Sénateur dans le hall seront récompensés de leur zèle en écoutant le deuxième discours qu'il fera en plein air sur le balcon du Club républicain. Cinq mille personnes s'entassent dans cette salle qui en peut contenir trois mille cinq cents. La patience de ces électeurs, — et de ces électrices, — est admirable. Il n'est que sept heures du soir, et ils sont là, debout par centaines, entre les travées des sièges, qui attendront jusqu'à huit heures et demie l'arrivée du Sénateur.

Pour faire passer le temps, le secrétaire du Comité se dépense et fait à la fois fonctions d'huissier et de chef d'orchestre. Il fait un signe aux musiciens, et en battant la mesure, invite les cinq mille assistants à chanter avec lui, sur un air connu, des couplets qui ridiculisent le gouverneur Cox. Cette parodie de la mélodie *Bulle de savon* est conçue en ces termes :

« Cox a un programme. — Mais ce n'est qu'un rêve. — Il ne nous trompera pas. — Il s'imagine être le seul homme qui puisse commander à la terre et aux océans. — Mais tout cela ce sont des bulles de savon qu'il lance vers le ciel (*bis*).

Refrain : Cox fait des bulles, — de petites bulles qui montent, — et qui montent là-haut, — si haut qu'elles éclatent, — au grand dam des pauvres démocrates. »

Ce n'est pas méchant, mais cela amuse les farouches républicains d'Indianapolis. Et puis, cela leur fait oublier que depuis plus d'une heure ils étouffent, debout, dans une atmosphère surchauffée.

Tout à coup une rumeur monte de la rue, d'abord lointaine, puis plus grave et plus précise. L'estrade s'agite. Les femmes se lèvent pour mieux voir. Le sénateur paraît. Alors retentit une ovation formidable, un cyclone de hourras, de cris suraigus et de coups de sifflet stridents. Le vacarme que cinq mille personnes peuvent faire dans un espace clos dépasse tout ce qu'on peut imaginer.

Cependant, le sénateur Harding agite son chapeau. Il ressemble à Mac Kinley. Il a la physionomie à la fois digne et souriante d'un pasteur bon vivant, et, dans sa démarche et dans ses gestes, l'affabilité protocolaire du chef d'État. Lorsque la tempête s'est un peu calmée, une féministe d'Indianapolis qui, d'après le programme, doit présenter le candidat aux électeurs, se lève et fait un petit discours. Remarquons en passant que Démocrates et Républicains ne cessent de prodiguer leurs amabilités aux nouvelles électrices qui pourraient bien leur réserver des surprises le jour de l'élection.

Le sénateur parle enfin. Dès qu'il aborde la politique extérieure et la Société des Nations, il lit ses déclarations. Comme ses adversaires l'ont accusé de changer fréquemment d'avis sur ce point, il ne se livre pas aux dangers de l'improvisation.

New-York, 25 octobre.

Les républicains ont dépensé trois millions de dollars pour leur propagande, ce qui, au cours du jour, représente quarante-cinq millions de francs. « Même à ce taux-là, il est heureux que nous n'élisions un président que tous les quatre ans, me disait un sénateur au Comité national républicain. Sinon, nous y serions de notre poche. »

Si l'on considère, en effet, les dépenses que représente une élection présidentielle, on ne s'étonne plus que les frais de campagne des deux partis adverses s'élèvent à une centaine de millions de francs. Une simple visite au quartier général républicain, dans la 44e rue, suffit pour s'en rendre compte. Le général Herbert de Fossé, qui m'a conduit dans les méandres du sérail, m'a expliqué en détail l'organisation du Comité na-

tional. Sait-on, par exemple, que le programme du parti républicain a dû être imprimé en quarante-trois langues différentes, parce que 72 pour 100 des citoyens américains, à l'Est du Mississipi et au Nord d'une ligne droite qui joindrait Baltimore à Saint-Louis, ne parlent presque pas l'anglais, ou du moins ne le savent pas assez pour le lire? D'où la nécessité de traduire les pensées de M. Harding en polonais, en tchèque, en hongrois, en italien, en hébreu, en allemand, etc...

31 octobre.

La campagne électorale de M. Cox bat tous les records. Voici quelques chiffres qui en donneront une idée. Depuis que la Convention de San Francisco l'a désigné comme candidat, M. Cox a parcouru trente-cinq mille kilomètres sur les voies ferrées du pays. Il a visité en détail trente-six États et parlé devant deux millions d'électeurs. Il vient de rentrer dans son foyer de Dayton et attend l'imminent résultat de la consultation nationale. A dire vrai, ses chances sont minimes, bien qu'il ait déclaré hier soir : « L'Humanité souffrante attend la voix de l'Amérique. Le sentiment de ce pays est en grande majorité en faveur de la Société des Nations. Le vote du 2 novembre signifiera pour le monde la joie ou la souffrance. »

Et pourtant, M. Cox ne sera pas élu. Les statistiques préliminaires dans les États douteux sont en faveur de M. Harding. La cote du candidat républicain est 8 contre 1. Son élection est déjà considérée comme assurée. L'autre soir, les rues de New-York ont été le théâtre d'une démonstration colossale. Une retraite aux flambeaux a réuni cinquante mille républicains qui, porteurs de longues torches électriques rouges et vertes, ont parcouru à la tombée de la nuit les artères principales de la grande ville. Vue d'un trentième étage, cette procession de torches offrait un spectacle inoubliable. On eût dit que des myriades de lucioles se répandaient dans la cité, entre les falaises abruptes des gratte-ciel enténébrés.

1er novembre.

Le sexe faible se prépare pour l'élection. Une douzaine de millions de femmes iront demain joindre leurs bulletins de vote à ceux de la gent masculine. Cette année, pour la première fois, les citoyennes de l'Union, collaboreront intimement à l'élection du Président. La nouveauté du fait réside surtout dans

le nombre des votantes, car, en réalité, depuis cinquante ans, les femmes votent comme les hommes dans l'État de Wyoming, par exemple, et depuis vingt-cinq ans dans le Colorado, l'Utah et l'Idaho.

L'organisatrice du suffrage féminin est Mme Chapman Catt qui, ces dernières années, a fait preuve de qualités d'administrateur incomparables. C'est elle qui a unifié les programmes des nombreuses ligues féminines et nationalisé les efforts divergents de ces associations. La Ligue des Électrices a défini ainsi son vaste et noble dessein : collaborer à une œuvre législative qui aura pour objet d'améliorer le collège électoral et par suite tout le système politique de la nation américaine. Plusieurs comités nationaux se sont formés qui, chacun, travailleront à assurer l'américanisation des citoyennes, la protection de l'ouvrière, l'éducation de l'enfant, l'amélioration de la loi électorale, l'hygiène sociale et l'unification du statut civil de la femme. Comme on le voit, les suffragettes d'hier, électrices d'aujourd'hui, voient grand...

2 novembre.

Depuis six heures du matin les sections de vote sont ouvertes. Contrairement à ce qui se passe en France, les électeurs ne se rendent pas à la mairie ou à l'école du quartier; ils vont chez le coiffeur, l'épicier, ou le fruitier au coin de la rue, car l'administration municipale a déposé les urnes dans les boutiques de ces honorables commerçants. Il y a ainsi dans la ville de New-York des centaines de sections où, jusqu'à six heures du soir, les citoyens exprimeront leurs suffrages.

Le bulletin de vote ne consiste pas, comme on pourrait le croire, en un petit carré de papier sur lequel est imprimé le nom du candidat à la présidence. Le système américain est beaucoup plus compliqué. D'abord, l'électeur ne vote pas directement pour Cox ou pour Harding. Il vote pour des électeurs du deuxième degré qui, eux, voteront pour le candidat, conformément aux vœux des électeurs du premier degré, sans toutefois être tenus de se conformer à leur opinion. De sorte que ce procédé bizarre réserve parfois des surprises.

Le bulletin est une grande feuille de papier, longue et large de cinquante centimètres, divisée en sept colonnes. La première porte l'emblème du parti démocrate, c'est-à-dire une étoile, les

noms de Cox et de F. D. Roosevelt (ce dernier étant le candidat à la vice-présidence) et la liste des noms des membres du collège électoral démocratique. La deuxième colonne est celle des Républicains avec l'aigle, emblème du parti, et les noms de Harding et de Coolidge. La troisième colonne est celle du parti socialiste et s'adorne d'un bras musclé qui brandit une torche. La quatrième est réservée au parti de la Prohibition, que symbolise avec beaucoup d'à propos une fontaine Wallace. La cinquième, celle du parti travailliste, est illustrée d'un autre bras musclé, mais qui brandit un marteau au lieu d'une torche. La sixième, celle de M. Christensen, nous montre les deux mains unies des travailleurs des villes et des travailleurs des champs. Enfin la septième contient cette observation : « Dans la colonne ci-dessous, l'électeur peut inscrire le nom d'une personne quelconque pour laquelle il désire voter et dont le nom ne serait pas imprimé sur le bulletin. » Inutile de dire que de joyeux électeurs en profitent à chaque élection pour écrire dans cette colonne les noms de célébrités américaines qui n'ont qu'un lointain rapport avec la politique, telles que Charlie Chaplin, Mary Pickford, un champion de boxe ou un assassin notoire.

Les électeurs plus sérieux doivent, pour exprimer leur opinion, marquer d'une croix la colonne de leur candidat. Mais ce n'est pas tout. Ils reçoivent en même temps deux autres grandes feuilles : l'une, qui contient les noms des candidats aux fonctions administratives et aux fonctions législatives de l'État dans lequel ils résident; l'autre qui est un referendum relatif aux amendements éventuels à la Constitution des États-Unis.

Tous les grands journaux de la cité ont pris leurs dispositions pour informer le public heure par heure des résultats de l'élection. D'immenses écrans permettront de projeter immédiatement les chiffres à mesure que le télégraphe les transmettra aux salles de rédaction.

Huit heures du soir.

Malgré la pluie qui tombe, les curieux sont assemblés dans les squares et manifestent leur joie ou leur désappointement quand Cox ou Harding triomphent dans tel district ou dans tel État.

La majorité républicaine s'annonce déjà écrasante. Au quartier général républicain l'optimisme règne, car la défaite des

Démocrates dépasse toutes les prévisions. Pour passer le temps, le général de Fossé me donne quelques chiffres qui illustrent bien l'énorme effort que l'élection a coûté au parti. Les Républicains ont fait tirer 12 000 000 de portraits de M. Harding ; ils ont distribué 20 000 000 de boutons emblèmes et 500 000 brochures résumant leur programme ; 1 000 000 de communiqués ont été transmis à la presse du pays, etc... Les Démocrates d'ailleurs se sont livrés à la même débauche de propagande. Ils n'ont fait imprimer que 4 000 000 de portraits de Cox, mais en revanche, ils ont répandu 1 500 000 exemplaires du pacte de la Société des Nations. Et l'énumération continue. C'est la danse des millions, c'est un Maëlstrom de papier qui s'est répandu sur toute l'Amérique pour convaincre le citoyen Smith et influencer la citoyenne Brown.

Tous les grands hôtels projettent dans leurs halls, de quart d'heure en quart d'heure, les résultats qu'on leur téléphone. Nous apprenons ainsi que le premier électeur qui a voté dans la circonscription de New-York est une femme, Mme Wanamee; levée dès cinq heures du matin, elle a obtenu le bulletin de vote N° 1 Aussitôt les éditions du soir des journaux nous donnent en une colonne la biographie complète de cette éphémère célébrité! On nous annonce aussi que M. Cox a voté à Dayton dans une boutique de confiseur, que Mme Cox a naturellement voté pour son mari et que le sénateur Harding a attendu derrière une longue file de citoyens, refusant aimablement de passer avant son tour.

Une heure du matin. La gaîté règne sur la ville. On danse éperdument au Ritz Carlton. A la griserie des joutes présidentielles a succédé le rythme fringant des fox trots ininterrompus. Tout à coup le télégramme fatidique apparaît sur l'écran. *Le Gouverneur Cox vient d'envoyer ses félicitations au sénateur Harding...* C'est la poignée de mains de deux loyaux adversaires qui se sont battus au grand jour. C'est la conclusion d'un tournoi qui a duré quatre mois. Le 4 mars prochain, M. Harding entrera à la Maison Blanche.

MAURICE DEKOBRA.

AU PAYS BRETON[1]

V

PAR LES ROUTES

L'équinoxe passé, j'aime à courir un peu le pays dans la direction de la grande mer. Il est plus doux, plus seul, sous un azur apaisé ou sous des voiles de grisaille tendus très bas, comme pour plus de quiétude et de secret. Les champs reposent, les pailles rasées luisent plus doucement dans les chaumes; la lande couverte d'un ajonc bas commence à refleurir. Entre les graves pins qui s'espacent, elle étend son miel, un miel plus mûr et tièdement parfumé que celui du printemps. Et l'on voit des fumées bleues monter dans les bois.

Par les plus beaux jours, la lumière qui baigne les lignes d'herbe aux côtés de la route est toute molle et sans force. Le souvenir de l'été rayonne et s'alanguit sur ces campagnes. Si tendre, et plus émouvant que l'été, c'est quelque chose comme le bel effluve crépusculaire, la traîne de clarté rose et dorée qui suit, par un soir pur, la disparition du soleil, et longuement s'attarde dans l'espace.

Mais la marque de l'automne est déjà sur les choses. Dans les énigmatiques avenues que l'on retrouve partout dans ce pays, déjà les petits hêtres, les chênes, ne sont plus verts. Dès la fin d'août, dans les lieux exposés aux vents du large, leur feuillage hérissé tourne à ce brun de rouille qui ajoute alors au pathétique du paysage breton.

(1) Voyez la *Revue* des 1er juillet, 1er et 15 août, 15 novembre.

Les humains ne s'en attristent pas. Chez eux aussi, comme dans le ciel, il y a encore des heures de fête. Beaucoup d'assemblées, de Pardons, en ces derniers beaux jours, à la Clarté, à la Treminou, à Pont-l'Abbé, à Tronoën ; et puis au pays *glazic*, où le *chupen* est bleu, du côté de Quimper et de Locronan. Et dans les villages que l'on traverse, toujours, çà et là, quelque fête, quelque bande heureuse, en train de sautiller en mesure dans la poussière ou la boue de la route.

On passe la rivière. Douceur, au premier matin, de ce bleu virginal entre les bois serrés de pins. Le soleil naissant les baigne de rayons neufs, et sous leurs cimes, dont s'exalte le vert de mousse, mille tiges rosées s'entrecroisent.

On s'en va lentement sur l'eau lustrée, au rythme espacé des grands avirons. Un long passage...

On débarque, et l'on retrouve le hameau de pêcheurs, à l'éveil de sa vie quotidienne. Et voici toutes les choses amicales : les bateaux noirs dans le creux du havre, sous l'ombre verte du feuillage, la courbe et la rude pierre du quai où des femmes, déjà, tricotent au pied des ramures, et la minuscule chapelle, et le pré en pente, et les châtaigniers centenaires où les hommes appuient toujours leurs agrès. Et quand, avec la carriole venue par le bac, on a tourné le dos à tout cela, on est hors de chez soi, hors du pays fermé dont on sait par cœur tous les traits, et qui ne ressemble à aucun autre. Et l'on entre dans le vaste monde, où les champs et les landes ne mènent qu'à des landes et des champs pareils. On peut regarder : le cocher, un petit maigre, à lèvres minces, en grand costume noir du pays de Fouesnant, ne sort de son silence que pour exciter sa bête ou siffloter un petit air triste, breton, toujours le même.

C'est d'abord la plus riche région du pays bigouden ; peut-être me semblerait-elle moins douce si je n'en avais souvent retrouvé les ombrages en revenant, les lèvres un peu brûlées de sel, du jaune désert de Penmarc'h. On longe de loin des morceaux de futaies, de profondes retraites où se cachent des fermes d'autrefois (porches gothiques, grand appareil de granit dans l'ombre verte des arbres patriarches). De la route on voit ces belles masses abritées qui commencent à se dorer magnifiquement. Et puis l'on entre dans les grands pins.

Tout cela, pendant la première lieue, c'est un seul domaine,

qui s'en va, au Nord, border deux longs bras de notre rivière, et, dans le Sud, descend jusqu'à la grande plage, avec ses pinèdes, ses châtaigniers, ses landes, ses terres cultivées. En voici le centre : un noble parc qui s'ouvre, — taillis, pelouses, murailles de rhododendrons, allées convergeant vers la longue et grise façade d'un château.

On passe une royale avenue, si large que des chaumes s'y déploient, entre deux rangées d'arbres antiques, sous la bande lointaine et bleue de la mer.

Quel air d'ancienne France a gardé cette région! Cette grande terre, qui porte le hameau de pêcheurs, on dirait encore une seigneurie. Le bourg voisin en dépendait. A l'église, quand on voit, derrière le banc de l'actuelle Famille, l'assemblée paysanne, dans le costume de sa caste et de son clan, toutes les rudes et simples têtes entre les vieux murs que blasonnent les armes des seigneurs d'autrefois, une petite société féodale semble encore vivante.

La voilà qui paraît, la vieille église. Près du champ des morts, au-dessus du petit ossuaire à colonnettes, où l'on voyait encore, il n'y a pas dix ans, des miettes d'ossements, son clocher se lève entre des tourelles à mine de pigeonniers. Le presbytère et l'école chrétienne, où vont presque tous les enfants du bourg, sont à côté. Par derrière recommencent les bois qui, à un quart de lieue, dans un repli secret de la rivière, s'en vont suspendre au-dessus des goémons et des vases, une riche et grave tapisserie. Souvent on entend, par là, des coups de fusil, et si l'on s'aventure dans le fond de l'anse, on rencontre M. le Vicaire chassant les courlis sur l'herbier. Comme on le sent chez lui, dans cette retraite oubliée de la mer, qui fait partie de sa paroisse!

C'est le dimanche qu'il faut passer ici, quand les cloches sonnent là-haut à montrer leur langue à chaque volée, et que le peuple villageois se presse sur la place pour la grand'messe. Où bien à la sortie de Vêpres, quand les hommes en chapeaux Louis XI emplissent les débits, que femmes et marmots assiègent les panniers des vieilles vendeuses de berlingots. Faste inouï, toujours, des costumes, au milieu de ces pauvres choses. On se dit que cela est sorti des petites fermes perdues à la lisière des pinèdes, de telles chaumières, au bord du désert fiévreux qui s'en va jusqu'aux miroitantes lagunes de Loctudy.

Plus loin, le pays se soulève et se creuse; le fond rocheux,

primitif, de cette terre bretonne apparaît. Longues nappes de lande dont la maigreur révèle et, çà et là, laisse percer le modelé du granit. Entre deux de ces pentes graves, mais que l'or automnal de l'ajonc enchante aujourd'hui, je vois briller des eaux lointaines : les grands estuaires de Pont-l'Abbé, où s'en va finir le tout petit ruisseau de ce vallon. On devine là-bas des îles, des chenaux bleus entre de vaporeux bouquets de pins, même une très lointaine blancheur qui doit être l'Ile-Tudy, la petite ville de pêcheurs, au ras des flots. L'eau salée, d'ailleurs, est là tout près : si l'on s'avance un peu dans le ravin, on découvre un moulin de la mer. Rapide vision d'un pays à part, comme celui de chez nous, d'un petit monde clos, et qui ne se révèle au dehors que par cette étroite échappée. La carriole passe vite, et tout de suite c'est fini; il n'y a plus plus qu'une lande sur un coteau qui se referme.

C'est près de là, quand il y a longtemps que nous ne sommes venus, que nous sautons à terre pour aller revoir certains châtaigniers qui sont les plus vieux vivants de la Bretagne, et sans doute ils ont peu d'aînés dans le monde. De la route, leurs dômes réunis semblent quelconques. Il faut avoir été conduit jusqu'à leur pied par quelque initié pour les connaître.

Un sentier nous y mène, à travers la brousse dorée, et puis un chemin creux entre deux talus du même or. Une ferme se cache au revers de la pente : on ne la voit pas, quand on arrive à la hauteur de l'enclos qu'habitent ces ancêtres.

On pousse une barrière, et c'est alors qu'on découvre leur taille et leur physionomie véritables. Une prodigieuse assemblée. Ils ne sont pas très hauts ; un mauvais sort a pesé sur leur croissance. Mais il faut étendre vingt fois les deux bras pour faire le tour de l'un d'eux, par dessus les torsions, nœuds, bosselures, gonflements, tout le chaotique tourment de son écorce. On comprend les vieilles histoires celtiques de génies magiquement enfermés en des arbres, et condamnés à rester là, convulsés pour toujours dans leur peine et leur effort. Les autres, aussi, ont perdu forme d'arbres : des rochers, plutôt, sous des houles de feuillages suspendus. Beaux feuillages, qui commencent à jaunir, oblongs, dentelés, comme ceux des châtaigniers plantés par les hommes d'aujourd'hui. Ils furent si frais, il y a quelques mois, de jeune sève ! Car ils sont bien vivants, les vieux

monstres, qui ont connu, peut-être, les commencements de la Bretagne. Dans les printemps que voient nos yeux, ils continuent de mettre au jour, comme en tous les avrils des siècles abolis, leurs générations toujours pareilles de bourgeons.

Un seul gît à terre, foudroyé, écartelé du coup, ce qui fut sa moelle changé en charbon. Plus d'écorce : il est nu, gris, de ce gris d'ossement ancien qui ne peut plus changer. Depuis combien de temps est-il mort ?

Et comment sont-ils restés là ? Durent-ils, protégés par quelque vague respect religieux, par quelque superstition, demi-sacrés comme les mégalithes? Ou, simplement, furent-ils oubliés là, dans ce repli de la campagne bretonne, d'où notre humanité moderne semble si loin ? A côté, la pauvre ferme, dans sa cour boueuse et qui sent bon le fumier, n'est pas moins isolée, hors de la société rurale, dirait-on, retranchée dans sa vie à part, comme ces anciens qui ont cessé de se mêler aux hommes d'aujourd'hui. Et je l'imagine aussi vieille. Son toit, ses murs mêmes, peuvent avoir plusieurs fois changé, mais de tout temps, à coup sûr, il y eut là un gîte humain. Là vécurent les hommes qui séparèrent le clos de la lande, et mirent à côté d'eux cette compagnie d'arbres.

Toujours cette impression d'un jour d'autrefois qui se survit, comme si le pas du Temps s'était arrêté, en ces lieux abandonnés, oubliés dans un autre âge.

Par les matins voilés, cette impression s'approfondit. Sous une tenture abaissée de vapeurs, d'où filtre, entre des replis sombres, une pâle clarté grise, cette terre semble s'envelopper du rêve d'autrefois. Le fluide et toujours nouveau présent en est exclu. Rien qui soit du flux de la vie. Immobilité, recueillement, souvenir...

Parfois, en haut du chemin vert, une file de bétail débouche, sans bruit, dans le clos. Une femme les suit, pieds nus, en vêtement d'une autre époque, et dont un long usage, les rudes travaux de la terre, ont terni, presque effacé les demi-cercles d'or. A notre vue, elle s'arrête, interdite, et puis, replaçant la barrière sur sa cheville, elle s'en va passer avec ses bêtes sous les arbres sacrés.

Ces anciens de la terre bretonne, que savent-ils de la succession des vivants à leur pied? Ceux qui remuent à présent autour d'eux diffèrent-ils de ceux d'autrefois? Cette femme, ce

troupeau, ne sont-ce pas toujours les mêmes? Ne les ont-ils pas vus sortir de ce même chemin creux, chaque matin de leurs mille années?



A une lieue de là, on roule à grand tapage sur la grise chaussée de Pont-l'Abbé, entre la grise tour du Château, et l'étang gris où viennent mourir les marées de l'Océan. Et, tout de suite, on est dans la rue Voltaire, au cœur vivant de la ville.

Quel amusement d'y revenir! Vraiment une ville, — mais unique en France, et peut-être en Europe, car toute sa population, et non pas seulement une caste, y porte le vêtement local, si différent de celui qui règne dans l'Occident moderne. Dans cette capitale du petit monde bigouden, chaque humain me présente le style bigouden. Partout, dans les rues et faubourgs, dans les boutiques, à l'église, à l'hôtel, sur les petits bourgeois comme sur les paysans du marché, j'en retrouve les lignes sommaires, les puissants volumes, les noirceurs, les éclats, tout le riche et semi-byzantin décor.

Un style que rien n'apparente à ceux de nos modes, qui procède, semble-t-il, d'autres origines, d'une autre série de formes antérieures. C'est pour cela, sans doute, parce qu'il suggère un passé distinct en imposant à l'homme un aspect différent, que dans cette Pont-l'Abbé, où je puis entendre, pourtant, du français, chaque fois que je reviens, je me sens d'abord plus loin que dans une ville d'Amérique ou de Hongrie.

Je m'arrête quelquefois à regarder dans leurs boutiques les tailleurs, brodeurs, accroupis sur leurs tables, besicles au nez, et dont les mains besognent suivant les traditions. Par eux se transmettent, continuent de se réaliser les principes anciens du style bigouden. Ils répètent les motifs propres des broderies de Pont-l'Abbé : « l'œil de paon, » la « bruyère, » l' « arête de poisson, » la « palmette, » qui semble bien de dérivation romane, — on la retrouve aux chapiteaux de Loctudy. Patient travail : il faut des doigts d'homme pour pousser l'aiguille à travers le gros drap cuir doublé de toile, jusqu'à ce que sa noirceur se mue toute en or : or mat, presque rigide en sa richesse massive, où l'œil reconnaît ces thèmes, étagés en larges zones concentriques. Grandeur, parti pris d'une telle stylisa-

tion. Qui verrait, pour la première fois, ces broderies pourrait croire à des siècles de civilisation à part, comme ceux que nous atteste la moindre soie fleurie de l'Inde ou de la Chine.

Mais on échappe ici à la hantise du passé. Malgré tout ce qui le rappelle, — vieux pavé, vieilles maisons, aspect archaïque des humains, — on ne sent pas son fantôme flotter comme dans les retraites de la campagne environnante. La vie est trop robuste, il y a trop de joie saine, les voix, les rires sonnent trop dru; trop de belles filles, la journée finie, circulent en bandes d'amies heureuses, par cinq, par six, la main dans la main, illuminant la sombre rue de leur jeunesse et de leurs magnifiques rubans, — et comme leur langue est bien pendue pour répondre aux garçons! Et les matins de marché, quel bruissement de foule, que de carrioles ferraillant sur la chaussée de l'étang, au débouché de la route de Quimper!

C'est aux jours de grande liesse qu'il faut voir cette étonnante Pont-l'Abbé. En cette dernière semaine de septembre, j'y trouve la fête de la Treminou. Le vrai Pardon se tient, le quatrième dimanche, dans la campagne voisine, sur le vert parvis d'un oratoire paysan. Mais, les soirs qui suivent, la ville est comme folle. Sur la place de la Madeleine, les forains sont installés. Balançoires, carrousels, tournantes, stridentes batteries de trompettes, claquement de tirs à la carabine, parades de paillasses, dont le satin jaune miroite sous des flots de lumière crue, — tout cela, que nous connaissons trop, d'aspect plutôt rare ici, fascinant pour des yeux bigouden, étrange pour nous-même, au milieu d'un peuple si différent de celui de nos foires de France. Grand contraste entre ces autochtones et les étrangers à cheveux noirs, dans leurs échoppes et roulottes. Deux races, deux mondes qui s'opposent. D'un côté, souplesse et veulerie des visages, des allures: des femmes en cheveux, en sarraux de lustrine, ou bien bras nus, en maillots collants; des mercantis en vestons fripés, fumant leurs cigarettes ou clamant d'une voix éraillée leurs boniments français. De l'autre, cette grandeur primitive du type et du vêtement, cette foule d'aspect sibérien, demi-mongol, dont les ors, les vermillons éclatent sur les fonds noirs, aux feux aveuglants de l'acétylène. Dans la mitraille des musiques à vapeur, sur les bêtes de bois, les femmes trônent et tournent, figées dans la volupté du rythme,

mitrées, dorées comme des idoles, m'évoquant, tout d'un coup, un lointain souvenir d'Extrême-Orient : une fête religieuse en Birmanie. On voit là-bas de pareils rangs de femmes, en atours rituels (mais sourire mystique, blancheur peinte des visages) se suivre ainsi processionnellement sur des créatures fabuleuses de carton.

Presque partout, une ivresse règne; mais nul cri, nulle vulgarité possible : un si fier costume, son uniformité, signifiant une discipline, s'y opposent. Aux tréteaux de parade, les yeux brillent ou s'enflamment; on en voit qui se noient de béatitude, ou bien se fixent fascinés. Scintillations, lumières, vibrations de cuivre, imposent à ces simples leurs influences d'hypnose. Mais, ailleurs, la clameur bretonne est bruyante, et l'on entend fuser des rires; et quelle plénitude des visages, quelle fraîcheur de belle chair! Là-bas, sur les escarpolettes, vingt belles, lancées à toute volée, leurs robes gonflées, plus énormes, au vent de leur vitesse, leurs longues flammes rouges emportées, incarnent l'élan et le triomphe de la jeune vie.

Malgré la contagion, en certains groupes, une pudeur, une sauvagerie subsistent, résistant à la blague, aux avances des forains. Je revois une vingtaine de ces grandes filles, — des paysannes, sans doute, mais non moins « braves » et reluisantes que les autres, — arrêtées, muettes, devant une tente où un méridional à moustache exhibait une somnambule extra-lucide. En vain précipitait-il son bagout et ses gestes : « Voyons, mesdames et messieurs, posez donc une question à mademoiselle! Elle ne vous mangera pas! De quoi diable avez-vous peur, je vous le demande? » Toutes les jeunes têtes frisées sous la tiare blanche, toutes les silhouettes identiques restaient tournées vers lui, farouches, interdites. Exactement un troupeau sauvage en arrêt, soudain suspendu devant quelque insolite, inquiétante apparition.

J'ai retrouvé ces oppositions au Maroc, où notre civilisation arrive. Par exemple, un soir de 1913, à Casablanca, à la limite d'un naissant faubourg, ce pâle troupeau d'Arabes, venu de la campagne pour le marché du lendemain, et terré là, dans l'ombre, aux aguets, devant les rangs de lumières d'un grand café glacier où la chanteuse, en fourreau jaune et demi-nue, glapissait la chanson grivoise. Stupeur, effarement de l'ancien monde, devant les excitations et tapages de notre civilisation

moderne. L'homme et la somnambule finirent par injurier leur public en éteignant les lampions : « Tas de sauvages ! on ne vous dessalera donc jamais ! »

Il crachinait ce soir-là, comme il avait crachiné tout le jour. La fine, imperceptible pluie d'extrême Occident, la brouillasse qui, lorsqu'elle commence de tomber, semble ne plus pouvoir finir, où trempent et s'engrisaillent les formes, où l'on dirait que le monde peu à peu va fondre et se défaire (je l'ai vue, une année, à Brest, tomber continûment de novembre à la mi-avril). Hors du noir, sur les globes aveuglants des carrousels, passait, passait cette poussière d'eau. Elle flottait, dérivait, sans tomber, sur la multitude serrée des têtes où, par groupes, s'éclairaient de splendides tiares. Personne n'en avait cure.

Autour de la place, l'odeur de l'alcool montait dans le bruit des sabots claquant sur le pavé. On se pressait aux portes des humides débits, entre les étalages mouillés de filin, de tricots, de cirés et suroîts jaunes. On était bien au fond de la pluvieuse Bretagne, et presque au bord de l'Océan.

***

Ou bien, tantôt par Quimper et Plogonnec, tantôt par Pluguffan et Plonéïs, nous gagnons une autre petite capitale d'un pays bien différent.

Longue journée, toujours en carriole, à travers l'ondulante campagne de bois et de landes. On s'arrête dans les petits bourgs, le cocher à mine maussade n'y pouvant passer sans aller boire un « malaga » ou un tafia, ce qui me laisse un instant pour tourner autour du cimetière et de l'église.

Toujours la touchante et te chose religieuse, en pierre couleur du temps, si basse, presque terrée dans le clos sacré, sous son clocher à épines. Elle est toute en clocher, la petite église; la nef, pas plus haute que les logis environnants, n'est que le piédestal, à la croisée du transept, de la rude flèche dont l'élancement spirituel s'accroît de cette humilité. Ombre du porche brodé, vitraux obscurs, dont la pourpre morte, entre les épaisses sertissures de plomb, se révèle à peine au dehors ; et partout ce gris et cet argent de la pierre et du lichen. On dirait un bijou paysan, une vieille croix bretonne aux pierreries éteintes. Et comme, alentour, les grands arbres presque noirs l'enveloppent de leur sérieux ! Aux églises et chapelles de Cornouailles, cette

compagnie d'arbres ne manque jamais. Ils s'y accordent si bien qu'ils semblent avoir été toujours là, aussi anciens et sacrés que le sanctuaire. Ces sombres chênes, où le vent a laissé sa trace, le granit rongé de ce vaisseau, sont comme pénétrés d'âme; et c'est la même qui se dégage des petits gîtes humains, de la grave campagne de bois et d'ajoncs alentour, des mystérieuses avenues qui ne mènent qu'à une lande.

C'est par les jours gris, surtout, que ces harmonies sont expressives, quand un plafond de nuées basses se déroule dans le silence de cette campagne, sur les cimes liées des grands arbres. Comme les simples choses, alors, vous enveloppent de leur influence et de leur quiétude anciennes! Là, dans ces intimités de l'intérieur, et non sur les caps romantiques, est la secrète essence de la Bretagne. Elle apaise, elle engourdit, elle enchante. On resterait là des heures à contempler la patiente, l'incessante montée de cette vapeur sur les ramures et sur les fouets noirs de la haie prochaine...

Mais les enfants sont bien vivants. Les petits gars s'accrochent à la voiture, tout pareils aux « mousses » rieurs, aux yeux si frais, avec qui je jouais jadis dans la campagne de Brest, et qui sont aujourd'hui des marins et des paysans. La petite variété de la plante humaine qu'a formée cette terre ne cesse pas de repousser. Et ce sont les mêmes mots bretons de jadis qui sonnent aux bouches enfantines. La vieille langue qui me semblait alors une chose du passé, ne survivant que par miracle, durera plus longtemps que nous.

Les fillettes aussi, en sabots, galopent à toutes jambes : le geste de l'enfance dans le lourd, sérieux costume des femmes. Charmantes, ces petites : des joues comme des pommes d'api, les cheveux volant au vent de la course, hors du bonnet à l'ancienne mode qui leur serre les tempes. Vers dix heures du matin, à la sortie de l'école, il y en a de grandes troupes à l'orée du village. Comme on voit ici le bouillonnement de la vie hors des sources profondes! En ces régions voisines de la mer, son abondance étonne, si l'on vient de l'intérieur.

Du côté de Pluguffan, la mitre bigouden cesse, et le cornet plat de Quimper apparaît. En ai-je traversé de ces pays de coeffes! La frontière de chacun reste toujours la même, comme la frontière de deux langues. A une demi-lieue de distance, deux villages diffèrent par les couleurs et le type même du

vêtement, et chaque uniforme peut régner sur cent lieues carrées.

C'est par là, à Pluguffan ou Plonéïs, qu'on rencontre presque toujours quelque noce ou baptême. On est bien forcé de s'arrêter : ils vous barrent la route, mais en vous « bonjourant » si gentiment, en insistant pour vous faire entrer dans la danse. Une longue bande, où il y a souvent des vieux ; tout ce monde sautillant sur place, la main dans la main, à la musique d'une bombarde et d'un cornemuseux, plus souvent d'un simple crin-crin. Habits de gala aux rois et reines de la fête, fleurs d'or ou d'argent au velours des chapeaux masculins, aux corsages bien bombés ; gilets brodés, devantiaux de soie et de dentelle. La gavotte, — qui n'est pas du tout celle des salons français du XVIII[e] siècle, mais une danse du pays, un des gestes propres de cette petite humanité locale, un geste venu des aïeux, indépendant, comme le costume, de nos habitudes et façons d'être. Toujours ce sentiment d'une civilisation à part, œuvre de la coutume et non pas de la mode, qui continue, suivant sa propre ligne historique, et s'attarde étrangement dans cette extrémité occidentale de notre France.

Fête naïve : les hommes ont des physionomies plus simples que celles de nos enfants, et rien ne s'y lit que l'animation présente. Des innocents, ces grands gars, joyeux de toute occasion de mettre leurs plus braves habits et danser. On dirait que la vie est sans poids ni soucis pour ces paysans de l'ancien monde. Quel bonheur de se trémousser près de l'église et de leurs morts, sur la route généralement boueuse, entre deux grains de pluie, au son d'un petit crin-crin qui semble plutôt fait pour faire sauteler des insectes ! *Sancta simplicitas* !

Après Plonéïs, la campagne se dépouille, s'allonge au nord de la route en ligne sévère et continue de plateau. Alors le ciel s'agrandit, et pour peu qu'on soit habitué au paysage breton, on sait bien que la mer est toute proche, et que l'on vient d'atteindre une de ses côtes. A la fin, par delà ce plan de prés et de lande, un autre ruban apparaît, moins précis, bleui ou violacé par tout l'aérien de la distance. Un très lointain pays, qui ondule, se soulève en longues houles, jusqu'à la haute et noble vague où je reconnais le Menez-Hom : le plus haut lieu de l'extrême Bretagne, et dont Brest voit, derrière sa rade, le

revers. Entre ces deux bandes de valeurs si différentes, nul intervalle visible; mais l'œil sent bien l'espace qui les sépare, et l'on sait que si l'on avançait un peu à droite de la route, une grande nappe vide se découvrirait : toute la baie de Douarnenez, dont se lève là-bas l'autre bord.

Il fait plus frais par ici; la campagne est presque nue, les arbres comme hérissés d'un perpétuel frisson. Et là-bas, la haute flèche de Ploaré (surveillant au loin tout le golfe) rappelle, par les clochetons aigus de sa base et l'élancement de ses arêtes, tous ceux de l'extrême Léon. Et de même, la pauvreté des maisons, la tenue des femmes qui s'assombrit, — longs châles noirs, dont la pointe frangée descend presque jusqu'aux talons, simple bonnet de filet — tout annonce les mêmes influences, la même âme qui règnent aux environs de Brest. A moins de huit lieues de la côte sud, comme on se sent loin des lagunes et pinèdes de Loctudy, des fastueuses bigoudens, de la quasi-méridionale Concarneau, de ses reflets et ondoyantes bariolures, de toute l'heureuse Bretagne de moyen âge et de légende!

***

A la ville, je retrouvais partout des aspects de la Brest ancienne, celle de mon enfance, plus pauvre que celle d'aujourd'hui, plus peuplée de coeffes, et traversée de carrioles paysannes, — une Brest où l'on n'entendait guère, dans les sordides faubourgs, parmi le claquement multiplié des galoches, que le rauque, chantant parler celtique.

Plus de joyeuse couleur. Du gris, du noir, du blanc. le blanc flétri, délavé de la chaux sur les humbles façades, entre les bordures de granit, où persiste, même en été, la sombre trace des grains et du crachin (ici passe cette frange de pluies plus constantes qui traîne tout au bout de la Bretagne, qui va jusqu'à Landerneau et ne va pas jusqu'à Morlaix). Des odeurs de moisi, de marée, de « fritures »; des rues étroites, plébéiennes, populeuses, la ville n'ayant pu grandir entre les grandes eaux de la baie, les hauteurs de Ploaré, le port de pêche, et le profond couloir marin du Rhu, où des bateaux échoués sur les vases ont leur retraite à l'ombre des chênes. Dans cet espace confiné, des familles de pêcheurs se serrent en de sombres appartements qui sont rarement de deux

chambres. Une humide misère : du linge, des filets, des cirés qui pendent aux trous rectangulaires des étages; des écailles de poisson sur le pavé; des bâtisses industrielles, d'où sortent, avec de fades relents, une rumeur féminine, un bruissement de ruche au travail, — la ruche débordant, à la lisière étroite et souillée de la mer, en centaines d'ouvrières bourdonnantes. Rang sur rang, entre leurs lignes de tréteaux, elles s'affairent à mille nauséeuses, huileuses brochettes de sardines. La malsaine atmosphère industrielle est sur la ville. Trop de visages pâlis, fripés, trop de pommettes aiguës chez les minces filles que l'on voit aux mornes fenêtres de ces « fritures; » peu d'innocente fraîcheur dans les yeux. Même, le soir, du côté du grand pont, on rencontre des belles de mine assez « *hardiss*, » en jupe tailleur, et hautes bottines (mais elles portent encore leur coeffe de filet, l'artisane, qui n'est pas la paysanne). Elles vont par trois, par quatre, le verbe haut, affectant de ne parler que français : un français qu'infléchit et scande le fort accent local, mais émaillé de très moderne argot, et qui, chez ces Bretonnes, signifie généralement le dédain de leur vieux monde, la moderne volonté d'émancipation.

Mais les hommes, dont le travail est à la mer, et non pas à l'usine, semblent d'espèce différente : les plus grands, les plus graves, les plus beaux (sauf, peut-être, ceux de Groix) de tous les marins bretons. Voyez-les qui, le soir, remontent à pas pesants les escaliers du port de pêche : visages ras, visages de cuir, tannés du même rouge brun que leur bottes et leurs blouses, que le filin et les voiles de leurs bateaux; — hommes et choses, toute cette marine est monochrome. La plupart montent aux tristes débits, dont la bordure continue domine le quai (1). Mais l'affreuse eau-de-vie de fantaisie semble impuissante sur leur espèce, peut-être par l'effet d'une sélection naturelle, qui ne laisse que les forts. Et qui croirait, à les voir, qu'ils peuvent participer aux fièvres, grondements de notre monde ouvrier? De la misère, de la colère, il y en a eu de tout temps, par crises presque périodiques, à Douarnenez, quand la sardine, mystérieusement, disparaissait, quand elle donnait trop, et qu'on aimait mieux la jeter par-dessus bord que de la vendre au bas

(1) Ceci est moins vrai depuis que l'Œuvre des Abris du Marin, qui s'adresse à une population de 25 000 pêcheurs, de Roscoff à Belle-Ile, a construit, à la pointe du port, sa plus belle maison.

prix de l'usinier. Mais, depuis quelques années, d'autres influences de trouble sont à l'œuvre : la propagande révolutionnaire est venue de Brest : ses missionnaires et brochures excitent aux grèves, à la politique, aux guerres de classes, se prenant d'abord aux habitudes et traditions, aux automatismes de vie et de pensée qui insensibilisent à demi les hommes au labeur quotidien, et font leur endurance et leur valeur. On leur enseigne à se connaître malheureux. On a même distribué dans les « fritures » des *tracts* malthusiens : par la grève de la maternité, on supprimerait la concurrence entre les travailleurs. Ces choses m'étaient dites par l'un d'eux, de pensée indépendante, et qui garde son idée du mal et du bien. Un maître homme, grand, glabre, de bouche mobile et mince, de parole précise, dont j'aimais le regard si droit et si bleu.

Tout cela, selon lui, agissant moins qu'on ne pourrait croire. « Les hommes sont trop à la mer, » disait-il. Vieux et noble métier de la mer, que l'on aime malgré toute la misère, et qui est bon aux âmes comme aux corps. Sur un bateau, où il est « à la part, » où il s'agit de manœuvrer juste, de ménager la rogue, et bien regarder pour jeter le filet au bon endroit, l'homme est plutôt muet, et ne songe pas à la politique. A terre, même aux heures mauvaises, il ne généralise pas. Son socialisme reste local, limité à la lutte contre l'usinier : les belugas, ravageant la sardine, sont plus puissants à l'exciter que les articles enflammés du *Cri* (1).

Aussi bien, le monde ancien survit alentour, agissant par sa présence, ses suggestions muettes et répétées. Il y a les jours de fièvre et de grève, mais aussi les jours consacrés par la coutume et la religion. On voit encore de beaux pardons à Ploaré, derrière les vieux hêtres des Plomarc'hs; et quand vient la Fête-Dieu, la rue de La Fontelle se jonche de pétales entre des reposoirs. Et même au Port de Pêche, de longues processions se suivent, le matin de la bénédiction de la mer : sérieuses théories d'hommes, dont les têtes nues semblent plus fortes et plus simples; femmes en blancs hennins de cérémonie; fillettes couronnées de roses blanches ; petits mousses porteurs de navires votifs. Et comme on se presse, le premier dimanche d'octobre, autour du minuscule et vénérable sanctuaire, au bas

(1) *Le Cri du peuple* : Journal révolutionnaire de Brest.

de la rue du Rhu! Ce jour-là, les sardiniers de Douarnenez reviennent de loin, en mer, pour entendre leur clocher leur sonner la Saint-Michel, qui, depuis toujours, est proprement leur fête.

Ainsi vit, travaille, fermente ou somnole cette petite cité bretonne dont les hommes, de tout temps, ont répété les gestes invariables des pêcheurs. Là non plus, la vie n'a guère changé. Souvent, au Champ de Foire, je me suis arrêté devant les longs bancs où les anciens viennent tous les jours se retrouver, chiquer ensemble ou s'offrir des prises de tabac. Ils se tiennent serrés l'un contre l'autre, et généralement se taisent. Ils ont des cheveux blancs, en broussaille, sous leurs bérets limés, de rudes barbes blanches en collier; quelques-uns portent aux oreilles de petits anneaux de cuivre. Leur regard ne regarde pas; il y a du vague et du bleu, du ciel et de la mer dans leurs lentes prunelles. Leurs pauvres corps s'affaissent dans leurs vareuses, leurs mains gourdes gisent sur leurs genoux. Avant eux, combien d'autres, dont les souvenirs, le rêve devaient être tout semblables, sont venus à la même place se chauffer au tiède soleil d'automne! J'ai connu ceux d'il y a trente ans (au temps où l'on rencontrait encore des *bragou braz* au marché), et l'image que j'en ai gardée se confond toute à ma vision d'aujourd'hui. Au port de pêche, je puis voir ceux qui viendront se reposer là dans trente ans...



Ce port de pêche, entre la petite falaise boisée des Plomarc'hs et la digue, qu'il est vivant et populeux! C'est comme le gîte secret où se retrouve, le soir, après l'éparpillement sur les champs de pêche, un peuple d'oiseaux marins. Comme ils s'affairent! Quelle presse, que d'ailes en mouvement, à cette heure-là, avant l'ordre et le silence de la nuit! Par petites compagnies, ils rentrent, les bateaux. Il en arrive toujours de nouveaux essaims : voiles brunes, presque noires, et tendues, de l'avant à l'arrière, en un seul plan oblique, basses à masquer tout le pont quand ils sont au vent, à l'allure du plus près. Ensemble, ils virent, et changent l'amure. Silence, précision de ce vol, comme de goélands qui, près du sol, tournent soudain pour se poser. Mais déjà on amène la toile, chaque bateau court sur son erre, et l'on est au mouillage. Au bout d'une heure, il

n'y a plus dans le port qu'un hérissement de mâts où flottent, ondoient deux cents filets, comme de transparentes, aériennes voiles.

La tribu est rentrée : elle est là, couvrant le champ du grand bassin. Tous de même dessin, de même taille, du même noir épais de goudron, où se détache, avec un chiffre, une lettre blanche, le grand D que l'on a rencontré un peu partout, en mer, de Saint-Mathieu à Belle-Isle, signalant les « Douarnenistes, » entre les flottilles d'Ouessant ou de Concarneau. Vers la Saint-Michel, on en voit, sur l'Odet, qui s'en vont à Quimper, d'où leurs hommes, par la route, arriveront chez eux pour leur fête. En silence, ils remontent entre les grands bois lierreux, reconnaissables, avant qu'on ait vu leur marque, à leur noirceur, aux lignes en couteau de leur voilure et de leur étrave, à leur air un peu farouche, à toute leur allure de vitesse et de mystère.

Et les voici chez eux, au lieu de leur naissance et de leur réunion, en vue de leurs arbres et de leur clocher. Vraiment une famille, un clan, comme ceux qui nous apparaissent dans un Pardon où ne se rassemblent que des Bretons de même type et de même habit. Certains soirs, quand le vent mollit, à les voir cheminer l'un derrière l'autre dans la baie où il n'y a qu'eux, je songeais à une grave procession de noirs Léonards.

C'est à cette heure-là, quand le quai se borde de bateaux, et peu à peu se couvre d'hommes, qu'il faut y descendre. On arrive par une pauvre rue qui vient tourner au-dessus du port. Comment ne pas s'arrêter au vieux muret qui borne par là son pavé? C'est un lieu si naturel de repos et de contemplation, les choses que l'on voit composent un ensemble à la fois si calme et si animé, les humains, leurs groupes, leurs gestes s'y accordent si bien, que l'on n'est jamais seul, à cette heure-là, à regarder. Par deux, par trois, des marins y sont accoudés, des hommes d'âge surtout, de mine respectable, amis, après une rude journée, du sage repos. Ils devisent lentement, avec de longs intervalles de silence coupés de petits jets bruns de salive, emplissant encore une fois leurs prunelles du paysage qu'ils ont toujours connu.

Au-dessous, c'est le quai, déjà vivant, bruissant, entre son

garde-fou que de longs filets tapissent, et les faisceaux de mâts, agrès, appuyés à l'escarpement. Et puis, s'en allant presque jusqu'au pied des Plomarc'hs, la succession des cales en épis, si hautes, si longues, à marée basse, les escaliers, les môles bordés de bateaux, de brunes ailes (en voici tout un rang collé au quai comme de grandes mouches sombres butinant là); et parmi des lueurs, tremblements d'eau, tout le fouillis de drisses, haubans, poulies, vergues, mâtures. Mille choses, mille figures, mais qui s'ordonnent comme dans un tableau, — une grande fresque, plutôt, dont les plans espacés s'animent, nous présentent en scènes multiples et significatives les gestes, les travaux, la vie d'une certaine famille d'hommes.

On veut respirer cette vie. On descend sur le quai, sur la digue, sur le rude pavé des cales, que les sabots des générations ont disjoint, presque disloqué. Passent des équipages qui viennent de débarquer. Par double et triple file, le panier de deux cents sardines dans chaque main, ils se suivent, d'un pas lourd, lent, presque processionnel, dont j'entends le battement rythmique sur les dalles. La magnifique race! — et d'un seul type comme leurs bateaux, tous à l'uniforme, tous rasés, les traits fermes et stricts, un air de force libre et grave. Galoches ballantes, un rang de « collègues, » au repos, déjà, sur le parapet de la jetée, les regarde arriver. Beaucoup de coeffes. Elles se penchent au long du garde-fou, les femmes des marins, les « commises » des usiniers, parlant aux bateaux qui accostent, criant déjà leurs enchères pour la sardine. Va-et-vient de canots, là-dessous, où des mousses godillent. Sur un pont encombré, un panneau s'ouvre, découvrant un monceau de mol argent. On emplit les grands paniers de cette splendeur coulante, on les passe à terre, on les emporte. Il y a des bateaux emmêlés, bord à bord, où des hommes, campés à l'arrière, parmi tonneaux, cordages, lièges, écuelles, épluchures, font la soupe au poisson. Du couteau, ils taillent dans les grandes miches. La marmite fume. Ça sent la cotriade, et aussi la rogue, l'eau de cale, le goudron, le goémon. Plus loin, d'autres fumées : on voit des feux de bois qui flambent, là-bas, sur la petite grève du fond, des groupes qui remuent des bâtons dans des chaudrons. Ils font la tanne, brassent le cachou pour les filets, fondent le coaltar pour les carènes.

Par delà cette rumeur et ce remuement de chaque soir, silence, grandeur du paysage immémorial. Des eaux toutes lisses, ondulantes, des côtes lointaines qui s'étirent. Mais tout près, fermant le port par derrière, droit au-dessus de toute cette marine, une bien calme et simple image, — un peu surprenante tout de même, en ce lieu, tant elle est d'essence différente. Quelques masures, au bord d'une humble falaise de roches et de ronces; des prés en pente, baignés, ce soir d'automne, de doux soleil oblique; une grande feuillée montante; — et par en haut, rien qu'une pointe de clocher qui passe. Entre des bouquets d'arbres, on devine de minuscules chaumières. Paisible, champêtre présence, que bleuit, engourdit un peu de brume vespérale. A deux pas du massif serré de la ville, à toucher le rectangle d'une morne usine, ce paysage des Plomarc'hs prend comme une apparence de vision, de fantôme du souvenir.

*
* *

Les Plomarc'hs : c'est pour eux, surtout, que je reviens à Douarnenez. Il n'y a rien qui m'enchante plus, au vieux pays de Cornouailles, nulle retraite cachée de la campagne où je me sente mieux dans les temps antérieurs. Toute l'essence de la Bretagne s'y concentre.

On n'a qu'à grimper le raide escalier, au flanc de la « friture, » et l'affreux cube disparaissant par en bas, l'on y est. Voilà, tout près, les grands arbres vénérables; et voici le sentier, voici le hameau au bord de la falaise, — bien petit : huit ou dix logis à peine, mais tous très vivants. Des gamins en bérets de pêcheurs jouent au bouchon sur le chemin. Une vieille, sur la marche d'une porte, file sa quenouille, et son chat dort à côté sur le tas d'ajoncs secs. Des poules picorent. Devant nous, un homme rentre, son ciré sous le bras; une femme qui porte un tout petit vient à sa rencontre, et lui tend le marmot qu'il caresse.

Que de fois cette scène est-elle revenue sur le sentier qui domine le port, au pied de ces mêmes logis! L'un d'eux, au fond d'une cour boueuse, est de pierre noble. Sur un de ses blocs, à côté du cintre de la porte, la date 1589 s'inscrit en rude et grand relief, et, à l'étage, au linteau d'une petite fenêtre toute empâtée de chaux, on en distingue une autre, du XVIII[e] siècle. Deux

chiffres dont on peut rêver en se disant qu'en cette dernière année de Henri III, un pêcheur était là chez lui, sous ces mêmes poutres que je devine dans l'ombre, en me baissant sous le porche; qu'une femme, sans doute, venait au-devant de lui, le soir, portant aussi un nouveau-né; — qu'en telle année de Louis XV il en était de même, que dans le long intervalle, et puis jusqu'à notre temps, le flux mystérieux qui n'a laissé que ces deux traces a passé, répétant toujours les mêmes vies. Oui, tout a toujours été pareil : les mamans allaitantes, la marmaille en robes sonnettes, les filles rentrant du doué, et toutes les voix bretonnes échangeant dans le soir les *Ya vad!* et les *Kenavo*...

Quelques pas de plus, et voici l'entrée du bois. Un bois? Pas tout à fait. Ces lignes de grands hêtres, sur l'herbe, sont trop régulières; on sent bien qu'ils furent disposés là par la main des hommes. On dirait un mail plutôt, un mail du XVIIe siècle, s'ils ne couvraient des pentes presque abruptes par en haut, s'étageant aussi jusqu'au plateau dont le clocher garde le bord. A côté des petites cités bretonnes, il y a toujours de tels rangs d'arbres, qu'on a mis là, jadis, pour leur tenir compagnie, comme les pauvres quinconces à côté des fermes et des chapelles solitaires.

Bel ordre qu'ont voulu les hommes d'autrefois; graves alignements où se survit leur idée de la règle et de la beauté. Mais rien de rigoureux, nul parti pris de logique et de volonté, excluant, comme à Versailles, le hasard et la nature. Ces allées ne sont qu'à peu près droites; çà et là elles s'interrompent largement, enveloppant des champs, un lavoir, un groupe de vieux toits veloutés de mousse et de chaume, un pré qui se bombe, doucement mamelonné d'ombres, où des vaches ruminent et semblent suivre, de leurs yeux vagues, un petit mouvement de voiles lointaines.

Tout ici fait penser à de beaux dessins bien concertés du XVIIIe siècle, quand le sentiment nouveau de la nature et de sa liberté se traduisait par des mains d'artistes formés à l'idée des lignes durables et de la composition. Ces troncs gris et lisses semblent tracés, ombrés à la mine de plomb; ce feuillage bien dessiné, ces belles masses, de caractère si noble et général, s'arrangent comme dans une étude d'un Louis Moreau ou d'un Joseph Vernet. Et de même toutes les lignes, tous les motifs de ce paysage : les masures de pierre disjointe, à l'orée

ombreuse d'un chemin, le pré penché où dorment les bestiaux, et sa molle pente qui descend en lignes d'herbes sur les saillies de la falaise, et ce grave écran de frênes, dont les branches se découpent sur la mer et l'espace. Et plus bas, c'est le creux du ravin, et dans son cadre en triangle, sous des ramures, la calme image du port : une nappe close, dirait-on, où des barques, aile ouverte, glissent sous le ruban de maisons pâli par la distance.

De telles harmonies ont la perfection mesurée d'une musique ancienne. Rien d'excessif et rien de neuf. Sous la main du temps, tout ici s'est disposé de soi-même pour la paix de l'esprit et le plaisir des yeux. Tout a vieilli ensemble, et tout s'est accordé. Les choses sont à la proportion des humains, associées à eux par de longues habitudes. C'est tout leur monde familier que voient autour d'eux, dans ces allées, sur ces prés, les marins paysans des Plomarc'hs et de Ploaré. C'est tout ce qui a porté, enveloppé leur vie, et servi aussi celles de leurs pères. Au creux du ravin, dont le filet d'eau, le soir, élève son murmure, voici le doué où les femmes, autour de la margelle usée, jacassent leur rude et doux breton, et, bras nus, coupent ce concert du claquement de dix battoirs. Voici les chaumières, où l'on naît, où l'on vit, comme il y a deux cents ans, — où sont nés ces enfants, qui dansent et chantent, autour d'un plus petit, une ronde de tous les temps. Auprès d'eux, rien non plus n'a changé, ni les auges de granit, seulement un peu rongées par l'âge, et de forme plus vague, ni les talus, ni les carrés de choux, — si bleus, si beaux, où roulent, aux nervures, des gouttes d'eau. Et si l'on approche de la falaise, si l'on se penche au-dessus des buissons et des roches, la petite grève est là, et les bateaux, portés par leurs béquilles, à l'abri pour l'hiver sur les vases où se promènent les mouettes; — et les hommes sont encore à leurs chaudrons, où cuit le coaltar. Et de tous côtés, autour de nous, se croisent des chemins, les sentiers qu'ont tracés les pas des générations, ceux qui montent à Ploaré, à l'église, ceux qui descendent à la grève, ceux qui mènent aux chaumières, aux champs, aux lavoirs, à la ville. Et simplement, sous les troncs dépouillés des hêtres, sous les hauts arceaux solennels, les allées d'ombre verte où les amoureux s'en vont, comme toujours, errer par les soirs d'été.

Un monde harmonique à la vie d'un petit clan, — où se sont

répétés bien des fois les rythmes de cette vie. Mais sa limite n'est pas si brève. Un au-delà le prolonge, où le rêve peut s'élancer avec le regard. Je monte un peu sur le pré derrière les chaumines, et par-dessus le petit ruban de la ville, je vois se développer dans le Nord-Ouest la ceinture immense du golfe, — fumeuse, un peu spectrale, du côté de la grande mer, aux lointains de Crozon et de la Chèvre. En face, au grand tournant de la baie, le Menez-Hom, violacé, ce soir, et si changeant, sensible à toutes les influences de l'heure, élève vers le ciel sa solitude. Et puis, l'admirable courbe achevant de se creuser, voici se rapprocher des campagnes en douce pente, des promontoires, des plages, des rochers entre des creux d'ombre. Un vaste pays bien vide. Et pourtant, dans cet apparent désert, il est des lieux dont les noms sont puissants : on les répète souvent dans les fermes de Cornouailles. Une femme qui tricote au pied d'un arbre me voit chercher des yeux dans le fond de la baie; sa main se lève et me montre, très loin, un point noir, quelque chose comme un imperceptible buisson derrière une pointe baissante de roches : « *Santez Anna beniguet,* » dit-elle, — Sainte Anne bénie, Sainte Anne de la Palue. Mais la chapelle n'apparaît pas. Seulement son petit bouquet d'arbres perdu, là-bas, derrière une dune.

Plus près de nous, un dôme clair, une montagne aussi rase et pure que le grand Menez, ne porte rien qu'un oratoire...

Voilà le cercle complet. Tout est là sous les yeux : les arbres qui protègent, les champs pour le froment, (que j'ai vus si dorés, couleur de gâteau, en juillet), la mer que les hommes labourent aussi; et, au loin, ces lieux, ces points espacés qui sont des signes pour les âmes. L'horizon visible s'achève en horizon spirituel. Ainsi en était-il jadis pour tous nos pères. Et de là, pour nous, le grand charme d'un tel paysage. Ce n'est pas tant les yeux, ni même l'esprit, que la vieille Bretagne intéresse, — par quelque intensité de sa couleur, par quelque étrangeté de caractère; c'est l'âme, par ce qu'elle lui rappelle d'habitudes et formes de vie qui furent familières à tous ceux dont nous sommes sortis. Nous n'y découvrons pas du jamais vu; obscurément, nous y reconnaissons du déjà vu; comme si quelque chose nous était rendu d'une vie antérieure. Voilà ce qui nous touche si fort, et d'autant plus que nous savons le miracle fragile. Car ici, comme en ces pays d'Islam où l'Européen com-

mence d'arriver, notre sentiment de beauté s'accroît de notre inquiétude. Les antiques harmonies sont là, mais combien menacées! Invisiblement, les forces hostiles s'accumulent. En 1913, Marrakech semblait inviolée encore : le canon roumi du Gheliz ne se montrait pas, qui, d'avance, impose tous les changements. A Douarnenez aussi, le principe nouveau est introduit, et ce n'est d'abord qu'un principe de désordre. Aussi bien, dans une petite ville bretonne où le passé semblait s'éterniser, souvent les transitions manquant, les prestiges du dehors s'imposant tout d'un coup, on dirait que rien n'importe plus à des municipalités naïves que de dire non à tout ce passé. Chaque année, je m'étonne de retrouver ici les Plomarc'hs.

Qu'il est bon de s'oublier, d'errer longuement, à petits pas, dans cette obscure allée au-dessus de la mer, en écoutant ce que disent les choses!

Elles parlent, comme s'élève, le soir, le murmure du secret ruisseau. C'est toujours la même petite voix profonde, celle que, de bonne heure, j'ai entendu monter un peu partout de la terre bretonne, celle qui a chanté pour toutes ses générations. L'heure est comme arrêtée ; il fait doux, presque tiède. Le jour finit. Le ciel insensiblement s'est voilé de vapeur ; plus de rayon vespéral au pré qui penche sur la falaise, aux lointaines découpures du golfe. Tout baigne dans une égale clarté grise; tout se tait et se recueille comme pour se souvenir, et le sentiment d'intimité, de chez soi retrouvé s'approfondit.

Et du souvenir aussi me revient — oh, bien vague! un simple, émouvant afflux; nulle suite certaine d'images. Il y a bien longtemps, aux premières années de la vie, j'ai respiré cet air humide, languide, automnal toujours, mêlé de senteurs de marée basse et de terre mouillée. C'était dans un pays tout voisin et très semblable, car on y voyait le même Menez-Hom. Il y avait une grande eau comme celle-ci, généralement d'un gris de lin, ceinte de côtes basses, — des côtes perdues, presque toujours, en des lointains de brume, fondues en lignes de fumée, mais à certains jours, sans qu'on sût pourquoi, rapprochées soudain, dessinées, écrites avec une netteté un peu mystérieuse. J'entendais des noms : Quelern, Tréberon, L'Ile-Longue, l'Ile des Morts, — et celui-là, participant de la solennité des choses, me faisait un peu peur. Il y avait, tout près d'un triste faubourg,

une grève de galets moussus, dont je n'ai jamais retrouvé tout le pénétrant effluve; et derrière la grève, sur une pente, entre des talus de remparts, de grands arbres rangés comme ceux-ci, seulement plus hauts encore, et sévères, d'une maigreur sombre et triste. Il y avait aussi, dans la direction d'un phare, une petite route à mi-côte, perdue entre des carrés de lande fleurie, où séchait toujours du linge. Et cela se suspendait sur les calmes néants. Même par les jours bleus, il faisait ce même temps moite, dont la douceur enveloppe, endort un peu. Je suis revenu, depuis, dans ce pays de Brest, mais, ce soir, c'est directement, du plus lointain de la vie que me semble affluer, si vague et puissant, le souvenir. Et c'est comme si remontait le fond même de l'être...

La nuit tombe, effaçant peu à peu les formes. Le passé et le présent se confondent. La haute allée qui s'enténèbre, le pré penché sur d'incertains luisants d'eau, les silhouettes de bateaux que je vois flotter entre les arbres, le pâle ruban de ville qui s'en va finir sur du vide, est-ce du rêve, est-ce du réel ?

Mais voici que le présent se détache et s'impose. Ce bruit faible, nombreux qui m'arrête, ce bruit incessant qui monte d'en bas, et si vite semble grandir, comment ne l'ai-je pas perçu encore ? Je prête l'oreille, et c'est un martellement continu que j'entends, comme de mille sabots sur du pavé; et, si vague, si perdue dans l'espace, coupée de cris, d'appels lointains, une petite confusion de voix humaines. Rumeur familière de la vie, mais pourquoi donc étrange, ce soir, et presque saisissante? C'est comme au sortir d'un abri de la côte, l'approche d'un grand courant dont on s'était écarté, et dont le bord frémissant va vous reprendre...

En bas, quelque chose a remué : deux ombres qui surgissent à la fois; deux noirs triangles de voiles qui doivent être grandes. Quelque sloop ou thonnier de la côte sud. Alors un autre bruit, mais à réveiller tous les vieux Plomarc'hs, celui-là, et qui traîne, et n'en finit plus : le long et ferraillant tapage d'un bateau qui mouille, lorsque, sur l'écubier, court en raclant la chaîne d'ancre.

André Chevrillon.

(A suivre.)

LA FILLE D'ÉLÉAZAR

DERNIÈRE PARTIE (1)

XXXI

Ce matin de la communion, le petit Éléazar se leva de très bonne heure. Il avait dormi avec sa mère, dans la chambrette de Debourah jeune fille. Oh ! la douce nuit qu'il avait passée auprès d'elle, blotti contre sa poitrine ! Combien ç'avait été délicieux de lui dire toutes ses joies, sa fierté de savoir la gémara par cœur, ses soupçons et ses espérances sur les cadeaux qu'il recevrait le lendemain, et enfin son impatience de posséder la belle montre que son père lui avait fait entrevoir, en soulevant à peine le couvercle de la boîte...

Cependant la voix de Rabbi Éléazar appelait :

— On est levé là-haut ? Le soleil couvre déjà la vigne ! Il va être bientôt l'heure...

Un instant après, arrivèrent les compagnons, les deux orphelins de Meyer l'aveugle, souliers vernis, complets noirs et cravates blanches. Rabbi Éléazar leur offrit à chacun une aumônière de velours pourpre, magnifiquement brodée d'or, qui contenait les tellites et les tiphellines...

A mesure, la maison s'éveillait. On entendait courir, parler haut. Les hommes se hâtaient de s'habiller pour accompagner les communiants à la synagogue. Les femmes les rejoindraient un peu plus tard dans la matinée...

Enfin parut Éléazar, sous un costume de flanelle blanche,

Copyright by Elissa Rhaïs, 1920.

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er et 15 novembre.

les pantalons arrêtés aux genoux par des nœuds de taffetas à boutons d'or. Un chapeau de paille fine serrait ses beaux cheveux noirs, coupés la veille pour la première fois.

Rabbi Éléazar le bénit et lui tendit une aumônière de velours et d'or, toute pareille à celle de ses compagnons. L'enfant, ému, lui embrassa les deux mains.. Et il marcha à son côté, suivi des fils de Meyer, de son père, de ses oncles, de ses autres grands-pères, et, jusqu'à la grille du jardin, de toutes les femmes de la maison, qui poussèrent sur lui des kyrielles de you-you... Rabbi Chloumou, habillé déjà de sa gandourah verte aux pompons bleus, sa tête plate surmontée de la chéchia de Fez, courait après le cortège, une poignée de sel dans sa main, qu'il tournait au-dessus des pas d'Éléazar, pour conjurer le mauvais œil...

La synagogue de la rue des Numides, relativement étroite, n'eût pu accueillir toute l'affluence que l'on prévoyait. La cérémonie devait avoir lieu au Grand Temple, en cette bâtisse vieille et simple, aux confins de la haute ville, et qui gardait une majesté au milieu d'une population tapageuse, face au marché en plein air où de sordides Bédouins vendaient des légumes. De lourds tapis, au fond pourpre, avaient été déroulés sur le seuil. Le chandelier à sept branches, les lustres de vieil argent, les hochets, les couronnes, dépouillés de leurs gazes, flamboyaient. Des gerbes de roses et des guirlandes de jasmin ornaient la galerie de bois sombre qui conduisait à l'alcôve des Sepharim, tendue d'une portière chamarrée d'or où se jouait le dernier papillotement des veilleuses.

Toutes les places étaient déjà occupées. Des suisses couraient, affairés, tiraillés de tous côtés, pour procurer des chaises aux nouveaux arrivants... Lorsque Rabbi Éléazar fit son entrée, tous les hommes se levèrent. Un murmure de bénédictions salua le doyen de l'église et son petit-fils, ce petit prince du Talmud. Quelques intimes vinrent embrasser l'enfant.

Le grand Rabbin montait à la tiba. Les hommes revêtirent leurs écharpes, en ramenèrent les pans sur leurs yeux, se recueillirent, baisèrent pieusement la soie rayée de rose, de noir ou de bleu. Et la prière du matin commença. Bientôt, comme on entonnait le *Chahrit*, des frou-frous de soie, des éclats de voix jeunes, des grincements de chaises que l'on dérange, arrivèrent de la galerie supérieure. Derrière le grillage épais où d'ordinaire ne se tiennent que trois ou quatre vieilles

dévotes, habituées de la synagogue, on voyait à mesure passer, repasser des ombres... Le chemmach dut imposer silence d'un coup sec de son claquoir. Le groupe des femmes arrivait. Parmi elles, la famille du petit Éléazar, à qui on avait réservé les chaises du premier rang : Aurélie, Anaïs et Mme Saffar, qui devançaient cinq petits garçons et filles; Debourah, Mamma Esther et Mamma Rachelle, qui, émues jusqu'aux larmes, prirent leur place en faisant le moins de bruit possible...

Le Chahrit allait finir. D'un accent affectueux, le Grand Rabbin appela :

— Éléazar Saffar, le petit marié !

L'enfant se leva, entre ses compagnons. Dans un même souffle, toutes les bouches avaient prononcé :

— Que Dieu le bénisse !

Mais Debourah, tout à coup, tressaillit ! Elle venait de reconnaître Jacob, qui s'était levé à son tour de son fauteuil, près de la galerie des Sepharim... Jacob habillé d'une soutane noire, une calotte de velours ornant son front et dont l'ombre donnait à sa jeune physionomie quelque chose de noble, d'imposant, de sacré. Lentement, il avançait parmi les fidèles... On lui avait transmis, en ce beau jour, l'honneur d'officier.

Il vint prendre le petit Éléazar par la main. Le maître et l'élève montèrent à la tiba. Au milieu des vieux hochets d'argent, devant le Talmud, Jacob, avec une émotion visible, ramena le tellite sur la tête du « petit marié, » en signe de protection. Puis il lui entoura la taille, plein de sollicitude et de tendresse, et se pencha sur le manuscrit déployé pour suivre l'enfant qui allait commencer sa lecture. Et quand, dans le silence, la voix d'Éléazar, aux notes justes, parfois très graves, parfois balancées, ou bien ralenties jusqu'aux soupirs de l'amour et du pardon, vibra comme une musique sous la voûte, on vit Jacob à mesure pâlir, sa face émaciée et tremblante prendre des reflets d'extase... Et bientôt les larmes lui jaillirent, et tout son être s'irradia d'orgueil.

Devant ce tableau, Debourah se sentit pénétrée jusqu'au tréfonds d'elle-même d'une félicité dont jadis elle avait fait son rêve sans pouvoir la connaître. Son cœur vola vers ces deux têtes chéries, ainsi penchées sur la parole sainte, si proches l'une de l'autre, si unies par l'affection et la foi qu'on eût dit que leurs âmes allaient se confondre... Soudain, dans un élan

d'amour, oubliant Edmond qui, au pied de la tiba, respectueux, contemplait son fils, elle eut la folle illusion que cet enfant que Jacob protégeait, serrait de ses bras, faisait communier avec Dieu, cet enfant était son enfant à elle... et à lui !

Le petit Éléazar, cependant, chantait les Commentaires de la Thoura. Et dans cette bouche d'enfant, les sévères préceptes prenaient une étrange résonance. Maintenant, de toute l'ardeur de sa jeune âme, il ponctuait l'ultime commandement :

« O fils d'Israël, la femme de ton voisin tu ne regarderas avec envie. Fais en sorte que tes yeux restent fermés pour ignorer sa beauté. Si elle te provoque, détourne-toi d'elle, crache à terre avec mépris. Car elle te conduirait à ta perte. O fils d'Israël, ce crime est impardonnable, et le péché des parents retombe sur les enfants... »

Éléazar se tut. L'assistance entière se leva, chantant les Louanges... Rabbi Éléazar, sous ses burnous candides, la tête rehaussée de son turban, gravit les marches de la tiba. Il ouvrit les bras à l'enfant qui s'y précipita. Et alors, comme sur un sepher, il imposa ses mains sur la tête de son petit-fils, et une seule parole s'échappa de sa gorge, tandis qu'il pleurait :

— Que Dieu, mon fils, te préserve du mauvais œil !

Là-haut, Debourah s'était dressée pour chercher sa respiration. Puis elle retomba anéantie. Elle avait clos les paupières, renversé la tête, prête à défaillir. Les dernières phrases lancées par son fils avaient roulé sur son cœur comme autant de boules de feu...

XXXII

Jacob alla faire sa visite à Belcourt avant midi, pour féliciter les parents du petit communié. Il remonta seul cette route qu'il avait fait serment de ne plus jamais revoir, depuis son retour de France. Trop de souvenirs, trop de cuisants regrets l'y attendaient... A mesure qu'il longea les falaises, il se rappela les promenades, les douces et instructives causeries avec Rabbi Éléazar... Que ce temps lui parut lointain !... Oh ! ces promenades au bras du vieillard, dans les soirées jaunissantes, sur le bord de la mer, avec la pensée de retrouver bientôt la chère et noble famille, déjà réunie sous les orangers, parmi laquelle il était attendu comme un parent, comme un fils aîné !

Avant de franchir le seuil du jardin, Jacob s'arrêta longtemps.

Il contempla cette vieille maison, jadis si hospitalière, si plaisante à son cœur. Elle était toujours la même, en sa blancheur de chaux, avec ses lucarnes aux rideaux de mérinos, par-delà les eucalyptus, les cyprès, les murs de feuillage peut-être millénaires. Seulement, elle le regardait aujourd'hui, indifférente à son chagrin. Elle ne répondait même pas à son souhait de bonheur...

Elle était grouillante, ce matin, tout un monde de silhouettes inconnues passaient parmi ses bocages, des domestiques européens se hâtaient, des appels de noms étrangers, des chants, des fusées de rire s'échappaient par ses portes et ses fenêtres... Et Jacob demeurait là, songeur, en homme qui eût voulu ressaisir tout le passé.

Enfin, il se décida à pénétrer, car midi était proche. Courageusement, il poussa la grille et suivit la grande allée qui le conduisit au centre du jardin. Soudain, il s'arrêta, trop ému, devant le cèdre géant à l'ombre duquel, dix années auparavant, il avait failli crier son amour et Debourah avait laissé déborder son cœur... Le jour semblait tout pareil, lumineux, grandiose, vibrant encore des ardeurs de l'été. Les mimosas, les iris, les roses du Bengale, les glycines au long des vieilles murailles, s'épanouissaient d'un dernier éclat mourant... Au loin chantait la mer... Une immense tristesse se fit en Jacob quand il aperçut là-bas, toujours à la même place dressée, la Baraque de fête... Oh! cette Baraque de fête, identique à celle qui l'avait reçu pour la dernière fois, ornée des mêmes tentures de soie rouge aux grappes de raisin d'or, des mêmes lys et des mêmes marguerites, près de la treille, où se balançaient les petits sacs, toujours les mêmes, qui préservaient le grain pur à faire le vin du Kidouch! Oh! le Kidouch du Vendredi soir, sous les veilleuses, à la table étincelante! les cantiques où Debourah mêlait sa voix tendre à la sienne et à celle de Rabbi Éléazar, tandis qu'alentour, dans le jardin couvert d'ombre, frissonnaient les parfums les plus voluptueux, avec la brise des flots portée jusqu'à eux par les grands arbres!...

Mais Jacob sursauta. La vieille Esther toujours alerte, veillant à tout, proprette sous sa robe noire retroussée, de petits sabots de velours claquant à ses talons, venait d'apparaître et l'interpella :

— Oh! Talmid Jacob! Que ton retour chez nous soit béni!

Comme il y a longtemps que ta face amie n'avait plus reparu à nos yeux! Pourquoi ne viens-tu plus nous voir? Tu nous as oubliés! La maison des amis ne s'éloigne jamais...

Elle lui tendit sa main à baiser, puis, comme le voulait l'usage, le mena sous la Baraque, le fit asseoir à la table aux vieux tréteaux, non loin de la place où il s'asseyait jadis, le cœur battant tour à tour d'espérance et d'angoisse, auprès du maître... Puis, elle se pencha hors des piliers de roseaux :

— Ya Debourah! Ya Debourah! s'écria-t-elle.

Et voici que Jacob, à cet appel, crut revivre une scène d'un certain soir de fête, où Debourah était en retard pour le kidouch et où la voix gutturale avait retenti comme à cette heure!... Son âme bondit. Il crut tout à coup qu'il allait voir apparaître sa fiancée, sous sa robe de vierge, couleur du Talmud avec les fleurs du Zo'har, ses longues tresses dans le dos, son visage de bonheur éblouissant... En un instant, il oublia tout : son séjour au Séminaire, son triste retour, son mariage avec Victorine, tout cela n'avait jamais existé, s'était évanoui dans un vertige...

Debourah cependant était descendue vers le jardin, appuyée au bras de son époux, en attendant le retour des petits communiés qui, de la synagogue, étaient allés faire leurs visites et recevoir, dans cette matinée même, leurs cadeaux. Elle portait un déshabillé de surah et de fines dentelles. Edmond la regardait amoureusement dans les yeux.

— Ya Debourah! appela de nouveau Mamma Esther. Viens voir Jacob le talmudiste qui est venu nous rendre visite!

Lorsqu'elle entendit ce nom de Jacob, Debourah se redressa. Elle pâlit, se serra davantage au bras d'Edmond... Et, tout en ralentissant le pas, elle aperçut le talmudiste là-bas, debout au fond de la Baraque de fête... à la même place qu'on lui réservait jadis, lorsqu'il venait dire le Kidouch et prendre ses repas parmi eux!... Oh! que cette vision vint de nouveau lui troubler l'âme et la conscience!... Tandis que Jacob, qui voyait Debourah au bras de son mari pour la première fois, si tendrement confiante, si belle, si désirable en cet abandon, Jacob blêmit jusqu'à la mort. Cependant des chants de synagogue se répandaient dans l'allée principale. Les fidèles, accompagnés des rabbins, arrivaient chez Rabbi Éléazar. Ces chants tirèrent brusquement Jacob de sa souffrance impie. Il revit la synagogue... la tiba... le petit Éléazar lisant le Talmud sous sa

direction... L'accent des dernières paroles de l'enfant retentit en lui : « La femme de ton voisin tu ne désireras... Car la faute des parents retombe sur les enfants! » Jacob frémit. Il songea qu'enfin elle aussi, sa femme. Victorine, allait bientôt être mère. Il eut peur, peur pour son enfant, qui allait naître...

Et Debourah, que son mari avait quittée pour aller au-devant des invités, restée seule au milieu du jardin, pâle, hésitante, vit Jacob s'élancer tout à coup hors de la Baraque et fuir à travers les allées, comme un dément!

Elle comprit sa douleur. Un frisson la saisit. Elle joignit les mains.

— O Dieu! prononça-t-elle, ayez pitié de nous!

XXXIII

Après le déjeuner, sous les arbres, qui fut joyeux et bruyant, les enfants partirent pour une promenade au Jardin d'Essai.

Et dans la maison, tranquille soudain, on se prépara à recevoir la visite des femmes. Elles arrivèrent, accompagnées de leurs filles ou de leurs sœurs. Pour préserver les visiteuses de l'ardeur du soleil et des regards indiscrets qui eussent pu plonger des demeures voisines, un haïk de grosse laine, jaune et rouge, avait été tendu et lié très haut, par les quatre coins, à la cime des arbres... Les vieillards, s'étant levés, cédèrent leur place au bon musicien Sfindja qui entrait avec tout son orchestre. Discrètement, ils quittèrent la maison et partirent vers la synagogue lointaine, où ils devaient demeurer jusqu'au soir, pour ne point gêner les réjouissances des femmes.

En une heure, la cour fut comble. On fouillait toutes les chambres, les moindres recoins, à la découverte de quelque siège de fortune... Les femmes se montraient maintenant par bandes, habillées pour la plupart en pur style juif, — de longues robes à traîne de soie claire et plastron d'or, leurs têtes serrées en de grands foulards à ramages d'argent, dans lesquels scintillaient des aigrettes.

Les invitées se reconnaissaient entre elles, se saluaient, s'embrassaient. Elles se souhaitaient :

— A la communion de ton fils, s'il plaît à Dieu!

— A la communion du tien, dans un cadre pareil!

L'orchestre, cependant, jouait le Salut de l'Arrivée. Une

lumière éclatante, sous laquelle flambait au loin la mer immobile et que la bâche ne tamisait qu'à peine, environnait tous ces costumes, ces pierreries, ces plastrons d'or, et faisait reluire, sur une table de chêne, dressée au milieu de la cour, à travers des dentelles, les confiseries somptueuses qu'on allait offrir... Une merveille d'art, que les patientes grand'mères avaient préparée depuis des années, pour cet heureux jour. Les pastèques, sous leur croûte de sucre, étaient entières, comme si on venait de les cueillir, les oranges entourées de leurs fleurs, les mandarines énormes...

Soudain, des murmures s'élevèrent, un frisson courut dans l'assistance... Debourah venait d'apparaître, vêtue d'une robe de brocart rose à ramages d'or, des mules aux pieds, qu'enguirlandaient des perles, le front orné d'un diadème arabe...

On lui lança deux foulards qu'elle cueillit au vol, couleur de la fleur du soir. L'orchestre exhala un air doux... Elle souleva d'abord, lentement, les foulards au-dessus de ses épaules... puis son beau corps ploya comme une flamme... sa face se perdit parmi les franges d'or... Debourah ouvrait la tanïa (1) par la danse orientale. Chacune à son tour, les femmes se levaient et, selon leur préférence, l'orchestre variait l'air et la mesure. Et les you-you retentissaient, partis d'invisibles terrasses...

La chaleur tombait peu à peu, sous le vent de mer... On avait servi aux musiciens de l'absinthe et de l'anisette, des olives et des quartiers de fromage blanc. Comme le soleil allait disparaître, sid Sfindja entonna la mélopée du moment :

Profite de ta jeunesse, ne serait-ce qu'une heure,
La mort fut et sera...
Auprès du jet d'eau laisse couler tes jours
Entre les fleurs du jardin...

Et les assistants de reprendre le refrain, à voix basse, avec des soupirs :

Profite de ta jeunesse, ne serait-ce qu'une heure,
La mort fut, et sera...

Un brouhaha, des appels, des éclats de rires annoncèrent alors le retour des enfants. Comme une volée d'oiseaux, ils

(1) Fête.

s'abattirent dans la cour... Éléazar, escorté de ses deux compagnons, vint saluer les dames. Des you-you prolongés l'accueillirent. Toutes à la fois voulaient l'embrasser, le serrer contre leur poitrine pour le féliciter. Elles le trouvèrent exquis sous ce costume si simple...

— Comme il ressemble à sa mère ! disaient-elles. Que Dieu le bénisse ! Ça fera un beau garçon !...

Elles se le passaient de l'une à l'autre.

De rang en rang, Éléazar arriva devant Clarisse, Clémentine et Victorine. Cette dernière parut tirée d'un rêve, abattue qu'elle était par la chaleur. Elle se tenait sans mouvement sur sa chaise, la bouche à demi entr'ouverte, les regards fixés à la treille de vigne, d'où pendaient, en leurs sachets de tulle, les belles grappes rafraîchissantes... Mais dès qu'elle vit Éléazar, elle lui tendit ses bras envieux de jeune femme qui allait être mère... Elle le retint aussi longtemps qu'elle put, pressé contre elle. Elle souhaita ardemment que l'enfant qu'elle attendait fût un garçon, et qu'il lui ressemblât, — pour que Jacob fût heureux !

— Que Dieu te garde ! lui dit-elle, tu as fait aujourd'hui la gloire de ton maître !

— Merci... merci..., répondit Éléazar, en rougissant de fierté d'être loué par la femme du talmudiste.

Néanmoins, il rappela un brin de courage, et osa demander pourquoi son maître n'était pas venu déjeuner avec lui.

— Je l'ai attendu longtemps, ajouta-t-il, et sa place vide nous faisait mal à voir...

Le soir tombait. Assis sur les bancs de mosaïques, les enfants, tout en croquant des friandises, écoutaient le violon et la darbouka de Sidi Sfindja. Eléazar vint appuyer sa tête contre le citronnier des quatre saisons et laissa aller son âme vers les régions délicieuses dont les musiciens énuméraient à cet instant les charmes... Il avait l'âme artiste de sa mère, et sentait la musique comme peu la sentent à son âge. La chanson du soir finissait. L'air nouveau qu'on venait d'attaquer l'enchanta : une mélodie large, aérée, puissante, où courait comme un frisson de foule... Les vieillards l'avaient chantée le matin, à la synagogue, pour les Louanges... Et en une vision, l'enfant revit la tiba... le maître Jacob debout à ses côtés. . A lui s'arrêta sa pensée. Il songeait à lui, malgré tout, depuis ce midi. Pourquoi n'é-

tait-il pas venu déjeûner ici, avec son maître qui l'aimait tant?...

Ses yeux alors, machinalement, cherchèrent la femme du talmudiste... Il la découvrit sans peine, assise toujours à la même place. Elle paraissait mélancolique, ses regards en l'air... qui fixaient le vide... Toutefois, à la contempler un moment, il soupçonna que cette femme désirait quelque chose... Quoi donc? Peut-être une grappe de raisin...

Il quitta sa place, et s'éloigna furtivement, sur la pointe des pieds, rasant les troncs d'arbres, les haies, pour ne pas attirer l'attention des petits diables qui auraient voulu le suivre dans l'ascension qu'il projetait. Car c'en était une véritable. On aboutissait à la terrasse de la maison par une immense échelle, dont le faîte, à l'apercevoir seulement, donnait le vertige. Comme un chat, il grimpa lestement les flexibles barreaux, en un clin d'œil atteignit le sommet, et d'une enjambée, sauta sur la terrasse.

Il contourna plusieurs fois, d'un pas léger, le beau parterre éblouissant de blancheur... Son apparition fit fuir quelques têtes curieuses, qui s'étaient hasardées aux parapets des villas voisines... Il s'orienta quelques secondes, se demandant quelle grappe pouvait être enviée par Victorine... Il crut comprendre que c'était une de celles qui pendaient au milieu de la treille... Et sans hésitation aucune, il se laissa glisser sur les larges poutres, verdies par le temps. Il avançait doucement, les bras étendus, un pied devant l'autre, et, lorsqu'il sentait qu'un petit craquement se faisait sous son poids, tout son être se remplissait d'orgueil... Il alla ainsi, de poutre en poutre, jusqu'au milieu de la treille. Il en compta sept. A mesure, les craquements se renouvelaient, et, par endroits, devenaient plus forts. Éléazar s'en amusait. Arrivé à la septième poutre, il se plia sur ses jambes, le buste en avant, et chercha encore du regard le regard de Victorine... Il le distingua bientôt, parmi le feuillage, levé vers les gros raisins blancs. Il sourit de satisfaction, voyait exactement, maintenant, la grappe qu'enviait la jeune femme... Il se réjouit de l'agréable surprise qu'il allait lui faire. Délicatement, alors, il s'agenouilla sur les sarments. Il tendit la main, saisit la grappe, qui était la plus belle, et, tirant de toutes ses forces, réussit à la cueillir. Heureux, triomphant, il se releva pour la rapporter à la femme de son maître, quand, tout à coup, la poutre, dont les sarments avaient caché la ver-

moulure, secouée, flancha, se rompit avec un craquement, celui-là sinistre, et le petit Éléazar fut précipité à la renverse, dans la cour qui s'était emplie de grands cris d'horreur!

Debourah pâlit Comme une démente, elle fendit la foule des invités qui s'étaient jetés au secours du petit Éléazar, étendu sur les mosaïques, blanc comme un linceul, les yeux fermés par la douleur, qui lui arrachait des plaintes aiguës. A la voix de sa mère qui s'était abattue auprès de lui, gémissante, grelottante, étourdie par le foudroyant désastre, l'enfant essaya de rouvrir les paupières... Il la fixa de sa prunelle que grandissait la souffrance, et presque voilée. Il lui désigna la grappe qu'il n'avait pas abandonnée dans sa chute, mais qui venait de rouler à son côté.

Debourah se dressa d'un bond. Elle tordit les bras vers le ciel. Elle venait d'apercevoir, en un éclair, l'image et l'ignominie de sa faute, Jahvé vengeur, infaillible! Elle tourna sur elle-même, un instant, au rythme de son désespoir, et puis avec un grand cri, elle s'écroula évanouie sur le corps de son enfant...

XXXIV

Lorsque Debourah revint de sa longue torpeur, elle se reconnut dans sa chambre de jeune fille, où elle avait dormi la veille avec son enfant bien-aimé, blotti contre sa poitrine... Elle sortit de l'hébètement pour sombrer dans le plus douloureux des cauchemars, et de là enfin renaître à la réalité. Elle aperçut non loin d'elle les cinq petits-neveux d'Oran qui, dans leur épouvante, avaient couru par la maison entière, fuyant les Bou! terribles, les cris que toutes les femmes avaient poussés à la fois, dès que le médecin, mandé en toute hâte, eut prononcé : « C'est fini... Il y a eu fracture de l'épine dorsale... L'enfant est mort... » Ils s'étaient cachés, tous cinq, dans un coin de cette chambre, la plus reculée, où régnait un semblant de silence... Serrés les uns contre les autres, les yeux ronds et brillants, ils se répétaient à voix basse, en frappant leurs petites mains tremblantes de peur :

— Il est mort?... Il est mort?...

Puis, les regards brouillés de la malheureuse mère rencontrèrent, jeté sur les mosaïques, le costume blanc, orné de nœuds de taffetas, d'où émergeait, suspendue à sa chaînette, la belle

la belle montre d'or... Debourah s'y précipita avec un rugissement de fauve, qui fit tressaillir les petits et leur arracha des cris d'effroi !

— Quoi ! Mon enfant chéri !... Mon adoré !... Déjà !

Elle sortit de sa chambre, les yeux secs, hagards, ployée sous son immense douleur, à laquelle toutefois elle ne pouvait croire encore. Elle meurtrissait contre sa poitrine brulée le costume de la communion, tout chaud de son petit maître. Elle le mordait, l'embrassait, y plongeait sa face...

La maison résonnait de murmures, de prières, de chants lugubres. Debourah vint se figer au seuil de la chambre d'étude de son père, d'où partait le crépitant concert. Elle s'agrippa au cadre de la porte, n'ayant plus la force d'avancer, en voyant tout à coup la scène fatale.

Le corps du petit Éléazar était étendu sur le carrelage, démesurément agrandi par le linceul qui le recouvrait. Oh ! ce linceul !... Debourah eût voulu avoir les yeux clos pour ne point le reconnaître ! C'était la toile de pur fil, jaunie par le temps, que Rabbi Éléazar avait rapportée jadis, pour lui-même, de Rochalaïm. Chaque fois que Debourah le rencontrait, ce linceul, dans l'antique armoire, rangé parmi les livres et les feuillets du maître, un terrible frisson la secouait. Son génie savait peut-être qu'un jour, il recouvrirait le corps de son enfant, ce corps frais et rose que le moindre malaise n'avait jamais altéré, qui frémissait, il y avait un instant à peine, de vie et de gaieté, abritait une petite âme tendre, aimante, profonde entre mille autres, et que le destin brutal avait anéantie ! De grands cierges l'éclairaient. A son chevet, s'acagnardait Rabbi Éléazar, la face aussi jaune que son vieux linceul. Ses lèvres s'entr'ouvraient pour prier à l'unisson des hommes, mais de sa gorge ne s'échappait aucun son.

— Père, mon pauvre père ! prononça enfin Debourah.

Elle lui tendit les bras.

— Père, toi le grand, le fort, le juste, ouvre ton livre des mauvais jours, et prie Jéhovah pour qu'Éléazar renaisse !

— *Eleolam Hassdou, Eleolam Hassdou...*, continuaient de psalmodier les voix viriles.

— Non ! cria la mère, non ! Je ne veux pas que la fête de mon fils chéri continue dans les cierges et les prières des morts !

Et sa clameur fut étouffée par les clameurs des femmes qui entouraient le corps, chantant les mélopées sinistres et se déchirant les joues... On distinguait à peine le halètement enroué des vieilles grand'mères, qui disaient :

— O notre cher petit Sepher, notre lustre, notre lumière! Notre veilleuse de fête! Tu t'es déjà éteinte?... Et qui désormais ouvrira la porte de notre maison silencieuse, et nous redira, en nous sautant au cou : « O mes bonnes grand'mères, que je languissais de vous voir!... »

Au dehors, cependant, parmi la cour déserte sous la nuit, où, dans l'effroyable désarroi, chaises et fauteuils avaient été renversés, Edmond exaspérait sa douleur, se cognait le front aux troncs d'arbres, ensanglantait ses joues...

XXXV

Victorine rentra bien tard chez elle. Elle trouva Jacob assis sur une natte, dans la cour à demi obscure, un livre oublié sur ses genoux, méditatif.

— Jacob... Tu es là, assis tranquille, et tu ne sais pas le grand malheur qui est arrivé à Debourah!

Jacob, entendant prononcer ce nom si cher, sursauta.

— Un malheur à la fille d'Éléazar? répéta-t-il, saisi d'une atroce inquiétude.

Et fixant sa femme au visage blême :

— Un malheur est arrivé à Debourah? Qu'a-t-elle? Blessée? Malade? Parle, Victorine... Tu me tues!

Victorine s'effraya de l'altération subite des traits de son mari. Elle voulut chercher un moyen plus doux pour lui annoncer ce malheur... Elle respira à plusieurs reprises, râla de la gorge, avisa un siège sur lequel elle se laissa tomber. Elle regrettait son premier élan, essayait de gagner du temps et de prévenir Jacob avec mesure.

Mais Jacob vint à elle suppliant, lui prit les deux mains, la regarda dans les yeux.

— Victorine, parle! Rends-moi l'âme! Qu'est-il arrivé à Debourah?... Toi-même, tu es glacée... Qu'as-tu?

Victorine, en présence de la douleur si profonde de Jacob avant même qu'il ne connût l'affreux désastre, se troubla.

— Oui, reprit-elle peu à peu, une catastrophe... Jacob... un coup de foudre irréparable... Et par ma faute!...

— Par ta faute? s'écria Jacob. Comment cela?... Mais parle!

Et, dans son impatience, il serra plus fort les mains de Victorine.

— Le petit Éléazar, dit-elle enfin, voulut m'offrir une grappe de raisin que je désirais avec force... Alors...

— Alors... pressa Jacob, le regard fou.

— Il est tombé de la treille et mort sur le coup!

Jacob lâcha les mains de sa femme, chancela, et vint s'abattre sur le tapis.

Victorine, terrifiée, le regardait. Il avait fermé les yeux. Le sang se retirait par degrés de son visage... Elle s'approcha de lui.

— Jacob, Jacob!... Ne me fais pas peur!... Regarde, mon ami : je me sens mal aussi...

Le talmudiste souleva la tête avec effort. Sa femme qui le suppliait ainsi lui rendit un peu de volonté.

— Victorine, lui dit-il, lorsqu'il put retrouver sa respiration, femme, ce que tu viens de m'apprendre est la pire des nouvelles! O Dieu, ce châtiment est au-dessus de mes forces!...

Et, de nouveau, il s'affaissa.

Victorine s'était assise auprès de lui sur la natte. La face dans les mains, elle sanglotait.

— Par ma faute, tout cela, par ma faute! Je n'ai pas de chance! Oh! si je n'étais pas allée à cette fête, j'aurais évité ce grand accident! Mon Dieu, mon Dieu! J'en mourrai de regret! Il est mort par ma faute, cet enfant, cet ange de beauté, de grâce, de douceur!...

Le cœur de Jacob brûlait de la plus cuisante des douleurs. Néanmoins, le tableau de cette innocente au désespoir, lui fit mal. Il se traîna vers elle, et vint appuyer sa tête endolorie sur ses genoux.

— Console-toi, femme, lui dit-il. Sèche tes larmes! Le vrai coupable, c'est moi, moi seul! Oh! combien je suis puni!

Mais Victorine ne l'entendait plus, ou croyait sans doute à quelque phrase de consolation banale. Des spasmes soulevaient sa poitrine.

— Il est mort, le pauvre chéri... Rien que pour moi... Par ma faute... Oh! si j'avais tranché ma tête, cloué mes jambes ici!

J'aurais évité ce grand malheur ! Oh! la douleur de cette bonne mère et de ce pauvre grand saint d'Éléazar! Il y avait de quoi crever ses yeux pour ne plus voir leur désolation! Mon Dieu, mon Dieu ! Quel malheur! Quel malheur! Par ma faute!...

Et voici que Jacob sanglotait à son tour. Les paroles de sa femme, en retournant le feu sur sa plaie, lui arrachaient des larmes de sang. Et bientôt ces larmes le brisaient, le soulageaient de cette boule à la gorge qui l'étouffait. Il pleurait comme un enfant et ne pouvait contenir ses sanglots pour apaiser cette malheureuse, que le regret grillait à vif. Enfin, dans un raidissement suprême, il articula :

— Victorine... Victorine, ma sœur... console-toi. Ce malheur, ni toi, ni personne n'auriez pu l'éviter. Tu es innocente. Le vrai coupable... Écoute-moi, femme, écoute et plains avec ton âme d'hermine le talmudiste vaincu par Satan...

Et comme Victorine prolongeait sa plainte quand même :

— Écoute ma destinée noire ! supplia-t-il. J'aimais Debourah avec la violence de mon cœur... Debourah mariée!

Victorine releva le front, ses joues ruisselantes, bouleversée par cette révélation si inattendue, ne comprenant pas tout d'abord...

— Tu aimais Debourah, toi, Jacob? répétait-elle en ouvrant de grands yeux d'enfant à qui on fait entendre un bruit de clochette. Tu aimais Debourah, tout en la sachant mariée?

Jacob frémit.

— Mais c'est un grand péché! C'est le plus grand crime au monde!

— Je le sais, Victorine. Mais ma chance était faible... Oh! si elle avait été forte, j'aurais réussi là-bas, j'aurais épousé la femme que je croyais ma destinée, et cet enfant qui devait être le mien ne serait pas mort ce soir!...

Épuisé par cet aveu, Jacob laissa de nouveau aller sa tête sur les genoux de Victorine. Quelque temps, elle demeurée abasourdie. Puis tout à coup :

— Le péché des parents retombe sur les enfants! s'écria-t-elle, redevenue blême, et portant instinctivement les mains à ses seins gonflés de lait.

— Non, Victorine, n'aie pas peur! Toi, tu es pure. Tu es une vraie sainte. Dieu t'épargnera de la vie cette douleur amère...

— Que Dieu t'entende! murmura Victorine un peu rassurée.

Cependant, des souvenirs du passé, des détails lui revenaient à l'esprit, que d'abord elle n'avait pas remarqués et qui maintenant prenaient leur signification. Elle se dressa, frissonnante, épouvantée.

— Oh! Jacob! Jacob!... Mais Debourah t'aimait, elle aussi, malgré son mari!... J'en suis sûre maintenant, puisqu'au moment de descendre à la tebila sacrée, elle a prononcé ton nom!...

Alors Jacob, élevant les mains dans la clarté naissante de la lune, supplia :

— O Dieu, pardonne-nous! Dieu d'Israël, tu nous as châtiés justement, mais suffisamment! Abaisse ton couteau!...

XXXVI

Le soir du second jour tombait autour de la vieille maison. Un convoi de première classe. Des rabbins en grande tenue. Des enfants de chœur. Des vieillards habillés du turban blanc et des bas noirs, allaient et venaient devant la grille, en silence...

Dans la maison, on se pressait à la toilette de l'enfant. On voulait l'enterrer tôt avant le Sabbat, pour qu'il n'eût point à connaître la douleur du resserrement du tombeau sur son corps. On criait :

— Rabbi Chloumou! Rabbi Chloumou! Où es-tu? Allons, viens vite tirer l'eau de la citerne. C'est l'heure de laver le mort. Il va être tard!...

Mais Rabbi Chloumou ne répondait point à l'appel de tous.

A la fin, trois hommes de bonne volonté ôtèrent leurs vestons, et, manches retroussées, courageusement, se rendirent à la corvée. Le premier seau d'eau remonta à la surface une savate marocaine... Le second, une chéchia de Fez... On se pencha, on fouilla les ombres de la fosse. On découvrit bientôt la masse de Rabbi Chloumou... roulée dans sa gandourah... qui flottait...

A la nouvelle du malheur, le simple s'était rué dans la citerne.

XXXVII

Rabbi Éléazar, à qui la cruelle douleur avait arraché le sommeil, allait et venait, durant toutes les nuits, dans la grande chambre funéraire, au carrelage nu. Il aimait à s'enfermer là

et à ruminer son chagrin inconsolable. Le livre du cher enfant, marqué par sa petite main au haut de la page, ainsi que sa plume de roseau, étaient encore contre la table, sous les yeux du vieillard brûlés par les veillées et par les pleurs...

Rabbi cherchait sans cesse quel crime il avait pu commettre pour recevoir, sur la fin de ses jours, un châtiment pareil... Le péché des parents retombe sur les enfants, soupirait-il. Quel était-il donc, ce péché, cette faute qu'il eût voulu s'imputer à lui-même? Et il plongeait dans son passé, le retournait sous toutes ses faces, remontait dans sa longue carrière, jusqu'à sa jeunesse... Rien! Il ne découvrait rien que sa conscience eût jamais pu lui reprocher comme une dérogation au devoir... Qui, alors?... Debourah?... Non! Et Rabbi refusa de fouiller dans l'âme de cette fleur... de cette pure fille de Jéhovah qu'il avait façonnée à l'image de son rêve et que le Destin venait de briser d'un coup sanglant... Qui alors? Edmond?... Quoi? Aurait-il, lui, aimé... que Dieu garde!... la femme... Non, non! Et Rabbi repoussait avec énergie le soupçon infernal. Ou encore, pensait Rabbi, Iahvé veut-il, comme l'affirme le Talmud, éprouver celui qui l'adore le plus? Job... le rapt de ses enfants... l'anéantissement de ses troupeaux, l'incendie de sa maison et de ses vignes... la ruine... la maladie, les plaies immondes... et puis la résurrection?... Et tantôt arpentant la pièce, tantôt rouvrant son livre de prières, Rabbi s'abîmait dans son noir tourment.

Un matin, qu'il était allé retrouver Debourah, il la surprit assise en un coin de sa chambre, sur une chaise basse, sa robe à l'envers, hâve, les paupières dépouillées de cils, accablée du plus navrant des désespoirs. Là, elle passait, de même, ses nuits sans sommeil. Elle revoyait toutes les misvas que son père avait accomplies au cours de sa vie : misva des fêtes observées selon le rite, misva de secourir son prochain dans la détresse, misva des conseils forts donnés au faible, misva des prières pour les morts d'Israël tous les soirs, misva enfin du jeûne de sept jours pour sauver quelques âmes. « Mon Dieu! gémissait-elle, tu n'as tenu aucun compte de tout cela! Mon crime a suffi pour tout dissiper! Rien n'a pu retenir mon enfant au bord de l'abîme... Mais la douleur de ce vieillard survivra au delà du tombeau! »

— Fille sans chance! dit Rabbi en refermant la porte.

Debourah sursauta. Elle se leva vers lui, sa robe trop large

tombant de ses épaules décharnées. « Mon Dieu, se dit-elle, mon père aurait-il soupçonné? Mon père saurait-il mon crime?... »

— Debourah! interrogeait Rabbi, qu'avons-nous fait, quiconque d'entre nous, pour mériter ce châtiment?

Debourah couvrit de ses deux mains son visage devenu pourpre.

— Mon père! Mon père! Appelle sur moi le pardon!

— Le pardon? — et Rabbi avança sa face tout près de la sienne, — Que veux-tu dire? Quoi! Debourah, qu'as-tu fait et que dois-je croire?

Elle tremblait, claquait des dents, ne trouvant point de force ni pour s'avouer coupable ni pour se défendre.

Rabbi lui écarta les mains.

Il lui cria au visage :

— Debourah... Malheureuse!.. Aurais-tu failli à ton devoir d'épouse et de mère?

Debourah fléchit, n'y tenant plus. Elle se traîna livide, les mains tordues, aux pieds de son père.

— Oui... oui, père! put-elle articuler enfin, en fermant les yeux, j'ai péché! Toujours, j'ai pensé à Jacob que je n'ai pu, malgré tous mes efforts, arracher de mon cœur!

Eléazar, qui allait maudire sa fille, à ce nom de Jacob, lui repoussa les mains. Il recula à son tour, frémissant... Il se souvint du jour de la faute... de cette matinée où Debourah avait apporté Eléazar dans ses langes blancs pour le faire bénir à la Milha... Ah! comme son foie grillait au souvenir de ce petit visage chéri!... Et l'image du talmudiste repentant, assis au fond de la salle d'étude, sous la lucarne ouverte, lui apparut. Alors... sa fille avait usé de subterfuge avec lui... Elle avait d'abord écouté parler Jacob... ou peut-être même... satisfait Satan!...

L'anathème s'arrêta sur ses lèvres blanches. Il courba le front. Le vrai coupable, c'était lui! Et le dicton d'ancêtres lui revint à la bouche : « Ne fais entrer chez toi que le blé et l'orge! »

Il fit quelques pas en arrière, lança sur une épaule sa toge de deuil, et, le regard plein de mépris vers Debourah agenouillée, il repassa le seuil et ne détourna plus la tête.

Debourah poussa un cri :

— Oh! mon père! Père! Tu pars, sans me donner ton pardon!...

XXXVIII

Un soir, une vieille femme, des sandales brunies aux pieds, un mince paquet sous le bras, gravissait péniblement le large escalier de la maison du boulevard. Elle avait tellement changé qu'on aurait eu peine à reconnaître en elle la belle Mamma Rachelle. Courbée sous le poids du chagrin, elle marmottait toute seule :

— Ces marches de marbre me paraissent aujourd'hui des plaques de tombeau... Combien elles me semblent différentes de celles que j'ai gravies, il y a dix années, avec Mamma Esther, si joyeuse de la layette terminée, et le pauvre Rabbi Chloumou!.. Qu'il était heureux, lui aussi, du petit berceau qu'il avait confectionné avec patience pour celui qui n'a pas vécu! Pauvre innocent, toi aussi, quel triste sort Dieu t'a écrit sur le front!... Mon Dieu, nous nous inclinons devant ta volonté! Mais combien, en un instant, tu as détruit de bonheur! Une seconde de toi fait plus que des années!...

Rachelle venait voir sa fille, pour sa première sortie de deuil. Elle la trouva méconnaissable, elle aussi, sur sa chaise basse, sa robe à l'envers. Un châle de mérinos aux épaules, elle grelottait comme une malade.

— Ma fille, lui dit-elle, ma chérie, comment vas-tu de ta douleur?

— Comme Dieu le veut, mère! dit Debourah en se balançant sur sa chaise.

— Ton père, ma fille, il y a un mois bientôt, a quitté le pays pour un pèlerinage... Voici ce que j'ai reçu de lui pour toi, ce matin...

Et Rachelle tendit à Debourah le petit paquet et une lettre sur laquelle Debourah, en tremblant, reconnut l'écriture de son père. Elle déchira l'enveloppe aussitôt et parcourut d'un trait :

Le 15 novembre, ce jour, de Jérusalem.

A ma chère fille, loin de mes yeux et présente à mon cœur.

Je suis par trop brisé pour revenir vivre quelque temps encore auprès de vous. Mon seul désir aujourd'hui est de mourir

en Terre sainte. Je t'envoie ce joyau de petit livre où sont écrits les dix commandements de Dieu, et un petit sac de terre du tombeau de Moïse, pour que ta douleur s'apaise. Mamma Esther vieillit beaucoup et songe toujours. Pense quelquefois à ta mère que j'ai laissée abandonnée dans la vieille maison, avec les cuisants souvenirs, pour veiller sur toi. Celui qui t'a donné le jour t'envoie son pardon pour l'éternité.

RABBI ELÉAZAR.

Debourah porta ses ongles à ses joues amaigries qu'elle déchira en criant :

— Oh ! mon malheureux père que je ne reverrai plus !

Puis, elle se jeta dans les bras de Mamma Rachelle...

— Mère ! mère ! supplia-t-elle. Je n'ai plus que toi au monde ! Reste avec nous !

ELISSA RHAÏS.

NOS ENQUÊTES (1)

L'ÉPREUVE DE LA POLOGNE

IV. — RELIGION ET CULTURE

« Toute cérémonie religieuse est, en Pologne, une manifestation nationale. » Ce mot me fut dit à Rome par un diplomate russe, qui prenait quelquefois à tâche de me démontrer que le gouvernement du Tsar était beaucoup trop indulgent à l'égard de ses « sujets catholiques. » Il était alors profondément vrai, et il l'est encore aujourd'hui. Cause nationale et foi religieuse n'ont jamais été séparées, dans l'esprit des Polonais, au temps où ils luttaient pour reconquérir leur indépendance; elles n'y restent pas moins unies à présent qu'ils l'ont recouvrée. Je n'ai pas encore oublié le spectacle que m'avait offert, en 1913, une messe du dimanche à Notre-Dame de Cracovie. La grande nef était pleine de paysans agenouillés à terre; hommes et femmes en habits de fête, longues vestes de laine blanche, corsets de soie brodée d'argent et d'or; leur prière était si fervente, que le va-et-vient des fidèles, qui, en passant, heurtaient une botte ou accrochaient un fichu, ne détournait pas un instant leur regard immobile et comme extasié; quelques-uns priaient à haute voix; tout près des marches qui mènent au chœur, quelques femmes restaient prosternées, le visage collé aux dalles du parvis. Une heure après, je retrouvais tout ce

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre et 1er novembre.

monde au Musée national polonais, parcourant les salles en silence, contemplant les tableaux d'histoire, s'arrêtant avec recueillement devant les reliques de Kosciuszko et de Mickiewicz...

Cette piété, religieuse et patriotique, éclate encore aujourd'hui dans toutes les solennités polonaises. A Cracovie, durant l'octave de la Fête-Dieu, il y avait chaque jour une procession; toute la ville y prenait part : personnages officiels, grands seigneurs en costumes d'autrefois, justeaucorps de velours, longue rapière, manteau de fourrure et toque à aigrette; bourgeois et paysans, chorales et musiques militaires; au-dessus de la foule s'agitaient pêle-mêle les drapeaux aux couleurs nationales, les bannières des confréries et les pancartes couvertes d'inscriptions patriotiques. Le jeudi de l'octave, suivant une tradition séculaire, le cortège s'arrêta devant le palais Larisch; une sorte de géant, habillé en Tatare, qui manœuvrait un cheval de bois, exécuta une danse étrange et violente, sans musique; après quoi il rentra dans son cheval, et la procession se remit en marche. A Lublin, messes militaires sur la grand'place, devant l'ancienne église russe, bénédiction des drapeaux, serment prêté sur l'autel par les soldats qui vont partir au front. A Varsovie, au temps de l'avance bolchéviste, cortèges religieux dans les rues, cérémonies religieuses dans les églises. Nulle ne fut plus émouvante que la messe célébrée à la cathédrale par le cardinal Kakowski, le 14 juillet, en présence du ministre de France et des officiers de notre mission militaire; autour du chœur et le long des nefs, nos drapeaux se mêlaient aux drapeaux polonais; à l'orgue, *la Marseillaise* retentit; du haut de la chaire, un prélat criait l'angoisse de la Pologne, son espoir en la France alliée et sa volonté de vaincre.

La Pologne ressuscitée est toujours la « catholique Pologne; » sa foi religieuse, qui fut sa meilleure armure, sa plus ferme défense contre les assauts du Russe orthodoxe et de l'Allemand luthérien, ne reste pas seulement une tradition historique; elle est une force vivante; son clergé, actif et influent, est à la tête du mouvement social et ne demeure pas étranger au mouvement politique. La Pologne veut être un État démocratique; elle ne recule point devant les réformes les plus radicales et les plus hardies; mais elle entend rester, essentiellement, un État catholique.

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

Le projet de constitution désigne le catholicisme romain, non comme religion d'État, mais comme religion pratiquée par la grande majorité de la nation polonaise ; il reconnaît à l'Église catholique le droit d'exercer librement son culte en Pologne et de s'y régir selon les principes du droit canonique.

Beaucoup de questions restent à résoudre, entre autres celles des biens ecclésiastiques et du traitement des ministres du culte. La réforme agraire de M. Witos n'était pas encore votée, lorsque j'eus l'honneur de m'entretenir sur ce sujet avec le prince-évêque de Cracovie, Mgr Sapieha. L'air et les manières d'un grand seigneur d'autrefois, l'ouverture d'esprit et la tolérance large d'un homme d'aujourd'hui, tels m'ont paru être les deux traits dominants dans la figure du prince-évêque. Il n'a pas dépassé de beaucoup la cinquantaine, et l'extraordinaire vivacité de ses yeux noirs le fait paraître encore plus jeune. Lorsque Mgr Sapieha apprend que j'arrive de Rome, où il a vécu longtemps, dans les milieux les plus influents de la Curie et dans la familiarité de Mgr della Chiesa, qui est aujourd'hui Benoît XV, c'est lui qui me pose mille questions sur le Vatican, sur les cardinaux romains de ses amis, puis sur la politique italienne, qu'il a toujours suivie avec attention. Tout en répondant de mon mieux, ai-je laissé percer quelque inquiétude? Le fait est que le prince-évêque sourit et me donne licence d'interroger à mon tour. Je lui demande quelles conséquences peut avoir la politique agraire du gouvernement sur les conditions de l'Église de Pologne.

— Mon Dieu ! répond Mgr Sapieha, c'est le moindre de nos soucis. Il est vrai que je suis, comme évêque de Cracovie, grand propriétaire foncier. Laissera-t-on à l'Église ses biens? Ou voudra-t-on les exproprier, contre le paiement d'une indemnité, qui serait distribuée, sous forme de traitement, aux ministres du culte? Nous n'en savons rien encore. Notre seul désir, — il se reprit pour dire : notre seule volonté, — est que les ministres du culte ne deviennent pas des fonctionnaires, qu'ils restent parfaitement indépendants. En ce moment, si l'État voulait racheter nos biens, il devrait nous payer des sommes énormes; ni la condi-

tion de ses finances, ni la valeur actuelle du mark ne semblent lui recommander l'opération. Mais nous ne nous opposerons pas à ses desseins : qu'on nous laisse de quoi vivre, et la liberté; nous ne prétendons pas davantage.

— En ce qui concerne la nomination des évêques, Monseigneur, une décision a-t-elle été prise?

— Elle ne pourra l'être que d'accord avec Rome, répond le prince-évêque. Les négociations sont en cours et ne prendront une forme plus précise que lorsque notre Constitution, enfin votée, aura nettement défini les rapports entre l'Église et l'État. Plusieurs systèmes sont envisagés : on n'est pas ici très partisan de l'élection faite exclusivement par les chapitres. Mais les chanoines pourraient présenter une liste, sur laquelle soit les évêques de la province, soit tous les évêques de Pologne opéreraient leur choix. Ce choix serait soumis à la ratification de l'autorité suprême de Rome. Le gouvernement serait pressenti, de manière à garantir à l'évêque, une fois nommé, une position convenable vis-à-vis du pouvoir civil; mais nous voudrions éviter la « présentation » des candidats au Saint-Père par le gouvernement. Vous savez d'ailleurs que nous entretenons avec le Vatican des rapports excellents. L'autorité romaine, qui admet les synodes provinciaux, ne se montre point favorable, généralement, aux assemblées nationales d'évêques. Cependant, nous avons obtenu la permission de nous réunir, non pas, si vous voulez, en synode national, mais en assemblée générale. Il est vrai que la Pologne ne compte que dix-sept évêques, que ces réunions ont gardé un caractère privé, et qu'on n'y peut prendre aucune décision ayant forme exécutoire. Nous nous réunissons à Poznan et à Czenstochowa, comme les évêques allemands se réunissent à Fulda. Pour les affaires courantes, des rencontres plus fréquentes et plus intimes rassemblent à Varsovie les principaux évêques autour des deux cardinaux.

« Nos socialistes, dans ces derniers temps, se sont préoccupés de la nomination des curés. Le droit de présentation appartenait, suivant les régions, tantôt aux conseils municipaux, tantôt même aux grands propriétaires fonciers. Les socialistes ont eu raison d'exiger l'abolition de ce privilège ; mais ils vont un peu loin lorsqu'ils demandent que les curés soient élus par le peuple. Nous proposerons, pour notre part, que le droit de nommer les curés soit réservé aux évêques

Les choses étaient un peu plus avancées lorsque j'arrivai en Posnanie. Le cardinal Dalbor, archevêque de Poznan et Gniezno, avait quitté la ville métropolitaine pour sa résidence d'été de Krobia (Krœben). Je lui avais été présenté à Rome l'année dernière, lorsqu'il vint y recevoir le chapeau, et m'autorisai de cette circonstance pour lui demander la permission de lui rendre visite à la campagne.

Krobia est une petite ville de 5000 habitants, située à quatre-vingts kilomètres au Sud de Poznan. Le château-fort qui la domine, aujourd'hui ruiné, appartenait jadis à l'archevêque de Poznan, qui portait le titre de « premier prince de Pologne » et a conservé celui de « curé de Krobia. » A quelque distance, une agglomération de maisons neuves représente la « colonie » allemande installée dans le pays par la fameuse Commission. Les habitants de Krobia sont pour la plupart des agriculteurs, petits propriétaires ou bien ouvriers agricoles. Les paysans, ayant longtemps appartenu à l'évêque, sont encore aujourd'hui appelés *Biskupi* (de *Biskup* : évêque) par ceux des environs. A l'hospitalité peu sympathique des villes d'eaux allemandes, Mgr Stablenski préféra la calme retraite de cette petite ville polonaise, où il se sentait chez lui ; il fit ajouter une aile au presbytère et s'y installa pour l'été ; ses successeurs ont suivi la tradition.

Le cardinal Dalbor m'accueillit avec cette affabilité et cette bonne grâce souriante qui lui ont gagné à Rome l'amitié respectueuse de tous ceux qui l'ont approché. « Vous arrivez à point, me dit-il, car je pars demain matin pour Czenstochowa, où nous avons une assemblée. Les circonstances graves où se trouve notre pays exigent que nous nous mettions d'accord sur certaines décisions. » Je m'aperçus alors que les cheveux du cardinal avaient légèrement blanchi et qu'une ombre de tristesse voilait son regard : cet ardent patriote, dont toutes les tracasseries, toutes les persécutions prussiennes n'avaient pu, durant quatre années de guerre, abattre le courage ni même altérer l'humeur, était profondément ému du nouveau danger qui menaçait la Pologne. Il ne m'en invita pas moins à l'interroger sur tous les objets qui pouvaient m'intéresser, et nous parlâmes bientôt des nouvelles conditions faites par la réforme agraire à l'épiscopat et au clergé.

— Les biens ecclésiastiques, m'expliqua Mgr Dalbor, vont être expropriés par l'État. Cette mesure affecte d'une manière

différente l'épiscopat et le clergé des trois provinces. Dans l'ancienne Pologne russe, ni les évêques, ni les curés ne sont propriétaires fonciers. En Galicie au contraire, les uns et les autres possèdent de la terre. Ici, tous les biens ecclésiastiques furent confisqués par la Prusse en 1812; puis intervint le Concordat de 1821, qui ne rendit point aux évêques leurs anciens domaines, mais attribua à chaque curé la possession d'une certaine étendue de terrain : elle est ordinairement de 70 hectares, et va parfois jusqu'à 130.

« Il nous paraît convenable que le traitement des évêques soit payé en argent par l'État polonais, comme il l'était par le gouvernement prussien. Pour les curés, nous demandons qu'à l'indemnité en espèces soit ajoutée l'attribution, à un titre quelconque, d'un terrain d'une dizaine d'hectares : c'est ce que, chez nous, on estime nécessaire pour l'entretien de deux chevaux. Nos paroisses sont extrêmement vastes; souvent, rien qu'à les traverser dans leur longueur, on fait 25 kilomètres; quelque vigoureux que soit le curé, il ne peut assurer le service du culte et celui des malades, s'il ne dispose pas de deux chevaux et d'une voiture.

« Le recrutement du clergé, devenu assez difficile dans certaines parties de la Pologne, ne me donne pas ici d'inquiétude. Le grand séminaire de Poznan compte actuellement quatre-vingts élèves. Pendant la guerre, j'ai dû les envoyer poursuivre leurs études un peu partout : il y en avait à Münster, aux Universités du grand-duché de Bade et à celles de Bavière; je n'aurais pu les destiner tous à la même Faculté, sans jeter la suspicion sur la Faculté choisie; aujourd'hui, ils suivent tous ensemble les cours de l'Université de Poznan.

« Nos séminaristes sont des fils de petits bourgeois et surtout des fils de paysans. Ce recrutement est le meilleur que nous puissions souhaiter : le clergé est ainsi très près du peuple, il garde un esprit très démocratique, et il faut qu'il en soit ainsi. Lors des élections générales, nos syndicats d'ouvriers sont venus me demander la permission de choisir pour candidats deux de mes prêtres : tous les deux ont été élus.

— Votre Éminence, demandai-je, a-t-elle lieu de craindre pour son diocèse quelque résistance des éléments allemands, ou quelque entreprise destinée à maintenir l'influence allemande?

— Non, répondit nettement Mgr Dalbor. Pour ce qui est

de l'influence allemande, si elle avait dû prévaloir, ce serait chose faite depuis longtemps. Au moment où les fonctionnaires prussiens quittaient notre pays, un de mes amis demanda à l'un d'eux, avec qui il avait entretenu des relations satisfaisantes : « Pourquoi nous avez-vous aussi constamment, aussi opiniâtrément maltraités? De quelle intention s'inspirait donc votre conduite envers nous? » L'Allemand lui répondit : « Si nous ne vous avions pas tenus à l'écart, et même persécutés, c'est vous qui auriez assimilé, conquis nos fonctionnaires et nos immigrés. Votre civilisation est plus ancienne que la nôtre, et puis vous possédez le charme, qui nous manque. »

« Quant à la résistance des éléments allemands dans mon diocèse, je ne la redoute ni ne la prévois. Vous savez que la frontière politique déterminée par le Traité de Versailles ne coïncide pas avec la frontière ecclésiastique : de sorte que je reste l'évêque d'environ 100 000 Allemands. Je confierai cette partie de mon diocèse à un administrateur, que je choisirai parmi les chanoines allemands des chapitres de Poznan et de Gniezno; les droits de ce fonctionnaire ecclésiastique seront définis d'accord avec le gouvernement de Berlin : je les conçois, pour ma part, identiques à ceux dont jouissent mes autres vicaires généraux, investis de fonctions analogues. La situation est évidemment délicate, mais elle n'a rien d'inquiétant.

— Oserai-je vous demander, Monseigneur, comment l'ex-roi de Prusse, comment le gouvernement prussien, connaissant vos sentiments, ont pu donner leur agrément à votre élection au siège de Poznan?

— Je n'ai pas été élu, réplique le cardinal avec un sourire, mais nommé par le Saint-Siège, et voici comment. Aux termes du concordat de 1821, les évêques de Posnanie étaient désignés au pape par le gouvernement prussien qui les choisissait lui-même sur la liste dressée par le chapitre. Selon que les chanoines mouraient dans un mois pair ou dans un mois impair, le choix de leur successeur était attribué au Souverain Pontife ou au roi de Prusse. Lorsque la mort de Mgr Likowski amena la vacance du siège, au printemps de 1915, il se trouva que le chapitre était composé en grande majorité d'Allemands, les chanoines s'étant obstinés à mourir pendant les mois impairs, au plus grand profit du roi de Prusse. Si l'on s'en rappor-

tait au choix du chapitre, l'élection d'un Allemand au siège de Poznan était certaine. Comment la population polonaise l'eût-elle acceptée? Était-il opportun, en pleine guerre, de provoquer des résistances, et peut-être des désordres? On se le demanda à Berlin. Exceptionnellement, le roi renonça à sa prérogative et invita le Saint-Siège à pourvoir lui-même le siège vacant. C'est ainsi que, le 30 juin 1915, je suis devenu archevêque de Poznan et Gniezno.

Le cardinal Dalbor ne me donna point congé avant de m'avoir fait remettre des lettres d'introduction pour quelques ecclésiastiques de son diocèse et de m'avoir montré lui-même sur la carte la route que je devais suivre pour gagner un domaine agricole voisin, dont on m'avait recommandé la visite. En m'éloignant de Krobia, je songeais avec admiration au rôle joué durant la domination allemande par ces archevêques de Poznan, par le cardinal Ledochowski, qui, au temps du *Kulturkampf*, s'était laissé traîner en prison plutôt que d'abdiquer ses droits et sa dignité, par Mgr Stablewski, dont Bismarck lui-même n'avait pu vaincre la fière et calme résistance, par leurs successeurs... L'énergie, tour à tour héroïque et prudente, de ces grands prélats, avait déjoué les efforts de la propagande prussienne et de l'esprit luthérien; ils avaient conservé intact l'héritage sacré des ancêtres polonais et catholiques; du haut de la vieille tour de Krobia, ils avaient vraiment fait bonne garde, les « premiers princes de Pologne. »

L'ÉGLISE ET LES NATIONALITÉS

La ville de Lwow a le privilège, que je crois unique en Europe, de posséder trois évêques en communion avec le Siège romain : un archevêque catholique latin, un archevêque ruthène, du rite uniate, et un évêque arménien. On m'a raconté que le roi de Bavière qui, passant par Lwow, s'était fait présenter les autorités de la ville, ne put s'empêcher, lorsqu'on introduisit auprès de lui un troisième personnage épiscopal, de murmurer dans sa barbe : « Encore un! »

L'évêque arménien-catholique de Lwow est Mgr Teodorowicz, qui fut élu député à l'Assemblée Nationale et que mes lecteurs ont déjà rencontré à l'Institut Marie. Orateur éloquent et grand patriote, il était, au temps de l'occupation de Varsovie

par les Allemands, l'objet d'une surveillance toute particulière : un agent du gouvernement militaire sténographiait ses sermons. Un jour qu'il avait prêché sur ce texte : « Or le démon s'approcha de Jésus et le tenta, » Mgr Teodorowicz s'entendit menacer du Conseil de guerre. Il demanda quel était son crime : on lui fit comprendre que le Satan de son sermon ressemblait étrangement à l'empereur Guillaume II. « Tant pis pour eux répliqua le prélat, s'ils ont vu la ressemblance; je ne l'y avais pas mise exprès. » Mgr Teodorowicz gouverne à Lwow quelques milliers d'Arméniens catholiques, descendant de ceux qui, au XIVe siècle, vinrent chercher asile auprès des princes ruthènes. Il y a longtemps que ces réfugiés sont devenus polonais, mais ils sont restés fidèles à leur rite. L'Église arménienne de Lwow ne compte guère que des citadins, pour la plupart riches et instruits. Aucune difficulté ne s'est jamais élevée entre eux et les catholiques latins.

On n'en peut pas dire autant des Uniates Ruthènes, qu'une inimitié séculaire sépare des Polonais. Leur magnifique cathédrale, Saint-Georges, s'élève sur la colline boisée où les moines basiliens étaient venus s'établir à la fin du XIIe siècle. Un prince ruthène y fit construire, en 1280, une chapelle en bois, qui, successivement agrandie et embellie par les archimandrites, fut enfin remplacée dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, par la monumentale église baroque, dont on voit surgir de très loin les clochetons, les lanternes et la procession d'apôtres aux draperies mouvementées. L'architecte de Witte l'édifia, sur l'ordre du métropolite Athanase Szeptycki. Autour de l'église il disposa, dans une ordonnance un peu théâtrale, le palais de l'archevêque et les maisons des chanoines. De la haute terrasse ménagée devant la façade principale, la vue s'étend sur toute la ville et sur les collines qui l'entourent. Un gigantesque saint Georges à cheval, campé au sommet de l'attique, domine l'architecture et le décor.

C'est encore un Szeptycki, moine basilien comme son ancêtre, qui gouverne aujourd'hui l'église ruthène de Lwow. Quand j'ai passé par cette ville, Mgr Szeptycki se trouvait à Varsovie, auprès de son frère le général, malade ou blessé ; je fus reçu par un vieux chanoine, qui me parla fort peu des Uniates et beaucoup du Visiteur Apostolique que le Saint-Père avait désigné pour l'Ukraine, dont on annonçait l'arrivée depuis

trois mois, et qui n'arrivait point. Je fis observer au chanoine que ce retard était sans doute plutôt imputable aux événements politiques et militaires qu'à la mauvaise volonté du Saint-Siège ou de son Visiteur ; et je redescendis la colline de Saint-Georges, pour me rendre chez l'archevêque latin.

Mgr Bilczewski voulut bien me donner quelques détails sur la situation religieuse de son diocèse.

— Nous avons beaucoup souffert de la guerre, me dit-il. Soixante de mes prêtres sont morts, la plupart terrassés par le typhus, six tués par les Ukrainiens. Nos paroisses, très étendues, demanderaient des curés jeunes et vigoureux. Malheureusement, le clergé latin est aussi rare que le clergé ruthène est nombreux. En fait, les fidèles vont à l'église la plus proche et demandent les sacrements au premier pasteur qu'ils rencontrent, sans trop s'inquiéter de la différence de rite.

« Dans les années qui ont précédé la guerre, les relations étaient devenues meilleures entre Polonais et Ukrainiens ; les mariages mixtes étaient fréquents ; les garçons suivaient alors la religion du père, les filles celle de la mère. Vous imaginez les querelles, souvent sanglantes, que la guerre a fait éclater dans toutes ces familles. Les prêtres ruthènes, qui s'occupent beaucoup de politique et exercent une grande influence sur leurs fidèles, ont tout fait pour envenimer le conflit. Pour moi, j'invite mon clergé à se tenir à l'écart de la lutte et à réserver son activité pour les œuvres sociales, que nous ne multiplierons jamais assez. Que de malades, dans mon diocèse, qui succombent faute de soins ! Que d'enfants rendus orphelins par la guerre, qui n'ont pas encore été recueillis ! Notre devoir est tout marqué : réparer les ruines et adoucir les souffrances ; les prêtres latins s'y emploient de toutes leurs forces.

Belle et touchante figure d'ecclésiastique, que celle de l'archevêque latin. On dirait qu'en les évoquant il contemple douloureusement les ruines matérielles et morales que la guerre a laissées dans son diocèse. Mais aucun découragement ne perce sous cette tristesse. Lwow en a vu bien d'autres ! Ville frontière entre deux mondes, sans cesse foulée par les invasions, son histoire n'est qu'une longue suite de sièges, d'incendies et de pillages. Et pourtant, elle a su garder de beaux restes. Un sourire éclaire le visage pâle de Mgr Bilczewski, lorsqu'il me parle de sa cathédrale, moins somptueuse que

l'église Saint-Georges, mais plus religieuse, et trois fois vénérable, puisque les fondements en furent établis par le roi Casimir le Grand.

La question des Uniates ruthènes et de leurs démêlés avec les Polonais latins est une de celles qui préoccupent très justement le pape Benoît XV. Les Uniates, comme l'indique leur nom, sont unis à l'Église romaine par leur croyance ; ils se rapprochent de l'Église grecque orthodoxe par leur rite et par leur discipline : les prêtres uniates ont licence de se marier, seuls les moines et les évêques, issus des monastères, sont tenus au célibat. L'église uniate constitue en Ukraine un groupement important et assez compact ; il n'en va pas de même en Russie-Blanche, où la plupart des fidèles furent convertis de force à la religion orthodoxe, entre 1863 et 1905. Lorsque le gouvernement russe promulgua le décret sur la liberté des cultes, beaucoup de ces convertis retournèrent directement au catholicisme latin. Ces perpétuels changements ne pouvaient manquer de laisser quelque trouble dans des populations qui sont par ailleurs timides et ignorantes. « Plaise à Dieu, me disait une grande dame polonaise, fervente catholique, que nos paysans se laissent ramener une bonne fois à la communion latine, et qu'ils y demeurent ! Oui, je sais bien qu'à Rome il y a des partisans de l'uniatisme : il forme, dit-on, entre le catholicisme latin et l'Église orthodoxe un trait d'union, un pont qu'il ne faut pas couper. L'uniatisme en effet est un pont, mais un pont qu'on passe et repasse dans les deux sens, suivant les événements. Pour l'avoir passé trop souvent, nos pauvres paysans finissent par ne plus savoir eux-mêmes s'ils sont catholiques ou orthodoxes, et si le prêtre marié qui leur distribue la communion sous les deux espèces, est un curé ou un pope. »

Je me suis longuement entretenu de la question uniate à Varsovie avec le Père Genocchi, Visiteur Apostolique d'Ukraine, si impatiemment attendu par les chanoines de Saint-Georges, et avec le nonce, Mgr Ratti. Ce dernier a bien voulu me faire connaître sur ce point les intentions du Saint-Père. « Avant tout, m'a déclaré Mgr Ratti, le Pape tient à ce que la volonté et la conscience de chacun soient scrupuleusement respectées. Que ce soit en Ukraine ou en Russie-Blanche, la population ruthène semble assez divisée sur la question des rites : l'Intelligence préfère en général le catholicisme latin ; le peuple, plus

attaché au détail des cérémonies extérieures, incline au contraire vers l'uniatisme. Eh bien! dit le Saint-Père, que l'Intelligence soit latine et le peuple uniate : il n'importe guère, pourvu que l'Intelligence et le peuple restent catholiques. »

J'avais le dessein, pour étudier d'un peu plus près les problèmes politiques et religieux qui se posent en Lithuanie et en Russie-Blanche, de m'arrêter quelques jours à Vilna et à Kowno, et de pousser à l'Est jusqu'à Minsk et à Mohilew : les bolchévistes en disposèrent autrement. J'espérais du moins obtenir de personnes compétentes, à Varsovie ou ailleurs, une documentation sérieuse et impartiale sur ces questions : j'ai dû également y renoncer. Trop de passion, des deux côtés, se mêle aux raisonnements, à l'évocation des précédents historiques, et jusqu'à l'interprétation des chiffres. De tout ce que j'avais observé à Rome, au cours des vingt dernières années, il m'était resté l'impression que les Polonais avaient une tendance à traiter les Lithuaniens et les Blancs-Russiens, comme ils étaient traités eux-mêmes par les Russes, et qu'en particulier le clergé de Pologne, entraîné par son ardeur patriotique, n'avait pas eu toujours assez d'égard pour la nationalité, les traditions, la langue de populations douces, religieuses et ignorantes. C'est par les missionnaires catholiques que la Pologne pénétra d'abord en Lithuanie ; c'est grâce à eux que le polonais y devint la langue officielle de l'église, puis celle de l'école. Des évêques passionnés comme Krasinski, Zylinski, Charles Hrymiewski, allèrent jusqu'à nier l'existence de la langue lithuanienne, ou à la qualifier de « langue de païens. » En 1900, lors de la célébration du jubilé, le pape Léon XIII voulut qu'au moment où il ouvrirait à Rome la Porte Sainte, les Lithuaniens entendissent dans la cathédrale de Vilna un sermon prêché, des cantiques chantés dans leur langue nationale. Une relation détaillée de la cérémonie fut reçue au Vatican : en entendant pour la première fois depuis des siècles la langue et les chants lithuaniens résonner dans leur église, les gens de Vilna pleuraient de joie. Une souscription fut ouverte entre les fidèles en vue d'ériger à Saint-Nicolas une croix jubilaire, accompagnée d'une inscription en lithuanien. Le curé s'y prêta volontiers ; mais l'évêque, ayant eu connaissance de ce projet, s'y opposa et donna l'ordre de placer dans l'église une croix portant l'inscription en langue polonaise.

On rapportait encore à Rome que l'instruction religieuse était donnée en polonais aux enfants du diocèse de Minsk, où la population des campagnes ne parle et n'entend que le blanc-russien, et l'on prêtait à l'évêque de Minsk ce propos singulier : « Plutôt que de permettre qu'on enseigne aux enfants le catéchisme dans une autre langue que le polonais, j'aime mieux qu'ils ignorent le catéchisme. » Encore une fois, ce ne sont là que des impressions, des souvenirs recueillis dans un milieu qui était alors peu favorable à la cause de la Pologne ; c'est pourquoi j'aurais voulu en contrôler sur les lieux l'exactitude ou la vraisemblance. N'ayant pu le faire, je m'abstiendrai de tout jugement sur ces questions délicates. J'ai déjà dit ce que je pense de la « théorie varsovienne » des vastes annexions et des plébiscites en pays mixtes : les annexions me semblent dangereuses et les plébiscites trompeurs, dans des régions où les habitants, dépourvus de toute instruction, subissent avec une égale docilité des influences contradictoires. Ceux qui auront à résoudre ces problèmes ne devront pas oublier que la religion en est probablement le facteur principal, et qu'avant de demander aux paysans de Vilna et à ceux de Minsk s'ils veulent être Lithuaniens, Polonais ou Russes, il faudra leur assurer une liberté, qui paraît bien être pour eux l'essentielle : celle d'aller prier Dieu dans une église de leur culte et de faire enseigner à leurs enfants la doctrine religieuse dans un idiome qu'ils comprennent, c'est-à-dire dans leur langue nationale.

Le clergé polonais a joué un rôle important et admirable dans la longue lutte engagée par trois gouvernements iniques contre une nation qui ne voulait pas mourir. Ce rôle n'est pas terminé. Dans un pays profondément religieux comme la Pologne, l'action des évêques et des prêtres est toujours efficace, souvent décisive. Je ne l'ai jamais mieux compris qu'en ces terribles journées de juillet, alors que les Bolchévistes triomphants formaient autour de Varsovie un cercle toujours plus étroit et que, dans certains milieux, la confiance commençait à fléchir. Le matin du 16 juillet, j'allai voir le cardinal-archevêque, Mgr Kakowski : pendant une heure, il m'entretint de la situation, des mesures prises par l'épiscopat, des prières ordonnées dans les églises, des appels aux armes adressés du haut de la chaire à la jeunesse des villes et des campagnes ; et, de temps en temps, ces paroles, prononcées d'une voix ferme, un peu

rauque, revenaient comme un refrain : « J'ai confiance, notre peuple vaincra. »

L'après-midi du même jour, je rencontrai à la Diète Mgr Téodorowicz. Il me communiqua la première rédaction du magnifique appel adressé par les évêques de Pologne à l'épiscopat de toute la chrétienté. Je n'ai pas vu que ce texte important eût encore été publié dans la presse française, et ne me tiens point d'en rapporter ici les parties essentielles :

Nous nous adressons à vous dans une heure grave, écrivaient les évêques polonais, dans une heure où l'ennemi, massé devant les marches de notre patrie, menace de la subjuguer et de la détruire. Nous vous demandons de nous aider à sauver la Pologne. L'univers n'a pu accueillir avec joie la résurrection de notre pays, l'accomplissement de la justice divine à travers les siècles, pour contempler ensuite d'un cœur insensible son effondrement. Le miracle qui a permis à la Pologne de secouer ses chaînes n'aurait-il donc servi qu'à la faire retomber, abandonnée de tous, dans un esclavage mille fois pire que le premier?

Cette guerre a été imposée à la Pologne, elle ne l'a pas provoquée; et ce n'est pas avec le peuple russe que lutte notre peuple, mais bien avec cet élément qui a foulé aux pieds la Russie, qui a sucé le sang de ses veines, bu son âme, et qui, insatiable, se rue aujourd'hui à de nouvelles conquêtes. Ce n'est pas nous seuls que le danger actuel menace. L'ennemi qui veut nous détruire, loin de voir dans la Pologne la limite extrême de ses conquêtes, la considère comme une étape, et se servira d'elle comme d'un canal pour inonder l'univers. Car c'est l'univers que le bolchévisme veut conquérir...

En élevant la voix aujourd'hui pour la Pologne, nous plaidons la cause du monde entier. En parlant de nous, frères vénérés, c'est aussi bien à vous que nous pensons, à l'Europe, à l'univers. Car, à supposer même que le monde demeure indifférent au sort de l'Église, à la vie spirituelle, à l'esprit chrétien, il ne saurait se désintéresser de la ruine totale d'une civilisation, à laquelle le Christianisme l'a initié. Aussi est-ce à vous, vénérés frères, que nous adressons notre demande de secours. Ce que nous vous demandons, ce n'est ni de l'argent, ni des munitions : non, rien de tout cela, car nous ne souhaitons pas la guerre, mais la paix, à condition que cette paix n'ait point pour conséquence un nouveau démembrement de notre patrie et ne constitue point pour le monde entier une nouvelle menace. Ce que nous demandons, c'est un assaut de prières montant de la terre vers le ciel pour implorer le

salut de la Pologne. Souvent déjà le monde catholique a su unir ses prières en faveur de notre patrie : jamais ses supplications n'auront été plus opportunes qu'à l'heure présente ..

Verrons-nous l'Europe, après avoir solennellement refusé d'entretenir aucune relation avec le pouvoir bolchéviste, faire soudain volte-face et s'humilier aux pieds de son plus implacable ennemi? Il y a peu de temps encore, ses hommes d'État repoussaient toute négociation avec le bolchévisme et l'isolaient, comme on met en quarantaine un malade suspect : et voici qu'aujourd'hui ils recherchent eux-mêmes les moyens de faire rentrer les bolchévistes dans le concert des nations! Après avoir sacrifié son or et son sang pour arrêter le fléau destructeur, fourni tant d'armes et de munitions pour combattre le bolchévisme, l'Europe contemple aujourd'hui d'un œil froid la mêlée inégale où saigne la Pologne tout entière. Notre espoir est dans la prière, qui ramènera l'âme humaine à la vérité, anéantira le sophisme et le mensonge, ressuscitera la conscience de l'univers et animera d'un nouvel élan ses forces généreuses. »

Le principe invoqué en termes émouvants par les évêques de Pologne, ce n'est rien de moins que la vieille et féconde idée de « chrétienté, » si glorieusement et si utilement mise en œuvre par Charles Martel et par Charlemagne, par Henri IV et par Richelieu. C'est à la chrétienté menacée que la Pologne, sur la Narew et sur le Bug, comme autrefois sous les murs de Vienne, servait d'héroïque rempart; et c'est la chrétienté que l'épiscopat de Pologne adjure de ne point abandonner ceux qui défendent à la fois leur cause et la sienne. On sait comment la France répondit à l'appel de la Pologne, et avec quelle délicatesse toute française le général Weygand, organisateur de la victoire, répondit aux acclamations du peuple de Varsovie en glorifiant l'armée polonaise et en s'inclinant devant la bannière où était brodée l'image de la Vierge de Czenstochowa.

LES SOCIÉTÉS SAVANTES. — LES UNIVERSITÉS.

Avec la religion, l'instrument le plus efficace de la résistance polonaise a été la tradition nationale, jalousement entretenue dans les familles par l'usage de la langue, dans les sociétés savantes par des recherches constantes sur l'histoire de la Pologne, sa littérature, son art, sa philosophie, son ancien droit. Tandis que la jeunesse polonaise était obligée de suivre, dans les gymnases et dans les Universités, des leçons professées

en russe ou en allemand, la haute culture nationale trouvait un refuge dans ces académies, dans ces sociétés des Amis des Sciences, qui malgré d'énormes difficultés et au prix de grands sacrifices, poursuivaient leurs travaux, leurs publications, leur œuvre scientifique et patriotique. A Poznan, la *Société polonaise des amis des sciences* fait paraître, pendant la domination prussienne, 56 volumes d'annales; à Torun (Thorn) la *Société scientifique*, fondée en 1876, assure deux publications périodiques, les *Annales* et les *Notices*, et commence à recueillir les sources de l'histoire locale (*Fontes*). A Lwow, la *Société pour l'avancement des sciences* et l'*Union littéraire scientifique* publient des études et des mémoires. A Plock, à Pabianice, à Przemysl, on trouve des organisations analogues, avec leurs bibliothèques et leurs bulletins régulièrement édités.

Mais le centre de tout ce mouvement était, est encore à Cracovie; c'est la *Société des Amis des Sciences* devenue, depuis 1873, l'*Académie des Sciences*, et actuellement présidée par un latiniste éminent, le professeur Casimir Morawski. L'Académie de Cracovie est divisée en trois sections : histoire et philosophie, philologie, sciences mathématiques, physiques et naturelles. A la veille de la guerre, elle avait publié trois cents volumes de mémoires et de comptes rendus, et près de deux cents recueils de documents d'archives et de monographies scientifiques. L'Académie entretenait des missions d'études à Paris, à Rome et à Constantinople. J'imagine que celle de Paris est déjà rétablie. Celle de Rome fut rattachée jusqu'en 1915 à l'Institut historique autrichien, et n'affirmait guère sa relative autonomie que par le caractère de ses travaux, ordinairement consacrés à l'histoire des rapports entre la Pologne et le Saint-Siège. La mission d'études polonaises à Rome sera prochainement rétablie, cette fois dans sa pleine indépendance. Pour commencer, des conditions financières temporairement difficiles ne permettront à l'Académie ni d'envoyer des étudiants nombreux, ni de les installer grandement; mais si, dans les premières années, les jeunes historiens polonais se sentent un peu dépourvus, je sais à Rome une bibliothèque et une École où les instruments de travail, le cordial accueil des élèves et les conseils d'un savant illustre ne leur feront jamais défaut.

J'ai demandé au président de l'Académie des sciences quelques indications touchant le mouvement intellectuel, la pro-

duction scientifique et la réorganisation de l'enseignement en Pologne. « La guerre, m'a répondu le professeur Morawski, a beaucoup ralenti notre activité scientifique, dans tous les domaines; des soins plus pressants, des nécessités plus immédiates absorbaient les esprits.

« Nous souffrons encore aujourd'hui du manque de papier, du prix très élevé de l'impression et nous ne publions presque plus rien. Les Universités de Cracovie et de Lwow ont dû céder quelques-uns de leurs meilleurs professeurs aux Universités nouvellement créées à Lublin, à Poznan et à Vilna. Afin de pourvoir aux besoins de ces fondations nouvelles, on a dû nommer professeurs des jeunes gens de grand mérite, mais de courte expérience. Nous avons peu d'étudiants; toute la jeunesse est aux armées. En revanche, les étudiantes sont très nombreuses : suivent-elles les cours par mode, par désœuvrement, ou par un désir louable de s'instruire? Je n'en sais rien; mais j'observe qu'en général elles travaillent peu, et je me demande avec quelque inquiétude quel usage elles feront de ce qu'elles auront appris. Mais voyez-vous, ajouta en souriant M. Morawski, je suis vieux, peu enclin à l'optimisme, et je regarde désormais notre jeunesse avec des yeux toujours bienveillants, mais un peu étonnés : ses inclinations, ses goûts, me semblent si différents de ce qu'avaient été les nôtres! Vous savez ce que furent pour les hommes de ma génération nos grands poètes polonais : ce que nous cherchions dans leurs ouvrages, ce n'était pas seulement une impression de beauté, mais un réconfort pour notre courage, un aliment pour notre espérance, des raisons d'aimer plus passionnément la Pologne et de croire plus fermement en ses destinées. Mon fils m'a avoué qu'en lisant nos poètes, il n'avait rien trouvé de tout cela. Ce qui était pour nous rêve et espoir est devenu pour nos enfants réalité; désormais leur patriotisme se nourrit d'action, et ils appliquent leurs facultés de comprendre et de sentir à des objets nouveaux, qui n'étaient pas à la portée des nôtres. »

Le professeur Rostworowski, ancien recteur de l'Université de Cracovie, tout en reconnaissant les difficultés de l'heure présente, envisage l'avenir avec une entière confiance.

« Il nous manque des maîtres, m'a-t-il dit, et beaucoup de ceux qui naguère se consacraient tout entiers à l'enseignement doivent réserver aujourd'hui une partie de leur temps à la politique, à

l'administration, aux travaux des commissions dont ils font partie. Mais nos jeunes professeurs s'efforcent d'acquérir ce qui leur manque et de se rendre dignes de leurs anciens : plusieurs d'entre eux continuent de suivre des cours à Cracovie et viennent y obtenir un diplôme d'agrégation auquel ils attachent un grand prix ; ainsi Cracovie reste pour la Pologne le grand centre d'études et l'Université-mère.

« La période agitée et passionnée que nous venons de vivre était peu propice à la production scientifique. Aucun historien nouveau ne s'est encore révélé ; les quelques ouvrages publiés récemment ont un caractère marqué de polémique ou de propagagande : ce sont des œuvres de circonstance, ce n'est pas de l'histoire. Rien non plus de très nouveau au théâtre. Mais nous voyons le roman renaître sous une forme toute jeune et très réjouissante. Vous savez à quel point nos écrivains subissaient, jusqu'à ces dernières années, l'influence des romanciers russes. Le pessimisme qui, chez ces derniers, est une tendance de la nature, une conséquence directe du fatalisme oriental, apparaissait chez nous comme l'expression de nos longues infortunes et le triste témoignage d'une confiance ébranlée. Nos jeunes romanciers ont secoué allègrement cette obscure mélancolie, si contraire à notre tempérament national, et l'on voit éclater depuis peu dans la littérature polonaise un renouveau de confiance saine et joyeuse. Notre poésie s'inspire, comme toujours, de la tradition nationale et du patriotisme ; les vers naïfs et vigoureux de quelques légionnaires sont à retenir ; mais, chez nous aussi, les « chansons de tranchée » ont été trop souvent écrites par des guerriers en chambre. Enfin les lettres vivent. On n'en peut malheureusement pas dire autant de la recherche scientifique qui, dans la plupart de nos centres universitaires, se trouve complètement arrêtée par la destruction des laboratoires. Ici, comme à Lwow, comme à Poznan, tous les instruments ont été confisqués, volés ou brisés ; et il nous faudra quelque temps pour réparer tous ces dommages. »

Cependant les Polonais riches, fidèles à une des plus belles traditions de leur pays, n'ont pas attendu qu'on fît appel à leur générosité pour subvenir aux besoins les plus urgents des grandes écoles. On sait combien de « bibliothèques polonaises, » combien d'instituts scientifiques ont été fondés et sont entretenus par des particuliers. C'est encore à l'initiative privée que

l'Université libre de Lublin doit son origine. M. Jaroszyski a consacré une partie de sa fortune à doter la Pologne d'un nouvel institut d'enseignement supérieur. L'Université de Lublin est organisée sur le modèle de celles de Louvain et de Fribourg: c'est une grande école catholique, où l'enseignement de la théologie et du droit canon tient une place importante, mais qui comporte aussi des Facultés de droit, de sciences politiques, de lettres et de philosophie. Le corps enseignant est composé d'ecclésiastiques et de laïques. Les programmes sont ceux de l'enseignement officiel et les grades que confèrent les Facultés sont reconnus par l'État. Fondée en 1918, l'Université compte déjà 700 étudiants et possède 50 000 volumes dans sa bibliothèque. En attendant que les immeubles qu'on lui destine soient complètement aménagés, elle s'est installée dans les locaux du séminaire: c'est là que j'ai été reçu par le recteur, Mgr Radziszewski, qui avait réuni à mon intention quelques professeurs.

Les maîtres de l'Université de Lublin m'ont fait le plus grand éloge de leurs élèves et, en général, de la jeunesse polonaise, qui a pleine conscience des difficultés de l'heure présente et de la lourde tâche qu'elle aura mission d'accomplir.

— Je trouve nos étudiants plus sérieux, moins insouciants que nous ne l'étions nous-mêmes, m'a dit le vice-recteur, professeur Chylinski. Mais aussi comme ils sont plus heureux! Pour échapper à la honte de s'inscrire, en terre polonaise, à une université russe, ceux d'entre nous qui en avaient les moyens allaient étudier à Pétersbourg. Le gouvernement russe ne tolérait pas que les étudiants formassent entre eux des groupes nationaux, mais il admettait les sociétés d'études. C'est ainsi que je pus fonder un club littéraire, qui réunit bientôt tous les étudiants polonais de l'Université de Pétersbourg. Lorsque j'eus pris mes grades, je demeurai en Russie, rentrai à Pétersbourg comme professeur d'histoire ancienne et continuai à m'occuper de nos étudiants. Les tracasseries russes n'avaient pas de limite : le club littéraire, où se réunissaient les étudiants polonais, possédait une petite bibliothèque, composée d'ouvrages de toutes langues; on avait exigé que le catalogue, dont l'administration devait avoir une copie, fût rédigé en russe. Un brave homme de censeur nous rappela à l'ordre, parce qu'un certain nombre de noms d'auteurs et de titres de livres n'étaient pas libellés en

caractères russes : on eut grand'peine à lui faire comprendre qu'il s'agissait d'auteurs et d'ouvrages étrangers...

« Enfin nous sommes libres, et nos jeunes gens peuvent suivre en Pologne les leçons de maîtres polonais, enseignant dans la langue nationale. Mais ce ne sont plus des sociétés littéraires qui groupent aujourd'hui les étudiants, ce sont de véritables clubs politiques. Il y a dans les Universités presque autant de partis qu'à la Diète : ici nous avons des conservateurs et des libéraux, des radicaux et même quelques socialistes, mais pas de bolchévistes. Ailleurs, il arrive que les étudiants juifs gagnent aux idées communistes quelques Polonais; ce danger n'existe pas à l'Université de Lublin, où les israélites ne sont pas admis. En revanche, un certain nombre de luthériens sont inscrits à nos facultés : mais l'entente est parfaite entre eux et les catholiques : la politique fait l'objet de discussions passionnées entre les étudiants, mais les questions confessionnelles sont toujours laissées en dehors du débat.

Parmi les professeurs de Lublin se trouve un dominicain français, le R. P. Lacrampe, chargé du cours de théologie dogmatique. Le Père Lacrampe m'apprend qu'un certain nombre de jeunes filles suivent assidûment ses leçons. « L'intelligence des Polonais, me dit-il, est naturellement encline à la spéculation ; elle excelle à l'analyse des idées pures; dans les disciplines expérimentales, elle est beaucoup moins à l'aise. » Un autre savant, Polonais celui-là, m'avait déjà fait la même observation : « Nous sommes des spéculatifs, des *littéraires*, me disait-il; c'est notre tradition ; nous croyons à l'influence des idées, à l'action bienfaisante de la haute culture. Les Allemands ont montré qu'ils connaissaient bien notre faible lorsque, à peine entrés à Varsovie, ils ont fait ouvrir l'Université. On nous a reproché d'avoir commencé par réorganiser l'enseignement universitaire, alors que tant d'autres réformes pouvaient sembler plus urgentes. On nous a opposé l'exemple des Tchèques, qui s'empressaient d'ouvrir des écoles techniques, commerciales et industrielles, tandis que nous augmentions, peut-être à l'excès, le nombre de nos instituts d'enseignement supérieur. Les Tchèques suivent leur tempérament, nous suivons le nôtre : la Pologne, sans ses Universités, ne serait pas la Pologne. »

C'est la vérité; mais ce n'est pas, me semble-t-il, toute la vérité. J'ai trouvé à Varsovie et à Lwow deux écoles polytech-

niques d'une organisation très moderne et fréquentées par un grand nombre d'étudiants. La nécessité, vivement ressentie par la jeunesse polonaise, de mettre en valeur sans tarder toutes les richesses du pays, de développer l'industrie, le commerce et les transports, ne manquera pas de pousser beaucoup de jeunes hommes à l'étude des sciences appliquées. Enfin l'esprit démocratique qui domine en Pologne aura peut-être pour effet, sinon de diminuer le prestige de l'enseignement universitaire, qui garde partout un certain caractère aristocratique, du moins de lui susciter des concurrents, en relevant l'importance de l'enseignement technique.

J'ai voulu savoir dans quelle proportion les diverses classes sociales contribuent à fournir la clientèle des Universités et des grandes écoles. Les circonstances présentes, qui retiennent aux armées une grande partie de la jeunesse, ont rendu l'enquête difficile. Le seul fait qui s'en dégage avec certitude, et qui m'a semblé remarquable, c'est l'attrait que l'Université continue d'exercer sur les paysans polonais. Le tout petit propriétaire, s'il a mis quelque argent de côté, envoie un de ses fils à l'Université. On m'a assuré à Cracovie que ces fils de paysans sont généralement les étudiants les plus sérieux et les plus ardents au travail; tantôt une certaine lenteur d'esprit et le manque de toute culture antérieure les empêchent de s'élever au niveau de leurs condisciples bourgeois; parfois, au contraire, ils les dépassent comme d'un seul bond et se forment, à leur manière, qui n'est pas traditionnelle, mais originale, un ensemble de connaissances tout à fait remarquable. Quelques-uns sont aujourd'hui professeurs d'Université. M. Morawski m'a conté l'histoire d'un de ses jeunes collègues, qui ne manque jamais aux vacances d'automne de labourer lui-même les champs de son père. A la rentrée dernière, il le vit arriver à l'Université avec un large emplâtre sur le visage : un bœuf de charrue, qui s'était dégagé du joug, avait déchiré d'un coup de corne la joue du professeur-paysan. Voilà encore un argument propre à confirmer les théories politiques de M. Witos, lequel compte d'ailleurs parmi ses partisans un certain nombre de professeurs et d'étudiants.

L'UNIVERSITÉ POLONAISE ET L'INFLUENCE ALLEMANDE

Les grands éducateurs de la jeunesse polonaise n'ont pas cessé de puiser leur inspiration à deux sources : l'antiquité clas-

sique et la tradition nationale, complétant et corrigeant au besoin l'une par l'autre. A ce sujet, je trouve très caractéristique la dispute engagée entre M. Casimir Morawski et quelques professeurs allemands. M. Morawski s'était permis de reprocher aux Allemands le culte immodéré qu'ils professent pour leur ancien vainqueur, Jules César, et pour ses *Commentaires*. « Comme lettré, j'admire sans réserve l'ouvrage de César, disait le savant latiniste de Cracovie ; comme éducateur, je trouve dangereux un livre dont chaque page est une glorification de la force, une apologie du succès. » Les pédagogues allemands lui répondirent qu'ils ne souhaitaient point pour leur jeunesse de meilleur maître que César, ni de morale politique plus édifiante que celle qui se dégage des *Commentaires*. Rien ne fait mieux ressortir la différence entre les manières de penser et de sentir, entre deux cultures, entre deux traditions.

Mais si les qualités de l'âme nationale se révèlent dans la doctrine des professeurs polonais, on les retrouve plus malaisément dans leurs méthodes ; ici, me semble-t-il, c'est l'esprit allemand qui triomphe encore, comme naguère il triomphait chez nous. « L'influence allemande, m'expliquait Mgr Radziszewski, recteur de l'Université de Lublin, s'est exercée directement en Galicie et en Posnanie, indirectement dans le Royaume, par l'intermédiaire des Russes, qui étaient tout imbus des systèmes allemands. A l'Université de Pétersbourg, on ne reconnaissait aux Français la maîtrise qu'en un seul domaine : la philologie, la littérature et l'histoire du moyen âge ; le prestige de votre Gaston Paris était considérable, mais unique. Pour toutes les autres sciences, et surtout pour la philologie classique, on ne s'en rapportait qu'aux Allemands. Nous vivons encore ici sous l'influence de ce préjugé. »

Le R. P. Woronieski, professeur à la même Université, m'a exposé dans ses grandes lignes le projet de réforme de l'enseignement élaboré par une commission d'universitaires sur l'ordre du gouvernement polonais. A côté de quelques idées entièrement nouvelles, comme celle d'une éducation nationale fondée, non plus sur la culture classique, mais sur les mathémathiques, on ne trouve guère dans ce projet qu'une application scrupuleuse, presque servile, des méthodes allemandes : systèmes allemands d'enseignement, de recherche scientifique, de cycles d'étude, d'examens ; manie allemande de choisir les

professeurs, non pas à cause de leurs aptitudes pédagogiques, mais en considération du nombre et du volume des ouvrages qu'ils ont publiés : « Cette prépondérance de l'influence germanique s'explique facilement, observait le Père Woronieski. Au point de vue intellectuel, nous avons été jusqu'à présent les élèves des Allemands ; nos meilleures Universités, celles de Cracovie et de Lwow, étaient en somme des Universités allemandes. C'est à peine si nous connaissons les méthodes françaises d'enseignement. Savez-vous où les adversaires de l'influence française allaient puiser leurs arguments? Dans l'ouvrage de Demolins sur la « supériorité des Anglo-Saxons. » Ce livre, dont l'engouement d'une partie de l'opinion française a déterminé le succès, vous a fait plus de tort en Pologne que les efforts, souvent maladroits, de la propagande allemande.

« Enfin c'est en Allemagne que nous allons chercher nos instruments de travail, nos éditions classiques, nos manuels scolaires. A Lublin, comme à Varsovie, à Cracovie et à Lwow, les principales maisons de librairie sont allemandes. C'est un libraire luthérien, excellent homme d'ailleurs, qui fournit à notre faculté de théologie catholique tous les ouvrages spéciaux dont elle a besoin. Nul n'ignore chez nous que les meilleurs manuels de théologie dogmatique, de morale, d'Écriture Sainte et d'histoire de l'Église ont été composés par des auteurs français. Mais la tradition est établie, et la difficulté de faire venir des livres français, leur prix très élevé pour nous en raison du change, contribuent certainement à la maintenir. J'ai souvent pensé que si une maison française d'édition, et particulièrement une maison catholique, ouvrait une succursale à Lublin, pour toute la Pologne, elle nous rendrait un très grand service et ne ferait pas elle-même une mauvaise affaire.

L'INFLUENCE FRANÇAISE

On lit dans quelques vieux récits de voyage qu'à la frontière de Pologne, le maître de postes qui accueillait l'étranger, le saluait d'abord en polonais, puis, s'il voyait qu'il n'était pas compris, continuait de parler en latin. J'ignore si les modernes chefs de gare et commissaires des douanes sont demeurés fidèles à cette noble tradition, n'ayant pas osé tenter moi-même l'expérience ; mais je pense que s'ils y revenaient aujourd'hui, ils

perdraient généralement leur latin, tout autant que perdent leur polonais les porteurs de bagages et les cochers de fiacre, qui déploient en l'honneur de l'étranger une éloquence aussi abondante et aussi cordiale, semble-t-il, que leurs collègues italiens. Si l'on ignore le polonais, c'est encore en allemand qu'on se fait le plus aisément comprendre des employés, des hôteliers, des commerçants; les prélats et gens d'église parlent et entendent souvent l'italien; le français est resté la langue de la haute société. J'ai assisté, durant les quelques semaines que j'ai passées à Varsovie, à une petite révolution curieuse. A mon arrivée, j'ai trouvé dans les principaux hôtels et restaurants de la capitale le menu libellé en deux langues : polonais et français; huit jours après, la précieuse traduction française avait disparu. Ainsi en avait décidé, m'assura un maître d'hôtel, le syndicat des garçons d'hôtel et de restaurant. Il ne m'a point paru que cette mesure simplifiât leur service; car d'ordinaire, le client étranger, après s'être escrimé quelque temps sur le texte, rendu encore plus sibyllin par les bavures violettes de la polycopie, priait le garçon de le lui traduire en quelque idiome occidental.

Tous comptes faits, on parle français en Pologne dans les milieux universitaires et dans ce qu'on est convenu d'appeler la bonne société. Assurément, c'est déjà beaucoup. Mais je crains, si nous n'y prenons pas garde, qu'il ne se passe bientôt en Pologne ce que j'ai vu, en moins de vingt années, se produire en Italie. A la fin du siècle dernier, dans les salons de Rome, de Florence et de Milan, on n'entendait guère parler que le français. Cet usage, qui nous faisait tant d'honneur, s'est perdu peu à peu, d'abord par l'invasion des héritières américaines, qui ont essayé d'imposer l'anglais, puis par le développement d'un esprit nationaliste très légitime, qui a consacré définitivement le triomphe de l'italien.

Que la langue française continue de régner en maîtresse dans les salons de Cracovie et de Varsovie, ou qu'elle cède insensiblement le pas à la polonaise, la question me semble secondaire : elle n'intéresse guère que notre amour-propre. Ce qui serait un grand malheur, c'est que le français ne fût plus compris en Pologne de l'élite, je ne dis pas mondaine, mais sociale, économique, politique, de ceux qui gouvernent le pays et de ceux qui déterminent les principales directions de sa vie

morale et intellectuelle. C'est par la constante pénétration des idées françaises, de l'esprit français, que la Pologne, en dépit des influences russes et allemandes, est restée essentiellement une nation occidentale. Si ce courant venait à s'interrompre, ou même à se ralentir, quelle que soit la force de résistance d'une longue tradition, c'en serait bientôt fait de l'*occidentalisme* des Polonais.

J'ai déjà dit qu'il entrait dans le dessein politique des Empires centraux d'isoler le plus complètement possible la Pologne des pays d'occident auxquels la rattachent ses affinités naturelles et les plus glorieuses traditions de son histoire : pendant les quatre années de la guerre, cet « internement moral » fut absolument réalisé. Avec quelle joie profonde, avec quelle ardeur enthousiaste la Pologne redevenue libre a tendu vers ses défenseurs d'hier, vers ses amis de toujours! Mais quoi! pas de frontière commune, des communications longues et incertaines, des relations économiques difficiles à établir, et que dire des relations intellectuelles?

Des professeurs, des hommes politiques, des journalistes polonais, qui aiment et admirent l'esprit français pour sa clarté, sa vigueur et son extraordinaire puissance de pénétration, m'ont exprimé tour à tour leurs inquiétudes et leurs désirs. Le recteur de l'Université de Lublin préconise, entre la Pologne et la France, un échange de professeurs analogue à celui qu'un accord récent a stipulé entre la France et l'Italie : le système serait appliqué, non seulement aux Universités, mais encore aux lycées des deux pays. A Varsovie, le professeur Askenazy m'a demandé s'il ne serait pas possible d'établir, entre les étudiants et les collégiens de France et de Pologne, des correspondances familières, propres à éveiller la curiosité et la sympathie des uns pour les autres; il avait entendu dire que les lettres, échangées pendant la guerre entre jeunes gens français, anglais et américains, avaient donné les plus heureux résultats. On souhaite encore que les savants, les lettrés, les hommes politiques français viennent donner des conférences en Pologne, tandis que des Polonais de même qualité seraient invités à en donner en France, à la condition toutefois que les uns et les autres s'élèvent au-dessus des questions trop particulières à leur pays et à leur milieu et traitent, dans un langage simple, des sujets suffisamment généraux pour que leur auditoire en saisisse l'in-

térêt. Il est parfaitement inutile qu'un chroniqueur, même spirituel, vienne révéler à Varsovie les menus faits de la vie parisienne, les préférences artistiques de nos « hommes du jour » et les manies de nos grands comédiens, ou qu'un député expose en long et en large au public polonais un problème de politique intérieure ou de tactique parlementaire qui n'aurait pas en Pologne son équivalent. Les conférences vaudront ce que valent les conférenciers.

Mais c'est surtout par le livre que nos idées peuvent se répandre en Pologne et que notre influence doit s'y fortifier. Or partout où je me suis arrêté, j'ai entendu les mêmes doléances; partout les Polonais m'ont dit : « Nous n'avons plus de livres français. » L'ancien volume à 3 fr. 50, qui vaut aujourd'hui 5 et 6 francs, est vendu en Pologne 80 et 90 marks : mieux vaut dire qu'il n'y est pas vendu du tout. Quelques libraires de Cracovie, de Lwow et de Varsovie ont remis en montre leurs vieux fonds de boutique, et, dans la vitrine réservée aux ouvrages français, j'ai eu le plaisir médiocre de voir figurer, à des prix relativement accessibles, les romans de Paul Féval, ceux de Paul de Kock, l'histoire du colonel Ramollot et quelques « parfaits secrétaires. » En revanche, les dernières productions de la science, de l'histoire et de la littérature allemandes s'étalaient partout. Question de change, dira-t-on; donc inconvénient temporaire. Il y a en effet la question du change, il y a celle de la publicité et de l'envoi plus ou moins régulier des catalogues; il y a enfin la force de l'habitude. Si nous attendons pour faire rentrer nos livres en Pologne, que les conditions du change se soient modifiées, nos livres n'y rentreront plus, et nos idées pas plus que nos livres. Au point de vue économique, nos auteurs et nos éditeurs, faute de consentir pour quelques années des tarifs de faveur et de s'imposer un sacrifice momentané, perdront définitivement une clientèle importante; au point de vue moral, et même politique, j'ai à peine besoin de marquer les conséquences qu'entraînerait une complète interruption des rapports intellectuels entre les deux pays.

« Si encore, faute de pouvoir acheter vos meilleurs livres, nous pouvions les traduire, me disait un journaliste de Cracovie, excellent lettré et grand ami de notre pays. Mais les tarifs imposés par la Convention de Berne sont actuellement

prohibitifs pour la Pologne. Personne, chez nous, n'osera entreprendre la traduction d'un ouvrage français, même notoire, s'il doit payer en francs les droits d'auteur. Qu'on nous autorise, au moins pour quelque temps, à acquitter les droits fixés en marks polonais. » Je signale ces problèmes aux auteurs et au public, plutôt qu'à la librairie française, qui s'en est déjà inquiétée : je crois savoir qu'une de nos grandes maisons d'édition a étudié les moyens de fabriquer en Pologne même le papier et le livre, de manière à pouvoir livrer le produit à un prix qui ne décourage point l'acheteur. Nous ne saurions trop nous hâter pour susciter une concurrence à l'Allemagne sur un terrain qui n'est pas seulement économique : c'est le marché des idées qu'il s'agit de conquérir.

Nos grandes revues sont devenues en Pologne aussi rares que nos livres. Je ne parle pas des revues purement littéraires, dont les abonnés, cercles, bibliothèques, cabinets de lecture, ou simples particuliers, sont pour la plupart restés fidèles. Dans plusieurs maisons ou châteaux de Pologne, j'ai trouvé la collection complète de la *Revue des Deux Mondes*, depuis l'année de sa fondation jusqu'à ces derniers mois. Mais je pense à nos grandes annales scientifiques, à nos revues de philologie et de linguistique, de philosophie, d'histoire et de géographie, de mathématiques, de droit et de médecine, à tous les recueils où s'enregistrent périodiquement les efforts, les progrès et les découvertes de la pensée française.

Dans la plupart des bibliothèques municipales ou universitaires, comme dans celles des grandes écoles et des sociétés savantes, les collections de ces revues s'arrêtent à une date fatidique, celle de la guerre : elles n'ont pas été complétées depuis lors. Un professeur de droit de l'Université de Varsovie m'a dit : « Jamais vos admirables recueils de jurisprudence, « Codes annotés, » Sirey, Dalloz, ne nous auraient été plus utiles qu'en ce moment, où nous élaborons toute une législation nouvelle. Mais, depuis la guerre, ces publications ne nous parviennent plus; c'est à peine si nous connaissons vos lois les plus récentes, et nous ignorons tout de vos derniers travaux juridiques. Il en résultera que les nouveaux codes polonais seront rédigés presque exclusivement sous l'influence de la science et de la jurisprudence allemandes, et peut-être ce résultat sera-t-il d'autant plus difficile à éviter que les professeurs de Cracovie et de Lwow,

généralement partisans des méthodes germaniques, forment la majorité dans la commission chargée d'unifier la législation de nos trois provinces. »

Cependant, nos meilleurs amis s'ingénient. Aucun ouvrage littéraire important ne paraît en France sans que le professeur Jablonowski, député à la Diète et critique influent, ne le signale tout au moins dans la *Gazette de Varsovie*, s'il n'a pas le loisir d'en faire l'analyse. A Cracovie, le fin lettré qui se cache sous le nom de « Boy » s'est remis à étudier les textes polonais du moyen âge et de la Renaissance, afin de traduire plus fidèlement, et dans une langue contemporaine, les meilleures poésies de Villon et les plus belles pages de Montaigne.



Avec son Académie et son Université, ses musées et ses bibliothèques, ses expositions d'art moderne et le charme de ses salons, Cracovie reste la capitale intellectuelle de la Pologne. L'ancienne résidence des Jagellons est une des rares villes où la vie d'aujourd'hui n'empêche pas de respirer celle d'autrefois : entre les objets qu'on voit et les souvenirs qu'on évoque, il n'y a pas désaccord brutal, mais facile harmonie. Remparts et château, places et rues, églises et palais, tout est vivant, présent, et tout exhale le parfum des siècles disparus. Les réunions mondaines, les conversations semblent offrir même mélange, même accord tranquille entre les idées nouvelles de gens cultivés et curieux, et les formes anciennes, un peu cérémonieuses, — nous dirions, dans le meilleur sens du mot, un peu provinciales, — dont ils ont le bon goût de ne se point départir...

Il est à Cracovie deux lieux sacrés : l'ancienne Université et la colline du Wawel. Une porte basse en ogive, dans une petite rue silencieuse ; on fait quatre pas sous une voûte et l'on débouche dans une cour gothique, exquise et simple. Deux étages d'arcades sobrement ornées, un portique et une galerie ; au centre, une fontaine de pierre et de fer forgé, que surmonte la statue en bronze de Copernic. Les salles qui s'ouvrent sur la galerie renferment aujourd'hui la bibliothèque de l'Université. A l'heure où se ferme la bibliothèque, la petite cour reste ouverte et l'on n'y entend plus d'autre bruit que parfois celui d'une corneille qui, après avoir longtemps tournoyé, vient se

poser sur le fleuron de pierre d'une arcade ou sur la sphère de l'astronome méditant.

L'enceinte du Wawel renferme l'ancien château des rois de Pologne et la cathédrale où ils ont leur sépulture. La dernière fois que j'étais monté sur la colline, c'était au printemps de 1913 : église et château disparaissaient à moitié dans un encombrement de bâtisses déshonorantes, lazarets ou casernes, qu'y avaient installées les Autrichiens. Je voulais revoir le Wawel purifié, rendu à sa grandeur, comme la Pologne à la liberté. M. Thadée Stryienski s'offrit à m'y conduire; il est le frère de ce Casimir Stryienski, que Paris a connu et aimé. Architecte de talent et archéologue érudit, il connaît l'histoire de toutes les briques de Cracovie. Après avoir visité quelques églises et fait le tour du quartier juif, nous nous dirigeâmes vers le Wawel. Tout en gravissant la rampe qui mène à l'entrée de la citadelle, mon guide me racontait avec bonne humeur comment, aux heures difficiles, il avait soutenu la confiance ébranlée de ses compatriotes. « Je n'ai jamais pu comprendre, me disait-il, le désespoir ni le doute; croiriez-vous qu'aujourd'hui encore, il y a ici des gens pour douter et pour gémir? — Nous faisons la guerre depuis six ans, soupirait l'autre jour devant moi un jeune homme. Je lui ai répondu : — Comment! tu fais la guerre, et tu te plains? Et ton grand-père, qui fut chassé de son pays? Et ton père, qui, après avoir vécu cinquante ans en exil, est mort sans avoir jamais vu la Pologne? Songe à leur sort, et bénis le tien. »

Je ne reconnaissais plus le Wawel. La haute terrasse crénelée qui domine la Vistule, et le long de laquelle on circulait à grand'peine, s'élargit maintenant jusqu'au mur du château. Rasés, les casernes autrichiennes, les lazarets, les magasins et autres baraques sordides; il ne reste sur la colline que les édifices que les rois de Pologne ont bâtis, et quelques-uns des arbres qu'ils ont plantés. Je veux revoir, dans la cathédrale, les hauts sarcophages de marbre et de porphyre abrités sous leurs baldaquins, la magnifique plaque de bronze où le cardinal Frédéric Jagellon est représenté deux fois, agenouillé devant la Vierge, et étendu mort ou endormi, dans ses habits pontificaux, la chapelle italienne du roi Sigismond et ce curieux monument de style français, dont on ne connaît pas l'auteur.

Mais mon guide m'entraîne vers le corps principal du château, construit au temps de Sigismond Ier. Le portique à voûte cintrée qui y conduit me rappelle, par son ornementation, celui du palais Farnèse; on reconnaît la main des architectes que Bona Sforza, duchesse de Bari, amena avec elle à la cour de Pologne. Lorsqu'on arrive au *Cortile*, on se trouve en pleine Renaissance italienne : noble proportion des deux colonnades superposées, élégance de l'ornement, simplicité harmonieuse du décor. Le long de l'architrave qui sépare les deux ordres, court une frise peinte où sont représentés les fastes de l'ancienne Pologne. M. Stryienski, qui est membre de la commission chargée de diriger les travaux de restauration, m'explique son dessein : « Cette frise, dit-il, ne s'étend que sur deux côtés du *Cortile;* nous laisserons un intervalle, par respect pour les ancêtres, et nous compléterons le cortège, en groupant les personnages les plus caractéristiques de notre récente histoire. »

Dans un appartement du rez-de-chaussée sont exposés deux projets de restauration, élaborés par le même architecte. Le premier est une reconstitution aussi exacte que possible de l'ancien Wawel, tel que le révèlent les antiques fondations, les documents écrits et les estampes. Le second est une simplification hardie, mais heureuse : les grands édifices demeurent seuls debout; le vaste terre-plein qui les sépare est entouré d'un portique bas et devient un *Campo-Santo* national, où se trouveront réunis les reliques et les symboles de toutes les gloires polonaises. Dans les deux projets, le corps principal du château abrite un musée, une bibliothèque et des archives; dans le premier, les écuries et les anciennes cuisines, qui forment des bâtiments séparés, sont transformées en appartements pour le chef de l'État et en ateliers pour une école de beaux-arts; tandis que, dans le second, le *Campo-Santo* reste seul sur la colline, avec le château et la cathédrale.

Si j'étais membre de la commission, mon suffrage irait à ce second projet, moins respectueux du détail ancien, mais plus conforme à la pensée de ceux qui bâtirent la citadelle et dorment aujourd'hui sous les plaques de bronze ou les dalles de porphyre. N'élevèrent-ils point le Wawel pour la défense de la Pologne, et pour sa gloire? Comment remplir leur intention plus fidèlement, qu'en rassemblant, entre leur palais et leur tombe, les restes mortels ou les images de tous ceux qui, pour

défendre la Pologne et pour la glorifier, dépensèrent leur génie, répandirent leur sang ou laissèrent couler de leur âme, pleine d'angoisse et d'espoir, des vers immortels ou de divines musiques?

Tandis que je rêvais aux pompes qui se dérouleront demain sur le Wawel pour célébrer la victoire, et que j'imaginais, le long de la route montante, la procession des aigles et des bannières, le cortège où les légionnaires bleus de Joseph Haller se mêlent aux cavaliers d'argent, dont les ailes héroïques battent le flanc des montures, mes yeux tombèrent sur l'autre colline, ce mont Kosciuszko, que les gens de Cracovie firent de leurs propres mains, toute la population apportant la terre pendant trois ans, afin d'élever au héros le monument grand et simple que méritait sa vertu. Quelle histoire magnifique et quel éloquent symbole! Ainsi verrons-nous, ainsi voyons-nous déjà s'élever, entre l'Orient et l'Occident, une Pologne forte, prospère et glorieuse, bâtie par l'effort unanime et persévérant de toute la nation.

MAURICE PERNOT.

REVUE LITTÉRAIRE

PETITES HISTOIRES DE PÉDAGOGIE SENTIMENTALE (1)

Dans notre ancienne littérature, et jusqu'à l'*Émile*, on ne voit pas beaucoup d'enfants; l'on en voit si peu, on les voit si mal, qu'il est difficile de se représenter la vie enfantine au XVIIe siècle et même, en dépit de l'*Émile*, au siècle suivant. Je ne crois pas du tout que les enfants fussent moins aimés autrefois ; mais, qu'ils fussent aimés d'une autre façon, moins sentimentale et moins attentivement curieuse, on le dirait. Que Mme de Sévigné ait adoré sa fille, on le sait bien : toujours est-il que, si l'on connaît à merveille Mme de Grignan, l'on ne connaît pas beaucoup la petite Marguerite-Françoise de Sévigné. Mme de La Fayette, qui a rencontré le jeune Charles de Sévigné à Versailles, écrit à son amie : « J'ai vu votre fils, il est joli. » Cette courte phrase est du genre de celles qu'on cite pour démontrer que le sentiment de la nature ne manquait pas aux délicats écrivains classiques. Sans doute nos bons amis du temps passé ne furent-ils pas indifférents aux délices de la campagne, ni à la gentillesse de l'enfance et de l'adolescence ; mais ils n'avaient pas inventé de transformer en poésie, et lyrique, et bientôt éperdument lyrique, le spectacle des champs et des horizons, ni l'hésitation de l'âge qui prélude. La philosophie alors régnante ne les engageait pas à une

(1) *L'enfant inquiet*, roman, par André Obey (Librairie des Lettres); — *L'inquiète adolescence*, roman, par Louis Chadourne (Albin Michel); — *La vie inquiète de Jean Hermelin*, par Jacques de Lacretelle (Grasset); — *La chair et le sang*, roman, par François Mauriac (Émile-Paul); — *Le bébé barbu*, roman, par André Birabeau (Flammarion); — *Ariane, jeune fille russe*, par Claude Anet (La Sirène).

telle entreprise. Cette philosophie sépare nettement les deux substances de l'étendue, ou matière, et de l'âme. Elle n'est pas le moins du monde panthéiste. Et elle préfère l'âme à un tel point que ce qui n'est que l'étendue, ou matière, lui semble un peu indigne de son intérêt : mauvaise disposition, pour attribuer une vive importance et une poésie aux réalités inanimées de la nature ou de la campagne. Cette philosophie exige que les idées soient claires et distinctes. Elle refuse toute qualité spirituelle aux idées obscures et confuses. Elle ne compte à peu près pour rien le mystérieux travail de l'esprit, sa rêverie vague et son état de moindre conscience, où les dehors de la pensée ont leurs secrètes origines et leur préparation cachée. Elle prend, pour ainsi dire, la pensée toute faite. Ce qu'elle néglige, c'est précisément ce qui occupe l'âme enfantine, ce qui compose la vie mentale de l'enfance.

De nos jours, la philosophie a changé. Les mœurs, en même temps que la philosophie, ont changé. Les enfants tiennent plus de place, dans une société qui a beaucoup moins réglé ses diverses hiérarchies, notamment celles qui résultent de l'âge. On a réclamé, pour les enfants, des droits ou l'on a autorisé des prétentions, parfois légitimes, souvent déraisonnables. Aucun mémorialiste d'autrefois n'aurait songé à écrire des *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* analogues à ceux de Renan, ou analogues au *Roman d'un enfant* de M. Pierre Loti : ces deux livres admirables portent la marque de notre temps.

Or, dans la plus récente littérature, les romans de l'enfance et de l'adolescence viennent à se multiplier d'une manière extrêmement significative. Un assez grand nombre de jeunes écrivains, dont le talent, inégal, est de la même sorte, ont dernièrement donné des romans de l'âge puéril, entre lesquels la parenté est évidente. Voici parmi les plus attrayants et les mieux médités, *L'enfant inquiet*, de M. André Obey, *L'inquiète adolescence* de M. Louis Chadourne, *La vie inquiète de Jean Hermelin*, de M. Jacques de Lacretelle. Les titres déjà se ressemblent ; et le sujet, par trois fois, est le même, la formation du caractère dans le hasard des années imprudentes et dans le trouble de la puberté. M. François Mauriac, l'auteur de *L'Enfant chargé de chaînes* et de *La robe prétexte*, après avoir dit, en vers, son *Adieu à l'adolescence*, retourne à peindre des adolescents et leur inquiétude : son nouveau roman, *La chair et le sang*, contient aussi des personnages de l'âge mûr ou décati, mais qui ne sont là que pour environner les jeux alarmants et les tourments subtils des adolescents.

La très jeune génération, dès avant la guerre, avait éveillé l'atten-

tion publique. On l'interrogeait, on la consultait, on écoutait, avec un soin particulier, ses doléances, ses réclamations, ses projets. Elle ne ménageait pas ses devancières et les traitait rudement. Elle avait une assurance impétueuse et refusait le doute, qui était la sagesse, l'infirmité ou l'élégance de la veille. On l'écoutait, fût-ce avec étonnement, quelquefois avec un peu d'impatience; mais on l'écoutait : et il ne semble pas que nulle génération française, avant celle-là, ait profité d'une complaisance pareille, ait pris, et avec tant de désinvolture et si soudainement, une telle importance et qui n'était pas encore justifiée. Ce fut comme un pressentiment : à la guerre, on a bien vu que ce pressentiment n'était pas trompeur et que tout dépendait de cette jeunesse et de ses volontés. Les mêmes adolescents, qui la veille avaient paru un peu outrecuidants, devinrent le salut de la patrie : leur outrecuidance de la veille devint leur promptitude à la décision, leur entrain, leur courage. Et la situation privilégiée qu'on leur avait consentie, ce n'est pas assez dire qu'ils l'ont régularisée : ils l'ont splendidement consacrée.

Beaucoup sont morts. Il n'est pas sûr que cette génération, si fêtée d'abord et fêtée d'abord sur de vagues promesses, du jour au lendemain mise à l'épreuve et aussitôt supérieure à toute prévision, même à toute fatuité, ensuite plus que décimée, donne dans la littérature et dans les arts tout le fruit dont la fleur commençait de s'épanouir lorsque la tempête se déchaîna. Qui sait, — et une telle incertitude est angoissante, — si les plus beaux génies, encore dissimulés à eux-mêmes, n'ont pas été meurtris ou tués?

Les survivants, adolescents d'avant la guerre et qui ont assisté à cette double apothéose, gloire et martyre, d'une jeunesse, avertis de ce qu'a fait une jeunesse, leur contemporaine ou la leur, ne craignent pas de célébrer ce printemps de l'année. Ils se souviennent de la faveur avec laquelle fut accueillie leur adolescence; ils savent que cette faveur a été abondamment méritée : ils n'hésitent pas à deviner qu'on aimera le récit d'une anecdote qui, étant la leur, est celle de la France la plus pathétique. L'amitié qu'ils ont pour eux-mêmes aurait son excuse dans la prédilection que tout le monde a pour eux. Puis, après la tribulation, leur plaisir du retour est de retrouver leur maison, leur souvenir et de se retrouver dans leur souvenir et dans leur maison. Leur passé leur est bien cher; et ils s'attendrissent à y rechercher l'enfant qu'ils étaient.

L'Enfant inquiet de M. André Obey, le voici : « Arnaud est né un dimanche de mai, bleu et or, à trois heures après midi. Les trois

églises et les sept chapelles de la ville sonnaient les vêpres. Au-dessus des rues tranquilles, le ramage endormeur des carillons glissait comme le songe du ciel assoupi... » Il y a, dans la littérature, un autre enfant qui, devenu homme et du reste jeune encore, a noté les coïncidences d'un certain jour et de sa naissance : à l'heure où naquit François de Chateaubriand, la tempête soufflait du ciel sur la terre; et c'est le tragique prélude qu'il fallait à une destinée qui ne serait point calme et qui n'aurait son apaisement qu'à l'heure de mourir. Le petit Arnaud que M. André Obey évoque, de plus modestes lendemains l'attendent. Mais enfin personne, depuis un demi-siècle, n'a raconté son enfance, ou une enfance, et ne s'est pas rappelé le premier tome des *Mémoires d'outre-tombe*. Autour de ce petit Arnaud de M. André Obey, comme autour de François de Chateaubriand, l'on voit des gens très singuliers et originaux, qui ont leurs manies, une entente particulière de la vie, de la rêverie et de l'activité quotidienne. La sœur Antoinette, chez qui Arnaud apprend à lire, est comique et charmante. Elle a inventé un système pédagogique. Au lieu de raconter et d'enseigner par des récits tels qu'on se les procure dans les livres l'histoire sainte, elle la fait jouer par ses élèves, dans le jardin, comme une très divertissante comédie. Arnaud est Isaac et, son ami Bellebouche, Abraham pour l'accomplissement du sacrifice bien connu. En guise de glaive, Abraham ne tient qu'une règle noire. Sait-on jamais? A tout hasard, le nouvel Isaac, Arnaud, récite le *Confiteor*. Sœur Antoinette, qui, du creux d'un bosquet, doit annoncer que Jéhovah, content de l'obéissance d'Abraham, laisse la vie à l'enfant inquiet, sœur Antoinette oublie son rôle : de sorte qu'Abraham, las d'attendre, inflige au jeune Isaac une volée de coups de règle. Sœur Antoinette a l'usage si habituel de songer à la mort qu'elle ne se tient pas d'en parler et, d'aventure, « avec un emportement qui atterre ses petits élèves. » Elle parle du Paradis où l'on assure que n'alla sainte Thérèse qu'après avoir séjourné au Purgatoire le temps d'une génuflexion « pour s'être dit que ses mains étaient belles ; » et de l'Enfer que rend horrible la présence des démons. Elle parle d'agonies, de saintes huiles et de cercueils. Arnaud eut, la nuit, un cauchemar si affreux qu'en définitive son père alla trouver la sœur Antoinette. Il lui déclara tout net que, destinant son fils à l'École Polytechnique, il voulait un enseignement de calcul et non pas de vie éternelle : sœur Antoinette répondit que jamais Arnaud ne ferait une addition. Et on le mit au lycée. « Le premier changement fut que, malgré la prophétie de

sœur Antoinette, Arnaud sut faire des additions. Le deuxième changement fut qu'il occupa presque tous ses jeudis et ses dimanches à écrire des pensums pour étourderie ou bavardage. Le troisième changement fut qu'il tomba malade. » Voilà comme des accidents dérangent nos projets et bouleversent tous les plans de belle éducation que nous avons tracés conformément aux règles de la raison, de la prudence et de la pédagogie. Les petits romans que j'analyse, et qui sont des œuvres de bonne foi, les uns et les autres, avertissent le législateur et les réformateurs de ne point se monter la tête et de savoir que leurs programmes, diversement ingénieux, ont une petite importance et que les hasards gouvernent l'influence de l'école, du collège et de la famille. Est-ce que nous avions, à la veille de la guerre, une éducation (comme on dit) nationale qui dût produire les soldats que nous avons eus? Les jeunes moralistes, au lendemain de la guerre, semblent compter sur la réalité, si efficace, beaucoup plus que sur les systèmes et la dialectique.

Arnaud, qui a été malade, ne va au lycée que pendant l'automne et l'hiver. Le reste de l'année, il le passe à la campagne, auprès d'un fermier. « Et il apprenait des arbres, du ciel et de l'eau, comment meurt l'été, comment vient l'automne, par quels frissons l'hiver s'annonce, comment il y a parfois plus de printemps dans un soir de novembre que dans une aube d'avril, dans un lit de feuilles mortes qui fermentent sous le brouillard que dans les minces bourgeons violets de froid qui craquent aux gelées de lune rousse; il apprenait à voir couler le temps, changer l'air, la lumière, les parfums des saisons. » Il devint un petit garçon merveilleusement subtil et sensible à toutes impressions de nature. Il ne peut s'endormir, s'il ne sait pas comment est la nuit; et, même quand il dort, il a une espèce de notion vague du chemin que la lune et les étoiles font au ciel. D'ailleurs, il n'est pas mélancolique et, pour l'être, il a bien trop de fantaisie dans l'imagination, de gaieté dans l'esprit. Tout de même que s'il avait lu les livres de Jules Renard, il invente de très malins arrangements de mots, dit à sa mère en train de broder : « Votre doigt a mis son petit bonnet d'argent, » et ne veut pas qu'on dise, en décembre, qu'il fait, sous la neige, un froid de canard : « C'est un froid de loup, qu'il fait ; un froid de canard, c'est autre chose, fin janvier, le grésil ! » Et, tout de même que s'il avait lu *l'Oiseau bleu* de M. Maeterlinck, il admet que le vent parle et que parlent aussi la pendule et les objets que l'on croit inanimés; il leur prête un langage. Bien qu'il n'aille guère au

lycée, il est féru, sans le savoir, de littérature exquise et qui sans doute se rattache par des liens visibles à la meilleure littérature la plus récente, mais qui est pourtant la sienne et charmante. M. André Obey écrit avec soin, très joliment. Son petit ouvrage, à peine un roman, — ce n'est pas un reproche ! — a les plus gracieuses qualités de l'intelligence avertie et du cœur tendre.

Le petit héros de M. Louis Chadourne est un plus grand garçon, rhétoricien d'abord et philosophe, à la veille de quitter le collège et d'entrer, comme il se le promet, « dans la vie. » Et la vie le tente. Son collège est un établissement de jésuites. M. Chadourne, s'il n'a pas craint de recommencer *l'Empreinte* de M. Édouard Estaunié, je crois qu'il a bien fait. Tous les milieux ont déjà été peints; et tous les sujets de romans ont déjà servi : la folie principale est de chercher la nouveauté inutile. Le beau livre de M. Édouard Estaunié ne sera point effacé par *L'inquiète adolescence*, un beau livre encore. Le petit héros de M. Louis Chadourne s'attend que la vie soit une chose qui ne ressemble pas du tout aux journées du collège. Il ne sait pas que les enfants sont déjà des hommes et que leurs passions, leurs déplaisirs, leurs ardeurs et la mélancolie à laquelle ils succombent, dès qu'ils ont le loisir de rêver, composent une image de toute vie humaine. L'adolescent ne le sait pas; M. Louis Chadourne, qui le sait à merveille, a montré le petit monde du collège analogue à la société des grandes personnes : il a montré cette comédie mêlée de rire et de larmes, et qui voisine avec un drame, et qui est ridicule et pathétique, cette comédie enfantine à laquelle « la vie » ne changera que l'apparence.

M. Chadourne a beaucoup de talent. Ses personnages sont vite dessinés, marqués d'un trait juste, qui ne les désigne pas seulement, mais qui les décrit corps et âme. C'est Toupine, le paysan, fils d'un meunier, grand et un peu voûté, lent d'esprit, de manières. On lui demande : « Et ton moulin? » Toupine répond que son moulin tourne. Et c'est Vindrac, le « philosophe : » il a très savamment déformé, par un soin de négligence, la casquette qu'il porte et qui doit laisser glisser vers la tempe une mèche de longs cheveux; il agite ses mains souples et raconte des idées et des anecdotes en désordre. Prélussin, fier d'avoir été aux bains de mer, y a vu des femmes en maillot sortir de l'eau, « toutes nues, quoi ! » et, ce qu'il a vu, il le dit, avec plus d'orgueil que de concupiscence effrontée. Mais voici Lortal, un nouveau, qui vient du lycée, ou d'une école qui mène au lycée; et cette école avait une clientèle de jeunes Espagnols riches et malins :

Lortal est costaud. Lortal, dès son arrivée au collège, a un prestige. Tandis que les autres gamins peinent sur la besogne et, pour sauvegarder leur attention difficile, ne lisent pas sans se boucher les oreilles avec leurs pouces, Lortal tient son livre levé, croise les jambes et lit comme un roman le classique bouquin. Lortal est un jeune homme et, dehors, les jours de sortie, fait le jeune homme. Il aime une de ses cousines, mariée, qui l'aime aussi et qui va mourir d'une espèce de langueur ou de chagrin.

Ni les femmes, ni l'amour, ni les rivalités de jalousie ne sont tout à fait un mystère, pour ce petit monde des collégiens, même innocents, et qui prochainement seront informés et qui, même informés, auront à subir le dernier mystère des âmes les mieux connues. Le petit héros de M. Louis Chadourne, un jour que Lortal l'a conduit chez la belle cousine, c'est le cousin qui s'occupe de lui et, bonhomme, lui fait les honneurs de sa collection de médailles. Il l'ennuie aux effigies de Ptolémée Evergète et de Dioclétien, vieilleries et fadaises, quand il serait plus charmant de causer avec la cousine! Mais le jeune garçon se dit que nul être ici-bas ne montre de soi plus que le Lagide ou l'Imperator sur la médaille, un côté de visage, souriant ou grave : l'autre côté reste caché. Allez donc « vers la vie, » voir des côtés de visages! Cependant, l'appel de « la vie » sonne plus fort et est plus attrayant que les conseils de la raison désabusée.

L'enseignement de ce collège où M. Louis Chadourne a si bien regardé le remuement de l'adolescence bourgeoise est un bon enseignement que des éducateurs parfaits ont arrangé selon les plus sages principes, depuis des siècles à l'épreuve. Ni le dévouement des maîtres à leur tâche, ni leur vigilance, ni leur zèle n'ont de relâche. Et les journées sont réglées avec minutie. Mais le héros de M. Louis Chadourne, plus tard, quand il se souvient de son adolescence, il voit une forêt, sans feuillage encore, où des « forces vertes » accomplissent un immense et obscur travail. « Les arbres sont noirs et nus, mais ils s'étirent avec une langueur avide vers le premier carré d'azur ; l'écorce craque et s'ouvre sur la tête grasse des bourgeons ; le vent, tour à tour tiède et glacé, émeut les futaies de soupirs, de plaintes, de sanglots, d'une vaste rumeur d'attente et de désir. Et brusquement, on est pris à la gorge par une odeur étrange, une odeur écœurante et douce, une odeur secrète qui est l'odeur même de l'amour. Toutes les rumeurs, toutes les sèves de la forêt en éveil, je les retrouve en vous, adolescentes années : cette fièvre qui me brassait le sang, ces rêves d'aventures, ces tristesses, ces désespoirs, la

découverte des sons et des parfums, la découverte des nuits, et surtout, à travers la poésie et l'amitié, à travers Dieu lui-même, cette quête obscure de la volupté !... » Cette jolie page n'est assurément pas le compliment que les bons éducateurs attendaient de leur ancien élève. Sans doute ne croyaient-ils pas que les senteurs affolantes de la forêt qui prépare ses éclosions fussent entrées dans les cours sablées et peu ombragées de leur collège et que leurs collégiens s'en pussent apercevoir d'une si alarmante façon.

Le Claude Favereau de M. François Mauriac vient de sortir du séminaire et, à la première page du volume, il prend le train pour s'en retourner à la maison de son père, un paysan, maître-valet dans un château du Bordelais. Peu s'en est fallu que ce jeune garçon ne fût prêtre : il se destinait au sacerdoce ; puis ses directeurs ont bien vu que sa vocation n'était pas vive. Ce qui lui reste d'une éducation qu'il a menée assez loin, plus loin qu'un autre fils de paysan, n'est que finesse de l'intelligence et de la sensibilité. Sera-t-il malheureux, parmi les rustres, ses parents et les divers jardiniers et fermiers, ses compagnons ? Il ne le serait pas extrêmement, car il a conservé une gentille simplicité de cœur et une bonhomie aimable. Mais voici que M. François Mauriac lui donne pour voisins de tous les jours et pour amis des gens fort riches, — peu importe ! — et si dépravés qu'on ne saurait imaginer rien de plus vil dans la bourgeoisie contemporaine. M. François Mauriac, qui analyse avec un art délicieux les troubles d'une âme intelligente et ingénue, s'est diverti à la peinture des mauvaises mœurs, d'une façon qui prête à sourire ; pour ainsi dire, il en a mis plus que de raison. C'est horrible et amusant. Le contact de son jeune séminariste manqué avec de si perverses créatures a cet effet de nous procurer, par moments, le même genre de plaisir que l'on éprouve à tels contes badins du siècle avant-dernier, où le libertinage et la vertu ont de si jolis entretiens. Une jeune fille est au château. Elle porte le gracieux nom de May. Et elle a un frère qui lui enseigne la rêverie périlleuse. Elle compose sa bibliothèque un peu hardiment des Saintes Écritures, d'Eschyle et de Charles Baudelaire. Comme elle appartient à la religion prétendue réformée, Claude lui réfute l'erreur de Calvin, l'avertit de ne pas confondre l'infaillibilité du Pape et son impeccabilité, la supplie d'admettre que les indulgences, qui ont servi de prétexte à l'hérésie, coïncident avec le dogme de la communion des saints. Puis, un jour, Claude et May sont au jardin. Claude monte à une échelle accotée contre la maîtresse branche d'un prunier. « Donnez-moi les plus mûres, » dit May à Claude. « Elle lève un visage

que la chaleur pâlit. Sous trop de lumière ses paupières battent; dans ses cheveux serrés, le soleil creuse des remous d'or sombre. » Et l'on entend son rire éclatant, jeune et frais. « Puis Claude descend, s'arrête à mi-hauteur de l'échelle et la jeune fille n'a plus besoin de beaucoup lever la tête. Elle choisit des reines-Claude, en rejette une à cause d'un ver; Claude vivement la ramasse, l'écrase sur ses dents. May regarde obstinément ses sandales; elle tourmente le bracelet indien à son poignet bruni. Le sang bat aux tempes du jeune homme; il se raccroche aux barreaux de l'échelle, ne voit plus rien, se laisse choir sur l'herbe. A un faible cri de May, il rouvre les yeux : le visage bien-aimé est là, plein de stupeur et de douceur. Leurs lèvres se touchent à peine et déjà la jeune fille se relève; ce simple effleurement la dégrise. Claude la regarde s'éloigner vers la maison. Lui-même, après une minute d'immobilité, quitte le parc. » Il me semble que le chevalier de Boufflers, environ le temps qu'il sortit du séminaire Saint-Sulpice, et même avant de quitter cette maison sainte et charmante, aurait aimé de telles pages.

Du reste, le livre de M. François Mauriac tend à de nobles et dignes conclusions. Et il y va, jusqu'à y aboutir, par des chemins d'abord très agréables, et puis rudes et, par endroits, malaisés. Quand il est magistral et beau, je l'approuve. Quand il est ravissant, je le préfère.

Les grâces de M. François Mauriac, on ne les rencontre pas dans le roman de M. Jacques de Lacretelle, *La vie inquiète de Jean Hermelin*. M. Jacques de Lacretelle n'écrit pas avec beaucoup d'habileté, ni même avec beaucoup de vigilance. Mais son livre, qu'il ne veut pas qu'on appelle un roman ni qu'on prenne pour une confession, mérite d'être signalé comme un témoignage ou comme un essai de diagnostic moral et mental. « Je veux, dit-il, ou dit son Jean Hermelin, éviter l'invention littéraire et la délectation orgueilleuse, de crainte qu'elles ne me distraient de mon but, qui est de parvenir à la connaissance exacte de moi-même... » Il avoue qu'il a lu avidement plusieurs études relatives à l'adolescence et des études relatives à l'éducation de la volonté. Sans doute les auteurs qu'il a consultés n'ont-ils pas répondu à toutes les questions qu'il leur posait et, en fin de compte, ne lui ont-ils pas révélé son âme et la vérité de sa nature. Alors, il espère qu'une « investigation patiente et précise dans son passé » lui sera plus instructive. « Et je vais m'y livrer sans faiblesse. Alors, peut-être seras-tu fixée, mon âme incertaine; peut-être te trouveras-tu comblé, ô mon cœur disponible ! » Et il ajoute qu'il a dix-huit ans.

Jean Hermelin, qui n'a que dix-huit ans au début de sa tentative, la continue longtemps, plusieurs années, et durant la guerre, qu'il est soldat, jusqu'à sa jeune mort. Il a le goût, l'art et le talent de l'analyse, une subtilité qui est celle qu'il faut avoir pour démêler les choses de l'âme, et une loyauté qui est parfois celle de Jean-Jacques : il ne dissimule rien ; l'on dirait qu'il éprouve un étrange plaisir à tout se dire sans réticence et qu'il serait, le cas échéant, cynique plus volontiers que timide. Nul de ses divers émois ne lui fait nulle horreur ; et la plupart de ses remarques sont de précieux documents, les signes d'une très intelligente finesse et d'une aptitude naturelle et cultivée à la recherche psychologique. Le livre est extrêmement triste, même et surtout dans la puérilité ingénieuse.

D'une petite phrase de *l'Ingénu*, « car, n'ayant rien apris dans son enfance, il n'avait point appris de préjugés, » M. André Birabeau a tiré le thème d'un roman farceur et tout plein de moralités. Il imagine qu'un bébé s'endort dans les bras de sa nourrice, est mis au berceau, dort des jours, des mois et des années ; on le transporte du berceau dans un lit : car il dort, mais il grandit. Et il ne se réveille qu'après avoir dormi pendant vingt-deux ans d'affilée. A vingt-deux ans, il est *le Bébé barbu;* il a du poil au menton, des muscles forts et de l'entrain : mais il a une âme toute préservée de ce que l'on appelle éducation. Le voilà tel que la nature nous crée. Un jour, son pauvre père tâche de le chapitrer ; n'y parvenant pas, le bonhomme a recours au stratagème des taloches, qui a des inconvénients, mais qui a pourtant l'avantage de lier dans la mémoire d'un enfant le souvenir de ce qu'il ne faut pas faire et le souvenir d'un horion. Le bébé barbu place un fort coup de poing sur le visage de son père. Et l'on s'écrie. Quoi ! tout le monde respecte le visage paternel ! Ce bébé, tout barbu qu'il est, n'a pas appris le respect filial ; et, quand on l'attaque, il se défend. « Si j'avais su qu'il allait se défendre, dit bonnement le père, je ne l'aurais pas touché : tout le monde se laisse battre par ses parents ! — Ah ! il n'est pas comme tout le monde !... » Il regarde un régiment qui passe comme il regarde passer le tramway. Il s'éprend d'une jeune femme et dit au mari : « J'emmène votre femme pour la raison que je l'aime ! » Il ignore absolument « les quelques hypocrisies encore nécessaires à nos rapports sociaux. » Encore ? et pour combien de temps ? M. Birabeau ne le dit pas. Ces « quelques hypocrisies » que le bébé barbu méconnaît sont exactement ce qui empêche l'humanité de retourner à la sauvagerie ou de montrer qu'elle est sauvage en définitive. Et le bébé barbu, à mesure qu'il

s'attarde parmi la société de ses contemporains, s'accoutume à eux, emprunte leurs coutumes, perd ce qui semblait sa « personnalité, » fait peu à peu son éducation. Cela consiste à bien vouloir et savoir adopter les préjugés d'une époque, les utiles, indispensables et charmants préjugés, qui sont de la besogne intellectuelle et morale accomplie avant nous et à notre intention par l'humanité antérieure. Elle a bien travaillé ; elle mérite qu'on la remercie : elle nous a gentiment épargné les périls de l'erreur et l'extrême fatigue de poser à chaque instant des questions d'espèce, comme disent avec emphase les imprudents, et les sages avec ennui.

Une petite que ne gênent pas les préjugés, c'est *Ariane*, jeune fille russe et l'héroïne d'un roman de M. Claude Anet, joli roman, du genre le plus vif, et qui a, tout comme le roman de M. Birabeau, ses moralités, mais ne les a qu'au bout du compte et après les avoir nonchalamment cherchées dans le divertissement le pire.

M. Claude Anet a visité le vaste monde. Plusieurs de ses ouvrages sont le récit de longs voyages très lointains, qui l'ont mené en Perse et dans le plus étrange pays du monde, la nouvelle Russie, anciennement démoralisée, plus récemment livrée à sa vieille folie. Le séjour qu'il a fait en Russie, depuis l'absurde et abominable révolution, lui a permis d'examiner les âmes de là-bas : et je crois que sa jeune fille russe est parfaitement russe. J'en dirais quasi autant de son roman, qui a de l'analogie avec les romans russes les meilleurs, — et qui même, dans les endroits où l'on remarque un peu de négligence, a l'air traduit d'un roman russe, — mais qui, dans les passages les mieux écrits et avec le plus de finesse, et les plus nombreux, est un habile et très ingénieux roman de chez nous, fait à la française, à l'exquise manière française du temps de *Manon Lescaut*.

Cette Ariane, qui étudie à l'Université, est plus intelligente que ses compagnes et en a beaucoup d'orgueil. Elle a l'orgueil le plus dangereux et qu'on pourrait appeler l'orgueil dialecticien. Sur tous les problèmes que vous posent, à l'examen, les professeurs et sur tous les problèmes que vous pose la vie à chaque instant, qu'il s'agisse de rêve ou de remuement, cette Ariane invente les solutions les plus capricieuses et la série des arguments qui donnent à l'extravagance l'autorité de la raison. Vous l'accuserez de n'avoir pas le sens commun ; mais vous ne réfuterez pas ses dialectiques autrement que par le vain mépris, qu'elle éconduit.

C'est un esprit merveilleusement dépravé par les idées. Elle réclame, pour les sens, le droit de se développer à leur aise. Quoi! ne

réclame-t-on pas, en faveur du cerveau, le droit de penser? Les sens n'ont-ils pas la permission de goûter un plaisir que vous avez grand tort de dédaigner, lorsque vous faites au cerveau le plus large crédit?... Ariane est positiviste et matérialiste si bien qu'elle serait spiritualiste tout de même. Elle a choisi, entre les deux substances, la plus décriée, la moins honorée de suffrages éloquents. Elle est au courant de toutes les idéologies et qui ressemblent à la foule des anecdotes que raconte la reine de Saba, dans la *Tentation de saint Antoine*, « toutes plus divertissantes les unes que les autres. » Les idéologies l'amusent, lui sont commodes. Et « supposons, dit-elle, que je sois sans argent et que je sente en moi le devoir d'aller à l'Université, de participer à la haute culture pour laquelle je suis faite. Je ne puis songer à ruiner l'idéal que je poursuis en perdant mon temps à donner des leçons à de petits imbéciles pour deux roubles l'heure. Il me faut de l'argent. A qui le demanderai-je? A l'amant que j'aime? Cela est impossible : on ne mêle pas l'argent et l'amour. Mais, si un homme que je n'aime pas... » Et, la suite, on la devine. Et Ariane se lance, quelquefois, dans les aventures les moins prudentes.

Elle dit à son amant : « Je ne suis pas féministe; le bel avantage lorsque nous nommerons des députés à la Douma!... Tu vas voir où je vais. Don Juan est un héros éternel parmi les hommes parce qu'il a eu mille et trois femmes. Il s'en vante; il en tire sa gloire et son prestige. Mais une femme qui aurait mille et trois amants, comment serait-elle jugée? Elle passerait pour la dernière des filles. Eh bien! cette injustice-là est l'injustice suprême contre laquelle je veux me battre. Tant que subsistera ce préjugé... » Pour réagir contre ce préjugé, elle a vécu de la manière la plus hardie et se vante à son amant d'avoir eu dix amants avant lui. Ce n'est pas vrai; ce n'est que forfanterie : un jour, elle l'avoue à son amant parce qu'elle est amoureuse de lui et que l'amour a bientôt fait de nous ôter nos supercheries.

Elle se vante de ce qu'on a coutume de cacher, et elle avoue malgré elle ce dont se vanterait une autre. Elle est au rebours du sens commun. Ce qu'elle ne voit pas, c'est que l'inverse des préjugés ne la laisse pas du tout plus libre que les préjugés et ajoute à ses disciplines le très inutile tracas de la rébellion. Pauvre petite Ariane, qui assume étourdiment la difficulté de vivre comme si elle inventait l'art et les malices de vivre!

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Pour un événement heureux que cette quinzaine nous permet d'enregistrer, que de déceptions nouvelles à marquer dans le livre sans fin de nos désillusions! Hâtons-nous, du moins, de fêter l'accord que MM. Giolitti et Vesnitch ont signé dans la petite ville de Santa Margherita Ligure, charmante voisine de Rapallo. Les chefs des deux gouvernements italien et yougo-slave ont fait preuve, dans la conclusion de cet arrangement transactionnel, d'une grande clairvoyance politique. Ils se sont naturellement exposés, dans leurs pays respectifs, aux récriminations de quelques impérialistes, mais ils ont travaillé pour la paix et pour l'avenir. Nous qui, aux heures du péril, avons eu pour alliés les Serbes et les Italiens, nous ne pouvons que nous réjouir de voir un long et pénible différend faire place désormais entre eux à la confiance et à l'amitié.

Si M. Gabriele d'Annunzio a eu quelques velléités d'élever contre cette bienfaisante convention une de ces protestations lyriques où excelle son génie, et si, à son exemple, un petit groupe de nationalistes italiens a publié un manifeste enflammé, ces démonstrations isolées sont restées sans écho, et l'Italie, nous l'espérons, va pouvoir goûter dans le calme les fruits de sa sagesse. Elle est désormais en sûreté « sur toutes ses Alpes ; » elle a, sur beaucoup d'autres nations européennes et sur la France même, l'avantage d'être défendue par de solides frontières naturelles; elle reçoit toute l'Istrie, et, en outre, elle obtient que Zara lui soit donnée et que Fiume soit proclamée indépendante. C'est une belle consécration de la victoire et M. Giolitti se dit certainement aujourd'hui que sa patrie n'a pas été trop mal inspirée en repoussant le parecchio.

En dehors du Trentin, l'Italie recueille un lot magnifique; et lorsque de Trieste, qu'elle vient d'arracher à une captivité de plus de cinq siècles, elle jette les yeux sur l'Adriatique, elle peut se flatter d'en

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

avoir maintenant la maîtrise incontestée. C'est à elle qu'appartiennent dorénavant Pirano, où le doge Ziani battit, en 1177, la flotte de Frédéric Barberousse; Rovigno, dont la cathédrale rappelle le dôme de Saint-Marc, Rovigno, où l'amiral Tégetthoff rassembla, en 1866, l'escadre autrichienne avant de partir pour Lissa; — Pola, dont l'amphithéâtre romain ressemble à celui de Vérone et dont la rade, les arsenaux, les forteresses, font une des places maritimes les plus puissantes; — les îles de Cherso, d'Unie et de Lussin; — Zara, que les Vénitiens ont jadis entourée de murs et de bastions et dont la célèbre Porta Marina est encore surmontée d'un superbe lion de Saint-Marc, Zara dans les rues de laquelle on rencontre, à chaque pas, des souvenirs romains, des inscriptions vénitiennes, des noms italiens, la Piazza Colonna, la Riva Vecchia, la Piazza dei Signori, les Cinque Pozzi, la Porta Terraferma, que sais-je encore?

La ville de Fiume, que le traité de Londres laissait à la Serbie, n'est pas attribuée à l'Italie; mais le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes la reconnaît indépendante, et il semble que Gabriele d'Annunzio lui-même devrait regarder cette combinaison comme une issue inespérée de son aventureuse expédition et comme un véritable succès personnel. Après tout, voilà la régence de Carnaro libérée de toute tutelle et déclarée majeure. La première pensée du commandant d'Annunzio paraît avoir été d'élargir le domaine du nouvel État; il a envoyé des vedettes aux deux îles de Veglia et d'Arbe; il a fait occuper les districts de Castua; bref, il a, de nouveau, agité son trident et soufflé la tempête au fond du golfe. Souhaitons qu'il apaise bientôt lui-même les flots qu'il a soulevés. Il serait assurément très regrettable qu'après avoir si utilement contribué à entraîner l'Italie contre les Empires du Centre, d'Annunzio risquât de compromettre par des prétentions intempestives les garanties que la victoire vient enfin de donner à l'unité de son pays. L'auteur de *Il fuoco* a voulu montrer au monde qu'un grand poète peut être un homme d'action. Il lui reste à nous prouver demain qu'un homme d'action peut être, à l'occasion, un homme de prudence et de raison.

Si nous descendons la côte au delà de Fiume dans la direction de Sebenico, nous nous trouvons devant la partie qui, à l'exception de Zara, est laissée au Royaume Serbe, Croate et Slovène; et il est vrai que Zaravecchia a été, à un moment, conquise par les doges Falieri et Micheli, que Sebenico a tantôt appartenu à la Hongrie et tantôt à Venise, que Traù, elle aussi, a été longuement disputée entre les Croates, les Magyars et les Vénitiens, que Dioclétien est né à

Salone et avait construit son palais là où s'élève aujourd'hui Spalato, que Raguse a été fondée par les Latins et est restée sous la domination de Venise aux XIII[e] et XIV[e] siècles. Mais tout cela n'empêche pas les Dalmates d'être des Slaves, et lorsque Mgr Bulič, que j'ai revu si joyeux à Paris après l'armistice, me faisait visiter, il y a bientôt vingt ans, Spalato et les fouilles de Salone, c'était pour la liberté d'une Dalmatie slave qu'il formait ouvertement des vœux. « La monarchie des Habsbourg, me disait-il, est condamnée ; elle se dissoudra tôt ou tard ; et notre servitude prendra fin. » Grâce aux accords de Santa Margherita, ces vieilles espérances se sont réalisées. Puissent maintenant l'Italie et la Yougo-Slavie entretenir, sur toutes leurs frontières communes, des relations de bon voisinage ! Le comte Sforza a dit que, par la convention signée, Italiens et Slaves avaient infligé une nouvelle défaite à l'Autriche-Hongrie. Ils ont, en effet, opposé à la renaissance de la monarchie dualiste l'obstacle le plus insurmontable, une entente durable entre Rome et Belgrade.

Malheureusement, pendant que la paix européenne semblait se consolider à Rapallo, elle était ébranlée ailleurs. L'échec de M. Venizélos en Grèce est un des symptômes les plus alarmants de l'interversion qui se produit peu à peu, dans l'esprit du monde, entre les vainqueurs et les vaincus de la guerre. Un Français, qui se trouvait à Cologne au moment où y est arrivée la nouvelle des élections grecques, me rapportait ce propos d'un Allemand avec lequel il était en rapports d'affaires : « C'est notre revanche qui commence. Elle continuera demain en Haute-Silésie, contre la Pologne ; nous nous sommes arrangés pour cela. » Ce n'est pas expliquer le grave insuccès de M. Venizélos que de rappeler l'ingratitude dont la Grèce antique s'est rendue coupable vis-à-vis d'un si grand nombre de ses hommes d'État. Sans doute, à en croire Plutarque, l'ostracisme n'était pas une punition ; c'était une sorte de satisfaction donnée au peuple, qui aimait à rabaisser ceux dont l'élévation lui portait ombrage et qui ne trouvait que dans leur chute l'apaisement de son envie. Mais, tout de même, lorsque Thémistocle était banni d'Athènes, il avait poussé les choses un peu loin en bâtissant un temple à Diane Aristobule pour rappeler aux Grecs qu'il leur avait toujours donné les meilleurs conseils ; lorsqu'Alcibiade était condamné à mort par contumace, le peuple était convaincu qu'il avait violé les mystères d'Éleusis ; lorsqu'Aristide était exilé, un électeur paysan pouvait bien expliquer son vote en disant qu'il était las d'entendre toujours parler d'Aristide le Juste ; mais Thémistocle avait réussi à faire soup-

çonner son rival d'aspirer à la tyrannie; et, en continuant l'énumération, on n'aurait pas grand peine à montrer que les victimes de la mobilité des anciennes démocraties grecques, ou bien n'étaient pas toujours sans reproches, ou bien avaient maladroitement donné prise à la calomnie. On dira que, pendant sa longue absence, M. Venizélos a été, lui aussi, violemment accusé par ses adversaires, que ses amis eux-mêmes n'ont pas toujours été très adroits, qu'il a tenu trop longtemps les Grecs mobilisés, et qu'une coalition d'intérêts lésés s'est formée contre lui. Mais, ni la versatilité du tempérament grec, ni quelques intrigues électorales, ni quelques mécontentements privés ne suffisent à nous faire comprendre l'étrange revirement qui s'est produit dans l'opinion hellénique. Il y a eu autre chose; il y a eu, depuis plusieurs mois, la reprise éhontée de ces manœuvres constantiniennes, dont M. Ernest Daudet nous offre, en ce moment, un récit fidèle.

Les grands services rendus par M. Venizélos à son pays, le prestige personnel de l'illustre homme d'État, les accroissements territoriaux dont a profité la Grèce, rien n'a pu paralyser l'opiniâtre campagne entreprise, sous les auspices de l'Allemagne, par le roi détrôné et par ses mercenaires. Comme le disait notre ministre à Athènes, M. Guillemin, dans une dépêche dont M. Ernest Daudet publie le texte aujourd'hui même et qui date du 6 août 1916, il n'y avait alors que deux hommes en Grèce, le Roi et M. Venizélos, le premier étant le champion des Allemands, et le second le nôtre. Les Alliés ont été lents à s'en rendre compte, malgré les avertissements réitérés de M. Guillemin. Jusqu'à la journée funeste du 1er décembre 1916, où fut traîtreusement attaqué notre petit détachement du Zappeïon, et même encore après ce sanglant épisode qui valut aux assassins les félicitations du Roi, Constantin eut à Paris quelques défenseurs impénitents. J'aime à croire qu'aujourd'hui tous les yeux sont dessillés et que nous ne nous laisserons pas duper de nouveau. M. Georges Leygues a pris, tout de suite, une position très nette et il a eu mille fois raison. Comme on connaît ses saints, on les honore. Malheureusement, nos alliés ont passé plusieurs jours à méditer sur la situation et les amis de Constantin en ont immédiatement profité. Nous avons été surpris, une fois de plus, par une attaque brusquée. Dans la même dépêche du 6 août 1916, M. Guillemin ajoutait que chaque fois qu'il s'était entretenu avec les hommes de l'entourage du Roi, même les Skouloudis, les Gounaris, les Rhallys, il n'avait jamais rencontré chez eux « sous une obséquiosité de surface, que le désir

ardent de la victoire allemande. » M. Rhallys est aujourd'hui Président du Conseil et M. Gounaris, véritable chef du parti qui vient de triompher aux élections, est ministre de la Guerre. Dans les rues d'Athènes, où M. Venizélos était naguère l'objet d'ovations enthousiastes, la foule acclame le nom de Constantin. Travaillée par les séides du beau-frère de Guillaume II, la Grèce s'imagine évidemment qu'après avoir obtenu, grâce à M. Venizélos et à sa politique, tous les bénéfices d'une entente avec les Alliés, elle peut impunément faire volte-face, et elle bénit le singe dont la morsure lui a permis cette évolution. Mais ni l'Angleterre ni la France ne sauraient se prêter à ce double jeu. Il faut être avec nous ou contre nous. Lorsque nos soldats occupaient Corfou, nos sentinelles y ont protégé, à l'Achilleion, les appartements de Guillaume II ; mais nous ne sommes pas d'humeur, j'imagine, à le laisser retourner auprès de son beau-frère, dans sa propriété grecque, et y dépenser, en attendant des jours meilleurs, les millions que le Reich lui verse aux dépens de nos régions dévastées.

Constantin et ses acolytes nous disent maintenant qu'ils ont les plus vives sympathies pour nous. Que de fois nous ont-ils tenu le même langage, au moment même où l'ancien roi échangeait avec son beau-frère des télégrammes qui ont été depuis lors saisis et déchiffrés et qui établissaient une véritable collusion entre la couronne et nos ennemis ! Dès 1913, dans son fameux discours de Potsdam, Constantin avait laissé percer sa pensée profonde et, à moins d'être aveugle ou aveuglé, aucun Français ne pouvait se faire d'illusions sur son compte. Aujourd'hui, nous serions plus impardonnables que jamais d'accorder à ses protestations la moindre confiance. Nous devons veiller sévèrement à ce que le gouvernement hellénique ne redevienne pas le prête-nom de l'Allemagne dans le bassin oriental de la Méditerranée ; sinon, l'Italie, l'Angleterre et la France se retrouveraient rapidement exposées aux éternelles entreprises de l'impérialisme germanique.

J'entends bien qu'intervenir dans les affaires intérieures de la Grèce, c'est, aux yeux de certains puristes de la diplomatie, commettre une faute inexcusable. Nous ne nous sommes pas embarrassés de ces scrupules, lorsque M. Jonnart est allé représenter les Alliés en Grèce et y a si heureusement déposé le roi félon. En réalité, ce n'est pas des affaires intérieures de la Grèce qu'il s'agissait alors et ce n'est pas d'elles qu'il s'agit en ce moment. C'est toute la politique étrangère du royaume qui est en jeu. Pendant la guerre, si la Grèce n'avait pas suivi les conseils de Venizélos, si elle était restée, avec

Constantin, attachée au sort des Empires du centre, elle aurait sombré avec eux. Tout au moins, serait-elle restée confinée dans les limites de 1914. Par considération pour la personne de son Premier Ministre, les Alliés lui ont, au contraire, avancé des sommes considérables et attribué une large part dans les bénéfices de la victoire commune. Ils ont même poussé la bienveillance si loin et ils ont tellement agrandi la Grèce qu'ils ont rendu beaucoup plus difficile pour eux la solution du problème oriental. Lorsqu'à la demande de l'Angleterre, l'armée grecque est allée, l'an dernier, au mois de juin, occuper la région de Smyrne, lorsque le gouvernement britannique a subventionné, en Anatolie, les troupes du général Paraskevopoulos, cette combinaison a, sans doute, soulagé les bataillons anglais, que pressaient les bandes de Mustapha Kemal, mais elle n'a pas beaucoup aidé à la signature ni surtout à l'exécution du traité avec la Turquie. Le jour où ce traité est sorti de la manufacture de Sèvres, je n'ai pas eu grand mérite à constater que c'était un vase brisé. Les Grecs viennent d'y toucher d'une main un peu lourde. Si leur Gouvernement ne nous fournit pas des gages indiscutables de loyale amitié, nous n'avons aucun motif d'aggraver nos difficultés en Orient pour les beaux yeux d'une Hélène trop inconstante. Ce que les Alliés donnaient à la Grèce en Asie-Mineure et en Thrace, il est encore possible de le leur retirer. Les nouveaux confins du royaume dépendront de la confiance qu'il saura nous inspirer. Rien de plus facile également que de couper le crédit et les vivres à une Grèce infidèle. Nous ne nous sommes pas battus à Salonique pour asseoir le Reich sur le rivage de la mer Egée. Surveillons attentivement ce qui va se passer à Athènes et, dès maintenant, pour plus de sécurité, consolidons, l'Angleterre, l'Italie et, nous, notre position sur les Détroits.

Un autre évènement fâcheux, mais qu'il était trop aisé de prévoir, c'est la débâcle de l'armée Wrangel et l'invasion des bolchévistes en Crimée. Lorsque le gouvernement de la République a cru devoir se séparer de l'Angleterre pour reconnaître le général Wrangel et envoyer à Sébastopol un représentant de la France, j'ai discrètement indiqué ici même combien je regrettais cette démarche insolite. Il me semblait, d'abord, que les écoles que nous avions faites avec les Koltchak, les Denikine et les Youdenitch, auraient dû nous suffire. Nos chefs militaires les mieux renseignés nous avaient avertis du danger qu'il y avait à nous appuyer ainsi successivement sur des généraux dont les collaborateurs étaient recrutés parmi les plus détestables agents de l'ancien régime et dont les troupes, qui se battaient mal, laissaient prendre par les armées rouges les canons et les munitions expédiés

par la France. Mais, en admettant qu'on s'attendît au succès de Wrangel et qu'on jugeât utile de seconder ses efforts, il n'y avait aucune raison sérieuse pour le reconnaître, surtout isolément et contre l'avis du Gouvernement britannique, et au risque de mécontenter gravement celui-ci. Cette reconnaissance créait entre Wrangel et nous une solidarité périlleuse et risquait de faire de sa déroute éventuelle notre propre défaite. Elle était, en outre, contraire aux principes les plus élémentaires du droit international. Pour qu'un Gouvernement obtienne une reconnaissance de fait, il faut, au moins, qu'il exerce une autorité effective sur le pays au nom duquel il prétend parler. Reconnaître comme Gouvernement russe un pouvoir qui non seulement était précaire, mais était cantonné sur une parcelle infime du territoire russe, c'était une mesure qui heurtait le bon sens. Nous aurions eu tout intérêt à ne pas nous précipiter, tête baissée, dans cette aventure. Sans revenir autrement sur le passé, mettons-nous aujourd'hui en face d'une réalité qui est loin d'être satisfaisante. La conquête de la Crimée a naturellement exalté l'orgueil des Commissaires du peuple. Ils ont, tout de suite et non sans vraisemblance, considéré comme écrasées, à leur tour, les troupes de Savinkof à l'Est de la Pologne et celles de Petlioura, en Ukraine. Ils ont repris, sur un ton plus hautain, leurs pourparlers commerciaux avec Londres. Ils se sont regardés comme les maîtres de l'Europe. Rien ne nous dit que d'ici au printemps, ils ne s'entendront pas, de nouveau, avec l'Allemagne pour déchirer le traité de Riga et pour se jeter sur la Pologne. Lisez, dans les éditions Bossard, la petite brochure où viennent d'être reproduits les documents publiés par le *Committee of public information* des États-Unis sur les relations des chefs bolchévistes avec l'Allemagne pendant la guerre. Voyez le rapport dressé par le département national des études historiques à Washington sur l'authenticité de ces pièces. Vous serez fixés sur le rôle joué, pendant les hostilités, par Lénine et Trotsky. La révolution bolchéviste a été préparée par l'état-major allemand et soutenue financièrement par la Banque d'Empire. Il est donc loisible aux Soviets de renouer des liens qui n'ont jamais été rompus. Laisserons-nous s'élever ainsi de nouvelles menaces contre la paix de Versailles?

Profitons au moins du répit que nous donne l'hiver pour aviser et pour avoir avec l'Angleterre, l'Amérique, l'Italie et nos autres alliés une conversation approfondie qui nous permette enfin d'accorder notre politique vis-à-vis de la Russie. Il semble que, depuis plusieurs mois, nous jouions les uns et les autres à cache-cache et que nous soyons

incapables de nous parler franchement, amicalement, les yeux dans les yeux. M. Lloyd George veut complaire au commerce britannique et reprendre sans plus de retard des rapports économiques avec la Russie. L'Amérique, préoccupée de la campagne que poursuivent chez elle les organisations bolchévistes et de la propagande menée en faveur de la troisième Internationale, n'entend jusqu'ici se prêter à aucune politique qui paraisse impliquer une reconnaissance, même indirecte, du gouvernement des Soviets. Le point de vue de la République française est à peu près le même que celui des États-Unis. Est-il absolument impossible de concilier demain ces avis divergents ? Comme le remarquait très justement, l'autre jour, le *New-York Herald*, l'opinion britannique et l'opinion américaine ne sont pas si éloignées qu'on le pourrait croire. Le Cabinet anglais pense qu'il n'a pas à s'occuper de la forme gouvernementale et sociale admise en Russie, plus qu'il ne s'occupe des institutions politiques adoptées par les tribus sauvages, auxquelles les commerçants britanniques vendent des laines et des calicots. Ce n'est pas à dire que l'Angleterre ait les moindres sympathies pour le régime bolchéviste. Elle ne désire certainement pas qu'il ait à Londres des ramifications trop puissantes. Elle ne désire pas davantage que l'Allemagne trouve un point d'appui à Moscou dans sa résistance à l'exécution du traité de Versailles. Empressons-nous donc de nous concerter avec nos alliés sur les deux ou trois questions essentielles qui peuvent se poser inopinément devant nous. Que M. Georges Leygues ne confère pas seulement avec M. Lloyd George au sujet de la Grèce ! Que toutes les cartes soient, de part et d'autre, abattues sur le tapis ! Sommes-nous bien d'accord pour recommander à la Pologne de s'en tenir elle-même scrupuleusement au traité de Riga et de ne fournir aucun prétexte à l'hostilité des Soviets ou à celle de l'Allemagne ? Et, si la Pologne sait être sage, sommes-nous d'accord pour ne la laisser attaquer ni par le Reich ni par les Bolchévistes ? Même après que l'Angleterre aura repris des relations commerciales avec la Russie, elle sera toujours maîtresse de rétablir le blocus comme moyen de coercition; et si jamais l'Allemagne se rendait complice d'une violence soviétique, le Rhin offrirait aux Alliés une excellente ligne de départ pour une démonstration décisive. Ayons donc, une fois pour toutes, avec nos amis et particulièrement avec l'Angleterre, un entretien général sur l'ensemble de la situation européenne ; faisons-nous les uns aux autres les sacrifices nécessaires et ne continuons pas plus longtemps, en nous tournant le dos, nos promenades solitaires.

Des sacrifices, la France, d'ailleurs, vient encore d'en consentir de nouveaux. L'accord intervenu entre Paris et Londres pour le règlement des réparations met fin à de trop longues difficultés, qui risquaient de s'envenimer; mais il n'y a point à se dissimuler qu'il substitue à la méthode établie par le traité une procédure des plus compliquées. Réunion d'experts techniques, conférence des ministres alliés, Commission des réparations, Conseil suprême, que d'organes à mettre en mouvement! Nous devrons nous estimer heureux si, à chacun des quatre stades successifs que prévoit la convention, nous ne laissons pas encore quelques plumes. Sans doute, il a été décidé, et c'est un résultat important, qu'à Genève, devant les ministres alliés, les Allemands ne seraient entendus qu'à titre consultatif. Mais ce sont les gouvernements qui, sur le rapport des ministres, fixeront d'abord séparément le montant total de la dette et la capacité de paiement de l'Allemagne; et les instructions que recevront ensuite leurs représentants à la Commission des Réparations ne laisseront à celle-ci qu'un droit d'examen tardif et illusoire. Et puis, pourquoi est-il stipulé que la conférence des ministres alliés ne se réunira à Genève qu'après le plébiscite de la Haute-Silésie? Il est trop clair que, par cette disposition imprudente, on entend permettre à l'Allemagne de soutenir que sa capacité de paiement dépendra des résultats de ce plébiscite. Il était, à tout le moins, inutile de nous livrer à une manifestation de cette sorte, la veille d'une consultation électorale que les Allemands s'ingénient à fausser par l'audace et par la ruse. Mais enfin, ici encore, prenons les choses telles qu'elles sont et tâchons de tirer de cette procédure anormale et enchevêtrée le moins mauvais parti possible.

Notre ministre des Finances, notre délégué à la Commission des Réparations, nos experts, vont-ils être, du moins, en mesure de présenter et de soutenir une créance sérieusement évaluée? J'ai grand peur que les dossiers constitués au ministère des Régions Libérées ne nous réservent de pénibles surprises. Ils ont été formés, en général, non pas d'après les décisions, encore bien peu nombreuses, des commissions cantonales, mais d'après les évaluations arbitrairement faites par des fonctionnaires recrutés à la hâte et mal préparés à un travail aussi délicat. Ajoutez que ces agents sont portés, par une conception très louable de leur devoir professionnel, à sous-estimer la dette de l'État vis à vis des sinistrés et que les chiffres qu'ils défendent devant les commissions sont la plupart du temps majorés par celles-ci. Il y a donc de grandes chances pour que les

totaux présentés par les services des régions libérées soient très inférieurs, non seulement à la valeur actuelle de remplacement, mais aux pertes de 1914, et si la créance réclamée à l'Allemagne se trouve ainsi artificiellement réduite, c'est la France qui aura, le moment venu, à supporter toute la différence entre ce que nous recevons du Reich et ce que nous devrons verser aux populations victimes de la guerre. J'espère que MM. François-Marsal, Ogier et Dubois ne perdront pas un instant de vue cette cruelle vérité.

En attendant la fixation de notre créance, l'Allemagne continue, de plus en plus effrontément, à nous faire la nique. On sait qu'aux termes du paragraphe 6 de l'annexe IV du traité, elle est tenue de livrer, à titre d'avance immédiate et en acompte, un certain nombre de têtes de bétail à la France et à la Belgique. Ces livraisons devraient être terminées depuis longtemps. Malgré le zèle du chef de notre mission, M. Massé, elles ne le sont pas. Elles ont été ralenties, puis suspendues. On cherche à nous apitoyer sur le sort des petits enfants d'Allemagne, qui, nous dit-on, manquent de lait. Comme si les petits enfants de Paris en buvaient eux-mêmes tous les jours et comme si la prétendue rareté du lait en Allemagne pouvait justifier les retards dans les expéditions de chevaux!

Mais, suivant des façons qui lui sont habituelles, l'Allemagne accompagne sa mauvaise volonté de lourdes facéties. C'est ainsi qu'à l'heure même où l'un des délégués anglais, M. Barnes, réclamait l'admission du Reich dans la Ligue des nations, sinon au nom du gouvernement britannique lui-même, du moins au nom des ouvriers d'Outre-Manche, l'Allemagne affectait d'envoyer à l'assemblée de Genève une protestation officielle au sujet de la cession de ses colonies. Cette plaisanterie, qui s'annonçait depuis quelque temps, n'est pas, j'imagine, pour plaire beaucoup à l'Angleterre et peut-être ceux de nos amis qui croient qu'on peut, avec l'Allemagne, recourir utilement à la force de la persuasion et renoncer à la persuasion de la force, commenceront-ils à comprendre que notre faiblesse a pour inévitable effet d'enhardir le Reich et de l'affermir dans sa résistance.

Y a-t-il symptômes plus significatifs de l'état d'esprit allemand que le voyage en Rhénanie du chancelier Fehrenbach et du docteur von Simons et que les discours prononcés par ces deux personnages à Dusseldorf et à Cologne? Il est déjà tout à fait étrange que des ministres du Reich puissent faire librement des tournées politiques dans les provinces occupées par les troupes alliées. Après le traité

de Francfort, il eût fait beau voir M. Thiers ou ses ministres parader sous le nez des armées de Manteuffel! Mais ce qui est surtout intolérable, c'est le langage tenu, en public, dans des réunions systématiquement convoquées à l'effet d'entendre le procès des Alliés. Lorsque M. Fehrenbach ose dire que le Gouvernement allemand de 1914 et l'ancien Kaiser n'ont pas voulu la guerre, on est stupéfait qu'une allégation aussi monstrueuse puisse être proférée par le chancelier après les révélations du livre de Kautsky, mais surtout on se demande comment les Alliés, qui ont obtenu à Versailles l'aveu écrit et solennel des responsabilités allemandes, sont aujourd'hui d'humeur à laisser passer d'aussi insolentes contre-vérités. Lorsque M. Simons annonce aux habitants de Cologne que l'occupation cessera chez eux le 10 janvier 1925 au plus tard, il oppose volontairement un démenti aux affirmations réitérées de M. Millerand, qui n'a cessé de dire : « Le point de départ de la durée d'occupation est déterminé par l'exécution du traité. » Lorsque le ministre des Affaires étrangères dénonce comme exagérés les effectifs d'occupation, ou se plaint de l'établissement de champs d'aviation, il vient, en réalité, tâcher d'exciter contre les Alliés les habitants de la rive gauche. Lorsqu'il prétend que l'industrie française a accumulé des approvisionnements de charbon et que l'Allemagne n'a plus à nous fournir de combustible, non seulement il dénature les faits, mais il déchire le traité, puisque les chiffres fixés par le traité sont très loin d'être atteints. Lorsqu'il soutient que « les espérances conçues par l'Allemagne à la conférence de Spa » ne se sont pas réalisées, il nous prouve, une fois de plus, que les arrangements de Spa ont été remplis de promesses pour l'Allemagne, ce que nous ne savions que trop, mais il déprécie intentionnellement les bénéfices qu'en a tirés l'Allemagne. Car, à l'heure présente, le jeu de la convention de Spa a pour conséquence de permettre à l'Allemagne de se procurer des devises étrangères sur notre marché, de faire remonter le mark, de faire baisser le franc et d'aggraver encore à nos dépens la crise du change. Lorsqu'enfin M. Simons déclare que, si une occupation comme celle de Francfort se renouvelait, l'Allemagne aurait le droit de la considérer comme un acte d'hostilité, il nous rappelle les plus violentes improvisations de Guillaume II et les vieilles apologies de la poudre sèche. Mais, sur ce point comme sur les autres, il se pique de ne plus connaître le traité. Il faut donc ne pas nous lasser de redire que, contrairement à l'assertion de M. le docteur Simons, l'occupation de Francfort ne pouvait être regardée par l'Allemagne comme

une provocation, et que si, un jour, après inexécution constatée des engagements acceptés par le Reich, les Alliés étaient obligés de s'installer dans la Ruhr ou de prendre tout autre gage territorial, ils seraient entièrement dans leur droit. Est-il, en effet, besoin de répéter qu'indépendamment des mesures de pression économique, le traité a prévu, en termes formels, que toutes autres sanctions pouvaient être prises pour assurer le respect des obligations contractées? Si la thèse de M. Simons venait jamais à prévaloir, on arriverait à cette étrange conclusion que, d'une part, les manquements de l'Allemagne n'empêcheraient pas les délais de l'occupation de courir et que, d'autre part, nous n'aurions la faculté de nous assurer aucune garantie en dehors de la zone occupée; si bien que, dans un petit nombre d'années, nous deviendrions les créanciers chirographaires, impayés et bafoués, d'un État sur lequel nous n'aurions aucune prise.

Voilà à quel degré d'arrogance en est arrivée l'Allemagne quelques mois après l'entrée en vigueur du traité. Pendant ce temps, les Français se querellent sans trêve, à propos de la paix de Versailles. Quelques-uns la disent parfaite, beaucoup la jugent médiocre. Mais, bonne ou mauvaise dans son texte, elle serait, tout de même, quelque chose, si nous avions la volonté et le courage de la réaliser. Est-ce donc une comédie qui s'est jouée, au mois de juin 1919, dans la Galerie des Glaces? Si j'en crois ce qui m'a été rapporté, il y a bien eu un certain nombre de personnes qui sont allées là comme au spectacle. Mais toutes les nations alliées qui s'étaient assemblées dans le château de Versailles pour apposer sur un parchemin leurs signatures et leurs sceaux n'étaient pas, j'imagine, venues pour défiler comme des figurants de théâtre devant un public curieux de scènes décoratives. Elles avaient l'intention de procéder à une cérémonie sérieuse et d'élever un monument durable. Il n'est que temps de le sauver de la ruine.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

s
e
s
r
é
it
a
e
ne
e,
ne
it
s,
ne

el-
s,
s.
s,
ne
ce
la
en
au
es
rs
ur
de
ré-
ps

LE GÉNIE DU RHIN

COURS LIBRE PROFESSÉ A L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

I

LE SENTIMENT DU RHIN DANS L'ÂME FRANÇAISE

MONSIEUR LE RECTEUR,

MONSIEUR LE DOYEN,

Je suis profondément touché de la bienveillance de votre accueil dans une journée si émouvante pour un écrivain français.

Je vous remercie et avec vous tout le corps des professeurs de m'associer, pour si peu que ce soit, à votre tâche, — une des tâches les plus importantes que nous commande la victoire, comme l'a bien marqué le Président Poincaré, qui me fait l'honneur d'assister à cette leçon, quand, au terme de sa magistrature de guerre, voulant continuer immédiatement à servir le pays, il s'est venu mettre à la tête des « Amis de l'Université de Strasbourg. » Dans cette puissante ville de Strasbourg, pendant un demi-siècle, la pensée française s'était réfugiée au foyer des familles. C'est la tâche de l'Université de rassembler et de multiplier toutes ces forces spirituelles pour reconstituer sur le Rhin une pensée publique française. L'illustre maison des Pasteur et des Fustel de Coulanges a rallumé ses feux et plus que jamais elle veut, comme une vigie avancée de notre nation, porter haut et loin les lumières de la France.

Copyright by Maurice Barrès, 1920.

Monsieur le commissaire général,
Monsieur le général gouverneur de Strasbourg,
Mesdames et messieurs,

Si nous sommes réunis dans cette solennité et si nous allons pouvoir parler du Rhin avec une fière liberté, c'est une des innombrables conséquences de la fidélité alsacienne et puis du génie et des sacrifices de nos armées. Aussi je vous demande que nous placions ces leçons sous l'invocation des fils de France qui sont tombés pour la délivrance, et je salue, en les nommant dans mon cœur, celles de leurs familles en deuil que je reconnais dans la salle.

Parmi ces morts, qu'il me soit permis de placer celui dont le souvenir me vaut pour une large part votre sympathie, le poète-patriote qui dévoua totalement sa vie à la préparation morale des âmes à la guerre et qui ne voulut être qu'un sonneur de clairon pour sonner et sonner sans trêve le ralliement des Français autour de Metz et de Strasbourg, jusqu'à ce que le souffle lui manquât, au matin même de la Revanche qu'il avait prophétisée, et comme au seuil de la terre promise.

Le Génie du Rhin. Ce n'est pas de politique que j'ai sollicité l'honneur de parler aux étudiants de Strasbourg. Devant le Parlement et surtout à la Commission des Affaires extérieures, il est légitime et nécessaire que les parties les plus actuelles et les plus pressantes d'une question soient examinées, mais, ici, c'est sous un angle beaucoup moins aigu que je veux prendre les choses.

Nous vivons dans une époque solennelle et presque décisive où la géographie et l'histoire sont d'accord pour nous imposer une prise de contact avec le Rhin, et les circonstances nous obligent à faire un retour sur nous-mêmes et comme un examen de conscience national. Nous avons à vérifier et à vivifier la notion rhénane toujours sommeillante dans l'âme française. La tradition libérale de l'Université de France admet l'étude de toutes les questions, pourvu qu'on les aborde d'un esprit calme et réfléchi, sans humeur de polémique, et dès lors l'Université de Strasbourg n'était-elle pas magnifiquement indiquée pour que partissent de chez elle des considérations sur cette Rhénanie si voisine ? Ici, mieux qu'ailleurs, on comprendra

d'une manière sensible que ce n'est pas dans le vide que nous nous préoccupons de définir ce que le Rhin peut être pour nous. L'issue de la guerre, les garanties que le traité de Versailles nous concède, la situation de fait qui nous est attribuée sur la rive gauche nous imposent de préciser notre pensée à l'égard du pays rhénan. Elles nous l'imposent, que nous le voulions ou non. Dès lors mieux vaut le vouloir.



Messieurs, le Rhin a toujours attiré, obsédé même les imaginations des peuples à l'Est et à l'Ouest. On croit que le problème du Rhin est un effet de la politique. C'est une fatalité autrement puissante. Le Germain va sur le fleuve chercher la lumière du Midi, les vignobles, les cortèges joyeux ; la France, du mystère, de la tradition populaire, la musique, une fertilité neuve et luxuriante du sol et de l'imagination. D'une manière plus forte, reconnaissons dans cet attrait de la France vers le Rhin la nécessité d'une civilisation qui cherche de nouvelles matières, et la poussée d'une vocation. Si la France s'intéresse au sol fertile, c'est qu'elle veut l'ensemencer.

A vrai dire, notre sentiment exact du Rhin ne se définit pas en une fois. Il a varié d'époque en époque. C'est un sentiment qui, sans disparaître jamais, suit toutes les vicissitudes de notre fortune et de nos aspirations. On s'en assurerait en remontant le cours des âges, mais ce n'est pas notre projet de remonter le cours des âges ; nous ne prétendons pas exhumer les périodes abolies : d'autres l'ont fait, et, puisqu'il nous faut nous limiter, nous chercherons nos leçons et nos exemples dans notre riche histoire rhénane du siècle dernier.

Si la France s'intéresse au sol fertile de la Rhénanie, disions-nous tout à l'heure, c'est qu'elle veut l'ensemencer. Cette pensée va dominer toutes nos études. Le XIXe siècle a commencé un ensemencement prodigieux de la rive gauche du Rhin, — un ensemencement tel qu'au dire même des historiens rhénans, le pays n'en connut pas d'aussi heureux depuis l'époque romaine. C'est dans ce champ d'expériences, c'est dans la Rhénanie du XIXe siècle que nous chercherons notre éducation. Nous avons besoin de n'avancer qu'avec des faits et des réalités. Nous nous en tiendrons à l'expérience toujours contrôlable et vivante de nos pères et de nos grands-pères.

Voyons donc comment les quatre ou cinq générations qui nous précèdent immédiatement ont chacune, tour à tour, interprété le rôle éternel de la France sur le Rhin.

En 1792 et 1793, après Jemmapes, l'élan révolutionnaire cherchant son expansion vers l'Est, un grand désir de libération démocratique entraînait vers le Rhin nos soldats et nos propagandistes. C'est l'esprit d'apostolat des plus vigoureux moments de notre histoire. Les clubs des villes rhénanes accueillent le drapeau tricolore; les puissances féodales défaites sur nos champs de bataille sont refoulées par la collaboration des libéraux de Mayence et de Landau, de Cologne et de Spire. Quelle irrésistible poussée de dilatation du cœur français! Ce cœur français bat si fort qu'il inonde toute la rive gauche d'une impulsion généreuse et facile. Il semble que, pour libérer les peuples, il suffit d'une résolution de citoyens assemblés et d'un décret de groupes délibérants. Ces Français qui arrivent sur le Rhin se considèrent comme les possesseurs de la seule foi politique justifiable et veulent l'offrir, l'imposer comme un don de la raison à des populations arriérées. De ces Français, les uns sont animés par un rationalisme court, les autres par un instinct de haute civilisation; tous veulent régénérer l'Allemagne. Pour eux, le Rhin, c'est le pont par où les idées rationnelles, estimées seules légitimes, doivent achever la ruine d'un passé féodal; c'est le débouché par où l'esprit de l'*Encyclopédie* adaptera l'Allemagne aux temps modernes.

Sur quel contenu moral cette action de l'esprit français et de la culture française va être exercée, c'est ce que nous indique Mme de Staël dans son livre *De l'Allemagne*. Livre admirable, et nous aimerions marquer son à-propos littéraire, mais trop incomplet, et qui manque d'horizon politique. Mme de Staël s'enthousiasme dans l'atmosphère sentimentale de la Germanie, sans se préoccuper de l'œuvre bienfaisante qu'y réalisent les armées révolutionnaires et l'administration napoléonienne. En face d'une vie morale française ramenée à un civisme étroit, à un enrégimentement de l'esprit et du corps, c'est à l'enthousiasme et aux puissances vivifiantes de l'intuition que Mme de Staël voudrait que le Rhin pût donner passage. Le fleuve sera pour elle et pour les romantiques qui procéderont d'elle la porte d'entrée des mystères et des musiques, l'introduction à l'idéalisme et à la rêverie. L'idéalisme par opposition à la sta-

tistique, à la loi des grands nombres. Le Rhin, c'est le seuil d'un immense pays qu'elle embellit à souhait et où les notions insaisissables, les impondérables de l'âme ont une puissance qu'elle voudrait voir se développer chez nous. L'enthousiasme, la rêverie et la mélancolie lui apparaissent générateurs de connaissances; elle y voit des moyens pour mieux atteindre les choses, pour approcher des secrets de l'univers, et c'est en Allemagne que se trouve leur patrie d'élection. C'est par le Rhin qu'elle voudrait faire brèche dans ce mur de Chine qui, dit-elle, risque d'enserrer la France de 1810. A ses yeux, le Rhin, c'est la porte d'une révélation.

Nos générations romantiques s'inspirèrent à la fois de Mme de Staël et des révolutionnaires, sans distinguer nettement entre ces points de vue et sans apercevoir ce qu'ils pouvaient avoir de contradictoire. Grâce à une initiation fervente à ce qu'on prétendait être la spécialité de l'Allemagne, ils espèrent restaurer en France des valeurs négligées. Las du doute, de l'esprit d'examen et du raisonnement, ils veulent se livrer à l'imagination, à la souveraineté de la foi, aux inspirations, voire aux délires du cœur. Ils s'égarent à la recherche de la fleur bleue, s'attardent sous les tilleuls à écouter le violon des musiciens errants et se laissent glisser sur les eaux du fleuve entre les terrasses et les burgs ruinés. C'est un lointain pays de fantaisie mélancolique et tranquille, qu'habitent les sylphes, les ondines, les nains ensorcelés, où fleurit la rose mystique, où soupirent de blondes amoureuses au front pâle. Plus encore, pour quelques-uns d'eux, c'est le baquet magnétique du monde et la cuve aux enchantements. Religiosité mal définie, mystère ami du clair-obscur! Et cependant, voyez l'étrange amalgame, ces mêmes gens qui se plaisent à évoquer sur le Rhin les valeurs du moyen âge, se réjouissent que la Révolution ait fait éclore la liberté au vieux nid féodal.

Victor Hugo, dans ses voyages en Rhénanie, a donné une forme magnifique et périlleuse à cette interprétation. L'opinion qu'il laisse paraître, c'est que l'Allemagne est inopérante dans sa vie de nation, qu'elle est vouée au rêve, à l'indolence sociale, indifférente à tout ce qui anime les peuples démocratiques. La musique est son langage; Beethoven, le grand Rhénan, est aussi son grand homme. L'éparpillement et le fédéralisme sont pour elle une fatalité inéluctable. Le Rhin sépare deux

civilisations différentes et complémentaires : d'une part, la France progressiste, et, d'autre part, l'Allemagne immobile, sinon retardataire. Victor Hugo en Rhénanie va voir revivre les fantômes des Burgraves: il comprend ce pays aux profondes vallées, comme une Thessalie occidentale, hantée de Titans, qui sont réfractaires à l'ordre olympien, jaloux de leurs prérogatives locales, perpétuellement en lutte avec leurs voisins et qui groupent autour d'eux des clans fermés et rivaux.

On vécut longtemps là-dessus. Cette doctrine de Hugo, sa génération l'adopte en grande partie. Un jour vient sans doute qu'Edgar Quinet se détache de cette conception romantique et prévoit le danger pour la France: il distingue les germes d'un pangermanisme qui de Prusse est en train de gagner d'autres régions de l'Allemagne et pour qui le Rhin deviendra un fossé aisément franchissable. Mais comme il est isolé! L'assentiment public va à Lamartine, qui, dans sa *Marseillaise de la paix*, s'écrie :

Vivent les nobles fils de la Grande Allemagne!

Pour reconnaître les appétits et les ambitions d'outre-Rhin, la France devra traverser des épreuves qu'elle ne soupçonne même pas en 1843.

Une nouvelle génération succède aux hommes du romantisme. Le Rhin du second Empire devient le fleuve des villes d'eaux, d'Ems, de Wiesbaden et de Bade, une sorte de pays pour voyages de noces, où l'on entretient soigneusement des ruines pour touristes, où l'on exhume des légendes pour Anglais voyageurs, où tous les restaurants ont leur orchestre, toutes les terrasses au bord de l'eau leur fête de nuit toute prête, tous les casinos leur aimable tapis vert, toutes les duchesses de Gérolstein leur garde du corps de trente-six carabiniers. En partie sous des influences intéressées, le Français de ce moment-là ne se croit plus d'autre mission sur le Rhin que celle de badaud. Dans le sillage ouvert par le génie de Henri Heine, Prussien libéré de Düsseldorf, et tandis qu'Offenbach arrive de Cologne, des feuilletonistes chers au boulevard et tous originaires du Rhin, les Albert Wolff et les Aurélien Scholl, les Alexandre Weill et peut-être les Henri Murger, prennent plaisir à déposséder l'âme française de sa foi en elle-même et favorisent cette

idée que le culte de la parodie et le ricanement en face des dieux et des héros sont éminemment le fait de la race française. A l'heure où les énergies allemandes, saturées d'une farouche superstition nordique, tendent à se créer dans la Tétralogie de Wagner une expression triomphante, les grêles ritournelles de *la Belle Hélène* et de *l'Œil crevé* suffisent à la moyenne française, menée par une minorité de boulevardiers. Cela dans les années qui précèdent l'Année terrible !

Taine, en 1870, venait de passer le Rhin pour étudier l'Allemagne. Eût-il partagé cette effroyable sécurité des hommes du Second Empire et de son camarade About? Eût-il au contraire après étude donné un écho aux alarmes de Tocqueville et des meilleurs Alsaciens? La guerre le surprit au début de ses investigations trop tardives.

La guerre et la défaite ! Comment s'étonner qu'un tel refoulement ait écarté du Rhin non seulement notre réalité nationale, je veux dire notre territoire et notre population, mais même notre curiosité? Francfort, la clef de voûte des Allemagnes du Nord et du Sud, le gué des Francs sur le Rhin, comme l'indique son étymologie, servant d'étiquette à notre désastre : quel désaveu plus évident pouvait-on redouter ? Dans l'amoindrissement de la France vaincue, le Rhin n'est plus qu'un fleuve d'amers ressouvenirs, un des derniers refuges des légendes dans le monde, et, parmi ces légendes, la gloire de la France. Seules les rêveries nostalgiques s'aventurent vers ses rives (1). La musique de *l'Or du Rhin*, le souvenir des cathédrales ogivales, le culte de Beethoven polarisent encore quelques fidélités, mais, pour tous ceux qui ne vivent que dans le présent, le Rhin est un fleuve interdit. C'est une rivière allemande, prussienne même, vouée à une organisation mercantile. Pendant un demi-siècle la France est séparée du Rhin. Nous n'y avons plus d'activité intellectuelle, et telle est notre discrétion de vaincus que nous nous interdisons même de faire écho aux sympathies que la Rhénanie du Kulturkampf cherche à témoigner à sa voisine catholique.

J'ai connu ces minutes de notre dépression nationale. Il y

(1) Cette note trouve son expression juste dans un poème, que j'ai sous les yeux, de Fernand Baldenne, l'expression juste de la « rêverie rhénane » d'un enfant de 1871 (dans le volume *Mezza voce*). Peut-être y avait-il, dans le sentiment même que le Rhin n'était plus vers 1890 accessible qu'au rêve français, le germe d'un changement et une nouvelle orientation qui commençait.

a vingt-cinq ans, je descendais la Moselle de Metz à Trèves et jusqu'à Coblence, avec le projet de formuler pour la France de demain de nouvelles préoccupations et de nouveaux devoirs mosellans et rhénans, et de revivifier dans l'âme des jeunes générations notre sentiment historique du Rhin. Mais l'heure n'avait pas sonné.



Et maintenant, à cette date glorieuse, maintenant que nous revoici sur le fleuve? Quelle va être notre attitude d'esprit? Quelle tâche voulons-nous nous fixer? Nos armées occupent la rive gauche. Le traité de Versailles déclare : « A titre de garantie d'exécution du présent traité, les territoires allemands situés à l'Ouest du Rhin seront occupés. La Haute Commission aura le pouvoir d'édicter des ordonnances dans la mesure qui sera nécessaire pour assurer l'entretien, la sécurité et les besoins des forces militaires. Elle pourra également adapter l'administration civile des pays occupés aux besoins et aux circonstances de l'occupation militaire (1). »

Tel est le texte, la lettre. Et nous, dans quels sentiments allons-nous utiliser ces droits?

J'ai hâte de le dire : pas d'annexion, pas d'assimilation simpliste, pas de conspiration. Nous nous gardons de prétendre faire table rase de tout un passé séculaire, d'ignorer des traditions plus fortes que tous les règlements, de heurter de front des usages mêmes qui ont pris force de loi. Nous savons qu'un Rhénan ne peut pas penser comme un Champenois et qu'un ancien sujet de Guillaume II ne peut pas avoir les habitudes d'esprit d'un Français de la troisième République.

Ce serait une erreur détestable de vouloir contraindre ou gêner les dispositions intimes des populations rhénanes.

Cette faute ne peut même pas être imaginée quand on parle à Strasbourg où l'abus de la force a si longtemps insulté la conscience universelle. S'il y a un lieu d'où il soit impossible pour un Français de concevoir l'annexion d'un peuple contre sa volonté, c'est bien, au cœur de cette Alsace, cette Université libérale.

Nous respectons le principe de la libre disposition des

(1) *Arrangement entre les États-Unis, la Belgique, l'Empire Britannique, la France et l'Allemagne du 28 juin 1919.*

peuples qui est dans l'esprit des temps nouveaux. C'est dans ce sens que nous voulons exécuter le traité, c'est de cette manière que nous comprenons l'occupation de la rive gauche du Rhin. Nous y apportons un désir de coopération.

Cette coopération n'est possible que si nous connaissons ces populations. Et pour les connaître, je vois diverses méthodes. On peut s'adresser à l'ethnographe, au spécialiste de l'histoire d'Allemagne, au statisticien. J'aurai recours au procédé qui consiste à rechercher ce qui, dans la vie même, dans la sensibilité et l'organisation de ces populations, représente un apport ou des affinités françaises. Les expériences de nos pères et de nos grands-pères nous aideront dans notre tâche. Elles nous serviront à connaître les populations rhénanes avec tout le riche passé qu'elles contiennent et à comprendre plus profondément quels rapports nous pouvons établir avec elles. Ce Génie du Rhin que je voudrais évoquer avec vous, c'est du biais de nos expériences passées que j'entends l'aborder. N'a-t-on pas chance de mieux comprendre les activités auxquelles on a collaboré? Et plutôt que de l'apprécier dans les périodes où nous nous détournions de lui, de plus chaudes révélations ne nous viendront-elles pas des époques où l'action quotidienne et l'intimité des entreprises communes nous le rendaient familier?

Il ne s'agit pas de repasser par les routes antérieures cent trente ans après Marceau, un peu plus d'un siècle après les fonctionnaires de Napoléon et Mme de Staël, quatre-vingts ans après Victor Hugo, soixante ans après les touristes de Bade, quarante ans après les mélomanes et amateurs de légendes, mais de distinguer les résultats et les enseignements, en un mot, les survivances de notre activité sur le Rhin. Si nous trouvons dans un passé récent des signes certains d'ententes fructueuses, c'est un fameux document pour nous mettre à même de répondre aux questions pressantes de l'heure : « De quelle manière pouvons-nous créer des rapports utiles avec ces populations rhénanes dont le sort a été remis entre nos mains? Quelle notion devons-nous prendre d'elles pour connaître nos devoirs? Quelle figure voulons-nous qu'elles aperçoivent quand l'image de la France est évoquée devant elles? »

Par une enquête publique et volontiers contradictoire nous voulons nous rendre compte de ce qui dans ces populations, avec toutes leurs dissemblances, permettrait des collaborations,

des ententes, des alliances d'intérêts ou d'entreprises. Et si nous nous préoccupons surtout des temps où la France faisait son œuvre là-bas, c'est que la réalité complexe de ces Rhénans comporte une part de ce passé vivant. Je ne méconnais pas tout ce que le rythme impérieux auquel ces populations ont été soumises en tout dernier lieu représente de force d'oubli, mais je sais que leurs riches régions sont des terres composites, saturées de germes divers et traversées au cours de l'histoire par les courants les plus généraux de la civilisation.

Le Rhin est un fleuve qui se souvient. Pour ses riverains il y a un passé qui ne saurait mourir tout à fait, qui devient légendaire et poétique, s'il n'a pas d'utilisation présente, mais que ne supprime pas le radicalisme destructif de la raison raisonnante. C'est le carrefour des grandes routes suivies par les légions romaines et par les invasions barbares, le croisement des voies qui de la mer remontent vers les refuges des Alpes, ou de la France se dirigent vers l'Orient : pays où la colonne d'Igel fait face à la cathédrale de Mayence, où le monument de Luther à Worms se reflète dans les eaux qui vont réfléchir la cathédrale de Cologne, où les camps d'instruction de la Prusse moderne voisinent avec les donjons des chevaliers pillards, où les comptoirs de commerce, les cheminées d'usine, les vastes salles de concert se trouvent côte à côte. A chaque pas, le présent, pour devenir intelligible, s'y doit éclairer des souvenirs du passé. Le Rhin n'a pas une puissance de résorption assez forte pour que des états antérieurs y soient complètement abolis. Nous n'empêcherons pas Frédéric Barberousse de dormir, suivant l'imagination de certaines de ces populations, dans une montagne mystérieuse qu'elles placent au Trifels dans le Haut Palatinat : à nous d'empêcher par d'autres prestiges que l'Empereur dont la barbe a fait le tour de la table de pierre ne sorte une fois de plus de son gîte millénaire pour nous assaillir. Nous n'empêcherons pas les pangermanistes de s'attribuer le mérite de ce que connut de prospérité depuis un siècle la Rhénanie : à nous de montrer que ces activités créatrices sont alimentées en réalité à des sources où la France a sa grande part et qu'une fois encore nous pouvons être pour nos voisins un appui.

Allons sur le Rhin, allons sur la basse Moselle. M'excuserai-je de me citer moi-même et de rappeler ici mes impressions

notées au cours de promenades à bicyclette que la pente de ma rivière natale m'amenait à faire de Trèves à Coblence, « jouissant des villages semés sur les deux rives et des rochers abrupts mêlés aux terrasses de vignobles, parmi des circuits qui renouvelaient perpétuellement le paysage... jouissant de retrouver, au long de la rivière, les vignes sur les pentes, les maisons à pignons groupées en bourgades à chaque tournant ou allongées sur la berge étroite et toujours surmontée d'une ruine féodale, les vallées qui s'ouvrent aux deux rives et qui laissent apercevoir des donjons dans chacun de leurs dédoublements, enfin tous les éléments rhénans, proportionnés pour composer l'harmonie délicate des paysages mosellans. Çà et là, des bancs précisent ce gentil caractère de toute la basse Moselle, heureuse de sa paix, de son demi-isolement, touchant rendez-vous des petites gens, pays de vin, non de bière, et dont les eaux transparentes apportent un peu de France à l'Allemagne. Ce ne sont point ici les grands ciels salis de brume des antiques Burgraves, mais les nuages joliment formés promettent des pluies dont la verdure se réjouit. Et l'absence d'hommes et de bruit ne va pas jusqu'à créer la solitude, mais seulement le repos. En dépit de quelques montagnes d'une structure assez puissante, la nature dans le val de la Moselle ne trouble pas, ne domine pas le voyageur... »

A côté de la Moselle plus discrète et plus tendre, un paysage du Rhin, dans toute la majesté mystérieuse que nos romantiques lui attribuent : « Après quelques instants d'une descente très âpre le long d'un sentier qui semble par moment un escalier fait de larges ardoises, je revoyais le Rhin... Le jour n'avait pas encore complètement disparu. Il faisait nuit noire pour le ravin où j'étais et pour les vallées de la rive gauche adossées à de grosses colonnes d'ébène ; mais une inexprimable lueur rose, reflet du couchant de pourpre, flottait sur les montagnes de l'autre côté du Rhin et sur les vagues silhouettes qui m'apparaissaient de toutes parts. Sous mes yeux, dans un abîme, le Rhin, dont le murmure arrivait jusqu'à moi, se dérobait sous une large brume blanchâtre d'où sortait à mes pieds mêmes la haute aiguille d'un clocher gothique à demi submergée dans le brouillard. Il y avait sans doute là une ville, cachée par cette nappe de vapeur. Je voyais à ma droite, à quelques toises plus bas que moi, le plafond couvert d'herbes d'une grosse tour grise, démantelée et se tenant encore fièrement sur la pente de la

montagne, sans créneaux, sans machicoulis et sans escaliers... »

Victor Hugo a enregistré tout le pittoresque et toute la rêverie du fleuve. Il a dénombré avec une extraordinaire puissance de relief les cathédrales, les châteaux et les légendes. Mais dans l'ombre des cathédrales, a-t-il distingué la vie religieuse quotidienne, ses couvents, ses hôpitaux, ses ouvroirs, ses écoles et ses multiples associations professionnelles et charitables? Et surtout pouvait-il prévoir cette puissante organisation industrielle et économique, ces usines en briques rouges, à la silhouette de forteresses crénelées, ces cités ouvrières au milieu des jardins, ces somptueux palais où sont installées les vieilles Chambres de commerce de fondation impériale française, ces véritables casernes occupées par les cartels du fer, de l'acier et du charbon, ces rames de chalands, à l'aspect propre et confortable, traînés par de puissants remorqueurs, qui remontent le Rhin en pénétrant l'atmosphère de leurs fumées, et ces grands ports intérieurs de Ruhrort, de Mayence, de Cologne où le travail s'accomplit avec une telle méthode et une telle ferveur qu'on croit y distinguer une discipline militaire et religieuse?

Il y a dans tout cela un incomparable débordement de vie sociale, économique et spirituelle. Toutes ces créations, neuves ou vieilles, c'est le signe des dispositions et des aspirations de l'âme rhénane. C'est un produit de la pensée, du cœur et de la volonté rhénane. Et c'est leur présence même qui va nous fournir les grandes divisions de ce cours.



Voilà des ruines et des paysages pleins de légendes : quel est leur esprit? — Voilà des cathédrales, des établissements religieux, d'innombrables associations catholiques : quelle ferveur religieuse les anime? — Voilà des fabriques, des usines, une puissante batellerie : quelle est la règle et la direction de ce puissant effort économique? — Ainsi se présentent à nous très naturellement les étapes de notre cours. Une sensibilité rhénane est impliquée dans les légendes qui se rattachent à des ruines fameuses, une religiosité rhénane est cristallisée dans ces cathédrales, une volonté rhénane suscite ces centres industriels organisés. C'est autour de ces trois groupes de monuments que nous entendons explorer l'âme rhénane et de notre mieux saisir le Génie qui sommeille au bord du fleuve.

A chacune des ruines du Rhin est attaché tout un cycle de légendes. Nous ne mépriserons pas les légendes dans l'ordre de recherches où nous sommes engagés. Une légende, c'est plus qu'un rêve, c'est une persistance qui se protège en s'enveloppant de vapeurs dignes de la faire aimer. Le légendaire du Rhin n'est pas fait des simples jeux de l'imagination effrayée ou séduite. Dans les valeurs épiques et morales qu'il contient, nous saurons discerner un produit de la réflexion populaire et les dispositions mêmes de l'*esprit rhénan*.

Les cathédrales du Rhin, ses églises, ses couvents, ses chapelles nous mettent en communication avec le *cœur rhénan*, mais mieux encore ses hôpitaux, ses orphelinats, toutes ses institutions religieuses et charitables. Car ses cathédrales sont un monument de la foi universelle; mais ses organisations charitables témoignent d'activités toutes modernes et régionales.

Les industries du Rhin, ses campagnes cultivées, ses fermes modèles, ses bateaux, ses canaux, ses chemins de fer, ses cartels et ses syndicats, où persiste quelque chose de l'ancienne vie corporative disparue chez nous, nous renseigneront sur l'effort de travail, l'application organisée, bref *la volonté* des populations rhénanes.

Esprit, cœur, volonté, voilà les trois chapitres de notre cours.

Quel est le caractère exact de ces diverses manifestations imaginatives, religieuses et sociales de l'âme rhénane? Comment se sont-elles produites et qui les a guidées? Quels éléments sont nécessaires pour les favoriser et les diriger, pour leur donner une direction utile et une valeur pratique? Je ne prétends pas vous apporter toutes les réponses à toutes ces grandes questions. Plusieurs d'entre elles seront plutôt posées que résolues par ma présentation.

Je suis venu à Strasbourg et dans cette maison de hautes recherches scientifiques, comme dans le milieu où je trouverais les hommes qui peuvent le mieux étudier ces problèmes vitaux et en saisir la portée éternelle... Je soumets mes préoccupations aux maîtres éminents qui me font l'honneur de m'écouter, à leurs élèves qui voudront peut-être s'y intéresser, à tous ces grands industriels de l'Alsace et de la Lorraine qui depuis longtemps déjà jouent un rôle prépondérant dans la vie économique du Rhin. J'apporte des faits et des idées, pour sus-

citer d'autres faits et d'autres idées qui me complètent ou me rectifient. Tout cela en vue d'un résultat positif. Il importe autant de jauger les aptitudes morales de la Rhénanie que ses aptitudes matérielles. Et les unes et les autres sans y mêler nos émotions de la guerre. Objectivement. Il faut que nous étudiions l'esprit du Rhin comme d'autres étudient sa navigabilité. Des faits, et encore des faits, dussions-nous paraître froids. La chaleur sera en dessous.

Puisse cette chaleur nous aider à faire fondre cette gangue prussienne qui a dénaturé sur tant de points les aspects rhénans ! Il n'est pas nécessaire d'avoir fait de l'étude de l'Allemagne une spécialité pour savoir que l'État des Hohenzollern n'a installé sur le Rhin ses méthodes qu'à la suite d'habiles extensions territoriales, d'intrusions systématiques, de mariages prussiens. Les armées d'observation que Berlin, au cours du XIX[e] siècle, chaque fois que s'agitait l'esprit révolutionnaire de l'Occident, faisait manœuvrer sur les frontières de la Belgique, du Luxembourg et de la France, n'ont été que trop souvent les messagères de l'esprit pangermaniste. Pourquoi des souvenirs français n'aideraient-ils pas à restituer leur vraie dignité à ce pays que le flot prussien croyait avoir décidément submergé?

J'ai confiance que mes paroles descendront le fleuve. Mais immédiatement ma réussite serait que mes propos inachevés fussent complétés par des travailleurs qui sont ici à pied d'œuvre, que des solutions fragmentaires dans mon esprit reçussent ici leur complément par une collaboration qui dépasse mon séjour parmi vous, et que l'esprit d'entreprise de l'Alsace sût apporter à des problèmes que la France aperçoit sans toujours les connaître leur meilleure réalisation.

Une des plus touchantes légendes qui dans le passé ont associé la Rhénanie mosellane à l'Alsace médiévale, c'est celle de saint Hydulphe, évêque de Trèves, rendant la vue à sainte Odile. Pouvons-nous espérer qu'une Rhénanie à laquelle nous voudrions ouvrir les yeux sur ses intérêts de demain y soit conviée par une parole venue d'Alsace ?

MAURICE BARRÈS.

(A suivre.)

JOURNAL D'UN POÈTE

(FRAGMENTS INÉDITS)

Quand parurent en 1867, sous le titre *Journal d'un Poète*, les « petits cahiers » où Alfred de Vigny inscrivait l'essentiel de sa vie intellectuelle et morale et qui, par la profondeur du son et je ne sais quels bruits de sourds sanglots dans l'ombre, évoquent souvent les *Pensées* de Pascal, l'exécuteur testamentaire du grand poète, Louis Ratisbonne, qui avait collationné et publié le *Journal*, en « réserva » pour diverses raisons certains passages. Il trouva telle note savoureuse que nous publions aujourd'hui, trop sévère à l'égard de Sainte-Beuve et de Victor Hugo alors vivants, telles libres réflexions qu'on verra plus loin trop irrespectueuses pour les Bourbons ou les d'Orléans ; et tel plan d'une œuvre historique sur la Corse lui parut sans doute d'un intérêt trop spécial et trop purement documentaire, alors qu'aujourd'hui ce plan semblera curieux, croyons-nous, non seulement aux fervents « vignystes, » mais à tous les lecteurs cultivés, par la méthode toute moderne qu'il révèle chez le poète-philosophe.

Ces notes inédites, par les soins des héritiers de Louis Ratisbonne, M. et Mme Étienne Tréfeu, sont venues entre mes mains dans des conditions qui les authentiquent absolument et entièrement ; et, après le roman inédit de Vigny, cette mystérieuse et prophétique *Daphné*, que j'ai éditée en 1913, j'allais les publier à leur tour, quand la guerre a éclaté. Ces papiers précieux ont dû attendre, pour voir le jour, la fin de la tempête. Voici que la vie reprend ; je puis donc faire paraître aujourd'hui ces *Fragments inédits* du *Journal d'un Poète*, continuant ainsi la pieuse publication des écrits posthumes d'Alfred de Vigny que j'ai eu l'honneur d'entreprendre, et heureux de servir la gloire du poète de *Moïse* et de *la Maison du Berger*, de celui que, — mis à part le Lamartine des *Méditations* et le Musset du *Théâtre*, — on peut sans doute appeler dès maintenant le plus classique des romantiques.

FERNAND GREGH.

JOURNAL D'UN POÈTE

20 mai.

Je viens de réunir mes poèmes qui ont la forme la plus sévère et forment un tout complet, ceux auxquels je crois de la vitalité par leur composition forte.

Concevoir et méditer une pensée philosophique ; trouver dans les actions humaines celle qui en est la plus évidente *preuve*; la réduire à une action simple qui se puisse graver en la mémoire et représenter en quelque sorte une statue et un monument grandiose à l'imagination des hommes, voilà où doit tendre cette poésie épique et dramatique à la fois. Je cherchais depuis 1817 un sujet moderne qui fût aussi beau, aussi calme dans ses formes que les sujets antiques : je ne l'ai pas trouvé. Les tableaux modernes sont tourmentés de détails plus passionnés et plus dramatiques que les antiques, mais moins grands et moins simples de forme, par conséquent moins durables. *Eloa* seule me semble pouvoir y être assimilée. C'est une création, l'ange femme n'existait pas, et le dictionnaire poétique de l'ouvrage est puisé, non dans des chroniques, non dans le langage d'une nation, mais dans des termes nouveaux, caractères neufs que j'ai fondus exprès pour cette imprimerie. A présent, cette année, les papiers publics vantent cet ouvrage. Les mêmes le dédaignaient ou le trouvaient absurde en 1823; c'est que d'autres hommes jettent d'autres idées sur les mêmes feuilles. Un journal n'est autre chose qu'une boite aux lettres dans laquelle différentes personnes, tour à tour, jettent leur opinion. Des hommes trop jeunes lorsque je fis paraître les plus neufs de ces poèmes arrivent sept ans après, formés par moi-même. Cette génération me comprendra. Il faut à présent la devancer et écrire pour celle qui la suivra. *Qui n'est pas en avant est en arrière.* — Je ne me sens pas plus ému du bien que l'on dit de moi presque partout que des critiques presque générales de 1822; je n'éprouve que cette satisfaction qu'on ressent au serrement de main d'un ami lorsque je lis un article fait par l'un des miens; s'il s'agit d'un étranger, il ne me prouve qu'une chose, c'est que le temps a marché et que je l'avais devancé. Je savais cela.

23 mai 1829.

Je viens de voir Victor Hugo; il avait avec lui Sainte-Beuve et deux indifférents. Sainte-Beuve est un petit homme

assez laid, figure commune, dos plus que rond, qui parle en faisant des grimaces obséquieuses et révérencieuses comme une vieille femme ; il s'exprime péniblement, a un grand fond d'instruction et beaucoup d'habileté à la critique littéraire. A force d'esprit, il a fait d'excellents vers sans être poète instinctif. Plein de formes modestes, il s'est mis en séide à la suite de Victor Hugo et a été entraîné à la poésie par lui ; mais Victor Hugo qui, depuis qu'il est au monde, a passé sa vie à aller d'un homme à un autre pour les écumer, tire de lui une foule de connaissances qu'il n'avait pas ; tout en prenant le ton d'un maître, il est son élève. Il sait bien qu'il reçoit de lui un enseignement littéraire, mais il ne sait pas à quel point il est dominé politiquement par ce jeune homme spirituel qui vient de l'amener, par son influence journalière et persuasive, à changer absolument et tout à coup d'opinion.

En 1822, lorsque parurent ses Odes réunies, Victor Hugo se donnait pour vendéen et sa mère me le dit souvent natif d'un bourg voisin de Châteaubriant; alors il rédigeait avec ses frères le *Conservateur littéraire* : il était dévot au point qu'un jour, au bal, il détourna les yeux en voyant de jeunes personnes décoltées (*sic*) comme on l'est pour danser et me dit : *Ne sont-ce pas là des sépulcres blanchis?* M. de Chateaubriand était son dieu ; il eut à se plaindre de l'indifférence de ce grand écrivain (qui a pris ombrage à l'accroissement de l'école poétique) et cessa de le voir. M. de Lamennais fut son second prophète : il fut alors presque jésuite et crut en lui.

Aujourd'hui, il vient de me déclarer que, toutes réflexions faites, il quittait le côté droit et m'a parlé des vertus de Benjamin Constant. Il pense que cet homme sera ministre bientôt : c'est probable; il calcule bien, mais cela m'afflige plus que je ne le voudrais. Le Victor que j'aimais n'est plus. Il était un peu fanatique de dévotion et de royalisme : chaste comme une jeune fille, un peu sauvage aussi, tout cela lui allait bien ; nous l'aimions ainsi. A présent, il aime les propos grivois et il se fait libéral : cela ne lui va pas. — Mais quoi ! il a commencé par sa maturité ; le voilà qui entre dans sa jeunesse et qui vit après avoir écrit, quand on devrait écrire après avoir vécu.

Ce mois-ci, M. de Meyendorf, colonel russe, est venu me voir avec Edouard de Lagrange, mon ami. Il a vu sir Walter

Scott à Édimbourg. Walter Scott l'a prié de me voir et de me dire qu'il ne lisait d'autre livre français que *Cinq-Mars*.

Il n'y trouve qu'un défaut; c'est que le peuple ne tient pas assez de place. Il croit que notre peuple est aussi pittoresque que le sien, — et notre public aussi patient à supporter les conversations populaires; il se trompe. Son Écosse s'intéresse à chacune de ses montagnes, la France aime-t-elle toutes ses provinces?

20 août.

Victor Hugo vient de faire dans *Marion de Lorme* un excellent ouvrage de style.

Le public ne voit pas que c'est dans le style qu'est uniquement son beau talent.

Personne n'a jamais eu autant de forme et moins de fond et il n'a pas une idée qui lui soit propre, pas une conviction, pas une observation sur la vie, ou une rêverie au delà des temps, mais il manie les mots avec un art admirable; il y a beaucoup d'hommes qui ont vécu par là; cela lui arrivera.

— J'ai vu avant-hier M. Hyde de Neuville qui faisait assez bonne contenance pour un ministre tombé. — Il parlait chez Mme de Montcalm de son désœuvrement actuel avec assez de grâce et de bonhomie.

Septembre.

On répète *le More de Venise*. — Je n'éprouve ni peine ni plaisir en approchant de la représentation. Une foule que je méprise jugera l'œuvre sans la comprendre. Je suis curieux de voir ce qu'elle fera. Je lui donnerai un spectacle, elle m'en donnera un en même temps.

Young, l'acteur anglais célèbre, est ici; il m'a donné de bons avis sur le rôle d'Iago. C'est un homme de cinquante ans, d'une figure fortement caractérisée, grave et mobile; nez aquilin, menton anglais. Il est studieux, consciencieux dans son art, très instruit et spirituel; il a compris Iago comme je l'avais fait et l'a très bien défini: une *grande âme* et un *cœur corrompu*.

***

Le More de Venise a réussi, — ses représentations ont rempli l'hiver de 1829 pour le Théâtre français. — La question de

réforme de style est donc consacrée pour la première fois par un succès ; à présent, ce sera une question d'hommes.

2 juillet 1830.

J'ai conçu l'idée, ce matin, que l'on devrait écrire l'histoire d'un pays comme d'un homme. D'abord son portrait, sa place sur le globe, — conformation géographique et topographique, — sa configuration, — ses traits, montagnes ou vallées, — les rapports entre les habitants et la terre ; habitants : leurs traits, leur origine, leur histoire ; — l'histoire de leurs gouvernements.

Titre : *la Corse*, essai d'histoire.

J'en causerai avec M. Pozzo di Borgo.

10 juillet.

Je viens de passer deux heures et demie avec M. Pozzo di Borgo. Je l'ai interrogé sur la Corse; il m'a répondu un peu sur la Corse et beaucoup sur Pozzo di Borgo. Il s'est représenté comme l'antagoniste de Bonaparte.

— *Bonaparte et moi*, *moi et Bonaparte* reviennent à chaque instant dans sa conversation. Il m'a montré et lu à haute voix, en les traduisant à mesure, trois imprimés de l'année 1792, époque à laquelle la Corse se déroba à la domination de la Convention. Jusques à cette époque, la famille Bonaparte avait été unie à celle de Pozzo di Borgo. Paoli, vieux et mutilé, mais considéré et imposant, dirigeait la Corse, retiré dans un logement d'une caserne des régiments français.

Pozzo di Borgo, ayant vingt-quatre ans, fut envoyé à l'Assemblée Constituante, avec une députation de notables de Corse. J'ai vu son nom au bas de chaque acte : *Pozzo di B...*, SECRÉTAIRE. Il s'excusa de cette dénomination, me disant qu'il était bien jeune alors.

Le but de cette députation était de faire la soumission de la Corse à la Constitution nouvelle. Il y eut sous la Convention une assemblée des notables de l'île, présidée par Paoli, laquelle rédigea ses séances en procès-verbal. De ce procès-verbal, un précieux et unique exemplaire est dans les mains de M. Pozzo di Borgo; il vient de me le montrer. Un curé corse l'avait caché dans un missel, entre le carton et la couverture. Il est écrit en italien, et il y a ce passage remarquable que j'écris de mémoire :

— Les Bonaparte (*gli Bonaparti*), *nés dans la fange* et élevés dans la corruption d'un *pacha luxurieux* (désignant M. de Marbeuf), ont dénoncé les meilleurs de nos citoyens à la Convention, et, dans un *étage* PLUS BAS, ont aussi mal mérité de la patrie que les *Aréna* qui ont donné cet exemple de dénonciation.

Joseph Bonaparte écrivit (dit M. Pozzo di Borgo) : *Prouvons qu'ils sont mauvais citoyens et notre fortune est faite.*

Ce procès-verbal, contenant les discours de Paoli à cette assemblée (*Consulta*), fut rédigé par M. Pozzo di Borgo. Il a vu que j'avais été frappé de l'expression de *Paccia Luxurioso* et m'a dit : « A présent, je ne m'exprimerais pas ainsi! » Il m'a dit que les discours de Paoli avaient été rédigés d'avance *par lui.*

A son retour de France, trois commissaires de la nation furent envoyés en Corse pour informer sur la conduite des citoyens *Paoli* et *Pozzo.* Dès qu'il sut leur arrivée, il conseilla de les arrêter, disant qu'ils apportaient la Terreur et la guillotine, ce qui était vrai, — mais surtout ils venaient demander sa tête.

Ajaccio (prononcé et écrit : *Aïacio*) fut fortifié par lui et défendu contre la République. Pendant dix-huit mois, la lutte dura dans l'île et dans les montagnes.

Bonaparte, officier d'artillerie alors, ne commandait pas, mais servait dans les troupes envoyées de Bastia pour attaquer la citadelle d'Ajaccio. Bonaparte connaissait chaque *pierre d'Aïacio,* mais ne s'attendait pas à la fermeté de Pozzo, qui fit venir des montagnards et leur dit : « *Vous fusillerez ces canonniers français, s'ils ne tirent pas sur cette frégate.* » Or, ces canonniers étaient des hommes demeurés en garnison dans la place. Un vaisseau, *le Vengeur,* avait fait naufrage sur la côte; on en prit les canons et on s'en servit pour armer la citadelle. Ainsi les *patriotes* français furent chassés, et Pozzo commença, sous *l'aile de Paoli,* à devenir grand. Une seconde *Consulta* eut lieu. Il en dirigea la pensée et en fit encore le procès-verbal que je viens de voir; son résultat fut de donner la Corse à l'Angleterre et de lui donner une constitution.

Pozzo di Borgo fut vice-roi pendant deux ans sous l'Angleterre (George III).

Il vient de me montrer aussi un gros livre italien, contenant les actes « de *mon règne,* » m'a-t-il dit en souriant.

Le traité fut fait avec lord Eliot.

Dans cette conférence de près de trois heures, je ne perdais jamais de vue mon idée, ni lui la sienne. J'étais parti de chez moi avec le projet de lui faire ces questions auxquelles je l'ai ramené par différents chemins. Voici ses réponses :

Demandes.	*Réponses.*
1. Les Corses ont-ils le cœur français ou italien?	Corse!
2. Seraient-ils bons marins?	Peu. — Surtout tirailleurs sur terre.
3. N'est-il pas bon de tenter leur désarmement?	Oui, mais entier, de tous les individus ; ils le *désirent* eux-mêmes.
4. Pensez-vous, comme moi, qu'il soit bon de les civiliser par des ecclésiastiques?	Oui, — mais non des Jésuites qui s'occupent trop de politique.
5. Pourquoi ne fait-on pas rester là les préfets plus longtemps?	Parce que les Corses ont plus d'esprit qu'eux et les regardent comme des sots au bout de peu de temps.
6. Pourquoi ne fait-on pas de routes?	On en a commencé une en 1792; elle n'est pas achevée.
7. Les habitants s'y opposent-ils?	Non, ils le désirent.
8. Que faut-il pour leur bonheur?	Une instruction primaire meilleure, une industrie bien dirigée.
9. Les Anglais, que firent-ils?	Ils donnèrent de l'argent, mais cela ne suffit pas. *Ils payaient le fusil.*
10. Ils faisaient des Corses des soldats suisses?	Oui.
11. Pourquoi Bonaparte n'a-t-il rien fait de la Corse?	Il la haïssait parce qu'on l'y connaissait trop bien. — Il a formé beaucoup de régiments qu'il a fait tuer et a épuisé le pays. (*Prenant un coquillage percé par le haut.*) Voici la conque, le *Triton* avec lequel on appelle les chasseurs dans les montagnes.

De son côté, il a trouvé moyen de me dire que la source de sa haine contre Bonaparte avait été cette dénonciation que j'ai dite, qu'il avait lutté avec lui toute sa vie et avait fini par lui porter le dernier coup; que, lorsqu'Alexandre l'avait abandonné, il avait demandé un firman au Grand Seigneur pour traverser ses terres et se retirer.

Vienne, après le mariage de Bonaparte, ne le livra pas, mais l'abandonna.

Ce fut alors qu'il se retira en Angleterre; de là, il écrivit à l'empereur Alexandre : « Je ne suis plus votre sujet, mais serai toujours votre serviteur. *Vous ferez la guerre à Bonaparte et je vous servirai alors.* Bonaparte est perdu s'il vise à l'infini. » Il voulait être autre chose qu'un gentilhomme de Corse et faire dater *tcutes les dynasties de la sienne*. (Bourrienne m'avait dit la même chose.)

Il m'a montré un cadeau de l'empereur Nicolas, sorte de tableau en grandes feuilles de parchemin, peintes et écrites en russe, relatant toute la vie de M. Pozzo di Borgo : états de services diplomatiques.

Il m'a montré :

Un manuscrit italien : *Vie des plus anciennes familles de Corse :* la page de la sienne est marquée, il me l'a lue;

— Un poème ancien, où il y a des vers à la louange de la famille Pozzo di Borgo;

— Un livre où il est dit que les Pozzo sont fameux pour avoir à un haut degré la haine de leurs ennemis et l'amitié pour leurs amis;

— Un parchemin, qu'il a fait copier, portant qu'en l'an 1460, le pape Paul donna à sa famille le droit de ne pas payer les taxes religieuses.

Je lui ai dit que j'avais le projet d'un *Essai historique sur la Corse*. Il m'a dit : « Vous nous rendrez un grand service; vous aurez occasion de louer l'ancienne administration qui avait beaucoup de mérite; je vous ferai connaître en Corse Giraldi, qui est l'homme qui connaît le mieux le pays. »

Il m'a écrit avec mon crayon cette liste de livres à lire et les avait préparés pour moi :

Liste faite au crayon par M. Pozzo di Borgo : Filippini, Cambragi, Mémoires de guerre depuis 1738 jusqu'à 1791, dédiés au maréchal de Maillebois-Roswel, *Système de...*,

imprimé à la Haye; *Description de la Corse*, par Bellin.

Relisant un de ses discours à la Consulta, il s'enflamma pour le Pozzo de sa jeunesse et s'écria : « N'est-ce pas, mon cher ami, c'est digne de Caton ! »

1er août.

[Ils impriment qu'il n'appartient pas aux *Capets-Bourbons*, mais qu'il est *Valois*] (1).

Grossière ignorance. François II, Charles IX et Henri III moururent enfants. Charles IX eut de Marie Touchet des bâtards légitimés. Le premier fut Charles, comte d'Auvergne, Duc d'Angoulême, ennemi d'Henri IV; le dernier fut Antoine-Charles, mort en 1701.

Et pour faire sa cour au peuple, le Duc d'Orléans est présenté comme Valois. On va achever de le discréditer par cette ignoble tricherie; il descend des Capets par Philippe de Valois.

Si Louis XIV était Bourbon, le Duc d'Orléans l'est aussi, puisqu'il descend du frère de Louis XIV.

— Voici le peuple souverain. — Il sait les moyens de détrôner un Roi. C'est un mécanisme très simple. Les chefs d'atelier ferment; les ouvriers se répandent dans les rues et brisent les réverbères. On les poursuit, ils font des barricades avec les pavés, montent dans les maisons et tirent sur les troupes. Elles sortent et le Roi est détrôné. — Tout est dit.

Il me paraît impossible à présent que le nouveau Roi, tel qu'on le fera, tienne contre une gloire de général, pour laquelle se passionnera le peuple.

Aujourd'hui, La Fayette sortait de chez le Duc d'Orléans; on criait : vive La Fayette ! jamais : vive d'Orléans !

Les portiers et laquais, sur la porte du Palais, paraissaient jaloux.

On a fait table rase et les fondateurs pâlissent. — Il ne peut exister de force à présent qu'une force militaire; les forces d'*habitudes* et *d'illusions* sont brisées; de deux choses l'une, ou force militaire ou désordre; nous verrons.

Je lis : Quand on a offert le trône au Duc d'Orléans, le géné-

(1) Ces deux lignes entre crochets ont paru dans le *Journal d'un Poète*, page 49 de la première édition, précédées de ces mots : « Le Duc d'Orléans est froidement accueilli par le peuple. Ses partisans ont pensé que son nom de Bourbon lui faisait tort. Ils impriment, etc. » Tout ce qui suit est inédit.

ral Dubourg lui a dit : « Tenez vos serments! Autrement, vous voyez ce qu'il en adviendrait. » — Il a répondu : « La menace est inutile! »

Le *Courrier* dit : « Il faut reconstituer la Pairie. » — Le peuple a montré qu'il ne voulait plus supporter le joug des prêtres et des nobles. Malheur à qui ne comprendrait pas sa volonté!

Lundi 2 août 1830.

J'ai vu Pozzo di Borgo. — Turgot. — Le Roi a licencié ses troupes. — MM. de Schonen et Odilon Barrot le reconduisent à la frontière. La révolution est accomplie. Le calme le plus merveilleux règne à Paris.

Pozzo di Borgo m'a dit : « M. de Polignac n'a jamais cessé de régner au pavillon de Marsan. Louis XVIII avait été sage et gouvernait, comme vous le vouliez, avec les deux centres, lorsqu'on lui a lâché Mme du Cayla pour le corrompre, et cela a duré depuis. »

Mardi 3.

M. de Coigny est revenu de Rambouillet dire que Charles X a fait arrêter les hommes qu'on envoyait pour le conduire à la frontière. — Là-dessus, près de trente mille Parisiens sont partis pour attaquer Rambouillet.

Dans le même moment, le Duc d'Orléans disait, à la séance d'ouverture de la Chambre, qu'il avait reçu l'abdication de Charles et de son fils Antoine, *Dauphin;* l'avenir fera savoir la vérité.

C'est véritablement le peuple qui a tout fait spontanément, car personne de ceux qui ont paru ses chefs ne s'était véritablement mis en avant. Béranger a fait parler par Sébastiani au Duc d'Orléans dans la crainte qu'on ne traitât avec Charles X. On a donc fait des ouvertures au Duc d'Orléans, de peur des Bourbons et on les maintient de peur de la République.

La Destinée emporte tout à elle seule; il n'y a pas un lutteur qui lui résiste.

Est-il écrit qu'un meurtre de Roi sera encore commis? France glorieuse, que la Destinée ne t'y porte pas! Résiste-lui!

Les jeunes gens se plaignent que la Chambre des Députés s'est mal conduite; pas un membre ne s'est mis en avant.

Les ouvriers viennent demander de l'argent, le pistolet à la ceinture, dans les maisons.

Il est temps d'établir l'ordre. — C'est un devoir que d'être dans la Garde nationale.

— J'ai été à l'élection des officiers de la Garde nationale de mon quartier. — Au scrutin, ils m'ont nommé sous-lieutenant.

Ce sont surtout les *patentés* qui, se voyant exclus de la députation, ont fait la révolution ; Ternaux, le premier, a lâché ses ouvriers.

Et la Restauration était tellement incompatible avec la Nation et y avait jeté si peu de racines qu'elle a été renversée par une poignée d'ouvriers braves, lancés en tirailleurs.

Vendredi 7 août.

Cobbett vient d'envoyer pour son avènement, au roi Guillaume, un libelle qui porte le calcul de la dépense du Président des États-Unis, en parallèle celle du Roi d'Angleterre. — Il se trouve que celui-ci dépense en un an autant que l'autre en quarante-cinq ans.

9 août.

Le Duc d'Orléans est Roi des Français et les Français sont Républicains. Je le suis moi-même plus que tous, à présent que la faiblesse de Charles X et du Dauphin, qui n'ont pas su se battre, m'a dégagé de ma superstition d'attachement pour eux.

M. M... vient de Normandie. Il a vu le triste cortège du Roi. Il est malade. La Dauphine et toute sa famille n'ont ni argent ni linge. La Duchesse de Berry est entrée à Aiglè dans une petite chambre où était Mme de Gontaut assise sur un matelas.

La Duchesse était vêtue en homme avec une petite redingote. Elle a dit à M. de Caumont (le Duc de Caumont-La Force) : — Allez, je vous en prie, m'acheter des mouchoirs, car je n'en ai pas.

— Madame, voulez-vous des mouchoirs de batiste ?

— Non, non, tout ce que vous pourrez trouver de moins cher !

Le général Talon, Henri de la Rochejacquelein, M. de la Salle, aide de camp du Roi, sont les seuls, près de lui, qui veuillent le suivre.

Vendredi 14 août.

J'ai vu d'H... — Les officiers qui ont défendu Charles X

jusqu'à la dernière extrémité sont bien reçus du roi Philippe... D'H... m'a dit un mot qui me fait craindre que les partisans de Louis-Philippe ne se trompent grossièrement. « *Il faut*, m'a-t-il dit, *que les troupes tirent sur une émeute, et non sur une révolution* ! »

Il croit qu'il est encore possible de résister au Peuple ! Erreur grossière !

Je lui ai dit que le Roi devait se déclarer franchement conservateur au nom du peuple et par son ordre et ne pas prétendre à la légitimité, car, de ce côté, c'est le Duc de Bordeaux qui est légitime.

Samedi 21 août.

Tous les journalistes ont espéré des places; quelques-uns ont donné ou vendu leur opinion au roi Louis-Philippe Ier dans cet espoir. — Comme tous les intrigants ont *espéré* jusqu'à présent, ils ont été d'accord. Tous ceux auxquels l'espoir manquera se sépareront et la division naîtra de là.

J'ai vu Buchez hier pour un journal dont il est question. Son idée est que le Roi soit la tête et le cocher de l'État, que la Chambre des Pairs et le Conseil soient composés des plus savants, et la Chambre des Députés, des industriels. — C'est bien. — Il veut s'opposer aux libéraux et les détruire avec une doctrine d'*unité*. — Je l'adopte; il faut la *France-Monarque*.

La France tombera infailliblement dans la Convention, qui ne peut être qu'un état *violent* et transitoire. — Une seule chose peut la sauver, c'est le pouvoir royal fortifié des idées du peuple.

21 août.

Le 29 juillet, ne voulant pas prendre parti contre la Garde Royale où j'avais servi neuf ans, j'ai armé huit hommes de ma maison, résolu à en empêcher l'entrée pour tous les partis. J'ai mis un moment la tête à la fenêtre; on m'a tiré trois coups de fusil dont les balles sont incrustées dans le mur au niveau de ma tête. Il ne pouvait être dans ma destinée de finir là !

30 septembre.

Depuis le 1er août jusqu'au 27 septembre, j'ai fait *la Maréchale d'Ancre*, drame en prose. — L'idée mère est l'*abolition de la peine de mort en matière politique*.

J'ai organisé plus régulièrement les manœuvres du 4e Bataillon de la 1re Légion.

16 octobre.

J'ai passé la soirée chez M. de Marmier mercredi dernier avec M. de La Fayette. Il m'a vu seul à la cheminée. Il est venu me parler pendant une heure de l'embarras de la circonstance (?). Il m'a dit qu'il aurait désiré que, dès l'origine, on mît dans la Charte l'article de l'abolition de la peine de mort, qu'il détestait les tribunaux politiques, que la mort des ministres serait un grand mal et les rendrait intéressants et martyrs, qu'il empêcherait autant qu'il serait en lui que l'on n'arrachât les coupables aux juges. Il ne le pourra pas.

Je l'ai regardé en face tout le temps qu'il a parlé, sans cligner la paupière un instant, à ma manière. C'est un homme grand et d'un aspect assez noble. Sa figure grimace quand il est intimidé, et la fixité de mes regards le déconcertait un peu et faisait qu'il cherchait ses expressions avec un peu d'embarras. Il avait un simple habit noir sans ordres, un chapeau rond à bords larges comme ceux des puritains américains, portait une cocarde tricolore, un col noir et un gilet blanc. Cet homme est un symbole de l'idée républicaine; mais il n'a que cette idée. Il n'est pas méchant. Il ne veut pas de sang.

On a fait la faute de discuter trop tard aux Chambres la peine de mort pour crime d'État. Cette exception a paru au peuple une pièce de circonstance. Il veut la mort des ministres et croit qu'on a voulu les lui soustraire. Il l'aura, cette mort, par la raison qu'il la veut.

La force publique est détruite. La révolution a fait en cela plus que de renverser une dynastie. Le peuple pourra faire ce qu'il voudra.

Dans la Terreur, un jeune homme comme Saint-Just, avec son habit bourgeois et sa ceinture rouge, commandait à des généraux, mais les soldats étaient respectés du peuple ; à présent, ils ne le sont plus et ne le seront jamais jusqu'à ce qu'une armée glorieuse et un grand général arrivent.

J'ai pris les armes dans la nuit et j'ai formé un bataillon carré et conduit trente prisonniers à la préfecture de police.

12 novembre.

J'ai dîné dimanche dernier chez le Roi; la Reine et Madame,

sœur du Roi, m'ont beaucoup parlé de *Cinq-Mars* et de mes ouvrages avec beaucoup de grâce. La famille est charmante de manières et les enfants de figure. Le Roi a de la dignité dans le visage comme dans les façons ; sa figure tient de Louis XIV et ses façons d'un paysan parvenu.

Le 30 octobre, j'ai terminé un drame en cinq actes : *La Maréchale d'Ancre*, commencé le 2 août de cette année. J'y travaillais par bouffées et par caprices. Je l'ai fait pour Mme Dorval ; je la crois la première tragédienne existante. C'est une femme de vingt-neuf ans, passionnée et spirituelle.

14 novembre.

Je continuerai *Éloa* ainsi :

Éloa est condamnée à animer successivement les corps de l'*Esclave* de l'antiquité, du *Serf* du moyen-âge, du *Salarié* moderne ; et toujours Éloa, au moment de l'affranchissement, ne peut en jouir et meurt pour retourner dans les bras de l'immortel malheureux.

Enfin elle est *mon âme* et souffre.

21 novembre.

Je commence un drame de *Madame Roland*, en attendant qu'on joue *la Maréchale d'Ancre*, et pour compléter mon idée en donnant à la fois un exemple d'assassinat juridique *par la Cour* et d'assassinat juridique *par le peuple*.

26 novembre.

Éd. m'est venu voir. Il m'a donné des particularités sur sa belle-mère. — Louis XVIII avait fait un testament en sa faveur et en celle de M. Decazes. — Charles X, en le voyant, le déchira. Mme du C... l'alla voir et lui montra un papier de Louis XVIII, qui faisait le Duc d'Orléans exécuteur de ses volontés.

Charles X fit tant qu'il l'obtint d'elle. Elle eut la faiblesse de le lui laisser ; il ne le rendit pas et, au lieu de lui donner le legs de Louis XVIII, il ne lui donna, dit Ed..., qu'une pension de soixante mille francs par an qu'elle vient de perdre.

Décembre.

Je m'occupe de la Doctrine de Saint-Simon...

Ses élèves sont surtout des économistes habiles et font les religieux pour séduire les artistes ; ceux de Bazard-Enfantin sont

panthéistes et ne donnent rien à l'avenir de l'âme ni à [mot illisible] individuelle de l'homme. Ils connaissent mieux Malthus que Platon.

Cette religion pourrait être dite : la *religion du Prolétaire*. Mais une théocratie philosophique ne peut être ainsi fondée *a priori*. — Elle annule l'individu sur la terre et tous dans l'Éternité.

4 décembre.

Bonaparte était à l'île de Sainte-Hélène : « Je veux laver mon pays, — vint lui dire un jeune capitaine anglais, — du *crime de votre mort. Venez! ma frégate est à vous!* »

Bonaparte baissa la tête et répondit : « *Il n'y a pas de rôle pour moi dans le monde; je reste.* »

Il avait raison ; ce fut bien dit. Il faut sentir son rôle sur ce théâtre et résister à la Destinée quand elle veut nous forcer à en jouer un ignoble et indigne de notre personnage.

J'aime ce trait. Quelqu'un qui l'avait su de M. de Las Cases (le fils) vient de me le dire.

Le triste destin ! dit Miller. Ah ! que c'est bien dit ! Triste, en effet !

6 décembre.

Il y a autre chose pour la société que des constitutions écrites, des lois écrites, des ordonnances écrites, il y a des mœurs, des convenances qui sont la vie d'une société civilisée. Ces lois de la coutume sont bien supérieures aux autres et plus morales, en ce sens qu'elles représentent mieux le degré de perfectionnement des mœurs. Je le prouverai par le roman de la duchesse de Portsmouth, où je veux peindre un homme toujours placé hors de l'influence des lois et très criminel, un autre toujours repris de justice et innocent. Le Parlement se désespère de ne pouvoir condamner le premier et absoudre le second.

6 décembre.

Je lis Gœthe : le théâtre.

Clavijo. — Tiré des mémoires de Beaumarchais. — Fable dont on aurait pu tirer meilleur parti. — Beaumarchais courant en Espagne venger sa sœur que Clavijo a promis d'épouser et abandonne. — Dénouement forcé et mauvais comme presque tous les dénouements du théâtre. — Je n'en connais pas quatre irréprochables dans les plus grands maîtres.

Stella. — C'est une sorte de problème sentimental mal résolu. Deux femmes qui n'ont plus de jeunesse se partagent facilement un homme qui n'a plus d'amour ; maïs donnez beauté aux unes, passion à l'autre et vous verrez si c'est possible.

Mercredi 9 décembre.

Spontini est venu me voir, présenté par David, le célèbre sculpteur; il m'a demandé de faire un opéra avec moi.

Sainte-Beuve m'a dit qu'il adoptait des Saint-Simoniens l'idée de l'abolition de l'héritage, mais qu'il répugnait à leur religion parce qu'il sent qu'elle détruit l'individu et la spontanéité, mais il croit, — et me l'a dit à part, — qu'ils s'empareront de la terre et que la secte deviendra religion.

Buchez est venu aussi, l'Arius des Saint-Simonistes.

11 décembre (a).

Le procès des ministres se fait à Paris. — Je commande seul le 4e bataillon; j'écris aux capitaines de n'obéir qu'à moi.

Les Coupables, de Gœthe. — Je les achève aujourd'hui. — C'est une jolie comédie en trois actes, sorte d'imbroglio. — Gœthe dit que la morale en est que celui qui se sent innocent jette la première pierre : je crois qu'il l'a trouvée après coup. Sœller, Alceste, Sophie et l'hôte, son père, se réunissent la nuit dans une chambre, Sœller pour voler, Sophie pour aimer, le père pour lire une lettre, Alceste pour aimer Sophie. Ils volent, aiment et lisent; explication ensuite.

11 décembre (b).

Un doute m'a saisi. — Le Christ même ne fut-il pas sceptique? — Oui, il le fut et d'un doute plein d'amour et de pitié pour l'humanité, cette pitié que j'ai personnalisée dans *Eloa*. — *Pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font!* C'est le doute même!

11 décembre (c).

Je hais les emplois publics; convaincu qu'il n'y a de véritable grandeur dans l'homme que lorsqu'il la puise en lui-même dans son caractère ou dans son génie, et non dans les mérites du commandement ou de l'obéissance.

Et aussi je les déteste parce qu'ils forcent à des réserves, des tons de hauteur qui sont le lot des imbéciles; et je les abhorre surtout parce qu'ils enveloppent tout homme d'un tissu délié,

d'un réseau d'occupations qui ne peuvent exercer que la cent-millième part de son intelligence, tandis que le reste est oisif

12 décembre, minuit.

J'ai lu en voiture *Goetz de Berlichingen*. — J'aime la scène du moine au premier acte. Ce jeune homme qui s'ennuie du couvent et envie l'armure du chevalier est assez primitif. — Il est beau, ce Goetz qui suit pas à pas le parjure, dans les forêts, comme un Dieu vengeur. — Mendo le bourreau.

19 décembre.

Il y a en *Devonshire* une ville nommée Penzance (Cornwall), port de mer italien pour la chaleur du climat. — J'irai vivre là plutôt que dans une petite ville ou grande ville de province en France.

19 décembre.

Habiles à détruire et inhabiles à fonder, voici les libéraux épouvantés de leur triomphe; Valentin de La Pelouze, chef du *Courrier français* et d'un bataillon de ma Légion, m'a confié ce matin les mêmes tristesses que Benjamin Constant avait livrées à la tribune. A travers ses confidences perçait le désir d'être au ministère : « *J'ai été vingt-deux ans chef de division aux Finances. — J'aimerais assez* VILLÈLE *aux Finances; c'est un homme d'affaires sans conviction.* »

Il disait du mal du petit Thiers; le parti vainqueur s'épure comme les royalistes en 1815. — Il a signé les ordonnances et a disparu, disait-il. — C'est du reste un homme qui a beaucoup d'aplomb et de jugement. — Il ne sait plus où trouver des hommes d'État.

Les tumultes populaires vont commencer. — M. de Marmier, vieux étourdi, courtisan sans cervelle, est l'homme qu'il faut pour tout perdre en compromettant la Garde Nationale. Il commencera la guerre civile, si on le laisse faire. Inconséquence des hommes, absurde charlatanisme! Il se réjouissait hier de ce que les troupes de ligne étaient disposées à faire feu, et la cendre des soldats de la Garde est maudite par lui tous les jours.

— Je reste à Paris par honneur et pour ne pas avoir l'air de fuir un danger, et je vais voir lutter, sous le prétexte du juge-

ment (1), des ambitieux orléanistes qui veulent conserver leurs places et des ambitieux républicains qui veulent en acquérir; à travers tous, quelques niais payés ou enivrés.

Le mépris m'étouffera quelque jour.

Lundi 20 décembre.

Assemblée chez le maire. — Il nous révèle le complot qui avait pour but de renverser le Gouvernement et pour prétexte le procès des ministres. — J'ai remarqué, lorsqu'il a demandé à chaque capitaine les dispositions de sa compagnie, que chacun répondait d'après l'influence qu'il croyait avoir plus que d'après ses observations sur l'esprit actuel de ses hommes. — La vanité de chacun et sa confiance en soi l'emportent sur le désir du vrai.

Tout ce jour, tout ce soir, sous les armes.

Mardi 21 décembre.

Tout le jour à la Chambre des Députés, sous les armes. — Ma Lydia ne peut se décider à partir seule pour la campagne.

Mercredi 22 décembre.

Je pars pour les rues. — Si, par hasard, j'y restais, je désire que MM. Brizeux, Antony Deschamps et Émile Deschamps, sous les yeux de ma chère Lydia, examinent avec soin mes portefeuilles et impriment ce qui est digne de mémoire à leur avis et *seulement* cela : *la Maréchale d'Ancre* tout entière, telle qu'elle est, et dédiée à M[me] Dorval ; — les fragments de romans qui sont en portefeuille; — *le Marchand de Venise*, — et, sous le titre de *Fragments*, les observations détachées qu'ils trouveront éparses dans mes livres de notes et les vers de mon album fermé.

— Aujourd'hui sera la crise du Gouvernement. — J'ai écrit à Londres.

Jeudi 23 décembre.

Ma Lydia est partie pour Bellefontaine. — J'ai passé toute la nuit sous les armes avec le bataillon. — Bivouac pittoresque!

(1) Des ministres de Charles X.

— Les gardes nationaux ont oublié le procès et se sont mis à danser.

Or, le matin, s'ils n'étaient pas venus à l'appel, la guerre civile eût commencé. Cette matinée qui a suivi la publication du jugement a été la plus critique de toutes. — La non-condamnation à mort avait trompé l'attente des Parisiens; on leur a escamoté dix ex-ministres en les disant condamnés à mort. La colère pouvait empêcher les citoyens de prendre les armes. Alors le peuple demandant la mort aurait forcé les prisons, délivré les forçats, pillé les maisons et suivi les chefs qui le menaient à la révolte.

L'artillerie est composée de jeunes hommes de lettres, avocats, médecins, théoristes sans propriété et quelques-uns sans industrie, initiés aux secrets de la Société des Amis du peuple; ils attendaient pour tourner que l'attitude de la Garde Nationale fût décidée : si, une fois, ils eussent paru à la tête du peuple, le reste de la Garde Nationale fût demeuré, sans agir, — dans cette neutralité sceptique qui est un des traits du caractère français, — tout était perdu. La guerre civile commençait.

Je pourrais faire un livre intitulé : *Histoire de la majorité neutre et sceptique*. — L'idée-mère serait que c'est une majorité grave, saine, laborieuse, qui, en tout temps, a sauvé la nation et l'a poussée au progrès. Elle ne se passionne pour aucun homme, pour aucune forme de gouvernement, mais pour les idées justes. Le *Bon sens* est, pour ainsi dire, son âme. C'est elle qui abandonna Bonaparte et l'armée à Waterloo. Aujourd'hui la *majorité neutre* vient d'arrêter des *meurtriers* par horreur du meurtre.

Vendredi 23 décembre.

Le Globe avoue que les principes révolutionnaires (qu'il veut faire exécuter) conduiraient dans peu à un précipice sans fond.

La Chambre des pairs est une aristocratie « bâtarde; » il faut la rendre élective, inamovible et non héréditaire. Un Montmorency représentait ce que représente un lord ; l'aristocratie féodale et territoriale, c'était bien. Mais que représente M. Lainé, un homme de talent apportant à la Chambre l'influence de ses lumières? Rien! Mais que représenterait son fils?

Rien, si ce n'est la mémoire de son père ; elle est mieux dans ses œuvres et sa biographie, et le fils tiendrait la place d'une influence.

A minuit.

La Révolution continue son cours. Elle avait payé un mouvement; la Garde Nationale l'a empêché; le parti va essayer de la désunir (1). Lorsqu'il y aura réussi commencera la guerre civile.

27 décembre.

Il y a grande difficulté à combiner passablement les cinq actes d'une tragédie. Mais je vois tant de sots s'en tirer que cela me confondrait, si je n'étais venu à penser un jour que ce ne sont autre chose que des gens qui résolvent un problème d'algèbre plus ou moins nettement; or combien d'algébristes sont des sots fieffés!

28 décembre.

Droit divin : principe. *Aristocratie* : corollaire. Enfantés par l'esprit d'orgueil. *Souveraineté du peuple* : principe. *Démocratie* : corollaire. Enfantés par l'esprit d'envie.

Voilà donc les dieux de la société humaine entre lesquels elle flotte depuis qu'elle s'est formée! Elle nage entre deux vices et entre deux absurdités. Qui osera dire à un enfant : « Choisis! »

Si quelque chose a empêché la société de périr dans ses continuels naufrages, c'est la souveraineté des plus intelligents de chaque époque. Ces rois, élus *d'eux-mêmes*, ont renoué ses liens le mieux possible avec des fictions habiles, car, avec quoi existerait un état factice, sinon avec des fictions?

L'équipage d'un vaisseau et son obéissance à un seul est un miracle de l'esprit social.

La garde nationale est le scepticisme armé.

1er janvier 1831.

La majorité sceptique est en garde contre les partis et leurs faux enthousiasmes, mais elle ne les attaque pas, elle ne se lève et ne s'indigne que lorsqu'elle est attaquée gravement. Elle frappe, ensuite se repose jusqu'à ce qu'on recommence à l'attaquer.

Mes amis du faubourg Saint-Germain ont été attendre le

(1) Lisez : De désunir la garde nationale.

résultat des événements dans leurs terres. A présent que le procès des ministres n'a pas causé la révolution qu'ils attendaient, ils m'écrivent et se rapprochent de moi. Ils me demandent s'ils peuvent revenir habiter Paris. Ils m'auraient accablé de calomnies, si Louis-Philippe eût été renversé et que la garde nationale eût été divisée par la guerre civile et se fût battue contre elle-même. Ils auraient dit : « Il est tué ! Tant pis pour lui ! Il a donné dans la Révolution ! » — A présent, ils pensent que le Roi est affermi et se rapprochent. — Camille d'Orglandes m'écrit le même jour que la duchesse de Maillé me prie de l'aller voir.

Les habitudes de faiblesse ont abâtardi la noblesse ancienne dans bien des familles. Au lieu d'émigrer, il fallait se mêler à la nation comme quelques-uns de nous viennent de le faire.

2 janvier.

La Fayette a vu avec étonnement l'indifférence avec laquelle on avait reçu sa démission ; il n'était plus temps. La liberté est la seule doctrine qui lui convienne ; il ne peut être quelque chose que dans l'opposition et par elle, embarrassé lorsqu'il est d'accord avec les pouvoirs constitués.

Il a vu une opposition républicaine se former sous lui, il s'est hâté de s'y jeter.

Les deux partis se dessinent plus fortement : la révolution de 1688, à sa tête, le Roi ; la révolution de 1791, à sa tête, La Fayette.

Les écoles sont républicaines, et le peuple napoléoniste.

Janvier.

Ce qui m'a fait le plus de tort dans ma vie, ç'a été d'avoir les cheveux blonds et la taille mince.

Pour en imposer au vulgaire, dans une réputation littéraire, il faut être d'une saleté repoussante et avoir une figure de cuistre, laide, repoussante et grimacière, un parler lourd et pédantesque ; pour les réputations militaires, une haute stature, une figure noire et barbue.

J'ai vu un général, passant la revue du 55e de ligne, où j'étais capitaine, s'arrêter et dire au colonel : « Voilà un capitaine élu sans doute par faveur ! » C'était par ancienneté après neuf ans de lieutenance. — « Vous avez de trop bonnes ma-

mières, mon ami, me dit Fontanges; j'ai eu peine à lui persuader que vous fussiez un excellent officier. »

J'ai connu de même un pair de France qui avait trouvé quelque profondeur de vues dans *Cinq-Mars* et mes poèmes, et désirait me connaître. Il fut stupéfait quand il me vit riant avec Delphine Gay et, de ce moment, me parut moins empressé; puériles imaginations des hommes !

5 janvier.

J'ai revu le *Tartuffe* pour la dixième fois, je crois. Le moraliste est ce qui domine dans Molière : les observations, portraits, maximes, sont le fond des tirades, trop longues parfois et déplacées selon la vérité, mais, à la fin, on s'aperçoit que ces longs passages forment un tissu d'idées, un ensemble très compact qui laisse dans la mémoire la *moralité*, l'*idée-mère* qu'il a voulu y jeter.

6 janvier.

Anatole de Montesquiou, chevalier d'honneur de la Reine, vient de me parler du jour où l'on a été à Neuilly offrir la couronne au Duc d'Orléans. — Montesquiou était près de la Duchesse; il la trouva toute en larmes. « C'est, lui dit-elle, la seconde fois qu'on vient de Paris et il s'est sauvé ; courez après lui, je vous en supplie, et ramenez-le ; on le croit au Raincy. » — Montesquiou se jette sur un cheval, part au galop, arrive au Raincy et trouve le Duc d'Orléans en calèche prêt à se sauver plus loin encore. — Il l'arrête : « Ce n'est pas de cela qu'il s'agit ! Mme la Duchesse veut vous parler; venez, monseigneur ! sauvez-nous de l'anarchie ! Ils ne veulent pas de M. le Duc de Bordeaux ; ils vous veulent ! Sauvez-nous de la République ! » Et, en passant devant Saint-Denis : « Voyez l'ombre de Louis XVIII, qui vous supplie de sauver la maison de Bourbon ! »

La Duchesse décida son mari à accepter.

Anatole a ajouté qu'il savait tout nouvellement des chefs du parti révolutionnaire que si le Duc de Bordeaux se fût présenté, on l'eût reconduit à ses parents, avec un sauf-conduit, avec de grands honneurs et une voiture à six chevaux, mais qu'on l'eût refusé pour Roi.

Mme de Gontaut avait offert de l'amener avec un général déguisé ; elle, en blanchisseuse, l'aurait conduit de Saint-Cloud

au Palais-Royal. Le Duc d'Orléans l'y attendait; la famille d'Orléans s'en réjouissait.

La Duchesse de Berry l'a d'abord voulu, puis a refusé, puis l'a voulu ; il n'était plus temps.

7 janvier.

Plus je vais, plus je méprise la popularité et ceux qui la recherchent. Une seule est digne d'être ambitionnée, c'est la popularité parmi l'aristocratie de l'intelligence, je la nommerais volontiers l'*Électivité*.

J'ai entendu des gens de la rue se disputer sur l'homme qui passait : « C'est le général *Lafayette*, disait l'un ; — non, Lafitte, disait l'autre, c'est le général *Lafitte!* » Quelle gloire que cette confusion !

8 janvier.

Il n'y a que les malheureux qui se battent bien, ceux à qui la misère de la guerre est plus douce que la misère de la paix.

Il faut se connaître et méditer longtemps sur sa spécialité avant d'écrire. Ce que je suis surtout (je crois), c'est *moraliste* et *dramatique* de forme, parce que j'ai l'œil pénétrant, sûr et enfoncé sous un grand front.

Grégoire VII qui a institué l'ordre social du moyen âge serait le héros d'une grande tragédie que je rêve depuis longtemps.

10 janvier.

Ce que les femmes aiment, c'est qu'on les aime. Voilà pourquoi tous les poètes et les écrivains les plus froids se sont évertués à faire les passionnés : *René*, *Lara*, etc... Il y en a un qui a été franc et s'est avoué froid et insouciant; il a confessé ses amours d'homme de lettres, nés dans le cerveau seulement, — et les femmes l'ont pris en haine pour cela; c'est Benjamin Constant, et *Adolphe* est son caractère.

11 janvier.

Napoléon de Dumas. — Mauvais ouvrage, mauvaise action !

La *Révolution de 1830*, journal du soir, dit aux ministres que leur conduite leur va bien mal, à eux qui étaient *carbonari* sous les Bourbons.

12 janvier.

En lisant Marlowe, poète anglais contemporain de Shaks-

peare, en 1616, je trouve une pièce intitulée : *Doctor Faustus*, jouée en 1590. Gœthe l'a traduite et imitée presque en entier et son *Faust* est regardé comme une création originale.

Marlowe a fait aussi *le Juif de Malte* qui a donné à Shakspeare l'idée de *Shylock*.

13 janvier.

Je conçois que Montesquieu ait écrit cette fadeur du *Temple de Gnide*, las de *l'Esprit des lois*, quand je viens de lire les sophismes et les arguments des journaux.

15 janvier.

C'est par colère contre le Roi que Dumas a jeté dans *Napoléon Bonaparte* des mots durs sur les Bourbons. « On a été ingrat envers moi, » dit-il. Il s'est jeté presque seul dans Soissons pour prendre les poudres dans les trois journées de Juillet. — Je lui ai reproché d'accabler des vaincus.

Que de poètes ne sont que plagiaires ! Il est triste d'en trouver d'illustres qui l'ont été souvent, trop souvent.

Gœthe a pris l'idée de *Faust* dans Marlowe et Walter Scott a pris à Gœthe (dans *Egmont*), la scène ravissante où Amy reçoit Leicester vêtu en grand seigneur.

17 janvier.

Je viens d'apprendre que j'ai été dénoncé chez le ministre de l'Intérieur comme carliste. — Quelques jours avant, comme républicain, au Palais-Royal. — Voilà à quoi sert le dévouement dans les temps de Révolution ! J'ai fait abnégation de mes goûts de solitude et de repos. J'ai exposé ma vie, sacrifié mon temps, altéré ma santé pour établir un peu d'ordre au milieu d'une anarchie sans limites et sans fond. — La garde nationale n'étant pas ce qu'elle devrait être, un *corps impartial*, je me suis trouvé soutenir le gouvernement et ses fautes. — Sans état, sans propriétés, pourquoi ai-je voulu soutenir la propriété qu'attaque l'industrie de toutes parts? — Parce que l'attaque a été faite avec violence et que je hais cette violence qui met la force physique au-dessus de la force spirituelle. Mais que sa forme soit la persuasion et je la favoriserai !

19 janvier.

Léon de Wailly, Antony Deschamps, Dubois (du *Globe*), Buchez, Émile Deschamps, sont de ces hommes nombreux en

France qui, pareils à Rivarol, dispersent leur esprit dans la journalière conversation et se fondent ainsi, comme le Rhin dans les sables.

Ils ont, comme tout Français, une imagination qui n'existe pas et n'a pas de corps par elle-même, si elle n'est mue par les accidents d'une vive contestation ou d'une émulation soudaine.

Les hommes méditatifs du moment sont rares. Cousin et Villemain ont besoin de leurs cours pour avoir du mouvement. —Brizeux a besoin de critique et est habile quand il a un corps à disséquer et analyser.—Victor Hugo prend partout et ne pense qu'à la forme. — Je ne vois que Lamartine qui n'ait besoin que de lui-même, et Ballanche, et peut-être moi, par haine de ce qu'ont fait les autres et par besoin de chercher en moi, dans mes entrailles, la source de mes inspirations; par coutume de m'analyser moi-même.

O François premier, François premier, toi seul as compris les Français lorsque tu pris la Salamandre pour symbole! — *François, vrai Français!* tu vivais dans le feu! Le feu est notre seul élément!

19 janvier.

J'ai lu l'*Egmont* de Gœthe. — Mauvais dénouement décousu et fait pour l'Opéra; Ferdinand est trop allemand dans son amitié et hors du sujet. — Claire finit mal; elle n'a qu'une scène charmante au troisième acte. Brackenbourg est une esquisse charmante dont Walter Scott a fait le portrait dans Tressilian de *Kenilworth*. — Albe est bien. — Silencieux, laconique. — Un beau dénouement est une rare chose et, quand il est beau, on s'aperçoit que c'est par une combinaison d'effets assez méprisable. — Jeu de marionnettes que le théâtre! pas de place pour le développement des caractères et la philosophie!

Si vous aviez la force de comprimer le sentiment violent de colère ou de crainte, qui vous emporte comme un ballon fait sa nacelle; si vous le comprimiez et l'étouffiez sur-le-champ par la pensée, qui examinerait attentivement la situation où vous êtes et, réfléchissant dessus, ferait taire le sang qui vous enivre le cœur et le cerveau; si vous aviez cette force, vous ne seriez jamais criminel!

Une faiblesse criminelle est une sorte d'ivresse, son habitude est donc pareille à l'ivrognerie!

26 avril.

Il y avait des philosophes stoïciens qui, excusant le suicide, l'appelaient εὔλογον ἐξαγωγήν : sortie raisonnable.

3 avril.

Situation.

Une barque à la mer — en danger. — On jette ce que l'on a de plus précieux.

Un paquet se trouve cher à la femme qui ne veut pas s'en dessaisir. Elle y cachait son amant; quand on veut le jeter, elle se jette avec lui.

Un vers

à ces enchanteresses
Les morts semblent vivants, les vivants semblent morts.

26 janvier.

Montrez-moi un principe juste en un homme juste, et je l'adorerai. Je serai de son parti. — Mais principes humains et hommes sont faux.

26 mars 1832.

Il n'y a qu'une idée bonne dans les institutions de Saint-Just, c'est celle-ci :

« On dit ordinairement : le citoyen est celui qui participe aux honneurs, aux dignités, — on se trompe ! Le voici, le citoyen ! C'est celui qui ne possède pas plus de biens que les lois ne permettent d'en posséder ; celui qui n'exerce point de magistrature et est indépendant de la responsabilité de ceux qui gouvernent.

« Quiconque est magistrat *n'est plus du peuple.* Il ne peut entrer dans le peuple aucun *pouvoir individuel.* Si les autorités faisaient partie du peuple, elles seraient plus puissantes que lui. Les *autorités* ne peuvent *affecter aucun rang* dans le peuple. Elles n'ont rang que par rapport aux *coupables* et aux lois. Un citoyen vertueux doit être plus considéré qu'un magistrat.

« Lorsqu'on parle à un fonctionnaire, on ne doit pas dire : citoyen ! — le titre est au-dessus de lui ! »

16 mai.

Le sang a ses buveurs, comme le vin. Rien ne les désaltère; ils n'en ont jamais assez et leur ivresse fait des lois au lieu de couplets.

1er Janvier 1834.

Pour *Stello*.

Après avoir démontré dans *Stello* que les poètes sont repoussés par les hommes politiques et dans *Daphné* qu'ils le sont par les masses quand ils jettent leur pensée dans le tourbillon profanateur des actions, le Docteur Noir lui dit :

— O Stello, sachez jouir de votre pensée et l'aimer isolée, cachée, et indépendante de ce que le monde en pourra faire.

Id.

La forme sera celle d'un compte rendu à sa maîtresse.

Trois volumes où l'homme raconte sa vie.

Récit de sa mort.

Sa vie commencera où a commencé sa destruction de la foi, elle est de quarante ans accomplis.

Un accident qu'il fait exprès de ne pas empêcher le fait mourir.

Le dernier trait est encore un trait prescrit par l'honneur.

Toute sa conduite est aussi parfaite qu'eût été celle d'un chrétien.

Elle a, de plus, qu'elle n'exige pas qu'il réprouve les faibles et blâme trop cruellement les faiblesses.

La fable doit être inventée dans ces limites.

18 janvier.

L'Amour, drame.

Un homme désespéré d'aimer, conduit à toutes les bassesses par une femme qui l'aime, qui lui est fidèle, qui n'est point vile, mais que l'amour-propre entraîne à faire faire des sacrifices pour lutter avec une autre femme. Cette autre veut se venger.

Les hommes et les femmes sont importunés de la vue de deux amants longtemps unis et qui se suffisent.

19 janvier.

Un singe qui, après avoir fumé une pipe, croirait qu'il est un homme, me représenterait parfaitement certains acteurs qui, après avoir représenté un grand caractère, croient l'avoir.

Gobert s'est cru Napoléon pendant un an et Samson M. de Talleyrand.

Daphné.

Les stoïciens étaient les *trappistes* de l'antiquité. Ils couchaient sur un bois de lit avec une paillasse.

Pour *Daphné.*

La poudre de diamant.

Les religions sont des œuvres de poésie. Elles élèvent des temples sur une idée pour la faire voir de loin et...

On devrait faire les mémoires d'une momie comme on fait ceux de la maréchale de Créquy; ce serait un bien beau livre d'histoire.

Platon dit : γνῶθι σεαυτόν et *age quod agis.*

Connais-toi toi-même et fais tes actions.

Agis dans le présent avec vigueur sans trop rêver à l'avenir.

Δαφνή

Stello étant les mémoires de mon âme, j'y mettrai ceci :

J'aime au théâtre que chaque personnage raisonne fortement dans son idée.

Excepté la poésie, tout est plus ou moins de la conversation écrite. — Ainsi, toute la prose de Montaigne, de Voltaire, etc.

Pour juger la conduite secrète ou future d'un homme, on ne se trompe guère en supposant tout ce qu'il y a de pis.

Δ

L'amour-propre des auteurs a des intervalles et des repos entre les publications et les critiques, celui des hommes d'action entre une entreprise et une autre; mais l'amour-propre des acteurs est toujours en exercice, il n'a pas le temps de dormir une heure.

Δ

L'homme, créature inachevée, tient encore du singe et du chien.

Imitation et servitude, séidisme dans les plus fiers.

M. de Charette vient de vendre tous ses biens et de donner la valeur d'un million (de la fortune de sa femme) à la Duchesse de Berry dans la dernière guerre de la Vendée. On ne le sait pas, il vit avec trois mille francs.

Quel bruit eût fait de son sacrifice le moindre écrivain ou joueur de presse !

Δαφνή

Julien donnait, faisait donner et recevait la mort avec le sourire sur les lèvres.

Sourire de pitié,
Sourire de paisible désespoir,
Le vôtre, ô Stello !

Δ

Le malheur des écrivains est qu'ils s'embarrassent peu de dire vrai, pourvu qu'ils disent ; — il est temps de ne chercher les paroles que dans sa conscience.

On se donne grand mouvement en attendant la mort, selon son tempérament et son caractère.

J'aime les airs qui fouettent le sang aux peuples comme *la Marseillaise*, mais cela ne vaut pas grand'chose comme musique ou poésie ; cela met en train les enfants.

Ce qu'on croit légèreté dans les Français est faiblesse de cerveau et incapacité d'attention.

12 janvier 1836.

M. de Sellon m'envoie de Genève une brochure nouvelle sur la peine de mort.

Il ressort du récit d'une exécution ce fait que :

Les juges ont condamné un scélérat, — (un temps très long s'étant écoulé jusqu'à l'exécution), — le bourreau a tué un homme régénéré, moral et chrétien.

22 mai 1836.

Daphné.

La femme est trop libre. Tous ses vices viennent de sa liberté et de la place qu'elle a dans la vie, trop grande, et n'ayant rien à faire.

Myrto (1).

Julien s'aperçoit que publier ses idées, c'est faire métier de femme. Poëte ou philosophe, on cherche des compliments, on

(1) C'est *Daphné*.

mendie l'éloge. Il y renonce. Il veut la gloire de l'action où l'homme commande. Mais Libanius lui fait voir qu'il mendie l'enthousiasme de l'armée et du peuple. Cependant, comme l'effet de ses idées est plus prompt, il continue.

L'ÉPREUVE, *plan de Drame.*

Un vieux ambitieux, vaincu dans son avarice par un rival plus riche et plus puissant que lui, qui veut le ruiner, entreprend de perdre et corrompre sa fille. Vertueuse comme Clarisse, elle résiste et est soutenue dans sa résistance par son amour pour un jeune homme obscur. Les lettres du prince de Condé ne la touchent pas, elle s'indigne contre son père et, dans une scène où son père l'enferme avec l'homme qui va arriver, au moment où son père va la laisser seule, après l'avoir supplié en se traînant sur les genoux, elle le poignarde. Le prince vient; c'était son amour; elle meurt d'effroi et de remords.

Que l'abbé de Lamennais avait déjà, en 1823, l'idée qu'il a mise en œuvre dans *l'Avenir :* il se trompe en cela, on l'excuse par amitié. Lamennais s'est contredit, s'est donné un démenti violent et a perdu sa place dans la société, — parce que l'on ne fait croire à une idée qu'en y ayant foi soi-même, du moins en apparence et avec persévérance.

Je ne sais qui a dit le premier que le vers alexandrin classique est un cache-sottise. Rien ne le prouve mieux que des pièces de Casimir de Lavigne (*sic*) et quelques autres.

La monotonie mal rimée engourdit l'indulgence du public.

Myrto (1).

(Diviniser la conscience) (2).

Julien ne cesse de l'interroger. Myrto est la dépositrice de ses idées.

Un retour sur soi-même nous agite en secret, malgré nous, et gronde sous le travail de la tête, au fond de notre cœur.

La Destinée m'a refusé la guerre que j'aimais; j'ai fait *Servitude et grandeur militaires* avec le désir de hâter la destruction de l'amour de la gloire guerrière que je n'ai pu conquérir et que le temps détruira tout à fait. Je suis poète et je vais écrire *Myrto* pour rapetisser la gloire des hommes d'action, mon-

(1) C'est *Daphne.*

(2) Cette ligne a paru dans le *Journal d'un poète*, sous la rubrique *Daphné.*

trer combien leur tâche est facile et misérable et que, s'il le fallait, l'âme la plus contemplative serait la plus grande dans l'action.

Quand je voudrai m'amuser à ce jeu des affaires publiques, je le prouverai par moi-même, mais rien d'assez grand ne s'offre à faire encore.

Cybèle ou les Pénates.

Stello sentait en lui une nature forte, saine et amoureuse. — Où donc est la vie?

Le Docteur dans la lutte : c'est la lutte que nous aimons et non le succès. En toute chose, il en est ainsi. La vie est un perpétuel combat; se faire des barrières pour les sauter, voilà toute l'occupation des hommes.

Jeudi 16 novembre 1837.

Aujourd'hui est mise en vente la première livraison de mes œuvres complètes et des *Poèmes*.

Les *Poèmes* sont tirés à dix-huit cents. *Cinq-Mars* est tiré à dix-huit cents.

***

6 décembre.

Ma vie est un drame perpétuel; je marche sur une poudrière.

Placé entre ma mère qu'une soudaine apoplexie m'enlèvera à la suite de quelque accès de colère, et ma femme contre qui ma mère s'emporte sans cesse, craignant la mort de l'une et l'affliction de l'autre également, ne pouvant faire cesser cette position, faute d'une fortune assez grande, ayant devant moi l'égoïsme millionnaire de mon beau-père, dont les revenus annuels sont de 40 000 livres sterling, c'est-à-dire un million, et qui prive de tout ses deux enfants du premier lit, — tout ce que me donnent mes travaux s'engloutit dans une maison que je rends plus heureuse et qui me rend malheureux.

10 avril.

La tête de La Mole, l'amant de Marguerite de Valois, vient d'être retrouvée dans la rivière, près de l'île des Cygnes, dans une cassette où elle l'avait fait enfermer.

Vendu à un historien, disent les journaux sans le nommer.

4 février.

Adolphe Dumas, l'auteur de la *Cité des hommes*, était un soir chez Michaud, de l'Académie française, et lui parlait de Ballanche, qui se présentait le lendemain pour l'Académie française :

— Ah ! parbleu, dit-il, puisque nous en parlons, dites-moi donc ses titres ! Qu'a-t-il écrit ?

Il ne connaissait pas le titre d'un seul des huit beaux volumes de ce grand écrivain ! On nomme, je crois, Dupaty.

Qu'est-ce donc que l'Académie, grand Dieu !

15 avril.

M. Mickiewitch (*sic*) (1), — auteur des *Pèlerins Polonais*, a fait un drame : *les Confédérés de Bar*, me consulte.

Avis donné de ne pas faire, du seul Français de la pièce, un rôle de niais !

26 janvier.

Plus attentif à voir mes idées publiées à travers les rangs de la société et germer par degrés, je suis plus satisfait d'un plagiat que d'un éloge. Aussi je viens de voir avec plaisir dans un journal démocratique : *le Bon sens*, du 2 janvier, mes propres expressions de *Servitude et grandeur* répétées dans un article politique :

« Dans ce grand naufrage des croyances, l'honneur est peut-être le seul frein moral qui nous soit resté ! »

Heureusement, comme un *frein* est plus utile à un cheval qu'à un vaisseau au milieu d'un naufrage, j'avais écrit (2) :

« Dans le naufrage universel des croyances, quels débris où se puissent rattacher encore les mains généreuses ? hors l'amour du luxe d'un jour, rien ne se voit à la surface de l'abîme... Un point m'a paru solide sur cette sombre mer... L'honneur... etc. »

4 février.

Je commence à écrire la *Seconde consultation du Docteur Noir*.

(1) C'est Mickiewicz, le grand poète et patriote polonais.

(2) Dans *Servitude et grandeur Militaires, la Canne de Jonc*, chap. X, conclusion. Vigny le cite en modifiant un peu le texte.

Lamuel (1). — Ce sera comme Stello, un triple roman patriotique, philosophique et politique.

Je n'ai personne en vue; mais Molière, en faisant *Tartuffe*, ne pensait à aucun homme en particulier; il pouvait se dire : *Qui se sent Tartuffe se mouche!*

Lundi 9 janvier.

Le ballon de M. Green part de la caserne Poissonnière. Sept hommes y montent. — La nacelle est faite en forme de panier d'osier parfaitement rond. L'intérieur doublé de drap vert renferme plusieurs sièges où tous les voyageurs sont assis.

Au-dessus de la nacelle est une couronne de fer d'une circonférence égale à celle de la nacelle même. A cette circonférence viennent aboutir les filets du ballon.

Le lest a été jeté trop tard par ménagement pour les spectateurs. Le ballon a heurté sa nacelle contre les murs d'une haute maison du faubourg Poissonnière.

Les Anglais remplissent la cour. Leur sentiment national, bien plus vif que le nôtre et plus unanime, les amène partout où un compatriote est en vue. — Par un froid extrême, jamais une duchesse française habitant Londres ne se lèverait à 8 heures du matin pour voir un ballon français. Il y avait là des lords et des ladies de très haut rang.

10 janvier.

Une chose curieuse, c'est à quel point les académiciens se prennent peu au sérieux. Leurs élections sont pour eux affaire de convenance, de relations, de famille et de politesse.

Du mérite et de la renommée littéraire, il n'en est pas question.

Maine-Giraud.

Lu Nicole (Le Décalogue).

Scrupules exagérés, quintessenciés, qui feraient tomber l'homme dans l'immobilité, l'impuissance et le crétinisme.

Après saint Augustin, il appelle l'amour : la pente, l'inclination et le poids de l'âme vers un objet.

C'est une chose merveilleuse que la facilité avec laquelle on s'oublie. — Mme de Maintenon et la duchesse de Portsmouth étaient en correspondance et faisaient tous leurs efforts pour

(1) C'est toujours *Daphné*, qui a sans cesse changé de nom dans la pensée de Vigny.

convertir des protestants. Il est probable qu'elles n'étaient pas tout à fait hypocrites et que, tout en servant les vues de leurs ennemis, elles se croyaient par moment catholiques et vertueuses. — On s'étourdit, on s'empêche de réfléchir très aisément.

19 septembre.

Les esprits vulgaires oublient tout de leurs grands voyages, excepté les accidents qui ont frappé leur faible mémoire par la peur. Précisément comme les petits enfants se souviennent des chutes et rien de plus.

En voyant jouer Shakspeare, quand Ariel s'envolait en chantant, je croyais entendre les adieux de l'âme de Shakspeare qui quittait le théâtre et les grottes de carton peint et l'ingrat public pour aller rêver et chanter sur les algues marines.

C'est Shakspeare qui pourrait dire, comme Baron, de générations en générations : « Ingrat public, que j'ai élevé ! »

Janvier 1840.

Newton dit que le globe tend à devenir un monceau de sables. La mer se retire tous les ans de quatre pouces.

Ces Alcibiades sans grâce ont voulu mutiler leur chien. Ils craignent ton nom et veulent le vulgariser et en finir avec lui par l'habitude.

Du *Saint-Simonisme*.

Il a altéré le caractère de la nation en ceci :

1) Qu'il a donné aux masses prolétaires, non le désir de travailler, mais celui de jouir dans l'oisiveté.

2) Aux hommes intelligents l'excès de vanité qui leur fait croire que, lorsque tout sera *à la capacité*, chacun, étant le plus *capable*, doit tout posséder.

3) Aux femmes la pensée d'une liberté folle et dominatrice dont leur nature les rend incapables.

Protestations. — Dans mon silence et ma solitude, on m'appelle à chanter cette arrivée des cendres ; je proteste contre elle.

7 juillet.

Le 6 juillet 1814, je recevais mon brevet de lieutenant de cavalerie aux compagnies rouges, gendarmes de la garde.

27 juillet.

Je désire, pour le Roi, qu'il ne cherche pas à présent à m'influencer pour donner ma voix à quelqu'un de sa cour pour l'élection académique.

Je serais forcé de dire comme le maréchal de la Feuillade à Baron, l'acteur qui jouait l'*Auguste* de Cinna : « Tu me gâtes le : Soyons amis ! »

En effet, si le Roi ne m'avait rappelé que pour cela, je dirais aussi : « Je remercierais le Roi de son amitié ! »

Jugement. — Si d'ici à l'élection, on ne me demande ma voix pour personne, je devrai penser que l'invitation du Roi fut un *acte généreux*. Si non, il perdra tout son prix (et ne sera qu'une manœuvre).

Réception à l'Académie.

A la prochaine entrevue, je lui parlerai moi-même (au Roi) de ce qui s'est passé, et lui ferai savoir la vérité et l'insolence avec laquelle on est venu me proposer un *marché* : la pairie échangée contre une rupture publique contre le passé.

22 mars.

Les usages de l'Académie ont cela de fatal qu'ils ne sont écrits nulle part et par conséquent vagues, affirmés par l'un, niés par l'autre et pleins d'écueils pour les récipiendaires.

Je demande copie du règlement que je n'ai jamais lu.

Lundi 23 mars.

J'ai écrit à M. Villemain pour lui rappeler qu'il est nécessaire de joindre mes lettres et les siennes aux procès-verbaux de l'Académie et le prier de le faire en cas qu'il l'ait oublié.

Mai (?).

M. Molé (1) a résolu un difficile problème. Il a été ridicule en étant insolent.

(1) Lors de la séance de réception d'Alfred de Vigny dans un discours demeuré fâcheusement célèbre.

Ordinairement on se sauve du ridicule par l'insolence; il les a réunis indissolublement.

Mai (?).

Je disais hier : « Je ne sais que le Pape qui, après avoir lancé une bulle, ait le droit de faire baiser sa mule. » — Je me refuse à la présentation.

Mai (?).

La question est pour moi de savoir par la suite des conversations de quelle vengeance ou de quelle haine M. Mo é s'est fait l'exécuteur.

Il peut y avoir :

1° Haine de femmes vieilles et dédaignées;

2° Haine d'auteurs envieux;

3° Haine du Roi même, à qui Villemain aura transmis mon refus de la *pairie pensionnée*, humiliant marché en échange d'un éloge que je n'ai pas fait dans mon discours.

Juillet 1846.

Sur un bal de la Cour.

Ce bal a été troublé par les rumeurs du peuple du faubourg Saint-Antoine le long des boulevards.

Lorsqu'un uniforme de général passait, le peuple criait: « *Cubières*, tu vas acheter un ministre ! » — A un uniforme d'État-major : « *Gudin*, tu vas voler au jeu ! »

On les avait instruits et ameutés pour ces insultes.

Le bal en prit un aspect d'abord un peu troublé.

La reine Christine était, ainsi que sa fille, entourée d'Espagnols. Narvaez a l'aspect d'un caporal d'infanterie, gros, lourd, coiffé d'une perruque noire comme d'un bonnet de soie, — brodé littéralement sur toutes les coutures d'un uniforme qui le presse comme l'écaille d'une tortue.

La plus belle des princesses est la Duchesse de Nemours.

La Duchesse d'Aumale a une distinction royale et bourbonienne dans le visage, et ses cheveux, d'un blond pâle, la font ressembler aux portraits des infantes d'Autriche de Murillo.

La Duchesse de Montpensier ressemble à une petite grisette française, visage rond et air commun dans les rues de Paris.

A. de Vigny.

L'ŒUVRE

DE

M. PAUL BOURGET

A l'automne de 1884, par un de ces temps mélancoliques et doux qui annoncent la Toussaint, deux pensionnaires du Lycée Henri IV se promenaient dans la cour des grands, autour d'un bizarre instrument de fer dressé sur un socle, entre quatre platanes, et qu'on appelait, je crois, « le Cosmographe. » C'était à la récréation de quatre heures, le seul vrai répit que nous eussions au cours d'une longue journée laborieuse, l'unique moment où, lâchés des salles d'études et des classes empestées, nous pouvions respirer un peu d'air pur, échapper pour quelques minutes à la cruelle obsession des examens et des soucis d'avenir, oublier avec l'invincible puissance de l'illusion juvénile les laideurs et les tristesses des choses, des âmes et des idées parmi lesquelles nous grandissions. On se confiait alors ses projets, ses enthousiasmes, ses découvertes littéraires... Soudain, l'un des adolescents s'arrêta devant le Cosmographe et, se frappant le front de l'index, il demanda tout à coup à son camarade :

— Connais-tu ces vers?

Et il se mit à réciter :

Vous m'avez dit : « Pourquoi cette amertume immense?... »

Il épiait l'effet sur le visage de l'autre.

Non! Son ami ne connaissait pas ces vers! Alors, celui qui

les connaissait et qui était déjà un musicien épris de belles sonorités verbales, se remit en marche et, les yeux mi-clos, comme pour mieux recueillir les sublimités que son ton et sa mine annonçaient, les deux mains jointes, tour à tour élevées en un geste d'adjuration pathétique, ou brusquement abaissées dans une attitude de prostration et de détresse catastrophique, il reprit, en tournant toujours autour du Cosmographe, selon le rythme immuable de ce qu'on appelait nos récréations :

Vous m'avez dit : « Pourquoi cette amertume immense?
Cet incurable ennui qui vous jette à genoux,
Et pourquoi ce dédain de vivre, qui commence
A prendre les meilleurs et les plus purs de nous? »

Je vous ai répondu : « Nous voulons trop du monde,
Et ce monde épuisé ne peut fournir assez
Pour remplir jusqu'aux bords notre âme trop profonde,
Car nous portons en nous tous les siècles passés.

Tous les rêves anciens qu'ont enfantés les hommes,
Tous les pleurs amassés depuis quatre mille ans
Nous ont fait les rêveurs malades que nous sommes,
Et nous sommes très vieux, et nos bras sont tremblants... »

Vous m'avez regardé sans presque me comprendre,
Et, triste, je sentis que je parlais bien mal.
Jamais pourtant, jamais mon cœur ne fut plus tendre :
A mes lèvres montait tout mon pauvre Idéal.

— Et voilà!... fit-il, en ouvrant et en écartant ses mains jointes, comme s'il répandait à ses pieds toute une corbeille de présents.

L'autre était transporté :

— De qui ces vers?

— D'un inconnu, d'un jeune poète qui s'appelle Paul Bourget!

Le récitateur se trompait : le poète d'*Edel*, des *Aveux*, de *la Vie inquiète* n'était pas si inconnu que cela, même des ordinaires lecteurs, en ces lointaines années 1884-85. Il avait déjà publié dans la Revue de Mme Edmond Adam ses *Essais de psychologie contemporaine*. Et cette publication avait été un événement littéraire. Les pauvres lycéens d'Henri IV, cloîtrés derrière les hautes murailles de leurs préaux et sévèrement sur-

veillés dans leurs lectures, étaient excusables d'ignorer ces merveilles déjà divulguées par les trompettes de la Renommée.

En tout cas, ces vers, chuchotés pendant les récréations, furent pour la plupart la révélation, ou plus exactement, la définition de tout un état d'âme encore trouble et à demi inconscient, qu'ils reconnaissaient en eux-mêmes, à travers les strophes du poète. De main en main, nous nous passâmes la coupe d'« amertume immense. » J'ignore si tous y ont bu avec la même avidité. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ce breuvage nouveau et un peu malsain ne laissa indifférent aucun d'entre nous. Nous étions là toute une jeunesse éprise de pensée et de poésie, pressée de s'affirmer à son tour et de faire son chemin dans le monde. Je les revois encore, ceux qui tournaient, en ce temps-là, autour du Cosmographe : c'était André Bellessort, Firmin Roz, Jean Carrère, Henry Bérenger, Philippe Berthelot, Paul Crampel, le futur explorateur de l'Afrique occidentale, — et beaucoup d'autres dont les noms m'échappent en ce moment. Dans ce milieu si divers, mais effervescent, les opinions pouvaient être divergentes, les goûts opposés, on n'en était pas moins fanatique de toute nouveauté. M. Paul Bourget y recruta sinon ses premiers, du moins ses plus fervents admirateurs. Si les uns avaient une prédilection exclusive pour les *Essais de psychologie*, les autres restèrent fidèles au poète des *Aveux*. Les vers, que je rappelais tout à l'heure, furent recopiés en cachette, pendant l'étude du soir, entre une dissertation philosophique et une composition latine. On les apprit par cœur, on les mit en bonne place dans les anthologies intimes que l'on se composait au hasard de ses lectures.

Pour moi, ces vers de jeune homme, si naïvement artificiels, si littérairement désespérés, ne sont jamais sortis de ma mémoire. Non seulement ils m'évoquent une des minutes les plus intenses de ma première jeunesse, une de ces admirations d'adolescent, souvent disproportionnées avec leur objet et qui, pourtant, bouleversent tout le tréfonds de l'âme, mais ils me remettent sous les yeux ma vie misérable et douloureuse d'écolier pauvre. Je les entends toujours, murmurés avec l'accent et les gestes du condisciple, qui, pour la première fois, me les récita dans cette cour du Lycée Henri IV, parmi le tumulte et les cris d'une récréation. Ils ressuscitent dans mon imagination le décor sévère qui nous environnait, le Quartier

Latin d'alors, ce petit monde scolaire où j'errais, le cœur et l'esprit en peine, où je me sentais un étranger, un exilé. Passer comme un étranger, — on disait alors par affectation de mysticisme littéraire : comme un pèlerin, — ne pas s'attacher à un monde toujours inégal à votre rêve, aller, aller sans trêve et sans but, à travers une succession de désenchantements proclamés avec ivresse, — c'était là ce que pleuraient les vers de la *Vie inquiète*, et cette poésie, qui prêchait le renoncement dans la désespérance et l'ataraxie dans l'agitation vaine, éveillait en nos âmes des échos fraternels.

A mes yeux d'écolier et d'étudiant, comme à ceux du poète, le monde où je vivais était triste et sans magnificence. Oui, ce quartier légendaire de la Jeunesse, de la Bohême et de la Fête perpétuelle, était pour moi sans joie. Sa gaieté me paraissait factice, menteuse ; elle sonnait faux à mes oreilles. Et comme elles me semblaient laides, sordides et décrépites, ces vieilles rues aux noms pédants, pleines de brasseries et de bouges d'étudiants, d'hôtels à punaises, de bouquinistes, de fours à bachot et de marchands de vin ! En hiver, à la nuit tombante, remonter la rue de la Montagne Sainte-Geneviève, ou la rue Descartes, ou la rue de l'Estrapade, ou la rue des Fossés Saint-Jacques, — quelle désolation ! Aujourd'hui encore, quand je m'y aventure, même à l'heure la plus lumineuse des plus beaux jours d'été, derrière ces façades encrassées d'une suie funèbre, ces vitres verdâtres comme une eau stagnante, j'entends un glas qui tinte. Déjà, il me fallait une grande abondance de lumière et de chaleur, et, de tous mes jeunes désirs, j'aspirais à la splendeur méridionale.

Aussi est-ce avec un soudain battement de cœur, une émotion grosse de pressentiments, que je m'arrêtais, au détour d'une rue de ce triste quartier, devant une invraisemblable apparition vénitienne, — la *Salute* avec son dôme, ses pots à feu, ses statues aériennes, surgissant sous les espèces de la grise et charmante église de la Sorbonne ; ou bien la lanterne de Saint-Pierre-de-Rome dominant les toits bardés de zinc et les tuyaux de cheminées, — un pan de mur où jouent de sobres motifs ornementaux, — un péristyle aux lourdes acanthes, comme ceux des temples antiques : — et c'était le Panthéon vu de la rue Cujas, ou de la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Mais l'illusion fascinatrice ne durait qu'un instant. Ces fantômes glacés d'une beauté lointaine

me laissaient plus mélancolique. Tout cela, décidément, était sans joie, sans chaleur rayonnante, sans charme attirant, sans bonhomie. Et si c'était quelquefois de la beauté réelle, c'était de la beauté en exil, — en exil comme moi-même. Je rentrais au Lycée, l'âme noyée de tristesse, — et, je me souviens : dans cette grande désolation des soirs de sortie, je n'avais d'autre réconfort, en montant au dortoir par un escalier monumental à double évolution, que de contempler, au-dessus de ma tête, au plus haut de la coupole, une grande fresque dans le goût classique, qui représentait la « gloire » de je ne sais plus quel saint, ravi au ciel, parmi les battements d'ailes et les musiques des séraphins. Et je finissais par m'endormir en rêvant de paradis perdus ou impossibles à conquérir...

Les poésies de M. Paul Bourget me sont donc restées chères, parce qu'elles évoquent pour moi ce cadre un peu désolant de notre adolescence et de notre jeunesse, avec tous les sentiments qui se rattachent à ce milieu et à cette minute de notre vie. Mais elles signifient davantage : elles expriment plus qu'un moment, — une véritable évolution, une manifestation nouvelle de la sensibilité française entre ces mornes années, qui vont de 1880 à 1885. Quel que soit le jugement que l'on porte, avec l'auteur lui-même, sur cette partie de son œuvre, il n'en est pas moins vrai qu'elle précisait une date de notre histoire intellectuelle et sentimentale.

Ce fut un moment de lassitude, où nous crûmes avoir perdu, avec le goût de l'action, le goût même de la vie. Nous affections en effet

... ce dédain de vivre qui commence
A prendre les meilleurs et les plus purs de nous...

La défaite de 1870 explique en grande partie cette lassitude. Quand on se sent des vaincus, quand on appartient à une nation humiliée, qu'on voit les grandes avenues de l'avenir barrées à toute initiative vraiment féconde, la tentation est bien forte de se retirer de la mêlée, et, comme on disait alors, de se proclamer « démissionnaires. » La jeunesse de ce temps-là portait d'ailleurs le poids d'une fatigue très ancienne, antérieure à la défaite :

Et nous sommes très vieux et nos bras sont tremblants...

Ses aînés avaient gaspillé leurs forces en une foule de luttes

stériles, qui épuisaient la vie morale et intellectuelle du pays, qui étaient même périlleuses pour son existence. La génération impériale avait apporté à la démolition de tout ce qui la gênait dans l'ordre de la pensée comme dans l'ordre de l'éthique et de la politique, une sorte d'allégresse barbare. Elle était fière, et, si l'on peut dire, heureuse de nier et de démolir. Elle exultait dans la négation et la démolition, elle y assouvissait une sorte de brutalité robuste et bien portante.

La génération de la Défaite goûta moins ces jeux d'enfants terribles. Elle ne pouvait pas y mettre la même vigueur, ni non plus le même cœur à l'ouvrage. Si elle ne dénonçait pas encore la faillite de la science, si, même, elle était dévotement scientiste, si elle se courbait avec humilité sous la règle de fer du déterminisme universel enseigné par les moindres professeurs de philosophie, — elle commençait à soupçonner que le joug de la science est beaucoup plus dur et plus désolant que celui de la foi. Eh ! quoi? pas d'autre perspective que celui d'un labeur acharné et, autant dire, sans espérance ? Etre le manœuvre qui apporte sa pierre à un édifice qui n'est pas fait pour lui, dont il ignore la destination et même l'utilité?... Par comparaison, la Foi en devenait aimable et presque riante. Le dilettantisme religieux, dont Renan avait adouci ses négations, offrait sa troublante équivoque. Beaucoup s'y laissaient glisser, et cela devenait un spleen d'une espèce infiniment distinguée. C'était « cet incurable ennui qui nous jette à genoux, » comme chantait le poète des *Aveux*. D'ailleurs, en ce moment, la religion était brutalement persécutée. Les âmes délicates, qui prennent d'instinct la défense du vaincu, les esprits subtils et un peu sophistes, qui éprouvent un attrait pour les causes désespérées, toute cette élite venue des points les plus divers de l'horizon, afficha un vague mysticisme littéraire, en manière de réaction contre la vulgarité ambiante.

C'était une façon de se démêler d'avec le commun. A ce moment-là, le besoin s'en faisait sentir plus impérieusement peut-être qu'à aucun autre. Les hommes de mon âge s'en souviennent : avec la grande ruée démagogique de 1880, ce fut à travers le pays, un débordement de grossièreté sans précédent, — grossièreté de la pensée, de la presse, du livre, des mœurs publiques et politiques. Les romanciers naturalistes, Zola en tête, s'acharnaient à nous démontrer que cette grossièreté était

dans la nature, que, dans tous les milieux et à toutes les époques, on retrouvait cet esclavage dégradant de l'instinct. Entraînés par nos maîtres, nous goûtions une sorte de sadisme intellectuel à nous dégrader nous-mêmes et à nous reconnaître sous les apparences de ces héros de roman qu'on nous donnait comme nos semblables, nos frères. Devant un type bien ignoble de la littérature d'alors, on ne se tenait pas de joie, on se pâmait d'admiration, en s'écriant : « Est-il ressemblant ! Comme c'est ça ! » A notre gré, il n'y avait jamais assez de fange et d'ignominies dans ces histoires.

Ce dilettantisme de l'ordure n'était pas plus sérieux que notre dilettantisme religieux. Cependant nous nous y abandonnions avec une belle candeur. Réellement, l'âme humaine nous apparaissait abjecte, le monde une bataille de brutes obscènes et sanguinaires. L'action était avilissante, la foi une des formes de l'éternelle illusion, la science harassante, chiche de jouissances et d'ailleurs si bornée dans ses affirmations ! Nous nous flattions naïvement d'avoir fait le tour de toutes les idées... Alors, à quoi se prendre, que devenir, puisque tout mentait, ou nous décevait, puisque tout était également vil ? Le pessimisme de Schopenhauer, qui commençait alors à se répandre en France, nous confirmait dans cette pensée que tout est vain. Nous ne savions pas y lire, — non plus d'ailleurs que dans Nietzsche, — ce qu'il contenait pour les Allemands et peut-être pour l'auteur lui-même : une exaltation paradoxale de la volonté : « La volonté est primaire, disait le philosophe de Francfort : l'intellect n'est que secondaire. » En d'autres termes, la volonté est l'étoffe dont est faite toute réalité, y compris nous-mêmes. Nous ne vîmes dans ces doctrines secrètement impérialistes que la négation du vouloir-vivre, la théorie bouddhiste du suicide individuel. Nous aboutissions au nihilisme radical. Et cependant nous n'avions pas le courage de le pratiquer.

Encore une fois, que nous restait-il?... L'amour peut-être, — l'amour, la manifestation la plus essentielle et la plus tyrannique de la volonté primordiale ?... Mais l'amour ment comme tout le reste, il est salissant et torturant lui aussi. Qu'importe ? Abîmons-nous en lui, avec la honte de nous livrer à l'instinct le plus bestial sans doute de notre nature, mais aussi avec la joie ou l'orgueil de satisfaire une des aspirations les plus hautes

de l'âme humaine : le besoin de se donner, de se sacrifier à quelque chose de plus grand, de moins éphémère que nous-mêmes. L'amour doit participer au divin, si ces mots ne sont pas vides de sens et s'il ne nous jette pas au sein de Dieu même. D'ailleurs, à quoi bon discuter ? tout nous y convie : la nature et notre cœur, l'ange et la bête que nous portons en nous... Sans doute ! mais pourquoi cet accouplement monstrueux ? Pourquoi ce besoin de pureté et de sacrifice, cette soif d'idéal au milieu des pires souillures et de toutes les lâchetés et de toutes les brutalités de l'égoïsme ? Pourquoi cette force mystérieuse, qui, sur la pente du gouffre où nous roulons, nous redresse vers nous ne savons quelles hauteurs ? Pourquoi, pourquoi?... Dans le premier de ses grands romans, M. Paul Bourget, s'il ne résolvait pas cette « cruelle énigme, » comme il l'appelait, nous en montrait du moins la signification tragique. Il suscitait en nous le désir inapaisable d'une réponse, — ou il nous conviait de la façon la plus pressante à méditer sur cette question qui se ramène, en fin de compte, au grand mystère chrétien de la double nature de l'homme.

Les jeunes gens d'aujourd'hui s'imaginent difficilement l'effet que produisit sur nous *Cruelle énigme*, ce livre comparable, à la fois par sa brièveté et son action sur la jeunesse, aux *Méditations* de Lamartine. Pour ceux qui avaient su par cœur *Edel* et *la Vie inquiète*, il devint le bréviaire de la vie nouvelle. Cette vie nouvelle, M. Paul Bourget nous en apparaissait comme le prophète et l'annonciateur. Dans nos chambres d'étudiants, à la place d'honneur, nous avions son image, une héliogravure qui représentait un jeune homme bien mis, les yeux baissés avec un air de recueillement, le front penché sous une chevelure en saule pleureur. La mode s'en mêla. Comme les héros intellectuels de ses romans, nous tapissions de photographies d'art les murs nus de nos « turnes. » Et, comme ses héroïnes, nous nous plaisions à lire ses livres sous la clarté douce d'une lampe à globe dépoli, que voilaient non pas les soies délicieusement passées ou les dentelles anciennes de Mme de Sauve ou de Mme Moraines, mais, — achetés au prochain bazar, — des mousselines ou des tulles brodés, qui imitaient la distinction de ces précieux tissus. Ces héroïnes elles-mêmes, nous les voyions, par l'incantation du romancier, se profiler devant nous, dans la pénombre du studio silencieux : « Les voyez-vous, nous disait-il,

courbées sur les pages de leur poète favori, ou bien, étendues sur leurs chaises-longues, poursuivant un rève, *nostalgiques et frémissantes...* » Ah ! que cela était donc bien dit ! Nous aussi, nous étions « nostalgiques et frémissants. » Nous frémissions d'une espérance encore confuse, et, si nous ne savions pas le but vers lequel nous marchions, nous nous étions déjà levés pour le retour...

On peut plaisanter cette sentimentalité aujourd'hui surannée. On peut sourire de ces belles pécheresses, à qui les dissertations du romancier chercheur de cruelles énigmes offraient de si faciles excuses. Les jeunes gens de 1885 étaient conquis par lui. Ce qu'ils percevaient surtout à travers ses livres, c'était comme un souffle d'affranchissement. Enfin ! on était sorti du cloaque naturaliste. Si l'on ne respirait pas encore le grand air des cimes, l'atmosphère, au moins, était débarrassée de ses miasmes les plus pestilentiels.

* * *

Les aventures de l'amour ainsi conçu par M. Paul Bourget, — de « l'amour moderne, » comme il l'appelle, amour souillé et pourtant épris de pureté, affreusement égoïste et brutal, et pourtant assoiffé d'idéal et de sacrifice, amour-spleen, amour morbide, qui courbe l'intellectuel sous la loi de l'instinct et qui, en même temps, l'exalte par des mirages de félicité impossible, en lui rappelant sa vraie nature qui est d'aimer le Bien unique, — tout cela s'exprime dans les premières œuvres du romancier et de l'essayiste. C'est ce qu'on est convenu d'appeler sa première manière. Pour moi, je suis convaincu que là est le vrai Bourget, ou du moins le plus intime, le plus naturel peut-être. Ce monde un peu trouble et malsain de la sentimentalité faussée ou aiguisée par l'intelligence, mêlée de luxure et de remords, sincère et factice tout ensemble, c'est le domaine où sans doute il se plaît davantage, c'est son jardin secret. Lui-même ne dissimule pas sa prédilection pour cet étrange livre qu'il a intitulé la *Physiologie de l'amour moderne*, où les propositions les plus hardies et quelquefois les plus cyniques voisinent avec des confessions douloureuses et contrites, où l'on entend le cri de détresse d'une conscience restée chrétienne, où la Courtisane, non pas même la Femme, est tour à tour adorée et maudite avec une virulence toute biblique, avec une sorte d'horreur

pour « l'enfant malade et douze fois impure, » — livre enfin où l'auteur a mis toutes ses complaisances. Au fond de ses premiers héros, il y a comme un catholique désaffecté qui se jette à la passion et à la sensualité amoureuses, au milieu de toutes les transes de la damnation et avec la peur de l'enfer.

C'est ce premier Bourget qui a séduit les femmes et les jeunes gens d'une génération déjà lointaine. La gloire du grand écrivain traditionnaliste et religieux qu'il est devenu, s'est édifiée en partie sur le charme de celui-là.

Ces œuvres de la première manière ont été surabondamment analysées et commentées. Les maîtres de la critique, de Ferdinand Brunetière et de Jules Lemaitre à Émile Faguet, ont écrit sur elles des études définitives. Dans cette Revue même, il n'y a pas bien longtemps, M. Victor Giraud consacrait à l'œuvre entière de l'écrivain deux grands articles qui semblent bien avoir épuisé la matière : le second Bourget y est caractérisé, lui aussi, dans ses tendances essentielles. Je n'ai pas la prétention de recommencer une besogne bien faite. Dans les livres appartenant à cette deuxième manière, je néglige le romancier et le conteur qui sont devenus et qui deviennent encore de plus en plus extraordinaires. Je voudrais seulement considérer ici le reconstructeur social, politique, idéologique et religieux.

Tout de suite, je m'empresse d'ajouter qu'il ne s'agit nullement d'établir une sorte de cloison étanche entre la première et la seconde manière. Le *Disciple* ne marque point à proprement parler une orientation nouvelle de l'écrivain. Ce roman, qui fit tant de bruit lors de son apparition, précise tout simplement et développe, avec un extrême éclat, des idées et des préoccupations déjà anciennes. Le Bourget sentimental de *Cruelle énigme* n'est pas mort à cette date. On peut même dire qu'il vit toujours ; que, maintenant encore, les deux grandes formes et les deux grands courants de son inspiration se mêlent et s'entre-pénètrent. On devine très bien à laquelle de ces deux inspirations il a donné son cœur. L'homme passionné n'a fait que se soumettre à une règle. A côté de l'œuvre de sa sensibilité, (déjà si imprégnée d'intelligence et de conscience morale), il a dressé l'œuvre de sa raison et de sa volonté. Il peut aimer toujours la première, — et je crois bien qu'il lui garde une tendresse persistante, — mais la seconde s'impose à lui avec une puissance si persuasive qu'elle fait taire la voix gémissante des

« vieilles amies, » comme saint Augustin appelait ses passions juvéniles.

Voyons donc ce que fut, chez l'écrivain parvenu à la pleine maîtrise de tous ses dons, cette œuvre austère de la raison et de la volonté.

***

Les circonstances historiques que nous traversons ont voulu que ce fût, avant tout, une œuvre de reconstruction.

M. Paul Bourget n'est pas seulement un analyste, d'une subtilité parfois excessive, poussée jusqu'à une virtuosité de dilettante, — c'est un grand esprit constructif. Dans « cette force architectonique, qui crée, qui coordonne et qui construit, » Gœthe voyait la faculté artiste par excellence et le signe le plus certain du génie. Or il se trouva que ce constructif fit ses débuts dans le monde littéraire, à une époque où les succès retentissants allaient aux destructeurs et aux négateurs. En tout cas, les destructeurs de ce temps-là niaient beaucoup plus qu'ils n'affirmaient. L'architecte futur tombait en pleine frénésie de démolition.

Deux principales théories régissaient alors les écoles littéraires : celle de l'impressionnisme et celle de l'impersonnalité.

La première, c'est la décadence réduite en système. C'est le découronnement et la mutilation à peu près complète de l'œuvre d'art. Sous prétexte que « nous sommes très vieux » et que « nos bras sont tremblants, » on va nous mettre à un régime de vieillards, un régime approprié à notre faiblesse et à notre décrépitude. Pour économiser le petit souffle de vie qui nous reste, nous pratiquerons la règle prudente du moindre effort. Plus de composition, plus de style, plus de grande imagination, de grands ensembles harmonieusement ordonnés, plus de sentiment, plus de pensée. La raison abdique : elle ne juge plus ces vaines apparences que sont nos actions et nos perceptions. Les nerfs malades de l'écrivain décadent deviennent l'unique mesure des choses : l'univers est, pour lui, une succession vertigineuse et d'ailleurs fatigante d'impressions. Quelques-unes suffisent à sa débile machine nerveuse, à condition qu'elles soient exquises autant qu'elles sont intenses...

Le Bourget des *Essais* se défendit mal d'abord contre ces élé-

gances. Lorsqu'il les étudia chez les frères de Goncourt, il en subit le charme, assurément très réel. Mais l'humaniste habitué au commerce des plus authentiques chefs-d'œuvre, le vigoureux esprit qu'il était déjà, esquissait, dès cette époque, une protestation contre ces périlleuses théories. Il montrait la dissolution, l'émiettement, la destruction en somme de l'œuvre d'art par l'esthétique impressionniste. Il feuilletait avec défiance ces livres où le plan est sacrifié au morceau à effet, le morceau à effet au paragraphe, le paragraphe à la phrase, la phrase à un accouplement d'épithètes, à un mot rare. Nous voici arrivés au terme le plus bas de la décomposition littéraire et au suprême degré du dilettantisme décadent.

L'autre théorie, celle de l'impersonnalité, soutenue principalement par Flaubert et Leconte de Lisle, est en apparence plus classique, plus conservatrice. Elle fait sa part à la tradition, elle ne croit pas que l'art date d'aujourd'hui et qu'il n'ait d'autre but que de traduire des impressions immédiates et momentanées. Elle exalte même certains maîtres, certaines grandes formes littéraires du passé. Il n'y a d'ailleurs, pour cette école, ni présent ni passé. La réalité apparaît à l'artiste hors de l'illusion du temps, comme une chose éternellement présente. Il joue devant elle le rôle d'un simple miroir, il est « le pur sujet connaissant. » Contempler, représenter, — représenter sans conclure, — telle est sa tâche, son unique tâche : « Vivre n'est point notre affaire, » répétait dédaigneusement le bon Flaubert... Là encore, le premier Bourget fut, un instant, séduit. Cependant, après avoir analysé l'œuvre entière du maître de Croisset, il risque quelques timides objections, qui vont se préciser et prendre toujours plus de poids, à mesure que son esprit se mûrira. Eh quoi? cette théorie de l'impersonnalité n'est-elle pas, en ses dogmes essentiels, une série de violents paradoxes? Pour « représenter, » il faut vivre, quoi qu'en pense Flaubert, — vivre au sens le plus large du mot, sous peine de ne donner de la réalité qu'une représentation incomplète ou superficielle. Il faut se mêler à la vie, il faut agir. Plus on aura agi, plus on aura élargi sa notion des choses. Et, d'autre part, l'artiste n'est pas seulement le pur miroir, « le pur sujet connaissant » qu'il voudrait être. Il n'est pas seul dans le monde. Il tient au monde et aux êtres qui l'entourent par une foule de liens, qu'il ne peut pas couper à sa guise. Il est d'une caste,

d'une patrie, d'une société qui lui imposent des *devoirs*, en échange de bienfaits, sans lesquels il ne pourrait ni vivre, ni contempler, — ni représenter. Enfin, il n'est pas seulement esprit, sujet connaissant : il est volonté, sensibilité, sentiment, conscience aussi. Qu'il le veuille ou non, il juge l'objet de sa contemplation, il prend parti dans le spectacle. Les conséquences d'une action ne sont point indifférentes. Bonnes ou mauvaises selon notre jugement, elles engagent la *responsabilité* de leur auteur... Et voilà formulées les deux grandes idées sur lesquelles va reposer toute l'œuvre du Bourget futur : celle d'obligation morale et celle de responsabilité. Certes, Flaubert ne les nie point dans la pratique et, même, dans ses livres, il resterait à voir si telles fautes, par exemple l'adultère, ne sont pas châtiées plus durement que chez l'auteur de *Mensonges*, ou de *Crime d'amour*. Mais il ne s'agit ici que de la théorie. Et il est certain que les théoriciens de l'impersonnalité, en réduisant la tâche de l'artiste à une certaine sorte de connaissance, suppriment, en lui, des facultés capitales, rétrécissent le champ de son art. Ces pensionnaires du Musée d'Alexandrie, ou ces ermites de la Tour d'ivoire respectent infiniment les bibliothèques, mais ils mutilent et ils diminuent l'âme humaine. Ces traditionnalistes continuent, à leur façon, l'œuvre des négateurs et des destructeurs du dernier siècle... A quoi Flaubert répondait, comme le diable à son saint Antoine : « Qu'importe ! Peut-être, d'ailleurs, qu'il n'y a rien? » Même le Bourget des débuts, même l'admirateur respectueux des grands mandarins littéraires d'alors ne pouvait pas se contenter de cette trop commode réponse. Il sentait bien qu'il est raisonnablement impossible de s'en tenir à cet instable point d'interrogation.

Mais l'enseignement qui se dégageait des œuvres inspirées par cette esthétique était encore un des plus négatifs et des plus stérilisants, qui ait jamais été proposé comme leçon de l'expérience, ou comme règle de conduite. D'abord, le scepticisme absolu d'un Flaubert, — car personne n'a été plus radicalement sceptique que lui, pas même Renan, qui croyait à la science et qui attribuait une valeur objective à la foi, — et, avec ce scepticisme, le pessimisme noir qui en est la conséquence. « Le Révérend Père Cruchard, des Barnabites, aumônier des Dames de la Désillusion, » comme il aimait à s'appeler lui-même, a été réellement un grand désenchanté, l'homme qui n'a plus d'espé-

rance, et qui ne sait même pas s'il est raisonnable de ne plus espérer : *Cruchard* implique une très sincère humilité intellectuelle, une véritable abdication de la pensée. Dans ces conditions, la science, l'art, la spéculation, ne sont plus que des panacées empiriques pour adoucir, ou pour calmer, la douleur de vivre, une façon de tuer le temps. Il faut bien s'occuper, oublier sa détresse dans la contemplation des choses, ou des autres âmes.

Quant à la morale, Flaubert en a tout de même une, et aussi une politique qui est en contradiction avec son système. A de certains moments, ce sceptique croit à une justice supérieure aux éthiques et à une politique rationnelle supérieure aux vieilles routines gouvernementales. Mais ses doctrines l'obligent à conclure que le bien et le mal sont affaire de convention. Et il en arrive à définir la vertu comme une sorte d'impuissance à nuire, une lassitude de mal faire, pour ne pas dire une lassitude d'agir. Un moment viendra, dit-il, où « on n'aura plus besoin d'aucuns *bons sentiments,* » c'est-à-dire d'aucune règle ou d'aucune inclination morale. On s'abstiendra du mal par sagesse désabusée, par le sentiment que c'est inutile. En réalité, on n'aura plus besoin de morale, parce qu'on n'aura plus besoin d'agir. En fin de compte, c'est à l'ataraxie bouddhiste qu'on nous mène, à la mort de l'individu, à l'anéantissement. Et c'est le temps où Leconte de Lisle chantait :

Et toi, divine mort, où tout rentre et s'efface,
Accueille tes enfants dans ton sein étoilé!
Affranchis-nous du temps, du nombre et de l'espace,
Et rends-nous le repos que la vie a troublé!

Les *Essais de psychologie contemporaine* déguisaient mal l'épouvante de l'auteur devant ces doctrines nihilistes. Le scientisme d'un Taine ou d'un Renan ne l'inquiétait pas moins. Si ces puissants esprits étaient crus, c'était l'âme humaine encore une fois découronnée, d'immenses régions de l'intelligence fermées à la spéculation, les facultés mystiques et métaphysiques désormais sans emploi, le sentiment religieux détruit ou mué en une vague sentimentalité sans vocabulaire précis et sans objet, quelque chose de bâtard et d'indécis entre la religiosité et la philosophie. Et enfin ces rigoureux scientistes, outre ce qu'il y avait de désespérant et d'inhumain dans leurs théories,

laissaient toujours pendant, malgré leurs protestations, le grand problème de la morale, en niant la liberté. Ces fervents de la science et de la civilisation ne se rendaient pas compte qu'ils en ébranlaient les fondements et qu'ils livraient le monde à la brutalité déchaînée des instincts, en niant, en somme, l'idée de sacrifice avec l'idée religieuse qui en est le support, comme elle est la clé de voûte de tout.

C'était bien pis, si l'on descendait aux formes inférieures du scientisme, tel qu'il se manifeste chez les écrivains naturalistes et en particulier chez Zola. Une basse crédulité scientifique rétrécissait encore chez ceux-là le champ de l'intelligence. Le contenu de l'esprit humain se réduisait à quelques grossières hypothèses acceptées comme article de foi, — son idéal, si l'on ose dire, à l'hypothèse plus invérifiable encore et plus invraisemblable d'on ne sait quel progrès indéfini. Finalement, ces manœuvres de la pensée aboutissaient à une sorte de religion de la nature considérée comme l'unique vérité, l'unique réalité, la source de l'unique bien auquel l'humanité puisse prétendre. Et c'était la bride lâchée aux pires instincts, sous prétexte qu'ils sont, eux aussi, dans la nature. La bête triomphait avec l'avènement de la raison. Comme le dit profondément François de Curel, dans *la Fille sauvage* : « La raison n'a pu nous affranchir de l'animalité qu'en nous conduisant au pied des autels. Veut-elle aller plus loin et nous installer sur l'autel même, elle n'y asseoit plus que la Brute... »

La brute est, par essence, révolutionnaire. Elle commence par se ruer et par saccager autour d'elle tout ce qui la gêne : les hommes, les institutions, les morales, les idées et les religions. Elle est plus redoutable encore, lorsqu'elle a des prétentions scientifiques. Or la science positive date d'hier : elle a le dédain du passé et de la tradition, qui n'est que l'expérience humaine capitalisée au cours des siècles. Si le naturalisme scientifique et révolutionnaire l'emportait, ce serait, avec notre histoire, l'acquis le plus précieux de notre race jeté à l'égout. Ou bien il sert à justifier l'assouvissement des plus bas appétits, ou bien, sous prétexte d'organisation rationnelle, de solidarité sociale, il courbe l'individu sous un esclavage impitoyable, tel que le monde n'en a jamais connu. Sous prétexte de mater les instincts, de discipliner les masses, il tue les esprits et les âmes : ou l'anarchie soviétique de la Russie actuelle, ou bien le capo-

ralisme durement organisé de l'Allemagne césarienne ou socialiste. D'un côté, une barbarie sanguinaire et destructive, de l'autre une civilisation sans âme, sans liberté, sans espérance, qui dissimule à peine le retour pur et simple à la brutalité primitive.

Sans doute, tous les révolutionnaires n'appartiennent pas à cette espèce horrifique. Il en est qui sont des dilettantes et des raffinés, des lettrés délicats qui savent cueillir dans les vergers de la tradition des fruits juteux à leur convenance. S'ils s'appliquent à détruire tout un ordre social, à ruiner des idées essentielles, c'est avec douceur et avec élégance. Ils sont forts sans éclat. La volupté est plus dissolvante que la violence. Mais on n'édifie rien sur elle. La devise de Thélème : « Fay ce que plaict! » équivaut, en fin de compte, au chant des hordes barbares en marche sur les capitales gorgées de richesses et d'œuvres d'art. Ce laxisme est destructeur et meurtrier. Du fond d'une bibliothèque, il donne le signal aux incendiaires. Il sonne le glas des civilisations, qui ne sont qu'une longue victoire sur l'instinct et sur le plaisir, un fruit de la douleur et du sacrifice. Et ainsi les doux nous mènent au désastre comme les forcenés.



Entre 1880 et 1883, lorsque M. Paul Bourget écrivait les *Essais*, ces conséquences de l'œuvre de démolition intellectuelle poursuivie pendant plus d'un siècle, n'étaient pas encore extrêmement apparentes. L'avènement définitif de la démagogie précipita les symptômes du mal. Il suffit de quelques années pour en manifester les progrès, la puissance nocive et de plus en plus destructrice. L'auteur de *Mensonges* en fut frappé, et, comme il était une conscience, en même temps qu'une haute intelligence, il se demanda quelle part la littérature avait dans cette contagion corruptrice et désorganisatrice, et si le premier devoir de l'écrivain n'était point, dans la mesure de ses forces, de l'enrayer.

Se mettre en travers du mouvement, cela suppose un assez beau courage. Cela suppose une manière d'héroïsme intellectuel, si l'on songe à l'entraînement révolutionnaire que subissait presque toute la France d'alors. Les forces dissolvantes avaient envahi à peu près tous les domaines de l'activité et de la pen-

sée nationales. Les esprits les plus délicats et les plus fermes, les cœurs les plus hauts en étaient plus ou moins touchés. Les mots de progrès, d'avenir, de libération, de marche en avant de l'espèce humaine, d'exploitation et de mise en valeur de la planète, — toute cette phraséologie fascinait, éblouissait une génération, dont les pédagogues considéraient la Révolution comme un dogme, une religion nouvelle. M. Paul Bourget, au milieu de cet entraînement universel, allait-il faire bande à part, devenir un « réactionnaire ? » Quelle honte et quelle infamie, après avoir donné de si belles espérances au parti des lumières !

Ainsi raisonnaient les gens pour qui le mot « réactionnaire » comporte une signification flétrissante, ou tout au moins péjorative. Comment ceux qui en usent dans ce sens-là, ne s'aperçoivent- ils pas, ou ne se souviennent-ils pas que la *réaction* est la fonction vitale par excellence ? Quand un organisme ne réagit plus contre les influences qui tendent à le dissocier et à le dissoudre, il est tout près de la mort. Les mêmes gens ne réfléchissent pas que le mot *avenir* n'est nullement synonyme de *progrès*. Pour un tuberculeux, pour un homme atteint d'une maladie mortelle, l'avenir ne peut avoir rien de riant ni de fascinateur : ce qu'il faut avant toutes choses au malade, c'est un médecin qui enraye sa maladie, qui conjure pour lui le fatal avenir. Et, même en admettant que l'actuelle humanité soit en voie de progrès (hypothèse monstrueuse pour quiconque se représente avec des yeux de voyant ce qui se passe dans notre seule Europe), ce progrès n'a jamais été, ne pourra jamais être indéfini. Les périodes de civilisation intensive sont toujours suivies de chutes profondes. Sans cesse, il faut refaire ce qui a été défait, — et on ne le refait jamais complètement. Les gains n'équilibrent jamais complètement les pertes, ou, si par hasard, au prix de longs efforts, cet équilibre finit par se réaliser, il est éminemment instable. Demain le fléau de la balance folle va exécuter un nouveau plongeon déficitaire.

Flaubert se moquait beaucoup de son ami Maxime Du Camp qui donnait dans ce qu'il appelait « la truculente facétie » du Progrès; qui ne voulait bouder aucune nouveauté, qui entendait dire oui à tout ce qui naît, bon ou mauvais, au hasard des naissances; — qui enfin ne voyait rien de plus beau, de plus désirable, ni de plus glorieux que d'être « dans le train, dans le

mouvement. » L'auteur de *Madame Bovary* comparait son ancien ami à ces chevaux de rouliers, qu'on attache à la queue des charrettes pour descendre les côtes. Ces braves bêtes peuvent avoir l'illusion, elles aussi, qu'elles sont « dans le train, » et même qu'elles entraînent tout le train à leur derrière, alors qu'en réalité elles suivent la charrette qui dégringole vers les fondrières et les précipices...

De bonne heure, M. Paul Bourget eut la vision du précipice où courait toute une génération de Français. Dès avant 1889, l'époque où il publia son *Disciple*, il sentit que le moment de la réaction vitale et salutaire était venu. Ses aînés, ses maîtres les plus illustres l'avaient eux-mêmes pressenti avant lui. Taine, dans ses *Origines de la France contemporaine*, montrait à quel danger s'expose un pays, qui ne veut rien connaître ni du monde extérieur ni de sa propre tradition, qui nie l'expérience du passé, pour construire a priori tout un édifice politique, et qui finalement abdique entre les mains d'une poignée de démagogues, parce que ceux-ci promettent de gorger les foules et d'assouvir leurs bas instincts. De son côté, Renan, au lendemain de la guerre de 1870, avait tracé, — dans cette Revue même, — un magnifique programme de réforme et de régénération nationale. Ce programme était nettement autoritaire et traditionnaliste. Seulement, l'auteur de la *Vie de Jésus*, par une de ces volte-face déconcertantes dont il était coutumier, concluait à l'impossibilité de la réforme si éloquemment exposée par lui : tout cela était bel et bon, mais tout cela était chimérique. Renan croyait à l'avenir des démocraties. Contre ce flot montant, aucune digue ne pouvait résister. Certes, c'était une perspective peu séduisante, mais il fallait, selon lui, se résigner à subir l'inondation. Pour nous défendre de l'Allemagne menaçante de ce temps-là, nous n'avions d'autre moyen à notre portée que de lui inoculer à son tour le virus démocratique. Cette contagion paraissait inévitable. C'était une fatalité, une nécessité qui découlait des lois mêmes de l'histoire. Ainsi la conviction désolante de Renan reposait, en dernière analyse, sur le scientisme. Le scientisme était le nœud de toutes les difficultés qui, dans l'ordre politique, comme dans l'ordre moral et intellectuel, s'opposaient à un grand effort de rénovation.

M. Paul Bourget lui donna le premier coup dans *le Disciple*. Taine ne s'y trompa point. Il accusa le jeune romancier d'avoir

écrit un réquisitoire contre la science, et, — chose plus inattendue, — contre la morale. Il soutenait que, plus une doctrine est déterministe, plus sa morale est rigoureuse; que, par conséquent, le criminel Robert Greslou, le héros du livre, qui est un fervent adepte des théories déterministes, doit en même temps, s'il est logique avec lui-même, se considérer comme un grand coupable. Il est bien possible que les puritains qui croyaient à la prédestination, c'est-à-dire à une sorte de déterminisme moral, aient été des moralistes farouches. Mais, en dépit de toutes les arguties, le châtiment du criminel par la société ou par un justicier quelconque, nous apparaît comme une iniquité, si cet homme n'est pas libre. Le monde nous devient non seulement inhabitable, mais inintelligible, si la justice est désarmée et si nous n'admettons cet élément, en apparence perturbateur, qu'est la liberté humaine au milieu des lois nécessaires qui, pour notre entendement, régissent l'univers. Il faut donc que nous soyons libres, qu'il y ait un accord mystérieux entre le monde de la liberté et le monde du déterminisme. Et, s'il y a une liberté, c'est qu'il y a un bien et un mal. Nos actions ne sont plus seulement un spectacle, un objet de contemplation pour le « pur sujet connaissant : » elles sont en soi bonnes ou mauvaises. Il dépend de nous de créer du bien ou du mal : l'idée de responsabilité apparaît. Le point de vue de Flaubert se complète par celui de Bourget.

Pour l'auteur du *Disciple*, en effet, l'âme humaine n'est plus seulement un simple mécanisme d'horlogerie spirituelle, c'est une force libre ou esclave, qui crée de la douleur ou de la joie, de la laideur ou de la beauté, suivant qu'elle agit d'accord avec un ordre mystérieux et pourtant perceptible par la conscience, ou qu'elle se laisse aller, par le poids de ses passions, dans le sens du désordre, de la douleur et de la mort. Ici surtout l'arbre est jugé par son fruit. Si l'on choisit d'œuvrer dans le sens de l'ordre et de la vie, avec quelle attention scrupuleuse ne doit-on pas peser le moindre de ses actes? Le monde est, pour chacun de nous, un perpétuel drame en action, une activité qui engendre à l'infini une postérité toujours en travail de bonnes ou de mauvaises œuvres.

Il y a un ordre d'en bas et un ordre d'en haut, celui du déterminisme et celui de la grâce, celui de la matière et celui de

l'esprit. Comme nous ne pouvons pas ne pas agir, comme la moindre de nos actions se propage en répercussions illimitées à travers le vaste monde, n'avons-nous pas un intérêt primordial à l'harmoniser avec l'ordre qui est le fondement de notre vie et de notre bien, comme de la vie et du bien de tous? Et cet accord, est-ce une chose si claire, si facile à trouver? Avec l'idée de responsabilité, celle du « cas de conscience » est réintroduite par M. Paul Bourget dans la littérature.

C'était là toute une conception nouvelle de l'art et de la vie.



Comme toutes les nouveautés, celle-ci n'était qu'un retour, une remise en lumière d'une conception essentielle et fondamentale, momentanément abandonnée ou obscurcie.

En somme, M. Paul Bourget revenait à une très vieille idée chrétienne, celle de l'opposition de la nature et de la grâce, si tragiquement commentée et illustrée par Pascal. Entre le monde de la grâce et celui de la nature, entre le plan de la nécessité matérielle et celui du libre arbitre, le christianisme fournit l'accord, établit en quelque sorte le passage. Il est l'adaptation la plus parfaite que l'on connaisse non seulement de l'absolu au relatif, mais de l'activité humaine aux lois, aux conditions et aux circonstances de la pratique. De sorte que, même pour un observateur étranger au christianisme, tout se passe néanmoins dans le monde comme si le christianisme était vrai. Les drames de l'histoire et de la vie privée ne font que confirmer le Décalogue éternel.

Ainsi l'expérience, — l'expérience scientifique et philosophique, — ne fait qu'apporter des preuves en faveur du contenu le plus irréductible de la tradition, de ces idées anciennes comme le monde, sur quoi repose, avec la vie traditionnelle d'un pays, l'existence de toute civilisation. Ainsi les démolisseurs se sont trompés. Ils ont accompli une tâche funeste, mortelle, en ce sens qu'elle est contraire au bien et à la vie même du civilisé. Pour employer une expression qui lui est chère, M. Paul Bourget va donc reprendre leur tâche « à pied d'œuvre : » il va relever ce qu'ils ont détruit. Il sera le Reconstructeur.

Certains avaient nié la famille et même la race. Lui, il écrit

Un Divorce, *l'Étape*, *l'Émigré*, pour montrer le dédale de contradictions, l'enchaînement de difficultés inextricables et de tragédies domestiques, les morts enfin, les dissolutions irrémédiables auxquelles est exposée une société par l'affaissement de ces réalités antiques et vénérables. Dans *Cosmopolis* et en une foule d'autres endroits, il reprend la même démonstration pour l'idée de patrie. Dans *le Disciple*, il avait déjà restauré, avec l'idée de liberté morale, celle de responsabilité. Dans *le Démon de Midi*, il affirme la nécessité d'une discipline de l'esprit et des mœurs, et, conséquemment, d'une autorité supérieure à toute discussion, d'un magistère infaillible qui règle cette discipline. Dans *le Sens de la mort*, il institue une expérience, qui, en face des droits de la raison, légitime une fois de plus les droits de la foi. Le sens de la mort y devient le sens de la vie. L'auteur y projette une éclatante et neuve lumière sur cette idée que la vie humaine n'est possible et le monde habitable qu'à la condition de se nier elle-même par le sacrifice, que la réalité est absurde sans le mystère qui paraît l'absurdité même et qui pourtant lui donne l'unique sens possible. Et, d'une façon générale, on peut dire que l'œuvre entière de M. Paul Bourget ne fait que nous représenter sous une forme dramatique la nécessité sociale de l'ordre, de l'autorité, des aristocraties permanentes et traditionnelles, — le rôle vital des élites.

Ainsi, grâce à lui, le chantier de démolitions est déblayé. L'affreux cauchemar des ouvriers de mort est exorcisé. Le monde n'est plus un bagne où l'homme est condamné aux travaux forcés, sans but et sans espérance. L'idée barbare de Progrès indéfini et d'Évolution sans terme est remplacée par l'idée aristotélicienne de perfection. Pour le Stagirite, en effet, l'Infini équivaut à l'Indéterminé, c'est-à-dire au Non-être. Le véritable Absolu, c'est le Parfait. La Réalité suprême est achevée comme un chef-d'œuvre de l'art. Elle se suffit à elle-même. Elle existe en soi et par soi. Cette conception, toute baignée de grâce et de lumière par le génie grec, M. Bourget la rajeunit et la fait sienne. Il nous rapprend la voie véritable du progrès, qui est celle de la perfection. Il n'y a de progrès que dans le sens du parfait. Tout ce qui s'écarte du parfait, c'est-à-dire de l'ordre, de la beauté, de la bonté, de la vérité dans le domaine des institutions, des mœurs et des idées, doit être considéré comme une régression. Mais cet ordre ne se fonde que sur le réel, sa méthode

est une méthode éminemment expérimentale. L'ordre factice des utopistes révolutionnaires, établi au détriment de l'ordre véritable, produit inévitablement le retour à la barbarie.

Voilà donc toutes les équivoques dissipées, démasqués les vieux mots menteurs qui, sous des apparences de libération et de vie, ne cachaient que la dégradation, la servitude et la mort. Nous savons dans quelle direction nous devons œuvrer, pour que notre œuvre soit juste, raisonnable et bienfaisante. Le chemin royal vers la lumière, la beauté, la liberté, le progrès, est rouvert.



Dès *le Disciple*, — c'est-à-dire dès l'année 1889, — M. Paul Bourget a donc tracé les cadres de toute une régénération nationale et sociale. Il a tout à la fois analysé le mal dont souffraient notre société et notre pays et il a indiqué le remède. Ce fut une sorte de clinicien moral qui nous a livré les résultats de ses expériences, et qui, sur un certain nombre de patients, représentatifs de tout un état d'âme général, nous a fait suivre le processus d'une intoxication intellectuelle ou sentimentale. Comme le but du médecin est la santé, l'œuvre de M. Paul Bourget se développe non seulement dans le sens de la guérison morale, mais dans le sens de toutes les vertus qui manquèrent à des générations élevées dans le recroquevillement de l'égoïsme bourgeois, l'ignorance de l'ennemi ou de l'étranger, la peur de l'avenir et l'économie de l'effort. La Victoire, de plus en plus, va multiplier les fruits de son enseignement. L'élan de confiance et d'audace, que n'avaient plus les générations de la Défaite, va soulever les générations qui viennent. Dès maintenant, on voit se dessiner les traits juvéniles du héros que postule l'œuvre totale de M. Paul Bourget. Ce sera le type exemplaire que les grandes littératures des âges classiques ont coutume d'offrir à l'admiration comme à l'imitation des hommes.

Oui, on le voit déjà, ce héros de l'avenir, selon le cœur du maitre. Ainsi qu'il est juste, ce sera un aristocrate, non pas précisément un aristocrate de naissance au sens étroit du mot, — mais enfin *un des meilleurs*, un être de choix. M. Paul Bourget a loué maintes fois les vieilles aristocraties héréditaires, et notamment l'aristocratie anglaise. Des amis, paraît-il, lui répondaient malicieusement :

— N'ayez pas peur! En Angleterre, vous seriez sûrement Lord Bourget!

En France, il est plus sûrement comte ou prince Bourget par le suffrage universel de ses admirateurs. Il appartient à une aristocratie qui vient du peuple et qui n'a aucun intérêt à se mêler à l'autre. Les castes nobles peuvent se rajeunir et, comme on disait au grand siècle, fumer leurs terres, par l'introduction d'un engrais ou d'un sang nouveau. Mais l'aristocrate de l'esprit, l'homme valeureux, quel qu'il soit, risquerait de perdre l'originalité, la franchise de son talent, la fougue de son caractère au contact d'une société plus calme, plus tranquillement installée dans sa tradition. Le mirage du snobisme risque enfin d'égarer l'homme nouveau et de diminuer l'efficacité de son action, en le couvrant de ridicule. Tout ce que l'on peut demander aux aristocraties anciennes, ainsi qu'aux gouvernements, c'est d'accueillir et d'aider l'aristocrate de la valeur individuelle, au lieu de se liguer contre lui, comme cela se fait presque toujours, avec les faibles et les médiocres, pour l'accabler et pour étouffer sa force.

Le héros de l'avenir, — si rien ne s'oppose à ce qu'il soit un aristocrate de naissance, — il vaudra donc mieux, pour de multiples raisons, qu'il vienne du peuple. Renan, le plus délicat et le plus susceptible de nos aristocrates intellectuels, le disait déjà à la Déesse aux yeux bleus, dans sa *Prière sur l'Acropole* : « Enseigne-nous que tout vient du peuple !... Apprends-nous l'art d'extraire le diamant des foules impures !... » Ce héros, issu des couches profondes de la nation, n'aura pas peur de la force, parce qu'il la sentira en lui, — ni des sentiments exaltés, ni des passions violentes, parce que sa raison solide saura l'art de les assouplir et de les conduire à des fins excellentes, et qu'enfin il connaîtra tout le prix de l'ordre. Il sera généreux. Il aura du cœur en même temps que de l'esprit. Il saura comme on parle au peuple, et quelles visions du futur on peut, sans danger, faire flotter devant ses yeux, pour décupler son effort. Il n'aura pas peur non plus de se mettre parfois à la tête des revendications révolutionnaires, parce qu'il sera convaincu que la révolution elle-même doit trouver sa place dans un état bien réglé...

En exaltant les élites, en montrant par quelles sélections lentes elles se préparent, quelles disciplines morales, intellectuelles et religieuses leur sont nécessaires, M. Paul Bourget, un

des premiers, sinon le premier, aura rendu possible ce héros de la France renaissante. Même aux heures les plus sombres, alors que le spectacle des mœurs publiques et politiques pouvait faire perdre cœur aux plus fermes, il montrait sous l'apparence de la corruption générale, à côté de maladies trop réelles et trop inquiétantes, les éléments demeurés sains, les antiques vertus du terroir toujours vivantes, les énergies tenues en réserve pour les jours de crise. En prévision de la catastrophe qui allait venir, il a présenté à toute une jeunesse marquée pour le sacrifice, l'image d'une France qui mérite que l'on meure pour elle. Des armées de jeunes hommes ont accepté et suivi les directions de ce grand guide spirituel. Ce que plusieurs m'ont dit, ce qu'ils m'ont écrit dans des minutes tragiques, alors qu'ils sentaient déjà dans leurs cheveux le souffle glacé de la mort, — ces confidences m permettraient déjà de l'affirmer, si ce n'était l'évidence même.

A côté de ses titres littéraires, celui-là est certainement le plus grand qui désigne Paul Bourget à la reconnaissance du pays. Avec la France unanime, nous pouvons saluer en lui un des grands artisans de la victoire.

LOUIS BERTRAND.

LES AMANTS D'ANNECY

ANNE D'ESTE ET JACQUES DE SAVOIE

I. — LE CHATEAU DE NEMOURS

Les villes de Savoie ont déjà tout le pittoresque de ces petites cités d'Italie juchées sur leurs collines et dont les anciens remparts sont battus de jardins à demi sauvages. Leur rudesse, sous un climat plus âpre, se tempère de cette grâce italienne qui s'insinue jusque dans les caresses de l'air et les nuances du ciel. Au-dessus du bleu Léman, Thonon se dresse comme un îlot arborescent et ses hautes murailles semblent portées sur des pilotis de verdure. Chambéry, avec ses portiques, son dédale de ruelles, ses vieux hôtels aux vastes cages d'escaliers à colonnes pareilles à celles des palais de Gênes, garde son précieux aspect de capitale en appuyant toute sa vie immobile au château de ses ducs, grand corps de bâtiments aux pierres noircies qui date du XIVe siècle et dont la pesante architecture est à peine relevée par quelques moulures en saillie. Mais cette carrure puissante s'accote à droite contre le chevet de la Sainte-Chapelle, délicate fleur ogivale que supportent, comme une tige solide, des soubassements de forteresse. A gauche, c'est la Tour des Archives, couverte de lierre et de vigne vierge, elle-même couronnée par un donjon repeint en blanc dont la charmante fanfaronnade est d'une aigrette ou d'un panache. Ces constructions, d'âges et de caractères divers, retardées ou poussées selon les ressources financières des princes et leurs ambitions, sont moins ordonnées, mais plus éloquentes que les édifices uniformes dus à un seul maître des travaux. Une longue suite d'histoire y habite

avec ses heurs et ses malheurs. Annecy, enfin, est une minuscule et rustique sœur de Venise, avec ses canaux, parfois troubles et malodorants, qui contournent l'ancien palais de l'Ile devenue prison et reflètent, entre des maisons ornées de balcons où sèche le linge, les arbres du jardin de l'Évêché ou d'autres coins délaissés. Les maisons à arcades de la rue Sainte-Claire, de la rue de l'Ile, la rampe mystérieuse du Château, la côte Perrière aux galeries de bois, sont la vétusté et l'originalité de la ville : on y respire un parfum de vie étrange. Il semble que derrière ces murs gris se soient agitées des âmes ardentes. Et l'on a l'impression, quand on se promène le soir, que l'on pourrait bien rencontrer, rue de l'Ile, Mme de Charmoisy sortant de son hôtel pour aller au sermon, Philothée grave et pensive, comptant sur le secours de son directeur, François de Sales, pour se bien diriger par les chemins du monde, ou, rue Jean-Jacques Rousseau, proche la cathédrale, Mme de Warens un peu trop préoccupée des jeunes garçons pour suivre l'office.

Or Annecy est toute dominée par le château de Nemours. C'est une grande masse de murs sombres, de tours carrées, de créneaux. Il donne à la ville un air moyen-âgeux. Vu du lac ou de la rive, il prend, au soleil couchant, des teintes violettes. De près, c'est un immeuble sordide et majestueux, avec une multitude d'escaliers en colimaçon, un fouillis d'étages inégaux et incommodes. J'ai, pour le connaître, de bonnes raisons : jadis j'en fus le locataire. Locataire qui, selon la mode actuelle, ne payait pas de loyer et qui même recevait du bailleur un sou par jour. Car le château de Nemours a été changé en caserne et j'y ai fait mon service militaire. Il y avait beaucoup de punaises. Mais il y avait la terrasse.

De cette terrasse on découvre le lac coupé en deux par la presqu'île de Duingt et, fermant la rive opposée, la montagne de Veyrier, les dents de Lanfon pareilles à des ruines déchiquetées, la Tournette. Nous étions quelques-uns à venir nous y asseoir, l'été, après le coucher du soleil, quelques-uns, toujours les mêmes, portés à la rêverie confidentielle qui descend, le soir, avec la lumière des étoiles. Rêverie sans doute traversée de quelque vision de femme. Cependant, si je m'étais retourné dans l'ombre et surtout dans le passé, quelle n'eût pas été ma surprise d'apprendre que sur cette même terrasse, à cette balustrade, des propos d'amour s'étaient sans doute échangés entre

les deux héros du roman que je lisais alors, par contraste, pendant la théorie ou dans les pauses du service en campagne, et qui n'était autre que *la Princesse de Clèves?* Mme de Clèves, M. de Nemours s'étaient rencontrés ici même, accoudés à ce balcon de pierre et, si vous voulez des précisions, ils s'y étaient attardés le 17 juillet 1566, un mercredi. Pourquoi ne l'ai-je appris qu'aujourd'hui? Mais peut-être est-il préférable que mon érudition soit d'une date si récente. Il faut le secours et l'amitié de l'âge pour voir le romanesque où il est, c'est-à-dire dans la vie et non dans l'imagination. Je n'aurais peut-être pas goûté alors ce voisinage de mes personnages de roman, si j'avais su que M. de Nemours eût épousé Mme de Clèves après son veuvage et si je n'avais cru entendre que les confidences d'un couple légitime.

Donc, le mercredi 17 juillet 1566, le duc et la duchesse de Nemours firent leur entrée solennelle dans leur bonne ville d'Annecy et se rendirent au Château. Les Nemours étaient une branche cadette de la Maison de Savoie (1). Le premier en date est Philippe de Genevois-Nemours dont la sœur, Louise de Savoie, fut la mère de François Ier. Lui-même avait accompagné Louis XII dans sa campagne d'Italie et avait épousé Charlotte d'Orléans, cousine du roi de France, qui donna à son nouveau cousin le duché de Nemours.

C'était un prince brillant et magnifique dont Bonivard trace ce portrait : « Philippe de Savoie était vaillant et expert de sa personne et de son esprit en toutes choses qui appartiennent à un séculier plutôt qu'à un ecclésiastique (il avait renoncé au siège épiscopal de Genève) : coureur, sailleur, tireur de pierres, de barres, de boules; danseur, jouteur, beau chevaucheur, bon arbalétrier, bon harquebusier. Touchant aux choses d'esprit : chantre, joueur de flûte, peintre, et tout plein d'autres qualités, et surtout était adonné à la chasse. » Bien que les Nemours se soient signalés au service de la France, parfois même aux dépens de leur pays d'origine, ils eurent toujours un goût très vif pour leur petite capitale d'Annecy. « Depuis que le comté de Genevois, dit le P. Boniface Constantin dans sa *Vie de Mgr Claude de Granier*, fut donné en apanage à Philippe de Savoie, cette ville a repris quelque chose de l'ancien lustre qu'elle avait sous les Romains. » Charlotte d'Orléans, veuve

(1) *Souvenirs historiques d'Annecy* par le chanoine Mercier (Niérat imprimeur à Annecy, 1878).

de Philippe, réforma la justice, bâtit la tour du couchant qu'on appelle encore aujourd'hui *logis Nemours*, meubla le château luxueusement, fit les délices d'Annecy qui, longtemps après, évoquait encore, dans les cérémonies publiques, « ce temps passé, si plein de douceur et de grâce, duquel feu Madame en son vivant l'a fait jouir si heureusement... »

Mais la renommée de Philippe et de Charlotte devait être dépassée par celle de leur fils Jacques qui mérita d'être surnommé le don Juan de la cour des Valois et qui, par surcroît, acquit la gloire de l'un des meilleurs capitaines du XVIe siècle, si fertile en gens de guerre. Ce Jacques de Nemours est le héros de *la Princesse de Clèves*. Écrivant un roman historique, — ou prétendu tel, — sur la cour des Valois, Mme de La Fayette n'a pas changé le nom de son personnage : ce nom était d'ailleurs éteint depuis le milieu du XVIIe siècle, par le décès d'Henri II de Nemours, coadjuteur de l'archevêque de Reims (14 janvier 1659), ce qui la pouvait mettre à l'aise. Se battant pour la France, brillant à la cour de France, trop épris des belles dames de France, Jacques de Nemours n'avait guère le loisir d'habiter sa petite capitale. Le château d'Annecy était pourtant une résidence quasi-royale. Les experts en architecture ne sont pas d'accord sur ses origines : les uns attribuent sa construction aux Romains, les autres aux Burgondes, les derniers à la famille de Genevois. Dans un tel amas de pierres, il y a place pour tous les âges. Mais les Nemours y ont mis leur empreinte, à l'extérieur en bâtissant des tours et des pavillons, à l'intérieur en complétant fastueusement le mobilier. Déjà les comtes de Genevois avaient tendu les murs de riches étoffes décoratives, mariant avec prodigalité le satin et le boucassin blanc, le taffetas rouge et bleu, la serge rouge, la soie bleue, le velours rouge et vert, posant de grands panneaux de tapisserie à haute lice, venues d'Arras, qui représentaient des scènes de l'histoire sainte, ou des chansons de geste à la gloire d'Olivier, le compagnon de Roland, ou des épisodes de chasse, entassant sur les planchers les « tapis velus ou marchepieds » fabriqués en Orient, et principalement en Syrie, qui offraient aux yeux baissés le dessin et la couleur de feuillages, de plantes et d'animaux héraldiques. Les Nemours y ajoutèrent la splendeur de la Renaissance : tapisseries prolongeant la nature par le spectacle reposant des prés, des bois et des oiseaux, tentures faites d'étoffes de

laine ou de damas, de maroquin d'Espagne, sièges recouverts de velours, de cuir, de soie, étalage sur les meubles, les parois, les costumes de ville ou de mascarades, de drap d'or, de toile d'or ou d'argent, de damas, de velours, de taffetas, de serge, et sur cet immobile éclat des étoffes le reflet mouvant des armes dans les panoplies et assourdi des reliures dans les bibliothèques, c'est un luxe qui rappelle celui des châteaux de François Ier et d'Henri II (1).

Jacques de Savoie-Nemours tenait à faire à sa femme les honneurs de son palais ducal, à lui montrer que, dans Annecy lointaine et ceinturée de montagnes, elle pourrait retrouver le goût, l'élégance, la culture même avec quoi elle avait été élevée à la cour de Ferrare, et dans quoi elle avait accoutumé de vivre à la cour de Lorraine et au Louvre. Car la nouvelle duchesse de Nemours n'était autre qu'Anne d'Este, veuve de François de Lorraine, duc de Guise, c'est-à-dire du plus grand homme de guerre de son temps, lieutenant-général du royaume et quasi maître de la France. Le poignard de Poltrot de Méré avait privé la France du vainqueur de Calais et de Dreux et la devait précipiter dans les plus cruelles catastrophes, de la Saint-Barthélemy aux assassinats d'Henri de Guise et d'Henri III. Il avait rendu sa liberté à la belle Anne d'Este, fille du duc de Ferrare et de Renée de France, celle que Ronsard avait appelée *Vénus la Sainte* et dont la beauté blonde devait triompher de tous les malheurs et du temps lui-même. De cette liberté elle avait disposé en faveur de Jacques de Nemours, qui passait pour son amant, mais qui, l'ayant été de Françoise de Rohan, en éprouvait de grandes tribulations devant les tribunaux. Leur mariage avait été contracté le 30 avril 1566. Moins de trois mois après, ils venaient à Annecy, accompagnés de tous les Guise : Mme Antoinette de Bourbon, veuve de Claude de Lorraine et mère de François de Guise, le cardinal de Lorraine, archevêque de Reims, et le cardinal de Guise, archevêque de Sens, plus les enfants d'Anne d'Este, Catherine, la future duchesse de Montpensier, Henri et Louis, qui devaient être plus tard assassinés (2).

(1) *Mémoires et documents* publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, t. XXXVIII : *Trois inventaires du Château d'Annecy* (1393, 1549, 1585), par Max Bruchet (Chambéry, 1899).

(2) *Revue savoisienne*, journal publié par la société florimontane d'Annecy, 28 février 1883 : *Entrée de Jacques de Savoie et d'Anne d'Este à Annecy*, par le chanoine Ducis.

Annecy avait fait de grands préparatifs : arcs de triomphe dès le faubourg de Bœuf, décoration des rues transformées en galeries de verdure, déguisement de la troupe en costumes à l'antique, échafauds dressés pour les chantres et les musiciens, pièces d'artillerie placées sur les clochers. La ville avait emprunté mille florins, acheté à Lyon des vases précieux, des coupes, des bannières pour les offrir à la princesse. Les chars et cavalcades formant le cortège furent arrêtés devant Notre-Dame de Liesse pour les harangues et poèmes. Humbert Doucet parla au nom de la magistrature et de l'administration. Et Jacquemine Malbuisson, habillée ou plutôt déshabillée en nymphe, à la tête des dames et demoiselles, après une révérence, remit les clés de la ville à Mme d'Este et lui débita des vers que la chronique assure aussi bien tournés qu'elle-même. François de Sales, seigneur de Boisy, père du saint, commandait la milice que le duc passa en revue. Sa femme, qui était enceinte et qui faisait partie des dames d'honneur, fut si fatiguée et troublée que la grossesse en devint très lourde et qu'elle accoucha prématurément. J'ai entendu expliquer autrement la naissance au septième mois de saint François de Sales, par un prêtre de campagne dont la méthode hagiographique ne s'embarrassait pas de vraisemblance : « Saint François de Sales, assurait-il, était si pressé d'aimer Dieu qu'il naquit avant terme. » Le saint devait plus tard, bien plus tard, prononcer à Annecy même l'oraison funèbre d'Anne d'Este ; mais il ne l'avait pas écrite et ne put se décider à l'écrire, attachant d'ailleurs peu d'importance à ces témoignages de la grandeur mondaine.

Après tous ces compliments, le cortège à cheval monta au château. Ainsi, le soir de ce mercredi 17 juillet 1566, Jacques de Nemours et sa femme assistèrent, de la terrasse, aux illuminations et entendirent les acclamations populaires. Ces acclamations durent se prolonger tard dans la nuit, car on fit liesse et bombance, si l'on en juge par les minutes conservées dans les études de notaires, et qui mentionnent des prêts consentis aux charretiers et portiers de la maison de Lorraine, lesquels, pour avoir trop festoyé, en avaient été réduits à emprunter au moment du départ. Si les nouveaux époux se purent recueillir dans ce tumulte, revécurent-ils leur passé, et, s'ils le revécurent, ce passé ressemblait-il à l'aventure passionnée contée par Mme de La Fayette ou ne peut-il se confondre avec elle? C'est

là l'objet d'une grande controverse littéraire qui met aux prises le Roman et l'Histoire dont la ressemblance est plus frappante qu'on ne le croit communément, à la condition, je le crois, de chercher dans le roman l'histoire en cours et non une évocation d'archives.

II. — LA QUERELLE DE « LA PRINCESSE DE CLÈVES »

Le roman de Mme de Lafayette parut en 1678. Mais il était composé depuis quelques années déjà, et connu non seulement de La Rochefoucauld, qui l'avait peut-être revu ou qui, du moins, avait conseillé l'auteur, mais de tout un cercle d'amis assez portés sur leur langue pour avoir répandu leur bonne fortune. Dès sa publication, on y chercha des clés et l'on y voulut voir des allusions.

La peinture de la cour des Valois parut si exacte qu'on lui attribua une valeur historique, d'autant plus que le nom du héros principal n'était même pas déguisé. Cependant Valincour, qui devait occuper à l'Académie le siège de Racine, relevait dans ses *Lettres à la marquise, sur le sujet de la princesse de Clèves*, bien des inexactitudes, et signalait que la scène la plus originale, celle de l'aveu, était tirée d'un roman de Mme de Villedieu, *les Désordres de l'amour*, paru deux ans auparavant. « On y voit, écrivait-il, le marquis de Thermes amoureux de sa propre femme; on voit cette femme répondre aux empressements de son mari avec beaucoup de froideur et d'insensibilité, chercher la solitude, puis le grand monde, et enfin devenir malade de chagrin. Son mari en est au désespoir; il ne la quitte point; et, l'ayant un jour surprise comme elle fondait en larmes, il la presse de lui découvrir le sujet qui les faisait couler. Elle s'en défend longtemps, et enfin elle lui avoue qu'elle aimait le jeune baron de Bellegarde. »

C'était, nettement, une accusation de plagiat. Mais, au XVIIe siècle, une telle accusation n'emportait aucun discrédit. Les auteurs traitaient volontiers le même sujet. Les vers de Corneille et de Racine s'entrecroisaient sur Bérénice. Molière prenait son bien où il le trouvait, et jusque dans Rabelais. La psychologie l'emportait sur l'invention. La composition des caractères et l'analyse des sentiments avaient plus d'importance que la position des scènes. Certain abbé de Charnes répliqua

pourtant à Valincour dans ses *Conversations sur la critique de la princesse de Clèves*, où il fait dialoguer deux personnages imaginaires sur l'ouvrage en litige. Ces messieurs constatent que le roman de Mme de La Fayette était écrit avant la publication de celui de Mme de Villedieu, et qu'il en diffère totalement par la manière. Enfin, la marquise chez qui se déroule l'entretien s'étonne avec raison qu'on n'ait pas plutôt rappelé l'aveu de Pauline à Polyeucte dans la tragédie de Corneille (1).

Valincour, rapporte le vieux Bibliophile des *Débats*, nia même que le Nemours de Mme de La Fayette rappelât le moins du monde le fameux Jacques de Savoie-Nemours. « Il n'est rien, écrit-il, qui ressemble moins au duc de Nemours qui vivait sous Henri II que le duc de Nemours amoureux de Mme de Clèves. Ce dernier est sage jusqu'à l'excès, modéré, doux, timide jusqu'à n'oser se justifier, amoureux sans déclarer sa passion. L'autre, au contraire, si nous en croyons celui qui a écrit sa vie, et qui le connaissait particulièrement, était un homme hardi, entreprenant, et qui soutenait que pour réussir en amour il n'y avait point de meilleurs moyens que la hardiesse et la force. »

Au contraire, le maréchal de Tessé, envoyant *la princesse de Clèves*, pour la distraire, à la jeune reine d'Espagne, sœur cadette de la Duchesse de Bourgogne, écrit de Versailles le 3 avril 1715 : « ... La reine aura la patience de lire l'histoire de François, duc de Guise; elle y verra que, dans tous les temps et dans toutes les cours, il y a eu pour les dames des apparences d'affaires dont l'écorce a été plus criminelle que l'intérieur. La pauvre princesse de Clèves n'en eut que la peur, mais le quart d'heure fut terrible. » Les lecteurs avertis ne mettaient donc pas en doute que le roman de Mme de La Fayette ne fût la transcription arrangée des amours du beau Nemours avec la duchesse de Guise. C'était l'opinion du monde : elle s'est toujours plu à mettre des noms sur les héros de roman. Tandis que Valincour, déniant à *la Princesse de Clèves* toute documentation historique, représente assez bien l'opinion plus sévère et même plus maussade de la critique. Mais Valincour exagère

(1) Voyez la préface de *la Princesse de Clèves* (édition Flammarion), une étude de M. Armand Praviel sur *Madame de Villedieu et la princesse de Clèves*, et la polémique soulevée à propos de l'ouvrage de Mlle Valentine Poizat : *la Véritable princesse de Clèves* dans le *Journal des Débats* (numéros des 23, 25, 31 juillet, 6, 11, 15 août 1920.

quand il fait du Nemours de Mme de La Fayette un pauvre amoureux transi, timide, doux et plaintif. Il n'a pas aperçu les griffes du chat sous la fourrure.

Voici que la querelle reprend avec la publication de la *Véritable princesse de Clèves* (1) de Mlle Valentine Poizat. Mlle Poizat a tout le zèle des inventeurs. Elle affirme avec une charmante vivacité que Mme de La Fayette a puisé abondamment dans Brantôme et à peine transposé ses larcins. « Tout se trouve dans les *Mémoires*, dit-elle : portraits, anecdotes, aventures, tournoi, amour et haine de Catherine de Médicis par le vidame de Chartres, etc... » Mais elle oublie de nous expliquer comment, après tout cela, le roman de Mme de La Fayette rassemble si peu à du Brantôme. Fouillant les archives du *Fond Français*, elle a pu reconstituer aisément la biographie d'Anne d'Este, duchesse de Guise, qui serait la véritable princesse de Clèves, et elle a multiplié les arguments en faveur de sa thèse. Arguments inégaux, à la vérité : il en est d'ingénus, il en est de gracieux, et, s'il n'en est pas de probants, pour des raisons que je vais dire, il n'en est pas d'inintéressants. Par exemple : Mme de La Fayette, ayant à parler de la cour des Valois, ne mentionne même pas la duchesse de Guise dont la beauté ne pouvait être passée sous silence et, si elle ne la mentionne pas, c'est, de toute évidence, que la duchesse de Guise et la princesse de Clèves ne sont qu'une même personne. Et encore : la princesse de Clèves est blonde et grande comme était précisément la duchesse de Guise; le nom de Chartres, donné à la mère de Mme de Clèves, est dans les titres de la maison d'Este; l'épisode de la danse, celui de la chute de cheval sont dans Brantôme. Rappelons-nous l'épisode de la danse : M. de Nemours doit partir pour l'Angleterre où il a dessein d'épouser la reine Élisabeth, il vient au Louvre pour assister au mariage du duc de Lorraine, et comme il entre, et que Mme de Clèves, qu'il ne connaît pas encore, va danser, le Roi le lui donne pour cavalier sans les présenter l'un à l'autre, en sorte qu'ils dansent ensemble sans savoir leur nom, et ils font un couple si parfait que l'on s'arrête pour les regarder. La scène est charmante à souhait. Or, dans Brantôme, Anne de Guise danse avec Marie Stuart, et la cour éblouie se demande qui des deux est la plus belle. Y a-t-il

(1) *La véritable princesse de Clèves*, par Valentine Poizat (Renaissance du Livre, 1920).

un rapport entre les deux tableaux? Ou plutôt le second n'est qu'un tableau, tandis que la première peinture nous prépare à toute la suite de sentiments qui feront l'ornement et la gloire du livre. L'observation est la même pour la chute de cheval: dans le roman, Mme de Clèves, voyant Nemours tomber de cheval dans un tournoi, pour avoir voulu éviter de blesser le Roi, en éprouve un tel éblouissement qu'elle ne peut entièrement garder le secret de sa passion; dans Brantôme, la duchesse de Guise pâlit pour avoir vu tomber son fils Henri.

Je crains fort que Mlle Poizat n'eût point convaincu de cette identité, ni même de cette ressemblance entre la duchesse de Guise et la princesse de Clèves, les historiens des Guise et de Nemours, le baron de Ruble, Hector de la Ferrière, non plus qu'elle n'a réussi à convaincre l'historien de Catherine de Médicis, M. Baguenault de Puchesse. Il n'y a, pour vérifier ou pour infirmer sa thèse, qu'une méthode à suivre : elle est fort simple et fort sûre, et c'est de prendre tour à tour les trois personnages du roman de Mme La Fayette, le prince de Clèves, la princesse, et le duc de Nemours, le mari, la femme et l'autre, et de les comparer aux trois personnages historiques qui leur auraient servi de modèles, François de Lorraine, duc de Guise, Anne d'Este, tour à tour duchesse de Guise et duchesse de Nemours, et Jacques de Nemours-Savoie. Nous saurons alors si l'histoire qui croit fixer les réalités rend plus vraisemblable le roman appuyé sur la vie mouvante, et si le roman, quand il emprunte à l'histoire ses personnages, leur sait maintenir leur humanité ou leur substitue d'autres caractères.

Dans ses *Réflexions sur le roman historique* écrites en commentaire de l'*Infante*, le beau roman de M. Louis Bertrand, après avoir cité ce mot de la correspondance de Balzac : « On commence à reconnaître que je suis beaucoup plus un historien qu'un romancier, » M. Paul Bourget démontre que, pas plus que le roman de mœurs, le roman d'analyse ne peut se dégager du temps et de ses influences, et que l'un et l'autre sont contraints à situer leurs personnages dans un moment caractérisé. Il cite l'exemple de *Volupté*, de la *Confession d'un enfant du siècle*, et il cite encore *la Princesse de Clèves :* Mme de La Fayette, pour peindre une sorte de passion, avait dû choisir une époque où le développement de cette passion fût pour ainsi dire normal. Et de ces exemples il dégage cette loi de technique littéraire :

« Ne jamais séparer le cas individuel des conditions générales qui l'ont rendu possible. » Si je crois exacte cette formule, ainsi nettement articulée par celui qui, de notre temps, a le plus et le mieux réfléchi sur l'art du roman, j'essaierai de prouver que, pour *la Princesse de Clèves*, il y a erreur d'attribution dans le choix de l'époque. Le roman de Mme de La Fayette est bien un roman historique, comme j'estime que le sont en effet tous les bons romans de mœurs et tous les bons romans d'analyse, mais c'est un roman historique, non du XVIe qui n'y est que dans ses apparences et son décor, mais bien du XVIIe siècle. Et d'ailleurs, les romanciers ne peignent réellement que leur temps. Comme dans le poème de Baudelaire où l'on *entend la nuit qui marche*, ils entendent, dans le tumulte des jours, le temps présent qui, seconde à seconde, tombe à l'abime, mais au bord du gouffre demeurent les sentiments éternels.

III. — LES PERSONNAGES DU ROMAN.

L'argument de *la Princesse de Clèves* est dans toutes les mémoires. Il est d'ailleurs si simple qu'il se fixe de lui-même. Mlle de Chartres est à seize ans une jeune fille accomplie, blonde et blanche, élevée loin de la Cour par une mère intelligente et attentive. Cette mère, si délicate, ne craint pas, cependant, de « donner à sa fille un mari qu'elle ne peut aimer en lui donnant le prince de Clèves. » Non qu'il ne soit aimable, mais il porte en lui quelque chose d'inquiet qui ne s'accorde pas avec la clarté et l'équilibre de cette harmonieuse enfant. « Ma présence, lui dira-t-il, — car il se rend compte de l'effet qu'il produit et le doute où il est de lui-même lui ôte du moins toute vanité, — ma présence ne vous donne ni plaisir ni trouble. » Et, après le mariage, il conserve pour sa femme une passion violente qui ne lui permet pas de goûter son bonheur. C'est alors qu'aux fêtes données à la Cour à l'occasion du mariage du duc de Lorraine, la princesse de Clèves rencontre au bal M. de Nemours. Faisons ici quelques concessions à Mlle Valentine Poizat. Le portrait de M. de Nemours dans le roman de Mme de La Fayette est incontestablement inspiré de celui de Brantôme. Il suffit de comparer les deux textes.

Ce prince, écrit Mme de Lafayette, était un chef-d'œuvre de la nature ; ce qu'il avait de moins admirable, c'était d'être l'homme du monde le

mieux fait et le plus beau. Ce qui le mettait au-dessus des autres était une valeur incomparable et un agrément dans son esprit, dans son visage et dans ses actions que l'on n'a jamais vu qu'à lui seul. Il avait un enjouement qui plaisait également aux hommes et aux femmes, une adresse extraordinaire dans tous ses exercices, une manière de s'habiller qui était toujours suivie de tout le monde sans pouvoir être imitée, et enfin un air dans toute sa personne qui faisait qu'on ne pouvait regarder que lui dans tous les lieux où il paraissait. Il n'y avait aucune dame, dans la Cour, dont la gloire n'eût été flattée de le voir attaché à elle; peu de celles à qui il s'était attaché se pouvaient vanter de lui avoir résisté, et même plusieurs à qui il n'avait point témoigné de passion n'avaient pas laissé d'en avoir pour lui. Il avait tant de douceur et tant de disposition à la galanterie, qu'il ne pouvait refuser quelques soins à celles qui tâchaient de lui plaire; ainsi il avait plusieurs maîtresses, mais il était difficile de deviner celle qu'il aimait véritablement...

Voici, maintenant, Brantôme :

Ce prince, dit Jacques de Savoie, fut en son temps un des plus parfaits et accomplis princes, seigneurs et gentilshommes qui furent jamais... Il a été un très beau prince et de très bonne grâce, brave, vaillant, agréable, aimable et accostable, bien disant, bien écrivant, autant en rime qu'en prose, s'habillant des mieux, si que toute la Cour en son temps (au moins la jeunesse) prenait tout son patron de se bien habiller sur lui; et quand on portait un habillement sur sa façon, il n'y avait non plus à redire que quand on se façonnait en tous ses gestes et actions. Il était pourvu d'un grand sens et d'esprit, ses discours beaux, ses opinions en un conseil belles et recevables. De plus, tout ce qu'il faisait, il le faisait si bien, de si bonne grâce et si belle adresse, sans autrement se contraindre, comme j'en ai vu qui le voulaient imiter sans en approcher, mais si naïvement que l'on eût dit que tout cela était né avec lui.

Il aimait toutes sortes d'exercices, et si y était si universel, qu'il était parfait en tous. Il était très bon homme de cheval et très adroit et de belle grâce, fût-on à piquer, ou rompre lance, ou courir bague, ou autre exercice pour plaisir ou pour la guerre; bon homme de pied à combattre à la pique ou à l'épée, à la barrière, les armes belles en la main; il jouait très bien à la paume, aussi disait-on « les revers de M. de Nemours; » jouait bien à la balle, au ballon; sautait, voltigeait, dansait, et le tout avec si bonne grâce qu'on pouvait dire qu'il était très parfait en toutes sortes d'exercices cavaleresques; si bien que qui n'a vu M. de Nemours en ses années gaies, il n'a rien vu, et qui l'a vu le peut baptiser par tout le monde la fleur de la chevalerie, et

pour ce fort aimé de tout le monde, et principalement des dames, desquelles (au moins d'aucunes) il en a tiré des faveurs et bonnes fortunes plus qu'il n'en voulait; et plusieurs en a il refusé qui lui en eussent bien voulu départir...

Mme de La Fayette a lu Brantôme, et même elle l'a copié. Chez elle, le texte est plus sec, plus dépouillé; comme un vin vieux, il a plus de corps et moins de bouquet. Brantôme multiplie les énumérations à quoi Mme de Lafayette substitue son trait sûr. Mais Brantôme a tout de même un bout de phrase que Mme de La Fayette n'a pas trouvé, quand il montre M. de Nemours créant, pour ainsi dire, son atmosphère avec ses gestes et actions : *tout naissant avec lui*. Là est le grand attrait de M. de Nemours : il a de la grâce naturelle. Auprès de lui, les autres ne sont qu'imitation et affectation. De même Bussy-Rabutin, dans son *Histoire amoureuse des Gaules*, dira de son cousin Rabutin-Chantal, le père de Mme de Sévigné : « Il y avait un tour à tout ce qu'il disait qui réjouissait les gens; mais ce n'était pas seulement par là qu'il plaisait : c'était encore par l'air et par la grâce dont il disait les choses : *tout jouait en lui*. » Dans Brantôme, cependant, il n'y a pas que ce portrait de M. de Nemours : il nous donne bien d'autres détails sur ses bonnes fortunes, ses méthodes amoureuses, ses campagnes et ses rhumatismes, tandis que Mme de La Fayette s'en est tenue à peu près à la première esquisse, pour la compléter ou la modifier par d'autres traits qui portent sa marque.

« J'ai connu, dit encore Brantôme de son personnage, deux fort grandes dames, des belles du monde, qui l'ont bien aimé et qui en ont brûlé à feu découvert et couvert, que les cendres de discrétion ne pouvaient tant couvrir qu'il ne parût. Plusieurs fois leur ai-je vu laisser les vêpres à demi dites pour l'aller voir jouer ou à la paume ou au ballon, en la basse cour du logis de nos rois. Pour en aimer trop une et lui être fort fidèle, il ne voulut aimer l'autre qui pourtant l'aimait toujours... » Quel joueur de tennis, aujourd'hui, viderait ainsi les églises? Mais peut-être les belles dames vont-elles moins aux vêpres et perdent ainsi l'occasion de les quitter. Les noms des deux curieuses nous sont rapportés par la chronique : elles se nommmaient Françoise de Rohan et Anne d'Este. La première fut abandonnée pour la blonde duchesse de Guise. Mme de La Fayette fait allusion à cette

rupture et la consomme d'une phrase quand, en réalité, elle prit vingt ans. Dès que Nemours s'éprend de la princesse de Clèves, il perd le souvenir de toutes les personnes qu'il a aimées : « Il ne prit pas seulement le soin de chercher des prétextes pour rompre avec elles; il ne put se donner la patience d'écarter leurs plaintes et de répondre à leurs reproches. » Admirable simplification des difficultés de la vie! Comme si les amours humaines se nouaient et se dénouaient avec cette aisance! Elles laissent des traces parfois plus durables et, comme les épines sous les roses dont elles se parent, déchirent cruellement la chair qui s'en veut retirer. Françoise de Rohan, maitresse récalcitrante après l'abandon, remplira le monde de ses cris et la justice de ses exploits et de sa procédure avec une persévérance qui lui donnera le temps de vieillir.

Cependant le Nemours de Mme de La Fayette n'est point du tout le fade et facile amoureux que Valincour a vu. La patience, chez lui, n'est pas incompatible avec la hardiesse. Il se rend bien compte que la princesse de Clèves n'est point comparable à ses habituelles bonnes fortunes. Il ne va pas, comme le chasseur imprudent, effaroucher cette biche à l'orée du bois. Il la laissera pénétrer sous les branches jusqu'à la clairière où il compte bien l'immoler. Voyez comme il se met à l'affût. Il dissimule sa passion avec un art consommé : « Elle aurait eu peine à s'en apercevoir elle-même, si l'inclination qu'elle avait pour lui ne lui eût donné une attention particulière pour ses actions, qui ne lui permît pas d'en douter. » Déjà elle subit sa fascination. Quelqu'un, avant elle, a vu le chemin dangereux où elle s'engageait, et c'est Mme de Chartres, sa mère. Mourante, Mme de Chartres lui adresse un discours solennel pour la détourner de M. de Nemours. Mais les discours solennels n'ont jamais rien empêché : au contraire, en l'occasion, celui-ci précipite les événements qu'il pensait conjurer, en révélant plus nettement à Mme de Clèves l'état de son cœur. Il y a en nous tant de sentiments obscurs qu'il vaut mieux laisser dans leur ombre : ils croîtraient si vite au soleil!

M. de Nemours continue son siège avec une habileté qui implique une étrange possession de soi. Ne trouve-t-il pas le moyen de faire à Mme de Clèves une déclaration dissimulée que celle-ci n'a pas le droit d'écarter, où elle ne peut pas ne pas se reconnaître, où, si elle se reconnaît, elle ne manquera pas de se

trahir? « Ce qui marque un véritable attachement, lui dit-il, quand elle voit bien les changements de sa vie et de son humeur et ne peut se méprendre au sens de ses paroles, c'est de devenir entièrement opposé à ce qu'on était, et de n'avoir plus d'ambition ni de plaisirs, après avoir été toute sa vie occupé de l'un et de l'autre. » Et la biche effarouchée, entrée dans le bois, reste interdite devant le chasseur : « Les paroles les plus obscures d'un homme qui plait donnent plus d'agitation que des déclarations ouvertes d'un homme qui ne plait pas. » Elle cache son trouble, mais il le devine : « Il avait déjà été aimé tant de fois qu'il était difficile qu'il ne connût pas quand on l'aimait. » M. de Nemours est un homme de trente ans, dix ans de plus que Mme de Clèves. Il a une longue expérience des femmes et il sait attendre son heure. Quand, chez la reine Dauphine, il dérobe le portrait de celle qu'il aime, il s'arrange pour que, le sachant, elle ne puisse le dénoncer. Ce vol est accompli avec un art consommé. La combinaison de tous ses actes ne l'empêche pas de sentir tout ce que la passion peut répandre dans le cœur de plus fort et de plus agréable : « Il aimait la plus aimable personne de la Cour; il s'en faisait aimer *malgré elle*, et il voyait dans toutes ses actions cette sorte de trouble et d'embarras que cause l'amour dans l'innocence de la première jeunesse. » Il n'est plus, lui, dans l'innocence de la première jeunesse. Il n'éprouve ni trouble ni embarras, mais il ressent jusqu'à l'ivresse la joie lente de sa conquête.

Après le vol, il ira jusqu'à l'infamie. Aucun critique, je le crois, ne l'a remarqué. Après avoir surpris dans le pavillon de Coulommiers la fameuse scène entre M. et Mme de Clèves au cours de laquelle elle avoue son coupable amour à son mari, après avoir goûté en dilettante la singularité de cette aventure, M. de Nemours commet l'indiscrétion d'en faire part au vidame de Chartres. Et quand Mme de Clèves en est informée, il lui laisse croire que l'indiscrétion vient de M. de Clèves. Il achève son rival déjà si mal en point. Il est sans pitié comme sans scrupules. Quand M. de Clèves est près de succomber au mal qui le ronge, il se réjouit des espérances que lui ouvre la perspective de ce décès prochain. Car il a tout prévu, sauf la qualité de l'amour de Mme de Clèves. Que cet amour dépasse le sien, il s'en doute et s'en accommoderait. Heureusement pour son repos, Mme de Clèves, conduite à un constant examen intérieur, le

conçoit aussi avec clairvoyance et saura protéger son cœur. Dans leur suprême entrevue, elle lui dit avant de le congédier : « Par vanité ou par goût, toutes les femmes souhaitent de vous attacher ; il y en a peu à qui vous ne plaisiez ; mon expérience me ferait croire qu'il n'y en a point à qui vous ne puissiez plaire. Je vous croirai toujours amoureux et aimé, et je ne me tromperai pas souvent. Dans cet état néanmoins, je n'aurai d'autre parti à prendre que celui de la souffrance ; je ne sais même si j'oserais me plaindre. On fait des reproches à un amant, mais en fait-on à un mari quand on n'a qu'à lui reprocher de n'avoir plus d'amour ? Quand je pourrai m'accoutumer à cette sorte de malheur, pourrai-je m'accoutumer à celui de croire voir toujours M. de Clèves vous accuser de sa mort, me reprocher de vous avoir aimé, de vous avoir épousé, et me faire sentir la différence de son attachement au vôtre ? ... » Elle est d'un temps où l'on raisonne jusqu'à ses passions, et ce n'est pas le XVI[e] siècle dont elle porte l'empreinte. A l'abri d'une maison religieuse, sera-t-elle à l'abri des entreprises de M. de Nemours ? Celui-ci se retire : est-ce pour revenir ? Ou bien, las et blessé, va-t-il abandonner définitivement un amour tout ensemble comblé et irréalisé ?

Comme on le voit, M. de Nemours est le contraire d'un amoureux transi. Il prépare la voie au Valmont des *Liaisons dangereuses*, au Julien Sorel de *Le Rouge et le Noir*. Calculer n'empêche pas d'aimer. Cependant le calcul enlève à l'amour on ne sait quel charme de jeunesse, de grâce, d'aisance, de libre épanouissement. Il n'y a pas beaucoup de jeunesse chez Nemours, sauf, peut-être, quand il emporte le portrait ou quand il pleure dans l'allée des saules, et il apparaît nettement, à la fin du livre, que les traits empruntés à Brantôme sont juxtaposés, ne sont pas dans la vérité du personnage. Où donc se montre-t-il enjoué ? Où fait-il preuve d'une faiblesse qui le prive de résister aux avances de ses maîtresses ? Rarement type de séducteur fut plus subtilement analysé. Mais comme toutes ses roueries et ses subterfuges, et son art d'avancer son siège servent à mettre en relief la beauté, la noblesse, la tendre faiblesse bientôt secourue par la raison, la clairvoyance, l'intacte pureté morale de la figure principale, de la princesse de Clèves ! L'intime honnêteté n'empêche pas toujours d'aimer. Elle ajoute à l'amour on ne sait quel rayonnement, on ne sait quelle lumière heureuse

qui disperse les ténèbres de la chair et du cœur. Mme de Clèves est toute parée de cette auréole.

IV. — L'HISTOIRE : FRANÇOIS DE LORRAINE

Reprenons maintenant dans l'histoire les trois personnages qui auraient en réalité joué les rôles distribués par Mme de La Fayette à ses héros de roman. Il en est un, sur les trois, que Mlle Valentine Poizat, malgré son imprudente vivacité dans l'argumentation, n'a tout de même pas osé retenir pour sa thèse, et c'est le mari, François de Lorraine, duc de Guise. Il ferait éclater le cadre où l'on voudrait l'enfermer. Songez donc : François de Lorraine est l'un des plus formidables capitaines et hommes d'État de tout le formidable XVIe siècle. L'un de ses historiens, le baron de Ruble (1), le représente ainsi :

Né à Bar, le 17 février 1519, il porta d'abord le nom de comte d'Aumale et fit ses premières armes en 1542. Il n'avait que 26 ans quand il reçut, pendant le siège de Boulogne, une blessure au visage qui lui laissa le surnom de Balafré. Duc d'Aumale et pair de France en 1547, il devint gouverneur du Dauphiné et prit part à toutes les campagnes du règne de Henri II. Après le désastre de Saint-Quentin (10 août 1557), il sauva la France par la conquête de Calais, de Thionville et d'Arlon. Jamais prince n'avait été doué de qualités plus brillantes : une bravoure qui entraînait les soldats ; un coup d'œil toujours juste sur les champs de bataille ; une prudence infaillible ; par-dessus tout cet art de commander, jusqu'à fanatiser les hommes, qui est le privilège des grands capitaines. Son application au travail lui permettait d'étudier les moindres affaires par lui-même, de lire toutes ses lettres et de corriger de sa main toutes les minutes qu'il devait signer. L'ambition, l'orgueil gâtaient ces qualités. Généreux, « magnifique » comme pas un seigneur de France, sa maison était montée comme celle d'un roi ; il entretenait une cour nombreuse, une garde, une clientèle de gentilshommes qui l'auraient suivi au bout du monde ; ses flatteurs le disaient issu de Charlemagne et il faisait volontiers étalage de sa prétendue origine impériale ; il signait habituellement *François*, prérogative que les princes du sang de France et à plus forte raison les princes étrangers laissaient toujours au Roi.

(1) *L'assassinat de François de Lorraine, duc de Guise*, par le baron de Ruble, de l'Institut (Émile Paul édit., 1897).

Sa gloire et sa popularité reléguaient dans l'ombre la gloire et la popularité royales. Dès qu'il paraissait, les acclamations allaient à lui. La plupart du temps, quand il n'avait pas son harnais de guerre, il était vêtu de satin blanc et ses équipages étaient les plus fastueux, ses armes les plus brillantes. L'état de sa maison comportait, sans compter les femmes de la duchesse, 112 personnes parmi lesquelles des chambellans, des maîtres d'hôtel, des gentilshommes de la chambre, des officiers pensionnaires dont un organiste et un géographe, un aumônier, un trésorier, quatre secrétaires, un médecin, un chirurgien, un apothicaire, des sommeliers, des écuyers, des panetiers, six maîtres-queux dont trois galopins, des palefreniers, des muletiers, des huissiers, etc. Avec quoi nourrissait-on un pareil peuple ? Il faut penser que la vie était moins chère qu'aujourd'hui, si j'en crois un relevé du prix des denrées à Annecy en 1599 : on avait un pain *clairet, de froment pur*, de 13 onces pour 8 deniers (1), un quarteron (double pot, soit près de trois litres) de vin blanc clairet du pays pour 3 sols, une livre de bœuf pour 3 quarts de sol, une livre de mouton pour 4 sols 6 deniers, une livre de lard et de porc salé pour 7 sols, un chapon gras pour 20 sols, une paire de poulets moyens pour 8 sols, une grosse truite pour 12 sols la livre, un fromage gras pour 4 sols, une livre de beurre pour 3 sols, une douzaine d'œufs frais pour 4 sols (2). Ainsi le duc de Guise nourrissait-il à sa table plus de cent cinquante hommes et femmes de son service et de celui de la duchesse.

Sous le règne de François II, il fut le véritable souverain. Précipité du pouvoir après la mort du Roi, il est bientôt rappelé par la régente, Catherine de Médicis. Le royaume est troublé par les luttes religieuses. On entre dans l'ère sanglante des guerres civiles. A Vassy, où le duc est de passage avec la duchesse qui est enceinte (1er mars 1562), on se massacre jusque dans l'église, et il s'efforce vainement de rétablir l'ordre et d'arrêter l'effusion du sang. Condé et Coligny, pour protéger la Réforme, commencent la campagne. Il gagne contre eux la bataille de Dreux après que le maréchal de Saint-André a été tué et que le connétable de Montmorency a été fait prisonnier.

(1) L'once était de 26 grammes ; le denier était le 12e du sol.

(2) *Revue savoisienne*, journal publié par la Société florimontane d'Annecy, 1881.

Dans la victoire, il est aussi clément qu'il est rude à la bataille. Le prince de Condé est entre ses mains. Or ses bagages ont été pillés par les reîtres : il n'a qu'un maigre souper à partager avec son rival captif et il lui offre le grabat de paysan qui est l'unique lit à sa disposition. Condé le refuse. Guise insiste, et le lit est partagé.

Sa grandeur est la même dans la politique. Pour mettre un terme aux querelles religieuses, il crée un mouvement national contre les Anglais. Déjà, il veut établir l'union sacrée entre les partis. Cependant le trésor royal est vide. « Nous sommes en une telle panoche, écrit Robertet, que vous ne sauriez croire. » François de Lorraine, alors, paie lui-même les Suisses qui sont braves, mais intéressés. Comme il assiège Orléans, la duchesse le vient rejoindre au château de Vaslins, près Olivet. Les parlementaires ont été envoyés, la pacification est prochaine, il accourt auprès de sa femme quand un traître caché derrière une haie lui tire un coup de pistolet presque à bout portant. Son courage devant la mort est superbe. Il donne ses avis à la reine, il se confesse, il fait ses adieux à sa femme et à son fils aîné, il dicte son testament, il reçoit les derniers sacrements, il meurt avec ce même calme qu'il avait dans les combats. Ce fut un deuil national. Un de ses adversaires, deux fois son ennemi, puisque Anglais et protestant, Smith, rend au grand chef catholique cet hommage dans une lettre à la reine d'Angleterre : « Il était le meilleur général de la France, d'autres diront de la chrétienté, car il avait toutes les qualités qu'on peut désirer dans un général, un esprit prompt, un corps inaccessible à la souffrance, un grand courage, de l'expérience pour conduire une armée, de la courtoisie pour entretenir les gens, de l'éloquence pour exprimer sa pensée, de la générosité pour les satisfaire. »

Auprès de ce géant, le pauvre prince de Clèves, tel qu'il nous est présenté dans le roman de Mme de La Fayette, fait figure de mazette pour employer un terme cher à Scarron. Là, l'histoire domine, écrase le roman. Elle lui présentait un personnage d'épopée, tout occupé de guerre, de religion et de politique, pesant de tout son poids sur l'avenir du royaume, et il n'en aurait tiré qu'un petit gentilhomme de cour, tout efflanqué, assombri et morfondu, perdu dans les jupes de sa femme et mourant du chagrin d'être incompris. Les choses, si la duchesse

de Guise fut amoureuse, dans la réalité, de M. de Nemours — les pamphlets du temps n'hésitent point, et le lui donnent pour amant — se durent passer d'une autre façon. D'une phrase, le maréchal de Tessé, quand il envoie *la Princesse de Clèves* à la reine d'Espagne et quand il en attribue l'aventure au duc et à la duchesse de Guise, recompose la scène à vous donner le frisson: *La pauvre princesse de Clèves n'en eut que la peur, mais le quart d'heure fut terrible.* Souvenez-vous que le duc, un jour, contraignit sa femme à assister à une exécution. Mme de Clèves devient instantanément la *pauvre princesse de Clèves* et l'on tremble pour la malheureuse, tandis que Mme de La Fayette ne nous inspire guère de pitié que pour le mari, pour le *pauvre* M. de Clèves.

Les pamphlets, je l'ai dit, et aussi les historiens protestants, et encore la *Satire Ménippée*, chargent la duchesse de Guise de toutes sortes d'aventures amoureuses. Elle aurait été la maîtresse d'Henri II et celle du duc de Nemours. Pour celui-ci, le baron de Ruble ne le met pas en doute. Mais la prudence doit être de règle en pareille matière. Comme le dit encore le maréchal de Tessé qui me paraît être un délicieux psychologue: « Dans tous les temps et dans toutes les Cours, il y a eu pour les dames des apparences d'affaires dont l'écorce a été plus criminelle que l'intérieur. » La malignité publique s'exerce principalement contre la grandeur et la vertu. Anne d'Este, duchesse de Guise, avait l'une et peut-être l'autre. Aucun trait des chroniques à son endroit ne fournit une preuve convaincante. La plus formelle serait encore tirée du récit de Lancelot de Carle, évêque de Riez, qui assista aux dernières journées de François de Guise et qui en donna plusieurs versions successives dont les changements mêmes sont inquiétants. Dans la première, le duc fait à la duchesse l'aveu de ses fautes et fragilités de jeunesse et ajoute : « Je vous prie m'en vouloir excuser et me les pardonner, comme je vous pardonne, combien que mes offenses soient beaucoup plus grandes que les vôtres. » Lors de la réimpression du récit de l'évêque, ce passage fut supprimé. Il fut rétabli dans une troisième édition, avec ce correctif : « Sans jamais entrer en aucun soupçon de vous (1). »

Où Mlle Valentine Poizat a-t-elle puisé la certitude de l'aveu fait par la duchesse à son mari de sa passion pour M. de

(1) *L'assassinat de François de Lorraine*, par le baron de Ruble.

Nemours, elle ne le précise pas. A la supposer établie, rien n'a pu se passer comme dans le roman de Mme de Lafayette. Le duc de Guise avait, sous ses ordres, le duc de Nemours dans sa campagne d'Italie et dans ses campagnes de France, car il était lieutenant-général du royaume. Or, il ne cessa jamais de le protéger et de lui témoigner son amitié puissante, et souvent toute-puissante. Il aurait donc fait preuve d'une magnanimité incomparable envers le capitaine qui trompait son chef et qui n'a jamais cessé de s'appuyer sur le parti des Guise, et il en a peut-être fait preuve en effet, soit qu'il eût à reprocher à sa femme une trahison, soit qu'elle se fût contentée d'aimer en secret, mais alors voilà un trait qui manque à M. de Clèves et qui relève singulièrement le mari en face de l'amant. De plus, il ne se piqua jamais de la fidélité qui fait toute la gloire de M. de Clèves, bien que les passions de l'amour ne jouassent qu'un rôle secondaire dans cette vie encombrée du tracas des grandes affaires et du fracas des batailles. Enfin, il se réconcilia sans nul doute avec sa femme, s'ils furent jamais brouillés. Lors de l'échauffourée de Vassy, la duchesse était enceinte (1), et, plus tard, au siège d'Orléans, c'est en allant la rejoindre qu'il fut assassiné. Mais il est temps de peindre Mme de Guise.

V. — L'HISTOIRE : ANNE D'ESTE.

L'héroïne de Mme de La Fayette, qui croise avec tant de dévotion, de scrupule et de passion ses mains sur son cœur tremblant, offre-t-elle du moins quelque ressemblance avec Anne d'Este, duchesse de Guise? Mlle Poizat, qui s'institue sa dernière et fervente biographe, ramasse, assemble ses moindres traits pour établir cette identité, et ne s'aperçoit pas que, rien qu'en se pliant à la vérité, elle nous représente une femme intelligente, politique, habile aux intrigues de Cour, souvent favorite et confidente de Catherine de Médicis, très préoccupée de la fortune de ses deux maris successifs et de ses nombreux enfants (cinq du premier, trois du second), aussi cultivée en droit et en procédure qu'adonnée aux belles-lettres et experte à la danse, toujours belle, toujours adroite, toujours active, ne

(1) Voyez le baron de Ruble.

tenant pas en place, adorant au fond ce milieu mouvementé et dangereux de la Cour. Que lui reste-t-il de la princesse de Clèves? Son amour? Il n'y a pas que l'amour, il y a la façon d'aimer. La sienne est-elle celle du roman? Comparons.

Anne d'Este était née à Ferrare, le 16 novembre 1631, d'Hercule d'Este et de Renée de France qui était la fille de Louis XII. Elle avait donc douze ans de moins que François de Lorraine, et Jacques de Nemours, son contemporain, ne comptait qu'un mois de plus qu'elle. Le père du Tasse chanta sa naissance et celle de ses deux sœurs. « Ces trois sœurs, assure Brantôme, étaient les plus belles qui naquirent jamais en Italie. » A six ans, Anne charmait les cardinaux par la grâce de sa danse, à dix elle savait le grec. Renée de France avait composé de la Cour de Ferrare un milieu d'une culture et d'une élégance raffinées. Quand la jeune fille vint en France à dix-sept ans pour y épouser le duc de Lorraine, ce fut un éblouissement. « Elle était, dit encore Brantôme, la plus douce, la meilleure, humble et affable princesse que l'on eut sceue voir. Encore qu'en sa façon elle se monstrast altière et brave, la nature l'avait faict telle tant en sa beauté et belle taille qu'en son grave port et belle majesté si bien qu'à la voir on eùt toujours appréhendé de l'aborder, mais l'ayant abordée et parlée, on n'y trouvait que toutes douceurs, toutes candeurs et débonnairetés, tenant cela de son grand-père le bon père du peuple et du doux air français. » Ce doux air français de blonde réservée et pleine de noblesse s'alliait à la finesse italienne qui, dans les pires traverses, demeure clairvoyante et sait tirer parti des événements.

Il est à croire que le mariage fut heureux. Comme dans les contes de fées, ils eurent beaucoup d'enfants, cinq en six ans. L'exigeante Mlle Poizat en eût souhaité davantage et eût volontiers choisi Anne d'Este pour un prix Cognacq dans le dessein honorable de démontrer sa vertu. Car elle voit une preuve de la rupture du ménage dans le fait qu'après avoir mis au monde cinq enfants la duchesse de Guise s'arrêta de procréer, jusqu'à son second mariage où Nemours lui en donna trois. C'est là piétiner bien des mystères. Le baron de Ruble nous assure au contraire que la duchesse était encore enceinte moins d'un an avant l'assassinat de son mari, ce qui implique bien, de toutes manières, une réconciliation. Quand le duc de Nemours

se serait-il introduit dans l'intimité des Guise ? Il avait pris part à la campagne d'Allemagne, et l'on sait que Charles-Quint avait été obligé de lever le siège de Metz. François de Lorraine estimait ses capacités militaires, voyait en lui un brillant second. Prit-il ombrage de ses assiduités auprès de la duchesse ? Elles furent assez connues pour que les chroniqueurs n'hésitent pas à qualifier leurs relations. Les chroniqueurs rapportent plus volontiers le mal que le bien : ils sont plus assurés d'être lus et compris. François de Guise, inquiet, aurait chargé Antoine de Bourbon d'une enquête discrète qui l'aurait rassuré. C'est du moins ce que rapporte M[lle] Poizat. Mais ce n'est point dans le caractère du duc qui avait accoutumé de traiter personnellement toutes ses affaires. Fut-ce pour détourner ses soupçons, fut-ce par simple amitié pour Nemours, fut-ce pour tenter de vaincre la passion qui l'envahissait, Anne d'Este voulut faire épouser à Jacques de Savoie sa sœur Lucrèce qui l'égalait en beauté. Il y eut même des fiançailles. Nemours s'attarda en Italie. Il avait de bonnes raisons de s'y attarder : Françoise de Rohan, qu'il avait séduite et abandonnée, allait être mère, et il ne se souciait pas de sa paternité. Cependant il revient, mais pour ne faire que traverser Paris et retourner aux camps : le terrible Guise reprenait Calais.

Il ne guerroyait pas avec Guise quand celui-ci fut assassiné. Il se battait alors dans le Dauphiné et le Languedoc contre le fameux baron des Adrets. M[lle] Poizat nous peint de la façon la plus romanesque et la plus touchante la rencontre de Nemours et de la duchesse de Guise en deuil, mais, comme elle ne cite pas ses sources, je n'ai pu les vérifier. Qu'il ait été ou non son amant, que le duc de Guise l'ait su ou non, il est certain qu'il l'aimait et qu'il voulait, libre, l'épouser. Elle avait alors trente-deux ans, elle était dans tout l'épanouissement de sa beauté, et par surcroît elle représentait pour l'ambitieux Nemours un magnifique parti : les richesses des Guise étaient considérables, leur puissance dans le royaume combattue, mais sans égale (on le vit bien à la fortune d'Henri de Guise), et Nemours engagé à fond dans leur cause n'en pouvait changer et ne pouvait donc épouser plus haut.

Il y avait deux obstacles à leur mariage, et deux obstacles du même ordre. Chacun d'eux était engagé dans un procès. La duchesse avait éprouvé, de la mort de son mari, une

profonde douleur. Elle était de caractère assez ferme pour s'en remettre et poursuivre sa vengeance : derrière le pistolet de Poltrot de Méré, il s'agissait de débusquer le plus grand personnage du royaume après François de Lorraine, l'amiral de Coligny qui avait employé Poltrot comme espion. Les Guise n'hésitèrent pas : Anne elle-même osa désigner celui qu'elle regardait comme le vrai coupable, et Coligny se mit en marche sur Paris avec ses troupes. Cependant la Reine passait sans cesse d'un parti à l'autre. La cause fut évoquée devant le Conseil royal. C'était un déni de justice : les Guise protestèrent, le Parlement retint l'affaire, partisans et adversaires se battirent dans les rues. Le Roi ajourna la décision à trois ans. Le procès vint enfin au conseil du Roi (janvier 1565) et l'amiral fut acquitté. Nemours faisait partie de ce conseil. Il se récusa, alléguant « l'amitié qu'il professait pour M. de Guise et toute sa maison. ». C'était d'une équité rigoureuse, en un temps où les passions altéraient l'équité. Charles IX et la reine tentèrent vainement d'obtenir l'assentiment de la duchesse à cet arrêt : elle pleura et refusa. « Coligny, dit le baron de Ruble, avait été accusé et acquitté : il n'avait pas été jugé. » Pour mettre un terme à ces luttes intérieures, le Roi convoqua d'autorité à Moulins Coligny, le cardinal de Lorraine et la duchesse, afin de les réconcilier. Coligny donna sa promesse, les Guise ne firent qu'obéir. Henri, le fils aîné de François, n'assista pas à l'entrevue.

Le procès que soutenait dans le même temps le duc de Nemours n'était pas si reluisant. J'en retracerai plus loin les péripéties. Françoise de Rohan, abandonnée, avait pris le titre de duchesse de Nemours, invoquant une promesse de mariage, et appelé son fils prince de Genevois, de l'un des titres de la maison de Savoie-Nemours. Elle traînait son ancien amant devant les tribunaux civils et ecclésiastiques. Il ne put s'en dépêtrer définitivement que le 26 avril 1566, par un bon arrêt. Dès le lendemain, le contrat de mariage le liait à Anne de Guise, qu'il épousait le 5 mai. Neuf mois après leur naissait un fils, Charles-Emmanuel. Mais Nemours allait payer cher ses trop brillantes années de jeunesse. Un an après son mariage, à trente-six ans, il subissait la première attaque de la goutte qui ne devait plus le lâcher. Il joua pourtant un rôle héroïque et d'une importance capitale dans l'affaire de Meaux où il sauva la couronne. Mais peu après, il dut se retirer à Annecy, puis

aux environs de Turin. La maladie l'empêchait de recueillir les fruits de sa valeur militaire, de ses bons conseils politiques, de son beau mariage. Comment il vécut et mourut, jeune encore, dans la retraite dont il sortit deux ou trois fois, et magnifiquement, pour blâmer la Saint-Barthélemy, pour empêcher le duc d'Alençon de se soulever contre son frère et de diviser le royaume, on le saura plus loin. Mais sa femme n'abandonna point la Cour pour le suivre dans cette retraite prématurée.

Elle eût été bien incapable de l'abandonner. Catherine de Médicis la réclamait sans cesse. Et la voilà constamment par les chemins, intriguant pour sa mère Renée de France qui a passé au protestantisme et veut avoir des ministres de sa religion chez elle, intriguant pour tous les Guise, — et ils sont nombreux, — pour les cardinaux, pour son fils Henri qui va surpasser la fortune de son père et périr plus tragiquement encore, pour son fils Mayenne, pour son gendre Montpensier plus âgé qu'elle, experte à solliciter, plus forte en droit qu'un procureur, obtenant des places, gagnant des faveurs, toujours belle avec des paroles dorées, accueillante et bonne, sauvant, la nuit de la Saint-Barthélemy, les protestants qui se sont réfugiés chez elle, et parmi eux la fille de Michel de l'Hôpital, plaisant à tous, et toujours à son mari qu'elle vient voir et consoler, mais pour peu de temps, car elle rejoint bien vite la vie trépidante de Paris et de la Cour. Elle s'en va en Espagne, à la cour de Philippe II, quand Charles-Emmanuel de Savoie s'y marie, et revient en Piémont où elle assiste à la mort de son second mari. « Elle a épousé deux honnêtes maris, dit Brantôme, et deux que peu ou point en eust-on trouvé de pareils, et s'il s'en trouvait encore un pareil et digne d'elle, elle le pourrait encore user, tant elle est encore belle. » Elle avait pourtant cinquante-trois ans. Comme elle avait pris en mains la cause des Guise après l'assassinat du duc, elle ne perd pas la carte à Turin après la mort de Nemours et fait dresser un inventaire qui sépare ce qui lui appartient de ce qui appartient à ses enfants. Elle réclame sa part d'héritage à la maison d'Este à Ferrare, puis à la Cour qui est sa famille, comme le remarque très justement Mlle Poizat. De Catherine de Médicis elle obtient la place de gouverneur de Lyon pour le fils aîné du duc de Nemours. Les Guise sont tout-puissants : Henri paraît être le maître de la France. Puis c'est l'effroyable tragédie dont elle est

toute enveloppée : Henri et le cardinal de Guise sont assassinés, elle-même et son fils Nemours sont emprisonnés à Blois. Henri III paie à son tour son crime. La duchesse et sa fille Catherine de Montpensier, le soir du meurtre royal, parcourent Paris en annonçant la « bonne nouvelle, » et aux Cordeliers Anne, exaltée, harangue le peuple.

Faut-il la suivre encore dans ses dernières années toujours agitées? Son fils Nemours, à son tour, s'est retiré à Annecy où il meurt à vingt-huit ans, désirant de revoir sa mère qui n'a pas le temps de venir, car elle cherche à Paris des places pour ce mourant, et qui arrive enfin, trop tard. Les Guise ne sont plus au pouvoir : Henri IV est monté sur le trône et rétablit la paix dans le royaume ravagé par tant de querelles et de troubles. Elle vend à Henri IV le château de Verneuil pour Gabrielle d'Estrées; elle dépêche à Ferrare le président Favre pour défendre ses droits; elle est chargée d'aller à Marseille chercher Marie de Médicis; elle fait venir à Paris l'évêque de Genève, François de Sales, dont elle a entendu parler et dont elle veut répandre la réputation; elle ne cesse, elle ne peut cesser de remuer ciel et terre jusque dans son extrême vieillesse. Et elle demeure jusqu'à la fin « une très belle femme, nous dit Brantôme, en son printemps, son esté, son automne et son hyver encore, quoiqu'elle ait eu grande quantité d'ennuis et d'enfants. » Je crois bien : on lui avait assassiné un mari et deux fils; sur huit enfants, il lui en restait deux; elle avait perdu le beau Nemours; elle avait vécu dans les guerres civiles, les complots, la tourmente; son premier mari et son fils aîné avaient tenu dans leurs mains les destinées de la France; mais elle avait encore à sa mort « deux énormes tresses blondes (1). » Lancée à sa poursuite, la mort, à qui elle opposait son éternelle jeunesse, avait fini par l'atteindre le 17 mai 1607, à soixante-seize ans.

Elle fut ensevelie à Annecy, avec une belle oraison funèbre de saint François de Sales, et une longue épitaphe rédigée sans doute par quelque rhétoricien de l'Académie florimontane et dont je détache ce couplet : « Passant, ne refuse point l'assistance de tes prières que te demande cette pieuse dame, laquelle a toujours vécu chastement et qui a été l'épouse de deux grands capi-

(1) Chanoine Ducis, cité par Mlle Poizat.

taines. Elle a passé de cette vie à l'autre étant âgée de 76 ans après avoir commandé que l'on portât son cœur avec le corps de son premier mari et son corps au tombeau de son second... » Et comme l'agitation était décidément son lot, son tombeau fut démoli, avec celui de Jacques de Nemours, le 17 juillet 1793. Ses cendres mêmes ne devaient pas reposer en paix. La balustrade en marbre noir qui entourait le mausolée a été utilisée pour faire la table de communion de la cathédrale d'Annecy (1).

Y a-t-il, dans cette vie mouvementée, un seul trait qui se puisse appliquer à la vie tout intérieure de la princesse de Clèves? *Cette pieuse dame*, dit l'épitaphe, *vécut toujours chastement*. Elle n'en eut pas la réputation selon les chroniques, et à tout le moins donna des arrhes à son second mari quand les procès Coligny et Rohan l'empêchaient de l'épouser après la mort du premier (2). Admettons même sa vertu, car nous supposons réalisées bien des amours qui ne le furent jamais, et le contraire est tout aussi vrai; admettons même son aveu. Ni elle, ni François de Guise n'eussent réagi comme les personnages de Mme de La Fayette. Et pour compliquer le mystère, voici qu'elle commande en mourant de porter son cœur au tombeau de son premier mari, et son corps au tombeau du second. Tout le mérite de la princesse de Clèves est d'avoir fait exactement le contraire : garder son corps à son mari, et son cœur à son amant.

HENRY BORDEAUX.

(A suivre.)

(1) Un portrait d'Anne d'Este est au presbytère de Notre-Dame à Annecy.
(2) *Le duc de Nemours et Françoise de Rohan*, par le baron de Ruble.

AU TEMPS DE L'INNOCENCE

TROISIÈME PARTIE (1)

XII

La coutume de faire des visites le soir, après le dîner, prévalait encore à New-York, malgré la jeune coterie de gens chic qui la trouvait ridicule. Comme il descendait lentement la Cinquième Avenue, Archer remarqua, dans la grande voie déserte, une file de voitures qui stationnaient devant la maison des Reggie Chivers ; il se souvint qu'ils donnaient ce soir-là un dîner en l'honneur du Duc. Traversant Washington Square, il vit un monsieur âgé, en pardessus et cache-nez, monter un perron et disparaître dans un vestibule éclairé : c'était le vieux Mr du Lac qui allait voir ses cousins Dagonet. Ensuite il aperçut, au tournant de la Dixième Rue, Mr Samson, de son étude, qui allait rendre visite aux vieilles Misses Lanning. Un peu plus loin, dans la Cinquième Avenue, Beaufort se montra sur le pas de sa porte, vivement silhouetté par la lumière de l'antichambre. Il monta dans son coupé et partit dans une direction mystérieuse. Ce n'était pas un soir d'Opéra, personne ne recevait : donc la sortie de Beaufort devait être clandestine. Archer évoqua aussitôt une petite maison située au delà de Lexington Avenue, qui s'était récemment ornée de rideaux enrubannés et de caisses fleuries. Devant la porte nouvellement repeinte, on voyait souvent stationner le coupé jaune serin de Miss Fanny Ring.

Copyright by Edith Wharton, 1920.
(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre et 1er décembre.

Au delà de la glissante pyramide qui composait le monde de Mrs Archer s'étendait la région hétéroclite où vivaient des artistes, des musiciens et des « gens qui écrivent. » — Ces échantillons épars de l'humanité n'avaient jamais essayé de s'amalgamer avec la société. En dépit de leurs originalités on les disait pour la plupart dignes d'estime; mais ils préféraient rester entre eux. Medora Manson, dans ses jours de prospérité, avait fondé un « salon littéraire ; » mais il s'était éteint de lui-même, faute de gens de lettres pour le fréquenter.

D'autres avaient fait la même tentative. Chez Mrs Blenker, femme bouillonnante et bavarde, et mère de trois filles à sa ressemblance, on rencontrait le grand acteur tragique Edwin Booth, Adelina Patti, William Winter le critique dramatique, l'acteur anglais George Rignold, des éditeurs, des critiques littéraires et musicaux. Mrs Archer et son groupe éprouvaient une certaine timidité vis à vis de ces personnes. Elles étaient d'espèce particulière, difficiles à classer; on ne connaissait pas l'arrière-plan de leurs vies et de leurs esprits. La littérature et les arts étaient hautement appréciés dans l'entourage des Archer; et Mrs Archer s'évertuait toujours à expliquer à ses enfants combien la société était plus agréable à l'époque où elle comprenait des gens de lettres comme Washington Irving, Fitz Greene Halleck et l'auteur de *The Culprit Fay*. Les plus célèbres auteurs de cette génération avaient été des « gentlemen. » Peut-être les inconnus qui leur avaient succédé étaient-ils d'aussi honnêtes gens; mais leur origine, leur tenue, leurs tignasses incultes, leurs relations avec les acteurs et les chanteurs, empêchaient de les classifier d'après le critérium du vieux New-York.

— Quand j'étais jeune fille, disait Mrs Archer, nous connaissions tous les gens qui habitaient entre la Batterie et Canal Street. Les gens qu'on connaissait étaient seuls à avoir leur voiture : rien n'était plus facile que de situer quelqu'un. Maintenant, on ne sait plus, — et on aime autant ne pas savoir.

Peu embarrassée de préjugés, indifférente aux fines distinctions sociales, la vieille Mrs Mingott aurait pu relier les deux milieux; mais elle n'ouvrait jamais un livre, ne regardait jamais un tableau; et la musique lui rappelait seulement les soirées de gala aux Italiens, à l'époque de ses triomphes aux Tuileries. Beaufort aussi, qui la valait en audace, aurait pu essayer de combler le fossé; mais ses salons somptueux, ses laquais en

culottes, intimidaient la race artistique. De plus, aussi peu cultivé que Mrs Mingott, il considérait les écrivains comme des pourvoyeurs salariés, préposés au plaisir des riches, et son opinion n'avait jamais été mise en question par quelqu'un d'assez riche pour l'influencer.

Newland Archer avait toujours accepté cet état de choses comme faisant partie de la structure de son univers. Il savait qu'il y avait, dans la vieille société européenne, des milieux où les peintres, les poètes, les romanciers, les hommes de science, et même les grands acteurs, étaient aussi recherchés que des princes. Il aimait à se figurer quel avait dû être le plaisir de vivre dans des salons où l'on s'entretenait avec ses auteurs favoris: Thackeray, Browning, William Morris, Mérimée (dont les *Lettres à une Inconnue* étaient un de ses livres préférés). Mais, à New-York, quel rêve irréalisable! Archer connaissait personnellement la plupart des écrivains, musiciens et peintres de sa ville natale. Il les rencontrait au Century Club, ou dans les petits cercles littéraires et musicaux qui commençaient à naître. S'il les voyait avec plaisir dans ces milieux-là, il n'en était pas de même chez les Blenker, où ils se trouvaient mêlés à des femmes du monde aussi ferventes que mal fagottées, qui les exhibaient comme des curiosités. Même après ses conversations les plus intéressantes avec Ned Winsett, Archer gardait l'impression que, si son monde à lui était bien restreint, le leur l'était encore davantage, et que le seul moyen de les élargir l'un et l'autre serait d'arriver à les fondre.

Tout en réfléchissant ainsi, il essayait de se figurer le milieu où la comtesse Olenska avait vécu, avait souffert, avait aussi, peut-être, goûté de mystérieuses joies. Comme elle avait ri en lui racontant que sa grand'mère Mingott et les Welland s'opposaient à son installation dans un quartier bohème abandonné aux « gens qui écrivent! » En réalité, ce que sa famille désapprouvait, c'était l'originalité d'aller habiter un quartier si peu élégant; mais cette nuance lui échappait, et elle pensait que la littérature était considérée comme compromettante.

Elle, au contraire, n'en avait pas peur, à en juger par les livres qu'on voyait épars dans son salon (à New-York, on ne laissait pas traîner de livres dans un salon). La plupart de ces livres étaient des romans, mais qui avaient cependant éveillé l'attention d'Archer par des noms nouveaux : Paul Bourget,

Huysmans, les frères de Goncourt. Il pensait à tout cela en approchant de la porte de Mme Olenska. Il sentait qu'elle était femme à changer en lui toute l'échelle des valeurs, et comprit qu'il serait forcé de se mettre à des points de vue incroyablement nouveaux s'il voulait lui être utile dans ses difficultés présentes.

Nastasia ouvrit la porte en souriant d'un air mystérieux. Sur le banc de l'antichambre étaient posés une pelisse de zibeline, un claque marqué aux initiales « J. B. » et un foulard de soie blanche. Ces élégants articles appartenaient indiscutablement à Julius Beaufort.

Archer était furieux, si furieux qu'il fut sur le point de griffonner un mot sur sa carte et de s'en aller; mais il se rappela qu'en écrivant à Mme Olenska il avait, par excès de discrétion, omis de lui dire qu'il désirait la voir seule. Il ne devait donc s'en prendre qu'à lui si elle avait du monde. Il entra dans le salon, résolu à faire sentir à Julius Beaufort que sa présence était inopportune, et à rester le dernier.

Le banquier se tenait debout devant le feu. Derrière lui, deux candélabres de cuivre, garnis de cierges en cire jaunâtre, retenaient la broderie ancienne dont s'ornait la cheminée. Beaufort plastronnait, les épaules effacées, le poids du corps portant sur un de ses grands pieds, et regardait, en souriant, leur hôtesse assise sur un canapé près de la cheminée. Une table couverte de fleurs formait paravent derrière le canapé ; et sur le fond d'orchidées et d'azalées, que Newland reconnut pour venir des serres de Beaufort, Mme Olenska se tenait à demi étendue, la tête appuyée sur sa main, laissant voir, par une large manche ouverte, un bras nu jusqu'au coude.

L'usage voulait que les dames qui recevaient le soir portassent de « simples robes de dîner, » c'est-à-dire une armure de soie baleinée, légèrement décolletée, avec des ruches de dentelles remplissant l'échancrure du corsage et des manches étroites découvrant tout juste assez de poignet pour laisser voir un bracelet en or étrusque ou un lien de velours noir. Mais Mme Olenska, insoucieuse de la tradition, était vêtue d'un long fourreau de velours rouge, bordé autour du cou d'une haute fourrure noire. Archer se rappela avoir vu, lors de son dernier séjour à Paris, un portrait du nouveau peintre Carolus Duran (dont les tableaux faisaient sensation au Salon), qui représentait

une dame audacieusement habillée d'une robe fourreau, le cou niché dans la fourrure. Il y avait quelque chose de pervers et de provocant dans l'idée de porter des fourrures en plein salon surchauffé, et dans la combinaison d'un cou emmitouflé avec des bras nus; mais, sans conteste, l'effet était agréable.

— Seigneur!... Trois jours entiers à Skuytercliff!... disait Beaufort de sa forte voix sarcastique, comme Archer entrait. Vous ferez bien d'emporter vos fourrures, et votre boule d'eau chaude aussi.

— Comment! la maison est si froide?... demanda-t-elle, tendant sa main gauche à Archer, qui eut l'impression qu'elle s'attendait à ce qu'il la baisât.

— Non, mais la bonne dame l'est! dit Beaufort en saluant négligemment le jeune homme par un signe de tête.

— Moi, je la trouve si aimable! Elle est venue m'inviter elle-même. Grand'mère dit que je ne dois pas manquer d'y aller.

— Grand'mère le dit, c'est tout naturel. Mais moi je dis que c'est une honte que vous manquiez le petit souper que j'ai arrangé pour vous chez Delmonico, dimanche prochain, avec Campanini, Scalchi, et un tas de gens amusants.

— Ah!... Je suis bien tentée!... A part la dernière soirée de Mrs Struthers, je n'ai pas rencontré un seul artiste depuis que je suis ici.

— Quel genre d'artistes voulez-vous dire?... Je connais un ou deux peintres, de charmants garçons que je peux vous amener si vous le permettez, dit vivement Archer.

— Des peintres?... Y a-t-il des peintres à New-York?... demanda Beaufort, d'un ton qui impliquait que, puisqu'il n'achetait pas leurs peintures, les peintres n'existaient pas.

Mme Olenska répondit à Archer avec son sourire grave :

— Ce serait charmant; mais je pensais à des artistes dramatiques, à des chanteurs, des acteurs, des musiciens. La maison de mon mari en était toujours pleine.

Elle prononça les mots « mon mari » comme s'ils ne rappelaient aucun souvenir douloureux, et d'une voix qui paraissait presque soupirer sur les délices perdues de sa vie conjugale. Archer se demandait si c'était la légèreté ou la dissimulation qui lui permettait de faire si aisément allusion à un passé dont elle cherchait, au moment même, à s'émanciper au risque de perdre sa réputation.

— Je trouve, continua-t-elle, que l'imprévu ajoute au plaisir. C'est peut-être une erreur que de voir les mêmes personnes tous les jours.

— C'est bien ennuyeux en tout cas!... New-York meurt d'ennui! bougonna Beaufort. Et quand j'essaie de l'animer pour vous, vous me lâchez!... Écoutez! Pensez-y!... Nous ne pouvons rien arranger après dimanche, car Campanini part la semaine prochaine pour chanter à Baltimore et Philadelphie. J'ai un salon particulier, et un piano Steinway, et ils feront de la musique toute la nuit.

— Comme ce serait délicieux!... Puis-je réfléchir, et vous écrire demain?

Elle parlait en souriant, mais il y avait dans le ton de ses paroles une imperceptible invite à prendre congé. Beaufort s'en rendit compte; mais, n'étant pas habitué à être éconduit, il resta devant elle, un pli obstiné entre les yeux.

— Pourquoi pas maintenant?

— C'est trop grave pour se décider comme cela, à cette heure tardive.

— Vous trouvez qu'il est tard?

Elle répondit froidement :

— Oui, parce que j'ai encore à parler affaires avec Mr Archer.

— Ah! dit Beaufort d'un ton cassant.

Il eut un léger mouvement d'épaules, prit la main de la jeune femme, qu'il baisa avec aisance, et, s'adressant à Archer du pas de la porte :

— Newland, si vous pouvez persuader à la comtesse de rester en ville, vous êtes du souper, c'est entendu.

Puis il partit de son pas lourd et arrogant.

Archer se figura que Mr Letterblair avait prévenu Mme Olenska de sa visite; la première question que lui adressa la jeune femme le détrompa :

— Vous connaissez des peintres, alors?... Vous vivez dans leur milieu?

— Pas précisément. Les arts ici ne sont pas un milieu. On les tient plutôt en marge.

— Vous aimez beaucoup les arts?

— Beaucoup... Quand je vais à Paris ou à Londres, je ne marque pas une exposition... J'essaie de me tenir au courant.

Elle regarda le bout de la petite bottine de satin qui sortait de ses longues draperies.

— Je les aimais beaucoup aussi... Ils remplissaient ma vie... Mais je veux essayer de ne plus y penser... Je veux rompre tout à fait avec ma vie passée; devenir comme tout le monde ici.

Archer rougit.

— Vous ne serez jamais comme tout le monde.

— Ne dites pas cela!... Si vous saviez combien j'ai horreur d'être différente!

Penchée en avant, le masque tragique, elle sembla perdue dans quelque rêverie lointaine.

— Je veux tout oublier, répéta-t-elle.

— Je sais; Mr Low me l'a dit.

— Ah?

— C'est pour cela que je suis venu...

Elle parut un peu surprise, mais sa figure s'éclaira :

— Ainsi, je puis vous parler de mon affaire, au lieu d'en parler à Mr Low?... Ce sera tellement plus facile!

L'intonation de la jeune femme le toucha et il prit confiance. Il comprit qu'elle n'avait prétexté une conversation d'affaires que pour congédier Beaufort, et d'avoir fait congédier Beaufort était pour lui presqu'un triomphe.

— Je suis venu pour que nous en parlions, reprit-il.

La comtesse Olenska restait silencieuse, la tête appuyée sur un bras, le visage pâle, comme éteint par le rouge éclatant de sa robe. Archer fut touché de son expression pathétique, d'autant plus touchante que la jeune femme avait complètement perdu son air d'aisance et de domination.

« Maintenant, nous arrivons aux dures réalités, » pensa-t-il, éprouvant le même recul instinctif qu'il avait si souvent critiqué chez sa mère et chez ses contemporaines. Qu'il avait peu l'expérience de ces situations anormales! Leur vocabulaire même était inusité pour lui et semblait n'appartenir qu'au roman ou au théâtre. Devant ce qui se préparait, il se sentait aussi gauche et embarrassé qu'un petit garçon.

Après un silence M[me] Olenska s'écria brusquement :

— Je veux être libre!... Je veux que tout le passé soit effacé!

— Je comprends votre désir.

Le visage de la jeune femme s'anima :

— Alors vous m'aiderez?

— D'abord, hésita-t-il... peut-être aurais-je besoin d'en savoir un peu plus.

Elle sembla surprise.

— Vous savez ce qu'était mon mari... ce qu'était ma vie avec lui?

Il fit un signe d'assentiment.

— Eh bien, alors... que faut-il de plus?... De telles choses sont-elles tolérées ici?... Je suis protestante; notre église ne défend pas le divorce dans un cas comme le mien...

— Non, certainement.

Tous deux retombèrent dans le silence. La lettre du comte Olenski était entre eux comme un spectre. Cette lettre n'avait qu'une demi-page, et n'était, comme Archer l'avait dit à Mr Low, qu'une vague accusation de coquin exaspéré. Mais quelle part de vérité enfermait-elle? Seule la femme du comte Olenski aurait pu le lui dire.

— J'ai parcouru les documents que vous avez remis à Mr Letterblair, dit-il enfin.

— Eh bien... peut-on rien voir de plus abominable?

— Non, certes.

Elle changea légèrement de position, abritant ses yeux avec sa main.

— Vous savez sans doute, continua Archer, que si votre mari veut se défendre comme il vous en menace...

— Eh bien?...

— Il peut dire des choses — des choses qui pourraient être désagréables pour vous, les dire publiquement. Elles risqueraient de courir le monde, de vous blesser, si...

— Si? dit-elle dans un souffle.

— Je veux dire : si peu fondées qu'elles soient.

Elle garda longtemps le silence, si longtemps que ne voulant pas fixer les yeux sur son visage, qu'elle abritait toujours, Archer eut le temps d'imprimer dans son esprit la forme exacte de son autre main, celle qui reposait sur son genou, et tous les détails des trois bagues qu'elle portait. Parmi ces bagues, il remarqua qu'il n'y avait pas d'alliance.

— Mais ses accusations, même publiques, quel mal pourraient-elles me faire ici?

Il fut près de s'écrier : « Ma pauvre enfant! plus de mal ici

qu'ailleurs! » Mais il répondit, d'un ton qui résonna à ses oreilles comme la voix de Mr Letterblair :

— La société de New-York est un monde bien petit auprès de celui où vous avez vécu... et il est mené, ce petit monde, par quelques personnes qui ont... des idées un peu arriérées... Nos idées sur le mariage et le divorce tout particulièrement... Notre législation favorise le divorce... nos habitudes sociales ne l'admettent pas.

— En aucun cas?

— Elles ne l'admettent pas, si une femme, même calomniée, même irréprochable, a la moindre apparence contre elle, si elle s'est exposée à la critique en prenant une attitude qui ne rentre pas dans les conventions habituelles, si sa conduite prête à des insinuations...

La comtesse Olenska baissait la tête : Archer attendit, espérant un éclair d'indignation, tout au moins une brève parole de dénégation... Rien ne vint. Une petite pendule de voyage ronronnait; une bûche se brisa, faisant jaillir une gerbe d'étincelles; toute la chambre, calme et immobile, semblait attendre en silence avec Archer.

— Oui, murmura-t-elle enfin, c'est ce que ma famille me dit. — Il tressaillit légèrement. — « Notre » famille, corrigea-t-elle, et Archer rougit. — Car vous serez bientôt mon cousin.

— Je l'espère.

— Et vous partagez leur point de vue?

Archer se leva, marcha dans la chambre, fixa un regard vague sur les tableaux accrochés sur le vieux damas rouge, et revint près d'elle d'un pas indécis. Comment pouvait-il dire : « Oui... Si ce que votre mari avance est vrai ou si vous n'avez pas un moyen de le réfuter. »

— Vous le partagez? insista-t-elle, comme il hésitait encore.

Il regarda le feu : — Franchement, que gagneriez-vous qui pût compenser la possibilité, la certitude d'être mal vue de tout le monde?

— Mais... ma liberté : n'est-ce rien?

Au même instant, une pensée traversa l'esprit d'Archer comme un jet de lumière. L'accusation de la lettre était-elle fondée, Ellen espérait-elle épouser le complice de sa faute? Comment lui dire, si elle caressait ce projet, que les lois de l'État

s'y opposaient formellement? Le simple soupçon qu'elle pût avoir cette pensée lui durcissait le cœur.

— N'êtes-vous pas libre?... Que peut-on contre vous? Mr Letterblair m'a dit que la question financière était réglée.

— Oui, dit-elle avec indifférence.

— Alors, est-ce que cela vaut la peine de risquer des choses infiniment désagréables et douloureuses?... Pensez aux journaux, à leurs vilenies... C'est stupide, c'est injuste ; mais comment changer la société ?

— En effet, acquiesça-t-elle, mais d'une voix si faible et si désolée qu'il sentit soudain le remords de ses mauvaises pensées.

— L'individu, dans ces cas-là, est presque toujours sacrifié à l'intérêt collectif; on s'accroche à toute convention qui maintient l'intégrité de la famille, protège les enfants, s'il y en a, divaguait-il, déversant le stock de phrases qui lui venait aux lèvres dans son intense désir de couvrir l'affreuse réalité que le silence de la jeune femme semblait avoir mise à nu. Puisqu'elle ne voulait pas, ou ne *pouvait* pas, dire le seul mot qui aurait éclairci l'horizon, le désir d'Archer était de ne pas lui laisser deviner qu'il avait pénétré son secret. Mieux valait se tenir à la surface, à la manière prudente du vieux New-York, que de risquer de découvrir une blessure qu'il ne pouvait guérir.

— C'est mon devoir, continua-t-il, de vous aider à voir la situation comme les personnes qui vous aiment le plus : les Mingott, les Welland, les van der Luyden, tous vos amis et vos parents... Si je ne vous disais pas comment ils la jugent, ce ne serait pas loyal de ma part. — Il parlait avec insistance, dans son ardeur à remplir ce silence béant.

Elle répondit lentement :

— Non, ce ne serait pas loyal.

Le feu s'était réduit en cendres, et une des lampes se mit à baisser. M[me] Olenska se leva, la remonta, et revint près de la cheminée, mais sans se rasseoir. En restant debout, elle semblait signifier qu'ils n'avaient plus rien à se dire; Archer se leva aussi.

— Je ferai ce que vous désirez, dit-elle brusquement.

Le sang monta au front d'Archer. Déconcerté par la soudaineté de son triomphe, il s'empara maladroitement des deux mains de la jeune femme :

— Je... Je voudrais tant vous aider!...

— Mais c'est bien ce que vous faites... Bonsoir, mon cousin.

Il posa ses lèvres sur les mains glacées de la jeune femme. Mais elle les retira. Archer endossa son pardessus et se plongea dans la nuit d'hiver, la tête bouillonnante de toute l'éloquence qu'il n'avait pas dépensée.

XIII

La salle était bondée au théâtre Wallack.

On jouait *The Shaughraun*, avec Dion Boucicault dans le premier rôle, Harry Montague et Ada Dyas dans les rôles des amoureux. La réputation de l'admirable troupe anglaise était à son apogée, et *The Shaughraun* faisait toujours salle comble. Au paradis, l'enthousiasme était sans borne; dans les fauteuils et dans les loges, on souriait un peu des sentiments rebattus et des situations sensationnelles, mais on ne s'en amusait pas moins.

Un épisode, surtout, ravissait la salle : c'était celui où Harry Montague, après une scène douloureuse et presque muette, disait adieu à Ada Dyas. L'actrice se tenait près de la cheminée, regardant le feu. Elle était vêtue d'une robe de cachemire gris, qui moulait sa taille et tombait en longs plis jusqu'à ses pieds. Autour du cou, elle portait un ruban de velours noir, dont les bouts pendaient en arrière. Lorsque le jeune homme la quittait, elle restait, les bras appuyés sur la cheminée, la tête dans les mains. Arrivé sur le pas de la porte, Harry Montague s'arrêtait pour la regarder encore ; puis il revenait, prenait un des bouts du ruban de velours, le portait à ses lèvres et quittait la pièce sans que la jeune femme eût fait un mouvement. Le rideau tombait sur cet adieu muet.

C'était pour cette scène que Newland Archer aimait revoir *The Shaughraun*. Il trouvait admirables les adieux de Montague et d'Ada Dyas; cela lui rappelait ses meilleurs souvenirs de Bressant et de Croisette à Paris, ou de Madge Robertson et Kendall à Londres. Dans leur douleur inexprimée, ces adieux le remuaient autrement que les accents les plus pathétiques des comédiens en renom.

Ce soir-là, cette petite scène lui parut spécialement poignante; elle évoquait le congé qu'il avait pris de Mme Olenska après leur entretien confidentiel, quelque dix jours auparavant.

Et pourtant, il y avait aussi peu de ressemblance entre les situations qu'entre les personnes. Newland ne prétendait guère

à la beauté romantique du jeune acteur anglais, et Miss Dyas était une grande femme aux cheveux roux, dont la haute stature et la figure plutôt laide ne rappelaient en rien la grâce plaintive d'Ellen Olenska. Archer et Mme Olenska n'étaient pas davantage deux amoureux désolés qui se séparent en silence, mais un avocat et sa cliente se disant au revoir après une conversation d'où celui-ci remportait sur le cas de celle-là l'impression la plus douteuse. Où donc était l'analogie qui faisait battre le cœur du jeune homme? Était-il au pouvoir de Mme Olenska de suggérer des possibilités tragiques et troublantes? La jeune femme, avec son passé mystérieux et exotique, semblait née pour le drame et la passion. Archer avait toujours pensé que le hasard et les circonstances ne jouent qu'une faible part dans la destinée de chacun de nous; les êtres sont menés par leur nature : chez Mme Olenska la nature allait au dramatique, Archer le sentait. La tranquille, presque passive jeune femme, était comme vouée à une vie hasardeuse, quelque peine qu'elle prît pour l'éviter ou s'en éloigner. C'était précisément son calme résigné qui permettait de deviner l'orage devant lequel elle avait fui. Les choses qu'elle acceptait comme naturelles donnaient la mesure de celles contre lesquelles elle se révoltait.

Archer l'avait quittée avec la conviction que l'accusation du comte Olenski n'était pas sans fondement. Le personnage mystérieux qui figurait dans le passé de Mme Olenska, le « secrétaire du comte » disait le document, avait sans doute reçu sa récompense après l'avoir aidée dans sa fuite. La vie à laquelle elle avait voulu échapper était intolérable. Elle était jeune, elle avait peur, elle était désespérée. Avait-elle été reconnaissante à son sauveur ? Cette gratitude la mettait, aux yeux de la loi et du monde, de pair avec son abominable mari. Archer le lui avait expliqué, comme son devoir le voulait, ajoutant qu'à New-York, si les cœurs étaient simples et bons, elle ne devait cependant pas sur ce chapitre escompter leur indulgence.

Il avait trouvé infiniment pénible de constater la facilité avec laquelle elle avait accepté sa décision. La faiblesse qu'elle avait tacitement avouée la mettait à la merci de Newland; il se sentait attiré vers elle par d'obscurs sentiments de jalousie et de pitié. Il était heureux que ce fût à lui qu'elle eût révélé son secret, plutôt que de le confier à la froide enquête de Mr Letterblair, ou à la curiosité embarrassée des siens. Il se

chargea du soin de faire savoir à la famille, qu'ayant reconnu l'inutilité de ses démarches, elle avait renoncé au divorce; et tous s'empressèrent de ne plus penser aux choses « pénibles » dont ils avaient été menacés.

— J'étais sûre que Newland arrangerait cela, disait Mrs Welland en parlant de son futur gendre : et la vieille Mrs Mingott, qui avait convoqué Archer pour un entretien confidentiel, lui avait fait ses compliments, en ajoutant :

— La petite sotte! Je lui avais bien dit que c'était une bêtise : vouloir se faire passer pour Ellen Mingott, devenir une sorte de vieille fille, quand elle a la chance d'être mariée et comtesse!

La scène d'amour entre les acteurs avait rappelé, avec une telle acuité, au jeune homme, sa dernière conversation avec Mme Olenska que, lorsque le rideau tomba sur la séparation des deux amants, il sentit les larmes lui monter à la gorge et il se leva pour quitter le théâtre.

En se retournant, il aperçut la jeune femme dont il avait l'esprit rempli, assise dans une loge avec les Beaufort et d'autres invités. Depuis leur dernière entrevue, il avait évité de la rencontrer; mais comme Mrs Beaufort, le reconnaissant, lui faisait un petit signe d'invitation, il fut obligé de se rendre dans la loge.

Les hommes lui firent place, et après quelques mots échangés avec Mrs Beaufort, qui tenait à montrer sa beauté, mais non à causer, Archer alla s'asseoir derrière Mme Olenska. Mr Jackson, installé près de Mrs Beaufort, lui faisait, à demi-voix, le récit de la soirée du dimanche précédent chez Mrs Lemuel Struthers (quelques personnes disaient qu'on y avait dansé). Mrs Beaufort écoutait ce minutieux récit avec son impeccable sourire, la tête tournée de façon à être vue de profil par les fauteuils d'orchestre. Mme Olenska se retourna vers Archer et lui dit, à voix basse :

— Croyez-vous qu'il lui enverra un bouquet de roses jaunes demain matin ?

Archer rougit et son cœur battit violemment. Il n'était allé que deux fois chez Mme Olenska et chaque fois il lui avait envoyé un bouquet de roses jaunes, mais sans y joindre de carte. Elle n'avait jusqu'alors fait aucune allusion aux fleurs, et ne semblait pas soupçonner leur provenance. Maintenant, non seulement elle y faisait une allusion, mais elle l'associait à la tendre séparation des amants de la scène : Newland en fut ému et troublé.

— Je m'en allais pour emporter le souvenir de cette scène, dit-il.

A sa grande surprise, il vit pâlir la jeune femme. Elle porta les yeux sur la jumelle de nacre que tenaient ses mains finement gantées, et dit après un silence :

— Que faites-vous pendant l'absence de May?

— Je m'absorbe dans mon travail, répondit-il, un peu froissé de la question.

Selon une habitude prise depuis longtemps, les Welland étaient partis la semaine précédente pour Saint-Augustin, dans la Floride, où ils passaient la fin de l'hiver. Mr Welland était convaincu qu'il avait les bronches délicates. C'était un homme de nature douce et silencieuse : il n'avait pas d'opinions personnelles, mais, en revanche, il avait des habitudes. Nul ne devait y contrevenir : sa femme et sa fille étaient donc obligées de l'accompagner dans le midi. Il fallait que partout où il allait, il retrouvât son milieu habituel : sans Mrs Welland, il n'aurait su ni trouver ses brosses ni se procurer des timbres.

Tous les membres de cette famille s'adoraient entre eux. Jamais Mrs Welland ni sa fille n'auraient admis l'idée que Mr Welland pût aller seul à Saint-Augustin, et les fils, ne pouvant à cause de leurs occupations s'absenter pendant l'hiver, allaient le rejoindre à Pâques pour revenir avec lui.

Archer ne pouvait discuter la nécessité où May se trouvait d'accompagner son père. Le médecin de famille des Mingott avait attaché sa réputation à une pneumonie que Mr Welland n'avait jamais eue, et il exigeait le séjour à Saint-Augustin. Les fiançailles de May n'avaient dû être annoncées qu'après le retour de la Floride et le fait qu'on avait été amené à les annoncer plus tôt ne changeait en rien les plans de Mr Welland. Archer aurait aimé se joindre aux voyageurs, vivre pour quelques semaines au soleil, canoter et se promener avec sa fiancée ; mais lui aussi était tenu par les usages et les conventions. Ses devoirs professionnels n'étaient guère accablants, mais tout le clan Mingott se fût étonné, s'il avait demandé un congé au milieu de l'hiver; et il avait accepté le départ de May avec la résignation qui allait certainement devenir un des principaux éléments de sa vie d'homme marié.

Il sentait que, sous ses paupières baissées, Mme Olenska le regardait.

— J'ai fait ce que vous désirez, — ce que vous m'avez conseillé, dit-elle sans préambule.

— Ah !... J'en suis heureux, répondit-il, embarrassé qu'elle abordât ce sujet à un pareil moment.

— Je me suis rendu compte que vous aviez raison, continua-t-elle, un peu haletante. Mais la vie est parfois difficile... troublante...

— Je sais !

— Je voulais vous dire que j'ai reconnu que vous aviez raison, et que je vous en ai de la gratitude, acheva-t-elle, en portant vivement sa lorgnette à ses yeux.

La porte de la loge s'ouvrit et laissa passer les éclats de voix de Beaufort.

Archer se leva, et sortit du théâtre.

La veille, il avait reçu une lettre de May Welland dans laquelle, avec une candeur caractéristique, elle lui demandait d'être « bon pour Ellen » en son absence... « Elle vous aime et vous admire beaucoup. Elle dissimule sa tristesse, mais elle est isolée et malheureuse. Je ne crois pas que grand'mère la comprenne, ni mon oncle Lovell Mingott. Ils la croient beaucoup plus mondaine qu'elle ne l'est réellement. Je comprends bien, quoi qu'en dise la famille, que New-York doit lui sembler triste. Je crois qu'elle est habituée à beaucoup de plaisirs que nous n'avons pas : à entendre de belle musique, à voir des expositions, à rencontrer les célébrités, les artistes et les auteurs, tous les gens intelligents que vous admirez. Grand'-mère ne peut pas se mettre dans la tête qu'elle a besoin d'autre chose que de dîner en ville et d'être bien habillée. Pour moi, je ne vois à New-York que vous qui puissiez l'entretenir des choses qui l'intéressent vraiment. »

Sa May si sage ! Comme il l'aimait pour cette lettre ! Mais il n'avait pas eu l'intention de suivre ses avis. D'abord il était trop occupé, ensuite il ne tenait pas à jouer trop ostensiblement le rôle de champion de Mme Olenska. Elle savait se garder toute seule beaucoup mieux que ne le croyait la candide May. Elle avait Beaufort à ses pieds, Mr van der Luyden planait au-dessus d'elle comme une divinité protectrice, et de nombreux candidats attendaient leur tour de se déclarer ses défenseurs. Néanmoins, il ne voyait jamais la jeune femme, n'échangeait jamais un mot avec elle, sans se rendre compte que, dans sa

naïveté, May avait deviné bien des choses : Ellen Olenska sentait sa solitude, elle souffrait.

XIV

Dans le vestibule du théâtre, Archer tomba sur son ami, Ned Winsett; le seul, parmi ceux que Janey appelait ses « amis intellectuels, » avec lequel il aimât, parfois, vraiment s'entretenir.

Il avait aperçu dans la salle le dos voûté et rapé de l'écrivain, et avait surpris un moment son regard plongeant dans la loge des Beaufort. Les deux hommes échangèrent une poignée de main, et Winsett proposa d'aller prendre un bock dans une petite brasserie allemande au coin de la rue. Archer, qui n'était pas en veine d'épanchement, déclina l'invitation : il avait à travailler.

— Vous avez raison, dit Winsett, allons travailler.

Ils déambulèrent ensemble.

— En réalité, reprit Winsett, ce que je voulais savoir c'est le nom de cette dame brune dans votre loge. Elle était avec les Beaufort, n'est-ce pas?

Archer eut un mouvement d'inquiétude. Pourquoi diable Ned Winsett voulait-il savoir le nom d'Ellen Olenska? Cela ne lui ressemblait pas de faire ainsi le curieux; mais Archer se souvint que Winsett était journaliste.

— Vous n'allez pas l'interviewer, j'espère? dit-il en riant.

— Pas pour mon journal, mais peut-être pour moi-même. Figurez-vous qu'elle est ma voisine : drôle de quartier pour une femme élégante! Et elle a été si bonne pour mon petit garçon! L'enfant avait dégringolé du perron dans la cour, et s'était fait une mauvaise écorchure. Elle s'est précipitée pour le relever, et, tête nue, elle nous l'a rapporté dans ses bras après lui avoir fait un beau pansement. Elle était si belle et si touchante que ma femme en a oublié de lui demander son nom.

Le cœur d'Archer s'émut. C'était bien d'Ellen de s'être ainsi précipitée, tête nue, portant l'enfant dans ses bras.

— Votre voisine s'appelle la comtesse Olenska : c'est une petite-fille de la vieille Mrs Mingott.

— Fichtre! Une comtesse! fit Winsett. Je ne les aurais pas crues aussi aimables. Les Mingott ne le sont pas.

— Ils le seraient, si vous les y encouragiez.

Allons! C'était là leur vieille controverse : la mauvaise volonté obstinée des « intellectuels » à fréquenter le monde élégant. Archer renonça à poursuivre cette éternelle discussion.

— Je me demande, dit Winsett, comment une comtesse a pu s'installer dans notre affreux quartier.

— Parce qu'elle se moque bien du quartier : elle passe devant nos petites catégories sociales sans même s'en apercevoir.

— Hum!... Elle a sans doute fréquenté une société moins fermée, commenta Winsett... Je vous quitte... A bientôt.

Archer le suivit des yeux, ruminant ses dernières paroles. Ce Winsett, il avait ainsi ses éclairs... il voyait... il était intéressant. Archer se demandait comment, à un âge qui pour la plupart des hommes est celui de la lutte, il se résignait à une vie si médiocre. Winsett avait une femme et un enfant, mais Archer ne les connaissait pas. Les deux hommes se rencontraient, soit au « Century Club, » soit au restaurant avec d'autres journalistes ou à la brasserie allemande. Il avait laissé entendre à Archer que sa femme était confinée à la maison : cela pouvait aussi bien vouloir dire qu'elle était souffrante, ou qu'elle n'avait pas l'habitude du monde, ou, peut-être, qu'elle n'avait pas de robe pour y aller. Winsett lui-même témoignait d'une horreur farouche pour les usages « du monde. » Archer, qui trouvait plus propre et plus confortable de se mettre en habit tous les soirs, ne s'était jamais rendu compte que la propreté et le confortable sont les deux choses les plus coûteuses d'un médiocre budget. L'attitude de Winsett lui semblait faire partie de l'insupportable pose des « bohèmes. »

Mais Winsett lui offrait un stimulant intellectuel, et, dès qu'il apercevait sa figure maigre et barbue, aux yeux mélancoliques, il engageait avec lui la conversation. Ce n'était pas par goût que Winsett était journaliste : né malencontreusement dans un monde fermé aux lettres, il avait une vraie vocation d'écrivain. Après avoir publié un petit livre exquis de critique littéraire, dont cent vingt exemplaires seulement avaient été vendus et trente donnés, il avait abandonné sa véritable voie et pris une situation de petit rédacteur dans un magazine féminin où les réclames se mêlaient aux patrons de robes, aux romans d'amour et aux affiches de boissons antialcooliques.

Sur le sujet des « Hearth-Fires » (c'était le titre du magazine)

l'ironie de Winsett était inépuisable; mais derrière cette gaité se cachait l'amertume d'un homme, jeune encore, qui avait lutté et se déclarait vaincu. En causant avec Winsett, Archer constatait le vide, l'inutilité de sa propre vie; mais celle de Winsett était plus vide et plus inutile encore.

Je suis fini, c'est entendu, avait dit un jour Winsett, je ne tiens qu'un article, et il n'a pas cours ici... Mais vous, vous êtes libre, vous êtes riche. Pourquoi renoncer? Il n'y a qu'un avenir : la politique!

Archer se mit à rire. Cette parole lui avait permis de mesurer encore une fois la distance qui séparait sa classe à lui de celle de Winsett. En Amérique, un « gentleman » n'entre pas dans la politique. Ne pouvant expliquer cela à Winsett, Archer répondit évasivement :

— Est-ce que vous voyez un homme propre dans la politique? Ils n'ont pas besoin de nous.

— Qui cela, *ils*? Pourquoi n'êtes-vous pas, vous, les gentlemen, tous ensemble à leur place?

Archer eut un sourire de condescendance. Inutile de prolonger la discussion! On ne connaissait que trop la triste fin des rares gentlemen qui avaient sali leurs manchettes dans les affaires municipales ou dans la politique d'État. Ce n'était plus possible. Le pays appartenait aux nouveaux riches et aux émigrants : les gens comme il faut devaient s'en tenir aux sports ou à la culture intellectuelle.

— La culture?... Oui... Si nous en avions une! Mais la vie intellectuelle ici meurt d'inanition. Elle ne se nourrit que des restes de la tradition européenne qu'ont apportée vos arrière-grands-pères. Vous n'êtes qu'une pauvre petite minorité; vous n'avez pas de centre, pas de concurrence, pas de clientèle. Vous êtes comme, dans une maison abandonnée, un portrait resté accroché au mur. Vous n'aboutirez jamais à rien, tant que vous ne vous mettrez pas en bras de chemise et que vous ne descendrez pas dans la rue. Ça ou émigrer. Ah Dieu! Si je pouvais émigrer!

Archer n'insista pas et ramena la conversation sur les livres : là, Winsett, éclectique, était toujours intéressant. Émigrer! Comme si un « gentleman » pouvait abandonner son pays! C'était aussi impossible que de se mêler à la politique. Un « gentleman » restait chez lui tout simplement et s'abstenait. Mais on ne ferait pas comprendre cela à Winsett.

Le lendemain matin, Archer parcourut en vain la ville à la recherche de roses jaunes, et arriva en retard à son étude. Il se rendit compte que son absence avait passé inaperçue. Quel inutile assujettissement! Pourquoi n'était-il pas en ce moment sur les sables de Saint-Augustin avec May Welland? Dans les vieilles études, comme celle qui avait à sa tête Mr Letterblair, il y avait toujours deux ou trois jeunes gens riches, sans ambition professionnelle, qui s'asseyaient quelques heures chaque jour devant un bureau. Ainsi pour le monde, pour leur famille, ils étaient « occupés. » Aucun de ces jeunes gens n'avait la prétention de gagner de l'argent, ni même le désir d'avancer dans sa profession, et il leur suffisait de savoir que dans les nobles travaux du droit ils ne dérogeaient pas.

Archer frissonnait à la pensée que lui-même pourrait en être là. Il résistait à la stagnation, il passait ses vacances à voyager, il cultivait les « intellectuels, » il essayait de se « tenir au courant, » comme il l'avait dit un jour à Mme Olenska. Mais une fois marié, que deviendrait cette étroite marge que se réservait sa personnalité? Combien d'autres avant lui avaient rêvé son rêve, qui graduellement s'étaient enfoncés dans les eaux dormantes de la vie fortunée!

Du cabinet de Mr Letterblair, il envoya un mot à Mme Olenska, lui demandant si elle pouvait le recevoir dans l'après-midi. Au cercle, il ne trouva pas de réponse, et n'en reçut pas le jour suivant. Ce silence l'humilia: le lendemain matin, il vit un superbe bouquet de roses jaunes à la devanture d'un fleuriste, mais s'abstint de l'envoyer. Le troisième jour enfin, il reçut par la poste quelques lignes de Mme Olenska. A son grand étonnement, elles étaient datées de Skuytercliff, où les van der Luyden s'étaient retirés aussitôt après avoir embarqué le Duc. « Je me suis évadée, écrivait-elle brusquement et sans préambule, le lendemain du jour où je vous ai rencontré au théâtre. Je voulais être tranquille, réfléchir. Vous aviez raison de me dire toute la bonté de mes hôtes. Je me sens en sécurité ici. Je voudrais que vous y fussiez avec nous. » Elle terminait par une formule banale, sans allusion à la date de son retour.

Le ton de la lettre surprit le jeune homme. De quoi Mme Olenska s'évadait-elle, et pourquoi avait-elle besoin de se sentir en sécurité? Il pensa d'abord que quelque nouveau dan-

ger venu d'Europe pouvait planer sur elle; puis il réfléchit qu'elle avait peut-être dans sa manière d'écrire quelque exagération pittoresque. Du reste, elle devait être capricieuse et se fatiguer facilement de ce qui la divertissait un moment.

Il souriait à la pensée des van der Luyden l'amenant une seconde fois à Skuytercliff, et cette fois pour un temps indéfini. Les portes de Skuytercliff s'ouvraient rarement, et un cérémonieux week-end était tout ce que pouvaient espérer les privilégiés. Mais Archer avait vu à Paris la délicieuse pièce de Labiche : *le Voyage de M. Perrichon,* et se rappelait l'attachement tenace et profond de M. Perrichon pour le jeune homme qu'il avait retiré du glacier. Les van der Luyden avaient retiré Mme Olenska de la crevasse où la société de New-York avait failli la précipiter, et outre la sympathie qu'elle leur inspirait, ils sentaient couver en eux le désir d'assurer son sauvetage.

Archer, en apprenant le départ de la jeune femme, se rappela aussitôt qu'il venait de refuser une invitation à aller passer le dimanche chez les Reggie Chivers dans leur propriété à quelques kilomètres de Skuytercliff.

Il en avait assez, depuis longtemps, des parties bruyantes de Highbank, des courses de luge, des promenades en traîneau, des longues marches dans la neige, des flirts innocents et des plaisanteries aussi innocentes, mais plus insipides encore. Il venait de recevoir une caisse de livres nouveaux de son libraire à Londres, et aurait une tranquille journée chez lui avec ses auteurs préférés. Pourtant, tout en froissant entre ses doigts la lettre de Mme Olenska, il alla dans le salon de lecture du cercle, rédigea un télégramme et le fit partir immédiatement. Il savait que Mrs Reggie avait toujours de la place pour un invité de la dernière heure, et qu'il pouvait compter sur son accueil.

XV

Newland Archer arriva chez les Chivers le vendredi soir et exécuta, consciencieusement, le lendemain, tous les rites d'un week-end à Highbank.

Le matin, il fit du toboggan avec la maîtresse de la maison et les plus allants des invités. Dans la journée, il fit le tour du propriétaire. Après le thé, il causa dans un coin avec une jeune fille avec laquelle il avait flirté autrefois et qui venait de se

fiancer. Vers minuit, il aida à mettre des poissons rouges dans le lit d'un des invités et à fabriquer un cambrioleur-mannequin dans le cabinet de toilette d'une tante timide. Enfin, il participa à la bataille d'oreillers qui, jusqu'après minuit, bouleversa la maison depuis les chambres d'enfants jusqu'à la cave. Mais le dimanche, il emprunta un traîneau pour aller à Skuytercliff.

La maison de Skuytercliff avait la prétention d'être une villa italienne. Construite par Mr van der Luyden en vue de son prochain mariage avec Miss Louisa Dagonet, c'était une grande bâtisse carrée, peinte en blanc et vert pâle, avec un portique corinthien et d'étroits pilastres entre les fenêtres. De la hauteur où elle était placée, une série de terrasses, que bordaient des balustrades surmontées d'urnes, descendait jusqu'à un petit lac à bord d'asphalte, ombragé de conifères pleureurs. A droite et à gauche des terrasses, s'étendaient les fameuses pelouses, parsemées d'arbres de choix, chacun d'une variété différente, et au delà, de longues rangées de serres. Plus bas, dans un vallonnement, se voyait la petite maison en pierres que le premier « Patroon » avait fait construire sur le terrain qui lui avait été concédé en 1605.

Contre la blanche étendue de neige et le ciel gris d'hiver, la villa italienne avait un aspect assez lugubre. Même en été, elle gardait sa dignité et les plus téméraires corbeilles de cannas ne s'aventuraient jamais à moins de trente pieds de sa façade. Quand Archer sonna, le long tintement sembla se prolonger comme dans un mausolée, et lorsqu'enfin le maître d'hôtel se présenta, il parut aussi étonné que s'il eût été réveillé de son dernier sommeil. Mais Archer était de la famille : le maître d'hôtel crut pouvoir lui dire que la comtesse Olenska était sortie pour se rendre, avec Mrs van der Luyden, aux offices du soir.

— Mr van der Luyden, continua le maître d'hôtel, est à la maison ; mais je crois qu'il finit sa sieste ou qu'il lit l'*Evening Post* d'hier. Je l'ai entendu dire ce matin, à son retour de l'église, qu'il lirait l'*Evening Post* après le déjeuner. Si vous le désirez, monsieur, je puis aller voir...

Archer répondit qu'il irait au-devant des dames, et le maître d'hôtel, visiblement soulagé, referma majestueusement la porte.

Un groom mena le traîneau aux écuries et Archer traversa

le parc pour gagner la grande route. Le village de Skuytercliff n'était distant que d'un kilomètre, mais il savait que Mrs van der Luyden ne marchait jamais, et qu'il rencontrerait la voiture en chemin. Un instant après, venant d'un sentier qui traversait la route, il aperçut un grand chien devançant une mince silhouette en manteau rouge. Il pressa le pas et Mme Olenska s'arrêta court, avec un sourire de bienvenue.

— Ah! vous voilà !

Le manteau rouge lui rendait l'éclat de l'Ellen Mingott d'autrefois. Il rit, lui prenant la main, et répondit :

— Je suis venu pour savoir ce que vous avez voulu fuir...

La figure de la jeune femme s'assombrit :

— Vous le comprendrez tout à l'heure...

La réponse intrigua Archer :

— Qu'avez-vous donc ? Que se passe-t-il?

D'un petit mouvement qui rappelait celui de Natasia, Ellen haussa les épaules et dit d'un ton plus léger :

— Marchons! Le sermon m'a glacée. Et puis, maintenant vous êtes là, je n'ai plus peur.

Le sang monta aux tempes du jeune homme; il saisit un des plis du manteau rouge.

— Ellen! Qu'y a-t-il? Dites-le moi!

— Tout à l'heure. Courons d'abord; j'ai les pieds gelés, cria-t-elle; et, ramassant son manteau, elle s'élança sur la neige, suivie du chien qui gambadait autour d'elle.

Archer s'arrêta un moment, ravi de ce bondissement rouge sur la neige; puis il s'élança à la poursuite de la jeune femme. Ils se rejoignirent, riant et hors d'haleine, devant le portillon qui ouvrait sur le parc.

Elle fixa sur lui son regard :

— Je savais que vous viendriez!

— Cela prouve que vous le désiriez, répondit-il avec une joie secrète.

Le scintillement des arbres givrés remplissait l'air d'une lumière mystérieuse et, comme ils marchaient, la neige durcie semblait chanter sous leurs pas.

— D'où venez-vous? demanda Mme Olenska.

Il le lui expliqua et ajouta :

— J'ai demandé aux Chivers de me recevoir lorsque j'ai reçu votre lettre.

Après un silence, elle dit, avec un imperceptible tremblement dans la voix :

— May vous a demandé de vous occuper de moi ?

— Je n'avais pas besoin qu'on me le demandât...

— Vous me trouvez donc bien visiblement sans défense! Quelle pauvre créature vous me croyez tous! Mais les femmes d'ici n'ont donc jamais besoin de secours, pas plus que les bienheureux dans le ciel?

Il baissa la voix :

— Quelle sorte de secours?

— Ne me le demandez pas. Je ne parle pas votre langue, répliqua-t-elle avec vivacité.

La réponse le blessa; il s'arrêta dans le sentier.

— Pourquoi suis-je venu, si vous ne parlez pas ma langue?

— Oh! mon ami! — Elle posa légèrement sa main sur le bras du jeune homme. Il la pressa. — Ellen! Pourquoi ne pas me dire ce qui est arrivé?...

Elle haussa de nouveau les épaules :

— Que peut-il arriver dans le paradis?

Ils marchèrent quelques instants en silence. Enfin elle dit :

— Je vous l'expliquerai, mais où? On ne peut pas être seul une minute dans cette maison aux portes toujours ouvertes, où toujours quelque domestique vous apporte le thé, une bûche ou un journal! Ne peut-on jamais, dans une maison américaine, être un peu seule? Vous qui êtes si réservés, si discrets, comment se fait-il que vous ayez si peu le sens de l'intimité?

— Ah! vous ne nous aimez pas! s'écria Archer.

Ils passaient devant la maison du vieux « Patroon. » Sa façade basse, percée de petites fenêtres, était dominée, à la mode hollandaise, par une seule cheminée centrale. Les volets étaient ouverts, et, à travers les vitres, Archer aperçut la lueur d'un feu.

— Tiens! la maison est ouverte? dit-il.

Elle s'arrêta :

— Pour aujourd'hui, tout au moins. Je désirais la visiter, et Mr van der Luyden a fait allumer du feu, afin que nous puissions y passer en revenant de l'église, ce matin.

Elle monta les marches en courant et tourna la poignée de la porte.

— Elle est encore ouverte. Quelle chance! Entrez et nous

pourrons causer tranquillement. Mrs van der Luyden est allée jusqu'à Rhinebeck voir les vieilles tantes, et on ne s'apercevra pas de notre absence.

Il la suivit dans l'étroit couloir. La dépression que lui avaient causée les dernières paroles de la comtesse Olenska fit place à un mouvement de joie. La petite maison intime, avec ses boiseries peintes, ses cuivres où se reflétait le feu, s'ouvrait là pour eux comme par enchantement. Un grand lit de braises luisait encore dans la cheminée de la cuisine, sous un chaudron suspendu à une vieille crémaillère. Des chaises cannées se faisaient face des deux côtés du foyer revêtu de vieilles faïences bleues, et des rangées d'assiettes de Delft ornaient les murs. Archer jeta un fagot dans la cheminée. Mme Olenska, ôtant son manteau, prit une des chaises, et Archer, appuyé à la cheminée, l'interrogea du regard.

— Vous riez maintenant; mais quand vous m'avez écrit, vous étiez malheureuse, dit-il.

— Oui.

Elle ajouta :

— Je ne peux pas me sentir malheureuse quand vous êtes là...

— Je ne serai pas ici longtemps, observa-t-il sèchement.

— Sans doute. Mais je ne sais pas prévoir! Je vis dans le moment où je suis heureuse.

Ces mots glissèrent en lui comme une tentation; pour s'y dérober, il s'éloigna de la cheminée et se mit à regarder les troncs noirs des arbres qui se détachaient sur la neige. Mais il voyait encore, entre lui et les arbres, la jeune femme penchée sur le feu, avec son sourire indolent. Le cœur d'Archer battait en désordre. Était-ce lui qu'elle avait fui? Avait-elle attendu pour le lui dire qu'ils fussent ensemble seuls dans cette chambre?

— Ellen, si vraiment je puis vous aider, si réellement vous désiriez ma venue ici, dites-moi ce qu'il y a, dites-moi à qui vous voulez échapper !

Il parlait sans changer de position, sans se retourner pour la regarder. Si le destin devait parler, ce serait ainsi, avec toute l'étendue de cette chambre entre eux, tandis qu'il continuait, par la fenêtre, à regarder la neige.

Longtemps elle resta silencieuse. Un moment, Archer s'imagina presque entendre qu'elle s'approchait de lui, prête à lui

jeter ses bras légers autour du cou. Tout son être palpitait dans l'attente... Soudain il vit un homme vêtu d'un épais pardessus, son col de fourrure relevé, qui s'avançait par le sentier vers la maison. Archer reconnut Julius Beaufort.

— Ah! cria-t-il, éclatant d'un rire sonore.

Mme Olenska s'était élancée de sa chaise et était venue près de lui, glissant sa main dans la sienne; mais, après avoir jeté un coup d'œil par la fenêtre, elle pâlit et recula.

— Enfin, je comprends!... dit Archer avec une ironie amère.

— Je ne savais pas qu'il fût ici, murmura-t-elle.

Sa main serrait encore celle d'Archer; mais il s'éloigna d'elle brusquement, et, traversant le vestibule, il ouvrit la porte de la maison.

— Bonjour, Beaufort! Par ici! Mme Olenska vous attendait, dit-il.

Beaufort, visiblement contrarié de le trouver avec Mme Olenska, gardait quand même tout son aplomb. Il savait donner aux gens qui le gênaient l'impression qu'ils ne comptaient pas, qu'ils existaient à peine. Mais, malgré son air d'assurance habituelle, il ne pouvait effacer le pli qui s'était creusé entre ses yeux. Il semblait bien que Mme Olenska ignorât qu'il dût venir, et pourtant elle avait paru indiquer que cela était possible. La raison qu'il donna de son arrivée fut qu'il avait découvert, la veille au soir, une petite maison délicieuse, qui faisait absolument l'affaire de la jeune femme, mais qui pouvait lui être soufflée d'un moment à l'autre. Il se répandit en reproches agréables : quelle peine elle lui avait donnée en s'enfuyant juste au moment où il avait fait cette trouvaille !

— Si seulement cette nouveauté du téléphone était un peu plus perfectionnée, j'aurais pu vous avertir de loin, et je serais en train de me chauffer les pieds au feu du cercle, au lieu de courir après vous dans la neige, bougonna-t-il, déguisant sous une irritation feinte son réel déplaisir.

Mme Olenska détourna vivement la conversation sur le miracle de pouvoir un jour converser d'une rue à l'autre, ou même, — rêve insensé! — d'une ville à l'autre. Ceci amena des souvenirs d'Edgar Poë et de Jules Verne; et la question du téléphone les conduisit sans encombre jusqu'à la grande maison.

Mrs van der Luyden n'étant pas encore revenue, Archer prit congé et remonta dans son traîneau, pendant que Beaufort entrait dans la maison avec Mme Olenska. Malgré l'habitude des van der Luyden de ne pas encourager les visites imprévues, il pouvait espérer être retenu à dîner, et reconduit à la gare pour le train de neuf heures. Mais c'était tout. Jamais ses hôtes n'auraient pensé à demander à un visiteur venu sans bagages de passer la nuit chez eux ; dans les termes assez froids où ils se trouvaient avec Beaufort, la question ne se posait même pas.

Beaufort le savait et ne devait pas s'en étonner, mais qu'il eût entrepris le long trajet pour une si petite récompense, voilà qui pouvait donner la mesure de son zèle. Il était clair qu'il poursuivait Mme Olenska, et quand il poursuivait une jolie femme, Beaufort n'avait qu'un but. Son intérieur morose l'excédait depuis longtemps : et les consolations permanentes qu'il s'était octroyées ne l'empêchaient pas de se mettre en quête d'aventures amoureuses dans son monde. Tel était l'homme que Mme Olenska avait fui. Était-elle obsédée par ses importunités? Doutait-elle d'elle-même, ou encore cette fuite n'était-elle qu'une feinte et son départ de New-York une simple manœuvre? Archer ne le pensait pas. Si peu qu'il eût vu Mme Olenska, il croyait commencer à lire sur son visage, et il avait été témoin de son désarroi à l'apparition soudaine de Beaufort. Mais qu'elle eût fui Beaufort, n'était-ce pas là le danger pour Archer?

Jugeant Beaufort, et sans doute le méprisant, il était possible néanmoins qu'elle fût attirée vers lui, par tout ce qui composait son prestige : ses relations à New-York et à Londres, son commerce familier avec des artistes et des acteurs, son dédain des préjugés locaux. Beaufort était un parvenu sans éducation, mais les circonstances de sa vie et une certaine vivacité d'esprit naturelle, rendaient sa conversation plus intéressante que celle d'hommes plus distingués, mais dont l'horizon n'avait jamais débordé New-York. Comment une jeune femme revenue d'un monde plus vaste ne serait-elle pas sensible à ce contraste?

Mme Olenska avait dit à Archer qu'elle et lui ne parlaient pas la même langue, et il sentait que jusqu'à un certain point c'était vrai. Mais cette langue d'Ellen Olenska, Beaufort en connaissait toutes les nuances; il pouvait lui donner la réplique. Il y avait dans toute sa mentalité une certaine ressemblance avec

ce que laissait entrevoir la courte lettre du comte Olenski. Cela aurait pu être un désavantage pour lui ; mais Archer ne croyait pas qu'Ellen Olenska dût se dérober nécessairement à tout ce qui lui rappellerait le passé. Elle pouvait, tout en se croyant révoltée contre ce passé, en subir encore le charme.

C'est ainsi que le jeune homme s'efforçait d'analyser, avec une triste impartialité, la situation de Beaufort et de sa victime.

En arrivant chez lui, Archer déballa les livres qui étaient arrivés de Londres. L'envoi contenait de nombreux ouvrages qu'il attendait impatiemment : un nouveau volume d'Herbert Spencer, le dernier livre d'Edmond de Goncourt, un roman intitulé *Middlemarch*, dont parlaient les revues. Le jeune homme avait refusé trois invitations à dîner pour jouir de ce régal ; mais tout en tournant les pages, il ne savait pas ce qu'il lisait, et les livres, l'un après l'autre, lui tombèrent des mains. Tout à coup, parmi eux, il avisa un petit volume de vers qu'il avait demandé sur la foi du titre : *The House of Life*. Il l'ouvrit et se trouva plongé dans une atmosphère qu'il n'avait jamais connue dans ses lectures, atmosphère chaude, voluptueuse et, cependant, d'une si ineffable tendresse qu'elle donnait à la passion une nouvelle beauté pathétique et obsédante. Toute la nuit, il poursuivit à travers ces pages enchantées la vision d'une femme qui avait le visage de Mme Olenska; mais, quand il s'éveilla le lendemain et qu'il vit les maisons en face de ses fenêtres et pensa au cabinet de Mr Letterblair, au banc de famille dans Grace Church, l'heure passée dans le parc de Skuytercliff devint aussi irréelle que ses rêves de la nuit...

— Mon Dieu, que tu es pâle, Newland ! observa Janey, en le dévisageant lorsqu'il descendit pour le petit déjeuner; et sa mère ajouta : — Newland, mon chéri, j'ai remarqué que tu toussais ces jours-ci. J'espère que tu ne te laisses pas surmener.

Les deux femmes étaient convaincues que, sous le despotisme de Mr Letterblair, le jeune homme s'épuisait au travail, et Archer n'avait jamais cru nécessaire de les détromper.

Les jours suivants se traînèrent péniblement. La monotonie de sa vie lui mettait dans la bouche comme un goût de cendres; par moment, il avait le sentiment d'être enterré vivant. Il ne savait plus rien de Mme Olenska ni de la petite maison. Quand

il rencontrait Beaufort au cercle, ils échangeaient un signe de tête silencieux à travers les tables de whist.

Le quatrième jour, il trouva, en rentrant chez lui, un billet ainsi conçu : « Venez tard demain, il faut que je vous explique. Ellen. » Le jeune homme, qui dînait en ville, mit le petit mot dans sa poche. Après le dîner, il se rendit au théâtre, et ce ne fut qu'après minuit, de retour chez lui, qu'il relut lentement cette missive. Il y avait plusieurs manières d'y répondre. Il les étudia toutes, en un examen approfondi, au cours d'une nuit sans sommeil. Celle qu'il choisit fut de faire rapidement sa valise, et de sauter dans le bateau qui partait le lendemain pour Saint-Augustin.

XVI

Quand Archer descendit la grand'rue sablonneuse de Saint-Augustin, se dirigeant vers la maison qui lui avait été indiquée comme la demeure de Mr Welland, il aperçut May debout sous un magnolia. Les rayons du soleil doraient ses cheveux, et le jeune homme se demanda pourquoi il avait tant tardé à venir.

La vérité, la réalité, la vraie vie se trouvaient là ! Comment, lui, l'indépendant Archer, s'était-il cru obligé de rester cloué à son bureau par crainte des critiques?

— Newland, est-il arrivé quelque chose? s'écria la jeune fille.

Ainsi elle ne devinait pas, elle ne lisait pas dans ses yeux la raison de sa venue! Mais lorsqu'il répondit : « J'ai voulu vous revoir, » elle rougit délicieusement, et cette rougeur effaça la légère déception du jeune homme.

Malgré l'heure matinale, la grand'rue se prêtait mal à un entretien intime, et Archer souhaitait vivement de se trouver seul avec May. Les Welland déjeunaient tard : la jeune fille lui proposa une promenade jusqu'au bois d'orangers au delà de la ville. Elle venait de ramer sur la rivière et le soleil semblait l'avoir prise dans le filet d'or qu'il jetait sur les petites vagues. Sur le brun chaud de sa joue, ses cheveux fous brillaient comme des fils de métal; ses yeux semblaient plus clairs, presque pâles dans leur transparence. Elle marchait à côté d'Archer de son long pas rythmé, et son visage était empreint de la sérénité vide de pensées que l'on voit aux jeunes athlètes des frises grecques.

Pour les nerfs tendus d'Archer, cette vision était aussi apaisante que le ciel bleu et la rivière paresseuse. Ils s'assirent sous les orangers. Il mit son bras autour d'elle et l'embrassa. C'était boire à une source fraiche sous le soleil. Mais la pression de ses lèvres avait peut-être été plus vive qu'il ne l'avait voulu, car le sang monta à la figure de la jeune fille, et elle recula.

— Qu'y a-t-il? demanda Newland en souriant.

Elle le regarda surprise.

— Rien, répondit-elle.

Un léger embarras pesa sur eux; leurs mains se séparèrent. Newland ne l'avait pas embrassée sur les lèvres depuis leur fugitif baiser dans le jardin d'hiver des Beaufort, et il vit qu'elle était troublée dans son calme d'enfant.

— Racontez-moi ce que vous faites toute la journée, demanda-t-il, croisant ses bras derrière sa tête et rabattant son chapeau sur ses yeux pour les garantir du soleil.

En la faisant parler des choses simples et familières, il allait pouvoir suivre ses propres pensées. Il écouta la simple chronique: baignades, promenades à voile, courses à cheval, réunions dansantes organisées au petit hôtel en l'honneur d'un bateau de guerre. Il y avait quelques personnes agréables de Philadelphie et de Baltimore de passage à l'hôtel et aussi les Selfridge Merry, venus à cause de la bronchite de Kate Merry. On voulait faire un tennis sur le sable; mais Kate et May seules avaient des raquettes, et presque personne ne savait le jeu. Très occupée, May avait à peine eu le temps d'ouvrir un petit livre que Newland lui avait envoyé la semaine précédente : *Sonnets from the Portuguese;* mais elle apprenait par cœur le *Last Ride* de Browning, parce que c'était une des premières poésies que son fiancé lui avait lues. Elle lui dit en souriant que Kate Merry n'avait jamais entendu parler de Browning.

Tout à coup elle se leva :

— On va nous attendre pour le déjeuner!

Ils se hâtèrent de rentrer.

Les Welland campaient, pour l'hiver, dans une petite maison délabrée. Une haie de géraniums et de plumbagos entourait la propriété. Mr Welland s'effarait du manque de confort à l'hôtel, et, à prix d'or, Mrs Welland se voyait obligée, d'année en année, d'improviser une installation, amenant de New-York des domestiques récalcitrants qu'aidaient les nègres de la localité.

— Les médecins exigent que mon mari soit absolument chez lui, autrement il serait si malheureux que le climat ne lui ferait aucun bien, expliquait-elle chaque hiver.

Mr Welland, en toute sérénité, devant sa table chargée des friandises les plus variées, disait à Archer :

— Vous voyez, mon cher ami, nous campons... nous campons ! Je dis à ma femme et à May qu'il faut s'accommoder de tout...

Mr et Mrs Welland avaient été surpris de l'arrivée de leur futur gendre ; mais celui-ci eut la bonne inspiration de parler d'un mauvais rhume, ce qui sembla à Mr Welland une raison plus que suffisante pour abandonner tout travail.

— Vous ne serez jamais assez prudent, surtout aux approches du printemps, dit-il en versant du *sirop d'érable* sur son assiettée de crêpes. Si j'avais été aussi prudent à votre âge, May danserait à New-York maintenant, au lieu de passer ses hivers dans un désert avec un malade.

— Mais j'adore être ici, papa. Si Newland pouvait rester, j'aimerais mille fois mieux être ici qu'à New-York...

— Newland doit soigner son rhume avant tout, observa Mrs Welland avec indulgence; sur quoi le jeune homme se mit à rire, en disant qu'en effet les devoirs professionnels n'avaient aucune importance.

Archer arriva néanmoins, après un échange de télégrammes avec Mr Letterblair, à faire durer son rhume pendant une semaine. L'indulgence de Mr Letterblair était due en partie à la solution satisfaisante que son jeune associé avait obtenue dans l'affaire du divorce Olenski. Mr Letterblair avait fait connaître à Mrs Welland le service rendu par Mr Archer à toute la famille, service dont la vieille Mrs Manson Mingott s'était déclarée particulièrement satisfaite. Et un jour que May était allée faire une promenade avec son père dans l'unique voiture de la localité, Mrs Welland saisit l'occasion pour aborder un sujet qu'elle évitait toujours en présence de sa fille.

— Je crains que les idées d'Ellen ne soient pas du tout les nôtres; elle avait à peine dix-huit ans quand Médora Manson l'a emmenée en Europe. Vous vous rappelez qu'elle est apparue en noir le jour de son entrée dans le monde? Encore une des excentricités de Médora, mais cette fois presque prophétique ! Il

y a douze ans de cela, et, depuis, Ellen n'était jamais revenue en Amérique. Rien d'étonnant à ce qu'elle soit si complètement européanisée.

— Mais le divorce n'est pas admis en Europe... La comtesse Olenska a cru se conformer aux usages américains en demandant sa liberté.

C'était la première fois que le jeune homme prononçait le nom de Mme Olenska depuis son retour de Skuytercliff : il se sentit rougir.

Mrs Welland prit un air irrité :

— Encore un exemple des usages extraordinaires que nous attribuent les étrangers... Ils pensent que nous dînons à deux heures, et que nous favorisons le divorce... C'est pourquoi je trouve ridicule de les recevoir quand ils viennent à New-York... Ils acceptent notre hospitalité, retournent chez eux et racontent toujours sur nous les mêmes sottes histoires.

Archer ne répondit pas, et Mrs Welland continua :

— Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir obtenu d'Ellen qu'elle renonce à son projet... Sa grand'mère et son oncle n'avaient pu l'en faire démordre. Tous deux ont écrit que son revirement n'est dû qu'à votre influence... Elle a pour vous une admiration sans bornes... Pauvre Ellen !... Je me demande quel sort l'attend.

— Celui que nous aurons tous travaillé à lui faire, eut-il envie de répondre. Si vous préférez qu'elle soit la maîtresse de Beaufort plutôt que la femme d'un honnête homme..., vous faites tout ce qu'il faut pour cela.

Il songea à ce que Mrs Welland aurait dit, s'il avait tenu ce propos. Il imaginait la soudaine altération de ce visage placide et ferme, qu'une longue maîtrise des détails de la vie matérielle avait marqué d'une apparence d'autorité. Elle gardait une certaine beauté saine qui rappelait celle de May; et Archer se demandait si sa fiancée n'était pas destinée à cette maturité à la fois lourde et innocente. Oh non ! il ne voulait pas que May eût l'innocence qui se refuse à la fois à l'expérience et à l'imagination.

— Je crois vraiment, continua Mrs Welland, que si on avait parlé de cette triste histoire dans les journaux, c'eût été le coup de grâce pour mon mari... Je ne sais pas les détails... je n'ai pas voulu les connaître... J'ai refusé à la pauvre Ellen de

l'écouter sur ce chapitre... Ayant un malade à soigner, je dois garder mon entrain et ma gaîté... Mais mon mari a été bouleversé : il a fait un peu de fièvre tous les matins, tant que la décision est restée en suspens... C'était sa terreur que sa fille ne vînt à apprendre l'existence de choses pareilles... Vous avez eu naturellement la même préoccupation que nous, cher Newland... nous savions tous que vous pensiez à May !

— Je pense toujours à May, dit le jeune homme, en se levant pour couper court à la conversation.

Il aurait voulu profiter de son entretien avec Mrs Welland pour la presser d'avancer la date du mariage, mais ne trouvant pas d'arguments capables de la convaincre, il fut soulagé de voir rentrer May et son père.

Son seul espoir était d'user de son influence sur sa fiancée, et, la veille de son départ, il alla visiter le jardin délabré de la vieille mission espagnole. L'endroit rappelait des sites européens, et May, jolie à ravir sous un chapeau dont les larges bords ombrageaient ses yeux trop pâles, souriait aux descriptions que faisait Newland de Grenade et de l'Alhambra.

— Nous pourrions voir tout cela au printemps et même passer les fêtes de Pâques à Séville, proposa-t-il, exagérant sa demande pour obtenir une plus large concession.

— Les fêtes de Pâques à Séville ! Mais le carême commence dans un mois !

— Enfin, bientôt après Pâques, afin que nous puissions nous embarquer à la fin d'avril...

Elle sourit à ce rêve, l'assimilant aux aventures merveilleuses décrites dans les poèmes que son fiancé lui lisait à haute voix.

— Continuez Newland, j'adore vos descriptions !

— Mais pourquoi vous contenter de mes descriptions?... Pourquoi ne pas voir les lieux mêmes ?

— Nous irons, sûrement, l'année prochaine.

— Pourquoi pas plus tôt ?... insista-t-il.

Elle baissa la tête, se dérobant au regard de son fiancé.

— Pourquoi rêver encore un an ?... Regardez-moi, chérie... Comprenez-vous que je veux que vous soyiez ma femme ?

Elle leva sur lui des yeux d'une franchise si limpide qu'il laissa tomber le bras dont il lui enserrait la taille. Mais soudain le regard de May changea, devint profond et indéchiffrable...

— Je ne sais pas si je vous comprends, dit-elle. Pourquoi êtes-

vous si pressé? Est-ce parce que vous n'êtes pas sûr de continuer à m'aimer?

Archer se leva brusquement :

— Mon Dieu ! peut-être... je ne sais pas, répondit-il avec colère.

May se leva aussi et ils se trouvèrent face à face. Elle semblait grandie, plus femme par la stature et la dignité. Tous deux se turent comme troublés par le cours imprévu que prenaient leurs paroles. Enfin elle dit à voix basse :

— Y a-t-il quelqu'un entre vous et moi?

— Quelqu'un entre vous et moi? — Il redisait les mots lentement, comme s'ils n'étaient qu'à moitié intelligibles, et qu'il eût besoin, pour les comprendre, de les répéter. May parut frappée par cette hésitation, car elle ajouta, d'une voix plus grave :

— Parlons franchement, Newland... J'ai eu le sentiment quelquefois que vous aviez changé envers moi, particulièrement depuis que nos fiançailles sont officielles.

— Ma chérie ! Quelle folie ! s'écria-t-il, en se ressaisissant.

— Si c'est une folie, cela ne nous fera aucun mal d'en parler. — Elle s'arrêta, puis ajouta, en relevant la tête avec un de ces gestes empreints de noblesse qui la caractérisaient : — Et même si c'était vrai, pourquoi n'en parlerions-nous pas?... Vous pouvez si bien vous être trompé!

Il baissa la tête, regardant l'ombre des feuilles sur le chemin ensoleillé :

— Si je m'étais trompé, pourquoi vous supplierais-je de hâter notre mariage?

Elle abaissa son regard, suivant du bout de son ombrelle le dessin des feuilles sur le chemin, et cherchant visiblement ses paroles.

— Vous pourriez désirer, une fois pour toutes, trancher la situation... C'est un moyen.

Sa calme lucidité étonna Archer; mais sous les grands bords du chapeau, il vit la pâleur du visage, et remarqua un léger frémissement des narines au-dessus des lèvres immobiles et résolues.

— Expliquons-nous, ma chérie, dit-il, se rasseyant.

Elle s'assit à côté de lui et continua :

— Ne croyez pas que les jeunes filles soient aussi ignorantes

que l'imaginent leurs parents... On écoute, on observe ; on a ses sentiments et ses idées... Longtemps avant que vous vous soyez déclaré, j'ai su que vous étiez occupé de quelqu'un... Tout le monde en parlait à Newport il y a deux ans... Je vous ai vus une fois ensemble sous la véranda, vous et elle, à un bal... Quand elle est rentrée au salon, elle était triste et m'a fait de la peine... Je m'en suis souvenue après, quand nous avons été fiancés.

Sa voix s'éteignait dans un murmure, elle serrait et desserrait ses mains sur le manche de son ombrelle. Le jeune homme les prit, les pressant légèrement ; son cœur se dilatait dans un soulagement ineffable.

— Chère enfant! Est-ce là ce qui vous troublait! Si seulement vous saviez la vérité !

Elle releva vivement la tête :

— Il y a donc, à propos de vous, une vérité que j'ignore? je ne sais pas?

Il continuait à tenir ses mains.

— La vérité, veux-je dire, à propos de cette vieille histoire dont vous parlez.

— Mais c'est ce que je veux savoir, Newland, ce que j'ai le droit de savoir... Je ne voudrais pas devoir mon bonheur à un tort, à une déloyauté envers une autre, et je veux croire que vous partagez mon sentiment... Comment pourrions-nous commencer la vie ainsi ?

Le visage de la jeune fille avait revêtu un air de si tragique résolution qu'il se sentit près de se prosterner à ses pieds.

— Je voulais vous le dire depuis longtemps, continua-t-elle. Je voulais vous dire que, quand deux êtres s'aiment véritablement, je comprends qu'il puisse y avoir des situations qui donnent le droit d'agir contre l'opinion publique... Et si vous vous sentez le moins du monde engagé, — engagé envers la personne dont nous avons parlé... et s'il y a un moyen, — un moyen de remplir vos engagements — même au prix de son divorce... Newland, n'essayez pas de vous soustraire à votre parole à cause de moi.

Archer fut étonné de découvrir que les craintes de la jeune fille visaient à un épisode aussi complètement entré dans le passé que sa liaison avec Mrs Thorley Rushworth; mais son étonnement fit bientôt place à une vive admiration pour la gé-

nérosité de sa fiancée. Il était trop préoccupé pour s'émerveiller du prodige de cette hérésie chez la fille des Welland : lui conseiller d'épouser son ancienne maîtresse ! Il était encore tout ému du coup d'œil jeté sur le précipice que tous deux venaient de côtoyer, et plein d'épouvante devant le mystère d'une âme de jeune fille.

Il put enfin articuler :

— Je n'ai pas d'engagement, pas d'obligation du genre que vous imaginez... Tout n'est pas aussi simple que... mais ça ne fait rien... J'adore votre générosité, car je juge ces choses comme vous-même... Chaque cas doit être considéré individuellement, selon sa valeur réelle, — sans tenir compte de l'opinion... Toute femme a droit à sa liberté. — Il se redressa, gêné par la tournure que ses paroles avaient prise et continua en souriant : — Puisque vous comprenez tant de choses, ma chérie, ne pouvez-vous pas admettre que nous puissions nous soustraire à une autre forme de ces mêmes banales conventions?... Si personne et si rien ne nous sépare, n'est-ce pas une raison pour nous marier bientôt?

Elle leva son visage vers lui, et Newland, se penchant sur elle, vit dans ses yeux des larmes de bonheur. Mais un moment après, elle sembla descendre des hauteurs où elle s'était tenue et retrouver ses timidités de jeune fille. Il comprit qu'elle n'avait de courage et d'initiative que pour les autres, mais non pour elle-même. Évidemment, l'effort qu'elle avait fait pour parler était beaucoup plus grand que ne le révélait son attitude ; au premier mot rassurant de son fiancé, elle reculait comme un enfant trop aventureux qui se jette dans les bras de sa mère.

Archer n'insista pas : il était trop découragé d'avoir vu s'évanouir la femme nouvelle qui l'avait regardé du fond de ses yeux clairs. May semblait se rendre compte de sa déception, sans trouver un moyen de la dissiper. Ils se levèrent et rentrèrent silencieusement.

EDITH WHARTON.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

NOS ENQUÊTES

BOLCHEVISTES DE HONGRIE

I

AVANT LA RÉVOLUTION

I. — LE PORTRAIT DE BISMARCK

Un jour d'automne de l'année 1899, un jeune Français débarquait à Budapest. Personne ne l'attendait à la gare, et il se trouvait bien embarrassé pour retirer son bagage et se faire conduire à la maison où il devait se rendre, car naturellement il ne savait pas un traître mot de hongrois.

Ce sont des minutes pénibles, ces arrivées dans un pays inconnu, où l'on n'est pas amené par le seul attrait du voyage, mais poussé par les circonstances, avec la perspective de longs mois à passer au milieu de choses et de gens, que le hasard a choisis pour vous. Mon arrivée en Hongrie, par cet après-midi d'automne, c'était le couronnement d'une longue suite d'années de collège, de jours sans lumière, sans liberté, sans nature, d'études fastidieuses, d'examens à n'en plus finir ; et tout cela avait eu pour résultat qu'un beau matin, le Ministère de l'Instruction publique m'envoyait, en qualité de lecteur de langue française, à l'Université de Budapest. Le baroque de la vie m'apparut alors dans son plein, lorsqu'accablé sous le poids de deux valises, cherchant péniblement un fiacre, quelque chose en moi songeait que tant d'heures de lycée, de Sorbonne et d'ennui, tant d'efforts ordonnés, poursuivis dans un même

sens depuis longtemps et longtemps, aboutissaient à me jeter ici et non ailleurs, dans cette gare, au milieu de cette ville, pour déballer au jour, devant un petit auditoire de quelques jeunes gens, le maigre bagage de savoir que je rassemblais depuis vingt ans, et qui représentait à peu près tout mon capital dans la vie.

Debout dans la chambre meublée où j'étais enfin arrivé, mon bagage à mes pieds, je considérais, avec une amertume comique, ces quelques mètres carrés, où, depuis Paris, depuis bien plus loin, depuis mon enfance, depuis toujours je semblais poussé par le destin. Un lit, une table, deux chaises, un canapé recouvert d'une moleskine craquelée en maints endroits, un tuyau de gaz qui pendait au plafond, peu de lumière (car la fenêtre donnait sur une cour), voilà ce que je vis d'un coup d'œil. Et au-dessus du lit, accroché à la muraille, un portrait de Bismarck, une de ces photogravures d'après un tableau de Lembach, qu'un éditeur de Leipsig répandait alors à profusion en Allemagne et dans tous les pays soumis à l'influence germanique.

Ce n'était pas le portrait où on le voit en uniforme, la croix de fer au cou, le casque à pointe sur la tête; ce n'était pas non plus celui où l'artiste a concentré, à la manière de Rembrandt, toute la lumière de sa toile sur son vaste crâne rocheux. Ce n'était ni le chancelier de fer, ni le soldat, ni le fonctionnaire qu'on voyait sur cette image, mais un vieil homme, bourgeoisement vêtu, coiffé d'un chapeau noir à grands bords, un hobereau de l'Est prussien, un Bismarck qui aurait toujours vécu sur ses terres et usé son existence à surveiller ses domaines et à toucher ses fermages. Mais qu'il se fût ou non passé quelque chose de considérable dans la vie de ce personnage, on se sentait là en présence d'un animal de grande race, à la volonté puissante, fortement établi sur des idées simples et anciennes.

Allais-je garder sur ce mur cette tête de vieux hobereau, à la forte mâchoire, au regard assombri par la profonde arcade sourcilière et le poil en broussaille? Allais-je vivre en tête à tête avec ce visage ennemi, l'avoir là, toujours sous les yeux, le soir, le matin, toute la vie?... Lentement, autour de moi, l'obscurité du jour tombant enténébrait la pièce. Dans cette ombre, l'homme au grand chapeau s'effaçait sur la muraille. Moi-même, exténué de fatigue par je ne sais combien

d'heures de voyage en troisième classe, à travers la moitié de l'Europe, pour échouer comme une épave au pied de ce portrait, je me diluais dans la même ombre. Chose étrange ! au bout d'un moment, quand j'allumai le bec de gaz qui pendait du plafond, et que l'homme au grand chapeau reparut sur le mur, je le revis avec plaisir. Dans ma chambre, je n'étais plus seul. Ce visage hostile et dur me ramenait brutalement à de vieilles pensées familières. Déjà, entre lui et moi, un colloque s'était établi ; sa présence insolite donnait du ton à mon arrivée maussade, et comme l'apparence d'une romanesque aventure. Certes, je ne m'étais pas attendu à trouver, dans cette chambre quelconque, un hôte d'une pareille importance ! Grâce à lui, dans cette pièce étrangère et banale, j'avais déjà éprouvé une émotion, c'est-à-dire commencé de vivre. L'enlever à la muraille, ce n'était pas seulement ajouter au vide du mur, c'était raréfier l'atmosphère, agrandir le désert autour de moi. Soit ! pensai-je, nous vivrons ensemble : on ne perd jamais son temps dans la compagnie d'un tel seigneur.

Je le laissai donc à sa place, et je dois dire que, pendant les quatre années que j'ai passées dans cette chambre, nous avons fait un excellent ménage. Ce portrait a été pour moi un compagnon silencieux et éloquent, avec lequel, de fois à autre, il était bon d'échanger quelques idées. J'ai reçu maint et maint conseils de tous les plis de cette figure brutale qui, à certaines heures et sous certaines lumières, prenait une grande finesse et même de la mélancolie. Jeune Français formé par les idées qui avaient cours chez nous à la fin du siècle dernier, j'arrivais tout rempli des plus niaises idées politiques et sociales ; mais sous ce dur regard, il y avait des naïvetés qui n'étaient plus permises ! J'étais là sous les yeux d'un juge et d'un sévère conseiller. Quand ma pensée flottante errait vaguement devant moi, tout à coup je rencontrais les yeux clairs sous le chapeau noir. Alors mon esprit vagabond, sans cesse à la poursuite de quelque chimère romantique, rentrait dans le chemin étroit de la réalité. Et même, à mon insu, dans les longues heures silencieuses et mélancoliques de l'exil, ce regard agissait sur moi, me pénétrait, m'aidait à voir la vanité d'idées, qui, dans une chambre d'étudiant, entre la Seine et le Luxembourg, pouvaient bien exercer un attrait irrésistible, mais n'étaient pas de mise ici, devant ce redoutable étranger. Mon sévère compagnon m'arrachait à la tyrannie

que les livres exercent toujours sur une cervelle de vingt ans, (surtout lorsqu'on se trouve, comme c'était mon cas, dans une assez grande solitude), et m'apprenait sans discours la suprême puissance de l'expérience et du fait. Pendant quatre ans, j'ai senti ce visage, tantôt grave, tantôt ironique, considérer ce petit Français perdu dans l'Europe Centrale, écrivant ou lisant à sa table de sapin verni. Pendant quatre ans, cette figure immobile a fait autour de mes pensées le manège d'un chien de berger, les tenant bien groupées, et les empêchant de divaguer au hasard. Et quand, après tant et tant de journées passées en sa compagnie, je quittai Budapest et cette chambre, où rien n'avait changé depuis mon arrivée, mon dernier regard fut pour ce portrait de Bismarck qui m'y avait accueilli, — un regard certes peu amical, mais, ma foi, reconnaissant.

Quand je songe à ce long séjour que je fis alors à Budapest, je me dis, non sans mélancolie, que pour un garçon un peu vif, il y a des aventures autrement romanesques que d'expliquer, en pédagogue, une fable de La Fontaine, une tragédie de Racine ou bien *le Neveu de Rameau!* Mais cela aussi, à tout prendre, tient assez du roman comique de gagner sa subsistance à vouloir persuader des esprits étrangers que ce qu'on aime est aimable. Don Quichotte, célébrant les mérites de sa Dulcinée, ne devait guère sembler, j'imagine, beaucoup plus extravagant à Sancho, que je ne devais le paraître à mes étudiants hongrois, quand je déballais devant eux ma pacotille intellectuelle ; et je me suis dit bien souvent qu'ils devaient penser, en secret, que seule ma vanité de Français me faisait découvrir, dans des textes admirables, ce que je prétendais y trouver. Que de fois, avec nostalgie, je rêvais, en leur parlant, à cette Europe cultivée qui, au XVIIIe siècle, avait fait du français son parler naturel, et à ces aristocrates qui, dans leurs châteaux perdus, prenaient à lire nos encyclopédistes, ou bien nos grands classiques, le même plaisir que nous-mêmes! Mais voilà ! ils n'avaient pas attendu d'être presque des hommes pour s'initier à notre langue; dès leur enfance, elle avait résonné autour d'eux ; et aucun docteur en Sorbonne ne saurait remplacer un vieux soldat, épave de la guerre de Sept Ans, qui, après mille avatars, disant adieu pour toujours à sa Bourgogne ou à sa Normandie, avait échoué, un beau matin, en qualité de précepteur, dans quelque maison

noble des Carpathes ou de la Puszta. Mais surtout, en ces temps bénis, la sinistre culture allemande ne sévissait pas encore et n'avait pas jeté ses faux poids dans les plateaux légers de l'esprit.

Chez quelques-uns de mes jeunes Hongrois, je sentais bien la tentation de s'évader vers Paris et de s'initier à une vie qu'ils devinaient, d'instinct, plus libre, plus allègre, plus humaine que l'allemande. Seulement ils étaient pauvres, et les bourses qu'on leur octroyait pour compléter leurs études, stipulaient invariablement qu'ils devaient aller à Leipzig, à Munich ou à Berlin. Les fonds de ces bourses étaient fournis par l'Allemagne, qui appliquait au domaine intellectuel les procédés dont elle tirait de si grands avantages dans son commerce mondial. Elle ouvrait au profit de l'intelligence hongroise une sorte de compte courant, avec la certitude de retrouver, un jour, au centuple l'intérêt de son argent.

Dans cette Université, aux trois quarts germanisée, j'aurais été, en somme, assez mal à mon aise, s'il n'y avait eu chez ces Magyars une spontanéité et un charme de jeunesse, qui les faisaient se dérober, par le sourire ou la paresse, à la morne discipline allemande. Le pédantisme teutonique, dont toute l'Europe Centrale est aujourd'hui abêtie, ne parvenait pas à étouffer ce qu'il y a, dans leur esprit, de prime-sautier, d'idyllique, — toute cette poésie rurale, qui a trouvé sa plus belle expression dans les poèmes de Petöfi, et surtout chez ce Jean Arány, disciple de Virgile et petit cousin de Mistral. Ce qu'ils aiment, ce qu'ils comprennent avec force et ingénuité, c'est la vie de leur grande plaine, où mûrissent le blé, la vigne et le maïs, et où vaguent d'immenses troupes de bœufs, de chevaux et de moutons. Ils possèdent là-dessus une littérature charmante de fantaisie, de réalisme et d'esprit, dans laquelle on voit le berger partager avec ses bêtes des sentiments fraternels. Cela ne dépasse jamais les modestes limites du conte, mais dans ces bornes, c'est parfait. Ah! pourquoi donc ces Hongrois veulent-ils penser à l'allemande, quand ils seraient si agréables en demeurant tout bonnement ce que la nature les a faits! Combien ont perdu à ce jeu les qualités d'une race demeurée tout près de la terre, sans acquérir pour cela les soucieuses vertus de l'Allemand, — si l'on peut appeler vertus une infinité de défauts et une bien triste déformation de la mentalité humaine!

Aujourd'hui, après vingt années, je reviens à Budapest; et sur le bateau qui m'emmène au courant du large Danube, entre des rives plantées de saules, ces impressions, déjà lointaines, se mêlent à un autre souvenir qui, celui-là, date d'hier : la signature, à Versailles, du traité avec la Hongrie.

C'était au palais de Trianon, dans une salle longue et magnifique, décorée de hautes glaces et de panneaux qui figurent les jets d'eau, les grottes et les bassins de Versailles. Par les fenêtres ouvertes, on voyait, sous un ciel un peu voilé, les pelouses et les arbres du jardin, tandis que dans la salle s'agitait et bavardait une compagnie assez nombreuse d'hommes et de femmes, réunis là comme pour un thé élégant. Tout à coup, un huissier jeta sur l'assemblée ces mots retentissants : « Messieurs les Plénipotentiaires hongrois! » Et l'on fit asseoir tout le monde, comme l'exigeait le protocole envers des gens qui, pour quelques minutes, étaient encore en guerre avec nous. Alors, dans un émouvant silence, vers une table en fer à cheval autour de laquelle avaient pris place une cinquantaine de diplomates alliés, on vit s'avancer un petit groupe d'hommes, l'œil fixe, le visage pâle et la démarche un peu raide. C'étaient les personnages délégués par la Hongrie pour signer, dans ce salon rayonnant de grâce et d'été, l'acte qui enlevait à leur patrie les deux tiers du territoire qu'elle occupait depuis mille ans. Un trait de plume allait détacher de la Couronne de Saint Étienne le vaste cercle de montagnes qui entoure la grande plaine hongroise, et les millions d'habitants de races diverses, Slovaques, Ruthènes, Roumains, Serbes, Saxons, Tziganes, Juifs et purs Magyars, toutes ces populations qui vivent, inextricablement mêlées, dans les Marches de Hongrie. Sous leurs redingotes correctes, ces plénipotentiaires m'apparaissaient, à ce moment, pareils aux bourgeois de Calais dans leurs longues chemises flottantes, et je sentais combien devaient peser à leurs mains les invisibles clefs qu'ils portaient. Je connaissais l'étendue de leur perte et quel fort sentiment attachait le cœur hongrois à ce domaine millénaire. Des images d'un romanesque charmant se levaient dans ma mémoire : hautes vallées silencieuses, fuites de chamois dans la neige, sapins déchiquetés sur le bord des torrents, vieux châteaux à moitié ruinés couronnant le roc et la forêt, où avaient vécu des héros dont on me racontait la légende, villages où étaient nés des poètes dont on me récitait les vers, vieilles de-

meures patriarcales où l'on m'avait accueilli... J'entendais, dans mon esprit, quelque chose de tout pareil à cet adieu, d'une familière tendresse, que la Province de Sépusie, détachée de la terre hongroise par ce traité de Trianon, adresse à la vieille patrie, et dont, en écrivant ces lignes, j'ai le texte sous les yeux : « Nous n'avons point l'intention, disent ces gens de Sépusie, de faire un compte ou une balance. Nous prenons congé simplement. Simplement nous vous remercions de cette bonne farine blanche, dont nous nous sommes nourris pendant mille ans, et dont nos enfants ont mangé des gâteaux si délicieux. Nous vous remercions pour le vin de Tokaï, qui n'a ruisselé, dans les verres, nulle part si abondamment que chez nous. Nous vous remercions pour les cerises noires et les abricots juteux et les raisins perlés et les pastèques rouges, que les femmes d'Eger vendaient aux marchés de nos villes. Nous vous remercions pour le tabac excellent d'Erdötélek que vous nous apportiez en même temps que le muguet. Et vous, vieilles montagnes, vous, pics étincelants au-dessus des nuées, vous, lacs alpestres charmants dans vos splendeurs d'émeraude, et toi, puissante Magura qui renferme le tombeau d'Arpad, prince conquérant de la patrie, vous tous, ô Monts de Sépusie, bleuâtres dans le lointain, rangez-vous ! Que le chant du rossignol se taise, que le murmure des forêts bruisse seulement, qu'il bruisse à travers monts et vallées, qu'il emporte nos soupirs vers ceux à qui nous disons adieu !... »

Cependant, l'un après l'autre, les plénipotentiaires avaient posé leur signature au bas de la feuille de papier. Les délégués magyars se retiraient au milieu des assistants qui, cette fois, se levaient sur leur passage. Dehors, on entendit un commandement bref aussitôt suivi d'un bruit d'armes : c'était le piquet de service qui rendait les honneurs. Autour de nous, l'agitation mondaine avait repris son train. On se pressait vers le buffet. Et dans le brouhaha des voix et des chaises remuées, je revoyais en pensée, sur la muraille, le lointain artisan de cette immense infortune : l'homme au chapeau à larges bords, qui m'avait accueilli là-bas, un triste soir d'automne, et dont le regard, pendant quatre ans, avait veillé sur mes jours et sur mes nuits.

II. — UNE CITADELLE DE L'OCCIDENT

Ce matin, je suis monté sur la colline de Bude, où, naguère, j'ai contemplé tant de fois le beau paysage qu'on découvre de là-haut, un vaste demi-cercle de montagnes boisées, l'immense nappe boueuse du Danube, qui coule au pied du rocher, et de l'autre côté du fleuve, sur la rive toute plate, la grande ville neuve de Pest, et puis la plaine à l'infini.

Quand j'y venais, il y a vingt ans, cette cité de Bude, posée sur son étroit plateau, était une vieille petite ville, d'un caractère tout provincial, avec des maisons basses, à un étage tout au plus, et presque toutes badigeonnées d'un étrange enduit jaune. On y cherchait en vain aucun de ces palais, que le XVIII[e] siècle a prodigués à Prague ou à Vienne, par exemple, avec leurs cariatides géantes, leurs corniches décorées d'un peuple de statues tourmentées, leurs balcons admirables, toute cette architecture d'un bel art italien, assez plaisamment alourdi par le climat du Nord. A Bude, le palais d'un Magnat, c'était une demeure fort simple, bourgeoise et sentant la campagne. L'art ne s'y révélait que dans le porche et l'armoirie. Les Habsbourg n'ont jamais rien fait pour donner de l'éclat à la vieille colline. Marie-Thérèse, qui a tant construit partout, n'a édifié là-haut qu'une longue bâtisse monotone, qu'on a d'ailleurs jetée par terre pour élever à la place le nouveau château royal, fastueux et lourd comme un palace-hôtel. Quant aux nobles Magyars que la Cour attirait à Vienne, ils se bâtissaient là-bas quelque résidence somptueuse, dans les environs de la Burg, et se contentaient à Bude d'un modeste pied-à-terre, qu'ils habitaient pendant les rares séjours que le Roi ou la Reine venaient faire en Hongrie.

Parfois, dans l'enduit jaune qui recouvre ces maisons basses, on voit encastrée une pierre où s'enlève en relief une tête de Turc coupée, ou bien encore on lit une inscription du genre de celle-ci : « Ici, en 1450, habitait le despote de Bosnie ; ici, en 1388, s'élevait le palais du vice-roi du Banat ou de tel et tel prince des Balkans. » Vous entrez sous la voûte, assez large pour donner passage à une voiture à deux chevaux, et vous voilà dans une cour grossièrement pavée, où pousse l'herbe, avec un puits dans un coin, et tout autour, des constructions dont les vieux toits de tuiles plates s'inclinent rapidement

vers la terre. Tout ce qui reste dans cet enclos du Despote du Banat ou de l'Hospodar de Valachie, c'est un fragment de voûte romane, une cave, un pilier où s'accrochent la vigne et la cage à serins. Auprès de ces vestiges, de modestes rentiers, des fonctionnaires à la retraite, de petits artisans mènent la vie la plus paisible. Mais cette tête de Turc coupée, ce pilier, cette voûte, c'est assez pour émouvoir l'imagination du passant, et lui rappeler que sur cette colline, si embourgeoisée aujourd'hui, de grandes choses se sont passées.

Ce vieux rocher de Bude est comme Marathon, Salamine ou les Champs Catalauniques, un des lieux où s'est débattu le sort de notre civilisation dans sa lutte avec l'Orient. Pendant des siècles, la vaste plaine qui vient mourir au pied de la haute colline, a exercé sur les peuples d'Asie un irrésistible attrait. Le long du chemin qu'ils suivaient depuis les frontières de la Chine, c'était une admirable étape pour dresser un moment la tente, faire souffler les chevaux, les abreuver au grand fleuve, et reprendre ensuite la marche à la conquête du butin de l'Occident. Au pied même de Bude, Attila établit son camp, ce célèbre Etzelburg, qui, dans l'imagination du poète des Nibelungen, apparait comme le centre du monde. Après lui, bien d'autres hordes encore de Tartares et de Mongols ont tournoyé dans cette plaine, paraissant et disparaissant comme des colonnes de poussière, ou comme ces mirages que la fée Delibab se plait à faire miroiter à l'horizon de ces plates étendues. Seuls les Hongrois, venus, dit-on, des régions du Pamir, s'installèrent fortement dans ce pays. Ils firent, pendant longtemps, l'effroi de l'Europe occidentale, jusqu'au jour où, renonçant au culte de l'Étalon Blanc, ils embrassèrent la religion romaine et devinrent contre leurs frères d'Asie les champions de la Chrétienté.

Cela se passait, il y a mille ans, sous le roi saint Étienne. La colline de Bude restait encore déserte, car ces pâtres guerriers ne se plaisaient qu'aux espaces herbus, où paissent librement le cheval et le mouton, et qui leur rappelaient les steppes d'où ils étaient partis. Mais, initiés par leur religion nouvelle aux mœurs de la vie citadine, ils montèrent sur la colline et construisirent là haut, pour la première fois, l'église, la maison et le rempart.

Durant des siècles, ce rocher fortifié devint l'enjeu de la lutte entre l'Orient et l'Occident. Sans cesse, du fond de la steppe, les

hommes aux yeux bridés, au teint jaune, venaient lui donner l'assaut, et toute l'Europe féodale accourait pour le défendre. Des princes de la maison d'Anjou, petits-neveux de saint Louis, ont mené ici la croisade, en même temps qu'ils apportaient en Hongrie la brillante civilisation du XIV[e] siècle français. Du Danube à l'Adriatique, le pays se couvrit de villes, de châteaux, de monastères. Ici même, sur ce plateau, des maçons de Bray-sur-Somme édifièrent un château royal, en tout semblable aux grands manoirs qu'on admirait dans l'Ile de France. Et le Saint Royaume Apostolique prenait chaque jour davantage le visage d'un pays occidental, quand on vit apparaître une horde nouvelle, plus redoutable encore que les Huns d'Attila et les Tartares de Batou-Khan.

Déjà maîtres de Constantinople, les Turcs de Bajazet se jetèrent sur la Hongrie. Pendant plus d'un demi-siècle, deux héros transylvains, Jean Hunyade et son fils Mathias, défendirent victorieusement cette marche menacée. Et l'angélus que l'on sonne à midi commémore, encore aujourd'hui, le service qu'ils ont rendu à la catholicité, il y a quatre cents ans de cela. Jamais la colline de Bude n'apparut plus brillante qu'en ces jours où son existence était à tout moment en péril. La civilisation latine, qui naguère avait conquis la colline, en y apportant le christianisme puis l'esprit des Anjou, y fleurit de nouveau, mais cette fois sous la forme demi-païenne de la Renaissance. Le roi Mathias appelle autour de lui des artistes italiens, bâtit des palais, des églises, les remplit d'objets précieux, de manuscrits uniques au monde, et fait de sa rude forteresse une ville à l'image des cités de Toscane et d'Ombrie. De grands chariots, accompagnés par des escortes armées, amènent à Bude les draps de Flandre, les vins du Rhin, tous les produits d'Europe, puis continuent leur route à travers les villes saxonnes de la Transylvanie, vers Andrinople et l'Orient, d'où ils reviennent chargés d'épices, de parfums, de tapis et d'armes damasquinées. D'autres fois, les marchandises empruntent la voie du Danube, et les galères conduites par des esclaves turcs montent et descendent le fleuve, pour échanger leurs marchandises avec les vaisseaux gênois ou vénitiens, tout chargés des richesses que l'on trouve en Italie et dans les Échelles du Levant.

Puis soudain, la catastrophe. L'armée hongroise est écrasée par les Turcs à Mohacs, et les bourgeois de Bude vont porter au

vainqueur les clefs de leur cité dans l'antique Albe Royale, tombeau des plus anciens rois de Hongrie. L'Asie s'installe sur la colline. Tout ce qui rappelait ici la France et l'Italie, fut déménagé ou détruit; la cathédrale du roi Mathias devint une mosquée; les galères de Soliman emportèrent dans douze cents caisses en cuir de buffle tous les trésors de la ville; et pendant longtemps on put voir les statues de Hunyade, de Mathias Corvin et de sa femme, et les grands lampadaires de bronze qui ornaient leur palais, exposés en trophées sur l'hippodrome de Byzance. Villes, châteaux, monastères, tout le pays fut ravagé. La Hongrie redevint ce qu'elle était aux temps des premières invasions : une immense étendue de pâturages et de marais. Et deux siècles et demi plus tard, lorsque Charles de Lorraine, à la tête d'une armée où toutes les nations de l'Europe avaient envoyé des soldats, reprit d'assaut la citadelle, il n'y restait plus rien des monuments et des trésors qu'avaient rassemblés là-haut les Anjou et les Hunyade.

Dans ces dernières années, les Hongrois se sont efforcés de redonner du lustre à cette vieille cité de Bude, et d'y construire quelque chose qui rappelât aux imaginations les grandeurs d'autrefois. Depuis les promenades que j'y faisais jadis, on a bâti là-haut des remparts, des bastions, des redans, des tourelles, des escaliers gigantesques; reconstitué l'église de Mathias; édifié un ministère dans le goût du moyen âge. Mais on ne refait point le passé. Même avec beaucoup de science, même avec beaucoup d'amour, on ne redonne jamais la vie à ce qui a cessé d'être. Ce qu'a détruit le temps ne peut ressusciter que dans l'esprit d'un passant qui rêve. C'est une idée tout allemande de solidifier des songes et de condenser des fumées. Aux bords du Rhin, on a toujours aimé ces reconstitutions pédantes, qui d'une ruine romanesque font un château neuf fastidieux, et d'un vieux burg croulant, hanté par les fées de la rive et les esprits des airs, une sotte bâtisse, d'où l'imagination et les oiseaux de nuit s'envolent pour laisser la place au concierge. Là-bas, la mélancolie romantique se transforme tout de suite en assez niais désir de redonner à des choses, qui ne sont plus guère qu'un souvenir, une brutale apparence matérielle. Et dans ce désir de restaurer ce qui a été naguère et de perpétuer des aspects d'autrefois, il faut voir, je crois, plus d'orgueil que

de poésie véritable. On supprime le temps, l'horizon, les brouillards où s'enveloppe la vérité du passé, pour affirmer grossièrement que la force de jadis, qui édifia ces murailles éboulées, reste toujours active et vivante. Mais toutes ces pierres, assemblées avec art, ne nous offrent que des rêves refroidis d'archéologues et d'architectes; elles ne font quelque illusion que dans la brume du soir; et tout ce vieux neuf ennuie là où la ruine enchantait.

Ah! oui, le moyen âge des Anjou et des Corvin, je le retrouve, ce matin, à Bude, mais tout neuf, agressif, aveuglant pour l'esprit et pour les yeux. Sur ce plateau où les maçons de Bray-sur-Somme et les artistes italiens avaient donné carrière à leur génie, l'esprit allemand n'a inspiré qu'un triste pensum d'écolier. A tout ce bric-à-brac héroïque, comme je préfère ce qui, à Bude, a conservé son caractère de petite ville bourgeoise, ses vieilles rues endormies, ses vieilles maisons jaunes, simples, mais d'une bonne époque, qui ne veulent pas s'en faire accroire et acceptent l'humble vie que le temps leur a faite avec une charmante modestie! Près de leurs puits rouillés, dans leurs cours intérieures, j'entends bien mieux que dans le faux décor moyen-ageux, le murmure que fait l'histoire autour de la vieille citadelle. Tout cet amas de pierres qui voudraient être éloquentes, ne fait que troubler cette harmonie, tandis que la plus simple inscription sur le plâtre met tout de suite l'esprit en rumeur, comme le moindre bruit résonne dans le silence de la nuit.

Et voilà qu'au passage je reconnais un des endroits les plus gracieux de Bude, où naguère je suis venu bien souvent. C'est une pâtisserie, qui date du Directoire ou des premiers jours de l'Empire. Boiseries, lustres, glaces, trumeaux, victoires ailées qui tiennent des couronnes au-dessus des compotiers, frises, moulures, rien n'a changé dans le décor que le premier patron, qui s'établit en cet endroit, avait choisi pour sa boutique. J'entre, je reconnais toutes choses, et au fond des vitrines les mille petits objets étranges, faits d'étoffe et de sucre, d'une invention saugrenue, d'un goût prodigieusement démodé, qui semblent eux aussi avoir plus de cent ans.

C'est là qu'à certains jours de nostalgie et de brume, devant une bizarre liqueur qui sentait la pharmacie, Français perdu dans cette ville étrangère, et qui n'avait, hélas! d'autre distrac-

tion que le rêve, j'ai entendu sonner l'angélus de midi, qui nulle part ne se prolonge aussi profondément dans l'âme que sur ce haut plateau, d'où il s'est envolé pour la première fois. Là aussi, bien souvent, j'ai vu en imagination passer le cavalier au sabre ensanglanté, que jadis, aux heures de péril, les rois de Bude envoyaient, de château en château, pour appeler aux armes toute la noblesse de Hongrie. Et ce matin, dans le silence de cette petite boutique où tout brille d'un or fané, mêlant à ces rêveries anciennes, sur un passé millénaire, l'émotion des événements d'hier, je me dis que peut-être, l'autre jour, à Trianon, on a trop oublié l'immense effort contre l'Asie qu'a soutenu, pendant des siècles, pour la Chrétienté tout entière, cette vieille citadelle d'Occident...

III. — LA MAISON ORCZI

La grande ville plate de Pest qui, sur l'autre bord du Danube, fait face à la colline de Bude, n'a pas le passé romanesque et guerrier de la vieille citadelle; mais elle a subi, elle aussi, le formidable assaut de l'Orient, — un assaut d'une espèce étrange, invisible, multiple, plus pareil, en vérité, à une inondation qui monte d'une façon insensible, qu'à ces grands chocs d'armées dont on peut composer de brillants tableaux d'histoire. L'Orient chassé, il y a deux siècles, de la forteresse de Bude, s'est introduit sournoisement dans la ville ouverte de Pest, et, un beau jour, on s'aperçut qu'il était maître de la place. Voici comment la chose arriva.

Au commencement du dernier siècle, Pest était un faubourg de Bude, presque uniquement habité par des commerçants allemands. Ces Allemands, originaires de Thuringe, de Franconie ou de Souabe, étaient les fils des serfs que l'impératrice Marie-Thérèse avait envoyés en Hongrie, comme un bétail humain, pour coloniser ce pays dépeuplé par deux cents ans d'occupation ottomane. Ils avaient leurs boutiques dans ces maisons de brique sans étage, aux longs toits inclinés, dont on trouve encore, çà et là, des échantillons dans la ville, et qui disparaissent tous les jours. Artisans ou commerçants, ils formaient une population honnête, modeste et appliquée, qui, tout en conservant sa langue, s'était vite adaptée aux mœurs de la société hongroise. A part quelques Levantins, Grecs et Arméniens, et

aussi quelques Autrichiens de Vienne qui tenaient le haut trafic et la banque, ces Allemands ne rencontraient aucun concurrent sérieux (car de tout temps le Magyar s'est désintéressé du négoce), et leurs affaires prospéraient, lorsqu'apparut, tout à coup, dans la ville un personnage, qui certes n'était pas un inconnu pour eux, mais que la vie avait jusqu'ici retenu dans les villages.

Il y a toujours eu des Juifs dans la campagne hongroise. Les uns venaient de la Russie et de la Pologne où ils pullulent; les autres de l'Autriche, où, avant la Révolution de 1848, ils n'avaient le droit ni de s'établir comme bon leur semblait, ni même, une fois établis quelque part, de fonder un foyer. Seul dans une famille, l'aîné était autorisé à prendre femme; quant aux autres enfants, ils n'avaient que le choix entre le célibat, contraire à la loi religieuse, ou bien l'émigration dans une contrée plus libérale. Tout naturellement, un grand nombre d'entre eux se rendaient en Hongrie, où ils trouvaient un pays riche et un accueil débonnaire auquel ils n'étaient guère habitués! Les uns entraient au service d'un seigneur en qualité de Hazjido, c'est-à-dire de Juif de maison, d'intendant, d'homme à tout faire; les autres s'installaient dans les villages, le plus souvent comme cabaretiers, et jouaient auprès des paysans à peu près le même rôle que le Hazjido auprès du noble laïque ou du seigneur ecclésiastique. Au milieu de populations profondément rustiques, qui méprisent tout ce qui n'est pas l'élevage du bétail ou le travail de la terre, cet étranger apparaissait comme un être envoyé de Dieu ou du Diable, on ne savait pas au juste, mais aussi indispensable que le soleil ou la pluie. Et l'on voyait ce phénomène étrange : ces gens venus on ne sait d'où, tout juste tolérés, sans droits civils ni autre protection que la bienveillance du seigneur et la bonhomie du paysan, méprisés comme des vagabonds par une population sédentaire, maudits comme les bourreaux du Christ par ces Magyars profondément attachés à leurs traditions chrétiennes, s'imposer à force d'esprit et régenter toute la vie paysanne.

En ce temps-là, pour les grands seigneurs et la petite noblesse terrienne (la *gentry*, comme on l'appelle, si nombreuse en Hongrie), la vie à la campagne était large et facile. La main-d'œuvre ne coûtait rien et l'on vivait abondamment, sans aucun souci du lendemain, sur les produits du sol. Mais en 1848, l'abo-

lition du servage vint changer tout cela. La petite noblesse eut surtout à souffrir, car pour donner des terres aux serfs émancipés, on tailla largement dans ses domaines, tandis que les biens des magnats et des seigneurs ecclésiastiques étaient laissés presque intacts. La *gentry*, en échange, reçut bien des indemnités, mais en une monnaie de papier rapidement discréditée. Alors, on vit maints petits nobles, dépossédés d'une partie de leurs terres, et fort embarrassés pour cultiver le reste, maintenant qu'il fallait payer les gens, affluer à Budapest et rechercher, dans l'Administration, des fonctions presques oisives, qui pouvaient leur donner encore l'illusion de commander. Qu'arriva-t-il de leurs domaines? Les Juifs de maison étaient là! Et justement, comme par un décret de la volonté divine, la même révolution qui abolissait le servage, leur accordait le droit, qu'ils n'avaient pas encore, de posséder la terre. Ils se jetèrent avec avidité sur ces propriétés, qu'ils avaient si longtemps parcourues de leurs longs pieds, sans pouvoir les acquérir.

Parfois, le gentilhomme ne pouvait accepter l'idée de se défaire d'un bien dont il portait le nom. Pour continuer à le faire valoir, il commençait par y enfouir ce qui lui restait de fortune, puis il empruntait à son Juif, et celui-ci, un beau jour, l'expulsait de la maison. D'autres fois, le Hazjido affermait le domaine pour neuf ans, et, pendant ces neuf années, il soumettait la terre à une exploitation intensive, une exploitation de brigandage, suivant l'expression consacrée. Après quoi, la terre épuisée, le cheptel en mauvais état, au renouvellement du bail il demandait qu'on diminuât son fermage pour une terre qui ne rapportait plus ce qu'elle rapportait autrefois. Le hobereau, alors, se trouvait fort embarrassé. Que faire? Abandonner la ville et cet agréable bureau, dans un ministère quelconque, où, pendant huit heures du jour, il se polissait les ongles, fumait des cigarettes égyptiennes, et parlait de politique tout en daubant sur les Juifs? Renoncer à ces promenades, à midi et à cinq heures, sur le bord du Danube, entre une double haie d'oisifs assis sous de maigres acacias; dire adieu au café, au club, à tous les plaisirs de cette ville, où il passait si agréablement l'existence, en attendant de se marier avec quelque riche bourgeoise, voire une juive convertie? Remettre le domaine en état? Mais il eût fallu de l'argent, et notre homme n'a pas le sou, ou bien, pour faire figure, il a besoin du peu qui lui reste. Une seule

solution demeure : vendre la terre au Hazjido. C'est ce qu'il se décide à faire.

Quant à la grande noblesse, même après l'abolition du servage, elle continuait de mener, à Vienne et dans les grandes villes d'Europe, le même train fastueux qu'autrefois, hypothéquant ses domaines, et demandant à ses juifs, dans ses embarras d'argent, des avances sur les fermages. A la mort du seigneur, la terre était grevée de charges; on se la partageait entre plusieurs héritiers, parmi lesquels il s'en trouvait toujours qui voulaient vendre leur part. Et toujours le Juif était là! Combien de ces Hazjido sont aujourd'hui propriétaires des maisons, où leurs ancêtres sont arrivés jadis, dans leurs longues houppelandes noires, humbles, craintifs, l'échine courbe, et où ils ont vécu si longtemps tutoyés par le dernier des valets!

Lorsque les fils de ces Juifs-là avaient leur plumage complet, je veux dire de l'argent en poche et une petite instruction, ils prenaient, eux aussi, leur vol du côté de Budapest, — non certes pour s'enterrer là-bas sous les paperasses de l'Administration, mais pour s'y livrer aux occupations positives qui donnent la véritable puissance.

Les vieux Allemands de Pest virent arriver ces intrus avec effroi. Peu actifs, routiniers, honnêtes, comment auraient-ils tenu tête à ces nouveaux venus, qui les dominaient par l'énergie, le sens prodigieux des affaires, et bien souvent aussi un manque absolu de scrupules? Les uns après les autres, les fils de ces vieux commerçants firent à leur tour ce qu'avaient fait les fils de la *gentry*, dont ils avaient adopté le caractère et les façons à force de vivre auprès d'elle. Ils laissèrent leurs négoces, pour s'engager dans les carrières libérales dédaignées de la noblesse. Ils devinrent avocats, médecins, professeurs. Et la banque, l'industrie, tout le haut commerce de Pest tombèrent aux mains des anciens Hazjido.

Le petit commerce, lui, fut la proie d'une autre sorte de gens, — ceux que leurs coreligionnaires eux-mêmes appellent les Juifs sauvages. Ceux-là venaient de Galicie en droite ligne, ou bien, après un court séjour dans les villages de la Haute-Hongrie, où ils restaient juste le temps de ramasser un pécule, aussi léger fût-il, avant de s'élancer vers Pest, pour y tenter fortune. Tout les y attirait : le succès prodigieux qu'y rencontraient leurs

frères de sang, l'idée de devenir enfin les citoyens de quelque part (la loi de 1867 venait d'accorder aux Israélites de Hongrie les droits civils et politiques), et surtout le sentiment qu'une grande ville se créait en ce moment sur les bords du Danube, — une grande ville, la meilleure des terres promises!

Ce sont ces Juifs sauvages qui ont soutenu, alimenté de leurs vagues profondes, sans cesse renouvelées, l'invasion de Pest commencée par les vieux Juifs de Hongrie, venus jadis, eux aussi, de là-bas. Lentement, sûrement, en moins d'un demi-siècle, ils se sont installés partout. Il y a vingt ans, quelques métiers leur échappaient encore. Des scrupules religieux les tenaient éloignés de la boucherie, de la viande, de tout ce qui touche aux nourritures non rituelles. Mais aujourd'hui ces scrupules ont cessé : la charcuterie elle-même est tombée aux mains d'Israël.

L'endroit où l'on peut le mieux les voir, au moment où ils débarquent, c'est une maison singulière, où je suis allé bien souvent, à toutes les heures de la journée. Le lieu est bien connu : il s'appelle la maison Orczi.

Au temps de Marie-Thérèse, un Magnat de la grande famille des Orczi, construisit, pour embellir Pest, une vaste maison de rapport qui passait pour une merveille. Elle réunissait en effet toutes les élégances de l'époque, — grands toits à la Mansard, paniers fleuris en fer forgé, dominant les corniches, trois immenses cours intérieures, avec des galeries qui couraient tout autour, le long du premier étage, et de vastes portes cochères pour laisser passer des berlines attelées de quatre chevaux. Mais bientôt la belle maison perdit sa clientèle élégante. Quelques riches commerçants juifs vinrent s'installer dans l'immeuble, et ce furent de lourdes charrettes, amenant des ballots de marchandises, qui entrèrent sous les vastes porches, au lieu des berlines d'autrefois.

Le Juif attire le Juif. A Pest, ville neuve, il n'y avait pas de ghetto comme à Presbourg, à Vienne, à Cracovie ou à Prague. Or, ces Juifs ont tellement l'habitude de vivre pressés les uns contre les autres, que, même fortunés, même libres d'habiter où bon leur semble, ils se rassemblaient là pour se sentir les coudes, respirer leurs odeurs, et spontanément ils firent de la maison Orczi un ghetto. Et comme dans tous les ghettos, il y eut là une synagogue, avec son personnel de rabbins, de chantres, de bedeaux, de bouchers rituels, de laveurs de cadavres; il

y eut des bains rituels pour les hommes et pour les femmes, et aussi un petit café, qui fut longtemps la seule Bourse de Pest, avant la création de l'immeuble au bord du Danube. Là se traitaient les affaires, là s'établissaient les cours, là le propriétaire campagnard se rencontrait avec le Juif qui achetait ses produits; là se formaient les rêves de fortune qui, on ne sait par quel miracle, quel privilège spécial de la divinité, se transforment si vite, pour cette race élue, en réalités positives. Ce café a vu passer tous ces esprits agiles qui ont fait d'une bourgade la grande ville d'aujourd'hui. On pourrait dire qu'il a été le cœur de la juiverie de Pest, s'il n'y avait eu la synagogue au-dessus du cabaret.

Le café, la synagogue, les bains, les boucheries rituelles de la maison Orczi, tout cela aujourd'hui existe encore, mais dans l'état d'un lieu où cinquante ans de vie juive ont passé. Peu à peu, à mesure que la haute juiverie faisait la conquête de la ville, elle abandonna la maison où s'étaient édifiées tant de fortunes. L'ancien ghetto de riches devint un ghetto de pauvres, le rendez-vous de tous ces Juifs sauvages, ou à peine apprivoisés, qui débarquent tous les jours de Pologne ou des Carpathes. Il y a un instant rapide où on peut encore les surprendre, tels que je les ai vus autrefois dans la haute vallée de la Vaag, et dans la plaine de Pologne. C'est vers le crépuscule, à l'heure de la prière de Min'ha. Vous montez à la synagogue, située au premier étage, où l'on célèbre le culte comme on le célèbre en Galicie, suivant le rite hassidite, tout en gesticulations et en cris; et vous les trouvez là, si je puis dire, dans leur fraîcheur. Beaucoup n'ont pas encore eu le temps, ni même le désir, de rien changer à leur costume, mais la plupart se sont déjà plus ou moins transformés. Cette foule d'Orient, en marche vers l'Occident, a déjà franchi une étape. Parmi les chapeaux ronds et les longues lévites crasseuses, voici des hauts-de-forme, des cronstadt, des melons verdis et toute une défroque de vestes et de redingotes décrochées chez le fripier. Sur bien des joues, au lieu des longues papillotes, on ne voit plus aux tempes qu'une mèche, une boucle, une sorte de frison, une blonde vapeur ou bien une virgule noire, qui se confond avec les poils de la barbe. Mais ce qui demeure toujours intact, toujours inaltéré dans cette synagogue, c'est quelque chose qui survit chez Israël à tous les changements de costume et de fortune, et même à toutes les

variations superficielles de la pensée, quelque chose d'unanime, de religieux, d'enthousiaste, et qui avait ici une odeur nauséabonde, mais vraiment chaude et puissante.

En les regardant se démener et vociférer leurs prières, je me suis demandé bien souvent quelles pouvaient être, tout le jour, les occupations de ces gens lancés dans les mystères du trafic. Au travers de quel labyrinthe d'affaires et de combinaisons s'agitaient tous ces corps et toutes ces pensées, pour gagner quelques sous ou d'énormes sommes d'argent? A ces questions je ne pouvais rien répondre, sinon qu'il arriverait infailliblement ceci : infailliblement ce Juif sauvage, revêtu de son habit séculaire, deviendra, dans quelques semaines, ce bizarre mannequin sur lequel le fripier a jeté sa défroque. Ce mannequin, à son tour, prendra l'aspect quasi bourgeois de ce gros personnage, que je vois là-bas sur l'almémor, et qui a l'air déguisé avec son chapeau haut de forme et son lorgnon d'or sur le nez. Et ce gros homme, enfin, quittera cette synagogue, qui sent vraiment trop sa Pologne, pour la synagogue de Pest, — cette énorme bâtisse neuve, dans un des beaux quartiers de la ville, où l'on ne vocifère plus, où l'on ne gesticule plus, où le maigre Juif sauvage semble par miracle devenu, sous un coup de la baguette d'Aaron, gras, surnourri, obèse, correct et bien vêtu.

En moins de cinquante ans, ces gens de la maison Orczi ont transformé Budapest. De la petite cité bourgeoise et rurale d'autrefois, ils ont fait une énorme capitale, qu'on peut ne pas aimer, car tous les styles s'y mêlent dans une cacophonie effroyable de fer, de brique et de ciment armé, mais où il faut bien reconnaître de la puissance et de l'élan. Un développement si rapide et ces apparences grandioses flattaient l'esprit des Magyars, toujours épris de faste et de grandeur. Ils savaient gré à ces nouveaux venus de les pousser, pour ainsi dire, dans le monde, et d'apporter dans leurs affaires une intelligence pratique et une activité, dont ils sont assez dépourvus. Sans compter que leur esprit, naturellement généreux, se plaisait à recevoir avec libéralité ces Orientaux, à l'ordinaire maltraités par leurs voisins. Tout au plus marquaient-ils à leur endroit cette nuance de dédain ou de supériorité, qu'ils laissent d'ailleurs tout aussi bien paraître à l'égard d'un Roumain, d'un Serbe, d'un Allemand, d'un Slovaque, de toutes les races étrangères qu'ils ont accueillies chez eux. Les Juifs, de leur côté,

heureux de trouver en Hongrie une hospitalité qui leur ouvrait une entrée si facile chez les nations d'Occident, s'ingéniaient à se montrer plus Hongrois que les Hongrois eux-mêmes, prenant leur langue, leurs façons, leurs sentiments, leur patriotisme aussi, avec cette ardeur excessive qu'ils apportent en toute chose. Beaucoup d'ailleurs étaient sincères. Comment ne pas avoir de la reconnaissance pour un pays qui les avait si largement reçus, et où ils jouissaient d'une situation, comme nulle part ailleurs dans le monde?

Aujourd'hui, quel prodigieux changement! Je ne reconnais plus Budapest. Le bon accord entre Juifs et Magyars, qui avait fait, dans les années de paix, la prospérité de la ville, n'est plus maintenant qu'un souvenir. Là encore la guerre a passé, — la guerre et une révolution, dont le prologue, si l'on peut dire, fut le meurtre du comte Tisza.

IV. — LE MEURTRE DU COMTE TISZA

Les Tisza n'appartiennent pas à la grande noblesse magyare; on ne les voyait guère à la cour, et leur action n'aurait pas dépassé les limites de leur province si, en leur qualité de vieux calvinistes ardents, ils n'avaient toujours joué un rôle dans les synodes généraux de Hongrie. En 1848, quand les Hongrois, à la voix de Kossuth, se soulevèrent contre l'Autriche, trois frères Tisza s'engagèrent dans l'armée de l'Indépendance. L'un d'eux, laissé pour mort sur le champ de bataille, ne survécut que par miracle à ses cinquante blessures : c'est « l'homme au cœur de pierre, » le héros d'un roman célèbre où Maurice Jokaï a glorifié cette petite noblesse provinciale qui, partagée entre sa haine des Habsbourg et son aversion naturelle pour un nouvel ordre de choses, fatal à ses privilèges, choisit contre ses intérêts le parti de la Révolution.

Le plus jeune de ces trois Tisza demeura longtemps fidèle aux idées pour lesquelles il avait combattu, les armes à la main. Mais envoyé à la Chambre hongroise, il subit peu à peu les influences qui agissaient puissamment sur l'esprit des nobles magyars, dès qu'ils avaient quitté leur province. Chez eux, tout ramassés qu'ils étaient sur leur petite vie locale, ils ne comprenaient pas toujours quelle force la Hongrie tirait de son union avec l'Autriche. Ils s'en rendaient mieux compte à Budapest et

à Vienne. Et puis ils ne résistaient guère aux séductions d'une cour demeurée très imposante, et prodigieusement habile à flatter ceux qui pouvaient la servir.

L'ancien soldat de Kossuth se rallia au compromis de 1867, qui assurait à la Hongrie sa liberté intérieure, mais la subordonnait à l'Autriche dans toutes les questions concernant l'armée et la politique étrangère. Il devint premier ministre et le resta jusqu'à sa mort. Presque tout naturellement, son fils Étienne prit sa place, car l'empereur François-Joseph avait ces Tisza en affection, et il détestait auprès de lui les noms et les visages nouveaux.

Pendant trente ans, Étienne Tisza a dirigé les affaires de son pays. Au physique, c'était un grand homme maigre, dur de visage, le regard pénétrant derrière de grosses lunettes rondes, les cheveux drus en brosse, un beau front, des lèvres minces, la barbe rude taillée au ciseau. Dans la photographie que j'ai là sous les yeux, et qui le montre tel que je l'entrevis jadis dans une cérémonie officielle, il est vêtu d'un habit de gala, tout de satin, de soie et de fourrure, la toque à aigrette sur la tête, le sabre à la turque au côté, la palatine de velours retenue sur la poitrine par une chaîne d'or et de pierreries. Mais dans l'ordinaire de la vie il était tout autrement. Chaussé de bottines à élastiques, coiffé d'un haut-de-forme qui en avait vu de dures, il portait le plus souvent une vieille redingote de coupe militaire, qui lui donnait l'aspect d'un officier en demi-solde. Pourtant, si dédaigneux qu'il fût des élégances de la mode, c'était un sportsman accompli, un escrimeur de première force, qui, même Président du Conseil, relevait tous les défis et généralement blessait son adversaire, un cavalier passionné, grand amateur de chasse à courre, de longues chevauchées sur ses terres, et qui, jusqu'à la fin de sa vie, bien qu'il eût dépassé largement la cinquantaine, montait chaque année en course.

Au moral, une âme forte, simple, tout unie, dominée par des sentiments à grandes lignes, presque élémentaires. Obstiné dans ses pensées, très austère et porté au sacrifice, il paraissait trouver une délectation morose dans l'impopularité où il a toujours vécu, bien qu'il n'eût à aucun degré le mépris de l'humanité, que donne si souvent à un politicien l'expérience de la vie parlementaire. Il avait le goût de l'amitié, et demandait à ses amis moins des preuves de grand talent que du caractère et

de la fidélité. Aucune morgue, pas la moindre vanité, mais un attachement profond aux privilèges de noblesse, qui demeurent encore aujourd'hui si considérables en Hongrie. Bref, un vigoureux personnage, en qui se combinaient la rigidité d'un calviniste, les sentiments d'un grand seigneur terrien, l'orgueil de race des Hongrois; et avec plus de scrupule et de noblesse morale, quelqu'un d'assez pareil à l'homme au grand chapeau, dont l'image autrefois m'obsédait sur la muraille.

Ce n'était pas une tâche facile de mener les affaires de la Hongrie. Cette nation magyare, si fière de dominer les Serbes, les Roumains, les Croates, tous les peuples divers que dix siècles de vie commune ont amalgamés chez elle, sans réussir à les confondre, avait dû subir à son tour une sorte de vassalité qu'elle n'acceptait qu'avec peine. A tout moment, son orgueil exaspéré cherchait à briser les liens qui la rattachaient à l'Autriche. Mais l'instinct de conservation l'avertissait aussitôt que, sans l'appui des Autrichiens détestés, elle serait à la merci de toutes les races étrangères qui s'agitaient en elle. De là, une fièvre secrète qui, en dépit de tous les compromis, ne s'est jamais apaisée.

Cette fièvre se réveillait chaque année, quand il s'agissait de voter les crédits pour l'armée commune de la Double Monarchie; et des scènes, d'une violence inouïe, se déroulaient alors à la Chambre hongroise. Dans cette armée où les Magyars estimaient, avec raison, qu'ils formaient l'élément le plus solide, ils auraient voulu avoir leur drapeau particulier, et qu'on commandât en hongrois, et non pas en allemand, leur contingent national. Mais Vienne ne voulait rien entendre. Et le comte Tisza, placé dans cette alternative, ou de déplaire à ses compatriotes, ou d'affaiblir l'armée en brisant son unité, n'hésitait pas à employer la force pour faire voter les crédits.

Avec la même obstination inflexible, jamais il ne voulut rien changer au mode de suffrage restreint, qui maintenait dans son pays un régime encore féodal, auquel il était attaché par toute sa nature profonde. Et surtout, il se rendait compte qu'avec un suffrage élargi, les Magyars cesseraient bientôt d'être les maîtres dans un État où ils n'ont jamais eu le nombre. Sa politique intransigeante irritait, indignait; on traitait de tyrannie son entêtement à se maintenir au pouvoir. Mais lui, sans jamais rien céder, continuait d'imposer sa volonté au Par-

lement. La Hongrie détestait dans cet homme opiniâtre le destin mal équilibré que l'histoire lui avait fait, mais en fin de compte, elle se soumettait à lui comme à sa destinée elle-même.

Lorsque la guerre éclata, personne ne mit en doute que le comte Tisza ne se fût résolument employé à précipiter le conflit. N'avait-il pas toujours soutenu à la Chambre l'état-major autrichien ? Son admiration pour Bismarck, sa dévotion à l'Allemagne n'étaient un secret pour personne ; et l'empereur Guillaume déclarait volontiers que le Premier Ministre hongrois était la tête la plus solide de la Double Monarchie. François-Joseph avait en lui une confiance comme, au long de son règne, il n'en a montré à personne. Aurait-il jamais passé outre aux avis de son ministre, si celui-ci avait plaidé pour une solution pacifique ?... Tous ces raisonnements d'ailleurs, on ne se les faisait même pas, tant il semblait évident que, dans les heures tragiques de juillet 1914, le comte Tisza avait assumé sur lui toute la responsabilité de la guerre. En Autriche, comme en Hongrie, on lui en rapportait l'honneur. Flattés dans leur vanité, les Magyars acclamaient bruyamment, dans leur premier ministre, l'homme qui, à un moment décisif de l'histoire, avait tenu le sort de l'Europe dans ses mains. Et l'animosité, qui avait toujours enveloppé ce personnage intraitable, fit place tout à coup à une popularité immense.

Or, cette fois encore, entre Tisza et sa nation, il y avait un malentendu : Tisza n'a pas voulu la guerre. Mais c'était là un secret qu'il ne pouvait dire à personne. Il ne l'a pas même livré, alors que sa divulgation aurait pu détourner de lui le fusil de ses meurtriers. Et le drame de sa destinée, c'est moins son lugubre assassinat, que le cas de conscience, d'une haute beauté morale, qui l'a retenu de parler.

***

Le secret du comte Tisza, nous le connaissons aujourd'hui par la publication de ce qui s'est passé au Conseil de la Couronne, tenu à Vienne le 7 juillet 1914 sous la présidence du comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères et de la Maison Impériale (1).

(1) Pièces diplomatiques concernant les événements qui ont précédé la guerre de 1914, publiées par le ministère des Affaires étrangères de la République autrichienne.

C'était peu de jours après l'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc François-Ferdinand. Étaient présents à cette conférence : le comte Stürgh, président du Conseil d'Autriche; le comte Tisza, président du Conseil de Hongrie; le chevalier de Bilinski, ministre des Finances communes; le chevalier de Krobatin, ministre de la Guerre; le baron Conrad de Hœtzendorf, chef de l'état-major; le contre-amiral de Kailer, représentant du ministre de la Marine; enfin, le conseiller d'ambassade, comte Hoyos, chargé du procès-verbal.

Le comte Berchtold ouvrit la conférence, en déclarant que son objet était d'examiner si, après l'assassinat de l'Archiduc-héritier, le moment n'était pas venu de rendre la Serbie à jamais inoffensive. Il apportait l'assurance que l'empereur Guillaume et le chancelier Bethmann prèteraient à l'Autriche-Hongrie un appui sans réserve; et, d'accord avec Berlin, il lui semblait préférable d'agir à l'insu de l'Italie et de la Roumanie, afin d'éviter des chantages. L'intervention de la Russie ne faisait guère de doute, car toute sa politique tendait à faire l'union des États du Balkan (y compris la Roumanie) pour les lâcher au moment opportum contre la Double Monarchie. Aussi était-il d'avis d'agir sans plus tarder et d'arrêter, par un prompt règlement de comptes avec la Serbie, cette poussée balkanique, qui deviendrait irrésistible, si l'on attendait encore.

Ces idées de Berchtold, Tisza les connaissait déjà, pour les avoir entendu exprimer par le Comte, le 1er juillet précédent; et il en avait été si vivement ému que, le même jour, il écrivait à l'empereur François-Joseph que cette manière de voir lui semblait une erreur fatale, et dont il ne voulait en aucune façon partager la responsabilité. Prenant à son tour la parole, il reconnut que les dernières révélations sur le meurtre de l'Archiduc, et l'insolence de la presse de Belgrade, rendaient l'éventualité d'une guerre avec la Serbie plus prochaine qu'il ne l'avait cru au lendemain de l'attentat. Mais il déclara que jamais il ne donnerait son consentement à une attaque brusquée, « sans crier gare » (ce fut son mot), comme on semblait en avoir l'intention et le comploter à Berlin, d'une façon fort regrettable. C'eût été mettre l'Autriche-Hongrie en mauvaise posture devant l'Europe et attirer sur elle l'hostilité du Balkan tout entier, à l'exception des Bulgares, trop affaiblis en ce moment pour être d'un appui efficace. A son avis, il fallait donc

formuler nettement ce qu'on exigeait de la Serbie, et ne lui présenter d'ultimatum que si elle repoussait les exigences formulées dans une note préliminaire. Ces exigences devaient être dures, mais non pas telles cependant qu'elles ne pussent être acceptées. Si la Serbie s'y soumettait, le cabinet de Vienne aurait remporté là un succès diplomatique qui rehausserait son prestige dans tous les États du Balkan ; si elle ne s'y soumettait pas, le comte admettait lui aussi une solution guerrière au conflit. Mais, dans cette hypothèse même, il faisait remarquer d'ores et déjà qu'une action belliqueuse devait avoir pour but une simple diminution, et non pas l'anéantissement complet de la Serbie, d'abord parce que la Russie lutterait à mort pour l'empêcher, ensuite parce qu'en sa qualité de Premier Ministre hongrois, il s'opposait à l'annexion de tout nouveau territoire.

Pour comprendre les raisons qui faisaient ainsi parler Tisza, il faut savoir que la fin tragique de l'archiduc François-Ferdinand, tout en le remplissant d'horreur, l'avait débarrassé d'un souci qui l'opprimait depuis longtemps. Ç'avait toujours été avec une profonde inquiétude qu'il envisageait le moment où celui-ci succéderait au vieil Empereur et Roi. L'Archiduc détestait dans les Magyars une race, que plusieurs siècles de lutte n'ont jamais pu soumettre à l'absolutisme des Habsbourg. On lui prêtait l'intention d'augmenter, dans la monarchie, l'influence des Slaves au détriment des Hongrois; et de nombreux indices permettaient de penser qu'il ferait bon marché des libertés que la Hongrie avait si péniblement conquises sur le despotisme de Vienne. Ces sentiments de l'Archiduc se laissaient deviner, plutôt qu'on ne pouvait les connaître d'une façon très positive, car ce personnage énigmatique ne livra jamais sa pensée. Mais tout ce qui se dégageait de sa figure inquiétante, quelques éclairs rapides où se laissait entrevoir un tempérament fanatique, ses violences soudaines qui n'épargnaient même pas l'Empereur, sa critique sournoise ou brutale de méthodes politiques qu'il estimait surannées, son évidente hâte de conduire son oncle au tombeau, bien des détails qui échappaient à tous les yeux, mais que sa situation à la cour et ses relations presque familières avec François-Joseph laissaient connaître à Tisza, tout contribuait à nourrir ses inquiétudes. Et il savait aussi que François-Ferdinand éprouvait à son endroit une haine tenace, car tout dans sa personne ne

pouvait que lui déplaire : l'autorité qu'il avait sur son pays, son esprit peu courtisan, sa volonté inflexible, et sa religion même, ce calvinisme que l'Archiduc, élève des Jésuites d'Innsbruck, avait en particulière horreur.

Le meurtre du prince héritier n'était donc guère de nature à exciter chez Tisza beaucoup de haine contre la Serbie. Au surplus, il ne voyait que des inconvénients à toute annexion de territoire qui, en augmentant le nombre des Slaves déjà trop nombreux, à son gré, dans la Double Monarchie, ne ferait qu'y affaiblir la prépondérance des Magyars.

Il continua son discours en disant que ce n'était pas à l'Allemagne de décider si l'heure était venue pour Vienne de faire la guerre à la Serbie. Quant à lui, il estimait le moment défavorable. On pouvait craindre d'avoir contre soi les Roumains, qui se montraient en ce moment très hostiles aux Magyars. Pour les intimider, il faudrait maintenir de grosses forces en Transylvanie. Au contraire, en patientant, on pouvait espérer qu'à la suite des efforts, que faisait si heureusement l'Allemagne pour attirer la Bulgarie dans le cercle de la Triplice, la Roumanie et la Serbie se trouveraient bientôt isolées, et d'eux-mêmes les Roumains reviendraient à la Triple-Alliance. Enfin, plus on reculerait la guerre, plus la balance des forces entre la France et l'Allemagne pencherait en faveur de celle-ci, étant donnée la faible natalité française, et plus l'Allemagne aurait de troupes à opposer à la Russie. Pour ces différents motifs, une solution guerrière lui paraissait déraisonnable; il trouvait plus opportun d'infliger à la Serbie une défaite diplomatique, qui permettrait ensuite de poursuivre dans les Balkans une politique efficace.

Le comte Berchtold fit remarquer que les succès diplomatiques n'avaient jamais amené jusqu'ici que de courtes améliorations dans les rapports avec Belgrade, et que seule une attaque énergique pouvait mettre fin à l'agitation des partisans d'une grande Serbie, qui se faisait sentir jusqu'à Agram et Zara. Quant aux Roumains, il estimait qu'ils étaient moins à craindre en ce moment que dans l'avenir, parce que les liens entre eux et les Serbes ne pourraient que se resserrer davantage. Sans doute, le roi Carol avait récemment exprimé à l'empereur François-Joseph des doutes sur la façon dont il pourrait s'acquitter envers lui de ses devoirs d'allié, car il devait compter

sur les sentiments de ses sujets; mais il était à peine concevable qu'il pût se laisser entraîner dans une guerre contre la Monarchie. Au reste, la crainte des Bulgares était là pour le retenir. Enfin, la remarque du comte Tisza concernant le rapport des forces entre la France et l'Allemagne, ne lui paraissait guère décisive, vu l'extraordinaire développement de la population russe, qui compensait, et de beaucoup, la faiblesse de la natalité française.

Après cette réplique de Berchtold au Premier hongrois, le comte Stürgkh, Premier Ministre autrichien, déclara que la guerre lui paraissait, à lui aussi, nécessaire; que, sans doute, il pensait, comme le comte Tisza, que la Monarchie n'avait pas à se mettre aux ordres de l'Allemagne pour savoir s'il y avait lieu ou non d'entreprendre les hostilités, mais il fallait toutefois considérer que si l'on donnait, aujourd'hui, des marques de faiblesse, peut-être, dans la suite, ne retrouverait-on plus l'Allemagne aussi disposée que maintenant à prêter sans réserve son appui. Quant à la façon dont il convenait de s'y prendre pour engager la guerre, c'était une question de détail. Si le Conseil repoussait toute idée d'une attaque brusquée, il convenait de chercher une autre voie pour arriver au même but.

Le chevalier de Bilinski, ministre des Finances communes, fit valoir que, selon l'avis du général Potiorek, gouverneur de Bosnie-Herzégovine, qui suivait depuis deux ans sur place l'agitation pan-serbe, on ne pouvait conserver ce territoire que si on en finissait une bonne fois avec Belgrade. S'imaginer, comme le comte Tisza, qu'on pouvait se contenter d'un succès diplomatique, c'était ne pas tenir compte de l'excitation qui régnait en Bosnie, où l'on disait couramment dans le peuple que le roi Pierre de Serbie allait bientôt venir délivrer le pays. A son avis, les Serbes n'étaient sensibles qu'à la force, et l'humiliation du roi Pierre n'aurait d'autre résultat que d'irriter encore les esprits, et ferait en définitive plus de mal que de bien.

Le comte Tisza répondit qu'il avait la plus haute estime pour les talents militaires du général Potiorek (1), mais qu'il était obligé de reconnaître que l'administration de la Bosnie ne valait pas grand'chose, et qu'en particulier la police s'était

(1) Ce même général Potiorek, qui, au début de la guerre, fut battu si copieusement par les Serbes.

montrée pitoyable dans l'affaire de Sarajevo, en laissant, sur le chemin où devait passer l'Archiduc, six ou sept individus, pourtant bien connus d'elle, armés de revolvers et de bombes. Il ne voyait pas pourquoi la situation en Bosnie ne pourrait pas être améliorée par de bonnes mesures de police et d'administration.

Le comte Krobatin, ministre de la Guerre, intervenant à son tour, opina naturellement qu'un succès diplomatique serait tout à fait sans valeur, et que, au point de vue militaire, mieux valait faire la guerre tout de suite que la remettre à plus tard, parce que, dans l'avenir, la balance des forces ne serait plus à l'avantage de la Double Monarchie. Considérant que les deux dernières guerres, russo-japonaise et balkanique, avaient commencé sans déclaration préalable, il émettait l'avis de mobiliser en secret, et de n'envoyer d'ultimatum que lorsque la mobilisation serait une chose accomplie, — ce qui aurait l'avantage, dans le cas où la Russie entrerait aussi en guerre, de mettre l'armée austro-hongroise en excellente situation, les corps russes de la frontière étant loin d'être au complet, à cause des congés de moisson.

Une longue discussion, dont le détail ne figure pas dans le procès-verbal, s'engagea ensuite au sujet des buts de guerre. On prit en considération le vœu du comte Tisza que, par égard pour la Russie, la Serbie fût diminuée et non pas anéantie. Le comte Stürgkh émit l'idée qu'il serait bon de renverser la dynastie des Kara-Georgevitch pour donner la couronne à quelque prince d'une maison d'Europe, et de placer la Serbie diminuée sous la dépendance de la Double Monarchie. De nouveau, le comte Tisza attira l'attention de ses collègues sur les calamités d'une guerre européenne, les pressant de considérer qu'on pouvait, pour l'avenir, escompter telles circonstances, par exemple des complications asiatiques, qui détourneraient la Russie de l'intérêt qu'elle prenait au Balkan, ou bien une guerre de revanche des Bulgares contre les Serbes, etc... etc... qui amélioreraient singulièrement la situation d'aujourd'hui.

Nous pouvons en effet concevoir, lui répondit le comte Berchtold, telle ou telle conjoncture heureuse, mais nous devons compter avec ce fait que, du côté ennemi, on se prépare à une lutte à mort contre nous, et que la Roumanie soutient les diplomaties russe et française. Nous ne gagnerons pas les Roumains, tant que nous n'aurons pas détruit les Serbes. Alors seulement,

la Roumanie, isolée dans le Balkan, se rendra compte que la Triplice est son unique appui. Quant à croire que les Bulgares pourront entreprendre contre Belgrade une guerre de revanche, ce n'est là qu'une hypothèse, puisque l'Allemagne n'accepte l'idée de les lancer contre les Serbes, que sous la condition expresse qu'ils n'attaqueront pas les Roumains.

On discuta longtemps encore, dit le procès-verbal, pour arriver à cette conclusion, qu'à l'exception du Président du conseil de Hongrie, tout le monde était d'avis qu'un succès purement diplomatique, même s'il aboutissait à une humiliation éclatante des Serbes, ne mènerait à rien, et qu'il fallait, en conséquence, présenter à la Serbie des exigences telles qu'on pût prévoir son refus, afin d'ouvrir ainsi la voie à une solution radicale par des moyens militaires.

Luttant toujours pied à pied, le comte Tisza fit remarquer que, dans son désir de se rapprocher autant qu'il était possible des autres membres du Conseil, il était prêt à concéder que les conditions imposées à la Serbie devaient être très dures, mais qu'il ne pouvait admettre qu'elles parussent inacceptables. Il demandait qu'on étudiât de près le texte de la note ; qu'on lui en donnât connaissance avant de l'expédier. Et si son point de vue n'y était pas pris suffisamment en considération, il se verrait, dit-il, obligé d'en tirer personnellement telles conséquences qu'il jugerait nécessaires.

L'après-midi du même jour, le Conseil se réunit de nouveau. Le chef d'État-Major, Conrad de Hœtzendorf, donna sur différentes questions militaires et sur le cours probable d'une guerre européenne, des éclaircissements d'un caractère secret, qui n'ont pas été consignés dans le procès-verbal.

Comme conclusion à ce débat, le comte Tisza adjura, une fois encore, le Conseil de bien peser sa décision avant de se lancer dans la guerre. Puis on aborda les points qui devaient figurer dans la note au Gouvernement de Belgrade. On n'arriva pas à s'entendre. Mais le comte Berchtold remarqua que s'il restait toujours des divergences entre le point de vue des membres de la conférence et celui du comte Tisza, on s'était cependant rapproché, car les propositions du Président du Conseil de Hongrie amèneraient sans doute, elles aussi, à ce règlement de comptes par la guerre, que les autres personnes présentes estimaient indispensable. Sans doute, cette interprétation de sa pensée ne

dut pas satisfaire Tisza : il pria le comte Berchtold, qui partait pour Ischl, en Tyrol, rejoindre l'Empereur, de remettre à Sa Majesté une lettre où il lui exposerait son sentiment sur la situation.

Le soir même, il rentrait à Budapest, et le lendemain, 8 juillet, il recevait un télégramme, que Berchtold lui envoyait pour influencer son esprit, et par lequel il lui faisait connaître que M. de Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, lui avait fait savoir qu'on s'attendait, à Berlin, à une action décisive de l'Autriche-Hongrie contre les Serbes; qu'on ne saurait concevoir en Allemagne que le cabinet de Vienne laissât échapper l'occasion; que l'empereur Guillaume avait écrit personnellement au roi Carol, pour engager la Roumanie à demeurer neutre dans le conflit; et que si Vienne n'agissait pas, tout le monde verrait là, en Allemagne, une preuve regrettable de faiblesse.

Ce télégramme ne changea rien aux idées du comte Tisza. Sitôt après l'avoir reçu, il écrivit à l'Empereur la lettre qu'il avait annoncée. Il y examinait d'abord les diverses éventualités qui pouvaient se produire pour amener dans les Balkans une situation nouvelle, défavorable à la Serbie et avantageuse pour l'Autriche; puis il continuait comme il suit :

Si après avoir étudié la situation politique, je pense au bouleversement économique et financier, aux douleurs et aux sacrifices qu'amènera infailliblement la guerre, je ne puis supporter, après la réflexion la plus péniblement consciencieuse, l'idée d'avoir ma part de responsabilité dans l'attaque militaire proposée contre la Serbie. Loin de moi l'intention de recommander une politique sans énergie à l'égard de nos voisins. Nous ne pouvons demeurer les spectateurs inertes de l'agitation que l'on poursuit à Belgrade, et qui aboutit à exciter nos propres sujets contre nous et à fomenter des crimes. Non seulement la presse serbe et les journaux officiels, mais encore les représentants de la Serbie à l'étranger, montrent à notre égard tant de haine et manquent tellement aux usages de la courtoisie internationale, que notre prestige d'une part, et notre sécurité, de l'autre, exigent impérieusement que nous prenions une attitude énergique envers la Serbie. Certes, je ne suis pas pour encaisser sans mot dire toutes les provocations, et je suis prêt à accepter la responsabilité d'une guerre qui résulterait du refus de nos justes exigences. Mais nous devons laisser à la Serbie la possibilité d'éviter un conflit au prix d'une lourde humiliation. Il faut que nous puissions prouver à l'univers que si nous avons pris le parti de la guerre, nous étions en

état de légitime défense. Mon avis serait donc d'adresser à la Serbie une note d'un ton mesuré et non pas menaçant, dans laquelle nous exposerions avec précision nos griefs et nos exigences. Si la réponse ne nous satisfaisait pas, ou si elle traînait les choses en longueur, nous devrions répondre par un ultimatum, et, l'échéance écoulée, engager les hostilités. Mais alors, nous nous trouverions en face d'une guerre imposée, d'une de ces guerres qu'il est du devoir d'une nation de soutenir sans faiblesse jusqu'au bout, si elle veut continuer d'être un État, et dont la responsabilité tout entière retomberait sur notre adversaire, qui l'aurait déchaînée par son refus de se conduire en honnête voisin, même après l'atroce événement de Sarajevo. En agissant de la sorte, nous fortifierions les chances de l'action allemande à Bucarest, et peut-être même la Russie s'abstiendrait-elle de prendre part à la guerre. Selon toute vraisemblance, l'Angleterre exercerait une influence apaisante sur les autres Puissances de l'Entente. Nul doute aussi que le Tsar ne réfléchisse qu'il n'est guère dans son rôle de prendre la défense des anarchistes et des assassins de rois

J'ajoute que, pour éviter des complications avec l'Italie, nous assurer les sympathies anglaises, et surtout rendre possible à la Russie d'être seulement spectatrice de la guerre, nous devrions en outre, au moment opportun et dans la forme convenable, faire une déclaration expresse, par laquelle nous affirmerions qu'il n'entre pas dans nos intentions de détruire la Serbie et encore moins de l'annexer. Après une guerre heureuse pour nous, la Serbie devrait être à mon avis diminuée, en faveur de la Grèce, de l'Albanie et de la Bulgarie, des territoires qu'elle a gagnés dans la dernière guerre balkanique. Quant à nous, nous devrions nous contenter de demander la rectification de certains points importants de notre frontière stratégique. Peut-être pourrions-nous exiger aussi le remboursement de nos frais de guerre, ce qui nous donnerait pour longtemps l'assurance de tenir la Serbie entre nos mains. Telles sont les solutions qui me paraissent les plus convenables, si nous faisions la guerre. Mais, au cas où la Serbie céderait à nos exigences, nous devrions naturellement accepter de bonne foi sa soumission et ne pas lui barrer le chemin de la retraite. Il faudrait nous contenter de rabattre son orgueil, et cette victoire diplomatique nous permettrait de poursuivre en Bulgarie et dans les autres États balkaniques une politique profitable.

Tel est l'humble avis que j'ai l'honneur d'exposer à Votre Majesté, avec le profond sentiment des graves responsabilités qui incombent dans ces temps critiques à toute personne chargée de sa confiance. Cette responsabilité est également lourde, si nous nous décidons pour l'action ou pour l'abstention. Et, tout bien considéré, j'ai l'honneur de conseiller de prendre le juste milieu indiqué dans ce mémorandum.

Il me paraît avoir l'avantage de ne pas écarter une solution pacifique et d'améliorer sous beaucoup de rapports les chances de la guerre, si celle-ci devient inévitable. J'ai l'honneur de déclarer avec le plus grand respect que pour moi, malgré mon dévouement à Votre Majesté, ou plus exactement à cause de ce dévouement même, il me serait impossible d'accepter la solution d'une guerre à tout prix.

Évidemment François-Joseph ne fut pas convaincu par les arguments de Tisza, puisqu'à son retour d'Ischl, le comte Berchtold se montra plus que jamais partisan de la violence. L'Allemagne, d'ailleurs, ne cessait de presser le Cabinet de Vienne. Le 12 juillet, le comte Szögeny, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, télégraphiait au comte Berchtold que le Kaiser et les cercles compétents poussaient à l'action contre les Serbes, et le chargeaient de donner à Vienne l'assurance que l'Angleterre resterait neutre. Le 14 juillet, Guillaume II écrivait à François-Joseph cette lettre entortillée, qui, sous un glacis de tendresse, est bien la plus sournoise invitation à la guerre :

« Mon cher ami,

« J'ai éprouvé une sincère reconnaissance à constater que, dans ces jours où des événements d'un tragique impressionnant ont fondu sur Toi et exigeaient de Toi des décisions graves, Tu as orienté Tes pensées vers notre amitié et terminé Ta bonne lettre en m'en renouvelant l'assurance. Cette étroite amitié, je la considère comme un précieux legs que m'ont transmis mon grand-père et mon père, et je vois dans la façon dont Tu me payes de retour la meilleure garantie pour la protection de nos pays. Mon respectueux attachement à Ta personne Te permettra de mesurer à quel point il m'a été pénible de devoir renoncer à mon voyage à Vienne et à cette manifestation publique du vif intérêt que je prends à Ta profonde douleur (1).

« Ton ambassadeur, homme éprouvé que j'estime sincèrement, T'aura transmis mon assurance qu'aux heures critiques Tu me trouveras fidèlement à Ton côté, moi et mon empire, comme l'exigent une amitié dès longtemps éprouvée et nos devoirs mutuels d'alliés. C'est pour moi un joyeux devoir de Te le redire dans cette lettre.

(1) Le Kaiser devait venir à Vienne pour assister aux obsèques de François-Ferdinand.

« L'horrible forfait de Sarajévo a mis en pleine lumière les manœuvres malfaisantes de déments fanatiques et les menées panslavistes qui menacent l'armature de l'État. Je dois m'abstenir de prendre position dans la question ouverte entre Ton gouvernement et la Serbie. Mais j'estime que c'est non seulement le devoir moral de tous les pays civilisés, mais encore une nécessité pour leur propre conservation, que d'opposer les mesures les plus énergiques à cette propagande par le fait, dont l'objet principal est de briser la solide cohésion des monarchies. Je ne m'aveugle pas davantage sur le sérieux danger qui menace Tes États et par suite la Triple-Alliance, vu l'agitation des panslavistes russes et serbes, et je reconnais la nécessité de libérer les frontières méridionales de Ton empire de cette sévère pression.

« Je suis donc prêt à seconder dans la mesure du possible les efforts de Ton gouvernement pour empêcher la formation, sous le patronage de la Russie, d'une nouvelle alliance balkanique dont la pointe est dirigée contre Toi, et à provoquer, pour parer à ce danger, l'adhésion de la Bulgarie à la Triple Alliance. En conséquence, et en dépit de certaines hésitations motivées en première ligne par le peu de confiance qu'on peut avoir dans le caractère bulgare, j'ai fait donner à mon envoyé à Sofia les instructions nécessaires pour qu'il appuie dans ce sens les démarches de Ton représentant, lorsque celui-ci en exprimera le désir. Par ailleurs, j'ai donné ordre à mon chargé d'affaires à Bucarest de parler au roi Carol conformément à Tes indications, et de lui faire ressortir, en appelant son attention sur la situation nouvelle créée par les derniers événements, la nécessité de se détacher de la Serbie et de mettre un frein à l'agitation dirigée contre Tes États. J'ai fait en même temps insister sur la grande importance que j'attache à la conservation des bons rapports d'alliance confiante maintenus jusqu'à ce jour avec la Roumanie, rapports qui, même dans le cas d'une adhésion de la Bulgarie à la Triplice, ne devraient subir aucun dommage.

« En terminant, permets-moi d'exprimer le désir cordial qu'il puisse T'être donné, après ces dures journées, de trouver un délassement dans Ton séjour à Ischl.

« Crois à l'attachement sincère et à l'amitié de

« Ton ami fidèle,

« GUILLAUME. »

Ainsi le Kaiser, l'empereur François-Joseph, leurs ministres, leurs conseillers militaires, tout le monde poussait à la guerre. Que pouvait le comte Tisza contre une coalition si puissante? Démissionner? Mais n'était-ce pas désobéir au vieux souverain qu'il aimait, renier l'alliance avec l'Autriche et en quelque sorte trahir? Et quelle chance cette résolution avait-elle d'arrêter la catastrophe? Tout son effet serait de diminuer chez son peuple la foi dans la justice de sa cause, et de créer des doutes, des crises, des complications intérieures, dans un moment où l'union était absolument nécessaire. Encore si Tisza avait senti son pays derrière lui! Mais toute la Hongrie, emportée par sa vieille haine des Slaves, réclamait, elle aussi, la guerre! Lui-même n'en repoussait pas l'idée, si la Serbie, par une extrême insolence, la rendait inévitable. Enfin, même si la Hongrie restait en dehors du conflit, qui lui garantissait qu'elle sortirait saine et sauve de la guerre générale, qui allait infailliblement éclater? Ne serait-elle pas attaquée à la fois par ses ennemis de toujours et par ses alliés de la veille?...

Pour ces raisons, et peut-être pour d'autres encore qui m'échappent, le comte Tisza, dans le dernier Conseil de la Couronne, qui se tint le 19 juillet, finit par consentir à l'envoi du brutal ultimatum d'où la guerre devait sortir, et qu'il avait tant combattu. Il insista une fois encore pour obtenir du Conseil la déclaration publique que la Monarchie ne cherchait aucune annexion en Serbie. Cela même lui fut refusé. Successivement, sur tous les points, il avait perdu la partie.

Le soir de la déclaration de guerre, une foule immense, à Budapest, vint l'acclamer sous ses fenêtres. Pour la première fois dans sa vie politique, la nation semblait d'accord avec lui. Quelles durent être alors ses pensées? Il se tut. Il accepta cette popularité soudaine, ces acclamations, ces hommages qui faisaient fausse route et glorifiaient en lui des idées et des résolutions qui n'étaient pas les siennes. Mais un soir qu'il rentrait chez lui, à la campagne, son automobile remplie des fleurs qu'on lui avait apportées tout le long de la route, il eut un mot qui en dit long sur ses sentiments profonds. Comme la jeune femme qui m'a rapporté ce souvenir, le félicitait de toutes ces fleurs qui s'entassaient dans la voiture : « Pourvu, répondit-il avec un triste visage, qu'un jour toutes ces fleurs ne se changent pas en pierres! »

*
* *

Dès les premiers mois de la guerre, la Hongrie fut en péril. Après leurs succès de Galicie, les Russes en masses considérables tentèrent de forcer les Carpathes. Alors commença dans ce chaos de glace, de rochers et de forêts, une lutte tout à fait atroce contre les éléments et les hommes, et aussi contre ce fléau de Dieu que nous n'avons pas connu, cette mort partout répandue, foudroyante et ignoble, apportée par le typhus. Successivement on envoya sur ce front toutes les troupes de la Triplice; mais elles s'y épuisaient vite: il fallait les ramener dans des secteurs moins durs. Seuls les Hongrois tenaient inflexiblement là-haut. Et il faut reconnaître que c'est leur endurance qui a barré la route aux Russes, et tourné pour longtemps les chances de la guerre à l'avantage de l'Allemagne.

Dans ces moments tragiques, Tisza fut l'homme qu'on pouvait imaginer. L'énergie qu'il déploya ne put que fortifier l'idée que cette guerre, qu'il soutenait avec sa fermeté habituelle, il en était le premier responsable. Des personnes de son entourage qui le voyaient alors tous les jours, m'ont raconté que jamais il ne communiqua rien des sentiments qui s'agitaient dans son âme; mais son humeur sombre, les rides accusées de son visage révélaient à ses familiers un profond tourment intérieur. Même aux heures où les événements prenaient une tournure favorable et paraissaient présager le succès, on ne le sentait guère allégé. Pourtant il conservait toujours, au milieu des difficultés qui allaient sans cesse grandissant, sa force de travail peu commune, sa volonté opiniâtre, et cette activité qui avait l'œil à tout et ne ménageait personne, pas même le haut commandement.

Peu à peu on apprendra d'une façon plus précise quelles ont été les relations du comte Tisza avec l'Allemagne, durant ces terribles années, mais dès maintenant on entrevoit qu'elles n'ont pas été sans orages. Par exemple, en 1915, au moment où l'Allemagne s'efforçait d'empêcher la Roumanie de se déclarer pour les Alliés, le Kaiser suggéra à Budapest l'idée d'abandonner aux Roumains une partie de la Transylvanie. Tisza répondit que la Hongrie se battait pour l'intégrité de son territoire, et que s'il fallait consentir des sacrifices pour amener la paix, c'était à l'Allemagne de les faire.

En janvier 1917, il se rendit à Berlin pour combattre l'idée

de la guerre sous-marine. Le baron Ghillany, ministre de l'Agriculture, qui l'accompagnait dans ce voyage, m'a raconté qu'un moment les autorités allemandes parurent ébranlées par ses raisons. On transmit à l'Empereur l'opinion du comte Tisza. Le Kaiser lui fit répondre, par le secrétaire d'État Zimmermann, que l'entrée des États-Unis dans la guerre était certaine, qu'il y eût ou non pour eux un nouveau motif d'intervention. Tout ce que Tisza put obtenir, ce fut la promesse bien vaine que l'Allemagne saisirait la première occasion de faire une paix honorable, même au prix de cessions territoriales (1).

A Vienne, ce personnage obstiné n'était guère plus aimé qu'à Berlin, et la mort de François-Joseph vint lui enlever le seul appui qui lui restait à la Cour. Jusqu'à ses derniers moments, le vieux souverain n'avait cessé de lui témoigner sa confiance, et même de lui donner les marques d'une affection paternelle, bien qu'il fût l'homme du monde le moins enclin aux effusions sentimentales. De son côté, Tisza lui était profondément attaché, et quand il parlait du « patron, » c'était toujours pour vanter ses allures de gentilhomme, son ardeur au travail, sa mémoire légendaire et une sagacité, — dont il est regrettable que le vieillard n'ait pas fourni la preuve en suivant, au mois de juillet 1914, les avis de son ministre !

Le premier soin du nouvel Empereur fut de congédier le personnel qui avait vieilli avec son oncle. Bien vite il apparut que le comte Tisza serait, lui aussi, sacrifié. Tisza en eut-il le sentiment? ou bien son dédain des intrigues l'empêcha-t-il de soupçonner les menées qui se tramaient contre lui ? Il ne laissa jamais voir qu'il éprouvât quelque méfiance à l'égard de son nouveau maître. Pourtant, sa chute arriva. Et le coup lui fut donné avec une brutalité extrême.

Soit que l'empereur Charles voulût s'acquérir de la popularité, soit qu'il reprît l'ancienne pensée des Habsbourg d'augmenter l'influence des Slaves de la monarchie au détriment des Hongrois, soit qu'il vît là tout simplement le moyen le plus sûr de se défaire de son ministre, il résolut d'établir le suffrage universel en Hongrie. Après deux jours de discussion, il finit par se mettre d'accord avec Tisza sur un plan de réforme électorale. Mais, quand le texte définitif fut remis au Premier

(1) Ce témoignage du baron Ghillany est entièrement confirmé par les débats du procès Helfferich.

Ministre, celui-ci s'aperçut avec surprise qu'il ne correspondait pas au projet précédemment arrêté. Il en avisa le souverain. L'Empereur, qui partait pour la campagne, lui donna audience dans son wagon, et là, sans plus d'explications, lui signifia son congé.

Quelles conséquences eut ce renvoi brutal sur la suite des événements ? Quel eût été le rôle de Tisza dans les tentatives de l'empereur Charles pour faire une paix séparée? Les aurait-il repoussées comme une trahison envers l'Allemagne? ou bien aurait-il considéré qu'on devait sacrifier l'alliance aux intérêts de la Double Monarchie? Les avis diffèrent sur ce point. C'est là d'ailleurs un problème tout à fait académique. Au moment où l'Empereur faisait sa démarche fameuse, Tisza était loin de la Cour. Il avait rejoint dans les Carpathes, en qualité de colonel, le régiment des Hussards de Debreczen, où il avait fait son service, menant la vie des soldats, partageant leurs souffrances, se nourrissant comme eux, toujours au poste le plus exposé, et ne quittant l'armée qu'à de rares intervalles, pour se rendre au Parlement.

Il était à Budapest lorsqu'arriva la nouvelle que le général Franchet d'Esperey avait brisé le front bulgare. En France, les Allemands reculaient ; les Autrichiens cédaient sur la Piave : la Hongrie était perdue. A mesure que la catastrophe devenait plus évidente, un profond mouvement de haine s'élevait contre Tisza. Tout ce qu'une guerre malheureuse peut soulever de fureur et de rancune s'accumulait sur sa tête. On lui demandait compte aujourd'hui du désastre où il avait précipité sa patrie.

Une âme moins forte que la sienne aurait songé à se défendre en apportant la preuve qu'en juillet 1914, il n'avait pas tenu à lui que la guerre fût évitée. Mais en ce temps-là, ses amis, ses partisans politiques l'avaient bruyamment glorifié d'avoir été le grand artisan du conflit. Pour ne pas troubler l'opinion, il ne les avait pas démentis, et cela lui avait valu une popularité immense. Maintenant que les choses tournaient mal, allait-il rompre le silence qu'il avait si obstinément gardé, quand il servait sa renommée? Pouvait-il livrer son secret, pour en tirer encore un prodigieux avantage, et, dans l'effondrement de tout, sauver son prestige personnel?

Dans la séance du 17 octobre 1918, la plus émouvante sans doute du Parlement de l'ancienne Hongrie, le dernier discours

de Tisza fut pour relever les courages et redonner à son pays un haut sentiment de lui-même : « Nous avons perdu la guerre, disait-il, mais, dans cette lutte formidable, la nation hongroise a tout fait pour gagner l'estime et le respect de ses ennemis, car il n'y a pas de peuple qui ait lutté pour son existence avec si peu de haine au cœur et plus de noblesse que les Hongrois. Comment nos soldats ont soigné l'ennemi blessé, comment nos autorités ont traité les étrangers qui sont restés chez nous, le monde entier en est juge. Où est la nation qui s'est battue avec plus d'héroïsme et de sentiment chevaleresque?... » Mais son appel à l'union dans le sentiment de la patrie en détresse ne fut pas écouté. La haine grandissait autour de lui. Les soldats débandés affluaient à Budapest, apportant avec eux les fureurs amassées pendant ces quatre années atroces, qui aboutissaient à la défaite. On sentait partout dans la ville l'émeute et la révolution. Ses amis le pressaient de quitter la capitale où il n'était plus en sûreté, et de se réfugier sur ses terres. Il ne voulait rien entendre, et pourtant il n'avait pas d'illusion sur le sort qui l'attendait : « Si les partis extrêmes arrivent jamais au pouvoir, dit-il à l'un de ses intimes, leurs chefs s'accorderont au moins sur un point : c'est que je dois être écartelé et mes membres cloués aux quatre coins de la ville. »

Ce jour-là ne tarda guère. Dans la nuit du 30 au 31 octobre 1918, la révolution éclatait à Budapest. Le matin, comme à son habitude, Tisza se leva de bonne heure pour se mettre au travail. Le temps était maussade, humide, morfondait de brume et de gelée blanche les petits jardins du quartier où il avait sa villa, — un quartier qui fait penser à certains coins de Neuilly ou d'Auteuil. Il apprit par les journaux les événements de la nuit. Et bientôt arrivait sa nièce, la comtesse Denise Almassy. Elle venait de traverser une partie de la ville à pied, et ne cacha pas à son oncle que tout ce qu'elle avait vu sur sa route ne permettait pas de douter qu'on en voulait à sa vie. Elle le suppliait de quitter la maison sans plus tarder, de partir pour la campagne, ou de se réfugier chez des amis. Il remercia la Comtesse de sa sollicitude, mais il lui dit qu'il ne voulait apporter le malheur chez personne, qu'il ne s'était jamais embusqué de sa vie, et qu'il mourrait comme il avait vécu.

Là-dessus, sa femme lui remit une lettre dans laquelle un de ses amis, qui habitait la villa voisine, l'avertissait qu'un attentat

se préparait contre lui, et qu'il prît ses précautions. « Les dispositions sont prises là haut! » dit-il avec son esprit d'acceptation calviniste.

Il écrivit deux lettres : l'une au comte Karoly, président du nouveau gouvernement, l'autre au Commandant militaire de là ville, pour leur offrir ses services. Ensuite, il vérifia son revolver, arrangea quelques papiers, en jeta d'autres au feu. Sa femme le supplia de ne rien anéantir de ce qui justifiait son passé et pouvait lui fournir, aujourd'hui, une chance de salut. « Ces documents, répondit-il, ne me servent plus de rien, et pour d'autres ils sont très compromettants. » Et il jeta au feu la copie de la lettre qu'il avait écrite à l'Empereur, en juillet 1914, pour l'incliner à la modération, et aussi le compte rendu du fameux Conseil de la Couronne, où il s'était si vainement efforcé de faire entendre raison à Berchtold, à Stürgkh, à Bilinski, à Conrad, à Krobatin, à tous ces gens qui, eux vraiment, avaient déchaîné la guerre.

Après le déjeuner, qu'on sert vers deux heures en Hongrie, il voulut se rendre à son club, comme il faisait tous les jours. Mais, sur les instances de sa femme et de la comtesse Almassy, il abandonna cette idée. De fois à autre, on entendait au loin quelques coups de fusil dans la ville. Des bandes de manifestants passaient devant la grille, en poussant des cris injurieux. Les deux femmes auprès de Tisza attendaient, le cœur angoissé, ce qui allait arriver. Le crépuscule d'automne était déjà tombé, lorsque sur les cinq heures du soir, son valet de chambre entra, tout suffoqué d'émotion, disant que des soldats armés avaient forcé la porte et demandaient à lui parler. Alors Tisza se levant, serra la main de son domestique, et lui dit comme un adieu : « Merci, mon garçon, tu m'as toujours été fidèle. » Puis d'un pas décidé, le revolver à la main, suivi de sa femme et de sa nièce, il passa dans la chambre voisine, où l'on entendait des bruits de voix, des pas et des crosses de fusils qui tombaient sur le plancher.

Trois hommes armés étaient au milieu de la pièce, trois autres se tenaient près de la porte. Il y avait là deux journalistes juifs, Pogány et Kéri, un autre juif nommé Gärtner dont j'ignore la profession, Dobó, soldat déserteur, Horvath-Sanovitch, marin déserteur, Hülfner, capitaine de l'active. D'autres encore attendaient dans le vestibule et le jardin. Les gendarmes,

chargés de protéger la villa, avaient abandonné leur consigne à la première sommation.

« Que me voulez-vous, messieurs ? » demanda le comte Tisza aux trois individus qu'il avait devant lui. « Nous venons vous juger, dit Pogány, qui semblait conduire la bande, car vous êtes la cause de la guerre. » Un autre dit : « C'est votre faute, si je suis resté quatre ans dans les tranchées et si ma femme a mal tourné. » Et le troisième, en l'appelant Excellence, lui reprocha la mort de son fils.

Tisza leur répondit : « Je déplore, comme vous, l'immense catastrophe qui s'est abattue sur nous; mais, si vous étiez mieux informés, vous ne m'accuseriez pas de la sorte. » — « Vous mentez ! répliqua Pogány. D'ailleurs, on ne discute pas avec un homme qui a un revolver dans les mains. Veuillez jeter votre arme. » — « Je ne demande pas mieux, dit le Comte. Mais vous-mêmes posez vos fusils. » — « Jetez d'abord votre revolver. »

Tisza hésita une seconde, et puis réfléchissant que, s'il n'obéissait pas, un affreux massacre allait suivre, où sa femme et sa nièce tomberaient avec lui, il fit deux pas vers une table et posa son revolver.

« Et maintenant, dit un des meurtriers en désignant la comtesse Tisza, que la grosse femme s'en aille. Votre dernière heure est venue. »

Là-dessus, les trois hommes épaulèrent. D'un bond le comte Tisza, se dégageant des deux femmes qui voulaient le protéger de leurs corps, s'élança en avant, saisit l'un des fusils pour éviter le coup. Mais au même moment les trois fusils partaient. Il s'abattit sur le plancher. Sa femme et la comtesse Almassy, celle-ci légèrement blessée, se jetèrent sur son corps. Il murmura : « Je le savais. Cela devait arriver. » Quelques instants plus tard, il expirait.

Sur ce qui se passa ensuite, voici ce que m'a raconté M. de Rodnansky, neveu du comte Tisza. Son oncle l'avait envoyé à son club s'informer des événements qui se produisaient dans la ville. C'est là qu'il apprit l'attentat. Aussitôt, il revint à la maison, où il trouva le cadavre encore étendu par terre. Il aida les domestiques à le transporter sur un lit. A ce moment, un officier, se disant envoyé du nouveau Ministre de la guerre, insista pour être introduit. Il demanda d'abord s'il pouvait être de quelque utilité, puis il dit que le Ministre l'avait chargé de

savoir comment le meurtre avait eu lieu. Enfin, tirant avec embarras une lettre de service : « J'ai encore la mission, ajouta-t-il, de m'assurer si son Excellence est bien morte. » — « Voyez! » dit M. de Rodnansky en entr'ouvrant la porte et montrant le cadavre sur le lit.

L'officier était à peine parti, qu'un autre visiteur arrivait. Celui-là venait de la part du Comité des Soldats. Lui aussi voulait se rendre compte si Tisza était bien mort. Mais, comme il n'avait pas d'ordre écrit, on ne le laissa pas entrer.

Comment ne pas voir dans ces visites la hâte que les révolutionnaires d'en haut, comme le comte Karolyi, et ceux d'en bas, comme les gens des Soviets, avaient d'être délivrés du seul homme qui pût encore maintenir de l'ordre en Hongrie?

Deux jours plus tard, le comte Tisza fut transporté au village de Geszt, où se trouve son château de famille et où il devait être enterré. Peu avant la levée du corps, le comte Karolyi fit envoyer une couronne avec ces mots : « A mon grand adversaire, en signe de réconciliation. » La Comtesse fit jeter ces fleurs au fumier.

Trois voitures, où avaient pris place les membres de la famille, formaient tout le convoi. Le bruit courait que la populace voulait l'attaquer sur le parcours de la maison à la gare. Il n'en fut rien; mais sur le quai, une pierre lancée par un manifestant faillit atteindre la comtesse Almassy.

Le train qui emportait le cercueil, était bondé de soldats qui retournaient chez eux. Il y en avait partout, sur les marchepieds, sur les toits, et jusque sur le wagon où se trouvait le corps de Tisza. M. de Rodnansky qui veillait sur la bière, un revolver dans sa poche, m'a raconté que, durant tout le voyage, il entendait sur sa tête les soldats injurier son oncle et piétiner le toit, comme s'ils piétinaient le cadavre... Autre inoubliable détail : dans une gare où le train s'arrêta quelques minutes, on croisa un autre train, rempli lui aussi de soldats qui remontaient sur Budapest. Ceux-ci, en apprenant qu'il y avait là, dans un wagon, le cadavre de Tisza, se mirent à crier : Eljen! Eljen! ce qui signifie bravo ! Et les deux trains se séparèrent, emportant l'un et l'autre, dans une direction différente, leurs bordées d'injures à Tisza.

A Geszt, pas un drapeau noir aux fenêtres, comme c'est l'habitude pour les enterrements en Hongrie. On entendait seu-

lement sonner la cloche du château. Puis ce bruit même s'arrêta presque aussitôt, car des gens du village menaçaient de tuer le sonneur.

C'est ainsi que sous les injures des hommes et dans le silence des choses, fut enterré le comte Tisza, vrai personnage de tragédie dont l'esprit, un peu étroit peut-être, et la fermeté d'âme peu commune m'ont souvent fait songer à ces grandes figures calvinistes : un amiral de Coligny, les frères de Witt et les Puritains d'Écosse.

Des cinq ministres qui avaient participé au Conseil de la Couronne du 7 juillet 1914, il était le second qui mourait assassiné. Avant lui, le comte Stürgkh, premier ministre d'Autriche, était tombé sous le browning du socialiste juif Adler. Quant aux autres, leur destin fut moins tragique. Dès qu'il sentit que les affaires tournaient mal, le comte Berchtold prit la fuite et se réfugia en Suisse, où il continue de mener la vie élégante d'un grand seigneur richissime. Le chevalier de Krobatin est aujourd'hui à Graz, charmante ville de Styrie, au milieu de montagnes boisées, paradis des fonctionnaires en retraite ou destitués. Conrad de Hœtzendorf écrit quelque part ses Mémoires. Et, comme il y a toujours dans les affaires humaines, même les plus lugubres, un élément de comédie, on a pu voir le comte Bilinski, l'ancien ministre des Finances communes, qui avait si âprement soutenu contre Tisza l'idée de la guerre à tout prix, devenir, un moment, Président du Conseil d'une Pologne reconstituée par le sang des Alliés.

JÉRÔME ET JEAN THARAUD.

(A suivre.)

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

DOSTOÏEWSKY PEINT PAR SA FILLE

AIMÉE DOSTOÏEWSKY : *DOSTOJEWSKI GESCHILDERT VON SEINER TOCHTER* (1)

Le 30 octobre prochain, la Russie s'apprêtait à célébrer le centenaire du glorieux aûteur de *la Maison des morts*. Cette solennité devait compléter l'apothéose du 2 février 1881, où le peuple de Pétersbourg avait fait au grand romancier des funérailles nationales, où quarante-deux délégations avaient accompagné la dépouille funèbre au fameux cimetière d'Alexandre-Newsky, réservé aux plus hauts dignitaires de l'Empire. Des députés de toute la Russie devaient prendre la parole pour glorifier le génial conteur; des orateurs tchèques, croates, serbes, bulgares loueraient le grand patriote et le grand slavophile, le plus illustre apôtre de l'idée russe dans le monde. Les documents inédits déposés à Moscou au musée Dostoïewsky devaient être mis au jour. La veuve de l'écrivain avait décidé de publier ses souvenirs sur son mari et surtout son journal de jeune mariée, témoignage si important pour l'histoire de la vie intime du romancier à l'époque de ses voyages et de son séjour à l'étranger. On pouvait prévoir qu'il sortirait de là des études qui renouvelleraient l'idée que nous nous faisons du grand homme dont l'œuvre a tant ému la Russie et le monde dans les cinquante dernières années.

(1) 1 vol. in-8°. Eugen Rentsch, édit., Zurich, 1920.

Au lieu de cette fête est venue la révolution. Le centenaire se passera dans une Russie inquiète, au milieu des ruines de tout ce que l'écrivain avait passionnément aimé. Et de toute la « littérature » enthousiaste et reconnaissante que nous nous promettions à cette occasion, voici que paraît seulement une courte biographie de l'illustre écrivain, écrite sur la terre étrangère par une fille exilée : livre deux fois dépaysé, puisqu'il se publie à Zurich dans une traduction allemande. La traductrice nous avertit que sa version a été faite sur le texte *français* de Mlle Dostoïewsky. Celle-ci a-t-elle espéré trouver plus de lecteurs en Allemagne qu'en France? Il y a eu un temps où une idée, avant de devenir européenne, avait à devenir française. Faut-il maintenant qu'elle se fasse allemande?

J'avoue du reste que cette *Vie* décevra plus d'un lecteur. On n'y retrouvera pas l'impression tragique que nous laisse la lecture de la *Correspondance* (1), ou celle du beau portrait de M. André Suarès (2). Sans doute, l'auteur lui-même ne se dissimule pas les imperfections de son ouvrage; Mlle Dostoïewsky a dû fuir en laissant ses notes en Russie. Elle écrit de mémoire, sans pouvoir se reporter aux sources, et elle s'est fait scrupule de déflorer le journal de sa mère. Est-il besoin de rappeler la grande « catastrophe » de la vie du romancier, ce complot révolutionnaire où il fut impliqué en 1849, condamné à mort et commué, devant le peloton d'exécution, en quatre ans de Sibérie? Sur cette mystérieuse affaire, dite l'affaire Petrachevsky, les archives d'État de Pétrograd doivent contenir plus d'un renseignement, qu'il n'est plus interdit aujourd'hui de connaître. Mlle Dostoïewsky ne nous apprend rien de nouveau sur cet épisode capital de la vie de son père, non plus que sur son séjour au bagne d'Omsk où le romancier, comme on sait, eut la révélation de l' « âme russe » et de son propre génie.

On s'explique ces lacunes, si l'on fait réflexion que la fille de Dostoïewsky avait moins de douze ans lorsqu'elle perdit son père : on ne peut lui reprocher d'en avoir conservé des impressions de petite fille. Et plût au ciel qu'elle eût voulu se contenter de nous rapporter ses souvenirs d'enfance! Peut-être aurions-nous ainsi, à travers une mémoire puérile, une

(1) Th. Dostoïewsky, *Correspondance et voyage à l'étranger*, trad. Bienstock in-8°, *Mercure de France*, 1908.

(2) André Suarès, *Dostoïewsky*, *Cahiers de la quinzaine*, 1911.

des visions les plus touchantes que nous puissions espérer d'une âme de génie. Mais le fait est que ces souvenirs ne nous révèlent rien d'une âme de poète. L'auteur se rappelle que son père était friand de sucreries et qu'il avait toujours à portée de la main un de ces sacs de pâtes de fruits ou de confitures sèches dont raffole l'Orient. Il fumait une multitude de cigarettes et abusait du thé et du café très forts. Il veillait fort tard dans la nuit, travaillant lorsque tout dormait, puis se jetait sur son divan, où il reposait jusqu'à onze heures. Alors on l'entendait s'habiller en chantant... Mais on sent bien que l'enfant n'a guère fait qu'entrevoir ce travailleur mystérieux et ce veilleur nocturne, qui créait dans les ténèbres, à la lueur de deux bougies, à la manière dont vivent les songes, et à cause duquel il fallait le matin que tout chuchotât et marchât sur la pointe du pied dans la maison, pour respecter le sommeil qui suivait le labeur exténuant de la nuit.

Par exemple, c'était une fête pour la petite fille lorsqu'il lui arrivait de sortir avec son père. Dans les grandes occasions, le romancier aimait à faire lui-même ses emplettes, à s'occuper des vins, des fruits, des liqueurs, des hors-d'œuvre, de ces *zakouski* fameux qui étaient la gloire des tables russes. « Lorsqu'on allait avec maman chez les fournisseurs, on sortait de la boutique avec un petit paquet. Avec papa, on sortait les mains vides : seulement, on était précédé ou suivi d'un ou deux marmitons chargés de cent bonnes choses... » Ou bien, ce sont des souvenirs de soirées littéraires où le romancier entreprenait l'éducation de ses enfants, leur lisait *les Brigands* de Schiller. Parfois il emmenait son monde à l'opéra. Les Russes permettent le ballet de bonne heure aux enfants (les fameux ballets russes, dont s'est engoué Paris, répondent exactement à nos spectacles du Châtelet). Mais Dostoïewsky ne souffrait qu'un opéra, toujours le même, cette aimable féerie de *Rousslan et Ludmilla*, composée par Glinka sur un poème de Pouchkine. Cette histoire d'enchanteurs, de traîtres et de sommeil magique, cette poétique variante de *la Belle au bois dormant*, où il est aisé de reconnaître le transparent symbole de la race slave captive du Tartare, convoitée par l'Allemand, délivrée enfin par le Russe, touchait Dostoïewsky aux larmes.

Nous apprenons encore quelques traits de la bonhomie du poète ou de sa distraction comique, oubliant jusqu'au nom de

sa femme, lui faisant l'aumône sans la reconnaître, un jour que, dans la rue, elle s'était amusée à lui demander la charité. Mais il faut avouer que des souvenirs de cette nature sont bien peu significatifs et pourraient convenir à mille autres pères de famille, qui n'ont pas écrit pour cela *les Frères Karamazov*. Encore sommes-nous prêts à en apprécier le naturel, lorsque nous tombons sur d'autres endroits où l'auteur, rougissant de ces anecdotes un peu puériles, a voulu s'élever à des considérations plus graves. Au lieu de raconter tout simplement son père, comme elle l'eût fait pour ses neveux, elle s'est mise en frais de théories qu'elle a jugées sans doute plus dignes du public. Elle n'a point vu qu'il suffisait d'écrire avec son cœur, et a préféré le langage fallacieux de la science. Elle a entrepris de remplacer ses sentiments de femme par des « idées » et de nous démontrer que ce que nous admirons chez le plus original des grands écrivains russes tient en réalité au tempérament lithuanien.

Je vous fais grâce de cette thèse sur les Varègues ou Normands dont l'empire s'étendit au moyen âge de la Baltique à la Mer-Noire, et qui seraient les ancêtres des Lithuaniens actuels et des Dostoïewsky, comme aussi des endroits où l'auteur nous apprend que Tourguénef est un Tartare et Tolstoï un Allemand. Au fond, ce roman scientifique n'est qu'une nuance nouvelle de la manie romantique des généalogies fastueuses. Qu'eût pensé Dostoïewsky de cet entêtement de la naissance? Tout le monde sait que son père était un pauvre diable de médecin d'hôpital. Lui-même ne se déclare-t-il pas « un écrivain prolétaire? » Ne savait-il pas tout ce qui le séparait d'un Tourguénef ou d'un Tolstoï, et de la « littérature de grands propriétaires? » Rien que le personnel de ses romans nous avertit que nous sommes dans un monde tout autre : citadins, étudiants, petits fonctionnaires, gens de loi, déclassés, peuple vague des grandes villes, ivrognes, prostituées, revendeuses à la toilette, cohue mélangée qui s'entasse, le long des canaux puants et des sombres péréouloks, dans les mornes casernes des quartiers pauvres de Pétersbourg, pleins de bouges et de sales traktirs, — monde qu'il fréquenta assidûment pendant les dix années qui précèdent son procès, et qu'il a fait sien, comme Rembrandt s'est emparé de la canaille et de la juiverie du ghetto d'Amsterdam.

Il y a d'ailleurs toute une partie du génie de l'écrivain qui

relève de la science : c'est le caractère de sa maladie. Son père était alcoolique, et il légua cette tare à deux des frères du romancier (lui-même mourut assassiné comme le vieux Karamazov) ; une de ses filles hérita de sa bizarrerie et de son avarice, — elle aussi périt égorgée ; Dostoïewsky, pour sa part, hérita de l'épilepsie. Il est clair que, dans une famille dont la feuille d'hérédité est si chargée, on peut négliger l'atavisme d'ancêtres du XIIe siècle. Le cas Dostoïewsky est bien moins du domaine de l'histoire des races que de la pathologie nerveuse. C'est un des traits qui ont le plus marqué son œuvre : j'ignore ce qu'il s'y trouve du Normand, mais il n'y a pas de page où l'on n'y trouve le malade. S'il est vrai que le génie est une maladie, on ne citerait guère d'artiste ou d'écrivain dont l'exemple soit plus propre à démontrer cette « vérité. » Pas d'œuvre littéraire qui présente une plus riche galerie d'hystériques et d'épileptiques : Nelly Arzneï, le prince Myschkine, l'ingénieur Kiriloff, l'assassin Smerdiakov, sans compter les délirants et les hallucinés, toutes les catégories de détraqués et de visionnaires, les monomanes, les vicieux, toutes les victimes de l'idée fixe, de la passion ou de la folie. Personne n'a connu comme lui les phénomènes de l'exaltation et de la dépression psychiques, cette vie des basfonds de l'être, ce clair-obscur psychologique où les choses apparaissent sans bords, où la réalité et le délire se confondent, où la vie prend l'incohérence et le caprice des songes, — ces décisions inexpliquées, ces phénomènes soudains de cristallisation qui précèdent tout raisonnement et défient l'analyse, — ces maladies de la volonté et ces dédoublements où l'homme agit en somnambule, souvent avec une ruse et une adresse stupéfiantes, — enfin ces états flottants où les idées se succèdent et se contredisent, passent brusquement d'un pôle à l'autre, de la haine à l'amour, du rire au désespoir, avec une mobilité d'oscillations vertigineuse. Cette psychologie inouïe forme toute la substance et la couleur de son œuvre, lui donne son aspect étrange et anormal de fantasmagorie tragique. C'est le monde de Dostoïewsky et sa découverte spéciale, la source de son merveilleux, ce monde de la « raison impure, » vaste et ténébreux continent inexploré de l'âme qu'il a annexé le premier, avant la science même, au domaine du roman et de la poésie.

Voilà, pour la littérature, la grandeur de Dostoïewsky : mais

tout cela est fonction de sa maladie. Presque tout ce qu'on regarde chez lui comme « russe » est en réalité « morbide. » Rien ne serait donc plus précieux qu'une histoire de cette maladie, et elle serait facile à faire en se servant pour cela des œuvres de Dostoïewsky : nombreux sont les endroits (nous le savons par ses aveux) qui ont toute la valeur de l'autobiographie. Mais cette biographie clinique n'est pas même esquissée par M[lle] Dostoïewsky. On approuvera ce respect filial, mais le sujet reste entier pour un médecin lettré tel que le D[r] Pierre Janet. On espère qu'il tentera l'auteur des *Médications psychologiques* (1).

La partie la plus neuve du livre de M[lle] Dostoïewsky traite de la famille de son père et de sa vie sentimentale ; souvenons-nous seulement que l'auteur n'a rien su que par ouï-dire et que, comme fille d'un second mariage, elle peut, à son insu, n'être pas toujours équitable envers le passé. Ce passé de Dostoïewsky nous est fort mal connu. Ses romans toutefois laissent soupçonner plus d'un secret. Rappelez-vous par exemple, dans *les Frères Karamazov*, le livre des « Sensuels, » les discours cyniques du vieux Fédor, ce jouisseur à la fois subtil et crapuleux, libidineux et raffiné; rappelez-vous qu'Ivan, des trois fils de Fédor, est celui qui « ressemble le plus à son père, » et qu'Ivan *est le portrait de Dostoïewsky à vingt-cinq ans*. Voyez encore, dans *le Crime*, la silhouette équivoque du libertin Svidrigaïloff qui, pour se distraire d'une passion, se paie une petite « fiancée » de quatorze ans. On a peine à croire que l'auteur de ces types singuliers n'y ait pas mis du sien, et qu'il ait, comme l'écrit sa fille, vécu jusqu'à trente ans passés sans connaître la femme. C'est plus qu'on ne peut présumer du tempérament lithuanien.

Oui, on se figure volontiers que c'est avant le procès de 1849 et avant la « conversion, » dans cette partie obscure de la vie de Dostoïewsky, que durent se placer la plupart des expériences dont nous trouvons plus tard la trace dans son œuvre. Mais M[lle] Dostoïewsky assure qu'il n'en est rien et que la crise sensuelle a suivi au contraire la grande épreuve de Sibérie. C'est aux environs de la quarantaine que le grand romancier aurait eu sa « jeunesse. » Du moins le biographe nous donne-t-il sur cette « jeunesse » quelques renseignements précieux, et les trois femmes qui occupèrent, avant le second mariage, le cœur

(1) On trouvera quelques indications dans la brochure du D[r] Segaloff, *Die Krankheit Dostojewskys*, in-8°, Munich, 1907.

de Dostoïewsky, forment le chapitre le plus curieux de cette nouvelle *Vie*.

L'histoire du premier mariage de l'écrivain est, on le sait, la donnée de *l'Éternel mari*, qui se trouve être par malheur un de ses livres les plus manqués. Cette union fut désastreuse. Pour Mlle Dostoïewsky, son père fut la dupe d'une indigne comédie. C'est au sortir du bagne et quelque temps avant sa démission de l'armée que le romancier connut à Omsk la femme du capitaine Issaïew. C'était un bas-bleu de province qui aspirait à jouer au fond de la Sibérie la « Muse du Département. » Elle se disait la fille d'un officier français : en réalité, son père était un mamelouck de la Garde, pris à Moscou, et dont s'était amourachée une Russe de la Caspienne. Elle avait un vaurien de fils d'une dizaine d'années, en qui se trahissait, par une paresse précoce et une vanité grotesque, la goutte de sang nègre. La fille de Dostoïewsky n'est pas tendre pour ce mulâtre. Issaïew mort, la veuve se laissa faire la cour et consentit, après diverses péripéties, à accorder sa main. Elle était plus vieille que Dostoïewsky et déjà atteinte de la poitrine. Elle trompa son mari abominablement, avant et après le mariage, et tout le temps du long voyage que firent les époux pour rentrer en Russie. Cependant son caractère s'aigrissait tous les jours : sa mégalomanie se sentait ulcérée d'être affublée du nom d'un ancien déporté ; elle le trompait toujours et lui faisait des scènes. Un jour, dans un transport de rage, elle lui jeta à la figure toute la vérité. Dostoïewsky se sépara de cette furie. Mourante et irritée, elle allait à grands pas dans son appartement, râlant, les pommettes enflammées et, chaque fois que sa promenade la ramenait devant le portrait de son mari, elle lui criait : « Forçat! Forçat! »

Cette déconvenue bizarre aurait été le prélude de la crise passionnelle. Déçu dans son foyer, le pauvre homme aurait cherché à se consoler ailleurs. A ce moment, le ciel lui envoya Pauline. Pauline N. (le biographe ne nous dit pas son nom) était le type de l'étudiante russe, de cette étudiante qui mène la vie de garçon et pousse le mépris des préjugés bourgeois jusqu'à la pratique de l'union libre. C'était une héroïne de la Cité future. Le romancier était l'idole de la jeunesse, comme martyr de la liberté. La jeune fille lui sauta au cou et devint sa maîtresse. Les deux amants convinrent de se retrouver à Paris, qu'ils brûlaient de connaître.

Ce fut un peu le pendant du voyage des « amants de Venise. » Pauline partit la première. Quinze jours plus tard, la jolie libertaire écrivait à son ami qu'il était inutile de se déranger, qu'elle ne l'aimait plus et qu'elle avait trouvé « son type. » Dostoïewsky accourt, mais la petite était coiffée, il n'y avait plus à espérer lui rendre la raison. L'infortuné n'insista pas, et se rendit à Londres où Alexandre Herzen tenait alors école de révolution, comme on allait plus tard consulter le prophète d'Yassnaïa-Poliana. C'était pendant l'été de 1863, deux ans après les *Souvenirs de la Maison des morts :* on voit qu'à cette date la foi de Dostoïewsky n'est pas encore parfaite et ne lui interdit pas de converser avec l'« ennemi ». Il ne songe qu'à se distraire de sa mésaventure, peut-être à se jeter dans la débauche, pour oublier, ou par vengeance : il rêve de Venise et des « belles Vénitiennes. » Peut-être veut-il se prouver qu'il est autre chose qu'un malade : faire la fête, ce serait une réhabilitation! C'est aussi le moment où il se met à jouer. A Wiesbaden, il a fait connaissance avec la roulette. Cette crise de démoralisation se prolonge quelques mois, — l'heure du « démon de midi, » — mais il ne fut pas si tôt quitte du démon du joueur. Pendant dix ans, il eut des rechutes.

Cependant, à l'automne, il reçoit de Pauline des nouvelles alarmantes : son Français la trompait, elle menaçait de se tuer. Dostoïewsky vole à Paris. Mais la jeune exaltée ne l'avait fait venir que pour lui donner la comédie. Alors, elle prit les grands moyens. Un matin, à sept heures, le romancier la voit entrer comme Rachel dans Hermione, agitant un coutelas acheté la veille chez l'armurier pour poignarder l'ingrat. Tout finit, bien entendu, par une crise de larmes. La désespérée se laisse désarmer et emmener en Italie. Tous les traits de cette histoire, plus ou moins altérés, se retrouvent dans *le Joueur*.

Au printemps suivant, la femme du romancier étant venue à mourir, les amants étaient libres de régulariser leur liaison; mais la jeune fille se souciait peu de se donner des chaînes, et Dostoïewsky n'avait pas fini de voir du pays. La brouille survint enfin à propos de *Crime et Châtiment*; les étudiants s'estimèrent insultés par le portrait de Raskolnikoff : ce fut le prétexte de la rupture. En réalité, les amants étaient excédés l'un de l'autre. Les amours romantiques sont fatigantes dans la vie. Mais l'extravagante créature qui avait un moment ensorcelé Dos-

toïewsky a laissé plus d'une trace dans ses portraits de femmes. Aglaé, Lise, Grouchenka, toutes ces héroïnes capricieuses et incohérentes, séduisantes et insupportables, lunatiques et agaçantes, sont les sœurs de Pauline. Ce sont les reflets de nacre de l'astre cornu et changeant qui dansent et se jouent sur le miroir agité de l'âme du poète. Cette froide, coquette et malheureuse Pauline, folle de tête et de corps, demeura, pour celui qu'elle avait fait souffrir, la forme de l'Éternel Féminin.

Le troisième « roman » de Dostoïewsky n'est qu'une amitié littéraire qui n'alla pas jusqu'à l'amour, bien qu'il y ait eu projet de mariage. La jeune femme, sœur de la célèbre Sophie Kowalewsky, épousa un de nos communards, mais demeura fort liée avec le romancier. M[lle] Dostoïewsky pense que cette belle anarchiste est le modèle de Catherine, la fiancée de Dimitri, dans *les Frères Karamazov*. Elle lui reconnaît le caractère lithuanien.

Mais j'ai hâte d'en venir à ce qui fait pour nous, avec le chapitre des femmes, l'intérêt principal de la vie de Dostoïewsky, je veux dire ses rapports avec ses grands contemporains. Ces rapports tiennent en peu de mots. Le romancier toute sa vie demeura assez isolé. Il n'existe guère en Russie de milieu littéraire. Beaucoup d'écrivains prirent le parti de vivre à l'étranger ; Dostoïewsky lui-même, de trente à cinquante ans, fut presque toujours loin de son pays. Mais cela n'explique pas tout : on est étonné, par exemple, de ne pas trouver dans la *Correspondance* une seule lettre à Tourguénef ou au comte Tolstoï.

La vérité est que Tourguénef et Dostoïewsky ne s'aimaient pas. Est-il vrai que le premier se serait permis à l'égard de son jeune camarade une impertinence de mauvais goût ? Prit-il réellement ombrage des *Pauvres gens*, le premier succès de Dostoïewsky ? Il n'a pas ménagé du moins son admiration à *la Maison des morts*, dont certains chapitres lui faisaient dire : « C'est du Dante ! » Dostoïewsky lui-même s'est toujours exprimé publiquement avec déférence sur le compte du grand écrivain de *Pères et enfants*. Mais il est clair que l'homme lui était antipathique. Il l'appelait un « fanfaron, » ce qui veut dire un « poseur. » Il ne pouvait souffrir sa manie d'aristocratie, sa perpétuelle affectation. Les élégances du « vieux beau, » de l'habitué de Tortoni, le monocle du boulevardier, le ridicule du Scythe devenu le caniche de M[me] Viardot, et le ton de pitié qu'il affi-

chait pour les choses russes, exaspéraient Dostoïewsky. Le Russe cosmopolite lui faisait l'effet d'un renégat. Enfin, quand Tourguénef devint le chef des *Zapadniki* ou des « Occidentaux, » Dostoïewsky prit l'offensive : dans son roman des *Possédés*, qui est un long pamphlet contre les libéraux, il a fait, sous le nom de l' « illustre Karmasinov, » un portrait satirique d'une bouffonnerie cruelle, où il ridiculise impitoyablement la morgue, la suffisance, l'adoration de soi et la lâcheté de ce Trissotin russe.

Cette odieuse caricature, d'une verve et d'une haine féroces, exige un mot d'explication. Depuis sa « conversion, » c'est-à-dire depuis le jour où il avait compris, au bagne, le cœur de la Russie, Dostoïewsky n'attendait plus rien qui vaille de l'Europe. Il s'était assommé à Genève et à Dresde. L'Europe lui semblait un cimetière, un musée de bibelots, bon à voir en touriste, comme les ruines de Pompéï; mais tout cela était désormais du passé, et ne pouvait rien apprendre à cette Russie toute jeune et immense d'avenir. Certes, Dostoïewsky avait le cœur trop grand pour ne pas chérir l'Europe. Walter Scott et Dickens, Gœthe et Schiller, Balzac et Victor Hugo (il avait débuté par traduire *Eugénie Grandet*, et *l'Homme qui rit* est bien autant que *Don Quichotte* le modèle de *l'Idiot*), — tous ces grands écrivains demeurèrent toujours ses frères, sa vraie famille intellectuelle. Et quelle flamme encore dans ses paroles sur George Sand! Mais toutes ces voix ne lui rappelaient que sa jeunesse : elles étaient incapables de lui montrer l'avenir. Une grande désillusion lui était venue enfin de la guerre franco-allemande; Sedan et la Commune le firent désespérer de la civilisation.

Une nation de l'Europe, la plus civilisée et la plus savante, a profité d'une occasion pour fondre sur une voisine, civilisée et savante aussi, mais moins favorisée par les circonstances du moment. Elle l'a mordue comme une bête sauvage, l'a saignée à blanc en lui prenant des milliards et lui a arraché une côte en lui ôtant deux de ses plus chères provinces... (1) »

A partir de ce moment, il n'y eut plus pour Dostoïewsky rien à espérer d'une Europe qui donnait de tels exemples de brigandage et d'immoralité. Ce fut à ses yeux la déchéance de la culture occidentale. On ne peut exagérer, dans la pensée de

(1) *Journal d'un écrivain*, traduction Bienstock, Paris, Fasquelle, 1904, p. 428.

Dostoïewsky, le rôle de cette année 1870. A côté de l'Occident gangrené, pourrissant, l'immense Russie vierge lui apparut comme la grande réserve de l'avenir, la ressource ménagée par la Providence pour la régénération du monde. C'est alors qu'il commence le *Journal d'un écrivain*, — ce recueil d'une foi ardente, qui a fait pour sa gloire plus que tous ses romans, — et qu'il se met à composer les plus prodigieux de ses livres « apocalyptiques, » *les Possédés* et *les Frères Karamazov*.

On voit maintemant pourquoi Dostoïewsky devait détester Tourguénef : le croyant ne pouvait pardonner au sceptique, l'apôtre s'accorder au tiède et au critique, faire des concessions au doute et au libéralisme. Demander des conseils à un monde décrépit, verser le vin nouveau dans de vieilles outres, emprunter les formules de cette Europe croulante, c'était une folie et une aberration : que dire du crime de ceux qui refusaient de croire et qui fermaient les yeux? Cette mission de la Russie, le peuple « déifère, » le « peuple-Christ, » chargé de rétablir le royaume de Dieu sur la terre, était pour le romancier le premier article du *Credo*. Loin donc de copier ou de singer l'Europe, il fallait faire crédit au jeune « colosse russe, » l'aider à développer son génie spontané. En lui se trouvait la solution de tous les problèmes présents. Est-ce que le Russe depuis longtemps, sans Marx et sans Fourier, par le *mîr* et l'*artel* (commune et coopérative) n'avait pas trouvé la formule de la société parfaite? Est-ce que son mépris pour la propriété n'avait pas résolu d'avance la question du capital? Est-ce que la plus grande révolution du monde, l'abolition du servage, qui avait coûté à l'Europe des siècles de tempêtes, ne s'était pas accomplie dans la sainte Russie miraculeusement, par un geste et un oukase du Tsar Libérateur? Telles étaient les raisons de la « foi » de Dostoïewsky : elles font suffisamment comprendre son horreur des Tourguénef et des Karmasinov.

Quant à Tolstoï, l'attitude de Dostoïewsky à son égard est différente. Bien entendu, il ne l'a jamais tenu pour un prophète, ni même pour un « génie. » Il réservait ce nom pour Pouchkine et Gogol. Mais il reconnaissait à son jeune confrère un immense talent, le charme d'un style incomparable et il tenait *Guerre et Paix* pour l'« histoire » accomplie de la haute société russe. *Anna Karénine* le frappa plus vivement encore. Tolstoï, de son côté, n'a cessé de manifester envers son grand

devancier un sentiment voisin de la vénération. Il y aurait une étude à faire sur les rapports de sa morale avec celle de Dostoïewsky, où l'on verrait le rôle essentiel que celui-ci a joué de plus en plus dans l'évolution de la pensée de son cadet. Au lendemain de la mort du romancier, Tolstoï écrivait à Strachov la belle lettre bien connue : « Jamais je n'ai vu cet homme, jamais je n'ai eu de rapports directs avec lui; mais, maintenant qu'il est mort, je m'aperçois que de tous les hommes il m'était le plus proche, le plus cher et le plus nécessaire. Jamais l'idée ne me viendra d'oser me comparer à lui, jamais! Tout ce qu'il a fait est de telle sorte que je ne puis que m'en nourrir et l'admirer pieusement. L'art peut m'inspirer de l'envie, l'intelligence aussi; mais une œuvre toute sortie du cœur ne peut que m'inspirer une profonde joie. » Et près de vingt ans plus tard, dans son livre sur l'art, où il désavouait ses chefs-d'œuvre, l'auteur d'*Anna Karénine* cite *l'Idiot*, *les Frères Karamazov* et surtout les *Souvenirs de la maison des morts* comme les véritables modèles de la littérature chrétienne.

Et pourtant les deux hommes ne se sont jamais vus, n'ont jamais fait le moindre effort pour devenir amis. Peut-être sentaient-ils qu'ils n'avaient rien à se dire et qu'en se rencontrant, ils n'auraient pu éviter de se heurter mutuellement. Il y avait d'abord entre eux une sourde hostilité d'artistes : leurs deux tempéraments étaient trop différents. En dépit de ce qu'on vient de lire, j'en crois très bien Gorki, lorsqu'il nous dit que Tolstoï ne pouvait souffrir Dostoïewsky (1). Tolstoï, en art, est un classique, un grand peintre de l'humanité moyenne. Son naturalisme répugne à l'inquiétant, au surhumain, à l'anormal. Il ne croit pas plus au monstre qu'au héros. C'est là au contraire le domaine propre de Dostoïewsky : tous ses personnages sont des déséquilibrés; même les gens de bon sens déraillent. Tout tournoie dès le début dans un tourbillon de catastrophe. Il choisit de parti pris les sujets les plus fous, les crises les plus tragiques, comme étant les plus propres à révéler le fond des âmes et les abimes de la vie. « Ce qu'on traite de fantastique et d'exceptionnel, écrit-il, *forme pour moi quelquefois l'essentiel de la réalité.* » En résumé, ce qu'il y a d'exagéré et de maladif dans l'art de Dostoïewsky ne pouvait manquer de heurter pro-

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1920.

fondément Tolstoï, comme celui-ci, par ce qu'il a d'uni et de placide, paraissait à Dostoïewsky tenir moins du poète que du chroniqueur ou de l'historien. Le mot de Gœthe : « Le classique, c'est la santé; le romantisme, la maladie, » ne s'est jamais mieux appliqué qu'à ces deux tempéraments et à ces deux conceptions opposées de la nature.

Mais il y avait encore une cause latente de différend, qui éclata soudain en 1878, quand parut la huitième partie d'*Anna Karénine*. C'était le moment de Plewna, de la première guerre des Balkans, des exploits de Radetzky et de Tcherniaïew : toute la Russie frémissait aux combats de ses armées, s'indignait aux nouvelles des atrocités turques; c'était dans tout le pays un esprit de croisade, un grand souffle d'amour et de sacrifice pour le salut du monde slave. Dostoïewsky se faisait le héraut de cette guerre fraternelle. Sa voix devenait la voix de toute la Russie. Son *Journal* proclamait la guerre sainte, remuait les profondeurs du peuple comme aucun écrit ne l'avait fait depuis le temps de saint Bernard. Ce phénomène singulier lui semblait le signe même du doigt de Dieu au front de la Russie, la confirmation de la foi et de l'attente de toute sa vie : enfin la Russie se levait et se mettait en marche, enfin le jeune géant se réveillait pour lever l'étendard du christianisme universel, pour confondre et chasser l'impie et répandre sur la terre la religion de l'amour. Les destins de la Russie, interrompus au XV[e] siècle par la chute de Byzance, allaient se renouer à Constantinople, en rentrant dans la Méditerranée et dans l'héritage de la Grèce, mère de l'orthodoxie. Dostoïewsky ne se lassait pas d'annoncer cette aurore. Il assistait vivant au commencement de ses rêves et toute la Russie communiait avec lui.

Seule, une voix se mettait en dehors du concert : celle de Tolstoï, pour qui tout ce mouvement « national » n'était qu'une agitation artificielle, étrangère au pays, et n'existant que dans la cervelle de quelques songe-creux moscovites. Le peuple, écrivait-il, se moque de Constantinople; il est totalement indifférent aux souffrances de ses frères slaves, dont il n'a jamais entendu parler. Et c'était, — dans cet épilogue d'*Anna Karénine*, — cette négation de la patrie, cette critique destructrice de l'idée nationale et cette apologie défaitiste de la paix, et tous les éléments de cette doctrine de l'inertie, qui devaient faire pendant trente ans le thème du « tolstoïsme... »

Ce n'est pas le lieu de juger ce procès. Du reste, à l'heure actuelle, qu'en est-il de ces disputes? La Révolution s'est chargée de mettre les deux hommes d'accord. La voilà, cette catastrophe que Dostoïewsky avait tant de fois prévue, lorsqu'il s'effrayait de l'abîme qu'il voyait se creuser en Russie entre l' « Intelligence » et le peuple; elle s'est écroulée, la façade que Pierre le Grand avait improvisée sur la glace des marécages : la débâcle est venue, engloutissant le rêve et l'impérial décor.

L'immense Empire, tombé aux mains des « Possédés, » est la proie d'une poignée de ratés et de maniaques, fils de ce que le romancier exécrait le plus au monde, — de ses Raskolnikoff, de ses Pierre Verkhovensky et de ses Ivan Karamazov. Et, chose curieuse ! c'est depuis ce temps qu'a vraiment commencé, pour une partie de l'univers, le « messianisme » russe : c'est depuis lors que la Russie, aux yeux des égarés, semble investie d'une mission et chargée de dire le mot de l'énigme universelle. C'est alors que Moscou, selon la prophétie de Dostoïewsky, est véritablement devenue « la troisième Rome, » dont des foules attendent le signal de faire régner sur le monde le nouvel Évangile. On dirait la vision du croyant, diaboliquement retournée par quelque méchant génie...

Nous ne triompherons pas de l'épreuve de la Russie. Nous avons l'expérience des révolutions et nous savons qu'elles profitent rarement à ceux qui les ont faites. Les événements sont plus forts que les hommes. Déjà les maîtres de la Russie sont contraints de reprendre la politique nationale des tsars, comme la Convention continue Louis XIV. De plus, la révolution, par le partage des terres, a créé en Russie cent millions de propriétaires. Que résultera-t-il de ces deux faits immenses, l'unification de la Russie et l'avènement d'une classe de paysans capitalistes? Je l'ignore. Mais le centenaire de Dostoïewsky est une bonne occasion pour méditer ce problème ; on trouvera dans son œuvre la vision la plus précise du mal dont souffre la Russie, la description la plus profonde du mécanisme de la révolution, et le sentiment d' « horreur sacrée » qui doit nous pénétrer devant le secret de ce vaste *Empire du devenir* et devant le mystère de l'inconnu.

LOUIS GILLET.

REVUE SCIENTIFIQUE

TRANSPORTS AÉRIENS

Avez-vous lu Baruch ? Si non, vous êtes excusable, car un peu de sa substantifique moëlle se trouve déjà à l'état potentiel dans les philosophes de l'antiquité. Mais avez-vous été à Londres en « *Goliath* » ? Si non, vous ignorez une des sensations les plus rares de cet étrange xxe siècle, une de celles précisément que nos ascendants dans la longue histoire humaine n'ont jamais pu connaître. C'est par des choses comme celles-là seulement que notre vie est un peu supérieure à la leur. Si nous ne savons pas les savourer, ce n'était vraiment pas la peine d'être né juste à point pour profiter de tant de durs efforts ; et nous pourrons vraiment dire alors avec le poète (qui d'ailleurs pensait à bien autre chose qu'à l'aviation lorsqu'il écrivait cela) : « Je suis venu trop tard dans un monde trop vieux. » — L'homme capable d'être heureux sur cette singulière planète est peut-être, au contraire, celui qui trouve toujours qu'il est venu trop tôt dans un monde trop jeune et dont les pensées et les sens s'ouvrent largement à tout ce qu'on n'a pas connu avant lui. Pour celui-là le rêve poétique d'Icare, devenu aujourd'hui une réalité industrielle et même commerciale, offre de charmantes compensations à la peine de vivre.

On parle beaucoup depuis quelque temps de l'organisation des transports aériens de voyageurs et de marchandises, et les enthousiastes du début ne se dissimulent pas que ces transports, — en France du moins, et beaucoup plus qu'en Angleterre et en Allemagne, — se heurtent à quelques difficultés d'ordre pécuniaire et aussi, d'ordre moral si j'ose ainsi dire, sans aucune allusion à la politique.

Le public ignore encore trop tous les progrès réalisés dans ce domaine, toutes les commodités, toutes les sécurités acquises. Le jour où il aura compris, le jour où il saura, l'aviation commerciale est non seulement sauvée, mais assurée du plus lumineux avenir. C'est avec l'espoir d'y contribuer dans la mesure de mes faibles moyens que j'écris aujourd'hui ces lignes.

***

Il est avant tout indispensable que le public sache que l'aviation a cessé d'être un sport, ou du moins exclusivement un sport, pour entrer définitivement dans l'application commerciale et pratique. C'est peut-être d'ailleurs, — car toute médaille a son revers, — ce qui la fait un peu oublier. Quand la traversée aérienne de la Manche était considérée comme un rare exploit nécessitant tous les héroïsmes, tous les courages, chacun se passionnait pour elle et les gazettes n'avaient point assez de pages — bien qu'on ignorât alors la crise du papier — pour désaltérer à ce sujet l'inextinguible curiosité publique. Aujourd'hui que cette traversée se fait chaque jour une dizaine de fois, et que M. Joseph Prudhomme lui-même, et M. Perrichon survolent confortablement la Manche étincelante, sans songer même à en tirer vanité, on n'en parle plus, ou du moins on en parle moins, et c'est fâcheux. — C'est précisément parce qu'elle est sortie de la période héroïque, de la période purement sportive, pour entrer dans l'ère pratique, c'est-à-dire utile, que l'aviation prend maintenant sa vraie importance.

Il en est ainsi ici-bas de la plupart des chemins qui mènent au progrès : frayés d'abord à grands coups d'estoc et de taille par les don Quichotte, lesquels sont rares, ils ne prennent toute leur valeur que lorsqu'ils peuvent être parcourus sans inutile héroïsme et confortablement par les Sancho-Pança, lesquels constituent, comme on sait, le gros de l'armée humaine.

Et maintenant, sans entrer plus avant dans des considérations générales qui se dégageront d'elles-mêmes, implicitement, du simple exposé des faits, je veux narrer combien simplement, confortablement, agréablement on se fait aujourd'hui porter de Paris à Londres. Encore une fois, ce qui peut donner quelque intérêt à cet exposé, c'est qu'il s'agit d'un service quotidiennement assuré, suivant un horaire défini, et indépendant du temps qu'il fait, c'est en un mot qu'il s'agit d'une chose courante. Alors que tant de nos contemporains ont éprouvé déjà la sensation du vol en avion, alors qu'un si grand

nombre de nous a, soit comme observateur et régleur de tir, soit comme bombardier, soit comme chasseur, connu maintes fois depuis la guerre, l'ivresse du vol, il serait ridicule de se donner des airs de découvrir des sensations devenues presque banales. Ce dont il s'agit ici, c'est de montrer que ces sensations ne doivent plus être seulement sporadiques, épisodiques, si j'ose dire, fortuites, mais qu'elles sont devenues une des parties intégrantes de la vie moderne, et que par là même elles ont cessé d'être des sensations pour devenir comme des sortes de choses habituelles, de réflexes sans lesquels il manquerait quelque chose au fonctionnement régulier du monde.

***

Le transport quotidien des passagers et des marchandises de Paris à Londres est assuré par un certain nombre d'organisations, dont la plupart sont, hélas! anglaises, bien que les nôtres ne leur cèdent en rien pour la puissance et le confort des appareils et l'excellence des pilotes. Mais là, comme en d'autres domaines, les appuis gouvernementaux et publics se produisent chez nos voisins avec moins de parcimonie et de trop prudente lenteur que chez nous.

C'est pourtant dans un avion français, le célèbre et confortable *Goliath*, que j'ai désiré être transporté à Londres. — Voici comment les choses se passent. Au jour convenu, vous êtes pris à votre domicile à la fin de la matinée dans un confortable auto de la « Compagnie des Grands Express Aériens. » — Ne trouvez-vous pas qu'il y a déjà quelque chose de très moderne dans cette appellation qui demain sera aussi communément courante que celles de nos grandes Compagnies de chemins de fer ou de transports maritimes? L'analogie se complète d'ailleurs dès maintenant par maints détails et notamment par la publication d'horaires réguliers et de tarifs de transports pour passagers et marchandises. Nos valises installées dans le fond de l'auto, nous traversons rapidement Paris, et par la porte de la Villette nous voici bientôt au Bourget, à l'*aérogare* principale de la capitale. On dit aussi *aéroport*. S'agit-il d'une gare ou d'un port? L'un et l'autre se dit et se dira pendant quelque temps encore, et jusqu'à ce que le débat soit tranché dans un sens ou dans l'autre par un ukase indiscuté de l'Académie française, — le jour où, son long cycle alphabétique enfin parcouru, elle reviendra à la lettre A.

Donc, voici devant nous l'aéroport le plus important du monde de par son trafic. — Le premier coup d'œil montre une plaine où stationnent quelques avions, que d'autres survolent ; autour du ter-

rain, un assez grand nombre de ces hangars à avions que tout le monde connaît depuis la guerre, avec leurs grands toits surbaissés et leurs vastes portes. Du côté de la route, une série de baraquements en bois où on accède par une barrière, où le côté de l'entrée et celui de la sortie sont soigneusement séparés, des passages différents étant d'ailleurs réservés à l'accès des piétons et à celui des autos.

Ces baraquements n'ont rien encore de la somptuosité granitique de nos grandes gares de chemins de fer, mais, tels quels, ils suffisent pour l'instant aux besoins auxquels ils répondent. Dans un de ces locaux de bois, un buffet-restaurant est aménagé où l'on peut se procurer une collation suffisante. Dans un autre se fait la visite de la douane. C'est une chose assez singulière que cette frontière de France qui se trouve à six kilomètres de Paris ; c'est que nous allons voyager dans la troisième dimension de l'espace, en attendant la quatrième chère à Wells. Un douanier bénévole, hilare, barbu et, somme toute, charmant, s'assure que nous n'emportons en nos bagages aucun fruit défendu, et après que des étiquettes convenables et des signes cabalistiques que nous n'avons pas le loisir d'approfondir y ont été apposés, nous voilà séparés de nos colis. Ils seront tout à l'heure amarrés à l'arrière du fuselage de notre *Goliath*, et bien que nous soyons quelques passagers, munis chacun de malles et valises confortables, aucune limitation ne nous a été imposée à cet égard. C'est que le *Goliath* peut transporter facilement 3 000 kilogs de poids supplémentaire au sien. C'est quelque chose.

Dans un des autres locaux de l'aérogare, on s'assure que nos passeports sont en règle et dûment visés et apostillés. Ah ! que l'aviation est devenue une chose administrative ! Nous voici libres pendant quelques minutes, tandis que les mécaniciens revisent, sous l'œil attentif du pilote, l'état des moteurs de notre véhicule. Nous en profitons pour baguenauder un peu à travers cette gare du sol parisien qui est un port de l'océan aérien.

Des tableaux sont affichés, portant à la craie l'indication des divers départs et arrivées du jour (heures et destinations). A quelques pas, deux observateurs munis d'un petit théodolite suivent un léger ballon pilote qu'ils viennent de lâcher et dont la trajectoire, chronométrée par l'un, observée à la lunette graduée par l'autre, va donner instantanément la vitesse et la direction du vent aux diverses altitudes. J'ai expliqué ici même, naguère, comment on fait cette opération. Il est d'ailleurs assez fort ce matin-là, le vent, violent même, ce qui ne nous empêchera pas de faire un excellent voyage et d'être beaucoup

moins secoués dans notre nef aérienne que nous ne l'eussions été le même jour dans une nef aquatique flottant prosaïquement sur la Manche, dans ce plan des x et des y, qui ne prend lui-même toute sa valeur que lorsque les sensations délicieuses que procure l'axe des z permet de l'embrasser d'un regard.

Sur le vaste terrain que bordent les hangars égaux et alignés comme des soldats, des avions nombreux sont posés, arrivent, partent. Le côté arrivée et le côté départ sont d'ailleurs soigneusement délimités par des barrières et d'énormes écriteaux.

Voici un petit avion biplace qui vient se poser en froufroutant, tout juste à côté de l'écriteau « Arrivée. » Un voyageur en descend en pardessus de ville et chapeau melon, sa valise à la main. Il vient de Bruxelles, comme il viendrait du village voisin. En voici un autre venant de Nancy. Voici maintenant qu'arrive un énorme Handley-Page, qui doucement et docilement vient se poser à côté des précédents arrivants, qui semblent maintenant minuscules.

Il vient de Londres. C'est l'avion géant des Anglais, le rival britannique de notre *Goliath*, dont il diffère d'ailleurs énormément par sa couleur de terre glaise et ses deux paires d'ailes inclinées vers le centre et formant un double angle dièdre caractéristique. Ces Handley-Page sont les anciens avions de bombardement à grande puissance de l'armée britannique, qui ont été transformés habilement en avions commerciaux.

Le trafic est intense et continuel à l'aéroport du Bourget. J'emprunte à mon confrère et ami Robert Guérin, dont la compétence en ces matières fait autorité, la statistique suivante du *mouvement* du port du Bourget de janvier à juillet 1920. Dans ces chiffres ne sont pas compris les avions qui effectuent des promenades aériennes ou ceux qui viennent d'aérodromes voisins ou y vont :

Janvier 1920, 200 avions; février, 270; mars, 350; avril, 300; mai, 700; juin, 900; juillet, 950.

On voit que la courbe est nettement ascendante. Il existe actuellement plus de quinze compagnies aériennes ayant leur point d'attache au Bourget et qui desservent régulièrement l'Angleterre, la Suisse, l'Espagne et, depuis peu, la Tchéco-Slovaquie, en attendant mieux et plus.

Je passe rapidement sur la manière dont est assuré au Bourget le transbordement de la poste par avions (lettres et colis), qui marche aujourd'hui d'une manière excellente, et je reviens à notre *Goliath* qui, comme de juste, attire plus spécialement la dilection de ceux

qu'il doit, tout à l'heure, accueillir dans ses flancs confortables.

Le *Goliath* (ou plutôt les *Goliath*, car il y a maintenant un certain nombre d'avions identiques de ce type) répond bien à son nom. Son aspect a, dès l'abord, quelque chose de cyclopéen. Avec ses ailes dont l'envergure est de 28 mètres, et dont la forme rectiligne élégamment fuselée et la teinte bleutée ont une grâce et une légèreté singulières, malgré leur énorme surface, avec son fuselage dont la longueur est de 14 mètres, il impressionne d'autant plus qu'à côté de lui, « et, de sa petitesse étalant l'ironie, » le *Moustique*, le petit monoplan nain, vient de se poser. Au total, une impression d'harmonieuse puissance et d'élégance massive se dégage de l'énorme engin.

Les deux moteurs sont disposés à droite et à gauche de la carlingue de façon à dégager entièrement la vue des passagers. Quant au pilote, il est placé, avec son mécanicien près de lui, vers le centre et en haut de l'appareil. J'ajoute, pour préciser quelques-unes des caractéristiques du *Goliath*, que son poids total à vide est de 2 000 kilogs et que son poids total en charge (avec passagers, combustible et bagages) peut approcher de 5 000 kilogs. La vitesse horaire est d'environ 160 kilomètres et la vitesse ascensionnelle est telle qu'on peut monter à 2 000 mètres en 8 minutes.

C'est avec ce géant de l'aviation qu'ont été accomplies quelques-unes des plus remarquables performances (si j'ose employer ce mot qui n'est pas encore tout à fait français) de ces derniers temps. C'est avec lui en particulier que fut réalisé le raid Paris-Dakar, du 10 août au 16 août 1919, qui restera un des événements les plus importants dans l'histoire de la vie aérienne et de la pénétration coloniale. C'est le même appareil avec le même pilote (le lieutenant Bossoutrot) qui a réalisé dans le raid Paris-Casablanca le record français de distance sans escale, avec 8 passagers. La distance de 2200 kilomètres fut couverte en 17 heures 45 minutes.

***

Nous nous installons maintenant pour partir. C'est un véritable wagon-salon que nous occupons et qui allonge son élégant confort à la partie-avant de la carlingue. Deux rangées d'accueillants fauteuils en osier s'alignent de l'avant à l'arrière. De chacun d'eux on a une vue parfaite sur l'extérieur à travers de vastes fenêtres carrées. Il y fait si peu froid que nous, qui sommes tous en costume de ville, nous quitterons pourtant nos pardessus pendant tout le trajet. Le voisinage des moteurs entretient en effet dans le wagon-salon une température

très douce, que l'on peut d'ailleurs régler à volonté grâce à des évents communiquant avec l'extérieur et à la portée de la main des voyageurs.

Nous étions huit passagers dans l'avion, qui peut en emporter facilement une douzaine. Parmi eux, les deux célèbres champions du monde de natation : l'américain Norman Ross et le prince hawaïen Kahanamoku. Leur présence contribua à rassurer beaucoup une dame (car il y avait des dames, et en costume de ville!) qui avait redouté un instant l'éventualité de n'être pas sauvée au cas où nous eussions dû *amerrir* dans la Manche.

Mais voici les moteurs qui, comme deux énormes frelons batailleurs, se mettent à ronfler et avec eux les hélices dont les ailes ardentes et jumelles dissèquent l'air de leur fracas circulaire. Derrière nous, notre pilote, M. Favreau, (un ancien as de l'aviation de chasse, aussi prudent et avisé maintenant qu'il fut hardi dans la guerre), s'est installé sur son siège qui domine les nôtres et nous voyons, en nous retournant, ses souliers posés sur les pédales de commande. C'est M. Favreau qui assure actuellement, avec M. René Labouchère (dont tout le monde connaît les exploits aériens) et M. Patin, le service Paris-Londres et retour, des Goliath. A de pareils pilotes on peut confier sans hésiter César et sa fortune. Aux pieds de Favreau, le mécanicien verse une dernière goutte d'huile aux moteurs qu'il ne cessera de « soigner » et de surveiller pendant le trajet. Une trépidation frémissante nous fait vibrer sur nos sièges, puis soudain plus rien : ce frémissement s'est arrêté, et n'était le bruit qui, lui, continue, on croirait que les machines se sont arrêtées, tant se sont parfaitement immobilisés tout d'un coup, autour de nous, les choses et les gens, il y a un instant encore tout agités d'une vibration mécanique. C'est que nous sommes partis, c'est que nous avons quitté la terre. — Cette sensation soudaine de calme, d'immobilité est la chose la plus curieuse lorsqu'on quitte ce sol brutal qui, servait de tremplin et d'amplificateur aux vibrations des moteurs, désormais insensibles, tant elles sont parfaitement amorties par l'admirable et souple élasticité de l'air. Le philosophe antique prouvait le mouvement en bougeant. Nous avons changé tout cela. C'est en cessant de bouger qu'on constate en avion qu'on s'est mis en route.

Très vite nous montons maintenant, mais nous ne monterons pas très haut aujourd'hui, nous ne dépasserons guère mille mètres (une paille!), car les nuages, de gros nimbus noirs, sont assez bas et le pilote préfère les garder au-dessus de lui pour mieux assurer sa

route... et aussi pour que rien ne nous échappe du paysage. Il est étonnant celui-ci, dans le prestigieux raccourci de la verticale.

Au loin Paris, où le relief du Sacré-Cœur s'accuse à peine, se dissout peu à peu dans une brume argentée, comme ferait, dans un verre d'eau, un petit tas de sucre gris. Les voies ferrées, entrecroisées et serrées aux environs immédiats de la ville, font songer, avec la verdure qu'elles ceignent, aux mailles d'un gigantesque panier à salade d'où déborderait de toutes parts une laitue veloutée. Bientôt nous traversons l'Oise, à Bruyères. Elle est là, jetée comme un cimeterre étincelant sur un tapis vert constellé des pompons rouges des toits. Les villages, les fermes, les châteaux font défiler sous nos yeux leurs étranges projections horizontales qui ne nous laissent soupçonner des plans superposés qu'à mesure qu'on s'en éloigne.

Voici Beauvais avec son fouillis moyenageux de vieux toits à pignon, avec la nef grise de sa cathédrale, la plus haute de la chrétienté, disent les manuels, et qui pourtant, sous nos regards altiers, ne semble pas dépasser l'humble niveau de la grande place, — grande comme un petit mouchoir de dame, — que la statue de Jeanne Hachette pique d'un trou d'aiguille.

Après les riantes fraîcheurs de l'Ile de France, que mordorent par place les beaux carrés du froment nourricier, voici que nous approchons maintenant du Nord. Les lignes de chemin de fer se sont espacées; les petits panaches prétentieux que lancent vers nous les locomotives s'y font plus rares. Il ne s'est pas écoulé beaucoup de minutes depuis notre départ du Bourget; les conversations ont eu à peine le temps de joindre un peu leurs atomes crochus, et voici déjà que nous traversons la Somme. Elle est assez imposante, car nous ne sommes pas très loin de son estuaire, et assez pareille à une longue anguille argentée qui dormirait allongée au soleil, — car il fait soleil maintenant, — sur un lit de sable très doux aux courbes humides de son corps. Voici Abbeville à notre gauche, pareille à un de ces fouillis de petites maisons de bois venues de Nuremberg et que les bazars amoncelaient naguère dans leurs étalages pour allumer aux yeux enfantins toutes les concupiscences de la Noël.

Maintenant que nos sensations commencent à se classer un peu mieux, une chose frappe surtout les non encore initiés parmi nos compagnons de route: c'est d'abord l'immobilité relative des objets et des êtres terrestres. Certes, tout le paysage se déroule très vite sous nous; mais dans ce paysage même, les objets paraissent parfaitement immobiles les uns par rapport aux autres, comme sont au fond du

ciel les constellations aux formes invariables en dépit des vitesses réelles énormes qui chassent en tous sens les étoiles composantes.

C'est notre vitesse qui produit cette sensation d'immobilité figée des choses terrestres et qui nous fait apparaître comme fixes non seulement les arbres, mais les gens et les véhicules sur les routes. C'est aussi notre distance. La distance n'est pas seulement la grande tueuse du « mouvement qui déplace les lignes. » Elle est aussi la reine du silence, et rien grâce à elle ne paraît subsister, en avion, des bruits terrestres, rien, même quand le moteur, arrêté pour un vol plané, a éteint son bourdonnement si continu, si constant, si homogène, qu'il est lui aussi comme une sorte de silence vibrant.

Voici maintenant, sombre et d'un seul tenant, la flaque sévère et si verte de la forêt de Crécy. Nous sommes, disent les initiés, à 150 kilomètres de Paris. Comme c'est loin dans l'espace, Paris, et pourtant comme c'est près dans le temps !

Mais voici la mer ! Thalassa ! Thalassa ! Je ne crois pas que nos deux champions de natation aient lu Xénophon. Mais ils le rééditent ingénument avec de grands cris, encore qu'en anglais. Il fait maintenant un soleil tout à fait « riant, clair et beau. » La Manche, contrairement à ses habitudes, est d'une belle teinte vert-bleuté, que les grands fonds accentuent et assombrissent par place. Au bord des falaises ce bleu se borde d'une délicate mousseline blanche d'une forme déchiquetée ; le long des plages qui alternent maintenant avec les falaises, il s'achève au contraire en longs plis arrondis, blancs aussi, et doublés ou triplés, comme des festons superposés, et qui sont les ondes successives de la houle interférant avec le sable.

Nous traversons maintenant la Canche à Étaples dont les deux phares, vus de là haut, ne sont guère impressionnants. Notre pilote, pour nous mieux faire goûter le paysage charmant, pique doucement plus près du sol, et c'est à 2 ou 300 mètres que nous longeons la côte jusqu'après Boulogne, et à 100 mètres à peine que nous traversons la Manche. Sur les plages, près des parasols, et des chalets bien sagement alignés, nous voyons maintenant de petites fourmis. Il paraît que ce sont des hommes ou des femmes, autant dire des enfants. Voici Berck avec ses villas disciplinées, voici le Touquet, voici Boulogne, grise, juchée sur sa colline au bord d'une forêt de mâts et de cordages imbriqués; et puis tout d'un coup, nous voilà piquant vers le large et très bas. C'est une sensation curieuse que d'être soudain au-dessus de l'eau. On a le sentiment qu'une chute y serait molle et moins dangereuse qu'au sol. On a tort, car l'*amerris*,

sage, pour des raisons techniques trop longues à exposer ici, est toujours plus dangereux et propice au « capotage » que l'atterrissage. Mais il ne saurait être question de penser à cela, puisque, par delà les « petits bateaux » que nous survolons et qui sont, paraît-il, des steamers de 10 à 20 000 tonnes, voici déjà les falaises d'Angleterre. Nous n'avons d'ailleurs pas cessé de les voir de la côte de France, et vraiment, lorsqu'on est à peu près à égale distance des rives, il semble qu'on les toucherait des deux pieds en écartant un peu les jambes. D'en haut, ce n'est vraiment rien du tout que ce Channel qui a déjà fait couler tant d'encre et de sang. C'est que le point de vue de l'avion est un acheminement léger, mais incontestable, vers le point de vue de Sirius.

Nous abordons assez haut les falaises britanniques pour éviter les remous qu'elles peuvent produire; nous les passons entre Douvres et Folkestone, brillantes et fraîches sous la lumière, et nous filons maintenant à 1 000 mètres environ, droit sur Londres. Autant la campagne française est de tonalité variée à cause de ses cultures si nombreuses, autant la campagne anglaise est uniformément verte avec ses bois et ses prés que suivent d'autres prés et d'autres bois, sans qu'une seule fois un champ de blé vienne piquer dans ce plat d'épinards (d'ailleurs assaisonné de poivre rouge par les toits des cottages) sa gaîté dorée.

Puis tout à coup, et sans qu'on ait le temps de crier ou même de penser « gare! », par-dessus quelques toits et quelques arbres, et en une descente brusquée et très douce pourtant, nous arrivons au sol que nous abordons avec un moelleux et une maëstria tels que nous doutons si nous sommes encore en l'air, alors que déjà l'avion est arrêté et l'escalier disposé à la porte du wagon. C'est Croydon, le Bourget londonien. De là, — après une nouvelle visite de douane et de passeports, — un auto rapide nous dépose en une vingtaine de minutes, nous et nos bagages, en plein Londres, à notre hôtel.

Normalement, le voyage dure deux heures et demie. Il a été cette fois légèrement plus long, — et nous nous en félicitons tous, car notre plaisir en fut prolongé, — à cause du fort vent du Nord qui nous était contraire.



Je voudrais que ces quelques impressions beaucoup de Français se décidassent à les éprouver à leur tour. Il ne s'agit pas seulement de tourisme, de snobisme même, ou de voyages d'agrément. Il faut que

nos compatriotes, à l'imitation des Anglais, qui eux commencent à user largement de ce mode de transport pour eux-mêmes et leurs marchandises, se lancent résolument dans la voie de l'utilisation intensive et rationnelle de l'aviation commerciale.

Il y a là une industrie qui peut et qui doit ajouter un nouveau fleuron à la couronne de la France, car rien ne peut empêcher, aucun égoïsme privé, aucune inertie publique ne peut empêcher que notre pays ne soit placé au carrefour nécessaire des lignes aériennes du monde entier, de celles qui unissent ou uniront demain l'Europe à l'Afrique, l'Amérique à l'Europe, l'Angleterre et la Scandinavie à l'Europe méridionale et à la Méditerranée.

Certes, les difficultés ne manquent pas, mais certaines sont fort exagérées par le public peu averti et notamment celles qui concernent la sécurité en avion. C'est ainsi que d'une statistique publiée par le service de navigation et concernant le bilan des accidents d'aviation pour la période du 1er janvier au 15 juillet 1920, il résulte que l'aviation civile française a parcouru dans cette période environ *treize cent mille kilomètres* (ce qui représente environ *trente-deux fois* le tour complet de la terre à l'équateur). Or il n'y a eu dans ce laps de temps que 5 tués et 7 blessés dans des accidents d'aviation. Bien des compagnies de chemin de fer ou de navigation ne pourraient présenter des statistiques aussi rassurantes que celle-là.

Je sais qu'il y a d'autres difficultés, qu'on n'est pas encore d'accord notamment sur l'adoption d'un type d'avion commercial.

Aura-t-on, comme avion définitif, un appareil très rapide à faible capacité de transport, ou un appareil moins vite, mais à gros tonnage? Je crois, pour ma modeste part, que c'est une erreur de chercher un type d'avion unique, et qu'il faudra adopter au moins deux types définitifs, correspondant à des besoins différents. L'avion omnibus (je veux dire également propre à des fonctions variées) a fait faillite et ne pouvait que faire faillite pendant la guerre pour des raisons que j'ai exposées ici même autrefois. Il en sera de même de l'avion pacifique.

D'autres questions encore se posent : Construira-t-on les avions entièrement en métal ou non ? Comment assurera-t-on l'exploitation rémunératrice des lignes aériennes? Se préoccupera-t-on surtout des transports lointains ou des transports rapprochés, les conditions de concurrence des autres modes de transport étant différentes dans les deux cas?

Autant de questions essentielles que demain résoudra. Mais le problème primordial, celui dont la solution conditionne celle de tous

les autres est le suivant : il faut intéresser le public de chez nous à l'aviation pratique qui peut et doit être demain une des pierres d'angle de la puissance française. Pour pouvoir et surtout pour vouloir, il faut savoir d'abord et faire savoir.

J'ai parlé tout à l'heure des don Quichotte de l'air, de ces aviateurs hardis dont la vie se passe à battre des records. C'est à leurs exploits que je voudrais, pour terminer, emprunter quelques données qui nous montreront mieux que tous les commentaires les progrès techniques énormes accomplis depuis quelques années par l'aviation, et dont les deux grandes épreuves aéronautiques de 1920, la coupe Gordon-Bennet (18 septembre) et le meeting de Buc (8-10 octobre) ont marqué les résultats actuels.

En 1906, au début de l'aviation, le record de vitesse en avion établi par Santos-Dumont était de 41 kilomètres à l'heure; en 1913, il était de 203 kilomètres; il est actuellement de 300 kilomètres environ. La plus grande distance parcourue sans escale est passée de 220 mètres (Santos-Dumont) en 1906, à 1 000 kilomètres en 1913, à 1915 kilomètres en 1920. La plus grande durée du vol est passée de 21 minutes en 1906, à 16 heures 1/2 en 1917 et à 24 heures 19 minutes en 1920. Enfin, la plus grande altitude atteinte est passée de 453 mètres (Latham), en 1909, à 6 000 mètres en 1913, et à plus de 10 000 mètres en 1920. Ces records, ceux du moins qui concernent la vitesse et la distance parcourue qui est connexe, sont destinés à être rapidement améliorés, surtout lorsqu'on pourra appliquer aux avions les turbo-compresseurs de Rateau dont j'ai exposé ici même le principe naguère et qui permettront le vol aux très hautes altitudes, à d'énormes vitesses. Mais ce sont là des problèmes qui demain seront résolus. Si je les signale ici, c'est parce qu'il convient de ne pas oublier qu'à côté du sport qui fait le bilan des progrès techniques et les stimule, l'aviation doit rester liée à la science. Les épreuves sportives et les épreuves du laboratoire sont les deux pôles, les deux pivots, sur lesquels repose tout l'avenir de la conquête aérienne. Supprimez l'un des deux pivots, ou négligez de l'entretenir en bon état : toute la sphère cesse de tourner et s'immobilise.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra-Comique : *Le Roi Candaule*, comédie lyrique en cinq actes; paroles de M. Maurice Donnay, musique de M. Alfred Bruneau.

Je ne sais plus très bien dans quelles conditions le roi Candaule, celui de la fable grecque, procura jadis à son ami le général Gygès, le plaisir de contempler sa femme vraiment nue. A l'Opéra-Comique, la chose a lieu pendant que la reine se baigne. La scène, ou le tableau du bain formant, si j'ose dire, le clou de la pièce, il est permis d'y rattacher une étude et comme une courte revue des bains dans la musique, ou de la musique balnéaire.

Le plus ancien exemple devrait être tiré du *Déluge* de M. Camille Saint-Saëns. On connaît depuis longtemps la grandeur et la puissance de cet épisode symphonique. Après, — toujours dans l'ordre historique, — viendrait l'oratorio de Hændel, *Israël en Égypte*, avec l'engloutissement des Égyptiens dans les flots, refermés sur eux, de la Mer Rouge. Vous vous rappelez l'admirable chœur et l'effet de ces mots sans cesse répétés : « *le cheval et le cavalier*. » Ajoutons que Hændel est l'auteur encore de certaines « musiques sur l'eau, » mais non pas, celles-là, dans, ou sous l'eau.

J'aimerais parler aux lecteurs de la *Revue*, — et j'espère le faire prochainement, — de certain opéra moitié comique et moitié bouffe, du XVIIIe siècle. L'ouvrage a pour titre *Le voyage à Chaudfontaine* et pour auteur un prédécesseur et concitoyen de Grétry, Jean-Noë Hamal. La principale scène de cette comédie, (tout le second acte), se passe dans une petite ville d'eaux voisine de Liége et, plus exactement, dans les eaux, aménagées en cabinets et baignoires, de la dite station thermale. En fait de musique, et de mise en scène, il y

a là des choses fort plaisantes, qui feraient la joie de M. Albert Carré, et la nôtre.

Jeunes beautés, sous ce feuillage
Qui vous présente un doux ombrage,
Bravez le jour et la chaleur.

C'est le « chœur des baigneuses, » au second acte des *Huguenots*. Baigneuses d'autrefois, à peine dévêtues, chastement enjuponnées de gaze, et prenant entre des lames de verre, lesquelles figurent le Cher au pied du château de Chenonceaux, des poses décentes et de pudiques ébats. Musique un peu passée, mais encore agréable, coulante, à laquelle je préfère toutefois, pour l'humide et fraîche impression que vraiment elles causent, une vingtaine de mesures d'orchestre avant le lever du rideau.

Plus près de nous, la *Sapho* de Gounod s'achève par un bain, ou par un plongeon, fameux entre tous, dont la préparation psychologique et musicale (arioso, récits et stances) forme quelques-unes des pages maîtresses, les plus nobles peut-être, du musicien.

Rappellerons-nous d'autres baignades lyriques, et parfois mortelles aussi? *Loreley* est un *lied* admirable de Liszt, sur la poésie d'Henri Heine : admirable de ligne mélodique, admirable d'accompagnement et presque de symphonie au piano, admirable même, — par moments, — de mystérieux et funeste silence. Debout sur son rocher, qui domine le fleuve, Loreley peigne sa chevelure d'or avec un peigne d'or. Elle chante, et son chant attire le pêcheur et le perd. Tout es sensible à notre oreille, j'allais ajouter à nos yeux. Nous croyons tout entendre et tout voir, le paysage et la vierge fatale, la sirène et sa chanson, et le fleuve, dont les flots, après le naufrage, redisent encore longtemps le secret de mélancolie, de malheur et de mort : « Et voilà ce que Loreley a fait avec son chant. »

Sœurs de Loreley, mais sœurs innocentes et douces, les filles du Rhin forment, au début du *Rheingold*, un ravissant trio de nageuses. Il n'y a peut-être pas dans la musique entière de plus mélodieuse ou mélodique, harmonique et symphonique « pleine eau. »

Pâle et blonde,
Dort sous l'eau profonde
La willis au regard de feu.

Qui pourrait l'oublier, ne l'eût-il vue qu'une seule fois, pâle et blonde elle-même, avec ses yeux de willis, la baigneuse imprudente, égarée, l'Ophélie que fut naguère, — il y a longtemps, — Christine

Nilsson. M. Paul Bourget écrivait un jour : « Il y a dans le quatrième acte d'*Hamlet* une romance divine. » C'est peut-être beaucoup dire. Mais, s'ils veulent bien se rappeler la mélancolique ballade, et les éclats un peu fous qui l'interrompent, — (je ne parle pas des fâcheuses roulades ou « cocottes » qui la couronnent), —et telle phrase de récitatif qui s'y mêle; enfin et surtout, flottant avec Ophélie elle-même, parmi les fragiles trophées de ses fleurs et de ses voiles, le souvenir mélodieux de « sa joie perdue » et de « son inguérissable amour, » alors les plus « avancés » d'entre nous, ou les plus oublieux, reconnaîtront ici l'une des scènes d'*Hamlet* où la musique d'Ambroise Thomas s'est souvenue de la poésie de Shakspeare et n'en a pas démérité.

Retournons, toujours dans l'ordre du bain, ou des bains, à l'histoire grecque. Un récit de *Phryné*, de M. Camille Saint-Saëns, nous paraît le chef-d'œuvre du genre et l'un des chefs-d'œuvre du maître. Le musicien écrivait un jour, plaisamment, à l'auteur du poème, Augé de Lassus : « Je vous demande de réfléchir s'il ne serait pas avantageux de mettre au premier acte le merveilleux récit que cette belle personne dégoise au second : celui du bain de mer; cinquante centimes, peignoir compris. » Libre au grand artiste de rire, de rire de lui, mais à lui seul. Aussi bien, il ne riait plus quand, un autre jour, il écrivait encore à son collaborateur, à propos de la même scène : « J'ai trouvé l'apparition. Il y a là un mélange de terreur sacrée et de volupté qui n'est pas sans charme. Du moins, je l'espère. » A la bonne heure, et voilà qui s'appelle parler. Et nous-même, pourquoi ne parlerions-nous pas de Phryné à propos de la reine Candaule? L'un et l'autre sujet sont « pleins de récits tout nus. » Les deux dames ont eu la même aventure et donné le même spectacle. Phryné, plus habituée, en fit les frais deux fois : la première, devant la justice, la seconde au bord de la mer, avec un égal succès. Et voici dans quels termes la belle courtisane rapporte à Vénus Astarté, sa patronne, son triomphe marin, le plus intéressant pour une déesse sortie des eaux :

Un soir, j'errais sur le rivage,
Rêvant de vivre en ton doux esclavage,
Près d'un temple où tu fais séjour,
O Reine de beauté! Je te sentais présente,
Si doux était l'adieu de l'heure finissante,
Si pur était le ciel aux feux mourants du jour.
Bientôt, tranquille et dédaigneuse,
Folâtrait la baigneuse.

Mes longs cheveux flottaient, des zéphirs caressés;
Les alcyons passaient, alanguis et lassés.
Tout à coup retentit ton grand nom : Aphrodite !
Ainsi me saluaient, étonnée, interdite,
Les pêcheurs abusés dont les dieux s'égayaient.
Excuse leur démence!
Ils m'avaient aperçue et c'est toi qu'ils voyaient,
Comme en ce premier jour où, dans la gloire immense,
Ton beau corps ruisselant des pleurs du flot amer,
Tu t'élevais, superbe, au-dessus de la mer.

L'heure et le lieu, la mer, le ciel et le soir, l'apparition radieuse et « la terreur sacrée » qu'elle répand, le paysage et l'état d'âme, l'un et l'autre antique et païen, il n'est rien ici que la musique n'exprime avec autant de grâce que de splendeur. Faut-il dire par quels éléments, ou quels moyens? Essayons. La basse, pour commencer, arpègeant lentement et près de vingt fois de suite le même accord, étend partout un calme solennel. Sur cet accompagnement imitatif la voix de Phryné, timide encore, pose, puis déroule tout bas une ample mélodie, d'où se répand sur la baigneuse solitaire et peu à peu troublée, l'influence nocturne des Dieux. Puis des gammes agiles, des notes de flûte, pareilles à des gouttelettes sonores, se croisent et rejaillissent autour d'elle. Avec quel éclat retentit la salutation divine ! « *Aphrodite !* » A s'entendre ainsi nommer, l'orgueil, l'enthousiasme envahit la belle créature. L'orchestre s'enfle et se soulève. Il fait affluer plus que la vie, l'immortalité même, au cœur de cette mortelle que vient de sacrer déesse la flatteuse méprise des nautoniers. La symphonie bouillonne, écume, et d'un suprême élan la jette enfin sur le rivage. « Le flot qui l'apporta recule, » non pas épouvanté, mais enorgueilli, et Phryné depuis longtemps s'est tue, que l'orchestre acclame encore le miracle de la beauté se levant sur le monde pour la première fois.

Après la *Phryné* de M. Saint-Saëns, et pour terminer, la *Pénélope* de M. Fauré. Tout de suite, étant donnée la présente étude, vous devinez quel épisode nous revient en mémoire : moins qu'un bain cette fois, une ablution locale et légère, mais un chef-d'œuvre encore, de pur style grec, auguste et familier. « *Euryclée, tu laveras les pieds de notre hôte étranger.* » Au fond de la scène, la vieille nourrice obéit et soudain reconnaît son maître, mais ne le trahit pas. Cependant, sur le devant du théâtre, l'épouse continue de rêver à l'époux, qu'elle ne sait pas si proche, à l'attendre, à l'appeler. Doucement la

rêverie conjugale accompagne le rite hospitalier, et pendant quelques instants l'un et l'autre se poursuivent ensemble avec même discrétion, même tendresse et même poésie. C'est proprement délicieux.

Il nous reste à peine la place de vous entretenir du bain lyrique le plus récent, celui de la reine Candaule, et de vous en exposer la cause et les effets. Ceux-ci consistent dans l'amour bientôt déclaré de la reine pour son contemplateur indiscret malgré lui, mais charmé; puis dans la déposition et le meurtre du roi par les soldats de Gygès; enfin dans la réunion de Gygès et de la princesse, le soir de leur hymen, sous les yeux, bienveillants avec ironie, de Candaule revenu, ou plutôt revenant, et spectateur à son tour. Nous aurions aimé connaître les raisons, peut-être légères, mais sûrement spirituelles et plaisantes, par où M. Maurice Donnay peut expliquer la complaisance empressée, pressante même, du monarque pour le militaire. C'est assurément un cas particulier, s'il n'est unique dans l'histoire, de propagande esthétique autant que d'altruisme conjugal. Nous avions cru jusqu'ici qu'en pareille matière le proverbe n'a pas tort et que charité, — c'est-à-dire amour, — bien ordonnée commence par soi-même, ou plutôt s'y arrête et s'y termine. M. Donnay sans doute eût ébranlé notre croyance. Mais le malheur a voulu que la musique du *Roi Candaule* nous empêchât à peu près constamment d'en entendre les paroles. C'est grand dommage, et pour les gens qui n'aiment pas la musique de M. Bruneau, le contraire eût été préférable. Bien que musicien lui-même, M. Donnay n'est pas de ces gens-là. Dès les premières scènes, le librettiste hellénisant nous signale « Brounos » comme l'un des premiers compositeurs du temps. Cette parole est de celles, — très rares, — qui sont arrivées à nos oreilles. Faut-il avouer qu'elle ne nous a pas convaincu? Justement, et pour justifier son opinion, le tyran de Sardes se fait jouer à l'instant même un petit air du musicien qu'il vient de citer. Mais à ce nouvel argument nous eûmes encore le regret de ne point nous rendre.

Il y a plus d'une façon de traiter en musique les sujets empruntés à l'antiquité. Premièrement, la manière noble, la grande manière : celle d'un Gluck, et depuis, proportions gardées, celle du Gounod de *Sapho*, celle du Berlioz des *Troyens*. A l'autre extrémité, nous avons le genre Offenbach. Et, pour remplir « tout l'entre-deux, » les œuvres tempérées, moyennes, ne manquent pas. Ce fut un fort agréable badinage, à l'Opéra-Comique même, que *le Mariage de Télémaque*. Avec son délicieux et regretté confrère et compère Jules

Lemaître, oserons-nous dire, — « à la manière de, » à leur manière à tous deux, — que cette fois déjà Donnay s'en était donné... Et la musique de M. Claude Terrasse ne manquait ni d'esprit ni même, quand il le fallait, de sentiment et de poésie véritable.

La manière de M. Bruneau, chacun le sait, est la manière forte. Le musicien de *Messidor* s'est fait une spécialité des gros ouvrages. Il y excelle. On loue volontiers sa « patte » ou sa « poigne. » Mais *le Roi Candaule* demandait du doigté. *Le Roi Candaule* n'était pas l'affaire de M. Bruneau ; ni M. Maurice Donnay son librettiste, ou son poète prédestiné. Sa musique ne ressemble et ne se rapporte en aucune manière à l'idée, au sentiment et, — je l'imagine du moins, — aux paroles de cette histoire légère. Elle ignore les sous-entendus et ne les pratique pas. Tout au contraire, on ne l'entend que trop, cette musique ; je dirais même qu'on la surentend. Passe-t-il une occasion d'avoir de l'esprit, de la grâce, des ailes, de rire ou de sourire seulement, elle la laisse passer. Partout et toujours elle appuie, elle pèse, elle écrase. Quelques personnes, dit-on, s'attendaient à trouver M. Bruneau changé. Il a trompé leur espoir. Même sous le pseudonyme de Brounos, tout le monde l'a reconnu.

Le Roi Candaule n'a que trois interprètes qui comptent : Mlle Chenal, MM. Jean Périer et Friant. Le troisième (Gygès) est un ténor à la voix claire et haute, si haute même, qu'on la croirait placée au-dessus de sa tête. M. Jean Périer, sans mauvais goût ni caricature, a fait de Candaule un fantoche royal et conjugal assez réjouissant. Quant à la belle Mlle Chenal (la reine), elle a pris l'habitude, à force de chanter *la Marseillaise*, de s'exprimer avec la dernière violence

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Chambre des députés s'est prononcée sur le projet de loi qui avait été déposé le 10 mars dernier et qui porte rétablissement de l'ambassade de la République française près le Saint-Siège. Par 387 voix contre 195, elle a repoussé une motion préjudicielle d'ajournement. Par 407 voix contre 176, elle a passé à la discussion de l'article unique. Par 391 voix contre 179, elle a voté le texte qui lui était soumis. Majorité et minorité, qu'il était facile de dénombrer par avance, se sont donc maintenues à peu près stationnaires au cours de ces scrutins successifs et, une fois de plus, les débats, pour longs qu'ils eussent été, n'ont influencé ni les consciences ni les suffrages. Ce n'est pas cependant qu'il n'y ait été dépensé beaucoup de talent. Rarement, au contraire, deux thèses opposées ont été soutenues, dans une assemblée politique, avec plus d'éloquence, de force et d'élévation.

Le projet a été principalement combattu par MM. Herriot, Paul Boncour, Varenne, Gheusi et Ferdinand Buisson, qui ont développé, dans des discours remarquables, toute l'argumentation des adversaires de l'ambassade. Ce sont surtout les deux premiers de ces orateurs qui ont dirigé l'attaque, l'un et l'autre avec les ressources d'une riche culture intellectuelle, l'un et l'autre avec une parfaite courtoisie et un respect attentif des convictions d'autrui. Les défenseurs de la loi se sont levés en beaucoup plus grand nombre; venus des travées de la droite, de celles du centre ou de celles de gauche, ils ont parfois différé dans leurs motifs, avant de se rencontrer dans leurs conclusions. MM. Puech, Chassaigne-Goyon, de Magallon, Méritan, Guibal, Mandel, l'abbé Lemire, MM. Oberkirch, de Cassagnac, Aristide Briand, Marc Sangnier, de Baudry d'Asson, et j'ai peur de laisser la liste

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

incomplète, ont dit toutes les raisons qui justifient à leurs yeux la reprise de nos relations diplomatiques avec le Vatican. MM. Noblemaire et Colrat, rapporteurs de la Commission des finances et de la Commission des affaires extérieures, sont intervenus dans le même sens avec un éclatant succès. Enfin, M. Georges Leygues, revenu de Londres entre deux paquebots, a excellemment résumé la pensée qui avait inspiré le projet, et le débat, depuis longtemps épuisé, s'est terminé dans une séance de nuit.

Parmi les talents si variés qu'a révélés ou consacrés cette discussion, il me sera permis de saluer, avec une joie particulière, n'allais-je pas dire paternelle? celui de M. Maurice Colrat. Comme MM. Léon Bérard, André Paisant et Reibel, M. Colrat a été jadis un de mes meilleurs collaborateurs du Palais et je ne me rappelle pas sans émotion, et sans un peu de mélancolie, le temps où tous quatre venaient dans mon cabinet se délasser de la préparation des dossiers dans quelques conversations d'ordre général. Je les voyais déjà tentés par la politique et je faisais alors, je l'avoue, tout ce qui dépendait de moi pour les en éloigner et pour les retenir, au moins quelque temps, au barreau. Mais le démon qui les possédait a été plus fort que moi et comment ne pas me réjouir maintenant de ma défaite? Les voici tous quatre devenus des maîtres de la tribune. Léon Bérard, ministre d'hier et de demain, est vice-président de la Chambre. Reibel est sous-secrétaire d'État. Dans un débat où la moindre maladresse eût déchaîné des orages, Maurice Colrat vient de faire preuve d'un tact, d'une mesure, d'une délicatesse de touche, auxquels son principal contradicteur, M. Herriot, a tenu à rendre publiquement hommage. Quelle satisfaction et quelle fierté pour le vieux « patron, » aujourd'hui blanchi sous le harnais, d'assister, même d'un peu loin, aux triomphes de ses jeunes amis!

M. Colrat a, dès les premiers mots, très loyalement posé la question qui divisait la gauche de la Chambre. Nous n'entendons pas, a-t-il déclaré, toucher aux principes essentiels de notre droit, ni renoncer aux lois organiques de la laïcité. Il répondait ainsi, tout de suite, par une assurance précise, aux inquiétudes qu'avaient exprimées MM. Herriot, Paul Boncour, Varenne et Ferdinand Buisson.

Sans doute, avait dit notamment M. Herriot, nous sommes prêts à faire des concessions et des sacrifices pour maintenir, au-dessus de tous les partis, l'union nécessaire des Français. Mais nous entendons que, du point de vue religieux, notre pays reste dans l'état où il était avant la guerre, c'est-à-dire sous le régime de la séparation. Qu'on le veuille ou non, la reprise de relations diplomatiques avec le Saint-

Siège est une atteinte directe à la laïcité de l'État. Nous demandons que la France soit neutre en matière religieuse, non seulement à l'intérieur, mais à l'extérieur.

M. Paul Boncour, allant plus loin, avait revêtu de toute la somptuosité de son art oratoire cette idée maîtresse, que le rétablissement de l'ambassade de France au Vatican faisait partie d'un vaste programme de réaction politique.

C'est à ces deux ordres d'objections que le Président du Conseil et les deux rapporteurs ont tenu à répondre avec le plus d'abondance et de précision. Aucun de nous, ont-ils répété, ne veut revenir au Concordat ; aucun ne songe à répudier notre législation. Nous pensons simplement qu'il existe au Vatican une grande puissance spirituelle et qu'il y a péril à l'ignorer. Auprès de cette grande puissance spirituelle, s'est créé, d'ailleurs, un immense foyer d'informations et d'action universelle, ou, pour emprunter un mot à M. Ernest Lavisse, un véritable poste d'écoute, où se rencontrent les représentants de presque toutes les nations civilisées, des anciennes comme des nouvelles, de la Tchéco-Slovaquie, de la Yougo-Slavie, de la Pologne comme de l'Empire britannique, de la Finlande ou de l'Ukraine comme de l'Empire allemand. Nous estimons que la France doit être présente là où se trouvent réunis tant de peuples. Rien de plus. Rien de moins.

M. Colrat, qui n'a rien voulu laisser dans l'ombre, a expliqué, il est vrai, que le gouvernement précédent, d'accord avec la Commission des affaires extérieures et celle des finances, avait jugé bon, avant de faire venir le projet en discussion, de prendre contact avec la curie romaine. Un diplomate distingué, M. Doulcet, a été envoyé à Rome ; il est entré en rapports avec la secrétairerie d'État ; il a reçu un accueil encourageant. Le Vatican ne s'est pas plaint que la séparation eût été votée en France sans une dénonciation préalable du Concordat ; il n'a fait aucune difficulté pour régler, d'une manière satisfaisante, les conditions d'une visite éventuelle du Président de la République à Rome ; il a même examiné dans un esprit libéral la question des cultuelles et la Congrégation des affaires extraordinaires a décidé que devant la jurisprudence du Conseil d'État qu'on lui montrait, il n'y avait pas lieu de maintenir l'interdit contre la loi votée en France il y a quinze ans. Les lecteurs de la *Revue* ont connu, par un article retentissant, les diverses phases de cette négociation et l'incident qui y a mis fin. M. Briand aurait voulu qu'on la reprît et qu'on la fît aboutir. Le Président du Conseil, longuement interrompu

par son éminent collègue, a répondu qu'à son avis, les cultuelles, pas plus qu'aucune de nos lois intérieures, n'avaient rien à faire dans le débat, — ce qui était, à vrai dire, un désaveu implicite de la négociation commencée, — et il s'est attaché à justifier seulement par des considérations de politique étrangère et d'intérêt national permanent le rétablissement de l'ambassade. Les lois et les institutions de la République, a-t-il proclamé, doivent, aussi bien que la constitution et la tradition de l'Église, rester en dehors de toute négociation. L'Église est une force morale organisée, encadrée, hiérarchisée, qui agit sur la conscience et sur l'esprit de trois cents millions d'hommes, dont les deux tiers habitent l'Europe. Voulons-nous fermer les yeux à cette réalité? M. Georges Leygues a ensuite insisté sur le protectorat français en Orient. Sans doute, a-t-il dit, M. Herriot avait raison, lorsqu'il démontrait que le fondement historique et juridique de ce protectorat n'est point une concession du Saint-Siège et que nous tenons nos droits de Capitulations consenties par les Sultans. Rien de plus exact. Le Saint-Siège lui-même a reconnu cette vérité, en 1888, dans les instructions qu'il a fait donner aux missionnaires par la Congrégation de la Propagande. Mais l'origine du protectorat est une chose, l'exercice du protectorat en est une autre. Pour avoir toute liberté d'action, nos missions doivent obtenir l'appui du Saint-Siège et, lorsque nous ne sommes pas là pour les défendre auprès de lui, des pays rivaux savent profiter de l'occasion.

A son tour, après les rapporteurs, le Président du Conseil a cherché à rassurer ceux des républicains qui croyaient découvrir dans le projet des arrière-pensées de réaction cléricale. M. Colrat avait lu les paroles testamentaires d'un instituteur syndicaliste et socialiste qui, avant d'aller mourir bravement au champ d'honneur, avait tenu à exprimer publiquement le vœu que la France reprît des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. M. Georges Leygues a, de même, rappelé qu'en janvier 1793, les membres du Conseil exécutif de la République avaient désigné le citoyen Cacault pour les représenter auprès du Pape et il a ajouté que, si les rapports avec le Vatican étaient de nature à mettre en péril la République, on ne s'expliquerait pas comment Jules Favre, Gambetta, Goblet, Ferry, Waldeck-Rousseau les avaient jalousement maintenus.

Après les explications du Président du Conseil, la cause était entendue; la clôture a été rapidement prononcée. Le gouvernement a deux fois posé la question de confiance, contre la motion d'ajournement et contre un amendement qui substituait à un ambassadeur

un envoyé extraordinaire; il l'a emporté sans effort; le projet a été adopté, et M. Leygues, libéré, a pu repartir pour Londres, où la baguette magique de M. Lloyd George avait fait sortir du sol une nouvelle incarnation du Conseil suprême.

La situation devant laquelle s'est trouvé en Angleterre le Président du Conseil français était, il en faut convenir, hérissée de difficultés. Avant son premier départ, M. Leygues s'était présenté devant la Commission des affaires extérieures de la Chambre, et il y avait recueilli deux indications précises : hostilité générale contre le retour de Constantin, opposition non moins générale au traité de Sèvres. A ce moment, M. Leygues n'avait pu se rendre encore à l'appel de la Commission des affaires extérieures du Sénat, mais il avait été averti que les mêmes sentiments y avaient prévalu. Cette opinion parlementaire concordait, du reste, avec celle du gouvernement français, dont la thèse avait été longuement exposée dans la plupart des journaux, avant la réunion du Conseil suprême. Vous savez, en effet, qu'on a tordu le cou à la diplomatie secrète, bouc émissaire de tous les péchés de l'humanité. Chaque gouvernement se croit donc aujourd'hui dans la nécessité d'annoncer *urbi et orbi* ses intentions. Mais comme, par une contradiction singulière, les conversations des premiers ministres demeurent toujours beaucoup plus mystérieuses que les négociations poursuivies dans les formes d'autrefois, on est amené à tromper l'appétit de l'opinion publique, en assaisonnant la sécheresse des protocoles de commentaires succulents; et c'est ainsi qu'à chaque rencontre du Conseil suprême, la presse anglaise annonce une victoire anglaise, la presse italienne une victoire italienne, la presse française une victoire française, et peut-être bien la presse japonaise une victoire japonaise. Seuls, les États-Unis se passent désormais de ces sortes de victoires, et ils ne s'en portent pas plus mal. Donc, lorsque M. Leygues est arrivé à Londres, il a trouvé une Angleterre qui n'était pas encore tout à fait revenue de la désagréable surprise dans laquelle l'avaient plongée les élections grecques. Sous l'influence prépondérante de Lord Curzon, le gouvernement britannique s'était fait des choses d'Orient une conception précise et systématique. La conséquence logique de la guerre était, à ses yeux, non seulement l'expulsion des Turcs de l'Europe, mais l'anéantissement presque total de leur Empire et leur cantonnement obligatoire en Anatolie. Sous le nom de Mésopotamie, la plus grande partie des territoires sur lesquels s'était étendue leur souveraineté, reviendrait naturellement à la Grande-Bretagne; on y ajouterait la Palestine et

le meilleur port de la Syrie, qu'on rattacherait artificiellement à la Mésopotamie; et, enfin, deux peuples alliés achèveraient d'assurer à l'Angleterre la domination morale de l'Asie Mineure, les Arabes du Hedjaz et les Grecs. Les grandes ambitions que M. Venizélos nourrissait pour sa patrie vinrent favoriser la réalisation de ce vaste programme oriental. Que pouvait-on refuser à l'illustre homme d'État hellénique? Il avait entraîné son pays dans la guerre, il avait formé des divisions pour renforcer l'armée de Salonique, il nous offrait l'éternelle amitié d'une nation jeune, mais héritière d'un glorieux passé, et, pour combattre la barbarie touranienne, pour sauver la civilisation dont la Grèce avait été le berceau, il était prêt à nous donner une active coopération. Il proposa de débarquer à Smyrne et d'aider les Anglais à se débarrasser du nationalisme turc. M. Lloyd George, séduit par cette idée, détermina le gouvernement français à s'y rallier et, en acceptant ainsi ce qu'ils considéraient comme un service, les Alliés s'engagèrent du même coup à gratifier la Grèce de compensations qui pèsent aujourd'hui lourdement sur le traité de Sèvres. Les intrigues du pangermanisme ont réveillé l'Angleterre de son beau rêve oriental. Cette famille des Hohenzollern dont le chef devait être, d'après les déclarations solennelles du premier ministre anglais, poursuivi et condamné, sortait brusquement de son caveau provisoire. Le Reich versait ouvertement à l'ancien Empereur des millions qui appartenaient, en vertu du traité de Versailles, aux États créanciers et la sœur de Guillaume II poussait son royal époux à détruire dans le Levant l'œuvre combinée de M. Venizélos et de la Grande-Bretagne. Si pénible que fût cette déception pour Lord Curzon et pour ses collaborateurs, ils n'en réalisèrent pas immédiatement toutes les suites. Orientés dans un sens, ils eurent quelque peine à rectifier, sous la pression d'événements imprévus, la position qu'ils avaient prise. Alors que M. Georges Leygues essayait d'adapter la politique des Alliés aux exigences du nouvel état de choses, l'Angleterre, un peu effrayée de notre impétuosité, opposait à notre hâte la lenteur de la patience et de la réflexion. Elle se raccrochait aux débris de son programme, et, par peur des résolutions inconsidérées, elle risquait de laisser passer les jours sans en prendre aucune. C'est dans ces dispositions d'esprit assez différentes que s'est poursuivie la conversation et, bien qu'elle fût, cette fois, facilitée par un vif désir d'entente dont il faut nous féliciter, il n'était guère possible d'espérer qu'elle aboutît à un règlement immédiat des questions orientales. *To wait and see*, telle est décidément la devise de la diplomatie alliée.

Dans ces entretiens qui reprendront bientôt, M. Georges Leygues a cependant déjà produit et il peut produire à nouveau un argument très fort. Les divers traités signés à Sèvres le 10 août dernier ne sont pas encore ratifiés par les Chambres françaises. Les États-Unis, pays libre, ont refusé de ratifier le traité de Versailles, bien qu'il eût été négocié par leur Président lui-même. Personne ne saurait contraindre le Parlement français à voter un traité qui paraîtrait en opposition avec nos intérêts. L'Angleterre, pays libre elle aussi, ne pourrait pas s'étonner de voir notre représentation nationale user de ses prérogatives élémentaires. Le traité de Versailles, comme tous les actes diplomatiques, n'est entré en vigueur qu'après ratification. Il a été sanctionné par les Chambres françaises, par les Communes, par les Chambres italiennes, par le Reichstag; il est, dès lors, devenu intangible, — du moins, théoriquement, — car, en fait, il n'a jamais été si violemment battu en brèche, chez nos Alliés comme chez nos anciens ennemis, que depuis qu'il est définitif. Si les critiques qui s'élèvent aujourd'hui, dans des sens si divers, contre le traité de Versailles, avaient été formulées avant la ratification, ou, plutôt, si les quelques députés qui les ont exprimées, en France ou à l'étranger, avaient été suivis par une majorité, aucun des pays signataires n'aurait eu le droit de voir là une inconvenance ou un abus de pouvoir. Tant qu'un traité n'est pas régulièrement consacré par la nation qu'il va obliger, il n'est et ne peut être qu'un projet. L'article 8 de notre loi constitutionnelle des 16-18 juillet 1875 est formel à cet endroit.

Or, voici que les deux Chambres se trouvent, à Sèvres, en face d'un service de porcelaine, composé de six traités, tous datés du 10 août 1920, et tous d'une désolante fragilité. Ces jours-ci, au banquet que lui offrait le barreau de Paris, M. Millerand disait : « La paix est revenue, si faible encore et si délicate... » Oui, faible et délicate sur le Rhin; faible et délicate, plus sûrement encore, dans cet Orient, par où l'Allemagne, fidèle à ses vieux desseins, essaie de prendre l'Europe à revers. Cette paix souffreteuse et maladive, sont-ce donc les traités de Sèvres qui la vont fortifier? Parcourons les fascicules où les conventions nouvelles sont consignées en trois langues : anglais, italien et français; nous n'éprouverons pas seulement le regret d'y voir la primauté diplomatique de notre idiome sacrifiée une fois de plus aux instances de nos alliés; nous y trouverons malheureusement justifiée une appréciation de M. Jacques Bainville : « Au cas d'un nouvel accident européen, dit-il dans sa très intéressante étude sur les *Conséquences politiques de la*

paix, il y a, en Asie Mineure, la matière d'un immense incendie :

Hinc movet Euphrates, illinc Germania bellum. »

Dans ce foyer d'incendie, les traités de Sèvres jettent eux-mêmes un supplément de combustibles. Certes, M. Auguste Gauvain a raison de nous mettre en garde contre la perfidie des Jeunes Turcs et contre le péril du pantouranisme, complice déclaré du bolchévisme et du pangermanisme, et peut-être y a-t-il une part d'illusion poétique et de nostalgie littéraire dans la tendresse touchante que mon illustre ami Pierre Loti a conservée, aux heures les plus sombres, pour ses vieux amis de Turquie. Mais, tout de même, ce que le général Gouraud a dit, l'autre jour, à la Commission de la Chambre, du caractère turc et des méthodes suivies dans la guerre par les Ottomans, il n'aurait pas pu le dire des armées allemandes, et il est incontestable que, dans son ensemble, le peuple turc mérite de n'être pas confondu avec quelques meneurs. Il s'est laissé entraîner contre nous par l'Allemagne ; il est vaincu ; qu'il paie sa défaite, rien de plus juste; que nous prenions des précautions sévères pour nous garantir contre tout retour offensif ; que nous ne tolérions plus de troupes turques en Europe ; que nous neutralisions la partie de Thrace laissée à l'Empire ottoman ; que l'Angleterre, l'Italie et nous, nous nous établissions fortement sur les Détroits pour en assurer la liberté, rien de plus légitime. Mais encore faut-il qu'un traité, qui nous fait, pour l'avenir, les voisins des Turcs, ne les exaspère pas, en même temps, contre nous et ne nous empêche pas d'avoir avec eux des relations de bon voisinage.

Or, notre mandat syrien place, sinon sous notre autorité directe, du moins sous notre contrôle, des territoires qui vont être, sur une très vaste étendue, limitrophes de la Turquie d'Asie. L'article 27 trace cette frontière de l'Ouest de Karatash, sur le golfe d'Alexandrette, jusqu'au Sud de Rubahi Kala sur le Tigre, et il suffit de jeter les yeux sur cette ligne immense pour comprendre que nous serions en posture très désagréable, si les populations qui habitent au Nord vivaient en mésintelligence avec nous.

Remarquons, en outre, que par un autre des traités du 10 août, celui qui est intitulé Accord tripartite entre l'Empire britannique, la France et l'Italie, relatif à l'Anatolie, les trois Puissances contractantes s'engagent à se prêter mutuellement leur appui diplomatique pour maintenir leur situation respective dans trois zones distinctes, où sont reconnus leurs intérêts particuliers, et la zone d'influence

qui est ainsi réservée à la France s'étend fort loin au Nord de la Syrie, englobant Adana, Marash, Sivas, Kharpout et Diarbékir. Dans toute cette région, la Turquie reste souveraine, mais nous pouvons être appelés à réorganiser l'administration et la police locale, et nous n'avons aucun moyen de rien faire, aucun espoir de rien obtenir, que par une collaboration confiante avec le Gouvernement ottoman. Aujourd'hui, l'hostilité des Khemalistes rend impossible toute exécution pacifique du traité ; et, pour qu'il ne devienne pas lettre morte, nous concentrons à grands frais des troupes importantes en Cilicie. Pourrons-nous longtemps persister dans ce paradoxe, une paix écrite qui empêche la paix réelle ?

Pourquoi donc y a-t-il aujourd'hui deux Gouvernements en Turquie, un Gouvernement docile aux Alliés, mais impuissant, un Gouvernement hostile et surexcité par nos prétentions? Est-ce par la faute de la France? Non certes. Longtemps avant la guerre, l'Empire ottoman avait reconnu la situation privilégiée de la France en Syrie, et il n'en prenait pas ombrage. Il s'accommodait fort bien également de la constitution des zones d'influence et savait même en tirer des avantages variés. Il ferait même aujourd'hui son deuil de la Mésopotamie et du Hedjaz et, d'une manière générale, partout où il serait directement en contact avec l'Angleterre, l'Italie et la France, il trouverait sans peine avec nos Alliés et nous des arrangements amiables. Il n'y a point à nous dissimuler que ce qui a le plus vivement excité le nationalisme turc, c'est la large part faite à la Grèce, soit en Thrace, soit en Asie Mineure.

Je ne sais s'il est quelqu'un qui soit à même de dire comment cette part a si étrangement grandi entre le point de départ des négociations et le 10 août 1920. Au lendemain de l'armistice, M. Venizélos, très sagement inspiré, n'avait émis que des vœux beaucoup plus modestes; il ajournait à des temps lointains des annexions que son pays ne lui semblait pas en état de supporter; ce n'est qu'après de longs séjours en Angleterre qu'il a peu à peu conçu de si grandes ambitions. Nous ne pouvions cependant ignorer qu'en augmentant la part faite à la Grèce, nous augmentions nos risques et nos responsabilités. La Grèce est, en effet, membre originaire de la Société des nations et le pacte de la Société des nations figure au frontispice du principal traité de Sèvres comme à celui du traité de Versailles. Or, vous vous rappelez l'article 10 qui vient de déterminer l'Argentine à se retirer de la Société des nations et qui n'est pas abrogé : « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à

maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. » Si, dans ses frontières élargies, la Grèce était attaquée par la Turquie, la Grèce pourrait donc s'adresser à la Société des nations et particulièrement aux Alliés qui l'ont fondée. Je sais bien que nous aurions la ressource de répondre : « Le Conseil va aviser aux moyens d'assurer l'exécution de ses obligations. » Mais cette réponse, sans doute, ne serait pas du goût de la Grèce. Nous nous serions donc mis nous-mêmes, à tout le moins, dans une position délicate.

Nous avons cependant poussé la Grèce en Europe jusqu'aux portes de Constantinople, ingénieuse combinaison pour mécontenter à la fois les Bulgares, les Grecs et les Turcs; car les premiers sont, non seulement coupés de la mer Égée, sauf la liberté de transit qui leur est reconnue par l'article 4 d'un traité spécial, mais voient les Grecs pénétrer jusqu'à la Mer Noire et à la mer de Marmara; les seconds sont conduits à deux pas de la ville dont la conquête avait pour eux une valeur symbolique et ils sont, en même temps, empêchés d'y entrer; les troisièmes ne conservent en Europe que quelques malheureux kilomètres carrés, grevés, d'ailleurs, de servitudes telles qu'ils ne peuvent même plus s'en considérer comme les véritables propriétaires.

D'autre part, l'article 69 du traité principal nous dit, avec une délicieuse ironie, que la ville de Smyrne et les territoires adjacents restent sous la souveraineté ottomane ; et il en donne, tout de suite, une preuve éclatante, c'est que le pavillon ottoman sera hissé, d'une manière permanente, sur un fort extérieur de la ville. Mais la Turquie n'aura même pas le droit de choisir ce fort; il sera désigné par les Puissances que le traité appelle, suivant l'impertinente formule que nous ne connaissons que trop, les Principales Puissances alliées; et, du reste, cette pauvre souveraineté, dont ce drapeau sera l'emblème, que devient-elle dans le reste de l'article 69? La Turquie en transfère immédiatement l'exercice à la Grèce. Il est prévu un Parlement local, un régime douanier spécial, une occupation militaire grecque, et, cinq ans après la mise en vigueur du traité, le Parlement local pourra, par un simple vote émis à la majorité, demander au Conseil de la Société des nations l'incorporation dans le royaume de Grèce de la ville de Smyrne et du territoire voisin. Territoire fort étendu qui, sur la mer Egée, va des environs

de Skalanova, en face de Samos, au Sud, jusque près du cap Dahlila, en face de Mytilène, au Nord, et qui, à l'intérieur, pénètre jusque dans le voisinage de Bos Dagh, de Kirkagach et de Soma. Ajoutez que la Turquie renonce, en outre, en faveur de la Grèce, à tous ses droits et titres sur les îles d'Imbros et de Tenedos. De son côté, et par autre traité du 10 août, l'Italie abandonne à la Grèce les îles du Dodécanèse, qu'elle occupe dans la mer Egée, c'est-à-dire Stampalia, Chalki et Alimnia, Scarpanto, Cassos, Episcopi, Nisyros, Calymnos, Léros, Patmos, Lipsos, Symi et Cos ; et elle accepte de laisser la population de Rhodes se prononcer librement sur le sort de l'île, le jour où l'Angleterre prendrait la décision de donner l'île de Chypre à la Grèce ; tout cela comme contre-partie de la zone d'influence que l'Italie obtient en Asie Mineure au Sud et à l'Est du territoire de Smyrne, depuis Adalia au Sud jusqu'à proximité de Brousse dans le Nord.

Voilà le magnifique Empire dont héritent aujourd'hui, grâce au talent de M. Venizélos et à la bienveillance des Alliés, MM. Rhallys et Gounaris; et, quelles que soient les assurances qu'ils affectent de nous donner, nous devons craindre qu'ils ne soient en mesure ni de le défendre, ni de l'administrer. Je laisse de côté, pour le moment, les autres problèmes que pose le traité, notamment celui des frontières arméniennes. Mais je ne puis m'empêcher de relever encore une étrange anomalie, contenue dans la dixième section. Il est stipulé aux articles 118 et 120 que la Turquie reconnaît le protectorat de la France en Tunisie et au Maroc et en accepte toutes les conséquences. La première reconnaissance prendra date du 12 mai 1881 et la seconde du 30 mars 1912. Qu'est-ce à dire, sinon que, maîtres de la Tunisie depuis près de quarante ans et du Maroc depuis plus de huit ans, nous ne sommes pas sans nous préoccuper, aujourd'hui encore, des liens politiques et religieux qui ont rattaché à l'Empire ottoman nos deux protectorats de l'Afrique du Nord? Comment les hommes qui, le 10 août 1920, n'ont pas jugé superflue la précaution prise dans ces deux articles, ne se sont-ils pas dit que, pour que cette reconnaissance demandée à la Turquie fût effective et efficace, il fallait, tout au moins, qu'elle fût sincère et que, pour qu'elle fût sincère, il fallait que la Turquie ne se sentît pas étranglée, en Asie, par les possesseurs du Maroc et de la Tunisie?

Telles sont, entre mille, quelques-unes des objections que rencontreront les traités de Sèvres si, un jour, ils viennent à être examinés par les Chambres. Sans doute, avant le revirement de la Grèce, les plus graves de ces objections auraient pu tomber devant cette simple

réponse : « Il est vrai qu'après avoir poussé aussi loin le démembrement de la Turquie, nous allons avoir quelque mal à calmer l'irritation du nationalisme ottoman. Mais Angleterre, Italie et France, nous avons là-bas, à nos côtés, un jeune et vigoureux allié, qui a fait ses preuves de courage et de fidélité, et tant à Smyrne qu'en Thrace, nous pouvons compter sur la vigilance et sur la loyauté des Grecs. » Cette confiante réplique, qui oserait maintenant la faire? J'entends bien qu'à Londres, les Alliés ont décidé, d'un commun accord, de couper les crédits à la Grèce et de la mettre à la diète, si elle rappelait Constantin. Mais cette menace, — d'ailleurs, tardivement formulée, — est restée vaine. MM. Gounaris et Rhallys ont bruyamment déclaré qu'ils continueraient la politique étrangère de M. Venizélos, mais ils se sont gardés d'ajourner le plébiscite, et les événements ont suivi leur marche fatale. Minerve elle-même n'a-t-elle pas donné à Ulysse, pour lui permettre de mieux tromper son monde, des déguisements divers et des ressources infinies? De son côté, le roi Constantin a fait savoir à l'univers, par des interviews sensationnelles, qu'il était un prince incompris, qu'il avait toujours été favorable aux Alliés et que c'étaient eux qui avaient eu l'aveuglement de dédaigner ses offres spontanées; et il a entrepris sa justification en écrivant l'histoire un peu à la manière de son impérial beau-frère. A quoi bon ces apologies rétrospectives? Constantin sur le trône, Constantin s'effaçant lui-même, par abnégation patriotique, pour faire place au diadoque, scènes interchangeables d'une même comédie. Le Roi est quelque chose, mais il n'est pas tout. Que sera demain la politique extérieure de la Grèce? Là est toute la question. Ce n'est pas contre un homme, fût-ce contre une tête couronnée, que nous avons à nous tenir en garde, c'est contre le virus germanique qui s'est, de nouveau, insinué en Grèce et qui menace de contaminer l'Orient.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — XC^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre.

Livraison du 15 Novembre.

Livraison du 1er Décembre.

Livraison du 15 Décembre.

Paris. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 55630.